



FONDO PIZZOFALCONE



115216

172
~~248~~

B. Row.
XI
329

BIOGRAPHIE

SPÉCIALE

DES PAIRS ET DES DÉPUTÉS

DU ROYAUME,

SESSION DE 1818 — 1819.

A LYON, chez CHARBON FRÈRES, libraires, rue Mercière;
A ROUEN, chez FLEURY, libraire, rue des Murs-Saint-Ouen,
n°. 5;
A TOULOUSE, chez VIEUSSEUX CADET, libraire.

643836

BIOGRAPHIE
SPÉCIALE
DES PAIRS ET DES DÉPUTÉS
DU ROYAUME,
SESSION DE 1818 — 1819,

CONTENANT la Vie politique de chacun d'eux jusqu'à ce jour. On y a joint, sous le titre de Supplément, une Notice historique sur les nouveaux Députés élus.

L'OUVRAGE est terminé par un Tableau des Députés réélus mis en parallèle avec les Députés non-réélus.



PARIS,

BEAUCÉ, Libraire de S. A. R. Monseigneur Duc d'Angoulême,
rue Guénégaud, n°. 19.

1819.



AVIS DE L'ÉDITEUR.

L'OUVRAGE qu'on présente au Public a été inspiré par cet amour de la vérité qui doit diriger tout citoyen qui désire la paix et la prospérité de son pays. L'épouvantable résultat de la loi des élections atteste que ce ne sont point les amis de la dynastie des Bourbons qui l'ont défendue et qui la défendent encore : les partisans de cette loi funeste n'ignorent pas qu'elle entraînera la chute de la monarchie et renversera l'édifice social fondé sur la Charte que le Roi, dans sa sagesse, a eu devoir donner à son peuple ; au contraire, c'est sur elle qu'ils fondent leur criminel espoir. Il en est beaucoup, parmi eux, qui regrettent la monarchie de Buonaparte et la domination de cet usurpateur ; ils ont tendu des pièges à des ministres foibles, imprévoyans, et les ont entraînés dans des erreurs qui sont la source des calamités publiques.

Parcourons quelques pages des fastes révolutionnaires, et laissons se juger eux-mêmes les fongueux partisans de la révolution. Lecteur, faites la plus grande attention à ce que vous allez lire.

Les Etats-Généraux, qui prirent ensuite le titre d'*Assemblée nationale*, avoient désorganisé tout ce qu'ils n'avoient pas détruit ; ils avoient avili la religion et l'autorité royale : ainsi furent brisés les principaux liens de la société.

Aux Etats-Généraux succéda l'*Assemblée législative* : celle-ci ne rétablit rien, prononça la déchéance du Roi, et convoqua la *Convention nationale*. Cette dernière assemblée, si l'on en croit M. de Serres, aujourd'hui garde-des-sceaux, étoit saine en majorité ; mais, selon nous, elle fut composée en grande majorité d'êtres féroces, débauchés, familiarisés avec le crime, d'hommes passionnés, enfin, qui couvrirent la France de cadavres, et couronnèrent leurs forfaits par le plus exécrable des attentats, le meurtre du vertueux Louis XVI, en se constituant à-la-fois, par une monstruosité sans exemple, accusateurs, jurés, juges et bourreaux. Le journaliste Prudhomme, dont l'esprit républicain n'étoit pas douteux, mais que le sentiment de la justice agitoit, osa dire à Danton que la Convention, qui s'attribuoit le droit d'accuser Louis XVI, ne pouvoit plus avoir celui de le juger. « Tu as raison, répond le farouche » et digne collègue de Robespierre ; aussi ne prétendons-nous pas » le juger : NOUS LE TUERONS !

Écoutez maintenant l'énergumène Hébert, connu sous le nom de Père Duchêne, et nous aurons en même temps le portrait le plus parfait du juste couronné et celui des lâches apostats qui se livrèrent à tous les excès du crime, après avoir eu le mal-

heur d'abandonner le sentier du devoir. « Je voulus être, dit Hébert,
 » du nombre de ceux qui devoient être présens à la lecture de l'ar-
 » rêt de mort de Louis. Il écouta avec un sang-froid rare la lec-
 » ture de ce jugement. Lorsqu'elle fut achevée, il demanda sa
 » famille, un confesseur, enfin tout ce qui pouvoit lui être de quel-
 » que soulagement à son heure dernière. Il mit tant d'unction, de
 » dignité, de noblesse, de grandeur, dans son maintien et dans
 » ses paroles, que je ne pus y tenir. Des pleurs de rage vinrent
 » mouiller mes paupières. IL AVOIT, DANS SES REGARDS ET DANS SES
 » MANIÈRES, QUELQUE CHOSE DE VISIBLEMENT SUPERNATURAL A L'HOMME. Je me
 » retirai, en voulant retenir des larmes qui couloient malgré moi,
 » et bien résolu de finir là mon ministère. Je m'en ouvris à un de
 » mes collègues, qui n'avoit pas plus de fermeté pour contenir les
 » siennes; et je lui dis, avec ma franchise ordinaire : Mon ami,
 » *les prêtres, membres de la Convention*, en votant pour la mort,
 » quoique *la sainteté de leur caractère* le leur défendit, ont formé la
 » majorité qui nous délivre du tyran. Hé bien, que ce soit aussi
 » *des prêtres constitutionnels* qui le conduisent à l'échafaud. Des
 » PRÊTRES CONSTITUTIONNELS ONT, SEULS, ASSEZ DE FÉROCITÉ POUR REMPLIR
 » CET EMPLOI. Nous fîmes en effet décider, mon collègue et moi, que
 » ce seroient deux prêtres municipaux, Jacques Roux (1) et Pierre
 » Bernard (2), qui conduiroient Louis à la mort; ET L'ON SAIT QU'ILS
 » S'ACQUITTÈRENT DE CETTE FONCTION AVEC L'INSENSIBILITÉ DES BÊTES FÉ-
 » ROCES. » Tel est le mémorable jugement de l'un des plus ardens
 révolutionnaires, sur Louis le Martyr, et sur le caractère moral
 des prêtres constitutionnels.

Ministres du Roi, voilà les hommes que doit produire votre loi
 des élections!.....

Sans inventer des calomnies, que nous désavouons d'avance,
 nous avons dû rapporter les faits tels qu'ils sont; nous l'avons fait
 sans fiel et sans amertume, et nous nous sommes abstenus de ré-
 flexions inutiles; mais nous en avons assez dit pour faire connoître
 l'esprit, les talens et le caractère des hommes auxquels les intérêts
 de la nation sont confiés.

BEAUCÉ.

(1) Le 15 janvier 1794, Jacques Roux ayant été traduit au tribunal de
 police correctionnelle, pour friponneries qui l'avoient fait chasser de la
 Commune, et les juges ayant dit que les délits dont il étoit chargé passaient
 leur compétence, ils le renvoyèrent au tribunal révolutionnaire. Au mo-
 ment où il entendit prononcer cette décision, il se frappa de cinq coups de
 couteau, et on le reporta à Bicêtre, où il se donna encore plusieurs coups
 de canif, et où il mourut de ses blessures.

(2) Pierre Bernard, son digne collègue, fut condamné à mort, le 27
 juillet 1794, comme complice de Robespierre, et exécuté le même jour.

INTRODUCTION.

La loi funeste des élections a placé dans le sein de la Chambre des députés un régicide, et a augmenté le nombre des libéraux. Ce triomphe de l'iniquité ne déconcerte pas les royalistes; il leur donne une nouvelle activité et une nouvelle énergie pour défendre la monarchie, la Charte, la légitimité et les prérogatives du trône : dirigés par l'amour de la patrie et du bien public, ils veulent fonder les institutions sur la propriété, sur la justice et sur l'ordre; ils veulent réunir au système politique du gouvernement la religion et la morale; ils formeront une sainte alliance pour combattre et détruire cette faction démocratique, qui, en rendant publiquement un hommage hypocrite à la Charte, en désire intérieurement la chute, parce qu'elle consacre les droits au trône à la dynastie des Bourbons. Les perturbateurs de l'ordre social ne savent pas même dissimuler leurs projets insensés; ils veulent introduire dans une monarchie tempérée des établissemens populaires et des institutions démocratiques, qui ne peuvent être que des semences de discorde et de dissensions, qui, semblables à des matières combustibles, fermentent dans les entrailles d'un volcan. Une monarchie constitutionnelle, fondée sur des institutions démocratiques, ne peut point exister, elle doit s'écrouler pour établir sur ses débris le gouvernement républicain. Le Roi, dans son dernier discours d'ouverture du Corps législatif, a caractérisé d'une manière ferme et vraie ces sectaires : « Sa Majesté » compte avec confiance sur le concours et le zèle des deux Chambres » pour repousser ces principes pernicieux qui, sous le masque de la » liberté, attaquent l'ordre social, conduisent à l'anarchie par le pou- » voir absolu, et dont le funeste succès a coûté au monde tant de sang » et tant de larmes. » Les ministres n'ont point respecté les intentions, ni obéi aux ordres de leur souverain. Il faut un nouveau ministère pour sauver la France; les mains foibles et chancelantes du ministère actuel ne conduiront jamais au port le vaisseau de l'Etat battu par de violentes tempêtes. On n'accusera peut-être pas les ministres d'aujourd'hui, soit de trahison, soit de prévarication; mais on leur reprochera leur iniquité et leur foiblesse. Ils ne savent point gouverner; ils sont proscrits dans l'opinion publique; au lieu de se réunir aux royalistes, ils dédaignent leurs conseils, ils attaquent leurs principes, et préparent ainsi le triomphe de ces sectaires qui veulent arriver au pouvoir par le désordre et l'anarchie. Il faut un gouvernement ferme, ou l'Etat est perdu.

Proclamons une grande vérité; qu'elle soit gravée dans le sanctuaire des lois, dans les hôtels des ministres et sur les monumens publics : La fermeté ou la foiblesse des gouvernemens soutient ou ren-

verse les empires, constitue la gloire et la prospérité des peuples, ou produit leurs misères et leurs infortunes; les incertitudes des gouvernemens fortifient l'esprit d'indépendance et de rébellion; alors il n'y a ni liberté, ni union, ni bonheur; les citoyens devenant étrangers à leur patrie, n'ont ni amour, ni confiance pour les dépositaires de l'autorité royale, l'égoïsme politique flétrit leurs cœurs et dessèche leurs âmes. De ce désordre général naît la corruption publique. Un gouvernement ferme abat tous les partis et contient les citoyens dans l'obéissance aux lois; il élève une nation industrielle au plus haut degré de gloire. Un gouvernement foible lui fait perdre tous les avantages de sa situation géographique, de ses moyens et de ses ressources. L'honneur, dans le premier, ne connoît point de bornes dans son impulsion et il opère des prodiges : sous le second il se montre sans éclat. L'auteur immortel de *Télémaque* dépeint « Minos plus inexorable envers les souverains foibles qu'envers les monarques les plus méchans, parce qu'un roi méchant n'a que ses propres vices, au lieu qu'un prince foible partage les vices de sa cour. La justice, la fermeté éclairée, l'énergie de l'âme, la force du caractère, l'austérité des principes du Monarque affermiront son autorité et réprimeront ces factions impuissantes dans leur origine, mais qui deviennent des insurrections funestes et des conspirations ardentes par la foiblesse des rois. Que deviendront les plus sages institutions, si le génie qui les a créées manque d'énergie et de vigueur pour en maintenir l'observation? Un gouvernement ferme est une chaîne puissante qui attache les citoyens à la patrie et à la constitution; ils bénissent un règne heureux qui leur assure l'exercice libre et paisible de leur industrie et de leurs travaux. » Que les ministres s'appliquent les réflexions de Fénelon; qu'ils marchent dans la ligne droite, la France est sauvée, et cux avec elle. Mais s'ils persévèrent dans leur ridicule système de bascule, qu'ils s'attendent à une chute prochaine !...

BIOGRAPHIE

SPÉCIALE

DES PAIRS ET DÉPUTÉS

DU ROYAUME,

SESSION DE 1818 — 1819



A.

ABOVILLE, né à la Fère en 1783, fils du comte d'Aboville, mort en 1819, a succédé à son père à la dignité héréditaire de la pairie. Il fut nommé commissaire près de l'administration des poudres et salpêtres; il combattit en mars 1819 l'article 11 du projet de loi relatif au commerce et à la fabrication des salpêtres; cet article supprime la fouille obligée. M. Aboville observa que cette suppression réduisoit de moitié la recette du salpêtre indigène, ruinoit et décourageoit cette branche d'industrie, privoit de leur unique moyen d'existence trois à quatre mille français qu'occupe sur différens points l'extraction d'une substance aussi utile aux arts que nécessaire à l'Etat. La fouille, dont l'établissement remonte à l'époque même où, par l'invention de la poudre, le salpêtre qui entre dans sa composition devient une matière indispensable, a toujours été regardée comme une prérogative de

la couronne. L'exercice, rigoureux dans le principe, a été considérablement adouci par les dernières ordonnances. M. le comte Aboville se borna ensuite à demander que cette suppression fût différée jusqu'au 1^{er} juillet 1821, afin de donner aux nombreuses familles dont la subsistance est fondée sur l'extraction du salpêtre en fouille, le temps de chercher à leur industrie d'autres moyens d'activité : c'est pour le compte de l'Etat qu'elles ont travaillé jusqu'à ce jour; il ne pourroit tout-à-coup détruire ces établissemens, sans s'exposer à des indemnités qu'il est toujours utile d'élever au niveau des pertes, et qui, dans le moment, seroient peu compatibles avec l'état de nos finances. Le double amendement de M. le comte d'Aboville fut rejeté, et le projet de loi fut adopté.

ABRIAL (comte d'), né en 1750, fut reçu avocat au parlement de Paris : le directoire exécutif le nomma commis-

saire à Naples , pour organiser le gouvernement républicain. Après la révolution du 18 brumaire il fut appelé au ministère de la police et au sénat conservateur ; en 1804 , Buonaparte l'envoya à Gênes et dans le royaume d'Italie pour y proclamer le Code Napoléon. M. Abrial vota , en 1814 , le gouvernement provisoire et l'expulsion de Buonaparte du trône de France ; le Roi le nomma pair. N'étant point compris dans la liste des pairs créés par Napoléon , il a été maintenu dans sa dignité. M. Abrial a souvent admiré les actions de Buonaparte , mais sans fanatisme : il a prédit des événemens heureux qui ne se sont point accomplis. Il a dit que la révolution du 18 brumaire terminoit d'une manière glorieuse la lutte de la liberté nationale contre les efforts également dangereux de la licence et du royalisme. M. le comte d'Abrial fit le rapport , au nom d'une commission spéciale , sur le projet de loi concernant les effets du divorce. La loi du 8 mai 1816 ne consacre que le principe de son abolition ; il falloit des dispositions secondaires qui en développassent les conséquences. M. le comte d'Abrial en proposa l'adoption avec quelques légères additions. En janvier 1818 M. le comte d'Abrial défendit le projet de loi sur la liberté de la presse ; en avril suivant il fit un rapport sur le projet de loi sur la contrainte par corps ; il présenta le tableau de la législation sur la contrainte par corps chez les Romains , et rappela l'ancienne jurisprudence française sur cette matière ; il blâma la convention nationale d'avoir supprimé comme contraire aux droits de l'homme , la contrainte par corps , qu'on fut forcé de rétablir en 1798 , sur les réclamations multipliées des négocians. Le nouveau projet de loi réunit sous une seule et même loi tout ce qui concerne la contrainte pour causes civiles et pour dettes commerciales. M. Abrial en rappelle les différens articles , et en démontre

la sagesse et l'utilité ; l'article 4 n'excepte pas les septuagénaires de la contrainte par corps en matière de commerce : c'étoit le vœu précis de la loi du 9 avril 1818. M. Abrial raisonna beaucoup pour justifier cet article ; il paroît qu'il consulta plutôt les règles commerciales que la voix sacrée de l'humanité , supérieure à tous les principes politiques. Par l'art. 13 de la nouvelle loi , le droit de sortir de prison par le laps de cinq ans n'existoit plus pour l'avenir. M. Abrial combattit cet article par des raisonnemens dictés par la justice. Il proposa une nouvelle rédaction ainsi conçue : « Les causes d'élargissement des détenus pour dettes civiles ou de commerce sont déterminées par l'article 200 du Code de Procédure civile et par la présente loi , » mais pour l'avenir seulement , en ce qui concerne les dettes de commerce. Nous aurions désiré que M. Abrial eût mis plus de clarté et de précision dans sa rédaction , qui présente une obscurité que la réflexion seule peut dissiper. La Chambre rejeta le projet de loi.

M. Abrial , au nom d'une commission spéciale , fit un rapport , en janvier 1818 , sur la proposition de la Chambre des députés , de proposer une loi portant renouvellement et prorogation jusqu'au 1^{er} janvier 1819 , du sursis accordé aux émigrés ; il observa que , quelque urgent que fût le besoin des créanciers , ils ne pouvoient s'opposer à ce dernier décali ; car ils doivent se rappeler que les biens dont il s'agit ne furent vendus qu'avec la clause d'une surséance suffisante pour en conserver la possession aux émigrés ; que ces biens n'étoient pas restés libres dans le commerce , qu'ils étoient dans les mains du gouvernement. En conséquence , le noble pair proposa l'adoption de la résolution. Cet avis fut suivi.

ADMIRALD (Julien-Louis), négociant , fut élu membre du Corps-Législatif par le département de la Charente-Inférieure en novembre 1814.

Il a siégé au côté gauche, seconde section; il prononça un discours sur les douanes, où il s'éleva avec force contre le système du gouvernement de Buonaparte qui sacrifioit tout aux conquêtes et avoit dénaturé les vrais élémens de la prospérité publique. En 1816, il fut nommé membre de la Chambre des députés; en février 1819 il défendit le projet de loi relatif à l'année financière. Il observa que le vice de l'inconstitutionnalité qu'on lui reprochoit n'existoit pas, et que l'état provisoire actuel lui sembloit bien plus contraire à la Charte, qui veut que l'impôt soit délibéré et voté en connaissance de cause. Dans la nouvelle disposition des choses, l'orateur assure que tout rentrera dans l'ordre, et que les ministres auront le temps pour présenter les comptes et le budget, la Chambre pour les examiner et délibérer. Lors de la discussion du projet de loi relatif aux dépenses de 1819, M. Admiraull, grand admirateur et grand partisan des ministres, présenta un tableau coosolant de la France. « Le royaume et le trône, dit-il, sont affranchis de toute influence étrangère, ils le sont des subsides humilians et d'une occupation plus affligeante encore. Au milieu de quelques orages qui pouvoient les ébranler, nos constitutions ont été affermies; elles marchent lentement, à la vérité, mais elles marchent avec sagesse vers leur complément nécessaire. Le gouvernement du Roi, instruit par cette session même, peut aujourd'hui apprécier ce que lui donne de force et de confiance une marche forte et courageuse dans les voies constitutionnelles. Ah! qu'ils s'avance d'un pas ferme dans cette belle carrière, et que sur tous les points du royaume il impose aux hommes revêtus de pouvoirs le devoir de le suivre religieusement; que partout ils soient les dignes organes de la bien-faisante volonté du Roi, de cette volonté ferme et inébranlable de maintenir les constitutions que nous devons à sa sagesse et à sa bonté. Alors la sécurité sur ce grand intérêt sera à

jamais la garantie de la paix publique. » Ces lumineuses réflexions annoncent dans l'orateur un caractère doux, un cœur droit et un esprit paisible. M. Admiraull applaudit aux vues économiques de la commission des dépenses: il en vota l'adoption. Il proposa une augmentation de dépense pour la marine, et prononça un long discours pour prouver l'influence de celle-ci sur la fortune publique, et la nécessité d'avoir des colonies et d'accorder au gouvernement les fonds nécessaires pour suivre à Cayenne et au Sénégal les établissemens projetés; il croit que des communications plus étroites et plus franches s'établiront entre la France et l'île de Saint-Domingue. Il lui paroît impossible que le souvenir de la mère-patrie ne se réveille pas enfin parmi les habitants de cette riche contrée; que ce souvenir et l'intérêt commun n'amènent tôt ou tard des rapprochemens qui deviendront la base d'une commune prospérité. M. Admiraull repoussa avec autant de force que d'éloquence ce système absurde, que les richesses intérieures de la France et son industrie suffisent à sa prospérité; il présenta la question de la marine sous le rapport militaire et sous celui qui touche de si près à l'honneur national, et démontra que la France devoit maintenir son état de marine tel qu'il puisse concourir au maintien et au respect de la liberté des mers. M. Admiraull observa que rien ne menaçoit cette liberté: le système de justice qui préside dans tous les cabinets exclut toute inquiétude à cet égard; mais les circonstances et les hommes changent, et cependant, si on ne vient promptement au secours de la marine, elle se détruira complètement: les fonds qu'on lui accordera chaque année n'en pourront arrêter la dégradation; des établissemens magnifiques souffrent, les vaisseaux dépérissent, les constructions languissent et vieillissent sur les chantiers; et si cet état de choses se prolongeoit, lorsque le le-

soin du moment arriveroit , on auroit centuplé les dépenses en refusant chaque année celles qui sont indispensables. Le discours de M. Admirauid , écrit avec goût et élégance, renferme des vérités utiles.

M. Admirauid fit un rapport sur la proposition de M. Lafitte pour la répartition entre les actionnaires de la Banque des fonds en réserve et en stagnation. Il dit que la soustraction de la réserve , dont on propose la distribution entre les actionnaires , est commandée par tous les motifs. Cette distribution faite , il restera encore dans la caisse des actionnaires des capitaux bien supérieurs à ce qu'exigent les statuts de la Banque ou son service intérieur. Cependant la commission a jugé nécessaire d'amender la proposition de M. Lafitte; elle propose de ne distribuer que les deux tiers de la réserve , montant à environ douze millions.

AGUESSEAU DE FRENES (d'), petit - fils du célèbre d'Aguesseau , exerçoit , avant la révolution , les honorables fonctions de conseiller d'état , et d'avocat-général au parlement de Paris. Il fut nommé député aux Etats-généraux ; il adopta les principes des communes , et se hâta de se réunir à cet ordre. M. d'Aguesseau donna sa démission en 1790. Chabot l'accusa de favoriser les entreprises des royalistes. Après le 18 brumaire Buonaparte le nomma premier président de la cour d'appel de Paris. M. d'Aguesseau crut lui en témoigner sa reconnaissance en lui prodiguant des éloges , et en le félicitant sur ses conquêtes et ses victoires. Napoléon le nomma ministre plénipotentiaire auprès du gouvernement danois , et bientôt après sénateur. En 1814 , le Roi le nomma pair de France et commandeur de l'ordre du Saint-Esprit. On discuta dans la Chambre des pairs la résolution prise , le 30 janvier 1818 , par la Chambre des députés , relativement à l'admission de ses membres. M. le marquis d'Aguesseau en vota l'adop-

tion pure et simple. Il n'aperçut dans ses dispositions aucune interprétation , aucune infraction de la Charte , elle a seulement pour objet d'en assurer l'exécution. Le noble pair observa que nous ne sommes plus au temps où le chef du gouvernement regardoit un homme de cinquante ans comme trop vieux pour servir utilement la patrie. La sagesse et la maturité que procure une longue expérience sont aujourd'hui comptées pour quelque chose , et l'inconvénient dont on accuse , sous ce rapport , la résolution proposée , seroit un véritable avantage. La proposition de la Chambre des députés fut adoptée. M. d'Aguesseau défendit le projet de loi sur la contrainte par corps , il observa qu'il avoit pour objet de réunir dans un même cadre les dispositions éparses des différentes lois qui en ont réglé l'exercice , et de coordonner entre elles ces dispositions : c'est une loi d'ordre , et non une loi d'établissement. Le noble pair combat le reproche fait de rendre perpétuelle la détention pour dettes. Le bénéfice offert par la loi au débiteur malheureux et de bonne foi écarte ce reproche ; en un mot , la loi proposée est indispensable pour faire cesser les incertitudes de la jurisprudence. Elle remplit cet objet d'une manière conforme à toutes les règles , à tous les principes recus en matière de détention. Le projet de loi fut rejeté.

ALBERT, fut nommé , en septembre 1815 , membre de la Chambre des députés par le département de la Charente ; il fut réélu en septembre 1816. Il a siégé au centre. Il est président du tribunal d'Angoulême.

ALBERTAS (duc d'), servit dans l'armée du duc d'Angoulême : il fut exposé à la persécution de Buonaparte. Le Roi le nomma pair de France en août 1815 ; Sa Majesté lui écrivit en même temps une lettre autographe , honorable et flatteuse.

ALBUFERA (Suchet, duc d'), né à Lyon en 1770, embrassa la carrière militaire : il contribua, par sa valeur et son courage, aux victoires et aux conquêtes de Buonaparte. Il fut dangereusement blessé à la bataille d'Arcole et à Neumarketen en Syrie. Pour prix de ses services, il reçut le bâton de maréchal de France. Il gagna la bataille de Sagonte ; cette dernière victoire lui fit obtenir le titre de duc d'Albufera, avec les propriétés de ce nom, et de ses immenses domaines et dépendances. Cet habile général éprouva des revers, et il rentra en France en 1814. Chargé de l'honorable mission de conduire le roi Ferdinand VII à l'armée espagnole, il contribua à accélérer son départ, et obtint du prince des témoignages honorables de confiance. Lorsqu'il apprit l'abdication de Buonaparte, il fit reconnoître Louis XVIII à son armée. Le Roi le nomma chevalier de Saint-Louis, pair de France, gouverneur de la dixième division militaire, commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, et gouverneur général de l'Alsace. L'invasion subite de Napoléon ébranla un moment la fidélité et les devoirs du duc d'Albufera. « L'empereur, dit-il à ses troupes, vient pour éterniser le souvenir des grandes actions qui ont illustré l'armée, et que l'on vouloit effacer : quatre-vingt mille soldats marchent avec lui ; de toutes parts ils accourent à sa voix, et viennent se ranger sous ses drapeaux tutélaires. La cause de l'empereur est celle de la nation ; et s'adressant sur son trône, Napoléon assurera à la France ses constitutions, son indépendance et la paix. Que jamais l'étranger ne puisse influencer sur la forme du gouvernement ; que cette honte n'atteigne jamais un peuple généreux et brave ; c'est le gage le plus certain du repos des nations. Vous ne souffrirez pas que les étrangers viennent porter une seconde fois le ravage dans nos champs ; nous ne franchirons pas nos limites ; mais nous combattrons à outrance

tous ceux qui viendroient dans notre belle France pour nous dicter des lois. Le patriotisme de la nation entière se développera, chacun volera aux armes et combattrra pour l'indépendance et la paix. Vive l'empereur ! » Buonaparte le créa pair. Le duc d'Albufera fut sans doute égaré, mais il s'empressa de réparer ses erreurs. Il envoya trois généraux au Roi, pour lui porter la soumission de l'armée, qu'il commanda jusqu'à son licenciement. Une ordonnance du 24 juillet 1815 le raya de la liste des pairs nommés par le Roi. Une seconde ordonnance, du 5 mars 1819, rétablit le duc d'Albufera dans la dignité de pair. Dans la discussion du projet de loi relatif aux servitudes imposées à la propriété pour la défense de l'Etat, M. le duc d'Albufera observa qu'il ne falloit point se refuser à un adoucissement compatible avec la législation actuelle des places de guerre. Toute exception doit se borner à ce qu'exige expressément la nécessité. Prenant donc pour base la portée ordinaire des armes de l'artillerie et du génie, M. le duc d'Albufera admit comme terme moyen entre ce qui est juste et ce qui est utile, une première zone de 125 toises absolument prohibitive, et une seconde, de 350 toises, susceptible de tolérance, mais une tolérance limitée par de rigoureuses conditions. Le principe, comme celui de la prohibition, doit en être établi par une loi qui défendra le ministre contre l'obsession et la surprise, et les particuliers contre l'imprévoyance qui les porte à élever des constructions qu'il faudra détruire. Cette destruction, qu'on n'obtient qu'avec peine, a, de plus, le fâcheux effet de rendre odieuse l'autorité qui la commande. L'ennemi, cependant, à la faveur des abris qui le protègent, parvient à s'approcher de la place et jusques sous ses remparts, et atteint à coups de fusil le canonnier dans ses embrasures. Qu'on se rappelle ce qu'a failli coûter à la France l'exemple de Lille,

et ce qu'a coûté à la Prusse celui de Magdebourg. Si nous oublions souvent les leçons que nous avons reçues, sachons profiter du moins de celles que nous avons données. Le noble pair proposa d'étendre à 350 toises le rayon de servitude que le projet de loi borne à 250. Cet amendement fut rejeté.

ALDEGUIER (d'), ancien conseiller au parlement de Toulouse, fut président de la cour de cette ville sous le gouvernement impérial. Il donna sa démission dès que Buonaparte fut revenu de l'île d'Elbe en 1815. Le Roi le nomma président de la cour royale de la même ville. Il fut nommé député dans le mois de septembre dernier, par le département de la Haute-Garonne. Il parut souvent à la tribune pour faire des rapports au nom du comité des pétitions. Il a siégé au côté droit, première section. Cet estimable député, par des motifs que nous ignorons, a donné sa démission.

ALIGRE (le marquis d'), fils du premier président du parlement de Paris, quitta la France en 1791, et y revint en 1799, pour recueillir la riche succession laissée par son père. La princesse Murat le nomma son chambellan; il fut exposé aux persécutions de Buonaparte, par rapport à l'immense fortune dont il jouissoit. Le Roi créa M. d'Aligre pair de France.

AMBRUGEAC (le comte Valon d'), né en 1770, d'une famille ancienne d'Auvergne, entra dans la carrière militaire; il fut envoyé en 1789 dans la Marche pour apaiser les séditions causées par la disette des grains. Il remplit sa mission avec tant de sagesse et de fermeté, que la ville de la Souterraine en consacra le souvenir par une pyramide et une place publique qui porte le nom de Valon. Louis XVI lui en témoigna sa satisfaction par une lettre dont S. M.

l'honora. M. d'Ambrugeac se rendit en 1791 à Coblenz, et dirigea l'organisation militaire des gentilshommes d'Auvergne, réunis en corps. Les princes français récompensèrent son zèle en lui confiant, comme major, la levée et la formation du premier régiment qu'ils créèrent. Son régiment ayant été licencié avec l'armée, M. d'Ambrugeac leva un corps au service d'Angleterre et lit la campagne de 1791. Onze cents émigrés s'embarquèrent sur trois bâtimens pour aller rejoindre par le canal la flotte anglaise. Les batteries ennemies cachées dans les dunes coulèrent à fond les deux premiers; le troisième, monté par M. d'Ambrugeac, alloit périr, lorsqu'il sauta dans la chaloupe, et, suivi de quatre cents hommes, court à l'ennemi, le repousse et délivre cinq cents émigrés échappés du naufrage et déjà prisonniers. Il rentra à Nieuport comblé de bénédictions de ses camarades. La ville se rendit malgré l'opposition de M. d'Ambrugeac : les émigrés furent abandonnés, pris et exécutés. Il n'évita la mort qu'en parlant allemand et en se disant chevalier hanovrien. Conduit à Dunkerque, il fut livré au tribunal révolutionnaire, où son innocence fut reconnue; il fut encore traduit au tribunal révolutionnaire militaire d'Ypres, qui l'envoya à Anvers, où il resta comme prisonnier de guerre. M. d'Ambrugeac rejoignit les princes en 1795; il passa au service d'Espagne en qualité de colonel; il rentra en France en 1799; en 1813 il fut nommé colonel d'un régiment de gardes d'honneur, et en 1814 il manifesta son dévouement à la cause royale. Lors de l'invasion de Buonaparte il partit de Paris pour rejoindre le duc de Bourbon à Angers. Il se rendit ensuite à Bordeaux auprès de Madame, duchesse d'Angoulême. Cette princesse étant partie, M. d'Ambrugeac se rendit à Tours, où il se réunit aux royalistes. Il facilita par des opérations audacieuses et promptes l'arrivée des Vendéens de la rive

gauche de la Loire, auxquels devoient se réunir ceux de la rive droite: il s'empara de la ville de Lude, et par sa fermeté il empêcha ses soldats de se livrer à aucun excès; il s'empara du Mans, et ses troupes donnèrent l'exemple de la discipline et de l'obéissance. Pénétré de reconnaissance, le département de la Sarthe lui offrit une épée. M. d'Ambrugeac fut nommé maréchal-de-camp, et commandant de la première brigade de la garde royale. Il a été élu député au Corps-Législatif en septembre 1816. Il a siégé au côté droit, seconde section. M. le comte d'Ambrugeac fit un rapport sur le projet de loi relatif au recrutement de l'armée: il développa avec beaucoup de précision les motifs qui devoient le faire adopter; il démontra par les monumens historiques, et par nos anciennes constitutions, que dans tous les temps, sous diverses dénominations, les citoyens ont toujours été appelés à la défense du Roi et de la patrie; il examina avec une sévère attention tous les articles du projet de loi; il en adopta plusieurs, et proposa des amendemens sur beaucoup d'autres; il parla sur l'article de l'avancement par ancienneté. « La question se réduit, dit-il, à savoir si ces bases d'avancement, déjà prescrites par le Roi dans la plénitude de sa puissance royale, ont besoin de la sanction des lois. La commission a reconnu que la nomination aux emplois appartenait entièrement à la prérogative royale. Elle approuve hautement quelques-unes des dispositions du titre 4. Elle désire qu'une partie de l'avancement soit donnée à l'ancienneté; qu'on ne puisse arriver à un degré supérieur qu'après avoir exercé pendant un certain nombre d'années l'emploi immédiatement inférieur. Mais ici s'est élevée la question importante sur laquelle la commission se trouve partagée. Animés des mêmes sentimens d'amour et de respect pour le Roi, nous avons demandé à nos consciences si les articles que nous discutons

portent atteinte à la prérogative royale: quelques-uns d'entre nous ont pensé que ces trois conditions exigées pour la nomination aux différens grades et pour l'avancement laissent une grande latitude au choix; ils acceptent avec reconnaissance la proposition faite au nom du Roi; mais la commission, à une forte majorité, est d'avis que les bienfaits énoncés dans le titre 6 du projet de loi ne peuvent être accordés que par un règlement émané de l'autorité royale, parce qu'au Monarque seul appartient le droit de nommer aux emplois. » M. d'Ambrugeac proposa la suppression du titre 6, et de le remplacer par celui-ci: « Nul ne pourra être officier s'il n'a servi pendant quatre ans, dont deux ans comme officier dans un corps de troupes réglées, ou s'il n'a suivi pendant deux ans les cours et exercices des écoles spéciales militaires, et satisfait aux examens desdites écoles: le tiers des sous-lieutenances vacantes sera donné aux sous-officiers. » M. le comte d'Ambrugeac termina ainsi son rapport: « Nous vous prions, Messieurs, de vous rappeler que notre intention n'a pas été de substituer un système à celui qui vous a été présenté, et que ce système a pour objet de compléter les cadres actuels de l'armée; nous nous sommes totalement renfermés dans les bornes qui nous étoient prescrites. Les amendemens que nous avons l'honneur de vous soumettre respectent l'ensemble du projet et ne détruisent aucune de ses bases essentielles; nous le croyons suffisant pour atteindre le but qu'on s'est proposé, et nous n'avons pas hésité à vous demander l'adoption d'une loi qui impose, il est vrai, une charge pénible, mais que les Français supporteront sans peine, puisqu'elle assure leur indépendance. » Plusieurs membres ayant combattu ce rapport, M. d'Ambrugeac persista dans son avis, et termina son rapport par ces réflexions: « Après de si nombreux débats, nous n'avons pas la prétention, par

de nouveaux raisonnemens, d'ajouter à votre conviction sur l'étendue ou les limites de la prérogative royale : peut-être nous auroit-il été possible de répondre à des citations par d'autres citations ; peut-être aurions-nous pu prouver que c'est précisément à l'absence d'une loi sur l'avancement que nous avons été redevables de ces généraux dont les talens ont étonné l'Europe, et que la plupart d'entre eux ont débuté dans la carrière des armes par des grades supérieurs. Mais une telle discussion ne sauroit ni influencer votre opinion, ni obtenir d'heureux résultats, et notre devoir est d'assurer à la France une armée qui maintienne le trône légitime de nos rois et notre indépendance. »

Dans la discussion du budget particulier du ministre de la guerre, M. d'Ambrugeac établit par des calculs quelles doivent être les dépenses de la guerre pour que l'armée puisse être successivement portée au pied de paix déterminé par la loi ; mais elles ne peuvent l'être subitement, il faut s'en reposer à-la-fois sur la sagesse du Monarque du soin de concilier ce qui est dû à l'économie, comme à la dignité de la couronne et à la sûreté de l'État.

ANDIGNÉ (d'), a donné des preuves multipliées de son dévouement et de son attachement à la monarchie ; il a combattu pour la cause royale, sous les ordres du comte de Puisaye. Il obtint de Bottet, commissaire de la convention, sous un nom supposé, l'autorisation de venir à Paris. Il se réunit aux agens du Roi ; il en fut accueilli avec empressement. On le nomma député vers Charette, comme le représentant des Vendéens auprès des agens royalistes, pour se concerter avec les princes. Il se rendit ensuite, comme envoyé des chefs des armées royalistes, pour négocier des secours auprès du gouvernement anglais. M. d'Andigné revint ensuite en France. Il fut nommé major-général de l'armée de Condé, commandée

par le comte de Chatillon. Il profita de la suspension des hostilités pour se rendre à Paris, où il eut une entrevue avec Buonaparte : il l'exhorta à placer les Bourbons sur le trône de leurs pères et à rétablir la monarchie. Buonaparte ne put lui pardonner cet acte héroïque de dévouement et de fidélité ; il le fit arrêter et renfermer au fort de Joux ; mais M. d'Andigné parvint à rompre ses fers à travers mille dangers. Buonaparte le fit arrêter de nouveau pendant l'instruction du procès de Georges, et il fut conduit dans la citadelle de Besançon. Il eut encore le bonheur d'échapper à cette persécution : il chercha un asile à Francfort. Des ordres furent envoyés pour le transférer à Paris : il se cacha et erra dans plusieurs contrées ; enfin il partit pour l'Angleterre. Il revint en France en 1813, dans le temps que Buonaparte éprouvoit des revers et des défaites : il organisa, dans les provinces de l'ouest, une force militaire ; il réunit plusieurs corps de royalistes, et remporta plusieurs victoires sur les troupes de Buonaparte. Le Roi récompensa le zèle et le courage de M. d'Andigné, en l'élevant à la dignité de pair.

ANDIGNÉ (comte de Maineuf d'), fut nommé, en septembre 1815, membre de la Chambre des députés, par le département de Maine-et-Loire, et réélu en septembre 1816. Il a siégé au côté droit, première section. Il prononça un discours pour demander que le clergé fût autorisé à recevoir des legs et fondations.

ANGLÈS (comte d'), fut élu, par le sénat, législateur, en 1813, pour le département des Hautes-Alpes. Le Roi l'a nommé premier président à la cour royale de Grenoble. M. d'Anglès est père de M. d'Anglès, préfet de police. Il fut élu, en septembre 1816, membre de la Cham-

bre des députés ; il a siégé au centre. Il prononça un discours en faveur du projet de loi sur la restitution à faire, aux émigrés, de leurs biens non-vendus ; demanda que la mesure fût plus étendue, et ne conclut que les restrictions indispensables au bien de l'Etat, prétendant qu'elle étoit capable de tranquilliser les acquéreurs des biens nationaux. Il ajouta : « Quelle gloire pour vous, si vous parvenez à éteindre jusqu'aux dernières étincelles du volcan, dont une nouvelle explosion seroit peut-être plus terrible que la première ! C'est alors que vous aurez mérité de la patrie, et que l'histoire pourra vous désigner à la postérité comme les véritables sauveurs de la France. M. d'Anglès a été deux fois le président d'âge de la Chambre des députés.

ANGOSSE (comte d'), fut nommé préfet du Haut-Rhin par Buonaparte pendant les cent jours. Il adressa aux habitants de ce département une proclamation remplie de sentimens d'amour, d'admiration et de dévouement à Napoléon ; il contribua puissamment à la levée des compagnies franches. Le Roi annula sa nomination en juillet 1815, et l'a créé pair de France par son ordonnance du mois de mars 1819.

ANGOSSE (Armand d'), fut élu membre de la Chambre des députés, en 1817, par le département des Basses-Pyrénées. Il a siégé au centre. Ce département, de la troisième série, renouvellera cette année sa députation.

ARAGON (le marquis d'), riche propriétaire du département du Tarn, a été préfet du Bas-Rhin. Le Roi l'a créé pair par son ordonnance du 9 mars 1819.

ARAMON (le marquis d') riche propriétaire du Languedoc. Le Roi

l'a créé pair de France par son ordonnance du 1^{er} mars 1819.

ARGENSON (Voyer d'), descendant du lieutenant de police et garde des sceaux de ce nom, émigra en 1792, servit dans l'armée de Condé, rentra en France après le 18 brumaire, et se livra aux spéculations commerciales, qui augmentèrent sa fortune. Buonaparte le nomma préfet des Deux-Nèthes, dont il donna bientôt sa démission. Après le retour du Roi, en 1814, M. d'Argenson fut nommé préfet des Bouches-du-Rhône ; mais il refusa cette place. En 1815, la commission du gouvernement le nomma l'un des plénipotentiaires envoyés aux puissances étrangères pour négocier la paix. M. d'Argenson fut nommé, en août suivant, membre de la Chambre des députés, quoiqu'il eût protesté contre l'ordonnance royale qui réunissoit les collèges électoraux. Il combattit avec force la loi des mesures de sûreté générale. Il fut rappelé à l'ordre. Un membre lui adressa cette apostrophe : *Croyez-vous être au champ de mai ?* Il y fut si sensible, qu'il ne parut plus à la tribune. M. d'Argenson a été élu au nouveau corps-législatif en septembre 1816. En 1819 il a siégé au côté gauche, première section. M. Voyer d'Argenson combattit le projet de loi relatif à la répression des abus de la presse. Il observa que c'étoit le devoir de la Chambre, de donner à la liberté publique la garantie qui lui manque, en faisant cesser l'esclavage des journaux et des écrits périodiques. « Ces feuilles, dit-il, sont le flambeau des assemblées délibérantes, par le crédit dont elles jouissent lorsqu'elles sont indépendantes et responsables seulement devant la loi, par l'analyse qu'elles donnent des ouvrages importants, par l'attention qu'elles mettent à recueillir les décisions de l'opinion publique ; elles sont, pour ainsi dire, les juges des Chambres, et à ce titre il n'est pas permis ni de nous soustraire à cette juris-

diction, ni d'en diminuer l'intérêt. » M. Voyer d'Argenson demanda qu'on établit un jury pour prononcer sur les délits de la presse; il démontra que lorsque des formes protectrices sont connues, éprouvées, appréciées, elles ne peuvent être considérées comme de simples dispositions de la loi applicables à volonté, elles prennent le caractère d'un précepte d'humanité, que les législateurs ne peuvent méconnaître sans se rendre coupables : telle est l'institution du jury; c'est un droit confirmé en France par trente années de persévérance, sous des formes de gouvernement bien opposées. M. d'Argenson combattit le projet de loi qui décernoit une récompense nationale à M. le duc de Richelieu; cette opposition n'avoit eu vue que d'attaquer les ministres, et de s'élever contre leur administration. « Presque tous nos revenus, dit-il, ne sont-ils pas habituellement consacrés à fonder et à entretenir l'oppression! C'est par eux que se maintient à grands frais un système administratif conçu dans un esprit d'asservissement qui atteint si bien son but, et qui a résisté jusqu'ici aux vœux qui appellent de toutes parts l'administration économique et libérale des élus du peuple. Nos finances s'épuisent à solder une multitude d'officiers sans troupe, une armée incomplète, des troupes étrangères, et une nombreuse gendarmerie, au lieu d'acquitter la dette nationale envers nos anciens militaires, et d'employer ceux d'entre eux, dont nous continuons de réclamer les services, à instruire et à diriger une garde nationale, toute composée d'hommes libres et exclusivement dévoués à la patrie. Nous prodiguons des millions à un ministre de la marine, dont les contrôles présenteroient plus d'administrateurs que de voiles, et plus d'agens civils que de matelots; nous faisons des fonds pour de frivoles et fastueuses ambassades, pour des ser-

vices diplomatiques secrets, et nous semblons éviter les relations dont la liberté, l'indépendance et le commerce, pourroient seuls faire leur profit; il faut au gouvernement des directeurs salariés, des nuées d'employés, des monopoles par-tout où le commerce et l'industrie réclameraient l'affranchissement et se redimeroient avec profit d'une ruineuse protection. »

Quelle est donc cette manie de ces hommes libéraux, qui parlent sans cesse de liberté, de paix et d'humanité, et ne s'occupent qu'à déchaîner et soulever le peuple contre le gouvernement? ils ne consultent que leurs passions haineuses, et ils voudroient, dans leur popularité insensée, bouleverser la société: ils n'aiment ni la monarchie, ni la charte, ni la légitimité; ils veulent la république et l'anarchie. M. d'Argenson combattit les différentes dispositions du budget de 1819, il observa que la suppression ou la révision de plusieurs articles de recette qu'il a parcourus, intéresse des droits dont le respect est au nombre des premiers besoins de la société. Il proposa un plan chimérique de réductions; il demanda une diminution des contributions et des autres impôts. Pour discuter utilement sur la science des finances, il ne faut point des hypothèses vagues et des théories incertaines, il faut de vastes connoissances, un profond génie, des principes fermes et invariables, un grand amour pour la patrie. M. d'Argenson ne s'élèvera jamais à cette hauteur. M. d'Argenson vota le rejet du projet de loi concernant l'exportation et l'importation des grains. Dans cette question; il s'abandonna à l'impétuosité de son imagination; il fit de faux calculs, il posa des principes qui tendoient au préjudice de l'agriculture, et parla un langage métaphysique inintelligible. Il combattit le système de prohibition que des circonstances forcent quelquefois d'adopter; il soutint que le but

caché de la loi étoit de faire tomber le prix du blé au point que les fermiers se trouveroient dans l'impossibilité d'acquitter les fermages, et les propriétaires de payer les contributions. Mais si M. d'Argenson avoit bien examiné ce projet de loi, il auroit vu qu'il ne renferme aucune disposition qui puisse inspirer une semblable crainte. L'on peut se convaincre que les restrictions apportées à l'importation ont pour objet de fixer le blé à un prix assez élevé pour encourager l'agriculture et donner les facilités de payer les contributions.

ARGOUT (le comte d'), fut appelé au Conseil d'état sous le gouvernement impérial. Le Roi le nomma, en 1814, maître des requêtes en service extraordinaire, préfet des Basses-Alpes, et ensuite du Gard, où il se battit en duel avec le prévôt de ce département. Il a été appelé au Conseil-d'état en service ordinaire, et le Roi l'a élevé à la dignité de la pairie par son ordonnance du 9 mars 1819. Lors de la discussion de la loi sur les finances, M. le comte d'Argout prit la défense de M. de Corvetto, et il repoussa les reproches faits à cet ancien ministre des finances sur différents points d'administration, et notamment sur les emprunts qui ont eu lieu pendant son administration.

ARJUZON (le comte), fut nommé premier chambellan de la reine Hortense; il en fut comblé de bienfaits. Chef de bataillon de la garde nationale de Paris, il signa l'adresse de ce corps à Napoléon; celui-ci le nomma pair de France. Le roi l'a rétabli dans cette dignité le 19 mai 1819.

ARNAUD DE PUYMOISON, procureur général de la cour royale de Lyon, fut élu, en 1819, membre de la Chambre des députés, par le collège électoral du département des

Basses-Alpes; il a siégé au côté gauche.

AUGIER (Jean-Baptiste, baron d'), né à Bourges en 1769, embrassa la carrière du barreau, qu'il abandonna pour suivre celle des armes, où il se distingua par sa valeur. Il défendit le fort la Briche, attaqué par une armée considérable de Prussiens : blessé dangereusement, il quitta le service actif, et ne fut plus employé que dans l'intérieur et sur les frontières. Il adhéra à la déchéance de Buonaparte, se prononça contre lui en 1815, lors de son invasion, et proposa plusieurs mesures pour repousser l'usurpateur. Le Roi le nomma maréchal-de-camp; il fut élu au corps législatif, en 1815, par le département du Cher. M. le général a siégé au centre. Dans la discussion du budget de 1818 on proposa aux créanciers de l'arrière, pour la production de leurs titres, un délai de deux mois. M. le baron Augier demanda que les départemens qui ont été frappés de déchéance par la loi du 25 mars 1817 en fussent relevés. « La justice et la raison réclament impérieusement cette exception. En effet, des propriétaires ont déposé à la préfecture leurs titres de créances; et parce qu'un préfet, par négligence, par oubli, ou par toute autre cause, aura négligé d'envoyer ces titres, les propriétaires seront frappés de déchéance ! La chose n'est pas possible. » Cette demande fut renvoyée à la commission du budget. La commission en reconnut la justice.

AUGIER DE CHEZEAU, maire, fut nommé président du collège électoral du département de la Creuse par une ordonnance royale du 26 juillet 1815; élu membre de la Chambre des députés en septembre 1816, il a siégé au côté droit, première section.

AUMONT (duc d'), pair de France, lieutenant-général, l'un des premiers gentilshommes de la Chambre du Roi,

né en 1770, émigra en 1791. Il se rendit en Suède, où il leva un régiment en Scanie, sous le nom de *Royal-Suédois*, pour faire la guerre à Buonaparte. Après la paix de Tilsitt, il éprouva la disgrâce de Gustave. Il se rendit à Paris en 1814, où il remplit les fonctions de premier gentilhomme du Roi, qui le nomma commandant de la quatorzième division militaire, avec le grade de lieutenant-général. M. le duc d'Aumont se rendit à Caen, où il exhorta les habitans de cette ville à se réunir sous les étendards du Roi légitime. Quelle fut sa douleur, en voyant la désertion des troupes de ligne ! Il quitta Caen, et se rendit à Gand auprès du Roi. M. le duc d'Aumont fit une descente en Normandie avec un détachement de braves royalistes ; il pénétra à Evreux, à Caen, et se rendit maître d'une partie de cette province, avant que le Roi se rendit à Paris. Il fut élu à la dignité de pair. M. le duc d'Aumont ne cessa de donner à son Souverain des marques multipliées de son zèle et de sa fidélité. Il publia une proclamation, où il dissipa les effets des insinuations de quelques malveillans contre les troupes alliées. M. le duc d'Aumont montra envers elles beaucoup de politesse et de sagesse, et contribua, par sa loyauté et sa prudence, à procurer des soulagemens aux habitans de ces contrées. Il revint ensuite à Paris, pour continuer ses fonctions de premier gentilhomme de la chambre du Roi, qu'il exerce avec autant de justice que d'affabilité. Le Roi l'a nommé commandant de la onzième division militaire.

AUPETIT-DURAND, né en 1764, a été élu par le département de l'Allier, en septembre 1816, membre de la Chambre des députés. Il a été nommé procureur du Roi près le tribunal civil de Montluçon. Il a siégé au côté droit, première section. Dans la discussion de la répartition des impôts, en avril 1818, M. Aupetit

Durand soutint que si la Chambre n'avoit pas le droit de s'opposer à une mauvaise répartition de l'impôt, il reprendroit demain le chemin de son département. Comment peut-on dire que ce n'est pas le moment de rectifier la répartition, qu'il faut se contenter du dégrèvement ! La répartition, dit-il, est injuste, elle doit être réformée, dût-elle l'être par de nouvelles injustices ; car enfin elles retomberoient sur ceux qui ne la supportent pas, et il n'est pas juste que ce soit toujours les mêmes contribuables sur qui la surcharge pèse. » Le département de l'Allier est de la troisième série et doit renouveler sa députation.

AURAN DE PIERREFEU, fut nommé membre de la Chambre des députés par le collège électoral du département du Var. Il a siégé au côté droit, première section.

AUTICHAMP (le marquis Jean de Beaumont d'), naquit en Anjou en 1771 ; il parcourut la carrière militaire, où il fit des prodiges de valeur et de courage. Il entra en 1792 dans la garde constitutionnelle de Louis XVI. Il défendit le palais du monarque dans la triste et déplorable journée du 10 août. Il fut arrêté par les révolutionnaires. Il échappa au supplice qui l'attendoit par son audace heureuse et son sang-froid admirable. Il revint en Anjou, se mit à la tête d'une division de M. de Bonchamp, où il se distingua par son courage. Il échappa aux troupes républicaines en saisissant la queue du cheval de M. Forestier, qui revint au galop. Il revint monté derrière lui, et rallia les Vendéens dispersés ; il continua ses exploits de bravoure pendant la maladie de M. de Bonchamp. M. d'Autichamp fut chargé de la défense d'une partie de l'Anjou ; il fit passer la Loire aux Bretons, et conserva la vie à cinq mille prisonniers républicains, renfermés dans l'abbaye de Saint-Florcn, où soixante barils de poudre placés dans

les caves étoient destinés à les faire sauter. L'histoire ne manquera pas de publier cet acte d'héroïsme et d'humanité. Les Vendéens éprouvèrent de grands revers, leurs armées furent presque détruites; M. d'Autichamp dut la conservation de ses jours à l'hospitalité que lui accorda, dans la ville du Mans, madame de Bellemar. Instruit du traité de pacification de Stoflet et des autres chefs Vendéens, il obtint, des représentants du peuple en mission, l'autorisation de rester dans la Vendée. Il fut député par Stoflet, à l'Île-Dieu, pour rendre leur hommage au comte d'Artois et lui offrir leur sang et leur fortune pour défendre la cause du Roi. Ce prince lui accorda la croix de Saint-Louis, qu'il refusa, désirant ne la recevoir qu'après le rétablissement de la monarchie. Après la mort de Stoflet, M. d'Autichamp fut nommé général en chef des restes des armées d'Anjou et du Haut-Poitou. La mort de Charette désorganisa l'armée des Vendéens, elle porta partout le désordre, le découragement, et ruina les espérances des royalistes; pour éviter de plus grands maux, M. d'Autichamp crut devoir signer, de concert avec les autres chefs, un traité de pacification avec le général Hoche: il se disposoit à terminer sa carrière militaire et à vivre tranquille dans la retraite; mais il fut forcé par la loi des otages de se mettre à la tête des Vendéens. Ses efforts furent vains. Il étoit difficile de résister à la force et au nombre des armées républicaines; il signa, avec les généraux de Chatillon et de Beaumont, un armistice, et la paix définitive fut conclue avec le général Hédouville. M. d'Autichamp revint à Paris, Buonaparte voulut l'engager, par des offres brillantes, à prendre du service. Il connoissoit bien peu le caractère de ce noble et loyal chevalier! Il rejeta les propositions de Buonaparte. Ses défaites et ses revers ranimèrent les espérances et le courage des Vendéens. Ils re-

prirent les armes en 1813: M. d'Autichamp se déclara le chef de la confédération d'Anjou; les troupes alliées entrèrent dans Paris, et Louis XVIII fut rétabli sur le trône de ses pères. Le Roi reçut M. d'Autichamp avec des démonstrations de reconnaissance et de bonté, le créa chevalier de Saint-Louis et commandant de la quatorzième division militaire. Lorsque Buonaparte s'échappa de l'Île d'Elbe, M. d'Autichamp se rendit en Anjou pour exhorter les Vendéens à combattre et à résister à l'usurpateur; mais il vit le découragement des habitans. Cependant, à la tête de cinq mille hommes, il obligea l'armée ennemie à rétrograder et à évacuer le pays. Instruit que les divisions commandées par Suzannet et Sapineau n'étoient point disposées à combattre, que les ennemis occupoient Bourbon-Vendée, et qu'ils avoient renforcé les armées, M. d'Autichamp prit le parti de se retirer. Les Vendéens continuoient à éprouver de grands revers; le général Sapineau, leur chef, fit un traité de pacification avec le général Lamarque. M. d'Autichamp déclara qu'il n'y avoit pris aucune part, et il continua à occuper l'Anjou jusqu'au mois de juillet, époque où il publia un ordre du jour, portant qu'il étoit faux qu'il se fût réuni à l'armée de la Loire, commandée par le prince d'Eckmühl. Tant de dévouement pour la cause royale, tant de services rendus à la patrie méritoient une récompense. Le Roi éleva M. d'Autichamp à la dignité de la pairie, et le nomma commandant de la vingt-deuxième division militaire, à Tours.

AVARAY (Bertrade, marquis de), nommé député par la noblesse d'Orléans, se distingua par son attachement à la monarchie et aux véritables principes qui doivent diriger les sociétés politiques. Il signa les protestations contre les coupables innovateurs de l'assemblée consti-

tuante, et proposa de réunir à la déclaration des droits de l'homme celle de ses devoirs. M. d'Avary émigra en 1791, et chercha un asile en Allemagne. Le Roi le nomma maître de sa garde-robe, pair de France, et membre de l'administration de l'hôtel des Invalides.

AVOINE DE CHANTEREYNE, ex-président à la Cour royale d'Amiens, fut élu par le Sénat membre du Corps-Législatif en 1813, pour le département de la Manche. Il appuya le projet de loi sur la presse; il combattit les observations de M. Raynouard, et il s'écria : « N'avons-nous pas vu souvent une minorité turbulente entraver, à force d'audace, une majorité pure? n'avons-nous pas vu par-tout les suites funestes de la liberté de la presse : nous devons espérer qu'ils ne reviendront plus; mais il faut que de sages précautions en rendent le retour impossible. M. Avoine de Chantereyne fut élu membre de la Chambre des députés en 1816, par le Collège électoral du département de la Manche. Il a siégé au centre. M. Avoine de Chantereyne vota l'adoption du projet relatif à la contrainte par corps. Il développa la nécessité de rassurer le commerce, de donner au négociant honnête une garantie contre la surprise et la fraude; il observa que la contrainte par corps est une mesure rigoureuse mais nécessaire, et n'est point contraire au principe de la liberté individuelle. L'autorité de Montesquieu peut être ici invoquée : « Concilier la garantie exigée par le commerce avec les intérêts de l'humanité, tel doit être l'objet et le vœu d'une loi sur cette matière. » L'orateur n'admet pas même à cet égard d'exception en faveur des sep-

tuagénaires. Il pense qu'en matière de commerce, dont toutes les transactions doivent reposer sur la bonne foi, la vieillesse elle-même ne peut exempter de l'obligation de donner l'exemple de cette qualité. Il fit un rapport sur une pétition des élèves de l'école de droit de la faculté de Paris, qui demandoit l'intercession de la Chambre auprès du gouvernement, pour les recueillir aux leçons de M. Bavoust, leur professeur, distingué par ses vertus, ses talents et son attachement à la charte constitutionnelle. Il proposa l'ordre du jour ainsi motivé : « attendu 1^o que l'autorité judiciaire est saisie des plaintes portées contre l'enseignement de M. Bavoust, et contre les auteurs et complices des troubles qui ont eu lieu à l'occasion de son cours; 2^o attendu que l'examen de sa conduite sous les rapports administratifs est dans les attributions du gouvernement, et que la Chambre ne peut intervenir ni exercer une influence, même indirecte, dans les opérations nécessairement libres de deux pouvoirs indépendans; qu'étrangère à l'information juridique comme à l'enquête administrative, elle ne peut ni ne doit manifester aucun préjugé favorable ou contraire aux objets qui ne sont pas de son ressort, et moins encore intercéder auprès du gouvernement en faveur d'un professeur dont la doctrine est soumise à l'autorité compétente; 3^o. attendu que les désordres qui ont précédé la pétition dont il s'agit ne permettent pas à la Chambre d'accueillir une réclamation formée sous de tels auspices. » L'ordre du jour fut adopté, malgré les réclamations de MM. Daunou, Benjamin Constant, Lafayette, Voyer d'Argenson, Chauvelin, Manuel, Guilhem, Bernoux et de Corcelles.

B.

BARBARY DE LANGLADE, fut élu membre de la Chambre des députés en 1819. Il a siégé au côté gauche, seconde section.

BARBIER, fut élu député en septembre 1815 par le département de la Loire - Inférieure. Il fut nommé membre de la commission chargée de l'examen du projet de loi relatif aux dettes des colons. Il a été réélu député en septembre 1818. Il a siégé au côté gauche, seconde section.

BARANTE (le baron de), né à Rion, en 1783, fut auditeur au Conseil-d'Etat sous le gouvernement impérial, ensuite préfet de la Vendée et de la Loire-Inférieure. Buonaparte signa son contrat de mariage avec ma emoiselle Houdetot, petite-fille de madame Houdetot, célèbre par ses liaisons intimes avec J. J. Rousseau et Saint-Lambert. Le baron de Barante donna sa démission de la préfecture de la Loire-Inférieure. Après le retour du Roi il fut nommé Conseiller-d'Etat, secrétaire-général du ministère de l'intérieur, directeur-général des contributions indirectes, et membre de la Chambre des députés. Il parut plusieurs fois à la tribune pour expliquer et défendre les parties du budget qui regardoient les Droits-Réunis. Peu de jours après la clôture de la session de 1815, il adressa aux directeurs de cette administration une circulaire, où l'on remarqua le passage suivant : « Maintenant tous vos employés peuvent être complètement rassurés, ils n'ont plus d'inquiétudes à concevoir : entre eux et l'administration il ne sera plus question du passé, aucune information se rapportant à ces temps malheureux ne sera désormais recherchée ; mais ce qu'ils doivent sa-

voir, c'est que leur conduite à venir sera jugée avec exactitude et même avec sévérité. La manifestation de sentimens contraires au bon ordre et au devoir de tout bon citoyen, de tout fidèle sujet du Roi, ne trouvera aucune indulgence. » Le Roi a créé M. le baron de Barante pair de France, le 9 mars 1819. Il est l'auteur de quelques ouvrages de littérature, écrits avec beaucoup de goût et d'élégance. En novembre 1816 M. de Barante présenta un projet sur les contributions indirectes, où il proposa de porter à cent vingt millions le revenu net de cet impôt ; il demanda que la loi sur cette matière fût, ainsi que l'autorise la Charte, concédée pour plusieurs années. « Si le Roi, dit-il, a songé à faire cette différence dans la concession des impôts indirects et la concession des impôts directs, quel a pu en être le motif ? c'est que pour les uns la forme de perception est invariable, c'est-à-dire que pour les autres la discussion s'établit bien plus sur le mode de recouvrement que sur sa quotité ; ainsi chaque fois, et sur-tout lorsque les circonstances ont été diverses et agitées, tout dans l'impôt est remis en problème. Alors les habitudes ne peuvent se former, alors on agite le peuple par de fausses espérances, on entretient sa répugnance pour des taxes dont en définitif on ne le délivre point, parce qu'elles sont nécessaires ; on diminue les produits en encourageant les résistances ; en décriant la perception, on laisse aux mains des factieux une arme plus ou moins dangereuse, ou tient le commerce dans une espèce d'incertitude sur la marche de ses opérations, et l'on recueille tous les inconvéniens qui en sont les suites : cet esprit d'instabilité et de mécontentement, ma-

ladie funeste à tous les peuples, est mortel pour nous, si l'on ne parvient à le guérir. » En janvier 1818, M. de Barante, alors commissaire du Roi, défendit le projet de loi sur le recrutement de l'armée, et il proclama quelques maximes qui parurent extraordinaires et étonnantes, sur-tout dans la bouche d'un commissaire du Roi. « On se fait, dit-il, de la prérogative royale une idée étroite et singulière; on considère un Roi comme un individu, et on croiroit ajouter un éclat nouveau à sa couronne, en y attachant le droit de nommer arbitrairement aux emplois des individus qui sont loin de ses yeux et dont il ne peut connoître les titres. Placez le Roi dans une région plus élevée: il est le dépositaire de la puissance souveraine, l'Etat est représenté dans sa personne, tout se fait au nom du Roi, mais tout ne se fait pas de la même manière. » C'est ainsi que par des subtilités et des sophismes on veut détruire ces prérogatives consacrées par la Charte, qui donne au Roi le droit de nommer à tous les emplois civils, militaires et religieux, et qu'on veut introduire dans une monarchie constitutionnelle des institutions démocratiques. M. de Barante défendit le système du monopole du tabac; il prouva qu'il n'étoit point contraire à la Charte; que pour imposer une taxe énorme à une matière qui se prête facilement à la fraude, il falloit nécessairement un système de surveillance et de précaution si strict, que la culture, le commerce et la fabrication de cette matière ne pouvoient plus être appelés libres que par une grossière fiction. « Alors la question se réduit à savoir si ce régime de sévérité et de prohibition s'exercera purement dans l'intérêt général, ou s'il servira de rempart et d'appui à une industrie restreinte par sa nature, et plus restreinte encore par les formalités indispensables de perception. » M. de Barante en appela à l'expérience, il rappela la discussion qui s'éleva sur

cette question dans l'Assemblée constituante. « Le régime exclusif se présentait alors armé de lois pénales horriblement rigoureuses; on le croyoit incompatible avec la culture; il s'agissoit de la détruire dans trois provinces jusqu'alors affranchies. Ce privilège apportoit un moindre revenu; cependant il trouva pour sa défense des hommes instruits et des amis sincères de la liberté. Un homme qui ne savoit pas faire fléchir sa raison devant le besoin d'une popularité vulgaire, embrassa la cause du moins mauvais des impôts: il le défendit contre Pétion et autres, qui alléguoient pompeusement les droits de l'homme; cependant il succomba: mais du moins l'Assemblée sut ce qu'elle faisoit, elle ne se laissa séduire par aucune promesse: elle ne vouloit pas faire succéder, par une contradiction bizarre, aux entraves du monopole les rigueurs d'une surveillance destinée à protéger une fabrication prétendue libre; ce fut une vraie liberté de culture et de fabrication qu'elle accorda: elle sacrifia sciemment ce revenu, comme tant d'autres. Rien ne coûtoit alors, on avoit devant soi un vaste horizon de confiscations, de banqueroutes et de papier monnoie; on démolissoit un édifice social: aujourd'hui nous voulons affermir le nôtre, nous ne voulons plus courir de hasards même en finances: pour nous secourir dans nos nécessités, nous voulons le crédit public et non plus la spoliation des particuliers; si nous détruisions nos impôts, si nous introduisions des incertitudes dans la rentrée des revenus publics, vous verriez fuir la confiance naissante, le trouble se mettroit dans l'administration, et bientôt ceux qui s'alarment de l'ombre d'un privilège seroient obligés de réclamer le honteux privilège que le gouvernement s'est attribué tant de fois, ce privilège que nous voulons lui enlever, le privilège des banqueroutes. » Les observations judicieuses de M. de Barante

entraînèrent le suffrage de la Chambre ; elle adopta le projet de loi qui ordonnoit la vente exclusive du tabac. M. de Barante combattit la proposition de M. Marbois , tendante à faire substituer une autre peine à celle de la déportation : il observa qu'il faut distinguer les crimes publics de ceux qui sont le produit de l'immoralité. Cette distinction sort de la nature , mais elle est écrite dans l'histoire. Malheur sans doute aux siècles obligés d'y avoir égard ; mais quand arrivent ces temps malheureux , que le crime soutenu par l'opinion devient un objet de pitié , quel remède peut convenir à l'état de crise où se trouve la société ? La mort , qui ne satisfait la justice qu'en dépit de l'humanité ; la mort , trop souvent appliquée en pareil cas , multiplie les coupables en excitant des vengeances ; la réclusion , indépendamment de la flétrissure , qui s'y rattache , révolte l'amour-propre , a le grave inconvénient de retenir dans le sein de l'Etat des sujets en état de révolte contre lui , de les y retenir sous les yeux de leurs partisans dont ils entretiennent l'espérance , de leurs ennemis dont ils enflamment la haine : on évitera tous ces dangers en appliquant aux crimes politiques la peine de la déportation. On a reproché à la déportation de faire perdre les avantages qu'elle doit retirer du châtiment des coupables. C'est avec la déportation que ces avantages sont plus rassurés : quel moyen plus sûr , en effet , de rétablir la tranquillité publique dans l'Etat , que d'éloigner ceux qui la troublent ? Quel moyen plus efficace de ramener le coupable à de meilleurs habitudes , que de le dérober à l'influence des principes et des lieux qui ont perverti son innocence ? » M. de Barante appuya le maintien de la déportation , considérée comme peine de crime politique. Cet avis fut adopté. — M. de Barante défendit l'article 8 du projet de loi relatif à la répression des crimes et délits commis par la voie de la presse ou

par tout autre moyen de publication. Il porte que tout outrage à la morale publique et religieuse sera puni d'un emprisonnement et d'une amende ; il dit que le mot religion , que plusieurs nobles pairs vouloient y voir introduire , lui sembloit inutile. Il observa que le sentiment de la religion est trop profondément gravé dans nos cœurs pour que rien puisse l'en effacer , et pour qu'il soit besoin de la défendre contre des attaques impuissantes. Il combattit le système de ceux qui croient que la Charte a voulu , dans les articles 6 et 7 , établir la prééminence de la religion chrétienne et la déclarer religion dominante. Qu'il nous soit permis d'observer à M. de Barante que malgré la liberté des cultes et la tolérance des religions , il doit y avoir dans l'Etat une religion dominante qu'il ne faut point confondre avec une religion exclusive , c'est celle qui est professée par la majorité de la nation. Le noble pair nous présente un tableau pompeux des mœurs du siècle. Ne voit-on pas , dit-il , se ranimer de toutes parts , avec la religion , le germe de toutes les vertus , l'amour de l'ordre et de la justice , le respect des mœurs et de l'autorité ? Malheureusement ce tableau n'existe que dans l'imagination. Qu'on parcoure les journaux , ils nous donnent chaque jour le détail de tous ces crimes affreux qui outragent l'humanité : c'est à la perte , à l'oubli et à l'indifférence en matière de religion que nous devons ce débordement des mœurs , cette corruption qui produit tant de désordres et de malheurs. Oui , la masse grossière du peuple est déiste , et l'on sait que le déisme conduit presque toujours à l'athéisme.

M. de Barante combattit l'amendement proposé par M. le duc de Fitz-James. (Voyez son article.) Le discours qu'il prononça nous a convaincu de cette vérité proclamée avec courage par M. le duc de Fitz-James , que la société doit gémir de n'avoir vu dans les discours des défenseurs du

projet de loi qu'un théisme pur, que cette religion idéale et métaphysique que le grand apôtre de l'impiété se faisoit lui-même une gloire de professer. M. de Barante soutint que le mot même de religion, que quelques personnes voudroient voir introduire dans le projet de loi, lui sembloit inutile, si l'on n'attachoit à l'expression d'autre idée que celle du principe commun à tous les cultes, de ce sentiment inné au cœur de l'homme et inséparable de sa nature. « Ce sentiment, dit-il; est en effet trop profondément gravé dans nos cœurs pour que rien puisse l'en effacer, et pour qu'il soit besoin de le défendre contre des attaques nécessairement impuissantes. Mais la religion comprend un domaine plus vaste, et chaque individu doit y trouver un sens qui n'est pas le même pour tous, mais qui, pour chacun, doit avoir une signification de laquelle il ne peut s'écarter. » On voit ici que le noble pair veut parler de cette religion naturelle ou de ce théisme qui nous apprend qu'il y a un Dieu qui gouverne l'univers. « Ainsi, ajoute le noble pair, pour les chrétiens la religion est le christianisme, et la conscience des jurés chrétiens, comme presque tous le sont en France, leur fera un devoir d'entendre la loi dans ce sens. » M. le baron de Barante se plaît à confondre la religion chrétienne avec la religion catholique. Il devrait savoir que la religion catholique est toujours chrétienne, et qu'une religion chrétienne peut ne pas être catholique. « L'application de l'article 8, continua le noble pair, se fera donc par la force des choses, dans le sens que désire M. le duc de Fitz-James; mais doit-on induire des articles 6 et 7 de la charte, que la loi doit contenir une énonciation formelle dont le but seroit d'établir la prééminence de la religion chrétienne et de la déclarer par le fait religion dominante (M. de Barante affecte de ne jamais parler de la religion catholique, ce mot sonne mal à son

oreille) : il ne le pense pas. Osons le soutenir; la charte, en déclarant la liberté des cultes, a voulu donner à la religion catholique une prééminence incontestable, puisque c'est la religion de la majorité de la nation et du chef suprême de l'Etat, son représentant héréditaire. Ici, le noble pair affecte une crainte chimérique, lorsqu'il pense, qu'en se rattachant au pouvoir temporel la religion peut perdre quelque chose du respect dû à la source divine dont elle émane. « N'est-ce pas au moment, ajoute le noble pair, que les leçons et savantes controverses de Bossuet convertissoient Turenne à la foi catholique, que la religion a brillé de son plus bel éclat; et le siècle dernier nous prouveroit-il qu'elle a gagné quelque chose à la révocation de l'édit de Nantes? » Le noble pair ne balance pas à le dire; « L'état présent de la religion milite encore en faveur de la liberté des consciences. Vit-on jamais, en effet, les fidèles animés d'une religion plus sincère? C'est à la libre profession des croyances qu'est dû en partie cet heureux résultat; pour l'amener, il n'a été besoin d'aucune rigueur. Les écrivains impies ont cessé d'écrire ou d'avoir des lecteurs, dès lors qu'ils n'ont plus été l'objet de la sévérité des lois, et la séparation entière des intérêts temporels d'avec les besoins de l'âme a plus fait que la Sorbonne, la censure et les arrêts impuissans qui livroient aux flammes des livres lus de tout le monde. Il faut le reconnoître, ce n'est pas la force des lois qui peut faire aimer, qui peut faire respecter la religion, puisque c'est elle au contraire qui donne la sanction des lois. » Ces principes publiés avec légèreté et avec complaisance par le noble pair servent sans doute, contre son intention, à détruire la religion, à assurer l'impunité à ses blasphémateurs et à sapper les fondemens de l'édifice social. Il faut des lois pour réprimer et punir les crimes contre la religion, sur-tout dans ce temps de scandale et de corruption, où toutes les notions religieuses sont

éteintes, où les attentats se multiplient avec autant de rapidité que d'effroi, et où l'on professe la doctrine de l'athéisme et de l'incrédulité. « Aussi, continue le noble pair, le but des rédacteurs de l'article n'a pas été de donner à la religion une force dont elle n'a pas besoin, mais d'atteindre comme coupables envers la société, ceux qui attaqueroient un principe sur lequel la société toute entière s'appuie, de même qu'elle punit comme délit public les offenses contre la personne du roi, parce que la royauté est aussi l'une des bases de l'édifice social. La disposition de l'article, conçue dans ce sens, a donc été générale et rédigée de manière qu'au jury seul appartint l'appréciation du délit, qu'à lui seul fût soumise la question de savoir si tel fait intéressait ou non le maintien de l'ordre social : si donc on demande jusqu'à quel point les outrages faits à la religion se trouvent compris dans la disposition générale, c'est la réponse du jury qui décidera la question ; et l'on peut dire qu'en ce sens la chambre des députés, en insérant dans l'article le mot de morale religieuse, a fait en quelque sorte l'office de juré et celui de législateur. » C'est ici que l'on voit les motifs de ceux qui combattirent l'amendement de M. le duc de Fitz James. Sans doute ils veulent bien que celui qui nierait l'existence de Dieu, l'immortalité de l'âme, fût puni ; mais ils ne voudroient point qu'on comprît dans la disposition pénale de la loi celui qui outrageroit publiquement la religion catholique, ses mystères, ses dogmes, son culte et sa discipline. Le noble pair termina son discours par cette réflexion : « Je suis loin cependant de rejeter l'insertion du mot Religieuse, puisque le concours des opinions de ceux qui l'ont votée est une preuve de la tendance générale des esprits vers tout ce qui peut être favorable à la religion. »

BARRAIRON (baron de), né à

Gourdon, en 1746, étoit, avant la révolution, chef de division à l'administration des domaines. Il obtint, en 1790, de Louis XVI, la place d'administrateur-général des domaines, et depuis il fut administrateur des domaines et de l'enregistrement, jusqu'au retour de Louis XVIII. Il fut étranger aux différens partis. M. Barrairon conserva sa place sous le gouvernement royal en 1814, et, peu de temps après son retour, le Roi le nomma définitivement directeur-général de l'administration des domaines et de l'enregistrement, et conseiller-d'état honoraire. M. le baron de Barrairon avoit été candidat au corps législatif pour le département du Lot, et candidat au sénat conservateur pour le département d'Indre-et-Loire ; en octobre 1816 il fut élu membre de la Chambre des députés par le département du Lot. Il a siégé au centre.

BARTHE DE LA BASTIDE, né à Narbonne, fut nommé député en 1815, par le département de l'Aude, où il vota constamment avec la majorité. Il fut élu, en septembre 1816, membre de la Chambre des députés : il a fait partie des sessions de 1818 et 1819 ; il a siégé au côté droit, première section. En janvier 1818, M. Barthe de la Bastide vota contre le projet de loi sur le recrutement de l'armée. Il combattit l'article 4, prétendit qu'une force quelconque ne peut être mise en mouvement, soit en temps de paix, soit en temps de guerre, qu'en vertu d'un acte de la puissance législative. C'est évidemment porter atteinte à l'article 12 de la Charte, qui met toutes les forces du royaume à la disposition du chef suprême de l'Etat. Il termina son discours par les réflexions suivantes : « Qu'il me soit permis d'exprimer la surprise, et sur-tout le regret d'être si souvent obligé de voter ou de parler contre des projets de lois que je crois inconstitutionnels ; cette tribune, qui naguère a si éloquemment

retentie en faveur des libertés publiques concédées par la Charte et suspendues par des lois d'exception, devoit nécessairement embrasser aujourd'hui la défense des prérogatives réservées par le même acte à l'autorité royale, évidemment menacées par le projet de loi sur le recrutement; et c'est ainsi que la Chambre des députés, confondant ses détracteurs, toujours fidèle à ses principes, toujours fidèle à ses sermens, justifiera la confiance dont elle est honorée, et ne cessera jamais de défendre les articles de ce pacte sacré. » M. Barthe de la Bastide défendit la résolution de la Chambre des pairs, concernant la loi des élections; il prouva que M. Barthélemy, et ceux qui l'ont soutenu, s'étoient constamment renfermés dans les limites d'une prudente et modeste discussion. Leurs adversaires n'ont pas généralement paru jaloux de mériter le même éloge; ils disoient, avec autant de malignité que d'injustice, que le noble pair étoit sans doute déchu de son antique sagesse; que son âge et ses malheurs avoient sans doute affaibli ses qualités morales; que la proposition de M. Barthélemy étoit une déclaration de guerre à tous les intérêts créés par la révolution. On le comparoit à Erostrate incendiant le temple d'Ephèse pour se rendre fameux. Il a, s'écrioit-on, jeté des brandons de discorde; le flambeau de discorde est déjà allumé: des visionnaires voyoient déjà des armées d'insurgés parcourant nos campagnes, et distinguées par d'autres couleurs que les couleurs de Henri IV. M. Barthe de la Bastide vengea M. Barthélemy de toutes ces infâmes accusations. La postérité imprimera sur le front de ces vils calomniateurs un signe d'opprobre et d'infamie. M. Barthe de la Bastide, après avoir démontré les vices et les inconvéniens de la loi des élections, combattit le système de ces hommes vains et arrogans qui se persuadent que leurs opinions particulières forment l'opinion générale. Ils s'agitent

depuis trente ans, pour persuader qu'ils sont la majorité, quoiqu'il soit bien reconnu qu'ils ne sont qu'une minorité turbulente, suppléant au nombre par l'audace et par l'intrigue. Leurs votes et leurs moyens sont connus aujourd'hui, et l'on sait assez qu'ils ne flattent jamais les rois et les peuples que pour les égarer. Dans la discussion du projet de loi relatif à l'exportation et à l'importation des grains, M. Barthe de la Bastide fit des réflexions sages et judicieuses. Il observa « qu'au dedans et au dehors tout a changé, et ce nouvel état de choses entraîneroit nécessairement la ruine de notre l'agriculture, si des mesures sages ne venoient à notre secours. Si c'est dans cet esprit que le gouvernement a présenté le projet qui nous occupe, on ne peut qu'applaudir à sa sollicitude: il a vu le mal, il sait qu'il est urgent d'y porter remède. » Cependant M. Barthe de la Bastide ne crut pas que les dispositions du projet de loi pussent entièrement remplir l'objet qu'on se proposoit; il pensa que le prix fixé pour les froments devoit être élevé au moins de 75 cent. et porté à 2 fr. l'hectolitre, et celui sur les farines à 4 fr. le quintal métrique. Ce fut l'objet de l'amendement qu'il soumit, mais qui fut rejeté.

BARTHELEMY (le marquis de), neveu de l'auteur du *Voyage du jeune Anacharsis*, naquit à Aubagne en 1740. Il accompagna en Angleterre M. Adhémar, ambassadeur; ce ministre ayant été rappelé, il lui succéda dans son ambassade. Il annonça à la cour Britannique que Louis XVI avoit accepté la constitution faite par l'Assemblée nationale. En 1791, M. Barthélemy passa en Suisse avec le même caractère; il y ménagea avec succès les intérêts de la France; il signa la paix avec la Prusse et l'Espagne. Il se conduisit avec les émigrés avec beaucoup de modération; tous les partis applaudirent à ses principes de sagesse et de jus-

tice. En quittant la Suisse il emporta l'estime et les regrets de cette nation. Nommé au Directoire par le parti elichien, il fut enveloppé dans sa proscription. Le ministre de la police, Sotin, le fit arrêter et déporter à la Guiane. Après quelques mois de captivité M. Barthélemy trouva le moyen de s'échapper : il se rendit en Angleterre. Il revint en France après la révolution du 18 brumaire. Le gouvernement consulaire rechercha le mérite de ce citoyen sage et malheureux; il fut nommé successivement sénateur, comte de l'empire, et membre de l'institut. Il présida aux séances du Sénat : où l'on prononça la déchéance de Buonaparte. Il félicita l'empereur Alexandre sur sa modération et sa magnanimité. Cependant M. Barthélemy séduit par les victoires de Buonaparte, a été son admirateur : « Et vos conquêtes, lui disoit-il en 1805, ont ajouté de nouveaux peuples à la France; la sagesse de votre gouvernement vous a conquis l'esprit et le cœur de tous les Français. » Le roi le créa pair de France le 4 juin 1814. Il ne fut point compris sur la liste des pairs nommés par Buonaparte, et il se trouva par conséquent sur celle du roi du mois de juillet suivant. M. Barthélemy a des talens, des mœurs, de la probité; il a obtenu l'estime et le suffrage des amis de la monarchie et de la légitimité, en proposant à la Chambre des Pairs de supplier le roi de modifier la loi des élections pour rétablir l'ordre et affermir la Charte constitutionnelle. Cet acte de courage, inspiré par un vif amour de la patrie, sera conservé honorablement dans l'histoire, et ses détracteurs ne recueilleront de leurs outrages et de leurs calomnies que la haine et le mépris. M. Barthélemy, en février 1819, exposa en ces termes les motifs et l'objet de sa proposition : « Il y a maintenant deux ans qu'un changement important fut introduit dans nos institutions naissantes, par l'établissement d'un nou-

veau système d'élections; les avantages annoncés furent soutenus avec tant de chaleur, les inconvéniens prévus furent annoncés par des raisonnemens si plausibles, qu'il fut permis d'être incertain dans une matière aussi grave. La marche de la discussion rendit même cette incertitude si naturelle, qu'elle fut peu-à-peu prolongée par les orateurs du Gouvernement même, et qu'en dernière analyse ils déclarèrent que ce système nouveau étoit un essai que l'on vouloit faire, et que la loi d'élection étoit une loi d'organisation; si l'essai ne répondoit pas à l'espoir que donnoit le nouveau système, le pouvoir qui faisoit la loi pourroit la modifier. Cette déclaration fixa beaucoup d'incertitudes, et je l'avouerai à cette tribune, je fus du nombre de ceux qu'elle déterminait à voter en faveur de la loi proposée. Deux ans se sont écoulés, deux épreuves ont été faites, deux fois le gouvernement a témoigné des alarmes : c'est par conséquent un devoir de conscience que de solliciter aujourd'hui l'effet d'une promesse qui a déterminé mon vote; le sentiment de ce devoir sera partagé sans doute par ceux qui ont voté par le même motif que moi pour la loi d'élection; il sera approuvé par ceux qui, n'ayant vu dans le premier moment que les avantages du nouveau système, et ayant reconnu depuis ses inconvéniens, doivent souhaiter de le voir perfectionner. Il le sera à coup-sûr par ceux qui ont voté contre la loi, et qui doivent désirer de la voir modifiée de manière à remédier aux inconvéniens qu'ils avoient prévus; enfin, il doit être approuvé par le gouvernement, qui sera sans doute jaloux de justifier aujourd'hui la confiance qu'il nous inspira à une autre époque, et qui doit sentir en même-temps le besoin de modifier un système qui n'a pas pu du premier jet être porté à sa perfection. Je demande donc que la Chambre des Pairs prenne une résolution en

vertu de laquelle le Roi seroit humblement supplié de présenter un projet de loi tendant à faire épronver à l'organisation des collèges électoraux les modifications dont la nécessité peut paroître indispensable. » La Chambre, après une vive opposition, décida qu'elle s'occuperait de la proposition de M. Barthélemy. Dans une autre séance M. le marquis Barthélemy développa l'objet et les motifs de sa proposition; il exposa les inconvéniens sentis de la loi sur les élections, et qui doivent être réparés; mais la sagesse du Monarque peut seule indiquer la marche. Le noble pair prouva que sur la masse des électeurs de la France, environ un tiers n'avoit point pris part aux dernières élections. Il est donc indispensable de modifier l'organisation des collèges électoraux, de manière à ce que tous les électeurs puissent participer à l'élection, et qu'ainsi le droit d'élire ne soit pas un droit illusoire pour la plupart d'entre eux. M. Barthélemy signala encore un inconvénient notoire, résultant de la manière dont on explique la Charte, qui confère les droits d'électeur à tout citoyen payant 300 fr. de contributions directes. « Dans la vue d'encourager l'industrie et le commerce, on assimile les patentes à la contribution foncière; mais cette extension si libérale est devenue la source des abus les plus choquans par la forme de la perception de cette taxe; comme elle se fait par douzième, et que l'on n'exige pas un espace de temps déterminé pour acquérir par cette voie les droits politiques, il s'ensuit qu'un individu peut, avec 25 fr. une fois payés, voter légalement dans une assemblée électorale: cette introduction illégitime dans le corps électoral d'hommes sans fortune, et que l'intrigue et la corruption peuvent y amener, est une véritable injustice envers les propriétaires dont elle usurpe les droits. » Le noble pair trouva dans la loi des élections une lacune bien importante à remplir: la précaution

de nommer des suppléans, adoptée par la plupart des Assemblées législatives, a été omise, et cependant elle étoit d'autant plus nécessaire que le nombre des députés actuels étant infiniment restreint, il importe davantage qu'il soit toujours complet. M. Barthélemy termine son discours par une péroraison touchante: « Après avoir rempli, dit-il, le devoir impérieux que m'imposait la conviction intime des besoins de la patrie, me sera-t-il permis d'exprimer les sentimens douloureux que les inculpations dirigées contre moi dans cette occasion m'ont fait éprouver? Je l'avouerai, j'ose croire qu'une vie politique, consacrée toute entière à la modération, répond suffisamment à des reproches d'autant plus excusables, que les formes de cette Chambre s'opposaient, à cette époque, au développement que l'on exigeoit. Eh quoi! l'on m'accuse de soulever les passions, quand, sur la fin de ma carrière, mon unique désir, mon seul but, est de prévenir l'explosion funeste de ces mêmes passions, qu'une longue expérience et tant de malheurs accumulés me font souhaiter de voir assoupies! » Que M. Barthélemy se console, les injustices des hommes ne doivent ni effrayer ni affliger l'homme de bien; il trouve sa consolation dans le témoignage de sa conscience, dans l'estime des citoyens vertueux, et dans l'exercice de ses vertus.

BASTARD DE L'ÉTANG (baron de), fut auditeur à la cour impériale de Paris, ensuite maître des requêtes, et conseiller à la même cour. Le Roi le nomma, en octobre 1815, président de la cour royale de Lyon, et pair de France le 9 mars 1819.

BAUDRY, procureur-général à Saintes, fut élu député en 1819 par le collège électoral de la Charente-Inférieure. Il a siégé au côté gauche, seconde section. Le département de

la Charente-Inférieure de la troisième série renouvellera cette année sa députation.

BAYET, président du tribunal d'Issoire, fut élu en 1816 membre de la Chambre des députés, par le collège électoral du Puy-de-Dôme. Il a siégé au côté droit, seconde section. M. Brun de Villeret fit une proposition tendante à obtenir la présentation d'un projet de loi contenant un code rural. M. Bayet loua les bonnes intentions de M. Brun de Villeret, mais il présenta quelques réflexions sur la forme de la proposition qui a été faite; il observa « que, sans doute, les Chambres avoient la faculté de supplier le Roi de proposer une loi sur l'objet qu'elles indiquent; mais on doit user avec modération et avec réserve de cette faculté. Le gouvernement s'est continuellement occupé du code rural; mais cet ouvrage a besoin d'être mûri par des réflexions et des renseignements des autorités locales, que le temps peut seul amener. M. Brun de Villeret a demandé de supplier Sa Majesté de faire présenter le code rural à l'ouverture de la session prochaine. Cette forme est inconstitutionnelle; certainement on a le droit de manifester au Roi, par une humble supplique, notre vœu et notre espoir sur la présentation d'une loi aussi justement désirée; mais c'est aussi à l'initiative royale à faire le choix de l'époque de toute présentation de loi, et le choix de cette époque n'est souvent pas une chose indifférente: c'est à la prudence et à la sagesse du chef de l'état à la déterminer. » M. Bayet termina son discours par de sages réflexions. « Nous admirons, dit-il, cette Charte, ce grand monument de l'ordre social, qui perpétuera à jamais la gloire du règne de son auguste auteur; mais il est encore beaucoup d'autres lois, qui, comme corps accessoires, doivent fortifier ce bel édifice et compléter l'organisation du gouverne-

ment constitutionnel. C'est au Roi, placé dans une région supérieure à la nôtre, et au milieu des rapports hors de notre portée, à déterminer un ordre de présentation des lois, approprié aux circonstances, aux temps, aux besoins, aux dispositions des esprits, aux époques de maturité et de perfection de chaque espèce de travail; mais si chacun de nous, animé du désir d'une prompte jouissance, demande pour les prochaines sessions une présentation de loi sur l'objet de législation qu'il affectionne le plus; si le gouvernement est continuellement harcelé dans sa marche, dérangé dans ses hautes conceptions et dans les plans qu'il a coordonnés avec sa position, bientôt une confusion d'idées, de volontés, et de combinaisons différentes, amèneroit des résultats qui seroient peut-être nuisibles à l'intérêt général. » La Chambre déclara qu'elle ne prendroit point en considération la proposition de M. Brun de Villeret.

BEAUFREMONT (le prince de) recut de Napoléon les titres de prince et de comte. Il lui fut présenté, le 12 avril 1812, comme président du collège électoral de la Haute-Saône; dans son discours on remarqua le passage suivant: « Vos fidèles sujets de la Haute-Saône, qui recueillent comme toute la France les fruits des victoires de Votre Majesté, et participent au bonheur dont jouissent tous les sujets de votre vaste empire, viennent déposer aux pieds du trône l'hommage des mêmes sentiments d'amour, d'admiration et de respect dont sont animés tous les Français par le courage juste et magnanime qui les rend si heureux. » Napoléon nomma le prince de Beaufremont pair de France en 1815, mais il refusa d'accepter: ce refus honorable lui fit obtenir de la bonté du Roi la dignité de pair.

BEAUMONT (Comte de), fut admis dans les pages de Louis XVI en

1787. Il fit les premières campagnes de la révolution dans les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse. Il servit aussi dans l'armée d'Italie, où il fut blessé. Il parvint au grade de général de division en 1807, et combattit contre les Autrichiens. Il commanda un corps d'observation à Augsburg. Buonaparte le nomma séuateur, et il devint écuyer de Madame, mère de Napoléon. Le Roi l'éleva à la dignité de la pairie après la bataille de Waterloo. M. de Beaumont commandoit une division de l'armée de Paris.

BEAUREPAIRE (Marquis de), commandant de la garde nationale de Louhans; a été élu député, en 1817, par le collège électoral de Saône-et-Loire. Il a siégé au côté droit, seconde section.

BEAUSSET (de), né à Pondichéry en 1748, fut sacré évêque d'Arles en 1784. Il protesta en 1791 contre la constitution civile du clergé. Il fut nommé successivement chanoine de Saint-Denis, conseiller titulaire de l'université, et cardinal. Il fut membre de la commission chargée de déterminer les bases d'une négociation qui avoit pour objet d'augmenter le nombre des diocèses, et de rétablir dans leurs fonctions les anciens titulaires; mais ce projet fut abandonné. M. le cardinal de Beausset reprit la présidence du conseil royal de l'université, dont il avoit envoyé sa démission. Le Roi le créa pair de France. M. le cardinal de Beausset a publié plusieurs ouvrages parmi lesquels on distingue *la Vie de Fénelon* et celle de *Bossuet*. Ces deux productions d'un grand génie sont marquées du sceau de l'immortalité.

BECKER (Comte de Mons), né en Alsace en 1770. Il fit les premières campagnes de la révolution à l'armée du Nord, et ensuite à celle de la Vendée. Il développa de grands talens dans sa carrière mili-

taire. Il fut élu membre de la Chambre des représentans de 1815. Il se conduisit avec autant de prudence que de modération. Il se présenta à Buonaparte en qualité de président de la députation du collège électoral de son département, et lui adressa le discours suivant : « Le retour de Votre Majesté au milieu d'un peuple de braves qui revoit en Elle le véritable restaurateur de ses droits politiques, est le présage du prochain accomplissement de nos vœux. Votre Majesté trouvera dans le cœur des Français toute l'énergie dont ils ont donné de si grands exemples, et tous les secours nécessaires pour veiller à la conservation de ce bel empire, fondé par vos mémorables victoires, et défendu par une armée nationale dont la gloire passera, avec votre nom, à la postérité la plus reculée. » Le comte Becker fut nommé membre de la commission administrative, et chargé par le Gouvernement provisoire d'accompagner Buonaparte jusqu'à Rochefort, et il ne le quitta que lorsqu'il fut à bord du *Bellerophon*. Le comte Becker, après s'être acquitté de cette mission avec autant d'habileté que de succès, se retira dans sa terre d'Auvergne, où il reçut du préfet un ordre de s'éloigner; cet ordre fut ensuite révoqué par le ministre. Le Roi a nommé M. le comte Becker pair de France, par son Ordonnance du 9 mars 1819.

BECQUEY, né à Vitry en 1760, fut nommé député à l'Assemblée législative, où il défendit avec zèle les principes et les droits de la monarchie. Il justifia les prêtres non assermentés, et combattit toutes les mesures révolutionnaires proposées par les terroristes; s'opposa au séquestre des biens des émigrés, et au projet de déclarer la guerre à l'Autriche; il demanda la punition des auteurs des attentats du 20 juin. Il échappa par miracle aux proscriptions des tyrans qui asservissoient leur patrie. M. Becquey entra au Corps législatif en 1804.

Il travailla dans le secret au rétablissement de la dynastie des Bourbons, et il eut des relations intimes avec les commissaires du Roi chez l'étranger. M. Becquey cessa ses fonctions dès que Buonaparte parut à Paris en 1815; il les reprit au retour du Roi, qui l'appela au Conseil-d'Etat. Il combattit ce système, qu'on doit craindre l'influence de la Couronne sur les élections, comme si l'influence qui descend d'un trône intéressé au maintien de l'ordre social, de la religion et des mœurs, pouvoit être dangereuse. « On oublie, dit-il, ce que doit être la Royauté en France. Le Roi a donné la Charte : pourroit-on ne pas la suivre ? Et parce que l'usurpateur a fait peser un joug de fer sur le Corps-législatif, la Chambre doit-elle augurer un pareil sort sous le gouvernement paternel du plus juste des Princes ? Qu'on écarte donc de vaines alarmes : sous l'empire des Bourbons, la Chambre sera ce qu'elle doit être, et saura, en conservant l'indépendance qui tient au caractère français, contribuer avec le Souverain à assurer le bonheur de la France. » M. Becquey fut nommé, en 1816, sous-secrétaire-d'état au ministère de l'intérieur, et, l'année suivante, directeur-général des ponts-et-chaussées. Il a été élu au nouveau Corps-législatif en septembre de la même année. Il a siégé au centre. M. Faget de Baure avoit été nommé rapporteur de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à la répression des abus de la liberté de la presse ; M. Faget de Baure étant décédé, M. Becquey fut nommé rapporteur de la commission. En décembre 1817, il fit le résumé des opinions des défenseurs du projet de loi, et de celles des opposans ; il soutint l'avis des premiers, et combattit celui des seconds ; il insista sur-tout sur l'impossibilité d'introduire par amendement au projet de loi, le changement demandé dans l'établissement d'un jury aussi important dans la législation criminelle. « Lorsque la Charte, dit-

il, n'auroit pas réservé au Roi seul la proposition des lois nouvelles, il suffiroit de l'obligation où est la Chambre de modifier la procédure existante, dans le dessein d'y ajouter le nouveau système, pour qu'elle renoncât à l'idée d'admettre un amendement qui seroit toujours incomplet et inapplicable. dès-lors que tous les moyens législatifs d'exécution n'auroient pas été délibérés en même temps ; travail considérable, qui exigerait de longues méditations. » Le budget particulier du ministre de l'intérieur comprenoit l'administration des ponts-et-chaussées, dont on fixoit la dépense à trente millions ; plusieurs membres demandèrent une réduction, et que l'administration des ponts-et-chaussées fût chargée de l'entretien des fossés et des plantations. M. Becquey, directeur général des ponts-et-chaussées, démontra que l'intempérie des saisons, l'occupation étrangère, les mouvemens militaires, le passage des trais de guerre, avoient porté aux routes les plus gros dommages. « Un grand nombre de ponts ont été rompus, les canaux ont été négligés, la navigation intérieure demande des travaux importants.... Ils sont commencés, et on sait que des travaux de cette nature, une fois commencés, veulent être achevés, sous peine de perdre les dépenses faites, et d'en faire par la suite de beaucoup plus considérables. » M. Becquey observe ensuite que l'imposition d'une charge nouvelle au budget des ponts-et-chaussées étoit une dépense et non une recette ; car, ou les ponts-et-chaussées, si on les grève de cette charge, demanderont des fonds supplémentaires, ou ils ne feront pas les travaux que le budget spécifie et détermine. » Les trente millions furent accordés. Le département de la Haute-Marne renouvellera cette année sa députation.

BEDOCH, a été l'admirateur et le panégyriste de Buonaparte, qui, par reconnaissance, le nomma pro-

cureur impérial à la cour de Tulle : il en exerçoit les fonctions , lorsqu'il fut nommé député au corps législatif en 1812 Président de la députation du collège électoral de la Corrèze , qui fut présentée à Buonaparte , il lui dit : « Vos sujets de ce département , qui voudroient rivaliser avec tous ceux de votre empire dans tous les genres de dévouement , voyent avec douleur qu'ils n'ont presque que leur sang à vous offrir : ils désirent de votre bonté paternelle quelques-unes de ces sources de richesses que vous avez fait naître dans tous les lieux où vous avez passé , par l'établissement des communications les plus promptes et les plus directes. » M. Bedoch recut à cette époque la décoration de la Légion-d'Honneur. Après la restauration , le corps législatif , transformé en Chambre des députés , reconvra la parole : M. Bedoch se rangea dans le parti de l'opposition. Le 2 juillet 1814 , il soutint le projet d'exclure les députés devenus étrangers. Le 9 août , il parla en faveur de la liberté de la presse , et s'opposa au projet de loi présenté par M. le comte Ferrand , relatif à la restitution aux émigrés de leurs biens non-vendus. Dès que Buonaparte fut revenu de l'île d'Elbe , en mars 1815 , il nomma M. Bedoch conseiller-d'état. Il fut appelé à la Chambre des représentans en 1815 ; il prétendit que l'assemblée devoit prêter serment à Buonaparte , sans qu'il fût besoin d'une loi votée par la représentation nationale. Il demanda la communication de la correspondance du gouvernement français avec les généraux Wellington et Blücher ; il demanda l'abolition de la noblesse ; il dit qu'il venoit de voir M. de Pontécoulant , l'un des plénipotentiaires nommés pour traiter de la paix ; qu'il lui avoit annoncé que l'empereur Alexandre avoit montré les dispositions les plus favorables , et que son intention et celles de ses alliés n'étoient nullement de gêner la France dans le choix de son gouver-

nement ; il ajouta que les bataillons prussiens protégeroient la représentation nationale. Cependant M. Bedoch n'avoit pas parlé à M. de Pontécoulant. Lors de la discussion du projet de constitution , M. Bedoch proposa des limites au droit de faire grâce de la part du Souverain , relativement aux ministres , et fit cet amendement : « Dans le cas où le Souverain jugeroit à propos de faire grâce à un ministre , ce ministre ne pourra , sous aucun prétexte , être admis à exercer ses droits politiques. » Cet amendement fut rejeté. M. Bedoch retourna dans son département. Après la rentrée du Roi , M. Bedoch a été élu membre de la Chambre des députés en septembre 1816 ; il a siégé au côté gauche , seconde section. M. Bedoch n'a point renoncé à ses anciennes opinions et à celles qu'il a émises à la chambre des représentans de 1815. Il a voulu prétendre à la réputation d'un grand financier ; il a combattu constamment les projet des lois financières présentés par le gouvernement à la discussion du corps législatif. Il a proposé de nouveaux plans , de nouvelles vues illusoirs dans leurs théories , et impraticables dans leur exécution. Ne pouvant parvenir à faire adopter son système financier , il ne cessoit de proposer des amendemens , qui tous ont été rejetés. M. Bedoch a voulu étendre ses idées libérales ; il voit , dans les lois qui s'opposent à la licence , tyrannie et oppression ; dans les royalistes et les émigrés , des hommes dangereux. Il voit , dans les actes du gouvernement , abus et usurpation de pouvoir. Il est entièrement convaincu de la souveraineté du peuple ; et , dans cette persuasion , il exagère ses droits et diminue ses devoirs. Cette fausse doctrine conduit M. Bedoch à des erreurs dangereuses , et l'empêche de parvenir à cette vérité qu'il aime et qu'il désire. Tant il est vrai que l'ignorance , les préjugés , les passions aveuglent l'esprit de celui même

qui aime la vérité et pratique le bien.

Lors de la discussion du projet de loi sur la liberté de la presse, M. Bedoch soutint que le gouvernement vouloit détruire le principe de cette liberté. « On n'ose pas l'attaquer en face; mais il n'est pas de moyens détournés que l'on n'emploie pour qu'en définitif il ne se réduise à une vaine déclaration; je ne sais pourquoi à ce mot de liberté de la presse, quelques personnes ne veulent en voir que les excès, les abus, la licence, et ne veulent pas reconnaître les inappréciables bienfaits de cette liberté sage, décente et restreinte dans ses véritables limites. » Ce censeur éternel ajoute que la liberté de la presse peut apporter du trouble au sein de la lumière qu'elle répand; mais le mal qu'elle fait, elle le répare elle-même dans le débat libre de la contradiction, de l'accusation et de la réponse. Comment M. Bedoch peut-il ignorer que lorsque la liberté a franchi les limites qui lui sont assignées, elle va à la licence et à l'indépendance? Alors elle ne rétrograde pas, et elle multiplie le mal qu'elle, fait en parcourant sa carrière séditionneuse.

Lors de la discussion du projet de loi sur les finances, quelques membres demandèrent la suppression de la caisse de Poissy, et des droits perçus par la ville de Paris. M. Bedoch s'empessa d'adopter ce système; il soutint que les ordonnances sur la caisse de Poissy ont été nombreuses et qu'elles ont singulièrement varié. Cette caisse et l'impôt qui y est perçu durent leur naissance à des temps malheureux et à un besoin pressant d'argent pour la guerre; et sous le ministère de M. Turgot elle fut supprimée comme n'ayant été créée que pour servir des intérêts particuliers. On a dit qu'on avoit consulté le directeur de la caisse. L'honorable membre répondit qu'il croyoit bien que cet administrateur et ses trente employés trouvent cette institution excellente; il ajouta que pour avoir

des renseignements plus exacts il faudroit consulter ceux qui vendent et ceux qui achètent; ce n'est que là que l'on peut trouver la vérité et les intérêts généraux de l'agriculture et du commerce: ceux-là vous diront que s'il s'agit d'un impôt, il faut une loi, et que s'il s'agit d'un octroi, Paris doit le percevoir aux limites de son enceinte. Les observations de M. Bedoch ne firent aucune impression. La Chambre conserva la caisse de Poissy et les droits perçus au profit de la ville de Paris.

BEGOUEN (comte de), habitant du Havre, naquit à Saint-Domingue en 1745. Il fut député aux Etats-Généraux; il parut rarement à la tribune. Il s'opposa au droit de patente et se déclara contre le décret qui admettoit les hommes de couleur à l'exercice du droit de cité. M. Begouen fut persécuté par les terroristes. Buonaparte l'appela au Conseil d'Etat en 1806. Comme orateur du gouvernement, il discuta les articles du Code de Commerce et en proposa l'adoption; il adhéra à la déchéance de Buonaparte et au rétablissement des Bourbons sur le trône de France. Le Roi le nomma conseiller-d'état. Après le retour de Buonaparte, en 1815, M. Begouen se retira au Havre, où il vécut en simple particulier. Le Roi le rétablit dans ses fonctions le 24 juillet 1815, et le nomma secrétaire-d'état. Il a été élu membre du présent Corps législatif, en septembre 1816, par le collège électoral du département de la Seine-Inférieure. Il a fait partie des sessions de 1818 et 1819, et a siégé au centre. M. Begouen fit, en mai 1818, un rapport sur le projet de loi relatif à un emprunt destiné à l'achèvement des travaux du port du Havre. Il en démontra les avantages et la nécessité de l'adopter: il observa que le port du Havre qui florissait avant la révolution par un grand commerce colonial, à qui les désastres de Saint-Domingue ont occa-

sionné des pertes immenses, reprenoit depuis la restauration, et surtout depuis le retour du Roi en 1815, sa première activité. Cette activité tend à s'accroître de jour en jour, et ne pourroit être arrêtée que par le défaut des bassins à flot suffisans pour recevoir les vaisseaux nationaux et étrangers qui y affluent de toutes les parties du monde. Le projet de loi fut adopté. M. Begouen combattit le projet de loi relatif au transit d'Alsace. Il observa que la France n'avoit aucun moyen de s'opposer aux extractions des denrées coloniales hollandaises ou anglaises pour la Suisse et l'Allemagne, et à leurs transferts par le Rhin et par les routes de terre sur la rive droite. Elle seroit une grande faute, si elle prêtoit son territoire à ces transports; par là elle faciliteroit, augmenteroit ces extractions au détriment de celle de nos ports. Ce résultat seroit l'effet infailible de l'établissement à Strasbourg d'un grand entrepôt de denrées coloniales étrangères. Nous détruirions ainsi nous-mêmes l'avantage que nous tenons de la nature, d'être plus près des consommateurs suisses que les Hollandais et les Anglais, puisque de nos ports nos denrées peuvent parvenir à Bâle en un mois ou cinq semaines, tandis qu'il faut deux mois du port hollandais le plus rapproché, celui de Rotterdam, à Kelh. En nous privant de cet avantage, nous le transporterions éminemment aux Hollandais et aux Anglais, qui, tenant constamment approvisionné l'entrepôt de Strasbourg, opéreroient en leur faveur tous les effets d'un rapprochement réel et positif. Le département de la Seine-Inférieure, de la troisième série, renouvellera cette année sa députation.

M. le comte Begouen vota pour l'adoption du budget particulier du ministère de la marine. Il observa que la France n'est pas uniquement une puissance continentale; un immense développement de cinq cents lieues de côtes maritimes la constitue aussi

nécessairement puissance maritime, et la population de près de trente millions d'habitans pleins d'activité et de génie, ainsi que sa position topographique, ne lui permettent pas plus de rester puissance du second ordre sous l'un que sous l'autre rapport. Ce seroit commettre une faute impardonnable, nous manquer à nous-mêmes, trahir la nation que nous avons l'honneur de représenter, que de la réduire à ce rôle et l'exposer à des humiliations qu'elle ne doit jamais connoître. La France ne peut monter au rang qui lui appartient en Europe que lorsqu'elle aura relevé sa marine, et lorsque son alliance ne sera pas moins recherchée par les puissances maritimes du second ordre que par les puissances continentales. Il manquera toujours quelque chose à sa considération, à sa dignité, comme à sa puissance, tant que les armées de terre ne seront pas appuyées par d'imposantes forces navales.

BELLART (chevalier), né à Paris en 1761, exerçoit les fonctions d'avocat. Il consacra sa vie à défendre les innocens persécutés. Il défendit M. Lacoste, ministre de la marine sous Louis XVI, de l'accusation capitale portée contre lui, et il parvint à faire proclamer son innocence. Tronchet, l'un des conseils du roi, proposa de confier la cause de ce prince à M. Bellart; mais M. de Malcherbes détermina le roi à choisir M. Desèze, recommandable par son âge et sa réputation. M. Bellart s'éloigna du barreau tant que subsista l'infâme tribunal révolutionnaire; mais il continua, après sa suppression, à défendre les hommes sages et courageux poursuivis par la haine et la persécution. Il défendit tour-à-tour l'abbé de Salomon, mademoiselle de Cicé, le général Moreau; et partout il développa cette éloquence persuasive et cette sensibilité de l'âme qui annoncent la sublimité du génie. M. Bel-

lart fut nommé membre du conseil général du département de la Seine ; il en dirigea avec sagesse les délibérations. Il écrivit cette éloquente proclamation qui avança la chute de l'usurpateur : cette pièce est un monument qui attestera à jamais le talent et le patriotisme de M. Bellart. Dès que le Roi fut à Paris, il lui en donna des marques distinctives de reconnaissance, d'estime et de bonté ; il lui envoya la croix de la Légion-d'Honneur et des lettres de noblesse. A peine déharqué en France, Buonaparte mit M. Bellart en jugement par un décret publié à Lyon le 12 mars 1815, et ordonna le séquestre de ses biens. M. Bellart sut échapper à la rage de son persécuteur : il chercha un asile en Angleterre ; il ne revint qu'après le retour de Sa Majesté. Nommé procureur-général à la cour royale de Paris, il fut nommé député par toutes les sections du collège électoral du département de la Seine. Il a siégé au côté droit, seconde section. Il remplit avec équité les fonctions du ministère public dans le procès du maréchal Ney : il n'écoula que la justice et sa conscience ; il conclut à la peine de mort. Après l'évasion de Lavalette, il prit la parole, et prononça un discours qui fit une profonde impression : « Un grand malheur, dit-il, afflige les véritables amis du gouvernement ; ce n'est pas tant l'évasion d'un coupable solennellement condamné par un jury pris dans les rangs des citoyens, et qui a donné un grand exemple d'attachement au Roi, que l'importance exagérée qu'on y attache. J'ai été placé, par les fonctions de mon ministère, de manière à recueillir des faits précis, et tous ces détails, qu'on a qualifiés de bizarres, s'expliquent de la manière la plus claire. Croyez - en ma parole d'honneur : pour un criminel obscur, les mêmes temporisations auroient été suivies devant la cour d'assises, devant la cour de cassation, entre les mains du procureur-

général et de M. le garde-des-sceaux ; toute la procédure a tenu sa marche ordinaire ; on a donné ensuite des ordres rapides et positifs pour l'exécution du jugement : que demandez-vous ? Je répète qu'on eût suivi le même mode avec un condamné quel qu'il fût. On demande quels sont les coupables ? On ne cite qu'une seule personne : on se trompe, il y en a d'autres. Je ne puis ni ne dois dire que ce qui résulte de l'instruction ; mais vous devez avoir quelque confiance dans la sollicitude et dans le courage du ministère public. Qu'il me soit permis de vous demander à présent, si vous n'examinerez pas, avant de la prendre en considération, une proposition au moins imprudente : je ne crois pas que la Chambre doive s'associer à l'action de l'autorité royale ; je pense qu'il convient d'écarter cette proposition. Je dis plus, elle est inconstitutionnelle : nous n'avons pas le droit de nous immiscer dans l'autorité des ministres ; ce seroit confondre les pouvoirs, et vous avez l'expérience des conséquences fatales qui en résultent. Avons-nous le droit de demander ici au Monarque et à ses agens un compte détaillé de leur conduite ? Je demande l'ordre du jour. » Cette proposition fut adoptée. M. Bellart, sur la dénonciation du sieur Robert, prit la défense du ministre de la police générale ; il soutint « que le gouvernement pouvoit commettre des erreurs, mais que le pouvoir législatif ne pouvoit lui en demander compte ; car, sans cela, la balance et l'équilibre des pouvoirs n'existeroient pas. Si cette assertion étoit vraie, la responsabilité des ministres ne seroit qu'une chimère ; ce seroit introduire dans un gouvernement représentatif le despotisme ministériel, et consacrer l'impunité. » M. Bellart défendit la résolution de la Chambre des pairs concernant la loi des élections. Prévoyant qu'on fermeroit la discussion avant qu'il fût appelé à la tribune, il publia son

opinion, qui fit une profonde impression et jeta une grande lumière sur la question soumise à la délibération de la Chambre. Les orateurs prétendoient que l'opinion publique réprouvoit tout changement dans la loi des élections, et qu'au seul bruit d'un changement possible dans cette loi, toute la France étoit entrée en alarmes; que sur plusieurs points grondent déjà de sourds retentissemens précurseurs de la tempête, et qu'il ne falloit pas appeler de nouveaux orages. M. Bellart détruisit ces objections; il développa un grand talent oratoire, qu'il sut fortifier par la force des raisonnemens, par la vigueur des pensées, par la vérité des principes, et qu'il sait embellir par un style pur et élégant. Il ne va pas chercher, comme il l'observe, l'opinion publique dans des pamphlets dont nous inondent chaque jour des écrivains qui spéculent évidemment sur nos troubles, au profit de leur ambition, de leur haine, de leur cupidité, affamée des trésors grossis au prix du sang et des larmes des citoyens; l'opinion publique n'est point dans ces pétitions, dont le grand nombre nous rappelle ces temps désastreux où, pour emporter par la peur des délibérations qu'on ne pouvoit espérer d'obtenir par la raison, on tentoit d'effrayer les législateurs de ce vain fantôme décoré du nom de vœu national. M. Bellart reconnoît sans doute le droit sacré de pétition; il sait que les législateurs doivent accueillir avec une attention religieuse les réclamations du peuple sur ce qu'il comprend; ce qu'il comprend, c'est ce qu'il souffre. Mais, de bonne foi, est-ce à la multitude à décider les questions abstraites du contrat social? De tels moyens n'expriment pas l'opinion publique; ils révèlent les manœuvres d'une faction. M. Bellart réfute ensuite, avec la puissance de la logique, la seconde objection que l'on tire des mouvemens qui s'annoncent sur quelques points de

la France : ces bruits n'ont de fondement que dans l'esprit des factieux qui les répandent; le gouvernement ne rempliroit pas ses devoirs en laissant ces périls naître et s'accroître. M. Bellart justifia M. Barthélemy des inculpations qui lui ont été faites par des hommes injustes et méchans : « Le désert de Sinnamary, dit-il, et l'histoire, se chargent de défendre l'auteur contre l'excès d'ingratitude qui oublie ses vertus, ses services, et une vie entière de probité. » Ici, M. Bellart prouve la pureté de son cœur et l'intégrité de son âme; il nous avoue avec une noble candeur, qu'en votant pour la loi des élections il s'est trompé. L'expérience, en l'éclairant, a détruit son erreur. Appelé deux fois depuis cette loi à présider le collège de Paris, il a pu vérifier qu'un tiers à-peu-près d'électeurs n'a pas voté : cette désertion l'a pénétré d'une vive inquiétude et d'un grand regret d'avoir voté la loi; il s'est effrayé dans le présent pour l'avenir. Nous regrettons sincèrement de ne pouvoir donner une analyse plus étendue du beau discours de M. Bellart, qu'il termine par de sages réflexions : « Ma conscience, dit-il, m'ordonne de concourir de tous les moyens qui, quoi qu'il en soit du passé, peuvent empêcher la loi des élections de faire du mal à l'avenir : ces moyens se trouvent dans le perfectionnement sollicité par la proposition; ces moyens, je les adopte d'autant plus, qu'à propos de la discussion si passionnée qu'a engendrée la proposition, je n'ai pu m'empêcher de regarder autour de moi quels en étoient les adversaires les plus ardens; j'ai vu tout ce qui reste d'hommes inquiétans en France se joindre au grand nombre d'hommes estimables qui la combattent dans des intentions dont je suis certes bien loin de soupçonner la pureté : j'ai entendu les premiers non pas raisonner, mais rugir, en quelque sorte, pour défendre une loi dans laquelle ils me semblent placer d'effrayantes espérances; alors je me

suis dit que c'étoit le devoir de tout loyal député de ramasser ses forces pour secourir la patrie menacée ; et quand je ne serois pas assez heureux pour déterminer l'opinion de la Chambre, j'ai songé, au milieu des pressentimens dont je ne puis pas me défendre, que, quand on est dominé par la conviction qu'une mesure est nécessaire pour prévenir de grands maux, il faut, pour la tranquillité de sa conscience et pour l'honneur de sa mémoire, séparer son nom de la cause des maux qu'on n'a pu empêcher. » Dans l'examen du budget de 1819, M. Bellart se plaignit du désordre qui régnoit dans la discussion, et réclama contre la manière dont s'engagea le débat sur chaque article du budget. Il ne craignit pas de dire que cette manière étoit irrégulière et inconstitutionnelle : cette vérité offensa le côté gauche. Les murmures n'effrayèrent point M. Bellart ; il continua d'offrir ses observations ; il soutint « que ce n'étoit point sur chaque détail du budget, c'est-à-dire sur chaque article des dépenses, qu'ils sont appelés à délibérer, car alors ils seroient les administrateurs de l'état ; que les membres de la Chambre n'étoient appelés qu'à voter sur tel ou tel article des dépenses, à les consentir, par conséquent à les refuser : ce seroit eux alors qui régleroient les dépenses de l'état, ils ne sont appelés qu'à les inspecter. Sans doute, le ministre doit mettre tous les renseignemens sous leurs yeux ; il doit leur communiquer l'état des dépenses ; il est nécessaire qu'il présente à la Chambre les morcellemens généraux de ces dépenses : ce n'est pas pour qu'elle ait à statuer sur tel ou tel article, c'est pour qu'elle puisse former son opinion sur l'ensemble des besoins de l'administration : cette opinion formée, elle règle dans son esprit ce que chaque membre croit pouvoir diminuer sur la masse du budget ; mais au Roi seul appartient de déterminer que telle ou telle partie de dépenses doit être

appliquée à telle ou telle partie du service public. Elle n'a à émettre qu'un vote de quotité, et non un vote de détail. Ainsi, huit millions lui sont demandés pour le ministère des affaires étrangères : qu'elle prononce donc sa pensée sur les articles de dépenses, pour former son opinion sur l'ensemble, et voter en masse une réduction telle qu'elle jugera à propos ; mais il ne lui appartient pas de déterminer que telle somme pour tel objet ne sera pas allouée : ce seroit usurper les droits de l'administration ; ce seroit sortir des limites constitutionnelles assignées au pouvoir législatif. » Les membres sages et instruits de la Chambre reconnurent la vérité et la sagesse des observations de M. Bellart.

BELLESCISE (baron de), commandant de la garde nationale de Vienne, fut élu député en 1816 par le collège électoral du département de l'Isère, il a siégé au côté droit.

BELLIARD (comte de), né en 1770 à Fontenai en Poitou, exerça la carrière militaire où il se distingua par des actions éclatantes de bravoure. Il fut aide-de-camp du général Dumourier, et fit les guerres d'Italie sous Buonaparte. Devenu général de division, il fit partie de l'expédition d'Egypte, et contribua à la glorieuse bataille d'Héliopolis. Revenu en France, il fut nommé commandant de la vingt-quatrième division à Bruxelles. Il eut beaucoup de part au succès de la bataille d'Austerlitz. En Espagne, il concourut à la prise de Madrid ; en Allemagne et en Russie, il se distingua au combat d'Ashrono et à la bataille de la Moscowa. Le Roi le nomma chevalier de Saint-Louis et pair de France. Au mois de mars 1815, il étoit major-général de l'armée rassemblée autour de Paris pour s'opposer à Buonaparte ; mais après l'entrée de celui-ci dans la capitale, le général Belliard y

ramena ses troupes avec la cocarde tricolore. Napoléon l'envoya comme ministre plénipotentiaire auprès de Murat, pour diriger ses opérations militaires; mais il ne put s'y rendre : forcé par une frégate anglaise de débarquer à l'île d'Ischia, il revint en France, et fut nommé membre de la Chambre des représentans de Buonaparte, et commandant de l'armée de la Moselle. Instruit de l'arrivée du Roi à Paris, et cerné par les colonnes, il voulut réparer ses erreurs en envoyant une députation pour déposer aux pieds du trône sa soumission au Roi. Le général Belliard fut arrêté et envoyé à l'Abbaye : il sortit quelque temps après. Le Roi le nomma de nouveau pair de France par son ordonnance du 9 mars 1819. M. le comte Belliard, dans la discussion du projet de loi relatif aux servitudes imposées à la propriété pour la défense de l'Etat, proposa de fixer à 150 toises le rayon de prohibition, où l'on n'admettroit de tolérance que pour les moulins et usines; et à 250 toises le rayon de servitude, où seroient tolérés des bâtimens et clôtures en bois et en terre seulement. Cet amendement fut rejeté.

BELLUNE (Victor, duc de), né à la Marche, en Lorraine, en 1766, embrassa la carrière militaire, et il la parcourut avec des succès éclatans. Il parvint aux grades supérieurs par son courage et son intrépidité; par des manœuvres hardies il força les ennemis à évacuer Toulon. Il y recut deux blessures. Il passa ensuite à l'armée des Pyrénées-Orientales. Il se distingua dans plusieurs combats. Il battit l'ennemi à Cerio et s'empara de la place d'Ancône; ces différens succès amenèrent le traité de Tolentino. Le général Victor fut nommé commandant de la Vendée. Il rétablit la paix par la sagesse et la douceur de ses mesures. En 1799 il retourna en Italie; il détermina la victoire de Montebello. Il fit des pro-

diges de valeur à la bataille de Marengo. Buonaparte l'envoya ambassadeur en Danemarck; il se rendit ensuite à l'armée d'Allemagne. Il fut blessé à la bataille d'Iena, et contribua au succès de la bataille de Pulstuck; il battit souvent les Russes et les Prussiens dans la campagne de 1806. Le général Victor fut pris par un parti de coureurs; mais il fut bientôt échangé. Il détermina le succès de la bataille de Friedland. Buonaparte l'éleva à la dignité de maréchal de France sur le champ de bataille. Le duc de Bellune passa à l'armée d'Espagne. Il battit les Espagnols à Spinoso, à Sommosierra, à Madrid, à Uclès, à Medeline; il fit des prodiges de valeur à la bataille de Talavera, et s'empara de l'Andalousie. Il quitta l'Espagne pour faire la campagne de Russie en 1812, et se couvrit de gloire à la bataille de Dresde, où il fit quinze mille prisonniers. Il battit les ennemis à Vavchau, et partout il se montra en guerrier intrépide. Il mit en état de défense les places de l'Alsace: obligé de céder à des forces supérieures, il se recloya sur la Meuse et sur Saint-Dizier, d'où il chassa les Russes en janvier 1814. Le 9 février, il se porta sur la Seine pour seconder les opérations de Buonaparte; il dirigea les affaires brillantes de Nangis et de Villeneuve. Après le rétablissement des Bourbons, M. le duc de Bellune obtint le gouvernement de la seconde division militaire, à Mezières. Lors de l'invasion de Buonaparte, il fit tous ses efforts pour rallier les troupes, et il ne cessa de les exhorter à se soumettre à leur souverain légitime et à le servir avec fidélité. Il suivit le Roi dans la Belgique, et rentra avec Sa Majesté à Paris. Le Roi créa le duc de Bellune pair de France; major-général de la garde royale, et président de la commission chargée d'examiner la conduite des officiers pendant les cent jours. En 1816, le Roi le désigna pour représenter l'armée française au mariage du duc de

Berry. Dans la discussion sur le projet de loi sur le recrutement de l'armée, M. le duc de Bellune observa que sans contester à l'ancienneté des services qu'il est juste, qu'il est utile de lui accorder, et ces droits ont été fixés avec trop de latitude, plusieurs grades militaires exigent, dans l'exercice des fonctions qu'ils supposent, des qualités que les années ne donnent pas toujours, et il ne faut pas mettre les hommes qui en seroient honorés dans l'impossibilité de justifier ce témoignage de la bienfaisance royale.

BENOIST, né en 1758, se fit connaître à Paris, avant la révolution, par des ouvrages sur l'économie politique, qui annoncent de grands talens et de vastes connoissances. Devenu, après le 18 brumaire, chef de division et directeur de la correspondance au ministère de l'intérieur, M. Beuoist dirigeoit presque toutes les opérations de ce ministère sous le gouvernement impérial, et eut une grande influence, qui s'augmenta après le retour du Roi. Le gouvernement provisoire le nomma conseiller-d'état, et il continua, sous l'abbé de Montesquiou, à diriger les affaires du département de l'intérieur. Pendant les cent jours il sortit de Paris, et perdit ses titres et ses places; mais à la seconde restauration il reprit ses fonctions. Il fut nommé député en septembre 1815, par le département de Maine-et-Loire. Il vota constamment avec la majorité. Il a été réélu membre de la Chambre des députés, et a siégé au côté droit, première section. En décembre 1817, M. Beuoist combattit le projet de loi relatif à la répression des abus de la liberté de la presse; il vota l'établissement d'un jury pour juger les délits de la presse; il s'attacha à prouver qu'on n'a point parfaitement défini le jury. Il distingua les preuves morales des preuves légales. La conviction du jury est celle de tout homme sensé, qui n'est astreint à

tenir pour prouvé que ce qui paroît l'être; elle n'exclut point le raisonnement, elle ne s'améliore point par l'ignorance, elle est encore pour nous une décision arbitraire, comme l'ont prétendu les défenseurs du projet. La décision par conviction morale est celle par laquelle on prononce conformément à une persuasion complète. M. Benoit ajouta que d'après la nature des délits de la presse, ces délits ne peuvent entrer dans la compétence des tribunaux; qu'ils ne pourroient juger qu'après la conviction morale, c'est-à-dire celle des jurés; qu'ainsi, d'après la nature des délits de la presse, il faut un jury pour constater les faits, et que les fonctions des magistrats doivent se borner à appliquer la loi. En janvier 1818 M. Benoit attaqua le projet de loi relatif au recrutement de l'armée. Il soutint que ce projet avoit le caractère d'un acte additionnel à la Charte; qu'il tendoit, sous plusieurs rapports, à dépouiller le Roi de ses prérogatives. Il répondit avec autant de force que de clarté aux argumens des défenseurs du projet. Il combattit le titre concernant l'avancement: cette dissertation conduisit l'orateur à une observation simple, que dans d'autres temps on a vu des prétendus sages essayer de rétablir le pouvoir qu'ils avoient aidé à détruire. «Étrange combinaison, dit-il, qui a produit un effet contraire à leurs desseins; ils ont détruit ce qui existoit, mais ils ne sont jamais parvenus à ce qu'ils avoient en vue. Lors de la discussion du projet de finance et du titre du domaine extraordinaire, M. Benoit développa une opinion fondée sur la justice et les principes connus en cette matière; il prononça un discours plein de noblesse et de vérité, il prouva que le domaine extraordinaire, dès son origine, étoit consacré à soulager la noble misère des héros: il a péri par les mêmes moyens qui l'avoient créé; il a laissé, en disparaissant, la gloire sans consolation, le malheur sans appui, les services sans récompense.

Quelques parcelles en sont restées , et le Roi , qui les a recueillies , étudiant avec une sorte de religion l'esprit de sa destination , s'est empressé d'en faire le patrimoine des plus misérables de ceux dont la fortune avoit trompé le courage. Il s'est réservé , comme une prérogative , le soin de les leur distribuer ; et c'est dans cette position que son gouvernement propose à la législature de confondre le domaine extraordinaire dans le domaine de l'Etat ! Il est sage , il est juste d'appeler le discernement et la bonté pour suppléer à la prévoyance. Nous ne négligeons pas ce soin dans nos mesures ordinaires , chacune de nos dépenses publiques a son article des dépenses imprévues ; n'y auroit-il que celui de la munificence qui doit être calculé avec rigueur et précision ? Quoi ! nous n'oserions pas nous confier à la prudence du Roi dans une matière que des lois que nous n'avons pas faites ont laissée spécialement et explicitement à sa discrétion ! Poussés , je ne sais de quelle jalousie , nous lui disputerions le noble office de la royauté , nous lui envierions le domaine de la bienfaisance , nous oublierions que la prudence avoit tout exprès ménagé ce secours à son autorité renaissante , afin qu'il pût aller de sa personne au-devant de ces débris vivans de nos triomphes , se montrer leur appui , consoler ces âmes si fières dans le malheur , et , pénétrant au fond de ces cœurs ulcérés , leur dire , à l'image de ses pieux ancêtres : « Le Roi te touche , Dieu te guérisse. » Non , cela n'est ni généreux , ni français. Nous tous qui voulons le bien de notre pays , nous tous qui désirons que la monarchie s'établisse dans les affections comme dans les lois , ne craignons pas de donner au Roi trop d'occasions de se montrer comme la source de tous les biens. S'il nous falloit pour cela faire quelque abandon , quelque sacrifice à la prérogative royale , on ne craint pas de le dire , nous ne devrions pas hésiter.

La liberté publique et la force nationale ne seront pas appauvries d'une faculté de plus , donnée au Roi , de soulager de glorieuses infortunes. Faisons des lois sévères sur l'emploi des fonds publics , soyons économes des sueurs du contribuable ; mais puisque la force des choses a sauvé du naufrage des fonds qui n'ont pas été arrachés à nos guérêts , des fonds hypothéqués dès leur naissance aux honorables victimes de la guerre , souvenons-nous que nous sommes Français , et n'interdisons pas au Roi de faire par lui-même un peu plus de bien que nos lois n'ont pu en préparer. M. Benoist vota pour la suppression du titre entier du domaine extraordinaire ; mais ce vote si sage , si juste , fut rejeté. M. Benoist défendit la proposition d'accorder une récompense nationale à M. le duc de Richelieu , et vota pour le projet de la commission tendant à assigner cette récompense sur le domaine de l'Etat. Il observa que lorsque le Roi veut récompenser un de ses serviteurs suivant son droit ordinaire , il lui accorde une pension. Ici , il a voulu faire beaucoup plus , il a associé les Chambres à une grande récompense nationale ; mais c'est toujours lui qui la donne au nom de la nation : les moyens lui en sont fournis par les Chambres , mais c'est le Roi seul qui la décerne ; le Roi seul peut récompenser un de ses sujets. Dans la séance où il fut question des pétitions des régicides et de la révélation du secret de M. Bignon , M. Benjamin Constant prononça une diatribe contre les membres de la Chambre de 1815. M. Benoist prouva que cette Chambre n'étoit pas un composé d'hommes ivres de vengeance. « Non , elle n'étoit point une continuation de la Convention , non , elle n'est pas tombée de tout son poids sur un parti ; elle a voulu seulement établir un principe moral , un principe religieux , c'est que tuer son Roi est un grand crime. C'en étoit pas pour les hommes qu'elle a voulu déclarer cette vérité

conservatrice des États ; car , parmi ces hommes il pouvoit en exister contre lesquels il n'y avoit ni prévention personnelle ni d'intention de persécution ; c'étoit par respect pour la morale publique, pour les principes, qui seuls peuvent assurer la stabilité des gouvernemens, la liberté et la sécurité des nations. Or, quel étoit le but des associations, des réunions, des pétitions dont nous avons entendu parler ? c'étoit de remettre en question le principe qu'on vient de rappeler, de remettre en question tuer un Roi étoit un crime. M. Benoist demanda que M. Benjamin Constant fût rappelé à l'ordre ; ce dernier évita cette réprimande en faisant une amende honorable. (Voyez article Benjamin Constant.)

M. Benoist fit un rapport sur une pétition des administrateurs de l'hospice de Roanne, qui demandoient que l'on fit revivre les anciennes lois de nos rois qui protégeoient l'existence et la destinée éternelle des enfans-trouvés compromises par la révolution. Certains maux de la société, observa l'honorable et estimable rapporteur, ne se manifestent dans toute leur étendue que lorsqu'il est impossible d'y porter remède. Celui sur lesquels les pétitionnaires appellent l'attention de la Chambre, a fait de tels progrès, que, dans un temps où l'exemple suffit pour les justifier, il seroit indiscret d'enoncer à cette tribune le point auquel, suivant la pétition, il est parvenu dans un seul canton. Lorsque la loi civile, entièrement isolée de l'obligation religieuse, ne lui a plus prêté la force d'exécution, la religion, à son tour, cessa bientôt de prêter à la société la puissance des lois morales ; l'ordre public alors n'a de garantie que dans les lois humaines, dont la sévérité doit augmenter à mesure que s'accroît la corruption des mœurs. M. le ministre de l'intérieur, en nous parlant, il y a quelques jours, de la dépense des enfans-trouvés, nous a fait connoître que leur nombre, toujours

croissant, n'étoit pas moins alarmant pour l'économie sociale que pour la morale publique. Ces considérations ont frappé la commission ; elle a pensé que quelque membre de la chambre pourroit en faire l'objet de ses méditations ; et, par suite, le sujet d'une proposition. Le rapporteur proposa de renvoyer la pétition des administrateurs de l'hospice de Roanne au bureau des renseignemens. Cette proposition fut adoptée.

On discuta dans la Chambre des députés s'il falloit accorder les dépenses concernant le conseil-d'état, et s'il falloit une loi pour déterminer son organisation et ses attributions. M. Benoist traita ces questions avec beaucoup d'érudition et de clarté ; fixa l'incertitude où étoit la Chambre, par des raisonnemens vrais et incontestables ; il prouva que le conseil-d'état est aujourd'hui précisément ce qu'il étoit autrefois, il étoit autrefois précisément ce qu'il est aujourd'hui ; il n'a jamais été supérieur aux ministres. Il est souvent arrivé au chef du gouvernement d'annuler un acte ministériel sur l'avis du conseil-d'état : la chose peut arriver également, et elle arrive aujourd'hui ; la seule différence, c'est que les ministres d'alors n'avoient de responsabilité qu'envers le chef du gouvernement, et que les ministres actuels, toujours responsables envers le roi, le sont envers les Chambres. Cette responsabilité existant pour la Chambre, le Roi pouvoit avoir, ou n'avoir pas de conseil-d'état : personne ne peut lui contester le droit d'en déterminer, d'en changer la forme et les attributions ; de le réduire, de l'augmenter. Le conseil-d'état prépare aujourd'hui les travaux législatifs ; il donne des avis sur les dispositions ministérielles à prendre. Que les ministres prennent, ou non, ces avis ; qu'ils les suivent ou ne les suivent pas, la Chambre a sa garantie, la responsabilité des ministres : l'existence du conseil-d'état lui est entièrement étrangère, et elle n'a pas be-

soin de savoir s'il a été, ou non, constitué, s'il a délibéré : c'est un instrument dont le gouvernement a fait ou n'a pas fait usage ; il a l'indépendance qui lui est propre, il ne sauroit en avoir une plus grande sans danger, songez-y bien. Voyez ce que seroit une telle institution, si on obtenoit par elle l'immuabilité que l'on paroît désirer. En général, nous réclamons beaucoup trop l'extension du pouvoir judiciaire. Prenons-y garde : veillons à la conservation d'une distinction salutaire ; laissons à l'administration la part que la Charte lui a donnée : elle est aussi une garantie de nos droits et de la conservation de nos intérêts privés. Il s'est trouvé une époque où il étoit impossible de ne pas donner au conseil-d'état l'attribution qu'il a eue, par exemple, dans la question des domaines nationaux, question qui heureusement disparoit de jour en jour. Il importe de bien faire connoître ce qu'a fait constamment le conseil-d'état : il n'a point décidé entre l'ancien et le nouveau propriétaire ; il n'a point jugé la question de la propriété ; il ne s'est point immiscé dans les intérêts des parties. Il n'a vu qu'une chose : l'état a-t-il vendu, ou n'a-t-il pas vendu ? et on conviendra qu'il étoit de la sagesse publique de ne pas abandonner la solution de cette question aux divers tribunaux répandus sur toute la surface du royaume : il importoit aussi que la doctrine fût universelle, et les applications constantes. Heureusement les points de difficulté ont touché à leur terme, et nous n'avons plus à les redouter. En résultat, le conseil-d'état est formé auprès du Prince comme son conseil ; la Chambre ne peut lui refuser le droit de l'organiser comme il lui plaît, de le consulter ou de se passer de ses conseils. Il existe par la loi ; mais il n'existeroit pas par elle, qu'il suffiroit de la volonté du Roi, comme chef suprême de l'administration de l'état, pour l'organiser de la ma-

nière qu'il jugeroit convenable. M. Benoist vota pour l'allocation des sommes relatives au conseil-d'état.

BERTHOLET (le comte de), né en 1756, à Talloire, en Savoie, est regardé comme le premier théoriste chimiste de nos jours. Ses talens lui ouvrirent les portes de plusieurs académies nationales et étrangères. Il suivit Buonaparte en Egypte et revint avec lui en France en 1799. Après le 18 brumaire il fut nommé sénateur, et obtint la sénatorerie de Montpellier. Le Roi le créa pair en 1814. Buonaparte ne le porta point sur la liste des pairs de sa création, et M. Bertholet fut maintenu sur la liste des pairs formés par Sa Majesté après son retour de la Belgique. M. le comte Bertholet fit le rapport, au nom de la commission chargée du projet de loi relatif au commerce et à la fabrication des salpêtres. Ce projet de loi accorde la liberté de l'introduction du salpêtre exotique moyennant un droit de douane, maintient la fabrication du salpêtre avec les matériaux dans des démolitions des circonscriptions des salpêtreries royales, établit les conditions auxquelles les salpêtriers doivent être soumis, et supprime la fouille obligée. Lors de la discussion du projet de loi relatif à la fixation du budget des recettes de 1819, M. le comte Bertholet appela l'attention de la Chambre sur les avantages qui résulteroient pour la France, de l'établissement d'un système général de navigation intérieure : abréger les distances, en facilitant les communications ; réduire les frais de transport qui élèvent le prix de la denrée ; féconder tous les germes de l'industrie agricole et manufacturière ; offrir un aliment utile à cette activité, qui survit aux agitations politiques, tel seroit le fruit d'un pareil système. Le noble pair démontra les avantages et l'importance des canaux ; mais pour tirer de la navigation intérieure tous les avantages qu'on peut s'en promettre, un point essentiel est la mo-

dération des péages. Plusieurs droits fort onéreux sont maintenus par le budget de cette année, le noble pair espère que les budgets suivans seront établis sur des principes plus favorables au développement de l'industrie nationale.

BESLAY, fut élu en 1809, par le Sénat, membre du Corps-Législatif pour le département des Côtes-du-Nord. Il adhéra à la déchéance de Buonaparte. Il fut nommé, au mois de mai 1815, à la Chambre des représentans, et fit un rapport sur le projet de loi relatif à la fourniture par réquisition des subsistances et transports militaires. Il fut élu député en 1819 : il a siégé au côté droit, première section.

BEUGNOT (le Comte), né à Barsur-Aube, fut nommé en 1791 député à l'Assemblée législative. Il défendit la liberté des cultes, et proposa des mesures sévères contre les perturbateurs de l'ordre public. Il dénonça Carrier et Marat comme des journalistes incendiaires, prit la défense du ministre Dupont du Tertre. Il se prononça fortement contre la journée déplorable du 10 août. Arrêté en 1793, il fut sur le point d'être traduit au tribunal révolutionnaire. La révolution du 9 thermidor le rendit à la liberté. Il disparut alors de la carrière politique, mais il y reentra après la journée du 18 brumaire. Lucien Buonaparte, ministre de l'intérieur, lui donna toute sa confiance : il devint son conseiller intime. M. Beugnot désiroit la préfecture de Paris, mais Buonaparte voulant plaire aux royalistes et aux révolutionnaires, nomma M. Frochot à cette préfecture, et donna celle de Rouen à M. Beugnot. Il prononça en cette qualité un discours où il exalta les bienfaits du gouvernement consulaire. « Nous avons reçu, dit-il, la paix avec reconnaissance, et nous soutiendrons la guerre avec fermeté. Les enfans de la vieille Neustrie n'ont

pas encore oublié le chemin de la Grande-Bretagne ; nos pères lui portèrent des châtimens et des fers, et Buonaparte n'étoit pas à leur tête. Le héros et le père des Français, trente millions de bras vous secondent. Oui, tous les peuples verront, à la lueur du nouvel incendie que l'Angleterre allume, l'abîme que sa dévorante ambition creuse sous ses pas, et tous vous aideront à venger sur ces pirates insolens l'indépendance du commerce, la liberté des mers et la foi des traités. » En 1806, Buonaparte nomma M. Beugnot conseiller-d'état, l'envoya en Westphalie pour organiser le gouvernement de ce nouveau royaume, et le chargea d'administrer les finances du grand-duché de Berg et de Clèves. M. Beugnot quitta cette administration après les revers qui suivirent la bataille de Lëipsick, et en avril 1814 le gouvernement provisoire le nomma commissaire du gouvernement. Le Roi le nomma ensuite directeur-général de la police du royaume. L'ordonnance pour la célébration du dimanche excita les cris de la haine. Il quitta la direction de la police pour prendre le ministère de la marine, qu'il conserva jusqu'au retour de Buonaparte. Pendant les cent jours M. Beugnot abandonna les affaires publiques, et se rendit ensuite à Gand. Le Roi le nomma directeur-général des postes : il conserva cette place pendant trois mois. Il fut ministre d'état et membre du conseil privé, et député au Corps-législatif. Il vota avec la minorité. M. Beugnot a été nommé député au nouveau Corps-législatif, en septembre 1816. Il a siégé au côté gauche, seconde section. En décembre 1817 il défendit le projet de loi relatif aux abus de la liberté de la presse : il en critiqua quelques articles, et fit quelques amendemens ; il termina son discours par les réflexions suivantes : « Nos aînés en liberté nous reprochent sans cesse de ne professer aucune croyance universelle ; de n'avoir pas comme eux des points fixes autour

desquels tous se rallient sans distinction de parti. Essayons de leur donner un démenti, en prouvant qu'il y a chez nous des points sur lesquels nous sommes tous d'accord : la sûreté des personnes, celle des propriétés, la liberté des consciences, la liberté de la presse, voilà les quatre garanties pour lesquelles existent toutes les dispositions de la Charte, la distribution et l'organisation des pouvoirs. Nous pourrions varier sur l'application des principes, jamais sur les principes eux-mêmes, jamais sur la fidélité et la reconnaissance à celui qui les a consacrés. » Ces sages observations furent applaudies par l'Assemblée. M. Beugnot fit un rapport sur un projet de loi relatif à la prorogation de six douzièmes des contributions directes pour 1818. Il prouva l'urgence de cette mesure, et il reconnut que c'étoit ici l'une de ces circonstances où il n'est pas permis de composer avec le temps. Il regretta d'être impérieusement contraint de proposer l'adoption d'un provisoire qui n'étoit pas sans abus, soit qu'on le considère dans son principe ou dans ses effets. M. Beugnot proposa l'amendement additionnel suivant et ainsi conçu : « Il est ouvert au ministre des finances un crédit provisoire de 184 millions 200 mille francs, formant les six douzièmes des quatre contributions de 1817; sa fin à régulariser ce crédit, en le comprenant dans celui définitif qui sera ouvert par la loi des finances. » L'avis de la commission fut adopté. M. Beugnot, qui n'aime point les ministres mais qui adopte presque toujours leur système, défendit le projet de loi sur le recrutement de l'armée; il observa qu'il est temps de lui imprimer le caractère d'une sérieuse stabilité. Il ne faut pas qu'on voie plus long-temps des officiers à peine connus s'élever au premier rang de la milice, et scandaliser la France, qui les voit finir sans les avoir vus commencer. Quand la loi détermine la réserve d'un certain nombre de places à l'ancienneté,

elle ajoute à la force de l'armée, elle prévient des choix arrachés par l'intrigue; et loin que tant d'avantages soient une atteinte à la prérogative, ils la font ressortir supérieure à toutes les passions, et comme uniquement dirigée vers l'intérêt de l'État. Pour un petit nombre d'hommes privilégiés par la nature, combien ne pourroit-on pas citer de généraux improvisés, dont la faiblesse et l'expérience rendirent souvent impuissante la valeur française! La censure de cette espèce d'hommes est écrite en pages sanglantes dans l'histoire des dernières guerres de la Monarchie. » C'est avec de pareilles maximes générales que des sophistes adroits, en faisant des applications forcées, parviendront à dépouiller le Roi du droit de nommer aux emplois civils, militaires et religieux. En mars 1818, M. Beugnot, un des organes de la commission du budget, présenta le tableau des charges qu'on aura à imposer pour satisfaire à une longue série de dépenses; il entra dans tous les détails de cet immense travail, et indiqua les vues et moyens pour acquitter les charges de l'État. Il offrit la situation pénible de la France : « L'intempérie des saisons a désolé nos campagnes; l'industrie en a reçu de cruelles atteintes, et la disette de subsistances est venue r'ouvrir des plaies qui se cicatrisoient à peine. Cependant la France, au milieu de tant de sujets de se désespérer, s'est noblement soutenue, les yeux fixés sur le but de son indépendance. Si le spectacle de l'homme de bien aux prises avec l'adversité a paru digne des regards du ciel même, que penser d'une nation entière qui, pressée par toutes les rigueurs de la nature et de la politique, résiste avec calme, souffre avec fierté, et ne trahit pas un instant la dignité du malheur! » Après tout ce que la France a supporté, M. Beugnot annonce qu'il faut continuer à lui imposer de nouvelles charges : « Nous devons encore cet effort à notre fidélité aux traités, il

complètera une ère de sacrifices qui ne sera pas moins célèbre ni moins glorieuse peut-être que celle de nos victoires. » Le rapport de M. Beugnot est fait avec beaucoup de précision et de clarté, il annonce ses vastes connaissances dans la science financière. Nous voudrions pouvoir assurer qu'il est conforme à la vérité, et qu'il nous a présenté la situation fidèle de la France. M. Beugnot défendit avec beaucoup de force le projet de loi relatif à l'année financière; il observa qu'on ne pouvoit pas supporter plus long-temps un mode vicieux de voter l'impôt, un mode que l'on avoit moins adopté, qu'il n'a été imposé par un concours de circonstances qu'il a été également impossible de prévoir ou d'empêcher. Il examina les différens projets présentés par M. Graveland et M. le duc de Gâte, et il les trouva impraticables. Il réfuta l'objection proposée, que le projet de loi étoit contraire à l'article 49 de la Charte, qui porte que l'impôt n'est consenti que pour un an. M. Beugnot démontra qu'il ne falloit point séparer les articles 48 et 49. « Le premier, qui porte qu'un impôt ne peut être établi ni perçu, s'il n'a été consenti par les deux Chambres et sanctionné par le Roi; et le second, qui porte en effet que l'impôt n'est établi que pour un an. S'il n'y a pas d'autre moyen d'exécuter toujours l'article 48, que de s'écarter une seule fois de l'article 49, il ne s'agit plus que de choisir entre une atteinte perpétuelle et une atteinte passagère, entre une atteinte profonde et une atteinte qui n'est qu'apparente; et quelque effort qu'on ait fait pour rédiger la Charte avec clarté et précision, il étoit également impossible de prévoir tous les cas particuliers auxquels son texte seroit applicable, et toutes les difficultés que des événemens imprévus et que le seul mouvement de l'ordre y apporteroient dans la suite des temps. Si, par exemple, on n'a pas prévu les circonstances qui ont retardé l'année financière, quel danger trouvera-t-on

à regagner le temps perdu? ou plutôt, comment pourroit-on s'excuser de ne pas le faire? La Chambre n'a-t-elle pas déjà transigé avec la lettre de la Charte, pressée qu'elle étoit par la force des circonstances? Est-ce donc la première fois qu'elle subit en ce point l'irrécusable joug de la nécessité? On parle ici d'atteinte à la Charte: eh! combien d'autres atteintes plus réelles, plus graves, plus douloureuses n'y a-t-on pas portées? Il en est qui saignent encore, mais il vaut mieux essayer de les réparer que de se les reprocher. » Ici M. Beugnot interroge les législateurs: « Pourquoi délibérez-vous tous les jours, leur dit-il avec autant de raison que de vérité, sur des amendemens qui u'ont été ni consentis par le Roi, ni renvoyés dans les bureaux, quoique l'article 46 de la Charte vous le défende expressément? C'est que l'exécution de cet article est incompatible avec la discussion et la délibération des projets de loi, et que vous avez senti, sans avoir eu besoin de l'expliquer, que ce que le législateur avoit voulu de vous, c'est que vous discutiez et que vous délibériez sur les projets de loi; et avec toute raison vous avez laissé de côté une disposition qui fait obstacle au développement de votre première faculté. » Assurément, les observations de M. Beugnot sont justes; mais nous aurions désiré qu'il eût mis plus de profondeur et d'énergie dans ses raisonnemens, plus de noblesse dans ses expressions, plus d'élégance et de précision dans son style. En mars 1819, M. Beugnot fit, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur la proposition de M. Barthélemy tendante à faire éprouver à l'organisation des collèges électoraux les modifications dont la nécessité peut paroître indispensable: ce rapport est rempli d'erreurs et de sophismes. Tandis que M. Barthélemy a développé avec autant de force que de précision les vices et les inconvéniens de la loi des élections, M. Beugnot

lui reproche de n'avoir articulé aucun fait qui indiquât que l'influence de la loi eût été funeste. Il assure que les préliminaires de la proposition n'ont rien offert que de vague et d'incertain. Tandis que M. Barthélemy a démontré la nécessité de modifier la loi des élections, M. Beugnot prétend que le noble pair n'a point parlé de cette nécessité. M. Beugnot traite bien légèrement son sujet... Il pense aussi que le Roi, investi de l'initiative, n'a pas besoin qu'on l'avertisse d'en user quand la nécessité peut lui en paraître indispensable. C'est ici une subtilité : le Corps-législatif a le droit d'éclairer le chef de l'Etat et de faire parvenir la vérité aux pieds du trône. Les amendemens consacrés par la Charte sont une espèce d'initiative, et servent de guide pour diriger le gouvernement. M. Beugnot examine les motifs développés par M. Barthélemy, et les déclare faibles et insignifiants. Cependant ils ont été présentés avec force : la Chambre des pairs et les hommes les plus instruits de la Chambre des députés ont été persuadés de la nécessité de modifier la loi des élections. Cette masse imposante peut bien sans doute contre-balancer l'avis particulier de M. Beugnot ; il a beau invoquer l'opinion publique, on ne peut la connaître que dans le Corps-législatif, et les membres les plus marquans des deux chambres ont au moins démontré que l'opinion publique adoptait la proposition de M. Barthélemy. M. Beugnot assure avec raison que les institutions monarchiques triompheront : comment donc a-t-il pu penser que la loi des élections étoit conforme aux principes du gouvernement monarchique, tandis qu'il est bien prouvé que cette loi est posée sur des bases démocratiques ? M. Beugnot défendit la vente exclusive du tabac : en prouvant qu'elle produit une contribution de quarante-un millions, il en conclut qu'elle est la plus douce des contributions parce qu'elle est

volontaire, la plus facile parce qu'elle se réalise tous les jours. Assurément M. Beugnot n'aime pas la violation des propriétés, la disposition capricieuse des produits de la terre, les privilèges, les monopoles ; mais il sait aussi qu'il n'y a pas un de nos impôts qu'on ne pût censurer aussi à son aise qu'on le fait de la vente exclusive du tabac. « Deux fois, observe M. Beugnot, la vente exclusive du tabac fut ordonnée, en 1719 et 1790 ; la suppression date d'un siècle, et si quelque chose pouvoit prouver qu'il n'y a pas, dans ce mode, tant d'idées neuves qu'on le croit, c'est qu'on répète contre le monopole du tabac justement ce qui fut dit il y a trente ans. Qu'il soit permis de répéter aussi qu'on se repentit alors de l'avoir supprimé, et deux ans ne s'étoient pas écoulés qu'il étoit rétabli. On sait quels regrets éprouvèrent tous les bons citoyens, de la seconde suppression opérée par l'Assemblée constituante ; quel motif pourroit donc nous excuser de tomber pour la troisième fois dans la même faute ? » M. Beugnot combat l'objection tirée de ces articles de la Charte, qui portent que la propriété est inviolable, que les Français sont égaux devant la loi ; d'où il résulte qu'on ne peut pas exiger de quelques planteurs ou fabricans, qu'ils sacrifient leur industrie agricole et manufacturière au reste de leurs concitoyens. L'orateur pensa avec raison qu'en supposant que la Charte doive ici être blessée quelque part, il faut au moins accorder la préférence au parti qui la blessera le moins. Il démontra que si on détruit le monopole du tabac, il faudra ou créer pour 41 millions d'impôts, ou augmenter de 41 millions ceux déjà existans ; et que le système qu'on veut substituer seroit vexatoire et destructif de toute liberté. Dans la discussion du second projet de loi relatif à la liberté de la presse et à la poursuite de ses délits, M. de la Bourdonnaye soutint que c'étoit aux Chambres à juger les offenses

qui leur seroient portées par la voie de la publication (*Voyez l'article M. de la Bourdonnaie*); M. Beugnot combattit ce système; il soutint que cette jurisprudence auroit de graves inconvénients parini nous, et il se fouda sur la constitution particulière des pouvoirs en France, du caractère qui lui est propre, et de l'expérience du passé. « Si nous comparons les diverses constitutions politiques connues jusqu'ici, nous reconnaitrons que nulle part la séparation de l'ordre judiciaire des autres pouvoirs n'a été si profondément tracée que par la Charte : la Chambre des députés n'est appelée à participer en rien, et dans aucun cas, au pouvoir judiciaire; bien différente en cela du Parlement d'Angleterre, dans lequel une forte partie de ce pouvoir est restée confondue. Considérée sous ce rapport, la prérogative que l'on demande pour la Chambre seroit une véritable usurpation sur le pouvoir judiciaire; elle blesseroit une organisation qui nous est propre, mais que nous devons respecter parce qu'elle a de grands avantages; elle franchiroit enfin l'enceinte dans laquelle il ne nous est pas permis de pénétrer. Le Roi lui-même est obligé de la respecter. » M. Beugnot proposa ensuite cet amendement au projet de loi : « Dans le cas d'offense envers les Chambres, par une publication, la poursuite n'aura lieu qu'autant que la Chambre offensée l'aura autorisée par une délibération. » Cet avis fut adopté. M. Beugnot a défendu cette partie de la loi sur les délits de la presse, qui renvoie à un jury la connoissance de ces délits, autres que ceux de l'injure. Il prouva que les circonstances exigeoient la suppression de la loi du 9 novembre et l'institution du jury. « Les esprits sont disposés pour cette heureuse innovation, et le moment n'est pas loin où cette institution ayant reçu ce perfectionnement, les magistrats s'élèveront avec elle, en reconnaitront les véritables caractères, et cesseront

d'en repousser l'application. Ils reconnaitront que si elle est nécessaire à l'égard d'une nature de délits, c'est assurément à l'égard des délits de la presse. N'est-ce pas aujourd'hui une vérité reconnue, que ces délits offrent une nature de circonstances morales, littéraires, grammaticales, qui échappent à toute révision comme à toute autre vérification. Il ne faut rien moins que dénier la pensée d'un écrivain, celle qu'il a voulu communiquer, la reconnaitre sous les voiles divers dont il lui a plu de se couvrir. » M. Beugnot ne veut point soumettre à la connoissance du jury les cris, les menaces, les discours diffamatoires prononcés dans des lieux publics, les plaevrds, manuscrits, caricatures, dessins et gravures : « Tous ces délits consistent le plus souvent en paroles irréfléchies, échappées à la colère et à l'ivresse; en exposition d'images obscènes, de dessins licencieux; en chansons grossières : une poursuite active, un jugement prompt en font justice. » M. Beugnot fit ensuite un amendement à l'article 20 du projet de loi tendant à n'admettre la preuve contre les fonctionnaires que pour des actes de leur administration, et cela pendant la durée de leurs fonctions. Il démontra qu'il failloit fixer un terme à la preuve de la diffamation et de l'injure contre les fonctionnaires publics; ce terme doit être celui de leurs fonctions. Lorsqu'ils sont rentrés dans la vie privée, la société n'a plus rien à en redouter ni en souffrir. » L'amendement de M. Beugnot fut rejeté. M. Beugnot combattit l'article 21 du projet de finances, relatif aux comptes des précédens exercices, ainsi conçu : Le compte annuel des finances sera accompagné de l'état de situation des travaux de la cour des comptes au premier septembre de chaque année. Il observa que cet article rapprochoit deux espèces de comptes de nature différente et franchit la ligne qui sépare les pouvoirs publics, pour l'intérêt de l'ordre et de la liberté. Il

examina ce que sont les comptes que les ministres présentent à la Chambre, ce qu'ils ont de commun, et en quoi ils diffèrent avec ceux que les agens des dépenses et des recettes rendent en la cour des comptes; il démontra que cette cour étoit étrangère à la discussion législative, qui règle les subsides, et à l'action administrative qui les emploie. « Elle interviendrait sans utilité dans un débat qui est évidemment hors de sa sphère. Si on adoptoit l'article, une telle innovation seroit une usurpation sur l'autorité du Roi, une atteinte à la hiérarchie du pouvoir. En constitution comme en économie politique, comme en finances, il est un principe fondamental qu'il ne faut jamais perdre de vue, la séparation des pouvoirs : il s'applique à tout, parce qu'il trouve ses élémens dans deux conditions inséparables de l'humanité, la faiblesse et l'imperfection. » M. Beugnot faisoit mal l'application de principes vrais et incontestables : la Chambre adopta l'article qu'il venoit de combattre. M. Beugnot fit, le 7 juin 1819, un rapport au nom d'une commission chargée du budget de 1819, concernant les voies et moyens : il représenta la France « respirant après une longue période de gloire, de désastres et de douleurs : elle peut porter sur elle-même ses tranquilles regards, et mesurer ce que le passé lui laisse de charges, ce que l'avenir lui promet d'espérances. » M. Beugnot observe que notre position sous le rapport des finances a été représentée sous des couleurs différentes; « les uns la peignent riche et prospère, appelé à grands cris la diminution des charges publiques, tandis que d'autres, plus réservés, soutiennent que le moment n'en est pas arrivé. Cette diversité d'opinions est inévitable en un sujet qui n'est pas encore éclairci. Ceux qui dirigent les finances n'en présenteront jamais la véritable situation; ils y mettent un voile; comme autrefois on cachoit les statues des Dieux; il seroit même dangereux de le dé-

chirer : cette vue porteroit le découragement, l'effroi, et ne serviroit qu'à allumer les passions, les haines et les dissensions. » M. Beugnot présente le tableau de nos ressources : elles sont immenses, il est vrai; mais à force de les épuiser, le mal augmente, et le peuple n'est pas soulagé. En effet, M. Beugnot est forcé d'avouer que nos dépenses sont nécessairement mais transitoirement augmentées, par le besoin de réparer nos routes, d'approvisionner nos places, et de faire au département de la guerre des fonds de première mise. Après cette exposition alarmante, il falloit bien nécessairement que M. Beugnot nous parlât un langage d'espérance et de consolation : « Toutefois, dit-il, et malgré l'accroissement plus onéreux des pensions, de la dette constituée et d'un fonds annuel d'amortissement de 40 millions, la totalité des revenus est supérieure à la totalité des dépenses. » Pour ce qui concerne l'exercice de 1819 en particulier, M. Beugnot nous promet une diminution des impôts et des retranchemens dans les dépenses; cependant les impositions sont maintenues dans leur étendue, et les dépenses ont augmenté. Il parcourt ensuite successivement chaque branche du revenu public, et il discute en leur place les amendemens que la commission propose dans le projet de gouvernement. Il est impossible de suivre M. Beugnot dans des détails longs et obscurs : il nous promet un avenir heureux et prospère; il nous annonce que l'impôt demandé à la production ou à la consommation sera réparti avec égalité; il ne sera jamais détourné des véritables besoins publics pour s'épancher en des dépenses inutiles, improductives, coupables peut-être, et enfin, que son emploi sera justifié. Alors l'impôt n'attirera plus qu'une attention surveillante, parce que les contribuables eux-mêmes y reconnoîtront une première source de prospérités. Nous devons espérer d'atteindre bientôt jusques-là, sous

un gouvernement où le mal seul est difficile, et où l'erreur n'a qu'un moment. Comparez ce qu'étoit la France en 1815, et ce qu'elle est aujourd'hui : à peine nous jouissons de la paix, car je n'ose donner le nom de paix à ces quatre années d'occupation auxquelles nos neveux refuseront de croire, et déjà partout s'établissent des communications dirigées, non par un luxe insensé, mais par le sentiment de l'utilité. Les arts ont retrouvé des ateliers, les sciences des gymnases, et la douleur des asiles. L'extrême infortune est placée sous la tutelle de l'extrême bonté. Partout se forment des associations pour tout ce qui est utile et bon ; et en dépit de quelques divergences d'opinions, chaque Français sent la patrie au fond de son cœur, et l'aime à sa manière. Ce sentiment nous rassure ; et nous offrons sans hésiter, à vos délibérations, le vote de l'impôt de cette année. Ce n'est pas assez pour vous d'avoir contribué à réparer le passé, qui sembloit irréparable, vous avez encore la gloire d'avoir assuré le présent et garanti l'avenir. » Le tableau que nous présente M. Beugnot est consolant, mais est-il conforme à la vérité ? Nous désirons de voir réaliser ses espérances et ses vœux. N'oublions jamais qu'il n'y a que les principes de justice, les mœurs publiques, les opinions religieuses qui puissent établir dans les États un bon système financier. » On agita la question s'il falloit continuer ou suspendre les travaux relatifs à la confection du cadastre ; M. Beugnot parut adopter le dernier parti ; il observa que « depuis vingt ans qu'on travaille au cadastre général de la France, on n'a pu obtenir un résultat satisfaisant ; déjà on a dépensé soixante millions ; faut-il en dépenser encore le double et le triple pour n'être pas plus avancé ? » Il demanda que « les trois millions demandés pour le cadastre fussent réduits à deux millions, qui serviraient à payer le travail de six mois et à faire les dispositions nécessaires pour que les

travaux déjà faits soient classés par les départemens, et mis à la disposition des conseils généraux, à qui il faut se confier du soin de tirer parti de ces travaux, parce qu'on ne pourra jamais s'en servir si on s'obstine à les appliquer à la France entière. » La proposition de M. Beugnot fut rejetée.

BEURNONVILLE (le marquis de), né en 1752, à Champignolles en Bourgogne, fut destiné à l'état ecclésiastique ; mais il n'étoit point appelé à cette vocation, il préféra la carrière militaire. Embarqué sur l'escadre de M. de Suffren, il servit d'abord dans l'Inde comme simple soldat, et devint major à l'Île-Bourbon ; mais bientôt il fut destitué par le commandant de cette île. Il revint en France pour se plaindre de cette injustice : le gouvernement, pour le consoler, lui donna la croix de Saint-Louis. Dans les premières années de la révolution il fut employé dans les armées sous le général Dumourier, qui l'appeloit son *Ajax*. Il obtint le commandement d'une division : il livra plusieurs combats contre les Autrichiens, où il éprouva des revers. Ce fut malgré lui que le général Beurnonville annonça qu'après trois heures d'un combat terrible les ennemis avoient perdu beaucoup de monde, tandis que les Français en avoient été quittes pour le petit doigt d'un grenadier. M. le général Beurnonville eut la faiblesse de se prêter à cette supercherie mensongère. Il devoit en prévoir les résultats ; elle donna lieu à cette plaisanterie : *le petit doigt n'a pas tout dit*. En 1793 il fut nommé ministre de la guerre ; mais bientôt il donna sa démission, et il partit de Paris ; il fut de nouveau appelé à ce ministère. Les Jacobins méditèrent de l'assassiner ; des meurtriers furent envoyés pour l'égorger, mais il parvint à se sauver en escaladant les murs de son jardin. Le général Dumourier l'exhorta de le seconder dans ses projets de dissoudre la Conven-

tion nationale et de livrer ses membres à la vengeance publique, en traitant avec les Autrichiens. Le général Beurnonville dénonça cette conspiration au Comité de sûreté générale : des ordres lui furent donnés pour faire arrêter Dumouriez; mais il fut arrêté lui-même, et conduit au prince de Cobourg avec les commissaires de la Convention. Le général Mack leur notifia qu'ils serbient retenus en otage pour la Reine et son fils. Le général Beurnonville fut transféré à Olmutz, où il resta renfermé pendant deux ans. En 1795 il fut échangé contre la fille de Louis XVI. Dès qu'il fut rentré en France il prit le commandement de l'armée de Sambre-et-Meuse; il dirigea avec succès plusieurs opérations militaires sur le Rhin; après le 18 brumaire il obtint l'ambassade de Berlin, et ensuite celle de Madrid. Il fut nommé sénateur en 1811, et le général Beurnonville vota la formation du gouvernement provisoire et l'expulsion de Napoléon du trône de France. Devenu membre de ce gouvernement, il contribua puissamment à hâter le rétablissement de la dynastie légitime : le Roi le nomma ministre d'état et pair de France. Proscrit au retour de Buonaparte, il se rendit à Gand auprès de Sa Majesté; après le retour du Monarque il fut maintenu dans la dignité de la pairie. En 1816 il reçut le bâton de maréchal de France et le cordon de l'ordre du Saint-Esprit. M. le général Beurnonville a toujours été attaché à la monarchie, et il a toujours proclamé des principes de justice, de sagesse et d'ordre social; il a professé solennellement cette doctrine, que les propriétaires attachés au sol et au bouheur de la patrie, des hommes constitutionnels dévoués à la Monarchie, à la Charte et au Roi, des hommes instruits, vertueux, qui savent allier la sagesse et le courage, sont les seuls qui méritent d'être législateurs.

M. BIGNON (le baron Edouard),

né en Normandie, entra dans la carrière diplomatique sous le gouvernement directorial, comme secrétaire de légation, d'abord auprès des républiques Cisalpine et Helvétique, ensuite à Berlin, et devint ministre plénipotentiaire près de l'Electeur de Hesse-Cassel. Après l'invasion de la Prusse en 1806, Buonaparte le nomma son intendant dans ce royaume. M. Bignon fut ensuite ministre de France près le grand duc de Bade, et enfin résident de France à Varsovie. En 1812 il fut envoyé à Vilna comme commissaire impérial près le gouvernement conventionnel de Lithuanie, chargé d'insurger les Polonais contre les Russes; mais il ne fut pas heureux dans cette mission révolutionnaire, M. Bignon fut obligé de revenir lors de la désastreuse retraite de l'armée. Après l'invasion de Buonaparte en 1815 il fut nommé directeur de la correspondance des affaires étrangères, et député de la Chambre des représentants par le département de la Seine-Inférieure; il fut membre de la commission chargée de proposer aux alliés une convention militaire pour la reddition de Paris. Il signa la capitulation du 3 juillet. Il fut élu député au nouveau Corps-Législatif en décembre 1816; il a siégé au côté gauche, première section. M. Bignon, dans la discussion du projet de loi sur les journaux et sur les abus de la liberté de la presse, soutint qu'il falloit instituer l'établissement du jury pour prononcer sur les délits de la presse; il observa que ce n'étoit que la conscience du jury qui pouvoit offrir une garantie suffisante en matière de ces délits : avec un jury on n'a à craindre ni les vices ni l'incohérence de l'interprétation des lois. « On craint que l'esprit de parti ne vienne s'associer avec les jurés dans le temple de la Justice: les ministres oublient-ils donc que les magistrats sont aussi des hommes, et qu'ils sont accessibles à l'esprit de parti? Continuer de laisser juger les délits aux tribunaux, c'est li-

vrer les magistrats et les citoyens, les uns à la nécessité, les autres aux dangers de l'arbitraire.» M. Bignon termina ainsi son discours : « Dans un tel état de chose, dit-il, après toutes les lumières qu'ont répandues sur les vices du projet de loi et ses antagonistes et ses défenseurs, j'aurois peine à comprendre que le ministère s'obstinât à suivre la fausse route où il s'est si imprudemment engagé, si la confiance expresse d'un de ses orateurs ne nous eût fait connoître la doctrine ministérielle à l'égard de l'opinion publique; s'il ne nous eût appris qu'aux yeux du ministère l'existence de l'opinion publique est presque un problème. Dans un gouvernement représentatif où tout se fait par l'opinion et avec l'opinion, le ministère semble vous demander : qu'est-ce que l'opinion ? Malheur au ministère qui se sépare d'elle, au ministère qu'elle ne soutient pas ! Privé de ce point d'appui, sa marche est incertaine, son mouvement irrégulier, ses aberrations désastreuses ; c'est une planète sortie de son orbite, et qu'un miracle peut seul y faire rentrer. Au lieu d'attendre du hasard un tel miracle, que le ministère ne le doive qu'à sa propre sagesse. » En janvier 1818 M. Bignon défendit le projet de loi sur le recrutement de l'armée ; il observa que malgré ses inconvénients, il présentait des avantages dans ses détails, il reposait du moins dans son ensemble sur des bases consacrées par la Charte. Dès que la Charte est respectée, dit-il, la nation s'accorde avec le gouvernement. Ainsi que le gouvernement, la nation veut une armée, et ne veut point la guerre ; comme lui elle veut une armée, et ne veut point de conquête : elle veut une armée, parce que sans armée un grand peuple ne peut exister. Le nom d'armée française, toujours imposant malgré ses derniers désastres, a peut-être quelque chose d'effrayant par l'imminence des souvenirs de gloire qu'il rappelle ; cette gloire dont

nous saurons conserver le précieux héritage s'épurera en nos mains, en n'accordant désormais ses lauriers qu'à la protection de la paix, à la défense de nos frontières. M. Bignon pense que le projet de loi est en harmonie avec la Charte, avec la liberté publique, avec le maintien de la paix au-dehors, avec l'affermissement de l'ordre intérieur, et le considère dans ces différens rapports. Pour établir son opinion il entre dans des digressions étrangères à son sujet, et exagérées par une imagination vagabonde : il le perd sans cesse de vue. Il applaudit surtout à l'article concernant l'avancement par ancienneté : il prétend que le roi n'a pas le droit de nommer à tous les grades militaires ; assertion contraire à la Charte, quoiqu'il ait prétendu que le projet de loi étoit en harmonie avec le pacte qui nous régit. En vérité, il est fatigant et pénible de suivre M. Bignon dans son discours, qui n'est qu'un informe et bizarre assemblage d'erreurs, de paradoxes, de contradictions. En continuant de contester au roi le droit de nommer aux emplois, il se fonde sur des principes qui n'ont aucun rapport avec son sujet ; il va puiser ses preuves sur des principes d'une hauteur prodigieuse. « Le souverain architecte de l'univers, dit-il, a établi des lois particulières pour chacun des corps dont l'univers se compose : chacun de ces corps, esclave des lois particulières qui lui sont propres, se meut dans le cercle qui lui est tracé, et se meut de telle manière, que le jeu, pour ainsi dire, légal de diverses parties forme cet admirable ensemble dans lequel s'humilie la raison humaine ; l'action du modérateur suprême, pour être asservie à des lois constantes, cesse-t-elle d'être chaque jour l'effet de la volonté qui établit ces lois ? Cette régularité du mouvement du monde, les princes habiles et sages ont toujours cherché à l'introduire dans le mécanisme de leur gouvernement ; on

en a sur-tout senti vivement, pour le service militaire, l'importance et la nécessité.» M. Bignon vota l'adoption du projet de loi sous la condition de l'amendement proposé par M. Chauvelin ; mais cet amendement ayant été rejeté, M. Bignon a dû refuser son suffrage à ce projet de loi, dont il a fait un magnifique et emphatique éloge. M. Biguon, dans la discussion relative au projet de loi sur les finances, prononça un discours où il s'attacha à de fades et fatigantes digressions ; il combattit le système financier des ministres par des diatribes ; ils s'amusa à traiter des questions étrangères. Il excita les plaintes et l'indignation même de plusieurs membres, tant il est vrai que l'esprit sans jugement est un présent funeste de la nature, et que tout homme qui s'écarte des principes de la justice et de la raison n'est qu'un déclamateur et un sophiste qu'il faut dédaigner ! M. Bignon examina le budget, il prétendit qu'il devoit être pour le législateur comme une citadelle qui serve de refuge à toutes nos libertés : « Puisque dans la servitude de la presse, dit-il, cette tribune est le seul sanctuaire d'où la vérité puisse rendre ses oracles, c'est à nous, défenseurs des droits du peuple, qu'il appartient de remplir cet auguste sacerdoce ; prêtres de la vérité, c'est à nous de découvrir les plaies de la patrie, le mal s'accroît de l'effort même qu'on fait pour le dissimuler. Ce qu'il y a de plus fâcheux, peut-être, dans la communication du ministère, ce n'est pas ce qu'il avoue, c'est ce qu'il cache : si ses déclarations affligent, ses réticences épouvantent. » M. Bignon examina les causes majeures qu'exerce sur les finances l'influence politique des états : il voulut prouver que notre système des finances, dans la direction qu'il a reçue, ne sauroit se soutenir ; il présenta le tableau des charges énormes qui pèsent sur la nation ; il en exagéra le fardeau, ce qui pouvoit inspirer des

alarmes et fomenter les passions contre le gouvernement ; il demanda le départ des troupes étrangères : il blâma les différens traités conclus depuis la restauration : il s'éleva contre les conditions qu'ils renferment ; il attaqua avec audace les souverains de l'Europe, et appela à son secours l'insurrection et la guerre. M. Bignon justifia les crimes des conspirateurs et des régicides ; il demanda leur rappel. Ici l'orateur excita l'indignation de la Chambre ; plusieurs membres demandèrent qu'il fût rappelé à l'ordre. Un cri général se fait entendre. Le rappel à l'ordre est prononcé. M. Bignon est insensible à cette censure ; il la brave en s'écriant : « Il est temps que la France soit rendue à tous les Français ; que tous les étrangers en sortent, que tous les Français y rentrent. » Il continua ses diatribes contre les ministres et contre les défenseurs de la monarchie ; il fit un éloge indirect de Buonaparte, en disant : « que l'artisan dans son atelier, le commercant dans son comptoir, le laboureur dans sa cabane, s'entretennent de leurs combats, et cherchent encore des yeux les chefs qui leur montraient le chemin de la victoire. Quelle est leur surprise, en voyant les honneurs militaires devenus le partage d'hommes qui pour la plupart n'ont rien fait pour leur pays sans le roi, ni pour le roi sans leur pays ! Ces imprudentes assertions excitèrent de nouvelles réclamations ; M. Bignon parut déconcerté, il se troubla, il s'agita, et dans son égarement il dit comme en tremblant : « Je vote pour le projet de loi ; » loi qu'il avoit attaquée avec violence, « et de plus, je vote le prompt départ des troupes étrangères. » Dans la discussion sur le projet de loi sur les finances, concernant l'emprunt de 1818, M. Bignon proposa de réduire à 12,000,000 de rentes le crédit de 16,000,000 demandé par les ministres ; il observa que ce n'étoit point en considérant cette réduction comme

un acte d'économie actuelle qu'elle lui sembloit nécessaire, c'est en la regardant comme la consécration de la doctrine limitative de l'emprunt, qu'il est urgent de faire prévaloir, et qui, si nous voulons être sauvés, doit préluder à toutes les opérations du gouvernement. M. Biguon croit que la mesure qu'il propose aura surtout un grand résultat d'opinion, en montrant dans la Chambre des députés la résolution franche et ferme d'opposer désormais une digue invincible aux flots de crédit qui nous ont déjà entraînés si loin, et de ne point attendre, pour jeter l'ancre de miséricorde, que notre naufrage soit entièrement consommé. Au point où nous sommes, la différence d'un capital de 80,000,000 de plus ou de moins dans notre dette peut paraître d'une légère importance; mais l'importance ici n'est pas dans la quotité de la somme réduite, elle est dans le principe qui détermine la réduction. M. Bignon combattit la résolution de la Chambre des Pairs, concernant la loi des élections: suivant sa noble coutume il traita des questions étrangères à son sujet; il parla des révolutions romaines, de l'émancipation des Plébéiens, de l'affranchissement des Pays-Bas; il lit l'éloge du roi, des ministres, de la Chambre des Pairs, de M. Lainé; il parla de la douleur de la nation. Discutant la proposition de M. Barthélemy, il parla des mouvemens funestes qui s'étoient fait sentir, il dénatura les faits; il enveloppa les intentions pures de ceux qui ont défendu la résolution de la Chambre des Pairs, et il les accusa de détruire la substance de la loi. « Sous prétexte d'élaguer du tronc quelques superfétations nuisibles, on veut porter la hache à sa racine; on veut couper l'arbre par le pied, non comme fait le sauvage pour en recueillir les fruits, mais pour l'empêcher de produire chaque année les fruits précieux qu'on en a déjà recueillis. » M. Biguon prétend qu'il

n'y a point de factions en France; mais on lui demande que sont les Bonapartistes, les Libéraux, les Indépendans? Ces sectaires, en se rendant les panégyristes hypocrites de la Charte, ne veulent-ils pas des institutions démocratiques? ils n'aiment ni la monarchie ni la légitimité, veulent établir sur les débris de la religion le déisme et l'impiété. Tels sont ces factieux dont M. Bignon fait un éloge magnifique. Il finit son discours en disant que la loi des élections est toute la Charte. « Que seroit la Charte privée d'institutions propres à la mettre en jeu? une belle statue, mais une statue sans vie: il faut à la pierre sortie des mains de Pygmalion un souffle qui l'anime; il faut à la Charte des lois organiques qui la fassent mouvoir et agir: une seule de ces lois existe jusqu'à présent, une seule, et déjà l'on s'agit pour l'anéantir. Contradiction étrange entre la vocation et les actes! c'est dans le patriciat français que se développe l'esprit de destruction et de bouleversement; c'est dans la Chambre des Députés, dans le peuple, qu'est l'esprit de conservation! » Dans la discussion du projet des finances relatif aux comptes des précédens exercices, il y eut division entre le gouvernement et la commission: le premier proposoit de régler la solde des dépenses antérieures à 1819 qui restent à effectuer, et de lui accorder une masse de supplément de crédit, soit pour régulariser celles de ces dépenses qui sont déjà faites, soit pour payer celles qui sont encore à faire, en prenant sur la totalité des ressources existantes au 31 décembre 1818 les fonds qui doivent servir à ces dépenses. La commission, au contraire, proposoit d'emprunter, ou de rappeler successivement à chacun des exercices suivans la solde résultante du décompte de l'exercice précédent. M. Bignon, en pesant les avantages et les inconvéniens de ces deux systèmes, pensa que celui du

gouvernement étoit préférable à celui de la commission, en ce qu'il posoit une borne entre la gestion des ministères précédens, et celle du ministère actuel, de manière à distinguer la portion de blâme ou d'éloges qui doit revenir à chacun d'eux. M. Bignon censura l'administration des anciens ministres; il les accusa, il les calomnia sans preuves, et répandit sur leur conduite le fiel de l'amertume et le venin de la diffamation; il répéta les mêmes inculpations, que M. Casimir Perrier venoit de lancer contre l'ancien ministère. Dans la séance mémorable du 9 juin 1819, où il fut question du rappel des bannis, M. le ministre de l'intérieur somma M. Bignon de s'expliquer sur cette accusation élevée dans un discours imprimé, et répandu avec profusion, où ce député n'a pas craint de menacer le gouvernement d'une révélation terrible, d'une arme dangereuse et secrète dont il daignoit faire grâce au gouvernement dans l'espérance qu'il sauroit apprécier son silence, et qu'il ne le forceroit pas à le rompre. M. Bignon refusa de répondre à cette interpellation : « Elle a été faite, dit-il, au sujet d'une opinion que j'ai fait imprimer, mais que je n'ai point prononcée à cette tribune, et sur laquelle par conséquent je n'ai point à répondre dans cette enceinte. J'ai annoncé dans cette opinion en faveur des bannis qu'indépendamment des argumens connus, il en étoit un fondé sur un fait particulier dont j'avois connoissance, et dont je me réserve de faire usage dans l'intérêt de ceux que je voulois défendre, quand le moment en sera venu : je déclare aujourd'hui dans ma conviction, que ce moment n'est pas venu : je ferois la révélation que l'on demande aujourd'hui, qu'elle ne servirait de rien à la cause dans laquelle je me propose de la faire valoir. Quand nous pourrons dans cette Chambre proposer une adresse au roi pour en obtenir le

rappel des bannis; quand nous pourrions demander la révocation spéciale des articles 2, 3 et 7 de la loi du 12 janvier 1816, alors, comme je pourrai faire valoir avec succès l'argument que je tiens en réserve, je le ferai connoître : jusques-là, je crois devoir le taire, je ne crois même pas la révélation utile au gouvernement; jusques-là, dis-je, cette réserve que je m'impose, est un devoir dans les intérêts de ceux que je veux défendre, et ce devoir, il n'y a aucune considération; aucune sommation, quelle qu'elle soit, qui puisse me le faire méconnoître. » Le silence de M. Bignon l'a fait déclarer un calomniateur; sa légèreté et son imprudence l'ont couvert de ridicule. Un de ses collègues, du côté gauche, fit rire l'assemblée aux éclats, en disant que son honorable ami *se sacrifioit* à la chose publique.

BLACAS d'Aulps (comte de), né en Provence en 1770, embrassa la carrière militaire. Il servit dans les armées des Princes, et se rendit ensuite auprès du Roi, en Italie. S. M. l'envoya à Pétersbourg, et le chargea de plusieurs missions importantes qu'il dirigea avec autant de succès que d'habileté. L'alliance de Paul I^{er} avec Buonaparte l'obligea de quitter la capitale et de se rendre auprès de son Souverain; il l'accompagna en Angleterre, où il devint son principal ministre. Satisfait de son administration, le Roi vint à Paris avec M. de Blacas; il le nomma ministre de sa maison, secrétaire-d'état, et intendant des bâtimens de la Couronne. Honoré de la confiance de son Souverain, la sagesse de son administration, son attachement à la monarchie et à la légitimité lui suscitèrent des ennemis puissans; l'envie et la haine ne cessèrent de le poursuivre; des libelles le diffamèrent, et les plus infâmes intrigues furent employées pour l'éloigner de la Cour. Le Roi le nomma son ambassadeur

en Sicile, et le créa pair de France. Il négocia le mariage du duc de Berry avec la princesse Caroline de Naples. M. de Blacas se rendit à Rome; il eut plusieurs conférences avec le Pape sur des objets de la plus haute importance. Il contribua, par sa sagesse et par son zèle, à la négociation du nouveau concordat.

BLANQUART DE BAILLEUL, né à Boulogne-sur-mer, fut nommé membre du Corps-législatif en 1801, et Buonaparte le créa baron. Il signa l'acte d'adhésion à sa déchéance, et accepta l'acte constitutionnel qui rappeloit les Bourbons au trône de France. Le roi le nomma procureur-général à la cour royale de Douai. Il fut élu député en septembre 1816 : il a siégé au centre. En janvier 1818 M. Blanquart de Bailleul fit, au nom d'une commission, le rapport sur le projet de réforme d'un règlement présenté par M. de Serres, président. Il le combattit. Il prouva que plusieurs articles tendoient à établir dans les débats une tactique toute nouvelle, qui détruisoit l'ordre des délibérations. M. Blanquart de Bailleul observa « qu'il valoit mieux se reposer du soin des améliorations sur la jurisprudence, ce supplément si secourable de toutes les lois, excepté de celles qu'on ne laisse pas vieillir. C'est la jurisprudence de la Chambre qui fixera, si on n'est pas trop impatient, toute l'incertitude de la marche législative, qui trouvera ce qui n'a pas été prévu, qui corrigera ce qui est mal, et rendra meilleur ce qui est déjà bien. Eh! que ne peut-on pas espérer de la disposition de l'esprit où nous sommes? Nous sentons tous la nécessité de nous prémunir contre les surprises, contre les envahissemens du pouvoir; donnons à l'expérience le temps de naître et de nous instruire, et, malgré l'imperfection de notre règlement, nous finirons par avoir dans nos travaux une méthode parfaite. » M. Blanquart de Bailleul proposa le rejet du projet

de réforme du règlement : cet avis fut adopté par la Chambre. M. Dupont de l'Eure fit adopter une proposition tendante à supplier le Roi de présenter un projet de loi qui règle définitivement le droit reconnu à tout Français de publier et faire imprimer leurs opinions. M. Blanquart de Bailleul combattit cette proposition, en faisant observer que si les Chambres ont la faculté de proposer une loi sur quelque objet que ce puisse être, cette prérogative constitutionnelle a pour but d'appeler l'attention du gouvernement sur des mesures d'intérêt général, ou local, dont l'objet auroit pu échapper à sa connaissance, ou dont l'urgence et la nécessité ne lui auroient pas paru assez évidentes : or, ici, la sollicitude du gouvernement n'a pas besoin d'être éveillée, puisqu'il a lui-même proposé cette loi définitive, adoptée par la Chambre des députés avec des modifications, mais qui n'a pas obtenu l'assentiment de la Chambre des pairs. » La Chambre refusa de prendre en considération la proposition de M. Dupont de l'Eure. Lors de la discussion sur le projet de loi sur les finances de 1818, on proposa de soumettre à l'impôt du timbre les ouvrages périodiques traitant de matières politiques, qui paroissent au moins chaque mois. M. Blanquart de Bailleul appuya cette proposition : il observa que notre situation financière ne permettoit pas de négliger les petites sommes, et qu'il invoquoit les principes de l'égalité. C'est des journaux qu'il s'agit ici, des journaux par abonnement, par livraisons, par numéros; quelle différence y a-t-il entre les uns et les autres? Pourquoi ceux-ci imposés, et ceux-là libres de droits? Ne cherchons pas de vaines subtilités : pensez-vous que certain ouvrage, pour avoir changé un titre connu depuis si long-temps, pour un titre nouveau et pour ne paroître qu'une fois par semaine, ne soit pas au fond le même ouvrage périodique

qui avant sa mutation étoit sujet au timbre ? » La proposition fut rejetée.

BIRON (Charles Gontaud, duc de), fils du comte de Gontaud, ancien officier aux Gardes-françaises, fut chambellan sous le gouvernement impérial, et lieutenant-général. Le Roi l'a créé pair le 17 août 1815.

BIZEMONT (marquis de), fut élu député en 1816 par le collège électoral du département de l'Isère. Il a siégé au côté droit.

BOIN, médecin, né à Bourges en 1769, fut employé pendant dix ans comme médecin à l'armée du Nord et à celle de Hollande. Il a toujours conservé son dévouement à la cause royale, et pendant l'inter règne il refusa tout serment à l'usurpateur. M. Boin n'a pas été constant dans sa doctrine politique, il a abandonné ses anciens principes. Ardent défenseur de la monarchie, il a déclamé et outragé les royalistes. Il est fort facile de connoître les motifs de cette apostasie politique. Nommé député au Corps-législatif, au mois d'août 1815, il appuya avec force le projet relatif aux cris séditieux ; il demanda le rejet du projet de loi sur les élections, présenté par le gouvernement. M. Boin vota toujours avec la minorité. Il fut réélu en septembre 1816. Il a siégé au côté gauche, seconde section. Ses ouvrages annoncent un médecin habile et versé dans les sciences physiques. En décembre 1817, M. Boin vota pour le nouveau projet de loi sur la liberté de la presse ; et sur les journaux il proposa de rendre la loi temporaire, et lit un amendement tendant à établir le jury en 1820, pour connoître sur les délits de la presse. « Pourquoi, dit-il, nous lier par une loi permanente ? Il suffira sans doute de deux années pour améliorer les circonstances, pour mûrir le caractère français ; nous serions plus éclairés sur les doctrines politiques

qui nous ont causé tant de maux ; les abus deviendroient plus rares. » L'amendement de M. Boin fut rejeté. En avril 1818, on discuta le projet relatif aux finances : M. Boin observa que depuis trois ans le vœu des économies se faisoit entendre de toutes les parties du royaume, et que la tribune retentissoit presque chaque jour de ce mot si consolant pour le peuple ; toutefois, au lieu d'embrasser un système susceptible de produire des réductions notables de dépense, on s'est borné à des retranchemens sans importance ; quand les embarras du trésor, quand la gêne des particuliers réclament si impérieusement l'adoption sincère d'un plan complet d'économies sérieuses, on semble ne s'étudier à chaque budget qu'à élever les recettes, tantôt par une recherche ingénieuse de nouvelles matières imposables, tantôt par l'extension des taxes anciennes. Dans un paragraphe de l'article 11 du titre 5 du projet de la commission, elle proposa de supprimer les cinquante centimes ajoutés à la contribution personnelle et mobilière : M. Boin demanda s'il ne seroit pas plus convenable de favoriser d'une réduction de ce genre la contribution foncière ; car il existe une énorme disproportion entre le fardeau imposé aux propriétaires fonciers, et celui que supportent les propriétaires des valeurs mobilières : « Comparez, dit-il, la situation des propriétaires à celle des capitalistes, vous verrez le propriétaire de quatre cent mille francs en fonds de terre jouissant à peine d'un revenu douteux de 8 à 9 mille francs, dont il donne un cinquième à l'état, tandis que le détenteur d'un capital égal se procure sans embarras ni soin 35 à 40 mille francs de rentes certaines, sur lesquelles il ne paie rien ; vous verrez la fortune du capitaliste s'accroître d'année en année, pendant que la gêne du propriétaire s'accroît dans une progression toujours plus rapide, parce que l'agriculture

est une industrie qui a besoin d'être soutenue par des capitaux. La détresse du propriétaire frappe la terre de stérilité. Un grand nombre de propriétaires ont été obligés d'avoir recours aux emprunts. Un quart de la propriété rurale du royaume appartient en réalité aux capitalistes devenus créanciers des propriétaires ; cependant ceux-ci continuent d'être les seuls contribuables pour des fonds dont ils ne sont que propriétaires nominaux à titre bien onéreux. M. Boin combattit la résolution de la Chambre des pairs concernant la loi des élections : « Abolir, dit-il, cette loi, c'est attenter à la Charte, à un droit reconnu par elle ; c'est déclarer faux et dangereux un principe dont la vérité et l'utilité ont été proclamées par les trois branches de la puissance législative, aux acclamations d'allégresse et de reconnaissance de tous les Français. » Ici, M. Boin aime à se tromper volontairement. La résolution de la Chambre des pairs tendoit à modifier et non à détruire la loi des élections ; l'orateur a avoué que les dernières élections n'ont pas été exemptes de bragues et d'intrigues : il faut donc réprimer ce désordre moral ; ce n'est donc qu'en modifiant la loi, qu'on parviendra à tarir les sources de malheurs qui résultent toujours des élections où règnent le scandale et les divisions. Il est pénible de voir M. Boin accuser les royalistes d'avoir semé le trouble et la division dans les collèges électoraux, tandis que c'est leur amour pour la monarchie, et leur attachement pour la légitimité, qui leur imposèrent le devoir de s'opposer à l'élection de ces démocrates, qui veulent établir dans un gouvernement représentatif des institutions republicaines. M. Boin proposa qu'il fût ajouté au budget des finances une somme de 3,400,000 fr., destinée à assurer le paiement intégral de tous les membres de la Légion-d'Honneur qui ne reçoivent aujourd'hui que la moitié du traite-

ment de simple légionnaire. « C'est à vous, messieurs, dit M. Boin, qui faites à la patrie des sacrifices journaliers, d'apprendre les services que d'autres lui ont rendus dans d'autres temps et d'autres lieux. L'état profitera un jour des charges que vous lui imposerez aujourd'hui. Honorez le courage : sans lui, point de liberté, point d'indépendance, point d'existence politique ; l'univers est plein de la gloire des armées françaises ; une foule de trophées élevés en Europe attesteront aux siècles leur valeur éclatante. L'histoire, qui dira leurs triomphes à la postérité étonnée, devroit-elle dire aussi que l'élite de ces braves échappés à mille périls vont mourir dans l'abandon, la misère et le désespoir, sur cette terre qu'ils avoient si glorieusement couverte de leurs armes ? Non, une Chambre française n'entendra pas avec indifférence les soupirs des guerriers malheureux ; vous ne laisserez pas à une autre session l'avantage de récompenser de généreux citoyens que la fortune a pu trahir, mais que la patrie ne doit point délaïsser.

M. Boin défendit le projet de loi relatif au monopole des tabacs ; il observa qu'il est des hommes estimables que révolte le seul nom de monopole ; ils veulent y voir un privilège odieux. Mais un privilège est un droit exclusif ; et quand la société se réserve un droit pour le faire tourner à l'avantage de la communauté, il cesse d'être exclusif, il cesse d'être un privilège ; il devient la source d'un revenu public qui profite à tout le monde, qui est utile à tous indistinctement : c'est un genre de perception. M. Boin prouve que le monopole n'est point contraire à la Charte, et qu'il ne viole pas le droit de propriété. Le tabac a paru dans le monde sous la protection de l'autorité et de la mode. La première a trouvé dans son usage une ressource importante ; la mode, une occasion d'élégance et de luxe, qui a créé pour

l'industrie une nouvelle branche de travail et de profit. On peut contester le mérite du tabac par rapport à l'économie vivante, mais non pas les avantages qu'il apporte dans l'économie sociale. Gardons-nous de les atténuer ou de les compromettre. Les moyens pour les recueillir ont pour eux le suffrage de l'expérience et l'échec des tentatives contraires. Il y auroit plus que de l'imprudence à sortir du chemin battu, puisqu'en le suivant nous sommes certains d'arriver à notre but. » Nous croyons que les argumens de M. Boin sont des sophismes. Cet honorable membre raisonna plus juste et plus sensément, lorsqu'il dit à la Chambre : « Dans cette délibération vous avez à prononcer entre quelques intérêts privés fort actifs, et l'intérêt général dont vous êtes les tuteurs. Entre huit départemens qui se plaignent du monopole qui leur profite, puisqu'ils jouissent exclusivement de la faculté de planter et d'exporter le tabac, et 80 départemens accablés de charges, qui espèrent que vous ne vous mettez point dans la nécessité d'ajouter au fardeau qu'ils supportent si douloureusement, contre des principes abstraits, des essais hasardeux, des calculs incertains, et des règles d'économie posées par la science pratique, justifiées par une longue expérience.

BOISGELIN (marquis de), neveu du cardinal, étoit capitaine au moment de la révolution ; il émigra en 1793, et servit dans les armées des princes. Il fut nommé maître de la garde-robe du Roi, son commissaire dans la huitième division militaire, et pair de France en 1815. M. de Boisgelin combattit le projet de loi sur le recrutement de l'armée ; il observa que « la Charte avoit fixé d'une manière invariable les limites de chaque pouvoir, et que leur accord seroit détruit, si l'un d'eux pouvoit entreprendre sur l'autre ou en accepter des concessions. Une loi ne peut donc

pas plus être substituée à une ordonnance, qu'une ordonnance à la loi ; et la distinction qui la sépare tient à l'essence de la monarchie constitutionnelle. C'est donc par sa conformité aux principes établis dans la Charte, qu'il convient d'apprécier la loi proposée. Si on la juge d'après cette règle, comment justifier la proposition d'enlever au Roi une partie des choix qui lui appartiennent, et d'accorder les grâces à l'ancienneté ? La Charte attribue au Roi toutes les nominations dans l'ordre administratif et dans l'ordre judiciaire ; et si elle n'a pas parlé des nominations qui ont lieu dans l'armée, dont elle lui donne le commandement, c'est qu'il n'est venu dans l'esprit de personne qu'on pût la lui contester. Si la profession des armes exige, sous le rapport de l'avancement, une loi particulière, on voudra bientôt soumettre au même régime toutes les autres professions qui méritent d'être encouragées. Conçoit-on quel désordre un pareil système introduira dans le gouvernement, combien il réduira l'influence du chef suprême de l'Etat, combien il lui enlèvera de cet amour et de cette reconnaissance qui s'attachent aux justes récompenses qu'il distribue ? L'autorité royale ne sauroit être affaiblie, sans que l'entière stabilité du gouvernement soit ébranlée. » M. de Boisgelin ajoute judicieusement, que l'armée, instruite passif entre les mains du monarque, étoit un de ces grands moyens d'action dont lui seul a droit de faire usage, qui sont en lui des gages de la sûreté publique, qui hors de lui ne porteroient que honte et confusion. M. le marquis de Boisgelin, lors de la discussion du projet de loi sur la liberté de la presse, prononça un discours éloquent et énergique ; où il se demanda si les lois répressives, dont l'application aux crimes et délits de la presse est l'objet de la loi proposée, sont en rapport avec ces délits et ces crimes. Notre législation à cet égard se réduit à quelques ar-

titres du Code Pénal et à la loi du 5 novembre 1815, sur les écrits séditieux; mais le Code, rédigé à une époque où la presse étoit esclave, n'a pas pu prévenir certaines fautes qu'il est impossible de commettre, et dont la nature plus ou moins grave exigeoit une répression graduée. La loi du 9 novembre, adoptée dans des circonstances difficiles, porte également l'empreinte du moment qui la vit naître, et où les passions avoient repris leur violence: cette loi, base commune de la plupart des jugemens portés contre les écrits, étoit destinée à réprimer les séditions. Convient-il d'appliquer à des paroles indiscrettes la punition qu'elle réservoir à des crimes? Si la proportion entre le délit et la peine est le premier objet de la justice, on peut croire qu'en présentant aux Chambres une loi répressive des délits de la presse, il étoit nécessaire d'y joindre une série de dispositions pénales mieux appropriées à ces délits. La conviction de cette nécessité n'empêcha pas le noble pair d'accorder à l'examen de la loi proposée toute l'attention qu'elle exige. Avant d'apprécier le fond de la loi, il fut arrêté par la forme nouvelle suivie dans sa présentation. Quel nom donner à des amendemens dépourvus d'acceptation, pendant ce caractère sans prendre celui de propositions, quoiqu'ils arrivent dans une forme inusitée pour celle-ci? Le noble pair, sans répondre à cette question, observa, sur le fond de la loi, qu'en appelant successivement à répondre d'un écrit dangereux, l'auteur; le traducteur, l'éditeur, l'imprimeur et le libraire, les premiers articles du projet annoncent l'intention de ne jamais trouver qu'un coupable, et font présager un usage modéré de la loi; mais lorsqu'on examine de plus près cette ingénieuse hiérarchie de responsabilité, on est plus frappé de l'arbitraire qui désigne la tête destinée à porter la peine, que de la clémence qui cherche à réduire le

nombre des coupables. Aux yeux du noble pair, quiconque a encouru un délit, doit porter sa part du châtiment, et concourir à la réparation du dommage. L'article 6, relatif à la provocation directe du crime, et qui soumet tous les complices à une réparation commune, présente sous ce rapport une disposition plus conforme à la justice. Le noble pair proposa de ramener au principe de cette disposition celle des six premiers articles du projet, en leur substituant un article ainsi conçu: « Les auteurs, traducteurs, éditeurs et imprimeurs d'un écrit, le libraire ou tous ceux qui en feroient la vente ou publication, peuvent être poursuivis; mais la culpabilité de l'imprimeur ou du libraire doit être prononcée pour des faits autres que de l'impression et de la distribution. L'article 7 ne paroît susceptible d'aucune objection: mais comment interpréter ou combattre l'article 8, qui, en contradiction formelle avec l'article 7, aux termes duquel, sous peine de saisie, le dépôt doit précéder la publication, établit que la publication commence par le dépôt même? tous les orateurs qui ont combattu cet article ont démontré d'une manière invincible l'impossibilité absolue de confondre ces deux articles absolument distincts, et par leur nature, et par la loi qui les a séparés. Le noble pair donna aux preuves qu'ils ont établies, de nouveaux développemens, d'après lesquels il lui semble impossible de se refuser à l'amendement proposé par la Chambre des Députés. Le noble pair regretta vivement de ne pas trouver dans une loi sur la répression des abus de la presse, les principes du jugement par jury; ce n'est que par ce mode de jugement que la liberté accordée par la Charte peut trouver une véritable garantie. Les magistrats institués par l'autorité, amis de l'ordre par devoir, et pour ainsi dire par habitude, sont trop enclins à voir cet ordre dans l'obéissance au

gouvernement ; il est bon peut-être que le maintien des institutions destinées à défendre la liberté soit confié à d'autres juges. Le noble pair vota l'adoption du projet modifié par l'amendement qu'il a proposé : mais ses avis judicieux ne furent point suivis, et son amendement fut rejeté.

BOISGELIN (le comte de), étoit, depuis la fin de 1814, chef de la dixième légion de Paris et lieutenant des gardes-du-corps ; il refusa d'en remplir les fonctions pendant l'inter-règne, et ne les reprit qu'après le retour du Roi, dans le mois de septembre même année. Le collège électoral de la Seine l'élut membre de la Chambre des députés ; il fut réélu en 1817 par le collège électoral du département d'Ille-et-Vilaine : il a siégé au côté droit, seconde section.

BOISSEI. DE MONTVILLE (baron), pour échapper à une proscription, se retira à Seyssel ; ce fut dans sa retraite qu'il s'occupa de quelques ouvrages utiles. Il publia un mémoire intitulé, *de la Législation des cours d'eau*, où il traite avec autant de force que de précision plusieurs questions importantes de l'économie politique. Il est l'auteur d'un voyage pittoresque de navigation exécutée sur une partie du Rhone réputée non navigable. Il vouloit tenter jusqu'à quel point il seroit possible de rendre navigable le cours du Rhône depuis Genève jusqu'à Seyssel, afin de tirer par la mariue des matières que peuvent fournir les mélèses. Il a publié aussi une description des atomes. C'est pour récompenser des travaux utiles que le roi a créé M. de Montville pair de France.

BOISSY-D'ANGLAS, né à Annonay en 1761, fut nommé député aux États-Généraux, où il demanda qu'on se constituât en Assemblée nationale. Il publia quelques ouvrages

qui lui acquirent quelque réputation. Il répondit à la fameuse lettre que l'abbé Raynal avoit adressée à l'Assemblée nationale contre les principes de la révolution. M. Boissy-d'Anglas fut nommé député à la Convention nationale, où il vota la détention de Louis XVI, l'appel au peuple et le sursis. Il garda le silence pendant le règne de la terreur, et ne reparut à la tribune qu'après le 9 thermidor. Il fit plusieurs rapports sur les subsistances, demanda qu'il fût pris des mesures contre les prêtres perturbateurs, déclama avec force contre les partisans de la monarchie, exalta les avantages du gouvernement républicain, et provoqua des mesures contre les démagogues et les royalistes, qu'il regardoit comme les ennemis de la république. Au milieu de ses erreurs politiques, M. Boissy-d'Anglas proclama des principes de justice et de sagesse. Il proposa d'annuler les jugemens rendus par les tribunaux révolutionnaires, et de restituer les biens des condamnés. L'insurrection du 20 janvier 1795 l'exposa à de grands dangers, qu'il brava avec autant de courage que de sang-froid ; ce noble dévouement excita l'admiration publique, et on lui vota des remerciemens au nom de la patrie. Devenu membre de la commission chargée de présenter un projet de constitution, il fit plusieurs rapports à ce sujet, en présenta un sur les colonies qui furent déclarées parties intégrantes de la république ; il proposa de faire disparaître des lois révolutionnaires toutes les traces de la barbarie. Impliqué dans la correspondance de Lemaitre, agent de la maison de Bourbon, il vit son influence et son crédit s'affaiblir parmi les conventionnels ; on l'accusa d'avoir demandé un président perpétuel au lieu du Directoire, pour donner à la constitution plus de force et d'activité. M. Boissy-d'Anglas passa au Conseil des Cinq-Cents ; il défendit la liberté de la presse, combattit l'amnistie des délits révolutionnaires et la loi du 3 brumaire qui ex-

éluoit les parens des émigrés des fonctions publiques, réclama contre la barbarie de mettre hors de la loi les émigrés rentrés, parla avec éloquence en faveur des prêtres déportés et de la liberté des cultes, demanda la réorganisation des gardes nationales, et dénonça l'arrivée à Paris des terroristes des différens départemens. Ses principes de justice et de sagesse lui suscitèrent des ennemis puissans et nombreux. Condamné à la déportation le 18 fructidor, il parvint à se soustraire à la rage de ses persécuteurs; rappelé en France, M. Boissy-d'Anglas s'attacha au gouvernement de Buonaparte, et en devint l'administrateur et l'apologiste. Napoléon le nomma sénateur en 1805; il prononça un discours où il dit qu'il étoit le seul grand homme, et que le pacificateur l'emportoit en lui sur le guerrier. Au moment de l'invasion de la France, Buonaparte envoya M. Boissy-d'Anglas à la Rochelle, pour y prendre des mesures de salut public; il remplit sa mission avec beaucoup de sagesse et de modération; le Roi le créa pair de France. Pendant les cent jours Napoléon le nomma son commissaire extraordinaire dans les départemens du Midi. A Bordeaux, il organisa toutes les autorités administratives conformément aux vues et à l'intérêt de l'usurpateur; il recut le prix de son zèle et de son dévouement; Buonaparte le créa pair. Cependant l'on s'aperçut bientôt qu'il désiroit secrètement la chute de Napoléon et le rétablissement des Bourbons sur le trône de France; il s'opposa à la sanction de la résolution prise par la Chambre des représentans, qui déclaroit l'indépendance de la patrie, la Chambre en permanence, et coupable de trahison quiconque tenteroit de dissoudre la représentation nationale. M. Boissy-d'Anglas fut nommé membre de la commission chargée de se réunir avec la commission de la Chambre des représentans pour les mesures à prendre dans les dangers de la patrie; il dé-

fendit la déclaration de la Chambre des représentans, qui portoit la formation d'un gouvernement provisoire, et combattit les motions de Labe-doyère et de Lucien Buonaparte, de proclamer sur-le-champ Napoléon II; il s'éleva avec force contre le projet proposé par le gouvernement provisoire et adopté par la Chambre des représentans, relatif à des mesures de sûreté générale; il demanda que l'on désignât par qui la loi seroit exécutée, et qu'on y spécifiât d'avantage les délits. M. Boissy-d'Anglas parvint à faire adapter les amendemens proposés; il termina ainsi son discours : « Les circonstances sont graves et difficiles; notre indépendance est attaquée; peut-être nos institutions publiques sont-elles à la veille d'être renversées : votre vœu est celui de tous les bons Français, et les principes de la justice éternelle sauront les retenir dans leur chute; mais si elles doivent périr, si une subversion absolue doit effacer de nos tables sacrées les lois bienfaisantes que nous avons eu tant de peine à y graver, il seroit encore honorable et beau que du milieu de tant de débris pussent s'élever au-dessus de l'océan des âges les restes sacrés de quelques institutions tutélaires destinées à servir de modèle et de consolation aux races futures. M. Boissy-d'Anglas fut un des commissaires chargés d'aller proposer un armistice au maréchal Blücher. Il présenta ensuite un projet contenant des dispositions qui concilient le principe sacré de la liberté avec les maximes sacrées de l'ordre social. La faction révolutionnaire parvint à faire ajourner indéfiniment ce projet. M. Boissy combattit avec force toutes les propositions du parti révolutionnaire, et l'on peut dire qu'il manifesta les sentimens d'un bon citoyen attaché à son roi. Il fut cependant exclu de la chambre des pairs par l'ordonnance du roi du 24 juillet 1815. Mais une nouvelle ordonnance du 27 août suivant le rétablit dans la dignité

de la pairie. M. de Boissy-d'Anglas a commis de grandes erreurs politiques, elles sont l'ouvrage de son imagination, et l'on peut dire qu'elles n'ont jamais altéré la pureté de son cœur. Il a cru trop légèrement à la stabilité de la république et du gouvernement impérial. L'homme le plus sage et le plus vertueux est soumis à l'erreur. Une opinion fautive n'est point un délit. Il n'y a que les mauvaises actions qui déshonorent. M. Boissy-d'Anglas a réparé ses erreurs par de grandes vertus. Il a proclamé les principes de la justice et de la sagesse. Il a défendu l'innocent et les droits de l'humanité; on peut même dire que pendant les cent jours il a servi avec courage la cause de son roi. M. Boissy-d'Anglas prononça un discours sur le projet de loi relatif à la liberté de la presse; il nous a paru que le noble pair s'est éloigné des principes qu'il a autrefois proclamés sur cette question importante. C'est ici que cette contradiction nous a étonné. Il convient que le nouveau projet de loi n'a pas atteint son but, et qu'il laisse beaucoup à désirer. Cependant il déclare qu'il en votera l'adoption, mais en proposant de l'améliorer et en limitant sa durée de manière qu'il ne soit pas un obstacle à une législation parfaite. M. Boissy-d'Anglas eût mieux fait de voter le rejet de la loi, et de présenter un projet conforme à ses anciens principes. Il pense avec raison qu'il faut renvoyer à un jury la connaissance des délits résultans des abus de la presse; mais par une nouvelle contradiction aussi frappante que la première, il déclare qu'il reproduira la proposition relativement au jury. Elle entraverait et compromettrait peut-être l'adoption de la loi actuelle. Dans la discussion sur le projet de loi relatif à la banque de France, M. Boissy-d'Anglas proposa l'amendement suivant: Le ministre des finances ne pourra en aucun cas exiger de la banque ni prêt, ni escompte, ni emploi de fonds. Cette entière séparation des intérêts

du trésor et de ceux de la banque parut nécessaire au noble pair, pour préserver ceux-ci des dangers auxquels une disposition contraire pourrait l'exposer. C'est sur la confiance que repose le succès d'un pareil établissement, et cette confiance a pour base l'opinion qu'on se forme de la solidité des effets admis à l'escompte, et qui, renfermés dans le portefeuille de la banque, y deviennent le gage des porteurs de ses billets. La solidité des effets escomptés ne peut, à son tour, paroître absolue, qu'autant que la banque pourra, par tous les moyens de droit, contraindre les signataires de ces effets à les acquitter à leur échéance: or, quelle contrainte peut être exercée contre le trésor public? Il faut donc, si l'on veut ménager le crédit de la banque, interdire entre elle et lui toute espèce de rapport. L'expérience vient confirmer cette conclusion. N'est-ce pas à ces rapports trop intimes avec le gouvernement que l'ancienne caisse d'escomptes a dû sa ruine? La banque elle-même n'a-t-elle pas dû à la même cause des embarras qui pouvoient devenir funestes? Le seul moyen de garantir la banque d'une influence dangereuse, c'est de l'isoler entièrement du ministre qui pourroit l'exercer; en vain exigerait-on que le prêt ne pût avoir lieu que sur des effets à échéances déterminées, ces effets se renouvelleraient dans le portefeuille de la banque, et le prêt deviendrait perpétuel. En vain croira-t-on pouvoir emprunter impunément des valeurs qu'elle multiplie à volonté; c'est toujours, en dernière analyse, du numéraire qu'elle prête au gouvernement, parce que les billets émis par elle dans une proportion supérieure aux besoins du commerce, reviennent promptement à l'échange, et finissent par épuiser la caisse. Aussi dira-t-on que le gouvernement qui établit une banque n'en pourra retirer aucun service. Il en est un, bien important, qu'elle lui rendra; d'autant mieux qu'il aura moins de rap-

ports avec elle, c'est de soutenir le crédit, de favoriser le commerce par un escompte modéré, et faire baisser le taux de l'intérêt; s'il prétend exiger d'elle des secours d'un autre genre, il la ruinera infailliblement. M. Boissy-d'Anglas regretta la situation où se trouvoit l'Assemblée relativement au vote de la loi des finances, il crut apercevoir la cause de cette situation dans le parti qu'on a pris de n'accorder aucune indemnité aux députés des départemens; une disposition contraire en assureroit le remède. « Comment, en effet, retenir indéfiniment à Paris, sans ce moyen, un grand nombre des députés, qui ne peuvent ajouter au sacrifice de leur temps celui de leur fortune? Comment exiger d'eux un séjour de six mois dans la capitale? On opposera l'exemple de l'Angleterre: les sessions y sont courtes, et les fortunes considérables. Il n'en est pas de même en France. » Le noble pair est persuadé qu'en rejetant l'indemnité, on parviendra à n'avoir dans la chambre des députés que des ministres, des conseillers d'Etat et des procureurs-généraux. Il annonce son intention de proposer dans la prochaine session d'accorder une indemnité par jour à chaque député qui ne recevra pas du gouvernement à quel qu'autre titre un traitement annuel de douze mille francs. Le noble pair attaque le nouveau principe établi dans le rapport de la commission spéciale, qui tendoit à faire considérer comme inconstitutionnelle la réunion dans la loi des finances, de différentes dispositions relatives, soit au mode de répartition et de perception de l'impôt, soit à l'emploi des fonds en provenans. Ce principe, dont la découverte est annoncée comme un perfectionnement important dans notre législation française, parut à M. Boissy-d'Anglas très-peu conforme au système de la Charte, et les dispositions qu'on voudroit exclure de la loi des finances lui semblent au contraire ne pouvoir être mieux placées que

dans cette loi: cet examen approfondi de cette question lui sembla hors de propos en ce moment; mais il eut nécessairement au moins de réclamer contre une doctrine dont les conséquences auroient de graves inconvéniens. Le noble pair, à l'occasion des lois rapportées dans le titre 4 du projet de loi sur les finances, et qui défendent de cumuler une pension avec un traitement, s'éleva contre cette défense. Il observa « que la pension étoit le prix d'un service passé, le traitement celui d'un service actuel. Qu'y a-t-il de commun entre l'un et l'autre, et pourquoi interdire au pensionnaire l'usage des moyens qu'il peut consacrer encore au service de la chose publique? » La Chambre parut peu satisfaite des observations de M. Boissy-d'Anglas, elle adopta le titre 4 du projet de loi. M. Boissy-d'Anglas, qui a si long temps proclamé le système républicain, a un penchant décidé pour les idées libérales; il devoit nécessairement combattre la proposition de M. Barthélemy, qui tendoit à modifier la loi sur les élections, cette loi qui a excité tant de réclamations, et qui est vraiment une institution démocratique. (Voyez BARTHÉLEMY.) Le noble pair observa qu'une proposition aussi vague n'étoit propre qu'à jeter l'alarme. « Toute loi nouvelle peut sans doute se considérer comme un essai, plus ou moins susceptible d'être modifié par l'expérience; mais pour améliorer une loi, il faut indiquer ses vices et proposer de meilleures dispositions; demander qu'elle soit changée, sans dire en quoi elle est defectueuse, c'est une démarche aussi étrange qu'inutile: sur quoi la Chambre aura-t-elle à se décider? où s'attachera l'opinion publique? ne sera-t-elle pas justement alarmée d'une attaque dont on semble prendre à tâche de lui dérober le but? Si l'auteur de la proposition se fût élevé contre l'abus des patentes; s'il eût demandé le rapport de la disposition qui réunit les élec-

teurs au chef-lieu, on sauroit à quoi s'en tenir, la discussion auroit un objet de discussion; mais rien ne circonscrit son effrayante latitude, et toute la loi paroît menacée. Un pareil exemple entraîneroit les plus fâcheuses conséquences. » M. Boissy-d'Anglas appuya la proposition de M. Lally-Tollendal, qui tendoit à supplier le Roi de décerner à M. le duc de Richelieu une récompense nationale. Le noble pair soutint « que la Chambre avoit la faculté de supplier le Roi de proposer une loi sur quelque objet que ce soit; tout ce qui intéresse l'ordre public, la gloire ou la prospérité de l'état, peut donc être, sans aucune exception, l'objet d'une supplique adressée au Roi par les Chambres: pourquoi opposer à l'exercice de ce droit des bornes que la Chambre n'a point indiquées? La proposition soumise à la Chambre, motivée sur des services que personne ne conteste, parut à M. Boissy-d'Anglas digne d'être accueillie, et portée par voie de supplique aux pieds du trône. Il observa que la Chambre ne devoit point être arrêtée par la déclaration contenue dans la lettre de M. le duc de Richelieu, sa modestie peut repousser l'hommage qui lui est offert, sans qu'il convienne à la Chambre de s'en départir: c'est l'intérêt public, c'est la gloire de la nation, et non des convenances personnelles, qui doivent régler les déterminations de l'assemblée. » M. Boissy-d'Anglas défendit la proposition et le rapport de la commission tendant à l'entière abolition du droit d'aubaine et de détraction: le noble pair en présenta le tableau historique; il développa de grandes connoissances sur cette question importante. La conviction intime d'une utile vérité déterminina l'Assemblée constituante à proclamer l'entière abolition du droit d'aubaine. Malheureusement, les troubles politiques qui suivirent de près cette sage décision, ne permirent pas à la France d'en recueillir le fruit.

Bientôt ce système fut remplacé dans le Code par l'ancien système de la réciprocité. Il faut convenir qu'au premier coup-d'œil ce système de réciprocité paroît satisfaisant; mais M. Boissy-d'Anglas observa qu'envoyé de près, il ne peut soutenir l'épreuve d'un sérieux examen. « Quel intérêt pourroit avoir la France à favoriser l'établissement de ses habitans sur un sol étranger? Est-il à désirer pour elle, qu'ils soient aussi bien traités chez les autres peuples pour y trouver une nouvelle patrie? Ce qui l'intéresse, ce qu'elle doit souhaiter, c'est d'attirer chez elle, beaucoup d'étrangers, beaucoup d'hommes riches et industrieux de tous les pays: qu'ils viennent relever, par une utile concurrence, la valeur de nos propriétés foncières; prendre part à l'adjudication de nos fonds, au travail de nos canaux et de nos dessèchemens; accroître, par de nouveaux procédés et par l'emploi d'immenses capitaux, l'activité de nos manufactures. Mais ces résultats importants, ce n'est que d'une loi fixe et invariable qu'on peut les attendre: ils ne peuvent être l'effet des transactions passagères qu'amènent les négociations diplomatiques. » Le Roi, conformément à la résolution de la Chambre des pairs, lui fit présenter un projet de loi, portant l'entière abolition du droit d'aubaine et de détraction: une commission fut nommée pour l'examen; M. Boissy-d'Anglas en fit un rapport clair, lumineux et savant. Le noble pair observa que la question se présentait revêtue de tout l'éclat de l'initiative royale, et appuyée sur de précédens suffrages émanés de la sagesse de la Chambre des pairs. L'opinion générale avoit depuis long-temps réclamé l'abolition absolue du droit d'aubaine; des écrivains supérieurs l'avoient proscrite dans des ouvrages qui ont honoré l'esprit humain et contribué à éclairer le monde. L'Assemblée constituante pronouça solennellement l'abolition du droit d'au-

haine envers toutes les nations de l'Europe : le dernier gouvernement suspendit son abolition pour tous les peuples qui n'adopteroient pas, par rapport à nous, cette législation politique, et établit un système de réciprocité qui a fait jusqu'à ce jour la base de notre jurisprudence. Cette réciprocité a paru à plusieurs bons esprits le résultat d'une justice rigoureuse : cela pourroit être, sans qu'il fallût conserver le même système ; car il ne faut pas être rigoureux envers les autres contre son intérêt particulier, et il n'est pas d'une saine politique d'user de tous ses droits quand leur application peut être nuisible. M. Boissy-d'Anglas développa ces observations avec beaucoup de clarté et de précision. Il examina ensuite dans un détail étendu la législation des peuples envers les étrangers, et c'est dans cette partie historique qu'il montra de grandes connaissances. M. Boissy-d'Anglas répondit à quelques objections qui furent proposées dans la discussion préliminaire. On a prétendu qu'il pourroit être dangereux d'appeler sur le territoire de la France un trop grand nombre d'étrangers, et de donner, sur-tout aux sujets des gouvernemens avec lesquels nous serions en guerre, les moyens et les facilités de venir nous attaquer soudainement au milieu de nous d'une manière plus funeste ? Mais, répond le noble pair, les étrangers que nous appellerons par l'abolition du droit d'aubaine, ne sont pas ceux qui peuvent être à craindre, soit dans la paix, soit dans la guerre ; eux-ci seront propriétaires et riches, et par conséquent intéressés à maintenir la tranquillité et la paix publique ; les étrangers qui sont à craindre, ceux qui sont dangereux partout, et que tout gouvernement doit surveiller et réprimer, composent cette classe d'hommes sans fortune, sans talens et sans industrie ; cette écume des nations qui se soulève à la moindre agitation politique, qui se porte partout où il y a des trou-

bles et l'espoir de commettre des crimes, et dont malheureusement nous n'avons que trop bien vu l'existence au sein de nos divisions intestines ; mais ceux-là sont indifférens à l'abolition du droit d'aubaine, car ils n'ont rien, ne possèdent rien ; ils n'achètent ni n'héritent. M. Boissy-d'Anglas proposa l'adoption du projet. La Chambre prononça cette adoption. On discuta dans la Chambre des pairs l'article à du projet de loi relatif à la poursuite et au jugement des crimes commis par la voie de la presse, ou par tout autre moyen de publication. Cet article porte qu'en cas d'offense envers les Chambres, les poursuites ne pourront avoir lieu qu'autant que la Chambre qui se croira offensée aura autorisé la poursuite. M. Boissy-d'Anglas combattit cet article ; il observa que distinguer, ainsi qu'on le fait, entre la diffamation et l'offense, c'étoit changer la difficulté, et non la résoudre ; que le prévenu ait à se défendre d'une offense ou d'une diffamation, il n'en sera pas moins autorisé, lui seul ou ses conseils, à faire usage devant la cour d'assise de tous les moyens qui lui paroîtront propres à contribuer à sa justification, et dans ce nombre, sans doute, ne sera pas omise la vérité réelle ou prétendue des faits qu'il aura publiés. L'embarras est donc le même, quelle que soit la qualification donnée au crime. La Chambre des pairs, la Cour suprême de justice, ne sera pas moins en jugement devant un tribunal, exposé à tout ce qu'un accusé croit pouvoir se permettre dans l'intérêt de sa défense ; les journaux, les entretiens, propageront le scandale ; la France, l'Europe entière, prononceront entre la Chambre et l'auteur d'un libelle. Les Chambres, a-t-on dit, sont dans la même position que le Roi : non, car le Roi n'a pas eu besoin d'autoriser les poursuites. On a craint de rendre les Chambres juges dans leurs causes. M. Boissy-d'Anglas répond bien faiblement à

cet argument pressant ; il a dit que les offenses faites aux Chambres intéressent la dignité de l'état ; autrefois les cours de justice prononçoient à ce titre dans leur propre cause : le parlement d'Angleterre suit cet usage ; et s'il falloit établir à l'égard des Chambres quelques dispositions additionnelles de la Charte , qui empêcheroit de les adopter ? M. Boissy-d'Anglas proclame ici une erreur politique. Aucun corps constitué ne peut juger dans sa propre cause : ce seroit une violation de tous les principes. Le Roi lui-même ne peut pas exercer ce droit ; le parlement d'Angleterre ne suit pas cet ordre prescrit par la justice : c'est ici un vice de la constitution Britannique.

BONALD (vicomte de), est issu d'une des plus anciennes familles de Rouergue. Son attachement à la monarchie , ses principes de morale et de religion qu'il n'a cessé de manifester et de proclamer , lui attirèrent la haine des révolutionnaires. Il quitta la France en 1791 , et dans son exil il composa la *théorie du Pouvoir politique et religieux* , ouvrage plein de vues sages et de réflexions judicieuses. Il eut l'honneur de l'adresser au Roi ; il y prédit son rétablissement sur le trône de ses pères. Il entra en France dépouillé d'une grande partie de sa fortune et chargé d'une nombreuse famille. M. de Bonald concourut en 1806 à la rédaction du *Mercur* et de quelques journaux. Il fut , en proclamant les véritables principes de la politique et de l'ordre social , conserver l'indépendance , la fermeté de son caractère et la liberté de ses opinions. M. de Bonald fut nommé , en 1808 , conseiller titulaire à l'Université , et rejeta toujours toutes les sollicitations qui lui furent faites de s'engager au service de Buonaparte. Il refusa la place de gouverneur du fils de Louis Buonaparte , roi de Hollande , qui lui fut offerte par une lettre auto-

graphe. Le Roi , à son retour , nomma M. de Bonald , membre du conseil royal d'instruction publique ; il en cessa bientôt les fonctions. Il fut élu en 1815 membre de la Chambre des députés ; il y prononça plusieurs discours où brillent éminemment l'éloquence et l'attachement le plus sincère à la monarchie et à la religion. Il demanda la dissolution du divorce , défendit la cause du clergé , proposa de rendre à la religion les biens non vendus , et il vota pour le renouvellement intégral des assemblées électORALES par chaque année ; il montra de grandes connoissances en finances en discutant le budget. M. de Bonald fut nommé membre de l'Académie française , le 21 mars 1816. M. de Bonald a été réélu , en septembre 1816 , à la Chambre des députés. Il a siégé au côté droit , première section. En décembre 1817 , M. de Bonald combattit , dans un discours plein de force , d'éloquence et de grandes vérités , le projet de loi relatif à la répression des abus de la liberté de la presse. « Jusqu'à présent , dit-il , la liberté de la presse a été considérée plutôt sous le rapport de la constitution que sous le rapport de l'esprit et des mœurs , je veux dire de l'état moral de notre pays , et présentée plutôt comme article d'une loi fondamentale , que comme loi fondamentale elle-même , et même , dans l'état actuel des esprits en Europe , la plus fondamentale de toutes les lois , puisqu'elle peut assurer ou compromettre la stabilité de toutes les autres. La France l'attendoit cette loi sur la liberté de la presse , elle l'attendoit complète et définitive ; elle avoit espéré que le législateur poseroit enfin , d'une main ferme , la limite qui sépare ce qui est permis de ce qui est défendu , et traceroit des règles générales en laissant aux tribunaux le soin d'en faire l'application aux cas particuliers. Notre attente a été trompée , on nous a présenté une loi toute de circonstance , qui se reporte elle-même à une autre

faite pour une autre circonstance ; ou pour mieux dire on nous a présenté quelques articles d'un Code de procédure qui pourroit être l'objet d'une consultation de jurisconsultes plutôt que d'une délibération de législateurs. M. de Bonald pense qu'il faut laisser aux journaux, sous la condition de la répression légale, une honnête, juste et impartiale liberté, non-seulement parce qu'ils sont devenus par la faute du gouvernement le premier plaisir des peuples policés, qui paient assez cher leurs besoins pour qu'on leur laisse goûter quelque liberté sur les plaisirs, mais parce que les journaux remplissent une fonction plus importante et d'un ordre plus élevé. L'orateur entre dans une discussion approfondie sur ce qui, dans les ouvrages d'esprit, distingue ce qui est permis de ce qui est défendu ; et après avoir exposé les points de morale et de religion qui sont hors des controverses humaines, il ajoute ces réflexions : « Gouvernemens, laissez donc à la pensée son libre et légitime exercice ; que tout ce que les hommes ont fait puisse être l'entretien des hommes ; même dans les matières permises à leur discussion, que vos censeurs repoussent, que les tribunaux condamnent tout ce qui porte le caractère de libelle et de déclamations violentes, et le mensonge, le sarcasme, la calomnie et l'injure ; si les tribunaux ne les souffrent pas dans les débats judiciaires, que la loi les interdise dans les discussions publiques. Laissez le champ libre à des opinions dont l'opposition est inévitable, puisqu'elles ont leurs racines dans l'opposition des principes qui constituent le gouvernement. Juges du camp, ne permettez pas que les uns y paroissent désarmés, exposés sans défense aux coups de leurs adversaires ; ne fermez pas la lice de la pensée, puisque la constitution l'a ouverte, et ne vous plaignez point du trop grand nombre d'écrits, lorsque les institutions plus

libérales que prudentes multiplient sur tous les points les écrivains, et que la munificence publique va les faire naître jusques dans les derniers rangs, et sans trop savoir à quoi et comment la société pourra les employer. Eh ! qu'on ne croie pas cependant que nous veuions réclamer une liberté d'écrire qui seroit plus dangereuse que l'interdiction de tous les écrits. Si nous nous plaignons de la faiblesse des lois qui encouragent la licence sans assurer la liberté, et menacent l'écrivain sans garantir la société contre ses écarts ; si nous demandons le jugement par jurés, c'est que nous ne connoissons pas de tribunal plus solennel et plus propre à honorer les lettres, même en punissant les écrivains coupables ; et ce ne sont pas sur-tout des garanties que nous cherchons contre le pouvoir, c'est le pouvoir qui est notre garantie universelle, et si nous lui en demandons de plus expresses, c'est uniquement contre nous-mêmes et contre nos passions. Qu'on ne s'exagère pas la difficulté de démêler des décrets cachés sous l'art de la composition et les artifices du style. » En février 1818, M. de Bonald, dans un discours plein d'énergie et d'éloquence, attaqua le projet de loi sur le recrutement de l'armée ; il soutint que c'est à son recrutement forcé que la France a dû son territoire et sa capitale envahis. Il examina si la position territoriale de la France peut se concilier avec le système militaire que le projet de loi tend à introduire dans notre organisation politique. Pour résoudre cette question, l'orateur peint avec tout le charme de son style le prompt accroissement du territoire français sous les Bourbons. Après avoir prouvé la nécessité et l'obligation de défendre les prérogatives royales, et démontré les vices et les inconvéniens des armées nationales, il termina son discours par ces réflexions judicieuses : « Laissez l'armée telle qu'elle est, et ce qu'elle doit être, ne la faisons pas plus na-

tionale que le Roi, puisque le Roi qui la commande est aussi constitutionnel et plus national que nous. Pensons que tout ce que de vaines craintes, de honteuses jalousies oteront au pouvoir légitime du souverain, nous le préparons de loin pour une autorité usurpée; laissons au Roi, chef suprême de l'armée, un grand pouvoir; laissons l'armée au Roi pour qu'elle soit à nous: qu'elle soit l'armée du Roi pour qu'elle soit l'armée de la patrie; et parce que dit Bossuet, ce que vous voudriez faire, faible à vous opprimer, deviendrait impuissant à vous défendre. Rendez le peuple bon pour qu'il soit heureux, et heureux pour qu'il soit bon. Ce sont là les vrais élémens de la force des nations, et nous n'avons pas besoin alors, pour défendre l'Etat, d'opprimer la famille. » M. de Bonald, dans la discussion du budget de 1818, ne voulut ni exagérer l'état de la France ni vanter sa résignation; il observa que de l'excès du mal naissait le remède. « La France, dit-il, ne peut pas périr; si cette fille née de la civilisation pouvait être effacée du milieu des nations, l'Europe entière ne comblerait pas le vide que laisserait son absence, et tous les Etats s'effondreraient dans l'abîme qu'ils auraient ouvert. » M. de Bonald, sans se répandre en plaintes inutiles sur l'excès des charges, examina si l'impôt ou l'emprunt peuvent y suffire. Il observa qu'on avait fait quelque progrès dans l'espoir de voir diminuer l'impôt foncier, et qu'on marchait vers un système d'impositions plus en harmonie avec la matière imposable. En effet, plus les propriétés tendent à se diviser, moins il est possible d'accroître l'impôt foncier; plus les consommations augmentent, plus il est possible d'étendre le système des contributions indirectes. Or, cet état est-il le nôtre? les consommations ont dû augmenter à la division des propriétés. M. de Bonald s'est plaint, avec raison, des fortunes colossales; les grands capitaux

s'engrèment dans la masse pour se réunir dans quelques mains. L'orateur examina le chapitre des économies. Il s'éleva contre celle qui tendrait à priver la couronne de l'alliance des Suisses, et du concours de leurs troupes avec les troupes françaises pour la défense du trône et de l'Etat. Les Suisses ont ouvert leur territoire à l'indépendance et l'ont fermé à l'oppression; de tout temps ils ont été nos fidèles alliés, et plutôt à Dieu que tous tant que nous sommes nous fussions aussi bons français que ces braves et fidèles étrangers! » Cette dernière phrase excita des murmures et des réclamations. M. le garde-des-sceaux l'invita, avec raison, à supprimer de son discours cette phrase échappée à sa verve éloquent. M. de Bonald a reconnu son erreur, il a consenti à cette suppression, et la Chambre, alors, a ordonné l'insertion de son discours. Dans la discussion du budget particulier du ministre de la guerre, M. de Bonald considéra la loi sur le recrutement de l'armée sous les rapports politiques; il renouvela les raisons qui l'avaient décidé à voter le rejet. Il était naturel que les mêmes débats qui s'élevaient élevés contenaissent lorsqu'il faudrait lui donner ses premiers développemens. Le ministre de la guerre prétendit qu'il fallait voter une somme de cent millions pour l'organisation de l'armée. M. de Bonald prouva démonstrativement que s'il y a un état au monde qui puisse se passer de nombreuses armées, et qui peut le premier donner le bel exemple d'un désarmement presque général, c'est sans contredit la France couverte par les deux mers, par des barrières naturelles qui la séparent d'un état inoffensif, à l'Orient, par deux peuples essentiellement ses amis et ses alliés, et du seul côté accessible, par un triple rang de places fortes; on dirait plus, et l'histoire moderne à la main, on oserait avancer qu'on n'a rien fait avec de grandes armées; on dit rien, car à la guerre

comme au jeu il ne faut pas compter les coups brillans et heureux, mais ce qui reste à la fin de la partie. On ne parle pas de la coalition des souverains contre la France, événement prodigieux qui a amené sur la France, non des armées, mais des nations. Ce sont des torrens qu'on laisse passer. M. de la Bourdonnaye demanda si cent cinquante ou cent soixante mille hommes forment une armée trop nombreuse pour la France. M. de Bonald répond oui, et non : non, si on évalue les forces de quelques autres Etats ou la population de la France ; oui, si l'on prend en considération l'épuisement de nos finances, la situation de l'Europe. M. de Bonald s'élève à de plus hautes considérations : il pense que nous avons fait de grandes choses avec nos armées, et qu'il nous en reste une plus grande à faire, et qui se fait sans armées ; afin de rétablir la France épuisée par ses longues convulsions, il faut ce qui est nécessaire pour rétablir une maison ruinée : l'économie ; il faut la fortifier par l'aisance des peuples en y rétablissant l'ordre, la religion, les mœurs publiques. Veillons à ce que nos doctrines n'épouvantent pas l'Europe, et que nos théâtres n'insultent pas les étrangers. Il faut traduire cet axiome : *Si vis pacem, para bellum*, dans la langue des peuples modernes. Les peuples anciens étoient toujours prêts à faire la guerre ; les peuples civilisés doivent toujours être prêts à la recevoir ; et cette dernière préparation est moins dans les préparatifs militaires que dans des institutions politiques. M. de Bonald se réserva de voter sur les différentes réductions. Dans la discussion du projet de loi concernant la récompense nationale à accorder à M. le duc de Richelieu, M. de Bonald en vota le rejet. Nous aurions désiré que ce savant publiciste n'eût point traité cette question en métaphysicien, et qu'il n'eût point applaudi à la doctrine de M. Kératry, dont

il se déclara l'admirateur. M. de Bonald prétendit que le majorat n'est pas le dernier développement et la plus grande extension de la primogéniture établie par la nature même chez les peuples les plus anciens comme dans nos sociétés modernes. Ce Caraïbe, qui ne voit devant lui que la génération qui lui succède, laisse en mourant, au plus fort de ses enfans, son arc et ses filets. L'homme civilisé, qui reçoit de la société civilisée et monarchique, à laquelle il appartient, des pensées d'avenir et des idées de postérité et de perpétuité, laisse à toutes les générations qui lui succéderont une partie de son patrimoine, qui devient dès-lors le leur. C'est dans ces divers états de société le même principe, le principe naturel de conservation de la société, auquel le pouvoir domestique, dans ces divers états, obéit dans ses dernières dispositions. » M. de Bonald rendit une pleine et entière justice aux qualités personnelles de M. le duc de Richelieu, à la noblesse de son caractère, à l'élevation de ses sentimens, à la droiture de ses intentions ; mais il craignit, en le dotant sur les domaines de l'Etat, d'ouvrir une porte en France, qui une fois ouverte ne se fermeroit plus. Il lui parut décent que ceux dont l'Etat a pris les biens, se montrent plus avarés des biens de l'Etat, et en désirant, pour M. le duc de Richelieu, toutes les récompenses que la munificence royale puisse lui accorder, il pensa que, pour l'éclat du trône, l'avantage des peuples, l'affermissement du principe de propriété, si violemment ébranlé, les domaines de l'Etat, quels qu'ils soient, devoient être et rester à jamais inaliénables.

BONDY (le comte Taillepied de), se distingua dans les sections de Paris contre la convention au 13 vendémiaire ; il se lança dans la scène politique en 1809. Bonaparte le nomma chambellan, maître des requêtes,

et préfet du Rhône. En janvier 1811 il adressa à Napoléon, au nom du commerce de Lyon, des félicitations sur son décret pour la destruction des marchandises anglaises, et lui dit : « N'en doutez pas, Sire, le commerce français dont le sort est désormais lié aux profondes conceptions de votre génie mettra sa gloire à seconder vos vues. Quelques intérêts froissés dont la magnanimité impériale adoucit le malheur n'imposeront point silence à la conscience nationale ; guidé par votre génie, le commerce s'élance dans l'avenir, et croit déjà voir le continent ramené à ses vrais intérêts. » A l'approche de l'ennemi, M. de Bondy se dévoua entièrement à Napoléon, cependant il adhéra à sa déchéance et au retour des Bourbons ; pendant les cent jours il fut nommé préfet de Paris avec le titre de conseiller d'Etat, et signa l'adresse déliée au nom de Paris ; c'est un monument de délire et de démence. M. de Bondy fut un des commissaires chargés de négocier l'armistice du 3 juillet ; au second retour du roi il fut remplacé par M. Chabrol, et nommé à la préfecture de la Moselle ; mais il donna bientôt sa démission. M. de Bondy a été nommé député au nouveau corps législatif en septembre 1816, par le collège électoral du département de l'Indre, et a siégé au côté gauche, seconde section. M. de Bondy défendit le projet de loi relatif au recrutement de l'armée. Il proposa quelques amendemens. Il soutint le système des enrôlemens volontaires. M. de Bondy nous assure que tandis que le choix du roi élèvera rapidement aux premiers emplois des officiers qui, dans la vigueur de l'âge et toute la force du génie et du talent, peuvent rendre de grands services à la patrie, quelques-uns de ceux qui, moins distingués ou moins favorisés par le hasard des combats, auront blanchi dans les camps et donné constamment l'exemple des vertus guerrières, pourront aussi obtenir ces hautes récompenses, et nos armées

ne seront pas moins honorées par l'illustration de ces vieux soldats que par les trophées de nos plus grands capitaines. « Eh quoi ! dit M. de Bondy, le roi, chef suprême de l'Etat, disposant, pour la défense de la patrie et de sa couronne, de la portion de nos propriétés, et du nombre de nos bras que la loi met à sa disposition, nous appelle indistinctement aux armes : religieux observateur de la Charte, il ouvre à tous une libre carrière, il montre à tous le but que chacun peut atteindre selon ses forces et son courage : et nous, représentants du peuple français, nous chercherions à relever dans cette carrière les obstacles, les entraves, les barrières de la féodalité ! Non, sans doute, et à Dieu ne plaise que nous puissions méconnoître à ce point nos droits et nos devoirs ! » On voudrait bien savoir si ceux qui ont combattu le projet de loi relatif au recrutement de l'armée veulent rétablir le règne des lois féodales.

BONNAY (le Marquis de) entra dans les gardes du Roi en 1774. Il fut nommé député suppléant aux Etats-généraux, et entra à l'Assemblée nationale en remplacement de M. de Damas. Nommé président, il défendit les ministres inculpés à l'occasion d'un passage de troupes sur le territoire français. Il prit aussi la défense des gardes-du-corps sur les journées des 5 et 6 octobre 1789. Il prononça le premier, au 14 juillet 1790, le serment civique, qui fut ensuite répété par tous les fédérés civils et militaires. M. de Bonnay fut accusé par le Comité des recherches comme ayant été instruit du départ de Louis XVI ; il se justifia en disant : « Si le Roi m'avoit demandé mon avis, je ne lui aurois pas conseillé ce départ ; mais s'il m'avoit choisi pour le suivre, je répète que je serois mort à ses côtés, et que je me glorifierois d'une telle mort. » Cette réponse est bien digne d'un brave et loyal chevalier français. M. le marquis de Bonnay fut dénoncé à la Convention na-

tionale comme ayant entretenu des correspondances avec les émigrés : des commissaires furent envoyés pour faire une perquisition exacte de ses papiers; on trouva un paquet sur lequel étoient écrits ces mots : *Pour être brûlé après ma mort, sans qu'il en reste de vestiges; je le demande par le respect dû aux morts.* Ce paquet fut envoyé à l'examen du comité de sûreté générale : ce paquet mystérieux n'étoit qu'un porte-feuille de l'amour. M. le marquis de Bonnay a montré un zèle constant et un dévouement soutenu à la cause royale. Il accompagna Louis XVIII dans son exil, et fut le ministre intime de Sa Majesté, lors de son séjour à Varsovie. Le Roi le nomma, en 1814, ministre plénipotentiaire de France à Copenhague, et pair de France. Dans un discours qu'il prononça en avril 1816, M. de Bonnay lança quelques traits contre la Chambre des députés, qu'il accusa de mettre des entraves éternelles aux opérations du gouvernement.

BOREL DE BRETIZEL, fut nommé député au Conseil des Cinq-Cents par le département de l'Oise. Il se déclara contre la révolution du 18 fructidor. Après le 18 brumaire il fut élu membre du tribunal de cassation. Il adhéra à la déchéance de Buonaparte. Il a été nommé, en 1817, membre de la Chambre des députés par le collège électoral de l'Oise. Il a siégé au côté droit, seconde section.

BORGES DE BORDES, fut élu député en 1816, par le collège électoral du département du Finistère. Il a siégé au côté gauche.

BOURCIER (le Comte de), entra dans la carrière militaire, où il se distingua par sa valeur. Il parvint par son mérite aux différens grades supérieurs. Buonaparte le nomma conseiller-d'état et membre du conseil d'administration du département de

la guerre. Il combattit à Elchingen, à Ulm et à Austerlitz. Il fit la campagne de 1806, contre les Prussiens, et celle de l'Italie contre les Autrichiens. En 1812 il se trouva à Wilna, lors de la désastreuse retraite de Moscou. Le duc de Bassano, inquiet sur le sort de Buonaparte, l'envoya au-devant de lui. Il parvint à le dégager au moment où il alloit être pris par les Cosaques. Il revint à Berlin, et y réorganisa la cavalerie. Le Roi le nomma chevalier de Saint Louis en 1814. M. le comte Bourcier a été nommé au nouveau Corps-législatif en septembre 1816. Il a siégé au côté gauche.

BOURDEAU, fut nommé, en septembre 1815, député au Corps-législatif par le département de la Haute-Vienne. Le Roi le nomma, en 1816, procureur-général de la cour royale de Rennes. Il a été élu député en septembre 1816. Il a siégé au côté droit, seconde section. En décembre 1818, M. Bourdeau défendit le projet de loi relatif aux abus de la liberté de la presse; il s'opposa à l'établissement du jury; il observa que les tribunaux, habitués à prononcer sur le dol, la fraude, sont plus propres que le jury à juger ces sortes de délits. Il ajouta que « dans les degrés de juridiction établis par la loi, ils offrent une garantie qu'on lui ôteroit par l'établissement d'un jury, et que cet attentat à la constitution seroit contraire aux intérêts des prévenus des délits de la presse. Les partisans du jury, s'écria-t-il, ne consultent que sa beauté théorique; mais qu'ils viennent dans nos tribunaux, ils en connoîtront les inconvéniens. On cite l'Angleterre, où, pour fait de presse, tout se décide par jurés, délits et crimes; mais ce qui peut convenir aux Anglais ne seroit pas bon en France : les Anglais eurent besoin de la liberté de la presse pour en venir à la jouissance des concessions royales qui leur ont été successivement faites; nous, au contraire, nous avons obtenu

du Roi, non pas pièce à pièce, et par intervalles, mais tout d'un coup et par un seul jet, tout autant, et peut-être plus de libertés que nous n'en pouvons souffrir, et il est permis de douter à présent si la liberté de la presse et des journaux ne la conduiroit pas sous son patriotisme à quelque bouleversement. » M. Bourdeau, en janvier 1818, dans la discussion relative au projet de loi sur le recrutement de l'armée, ne parut point décidé dans son opinion : tantôt il le défendit, et tantôt il le combattit ; il traita des questions étrangères à son sujet, et s'embarrassa dans des digressions fatigantes : il examina la nature du gouvernement représentatif et celle du gouvernement constitutionnel, et il crut en pouvoir expliquer la différence, comme si notre gouvernement constitutionnel n'étoit pas un gouvernement représentatif. M. Bourdeau combattit la résolution de la Chambre des pairs concernant la loi des élections ; il auroit désiré qu'elle fût votée sans aucune discussion préalable ; il appuya cette opinion sur des raisons bien foibles : il prétendit qu'aucun député ne pouvoit avoir l'espérance et la prétention de changer les opinions qui ont même avancé le rapport sur la proposition. Il semble que M. Bourdeau veuille regretter cette ancienne organisation du Corps-législatif, qui avoit imprimé le sceau du silence sur les lèvres des députés. La proposition de M. Barthélemy méritoit un examen réfléchi et une discussion approfondie. On n'aperçoit dans le discours de M. Bourdeau que des erreurs et des sophismes : il observa que « si une loi est juste, si elle est conforme à nos mœurs, basée sur nos institutions, justifiée par de bons résultats, la raison sera assez forte pour la préserver des atteintes qu'on voudroit lui porter : si elle est mauvaise, si elle blesse les intérêts généraux, si ses effets et ses conséquences dérangent l'ordre social qu'elle doit protéger, tous les efforts pour la défendre sont impuis-

sants. Le temps, qui domine toutes les passions, l'expérience qui les éclaire, et le calme, l'auront bientôt renversée. » En proposant cette question, M. Bourdeau la décide ; en émettant des vérités générales, il semble que l'orateur veuille défendre la proposition de M. Barthélemy en voulant la combattre. « Des abus, des vices, dit-il, peuvent être remarqués dans une loi et dans son exécution ; en ce cas, et lorsque la pratique les a dévoilés, c'est à la sagesse à en méditer la réforme ; mais la sagesse ne précipite pas, ne brusque pas ses mesures, et lorsqu'elle n'a qu'un moyen d'indication, elle prend son temps pour le dépouiller de tout ce que les circonstances pourroient lui donner d'hostile ou d'offensif. Si ces abus, si ces vices sont patents, et leurs conséquences funestes, le gouvernement, qui veille au salut commun, et à la responsabilité duquel l'exécution des lois est confiée, saura les faire connoître et en proposer le remède.

BOURDONNAIE BLOSSAC (comte de la), voulut mettre des restrictions au serment qu'il devoit prêter dans la séance royale du 9 octobre 1815, qui avoient pour objet les intérêts de la religion. La Chambre décida que s'il ne se bornoit pas au serment pur et simple, il cesseroit de faire partie de ses membres. Il obéit. Le Roi a créé M. le comte de la Bourdonnaie pair de France.

BOURDONNAIE (le comte de J.), servit long-temps dans les armées de la Vendée, où il se distingua par son courage et son dévouement à la cause royale. Il fut élu membre de la Chambre des députés en septembre 1815, où il vota constamment avec la majorité : il fut réélu en septembre 1816 par le collège électoral de Maine-et-Loire ; il a siégé au côté droit, première section. M. de la Bourdonnaie, en décembre 1817, combattit le projet de loi relatif à la

répression des abus de la presse : il examina si les lois sur la presse et les journaux ont été exécutées dans le sens de réunir tous les intérêts et de maintenir les doctrines constitutionnelles. Après avoir fait valoir les avantages de la liberté des journaux pour l'opinion et pour l'esprit public, M. de la Bourdonnaie observa qu'il falloit réprimer l'abus et les désordres par une législation précise ; mais que rien n'étoit plus contraire à un gouvernement représentatif que d'enchaîner cette liberté par des précautions de police, et d'effrayer par des mesures arbitraires. M. de la Bourdonnaie combattit avec la force de sa logique le projet de loi sur le recrutement de l'armée ; il le considéra comme la conscription appropriée à l'état de paix dont nous jouissons, et déjà plus rigoureuse qu'elle ne l'étoit en 1801 et 1802, puisque la France, composée alors de 104 départemens, ne fournissoit que trente mille hommes chaque année pour l'armée active. M. de la Bourdonnaie attaqua l'article sur les légionnaires vétérans, et il examina ensuite la partie du projet relative à l'avancement ; il soutint que fixer l'avancement de l'armée par une loi, c'est instituer les Chambres juges de son exécution ; c'est annoncer à l'armée que son sort ne dépend plus de son chef ; c'est placer la force dans la force ; c'est offrir à tous les mécontents un recours ; c'est appeler ce recours. Si les Chambres, par suite de ce recours, admettent des pétitions de l'armée pour juger le mérite, et en font l'objet d'une enquête, la subordination militaire est détruite, et tous les pouvoirs sont concentrés dans les Chambres ; alors ou elles imiteront le sénat de Suède à la mort de Charles XII, et ne laisseront au Roi qu'une ombre de pouvoir, ou un nouveau Gustave effrayé de sa position arrachée par la force à une puissance usurpée par la ruse ; et dans l'un et l'autre cas il y aura une révolution, le trône ou la liberté périront. En dépouillant le mo-

narque de l'une de ses plus importantes prérogatives, du droit de récompenser les services dans l'armée, en mettant l'avancement sous la garantie de la Chambre, les ministres concentreront tous les pouvoirs et prépareront la ruine de la monarchie. En mars 1818, M. de la Bourdonnaie combattit le projet de loi sur les finances ; il pronouça un long discours où il établit de grandes vérités ; il observa que le budget de l'exercice actuel ne pouvoit inspirer aucune confiance, lorsqu'un budget antérieur de trois exercices n'est pas encore définitivement arrêté. Cependant, présenté aux Chambres le 17 avril 1816 pour obtenir un supplément de crédit de 130 millions, et alors provisoirement arrêté à 753 millions en numéraire, il ne fut définitivement clos, l'année passée, qu'à 791, même valeur, c'est-à-dire avec 37 millions de supplément ; ce qui n'empêche pas qu'on ne demande aujourd'hui un nouveau crédit de 1,400,000 fr., et qu'on ne vous annonce qu'un crédit supplétif sera encore nécessaire en 1819 ; de manière qu'un budget établi en 1814, accru provisoirement en 1816, fermé définitivement en 1817, se trouve encore r'ouvert aujourd'hui pour n'être clos que les années suivantes. Une nation s'alarme rarement sans motif ; et si ce sentiment vague d'inquiétude, qui s'est emparé des esprits, prouve l'ignorance des causes qui nous agitent, il décèle du moins un mal-aise général ; et cette situation critique, la plus sévère du système dans lequel nous marchons, avertit qu'il est indispensable d'en changer, en même temps qu'il nous impose le devoir de faire connoître la source du mal, et de prouver que c'est *par-delà le budget* qu'il faut chercher la solution des questions financières les plus graves, et que ce n'est que dans la réforme du système administratif qu'on peut trouver des économies importantes ; c'est du changement de principe dans la politique intérieure, de la réunion des esprits, de l'établissement des

institutions constitutionnelles, de la force du gouvernement qui en sera la conséquence immédiate, que nous devons trouver l'allègement de nos charges et la fin de nos maux. M. de la Bourdonnaie s'éleva contre cet accroissement de dépense qui se fait remarquer dans presque tous les budgets des ministres, accroissement qui menace la fortune publique, si une volonté ferme et éclairée ne s'empresse d'y mettre un terme. « Dans la discussion des budgets, dit l'orateur, les ministres, accablés de détails, surchargés de signatures, placés par cela même sous l'influence journalière de leurs bureaux, où chaque directeur-général, soumis de droit, mais indépendamment de fait, à aussi son état-major, ses brigades d'écrivains, ses frais de bureaux, ses pensions de retraite, et jusqu'à son chapitre des dépenses imprévues dont l'emploi toujours prévu ne suffit jamais, les ministres, accablés de tant de soins, étrangers pour la plupart par les études de leur vie aux affaires qu'ils dirigent, peuvent-ils s'élever assez haut pour dominer l'ensemble de leurs administrations et en apercevoir les abus; ont-ils même intérêt à supprimer des places inutiles, sans doute, à l'Etat, mais si utiles à ceux qui gouvernent, à réduire des traitemens si ardemment convoités et souvent obtenus par de si lâches complaisances? le temps, la connoissance, la volonté leur manquent souvent à la fois, et tant que l'importunité des solliciteurs puissans et l'avidité des flatteurs adroits ne seront pas contenues par la fermeté des Chambres et l'inflexibilité des lois, le nombre des places, des traitemens et des pensions, tendra sans cesse à s'accroître. » Après avoir établi la nécessité de fonder le système financier sur des économies, des retranchemens, sur les principes de la justice et de la morale; M. de la Bourdonnaie termine son discours par des réflexions sages et judicieuses. « Le gouvernement ne deviendra fort que par l'exé-

cution franche de la Charte, qu'en formant autour du trône un rempart d'institutions monarchiques basées sur la propriété, qu'en réglant l'exercice de nos droits et de nos libertés par des lois organiques qui déterminent aussi nos obligations et la nature de nos sacrifices; ce sera sur-tout par la rédaction claire de la loi sur la responsabilité ministérielle qu'il inspirera une confiance générale. La base de cette loi sera celle qui, régularisant le droit de pétition, déterminera les rapports entre les Chambres et les ministres du Roi, la marche à suivre pour obtenir de prompts renseignemens sur les abus dénoncés, la forme des enquêtes à faire pour acquérir la preuve et assurer l'exercice d'un droit protecteur des libertés publiques, jusqu'ici illusoires dans nos mœurs; ce sera en calmant les esprits, en réprimant des attaques intempestives, en cessant d'influencer publiquement les élections, qu'il permettra à l'opinion publique de se manifester, qu'il apprendra où réside la véritable force, pour pouvoir s'en saisir et en faire l'appui de son pouvoir. Mais alors il faut renoncer à flatter tour-à-tour les partis par des lois qui, sans cesse déplaçant les intérêts, ne trompent plus personne, par des lois souvent en opposition entre elles et souvent avec elles-mêmes; il faut renoncer à étouffer, par des lois d'exception, les libertés consacrées par la Charte, à renverser par des ordonnances ce qui est établi par les lois, à refuser toutes les institutions fortes pour rester dans un vague qui favorise l'arbitraire, à perpétuer une administration despotique sous un règne constitutionnel; en un mot, il faut changer de système: alors, mais seulement alors, il nous sera permis de seconder les vues du ministère, de concourir à ses mesures. Dans une autre séance, M. de la Bourdonnaie, en parlant sur le budget du ministère de la justice, se plaignit de ce que le ministère public ne dénonçait pas un libelle

qui accusait une cour prévotale d'avoir rendu des arrêts sanguinaires semblables aux jugemens rendus en masse sous le régime de 1793. « Qui maintiendra, dit-il, la dignité de la magistrature, si le ministre de la justice, lui-même, garde le silence à la vue d'un pareil scandale ? Pense-t-il, avec le ministre de la police générale, que les tribunaux sont au-dessus de pareilles attaques, et ne demandent point de vengeance ? Mais si les tribunaux, observe judicieusement l'orateur, n'ont pas besoin pour eux-mêmes de la considération qui s'attache à l'équité de leurs décisions, à l'impartialité de leurs jugemens, la société la réclame, parce que la conviction de cette équité, de cette impartialité, est sa première garde, son premier besoin. M. de la Bourdonnaie s'adressa alors aux ministres de la justice et de la police générale ; il leur dit : « Pourquoi êtes-vous ministres du roi ? Pourquoi les lois sont-elles instituées, si les tribunaux ne sont pas placés sous la double égide de la protection du gouvernement et des lois ? si les tribunaux sont au-dessus des attaques les plus virulentes, pourquoi le ministre ne se croit-il pas au-dessus des attaques les plus modérées ? Pourquoi est-il moins dangereux d'attaquer des cours souveraines dont la considération est nécessaire à la société, dont les arrêts sont réputés justes, par cela seul qu'ils sont irréfutables, que de censurer des ministres dont les actes sont soumis à l'examen de tous et au jugement de l'opinion publique ? Les deux ministres gardèrent le silence ; et que pouvoient-ils répondre à des argumens si puissans et si victorieux ? M. de la Bourdonnaie, dans l'examen du budget du ministre de la police générale, attaqua avec force cette administration, il démontra qu'elle étoit inutile et dangereuse ; que loin de contribuer à maintenir la tranquillité publique, elle a été, par une action trop sentie, par une réaction perpétuelle, la cause nécessaire de tous les troubles qui

nous ont agités. M. de la Bourdonnaie présenta un précis rapide et éloquent de l'histoire de la police générale sous l'Assemblée Constituante, sous la Convention Nationale, sous le gouvernement du Directoire et sous le gouvernement Impérial : elle a été l'instrument dont les factieux se servirent pour persécuter et éloigner du monarque ses plus fidèles serviteurs ; elle prit une part plus active et plus odieuse encore aux mesures sanguinaires de ces temps désastreux qu'on ne peut rappeler sans terreur. Sous le gouvernement éphémère du Directoire exécutif, elle n'aurait pas le pouvoir, et ne prévint pas la conspiration de Babeuf et la tentative du camp de Grenelle ; elle ne découvrit point cette conspiration qui, tramée si lentement, éclata à Saint-Cloud, et le Directoire surpris succomba sans avoir pu jamais acquiescer de la force, ni par l'éclat de ses victoires, ni par le déploiement de la terreur. Confiée en des mains plus habiles, la police devint un pouvoir dans l'état ; Buonaparte comprit que placée dans les mains d'un homme ambitieux, la police menace encore plus le souverain qui l'emploie, que la société qu'elle opprime ; il crut ne pouvoir remettre un dépôt si redoutable qu'entre les mains d'un ministre devenu son ouvrage, et longtemps exercé dans l'art ténébreux d'une police mystérieuse. » M. de la Bourdonnaie, après avoir présenté le tableau des crimes et des désordres qui ont été commis sous les différens ministres de ce département, considère la police en elle-même, et prouve démonstrativement qu'autant elle est utile dans les temps paisibles pour prévenir les révolutions, autant elle est dangereuse quand elles ont démoralisé les dernières classes de la société et propagé leurs doctrines. M. de la Bourdonnaie termina son discours par cette courte réflexion : « Fille de la révolution, et nourrie par son lait, la police générale doit périr sur son sein ou la rendre éter-

nelle, et nul gouvernement ne pourra s'établir qu'il ne l'ait sacrifiée. » M. de la Bourdonnaie combattit le projet de loi relatif à l'année financière; il observa que l'article 49 de la Charte porte que l'impôt foncier ne peut être consenti que pour un an; que l'article 18 veut que toute loi soit discutée et votée librement sans en excepter la loi des finances: la raison indique que les dépenses doivent être connues avant de consentir les impôts qui doivent les couvrir; c'est donc avant que l'exercice soit commencé, avant que les dépenses soient faites, qu'elles peuvent être débattues, fixées, et l'impôt consenti dans la plénitude de notre liberté; autrement notre vote, résultat de la nécessité, ne serait que la régularisation des dépenses déjà faites. La Charte et la raison exigent donc que le budget soit examiné et voté avant qu'il soit mis en exercice, c'est-à-dire avant le commencement de l'année financière. M. de la Bourdonnaie ne trouva pas dans la conduite des ministres un respect profond pour la Charte, une volonté constante de se renfermer dans les attributions du pouvoir qui leur est confié, un éloignement de tout acte arbitraire; il craint qu'ils n'abusent de la confiance du Corps-Législatif pour accroître leur influence aux dépens de la sienne, et qu'ils ne détruisent l'équilibre des pouvoirs, sur lequel le gouvernement représentatif est fondé. M. de la Bourdonnaie termina son discours par ces réflexions judicieuses: « On ne fonde pas la liberté publique sur la ruine de toutes les libertés, sur les atteintes portées à la sûreté individuelle, sur l'oppression du vœu national par l'influence des élections, sur l'usurpation de tous les pouvoirs de la société, sur les mesures administratives les plus arbitraires, enfin sur la violation la plus manifeste des ordonnances et des lois: on ne consolide pas la monarchie en sacrifiant chaque jour les prérogatives de la cou-

ronne et la sûreté du trône; on ne consolide pas la monarchie en semant des inquiétudes dans la garde royale, la division dans l'armée, et le désordre dans les finances, pour favoriser les agioteurs et les capitalistes étrangers. Ce n'est donc ni la monarchie, ni la liberté que l'on sert, c'est l'anarchie que l'on sème, c'est le pouvoir absolu que l'on recueillera; cependant on sait bien que ce n'est pas sous le règne des Bourbons que la liberté périra: il faut le bras d'un tyran pour manier la verge du despotisme; ce n'est que sur les débris du trône légitime que l'épée d'un soldat pourroit forger les fers d'une nation égarée. » M. de la Bourdonnaie combattit avec une logique forte et lumineuse le rapport de M. Beugnot sur la proposition de M. Barthélemy concernant la loi des élections: il démontra la nécessité de modifier l'organisation des collèges électoraux, parce qu'elle renferme des abus et des inconvéniens qui ont été signalés. « La commission seule s'élève contre l'existence de ces abus et de ces inconvéniens, reconnus par la Chambre haute, reconnus par l'opinion publique, indiqués par les écrits périodiques de tous les partis, par les pièces officiellement consignées dans les journaux soumis à la censure, par les appels des ministres du Roi aux royalistes de toutes les nuances et de toutes les époques. » M. de la Bourdonnaie regarda comme un inconvénient grave d'attaquer par un rapport les motifs de la décision de la Chambre des pairs. « Indépendante comme la Chambre des députés dans ses votes, elle a le droit d'exiger que son indépendance soit respectée, et c'est aux députés des départemens à donner constamment le précepte et l'exemple de ce respect. » L'orateur développa ce vice de la loi des élections, que M. Barthélemy n'a fait qu'indiquer, qui appelle à voter, dans les assemblées électorales, des hommes sans propriétés et sans fortune: « Il faut empêcher que les véritables électeurs

ne soient arbitrairement dépouillés de leurs droits ; que de faux électeurs ne viennent s'emparer du droit d'élire, et usurper un avantage réservé à la propriété et à l'industrie. Cet abus, dont tous les partis ont été les victimes, détruit dans l'exécution le principal caractère de la loi ; il déplace le droit d'élection, en fait un instrument dangereux dans la main de l'autorité, et finiroit par mettre les législateurs dans la dépendance absolue du ministère, s'il n'étoit pas réprimé par une loi sévère sollicitée par l'intérêt général. » M. de la Bourdonnaie s'étend beaucoup sur les intrigues employées par les ministres pour influencer les élections : « Cette influence est non-seulement un abus de la loi, mais une violation manifeste des droits nationaux, mais une atteinte à l'indépendance de la Chambre des députés, et la ruine de la liberté publique. C'est donc parce que la loi des élections, vague et arbitraire dans son exécution, attaque cette indépendance et conduit au despotisme ministériel, que l'intérêt de tous les partis est de la réformer, d'en rendre l'exécution franche et loyale, pour obtenir la manifestation de l'opinion publique et trouver en elle un appui contre l'oppression ministérielle. » Dans la discussion du projet de loi relatif aux livres supplémentaires du grand-livre de la dette publique, M. de la Bourdonnaie observa que « le projet d'établir à la recette générale de chaque département un grand-livre local, est une mesure funeste aux mœurs, à l'agriculture, au commerce et à l'industrie. Comment se fait-il qu'une proposition qui, suivant le ministre, doit enrichir les provinces, y accroître la population, n'y trouve que des contradicteurs, soit envisagée par elles comme une source de ruines, et la cause inévitable de la disparition de tout le numéraire ? » M. de la Bourdonnaie crut trouver dans les motifs du projet de loi la raison de ce dissentiment : il pensa que les prétendus

avantages offerts aux départemens, étoient le seul avantage de venir au secours de la bourse de Paris, de couvrir les spéculations hasardées du trésor, et de favoriser les prêteurs étrangers. Il démontra « qu'il n'étoit pas avantageux aux départemens d'établir chez tous les receveurs-généraux de nouveaux moyens de transfert qui facilitent cette circulation rapide de la rente, c'est-à-dire, qui facilitent les spéculations de l'agiotage, et tendent à remplacer le commerce et l'industrie locales par un jeu de bourse qui absorbe tout le numéraire, et appelle les spéculations sur un moyen plus rapide et plus périlleux de s'enrichir. Il n'est pas avantageux pour l'Etat d'offrir sur toute la surface de la France un moyen facile aux propriétaires ruraux de doubler leurs revenus, et d'accroître la valeur vénale de la rente, en diminuant dans la même proportion la valeur vénale de la propriété territoriale. Il n'est pas avantageux pour l'Etat de donner une nouvelle impulsion à cette démoralisation sociale, à ce système d'égoïsme, destructeur de toute idée de famille et de perpétuité, qui tend à dépouiller non-seulement des propriétés territoriales de leurs pères, mais de toute espèce de fortune, en capitalisant en portefeuille et favorisant ainsi l'accroissement du luxe, l'emportement des passions, par la facilité de satisfaire dans tous les instans les fantaisies les plus ridicules et les caprices les plus révoltans. » Après d'autres observations également solides contre le projet présenté par le ministre des finances, M. de la Bourdonnaie termine son discours par les réflexions suivantes, qui renferment de grandes instructions et des vérités utiles : « Enfin, après que la destruction de tous les corps, de tous les privilèges, de tous les intérêts locaux qui constituoient la force et l'esprit public des provinces, a fait de Paris le régulateur politique de la France, le centre et le point d'appui de toutes les révolu-

tions qui se sont succédées, vous voulez encore, au moyen des rentes que vous dissémineriez sur tous les points du royaume, en faire le régulateur public, le centre de tous les intérêts, de tout agiotage, le moteur de toute action et réaction politique et commerciale; vous voudriez transporter le gouvernement dans la bourse de la capitale, lui donner la direction de l'opinion, constituer la monarchie en république aristocratique, dont les capitalistes et les banquiers seroient les magnifiques seigneurs, et les propriétaires les Ilotes politiques; la puissance des écus, la force virtuelle; la cupidité et les spéculations hasardeuses, le principe régénérateur déterminant. Et vous ne voyez pas que dans un moment où tout est agitation, inquiétude et propension à des changemens politiques, l'embarras de la bourse, la situation précaire des capitalistes, l'incertitude des fortunes à réaliser, sont les seuls garans de la tranquillité publique, et le gage de la stabilité de l'Etat! Quel aveuglement et quel crime! » Dans la discussion sur le second projet de loi relatif à la liberté de la presse, et à la poursuite de ses délits, M. de la Bourdonnaie soutint que c'étoit à la Chambre de poursuivre l'offense qu'elle auroit recue, sans recourir à l'intervention du ministère public ou des tribunaux. L'orateur crut que « cette question tenoit à la dignité, à l'indépendance de la Chambre; qu'elle est une question politique, et que c'est dans les principes de la législation politique qu'il faut chercher les moyens de l'éclairer. Du moment où l'intérêt de la société exige qu'il y ait des pouvoirs indépendans, elle doit les armer du pouvoir de se faire respecter, autrement ils seront attaqués et détruits; un pouvoir qui ne sauroit se défendre par lui-même, dépendroit de celui qui pourroit le protéger, il ne seroit plus indépendant, ou plutôt il ne seroit plus un pouvoir. » La Chambre rejeta avec raison l'opinion de M. de

la Bourdonnaie : il proclamait une erreur politique, il confondoit tous les pouvoirs : il donne aux Chambres l'exercice du pouvoir judiciaire, ce qui est contraire à la Charte et aux premières notions des principes qui doivent diriger l'ordre social. Dans la discussion du budget particulier du ministre de la guerre, en juin 1819, M. de la Bourdonnaie demanda qu'il fût réduit à 170 millions. Il démontra que la situation de la France n'exigeoit point une augmentation dans l'armée : « Libres du joug de l'occupation militaire, admis à la quintuple alliance et considérés comme un poids nécessaire dans la balance des grands intérêts politiques, ce n'est point pour obtenir une ré pondérance que tous les cabinets de l'Europe nous accordent, que nous devons déployer nos forces. » M. de la Bourdonnaie proclama de grandes vérités qui excitèrent la fureur et la haine de ces hommes qui veulent éterniser la révolution, et qui ne trouvent d'autres plaisirs et d'autres jouissances que dans la guerre et les divisions intestines. Il prouva que les puissances de l'Europe avoient enfin compris que ce sont les trônes que la révolution menace; elles savent que c'est parmi nous que s'est établi le foyer des doctrines incendiaires; chefs des dynasties, et pères de leurs peuples, ils ont intérêt à s'y opposer, et à introduire dans tous les états l'ordre, la morale et la religion, bases éternelles de toute civilisation et appuis nécessaires de la légitimité. L'esprit de guerre et de conquête est incompatible avec la légitimité : inspirer l'amour des conquêtes, ressusciter l'amour des combats, c'est tuer la légitimité. « Craignons, dit-il, de favoriser ce système, craignons de fortifier un parti foible sans doute, mais actif, mais entreprenant, qui, par ses doctrines, s'ape chaque jour les fondemens du trône; qui, pour mieux perdre le monarque, invoque sa clémence, et, au nom de la Charte et de la liberté, nous conduit à la licence ou aux constitutions de l'em-

pire. « Le discours de M. de la Bourdonnaie, dicté par l'amour de la paix, de l'humanité et de la justice, fut cependant censuré par M. Benjamin Constant, qui s'opposa à son impression.

BOURLIER (le comte), né à Dijon en 1761, embrassa l'état ecclésiastique; il adopta les nouvelles idées, et se soumit à la constitution civile du clergé. Après le concordat il fut nommé évêque d'Evreux. Ce prélat publia, à l'occasion de la bataille d'Austerlitz, un mandement où il célébra avec emphase les conquêtes, les victoires et le génie de Napoléon. Il fut nommé législateur et sénateur en 1813. Le Roi l'éleva à la dignité de la pairie le 7 juin 1814; et n'ayant pas siégé dans la Chambre des pairs de Buonaparte, à son retour de l'île d'Elbe, il fut continué dans la pairie par S. M. en août 1815.

BOYNE DE FAYE (le chevalier de), fut nommé auditeur sous le gouvernement impérial, et devint secrétaire de légation à Munich. Le roi l'envoya en 1814, à Vienne, comme secrétaire d'ambassade et maître des requêtes honoraire. M. Boyne de Faye n'a conservé aucun de ces emplois; il a été élu, en septembre 1816, membre de la Chambre des députés par le collège électoral du département de la Vendée. On disputa, en janvier 1819, le droit de pétition; M. Boyne de Faye observa que « le despotisme, loin d'admettre le droit de pétition, en repoussoit jusqu'à la plainte; » sons un tel gouvernement on voit les mécontentemens se grossir jusqu'au moment où une disgrâce éclatante, un terrible châtimement, viennent dissiper la tempête. Par le fait, le droit de pétition n'est pas général, il est borné aux seuls gouvernemens représentatifs; c'est lui qui, semblable à ces instrumens protecteurs dont le génie a armé l'homme contre la foudre, c'est lui qui épuise, pour

ainsi dire goutte à goutte, la unce où se seraient formés les nuages révolutionnaires. Si la protection qu'on doit accorder à l'exercice de ce droit est un devoir qu'impose l'humanité, il n'est pas moins commandé par une sage politique: Gardons-nous de laisser accumuler assez de plaintes pour que la voix d'un peuple irrité puisse s'élever jamais jusqu'aux pieds du trône; la flamme et les ravages, d'affreux incendies, en sont dans l'Orient les terribles indices. » M. Boyne de Faye se plaignit que les pétitions ont été inutiles; elles n'ont jamais fait punir les agens coupables ou obtenu quelque redressement aux plaintes qui ont été portées. L'orateur recommande aux législateurs de surveiller les agens secondaires éloignés de l'autorité suprême. Dans la discussion sur le projet de loi relatif à la poursuite des délits de la presse, M. Boyne de Faye proposa d'attribuer aux jurés la faculté de déclarer que le délinquant est coupable au premier ou au second chef du crime ou du délit qui lui est imputé, afin que les juges, prenant en considération cette déclaration et les circonstances atténuantes, appliquent la peine pour le premier chef, depuis la moitié de cette peine jusqu'à son maximum, et pour le second chef, depuis la moitié de la même peine jusqu'au minimum. L'orateur, pour soutenir sa proposition, prétendit qu'on ne devoit pas craindre une trop grande indulgence de la part de jurés intéressés au maintien du bon ordre et de la tranquillité publique: on les verra, n'en doutez pas, remplir avec une juste sévérité les devoirs que leur qualité leur impose envers le trône et la patrie; dans le cas de diffamation et d'injures, croyez que le sentiment d'un intérêt commun les portera plutôt à être trop sévères qu'à être trop indulgens. L'expérience combat l'opinion de M. Boyne de Faye. Les jurés jugent, sans doute, selon leur croyance, et croient avoir bien jugé; mais on sait qu'ils sont plus portés à

l'indulgence qu'à la sévérité. La voix de la justice cède quelquefois à la voix de l'humanité. M. Boyne de Faye fit plusieurs amendemens, mais ils furent tous rejetés. Lors de la discussion sur le budget, titre des Voies et Moyens, M. Boyne de Faye prononça une opinion très-étendue dans laquelle il s'attacha particulièrement à établir que les voies et moyens donneront un excédant des recettes sur les dépenses. Il demanda que cet excédant fût consacré à l'amortissement progressif de la dette flottante.

BRANCAS (duc d'Albert), émigré en 1791. Il fit les campagnes dans l'armée des princes. Buonaparte le nomma son chambellan. Après le retour du Roi il fut créé pair de France.

BRETON, notaire à Paris, fut élu en 1817, par le collège électoral du département de la Seine, membre de la Chambre des députés. Il siégea au côté droit, seconde section. Sa probité, son désintéressement, ses connoissances, lui obtinrent les suffrages honorables de ses concitoyens. M. Breton fit, au nom d'une commission, un rapport sur le projet de loi relatif au canal de l'Oureq : il en développa le but et le motif. Il doit procurer une distribution abondante d'eau dans Paris, et former, au moyen de l'ouverture de deux canaux d'embranchement, dont le bassin de la Villette seroit le partage, une communication entre les deux parties de la haute et basse Seine, à Paris. Cependant, malgré toute la force de ces avantages, M. Breton annonça que la majorité de la commission s'étoit trouvée arrêtée par la complication des questions, soit financières, soit administratives, qui se rattachent à la confection du canal d'Oureq. Elle a cru qu'une opération dont les détails sont multipliés et les conséquences aussi grandes, méritoit un examen plus approfondi. En conséquence il proposa le rejet, quant à

présent, du projet de loi. Mais la Chambre, à une grande majorité, en prononça l'adoption. M. Breton fit la proposition tendante à supplier Sa Majesté de faire présenter une loi qui statue définitivement sur les vacations et frais des commissaires-priseurs, créés en vertu de l'article 89 de la loi du 28 avril 1816. Cette proposition fut prise en considération. M. Breton fit un rapport sur le projet de loi relatif à un échange entre le directeur-général du ministère de la maison du Roi et divers particuliers ; il en proposa l'adoption, qui fut prononcée par la Chambre.

BRIGODE (comte de) s'attacha à Buonaparte, qui le nomma son chambellan. Il lui fut présenté en qualité de président du collège électoral de Lille, où il lui prononça un discours plein d'éloges et d'adulations. Il offrit, en sa qualité de maire de Lille, à Napoléon, en 1813, cinquante cavaliers armés et équipés, en lui disant : « Lorsque nous avons appris les désastres causés dans vos armées par la rigueur des saisons, nous avons éprouvé le besoin d'offrir à Votre Majesté nos bras et notre fortune pour réparer des pertes imprévues ; mais aujourd'hui que la trahison augmente ces désastres, l'indignation succède à la douleur, le sentiment de l'honneur national recouvre une nouvelle force, et l'amour de la patrie prend un nouvel essor. » Après la déchéance de Buonaparte, M. le comte de Brigode défendit la cause des Bourbons. Le Roi le nomma pair, membre du conseil privé et ministre d'Etat. Sa Majesté l'a rayé de la liste du conseil-privé et de ministre d'Etat. M. le comte de Brigode défendit le projet de loi relatif au changement de l'année financière. Cependant il le trouva contraire à l'article 49 de la Charte. Le noble pair prétendit démontrer que cette opposition n'étoit point contraire à l'esprit de la Charte, puisque l'adoption du projet doit rendre plus régu-

lière l'administration des finances, et qu'elle est dans l'intérêt des contribuables et dans celui de l'Etat. Le noble pair chercha à établir que le vote de l'impôt pour dix-huit mois ne peut nuire à la garantie de la convocation annuelle des Chambres; que la fixation de l'année financière n'apportera aucun retard au paiement des rentes sur l'Etat; qu'il n'en résultera aucun inconvénient pour les services publics, mais au contraire plus d'ensemble et de régularité. » Les faibles raisonnemens du noble pair firent peu d'impression sur l'assemblée.

BRIGODE (baron de), fut nommé membre de la Chambre des députés par le département du Nord, en septembre 1816. Il a siégé au côté gauche, seconde section. M. de Brigode, en mai 1818, fit un rapport au nom d'une commission chargée de l'examen du projet de loi relatif au canal de la Sensée. Il démontra que ce projet de loi avoit pour but d'autoriser la concession d'une entreprise qui, sans supprimer la navigation actuelle de la Scarpe, tendoit à établir entre cette rivière et l'Escaut une communication nouvelle plus facile et moins longue. Elle doit multiplier considérablement les relations commerciales des contrées les plus fertiles, opérer le dessèchement d'une étendue de six lieues de marais incultes et malsains, assurer et faciliter les approvisionnemens et la défense des places fortes de nos frontières. M. de Brigode proposa l'adoption du projet de loi avec l'amendement suivant : « Les dessèchemens seront achevés dans six ans, à dater du jour de l'adoption du projet des travaux. » Cet avis fut adopté par la Chambre. M. le baron de Brigode combattit le monopole du tabac. « Ce n'est point, observa-t-il, un impôt, c'est une véritable spoliation. Qu'est-ce qu'un impôt ? un impôt est un droit, un prélèvement établi sur une portion des bénéfices

ou du revenu qu'une chose rapporte à son producteur ou à son possesseur, et qui est livré à l'Etat en échange de la garantie qu'il donne de la chose même. Il en est autrement du monopole du tabac; ici l'Etat ne prélève pas un droit pour garantir la possession, car il possède; l'Etat ne perçoit pas une portion des bénéfices de celui qui fabrique et qui vend le tabac, car il se les arroe tout entiers; c'est lui qui est marchand et fabricant. M. le baron de Brigode développa son opinion avec étendue; il prétendit que ce monopole est destructif de la liberté, que c'est l'ouvrage du despotisme. L'orateur tâcha de prouver que les circonstances ne peuvent point le justifier. Il établit, par des raisons bien faibles, ce principe général qu'il y a des circonstances impérieuses qui obligent les gouvernemens à faire des lois d'exception. M. le baron de Brigode pose quelquefois des principes vrais, mais dont l'application est presque toujours fautive. L'exagération dans la vérité est quelquefois un mensonge. Une sage politique se règle suivant l'état et les besoins de la société, elle limite les droits de la liberté pour la rendre plus pure et plus stable. M. le baron de Brigode défendit le projet de loi sur le recrutement de l'armée. Il se borna à rechercher d'abord s'il ne résulte pas de la situation actuelle des peuples de l'Europe quelques principes généraux applicables à une loi de recrutement; il examina ensuite à quel point les deux dispositions fondamentales du projet de loi, savoir, la légion et les appels, s'accordent avec ces principes; ces principes, puisés dans la situation de la grande société européenne, émanent des besoins incontestables de toutes les nations et de leurs vœux pour la paix, la liberté, l'indépendance et la garantie réciproque de leurs droits; ils tendent à amener la réduction de toutes les armées; à nationaliser la politique des cours. Ils appellent les

gouvernemens à un genre de gloire moins chauceux et moins cruel que celui des violences, de la guerre et de ses hasards, à une gloire plus solide, plus conforme aux règles de l'humanité et de la morale; à cette gloire que l'habileté, la sagesse et la magnanimité font rejaillir sur ceux qui occupent les trônes; ils annoncent que parmi les gouvernemens, celui-là, désormais, sera le plus fort parmi les rois, le plus redoutable à ses ennemis, qui, marchant d'accord avec les opinions et les besoins de ses peuples, trouvera dans leur attachement à ses institutions, dans leur intérêt à les maintenir, dans leur reconnaissance pour le bonheur qu'ils éprouvent et qu'ils leur doivent, toutes les ressources morales et matérielles qui imposent le respect au-dehors comme au-dedans, c'est-à-dire, la force jointe à la raison, la volonté d'être juste et les moyens d'obtenir justice; enfin l'influence que donnent à tout gouvernement sur les autres nations, la confiance dans les intentions sages, intégres, libérales, et la certitude de trouver toujours en lui un recours contre l'oppression et un protecteur contre toutes les injustices. N'en doutons point, nous tiendrons à l'époque où les gouvernemens se modifieront conformément à ces principes. Nous-mêmes nous nous y conformerons les premiers, nous donnerons à l'Europe l'utile exemple d'une réduction dans le système militaire; mais dans le même temps nous ne perdrons pas de vue combien est encore impérieuse la nécessité de tout système définitif pour toute nation qui veut rester indépendante. Et ne serions-nous pas bien coupables si nous négligions de rapporter ici quels cris s'élèvent de toutes parts pour qu'on assure l'indépendance de la France, pour qu'on lui rende celle dont elle est privée, pour nous nous oublier, pour nous voir avec indifférence et ce malaise et cette lassitude des contrées qui gémissent sous la sar-

deau des armées étrangères, et cette disposition générale des Français, qui, après avoir, par respect pour la foi des sermens, supporté dans une attitude si noble, si courageuse, les charges incroyables que les traités leur imposent, sont en droit de réclamer à leur tour l'exécution de ces mêmes traités, et veulent sortir enfin d'une situation trop cruelle pour qu'elle puisse se prolonger davantage sans exposer la France et l'Europe à de nouvelles secousses, à des malheurs incalculables. » M. le baron de Brigade s'est laissé égarer par son imagination. Il n'a pas voulu voir les causes qui ont produit les malheurs de la France. C'est à cette faction qui proclame des principes anarchiques, qui veut renverser la monarchie, l'autel et le trône, que nous devons la déplorable révolution du 20 mars 1815. Tant que cette malheureuse secte subsistera, nous n'aurons ni paix, ni liberté, ni indépendance.

BRISSAC (Timoléon Cossé, duc de). Bonaparte le nomma préfet du département de Marengo en 1809, et préfet de la Côte-d'Or en 1812. Il adhéra à sa déchéance et vota pour le rétablissement des Bourbons au trône de France. Le Roi le créa pair à son second retour. En décembre 1817, M. de Brissac combattit le projet de loi relatif aux journaux; il soutint qu'il est contraire aux principes de la Charte : « On conçoit, dit-il, difficilement la proposition de soumettre aux circonstances le pacte social établi pour les dominer. On se rejette sur les étrangers; mais la France ne leur parlera jamais que le langage digne d'eux et d'elle-même. Qu'a de contraire à l'intérêt de l'Europe la jouissance des bienfaits que la Charte nous assure? Ce que demande l'Europe, c'est le repos après de longues et cruelles agitations, et ce repos ne peut résulter que du retour à un système consacré par l'autorité des siècles.

cles, et dans lequel une grande et juste part de considération est assurée à la France. On n'aperçoit donc, ni dans notre situation intérieure, ni dans nos rapports avec l'étranger, rien qui motive l'assujétissement des journaux : prétendrait-on que s'il n'est pas indispensable, il a du moins de grands avantages ? le noble pair en appelle à l'expérience ; elle lui paroit d'accord avec les principes : condamner d'inutiles précautions, et solliciter une liberté dont les abus possibles seroient aisément réprimés par une bonne loi. En janvier 1818, M. le duc de Brissac combattit le projet de loi relatif à la liberté de la presse ; il démontra que la loi proposée n'étoit pas cette loi promise par la Charte, cette loi qu'attendoient avec impatience les amis éclairés de la liberté de la presse, aussi empressés d'en réclamer les bienfaits qu'éloignés d'en partager les abus. Le noble pair observa que la législation de la presse demeurera toujours incomplète, tant que les délits ne seront point, comme les crimes, soumis à des jurés. L'établissement d'une censure officieuse, dont l'autorité seroit bornée aux moyens de persuasion, mais secondée par l'ascendant de la vertu, des talens et des lumières, exerceroit une utile influence sans jamais inspirer aucune crainte. M. le duc de Brissac demanda le rejet du projet de loi relatif au recrutement de l'armée. Le discours qu'il prononça est un modèle d'éloquence et de vérité. Le noble pair s'étonna qu'en préparant des lois pour un grand peuple, « on songe si peu à les assortir à ses mœurs, qu'on s'obstine à voir figurer pour la guerre une nation que son caractère, ses habitudes, portent naturellement à la paix. Revenue à son Roi légitime, elle avoit espéré de recouvrer avec lui ses anciennes franchises. La Charte confirmoit cet espoir, en déclarant la conscription abolie et promettant à sa place une loi de recrutement. Comment cette loi pro-

mise rétablit-elle aujourd'hui la conscription qu'elle devoit remplacer ? C'est à regret que le noble pair a prononcé ce mot qui doit être banni de notre langue. M. le duc de Brissac examina ensuite l'article du projet de loi concernant l'avancement, et il soutint que ce mode portoit atteinte à la prérogative royale : « Convient-il à la Chambre des Pairs, dit-il, de favoriser une doctrine si funeste à la royauté ? Peut-elle concourir à briser la barrière qui sépare le domaine des lois de celui des Ordonnances ? Détruisez cette barrière, et bientôt le domaine législatif aura tout envahi. » Le noble pair se flatte de n'avoir pas à gémir sur ce renversement des principes de la monarchie ; il n'aura pas la douleur de voir établir de nouveau l'empire de cette conscription désastreuse qui, après avoir précipité la France sur l'Europe, a fini par précipiter à son tour l'Europe sur la France. M. le duc de Brissac vota le projet de loi concernant le règlement définitif des budgets de 1815, 1816 et 1817, et la rectification provisoire du budget de 1819. Il jeta un coup-d'œil rapide sur les avantages qu'offre pour le présent, et que fait espérer pour l'avenir, cette loi sur les finances ; la sagesse des mesures qu'elle prescrit, le jour qu'elle reprendra vigueur pour assurer les différens services publics, tout concourt à décider en sa faveur le suffrage du noble pair.

BROGLIE (Victor de), petit-fils du maréchal de ce nom, entra en 1807 au conseil-d'état, en qualité d'auditeur. Le roi le créa pair de France en 1814, comme premier héritier de la maison de Broglie. Il a épousé la fille de madame de Staël. M. de Broglie est un excellent littérateur ; il est très-savant dans la langue grecque, mais il paroit trop attaché à la secte des libéraux. En décembre 1818 M. de Broglie combattit le projet de loi sur les journaux. Il s'étonna de l'espèce de lé-

gislation avec laquelle, depuis vingt ans, nous sacrifions aux circonstances sans oser lever les yeux sur l'objet de notre culte, sans même nous mettre en peine de constater son existence; faut-il donc renoncer à dégager la question du nuage épais qui l'enveloppe? Ecartant ce nuage, le noble pair a découvert que tant de circonstances dont le torrent nous entraîne, ne peuvent servir de base à nos déterminations. Il y a en France un germe de gouvernement représentatif prêt à se développer si on lui en laisse la faculté; il faut que le régime représentatif se développe ou s'anéantisse; le dernier effort de la prudence se réduit à en régulariser le développement, auquel sont essentiellement subordonnées toutes les considérations, soit à la politique des souverains, soit à la chaleur des partis. On craint pour la tranquillité publique l'effet que peut produire la liberté des journaux: peut-être serait-on étonné du calme qui en sera la suite. En révélant aux partis le secret de leur faiblesse, elle les obligera de renoncer à leurs prétentions, elle fera justice de toutes les petites vanités, de tous les petits despotismes, et chacun demeurant bien convaincu de l'impossibilité de toucher à rien, ni à personne, cherchera, faute de mieux, à s'accommoder de sa situation présente, dans l'espoir d'un avenir si désirable. Le noble pair vota le rejet de la loi proposée. En mars 1819 M. le duc de Broglie défendit le projet de loi relatif à l'année financière; avant de le discuter il observa que la Chambre des pairs étoit à portée, plus encore que l'autre Chambre, d'apprécier le vice de l'ordre des choses auquel le gouvernement veut porter remède; c'est par elle sur-tout qu'il devoit être précisée une mesure qui lui rendroit le loisir et la faculté de délibérer sur les intérêts de l'état: car, enfin, que faisons-nous depuis quatre ans? à l'ouverture de chaque session nous votons, de concert avec les députés,

la moitié des subsides, sans discussion, parce que le temps presse: à la clôture de chaque session nous avons le privilège de voter également le budget, sans discussion, parce que le temps presse davantage. Sommes-nous donc partie de la puissance législative, ou ne sommes-nous qu'un concour de justice qui vise et qui enregistre? » Après quelques critiques contre l'administration financière, M. le duc de Broglie examina la question principale, et dans cet examen le noble pair parla un langage métaphysique et obscur; il est fatigant de le suivre dans ses raisonnemens. Il pense que le Corps-Législatif a le droit de suspendre l'article 44 de la Charte: c'est une erreur, ce droit n'appartient qu'au roi, qui exerce, comme le représentant héréditaire de la nation, les droits de la souveraineté, et le pouvoir constituant sans le concours et la sanction du Corps-Législatif. Le noble pair a vu que la loi proposée étoit fondée sur des motifs très-réels et très-raisonnables; il crut qu'elle devoit nous restituer des droits précieux, dont une fâcheuse combinaison de circonstances nous avoit dépouillés. Il crut que l'existence du gouvernement constitutionnel ne court aucun danger par la suspension momentanée de l'article 49 de la Charte: « Si nous nous prononçons, dit-il, contre la demande, ou plutôt contre l'ordre du ministère, nous nous constituons dans un état d'urgence perpétuel; nous faisons planer au-dessus de toutes nos opérations à venir une nécessité secondaire absolument de notre fait, et qui nous entraînera en dépit de tous nos efforts. Pour réfléchir et pour délibérer, c'est bien assez pour moi, je l'avoue, d'obéir à la nécessité réelle et toute puissante qui a la haute main sur les affaires humaines, et sur laquelle les hommes, ni les lois, n'ont point de prise. » On ne reconnoît point ici le style brillant de madame de Staël. M. de Broglie fit, en mai 1819, au nom

d'une commission, un rapport sur le projet de loi relatif aux journaux et écrits périodiques. Il est difficile de le suivre dans ses longs et fatigans raisonnemens ; tantôt il défend le projet de loi, et tantôt il le censure. Le noble pair observe d'abord que le gouvernement agit sagement, en se bornant à présenter un système de répression approprié aux besoins de l'ordre public, sans prétendre, de sa pleine autorité, assigner à la liberté de la presse son domaine : « Votre commission, dit M. le duc de Broglie, approuve donc le projet de loi en tant qu'il est fondé sur cette double proposition : 1^o. il n'y a point de loi à faire sur la liberté de la presse, parce que cette liberté existe par elle-même, et qu'aucune loi d'ailleurs ne possède la vertu de créer et de mettre en activité la liberté ; 2^o. il n'y a point de loi à faire sur les délits de la presse, parce que ces délits n'existent point comme délits d'une nature particulière ; parce que le législateur ne doit point multiplier les modifications sans raison, ni constituer des distinctions où la nature n'en avoit pas mis avant la loi. » On ne comprend rien à ce langage métaphysique, à cette confusion d'idées contradictoires. S'il n'y a point de loi à faire sur les délits, pourquoi le noble pair demande-t-il l'adoption d'un projet de loi qui fixe et détermine la peine des délits de la presse ? M. de Broglie censure les articles 3, 4, 5 du projet de loi ; il prétend qu'ils sont défectueux et inutiles : « or, ce qui est inutile, dit le noble pair, dans une loi, doit en être retranché, non pas seulement comme superflu, mais comme dangereux. Cependant il déclare qu'il ne propose de faire aucun changement aux articles dont il vient de faire la censure. » Il observa que le projet de loi fait deux classes des délits de publication : 1^o. la provocation au crime ou délit ; 2^o. les outrages, offenses, injures, diffamations ; et il voulut prouver que le projet de loi ne définis-

soit point le terme de provocation. Comme la publication est un fait matériel, variable, et par conséquent impossible à définir par avance, mais positif et susceptible de preuves positives, pour peu qu'il existe, de même la provocation est un fait moral qui peut revêtir toutes les formes, dans lequel le langage humain est facile à plier, mais un fait cependant que la conscience du jury ne manquera pas d'appréhender et de qualifier partout où il se rencontrera. Le projet de loi n'annexe à la publication ni l'épithète de directe ni celle d'indirecte. M. de Broglie revient sur les articles 3, 4 et 5 du projet de loi, et renouvelle sa critique ; il les trouve défectueux, inutiles : « Leur rédaction confuse et malheureuse, dit-il, peut prêter aux gloses obscures, aux interprétations contraires, et à certaines déviations du principe même de la loi. L'article 13 du projet de loi porte que toute imputation d'un fait, qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne ou du corps auquel le fait est imputé, est une diffamation ; et un tel article, dit M. le duc de Broglie, a été l'objet de beaucoup de critiques : nous ne nous arrêterons point à examiner jusqu'à quel point ces critiques peuvent être justes ; toutes sont comprises, toutes sont englobées dans une seule : cet article est une définition. Or, un article de la loi qui définit est de toute nécessité un mauvais article. Le noble pair va plus loin ; il prétend qu'on n'a point défini la publication, la provocation, l'outrage, même l'offense ; il regrette que le gouvernement n'ait pas cru devoir examiner s'il ne seroit pas à propos de graduer les peines de la diffamation suivant la nature des faits imputés. Malgré les observations critiques de M. le duc de Broglie, ce noble pair ne fit aucun amendement. Il seroit difficile d'expliquer le motif d'une si étrange contradiction ; il termina son rapport par cette réflexion : « Les articles que la commis-

sion a critiqués sans ménagement déparent sans doute le plan simple et ingénieux sur lequel il paroît que le projet de loi avoit été originaiement conçu ; mais le premier jet en est assez vigoureux pour étouffer bientôt ces branches parasites, et c'est dans cette espérance que nous proposons l'adoption. » M. de Broglie combattit le projet de loi relatif à la contrainte par corps ; il observa que la détention prolongée étoit le plus mauvais moyen de faire payer la dette, parce qu'il prie le détenu des seules ressources qui lui restent, son travail et son industrie. Loin d'aggraver en ce point notre législation, il faudroit s'occuper de l'adoucir ; il faudra donc qu'il reste perpétuellement en prison : dans quel moment la Chambre adopteroit-elle une semblable disposition ? quand les autres pays, et notamment l'Angleterre, si sévère en cette partie, lui donnent l'exemple d'un adoucissement aussi conforme aux règles de la justice qu'aux lois de l'humanité. Le noble pair présenta rapidement quelques-uns de ces principes de vérité, de justice et de sagesse éternelle, qui doivent servir de base à toutes les lois. Le projet loi fut rejetée. M. le duc de Broglie censura avec amertume la proposition de M. Barthélemy relative à la loi des élections : il la combattit plus en métaphysicien qu'en législateur : son discours est une diatribe continuelle contre le respectable M. Barthélemy et contre la Chambre ; c'est un mélange confus d'idées sans ordre et sans liaison, et d'expressions triviales. « La loi des élections, dit le noble pair, est menacée dans son principe et dans ses conséquences, dans son but et dans ses moyens ; les développemens de l'honorable collègue sont de simples réflexions de philosophie purement personnelles, qui valent par elles-mêmes ce qu'elles peuvent valoir..... La Chambre des pairs se hasarde de provoquer une crise politique : c'est le terme le plus doux qu'il soit possible d'employer ;

il y a crise tout au moins, lorsque l'un des pouvoirs de la société porte la main sur les élémens constitutifs de l'autre, et la cite au pied du trône. Qu'est-ce qui peut justifier la Chambre des pairs lorsqu'elle franchit un pas si redoutable ? Une seule chose, le danger de l'état, j'entends un danger pressant, immédiat, inévitable : je le suppose vrai ce danger, que ferons-nous ? Sans doute nous nous jetons entre le trône et le peuple ; nous détournons sur nous les premiers traits de la démagogie furieuse ; nous signalons hautement le mal et le remède ; nous attirons toute la responsabilité sur nos têtes ; nous laissons à travers des factions assoupies la question la plus propre à les raviver ; nous l'étayons de motifs puérils, du moins comparativement, car nous semblons nous placer derrière le Roi, nous semblons nous dire : venez à notre secours, prenez parti pour vous-mêmes, marchez le premier contre l'opinion égarée, contre la démocratie turbulente : est-ce bien là le vote que la constitution assigne à une Chambre des pairs ? Et que seroit-ce, si ce danger, cause première de la proposition qui agite la France, n'étoit d'abord qu'un danger de pure imagination ? Que seroit-ce, si nous avions premièrement sonné le tocsin, puis mis le feu à l'édifice ?

BROGLIE (le prince Victor-Amédée-Marie de), né en 1772, suivit le maréchal de Broglie, son père, en Allemagne, et fut d'abord employé auprès de lui comme aide-de-camp de confiance chargé de la correspondance. Il passa au corps du prince de Condé, et fut envoyé à Vienne. M. le prince de Broglie fut attaché ensuite à la personne du Roi, qui l'honora de son estime et de sa confiance. Sa Majesté en fit le plus grand éloge dans une lettre adressée au maréchal de Broglie son père. Il fut nommé successivement chevalier de Saint-Louis, maréchal de-camp,

et gentilhomme d'honneur de M. le duc d'Angoulême, et conseiller-d'état. Le prince de Broglie ne pouvant alors suivre ce prince à Mittau où il alloit rejoindre le Roi, il obtint la permission de rentrer en France, où il vécut dans la retraite. Cependant Bonaparte voulut lui confier le commandement d'un régiment de gardes-d'honneur, qu'il refusa. Ce refus lui suscita des persécutions dont la chute de Buonaparte prévint les effets. Après le retour du Roi, il fut chargé de plusieurs missions qu'il remplit avec autant de zèle que de succès dans le département de l'Orne. Il licencia les fédérés et les vétérans en retraite qu'on y avoit rassemblés. Il a obtenu l'estime et la reconnaissance de tous les habitants du département de l'Orne pour les grands et importants services qu'il a rendus, et par les soins qu'il s'est donnés, lors du passage des troupes prussiennes, pour leur en alléger le fardeau. Il fut nommé à la Chambre des députés en septembre 1818. Le prince de Broglie a toujours parlé le langage d'un véritable ami de la monarchie et du Roi, et il a développé de grandes connoissances en matière de finances. Il a siégé au côté droit, seconde section.

BRUN DE VILLERET, né dans le département de la Lozère, fut aide-de-camp du maréchal Soult, et envoyé à Vienne auprès de Buonaparte, pour lui annoncer les succès de son armée en Espagne. Il parvint au grade de maréchal-de-camp, fut nommé secrétaire-général au département de la guerre. Lors de l'invasion de Buonaparte, le général Brun refusa de servir et se retira dans sa terre de Malzien, où, après le 8 juillet 1815, le maréchal Soult vint lui demander un asile. Le général lui donna l'hospitalité, le défendit avec beaucoup de zèle, et ne le quitta que lorsqu'il fut en sûreté. M. Brun de Villeret fut élu député en septembre 1817. Il a siégé au centre. En janvier 1818,

M. Brun de Villeret proposa à la Chambre, dans un comité secret, de s'occuper de la rédaction d'un Code rural; il observa que la législation rurale étoit incomplète et insuffisante, et que les anciennes ordonnances n'étoient plus en harmonie avec l'état actuel des choses. « Qu'on consulte les lois anciennes et nouvelles, on trouvera partout des lacunes et des contradictions. Il est vrai que le Code rural ne sauroit être complet: une loi générale ne peut renfermer que des principes généraux. Des réglemens généraux sont seuls susceptibles d'atteindre tous les cas particuliers et de prévenir toutes les difficultés. » M. Brun de Villeret demanda que Sa Majesté fût suppliée de présenter un code rural renfermant toutes les dispositions d'une application générale, et qu'un article du projet de loi porte qu'une commission nommée par Sa Majesté dans chaque département sera chargée, pour compléter le code, de rédiger des réglemens d'un intérêt local, qui seroient revêtus de l'approbation royale, et qui, dans les départemens respectifs, auroient force de loi dans les tribunaux. » La Chambre n'a point pris cette proposition en considération. Il appuya le projet du recrutement de l'armée. Il en défendit tous les articles, et celui sur-tout concernant l'avancement. Il soutint que les dispositions qui en règlent les bases ne portoient aucune atteinte aux prérogatives royales. Pour établir cette proposition, M. Brun de Villeret entra dans des dissertations étrangères, et se perdit dans des raisonnemens qui lui firent oublier son sujet; il termina son discours par ces réflexions: « On parle beaucoup de recrutement; mais les Français qui raisonnent ont vu le gouvernement s'en occuper avec une satisfaction difficile à décrire. Nos malheurs nous ont appris à connoître le prix de la victoire; l'héroïsme de nos guerriers a pris un nouveau lustre, et il a été mieux apprécié depuis que

leurs têtes ont été combées sous le poids des revers. La France entière désire d'avoir une armée et si quelques regrets amers se rattachent au souvenir de vingt ans de gloire, il n'en est pas moins vrai que les cœurs ont été flétris par les dernières défaites de nos armées, et que le vœu national est de n'épargner aucun sacrifice pour prendre le rang que la nature elle-même a assigné à la France. L'esprit militaire ne peut plus s'égarer sous des princes qui subordonnent toutes leurs actions aux principes d'une justice rigoureuse; et nous serons les organes de la population entière, en leur déclarant que, s'ils en ont besoin, ils peuvent disposer de nos bras, de nos fortunes, de nos vies. » Dans la discussion sur le budget particulier du ministre de la guerre, M. Brun de Villeret n'adapta point les principes économiques de ceux qui ont proposé des réductions: « il ne partage pas la frayeur ridicule de ceux qui craignent d'avoir une armée militaire, c'est-à-dire, qui désire la guerre; ce désir est naturel à une armée; si elle ne désire pas la guerre, elle la craindra, et alors ce sera la plus mauvaise armée du monde. » Il semble que M. Brun de Villeret oublie ce temps de vertige et de fureur où Buonaparte dictait des lois aux souverains de l'Europe. Il devoit cependant savoir que les guerres et les conquêtes épuisent les états, et que les conquérans sont le fléau de l'humanité. Lors de la discussion sur le budget de 1819, on agita la question s'il falloit continuer ou suspendre les opérations relatives au cadastre. M. Brun de Villeret se décida pour l'affirmative; il observa que « si le cadastre étoit à faire en entier, si la question étoit encore toute neuve, la longueur du travail, l'incertitude du succès, la pénurie du trésor et l'énormité des dépenses seroient des motifs suffisans pour ne pas l'entreprendre; mais un quart de l'ouvrage est terminé, ou n'a plus à craindre de consacrer des fonds à de

fausses mesures, et ce seroit justifier le reproche de légèreté qu'on fait depuis tant de siècles à la nation française, que d'abandonner une entreprise aussi belle au moment où l'on a l'espoir de la terminer. » Le cadastre parcellaire, suivant M. Brun de Villeret, est nécessaire dans les communes: on n'aura rien fait pour elles jusqu'au moment où il sera terminé, et il est rigoureusement vrai de dire que les inégalités les plus frappantes des impositions, celles qui occasionnent des plaintes et qui forment des variations, ne peuvent être corrigées que par le cadastre parcellaire. Ce travail sera d'ailleurs d'une utilité constante, journalière, et justement apprécié par les propriétaires. Tout le monde sait que dans les communes qui en possèdent même d'informes, on est à chaque instant dans le cas d'y avoir recours. » M. Brun de Villeret combattit la proposition de M. Laisné de Villelevêque, tendante à faire restituer aux émigrés leurs rentes sur l'Etat; il observa qu'il falloit secourir les émigrés, mais il craignoit qu'en se livrant aux sentimens de son cœur la commission ne consacrat un principe bien dangereux dans ses conséquences. « Le cri de l'humanité ne s'accorde pas toujours avec la raison d'état et avec les maximes d'une saine politique: la génération actuelle a aussi des droits à notre sollicitude, et pour des excès dont elle a été victime elle-même, elle supporte elle-même des charges accablantes; la justice se tait toujours devant l'impossibilité, lorsqu'il s'agit de l'administration générale. N'oublions pas que nous avons en une infinité de gouvernemens dilapidateurs, et vingt constitutions; que les folies de notre dernier dictateur ont fait retomber sur nous des obligations au-dessus de nos forces. Si nous voulons reconnoître toutes les dettes créées au nom du trésor, une insolvabilité absolue deviendra une conséquence nécessaire de la mesure. » M. Brun se borna à demander d'ap-

pliquer au soulagement des émigrés les trois millions dont Sa Majesté a daigné faire l'abandon sur le fonds de sa liste civile. M. Brun de Villeret proclama de grandes erreurs ; la saine politique est toujours conforme à la justice, à la morale, à l'humanité ; les principes qui attaquent cette doctrine, sont des principes de désordre et d'anarchie. Les réflexions de M. Brun de Villeret ne firent pas de profondes impressions, la Chambre adopta la proposition de M. Laisné de Villévêque. (Voyez LAISNÉ VILLEVÊQUE.)

BRUYERES-CHALABRE (comte de), fut nommé député à la Chambre par le département de l'Aude, en septembre 1816 ; il a siégé au

côté droit, première section. Dans la discussion du projet de loi relatif au recrutement de l'armée, cet honorable membre fit l'amendement suivant : « Le gouvernement déterminera le cas où les jeunes gens absens auront la faculté de paraître devant le conseil de révision d'un autre département. » M. Bruyères-Chalabre soutint cet amendement ; il observa que nous étions en état de paix : « Nous devons favoriser le développement de l'instruction et ceux de l'industrie et du commerce ; l'intérêt de l'état ne peut être compromis, car il importe peu que l'appelé soit examiné dans un département ou dans un autre, on y gague seulement d'éviter des déplacements inutiles. » L'amendement fut rejeté.

C.

CALVET - MADAILLAN (baron), étoit garde-du-corps avant la révolution. Il fut nommé membre de l'Assemblée Législative en 1809. Il se déclara contre les jacobins. Il adhéra à la déchéance de Buonaparte et au rétablissement des Bourbons sur le trône de France. Il a été élu au nouveau Corps-Législatif en septembre 1816. Il a siégé au côté gauche, seconde section. M. Calvet de Madaillan défendit le projet de loi relatif au recrutement de l'armée. Il le considéra comme un mode facile et paternel en harmonie avec l'état fondamental de l'Etat ; il établit que les bases en étoient sagement posées, d'accord avec les idées reçues aujourd'hui sur l'état militaire en France : pour l'avancement de l'armée, tout ce qui est désirable se trouve dans la loi proposée. L'orateur repoussa

comme injurieuses à l'honneur français les craintes que l'on a exprimées à la tribune. « Tous les avantages, dit-il, qui se montrent si évidemment dans le projet de loi sont pourtant reconnus par ses adversaires ; dans leur erreur, ils croient y voir le résultat d'une conspiration qui veut détruire l'autorité du Roi et compromettre la tranquillité de la France ; ils vont même jusqu'à ne trouver de sécurité parfaite pour le trône et la légitimité que dans l'appui des troupes étrangères. A dieu ne plaise que mon cœur ait nourri de pareils sentimens, ni que ma bouche profère ici une pareille injure ! ces braves dont le courage me fit plus d'une fois enorgueillir d'être français, vainqueurs si long-temps, qui pouvoient encore rendre l'issue des combats incertaine et qui pourtant, à la voix de notre

monarque, par amour pour la patrie ou, sans murmurer, déposé leurs armes et sont paisiblement rentrés dans leurs foyers, où ils n'ont pas cessé depuis de donner l'exemple de la plus parfaite soumission ; ces braves, dis-je, ces Français ne peuvent vouloir déchirer leur patrie et mériter qu'on leur préfère la loi des armées étrangères pour gardien de leur indépendance et de leur Roi. Le mode d'avancement proposé fait disparoître à jamais ces abus d'autrefois, qui souvent faisoient passer du boudoir d'une femme en crédit au camp des braves, des jeunes gens étrangers au premier élément de la guerre, et qui venoient commander avec une orgueilleuse ignorance à des militaires qu'une longue expérience avoit instruits. Pour s'avancer dans le militaire, il faudra l'avoir mérité, ou par l'instruction, résultat des études approfondies, ou par de longs services qui la procurent, ou par des actions d'éclat qui méritent d'être récompensées, afin qu'elles puissent mieux servir d'exemple. Avec de semblables garanties la France ne manquera jamais de bons officiers, les pères de famille répugneront moins à destiner un de leurs enfans au métier des armes.

CAMBOUT DE COISLIN (comte de), maréchal-de-camp, fut élu député en 1817 par le collège électoral de la Loire-Inférieure. Il siège au côté droit, première section.

CAQUET, fut élu député en 1816 par le collège électoral du département d'Eure-et-Loire. Il siège au côté droit, première section.

CARAMAN (le comte Victor Riquet de), émigra en 1791, et remplit plusieurs missions importantes pour le Roi et les princes, en Allemagne et en Russie. En 1814, Sa Majesté le nomma son ambassadeur à Berlin et ensuite à Vienne. Le roi de Prusse lui adressa la lettre sui-

vante : « Vous n'ignorez pas que vous avez toujours eu, et dans nos temps de malheur et dans ceux de prospérité, des titres et des droits à mon estime ; vous les avez retrouvés pendant votre séjour actuel dans ma capitale, et je ne veux pas que vous la quittiez sans en emporter un souvenir. Recevez comme tel et comme une marque publique de ma bienveillance la décoration ci-jointe de l'Aigle Rouge ; j'ajoute mes vœux pour vos succès et vos satisfactions futures dans la carrière honorable qui vous est assignée. » Le Roi a élevé M. de Caraman à la dignité de la pairie, après son second retour, en 1815.

CARDENAU, fut élu député en 1816 par le collège électoral du département des Landes. Il a siégé au centre.

CARDONEL, né en 1770, à Monestier, fut nommé en 1795, par le département du Tarn, membre du conseil des Cinq-Cents, où il se distingua par ses talens et son énergie ; il se prononça pour la suspension du divorce par incompatibilité d'humeur ; contre l'aliénation des presbytères ; signala des abus introduits parmi les notaires de campagne, et indiqua les moyens de les détruire ; il proposa, au nom d'une commission spéciale, d'excepter des lois contre les émigrés tous ceux qui prouveroient par un certificat des conseils de leurs communes, avoir cultivé les sciences et les arts en pays étranger. Cet acte de courage et d'utilité publique suscita à M. Cardonel la haine des Jacobins ; il fut accusé de vouloir ouvrir la porte de la France à tous les émigrés. Il fut nommé député au Corps-Législatif en 1811 ; il devint l'objet de la persécution de Buonaparte, qu'il avoit dénoncé comme un rebelle et un factieux. Membre de la Chambre des députés, il demanda la suspension momentanée de la liberté de la presse, et la restitution

des biens non vendus des émigrés. Appelé en 1815 par le vœu unanime de son département, il fit partie des commissions qui furent formées pour l'examen des projets de lois relatifs aux cris séditieux et à l'amnistie; il proposa une amélioration dans le sort du clergé et l'abolition du divorce; il vota constamment avec la majorité de la Chambre. Le roi a ennobli M. Cardonel, et l'a nommé officier de la légion d'honneur, et président de la cour royale de Toulouse. Il a été réélu au nouveau Corps-Législatif en septembre 1816, par le collège électoral du département; il a siégé au côté droit première section. M. Cardonel combattit avec force et avec une brillante éloquence le projet de loi sur les élections; il termina son discours par les réflexions suivantes : « Déjà, dans un écrit distribué avec une libérale profusion aux membres de la Chambre, on proclame sous des couleurs démagogiques les principes qui doivent désormais diriger les élections. La Chambre des députés est, dit-on, d'une essence purement démocratique; les membres de cette Chambre représentent le pouvoir du peuple : comme mandataires élus et commis par lui, il est évident, ajoute-t-on d'après la Charte, qu'il a remplacé les anciennes Chambres du Tiers-Etat, par la Chambre des députés; que c'est dans le Tiers-Etat qu'il faut prendre les députés du peuple. C'est par de nombreux exemples que l'auteur cherche à justifier les principes qu'il appelle l'autorité de la Charte. Des écrits de cette nature, où se trouvent consignés les paradoxes révoltants de la plus dégoûtante démocratie; des écrits renouvelés des beaux jours de 1792 et 1793 circulent librement, sont répandus avec prodigalité, sont pronés hautement dans les journaux; tandis que des opinions vraiment royalistes et constitutionnelles sont arrêtées ou du moins entravées au moment même de leur naissance. Les principes du bien sont obstrués dans

leur source, tandis que les principes du mal, ouvertement favorisés dans leur origine et dans leurs progrès, nous font craindre un affreux développement, une explosion épouvantable, que bientôt il ne sera plus au pouvoir des hommes sages d'empêcher ni de prévenir. Puissé-je m'abuser! puisse mon imagination effrayée du danger de l'avenir, ne me présenter que des erreurs et des fantômes; mais un sinistre pressentiment dont je ne suis pas le maître, me fait entrevoir malgré moi un horrible précipice ouvert sous mes pas. » M. de Cardonel démontra que le projet de loi relatif au recrutement de l'armée étoit inconstitutionnel et violoit ouvertement la Charte ! « La prérogative royale, dit-il, est un dépôt sacré et précieux confié aux soins et au zèle des Chambres; gardiens fidèles et sévères, sentinelles actives et vigilantes, nous devons la transmettre intacte à nos successeurs. Pénétrés de reconnaissance pour les bienfaits du prince, pour tout ce qu'il a fait, pour tout ce qu'il auroit voulu faire encore, nous devons chercher à arrêter jusqu'à l'élan de son cœur, lors même que cet élan seroit en apparence un bienfait de plus pour son peuple : être jaloux de la prérogative royale, c'est l'être de notre liberté et de notre honneur. » M. de Cardonel défendit la proposition de M. Laine Villévêque, tendante à faire restituer aux émigrés leurs rentes sur l'Etat; il invoqua la justice, la morale et l'humanité; il observa que cette proposition étoit commandée autant par la probité que par l'honneur national; il prouva que si les rentes que les émigrés avoient sur l'Etat faisoient partie de leur patrimoine, toutes celles de leurs rentes qui n'ont pas été vendues à des tiers devoient leur être rendues sans difficulté. Voyez LAINE VILLÉVÊQUE. M. Cardonel combattit la proposition de révoquer la loi répressive des écrits séditieux : « Par quel privilège étonnant, dit-il, les delits

politiques seroient-ils affranchis de la rigueur ordinaire de la loi, et pourquoi faudroit-il permettre, et presque commander au magistrat de couvrir désormais d'une excessive indulgence et d'une égide protectrice et scandaleuse les auteurs d'injures, d'outrages et de calomnies contre le roi et sa famille, le factieux qui invoquerait le nom de l'usurpateur, ou qui exciterait publiquement à désobéir au roi et à la Charte: le perturbateur qui provoquerait à la révolte, qui outragerait, dégraderait ou enlèverait le drapeau blanc ou les armes de France; le séditieux qui distribuerait des cocardes ou autres signes de ralliement? De bonne foi, de tels hommes sont-ils trop sévèrement punis par un emprisonnement de trois mois et une amende de cinquante francs que la bonté royale peut encore modérer ou remettre entièrement? Voyez CASSAIGNOLE.

CARRÉ, riche propriétaire de forges, fut élu député, en 1816, par le collège électoral du département du Nord. Il a siégé au côté gauche, première section.

CASSAIGNOLE (de), premier président de la cour royale de Nîmes, fut élu député, en 1817, par le collège électoral du département du Gers. Il a siégé au côté gauche, seconde section. M. de Cassaignole fit en janvier 1818 une proposition tendante à l'abrogation de l'article 11 de la loi du 9 novembre 1815, répressive des écrits séditieux et des provocations à la révolte. Il développa sa proposition, en observant qu'il falloit faire rentrer les délits prévus par la loi du 9 novembre sous les lois générales du droit commun, et donner à cette loi un caractère de modération que de plus heureuses circonstances réclament. « Un propos séditieux, une nouvelle alarmante ne supposent pas toujours un véritable esprit de sédition, dans ces délits, comme dans tous les autres,

il faut souvent faire la part de l'ignorance, de la grossièreté, de la séduction, de l'intempérance, et de mille autres causes qui peuvent atténuer le délit. Si la Chambre maintenoit contre certains délits une exception de rigueur qu'elle a effacée en faveur de délits de même nature, plus graves, plus dangereux, elle blesserait cet esprit d'ensemble et de proportion qui fait le principal caractère des bonnes lois, qui honore la sagesse du législateur, qui assure l'assentiment et l'obéissance; elle serait en contradiction avec elle-même. » La Chambre prit d'abord en considération la proposition de M. de Cassaignole; mais dans un second comité secret elle fut rejetée. Lors de la discussion du projet de finances relatif au cadastre, M. de Cassaignole fit un amendement tendant à prendre l'avis des conseils d'arrondissements et de départements sur l'état des opérations cadastrales; il observa que la partie géodésique du cadastre n'avait rien de conjectural, tout est certain dans ses résultats, elle est soumise à des règles invariables; mais dans la partie confiée aux experts, tout est conjectural, tout est livré à mille chances d'incertitude qu'il est impossible de maîtriser ou de prévenir. Cependant il ne faut pas abandonner le cadastre, il s'agit seulement de bien connaître le mérite des opérations déjà faites. L'amendement de M. de Cassaignole fut rejeté. M. de Cassaignole fit un rapport, le 17 avril 1819, au nom de la commission centrale, sur le projet de loi relatif au mode de procédure sur les crimes et délits de la presse. Il a pour objet une classe particulière de crimes et de délits qui n'agissent que d'une manière indirecte sur les personnes et sur les choses, et qui s'adressent directement à la pensée, se commettent par la manifestation publique de la pensée. M. de Cassaignole donna une idée analytique du projet de loi et termina ainsi son rapport. « Quel-

que le projet embrasse à-la-fois les divers moyens de publication, il n'a pas échappé à la commission que la pensée dominante étoit la liberté de la presse, véritable garantie de toutes les libertés. Attentive à ses grands intérêts, elle a cherché à lui conserver tous ses droits, sans considérer que le public a les siens, et que le bonheur des nations repose sur une sage combinaison des uns et des autres. »

CASTEL, négociant, fut nommé député par le département de la Seine - Inférieure, en septembre 1815, et réélu en octobre 1816 : il a siégé au centre.

CASTELLANE - NOVEJEAN (comte de), fut nommé député aux États-Généraux. Il se réunit aux députés du Tiers-Etat, demanda la création d'un comité de recherches, et que la déclaration des droits de l'homme fût mise en tête de l'acte constitutionnel ; il se déclara pour la liberté du culte et pour le *velo* suspensif. M. le comte de Castellane se plaignit qu'il existoit encore des prisons d'état quoique le despotisme n'existât pas, et fit décréter que tous les agens des maisons de détention seroient tenus de donner l'état des prisonniers ; il défendit les ministres accusés d'avoir favorisé le passage des troupes autrichiennes, et s'opposa à la loi concernant l'émigration. Arrêté et constitué prisonnier au Luxembourg, M. le comte de Castellane fut heureux de s'échapper en sautant pardessus les barricades qui environnoient cette prison, et trouva un asile dans les contrées étrangères ; il entra en France après le 9 thermidor. Le prince de Bénévent, son ami, le fit nommer en 1802 préfet du département des Basses Pyrénées. Buonaparte le nomma maître des requêtes, et refusa de le désigner comme candidat à la sénatorerie, quoiqu'il fût présenté en cette qualité par le département dont il étoit préfet.

M. le comte de Castellane adhéra à la déchéance de Napoléon et au rappel des Bourbons ; il ne fut point employé dans les cent jours, et le roi le nomma pair de France le 17 août 1815. M. le comte de Castellane combattit le projet de loi relatif aux journaux : suivant sa doctrine il faut que les journaux soient libres ou qu'il n'en existe point. « En vain opposera-t-on les abus dont cette liberté est susceptible ; mais quelle institution humaine a le privilège d'en être exempte ? n'a-t-on pas abusé des lois civiles du gouvernement républicain, de la monarchie ? Montesquieu ne dit-il pas qu'il raconteroit des choses effroyables s'il passoit en revue les maux qu'ils ont produits ? en conclura-t-on qu'il faille livrer les hommes à l'anarchie ou au despotisme ? Non, l'abus possible d'une institution n'en sauroit flétrir l'usage légitime, et de ce que les journaux peuvent abuser de leur liberté, il ne s'ensuit pas qu'on doive la leur ravir, mais seulement qu'il faut réprimer par un juste châtement l'abus qu'ils en auroient fait. Or, il existe pour cette répression, et dans le Code pénal et dans la loi sur les cris et écrits séditieux, des dispositions aussi sévères qu'étendues. M. le comte de Castellane combattit les articles du projet de loi relatif au recrutement de l'armée, concernant les soldats libérés qu'on se propose de comprendre dans la réserve, et celui de l'avancement qu'on propose de déterminer par une loi : celui-ci intéresse le maintien de la prérogative royale ; celui-là, le respect dû aux paroles émanées du trône. M. le comte de Castellane observa qu'on affoiblissoit ce respect en révoquant une libération qu'ont dû croire définitive ceux qui l'ont obtenue. Un de nos rois a dit avec raison que la bonne foi trouveroit son asile dans le cœur des rois, si elle étoit bannie de celui des autres hommes. » Le noble pair, sur la seconde question, observa que chez tous les

peuples on a senti la nécessité de mettre l'armée à l'entière disposition du monarque; leurs constitutions sont unanimes à cet égard, et jusque dans la république des Etats-Unis ce principe est établi; le président du congrès nommé aux emplois militaires: ôterions-nous au Roi, dans une monarchie, le pouvoir dont jouit le président d'une république? Le temps des concessions est passé; la borne des pouvoirs est posée, on ne peut l'ébranler sans miner l'édifice; on ne peut affaiblir le trône sans frapper du même coup la liberté publique. M. de Castellane, dans la séance du 19 février 1819, proposa le rapport de la loi pour la répression des cris séditieux et les provocations à la révolte; il observa qu'à l'ouverture de la session de 1815, lorsque la nation, consolée par le retour de son Roi, subissoit cependant les conséquences funestes des cent jours, lorsque tous les soupçons légitimes par un événement aussi récent qu'in croyable engageoient le gouvernement et la législature à chercher avec un égal empressement des garanties contre le renouvellement de semblables désastres, la France, qui sentoit son existence liée au trône légitime du Roi rendu deux fois à son amour, demandoit à la loyauté constitutionnelle des sacrifices momentanés qui assureroient sa conservation. La loyauté, trop autorisée dans ses inquiétudes, prescrivit à des législateurs entraînés par des circonstances inouïes, les précautions sévères qui, trop justifiées par le temps où elles étoient prises, n'auroient pas même besoin de l'avoir été par leur efficacité. L'existence prolongée de la loi sur la répression des écrits séditieux et les provocations à la révolte, si peu d'accord avec nos institutions monarchiques, a donné lieu à quelques jugemens plutôt autorisés par ses locutions vagues et indéterminées qu'évidemment équitables; elle étend, par des interprétations indispensables, le pouvoir discrétionnaire des juges aux dépens de la

sûreté des citoyens: prévenue par le Code, relativement à ses dispositions répressives, sa suppression ne sera ni un danger pour l'Etat, ni une lacune pour la législation criminelle, tandis que sa durée seroit propre à renouveler des scandales dont les gens de bien se sont affligés. La proposition de M. de Castellane fut ajournée. M. de Castellane défendit la proposition de M. Barthélemy, relativement à la loi des élections: il observa qu'on avoit reproché qu'il y avoit trop de vague dans cette proposition, et qu'il falloit en déterminer l'objet d'une manière précise: on en a signalé les abus dans le développement; on y a montré quel obstacle apportoit à la réunion des électeurs l'éloignement du chef-lieu, quelle importante lacune laissoit dans la loi le défaut de suppléans: peut-être auroit-on pu ajouter que la loi, malgré sa réputation de popularité, n'est pas assez populaire, et qu'en réduisant la contribution exigée pour être électeur, on pourroit sans inconvénient appeler un plus grand nombre de propriétaires à l'exercice du droit d'élire.

CASTELLY, premier président honoraire de la cour royale d'Ajaccio, fut élu député en 1816 par le collège électoral du département de la Corse; il siégea au centre. Dans la discussion du projet de loi sur les douanes, M. Castelly demanda que toutes les productions de la Corse et celles de sa pêche fussent admises en France par les ports désignés francs de droits: la Chambre adopta l'introduction franche de tous les produits du sol de la Corse. M. Castelly demanda ensuite l'admission libre de la pêche; il observa que si on l'admettoit, on porteroit un coup mortel à la pêche de Sardaigne: si le poisson est pris en Corse, dans la saison où il passe, il ne va pas en Sardaigne. La seconde proposition de M. Castelly fut rejetée.

CASTRIES (duc de), servit avec distinction dans la guerre de l'Amérique; il fut nommé député aux Etats-généraux, et se montra défenseur intrépide de la monarchie et des prérogatives royales. Divisé d'opinions avec le comte Charles de Lameth, il se battit avec lui; ce dernier fut blessé. La populace sondoyée pilla et saccagea l'hôtel de Castries. Il écrivit au président de l'assemblée que les persécutions qu'il éprouvoit ne lui permettoient pas de rester en France; il partit pour Lausanne. MM. Malouet et de Lautrec demandèrent que M. le duc de Castries ne fût point regardé comme émigré; cette proposition fut rejetée. Rentré dans sa patrie avec le roi, il fut nommé pair de France et gouverneur de la division militaire de Rouen. Pendant les cent jours M. le duc de Castries développa une grande fermeté et un grand dévouement pour soutenir la cause de son roi; il se rendit en Angleterre et de là en Belgique auprès de Sa Majesté. En 1816 il lit partie de la députation chargée de présenter au roi les félicitations de la Chambre des pairs au sujet du mariage du duc de Berry.

CATELAN (le marquis de), étoit avocat-général au parlement de Toulouse; il se distingua par son éloquence et par son zèle à défendre les droits et les privilèges des parlements: il parut ensuite en ardent défenseur du nouvel ordre de choses, sans cependant adopter les principes des révolutionnaires. Le roi l'a créé pair par son ordonnance du 9 mars 1819. Il fit au nom d'une commission spéciale un rapport sur le projet de loi relatif à la poursuite et au jugement des crimes commis par la voie de la presse ou par tout autre moyen de publication. Le noble pair fit le résumé des articles du projet de loi, en examina les détails, et présenta quelques réflexions sur leur ensemble: il annonça que la commission avoit

trouvé bon ce projet dans son ensemble et dans ses détails. Le noble pair observa qu'en proposant de l'adopter, « la commission ne va pas jusqu'à croire qu'il ne pourra s'améliorer un jour, et que le temps et l'usage n'offriront pas la possibilité de quelques améliorations: l'avenir seul en décidera. Mais aujourd'hui il nous semble avoir tout prévu, et amener au double but qu'on veut atteindre: faciliter à la publication de la pensée la liberté que la France réclame, et offrir en même temps des entraves à la licence des écrivains. » Le noble pair proposa l'adoption du projet de loi, la Chambre l'adopta.

CAUMARTIN, fut nommé député en 1817 par le département de la Côte-d'Or; il est propriétaire de forges. Il a siégé au côté gauche, première section. M. Caumartin a beaucoup d'esprit et de connaissances; mais il se laisse entraîner par les écarts d'une imagination ardente, et parmi quelques vérités utiles qu'il proclame, on y aperçoit des maximes fausses, des théories illusoire et des erreurs dangereuses. Il combattit, en décembre 1817, le projet de loi relatif à la répression des abus de la liberté de la presse: il voulut prouver que la liberté ne pouvoit se soutenir avec des entraves, et que des hommes chargés de fers ne pouvoient point conserver la liberté. Il demanda qu'on appliquât le jury aux délits de la presse; idée, dit-il, véritablement nationale, mais qui seroit illusoire, si l'on adoptoit les premiers articles du projet de loi qui établissent un système arbitraire. Il en regarda les dispositions, non pas comme répressives, mais comme préventives, et par conséquent comme inconstitutionnelles et inadmissibles. Si j'en crois le ministre, ajouta-t-il, l'esprit public s'améliore; si je porte mes regards dans nos départemens, par-tout je vois le peuple aux prises avec la misère la plus

affreuse, donnant toujours des preuves de soumission au roi, se refusant aux insinuations perfides qui tendent à le tromper sur la véritable cause de ses maux. Dans la discussion du projet de loi relatif au recrutement de l'armée, M. Caumartin proclama des erreurs dangereuses et des principes anarchiques. Il prétendit que, « quoique le gouvernement fût une concession, quoique la Charte fût une concession elle-même, on a tort de conclure que tout ce qui n'a pas été concédé par la Charte reste de droit dans les attributions du roi. Il seroit, au contraire, possible de croire que tout ce que la Charte n'a pas concédé n'appartient pas, par ce seul fait, à l'autorité royale. Au lieu d'une simple concession, ne seroit-il pas possible de voir dans la Charte une déclaration des droits de la nation et de ceux du monarque ? Je conçois que le concours des deux parties auroit été nécessaire pour donner à cet acte.... (Ici de violens murmures interrompent l'orateur.) L'acte contient des conditions réciproques ; il n'a été que l'ouvrage d'une seule partie, cette partie ne peut demander que l'exécution des stipulations qu'elle a faites elle-même ; elle ne peut en établir de nouvelles, et ce qui n'a pas été prévu ne semble devoir être interprété qu'en faveur de la partie qui n'a pas concouru. » M. Caumartin ignore les principes qui constituent le gouvernement représentatif monarchique : le roi, comme souverain, jouit du pouvoir constituant ; il a eu le droit de donner à son peuple un pacte fondamental sans recourir à la sanction des deux Chambres. M. Caumartin confond les lois fondamentales avec les lois organiques. Le Roi a pu donner les premières sans le concours du Corps Législatif ; il en a besoin lorsqu'il s'agit d'établir les secondes. M. Caumartin défendit le projet de loi relatif aux livres supplémentaires du grand-livre de la dette publique ; il voulut dé-

montrer qu'il étoit utile au trésor et aux particuliers, et que tous les inconvéniens qu'on lui prête ne sont que des chimères. Il termina son discours par ces réflexions : « Je ne m'adresserai pas à l'industrie, je la crois trop clairvoyante sur ses vrais intérêts pour lui faire l'injure de penser que l'opposition à la mesure proposée partira de son côté : on lui a fait tenir dans cette cause un langage qu'elle désavoue ; mais si elle étoit sourde aux conseils désintéressés que se permet de lui donner un de ses enfans, je me contenterois de ramener ses regards sur un pays trop voisin du nôtre, qui doit toute sa prospérité à l'harmonie qui règne entre le crédit public et les intérêts de son industrie. Hâtons-nous de remédier au vice qui s'est introduit dans notre système financier : dès son origine tout s'est concentré dans la capitale ; tout est attaché à un seul point ; la moindre secousse politique menace de désorganiser ce point, comme souvent les combinaisons spéculatives qui s'y font peuvent exercer une fatale réaction sur la direction des événemens. Si nous avons éprouvé qu'il n'est pas sans inconvénient de voir le sort d'un Etat dépendre de celui de sa capitale, nous devons en conclure qu'il n'est pas sans danger de mettre tout son avoir sur un seul vaisseau : divisons, autant que nous le pouvons, les intérêts qui se rattachent au crédit public ; ne craignons pas d'appeler à y prendre part cette foule de Français qui ne demandent pas mieux de s'associer à la fortune publique ; l'esprit national y gagnera, non moins que le crédit, et tous les intérêts étant plus convenablement représentés parmi nous, on ne sera plus affligé de cette guerre mal calculée que la propriété croît de son intérêt de déclarer aux créanciers de l'état. »

CAUSANS (le marquis de), fut député à l'Assemblée constituante,

où il défendit la monarchie. Il fut élu membre de la Chambre des députés par le département de Vaucluse en 1815, et fut réélu au nouveau Corps-Législatif en septembre 1816. Il a siégé au côté droit. Le Roi l'éleva au grade de lieutenant-général en 1814. Il combattit le projet de loi relatif au recrutement de l'armée.

« De quelle douleur ne suis-je pas profondément pénétré, depuis que j'entends professer tous les jours à cette tribune les mêmes principes, faire les mêmes discours que ceux que j'ai entendus prononcer à l'Assemblée constituante, qui furent suivis de la chute du trône, de l'assassinat de Louis XVI, et de la subversion totale de ma patrie ! de quelle inquiétude ne suis-je pas agité, lorsque je vois dans ces ministres de Louis XVIII la même sécurité, le même sang-froid que je remarquai dans ceux de l'infortuné Louis XVI ; lorsque je vois dans ces ministres le même amour dans ces idées prétendues libérales qui ont bouleversé la France et menacent de bouleverser l'Europe ; la même complaisance, les mêmes moyens, les mêmes égards, et peut-être la même crainte, pour ceux qui en poussent les conséquences au-delà de toutes les bornes ! Vous avez vu depuis un an le ministère incertain, embarrassé dans ses marches flottant dans sa conduite, cherchant ses lois tantôt dans le Code révolutionnaire, tantôt dans le Code du tyran, caressant et menaçant tous les divers partis qu'il avoit vus en présence, récompensant et punissant le même jour la même conduite ; sévissant dans des séditions qu'il n'a jamais su ni voulu prévenir ; sévissant, dis-je, avec vigueur contre des individus obscurs ou égarés, et cachant toujours sous l'ombre du mystère les auteurs et les chefs des complots : ce même ministère vous propose une loi qui appartient à-la-fois à deux écoles, celle de la révolution et celle du tyran. L'atteinte portée à la prérogative royale, la

création d'une armée obéissant à la loi, appartient à la première école ; de celle du tyran nous voyons renaitre le Code infernal de la conscription ; cette loi inspireroit dans son exécution une juste inquiétude aux puissances et affoiblirait la confiance pour le Roi. Après vingt-sept ans, dit M. de Causans, je me retrouve député, c'est pour être fidèle à mes sermens que je vais dire la vérité, non à ceux qui m'entendent dans ces tribunes, étrangers ou mes concitoyens, ils la savent comme moi ; non au peuple français qui la connoît, mais aux ministres du Roi, aux ministres qui l'ignorent ou feignent de l'ignorer ; je leur dirai : la conspiration qui menaçoit le trône de l'infortuné Louis XVI, et qui le renversa, menace encore aujourd'hui le trône de Louis XVIII, votre maître et le nôtre. L'expérience vous dit, ne repoussez pas ces leçons, elle vous dit quelle responsabilité pèse sur vos têtes, si vous les rejetez. »

CAYLUS (duc de Lignerac), a servi dans l'armée de Condé. Il avoit suivi le Roi à Gand et étoit revenu en France avec Sa Majesté. Le Roi l'a créé pair, membre de la commission pour l'examen des titres des anciens officiers, et inspecteur-général des gardes nationales du département de Seine-et-Oise.

CHABANNES (marquis de), né en 1770, entra dans la carrière militaire, et servit dans l'armée de Condé. Après son licenciement il passa en Angleterre. Rentré en France après le 18 brumaire, le marquis de Chabannes, sous l'appui du prince Bénévent, son parent, commença l'entreprise des vélocifères, qu'il abandonna quelque temps après. Il se rendit, en avril 1814, auprès du Roi, le précéda à Calais, fit tous les préparatifs pour son débarquement, et se rendit à Lille pour engager le lieutenant-général Maison à faire, avec sa garnison, sa soumis-

sion à Sa Majesté. Après l'invasion de Buonaparte, M. le marquis de Chabaunes se retira à Londres. Le Roi récompensa sa fidélité et son dévouement en le créant pair de France le 17 août 1815. M. le marquis de Chabannes a publié une brochure où il se plaint amèrement du prince de Bénévent.

CHABAUD LATOUR (le baron de), né à Nîmes en 1769, entra dans la carrière militaire et applaudit à la révolution ; mais il n'adopta point ces principes révolutionnaires qui renversèrent l'autel et le trône. Devenu suspect sous le règne de la terreur en sa qualité de noble, il vécut dans la retraite ; mais à la fin de 1793 il fut arrêté et mis en prison : condamné à mort par le tribunal révolutionnaire de Nîmes, il parvint à s'échapper quelques heures avant celle qu'il avoit été fixé pour l'exécution ; il fut alors déclaré hors la loi, et toute sa famille fut incarcérée ou proscrite. Rentré en France après le neuf thermidor, il fut nommé député au Conseil des Cinq-Cents par le département du Gard, où il fit des propositions relatives au bien public. M. le baron Latour se prononça en faveur de la révolution du 18 brumaire. Nommé membre de la commission législative chargée de rédiger la constitution de l'an VIII, il apporta dans la discussion de vastes connoissances en législation et en politique. Devenu membre du Tribunal, il combattit le projet de loi qui tendoit à clore la liste des émigrés. Il seconda avec force la proposition de placer la couronne impériale sur la tête de Napoléon. Nommé candidat par le collège électoral du département du Gard, il fut élu membre du Corps-législatif par le sénat. En 1814, il adhéra à la déchéance de Buonaparte, et le Roi à son retour le nomma membre de la commission chargée de la rédaction de la Charte constitutionnelle. Il parla en faveur des députés que l'on vouloit exclure

comme étrangers ; il prononça un discours plein de force et de sensibilité ; il défendit la liberté de la presse, et vota contre le projet de loi présenté par les ministres. M. le baron Chabaud Latour combattit avec beaucoup d'énergie et d'éloquence le projet de loi sur l'exportation des laines ; appela l'attention de la Chambre sur les avantages qui en résulteroient pour l'Angleterre et la Hollande ; se plaignit de la nobilité du caractère français, qui tendoit toujours à changer des lois souvent contradictoires avant d'en avoir reconnu le bon ou le mauvais effet. Après avoir tracé en peu de mots l'histoire du commerce, et avoir démontré le danger d'adopter le projet de loi, il en vota le rejet. Le Roi le nomma baron et officier de la Légion-d'Honneur le 19 octobre 1814. Pendant les cent jours M. le baron Chabaud Latour se retira à la campagne. Il n'a occupé ni place ni emploi. Il a été nommé député au Corps-législatif, en 1818, par le collège électoral de... Il a siégé au côté gauche, seconde section. M. le baron Chabaud Latour a de grandes connoissances dans toutes les parties de l'économie, et aux dons précieux de l'esprit il réunit ces qualités morales qui lui ont obtenu l'estime et l'amour de tous ses concitoyens. La Chambre avoit adopté le projet de loi relatif aux servitudes imposées à la propriété pour la défense de l'Etat : présenté à la Chambre des pairs, elle le sanctionna avec quelques amendemens dont l'examen fut renvoyé à la Chambre des députés. M. Chabaud Latour proposa quelques changemens aux dispositions de ce projet de loi ; il déclara qu'il ne montoit à la tribune qu'appuyé par des hommes très-distingués dans l'art de la guerre, et ce sont, dit-il, leurs observations, bien plus que les miennes, que je sou mets à la délibération de la Chambre.

CHABRILLANT (marquis de),

chef d'escadron, gentilhomme d'honneur de Monsieur comte d'Artois, fut nommé en 1816 membre de la Chambre des députés par le collège électoral de la Drôme. Il a siégé au côté droit, première section. M. de Chabillant proposa de proroger, 1^o. le délai accordé jusqu'au 1^{er}. janvier 1819 aux émigrés par la loi du 16 janvier 1816 ; 2^o. de régler définitivement le droit des créanciers des émigrés envers leurs débiteurs. Cette proposition fut prise en considération.

CHABROL DE CHAMEANE, frère du préfet du département de la Seine, fut élu en 1816 membre de la Chambre des députés par le collège électoral du département de la Nièvre. Il a siégé au côté droit, seconde section.

CHABROL DE TOURNOEL (comte), fut élu membre de la Chambre des députés par le département du Puy-de-Dôme en 1815, et vota avec la minorité. En septembre 1816 il fut réélu. Il a siégé au côté droit, première section.

CHABRON (de SOLHILAC), émigra au commencement de la révolution et fut fait prisonnier par les républicains ; ayant obtenu sa liberté, il passa dans l'armée des royalistes de la Vendée. Il fut arrêté à Rennes et transféré à Cherbourg, pour avoir violé les articles du traité de la Mabilay ; mais il échappa à la vigilance de ses ennemis et vécut paisiblement jusqu'au retour du Roi. Le département de la Haute-Loire nomma M. Chabron de Solhilac membre de la Chambre des députés ; il y vota avec la majorité. Lors de l'organisation des cours prévôtales, le Roi le nomma prévôt de celle du département du Nord à Douay, et maréchal de camp. Réélu député en septembre 1817, il a siégé au côté droit, seconde section ; il vota pour la loi du recrutement

de l'armée avec quelques amendemens, et fit l'éloge des Suisses comme associés à la gloire française. Dans la discussion du budget de 1818, il donna des explications sur une somme de 250,000 fr. demandée pour les pensions accordées aux Vendéens : « Je vous assure, dit-il, que cette somme qu'on vous demande suffira à peine pour payer les jambes de bois que l'on porte à la Vendée pour la cause royale. » M. Chabron de Solhilac vota l'adoption du projet de loi sur la presse. Il observa « qu'il garantissait l'inviolabilité du monarque, assurait la punition des factieux et des agitateurs qui oseroient méconnoître les droits de l'héritier du trône, ou violer le respect dû aux membres de la famille royale. Il réprime vigoureusement les injures faites aux grands corps de l'État et aux fonctionnaires publics. » L'honorable membre demanda qu'il lui fût permis d'exprimer ses regrets de ne voir dans le projet de loi aucune répression contre les profanations religieuses. « La religion, observa-t-il, sera-t-elle placée hors du gouvernement et de la société, et la liberté du culte ne seroit-elle chez nous que l'absence de la liberté ? sera-t-il permis d'insulter à la Divinité, d'outrager les ministres des autels, dans un gouvernement qui, tolérant toutes les religions, n'en protégeroit aucune, et les traiteroit toutes avec la plus souveraine injustice ? Mais quand on jette les yeux sur le texte de la loi, et qu'on y voit en tête : *Louis, par la grâce de Dieu, etc.* on se dit que cette omission ne sauroit être dans l'esprit et la volonté d'un gouvernement dont le chef prend le titre de fils aîné de l'Église. » Il demanda que l'article 8 fût ainsi amendé : « Tout outrage fait à la religion de l'État ou à tout autre culte, à la morale publique et aux bonnes mœurs, par l'un des moyens énoncés à l'article 1^{er}., etc. » Dans une autre séance, M. Chabron de Solhilac persista dans son amendement ; il observa

qu'il ne prétendoit pas invoquer un privilège en faveur de la religion de l'Etat, mais qu'il demandoit que la loi, conforme au vœu de la Charte, protégeât tous les cultes qui sont professés dans le royaume, et réprimât tous les outrages qui leur seront faits. « Il ne s'agit pas d'appeler les tribunaux à juger les points de controverse qui divisent la religion chrétienne, d'interdire à aucune secte l'exposition de ses dogmes et de ses doctrines; il ne s'agit pas de protéger un culte aux dépens d'un autre, mais de punir l'impiété, le sacrilège qui attaquent toutes les religions et outragent la Divinité. Dieu doit avoir chez tous les peuples un culte public, avoué, protégé; il intervient dans tous les actes qui lient les peuples et les rois, comme dans ceux qui tendent à conserver les familles: c'est au pied des autels que le pouvoir est délégué; c'est le ciel qui reçoit les sermens du peuple et du monarque; c'est la religion du serment qui protège et fait triompher l'innocence devant la justice; c'est elle qui y manifeste la vérité et qui force la conviction du coupable. Comment un peuple respectera-t-il cette religion, lorsqu'il verra dans son code la morale et les mœurs marcher pour la première fois sans la religion? Avouons, proclamons hautement la religion; allions une sage tolérance au respect que le peuple doit à la Divinité; mais ne pardonnons ni à l'impiété, ni au sacrilège. » Lors de la discussion du projet de loi relatif aux journaux, M. Chabron de Solhilac fit des réflexions bien judicieuses. « J'entends, dit-il, continuellement parler de garantie, de liberté individuelle; le moindre acte arbitraire excite à l'instant des réclamations unanimes: eh! que sont les actes arbitraires du pouvoir auprès des actes arbitraires de la presse? Le tribunal de la presse juge, condamne et réprime tout-à-la-fois. Ce sont des

familles et quelquefois des populations entières qui sont foudroyées par les foudres d'un écrivain satyrique et atrabilaire. Souffrirez-vous que les citoyens courbassent leurs fronts avilis sous un joug aussi honteux, aussi intolérable? A peine jouissons-nous de la liberté, les traces de l'occupation étrangère subsistent encore dans nos provinces, et vous permettriez que des coteries littéraires vous rivassent des fers qui peseroient sur nos membres fatigués, bien autrement que ceux qui viennent d'être brisés par le retour de la légitimité! Il faut assigner à la presse et aux journaux des limites immuables; il faut contenir ce torrent qui ne manqueroit pas de submerger la plaine, et d'y porter le ravage et la destruction, s'il parvenoit à renverser ses digues. La presse doit être préservée de l'arbitraire, c'est tout ce qu'il faut à sa conservation, à sa liberté, et c'est dans son propre intérêt que j'invoque pour elle une forte répression. Vous la sauverez en arrêtant ses écarts; en la sauvant de ses propres fureurs, vous sauverez aussi la liberté. Si la tyrannie des écrivains venoit à peser sur les citoyens, n'en doutez pas, les Français s'élèveroient contre le plus insolent et le plus terrible despotisme. Ils rejetteroient avec horreur un bienfait empoisonné; ils invoqueroient la censure; ils appelleroient le pouvoir à leur secours; alors que deviendrait la liberté? Je l'ignore, mais certainement elle seroit menacée. » M. Chabron de Solhilac proposa un amendement tendant à obliger les journalistes à imprimer textuellement les lettres qui leur seront écrites en réponse aux attaques et inculpations qu'ils dirigeront contre des particuliers. Son adoption est réclamée par la justice et par la politique: la justice veut, observa l'honorable membre, que celui qui est attaqué puisse se défendre sur le terrain où s'est placé l'agresseur, qu'il puisse se justifier aux yeux du

public devant lequel il a été accusé. L'amendement est politique, parce qu'il tend à faire arriver une opposition à ces tribunes où l'on entend continuellement le même orateur. La justification du plaignant sera la controverse des discours des journalistes; si ses doctrines sont mauvaises, elles seront démenties.» M. Chabron de Solhilaç prononça un discours sur le projet de loi relatif à l'importation des grains, où brille éminemment la sublimité du génie, la noblesse du style, la profondeur des pensées et la pureté des principes. On nous saura sans doute gré de faire connoître plusieurs fragmens d'un discours qui obtiendra à M. Chabron de Solhilaç un rang distingué parmi nos orateurs et nos savans. Si l'occupation étrangère a été une calamité pour le Nord de la France, dit l'honorable membre, les primes d'importation, et l'exportation elle-même, dont la disette et la nécessité nous avoient d'abord imposé la loi, n'ont pas été moins désastreuses pour le Midi et les provinces du centre du royaume; et tandis qu'à l'une des extrémités, le Nord levoit sur nous avec ses baïonnettes le terrible tribut de l'occupation, au midi, les vaisseaux russes venoient échanger leurs grains avec notre numéraire, et dédaignant les produits de notre sol et de nos manufactures, ils emportoient avec eux les espérances de l'agriculture et de l'industrie. Enfin les canaux de la prospérité publique ont été obstrués: le commerce ne pouvant plus offrir ses débouchés à l'agriculture, les greniers des propriétaires ont été encombrés, le pauvre est resté sans travail et sans salaire, et l'abondance a enfauté la misère. Non, la science des finances ne consiste pas dans l'art d'emprunter, d'imposer et de dépenser; les trafics de la bourse, les calculs de l'agiotage sont des auxiliaires misérables qui ne sauroient réparer de grandes calamités, ni ressusciter la

fortune et la prospérité des grands empires. Les emprunts, semblables à ces appuis que l'on place pour soutenir pendant quelques instans un vicieux bâtiment qui menace ruine, peuvent bien retarder la chute de l'édifice; mais celui-ci, ne reposant plus sur ses fondemens naturels, l'éroulement deviendra bientôt universel, il ne restera pas même la possibilité des réparations. Le ministre qui veut emporter les bénédictions des peuples et faire chérir sa mémoire, doit s'appliquer à connoître les sources de la prospérité publique; il doit les rendre abondantes et intarissables. Au lieu de demander du grain à l'étranger, il doit donner au pauvre du pain par le travail; il faut que la richesse du propriétaire soit l'aisance du prolétaire, et que le premier accroisse ses produits en les reversant dans l'agriculture pour l'exploitation et l'amélioration de ses terres. Sully, le plus grand ministre et le plus grand financier dont nos annales aient conservé la mémoire, trouva aussi la France épuisée par des guerres longues et sanglantes: les peuples étoient ruinés par le pillage et les fureurs des partis; des dettes considérables avoient été contractées pour soutenir le Roi dans sa détresse; l'anarchie avoit détendu tous les ressorts du gouvernement, et le cœur magnanime de Henri pouvoit seul sentir et apprécier la misère publique. L'immortel Sully connut les vraies sources des richesses de la France; ce fut à l'agriculture qu'il demanda des secours: il protégea la libre circulation et l'exportation des grains, fit cesser les prohibitions, ouvrit les ports, facilita les débouchés et porta sur tous les points du royaume la vie et l'activité du travail et de l'industrie. Bientôt le commerce et l'agriculture répandirent la richesse et le bonheur dans toutes les classes de la nation; les dettes furent acquittées, les peuples furent déchargés des arrérages de plusieurs an-

nées de contributions, et les taxes éprouvèrent une diminution annuelle de vingt millions. Le nom du Béarnois fut béni dans les palais, et surtout dans les chaumières, et la mémoire de Henri devint le lien d'amour qui devoit unir à jamais les cœurs Français aux descendans du meilleur des Rois. Sully et Richelieu sont les ministres dont l'administration a le plus influé sur les destinées de la France; mais le ministère de ces deux grands hommes a duré autant que la vie de leur maître ou que leur propre existence. Ils avoient eu le temps d'acquérir leur propre expérience, de prendre connoissance des ressources du royaume, de ses forces, de ses moyens de gloire et de prospérité. Aujourd'hui un ministre est à peine installé, qu'il devient le point de mire de toutes les ambitions et de toutes les oppositions; on donne à peine à quelques ministres le temps de connoître la distribution des appartemens de leur ministère, et l'on exige qu'ils soient déjà consommés dans l'art difficile de gouverner les peuples: cependant beaucoup de ces ministres, que l'on critique à tort ou à raison, auroient pu faire le bien, si on leur eût laissé le temps d'asseoir leur administration, de connoître les besoins du royaume, et d'acquérir cette expérience, cette connoissance des hommes et des choses, sans lesquelles il est impossible de former un plan de gouvernement, et de le suivre avec persévérance. Les trônes ne sauroient s'asseoir sur des bases mobiles et chancelantes; il importe pour leur stabilité que tout soit stable autour d'eux, et rien ne présume la cadence d'un empire comme le changement continu des principaux agens de son gouvernement. Les progrès de l'agriculture ont multiplié les bras dans les campagnes: cette nourrice du genre humain fut à toutes les époques la source véritable de nos richesses et la force du corps politique; c'est elle qui peut encore

restaurer notre crédit, rétablir nos finances, et mettre un terme à ces emprunts ruineux qui ne nous donneront jamais, comme à l'Angleterre, la domination des mers ni la direction du Continent. La libre circulation des grains ranimera le commerce et l'agriculture; elle crée d'ailleurs un droit de propriété. Il est dans les lois de la justice et dans les principes de la liberté, que chacun puisse disposer du produit de ses terres comme il le croit le plus avantageux. Que serviroit, en effet, la propriété, si la loi ne protégeoit l'habitant dans la vente de ses produits, et si les récoltes les plus abondantes concentrées dans les greniers du propriétaire, ne servoient qu'à accroître sa misère et son découragement? En abolissant le droit d'aubaine, vous permettez de vendre le sol à l'étranger; pourquoi pourriez-vous redouter d'en acheter le produit? Et cependant, si l'importation n'étoit promptement arrêtée, si l'on ne se hâtoit de renverser les entraves qu'elle apporte à la vente de nos denrées, n'en doutez pas, nos terres seroient frappées de stérilité, la misère décimeroit la population de nos campagnes, et l'étranger appelé en France par l'abolition du droit d'aubaine, deviendrait à peu de frais le possesseur de vos plus riches habitations. Saint-Domingue n'existe plus pour nous; la perte de cette reine des colonies a porté le deuil sur nos rivages et la solitude dans nos ports. Le commerce a reçu la plus cruelle atteinte, et la population de nos villes a considérablement diminué; mais si la révolution a détruit notre prospérité maritime par la perte de nos colonies, il faut avouer qu'elle a rendu de grands services à l'agriculture, en égalisant les fortunes par l'abolition du droit d'aubaine, et en la débarrassant des entraves qui la surchargeoient. Nous devons donc renoncer à chercher la prospérité dans nos possessions lointaines, nous pouvons la retrouver

encore dans la fertilité de notre sol, dans la variété de nos productions, dans la supériorité de nos manufactures et dans l'activité du commerce. Le commerce tend sans cesse à multiplier le numéraire, et en rendra la circulation plus rapide. Les pays qui n'ont pas de mines d'or et d'argent, ne sauroient atteindre ce but, qu'en favorisant les produits de leur sol, en les employant dans les arts et les manufactures, et en faisant tourner à leur avantage les échanges qu'ils en font avec les étrangers. La France, si heureusement placée sur trois mers, si riche par ses productions et son industrie, est assurée d'avance d'attirer sur elle, par la supériorité de ses exportations sur ses importations, les matières d'or et d'argent que ses voisins arrachent de leurs mines avec de grands frais et une grande perte de population. Elle a la certitude de rappeler cette masse énorme de numéraire que lui ont fait perdre deux invasions successives, et l'occupation de son territoire par des armées innombrables. Ainsi, le projet de loi qui vous occupe est sans contredit le plus important de notre législation; il est la loi des voies et moyens de nos budgets futurs; il est appelé à combler le gouffre qu'ont ouvert nos profusions, et lui seul peut rendre à la France son lustre et sa prospérité. » L'honorable membre proposa quelques amendemens à ce projet de loi, et termina son discours par ces réflexions : « En finances, l'histoire a distingué deux grands ministres, Sully et Colbert; ils suivirent tous deux un système différent, et peut-être que chacun dut le sien au temps où il vécut, et au caractère du maître qu'il servit. Sully fut chargé de la surintendance immédiatement après les sanglantes guerres de la ligue; il trouva toutes les propriétés ravagées, ou négligées par l'effet inévitable des discordes civiles. Nous n'avions pas de marine, il ne pouvoit donc créer ni encour-

ager un commerce qu'il n'auroit pu défendre ni protéger; aussi donna-t-il tous ses soins à l'agriculture, et il accomplit par-là le vœu le plus cher d'un maître qu'il aimoit; il rendit son peuple heureux. Colbert administra sous Louis XIV; ce siècle qui rappellera toujours la grandeur et la gloire, eut aussi ses prestiges. La France commençoit à être comptée au rang des puissances maritimes; elle avoit besoin de commerce et de manufactures; Colbert sut en créer, mais il négligea l'agriculture; aussi remarque-t-on encore une immense quantité de terres en friche, dont l'abandon date de cette époque. Le souverain, non plus que son ministre, n'aperçurent point que l'aspect florissant et prospère sous lequel la France se présentait alors, seroit subordonné au développement du commerce et de l'industrie des autres peuples, qui ne tarderoient pas à les imiter, attendu que partout où il y a des côtes et des bras, on peut fabriquer et commercer avec un avantage égal; au lieu que la culture dépend de la population, de la fertilité du sol, de la beauté du climat, et sous ces rapports, jusqu'à ce jour, nous n'avons pas eu de rivaux. Si Colbert n'avoit donc pas abandonné les propriétaires, il auroit augmenté la population, et il l'auroit enrichie; sans doute qu'il devoit favoriser l'importation des produits de l'industrie qu'il venoit de créer; mais quoi qu'il pût arriver, ces produits auroient toujours trouvé dans l'intérieur, de nombreux et riches consommateurs qui auroient constamment offert d'importans débouchés. Sachons profiter des leçons et des fautes de grands hommes : comme Colbert, encourageons le commerce, l'industrie et les arts; mais comme Sully, occupons-nous des laboureurs. »

CHAMPAGNY (duc de Cadore), né à Rouane-en-Forêt en 1756, fut

élu député aux Etats-Généraux; il s'empessa de passer dans la Chambre du Tiers-Etat, où il proposa de ne plus admettre de distinction entre la marine royale et la marine marchande; il fut arrêté sous le règne de la terreur, il recouvra sa liberté après le 9 thermidor. Appelé au Conseil-d'Etat, il fut envoyé en 1801 à Vienne, en qualité d'ambassadeur : l'empereur d'Allemagne daigna tenir sur les fonts baptismaux l'enfant que madame Champagny mit au jour. M. de Cadore revint en France; Buonaparte le nomma ministre de l'intérieur; il l'accompagna à Milan et assista à son couronnement comme roi d'Italie. Il remit le porte-feuille de l'intérieur pour prendre celui des relations extérieures; il fut l'agent actif de toutes les entreprises de Buonaparte, il adopta ses principes machiavéliques : ce dernier avoit proposé au pape de fermer l'Italie aux Anglais; le souverain pontife ne pouvoit point accepter cette proposition contraire aux lois des souverains, à l'intérêt du Saint-Siège et au droit des nations. M. le duc de Cadore adressa au cardinal Caprara, légat du pape, une note qui fait bien connoître le caractère tyrannique et l'orgueil insultant d'un injuste conquérant : « L'empereur, lui dit-il, ne sauroit reconnoître le principe que les prélats ne sont point sujets des souverains sous le domaine desquels ils sont nés. La proposition dont sa majesté ne se départira jamais, est que toute l'Italie, Rome, Naples et Milan, forment une ligue offensive et défensive, afin d'éloigner de la presqu'île les désordres de la guerre; si le Saint-Père, mieux conseillé, adhère à cette proposition, tout est terminé; s'il s'y refuse, il annonce par cette détermination qu'il ne veut aucun arrangement, aucune paix avec l'empereur : le premier résultat de la guerre est la conquête, et le premier résultat de la conquête est le changement de gouvernement;

car si l'empereur est forcé d'entrer en guerre avec Rome, ne l'est-il pas encore d'en faire la conquête, d'en changer le gouvernement, d'en établir un autre qui fasse cause commune avec les royaumes d'Italie et de Naples contre les ennemis communs? Quelle autre garantie auroit-il de la tranquillité et de la sûreté de l'Italie, si les deux royaumes étoient séparés par un état où leurs ennemis continueroient d'avoir une retraite assurée? Ces changemens devenus nécessaires, si le Saint-Père persiste dans son refus, ne lui feront pour cela perdre aucuns de ses droits spirituels, car il continuera d'être évêque de Rome comme ses prédécesseurs pendant les huit premiers siècles et sous Charlemagne; néanmoins ce sera un motif de douleur pour Sa Majesté, de voir l'impudence et l'aveuglement détruire l'ouvrage du génie, de la politique et des lumières. » Le pape persista dans son refus, et aussitôt Buonaparte ordonna de grands préparatifs militaires; il attaqua les états du souverain pontife, et les réunit à son empire. M. de Cadore seconda puissamment les vues de Buonaparte sur le trône d'Espagne qu'il ambitionnoit avec fureur, et qu'il ne pouvoit conquérir que par la force, la fraude et l'usurpation. Un exemple de courage devoit ins-truire M. le duc de Cadore; il devoit savoir que son prédécesseur s'étoit opposé à la guerre que Buonaparte vouloit déclarer à l'Espagne; il fit un rapport le 24 avril 1808, qui jeta l'étonnement et le scandale dans toute l'Europe; il établit comme base de la sûreté de l'Europe et de la délivrance de l'Espagne, la nécessité d'employer tous les moyens de faire descendre du trône un prince foible qui se laissoit dominer par l'Angleterre, et ne promettoit jamais à son peuple qu'une existence précaire : « Il faut, dit-il, pour l'intérêt de l'Espagne, comme pour celui de la France, qu'une main ferme

viennent rétablir l'ordre dans son administration, dont le désordre a avili son gouvernement, et prévenir la ruine vers laquelle elle marche à grands pas; il faut qu'un prince, ami de la France par intérêt, par sentiment, consacre toutes les ressources de l'Espagne à la prospérité commune, au rétablissement de sa marine, au principe qui lie l'Espagne à la France et au Continent; c'est l'ouvrage de Louis XIV qu'il faut recommencer.» Plaignons les erreurs de M. de Cadore, et ensevelissons-les même dans la nuit de l'oubli; il a obéi en esclave aux ordres de son maître. Après la bataille de Wagram Buonaparte envoya M. le duc de Cadore à Vienne, pour négocier la paix. Le traité de paix fut signé; il stipula le mariage de Napoléon avec l'archiduchesse Marie-Louise. M. le duc de Cadore fut comblé d'honneurs et de dignités; bientôt après il tomba en disgrâce, et donna sa démission du ministère des relations extérieures; cependant, par un caprice inconcevable de Napoléon, il le nomma intendant-général de la couronne, et sénateur en 1814. Il suivit l'impératrice à Blois; il accepta ensuite la dignité de pair que le Roi lui accorda. Lors de l'invasion de Buonaparte, il reprit sa place d'intendant-général des domaines de la couronne impériale, et fut compris dans la liste des pairs créés par Napoléon. Le Roi l'a rétabli dans la dignité de pair par son ordonnance du 3 mars 1819.

CHAPTAL (J. A., comte), est né dans le département de la Lozère, le 5 juin 1819; sa famille, originaire du Dauphiné, compte des médecins distingués et des avocats célèbres, son père cultivoit une propriété très-considérable. J. A. Chaptal, puîné de la maison, recut une brillante éducation dans le collège de Mende, desservi par les doctrinaires; il termina ses études à Rodez, où il fut appelé par M. de Cies, évêque du

diocèse et ami de sa maison. Après avoir terminé ses premières études, M. Chaptal se rendit à Montpellier, auprès de son oncle, célèbre médecin de cette ville; il s'y livra à l'étude de la médecine et marqua cette nouvelle carrière par de brillants succès; il se rendit ensuite à Paris, où il passa quatre ans. La chimie, qui à cette époque se régénéroit par les plus brillantes découvertes, captiva toute l'attention de M. Chaptal; il y fit en peu de temps de si grands progrès, que les états du Languedoc créèrent une chaire en sa faveur; il professa avec distinction: tous les seigneurs des états suivoient ses leçons; l'administration de la province prenoit ses avis sur tout ce qui a rapport aux arts, au commerce, à l'agriculture, etc.; et pour donner à M. Chaptal une marque éclatante de leur satisfaction, les états de Languedoc délibérèrent en 1787 de demander au Roi des lettres de noblesse, et l'ordre du Roi pour M. Chaptal; ce qui leur fut accordé. Lorsque la révolution est survenue, M. Chaptal n'a d'abord vu dans ce premier élan de la nation que le désir bien naturel d'améliorer le sort du peuple; mais dès que l'anarchie a menacé d'envahir la France, il s'est déclaré contre les principes qu'on affichoit, et il s'est mis à la tête de l'opposition qu'on appeloit *fédéralisme*. Il eût payé de sa tête, comme tous ses collègues l'ont fait, ces actes d'insurrection contre l'autorité de ces temps-là, si le comité de salut public n'eût pas eu besoin de lui pour diriger l'administration des poudres et salpêtres. Six mois après la chute de Robespierre, il quitta cette administration, et se rendit à Montpellier pour reprendre ses cours de chimie à l'Ecole de Médecine, et ses travaux dans les ateliers d'industrie qu'il avoit créés. A l'époque du gouvernement consulaire, il fut nommé conseiller-d'état, et huit mois après ministre de l'intérieur. C'est de son ministère

que datent les encouragemens des arts, l'amélioration des hôpitaux, les embellissemens de Paris, l'établissement des chambres de commerce, des écoles de métiers, le rétablissement des sœurs hospitalières, etc. Il quitta le ministère pour être nommé au sénat, dont quelques jours après il fut fait un des quatre dignitaires. Le Roi vient de le créer pair de France, par ordonnance du 5 mars, et Sa Majesté l'a successivement nommé membre du conseil général des hospices, de celui des prisons, et de celui d'agriculture. M. Chaptal est membre de l'académie royale des sciences, grand-croix de la légion d'honneur, chevalier de l'ordre du Roi. Il a publié successivement : 1°. ses *Elémens de chimie*, qui ont eu quatre éditions; 2°. sa *Chimie appliquée aux arts*, en quatre volumes; 3°. *l'Art de faire le vin*, dont l'édition est épuisée; 4°. un *Traité sur l'Industrie française*, en deux volumes. M. Chaptal a rendu de grands services aux arts, au commerce, à l'agriculture, soit dans l'administration, soit par ses écrits, soit par les établissemens qu'il a formés. Sa vie entière a été consacrée au bien public. M. le comte Chaptal fit, au nom d'une commission spéciale, le rapport relatif à la fixation du budget des dépenses de 1819. Il fit connoître l'étendue des charges qu'on impose, et il soumit quelques observations sur les articles de dépenses qui lui en ont paru susceptibles, sur tous ceux qui feroient une augmentation de crédit. Le noble pair observa « que la nation française ne se refusera jamais à souscrire une dépense utile; elle prévendra de ses vœux toutes celles de ce genre qu'on pourra lui imposer; mais elle suit avidement l'emploi de la fortune publique, elle juge avec sévérité les opérations de l'administration. Aujourd'hui la forme du gouvernement ne permet plus de rien dérober à la surveillance du contribuable, son œil vigilant est ouvert sur les actes du gou-

vernement comme sur nos délibérations : il approuve ce qui est utile, il condamne tout ce qui est profusion. Avec une nation généreuse et éclairée on peut tout lorsqu'elle a la conviction d'être bien administrée; on ne pourroit plus rien, si un jour on avoit le malheur de perdre sa confiance, ou qu'elle vit se perpétuer des abus et dédaigner ses plaintes. » Le noble pair invita les ministres à présenter désormais la loi des finances à l'ouverture de chaque session; il proposa l'adoption du projet de loi. Cette adoption fut votée par la Chambre.

CHARLEMAGNE, fut élu député en 1816 par le collège électoral du département de l'Indre : il a siégé au côté gauche, seconde section.

CHASSELOUP LAUBAT, parcourut avec distinction la carrière militaire; il suivit Buonaparte en Italie, et il fut chargé de diriger le siège du château de Milan et celui de Mantoue. Nommé général de division et inspecteur du génie, il fit des prodiges de valeur dans la seconde campagne d'Italie. M. de Chasseloup Laubat contribua puissamment à la prise de Dantzick, dont il dirigea les ouvrages. Il fortifia Alexandrie, et il en fit une des plus fortes places de l'Europe. En 1811 M. Chasseloup fut nommé conseiller - d'Etat à la section de la guerre, sénateur, et comte de l'Empire. Cependant il adhéra à la déchéance de Buonaparte et au rétablissement des Bourbons; le Roi le créa pair de France. N'ayant accepté aucun emploi pendant les cent jours, il a conservé ce titre après le second retour du Roi, et il a été créé commandeur de Saint-Louis en 1816.

CHATEAUBRIAND (vicomte de), né en 1769 à Combourg, en Bretagne, prévint les crimes et les malheurs de la révolution; il partit pour l'Amérique septentrionale: épris des

beautés de la nature , il en contempla le spectacle sublime en parcourant les immenses forêts du Nouveau-Monde. M. de Châteaubriand , en rendant compte , dans un de ses ouvrages , des vives émotions qu'il éprouva , nous apprend que lorsqu'il avoit étudié le caractère des peuplades errantes dans ces vastes déserts ; lorsqu'il avoit admiré les beautés de cette nature vierge ; lorsqu'enfin il se sentoit pénétré du plus vif enthousiasme , il s'occupoit de recueillir ses idées et de classer ses observations. M. de Châteaubriand nous apprend encore qu'il avoit alors terminé un poème en prose , intitulé les *Natchez* , dans lequel il s'étoit efforcé de rendre avec des couleurs locales les mœurs et les habitudes des peuples sauvages qui lui donnèrent l'hospitalité. Un accident a fait périr ce poème ; le seul épisode d'Atala a échappé à ce malheur. M. de Châteaubriand habita pendant deux ans les déserts de l'Amérique , et il revint en France en 1792. Il avoit formé le projet de traverser tout le continent de l'Amérique du nord jusqu'à l'Océan Pacifique ; mais instruit que la guerre étoit prête à éclater en Europe , il se hâta de venir combattre sous les drapeaux des princes français. La blessure qu'il reçut à Thionville , et des maladies cruelles qui épuisèrent ses forces l'obligèrent à quitter le service. Il passa en Angleterre , où il gémit dans la misère , l'abandon et l'oubli : ce fut au milieu de ce temps d'infortunes qu'il devint misanthrope. Il apprit que son frère , qui avoit épousé la petite fille de M. de Malesherbes , avoit péri sur l'échafaud ; il eût été la victime de son désespoir s'il n'eût été soutenu par le sentiment consolateur de la religion. Il publia à Londres , en 1797 , son *Essai sur les Révolutions anciennes et nouvelles* , ouvrage rempli de quelques vérités utiles , mais où l'on aperçoit des erreurs qu'il a reconnues et avouées avec cette franchise qui honore la noblesse de son

âme. Pendant son séjour en Angleterre il se lia avec M. de Foutanes , et ce fut ce littérateur savant qui , le premier , l'engagea à publier le *Génie du Christianisme*. Cet ouvrage immortel , qui a coûté tant de peine et de travaux , parut enfin. Ce fut un spectacle bien touchant de voir un jeune auteur employer toute la force de son génie pour combattre l'esprit révolutionnaire et les blasphèmes de l'impiété. Buonaparte contempla dans le silence de l'admiration M. de Châteaubriand , et crut qu'il pourroit se l'attacher et se servir de ses lumières pour le succès de ses projets. Il le chargea d'accompagner , comme secrétaire , son oncle le cardinal Fesch , qu'il avoit nommé son ambassadeur à Rome ; mais les bizarreries du nouveau cardinal l'obligèrent bientôt à quitter Rome , et il revint à Paris. Buonaparte , qui se flattoit toujours de le gagner , le nomma son ministre dans le Valais. M. de Châteaubriand , instruit de l'assassinat du duc d'Enghien , donna sa démission. Il ne vit dans l'usurpateur du trône des Bourbons qu'un lâche assassin qui avoit répandu le sang le plus pur ; il ne trouva de secours et de ressources que dans son génie. Buonaparte lui fit offrir des sommes considérables ; mais M. Châteaubriand méprisa cette séduction : il préféroit l'honneur à la fortune , il n'étoit point fait pour sacrifier ses devoirs et sa conscience à la vanité et à l'orgueil. Il voulut alors étendre le cercle de ses connoissances et de ses idées ; il partit pour l'Égypte , visita l'ancienne Grèce , se rendit en Turquie , et arriva à Jérusalem. Il alla ensuite sur les côtes d'Afrique , et il reconnut les lieux où avoit existé Carthage ; il revint dans sa patrie ; il inséra dans le *Mercur* quelques articles sur le voyage en Espagne de M. Delaborde , où , en faisant le portrait de Tibère , il peignit l'oppresseur de la France. Il fut facile à Buonaparte de s'y reconnoître ; il menaça de le faire

sabrer devant lui dans la cour des Tuileries. Le *Mercure* fut ôté à M. de Châteaubriand. Quelque temps après il publia les *Martyrs* ; on y reconnut l'éloquence , la beauté du style , les leçons instructives , les maximes de la religion proclamées dans le *Génie du Christianisme*. Des hommes pervers et vendus au pouvoir attaquèrent cet ouvrage avec la rage de la haine. M. de Châteaubriand apprit alors l'assassinat de M. Armand de Châteaubriand , son cousin , arrêté sur les côtes de Normandie , chargé des ordres du Roi. M. de Châteaubriand , qui n'avait jamais pu obtenir la permission de le voir dans sa prison , le suivit dans la plaine de Grenelle , le jour de son supplice ; mais arrivé trop tard , il ne trouva plus que son cadavre et le chien d'un boucher lui mangeant la cervelle. M. de Châteaubriand avait annoncé depuis long-temps une relation étendue de son Itinéraire de Paris à Jérusalem ; mais il ne pouvoit la publier parce que la police impériale exigeoit qu'il y insérât un éloge de Buonaparte. Il fallut accepter cette condition. N'accusons pas M. de Châteaubriand de foiblesse. Il fallut sacrifier son opinion à un principe de justice et de reconnaissance. Buonaparte imaginoit tous les moyens de séduction pour être loué par un auteur environné de l'estime publique : il fit offrir à M. de Châteaubriand la place d'un régicide , il lui imposa l'obligation de l'accepter ou d'être banni une seconde fois de la France ; en cette qualité il devoit faire l'éloge de Chénier , son prédécesseur , et celui de l'usurpateur du trône des Bourbons. Il fallut remplir cette tâche difficile. M. de Châteaubriand n'écouta que sa conscience et ses devoirs , il loua sous quelques rapports le mérite littéraire de Chénier ; mais il s'éleva avec force contre sa conduite politique. Ce discours fut lu devant une commission composée de cinq membres. Elle décida qu'il ne pouvoit être prononcé publiquement. Bu-

naparte approuva cette décision , et déclara que s'il eût été prononcé il auroit fait fermer les portes de l'Institut , et jeter l'auteur dans un cul de basse-fosse. M. de Châteaubriand fut invité à faire un autre discours ; il s'y refusa constamment , et il renonça à faire partie de l'Institut. Le noble pair possède son discours revêtu des ratures de Buonaparte lui-même , qui fit publier en manuscrit , ce discours tout défiguré. M. de Châteaubriand fut exilé de Paris. Alors , ne consultant que son attachement à la monarchie et à son légitime souverain , il manifesta ce sentiment avec autant de force que d'éloquence , dans son ouvrage intitulé de *Buonaparte et des Bourbons* , qui fut bientôt suivi d'un autre ouvrage ayant pour titre : *Réflexions Politiques sur quelques brochures du jour*. Il prédit les maux de la France ; mais il ne fut point écouté. Le Roi l'avoit nommé son ministre plénipotentiaire à Stockholm ; il ne remplit point cette mission. Il accompagna Sa Majesté dans la Belgique , à la fin de mars 1815 , et il fut à Gand un de ses ministres ; il lui adressa un rapport exact et fidèle de la situation de la France. Aussitôt après son retour , le Roi le créa pair de France , ministre d'Etat et président du collège électoral du département du Loiret , dont il fit l'ouverture par un discours plein d'unction et de vérité. On nous saura sans doute gré d'en rapporter quelques fragmens : « Que faut-il faire , Messieurs ? une chose facile ; choisir les bons , écarter les méchans , cesser de croire que l'esprit , le talent , l'énergie soient le privilège de quiconque a manqué à ses devoirs : et qu'il n'y a d'habile que le pervers. Que la France appelle à son secours les gens de bien , et la France est sauvée. L'Europe ne se sentira complètement rassurée que lorsqu'elle entendra nos orateurs , trop long-temps égarés par leurs doctrines funestes , professer ces principes de jus-

tice et de religion, fondement de toute société. Nous ne reprendrons notre poids dans la balance politique qu'en reprenant notre rang dans l'ordre moral ; permettez que je vous parle avec la franchise du pays dont je suis né. Ce n'est plus le moment de garder des ménagemens qui pourroient devenir funestes ; sans doute il faut éteindre les divisions , cicatriser les blessures , jeter sur les fautes de nos frères le voile de la charité chrétienne , nous interdire tout reproche , toute récrimination , toute vengeance , et à l'exemple de notre Roi , pardonner le mal qu'on nous a fait ; mais il y a loin de cette indulgence nécessaire à cette impartialité criminelle qui , obligée de faire un choix , le laisseroit tomber également sur le bon ou sur le mauvais citoyen , ne mettroit aucune différence entre les principes et l'opinion , les actions et les paroles. Si , en dernier résultat , il étoit égal d'avoir commis ou de n'avoir pas commis de crime , d'avoir gardé ou violé ses sermens ; si lorsque l'orage est passé , on traite de la même sorte et celui qui a produit cet orage et celui qui l'a conjuré ; si l'un et l'autre jouissent du même degré de confiance , de la même part de dignités et d'honneurs , l'honnête homme ne seroit-il pas découragé ? Ne rendons pas le devoir si difficile. Voulons-nous réparer les désordres de la patrie , ne laissons plus dire à ceux qui profitoient de nos revers , que la vertu est un *métier de dupes*. Expression dérisoire qui échappe à la lassitude du malheur , comme à l'insolence de la prospérité. Enrichissons-la , cette vertu , de notre estime et de nos faveurs , elle nous rendra nos dons avec usure. Laisser à l'écart les artisans de nos troubles , c'est justice ; la justice n'est point une réaction , l'oubli n'est point une vengeance : il ne faut pas qu'un homme se croie puni parce qu'il n'est pas récompensé du mal qu'il a fait ; ceux qui ont amené dans vos murs ces

étrangers que les bras de vos aïeux arrêterent jadis à vos portes , mériteroient-ils d'obtenir vos suffrages ? Toutefois , si de pareils hommes se fussent rencontrés parmi vous , vous auriez pu les voir se présenter , et même avec un front serein , car dans ce siècle le vice a sa candeur comme la vertu , et la corruption sa naïveté comme l'innocence. » Dans la discussion relative à l'inamovibilité des juges , M. de Châteaubriand prononça , le 22 décembre 1815 , un discours , dans lequel il traça le tableau des vertus de l'ancienne magistrature. Dans la séance du 6 avril 1816 , il défendit le projet de loi présenté par les ministres sur les élections. « Attachons-nous fortement , dit-il , à nos nouvelles institutions , empressons-nous d'y ajouter ce qui leur manque : pour relever l'autel avec des applaudissemens universels , pour justifier la vigueur que nous avons déployée dans la poursuite des criminels , soyons généreux en sentimens politiques , réclamons sans cesse tout ce qui appartient à l'indépendance et à la dignité de l'homme ; quand on saura que notre sévérité religieuse n'est point de la bigoterie , que la justice que nous demandons pour les prêtres n'est point une inimitié secrète contre les philosophes ; que nous ne voulons point faire rétrograder l'esprit humain ; que nous désirons seulement une alliance utile entre la morale et les lumières , entre la religion et les sciences , entre les bonnes mœurs et les beaux-arts , alors rien ne sera impossible , nous pourrons espérer le bonheur et la restauration de la France. » M. de Châteaubriand publia son ouvrage intitulé *de la Monarchie selon la Charte* , en septembre 1816. Il fut saisi par le ministre de la police , et des poursuites judiciaires furent dirigées contre l'imprimeur ; mais le magistrat décida ensuite qu'il n'y avoit pas lieu à accusation. Trois jours après sa publication , on lut dans le *Journal Offi-*

ciel une ordonnance du Roi, portant ce qui suit : « Le vicomte de Châteaubriand ayant, dans un écrit imprimé, élevé des doutes sur notre volonté personnelle, manifestée par notre ordonnance du 5 septembre présent mois, Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : Le vicomte de Châteaubriand cessera, dès ce jour, d'être compté au nombre de nos ministres d'Etat. » Les ouvrages de M. de Châteaubriand lui assurent la première place parmi les littérateurs et les savans ; ils sont connus et admirés dans toute l'Europe, ils ont été traduits dans plusieurs langues étrangères ; on y voit la sublimité du génie, la profondeur des connoissances et des lumières, la majesté et l'harmonie de l'éloquence, la noblesse du style, l'agrément de la narration, et ces principes de religion, de morale, desagesse et d'ordre social, qui assurent la stabilité des sociétés publiques. M. de Châteaubriand, dans son *Conservateur*, a élevé un monument auguste à la religion, à l'humanité, à la littérature, aux sciences, aux beaux-arts et aux mœurs ; il instruit les peuples et les rois. Aidé de coopérateurs éclairés et vertueux, il dévoile les fautes du gouvernement, les erreurs des ministres ; il défend la monarchie, la légitimité, la Charte ; il combat la doctrine et les principes de ces perfides et insolens novateurs qui veulent renverser l'autel et le trône pour établir sur leurs débris le gouvernement républicain et l'athéisme. Son zèle, son dévouement et ses travaux, lui méritent l'estime et la reconnaissance de la nation, et les générations futures béniront son nom et sa mémoire. Lors de la discussion du projet de loi sur la liberté de la presse, M. de Châteaubriand s'étonna qu'un membre de la minorité eût le courage de monter à la tribune : « Quel effet peut-il s'y promettre, dit-il ? Changer le vœu de la majorité est une entreprise trop difficile ; influencer sur l'opinion pu-

blique est une consolation qui lui interdit le secret des séances de la Chambre, secret auquel on n'admet d'exception que pour les membres de la majorité. Un autre malheur commun aux deux opinions, c'est que les questions arrivent à la Chambre des pairs après une discussion qui en a épuisé tout le charme, et qui laisse aux orateurs peu d'espoir de les rallier. Frappé de ces désavantages, le noble pair garderoit le silence si un devoir impérieux ne lui ordonnait de le rompre : « c'est pour satisfaire à ce devoir qu'il aborda le sujet de la discussion. Sans remonter, sur l'objet de cette discussion, aux principes généraux de la liberté de la presse, sans entrer dans les détails minutieux du projet de loi, M. de Châteaubriand s'attacha à examiner quelques points suffisans pour motiver son vote. Il combattit l'article 8, et regarda comme illusoire et subtile l'assimilation qu'on établit entre le dépôt et la publication. Le noble pair se plaignit de ce que « le projet de loi ne contenoit aucun article répressif contre la religion. Faut-il s'en étonner, lorsque, dans une affaire récente, des notes publiées contre des missionnaires recommandables n'ont motivé contre les accusés aucune condamnation ? M. le garde-des-sceaux a rassuré la Chambre en appliquant à la religion l'article 287 du Code pénal relatif aux bonnes mœurs ; mais il est sans exemple que cet article ait motivé la condamnation d'un ouvrage impie ; et quand on considère les peines qu'il prononce, on voit que le châtiment d'un outrage fait à la religion peut se réduire à une amende de seize francs. Est-ce avec de pareilles dispositions qu'on la fera respecter ? La loi proposée manque en dernière analyse d'une base essentielle, le jugement par jurés. » A tous ces titres, M. de Châteaubriand la rejette. Il n'ignore pas que ce rejet place les écrivains dans une situation peu favorable ; mais cette situation est provisoire,

et la loi qu'on prétend y substituer seroit définitive; elle enleveroit à la liberté de la presse toutes ses garanties. Que deviennent aujourd'hui, même au sein des Chambres, celles de la liberté des opinions? Tout membre de la minorité qui monte à la tribune, n'est-il pas obligé de se demander s'il a quelque chose à perdre encore, s'il a fait d'avance tous ses sacrifices? « Le noble pair s'est abstenu de déplorer cette intolérance politique tant qu'il en a été la seule victime; mais peut-il voir sans une douleur profonde les plus fidèles serviteurs du Roi porter la peine de leur franchise? Si la liberté des opinions doit être respectée, n'est-ce pas dans un pair, dans un député que son serment oblige à énoncer la sienne quand il la croit utile? Le noble pair réclame avec confiance cette liberté nécessaire à l'indépendance des Chambres, nécessaire au salut de la monarchie. M. de Châteaubriand combattit le projet de loi relatif au recrutement de l'armée. Trois questions importantes sont examinées en ce moment : elles ont pour objet le mode de recrutement, la formation de la réserve, les règles de l'avancement. Le noble pair crut devoir présenter quelques réflexions sur chacune d'elles. « On a, dit-il, beaucoup insisté jusqu'à présent sur les avantages extérieurs que le recrutement forcé devoit procurer à la France; mais on n'a guère approfondi les conséquences malheureuses qu'il pourroit entraîner dans son régime intérieur. Cependant, pour en pallier le danger et pour en faire oublier l'abus, on y a joint la consolation illusoire, il faut le dire, de l'enrôlement volontaire, et l'on a donné à la conscription un nom plus doux, et qui ne rappelle pas d'odieus souvenirs; mais le principe demeure, et c'est lui qu'il faut attaquer. La milice, a-t-on dit, étoit une conscription sans égalité, le recrutement sera une milice sans privilège. Ces deux mots, dans lesquels on a voulu

puiser un argument en faveur du projet, présentent, au contraire, à M. de Châteaubriand les motifs de préférence les plus forts en faveur de l'ancien système. Comment, eu effet, sous un gouvernement monarchique, admettre un mode de recrutement qui conduit à la démocratie par le principe d'égalité sur lequel il se fonde, et qui nous jette dans le despotisme par l'excès de force qu'il donne au pouvoir? Pourquoi, d'ailleurs, ressusciter avec une conscription mal déguisée la crainte des injustices et des rigueurs intolérables qu'elle entraîne nécessairement à sa suite? L'enrôlement volontaire est insuffisant, dit-on, et l'enrôlement à primé ne sauroit donner une bonne armée. Ah! sans doute, il faut rendre justice aux guerriers que la conscription a rassemblés sous les drapeaux français; mais il ne faut pas oublier non plus leurs prédécesseurs dans la carrière de gloire qu'ils ont parcourue, et les vainqueurs de Fionnoux, de Marignan, de Fontenoi, peuvent bien avoir aussi quelque part dans notre admiration. Mais, dit-on encore, les abus du recrutement forcé ne sont pas à craindre sous un roi tel que celui qui nous gouverne, et les peines odieuses établies par la conscription sont à jamais abolies : vain espoir! L'appel forcé ne peut, par sa nature même, recevoir d'exécution que par la contrainte : la résistance qu'on éprouve finit tôt ou tard par rendre la rigueur nécessaire, et bientôt les violences les plus odieuses en sont la conséquence presque inévitable; ces abus d'ailleurs ne seroient pas à redouter, qu'il ne faudroit pas moins éviter jusqu'au prétexte qui peut en faire craindre le retour, et cette crainte, assez de voix se feront, se font déjà un cruel plaisir de la propager dans nos provinces : la presse encore enchaînée, la liberté individuelle suspendue jusqu'à ce jour, fournissent assez de prétextes à la haine, ne donnons pas encore aux ennemis de

la légitimité le moyen de répandre de nouvelles alarmes sur le maintien de la foi jurée : que la France jouisse pleinement des bienfaits de la Charte; qu'une interprétation subtile n'en restreigne pas les faveurs. Fions-nous à la valeur de nos anciens guerriers, au zèle de notre brillante jeunesse, pour remplir les rangs de nos bataillons, et au moment du danger la population entière, fermement attachée par les liens de l'amour et de la reconnaissance, saura défendre ses droits et maintenir son indépendance. Sans examiner sur la seconde question les promesses faites aux soldats licenciés, et que le noble rapporteur de la commission a si bien discutées, M. de Châteaubriand envisage sous un autre point de vue la formation de la réserve; il sait quels sont les droits de l'armée au respect et à l'admiration de tous les Français; il n'a pas oublié qu'étrangère aux crimes de la révolution, elle a jeté un voile de gloire sur le hideux tableau de nos désordres, et si elle n'a pu prévenir tous les excès, elle a du moins placé son épée dans un des plateaux de la balance, pour servir de contre-poids à la hache révolutionnaire. Mais au lieu d'appeler ces honorables guerriers dans le rang de nos jeunes soldats, qui recevraient d'eux la tradition de la gloire, seroit-il d'une sage politique de les isoler, et d'en composer un corps à part, sur lequel pourroit avoir quelquefois trop d'influence l'illusion entraînante des anciens souvenirs? Admirons les vertus, mais souvenons-nous que tout ici-bas est fragile; les noms de Biron, du vainqueur de Rocroi, peuvent être offerts en même temps comme une consolation à l'erreux et comme une comparaison à la gloire.» Sur la troisième question, M. de Châteaubriand examine si le pouvoir royal peut proposer, si les Chambres peuvent admettre des limitations à la prérogative du trône; les droits attachés par la Charte à chaque branche du pouvoir constituent en

France le système du gouvernement sur des bases telles, qu'un seul de ces droits étant déplacé, l'équilibre de tout le système est nécessairement rompu. Les Chambres, instituées pour maintenir ce que la Charte a établi, ne peuvent demander ni consentir aucune concession qui pût tendre, soit à dépouiller le Roi en leur faveur, ce qui introduiroit la démocratie dans le gouvernement, soit à les dépouiller elles-mêmes au profit du pouvoir royal, ce qui tendroit à le rendre despotique. Le titre 6 du projet altère-t-il la prérogative royale? On n'en peut douter, puisqu'il établit un avancement indépendant de la volonté du Roi, et qu'il donne au pouvoir que la Charte lui confère, des entraves dont il lui sera désormais impossible de s'affranchir. La Chambre ne sauroit donc l'admettre; mais l'avantage que ses dispositions auroient pu présenter ne sera pas perdu pour cela : une Ordonnance royale pourra le reproduire, et avec cette différence que les modifications jugées nécessaires pourront facilement y être apportées. Si l'avancement, au contraire, est réglé par une loi, que d'embarras n'entraînera pas dans son exécution cette règle vicieuse dans son principe ! A quel tribunal seront portées les réclamations auxquelles elle pourra donner lieu ? Quelle autorité prononcera ? Le ministre ? Mais il sera alors juge et partie. Les Chambres ? Mais leur intervention dans de pareilles discussions ne feroit-elle pas perdre au Roi l'influence que doit lui donner le commandement des forces de terre et de mer et la nomination à tous les emplois. Tarissons la source de ces difficultés fâcheuses en rejetant le principe posé par le titre 6. Mais, dira-t-on, ce seroit le premier exemple dans l'histoire, d'une nation refusant les concessions que son prince veut lui faire : c'est peut-être le premier exemple de ce refus généreux; mais puisse-t-il être suivi ! puisse le Roi, dans la

route où la fatalité semble l'entraîner, rencontrer toujours de pareilles oppositions ! Car il ne faut pas se le dissimuler, le danger presse, les fausses doctrines étendent toujours leur funeste empire, et peut-être le moment approche où il seroit tard d'arrêter leurs ravages. Il convient à la Chambre des pairs d'opposer une digue à ce torrent dévastateur ; elle acquerra de cette manière, par sa prudente fermeté, la considération que n'a pu lui donner encore l'antiquité de son institution. »

Lors de la discussion du projet de loi sur la liberté de la presse, M. le duc de Doudaenville fit un amendement portant à étendre l'article 287 du Code pénal aux écrits qui blesseroient le respect dû à la religion. Cet amendement fut appuyé par M. de Châteaubriand. Il observa qu'il étoit temps que nos lois portent le sceau de la restauration, et qu'on juge à leur caractère religieux que le petit-fils de Saint-Louis est sur le trône. Tous les peuples ont fait de la religion la base de leurs lois : refusons-nous de la nommer dans les nôtres ? On dit que la Charte assure à tous les cultes une égale liberté ; qu'on ne peut regarder comme un outrage fait à l'un d'eux l'exposition des dogmes de l'autre. Ce n'est pas non plus un ouvrage de controverse qu'on se propose de punir : la vérité se venge d'elle-même ; et s'il renaît un ministre Claude, il renaîtra un Bossuet pour le réfuter. Ce qui l'outrage, c'est l'insulte, c'est le blasphème, c'est la négation impie de l'existence de Dieu. On dit encore que la religion est bannie du Code pénal ; hâtons-nous de l'y introduire ; hâtons de corriger par son introduction des lois faites sous la tyrannie et marquées au coin de cette époque.

CHATEAUDOUBLE (Paul de), fut élu député, en 1816, par le collège électoral du département du Var. Il a siégé au côté droit, première section. Dans la discussion du projet des finan-

ces, et du titre des contributions indirectes, M. Châteaudouble soutint que l'impôt sur les huiles constitue une grande injustice envers cette partie de la France pour laquelle l'huile remplace le beurre pour l'appât des alimens ; cet impôt entrave le commerce. L'orateur s'attache à établir que la taxe sur les huiles est inconstitutionnelle, parce qu'elle ne porte pas également sur tous les Français, et qu'elle est désastreuse pour les départemens qui produisent soit l'huile d'olive soit l'huile de noix. En supposant que cette perception soit de trois millions, il seroit facile d'y suppléer par une augmentation de dix francs par quintal sur le droit à l'entrée des huiles étrangères, et par les économies que les circonstances commandent dans toutes les parties de l'administration publique. M. Châteaudouble demanda que les droits d'entrée, établis sur les huiles de toutes qualités fabriquées dans tout le royaume, cessent d'être perçus, à dater de la publication de la loi. Cette demande fut rejetée.

CHAUVELIN (le marquis de), étoit, avant la révolution, maître de la garde-robe du Roi ; il fut nommé ambassadeur de France à la cour de Londres en 1772, et M. de Talleyrand de Périgord le dirigea dans ses opérations diplomatiques. La Convention nationale ayant proclamé la république française, le gouvernement anglais refusa de la reconnoître, et signifia à M. de Chauvelin l'ordre de quitter l'Angleterre. Il fut envoyé ensuite auprès du grand duc de Toscane, qui refusa de le recevoir. Nommé membre du Tribunal après la révolution du 18 brumaire, M. de Chauvelin devint un admirateur enthousiaste de Buonaparte. En le félicitant sur ses triomphes et ses conquêtes, il lui dit : « qu'il avoit noyé dans des torrens de gloire et d'espérance les derniers levains des passions. » Napoléon, en 1804, le nomma préfet de la Lys et membre

de la Légion-d'Honneur. Il eut avec le général Sarrasin des démêlés violents qui le forcèrent à passer en Angleterre. Il fut nommé conseiller d'état. Buonaparte l'envoya en Espagne pour administrer la province de Catalogne en qualité d'intendant général : revenu en France au moment de la chute de son bienfaiteur en 1814, le roi le nomma, en août 1815, conseiller honoraire. Le département de la Côte-d'Or l'a nommé, en septembre 1816, membre de la Chambre des députés : il siége au côté gauche, première section. En décembre 1817, M. de Chauvelin combattit le projet de loi sur la liberté de la presse et sur les journaux ; il demanda l'établissement du jury pour les délits correctionnels ; il représenta les journaux des départements n'offrant qu'une monotonie insipide, mutilés sous l'impitoyable ciseau de l'autorité, et brûlant le même encens en l'honneur des idoles du temps et de MM. les préfets des départements. M. Chauvelin attaqua le projet de loi concernant la répression des abus de la liberté de la presse, présenté par les ministres. « Quelle est l'idée première, dit-il, et l'essence du système représentatif ? c'est que l'opinion puisse l'éclairer, et remonter sans cesse librement des citoyens jusqu'au pouvoir, ainsi qu'une nation soumise aux lois est gouvernée comme par elle-même. Sous la servitude de la presse, le gouvernement, isolé dans le système de l'opinion, entreprendrait donc la tâche plus difficile de façonner une nation à ses propres penchans, à ses idées, à ses habitudes particulières, par la liberté de la presse, soumise à des lois qui ne doivent être autres qu'une bonne définition des libelles, des garanties pour la responsabilité des auteurs, et le jugement par un jury ; le pouvoir, au contraire, se trouve conduit, redressé dans le sens de l'intérêt public, et dans l'heureuse impuissance de s'en séparer. La dis-

cussion libre de tous les actes de l'autorité publique peut seule former un Corps-Législatif à l'exercice de tous ses devoirs, et lui inspirer par un long usage cette sollicitude inquiète pour le sort du moindre opprimé, qui doit être placé par chacun de nous au rang de ses premières pensées. » En janvier 1818 M. de Chauvelin défendit le projet de loi sur le recrutement de l'armée ; cependant il en combattit plusieurs articles. « Ayant étudié, dit-il, la loi qui vous est présentée, j'avouerai qu'on y trouve des imperfections, des incohérences ou des lacunes ; mais un seul défaut m'a frappé comme devant porter à lui seul un obstacle, et un obstacle redoutable à l'adoption du projet ; et comme d'ailleurs j'ai vu dans ce projet des avantages ou l'espoir d'institutions propres à maintenir et à perpétuer la dignité du nom français, j'ai voulu, autant que j'ai cru le pouvoir, me concilier, et je réduis à l'adoption du seul amendement que je propose, la condition de mon consentement à son admission. » M. Chauvelin fit son amendement, qui consistait à substituer aux deux derniers paragraphes de l'article 5, ceux-ci : « Les appels n'ont jamais lieu qu'en vertu d'une loi ; la loi fixe le nombre total des hommes à appeler, et celui que chaque département doit fournir. Il sera appelé, dans le cours de l'année 1818, le nombre des hommes à appeler, suivant le tableau des répartitions entre les départements qui font partie de la présente loi. » Cet amendement fut rejeté. Il prétendit que l'armée devoit toujours recruter, parce qu'il faut résister aux attaques imprévues, et pouvoir suivre les augmentations successives des armées des puissances voisines. Il justifia les levées forcées. Cependant M. Chauvelin censura plusieurs articles du projet de loi, proposa des amendemens, et fit plusieurs réflexions sur les moyens qui pourroient le mieux en rendre l'exécution facile,

pleine et entière. Il nous est impossible de suivre l'orateur dans ses observations ; c'est une confusion d'idées obscures , qui rendent son langage intelligible. M. de Chauvelin partagea bien l'avis de la commission relatif à la proposition de M. de Serre, tendante à apporter quelques modifications au règlement de la Chambre ; mais il prétendit qu'au nombre des propositions que ce projet renferme, il en étoit une qu'il falloit adopter, celle qui est relative aux pétitions. Il prétendit qu'elle prévenoit tout désordre, tout inconvénient ; qu'elle garantissoit l'exercice du droit le plus saint, le plus précieux, dernier recours du malheureux, seule garantie de l'opprimé. Le règlement proposé par M. de Serre fut rejeté. M. Chauvelin combattit le projet de loi tendant à décerner une récompense nationale à M. le duc de Richelieu : il voulut justifier M. d'Argenson des reproches d'avoir, dans son discours, diffamé le gouvernement. Il observa qu'un député avoit le droit d'exprimer son opinion et ses regrets sur l'excès des dépenses publiques, sur les rouages ruineux de l'administration, et sur l'ensemble d'un régime d'abus. Oui, sans doute, il en a le droit ; mais il doit raisonner et non point diffamer. Il peut censurer, mais il ne doit point se livrer à des discussions propres à semer des entraves et des troubles, et à exciter le peuple contre le gouvernement. M. de Chauvelin prétendit ensuite que le projet de loi étoit incomplet, informe, et présentoit un caractère de légèreté, et tous les inconvénients d'une précipitation dangereuse ; qu'il consacroit l'aliénation d'un domaine de la liste civile ou de l'Etat. M. de Chauvelin, lors de la discussion du budget particulier du ministère de la guerre, fit l'éloge du ministre actuel de ce département, et censura avec amertume l'administration du duc de Feltre. Il ne craignoit point d'attaquer la mémoire d'un ministre qui

avoit rendu des services éminens à l'Etat, avoit contribué à la restauration de la monarchie, et qui est descendu au tombeau emportant les regrets universels. M. de Chauvelin fut un ceuseur perpétuel des projets de loi présentés par le gouvernement sur toutes les parties de l'économie politique. M. de Chauvelin combattit l'article du projet de loi sur les journaux, concernant le cautionnement de ceux des villes et des départemens. Il déclara que si la Chambre adoptoit l'article, tous les journaux des départemens, excepté celui de la préfecture, sont supprimés par le fait. Ces journaux de préfecture ne se sont établis qu'à l'aide des efforts des préfets : ils avoient peu d'avantages ; car établis par l'autorité et censurés par elle, quand ils avoient eu le malheur de déplaire ils étoient réprimandés et punis. Cependant, tels qu'ils étoient, ils avoient quelques avantages ; les nouvelles y étoient puisées dans des sources avouées, et ce qu'ils disoient pouvoit contribuer à balancer les faux bruits et les mauvaises impressions. D'un autre côté, s'ils répétoient les journaux de Paris, ceux de Paris leur empruntoient leurs articles, en les citant on en ne les citant pas : il y avoit donc échange de notions et de nouvelles, et une correspondance publique entre Paris et les départemens. Il faut donc savoir aujourd'hui si Paris ne saura ce qui se passe qu'au moyen des correspondances particulières, ou de celles dont certains comités voudront prendre le soin, et si une correspondance publique et libre n'offre pas mille fois plus d'avantages, sans offrir les inconvénients qui se présentent à l'esprit. A l'exception de Bordeaux, Lyon, Rouen, aucun journal de département ne pourra se soutenir. Or l'économie s'établissant dans les diverses parties de l'administration, une meilleure direction étant donnée aux encouragemens publics, les journaux des départemens ne trouvant plus dans la pré-

secture l'appui qui étoit nécessaire, il n'y en aura plus; tandis qu'à Paris il n'y aura pas jusqu'au banquier des jeux qui ne puisse avoir un journal à lui, et une voix qui lui sera facile. Qu'arrivera-t-il de cela? c'est que le gouvernement lui-même sera privé des notions les plus utiles sur ses agens, et ne les recevra que de ses agens eux-mêmes; il ne sera en rapport avec les seules autorités: aucun renseignement libre du public ne lui parviendra; de sorte que, par une induction qui n'est pas invraisemblable de ce défaut de renseignemens, et de ces isolement de gouvernement, on pourroit conclure bientôt que le rétablissement du ministère de la police générale seroit nécessaire. Mais il n'en sera pas ainsi. La publicité est l'âme du système représentatif; c'est la constitution des états libres: sans cette publicité, les formes du gouvernement représentatif peuvent tourner contre la liberté publique. L'honorable membre s'est trompé dans ses observations et dans ses calculs, les journaux des départemens qui existoient avant la loi de cautionnement subsistent encore aujourd'hui. L'esprit de parti, qui agit sans ordre, sans réflexion, conduit toujours à l'erreur.

CHEVALIER-LEMORE, procureur du Roi à Issengeaux, fut élu député en 1816 par le collège électoral du département de la Haute-Loire: il siége au côté droit, seconde section. Cet estimable député prononça un discours où il rappela les besoins des anciennes religieuses, et développa les moyens de secours qu'il falloit leur accorder, et réclama l'augmentation de leurs pensions.

CHEVALIER-MALIBERT, juge suppléant à Mayenne, fut élu député en 1816 par le collège électoral du département de la Mayenne: il a siégé au centre.

CHEVREUSE DE LUYNES, né en 1776, refusa constamment d'accepter des places et des emplois sous le gouvernement impérial. On connoît la grandeur d'âme de la duchesse de Chevreuse, sa femme, morte en 1812: Buonaparte lui proposa de la nommer dame d'honneur de la reine d'Espagne: la duchesse répondit avec une noble fierté qu'il n'y avoit jamais eu de geolier dans sa famille. A cette réponse, Buonaparte entra en fureur, et l'obligea de s'éloigner de Paris. Le Roi a créé M. le duc de Chevreuse pair de France: ses mœurs douces et ses précieuses qualités lui obtiennent l'amour et l'estime de tous ceux qui le connoissent.

CHOLET (comte de), fut nommé en 1795, par le département de la Gironde, membre du conseil des Cinq-Cents; il combattit le projet de rétablir la loterie nationale; il demanda qu'il n'y eût plus de distinction entre les citoyens et les représentans prévenus de calomnie, et fit rapporter la loi qui bannissoit de Paris cent quatre-vingt-dix-huit membres de la Convention; il s'opposa à la proposition de décréter l'inviolabilité des lettres, et soutint que le Directoire devoit avoir le droit de les ouvrir quand il le jugeroit nécessaire; il combattit la proposition d'exclure les nobles de tous les emplois; présenta un rapport sur la législation concernant les ecclésiastiques, et proposa la déportation de ceux qui refuseroient de se soumettre aux lois; il fut d'avis de supprimer la publicité donnée à la célébration du 9 thermidor, et s'opposa à la réunion en une seule, des trois fêtes des 13 vendémiaire, 9 thermidor et 18 fructidor, parce qu'il ne vouloit point confondre, disoit-il, la faction des royalistes avec celle des anarchistes, beaucoup moins abominables; il s'opposa aussi au projet relatif à la confiscation des biens des ascendants, comme contraire aux principes de justice, et

à celui de supprimer du serment civique la formule de haine à la royauté; il présenta un projet pour l'organisation des sociétés politiques. Après la révolution du 18 brumaire il fut membre de la commission intermédiaire chargée de donner de nouvelles bases à la constitution. Buonaparte le nomma sénateur et comte de l'empire. Cependant M. Cholet adhéra à sa déchéance et au rétablissement des Bourbons; le Roi le créa pair le 4 juin 1815, et n'ayant pas été compris dans la liste des pairs de Buonaparte, il a été conservé dans sa dignité de pair. Lors de la discussion sur le projet de loi de la liberté de la presse, M. Boissy-d'Anglas demanda que la loi fût temporaire. M. le comte Cholet combattit cet amendement; il observa qu'on peut borner sans inconvénient la durée des lois d'exception, parce qu'à l'expiration de ces lois tout rentre sous l'empire des lois ordinaires, dont le cours auroit seulement été suspendu. Ici l'on propose de rendre temporaire une loi qui abroge les lois anciennes. Qu'est-ce autre chose que de priver de toute règle, à l'expiration de cette loi, la matière qu'elle régit? ou si l'on prétend que la loi reprendrait son empire, que gagnera-t-on de retomber sous un régime dont on convient généralement que la rigueur est adoucie par la loi proposée. L'amendement fut rejeté. M. le comte de Cholet combattit la proposition de M. Barthélemy, relative à la loi des élections, par des sarcasmes et des déclamations. « Quel prestige, dit-il, peut aveugler son auteur, connu par une loyauté sans reproche et d'honorables infortunes? Dans quelles sources a-t-il puisé le motif de sa conviction? La maligne joie des ennemis de la Charte, la baisse du crédit, les alarmes du gouvernement, tout ne doit-il pas au contraire le convaincre du danger de sa démarche? Elle suppose, ou que la résistance du gouvernement à tout

changement dans la loi des élections n'est pas sincère, ou qu'on s'embarrasse peu de donner à la France un énorme scandale. Ce n'est pas l'intérêt de la propriété que défendent les adversaires de la loi; c'est leur ancienne influence qu'ils regrettent, et qu'à tout prix ils voudroient rétablir. On se propose d'autres vues, mais elles seront déjouées par la fermeté d'un ministère qui offre pour la première fois le tableau du patriotisme et de l'union. » M. le comte Cholet, dans la discussion du projet de loi relatif au changement de l'année financière, observa que la Chambre marchait entre deux écueils; d'un côté elle ne peut perpétuer le système des douzièmes provisoires, sans violer ouvertement l'article 18 de la Charte, qui veut que toute loi, et par conséquent toute contribution soit discutée et votée librement; d'un autre côté elle ne peut adopter un budget de dix-huit mois sans contrevenir à l'article 42 de la Charte, qui défend de voter l'impôt pour plus d'un an : dans cet état de choses le noble pair proposa un nouveau plan; il consistait à diviser en deux budgets le vote extraordinaire que l'on propose; le premier de ces budgets auroit pour matière les recettes comprises entre le 31 décembre 1818 et le 1^{er} juillet 1819, époque où, dans le projet du noble pair, comme dans celui du gouvernement, commence l'année financière. Les recettes et dépenses de l'année, comprises entre le 31 juin 1819 et le 1^{er} juillet 1820, formeroient la matière du second. Les deux budgets pourroient être compris dans la même loi des finances. Le plan proposé par M. Cholet ne parut pas satisfaire la Chambre des Pairs. Lors de la discussion du projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses de 1819, M. Cholet retraça brièvement l'histoire de la dotation sénatoriale; son origine remonte à la fondation

même du Sénat. La loi du 22 frimaire an 8 ordonna que des revenus des domaines nationaux déterminés seroient affectés aux dépenses de ce corps; mais le chef du gouvernement alarmé de l'indépendance qu'assuroit au sénat une pareille dotation, fit accepter par un sénatus-consulte du 14 nivose an 9, au lieu des domaines nationaux déterminés, une somme annuelle de quatre millions à prendre sur le produit des forêts nationales. Si, depuis, et en considération des besoins de l'état, un abandon temporaire de deux millions a été consenti par les anciens sénateurs, ce sacrifice généreux ne peut nuire à leurs droits ni à ceux du domaine de la couronne; celui-ci n'en conserve pas moins la propriété de quatre millions affectés au Sénat sur les forêts nationales, et qui, ne pouvant être considérés comme une charge publique, ne devoient en aucun titre figurer dans le budget, et devenir pour les Chambres un sujet de délibération.

CHOISEUL GOUFFIER (le marquis de), fils du comte de Choiseul Gouffier, né en 1775, devint auditeur au Conseil-d'Etat en 1809; Buonaparte le nomma sous-préfet de Versailles, et bientôt préfet de Morlaix. M. Choiseul Gouffier adhéra à la déchéance de Buonaparte et au rétablissement des Bourbons au trône de France. Monsieur, lieutenant-général du royaume, l'appela à la préfecture de l'Eure. Lors de l'invasion de Buonaparte, en mars 1815, M. Choiseul publia une proclamation conforme aux vœux et aux projets de l'usurpateur; malgré cet acte de faiblesse Buonaparte le destitua quelque temps après. Le Roi le nomma à la préfecture de la Côte-d'Or; il fit une proclamation qui contient le passage suivant : « Le mensonge et la perfidie ont égaré plusieurs d'entre vous; mais l'erreur est dissipée : le rétablissement de la dime et des droits féodaux

devenus incompatibles avec la forme de notre gouvernement, n'a jamais été dans la pensée de notre bon Roi; lui-même l'a déclaré avec cette noble franchise qui fut toujours le caractère de son auguste race; il garantit aussi par sa parole royale et par la Charte Constitutionnelle l'irrévocabilité des ventes des biens nationaux. » En janvier 1816 M. Choiseul Gouffier voulut consoler les habitants de son département, des charges imposées par les circonstances; il leur dit dans une proclamation : « Que les factieux, s'il s'en trouvoit parmi vous, soient repoussés par une indignation unanime; l'autorité les atteindra, et toute la rigueur des lois retombera sur les Français régénérés qui ne veulent pas que la patrie soit tranquille et heureuse. » Il adressa aux maires de son département une circulaire où l'on remarquoit le passage suivant : « Pourquoi faut-il que des écrits alarmans, des nouvelles mensongères circulent encore dans les villes, et jusque dans les campagnes? Combien ils sont coupables ceux qui tentent d'affaiblir la confiance due à notre Roi et à son gouvernement! Quel est leur but? De nous plonger dans un abîme de maux. Il est donc encore des hommes pour lesquels la tranquillité et le bonheur de la France sont un cruel supplice! C'est aux sujets fidèles, à ceux sur-tout qui exercent quelque portion de l'autorité, à signaler à la rigueur des lois ces perturbateurs du repos public; nous les poursuivrons avec toute la fermeté que méritent de si criminelles intentions. Que tous les amis du Roi, les courageux défenseurs de la légitimité du trône, qui ont constamment souffert pour le maintien d'une si belle cause, s'unissent à vos efforts; ils augmenteront ainsi le prix de leurs anciens services, et nous nous estimerons heureux d'appeler sur eux les faveurs du meilleur des rois. » M. Choiseul Gouffier a succédé à la pairie comme neveu du

comte de Choiseul Gouffier, mort sans enfans.

CHOISEUL-STAINVILLE (le duc de), étoit colonel du régiment de Royal-Dragons lorsque Louis XVI. pour échapper à la tyrannie révolutionnaire, résolut de s'éloigner de Paris. Il fut chargé de protéger le passage du monarque à Varennes ; mais, par une méprise bien déplorable, il ne se trouva pas au temps prescrit au poste qui lui étoit assigné. M. de Choiseul fut arrêté et emprisonné à Verdun, ensuite transféré à Orléans. L'amnistie proclamée lors del'acceptation de la constitution le rendit à la liberté ; il partagea ensuite tous les dangers du Roi, et resta auprès de lui jusqu'à sa translation au Temple. Il leva un régiment de hussards, et fut pris par les républicains lors de son passage d'Allemagne en Angleterre. La cour de Londres fit de grands sacrifices pour obtenir sa liberté ; mais ayant échoué sur les côtes de Picardie, il fut emprisonné à Calais. Buonaparte fit déporter M. de Choiseul et ses compagnons d'infortune sur la frontière de Hollande. Rentré en France, il y vécut paisiblement jusqu'à la chute du gouvernement impérial. Le Roi le créa pair le 4 juin 1814. Lors de l'invasion de Buonaparte, M. de Choiseul suivit Sa Majesté à Gand, et à son retour il fut nommé président du collège électoral des Vosges. Lors de la présentation du testament de Marie-Antoinette, M. de Choiseul dit d'une voix émue : « Vous venez d'entendre la communication des sentimens augustes qui ont toujours animé cette reine, dont le caractère présentait l'union si parfaite de la grâce la plus noble et du courage le plus sublime, de cette digne épouse du plus juste et du plus vertueux des rois : honoré de ses bontés, j'ose le dire, de sa confiance, désigné, peut-être, dans ses derniers souvenirs, n'ayant été séparé d'elle que sur le seuil du

Temple, plus qu'un autre je retrouve dans ce précieux dépôt ces sentimens adorables qu'elle manifestoit sans cesse, cette clémence surnaturelle, ce souvenir religieux des services, ce parfait oubli des injures, enfin ces qualités si rares qui confondirent ses calomniateurs et firent le désespoir de ses bourreaux. C'est avec un sentiment de joie et d'orgueil pour sa mémoire que je vois offrir à l'admiration de la France la révélation de ses dernières pensées qui complètent l'honneur de sa noble existence. Il n'est plus permis maintenant de louer celle qui est au-dessus de toute louange ; tout doit se taire, tout doit se recueillir dans le respect et la douleur : la Reine, du bord du tombeau, se présente à la postérité comme le modèle des mères, des épouses et des reines. » Dans la discussion du projet de loi sur le recrutement de l'armée, M. le duc de Choiseul observa que « si l'on réunissoit les diverses propositions faites par les membres qui combattent la loi, il seroit difficile d'en faire une bonne, car les uns veulent des articles que les autres rejettent : selon les uns, la réserve est trop forte ; elle est trop faible suivant les autres ; quelques-uns pensent qu'il n'en faut pas du tout, vu qu'elle se trouve dans le cœur de tous les Français ; d'autres regrettent le vote annuel, ceux-ci ne veulent pas d'appel, ceux-là en veulent avec d'autres formes : l'enrôlement volontaire subsiste, disent les uns ; il est insuffisant, disent les autres. On s'écrie que les abus de la conscription vont renaître ; on nous peint déjà les préfets imitant ceux du dernier gouvernement, doublant le nombre d'hommes demandés, et s'en vantant comme d'un titre de gloire ; d'autres enfin, rassurés sur ces excès de zèle que la différence du temps et du gouvernement empêche et réprouve, croient cependant assurer suffisamment la force conservatrice de la France avec des milices et des primes. Que faire donc au milieu de

sentimens si divers? Suivre le Roi législateur qui nous a donné la Charte, qui connoît aussi bien que nous ses droits et ses limites. Sa sagesse supérieure a bien peu d'égale : le noble pair voit en lui la providence de l'Europe; de la haute sphère où il est placé, il connoît mieux que nous les besoins de l'Etat, la nécessité des institutions, et les règles qui doivent les consolider; il juge l'ensemble sans passions et sans regrets. Il est possible que le cercle étroit de nos relations politiques et de nos relations sociales nous égare : quelques-uns de nous voient des abîmes où d'autres peuvent voir des moyens de réunion et de prospérité. » Et quant au résultat des méditations du Roi et de son gouvernement, le noble pair voit l'assentiment de la Chambre des députés; il ne cherche plus à s'égarer parmi cette foule de nouveaux systèmes; il voit une loi à-la-fois royale et nationale, et il vote pour la loi dégagée des amendemens proposés par la majorité de la commission. M. le duc de Choiseul combattit la proposition de M. Barthélemy, relative à la loi des élections; il la regarda comme contraire à la tranquillité et au bien de l'Etat, contraire aux sentimens du Roi, injurieuse pour la seconde Chambre et pour les collèges électoraux, désastreuse dans ses effets, proscrite par l'opinion publique. On discuta dans la Chambre des pairs le projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses de 1819 : M. le duc de Choiseul fit quelques observations sur les discussions élevées hors de cette enceinte relativement à l'article de deux millions porté au budget sous le titre des *Dépenses de la Chambre des pairs*. Le noble pair réclama contre ce titre inexact, qui suppose une ignorance absolue de la véritable situation de la Chambre sous le rapport de ses dépenses. Il n'y a point, en effet, de dépenses acquittées pour elle par le trésor public : jusqu'à ce jour il a été pourvu aux frais de son administration par le

domaine de la couronne; et loin d'être à charge au trésor, la Chambre des pairs a été pour lui l'occasion d'un bénéfice annuel de deux millions. Le noble pair rappela qu'à l'époque du 1^{er} janvier la dotation de l'ancien sénat s'élevait à cinq millions huit cent mille francs, dont quatre millions ont été affectés sur les forêts de l'Etat. La restitution des biens confisqués a réduit de cinq cent mille francs le revenu annuel de cette dotation, et sur les quatre millions provenant du produit des forêts, deux millions ont été abandonnés au trésor, en considération des besoins de l'Etat : ce sont les deux autres millions qui figurent annuellement au budget comme dépenses de la Chambre des pairs. C'est en regardant comme une charge éventuelle pour l'Etat ce qui n'est que l'acquit d'une créance légitime, qu'on a été conduit à reprocher à la Chambre des pairs l'excès de ses dépenses, à demander qu'elle en présentât les comptes.

CLAPARÈDE (le comte de), né en 1772, à Gignac en Languedoc, embrassa la carrière militaire où il se distingua par sa bravoure; il servait sous le général Moreau; combattit aux batailles d'Ulm, d'Austerlitz, d'Iéna, au-delà de la Moscova, au passage de la Braun, et à celui de la Bérésina, où il fut blessé. Il soutint un combat glorieux sur les hauteurs de Gézabel, contre l'ennemi qui débouchoit de la Bohême. Le Roi le nomma en 1814 chevalier de Saint-Louis, lui donna le commandement d'une division d'infanterie à Paris, et le gouvernement du château de Strasbourg; et le nomma inspecteur-général d'infanterie de la division militaire. Il a été créé pair de France par l'ordonnance du 5 mars 1819.

CLAUSEL DE CAUSSERGUES, né à Caussergues, dans le département

de l'Aveyron, en 1765, étoit, avant la révolution, conseiller à la cour des aides à Montpellier; il émigra et servit dans les armées des princes: il fut élu au Corps-Législatif en 1806 et devint conseiller à la Cour d'appel à Montpellier. Il se réunit à cette majorité qui blâmoit ouvertement l'ambition de Buonaparte et vouloit le forcer à faire la paix. Il fut nommé député en 1815, et conseiller à la Cour de cassation. Il vota dans le sens de la majorité. Réélu membre de la Chambre des députés en septembre 1816, il a siégé au côté droit, première section. Dans la discussion du projet de loi relatif au recrutement de l'armée, M. Clausel de Caussergues proposa d'exempter du service les fils uniques et les aînés des familles. M. Clausel défendit cette proposition, et détruisit l'objection prise de ce que ce droit étoit contraire à nos institutions modernes. Il observa que le droit d'aînesse avoit été supprimé par l'assemblée constituante. « Mais quel étoit ce droit, et quel fut le motif de l'assemblée? Tout le monde sait qu'elle ne détruisit le droit d'aînesse que comme une institution féodale, qui, dans certaines provinces, donnoit la plus grande partie du patrimoine aux aînés des familles nobles, et conservoit ainsi dans ces familles une supériorité constante de fortune, tandis qu'un partage égal dans les autres familles tendoit à les maintenir dans la médiocrité. Le droit d'aînesse a ses racines dans le cœur humain, puisqu'il remonte aux premiers âges du monde et à ces familles patriarchales destinées à servir de modèle à toutes les autres familles: il a été conservé par la législation romaine qui sut l'accorder avec la puissance paternelle, et il a passé, ainsi modifié, dans les mœurs de tous les États modernes. » La proposition de M. Clausel de Caussergues fut rejetée. M. Clausel fit une proposition tendante à supplier le Roi de faire présenter aux Cham-

bres une loi répressive sur le duel; il en développa les motifs dans un discours recommandable par l'éloquence du style, par la noblesse des pensées, par la richesse des expressions: les principes et les vérités qu'il renferme attestent le génie et les vertus d'un magistrat et d'un ancien soldat. Il démontra que la France, comme tous les États de l'Europe, a eu des lois contre le duel, jusqu'à l'époque où l'assemblée constituante remplaça nos anciennes lois criminelles par le Code des Délits et des Peines, de 1791. Le duel n'étoit qualifié ni crime, ni délit dans ce nouveau Code; il ne pouvoit plus être puni. Cependant les procureurs généraux près les Cours royales de Montpellier, de Toulouse, de Paris, ont requis contre ces meurtres l'application de l'article du Code pénal relatif à l'homicide volontaire; les Chambres d'accusation de ces trois Cours ont fait droit à ces récusations; mais les accusés s'étant pourvus en cassation, la Cour chargée spécialement par son institution de veiller à l'exacte application des lois, a déclaré par son arrêt du 8 avril 1819, qu'aucune disposition du code pénal relative à l'homicide, au meurtre et à l'assassinat, ne pouvoit s'appliquer à l'homicide commis dans un duel. La Chambre des pairs a consacré le même principe, lorsqu'en 1818 elle a rejeté une accusation portée devant elle contre un de ses membres comme complice d'un duel. L'honorable membre réfute par des monumens historiques et par la législation des peuples de l'Europe sur le duel, les deux objections contre les lois sur le duel. On dit qu'elles sont inexécutables, et on ajoute que si elles pouvoient s'exécuter, elles détruiraient l'esprit de valeur guerrière qui distingue si éminemment notre nation. Il expose la preuve que ces lois ont eu, à certaines époques, l'exécution la plus salutaire, et que ces époques sont précisément les plus

glorieuses pour notre pays. L'honorable membre ne voulut point se permettre de proposer les articles d'une loi sur le duel : un tel projet ne pourroit sortir que de la discussion et d'une profonde délibération de la Chambre; il se borna à demander au nom de la religion, de l'humanité, pour le repos des familles et les intérêts fondamentaux de la société, que le Roi fût supplié de présenter aux Chambres une loi contre le duel. L'honorable membre termina son discours par cette péroraison touchante : « Lorsque d'anciennes lois se renouvellent dans divers pays, c'est que le besoin s'en fait universellement sentir : dans ce moment, les États-généraux de Bavière s'occupent d'une loi sur le duel; le gouvernement prussien se propose, dit-on, de faire exécuter à la rigueur la loi du grand Frédéric. L'Angleterre n'a pas besoin de nouvelles lois contre ce crime; mais ses jurés, qui lui accordent actuellement beaucoup d'indulgence, pourroient reprendre leur ancienne sévérité. Le meurtre mutuel de deux beaux-frères, qui vient de se commettre avec des circonstances si horribles, dans l'Amérique anglaise, aura fait particulièrement impression sur le peuple qui a les mêmes mœurs et les mêmes lois criminelles. Hélas! pourquoi suis-je obligé de dire que depuis que ma proposition a été mise pour la première fois sous vos yeux, un forfait plus horrible encore, un double fratricide, a jeté le deuil dans une de nos premières cités; que dans tout l'univers et dans tous les siècles, un jour seul ait vu un si horrible forfait! Puissent nos descendans en faire perdre même la mémoire! C'étoit le vœu que formoit un de nos poètes qui a chanté ce combat de deux frères dont l'antiquité fut effrayée: ce vœu, qui étoit celui de la nature même, ne fut pas accompli, et le poète pourroit encore une fois faire entendre ces paroles: Enfants d'une même

patrie, serez-vous spectateurs indifférens d'un crime aussi effroyable! il n'y auroit donc plus ni lois, ni patrie?

CLERMONT -- GALLERANDE (marquis de), fut nommé pair de France et commandeur de Saint-Louis: il n'est point de la famille des Clermont-Tonnerre.

CLERMONT-TONNERRE, étoit évêque de Châlons-sur-Marne et pair de France. Il se déclara un zélé défenseur de la religion et de la monarchie. Député aux États-Généraux de 1789, il signa les protestations de la minorité contre les innovations, et fut chercher un asyle chez l'étranger. Il donna la démission de son évêché en vertu du concordat. M. de Clermont-Tonnerre fut nommé par le Roi pair de France, en 1814.

CLERMONT-TONNERRE (duc), est le chef de la branche aînée de l'une des plus anciennes familles de France. Il défendit constamment la monarchie et la légitimité. Le Roi l'a nommé, en 1814, maréchal-de-camp et pair de France.

CLERMONT-TONNERRE (marquis de), entra dans l'Ecole polytechnique en 1799; il fut employé dans les armées d'Allemagne, d'Italie et d'Espagne, fut nommé successivement lieutenant des mousquetaires gris, chevalier de Saint-Louis, maréchal-de-camp, officier de la Légion-d'Honneur et pair de France. M. le marquis de Clermont-Tonnerre défendit le projet de loi relatif au recrutement de l'armée; il observa que de tout temps la supériorité politique fut le partage des peuples qui eurent la meilleure constitution militaire. « C'est à l'excellence de cette constitution que Rome dut la conquête du monde, et ce principe de force et de vie qui résista pendant quatre cents ans aux causes de destruction réunies contre le Bas-Empire.

pire. L'organisation de la phalange macédonienne contribua peut-être plus que le génie d'Alexandre à l'asservissement de la Perse, et l'on explique, par la même raison, les succès de François I^{er} et ceux de Louis XIV. Parmi les élémens dont se forme la constitution militaire d'un peuple, la plus importante, sans doute, est la composition de l'armée. Aussi voit-on quel soin apportaient les Romains, qu'il faut toujours citer quand il s'agit de fonder quelque chose de durable, dans la formation de leurs légions. Chez tous les anciens peuples la profession des armes, réservée aux hommes libres, fut un titre de noblesse; elle jouit chez nos aïeux des mêmes privilèges, et l'homme qui se refusoit au service militaire tomboit dans la classe des serfs. Le tiers-état, d'après l'affranchissement des communes, fut admis à partager ce service, qui n'a plus cessé d'être regardé comme une obligation honorable, commune à tous les Français, et qu'à différentes époques ils ont été appelés à remplir. Nos rois eux-mêmes conduisoient leur fils sur le champ de bataille et leur y donnoient l'exemple de combattre pour la patrie. C'est donc un principe français que tout homme est soldat quand il s'agit de la défense commune. On a sans doute abusé de ce principe dans des jours d'erreur et de gloire qui ont préparé nos revers; mais depuis ces revers mêmes, un fait qu'on ne sauroit assez admirer, le licenciement de l'armée, opéré sans trouble et sans désordre, prouve combien l'emporte sur le soldat mercenaire celui que la loi appelle sous les drapeaux. L'histoire ancienne et moderne se réunissent donc pour établir la supériorité de ce mode de recrutement. Seroit-il vrai qu'il fût prescrit par la Charte? L'opinion contraire paroît au noble pair établie sur différens argumens. Le plus puissant de tous est la nécessité d'avoir une armée et l'impossibi-

lité de se la procurer par un autre moyen. Mais, a-t-on dit, c'est rétablir la conscription que la Charte déclare abolie: Non, la conscription étoit une application vicieuse du principe des appels obligés; la loi de recrutement est une application sage et modérée de ce principe. Il y a autant de différence entre ces deux lois qu'entre l'abus et l'usage. M. le marquis de Clermont-Tonnerre proposa quelques amendemens qui furent rejetés. Le noble pair combattit le projet de loi relatif aux travaux de l'Ourcq. Ce n'est point par des considérations générales, mais sur des faits particuliers, qu'il en proposa le rejet. Il observa qu'un emprunt de 7 millions va être ajouté aux charges nombreuses qui pèsent déjà sur la ville de Paris. Un dommage immense, un dégât inappréciable causé par l'infiltration des eaux du bassin de la Villette, s'étend à une grande distance de ce bassin, dans tous les lieux qu'il domine. Le noble pair a vu dans ce rayon les caves remplies d'eau, les puits engorgés et ébranlés, des champs convertis en marais, des jardins en étangs, des ateliers envahis, des habitations désertes, d'autres qui menacent une désertion prochaine. Qui réparera ces désastres? qui sera chargé d'y mettre un terme, sans lequel bientôt la campagne, au nord de Paris, feroit éprouver à ses habitans les funestes effets de l'*Aria Cattora*, qui rend si dangereux le séjour de la campagne de Rome? Le noble pair a vérifié par lui-même tout ce qu'il expose, il distingue les maisons, cite les propriétaires, et présente à l'assemblée le plan des lieux qu'embrassent ses recherches. Prétendra-t-on que les désastres dont il se plaint ne sont pas dus à la cause qu'il assigne? Le seul moyen de le prouver seroit de mettre à sec le bassin de la Villette. Le noble pair ne craint point l'emploi de ce moyen. M. le marquis de Clermont-Tonnerre fit le rapport, au nom de la commission spéciale chargée de l'examen d'une

proposition tendante à l'entière abolition du droit d'aubaine et de détraction. Il prononça un discours où brillent l'éloquence du style, la profondeur et la précision des pensées, et de vastes connoissances dans cette partie de l'histoire problématique. Il observa que « s'il est vrai, en politique, que les constitutions n'ont qu'une valeur relative, que s'il est vrai que, pour être bonnes, elles doivent être en harmonie avec le caractère des peuples, le climat et la position géographique des empires, il n'est pas moins vrai qu'elles doivent être dans un égal accord avec l'état moral des nations et avec le degré de civilisation auquel elles sont parvenues. C'est principalement sous ce rapport que le noble pair examina la question du droit d'aubaine. Il en donna la définition, développa les principes qui dirigent sa législation; il exposa les diverses variations que cette constitution a éprouvées; il détruisit cette objection spécieuse, que si la France supprime le droit d'aubaine, il faut que les étrangers le suppriment à l'égard des Français. M. le marquis de Clermont-Tonnerre prouve qu'il seroit dans l'intérêt des étrangers de le faire, mais que cette réciprocité seroit inutile ou nuisible: inutile relativement aux Français favorisés par la fortune; car à coup sûr ils ne quitteroient pas un tel sol, que tout le monde envie, pour chercher d'autres climats; et si nous ne voyons pas qu'ils le fassent maintenant pour les pays les plus comblés de la nature, ils ne le feroient pas sans doute pour des climats plus sévères; nuisible relativement aux Français pauvres, qui, lorsqu'ils se sont enrichis à l'aide de leur industrie, rapportent en France les biefs acquis sur un sol étranger, biens qu'ils y laisseroient au contraire, s'ils pouvoient les conserver et en disposer à la mort sans cesser d'être Français. Il ne s'agit pas seulement de proposer à nos voisins l'abolition d'un

droit barbare, il faut nous-mêmes abolir un droit odieux qui nous nuit, et laisser aux autres peuples ce qui leur sera à-la fois le plus honorable et le plus utile. Le moment où les souverains, par une sainte alliance, proclament les grands principes de la justice universelle, paroît peut-être opportun pour donner ce bel exemple. Mais il ne vous échappera pas que le droit d'aubaine et de détraction n'est point une question aussi simple qu'elle le paroît au premier coup-d'œil, et qu'elle renferme, au contraire, sous le rapport du droit et de la législation, un grand nombre de questions dont le législateur, en reconnoissant le principe, fera nécessairement l'objet de ses plus profondes méditations. M. le marquis de Clermont-Tonnerre annonça que la commission avoit adopté la proposition faite par M. le duc de Lévis. La Chambre des pairs fut de cet avis. M. de Clermont-Tonnerre défendit la proposition de M. Barthélemy relative à la loi des élections. Il démontre les abus et les vices de cette loi désastreuse; il nie que la proposition ait alarmé toute la France, et il ne craint point cette opinion publique dont on menace les défenseurs de la proposition. S'il existe une opinion publique, c'est dans le vœu des Chambres qu'elle se manifeste; on ne peut admettre pour organes des pamphlets éphémères. « On ne nous permet point, dit M. de Clermont-Tonnerre, de toucher à la loi des élections; mais cette loi même n'a-t-elle pas déjà été modifiée par la loi du 25 mars 1818, rendue à la suite d'une proposition émanée de l'autre Chambre? Voit-on que le calme en ait été troublé? Pourquoi le seroit-il aujourd'hui? » Deux reproches généraux furent faits par M. le marquis de Clermont-Tonnerre à la loi des élections, lorsqu'on la discuta à la Chambre des pairs. Il lui reprochoit de trop affaiblir l'influence du gouvernement, et de rendre illusoire dans la main du Roi

Le droit de dissoudre la Chambre électorale. L'expérience n'a que trop confirmé ses craintes sur le premier point ; il en appelle aux alarmes témoignées par les ministres, à l'époque des deux renouvellemens qui ont eu lieu. Sur le second, le noble pair persiste à croire que le droit de dissoudre cette ancre de miséricorde d'un gouvernement en détresse a perdu toute sa force par la loi dont il s'agit. Veuille le ciel ne pas le rendre témoin d'événemens qui justifient sa prévoyance ! Mais il ne peut oublier qu'un orateur de l'autre Chambre a comparé avec raison une élection plus populaire encore, à ce géant qui, terrassé par Hercule, reprenoit, en touchant la terre, de nouvelles forces.

COLAUD (comte), né à Briançon en 1754, entra dans la carrière militaire ; il se distingua en 1792 à la bataille de Valmy par sa valeur ; lors de l'attaque du camp de Famars, il fit une retraite savante qui sauva l'armée française. Après la prise de Valenciennes le camp de César fut forcé : M. Colaud, par de savantes manœuvres, favorisa les mouvemens de l'armée, qui se replia devant des forces supérieures ; il y fut blessé. Il alla commander à Toulon, où il réprima une insurrection fomentée par les jacobins. Le général Colaud rejoignit ensuite l'armée du Nord, où Pichegru lui confia le commandement de quatre divisions ; il contribua à la prise de Trèves, poursuivit les Prussiens, et vint bloquer Mayence. M. Colaud se distingua dans plusieurs combats qu'il livra aux ennemis. Il fut chargé en 1798 du commandement militaire des départemens réunis de la Belgique qui étoient en insurrection ; il rétablit la tranquillité publique par sa fermeté ; il fit d'autres opérations militaires qu'il termina avec succès, et où il développa de grands talens. M. Colaud fut nommé sénateur en 1801, et fit partie de la députation

qui alla féliciter Buonaparte sur ses victoires ; il prit le commandement des troupes françaises en Hollande. Il revint au Sénat. De retour de la campagne de Vienne, il fut un des chefs de l'opposition qui s'étoit formée dans le Sénat contre l'ambition et le despotisme de Buonaparte. Il s'empessa de voter la création d'un gouvernement provisoire, et d'adhérer aux mesures adoptées pour exclure Napoléon du trône de France. Le Roi le créa pair en 1814. M. Colaud réunit à la bravoure militaire les vertus de l'homme religieux.

COLCHEN (le comte de), né en 1752, fut successivement commissaire des relations extérieures, membre de la première commission chargée de négocier la paix avec l'Angleterre en 1801, préfet du département de la Moselle, sénateur, et membre de la députation chargée de porter à Buonaparte une lettre de félicitation sur sa déclaration de guerre faite à la Prusse. En 1813 il fut envoyé comme commissaire extraordinaire à Nancy pour exhorter les citoyens à soutenir la puissance de Buonaparte qui s'affoiblissoit par ses revers. Cependant M. Colchen adhéra à sa déchéance. Le Roi le nomma pair de France le 4 juin 1814 ; il le fut aussi par Buonaparte en mai 1815. L'ordonnance du Roi du 24 juillet prononça son exclusion ; mais une autre ordonnance du 9 mars 1819 le rétablit dans la dignité de pair. M. Colchen disoit à Buonaparte en mars 1804 : « Tous les Français se serreront avec plus de dévouement et d'amour près du héros auquel ils doivent leur indépendance et leur amour, et dont la glorieuse destinée est de gouverner sur les factions qu'il a éteintes. Oui, citoyen premier consul, vous serez toujours inaccessible aux attaques des ennemis de la patrie ; réunissant tous nos vœux, toutes nos espérances, environné de toutes nos affections, le Ciel, protecteur des vertus et vengeur des crimes,

aura bientôt dispersé sous vos coups ces barbares insulaires, le fléau et l'opprobre des nations.

COIGNY (le duc de), entra dans le service militaire, et commanda un corps de cavalerie dans les guerres d'Hanovre. Il fut député de la noblesse de Caen aux États-Généraux de 1789, signa les protestations de la minorité contre les étranges innovations de l'Assemblée constituante, et émigra en 1792 : il fit les campagnes des princes, et rentra en France avec le Roi en 1814. Sa Majesté le créa pair, maréchal de France, et gouverneur de l'hôtel des Invalides.

COMPAN (le comte), né en 1769, fit les premières campagnes de la révolution, et se distingua dans la guerre contre la Prusse et la Russie; il commanda, le 28 mars 1814, les débris de l'armée de Buonaparte, et prit une position où il fut attaqué par les troupes du comte de Wittingstein. Il se défendit longtemps avec vigueur; mais enfin, accablé par le nombre, il se replia sur Bondy, et vint se réunir aux corps qui se rassembloient sous les murs de Paris. Dans son mémoire, le maréchal Marmont lui a reproché de n'être pas resté sur les hauteurs de Romainville, qui formoient la clef de la position protectrice de Paris. Le Roi le nomma en avril 1814 membre du comité de la guerre. M. Compan commandoit une division à la bataille où il fut fait prisonnier. Le Roi l'a nommé pair de France.

CONEGLIANO (Adrien Moncey, duc de), né à Besançon en 1754, entra fort jeune dans la carrière militaire; il servit comme grenadier; il quitta les armes et se livra à l'étude du droit; mais telle n'étoit point sa vocation. Il entra dans la gendarmerie, où il parvint au grade de capitaine; et c'est à l'armée des

Pyrénées Orientales que M. le duc de Conegliano se distingua par sa valeur; il remporta une victoire éclatante qui lui assura la conquête de la Navarre Espagnole. Nommé général en chef de l'armée des Pyrénées Occidentales, il obtint de nouveaux succès, et signa la paix avec le marquis d'Istria. Après le 18 brumaire il fut envoyé en mission à Lyon; il se conduisit avec modération et avec sagesse, et alors il fut exposé aux attaques et aux injures des jacobins. Il passa ensuite à l'armée d'Italie, et on lui confia le commandement d'un corps de vingt mille hommes; il se distingua aux batailles de Marengo, de Monzabano et de Roverdo. Employé en Espagne, le duc de Conegliano battit et poursuivit les insurgés du royaume de Valence; rappelé en France, il prit le commandement de l'armée du Nord, et fit les campagnes de 1812 et 1813. Napoléon le créa maréchal de l'empire et inspecteur-général de la gendarmerie. Le 18 janvier 1814, nommé major-général, commandant la garde nationale parisienne, il protesta à Buonaparte, lors de son départ pour l'armée, qu'il veillerait au salut de l'empire et à la garde du dépôt qui lui étoit confié. En effet, il donna des preuves de son zèle et de son dévouement; il rallia dans les Champs-Élysées les débris des troupes dispersées. Le Roi, à son retour, nomma le maréchal Moncey ministre-d'état et pair de France. Il adressa au corps de la gendarmerie un ordre conçu en ces termes: « Buonaparte vient de pénétrer dans une de nos provinces les armes à la main: les ennemis du trône et de la patrie chercheront à s'emparer de cet événement pour allumer la guerre civile chez nous; leur attente également insensée sera trompée. Je connois les sentimens d'honneur qui vous animent, c'est en ce moment surtout que par l'accomplissement le plus scrupuleux de vos devoirs, vous donnerez au meilleur des Rois

des preuves d'un dévouement sans bornes, et de la fidélité que vous lui avez jurée. » Le maréchal Monecy fut nommé pair par Buonaparte, et perdit ce titre par l'ordonnance du 22 juillet 1815. Ayant refusé de présider le conseil de guerre chargé de juger le maréchal Ney, il fut destitué de son grade de maréchal, et envoyé pour trois mois aux arrêts au château de Ham; mais il est rentré en grâce, et le Roi lui a remis son bâton de maréchal, et l'a créé pair de France le 9 mars 1819.

CONSTANT DE REBÈQUE (Benjamin), né à Genève, en 1769, de parens protestans, vint en France dans les premières années de la révolution. Il réclama, à la barre du conseil des Cinq-Cents, les droits de citoyen français, comme descendant d'une famille expulsée par la révocation de l'édit de Nantes. Il publia différens écrits où, parmi quelques vérités, il proclama des erreurs dangereuses, des paradoxes séduisans, des théories fausses et des principes anarchiques. Porté au Tribunal lors de sa première formation, il se distingua par son opposition aux vues et aux projets du gouvernement. M. Constant fut compris dans la première élimination que fit Buonaparte. Alors il s'attacha plus fortement au char de madame de Staël qui jouissoit d'une fortune immense. Il publia des pamphlets, et des articles de journaux, entre autres son fameux article du 19 mars 1815, où l'on sait que Buonaparte et l'usurpation étoient traités avec autant de force que de raison. Cependant, par une conversion subite, et par une contradiction peut-être facile à expliquer, il se déclara son flatteur et son apologiste. Napoléon récompensa son zèle, et lui accorda le prix de son apostasie. Il le nomma conseiller d'état, et il fut, en cette qualité, l'un des rédacteurs de la constitution présentée au Champ-de-Mai. Il chercha à tromper l'opinion publique; mais

ses espérances et ses efforts furent vains. Il prophétisa que le rétablissement de la monarchie française seroit une source continuelle de malheurs, de crimes, de vengeances, si elle pouvoit sortir de ses débris. Malgré ses erreurs et ses prophéties, Louis XVIII est remonté sur le trône de ses pères aux acclamations de son peuple. M. Benjamin Constant a été élu au Corps-Législatif, en 1819, par le département de la Sarthe; il a siégé au côté gauche, première section. Il a parlé souvent à la tribune, mais toujours sans succès. M. Constant combattit le projet de loi relatif à la liberté de la presse; il soutint que c'est une erreur de ne s'en prendre qu'aux ministres, des mauvaises lois qui se font, c'est sur les députés qu'en doit peser toute la responsabilité morale. M. Benjamin Constant parcourt successivement les différens articles du projet de loi; il ne veut pas qu'on punisse sévèrement les injures contre le roi, parce que ce délit ne sera jamais commis que par des hommes de la classe pauvre, ignorante, dénuée de tout. « L'unique ressource du pauvre, dit-il, c'est son travail; interrompre son travail, c'est le réduire à la misère. » M. Benjamin Constant doit savoir plus qu'un autre, que ce ne sont pas toujours des hommes pauvres et sans raison qui ont publié des diatribes contre le Roi. L'honorable membre ne veut point qu'on punisse les délits contre la religion et la morale publique; il présente des amendemens et des articles additionnels qui, tous, tendent, par la confusion et leur obscurité, à établir un système d'impunité, propre à troubler l'ordre public et à ébranler les fondemens de la société. M. Benjamin Constant donne ensuite des éloges et des conseils aux ministres. « Le ministère actuel, dit-il, puise sa plus grande force dans le souvenir des dangers dont son arrivée au pouvoir nous a préservés; ce qu'il a empêché constitue, jusqu'à présent,

ses droits à notre confiance. Il dépend de lui de fonder sa popularité sur des titres moins négatifs. Nous serons heureux de reconnoître ces titres. Ce que la crainte des mesures ou d'intentions inconstitutionnelles, dans d'autres temps, a préparé en sa faveur, qu'il le réalise et le complète par des mesures vraiment libérales et sérieusement constitutionnelles; il conquerra l'opinion, affermira le trône, et méritera bien du monarque et de la France. » La Chambre rejeta tous les amendemens proposés par M. Benjamin Constant. Lors de la discussion sur le projet de loi relatif aux journaux, il se livra à tous les égaremens d'une imagination vagabonde. Il proclama des principes anarchiques, et appuya ses raisonnemens sur des erreurs et des sophismes, sous prétexte qu'il vaut mieux prévenir que de punir les délits. Il justifia la licence et la diffamation. « Il n'y a qu'un remède sûr contre la licence, dit-il, c'est la liberté. » Il prétendit que le mode proposé pour les cautionnemens est opposé à la Charte et à la justice. « Il faut pardonner beaucoup de choses, ajouta-t-il, à l'irritation que l'oppression fait naître; il faut pardonner beaucoup de choses à l'ardeur du combat, à cet emportement de la lutte dont le motif est noble, et dont le résultat, malgré des excès et des écarts, est souvent utile. » M. Benjamin Constant proposa ensuite un amendement qui fut rejeté.

Lors de la discussion du budget de 1819, titre des Dépenses, article relatif à l'instruction publique, M. Benjamin Constant demanda le retranchement de la somme destinée à la Bibliothèque Royale. Il rappela ce mot de M. Necker, que mille écus étoient la contribution d'un village; et il observa ensuite que si on pouvoit retrancher mille écus du budget, on feroit du bien. A l'égard de la dépense pour des marbres d'Italie, il ne pensa pas que ce fût le moment de consacrer des fouds à la déco-

tion des places. Il demanda pourquoi l'on veut encore décorer la place Vendôme; ne se trouve-t-elle pas assez glorieusement décorée par un monument qui consacre nos plus beaux souvenirs, et qui fait l'admiration de l'Europe? Elle n'a pas besoin de statues ni d'autres monumens. Il demanda la suppression de ces articles de dépenses: sa proposition fut rejetée. M. Benjamin Constant, dans une autre séance, demanda une réduction du cinquième sur les frais de l'administration départementale; il fit l'apologie du gouvernement impérial; il prétendit que les préfets, aujourd'hui, ont des traitemens plus considérables que dans ces jours de la prospérité nationale. Nous avons vu la république et le despotisme dévorer des milliards, multiplier les banqueroutes, contracter des dettes énormes, et accabler le peuple sous le fardeau des impôts. Alors M. Benjamin Constant gardoit le silence; il proclamait dans ces temps d'anarchie ses principes démocratiques, et flattoit l'usurpateur. Sa proposition de réduction fut rejetée. M. Benjamin Constant, lors de la discussion du budget du ministère des finances, prononça un discours qu'on regarda comme un mélange informe de déclamations, de sophismes, de fausses assertions, des idées sans ordre et sans suite, des raisonnemens métaphysiques et des calculs faux. Il assura que nous touchions au port; que la Charte s'affermissoit; que la liberté étoit comprise de tous ceux qui en jouissent; mais, pour profiter de ces améliorations morales, il prétendit qu'il falloit nous délivrer d'un mal qui rendroit toutes ces améliorations illusoires: ce mal est la prodigalité de nos dépenses; ce mal, ce sont les modes de perception dispendieux, les salaires excessifs qui produisent une misère excessive. Si la pénurie du trésor nous empêche d'être complètement justes, il faut qu'elle nous empêche d'être prodigues; ne

nous laissons pas, ajouta-t il, entraîner par l'exemple de cette Angleterre, qui semble aujourd'hui plus fière de sa dépense que de sa constitution : elle paiera peut-être bien cher une fois cette fierté mal raisonnée. On connoit les différentes prophéties de M. Benjamin Constant : il s'est constamment trompé ; son foible génie n'a jamais pu s'élancer dans l'avenir : ses vœux ont été trahis, ses espérances ont été trompées. Il a prophétisé l'immortalité de la république française, et la république française a été renversée ; il a prophétisé que la monarchie ne se rétablirait jamais, et elle a été rétablie ; il a prophétisé que jamais la dynastie des Bourbons ne régnerait sur la France, et Louis XVIII est remonté sur le trône de ses pères aux acclamations de son peuple. M. Benjamin Constant, qui n'a que de foibles et superficielles connoissances dans la science des finances, proposa un nouveau plan, des articles additionnels, des amendemens. Cet échafaudage, construit péniblement, fut renversé dans un moment : on rejeta ses avis et ses propositions. L'honorable membre fut s'en consoler en insérant dans la Minerve des diatribes contre la Chambre. Dans une autre séance M. Benjamin Constant prononça une opinion développée sur les frais de l'administration de l'enregistrement. Il voulut établir qu'il étoit nécessaire et possible de supprimer la direction des domaines : où pourroit trouver sur cet objet une économie de quarante-quatre mille francs. Il demanda une réduction de cent soixante-un mille francs sur les dépenses de cette administration : sa proposition fut rejetée. Dans la discussion sur le chapitre du budget du ministère des finances, article des Douanes, M. Benjamin Constant proposa une réduction de quatre cent mille francs. Il se plaignit de ce qu'on lui avoit reproché une imagination vagabonde. Non-seulement cet honorable membre a

cet esprit de légèreté qui ne se fixe sur rien, qui est incertain et vacillant, il a encore cet esprit de désordre qui veut tout censurer et tout détruire ; et on peut le considérer comme un sophiste et un rhéteur qui n'a aucune connoissance de cette véritable science de la politique et de la législation qui doivent diriger les gouvernemens et les sociétés. L'amendement proposé par M. Benjamin Constant fut rejeté. L'honorable membre proposa plusieurs autres amendemens qui furent aussi rejetés. Dans cette séance où le ministre de l'intérieur interpella M. Bignon d'expliquer cette révélation terrible dont il avoit menacé le gouvernement, M. Benjamin Constant soutint que la France étoit affligée de voir le gouvernement déployer des rigueurs illégales, et que l'opinion publique étoit en faveur des pétitions qui réclamoient le rappel des régicides. Il osa avouer qu'il avoit fait ce qui étoit en son pouvoir pour seconder les mouvemens de l'opinion ; il se félicita de cet acte, et on ne doit pas en être étourdi. Il prononça une diatribe contre les membres de l'assemblée législative de 1815. « L'opinion, dit-il, s'est formée ; le langage des hommes modérés s'est fait entendre, et l'on est généralement convenu qu'il n'y avoit rien de plus dangereux pour un peuple, qu'une assemblée délibérante tombant de tout son poids sur un parti. La proscription de la Convention avoit signalé à la France de sanglans vestiges, on se dit qu'une Convention nouvelle alloit de nouveau décimer la France. » A ce langage d'outrage et de sédition, de violens murmures éclatèrent à la droite et au centre ; M. Beuot demanda le rappel à l'ordre et la parole pour le motiver. Dans d'autres temps M. Benjamin Constant auroit subi une punition exemplaire ; pâle et consterné il fit amende honorable, en disant : « Il est bien évident que quand, ce qui est bien loin de ma pensée, j'aurois voulu établir la

comparaison contre laquelle on s'est élevé, je n'aurais pas eu l'idée d'appliquer cette expression aux membres ici présents ; j'ai dit, et j'ai seulement voulu dire, que la Chambre de 1815 dans sa majorité, avait fait beaucoup de mal ; du reste, je reconnois que je me suis servi d'une expression inconveniente. » La Chambre se contenta de ces paroles de repentir, et M. Benjamin Constant continua sa discussion, où il persévéra à déclarer qu'il étoit le défenseur des régicides. Ensuite il dit « que M. Bignon avoit été peut-être imprudent d'annoncer un secret qu'il ne pouvoit révéler dans ce moment sans nuire à ceux qu'il vouloit servir. Mais, s'il pense en effet que l'heure de dévoiler ce secret n'est pas venue ; s'il pense qu'il vaut mieux pour des infortunés qu'il se taise, je le loue de s'immoler à la cause du malheur ; je le loue de prendre sur lui la défaveur momentanée du silence qu'il s'impose : c'est un sacrifice généreux et noble ; je l'en estime et l'en remercie. » M. Benjamin Constant interpella M. Courvoisier de faire connoître ces comités directeurs de complots, de correspondance ; cette interprétation parut surprenante et extraordinaire dans la bouche de l'honorable membre. Cependant il déclara qu'il n'avoit aucune connoissance d'un comité directeur secret. Sur la pétition de plusieurs étudiants en droit de la faculté de Paris ; M. Benjamin Constant en demanda le renvoi au ministre de l'intérieur. Il voulut indirectement justifier les désordres de ces perturbateurs publics dirigés par un esprit de révolte et de sédition, et il se rendit l'apologiste de M. Bavoux. « On ne supposera pas qu'après un long espace consommé dans de méritoires travaux, un professeur ait prêché une doctrine séditieuse. »

CORBIÈRES, doyen de la Faculté de Droit à Rennes, exerçoit avec éclat la profession d'avocat en cette

ville, lorsqu'il fut nommé député en 1815 par le département d'Ille-et-Vilaine, où il se distingua par son éloquence et son attachement à la monarchie et à la légitimité. Réélu membre de la Chambre des députés en septembre 1817 par ce même département, il a siégé au côté droit, première section.

M. de Corbières combattit, dans un discours éloquent, le projet de loi relatif aux abus de la liberté de la presse. Il insista toujours pour l'institution du jury. « De tous les projets que les ministres nous ont apportés, aucun ne touche à un plus grand nombre d'intérêts. On nous demande une arme redoutable qui peut offenser et défendre les intérêts de tous : l'usage qu'on en fera est assez connu par celui qu'on en a fait : si tous ont été blessés tour-à-tour, si personne n'a été protégé, si l'amour-propre a été mis par tous à la place de grands intérêts nationaux ; si les cœurs se sont aigris, si l'amélioration de l'esprit a rétrogradé, si l'on n'a fait, en disposant de la presse, qu'augmenter le mal général, multiplier les mécontentemens, contrister les amis du repos, les amis du bien, les amis du Roi, il en faut conclure que ce que l'on nous avoit présenté comme un remède indispensable a été perverti par l'usage qu'on en a fait ; qu'une arme qui ne devoit être que défensive, a servi à d'injustes agressions ; que le mal ne pouvant que s'accroître, il faut, sans hésiter, rejeter la loi. » M. de Corbières a répondu au discours de M. Decazes, ministre de la police. « Notre marche, a dit le ministre, consiste à royaliser la nation et à nationaliser le royaume. » A ce jeu de mots, qui n'est qu'un amusement de l'imagination, M. de Corbières répond ainsi : « Tel est, en effet, votre devoir envers le Roi et envers la France, et j'oserais ajouter que la tâche n'étoit peut-être pas trop difficile. Avez-vous rempli ce devoir ? C'est là, en effet,

la grande question que votre projet de loi remet en discussion, et à laquelle tout vient aboutir. Hâter la réconciliation, adoucir les passions, éclairer les préventions, combattre tout ce qui montreroit de la haine ou de l'aigreur, recueillir dans les opinions ce qu'elles ont vraiment de national, en protéger le développement, en favoriser l'expression, en adopter loyalement l'exécution; préparer toutes les institutions qui nous manquent, les marquer toutes du noble sceau de la liberté monarchique, au lieu d'ajourner indéfiniment ce grand besoin, de reculer devant cette noble tâche et de se réfugier dans un arbitraire ténébreux, qui perpétue nos anxiétés, vicille routine de tous ceux qui nous avoient séduits pour nous trahir; présenter aux Français des travaux dignes d'eux, et leur dire avec une noble confiance: Voilà ce que chacun de vous demande également, consentez à sacrifier tout le reste; la réponse de la France seroit un plus bel éloge que tous ceux que l'on pourroit pendant trois ans insérer dans tous les journaux; et c'est alors que les gazettes qui essaieroit de démentir le bien-aise général, seroient en effet bien petites, et alors aussi votre projet actuel pourroit bien ne pas vous paroître fort urgent à vous-mêmes. Mais si l'on n'avoit réussi qu'à réveiller les divisions qui nous ont perdus, si chaque jour on présentoit alternativement quelques classes de citoyens comme ennemies des autres, si l'on ne savoit pas inventer de plus nobles ressorts que ce misérable système de contre-poids qui peut soutenir un instant les hommes, mais qui perdra l'Etat; si l'on ne s'en servoit que pour surprendre chaque jour la concession d'un pouvoir que l'on gaspille le lendemain en petites choses et pour de petits intérêts; si l'on n'étoit parvenu ainsi qu'à multiplier les résistances, en sorte que les années des ministres pourroient se compter sur le nombre

des oppositions, il me semble alors que le mécontentement des gens de bien seroit assez naturel, et qu'il pourroit être utile de leur laisser quelques organes. » M. de Corbières combattit le projet de loi relatif au recrutement de l'armée. Il observa que lorsque la révolution eut besoin de la guerre pour exercer une grande force au dedans et trouver au dehors de nouveaux appuis, la guerre amena des levées forcées, les levées étendirent la guerre; lorsqu'enfin l'incendie s'accroissant toujours par les alimens qu'elle dévorait, il fallut généraliser des mesures particulières, la conscription fut inventée. Cette terrible découverte fournissoit un instrument toujours en action; à une force toujours mobile; l'Europe fut menacée d'une convulsion sans terme. Cependant la révolution avoit créé un homme qui, malgré tous ses efforts, n'a jamais pu s'en séparer ni se faire une destinée indépendante d'elle, et qui fut obligé d'en embrasser la cause comme son unique soutien au dernier moment marqué pour leur chute commune. Il n'avoit pu recevoir d'elle ce qu'elle possédoit elle-même, la violence qui détruit, et non la force qui fonde; il avoit trouvé la conscription imposée à la France; il ne cessa d'user de ce ressort comme de tout le reste, et à force de le tendre il le brisa: la conscription, Buonaparte et la révolution tombèrent en France. Les peuples bénirent le bienfait d'une délivrance inattendue. Les hommes qui ne marchent pas au hasard, reconnurent cet ordre éternel qui conserve tout en plaçant le remède dans le mal même. La Charte du Roi a déclaré que la conscription étoit abolie; on a cherché à tourmenter ce texte; les définitions, les distinctions, toutes les ressources d'une argumentation vulgaire ont été employées pour éluder une disposition qui n'est pas moins éludée, malgré tant de commentaires. Quand l'article 12 seroit effacé, la Charte entière nous ap-

prend que l'autorité légitime est valable, que la révolution est finie, que les moyens qui avoient servi à la fortifier et l'étendre ne peuvent lui survivre. La Charte, ici, semble autant proclamer un événement de l'histoire, que poser un principe du droit public. » M. de Corbières examine quel étoit l'enrôlement volontaire avant la révolution : « c'étoit un honorable asile, toujours ouvert, qui préservoit ces soldats volontaires de la misère et des vices, et préservoit la société du danger de laisser sans emploi une population qu'il n'est pas permis d'abandonner à elle-même dans la force de la jeunesse et dans cet état d'inquiétude qu'entourent le malheur et l'oisiveté. Les camps du Roi les recueilloient au sortir de la maison paternelle, et leur offroient, comme elle, une protection sûre, pour prix d'une obéissance ennoblissante quand elle est réclamée au nom de l'ordre public. » M. de Corbières réfuta par la force d'une logique pressante les fausses assertions de M. Beugnot sur son rapport sur la résolution de la Chambre des Pairs. Dans la séance mémorable du 19 juin 1818, M. Bignon prononça une diatribe diffamatoire contre les anciens ministres; M. le ministre de l'intérieur somma cet orateur d'expliquer cette révélation terrible dont il avoit parlé : M. de Corbières observa que la provocation du ministre étoit nécessaire; il s'applaudit d'avoir résisté au désir de faire lui-même une interpellation dont tous sentoient le besoin, mais qui devoit venir des ministres du Roi, parce que, de leur part, elle est beaucoup plus propre à maintenir la dignité du gouvernement du Roi, ce qui est le but que nous nous proposons tous. L'honorable membre se félicita de ne leur avoir pas disputé l'honneur de cette invitation, et ce n'est pas pour le partager qu'il paroît à la tribune; trop heureux qu'une interpellation indispensable soit venue de la bouche de ceux de qui il l'attendoit de-

puis long-temps pour qu'elle produisit tout son effet. » Le préopinant, M. Manuel, a ajouté que le refus de toute explication de la part de M. Bignon, a dit M. de Corbières, devoit mettre fin à la discussion : j'y consens; le silence de M. Bignon, après ce qui lui a été dit, suffit désormais; ce silence sera jugé par la France entière. Je n'ai point à énoncer ici mon jugement individuel, mais je ne doute pas de celui que prononceront tous les Français. M. Bignon a cru devoir ajourner ses prétendues révélations à un temps où elles seront plus utiles aux intérêts de ceux qu'il protège; cet ajournement ne paroîtra pas, cette fois, un mystère trop difficile à pénétrer : c'est un avantage de plus qu'il nous donne; l'ajournement sera tout aussi bien compris que le silence. Les demandes relatives aux bannis tenoient de trop près à la réticence de M. Bignon, pour qu'il n'en fût pas question dans cette discussion : l'orateur auquel je réponds, a avancé que les bannis, dans leur situation actuelle, devoient être présumés innocens. Il ne faut pas que la généralité des expressions empêche de se faire entendre clairement : de quels bannis veut-on parler ? Ceux compris dans l'ordonnance du 24 juillet ont été renvoyés par la loi à la justice et à la clémence du Roi; qu'ils abjurent à jamais leurs erreurs, ou qu'ils établissent devant la loi qu'ils auroient pu être l'objet de quelque méprise; voilà leur droit ou leur ressource. Ce n'est pas pour eux qu'on a pu provoquer l'intervention des Chambres : les Chambres ne peuvent rien sans le Roi, et ce que le Roi voudra, il le peut sans elles. Il s'agissoit de ceux qu'il faut bien désigner par une funeste dénomination, des régicides : est-ce bien eux qu'on peut dire qu'ils sont présumés innocens ? Une amnistie fut demandée : le Roi crut nécessaire de faire concourir les Chambres à cette grande délibération : les régicides, qui, par leurs actes, avoient renoué à une pre-

rière amnistie, furent compris dans la seconde : une condition y fut mise ; on leur dit : Le sol de la France vous est interdit ; vous êtes exempts du supplice de vivre au milieu des Français, auxquels sont rendues la monarchie légitime et la famille de Louis XVI. » M. de Corbières parla ensuite de ce comité directeur, qui existe, dit-il, à Paris, et qui communique avec d'autres villes. On a donné des détails sur cette étrange organisation : certes, la France n'ignore pas que la multitude peut être facilement entraînée à des révolutions par des comités d'insurrection ou de direction. Ces terribles vérités déplurent à plusieurs membres du côté gauche. M. de Corbières fut interrogé par MM. Benjamin Constant, Chauvelin, Casimir Perrier, Lafitte : l'honorable membre leur répondit avec ce calme de la raison, qui annonce toujours la justice de la cause qu'on plaide. Il rassura sur les alarmes qu'on affectoit de répandre. Il espéra que cette séance seroit plus propre à satisfaire le vœu des Français qu'à lui donner des alarmes. M. de Corbières combattit le projet de loi relatif au changement de l'année financière. Il l'examina en lui-même et dans ses rapports avec la Charte ; il prouva que l'année financière, au lieu d'être portée de juillet en juillet, devoit rester en janvier. « Est-ce par hasard, dit-il, qu'on a établi l'année civile ? On a consulté les saisons, les habitudes, et des considérations financières : on a vu qu'en janvier toutes les récoltes étoient servées, que les recettes commençoient à s'établir, et le propriétaire étoit prêt à entrer dans la jouissance de ses fruits ; le gouvernement, le plus grand des propriétaires, n'a pas dû choisir pour ses recettes une autre époque que le propriétaire lui-même. » M. de Corbières prouva ensuite que le projet de loi étoit inconstitutionnel. « Il faut respecter l'esprit de la Charte et en suivre la lettre. Chez les peuples divisés par la fièvre

des passions ou des convulsions violentes, doivent succéder par intervalles des momens de rémission, où le pouvoir semble se ralentir dans sa marche, et perdre quelque chose de son action : c'est le moment du danger ; c'est alors qu'il importe d'avoir une loi protégée par toutes les habitudes de respect, parce qu'alors la loi veille seule, en quelque sorte, comme ces astres bienfaisans qui, dans le sommeil de la nature, continuent leur cours régulier et leur salutaire influence. »

CORCELLES (de), homme connu par ses principes révolutionnaires, fut élu député en 1818 par le collège électoral du département du Rhône : il siégea au côté gauche, première section. Il combattit le budget particulier du ministère des finances, et s'opposa au supplément demandé pour les pensions militaires ; il soutint que les énormes abus que l'on avoit signalés exigeoient une révision indispensable, et qu'il étoit évident que cette partie de la dette publique, respectable sous bien des rapports, va toujours croissant, et sert bien souvent de manteau aux plus affligeantes dilapidations : il réclama des indemnités pour les militaires couverts de cicatrices, infirmes, amputés en combattant pour l'Etat. Il vota en faveur des pétitions pour le rappel des bannis et de celle des élèves de l'Ecole de Droit, partisans de M. Bayoux.

CORDAY (de), fut élu député en 1816 par le collège électoral du département du Calvados : il siégea au côté droit, première section.

CORNET (du Loiret), embrassa la cause de la révolution avec beaucoup d'ardeur ; il fut appelé au Conseil des Anciens en 1798 ; il combattit la résolution qui consacroit les fêtes décadaires, la loi des otages, et il combattit le projet de loi qui portoit la peine de mort contre quiconque pro-

tégeroit ou signeroit des traités tendants à modifier la constitution et à altérer l'intégralité du territoire. Il s'opposa à ce que l'on mit en jugement les émigrés naufragés à Calais. M. Cornet se montra un des plus zélés coopérateurs de la révolution du 18 brumaire ; il proposa des mesures pour hâter la chute du Directoire et l'établissement du gouvernement consulaire. « Il étoit réservé, dit-il, au peuple français de se frayer une route nouvelle, et de s'écrier dans un mouvement spontané : Je suis libre ! Il le devint ; des hommes de génie avoient répandu de grandes lumières dans leurs écrits ; la liberté et l'égalité étoient réclamées de toutes parts, et c'est à la clarté du flambeau de la philosophie que la France, ignorée, confondue si longtemps avec les nations esclaves, marqua enfin sa place dans les annales du monde. Notre histoire compte quatorze siècles de monarchie, puisse-t-elle compter quatorze siècles de république ! » M. Cornet fut nommé sénateur ; il vota la création du gouvernement provisoire. Le Roi l'a créé pair. Il défendit le projet de loi sur les journaux ; il s'étonna peu des alarmes qu'inspira aux amis de la Charte la proposition de suspendre de nouveau l'exercice d'un droit public qu'elle a consacré : les exceptions affoiblissent à la fin le principe, et un provisoire qui se renouvelle sans cesse diffère peu d'un définitif ; mais le noble pair est persuadé qu'il entre dans les vues du gouvernement de faire cesser ce provisoire aussitôt que des circonstances moins graves le permettront, et cette confiance lui fait envisager avec moins de frayeur la loi proposée : comme les adversaires du projet, il appelle de tous ses vœux une loi complète sur la liberté de la presse ; mais il n'a pas comme eux l'entière certitude que le moment soit venu de faire jouir la France de cette liberté dans toute son étendue ; sa confiance ne peut

balancer entre les assurances d'un ministère instruit et responsable, et les assertions individuelles d'hommes, recommandables sans doute, mais qui ne peuvent connoître à fond l'état de la France, et pour qui l'erreur et la méprise sont exemples de danger. M. Cornet défendit le projet de loi sur le recrutement de l'armée : « Courdonner le système militaire de la France aux temps et aux circonstances où elle se trouve, tel doit être le but d'une loi sur le recrutement. Le projet remplit-il ce but ? telle est la question que le noble pair se propose d'examiner. Pour placer la France dans l'attitude qui lui convient, pour faire voir à tous que si elle observe fidèlement la paix, elle ne craint pas non plus la guerre, il lui faut une armée forte, nationale, et la France n'a point d'armée. Deux moyens se présentent seulement pour en composer une, le recrutement volontaire et l'appel forcé. Le projet les combine tous deux, et supplée à l'insuffisance de l'un, par l'emploi modéré de l'autre. » Le noble pair fit tous ses efforts pour prouver que le titre 6 du projet de loi concernant l'avancement de l'armée n'attaquoit pas la prérogative royale ; il entassa sophismes sur sophismes pour justifier cette étrange assertion. Il prétendit qu'aucune atteinte n'étoit portée au droit de la couronne. « C'est l'eroi, dit-il, qui nomme à tous les emplois. Mais c'est précisément cette prérogative que le projet de loi enlève au monarque. » M. Cornet, fit en mai 1818, un rapport sur le projet de loi relatif aux douanes ; il en parcourut tous les articles ; il lui parut concilier autant d'intérêts qu'il est possible de le faire en ce moment : il observa que l'administration cherchoit à aider, à seconder la tendance qu'ont toutes les classes de la société vers l'agriculture et le commerce. Que n'avons-nous pas à espérer d'une nation aussi éclairée, et aussi industrieuse ? dès

qu'elle sera tout-à-fait rassurée sur son indépendance, dès qu'elle sera rendue entièrement aux arts et à l'amabilité de son caractère, elle réparera tous l'espérons, nous le désirons, toutes ses pertes; elle fera connoître à l'univers étonné que des événemens au-dessus de toute prévoyance, et des moyens inconnus à la politique, ont pu la vaincre, mais non l'abattre; qu'elle a toujours en elle le germe de sa grandeur passée et de celle à venir; que, dès que l'occasion s'en présentera, elle prendra tous ses développemens sous des principes nés au milieu d'elle, et qui font sa gloire et ses espérances. » Le projet de loi fut sanctionné par la chambre des pairs. M. Cornet vota le rejet de la proposition tendante à abolir le droit d'aubaine et de détraction: il se contenta de combattre ce qu'il appelle l'*Idéal* de la proposition, c'est-à-dire, les avantages qu'on se flatte d'en obtenir sous le rapport de l'économie politique. » Ces avantages sont l'accroissement de la population et des capitaux, l'extension de notre agriculture, le perfectionnement de notre industrie; mais les espérances dont on se berce ne sont-elles pas de pures illusions? ne seroient-elles pas démenties par de tristes réalités? au lieu de nous enrichir de son numéraire, n'est-il pas à craindre que l'étranger, par l'étendue de son commerce, par l'habileté de ses spéculations, ne parvienne à nous enlever le nôtre? Le moyen de le multiplier, c'est d'accroître, par une culture plus soignée, le produit de nos terres; de défricher celles qui sont encore incultes; et ce moyen est perdu si nos belles propriétés passent dans les mains des étrangers. Vendre ses fonds pour se procurer des capitaux, c'est, pour un Etat, la plus fâcheuse des ressources. Quand vous aurez aliéné votre territoire, quand ses produits appartiendront à l'Europe, où chercherez-vous un revenu pour assurer vos dépenses? Au lieu d'ouvrir notre patrie à l'é-

tranger, rendons-le par de nouveaux efforts, par de nouveaux traités, tributaire de la France. »

CORNET D'INCOURT, négociant, né à Amiens en 1773, fut nommé, en août 1815, député au Corps-Législatif, où il vota avec la majorité. Il fut réélu membre de la chambre des députés, en septembre 1816, par le collège électoral du département de la Somme. Il a siégé au côté droit, première section. En décembre 1817, lors de la discussion du projet relatif à la répression des abus de la liberté de la presse, on fit un amendement tendant à proscrire les ouvrages contraires à la morale et aux mœurs. M. Cornet d'Incourt proposa d'étendre à la religion ce qu'on faisoit en faveur de la morale. Il observa que notre législation offroit un phénomène inconnu dans l'histoire des nations policées. « Le nom de Dieu n'est prononcé dans aucun de nos codes; la profession publique d'athéisme, les blasphèmes les plus audacieux contre la religion et la Divinité ne sont punis par aucune loi; sans doute le jour n'est pas éloigné, où les ministres du Roi très-chrétien seront cesser cette déplorable exception, par laquelle la France révolutionnaire s'est mise hors de la loi commune des peuples civilisés. Mais en attendant que le nom du Roi des rois reparaisse dans le code des lois françaises, comme on a rétabli le nom du monarque, seroit-ce trop faire en ce moment que d'assimiler aux injures faites aux bonnes mœurs les insultes faites à la religion, qui est la sanction et la sauve-garde de la morale? Si l'on objectoit que cette proposition est contraire à la tolérance, qu'elle tend à renouveler des querelles théologiques, et à transformer les tribunaux en juges de la foi, on répondroit d'abord que la tolérance consiste dans le support mutuel que se doivent les différens cultes, et nullement dans le droit accor-

dé à ceux qui n'en professent aucun, de les insulter tous, à détruire l'idée d'un Dieu vengeur et rémunérateur, et de répandre, avec de nouveaux germes d'incrédulité, de nouvelles semences de révolution et de malheur. On répondroit aussi par l'exemple de l'Angleterre, où cependant il existe une assez grande liberté de conscience. » Cet amendement fut rejeté. M. Cornet d'Incourt vota contre le projet de loi relatif au recrutement de l'armée; il déclara qu'il ne vouloit fonder ses moyens de réfutation que dans les discours mêmes des défenseurs du projet, sur-tout dans ceux des conseillers-d'état. Il examine ce qu'ils ont dit tour-à-tour sur l'insuffisance des enrôlemens volontaires, sur les appels, sur la différence qui existe entre la loi proposée et la conscription; sur le mode d'avancement. « Quelques-uns, dit-il, considérant les choses de plus haut, ont vu dans le projet de loi un grand pas vers le triomphe des idées libérales: la création d'une armée désormais nationale; l'expulsion prochaine des Suisses, coupables, sans doute, d'avoir défendu le trône; les soldats pénétrés de l'esprit de nos institutions et des liens de confiance et de respect qui s'établissent entre l'armée et la Chambre des députés; ils ont vu dans le recrutement forcé, moins une charge de citoyens, qu'un droit public, le premier de tous les droits, celui d'être armé. » M. Cornet d'Incourt combattit cette doctrine étrange; il veut qu'on s'attache à la Charte, sans laquelle tout est confusion ou despotisme. Il demande qu'on essaie franchement les enrôlemens volontaires, et qu'on les favorise par une prime, mais sur-tout par l'assurance des pensions. M. Cornet d'Incourt termina son discours par les réflexions suivantes: « Faisons des vœux pour que l'unité soit une unité de principes et de doctrine, pour

qu'un ministre ne vienne pas nous demander le sacrifice d'une partie des libertés nationales, tandis qu'un autre ministre viendra nous offrir l'abandon d'une partie des droits de la couronne. Sujets du Roi, députés de la nation, remplissons, sans rechercher les faveurs ou la popularité, nos devoirs envers l'un comme envers l'autre; continuons à défendre le trône légitime; sans lui point de bonheur, de paix ni de liberté: défendons aussi la liberté, qui n'est autre chose que l'absence de l'arbitraire, le respect pour les lois et pour les pouvoirs constitutionnels; sans elle tout est confusion, despotisme ou anarchie. » M. Cornet d'Incourt vota pour la proposition de M. Lainé-Villevêque, tendante à faire restituer aux émigrés leurs rentes sur l'Etat. « Lorsqu'au mois de juillet 1815, dit-il, le Roi entra dans sa capitale après un interrègne de cent jours, des dettes immenses avoient été contractées, pendant ce court intervalle, pour s'opposer au retour du souverain légitime et pour opprimer la patrie. Il auroit été possible, et peut-être juste, de contester ces dettes que je m'abstiendrai de qualifier; mais on crut alors qu'il étoit utile au crédit public de les payer sans distinction, et on craindroit aujourd'hui de nuire au crédit en payant les dettes les plus légitimes et les plus sacrées! Non, Messieurs, vous n'en jugerez pas ainsi; vous honorerez la présente session, comme vos devanciers ont honoré les sessions précédentes par des actes semblables. » (Voy. LAISNÉ-VILLEVEQUE.) Lors de la discussion du projet de loi relatif au budget de 1818, M. Cornet d'Incourt prononça un discours éloquent où il développa de grandes vérités; il observa que depuis plusieurs années on remarquoit dans les discussions sur les finances les maximes d'économie professées par les ministres, et, de l'autre, l'augmentation toujours croissante des dépenses. Il

examina le budget particulier de chaque ministère, et partout il vit des objets de profusion, et un système ruineux et dangereux. Il déplora les suites funestes des divisions qui régnoient dans le sein du Corps-Législatif. Il démontra que chez une nation franche et généreuse il seroit facile de rallier tous les esprits, de faire concourir toutes les volontés au bien général. « Ceux qui ont accepté la Charte parce qu'elle étoit nécessaire, qu'elle dérivait de la légitimité, et qui seule peut la maintenir; et ceux qui ont reconnu la légitimité, parce qu'elle seule pouvoit nous sauver, que la Charte dérivait d'elle, et ne peut exister qu'avec elle, sont-ils donc si loin de s'entendre? Quelles que soient les routes différentes que les uns et les autres aient suivies autrefois, peuvent-ils marcher aujourd'hui autrement que vers un but commun? » M. Cornet-d'Incourt se fait illusion à lui-même; la pureté de son cœur, la loyauté de son caractère le séduit et l'égare. Les royalistes veulent la monarchie, la Charte, la légitimité; les libéraux veulent la république, des institutions démocratiques: ce système extravagant ouvre les portes à l'anarchie et à l'esclavage. M. Cornet-d'Incourt, en faisant un juste éloge de M. le duc de Richelieu, vota contre le projet de loi tendant à lui décerner une récompense nationale; il le regarda comme inconstitutionnel, comme une violation formelle de la Charte, et une spoliation manifeste des domaines de la couronne. M. Cornet-d'Incourt parla ensuite du renouvellement du ministère qui venoit de s'opérer. « Que ces changements soient heureux ou funestes, dit-il, nous devons les considérer dans un respectueux silence; mais à peine étoient-ils opérés, que déjà dans les journaux soumis à la censure ils étoient, sous le bon plaisir du ministre vainqueur, représentés comme le triomphe d'un système d'administration sur un autre système: par-là,

s'il faut en croire ces régulateurs officiels de l'opinion publique, par-là commence pour la France une ère nouvelle, par-là la nation et le Roi se montrent indissolublement unis, et jamais il ne s'offrit un plus beau spectacle que ce qui vient de se passer sous nos yeux. Je néglige, ajouta M. Cornet-d'Incourt, tout ce que pourroient m'offrir de plus significatif encore, et ces pamphlets dont la fière indépendance s'incline avec respect devant un ministère qui vient de naître, et ces correspondances privées dont l'incomparable bassesse s'élève avec fierté contre un ministère qui n'est plus. » Il combattit le projet de loi relatif au changement de l'année financière; il soutint qu'en la fixant au premier juillet on retombe dans la déplorable nécessité de voter chaque année des douzièmes provisoires, et dans la nécessité plus déplorable encore d'autoriser tacitement les percepteurs à exiger le paiement des contributions avant qu'elles soient assises, et à poursuivre illégalement les contribuables sans leur avoir fait connaître ce qu'ils doivent. M. Cornet-d'Incourt ne voulut point examiner s'il est possible d'apporter quelque modification à la Charte: « Question, dit-il, intempestive et prématurée, mais que chaque discussion, cette année, ramène malheureusement, parce que chaque projet de loi renferme une violation de la Charte. » Il observa que si le concours du Roi et des Chambres pouvoit apporter quelque changement à la loi fondamentale, ce ne devoit être, dans aucun cas, qu'après que les collèges électoraux auroient donné aux députés une mission *ad hoc*. M. Cornet-d'Incourt, après avoir prouvé que le projet de loi est inconstitutionnel, exhorta la Chambre à s'attacher fortement à la Charte: « La monarchie légitime, dit-il, et la Charte constitutionnelle sont à jamais inséparables; qui voudroit attaquer l'une porteroit irrévocablement atteinte à l'autre. Gardons-

nous d'accorder aux ministres une année de dix-huit ou de vingt mois ; qu'ils se contentent des années telles que l'Auteur de la nature les a faites ; elles seront toujours assez longues, s'ils savent bien les employer, trop longues s'ils les emploient mal. » M. Cornet-d'Incourt vota l'adoption de la résolution de la Chambre des pairs, relative à la loi des élections. Il observa que les partisans les plus zélés du mode actuel d'élection devoient être les plus empressés à solliciter des réformes qui garantissent la franche et loyale exécution de la loi. « Pourquoi donc n'en est-il pas ainsi ? Pourquoi la Chambre n'est-elle pas unanime à cet égard ? Quel motif secret s'opposeroit à la manifestation de son vœu ? Ce motif secret, dit M. Cornet-d'Incourt, je crois qu'il faut le chercher dans le discours improvisé que M. Decazes, ministre de l'intérieur, prononça à la Chambre des pairs le 20 février dernier : étonné d'une proposition inattendue, que sans doute il crut, dans un premier moment de surprise, être dirigée contre le ministère, M. le comte Decazes s'écria qu'il regardoit cette proposition comme la plus suave qui pût sortir de la Chambre. Cette parole peu mesurée, que sans doute il auroit mieux valu retrancher, les autres ministres, en bons collègues, crurent devoir s'en rendre solidaires. M. le président du conseil, après l'avoir répétée, textuellement, et avoir déclaré que c'étoit l'opinion commune du ministère, essaya d'ébranler la Chambre haute par la peinture d'une agitation violente, qui déjà marchoit de Paris vers les départemens, et il mit tant de bonne foi, de zèle et d'abandon, à soutenir l'attaque commencée par M. le ministre de l'intérieur, que celui-ci en voyant son collègue aller un peu loin, ne voulut pas le suivre, et à l'instar des troupes légères sut adroitement se replier, lui qui, le premier, avoit engagé le combat. Que la voix de nos plaintes et de nos alarmes, que les

accens de la vérité, qui pénètrent si rarement jusqu'aux oreilles des rois, aillent retentir aux pieds du trône ; c'est du trône que nous attendrons et que nous viendra le salut ; et au milieu des atteintes portées au pouvoir royal comme à tous les pouvoirs constitutionnels, sachons au moins être la Chambre élective ; peut-être aussi pourra-t-elle concourir à sauver le monarque et la monarchie. » Lors de la discussion sur le budget de 1819, M. Cornet-d'Incourt fit des réflexions judicieuses et donna des avis utiles ; il exhorta la Chambre à détruire ce système d'agiotage et de fiscalité qui exagère les dépenses, atténue les recettes, et tend toujours à vider la bourse des contribuables et à remplir les coffres du trésor. En combattant ce déplorable système, en défendant la fortune publique, en diminuant le fardeau des contributions, nous concourrons puissamment à réunir tous les esprits dans un attachement commun à cette forme de gouvernement qui porte la lumière dans le dédale des finances, qui ne laisse sans défense aucun intérêt, qui promet encore à la France des jours heureux si elle en sait jouir ; qui, se fondant sur la publicité et la liberté des discussions, ne peut manquer d'amener le triomphe de la bonne foi et de la loyauté, et qui, tentée vainement lors de la monarchie légitime, n'a pu s'établir parmi nous qu'avec elle, et ne peut subsister que par elle. » Lors de la discussion sur le budget de 1819, article dépenses, M. Cornet-d'Incourt observa que, si l'administration actuelle est trop coûteuse, ce n'est pas parce que la monarchie est tempérée, c'est au contraire parce que, sous une constitution libre, cette administration a malheureusement conservé des allures despotiques. Lors de l'examen du budget ecclésiastique, M. Cornet-d'Incourt crut relever ce qui a été dit de la différence des traitemens : « Et depuis quand, dit-il, les supérieurs et les inférieurs ont-ils un traitement égal ?

Les généraux ont-ils le même traitement que les soldats ? Dans toute administration n'y a-t-il pas une proportion hiérarchique, selon les grades ? Veut-on ramener à des principes d'égalité absolue ? Voudroit-on introduire la démocratie dans le clergé ? On feroit pour cela d'inutiles efforts : le clergé de France est essentiellement monarchique ; il est impossible de le corrompre. »

CORNUDET DES CHOMETTES (le comte), étoit, suivant les uns, chirurgien avant la révolution, et, suivant les autres, avocat ; il fut nommé député à la législature en 1791, et en 1799 au Conseil des Anciens. Dans un discours qu'il prononça, il dit : « La force des armées françaises assure à la république, contre ses ennemis extérieurs, une impérissable existence : la raison nationale, qui est le Corps-Législatif, doit rendre la constitution, que le peuple français a voulue, inébranlable contre les efforts de tous ses ennemis ; le salut du peuple est la suprême loi, le salut du peuple est dans le salut de la constitution. » M. Cornudet s'opposa à la suspension des droits publics des citoyens nobles, et fit rejeter la résolution relative à la suspension de la vente des biens nationaux : il contribua puissamment à la révolution du 18 brumaire : il recut la récompense de son zèle ; il fut nommé sénateur. Il présenta à Buonaparte le collège électoral de la Creuse, dont il étoit le président, et lui adressa un discours où la vérité fut sacrifiée à l'adulation ; cependant M. Cornudet adhéra à sa déchéance. Le Roi le créa pair de France ; mais l'ayant été aussi par Buonaparte, il fut exclu de la Chambre des pairs par l'ordonnance royale du 29 juillet 1815. Cependant il faut rendre justice à M. Cornudet ; il se conduisit pendant les cent jours avec beaucoup de sagesse et de prudence ; il vota en faveur d'un gouvernement provisoire, et combattit l'o-

pinion de ceux qui vouloient qu'on proclamât Napoléon II : il s'opposa avec force aux dispositions révolutionnaires qu'on vouloit introduire dans le projet de loi relatif aux mesures de sûreté générale. Le Roi a rétabli M. Cornudet dans sa dignité de la pairie par son ordonnance du 9 mars 1819. M. Cornudet combattit le projet de loi concernant l'abolition du droit d'aubaine ; il soutint qu'il excédoit le pouvoir de la législation civile. « N'est-ce pas, en effet, dit-il, aux confins du territoire que se borne, chez tous les peuples, l'empire de cette législation ? Comment l'Etat prétendrait-il soumettre à ses lois les personnes et les choses situées hors de sa dépendance ? Appartient-il à la loi civile d'entreprendre ainsi sur une matière placée dans le ressort du droit des gens ? » Le noble pair est loin de le penser : il invita la Chambre ou à s'en tenir à la réciprocité stipulée par l'article 2 du Code civil, ou à conserver au projet son titre, en supprimant l'article 2 ; il proposa qu'on le remplacât par un autre, dont l'unique objet est de soumettre aux tribunaux et aux lois françaises la liquidation et le jugement des droits auxquels l'étranger est admis par la loi projetée. Cet amendement fut rejeté : on eût désiré que le noble pair eût mis plus de précision et de clarté dans ses idées.

COTTON (de), né à Lyon, fut élu en septembre 1815 membre de la Chambre des députés par le département du Rhône. Il s'opposa au projet de loi sur les élections présenté par les ministres, et à celui de la commission. Il combattit le budget, relativement aux bois du domaine qu'il vouloit affecter à la caisse d'amortissement pour être aliénés au rachat des rentes. M. de Cotton a été réélu au Corps-Législatif, en septembre 1816, où il a siégé au côté droit, première section. Il défendit la résolution de la Chambre des pairs relative

à la loi des élections ; il résuma victorieusement le rapport de M. Beugnot, et prouva qu'il avoit envisagé la matière en jurisconsulte, personnifié en quelque sorte la loi, et procédé avec elle comme avec un prévenu devant un tribunal, qu'on ne peut effectivement condamner que lorsque le délit est légalement prouvé ; il lui opposa l'autorité de Montesquieu qui dit, qu'il ne faut pas juger sur les principes de la vie civile ce qui est du ressort de la politique ; et rien effectivement n'appartient plus à la politique que les élections ; que transformer ensuite un être de raison, comme la loi, en un être réel et vivant, tel que l'homme, pour lui expliquer mal-à-propos les règles de la loi civile, c'est sortir des limites du genre démonstratif et tomber dans la licence poétique. Ainsi toute politique est vicieuse qui ne prémunit pas suffisamment contre les abus, et ne pas les prévoir seroit la première faute, si nous n'étions pas sur le point d'en commettre une plus grande encore, celle d'avoir fait d'abord une mauvaise loi, parce qu'on pouvoit la corriger, et de ne pas la corriger ensuite, parce qu'on l'a faite. L'honorable membre démontra que tous ces argumens en faveur de la loi ne sont établis que pour disposer convenablement les esprits à accueillir la grande raison, celle qu'on croit victorieuse, savoir : que la proposition est intempestive, qu'il y avoit de grands dangers à vouloir présentement modifier la loi, parce que la nation s'inquiète de l'idée seule d'un changement à y faire, et qu'elle la regarde comme la plus ferme garantie de ses droits et de sa liberté ; aussi l'on peut d'abord tenir pour constant et avéré que la loi actuelle est vicieuse, puisque aucun de ses défenseurs ne voudroit s'engager à prouver le contraire : d'ailleurs, ses vices et ses inconvéniens ont été déduits avec tant de force et de clarté, ses abus déjà existans ont été si bien

signalés à l'opinion qui ne les désavoue pas, qu'on pourroit là-dessus en appeler à la conviction intime de ceux qui la défendent.

M. Cotton fit le rapport de plusieurs pétitions, soit individuelles, soit collectives, qui demandoient l'intervention de la chambre pour obtenir la rentrée des bannis. « Plût à Dieu, observa l'honorable membre, que des Français n'eussent jamais manqué à leurs sermens et à leurs devoirs ; plût à Dieu que la funeste journée du 20 mars ne fût jamais venue désoler la France, nous n'aurions pas à gémir tous aujourd'hui de cette longue série de maux dont il ne nous est pas plus possible d'interrompre le cours, qu'il n'est en notre pouvoir de faire rétrograder le temps pour en anéantir la cause ! Une loi fut portée au sortir de cette époque désastreuse, dont l'effet a été d'éloigner des hommes diversement coupables, sans doute, mais qui avoient montré leur inimitié contre la monarchie légitime et l'auguste race de nos rois. Ils vivent maintenant dans l'infortune et les douleurs, loin de leur terre natale, et la pitié qu'on ne refuse jamais à celui qu'a frappé la loi, ne les abandonnera point alors qu'elle ne peut les absoudre. Mais déjà la bonté inaltérable du Roi, nous le savons, a fait fléchir pour beaucoup d'entre eux la rigueur de la loi et terminé l'exil de ceux qu'un regret sincère et le poids de l'infortune ont portés à l'implorer : l'accès aux pieds du trône n'est point fermé, ils peuvent toujours y faire entendre les expressions de leur douleur et de leur repentir ; mais nous, à qui rien ne peut faire apprécier l'étendue et la garantie des torts qui pèsent sur chaque individu, ni leurs sentimens, ni leur conduite présente, ni l'effet de leur rentrée subite et générale, est-il dans nos attributions, pouvons-nous, par une initiative intempestive et irréfléchie, déclarer en quelque sorte que le moment est

veuu où le trône peut cesser de veiller à sa propre conservation, et taxer par-là indirectement la prévoyance royale de timidité et sa clémence d'être encore trop rigoureuse? Et s'il étoit des hommes qui n'eussent provoqué le rapport de la loi, que pour braver cette même clémence qui leur est odieuse, que pour échapper à sa puissance et à ses bienfaits; si de tels hommes existoient, ce n'est pas du sein de cette assemblée que peuvent s'élever des voix pour appuyer leurs réclamations; en vain ils invoquent la Charte, comme si elle leur eût promis l'impunité de l'avenir en garantie de l'oubli du passé. Le Roi seul peut, dans sa haute sagesse, et au-dessus de toutes ses passions, juger les temps et les choses; à lui seul appartient de concilier les intérêts de l'État et les droits du trône avec l'inexorable équité qui frappe le crime, avec la pitié qui est due à l'infortune, avec l'indulgence que mérite l'erreur. M. Cotton dénonça ensuite les vices et l'illégalité des pétitions de ces hommes sans caractère, sans mission, s'arrogeant de parler, soit individuellement, soit collectivement, au nom de la nation, sur les plus grands intérêts de l'État; c'est ici une violation de la Charte et une usurpation de l'initiative. Le rapporteur proposa l'ordre du jour. Elle fut adoptée par la majorité du côté droit, du centre et d'une partie de la gauche, malgré les réclamations de MM. Chauvelin, Benjamin Constant, Rodet, Kératry, de Corcelles.

COURTAVEL (comte de), né en 1761, a fait ses caravanes en qualité de chevalier de Malte, et a été capitaine dans un régiment de cavalerie avant la révolution. Le Roi le créa chevalier de Saint-Louis en 1814, et l'éleva au grade de lieutenant-général. Il a été nommé député au nouveau Corps-Législatif, en octobre 1816, par le département d'Eure-et-Loire; il a siégé au côté droit, première

section. En janvier 1818 il combattit le projet de loi sur le recrutement de l'armée : « Plus j'examine, dit-il, le projet de loi, plus je m'aperçois qu'il ne convient point à un gouvernement paternel comme la monarchie. Dans plusieurs de ses dispositions il détruit une des prérogatives de la couronne, prérogative rappelée par la Charte par ces mots : Le Roi est le chef suprême de l'état; les Chambres ne doivent intervenir et se mêler de ce qui concerne l'armée, que pour voter sur un projet de loi qui détermine de combien d'hommes doit se composer l'armée en temps de paix; combien d'hommes doivent être mis à la disposition du Roi chaque année; combien de fonds doivent être employés à l'armée, et combien de temps doit durer le service de chaque homme appelé à l'armée. » — M. Cornet-d'Incourt, dans la discussion du projet de loi sur la répression des abus de la liberté de la presse, fit un amendement. Voyez CORNET-D'INCOURT. M. Courtavel le défendit; il rappela que sous le règne de Georges III, le célèbre Woolson ayant composé son discours contre l'authenticité des miracles du divin fondateur de la Religion Chrétienne, fut condamné à une amende de vingt-cinq livres sterling pour chacun de ses discours. Cette condamnation ne causa aucun trouble en Angleterre; Woolson n'ayant pu payer cette amende, fut conduit en prison et il y termina ses jours. On a dit que l'amendement de M. Cornet étoit inutile, parce que l'article 289 du Code pénal, relatif aux écrits contraires aux bonnes mœurs, s'appliquoit aussi aux délits et aux crimes contre la religion; mais ce qui prouve que cet article ne s'applique pas à ces derniers écrits, c'est qu'il n'y a point d'exemple que les ouvrages impies aient été poursuivis par le ministère public dans aucune cour du royaume, et notamment dans cette capitale; plusieurs écrits contre la religion,

et même contre l'existence de Dicu ayant paru cette année, aucun de ces écrits n'a été poursuivi. Personne ne peut contester le zèle des magistrats qui dans cette ville remplissent les fonctions du ministère public ; s'ils n'ont point poursuivi ces écrits, c'est qu'ils n'ont pas cru trouver dans le Code pénal aucun article qui leur soit applicable.

COURVAL (le baron Dubois de), fut nommé député à la Chambre en septembre 1815, par le département de l'Aisne; il vota avec la minorité. Réélu au nouveau Corps-Législatif en septembre 1816; il a siégé au centre.

COURVOISIER, né à Besançon, embrassa la profession des armes; il servit à l'armée de Condé: une action d'éclat lui fit obtenir la croix de Saint-Louis. Il reentra en France en 1813, fut nommé en 1815 avocat-général à la Cour Royale de Besançon, et ensuite procureur-général de la Cour Royale de Lyon. Il fut élu en 1817 membre de la Chambre des députés par le collège électoral du département du Doubs. Il a siégé au centre. En décembre 1817, M. Courvoisier défendit le projet de loi relatif aux abus de la liberté de la presse; il improvisa un discours où son imagination, sans règle et sans frein, ne cessa de l'égarer dans des discussions fatigantes et étrangères à la question qu'il vouloit traiter: « La question, dit-il, n'est plus un problème, et l'on nous en explique l'importance: une nation peut être grande et heureuse sous des rois; mais elle ne peut être libre, elle ne s'appartient à elle-même qu'autant qu'elle exerce habituellement le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire; elle exerce l'un par les Chambres, elle doit exercer l'autre par le jury. La conséquence de cette doctrine, c'est que la France, comme l'Angleterre, doit être régie par la Chambre des

Députés; car jamais l'aristocratie qui existe en Angleterre ne sauroit germer sur notre surface. Convaincu que le Roi ne peut être fort que par son peuple, et que le peuple ne peut être libre et heureux que par son Roi, je ne parloirai jamais à cette tribune que pour y soutenir à-la-fois les privilèges du peuple et les prérogatives du trône. Du haut de cette tribune ou nous crie que des doctrines anti-monarchiques, anti-religieuses, anti-sociales, inondent la France; qu'elles menacent le trône et le monarque; et par une conséquence assez bizarre on réclame pour la presse une entière liberté; de la gauche on ne nous parle que de despotisme et d'oppression; le projet de loi est digne des tyranniques conceptions de Buonaparte; la presse est esclave, on désire qu'elle soit libre de toute entrave; voilà peut-être la plus solide, quoique la plus courte apologie du projet de loi. Se tenir entre les extrêmes, c'est se placer sur la ligne de la prudence et de la raison. » M. Courvoisier examine la question sous trois points de vue: peut-on établir le jury par voie d'amendement? à supposer la négative, faut-il rejeter la loi? Si l'on pouvoit sans violer le règlement et la Charte, établir le jury par amendement, cette résolution seroit-elle sage? L'orateur discute la première question: « Votre décision, dit-il, est importante; si l'on veut d'abord partager le trône, on finit bientôt par l'occuper. » Sur la seconde question, il établit que rejeter une loi qui dégage la presse de presque toutes les entraves dont la gênoient les lois précédentes, ce seroit annoncer l'intention de maîtriser le gouvernement, ou de l'eutruiner, et que cette mesure laisseroit la presse soumise à des lois plus rigoureuses, si le Roi ou la Chambre des Pairs venoit à rejeter une proposition nouvelle. Sur la troisième question, il réduit toutes les objections à ce corollaire: « Le magistrat

n'est point indépendant, l'opinion est la règle d'un gouvernement représentatif. La presse manifeste l'opinion, le citoyen seul peut juger la presse. » L'opinion et les principes de M. Courvoisier ont triomphé; mais ce triomphe a été passager. Dans une autre séance, M. Courvoisier attaqua un amendement de M. Cornet d'Incourt. (Voyez l'article de ce député.) Il professa d'abord pour la religion un respect sincère, une soumission profonde. « Elle fait dit-il, le bonheur ou la consolation de l'homme, la paix et la sécurité de l'Etat; mais que d'excès ce mot nous rappelle, combien l'on abuse de ce nom! Toute atteinte portée à la religion est une atteinte portée à la morale et aux mœurs: l'article 289 du Code Pénal punit ce délit; nous n'avons pas besoin d'une loi nouvelle, et ce n'est pas d'ailleurs par un amendement qu'on peut ajouter à notre législation. » M. de Courvoisier défendit le projet de loi sur le recrutement de l'armée; il fit de longs et pénibles efforts pour réfuter les principes de ceux qui l'ont combattu; il s'égarait dans des dissertations étrangères à la question dont il vouloit s'occuper; il s'attacha surtout à réfuter les principes sages et constitutionnels que M. de Villèle avoit développés avec autant d'éloquence que de précision. Au lieu de traiter avec le calme de la raison les questions importantes que son sujet renfermoit, il s'appliqua à réfuter ceux qui refusaient d'adopter son opinion et ses maximes: « Résisterai-je, dit-il, au besoin de repousser les élans d'une faction opiniâtre et funeste, qui, au-dehors connue dans cette enceinte, propage toutes les autres, soit qu'elle invoque la liberté, soit qu'elle réclame l'arbitraire? Le gouvernement est l'objet de ses reproches et de ses emportemens; elle l'accuse d'organiser un plan de conspiration contre le trône, parce qu'il résiste à conspirer avec elle pour creuser l'abîme sous ses

pas; elle l'accuse de sacrifier le monarque à la monarchie, parce qu'il refuse de lui livrer les rênes du trône, ou de s'associer à ses complots; elle l'accuse de chanceler dans sa marche, de varier dans ses plans, parce qu'il osa lui déplaire en s'isolant de ses ambitieux desseins; elle l'accuse de livrer l'armée à la conspiration, après lui avoir tout livré dans le civil: accuser, insulter, entraver le gouvernement sans relâche, ce n'est point là l'esprit de la Charte. Nous ne consentirons jamais à nous rallier sur ce terrain. » Cette violente diatribe excita des mouvemens. Lors de la discussion du budget de 1818, quelques membres attaquèrent avec force l'administration du ministère de la police générale; ils prouvèrent que ce ministère étoit inutile, dangereux, inconstitutionnel. M. Courvoisier voulut, dans un discours plein d'erreurs et de sophismes, prouver que ce ministère étoit utile, nécessaire, constitutionnel, et qu'il est impossible qu'il puisse commettre des actes arbitraires. A des faits incontestables M. Courvoisier n'opposa que de vains raisonnemens; il prétendit qu'un ministre de la police ne pouvoit être injuste, parce qu'il étoit responsable. Mais où est la loi qui fixe et règle cette responsabilité? M. Courvoisier prétend que le citoyen opprimé a recours aux tribunaux; mais pour exercer cette action judiciaire il faut remplir de longues formalités, il faut solliciter l'autorisation du Conseil-d'Etat, toujours dirigé par les ministres. L'on n'a pas encore vu, malgré des plaintes justes et des réclamations légitimes, des ministres traduits devant les tribunaux, ni le ministère public prendre la défense des opprimés. M. Courvoisier suivit sa marche ordinaire, en insultant le côté droit de l'Assemblée où siègent ces députés sages, vertueux, sincèrement attachés à la monarchie, à la légitimité, à la religion, qui méritent les hommages de la génération présente, et

obtiendront les bénédictions de la postérité. « Quelques partis, dit M. de Courvoisier, peuvent s'agiter, mais il s'élève contre eux une masse énorme : cette masse forme la France ; c'est trop honorer ces frères accessoires que de les qualifier de ce nom. La France ne s'égare pas au gré des passions de quelques hommes ; elle est unie, elle est éclairée ; ses véritables intérêts la touchent : on espère en vain, si on se flatte de la vaincre ou de la tromper ; ses états, dont les mœurs, les habitudes comportoient jadis le pouvoir absolu des princes et la franche soumission du peuple, ne furent, je l'avoue, ni les moins paisibles, ni les moins heureux ; et si l'option étoit possible, moi-même j'hésiterois peut-être entre plus de calme et moins de liberté ; mais cette attitude n'est point la nôtre ; faites rebrousser la Constitution et retrograder les esprits ; faites que vingt années de possession et d'expérience n'aient pas dissipé tout prestige et tracé la ligne qui sépare le bien et l'abus, l'usage et l'excès ; faites que la France ne soit pas la France : vous ne le pouvez. Qu'on cesse donc de la méconnoître ; qu'on cesse d'entraver le plan et la marche du gouvernement qui la régit ; il sait ce que l'intérêt commun exige, ce que l'opinion attend et réclame. Il connoît la France, il la juge ; nous la jugeons sainement nous-mêmes ; il corrobore nos institutions malgré les obstacles, il chemine franchement, mais avec prudence ; il mesure, mais il affermit ses pas. Qu'il obtienne donc les moyens de hâter, de consommer l'œuvre ; que notre confiance l'encourage ; qu'il persiste dans leur emploi : réunir les partis, c'est élever le trône et fortifier la Charte. Un ministre du Roi disoit naguère que les dépenses secrètes avoient servi à la ruine des sociétés secrètes ; toute autre considération à part, il faudroit en ce jour les voter encore en reconnaissance de ce bien-

fait. » M. de Courvoisier devoit bien mettre plus de noblesse dans son style, plus de précision dans ses idées, et plus d'aménité dans ses réflexions. M. Courvoisier, dans la discussion du projet de loi qui décernoit une récompense nationale à M. le duc de Richelieu, fit l'amendement portant qu'en cas d'extinction de la ligne directe légitime et masculine, la dotation retourneroit au domaine de l'état ; cet amendement fut adopté. M. Courvoisier avoit annoncé qu'il existoit à Paris un comité secret ; et voici la forme de ses relations avec l'une des principales villes de France, Lyon : « un comité central, composé de neuf membres, correspond avec le comité directeur de Paris ; il en reçoit les instructions ou plutôt les ordres. Chacun de ces neuf membres cherche à former un autre comité et le préside ; puis, ces comités particuliers établissent leurs correspondances dans le reste des départemens. Cette organisation, on n'a pu la tenter en d'autres lieux. C'est ainsi qu'on peut demander et obtenir des pétitions. » M. Manuel ayant prétendu que la construction ou la suppression d'une place de guerre ne pouvoit être ordonnée que par la loi, M. Courvoisier combattit cette étrange opinion ; il prouva que la Charte avoit rendu au Roi les prérogatives que la loi du 10 juillet et la constitution de 1791 lui avoient ravies. Le Roi déclare la guerre, il fait les traités et commande les forces de terre et de mer ; il fait les réglemens et ordonnances nécessaires pour la sûreté de l'état. La commission a pensé que la construction d'une place de guerre étant une mesure relative à la sûreté de l'état, cette mesure rentroit dans le domaine de la prérogative royale, ainsi que le droit de déclarer la guerre et de conclure des traités. En respectant, dans le projet de loi, une disposition qui confère à la puissance exécutive un droit qui lui appartient

par la nature même de la chose, ainsi que par l'une des conséquences de la Charte, la commission a cru protéger la liberté publique, car toute atteinte aux droits du Monarque est une atteinte portée à l'ordre constitutionnel, et par-là même une atteinte portée à la liberté. Que le passé ne suive pas de notre mémoire! en 1791 on crut assurer l'indépendance nationale en usurpant sur le pouvoir essentiel à la royauté; l'erreur dura peu; mais elle fut sanglante. A peine le calme parut après la tourmente, qu'on se hâta de restituer au pouvoir exécutif les attributions dont une trop cruelle épreuve avait manifesté le besoin; on fit plus: en haine de l'anarchie, on se rapprocha du despotisme. La constitution de l'an 3 et celle de l'an 8, le sénatus-consulte organique de l'an 12, conservèrent plus de pouvoir au Directoire, aux Consuls, à l'empereur, que la Charte et nos anciennes institutions n'en confèrent et n'en conféroient à nos rois.

CRIGNON (D'AZOUER, négociant, né à Orléans en 1754, est connu comme savant et littérateur. Il fut nommé, en août 1815, membre de la Chambre des députés par le département du Loiret. Il a été réélu au Corps-législatif en 1816. Il a siégé au côté droit, première section.

CRILLON (Berton des Baldes, duc de), fut député aux Etats-Généraux. Il embrassa le parti populaire, et passa un des premiers de son ordre dans la chambre du tiers-état. Il forma une société qui devint le club des Feuillans. Il défendit les droits du pouvoir exécutif, et s'opposa aux usurpations de l'Assemblée constituante. Il parla fréquemment sur l'organisation de l'ordre judiciaire et administratif, s'opposa à l'admission dans l'armée de régimens étrangers, et proposa, lors de la fuite du Roi, de

confier l'autorité à un comité de cinq membres. Il fut accusé en avril 1792 d'avoir des correspondances avec les émigrés: il se retira en Espagne. Il revint en France après le 18 brumaire. En qualité de membre du conseil-général du département de l'Oise, il présenta une adresse à Bonaparte. Le Roi l'a élevé à la dignité de la pairie. M. de Crillon défendit le projet de loi qui ordonne en faveur de M. le duc de Richelieu l'érection d'un majorat à titre de récompense nationale. «Félicitons-nous», dit-il, que le Roi nous appelle pour décerner nos suffrages à M. le duc de Richelieu, l'histoire apprendra à nos derniers neveux les négociations épineuses, difficiles, importantes, terminées par le congrès d'Aix-la-Chapelle, où notre honorable collègue étoit chargé par le Roi de soutenir les intérêts de la France. On sait que dans toutes ses négociations, dont le résultat nous a épargné plusieurs centaines de millions et avancé de deux ans la délivrance de notre territoire, il n'a jamais employé que la raison présentée par la franchise et soutenue par la vérité.» M. le duc de Crillon s'attacha principalement à réfuter les assertions fausses et scandaleuses, publiées par M. Lanjuinais, assertions par lesquelles ce pair a osé attaquer M. le duc de Richelieu et blâmer ses opérations diplomatiques. M. le duc de Richelieu a été noblement vengé par M. le duc de Crillon.

CROIX (comte de), fut élu député de la noblesse d'Artois aux Etats-généraux. Il adopta les idées révolutionnaires, et fut un des membres de la minorité de la noblesse qui se réunirent au tiers-état. Il resta dans l'obscurité jusqu'au gouvernement impérial. Buonaparte le fit son chambellan et sénateur. A l'époque de la restauration le Roi le créa pair de France.

CURIAL (le comte), prôta serment de fidélité à Buonaparte. Il se

décret rendu à Lyon par l'usurpateur comprit le duc d'Alberg au nombre des treize individus proscrits. Le Roi le récompensa de ses services en le décorant du grand cordon de la Légion d'Honneur, et en le nommant pair de France et ministre d'état en août 1815. Après le congrès de Vienne il resta quelque temps à Munich et ensuite dans ses terres du Mont-Tonnerre. Il a été nommé ambassadeur de France à la cour de Turin en 1815, et a obtenu des lettres de naturalisation, qui ont été entérinées à la Chambre des pairs et à celle des députés.

DAMAS (comte de), a servi dans la guerre d'Amérique en qualité de colonel. Avant la révolution il étoit gentilhomme d'honneur de Monsieur, comte de Provence. Chargé par M. de Bouillé de favoriser le passage du Roi, il fut arrêté à Varennes avec ce prince; il fut conduit dans les prisons de Verdun, et ensuite transféré à Paris. L'assemblée nationale le décréta d'accusation, et ordonna qu'il fût transféré à Orléans pour être jugé par la haute cour nationale; mais cette translation n'eut pas lieu, et il obtint sa liberté, en conséquence de l'amnistie, lorsque le Roi eut accepté la constitution. En 1792 il fit la campagne des Princes, et se rendit en Italie et ensuite en Angleterre; Louis XVIII, alors régent du royaume, et M. le comte d'Artois, témoignèrent à M. le comte de Damas servit sous ses ordres. Il s'embarqua à Hambourg et tomba entre les mains des républicains, qui le retinrent long-temps prisonnier et le firent juger par un conseil de guerre. Lorsqu'il eut recouvré sa liberté, M. le comte de Damas rejoignit Monsieur le comte d'Artois. Le Roi le nomma pair de France, lieutenant-général, commandeur de Saint-Louis, et gouverneur de la dix-huitième division militaire.

M. le comte de Damas prononça le discours suivant à l'occasion de la mort du prince de Condé : « La première séance de la Chambre des pairs, qui succède au jour marqué par une perte douloureuse, ne se passera pas sans qu'il soit rendu un hommage à ce prince illustre dont nous nous honorons tous d'être les collègues, que nous perdons, que toute la France regrettera, et qui laissé après lui le souvenir de tant de vertus. Quelle bouche assez pure, quel talent assez distingué retracera la vie de ce héros, de ce modèle de loyauté et de courage? Comment peindra-t-on son dévouement, son constant amour pour la patrie, sa persévérance dans les circonstances les plus difficiles, son occupation jusqu'à ses derniers soupirs, et plus manifestée encore dans son testament daté d'une terre étrangère, du sort de ceux qu'il appelle ses compagnons d'armes, qu'il lègue pour ainsi dire à M. le duc de Berry, comme ayant été témoin de leur zèle et de leurs sacrifices, et ayant partagé leurs travaux et leurs dangers! Heureux le mortel doué d'assez de génie pour s'élever à la hauteur d'un panégyrique si intéressant, et qui, comme Bossuet, attachera son nom à la gloire d'un aussi grand prince! Les plus modestes de ses anciens subordonnés trouveront dans leurs cœurs l'expression d'une juste douleur; leurs larmes seront le seul hommage qu'ils oseront lui rendre; ils ne pourront séparer le souvenir de leur chef révérend des leçons d'honneur qu'ils donneront à leurs enfans; ils leur diront que lorsqu'ils étoient errans, sans asile, sans ressource, ce prince répondant aux vœux de leur Roi, leur offrit près de lui une épée, un maintien honorable, et l'espérance; et ils répéteront ce qu'un général distingué (le marquis Maison) lui disoit à son débarquement à Calais : « M. le prince de Condé nous a donné de grands exemples et de grandes leçons. »

DAMAS CRUX (duc de), né en 1753, fut employé dans la dernière guerre que la France soutint contre les Anglais : il y fut fait prisonnier. Pendant son émigration il forma une légion qu'il conduisit en Hollande, et qu'il fit ensuite passer en Angleterre. L'infanterie de cette légion ayant été détruite, il conclut en 1796 une capitulation avec le prince de Condé, en vertu de laquelle il forma un régiment de hussards avec les débris de sa légion. M. le duc de Damas fut attaché au duc d'Angoulême en qualité de gentilhomme : il accompagna ce prince à Mittau, à Varsovie, en Angleterre. Il le suivit dans le midi de la France, et l'aida de son épée et de ses conseils ; il le suivit encore dans sa glorieuse campagne du mois d'avril 1815. M. le duc de Damas ne cessa de donner des témoignages éclatans de sagesse, de courage et d'un dévouement inébranlable à la cause de son Roi. Envoyé à Toulouse comme commissaire du Roi, M. de Damas fut arrêté par les ordres du général Delaborde, qui le fit conduire en Espagne où il rejoignit le duc d'Angoulême. Il ne rentra en France qu'avec ce prince. Le Roi le nomma pair de France le 17 août 1815.

DAMBRAY (le chevalier de), né en Normandie, en 1760, étoit avocat-général à la Cour des aides de Paris. Il annonça de grands talens pour l'éloquence : il fut élevé à la dignité d'avocat-général au Parlement de Paris : il porta la parole dans l'affaire de Kornman ; il se distingua comme orateur et comme magistrat : il combattit les idées révolutionnaires que méditoient déjà les novateurs pour renverser l'autel et le trône. Il quitta la France, et se réunit avec M. Barentin, son beau-père, qui étoit en Allemagne. Le Roi ayant été arrêté à Varennes, il rentra en France, se retira dans ses terres en Normandie, et il vécut paisiblement dans cette retraite, où il cultivoit les sciences.

Le Roi, après son arrivée à Paris, le nomma chancelier de France : il eut dans ses attributions la surveillance de la librairie et des journaux, qui étoit autrefois attachée à la Chancellerie. M. Dambray fut en même temps chargé du sceau de l'Etat et du ministère de la justice. Le roi le créa pair, président de la Chambre des pairs et commandeur du Saint-Esprit. L'apparition de Buonaparte jeta la confusion et le découragement dans le conseil des ministres. M. Dambray rendit compte à la Chambre des pairs des détails de l'invasion de l'usurpateur ; il annonça que le ministère alloit prendre les mesures les plus sévères pour comprimer les traîtres. Après le départ du Roi, M. Dambray se rendit en Angleterre et de là à Gand ; et après son retour, les sceaux furent remis à M. Pasquier : il perdit à la même époque la direction de la librairie et des journaux. Il présida la Chambre des pairs dans le procès du maréchal Ney. Les sceaux lui furent remis lorsque M. Barbé-Marbois fut nommé ministre de la justice ; ils furent de nouveau remis à M. Pasquier, lorsque le Roi le rappela pour la seconde fois au ministère. M. le chevalier Dambray n'est plus que président de la Chambre des pairs comme chancelier.

DAMBRAY (le comte de), fils du chancelier, fut nommé maître des requêtes surnuméraire, et ensuite maître des requêtes en service ordinaire au comité de l'intérieur et du commerce, en avril 1814 : il suivit le Roi à Gand en 1815. Créé pair de France, il vota pour l'article additionnel proposé par M. le vicomte Dubouché, relativement au projet de loi concernant la répression des crimes et délits commis par la voie de la presse, chapitre de la diffamation et de l'injure publique. Le noble pair observa que le clergé français ne formant pas dans notre système de gouvernement un corps cons-

titué, l'article cinq ne sauroit atteindre les insultes intolérables dont il n'est que trop souvent l'objet, et que, sous ce point de vue, l'article additionnel est nécessaire, *Voyez* DUBOUCHAGE.

DAMPIERRE (le marquis Picot de), chevalier de Malte, est fils du général Dampierre, mort sur le champ de bataille en 1793 : il a fait plusieurs campagnes, entre autres celle de Russie, comme aide-de-camp de M. le marquis Dessoles. Le Roi l'a créé pair de France le 9 mars 1819.

DANTZICK (François - Joseph Lefebvre, duc de), né à Ruffac, en Alsace, en 1755, entra dans la carrière militaire. Sa valeur et ses talents militaires l'élevèrent à tous les grades : il s'enrôla dans le régiment des Gardes - Françaises ; il eut la gloire de sauver la vie aux officiers de sa compagnie contre une troupe de factieux révolutionnaires qui vouloient enfoncer les portes de la caserne pour les égorger. Sa compagnie ayant été incorporée dans le bataillon des Filles-Saint-Thomas, il défendit la famille royale lors du 10 août, et assura le départ de Mesdames pour Rome. Il préserva la caisse d'escoupe du pillage. Le duc de Dantzick étoit général de division lorsqu'il se trouva à la bataille de Fleurus, et décida par son sang-froid et son courage la victoire longtemps indécise. Il combattit vaillamment à Marmout, Nivelles, Florioul et Frimach : il passa le Rhin, s'empara de plusieurs villes, remporta une grande victoire à Henef, où il repoussa les Autrichiens jusque sur les hauteurs d'Andshoon ; il attaqua Siegbert, s'en empara, et remporta une victoire éclatante à Altenkirken. En 1799, le duc de Dantzick fut employé à l'armée du Danube : il opposa une vigoureuse résistance à trente-six mille Autrichiens qui l'avoient attaqué à Stockach, où il n'avoit que huit mille hommes : griève-

ment blessé, il quitta l'armée et revint en France, où il obtint le commandement de la dix-septième division militaire à Paris. Il accompagna et seconda Buonaparte, et concourut ensuite à la pacification des départements de l'Eure, de la Manche, du Calvados et de l'Orne : Napoléon le nomma sénateur, et l'éleva à la dignité de maréchal de France. En 1805, il commanda la garde à pied à la bataille d'Iéna : il eut ordre d'aller investir Dantzick ; il lit la conquête de cette place importante après cinquante-un jours de tranchée ouverte : il reçut alors le titre de duc de Dantzick. Employé en Espagne en 1808, il battit les généraux Blake et La Romana, entra à Bilbao, et triompha à Espinosa. En 1809 il commanda l'armée bavaroise : il combattit à Eckmühl, à Wagram, et soumit le Tyrol insurgé. Dans la campagne de Russie, le maréchal commanda en chef la garde impériale. Au temps de l'invasion, il dirigea l'aile gauche de l'armée française, combattit à Montmirail, à Arcis-sur-Aube, à Champ-Aubert, et rentra à Paris après l'abdication de Buonaparte. Le Roi le nomma chevalier de Saint-Louis et pair de France. Il accepta cette dernière dignité de Buonaparte en 1815 ; il siégea dans la Chambre, mais il ne prit aucune part aux discussions. Le Roi, après son second retour, l'exclut de la Chambre des pairs, mais il le confirma dans ses titres et lui donna le bâton de maréchal. Sa Majesté l'a rétabli dans la dignité de la pairie le 9 mars 1819.

DARU (le comte), né en 1767 à Montpellier, où son père étoit secrétaire de l'intendance, embrassa la carrière de l'administration militaire, et fit plusieurs campagnes en qualité de commissaire des guerres. Il fut nommé secrétaire-général de la guerre et ensuite membre du Tribunal, où il s'éleva contre M. Carion Nisas, qui avoit fait un éloge poin-

peux des ouvrages et de la doctrine de J.-J. Rousseau. Il adressa, en 1804, à Buonaparte, pour le consoler du mauvais succès de son entreprise contre l'Angleterre, un discours où se trouve le passage suivant : « Sire, Votre Majesté étoit sur le point d'accomplir une de ces grandes entreprises qu'il n'appartient qu'au génie de concevoir, et qu'aux courages extraordinaires de méditer; elle assurait la liberté des mers, toutes les nations alloient être admises à ce partage, lorsqu'un peuple qui ne conserve de l'influence sur le continent que parce qu'il en est séparé, a corrompu des ministres, trompé l'imprudente ambition des rois, et suscité de nouveaux ennemis à la France. Dans cette longue lutte qui se prépare, ou verra les peuples de l'extrémité orientale de l'Europe, pour des intérêts qui ne sont pas les leurs, des peuples qui se vantent de leur civilisation, s'allier à des troupes demi-barbares, plus à craindre encore comme maîtres que comme ennemis; mais tous les Français savent que la gloire de l'empereur est la gloire nationale; les haines contre l'empereur sont des haines contre la nation. Tous les Français seront jaloux de prendre part à ces grands événemens; et Votre Majesté, suivie, s'il le faut, d'un million de braves, élèvera au plus haut point la prospérité de son empire, fixera les destinées de l'Europe, punira l'imprudence de ses ennemis, et environnera ses alliés de tout l'appareil de sa puissance. » Buonaparte créa M. Daru comte de l'empire, intendant de la liste civile, et commissaire-général de la grande armée. Il accompagna Buonaparte en Russie, où la disette et les désastres de l'armée lui furent imputés. Malgré les murmures et les cris des soldats, M. Daru continua à jouir des faveurs de Buonaparte; il lui confia l'intendance des biens de la couronne dans les départemens de Rome et de Trasimène, et le chargea de portefeuille de l'adminis-

tration de la guerre. M. Daru parut ne prendre aucune part aux événemens du 20 mars, mais il signa la délibération du Conseil-d'Etat du 25 du même mois, et souscrivit pour une somme considérable destinée à l'armement des fédérés. Après l'entrée des Prussiens à Paris, le général Blucher, pour punir l'intendant de Buonaparte des exactions qu'on l'accusait d'avoir exercées en Prusse, fit séquestrer pendant plusieurs jours sa terre près de Meulan. Le Roi a créé M. Daru pair de France le 9 mars 1819. Il est bon littérateur et bon traducteur; sa poésie est légère et agréable. M. le comte Daru fit, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur la proposition de M. le comte d'Herbouville tendante à obtenir en faveur d'un certain nombre des plus anciens chevaliers de Saint-Louis une exception aux lois de finances qui interdisent l'accumulation des pensions militaires. Le noble pair observa qu'il n'appartenoit pas à la Chambre des pairs de prendre l'initiative sur les mesures que le gouvernement aura à proposer aux Chambres pour cet objet; mais la commission considérant qu'il doit intervenir une loi sur cette matière, qui, en effet, est du domaine de la législation; considérant que dans l'état actuel des choses on ne peut ni proposer une exception à la loi qui défend de cumuler plusieurs pensions, ni soutenir que cette loi n'est point applicable aux chevaliers de l'ordre du Saint-Esprit, à la faveur de cette distinction qu'ils sont dotés et non pensionnés; considérant que, s'il existe des fonds légalement et réellement disponibles pour cette destination, l'ordre peut en jouir d'après la distribution qu'il plaira d'en faire; la commission a été d'avis que cette proposition devoit être ajournée, sauf à être prise en considération lorsque le gouvernement présentera aux Chambres un projet de loi sur l'Ordre royal et militaire de Saint-

Louis. La Chambre adopta cet avis. Lors de la discussion sur les budgets de 1816, 1817, 1818 et 1819, M. le comte Daru demanda que les ministres fussent tenus de fournir les comptes réguliers et définitifs, qui seuls peuvent dégager leur responsabilité. Il se plaignit de l'administration du ministre des finances, et désira que les comptes des dépenses et des recettes fussent présentés aux Chambres, revêtus d'un jugement qui en garantît l'exactitude. Il parla du droit qu'ont les deux Chambres d'amender les projets de loi. En attribuant au Roi la proposition des lois, la Charte a permis aux Chambres de faire aux lois qui leur seroient proposées, des amendemens que le Roi peut, il est vrai, ne pas accueillir, mais qui, revêtus de son consentement, s'identifient avec la proposition royale. Sur quels principes se fonderoit-on pour les en séparer, quand ils sont présentés avec elle à celle des Chambres qui, par l'événement, se trouve appelée la seconde à délibérer sur cette proposition? En vain l'une d'elles taxeroit d'inconstitutionnalité les amendemens proposés par l'autre, puisqu'il ne résulteroit de ce dissentiment qu'une question inverse dont les deux solutions seroient appuyées d'autorités également respectables. Le noble pair proposa un amendement qui consistoit à retrancher du projet la disposition qui déclare les ministres déchargés de la responsabilité par eux encourue pour ne s'être pas conformés aux articles 151 et 152 de la loi du 25 mars 1818. « Une pareille décharge, dit le noble pair, dont la généralité semble s'accroître encore par le commentaire qu'en a donné le rapporteur de la commission, ne sauroit être accordée aux ministres avant le réglemeut définitif de leurs comptes; et peut-on regarder comme définitivement réglés des comptes qui n'ont subi aucune vérification, et dont les dépenses ne

sont pas encore consommées? » L'amendement fut rejeté.

DASSIER, fut élu, en 1814, membre de la Chambre des députés, par le département de la Loire. Il a siégé au côté droit, seconde section.

DAUGIER (le contre-amiral, comte), entra dans la marine; sous le gouvernement impérial il fut nommé commandant de la marine de la garde, ensuite chef militaire au port de l'Orient. Le Roi le nomma, en 1814, contre-amiral, et préfet maritime du quatrième arrondissement. Buonaparte, lors de son invasion, le suspendit de ses fonctions; réintégré après le retour du Roi, il fut élu à la Chambre des députés par le département du Morbihan, et il a siégé au côté droit, première section. Il y prononça un discours où l'on remarque le passage suivant: « La communication qui vient d'être donnée à la Chambre par les ministres du Roi, la traitée et des conventions conclues entre la France et les puissances alliées, a sans doute pénétré vos âmes, comme la mienne, d'une profonde et douloureuse impression. Tout Français, quelles qu'aient été sa conduite et ses opinions dans les derniers événements qui ont préparé et amené nos malheurs publics, éprouvera un tel sentiment. Ce sera, n'en doutons pas, un motif décisif pour tous les hommes égarés de se rattacher franchement au gouvernement. Voilà donc où nous ont conduits l'aveuglement, la séduction et la défection d'une minorité des Français, qui par devoir auroient dû être les plus fermes soutiens, les plus fermes défenseurs de l'Etat, et du meilleur des Rois! Nos maux sont grands sans doute; mais ils ne sont pas au-dessus de notre courage, ils finiront, et à cet effet tout Français digne de ce nom puisera la règle de sa conduite et des sacrifices qu'il aura à faire, dans son amour pour son Roi et pour la patrie: »

patrie, Louis le désiré, légitimité, charte constitutionnelle, forment désormais le faisceau auquel sont attachés le salut et le bonheur de la France. » M. Daugier vota, dans la session de 1815, avec la minorité. Il a été nommé, en août 1816, commandant de la marine à Rochefort, et au mois de septembre suivant membre au nouveau Corps-législatif. M. le contre-amiral Daugier, lors de la discussion sur le budget particulier du ministre de la marine, exhorta la Chambre à donner à la marine française toute l'activité qu'elle réclame dans l'intérêt général. « Les ouvriers de nos arsenaux, qui composent une partie si notable de la population des villes qui les entourent, méritent surtout de fixer l'attention et l'intérêt de la Chambre. » L'honorable membre recommanda à sa sollicitude les officiers de la marine, dont le nombre a été successivement réduit à des proportions insuffisantes, et sur lesquels il est temps que le gouvernement porte des regards de bienveillance, de gloire et de reconnaissance. Il est difficile de supporter avec plus de résignation et de dévouement les privations pénibles qui leur sont imposées, et de montrer plus d'ardeur pour le service de l'Etat. L'honorable membre proposa d'ajouter au budget du ministre de la marine une somme de cinq millions. La Chambre s'empessa d'adopter cette proposition.

DAUNOU (ex-oratorien), né à Boulogne-sur-mer, en 1761, fut nommé député à la Convention. Il adopta sans examen les principes démocratiques, et devint un ardent admirateur de la république, qu'il annonça ne devoir périr jamais. Dès le commencement du procès de Louis XVI, il proposa d'en renvoyer l'examen à un tribunal criminel ou à la haute cour nationale. Il vota ensuite pour la réclusion de ce prince pendant la guerre, son bannissement après la paix, et se prononça contre

l'appel au peuple : mais il vota pour le sursis. Il se réunit au parti de la Gironde, et fut compris dans la proscription du 31 mai 1793. Rentré dans la Convention, il prononça un discours en commémoration de la chute du trône. En 1796, il se déclara pour le maintien de la loi du 3 brumaire, proposa des peines contre la calomnie, et s'éleva contre la licence de la presse. Il fut chargé par le Directoire d'organiser la république romaine. M. Daunou célébra la journée du 18 fructidor ; il reçut, en qualité de président, une députation de l'Institut, qui venoit rendre le compte annuel des travaux de cette compagnie. Dans sa réponse, M. Daunou célébra les bienfaits de la liberté, finit par une pensée fautive, indignée d'un philosophe ami de la vérité : « *Il n'y a de génie, dit-il, que dans une âme républicaine.* » Il prononça, le 23 novembre 1799, un discours sur la fondation de la république, dont il prophétisa la durée et les brillantes destinées. Nommé tribun, il célébra les victoires de Buonaparte, et combattit le projet de loi pour la création des tribunaux spéciaux. M. Daunou obtint de grands honneurs littéraires. Il avoit été nommé archiviste de l'empire, mais il a perdu cette place en 1816. Il a été élu au Corps-Législatif, en avril 1819, par le collège électoral du département du Finistère ; il a siégé au côté gauche, première section. M. Daunou a publié plusieurs ouvrages pleins d'érudition et de science ; mais son imagination, quelquefois égarée par son exaltation pour les principes démocratiques, l'a conduit à de grandes erreurs. M. Daunou examina le projet de loi relatif aux journaux : il en adopta quelques articles, et en combattit plusieurs autres. Parmi quelques erreurs qu'il a proclamées, on aperçoit quelques vérités utiles. L'honorable membre a trop exalté les avantages de la liberté de la presse, et en a diminué les inconvénients et les abus. Il ob-

serva qu'il respectoit, mais qu'il ne partageoit point l'opinion de ceux qui pensent que la multitude des journaux peut contribuer au maintien de la liberté; elle entretient, au contraire, souvent une agitation dangereuse; et il se persuada que ces productions éphémères trouveront moins de lecteurs; que les talens des écrivains se consacreront à des travaux plus paisibles et plus profitables, à mesure que l'empire de la Charte s'affermira, et que les institutions constitutionnelles se développeront parmi nous. Mais un peuple libre a besoin d'un certain nombre de feuilles périodiques qui le tiennent au courant des affaires qui l'intéressent; et s'il est à désirer que ce nombre se restreigne un jour au strict nécessaire, c'est un but auquel nous serons naturellement amenés par le cours des opinions et des habitudes, et que nous manquerions probablement par le brusque d'une loi à demi prohibitive. M. Daunou s'opposa à l'ordre du jour proposé par M. Avoine de Chantereine, rapporteur de la commission, concernant la pétition des élèves de l'école de droit, relative à M. Bavoux. (Voyez AVOINE DE CHANTEREINE.) Il observa que cette pétition touchait à des intérêts publics, et qu'elle embrassoit beaucoup d'intérêts privés. Il s'agit de l'enseignement des lois, du régime, des grades, de l'ordre et du progrès des études, de la sûreté personnelle et de la tranquillité générale. L'unique moyen d'écarter cette pétition par l'ordre du jour seroit l'évidence immédiate de la justice et de la parfaite régularité des actes contre lesquels les étudiants réclament. L'honorable membre n'est point du tout frappé de cette évidence; nous lui observerons que la prévention et l'esprit de parti nous empêchent de parvenir à la vérité. Alors tout est illusion et erreur, on marche au hasard, on devient injuste et menteur. L'honorable membre voulut justifier M.

Bavoux et censurer le doyen de la Faculté. « Quelles doctrines, dit-il, professoit-il? en quels points sont-elles condamnables? quels articles de loi, d'ordonnance ou de règlement, quelle tradition même, ou quel usage investissoit le doyen de la Faculté du pouvoir d'imposer silence à l'un de ses collègues en donnant une leçon publique? »

DAVOUST (comte), étoit, avant la révolution, gentilhomme servant le Roi. Il fut nommé administrateur du département de la Seine en 1791. Il perdit cette place après le 10 août 1791. Protégé par le directeur Syçies, il fut encore appelé aux fonctions administratives du département; et après le 18 brumaire, Buonaparte le nomma sénateur. Il vota sa déchéance en 1814. Le Roi créa M. Davoust pair de France, et comme il n'avait occupé aucune place pendant les cent jours, il fut maintenu dans la dignité de pair.

DECAZES (le comte), né à Saint-Martin-en-Laye, près de Libourne, fut appelé au conseil de Louis Buonaparte, roi de Hollande, et à celui de sa mère; il fut successivement juge de première instance au tribunal de Paris, et conseiller à la cour royale. Lors de l'invasion de Buonaparte, M. Decazes défendit avec autant de zèle que de courage la cause royale. Il s'opposa à la réception de M. Gilbert-des-Voisins, nommé premier président de la cour impériale par Napoléon, en déclarant qu'il regardoit Buonaparte comme un usurpateur. Est-il besoin d'une autre preuve de légitimité, lui répondit-on, que la rapidité de sa marche? Quel autre qu'un souverain légitime aurait pu venir en vingt jours de Caunes à Paris? « Je n'ai jamais ouï dire, répliqua M. Decazes, avec beaucoup d'esprit, que la légitimité fût le prix de la course. » Buonaparte l'exila. Il se retira dans sa famille, et revint à Paris quelques jours avant la

rentrée du Roi. S. M., sur la présentation de Fouché, le nomma préfet de police. Il adressa aux rédacteurs des journaux une lettre qui contenoit des réclamations de la part du gouverneur de Paris, M. Mulling, contre les journalistes qui ne cessaient de s'occuper des armées alliées; il demanda que M. Decazes leur enjoignît de n'en parler ni en bien ni en mal. Le préfet de police leur recommanda de se conformer aux intentions du gouverneur de Paris. M. Decazes fit arrêter Labedoyère et le maréchal Ney. Il remplaça Fouché au département de la police générale après l'avoir renversé, et alors il essaya de prendre des mesures pour rétablir l'ordre, la tranquillité publique, et rallier tous les citoyens autour du trône et du monarque. Il proposa à la Chambre des députés un projet de loi, tendant à autoriser le ministre de la police, et ses agens, à arrêter et détenir les individus prévenus de délits contre la personne et l'autorité du Roi, la famille royale ou la sûreté de l'Etat. « Cette loi, dit-il dans l'exposé des motifs, a pour objet de donner à l'action de l'autorité chargée de veiller aux intérêts de la société, à la sûreté de l'Etat et du trône, toute la force qui lui est nécessaire pour déjouer les trames coupables et prévenir les attentats de ces hommes étrangers aux remords, que le pardon ne peut attendrir, que la clémence offense, que rien ne peut rassurer, parce qu'il est des consciences qui ne sauraient et qui ne veulent point être rassurées, que la justice ne peut atteindre, parce que ses formes salutaires et lentes la rendent impuissante pour prévenir, et trop souvent même pour réprimer, et qu'enveloppés dans l'ombre, ils ne dirigent leurs complices, qui souvent sont leurs victimes, que par des ressorts cachés, souvent inconnus à leurs agens même. » M. Decazes combattit avec autant de force que de précision les différentes objections qu'on fit contre ce projet de loi, qui fut adopté dans

les deux Chambres à une grande majorité. M. Decazes adressa à tous les préfets une lettre circulaire où il leur recommanda de concilier, dans l'exécution de la loi, la fermeté et la justice, et de ne point priver un citoyen de sa liberté sur de simples soupçons et des dénonciations vagues. M. Decazes fut attaqué dans la Chambre des députés au sujet de l'évasion de Lavalette. On proposa d'obliger ce ministre à fournir des renseignemens sur cet événement; mais cette proposition fut abandonnée. Lors de la discussion sur le projet d'amnistie, répondant à M. de Bouville qui avait dit: « Les ministres nous parlent des circonstances politiques, d'autres nous entretiennent de froides théories, et nous, nous parlons au nom de l'honneur: » Et nous aussi, s'écria M. Decazes, dans son enthousiasme les ministres parlent aussi de l'honneur, car ils parlent au nom du Roi; ils parlent au nom de la nation, car ils parlent au nom du Roi; ils parlent au nom de la raison, car ils parlent au nom du Roi. » Il combattit ensuite les différens amendemens de la commission: le projet de loi fut adopté. M. Decazes fut créé comte par le Roi. Il apporta dans les deux Chambres la lettre que la reine Marie-Antoinette, au moment de porter sa tête sur l'échafaud, avait écrite à madame Elisabeth. Le ministre fut souvent attaqué à la tribune par les membres de la majorité; il fut aussi, en comité secret, inculpé d'organiser dans les tribunaux une diffamation systématique contre les principes religieux et royalistes de la Chambre. Lors de la discussion du budget, cette inculpation fut reproduite par M. de Labourdonnaye, qui dit que le ministre de la police consacrait la subvention d'un centime par feuille, récemment imposée, à donner des primes d'encouragement au *Journal Général*, aux *Annales Politiques* et au *Journal des Maires*. Les défenseurs du ministre prétendirent que ce revenu étoit em-

ployé par le Roi en bienfaits accordés aux savans et aux gens de lettres. M. le comte Decazes combattit les amenemens de la commission sur le projet de loi des élections : il dit que le Roi ne vouloit aucune exagération, qu'il attendoit, des choix électoraux, des députés qui apporteroient à la nouvelle Chambre les principes de modération qui sont la règle de son gouvernement et de sa politique, qui n'appartiennent à aucun parti, à aucune société secrète, qui n'écourent d'autre intérêt que ceux de l'Etat et du trône, qui respectent avec franchise la Charte, comme ils aiment le Roi avec amour. M. le comte Decazes donna des ordres pour le rétablissement de la chapelle de la Conciergerie, et pour la consécration religieuse de la chambre que Marie-Autoinette avoit occupée dans cette prison. Il y fut élevé un monument expiatoire. Ce fut au milieu de ces belles actions, qui honorent l'esprit et le cœur, que M. le comte Decazes fut exposé aux accusations d'un parti dirigé par la secte des libéraux. On lui reprocha d'attenter à la liberté individuelle et à la propriété. Il présenta trois projets de loi à la Chambre des députés ; le premier exemptoit tout écrit de la censure préalable, et déterminoit les formes à suivre pour la saisie des ouvrages dangereux après leur publication : le second projet avoit pour objet de modifier la loi du 29 octobre 1815, sur la suspension de la liberté individuelle ; il laissoit au président du conseil des ministres, et au ministre de la police seul, le droit d'arrêter et de détenir les prévenus, et portoit que dans les vingt-quatre heures une copie de l'ordre d'arrestation seroit remise au procureur du Roi : le troisième projet de loi portoit que, jusqu'au 18 janvier 1818, les journaux continueroient à paraître avec l'autorisation du Roi. Les discussions sur ces différens projets excitèrent des débats longs et tumultueux, des traits de sarcasme,

et des chefs d'accusation furent dirigés contre le ministre. M. le comte Decazes repoussa ces différentes attaques. « N'attendez pas, dit-il, que nous répondrons à toutes les personnalités qu'on a cru devoir se permettre à cette tribune, vous n'attendez point que nous descendions jusqu'à des justifications, que nous nous abaissions jusqu'à des apologies. Ministre du Roi, honoré de sa confiance, nous avons sans doute à regretter que celle de quelque-uns des honorables membres qui s'assoient de ce côté (le ministre indiqua le côté droit), ne la suive pas ; mais du moins ils nous permettront de penser que la confiance de notre maître, que les droits qu'elle nous donne à celle de la nation et à la vôtre, peuvent suffisamment nous consoler de ne pas obtenir la leur. Oui, nous voulons désarmer les partis ; oui, nous espérons non-seulement les comprimer, les asservir, mais les faire expirer aux pieds de ce trône que déjà ils désespèrent d'ébranler. » M. le comte Decazes triompha avec modestie sans doute ; sa justification fut écoutée dans le silence. Ses projets de lois furent adoptés. Dans la Chambre des pairs, M. de Châteaubriand se déclara contre le projet de loi relatif à la liberté de la presse. M. le comte Decazes lui répondit par un discours improvisé, où il attaqua, avec esprit l'opinion de M. de Châteaubriand ; il crut l'accabler sous le poids de quelques sarcasmes ingénieusement lancés. M. le ministre de la police générale auroit dû mettre dans sa justification plus de modération et de noblesse ; mais son imagination ardente l'entraîne souvent hors des limites de la sagesse et de la raison. Lors de la discussion sur le budget de 1818, plusieurs membres attaquèrent les ministres. M. Decazes les défendit de tout son pouvoir : il est vrai qu'il est lui-même ministre. Il crut avoir détruit, par la vérité des faits et par la force des raisonnemens, ces actes d'accusation qu'il

pensoit avoir été enfantés par la haine et l'injustice. Il termina son discours par cette péroraison : « Tant que le Roi jugera nécessaire de nous maintenir au poste où sa confiance nous a placé, nous continuerons à la justifier par notre zèle, notre dévouement et notre fidélité; quand le calme entièrement rétabli, quand l'ordre affermi, quand la paix publique assurée permettront à Sa Majesté de peuser que le moment sera arrivé de ne plus regarder comme nécessaire cette active surveillance confiée à notre ministère, nous déposerons le pouvoir dont il nous a revêtu, et ce sera le plus beau jour de notre vie, puisque nous serons certain, en cessant l'exercice de notre autorité, d'emporter l'estime même de nos détracteurs. » Il paroit que le 24 décembre 1818 n'a pas suffi à M. Decazes, il aime trop son pouvoir; qu'il y prenne garde, sa chute n'en sera que plus lourde. Lors de la discussion sur le budget particulier du ministre de la justice, M. Manuel demanda la suppression des dépenses relatives au Conseil-d'Etat. Le ministre de l'intérieur combattit victorieusement les erreurs de ce député, qui a parlé souvent dans les questions de finances, auxquelles il est parfaitement étranger. Le ministre démontra que c'est au Roi seul qu'appartient de régler ses conseils, leur forme, le nombre des membres qui doivent les composer. Il est de l'intérêt et de la dignité de l'Etat que la dépense soit payée par l'Etat. Le Roi a pensé que les conseils privés étoient utiles à la marche de son gouvernement. Cette utilité a été contestée. On a dit que les ministres d'Etat n'étoient institués ordinairement qu'en sortant d'un département à portefeuille, en récompense de leurs longs services. On a répondu que ce n'étoit pas seulement pour les longs services qu'on vouloit les récompenser, mais qu'on vouloit encore pouvoir profiter de leur longue expérience. On a objecté qu'il suffi-

soit de leur donner une pension pour les récompenser. Qu'en résulteroit-il alors? qu'au lieu de les attacher à leur gouvernement, leurs conseils ne seroient que bénévoles, et qu'on ne pourroit les exiger. Le ministre combattit toutes les fausses assertions de M. Manuel, et le confondit par la force des raisonnemens et par la solidité des principes.

M. le vicomte de Montmorency ayant dénoncé à la Chambre des pairs une circulaire adressée par un préfet de département aux électeurs, pour les appeler aux élections, dans laquelle on remarquoit cette phrase : *La loi des élections, cette loi si éminemment nationale, vient d'être, comme vous le savez, l'objet de l'attaque la plus violente.* (Voyez vicomte de MONTMORENCY.) Le ministre de l'intérieur observa que « s'il pouvoit croire que la considération et la dignité de la Chambre eussent reçu la moindre atteinte, il seroit le premier à réclamer. Il n'a pas besoin d'appartenir à cette Chambre, pour savoir de quel respect elle doit être environnée, et pour défendre ses prérogatives toutes les fois qu'elles seront attaquées. Il sait trop que son importance se lie à celle de l'Etat et de la société, et qu'elle ne pourra être compromise sans que la monarchie même le soit avec elle; mais si le noble pair pense que la Chambre a été insultée dans la phrase dont il vient de faire lecture, pourquoi n'a-t-il fait à l'assemblée aucune proposition? Quelle utilité peut-on apercevoir dans un exposé dont il ne tire aucune conséquence? Le fait, dit-il, sera consigné au procès-verbal : mais si réellement l'auteur de la circulaire a manqué au respect dû à l'assemblée, ce n'est pas à une simple mention sur les registres qu'il faut se borner : il doit être dénoncé à l'autorité compétente, qui s'empressera de punir cet écart, s'il a eu lieu en effet. Mais la susceptibilité du noble pair ne s'est-elle pas trop légèrement alarmée? On ne peut,

sans doute, reprocher à l'auteur de la circulaire l'invitation qu'il fait aux électeurs, de justifier la loi des élections par le bon usage qu'ils feront du droit d'élire. Il ne pouvoit donc y avoir rien de répréhensible dans les termes dans lesquels cette invitation est conçue; on y parle, il est vrai, d'une attaque violente dirigée contre la loi des élections; mais qui croira que par ces mots on ait voulu désigner la proposition adoptée par la Chambre, relativement à cette loi? N'est-ce donc qu'au sein de la Chambre des pairs qu'il a été question de la loi des élections? Des écrits, malheureusement trop célèbres par le nom même de leurs auteurs, n'ont-ils pas, à propos de la discussion élevée, discuté à leur tour, attaqué, censuré tout ménagement à la loi dont il s'agit. Et n'est-ce pas à cette attaque, bien mieux qu'à la résolution de la Chambre, que s'appliquent les expressions de la circulaire, où la Chambre n'est pas nommée, où elle n'est pas indiquée, même indirectement? N'est-ce pas dans ces écrits, qu'avec une violence dont le ministère a souvent gémi, l'on s'est permis d'attaquer jusqu'aux institutions? Comment le noble pair, si jaloux de l'honneur des Chambres, ne s'est-il pas élevé contre cette assertion, que tous les vrais amis de la Monarchie et de la Charte ont lue avec indignation, que ce n'étoient pas les royalistes qui, dans l'autre Chambre, avoient adopté une loi présentée au nom du Roi, et que, dans celle-ci, c'étoient les pairs connus pour royalistes qui l'avoient respectée; comme si l'une ou l'autre Chambre renfermoient autre chose que des fidèles serviteurs de Sa Majesté? Quand les expressions de la circulaire trouvent une application si naturelle, pourquoi leur en chercher une qu'elles ne peuvent admettre? Pourquoi entretenir la Chambre d'un objet sur lequel on ne l'invite pas même à délibérer? A quel titre un pareil exposé trouveroit-il

place au procès-verbal, si toutefois il devoit en faire partie? » Le ministre demanda aussi que la réponse y fût aussi mentionnée. Assurément M. le comte Decazes a trop d'esprit pour croire à la justification du préfet dénoncé : il est incontestable que la phrase insérée dans sa circulaire avoit pour objet la résolution de la Chambre des pairs concernant les modifications à la loi des élections; il étoit coupable d'imprudence ou de légèreté. La Chambre décida que la discussion qui venoit d'avoir lieu seroit mentionnée au procès-verbal. Le ministre de l'intérieur observa « qu'il a voté pour la mention proposée, parce que la dénonciation avoit pour objet un fonctionnaire placé sous ses ordres, et que, comme ministre, il sera toujours jaloux de mettre au grand jour les actes de son administration; mais comme pair, il déclare partager l'opinion de ses nobles collègues, qui se sont élevés en principe contre cette mention. Il voit comme eux de grands inconvénients à ce que le procès-verbal mentionne tous les faits étrangers aux délibérations de la Chambre, dont il plairait à chacun de ses membres de l'entretenir, sans conclusion et sans proposition. » Il crut devoir faire cette observation pour qu'à son égard la décision de ce jour ne soit pas un précédent qui fût jurisprudence dans la Chambre. Ce petit échantillon de la souplesse et de l'adresse du ministre-pair ne laisse aucun doute sur ce qu'on doit attendre d'un homme qui ne craint pas de sacrifier la monarchie et la France à son ambition démesurée et à une gloire passagère. Cela rappelle ces trois cents paysans qui venoient à la fête que les libéraux prétendoient donner aux royalistes de Grenoble, le 3 mai 1816, et que le général Donadieu s'obstina à prendre pour des rebelles, ainsi qu'il le dit dans son mémoire. Le ministre de l'intérieur combattit l'article additionnel proposé par M. le vicomte Dubouché, relatif au projet de loi concernant la répression

des crimes et délits commis par la voie de la presse, chapitre de la diffamation et de l'injure particulière. (*Voyez DUBOIS-REAG.*) Il observa que « la proposition soumise en ce moment à la Chambre est imprévue, sans doute, car on cherche en vain à l'attacher à l'objet actuel de la discussion; mais est-il également vrai de dire qu'elle soit nouvelle, lorsque dans la dernière séance la Chambre l'a représentée sous une autre forme? Le ministre demanda le rejet de l'article additionnel, comme étranger au chapitre dans lequel on voudrait le placer, puisque la diffamation et l'injure, dont traite le chapitre, s'appliquent seulement aux personnes, et ne peuvent, en aucune manière, se rattacher aux cultes. D'ailleurs, l'adoption de l'article 8 la rendra inutile. « Qui pourroit douter, en effet, soutient le ministre, que dans le mot *Morale religieuse*, ne se trouvent compris et la religion et le culte, qui en sont inséparables? Plusieurs orateurs, dans les deux Chambres, ont paru douter de cette vérité; ils se sont demandé avec quelque inquiétude quelle pourroit être, en vertu de la loi, la peine appliquée aux outrages, même les plus graves, commis contre le culte? Quelque louable que soit le motif de leur crainte à cet égard, le ministre ne la partage pas; il se fie à la loyauté des jurés, dont la conscience appréciera mieux que ne pourroit faire le législateur, quel'étendue doit être dans les expressions de la loi. En trouveroit-on aucun qui voulût absoudre le blasphémateur impie dont l'audace iroit jusqu'à traiter d'imposteur le Fils du Dieu vivant? Quant aux ministres du culte, la loi n'a pu faire pour eux individuellement plus qu'elle ne faisoit pour les pairs, pour les députés, pour les membres des corps constitués dans l'Etat; et si elle n'a pu rien statuer à l'égard des outrages adressés au clergé en général, c'est que, malgré le respect que méritent ses lumières et ses vertus, le clergé n'est plus en

France un corps constitué; le caractère sacré dont ses membres sont revêtus, l'espèce de magistrature qu'ils exercent, armeront sans doute les juges d'une juste sévérité contre ceux qui les outrageroient; mais le législateur n'a pas pu, n'a pas dû créer une distinction que la Charte n'a pas établie. » M. le ministre de l'intérieur justifia l'ancien ministère des inculpations qui lui furent faites; « il crut que c'étoit pour lui une obligation impérieuse de venir réclamer le partage de sa responsabilité, et cette responsabilité lui est trop honorable pour que ce devoir ne soit en même temps pour lui un droit qu'il soit jaloux de revendiquer. La solidarité ministérielle est un des premiers besoins comme un des premiers intérêts du système constitutionnel; cette fidélité que se doivent entre eux des ministres qui ont été liés par le même devoir, est une des meilleures garanties que l'ordre social puisse attendre. Tout ce qu'a fait le dernier ministère n'est pas sans reproche, dit le ministre de l'intérieur; nous étions hommes, nous ne saurions avoir la prétention de n'avoir jamais failli; mais ce qui est au-dessus des atteintes, c'est l'intention de ce ministère, c'est la volonté qui l'a constamment dirigé vers le bien de son pays; et ce qui m'a été douloureux, c'est de le voir attaqué dans la personne d'un de mes estimables collègues, M. Corvetto. Les attaques indifférentes contre le caractère de cet ancien ministre sont d'autant plus injustes qu'elles n'ont reposé sur aucun fait positif; ses détracteurs n'ont donné que des soupçons vagues, qu'ils ont osé qualifier d'accusation morale, tandis qu'ils ne sont que l'ouvrage de la passion et du mensonge. » Alors le ministre s'adressant à M. Casimir Perrier, un de ses plus ardens accusateurs: « Qu'il parle donc sans hésiter! dit le ministre; qu'il révèle sans crainte! nous répondrons nous-même pour notre collègue sans hésitation, car nous répon-

drons avec la conscience qu'il n'a rien à faire oublier ; il peut bien oublier, il sera prêt à oublier lui-même les services qu'il a rendus ; mais alors qu'on l'outrage, il ne peut que réclamer votre justice : l'indulgence lui seroit aussi inutile que honteuse. M. ^{de} Decazes examina ensuite l'administration de l'ancien ministre des finances ; il en démontra la sagesse et les avantages. Dans l'emprunt de vingt-quatre millions on lui avoit reproché trois caractères, la clandestinité, l'inopportunité, et d'avoir été donné à l'étranger. M. Decazes réfuta ces trois chefs d'accusation : « Quelle n'a pas dû être sa douleur, lorsque, pour prix de sentimens si éminemment français, M. Corvetto s'est entendu reprocher dans le sanctuaire des lois jusqu'au malheur de n'être pas né dans cette patrie qu'il a adoptée et qu'il honore ! » Non, observa M. le comte Decazes, il n'est point étranger à la patrie, le compatriote de Masséna, l'homme de bien, l'homme éclairé, aussi distingué par son caractère privé que par son caractère public, qui siège depuis dix ans dans nos conseils, où il se fit remarquer par tant de lumières et une si noble loyauté ; il n'est pas étranger celui qui, appelé malgré les combats de la modestie au ministère, dans des circonstances aussi difficiles, aussi remarquable au conseil qu'à la tribune, ne s'est pas trompé une fois sur les intérêts de son nouveau pays ; que nul ne connoissoit mieux que lui et ne savoit mieux défendre ; qui ne fut étranger à rien de ce qui s'est fait de bien, de noble et d'utile pour eux depuis quatre années, et sans le secours et les lumières duquel beaucoup de ce bien auroit pu ne se pas faire : il n'est pas étranger, mais il est bien plutôt une conquête sur l'étranger, dont, certes, aucun de nous ne croira avoir à rougir, et dont pour sa part il se glorifiera autant comme Français que comme ami. » Voilà ce qui s'appelle prendre fait et cause pour des

hommes qui ne sont pas infailibles. On convient qu'on a fait des fautes ; mais qu'on a eu de bonnes intentions. L'incapacité est au moins bien bien près de cet aveu. O chère patrie ! est-ce ainsi qu'on t'aime en restant à une place où l'on poursuit la perte avec tant d'acharnement, soit par impéritie, soit par un autre motif plus à craindre que douteux !

Lors de l'examen et de la discussion du budget particulier du ministre de l'intérieur, plusieurs membres demandèrent une réduction de dépenses, à laquelle on ne peut parvenir que par des réformes, des suppressions, des économies : le ministre leur répondit. « Le devoir de la Chambre est sans doute de diminuer les charges qui pèsent sur le peuple, et elle ne peut atténuer les charges sans diminuer les dépenses. Son devoir est de n'allouer que les dépenses qu'elle croit utiles. Le devoir des ministres est de ne présenter que les dépenses indispensables, et c'est à ce titre que le ministre a cru devoir présenter les dépenses qui sont soumises à ses délibérations. On a dit qu'elles doivent être réduites de 35,000 fr. Le ministre soutient qu'il n'est pas possible de faire cette réduction ; il connoît l'embarras de prouver un fait négatif, puisque la loi elle-même qui a reconnu cette difficulté n'admet pas à faire cette preuve. Il faudroit donc qu'il entrât dans tous les détails du ministère, sur le nombre des employés, la quotité de leurs appointemens et le genre de leurs occupations. Comme la Chambre ne peut pas descendre dans ces détails, elle en a confié le travail et les soins à ses commissions. La commission du budget a fait ce travail ; elle a jugé, par son résultat, que toute la proposition royale devoit être acceptée, puisqu'elle n'a proposé elle-même aucune espèce d'amendement. M. Decazes, ministre de l'intérieur, en rendant un juste hommage au caractère de M. Barthélemy, combattit sa proposition relative à la loi des élec-

tions. Il observa que plus il étoit pénétré d'estime pour lui, plus il a été profondément affligé de voir sortir d'une bouche aussi pure une proposition qui lui a paru devoir entraîner des résultats aussi funestes. Le peuple, ami de l'ordre et de la monarchie, a adopté la loi des élections avec enthousiasme, parce qu'elle lui a semblé établir une juste balace entre les divers élémens de la société : il sait que la société n'est fondée que sur les lois qui ont besoin de conserver ce caractère d'immuabilité, sans lequel elles n'inspireroient ni confiance aux bons, ni crainte aux méchans. Ces principes sont incontestables ; mais le ministre s'est écarté de la question ; il devoit savoir qu'une loi qui renferme des inconvéniens et qui ouvre la porte à des abus dangereux, doit être corrigée ou modifiée ; l'ordre social, l'intérêt du peuple l'exigent impérieusement. Si on abandonne cette maxime, tout sera désordre, anarchie. Le refus de réformer des lois vicieuses démontre la faiblesse des gouvernemens, et ne sert qu'à autoriser et à multiplier les délits. M. de Laboulaye ayant émis son opinion sur le budget du ministre de la guerre, avec cette fermeté et cette modération qui convient à un véritable ami de l'ordre et de la liberté, fut attaqué, avec autant d'injustice que de légèreté, par M. le garde-des-sceaux et par M. Grenier. Ce défenseur intrépide de la monarchie et de la légitimité fut accusé d'être un révolutionnaire. Il se justifia avec autant de modération que de dignité. Le ministre de l'intérieur justifia et blâma tour-à-tour M. de la Bourdonnaye. La justification fut faible et dérisoire, et la critique fut amère et ironique. « Il faut être juste, dit le ministre, c'est le devoir de tout le monde ; il doit être surtout le nôtre. » L'orateur qui a donné lieu à cette discussion (M. le général Grenier) a exagéré les paroles de M. de la Bourdonnaye ; il a tiré des conséquences de ces paroles qu'il a

supposées être les pensées de cet honorable membre. Celui-ci soutient que cela n'a pas été sa pensée. Il faut sans doute le croire, cela est convenable, et cela, sur-tout, est plus poli ; mais l'honorable membre, à son tour, prête à M. le garde-des-sceaux des expressions qui n'ont pas été les siennes, et sur-tout des pensées qu'il n'a pas émises. » M. le ministre de l'intérieur présente un projet de loi portant établissement de droits à l'importation des grains étrangers. Il observa que le commerce des grains a été longtemps le sujet d'une controverse qui a partagé les hommes les plus éclairés, les plus sincèrement amis du bien public. Des principes absolus ont été alternativement établis et contestés ; la liberté la plus entière, tant pour la circulation intérieure que pour l'exportation et l'importation, a été invoquée comme le seul moyen de donner à l'agriculture tout le développement dont elle étoit susceptible, et d'établir dans le prix une juste proportion entre les besoins du cultivateur avec ceux des consommateurs ; malheureusement cette théorie si simple en apparence, si naturelle, si conforme aux principes généraux, n'a pu trouver une application constante que relativement à la circulation intérieure, dont les avantages se font sentir chaque jour d'une manière plus incontestable, et qui ne sauroit être trop facilitée, trop encouragée, et qui a été maintenue avec tant d'efforts, tant de succès, contre tant de plaintes et de réclamations, par l'administration, durant le cours de nos dernières calamités ; mais pour tout ce qui tient au commerce intérieur, cette même théorie a été combattue dans son application par une foule de circonstances locales, de rapports politiques, et les besoins particuliers aux différens peuples. De tristes expériences ont été faites, et il a été démontré qu'en France les rapports entre la production et la consommation sont établis dans un équilibre

habituel assez juste ; que tout ce qui venoit à rompre trop brusquement cet équilibre , avoit les conséquences les plus graves. En plusieurs circonstances le commerce d'importation s'est montré impuissant à réparer assez promptement les vides qu'avoit causés une exportation immodérée ; il a donc fallu assujétir celle-ci à des règles qui pussent garantir les dangers de son exagération. Le ministre n'a point voulu entreprendre de retracer les différens systèmes qui ont été à cet égard adoptés ou rejetés par l'administration antérieure ; il lui suffit de rappeler que la législation actuelle sur cette matière est renfermée toute entière dans la loi du 4 décembre 1814, qui statue sur tout ce qui a trait à l'exportation ; dans l'ordonnance du 18 du même mois, rendue pour l'exécution de cette loi, et dans la loi des finances du 21 avril 1816, qui établit un droit de balance sur les grains et farines importés en France. En examinant ces différens actes de législation, on doit reconnoître que la loi du 4 décembre 1814, à une modification près, qui pourra paroître indispensable, a sagement réglé ce qui a trait à la faculté d'exportation ; que les bases adoptées dans cette loi sont bonnes, et que l'article 5, en rendant l'intervention du gouvernement nécessaire pour l'autorisation définitive de l'exportation, a paré à tous les inconvéniens, autant qu'il est possible de le faire dans une matière aussi délicate ; mais il n'en est pas de même pour l'importation, qui est absolument libre sur tous les points des frontières de France, et dans toutes les circonstances, quelles qu'elles puissent être, à la charge de payer le léger droit de balance établi par la loi d'avril 1816. Cette simple précaution a pu paroître suffisante alors que l'importation n'étoit qu'un cas d'exception assez rare, et que, hors quelques points des provinces méridionales, qu'elle alimentoit habituellement,

son influence étoit nulle sur le reste de la France, ou plutôt n'y étoit connue que lorsqu'elle étoit appelée par les besoins d'une disette qui la rendoit alors non - seulement utile, mais même indispensable. Aujourd'hui tout est changé à cet égard ; le commerce s'est ouvert une nouvelle route d'où il peut tirer les produits les plus abondans, en se les procurant à des prix inférieurs ; bas ; dès - lors tout équilibre est rompu entre les prix du dedans et du dehors, et l'agriculture française seroit frappée du coup le plus rude, s'il n'étoit porté remède au danger qui la menace. Les besoins que la disette de 1817 a enfantés, ont donné un tel essor à la culture du blé dans les provinces russes de la mer Noire, qu'il paroît certain qu'en ce moment les blés qui sont transportés de ces provinces à Marseille n'y reviennent qu'à 13, 14 et 15 fr. l'hectolitre. Il est facile de voir quelles seroient les conséquences d'une telle importation dans des provinces où il est reconnu que l'agriculture ne peut avoir quelque prospérité, si le blé ne vaut pas plus de 20 fr. l'hectolitre ; et il ne faut pas croire que le mal s'arrêteroit à ces provinces seules ; les départemens que baigne le cours du Rhône et de la Saône, tous ceux qui alimentent ordinairement les départemens méridionaux, et y pourvoient à l'insuffisance ordinaire des récoltes céréales, trouvant ce débouchement fermé, devroient relier sur les départemens voisins, et l'effet de cet état de choses, qui se fait déjà remarquer en ce moment, ne manqueroit pas de se faire ressentir jusque dans les provinces du Nord, qui, depuis quelques années, grâce à la facilité plus grande qui s'est établie dans les moyens de transports, sont en possession de fournir à une partie de la consommation du centre de l'est de la France. Rien n'empêcheroit d'ailleurs les expéditions d'Odessus de se diriger sur tous nos ports

de l'Océan; l'augmentation du fret n'empêcherait pas que les bénéfices ne fussent encore énormes, pour quiconque se livrerait à ce genre de spéculation. Quand une fois le mal a été ainsi reconnu et signalé, le gouvernement seroit inexcusable de ne pas y apporter tous les remèdes qui sont en son pouvoir. Il ne sauroit y avoir de difficulté que dans le choix de ces remèdes. C'est ici que le ministre entre dans l'exposition des principes qui l'ont guidé dans la rédaction du projet de loi. Ces principes sont simples et clairs, ils sont appuyés sur l'exemple d'un peuple voisin : chez lequel ils reçoivent journellement le plus grand développement. Le ministre démontre que si le commerce des grains pouvoit être laissé libre tant en exportation qu'en importation, les gouvernemens seroient, sans doute, délivrés d'une grande et terrible responsabilité; mais, comme on l'a déjà observé, l'expérience a trop complètement prouvé que cette liberté absolue étoit incompatible avec la sécurité qui doit toujours présider à l'approvisionnement d'un grand peuple, dont la principale nourriture est en grains, et qui peut, par une exportation inconsiderée, être privé de sa subsistance, laquelle ne pourroit lui être rendue que par une importation toujours beaucoup plus lente dans ses effets que l'exportation, et qui d'ailleurs ne restitueroit pas, que moyennant des prix très-élevés, ce qui seroit sorti le plus souvent aux prix les plus bas. Une telle situation des choses commande impérieusement à un pays dont les récoltes n'excèdent pas toujours constamment, et pour des quantités fort considérables, les besoins de sa population, et dont l'approvisionnement n'est pas, ou ne peut pas être, habituellement confié au commerce intérieur, de restreindre l'exportation à des cas rares; de ne la permettre que lorsque l'abondance est telle, qu'elle donne une entière sé-

curité pour l'avenir, et lorsque la prolongation du bas prix qu'elle entraîne pourroit compromettre les intérêts de l'agriculture d'une manière qui nuirait à la reproduction même. Tel est le système dans lequel a été conçue la loi de 1815; mais ce système a des conséquences qui sont des inconvéniens inévitables. Comme l'exportation n'est permise que lorsque les quantités sont trop considérables dans l'intérieur pour que les prix s'y soutiennent à un taux convenable, la publication officielle de ce fait accroît le mal qu'elle est destinée à empêcher : les quantités diminuent sans doute; mais la vileté des prix augmente quelquefois, dans le premier moment de cette mesure, dans une proportion plus forte, par l'effet moral qui résulte de cette déclaration publique du principe qui fonde et établit cette vileté. Dans la rigueur du principe, l'importation devroit être défendue du moment où l'exportation est permise : c'est, à-peu-près, ce qui se pratique en Angleterre; l'importation y est défendue de droit commun, et elle n'y est permise que par exception, lorsque la foiblesse des récoltes la rend utile et nécessaire. En France, au contraire, l'importation est permise de droit commun. Cette différence, grande en apparence dans le point du départ, l'est cependant moins qu'on le pourroit croire; et pour avoir un même résultat qu'en Angleterre, il ne s'agiroit que de prohiber l'introduction lorsqu'elle devient inutile, et par conséquent nuisible. Mais la prohibition absolue a elle-même ses inconvéniens, et on peut arriver au même résultat sans recourir à ce moyen extrême. L'établissement de droits sagement calculés, du moment où le prix des grains, en France, seroit descendu à des taux déterminés par la loi, paroit au ministre avoir le double avantage et de mettre à l'importation des entraves suffisantes pour arrêter son essor désordonné, et en même temps de favo-

riser l'établissement dans nos ports des entrepôts des grains étrangers ; entrepôts qui sont d'une si grande ressource lorsqu'une disette vient à se déclarer ; entrepôts qui sont si communs dans les ports d'Angleterre , et dont elle tire quelquefois un si grand parti ; entrepôts qui n'existent guère en France que dans la ville de Marseille , et qu'il faut au moins protéger dans le lieu où l'habitude en est heureusement établie depuis long-temps. C'est sans doute une sorte de prohibition que celle qui résulte d'une combinaison des droits , telle qu'il y ait , dans le cas prévu par la loi , un avantage constant pour les produits de l'intérieur sur ceux de l'extérieur ; mais cette prohibition laisse encore au négociant entreposeur la faculté de se défaire de ses marchandises. A la vérité , il ne le peut faire le plus souvent qu'avec perte ; mais personne n'ignore qu'il y a des momens où le commerce a un besoin indispensable de réaliser ses fonds , et où il est dans son intérêt de faire des sacrifices considérables pour obtenir cet avantage , dont cependant il n'est pas à craindre qu'il veuille abuser : or on a donc cru pouvoir le lui accorder sans aucun inconvénient ; on y a d'ailleurs apporté une restriction importante : « toute importation devra être défendue , lorsque le prix sera descendu à un taux trop au-dessous de celui où il doit être maintenu dans l'intérêt de l'agriculture. » Après avoir exposé le système du projet de loi , le ministre en développe les principales dispositions , fondées sur les principes qu'il a établis. Le projet de loi ayant été adopté par la Chambre des députés avec quelques amendemens , le ministre le présenta à la sanction de la Chambre des pairs ; il en exposa les motifs. Il démontra que , calculé dans l'intérêt de la propriété et de l'industrie agricole , ce projet ne présente pas moins d'avantages aux classes ouvrières et à tous les consommateurs. L'agri-

culture , en même temps , est la manufacture principale de la France et la source la plus sûre et la plus abondante de nos richesses ; mais comme toute autre industrie , elle doit , pour se soutenir , trouver dans la vente de ses produits des bénéfices proportionnés à ses travaux et à ses avances. Malheureusement il n'appartient ni aux calculs de l'homme ni à la prévoyance des événemens de régler d'une manière constante les rapports du prix des subsistances et de la main-d'œuvre. Un élément indépendant de nous , la variété des saisons , empêchera toujours qu'il ne s'établisse entre les produits de la terre et les besoins des habitans une proportion comparable à celle qui , dans les autres branches de l'industrie , naît , pour ainsi dire , d'elle-même et par le seul effet de la liberté. Peut-être la liberté entière du commerce intérieur suffira pour rétablir l'équilibre dans tous les pays , dont toutes les parties communiqueroient seulement entr'elles , et où le peuple aurait appris , par une longue expérience , à respecter ces hommes éminemment utiles , qui prennent le soin de recueillir les grains dans le temps d'abondance , pour les rendre à la circulation dans les temps des besoins ; mais il n'en est pas ainsi en France : l'opinion y est encore trop défavorable au commerce des grains , pour qu'un nombre suffisant de capitalistes veuille se livrer à ce genre d'occupation ; le défaut de communication y rend les transports si coûteux , que la protection la plus efficace accordée au commerce intérieur ne peut empêcher qu'il ne se maintienne , d'une province à l'autre , des différences énormes dans les prix ; enfin , l'excédant des produits sur les besoins , même dans les meilleures années , n'y est jamais assez considérable pour que le gouvernement puisse rester indifférent sur les effets d'une imprudence dans la direction du commerce extérieur. Jusqu'à ce jour l'administration s'é-

toit bornée à lever les entraves qui s'opposoient à la circulation intérieure, et à permettre l'exportation toutes les fois que le bas prix du blé annonçoit un superflu dont il étoit avantageux de se débarrasser ; mais elle avoit cru devoir ni gêner, ni interdire le commerce d'importation, bien sûre, dans la situation où se trouvoient alors les pays qui nous fournisoient le plus de grains, que cette importation n'auroit lieu qu'à des époques où la cherté nous la rendroit nécessaire. Le ministre développa les motifs de ce projet de loi, et en démontra la sagesse et les avantages. Quelques-unes de ces dispositions ont pris plus de force, et leur exécution a été rendue plus facile par les amendemens qu'y a faits la Chambre des députés ; l'empressement avec lequel elle en a voté l'adoption, prouve combien sa nécessité est sentie par les propriétaires ; ne doutons point qu'elle ne le soit aussi par tous les consommateurs qui l'examineront avec attention ; leur intérêt est bien plutôt de voir les prix se maintenir, autant que l'état des choses le permet, dans un juste équilibre, que de profiter momentanément d'une surabondance excessive, cruellement payée par les chertés qui trop souvent n'en sont que les conséquences. Ce projet s'étend, à quelques égards, à ce que la liberté absolue produiroit, si la configuration de notre territoire, le nombre, la direction et les communications des cours des eaux qui l'arrosent, et surtout les préjugés qui exercent encore sur nous un empire trop puissant, permettoient de l'introduire ; supplément sans doute bien incomplet, mais que des méditations ultérieures, et surtout les leçons de l'expérience, apprendront bientôt à porter à la perfection dont il est susceptible. La Chambre des pairs vota l'adoption du projet.

Dans la discussion du projet de loi relatif aux servitudes imposées à la propriété pour la sûreté de l'Etat,

M. Manuel, qui cherche toujours à affaiblir les prérogatives royales, prétendit que le Monarque n'avoit pas le droit de faire construire de nouvelles places de guerre ou des forteresses militaires, ni de les supprimer et de les faire démolir sans un acte législatif. Le ministre de l'intérieur combattit par la force des raisonnemens et des principes cette doctrine proclamée par un sophiste. Il démontra, avec autant de précision que de vérité : que le droit de paix et de guerre entraîne celui de prendre toutes les mesures de défenses pour la sûreté de l'Etat, toutes les dispositions de forces de terre et de mer, qui sont nécessaires pour l'exercice de ce droit ; ce droit est dans la Charte, il est d'ailleurs inhérent au tronc. Le ministre observa « qu'il ne chercheroit pas ces expressions, *le Roi commande les forces de terre et de mer*, peuvent prêter à différentes interprétations. Le droit appartient à la couronne, il ne sauroit être contesté ; si les expressions de la Charte ne comprennent pas la reconnaissance formelle, littérale, de ce droit, c'est que la Charte auroit reconnu que cela n'est pas nécessaire. Cependant quel autre sens pourroit-on attacher à ces expressions ? Prétendra-t-on que la Charte a voulu déclarer seulement que le Roi étoit général de ses armées, commandant de ses troupes ? Mais il n'étoit pas nécessaire que la Charte annonçât que le Roi avoit le droit de commander les armées, si on n'avoit voulu attacher à ces expressions que le sens que l'honorable membre leur prête : elles n'ont jamais été comprises dans un sens aussi limité ; il en est résulté l'impression générale, uniforme, unanime, que la Charte reconnoît au Roi le droit inhérent à la couronne d'être le directeur suprême de tout ce qui est relatif à la défense de l'Etat et aux armées de terre et de mer. » Je n'ai pas besoin, ajouta le ministre, de chercher si des exemples et des ap-

plications ont consacré un droit qui ne sauroit être contesté à la couronne. Si le Roi n'avoit pas ce droit, qu'il est impossible de lui contester, pourroit-on le lui refuser, comme voudroit le faire l'honorable membre, et ne seroit-ce pas plutôt le cas de le lui accorder positivement ? Le ministre prouve que l'intérêt de l'Etat exige impérieusement cette concession : « Puisqu'on a cru, ajoute-t-il, devoir mêler à cette discussion des objets qui lui sont étrangers ; puisqu'on a parlé de la liberté et des garanties qu'elle exige, vous me permettrez d'observer qu'il ne peut y avoir en France de liberté sans monarchie, et qu'il n'y a de monarchie sans une juste proportion de l'autorité souveraine.

Dans une séance où l'on discutait le budget, chapitre des Dépenses, plusieurs membres du côté gauche accusèrent les ministres de ne point exécuter les lois. Le ministre de l'intérieur les justifia. « Nous avons besoin, dit-il, d'établir, une fois pour toutes, que le ministère ne craint pas plus les accusations directes que les accusations indirectes ; qu'il ne sera jamais embarrassé de les repousser et d'y répondre ; que loin de les éluder ou de les fuir, il ne les trouvera jamais assez directes, assez claires, assez précises ; et ici, je me trouve actuellement amené à parler de celle qui, pour n'avoir pas été prononcée à cette tribune, n'a pas moins retenti dans toute la France ; de cette accusation élevée par un des honorables membres de cette Chambre qui, dans un discours imprimé et répandu avec profusion, n'a pas craint de menacer le gouvernement d'une révélation terrible, d'une arme dangereuse et funeste, dont il daignoit faire grâce au gouvernement, dans l'espérance que nous saurions apprécier son silence, et que nous ne le forcerions pas à le rompre. Eh bien ! au nom du ministère présent, comme du ministère qui l'a précédé, au nom du gouvernement, dont je m'honore

d'avoir partagé les travaux depuis qu'une seconde et heureuse restauration a rappelé le Roi sur le trône de ses pères, je l'interpelle à la face de cette Chambre et de la France entière, je l'adjure de s'expliquer, je provoque ses révélations, je lui déclare que son silence devient une calomnie, que cette calomnie ne peut plus peser sur le gouvernement, qu'elle tombe toute entière sur lui-même ; que son honneur, comme son devoir, lui commandent de parler, et que son silence se prolongeant, seroit désormais expliqué dans un intérêt qui ne fût pas le sien. » Il fut aussi question, dans cette séance, de ces pétitions fabriquées dans des conciliabules secrets, pour demander le retour des régicides. M. le garde-des-sceaux déclara solennellement qu'ils ne seront *jamais* rappelés. Le ministre de l'intérieur fit la même déclaration. Il démontra que ces différentes pétitions venoient en partie d'un centre connu, centre que l'honorable membre, M. Courvoisier, a signalé ; centre connu du gouvernement, et par cela jugé et méprisé par lui ; centre qui, quelle que puisse être la force qu'il s'attribue, quelque empire qu'il puisse espérer avoir sur les passions du peuple, ne l'aveuglera jamais au point de lui faire oublier ce qu'il doit au trône, son *paladium* et son égide. « Oui, *jamais*, Messieurs, dit le ministre ; et quoique ce mot paraisse blesser quelques oreilles, je ne craindrai pas de le répéter à mon tour : Oui, *jamais* les conspirateurs, quels qu'ils soient, quel que soit leur nombre, en quel lieu qu'ils se réunissent, ne parviendront à faire méconnoître à la France ses véritables intérêts, à lui faire oublier que ces intérêts ont leur garantie, leur seule garantie, sur ce trône, autour de ce trône, qu'on ne pourroit ébranler sans détruire toutes nos prospérités ; *jamais*, quels que soient leurs efforts, ils n'y obtiendront même un triomphe momentané. La France sait trop que cet

esprit et ces sentimens sont ceux qui peuvent la protéger et la défendre contre les agitateurs et les partis. Quelque grand que soit l'intérêt des discussions financières, dont celle dont nous nous occupons vous distrairait un moment, qu'est-il en comparaison de l'intérêt de la patrie, de son respect et de la conservation de sa dignité, qui lui commandent également de conserver avant tout une liberté acquise par vingt-cinq ans de malheurs et de désastres, et trop chèrement payée, pour que nous voulions encore la compromettre ? A l'égard de ce qui concerne M. Bignon, je ne puis partager son opinion et celles des honorables amis qui ont cru pouvoir défendre ou encourager son silence. Il ne sauroit sortir du dilemme où l'a placé M. le garde-des-sceaux : ou il devoit se taire lorsqu'il a parlé, ou il doit parler aujourd'hui. Que diroit-il, si, à cette tribune, je venois affirmer que j'ai dans mes mains une pièce, un acte qui attaque, qui flétrit son honneur, et que je me réserve de produire quand il me plaira de le faire ? Il me diroit que je le calomnie, et il auroit raison. Eh bien ! M. Bignon, vous nous avez calomniés, vous nous calomniez encore par votre silence : votre devoir est de parler. Vous n'êtes plus le maître de choisir le moment de le faire. Le moment n'est pas venu, dites-vous ? Le moment est toujours de dire la vérité, il l'est toujours pour un bon et loyal député qui en a fait ses devoirs. Non, vous ne l'êtes point, quand ces devoirs sont la réparation d'une offense. Vous n'ignorez pas que les plus étranges suppositions, que les plus odieuses calomnies ont été proposées par vous, involontairement sans doute, car vous n'avez pas voulu dire la vérité ; mais cette vérité, cette révélation que vous annoncez si grave, si terrible, quand il faut la produire au grand jour, vous reculez devant elle, vous êtes effrayé de sa nullité, vous tremblez de la faire connoître

et de faire juger de la légèreté de vos paroles. Voilà quelle est ma pensée, quelle sera, n'en doutez pas, celle de tous ceux qui ont entendu le défi que nous avons porté, que nous portons encore. » Nous aurions désiré que M. le comte Decazes eût mis plus de noblesse, plus d'énergie et plus de véhémence, mais moins d'empportement dans son discours, et par les mouvemens d'une belle éloquence il eût imprimé la terreur dans l'âme de M. Bignon et de ses partisans. Mais il s'est traîné lentement, sa marche a été foible, timide, incertaine ; cette faiblesse a donné plus d'activité à l'audace de nos novateurs modernes. On peut dire qu'ils ont triomphé par la faiblesse d'un ministre, qui a parlé pour ainsi dire, comme suppliant et comme accusé. Ce n'étoit point ainsi que l'orateur Démosthènes faisoit trembler Philippe, et que Cicérou épouvantoit Catilina.

Lors de la discussion sur la pétition de plusieurs étudiants en droit de la faculté de Paris, où ils demandoient l'intercession de la Chambre auprès du gouvernement pour faire lever la suspension de M. Bavoux, M. le ministre de l'intérieur rendit un compte exact de ces scènes d'insubordination et de rébellion qui eurent lieu à l'école de la faculté de droit de Paris : « Des voies de fait ont été commises, dit-il ; le chef de l'école en est instruit et se rend sur les lieux ; il voit le désordre, il ordonne la suspension du cours. Les élèves, au lieu d'obéir, méconnoissent cette autorité première et osent l'insulter. Bientôt l'autorité supérieure approuve la conduite du chef. L'ordre de l'autorité supérieure est affiché dans l'école : que devoient faire les élèves, si ce n'est d'obéir, de se séparer à l'instant, d'attendre respectueusement et en silence la décision du gouvernement ? Cependant quelle est leur conduite ? Ils méconnoissent l'autorité de la commission, ils repoussent ses or-

dres par leurs clamours, et s'attrouper violemment dans les cours et dans l'avenue de l'école. L'autorité, qui veille à la sûreté publique, est forcée d'intervenir; elle le fait, non avec l'appareil d'une force armée, dont la manifestation auroit pu exciter l'effervescence d'une jeunesse animée, mais par la simple présence de quelques officiers de police judiciaire, qui, méconnus, insultés, lorsqu'ils ne faisoient entendre que des paroles de paix, ne se revêtent du signe extérieur de leurs fonctions que pour voir outrager le caractère que la loi leur a conféré. Ils ordonnent, au nom de la loi, que les attroupe mens se dissipent : non-seulement leur autorité légale et constitutionnelle est méconnue, mais ils se portent à leur égard aux actes de violence les plus répréhensibles, et dont plusieurs d'entre eux ont ressenti les suites fâcheuses. Forcés d'intervenir à son tour, et quoique requise par l'autorité légale, la force militaire est à son tour aussi repoussée, des pierres lancées contre elle, un soldat est même blessé à la main par une arme tranchante. » Le rapport fait par le ministre étoit un acte d'accusation contre les coupables, le ministère public en a pris connoissance; M. Bavoux a été prévenu et envoyé à la cour d'assises; quelques jeunes gens ont été traduits au tribunal de la police correctionnelle. C'est pendant le cours de la procédure et de l'instruction que le journal ministériel a pris la défense des accusés. Ils ont été acquittés. Ici l'esprit se confond, et cherche en vain à pénétrer dans ce chaos impénétrable de contradictions.

DEJEAN (le comte), né à Castelnau-dary, en 1749. Embrassa la carrière militaire. Il fut employé à l'armée du Nord et contribua à la prise d'Anvers. Le commandement de l'armée du Nord lui fut confié pendant l'absence du général Beurnouville, et il le conserva jusqu'à l'é-

poque où il fut réformé. Après le 18 brumaire, Buonaparte l'appela au Conseil-d'Etat, et l'envoya à Gènes, en qualité de ministre extraordinaire, pour organiser la république Ligurienne. Il remplit cette mission avec beaucoup de zèle et d'habileté. De retour en France, M. Dejean fut nommé directeur-ministre de la guerre, et grand trésorier de la Légion-d'Honneur. Il fut envoyé à Anvers pour hâter les mesures de défense contre les Anglais débarqués à l'île de Valcheren; mais M. Dejean ne fut pas heureux dans cette mission : on l'accusa d'avoir manqué de prévoyance. Il encourut la disgrâce de Buonaparte, qui le força de donner sa démission. Mais peu de temps après, par un de ces caprices inconcevables, si ordinaires à Napoléon, il le nomma premier inspecteur du génie, sénateur, et trésorier-général de la société maternelle. En 1812, il présida la commission militaire qui condamna à mort les généraux Mallet et autres. Après l'abdication de Buonaparte, le Roi le nomma pair de France. Buonaparte, à son retour, lui rendit les fonctions de premier inspecteur-général du génie, lui confia, en l'absence de M. de Lacépède, celle de grand-chancelier de la Légion-d'Honneur, et le créa pair; mais il perdit tous ses titres au second retour du Roi. M. le comte Dejean a été renommé pair par l'ordonnance royale du 9 mars 1819.

DELAITRE (le baron), fut nommé, par Buonaparte, préfet d'Eure-et-Loire, et ensuite préfet de Seine-et-Oise. Il fut maintenu par le Roi dans la préfecture de Versailles, et par Buonaparte, lors de son invasion en 1815; mais il perdit sa place après le second retour du Roi. M. Delaitre a été élu, en septembre 1816, député au nouveau Corps-Législatif, par le collège électoral du département de Seine-et-Oise. Il a siégé au côté gauche, seconde section.

DELAUNAY (de l'Orne), négociant, fut nommé, sous le gouvernement impérial, président du tribunal civil d'Alençon, et ensuite président de la Cour de Caen. Elu membre de la Chambre des députés en 1815, il y vota avec la minorité. Il fut réélu en septembre 1816, par le collège électoral du département de l'Orne. Il a siégé au côté gauche, seconde section. Dans la discussion du projet de loi sur les douanes, M. Delannay exposa la situation déplorable de nos manufactures; il parla de la différence de la main-d'œuvre en Allemagne et chez nous. « Si vous n'élevez pas, dit-il, une barrière aux importations étrangères, nos ateliers succombent et une population considérable est réduite au désespoir. »

DELAUNAY (Prosper), fut élu député en 1817 par le collège électoral du département de la Mayenne. Il a siégé au côté gauche, seconde section.

DELESSERT (Benjamin), né à Lyon, en 1773; a servi dans l'artillerie sous le général Pichegru, dans les premières années de la révolution. Instruit dans la science commerciale, il fut nommé régent de la Banque de France, quelque temps après la création de cet établissement si utile, et qui a rendu des services éminens à l'Etat. M. Delessert a été successivement membre de la Chambre de commerce, juge au Tribunal de commerce, vice-président du conseil de commerce, et chef de la 3^e. légion de la garde nationale. Il provoqua la souscription pour élever un monument à la mémoire et à la gloire du général Desaix, mort à Marengo. Propriétaire de plusieurs manufactures importantes, il y a introduit de nouveaux procédés, pour les simplifier, les étendre et les perfectionner. Il s'est occupé, en 1812, de la fabrication de sucre de betterave, et a formé plusieurs grands établisse-

mens pour la culture du sucre indigène. Buonaparte récompensa son zèle, en le nommant membre de la Légion-d'Honneur. M. Delessert est l'un des fondateurs de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale et de la Société philanthropique. Membre depuis vingt ans de l'administration des Hospices, M. Delessert s'est toujours occupé du soin de soulager l'humanité souffrante et de venir au secours des pauvres et des malades. Il a provoqué la formation des dispensaires pour traiter les malades à domicile. Il a institué ce précieux établissement des soupes économiques, où le pauvre reçoit une nourriture saine et où des familles entières trouvent des ressources dans un temps de disette contre la misère et la faim. Il a demandé et obtenu l'institution de deux maisons de santé, situées aux faubourgs Saint-Denis et Saint-Jacques, et de l'Hôpital des enfans malades. Il a fait des améliorations dans tous les hôpitaux. Dans tous ses travaux de bienfaisance et de charité, M. Delessert doit éprouver ces jouissances pures, réservées aux amis et aux bienfaiteurs de l'humanité. Nommé en 1817 membre de la Chambre des députés, par le collège électoral du département de la Seine, il obtint plus de six mille suffrages. M. Delessert aime et cultive les sciences: possesseur d'une riche collection d'histoire naturelle, il a été nommé en 1817 associé libre de l'Académie des sciences. C'est dans sa carrière législative que M. Delessert s'est attaché à faire triompher ces vraies maximes de sagesse, d'ordre social et de morale, qui assurent la stabilité des empires, le bonheur et la liberté des peuples. On discuta, en mars 1818, le projet de loi relatif aux douanes, article 2, concernant les droits de sortie. M. de Magneval proposa la suppression absolue de l'exportation des poils de lapin. M. Delessert appuya cette proposition; il prouva « que la sortie de cette branche de commerce, qui

étoit la base d'une manufacture importante, celle de la chapellerie, étoit onéreuse aux intérêts commerciaux. M. Delessert observa que « cette industrie compte en France près de douze cents fabriques, employant près de vingt mille ouvriers ; le montant de leurs produits est évalué à vingt-trois millions ; c'est à Paris, à Lyon, à Marseille, que sont établies les principales. Ce commerce, qui a languï peudant plusieurs années, a repris une grande activité pendant la paix qui a rouvert les débouchés extérieurs : on fait journellement des envois de ses produits pour l'Amérique méridionale, pour les Etats-Unis, et pour nos colonies. Le prix de la matière qui en fait la base a haussé beaucoup depuis qu'il est question d'en permettre la sortie ; si cette sortie est accordée, la hausse sera bien plus considérable. » Les Anglais et les Allemands, ajouta M. Delessert, mettent une grande importance à se procurer cette matière, qui est à un prix bien plus élevé chez eux. Il est facile de concevoir le tort qu'éprouveront nos fabriques. Vous penserez sans doute qu'il est utile de maintenir une prohibition qui a toujours existé, parce qu'on en a toujours senti la nécessité, et parce qu'elle nous assure un avantage incontestable sur les marchés étrangers. » Les sages observations de M. de Magneval et de M. Delessert entraînèrent tous les suffrages. La Chambre décida à l'unanimité la prohibition de sortie des poils de lapin.

Le ministre de l'intérieur proposa, en avril 1818, un projet de loi relatif à l'achèvement du canal de l'Oureq. Une commission fut nommée pour l'examiner. M. Lebreton, au nom de cette commission, fit un rapport où il proposa le rejet, quant à présent, du projet de loi. M. Delessert appuya et soutint l'avis de la commission ; il manifesta le regret qu'un projet de cette nature fût présenté à la fin d'une session déjà si prolongée, ce qui rendoit difficile de re-

cueillir toutes les lumières nécessaires pour avoir une opinion bien approfondie. Il donna quelques détails sur l'origine et le but du canal de l'Oureq ; il démontra que le traité passé par le préfet du département de la Seine, pour l'achèvement des canaux de l'Oureq et de Saint-Denis, étoit onéreux, puisqu'il s'agissoit de constituer la ville de Paris dans une dépense de neuf millions, et d'aliéner pour quatre-vingt-dix-neuf années les deux canaux de l'Oureq et de Saint-Denis, auxquels on travaille depuis tant d'années, et qui ont déjà coûté vingt-deux millions. « D'ailleurs il est à craindre, dit M. Delessert, que le projet de loi ne nuise à la formation d'autres compagnies qui pourroient entreprendre les canaux de Saint-Martin et de tous ceux qui tendroient à abrégér ou à faciliter la navigation de la Seine et de l'Oise. » Lors de la discussion du projet de loi sur le budget de l'année 1818, M. Delessert prononça un discours qui eut tous les suffrages par la sagesse des réflexions qu'il renfermoit. Il ne dissimula point que notre situation étoit loin d'être satisfaisante, mais qu'elle présentoit quelques changemens favorables, grâce aux principes d'ordre et d'équité dont les législateurs ont posé les bases dans la dernière session. L'honorable membre présenta quelques considérations générales sur notre système financier, et rappela celui de l'Angleterre, qui doit sa prospérité au crédit public et à l'esprit national ; il se déclara partisan du système des emprunts, pourvu qu'ils soient faits à un taux raisonnable, et qu'on y intéresse les négocians et les capitalistes des départemens ; il prouva la nécessité de rétablir le crédit public, de faire des économies, d'oublier les haines et les divisions, et de vivre dans l'union et dans la paix. Dans un comité secret, tenu en décembre 1818, M. Delessert proposa que le Roi fût supplié de présenter aux Chambres un projet à l'effet de décerner à M. le duc de Richelieu

lieu une récompense nationale pour les services qu'il a rendus au Roi et à la France, dans les négociations importantes qui ont amené l'évacuation du territoire français. M. Delessert ne crut pas devoir donner un grand développement à une proposition qui s'expliquoit et se justifioit d'elle-même, et qui est fondée sur des faits publics, et dont la France ressent déjà les salutaires influences. M. Delessert rappela avec un vif sentiment de plaisir cet heureux événement de la délivrance de notre territoire, amené par la profonde sagesse du Roi, et qui a été heureusement secondé par le ministre chargé de la plus importante et de la plus auguste des missions. « Dans tous les temps, dit M. Delessert, les souverains et les nations ont témoigné leur gratitude à ceux qui ont cueilli les palmes de la victoire, trop souvent arrosées de sang et de larmes. N'a-t-il pas mérité une distinction aussi solennelle, celui qui, chargé d'une mission toute pacifique, a obtenu que la durée de l'occupation fût abrégée, qu'il y eût une réduction dans les charges que nous avoient imposées les traités, et un plus long délai pour le paiement des dettes qui nous restent à acquitter? La France sait qu'elle a eu en M. le duc de Richelieu un noble interprète; elle sait avec quelle dignité simple il l'a représentée aux yeux de l'Europe, et quelle heureuse influence le loyal caractère du loyal négociateur qui traitoit pour elle au nom de son Roi, a exercée dans ces réunions mémorables, dont le résultat a été de former et de resserrer les liens qui doivent assurer à tous les Etats de l'Europe une paix inaltérable. Le peuple français, aussi grand dans ses malheurs que généreux dans sa prospérité, ne sera point ingrat, et la reconnaissance de la nation deviendra un nouvel hommage de son respect et de son attachement pour le Monarque qui préside à la félicité publique fondée sur la Charte, dont la durée sera garantie par l'union, par

la modération et par la sagesse, *compagne inséparable de la véritable liberté.* » La Chambre délibéra qu'elle prenoit en considération la proposition de M. Delessert. Le 11 janvier 1819, le gouvernement présenta à la Chambre des députés un projet de loi en deux articles : « 1^o. Il sera érigé en faveur de M. le duc de Richelieu, à titre de récompense nationale, pour être attaché à sa pairie, et transmissible au même titre, un majorat de cinquante mille francs de revenu. 2^o. Ce majorat sera composé de biens immeubles choisis par le Roi parmi les domaines assignés à la liste civile par la loi du 8 novembre 1814. » La Chambre nomma une commission pour examiner ce projet de loi : M. Delessert en fit partie et fut nommé pour en faire le rapport. Ce rapport fut fait : M. Delessert rappela avec le sentiment d'une vive satisfaction les services rendus par M. le duc de Richelieu dans la négociation importante qui a eu pour résultat la cessation des charges effrayantes qui pesoient sur la nation. « Personne n'ignore, observa M. Delessert, les obstacles de tout genre qui ont accompagné cette mission, et qui ont été aplanis par la considération que le caractère franc et loyal du négociateur avoit su inspirer. C'est par une longue persévérance qu'il est parvenu à réduire de plus d'un milliard les réclamations exorbitantes des étrangers pour la liquidation de leurs créances; qu'il a obtenu une diminution de quinze millions sur le restant de la contribution extraordinaire; et qu'enfin, le départ de leurs troupes a eu lieu à l'époque la plus rapprochée que les traités permettoient d'espérer. C'est ainsi qu'ont été réglées ces énormes prétentions, qui menaçoient si éminemment la fortune publique, et qui pouvoient encore aggraver si longtemps nos malheurs; c'est ainsi qu'a été préparé et hâté le moment de la délivrance entière de la France, moment heureux qu'ont célébré partout

Les acclamations unanimes de joie et de reconnaissance ; « acclamations qui ont été plus vives encore dans ces départemens frontières, qui, victimes d'une double invasion, ont tant souffert pour la patrie, et ont supporté si patiemment et pendant si long-temps le poids des occupations des troupes étrangères. » M. le baron Delessert examina une objection qui a été faite dans un des bureaux : on a prétendu que les majorats étoient abolis et contraires à la Charte : l'orateur prouva démonstrativement que l'article 896 du code civil confirmoit l'institution des majorats, et qu'elle étoit reconnue par la législation existante. En conséquence, il proposa l'adoption du premier article du projet de loi ; mais M. Delessert a pensé qu'on ne pouvoit point adopter le second article sans de graves inconvéniens, puisqu'il dispose des biens immeubles affectés à la liste civile par la loi du 8 novembre 1814 : il soutint son opinion par des preuves dont on ne peut méconnoître ni la force, ni la vérité. « En effet, dit-il, l'article de la Charte porte que la liste civile sera fixée par la première législature assemblée depuis l'avènement du Roi, pour toute la durée du règne ; cette fixation a été faite par la loi du 8 novembre 1814, qui, d'une part, détermine la somme annuelle à accorder pour cet objet, et, d'autre part, désigne tous les biens qui doivent, en outre, faire partie de la dotation de la couronne. L'article 9 porte que ces biens sont inaliénables et imprescriptibles. D'après ce simple exposé, il est évident que la dotation proposée ne peut et ne doit pas être prise sur les biens de la liste civile : elle est fixée par la Charte pour toute la durée du règne, et il seroit aussi inconstitutionnel de la diminuer que de l'augmenter. » M. Delessert proposa de substituer au second article du projet de loi présenté par le gouvernement, celui de la commission, ainsi conçu : « Le majorat sera composé de biens

choisis par le Roi, parmi les domaines de l'Etat qui sont disponibles. » La discussion fut renvoyée à une autre séance : les uns attaquèrent le projet de loi, les autres proposèrent des amendemens. Le 29 janvier 1819, M. le baron Delessert combattit et les objections et les amendemens, dans un discours plein de force et de logique. Il établit d'abord qu'il reste dans le domaine de l'Etat une masse de biens considérables, qui peuvent composer la dotation accordée au duc de Richelieu. Il persista à croire que, l'institution des majorats n'étoit point contraire aux lois : elle a été maintenue par l'article 896 du code civil, par les décrets des 30 mars 1806 et 1^{er} mars 1808, et par les sénatus-consultes du 14 août 1806. M. le baron Delessert démontra d'une manière claire et précise, que « tel étoit sur cette matière l'état de la législation, lorsque Louis XVIII est remonté sur le trône de ses pères, et que, bien loin qu'il entendît déroger à la disposition législative qui autorisoit la création des majorats, Sa Majesté déclara, par l'article 68 de la Charte, que le code civil et les lois existantes qui ne seroient pas contraires à cette loi fondamentale, resteroient en vigueur ; et dans la nouvelle publication que le Roi fit faire de ce code civil, par ordonnance du 30 août 1816, il maintint la limitation apportée par la loi du 3 septembre 1809, à la prohibition des substitutions fidéicommissaires. » M. Delessert combattit l'amendement proposé par M. Courvoisier, tendant à ce que le majorat créé ne puisse être transmissible qu'en ligne directe ; il déclara qu'il pensoit, comme la commission, que « le majorat de cinquante mille francs étoit peu proportionné à l'importance des services rendus, et n'ayant été réduit à cette somme que pour se conformer au désintéressement même de M. le duc de Richelieu, il falloit au moins y joindre tous les avantages qui pourroient rendre plus honorable cette

récompense nationale, et en conséquence ne pas limiter la transmission de ce majorat aux seuls descendants en ligne directe; c'est ce qui a obligé la commission à adopter l'article premier tel que le gouvernement l'a proposé. » Ici M. le baron Delessert rappela quelques fausses assertions contenues dans un écrit publié par M. le comte Lanjuinais : ce noble pair prétend que M. le duc de Richelieu touche un traitement de ministre d'Etat et de général étranger; M. le baron Delessert assure que ces faits sont inexacts : il est bien étonnant que M. le comte Lanjuinais reproche à M. le duc de Richelieu de recevoir des gages de pair, tandis qu'il en reçoit lui-même. Il est vrai cependant, observe M. Delessert, que M. le duc de Richelieu a obtenu, sous le gouvernement impérial, la remise de ses loix, mais il ne l'a sollicitée que pour en faire abandon à ses créanciers : il est vrai encore qu'il a touché son traitement de ministre des affaires étrangères; mais on sait qu'il en abandonnoit plus de la moitié à l'Etat. Les motifs que les orateurs du gouvernement ont développés pour justifier l'article 2 du projet de loi, ne paroissent pas suffisans à M. le baron Delessert, pour détruire l'objection fondamentale qui résulte du rapprochement du texte positif de la loi du 8 novembre 1814, et de l'article 23 de la Charte. « Pouvons-nous, dit-il, convenablement disposer, dès à-présent, de la nue propriété des biens de la liste civile? D'ailleurs, quel mérite peut-il y avoir à accorder un don, lorsque c'est un autre qui en supporte le sacrifice? Il est vrai qu'en supposant que les trois pouvoirs législatifs aient le droit de changer les loix fondamentales de l'Etat, ou pourroit modifier non-seulement la loi du 8 novembre 1814, mais encore la disposition de la Charte, qui porte que la liste civile est fixée pour toute la durée du règne. » Ici M. Delessert avoue qu'il ne peut pas adopter l'opinion d'un de ses honorables col-

lègues (M. Manuel), qui a dit que l'acte constitutionnel pouvoit être changé avec le concours du Roi et des deux Chambres. « Cet acte fondamental, dit-il, de nos libertés présentes et futures, est au-dedans de toutes les loix, et doit être hors de toute atteinte; il ne peut maintenant dépendre du monarque, à qui nous devons cette Charte, de la changer ni de la modifier. Eh! où en serions-nous, si, au milieu des agitations politiques, nous abandonnions cette ancre de salut qui a fixé enfin nos destinées? Quelque susceptible de perfectionnement qu'on la suppose, quels sont les avantages qui pourroient jamais compenser le danger de nous égarer sur une mer orageuse; et, arrivés au port, devons-nous tenter de nouveaux essais, et hasarder notre situation actuelle sur la frivole espérance d'améliorations incertaines? Non, je ne le pense pas, et j'ose croire que mes sentimens à cet égard sont partagés par tous ceux qui savent ce que contiennent les révolutions. M. le baron Delessert termina son discours par ces réflexions judicieuses : « Je ne rappellerai pas ici les importantes économies qui ont été le résultat des négociations pénibles dont M. le duc de Richelieu a été chargé. Il n'est pas de la dignité de la Chambre de s'appesantir sur des calculs d'intérêts; c'est un sentiment plus noble, plus généreux, qui doit nous diriger. Le départ des étrangers, la France rendue à elle-même, replacée au rang qu'elle n'auroit jamais dû perdre, l'aurore d'un bonheur sans égal qui commence à luire sur elle, tous les geures de prospérités, enfin, qui vont renaître à l'ombre de la paix générale que les vœux de l'Europe appeloient depuis si longtemps, tels sont les résultats de l'auguste mission dont M. le duc de Richelieu s'est si bien acquitté. Je laisse à des cœurs français le soin de prouver à l'Europe de quelle manière nous savons reconnoître de pareils bienfaits. La Chambre adopta

le projet de loi présenté par la commission, avec l'amendement de M. Courvoisier. En mai 1819, lors de la discussion du budget, M. le baron Delessert prononça un discours qui renfermoit de grandes instructions et de grandes vérités. Il félicita les législateurs, malgré de sinistres discours, d'avoir eu le courage de ne pas désespérer du salut de la France. Il rendit hommage au patriotisme des Français qui ont supporté sans murmure le fardeau que leur ont imposé de tristes et malheureuses circonstances. « Aucun sacrifice, dit-il, ne leur a coûté pour reconquérir leur indépendance; et la Providence, touchée du spectacle d'une nation luttant noblement contre l'adversité, lui a prodigué ses bienfaits. » M. Delessert a présenté un tableau heureux et consolant, en nous assurant que nous sommes arrivés au port; malgré des dépenses de plus d'un milliard, et au moyen d'un crédit, on est parvenu à mettre les recettes au niveau des dépenses. Les rapports qui ont été faits prouvent que les fonds assignés par les budgets de quatre années qui précèdent celle-ci, suffiront pour balancer les dépenses; à l'égard du budget de 1819, M. Delessert donna l'assurance que les recettes excéderont d'environ de 24 millions celles qui ont été présentées par le ministre. « Cet excédant de recettes, dit-il avec raison, ne doit point nous empêcher de prendre des mesures nécessaires pour réduire les dépenses autant qu'elles en sont susceptibles; et ce seroit mal répondre à la confiance de nos commettans, si nous ne continuions pas à y mettre la plus stricte économie, sans toutefois que le service puisse en souffrir. M. Delessert examina dans le calme de la raison les différens articles du budget; il se plaignit, sans fiel et sans amertume, qu'ils n'ont pas été présentés avec des détails convenables; mais au lieu de censurer les ministres, il les justifie

des injustes inculpations qu'on a faites contre eux. « La succession rapide des ministres, dit M. Delessert, les circonstances difficiles où ils se sont trouvés, ne leur ont guère permis de prendre par eux-mêmes une connoissance exacte de tous les détails de leur administration: les abus sans nombre, les désordres qui y ont été introduits successivement sous tous les régimes, ne peuvent pas être détruits tout d'un coup: le mal se fait toujours vite et ne peut se réparer que lentement; et il faudra sans doute bien du temps avant qu'il soit possible de réduire le nombre des employés et le traitement de chaque place à ce qu'ils devoient être, et avant que les frais de perception soient réduits dans de justes bornes. » M. Delessert désira que le gouvernement mit sous les yeux des Chambres des comptes beaucoup plus détaillés de chaque partie des dépenses, que ceux qu'on a vus jusqu'à présent; il ne suffit pas de faire passer rapidement ces états sous les yeux des commissions, il faut que chaque député en ait connoissance; il faut qu'il puisse les comprendre et les méditer à loisir; il faut pouvoir s'environner, pour les examiner, des lumières des hommes instruits. » M. Delessert observa avec raison que cette publicité sera le meilleur moyen d'avoir une manière exacte et précise sur la situation financière de la France. Il seroit à désirer qu'on pût établir, arrêter et faire connoître cette situation tous les trimestres, comme on le pratique en Angleterre.

L'orateur prouva la nécessité de liquider l'arriéré. Il avoit donné l'année dernière quelques détails sur les lenteurs et les difficultés qu'on éprouvoit dans les bureaux de liquidation; mais ces plaintes, comme beaucoup d'autres, n'ont produit aucun effet. « Il est inconcevable, dit-il, que toutes ces liquidations, dont les unes remontent à dix-huit ans, ne soient pas enfin épurées: ces retards de-

viennent une source intolérable d'abus et d'injustices. Il faut que les mots *arriéré* et *liquidation* disparaissent de nos prochains budgets ; cette mesure contribuera à soutenir et à affermir le crédit. » M. Delessert appuya l'avis de la commission, relatif aux réductions qu'elle a proposées, mais il regretta de n'avoir pas été d'accord sur leur quotité : il avoit pensé qu'il étoit facile de faire de plus grandes réductions sur plusieurs autres branches de l'administration. La totalité de ces réductions pouvoit se porter à 36 millions, ce qui est bien peu, si l'on réfléchit que, malgré ces réductions, les dépenses ordinaires de cette année seront de 65 millions plus fortes que celles accordées dans le budget de l'année dernière. Mais la commission n'ayant pas partagé son avis, M. Delessert n'a pas cru devoir insister sur ces réductions, à l'exception de celles qui regardent le ministère de la guerre, qu'il crut mériter une attention particulière. Le rapporteur de la commission a proposé de lui accorder 192 millions ; M. Delessert est convenu que le service pouvoit se faire avec 180 millions, et que cette somme suffira pour remonter la cavalerie, réparer les places fortes, rétablir les arsenaux, l'artillerie, et pour entretenir cent soixante mille hommes sous les armes, non compris l'artillerie. M. Delessert ne reconnoît point la nécessité d'augmenter l'effectif de l'armée ; il observa qu'il falloit bien organiser nos cadres, y placer le plus grand nombre ou même la totalité des officiers non employés ; mais il ne paroit pas nécessaire de les remplir en faisant de nouvelles levées. Il ne partagea point l'opinion de ceux qui ne voudroient pas qu'il y eût de troupes étrangères au service de la France ; mais il crut cependant qu'il seroit à désirer d'en voir diminuer le nombre. « Les Français, dit M. Delessert, ont toujours vu avec plaisir nos braves voisins combattre avec eux sous les mêmes drapeaux ; ce qui a dû indisposer,

c'est de les voir jouir des privilèges ; des distinctions et de hautes-paies particulières : mais tout en exprimant nos désirs à cet égard, nous devons nous reposer sur la sagesse du Monarque, qui saura allier le vœu national avec ce qui est dans l'intérêt de nos rapports diplomatiques et la sûreté de nos frontières. En attendant, au lieu de les injurier, rendons-leur la justice que méritent leur bravoure et leur fidélité, et ressouvenons-nous également du 10 août, où ils sont morts en défendant la monarchie, et du passage de la *Beresina* où ils sont morts en contribuant à assurer la retraite de l'armée française. Ce n'est pas le grand nombre de troupes qui peut assurer l'indépendance d'une nation ; la France n'a que trop fait la triste expérience que plus elle avoit de troupes sous les armes, et plus le nombre de ses ennemis augmentoit : couverte de trophées, mémorables témoins de ses triomphes dans toutes les parties du monde, elle a cependant succombé sous l'excès de ses forces ; et c'est en allant vaincre les ennemis jusque dans leurs capitales, que nous leur avons appris le chemin de la nôtre. » C'est ici que M. Delessert, ami sincère de l'ordre social et de l'humanité, proclame cette grande vérité qui devoit être gravée sur des colonnes d'airain, placées dans les palais des rois et dans le sanctuaire des lois. « De toutes les maximes répétées depuis tant de siècles, dit-il, une des plus dangereuses, à mon avis, est celle qui dit : *Si vous voulez conserver la paix, préparez-vous à la guerre* ; je serois presque tenté de croire le contraire et de dire : *Si vous vous préparez à la guerre, vous n'aurez plus la paix.* »

M. Delessert fixa ses pensées sur l'administration de la Légion-d'Honneur, et il observa que si notre situation financière ne permettoit pas dès-à-présent d'augmenter sa dotation, il falloit au moins, cette année, faire les fonds nécessaires pour que toutes les petites pensions de 250 fr.

et celles des donataires des 4^e, 5^e et 6^e classes, fussent payées. Il demanda qu'il fût porté au budget de 1819 une somme de 3,400,000 fr. pour remplir ce but, et 1,000,000 fr. pour les donataires amputés, les donataires orphelins, les militaires des armées royales de l'Ouest et du Midi, amputés et mis hors de service; enfin, les veuves et les vétérans des camps d'Alexandrie et de Juliers. Il faut subvenir aux besoins pressans de cette classe si intéressante et si malheureuse.

M. Delessert proposa ensuite de sages mesures pour améliorer l'administration de la Légion-d'Honneur, et la fonder sur les bases de l'ordre et de la justice. L'honorable membre désirait qu'on examine en détail le système financier; il considéra les impôts sous le rapport de la morale. « Nous devons, dit-il, y apporter d'importantes modifications; nous devons chercher à ne pas leur donner une direction qui contrarie les bonnes habitudes d'ordre et d'économie que le peuple est naturellement enclin à prendre, lorsqu'il n'en est pas détourné par les appas trompeurs que lui offrent trop souvent les jeux, et sur-tout cette loterie, le plus puissant encouragement à la paresse, aux vices, aux crimes; impôt le plus lourd de tous, puisqu'il lève un tribut annuel de 40 millions, et qu'il ne rapporte à l'Etat que 8 millions. »

En parlant des réformes et des économies, M. Delessert fait de sages et utiles réflexions. Ces économies doivent se faire graduellement et sans secousses: en voulant trop réduire le nombre des places, on peut porter le désespoir dans plusieurs familles; en voulant trop diminuer les traitemens, on risque d'avilir l'administration en la mettant au rabais. M. Delessert exhorta les législateurs à adoucir les charges que le peuple a supportées avec tant de courage, et qui l'ont fait paraître plus grand encore dans l'adversité. « Nous ne devons pas différer, dit-il, de lui faire sentir les avantages que lui assure la forme de

son gouvernement; et si la justice et l'équité ne vous en imposaient pas la loi, je prendrais la liberté de vous soumettre une dernière considération, à laquelle sans doute vous ne serez pas insensibles. Le temps passe si vite, les événemens se succèdent avec une telle rapidité, qu'il ne faut pas laisser échapper la première occasion qui se présente pour que le Monarque à qui nous devons les institutions qui nous garantissent une prospérité sans bornes, jouisse enfin de voir diminuer les impôts, et puisse entendre de toutes parts les bénédictions d'un peuple qui lui devra sa prospérité et son bonheur. » M. Delessert appuya les conclusions de la commission avec les trois amendemens suivans: 1^o. le budget du ministère de la guerre sera fixé à 180 millions, au lieu de 192 millions (la Chambre l'a fixé à 184); 2^o. il sera accordé, pour 1819, une somme de 3,400,000 fr. à l'administration de la Légion-d'Honneur, pour la mettre à même de payer pendant ladite année les traitemens de 250 fr. aux simples légionnaires militaires; 3^o. il sera également accordé, pour 1819, un million pour augmenter les secours à donner aux donataires des 4^e, 5^e et 6^e classes, aux vétérans d'Alexandrie et de Juliers, et autres personnes désignées dans l'article 98 de la loi du 15 mai 1818.

M. Delessert expliqua les motifs qui l'avoient engagé à proposer de faire supporter au budget du ministère de la guerre une diminution de 12 millions, et de le réduire à 180 millions. L'orateur observa qu'il étoit indispensable de faire des économies cette année, et que c'est le seul ministère, avec celui des finances, sur lesquels il lui paroissoit possible d'en faire, parce que, si on n'en fait aucune, si on lui alloue 39 millions de plus que l'année dernière, on sera obligé de lui accorder 50 millions l'année prochaine et la suivante, ce qui occasionnera une augmentation d'impôts, parce que ce sera le moyen d'accorder des

supplémens indispensables à la Légion-d'Honneur, aux donataires et aux vétérans. M. Delessert termina ses observations par des réflexions pleines de sagesse et de justice. « Quelle que soit notre manière de voir à ce sujet, nous rendrons du moins cette justice éclatante aux sentimens généreux qui animent tous les militaires français, de quelque parti qu'ils aient été, sous quelque bannière qu'ils aient combattu; ils sont tous mus actuellement par le désir ardent de servir le Roi, de servir leur patrie; et quand il faudra se dévouer à la défense du territoire, ils oublieront toutes leurs erreurs politiques, le souvenir des malheurs de la France leur donnera un nouvel enthousiasme, leurs anciennes divisions seront effacées, et ils mériteront à l'envi de nouveaux lauriers. Toutefois, en leur rendant cet hommage, n'oublions pas les dangers que présente une armée trop nombreuse. J'en appelle à cet égard à l'opinion de chacun des membres de votre commission; j'en appelle à vos souvenirs: combien de fois la liberté, pour laquelle nous avons fait tant de sacrifices, n'a-t-elle pas été étouffée sous le poids des trophées qu'elle-même avait remportés? Je persiste dans mon opinion. » Le discours de M. Delessert fut vivement applaudi: la Chambre, à l'unanimité, en ordonna l'impression. On avait opposé à M. Delessert que la Chambre n'avait pas le droit de proposer une dépense, et que toute initiative à cet égard doit venir de la part du gouvernement. L'orateur combat cette objection en prouvant qu'il n'y a aucun article dans la Charte qui consacre cette opinion; au contraire, l'article 96 autorise la Chambre à faire tous les amendemens qu'elle juge convenables. M. Delessert rapporta plusieurs exemples qui consacrent ce droit: il avoua qu'il étoit plus convenable que le gouvernement eût fait lui-même cette proposition. « Nous verrons toujours

avec plaisir, dit-il, qu'il prenne l'initiative de ce qui est bien, de ce qui est juste, de ce qui est politique; et que de cette manière il nous réduise au silence; mais en attendant, puisque l'on s'occupe de diminuer les retenues sur les employés et sur les pensionnaires, je crois qu'il est en même temps de notre devoir de diminuer aussi celles qui existent sur les légionnaires et les donataires. Est-il juste, lorsque vous consacrez des sommes aussi énormes pour des pensions, lorsque vous donnez aussi généreusement un million six cent mille francs par an pour des secours à des militaires non pensionnés et aux réfugiés étrangers, vous laissez dans le besoin des Français qui ont aussi mérité des récompenses au prix de leur sang, et qu'ils soient forcés, par cet abandon, de cacher des décorations honorables qui couvrent sans doute plus d'une cicatrice, plus d'une blessure glorieuse? » Ces propositions dictées, par l'amour de la justice et de l'humanité, furent rejetées. Un revers ne décourage pas l'homme de bien qui désire, veut et cherche le bien; au contraire, il parcourt sa carrière de justice et de bienfaisance avec plus de courage et d'énergie. « Le peu de succès, dit M. Delessert, qu'a obtenu hier l'amendement que j'ai eu l'honneur de vous proposer sur la Légion-d'Honneur, ne m'empêchera cependant pas de vous présenter celui par lequel je demande qu'on accorde une somme d'un million pour donner des secours aux donataires des 4^e, 5^e et 6^e classes. Les plaintes nombreuses qui ont été adressées à la Chambre de la part de ces victimes de la guerre, ne nous ont que trop appris dans quelle situation elles se trouvent. M. Delessert combattit cette objection, qu'il ne convient pas d'ôter au Roi le mérite d'une telle mesure. Il observa qu'on doit, sans doute, désirer que le gouvernement prenne l'initiative des mesures qui, comme celle-ci, tendent à réparer

des malheurs, à calmer des souffrances endurées par des militaires blessés et mutilés, et dont plusieurs, par l'insuffisance des secours qu'on leur a accordés jusqu'à présent, sont obligés de rechercher un refuge dans les asiles de la douleur et de la charité publique. Sans doute, si le Roi n'a pas encore proposé les moyens de les secourir, il a été arrêté par la seule crainte d'augmenter les charges de l'Etat, et il semble qu'une proposition de la Chambre qui va au-devant de cette crainte, et par laquelle elle assure de mettre à la disposition du gouvernement une somme suffisante pour faire face à tous ces besoins, devrait être bien accueillie. Par quelle fatalité, au contraire, juge-t-on convenable de déployer toutes les ressources de l'éloquence pour faire échouer ces propositions, en invoquant de vaines formalités qui sont des fins de non-recevoir? Triste combat, et dont le succès doit sur-tout affliger ceux qui l'obtiendront, puisqu'il otera à notre monarchie les moyens de venir promptement au secours de tant de malheureuses victimes; privation à laquelle il doit être d'autant plus sensible, que cette année semble devoir être témoin d'événements heureux pour la France et pour la monarchie, et qu'il seroit à désirer que dans des occasions aussi solennelles, tous les cœurs puissent s'ouvrir au bonheur et à la reconnaissance. » Les vœux et les espérances de M. Delessert furent encore trompés. Son amendement fut rejeté. Cette délibération fut prise dans un temps d'agitation et de désordre: on venoit de discuter une question importante; la discussion fut longue et orageuse; les esprits étoient encore en fermentation; on oublia le discours de M. Delessert et les principes de sagesse et de justice qu'il avoit développés. Dans un temps calme sa proposition auroit éprouvé un autre sort, elle eût été accueillie avec un transport d'admiration et avec

un sentiment de reconnaissance. Lors de la discussion du budget, M. Lafitte et M. Casimir Perrier attaquèrent avec amertume, et même avec violence, M. Corvetto, relativement aux derniers emprunts. M. Delessert crut qu'il étoit de sa justice et de son devoir de justifier l'administration de cet ancien ministre des finances. « Si je gardois le silence, dit-il, on pourroit croire que j'approuve les déclamations virulentes que vous avez entendues contre la manière dont les deux derniers emprunts ont été conclus; et comme je les crois injustes et dénuées de fondement, je tiens à énoncer franchement mon opinion à ce sujet; j'y tiens d'autant plus, qu'à l'exemple de mon honorable collègue, M. Casimir Perrier, j'ai eu intérêt dans le premier emprunt de 14,600,000 fr., et que, comme mon honorable collègue, M. Lafitte, j'ai intérêt dans celui de 12 millions. Je ne sais jusqu'à quel point on doit louer la franchise de ceux qui blâment plus qu'annulent une opération à laquelle ils ont participé volontairement; quant à moi, je déclare que je n'y aurois pris aucune part, si j'avois pu avoir le moindre doute sur la légalité, sur la convenance, sur la loyauté qui ont présidé à la conclusion de ces deux opérations. » Tel est le langage d'un homme probe et courageux. M. Delessert démontra jusqu'à l'évidence qu'à l'égard du premier emprunt, le mode adopté de la concurrence ou répartition entre deux mille intéressés, étoit préférable à celui de l'enchère entre diverses compagnies, et que ce mode avoit fait connoître les rentes à un plus grand nombre d'individus. Il prouva aussi, qu'à l'égard du second emprunt, il avoit été indispensable de le conclure avec des personnes en qui les puissances étrangères eussent eu confiance; qu'en traitant avec elles, on avoit obtenu la libération absolue du territoire, tandis que si l'emprunt eût été fait avec d'autres, on

auoit exigé des garanties qu'il n'étoit pas dans l'intérêt de la France d'accorder. M. Delessert justifia ensuite du reproche fait aux intéressés du dernier emprunt, d'avoir vendu leurs rentes depuis long-temps, et que le bénéfice de trente millions qui existoit pour eux, lorsqu'ils ont signé le traité, s'étoit élevé ensuite de quatre-vingt à cent millions. M. Delessert établit, sur des faits certains, que l'emprunt de vingt-quatre millions n'étoit plus que de douze millions, et qu'il étoit faux que les contractans de l'emprunt eussent vendu leurs rentes; qu'au contraire ils ont été obligés d'en acheter de plus fortes parties pour tâcher d'empêcher une baisse trop considérable. M. Delessert développa, avec un sentiment pénible de douleur, les causes qui ont affligé la place de Paris, et dont les funestes effets se sont encore sentir. Une des causes doit en être attribuée aux propositions inconsidérées de cette compagnie française, qui est venue en quelque sorte embarrasser les négociations du gouvernement. On n'ignoroit pas qu'il étoit indispensable que les prêteurs eussent la confiance des puissances étrangères; sans cette confiance elles auroient exigé de garder des places fortes, ou d'autres conditions analogues, jusqu'à l'entier acquittement des derniers termes des conditions de guerre. M. Delessert fit connoître les intrigues de quelques maisons étrangères pour empêcher les heureux résultats des négociations; elles eurent l'imprudence et la mauvaise foi d'offrir de payer comptant le montant de l'emprunt, et elles osèrent dire que rien ne leur étoit plus facile. M. Delessert rapporta l'opinion d'un des auteurs de ces propositions illusoirs; il ne le nomme pas, parce que cet homme n'a que trop expié sa fatale imprudence. M. Delessert rappela ces époques désastreuses qui affoiblirent le crédit public, et auroient précipité l'état vers sa dissolution, si les principaux négocians et ban-

quiers de Paris, parmi lesquels on distingua M. Lafitte, ne s'étoient réunis pour empêcher une terrible révolution. On connoît le zèle et le patriotisme de M. Delessert dans ces tristes circonstances; on sait qu'il parvint, par ses efforts et par ses sacrifices, à rétablir l'ordre, la tranquillité, le crédit et la confiance. M. Delessert justifia le ministère, qui montra beaucoup de talent et beaucoup de sagesse dans un temps dont il présente le triste tableau : « Alors, dit-il, il existoit un déficit considérable, un trésor vide, la perte du crédit, des emprunts jugés impossibles, des départemens dévastés par la guerre, gémissant sous le poids de la disette, agités par des divisions intestines : malgré ces effroyables calamités le ministère est parvenu à faire face à toutes les charges dont l'acquittement ne souffroit aucun délai; les liquidations ont été faites, les contributions ont été payées, les vœux des Français ont été remplis, la patrie a été libre, et notre gouvernement constitutionnel affermi. Le crédit qu'il a fallu invoquer s'est établi successivement malgré les emprunts qui ont été nécessaires; et à la fin des trois années de calamités les rentes ont augmenté de dix francs : le trésor renfermoit 80 millions de valeurs, et les recettes égaloient les dépenses. » Quant à nous, messieurs, témoins des difficultés qui ont environné le ministère, sachons-lui quelque gré de n'avoir pas désespéré de la patrie à des époques aussi déplorables, d'avoir pris les moyens les plus certains d'assurer le succès des négociations, d'avoir pu, en ne négociant que 29 millions de rentes, remplir le but que nous nous étions proposé en mettant 41 millions à sa disposition; sachons-lui gré, en voyant le résultat de ses efforts, de n'avoir pas marchandé ni retardé la délivrance de la patrie; sachons-lui gré enfin d'avoir amené heureusement dans le port le vaisseau de l'état; et quoiqu'un de nos

honorables collègues ait reproché ou blâmé la nation française d'être essentiellement *oublieuse*, soyez sûrs qu'elle ne le sera jamais pour des services aussi éminens. » Le discours de M. Delessert fit une profonde impression ; la Chambre applaudit à la sagesse et à la vérité de ses réflexions.

Le ministre des finances proposa, dans son budget particulier, de lui accorder un million deux cent mille francs pour l'achèvement de l'hôtel de la rue de Rivoli. M. Delessert combattit cette proposition ; il observa que c'étoit une spéculation onéreuse à l'Etat, et que la situation des finances ne permettoit pas de faire cette dépense ; il démontra qu'il faut préférer l'utilité à l'agrément : « Sans doute le ministère des finances et le trésor seront placés dans une situation agréable ; mais les caisses des recettes et des dépenses, les bureaux du grand-livre, des transferts de la dette publique, sont mieux placés où ils sont maintenant, dans le centre de la capitale, à la proximité de la banque, de la bourse et de la poste. » M. Delessert, toujours dirigé par des vues économiques, pensa que la dépense des travaux pour l'embellissement de la capitale ne doit pas être à la charge de l'Etat : « Sans doute, dit-il, les départemens verront toujours avec plaisir qu'il y ait dans la capitale des monumens dont la grandeur et l'importance fassent, en quelque sorte, la gloire et l'honneur de la nation ; tels, par exemple, que la colonne de la place Vendôme, qui portera à la postérité la plus reculée le souvenir des triomphes des armées françaises ; tels que la statue de Henri IV, qui retracera à nos neveux la mémoire du meilleur des rois ; tels que la fontaine de la Bastille, qui pourroit retracer la haine des Français contre les détentions arbitraires, si l'on ne se rappeloit que depuis lors la France étoit couverte de Bastilles plus affreuses et plus peuplées. »

M. Delessert forma un désir qui devoit être rempli par le gouvernement : il voudroit qu'au lieu de toutes ces bornes qu'on a placées sur la place de Louis XV, on y fit construire une immense fontaine dont les eaux serviroient à la purifier sans cesse, pour effacer à jamais de tristes et affligeans souvenirs. M. Delessert observa avec raison que si l'on pouvoit consacrer deux à trois millions à un édifice national, ils seroient sans doute mieux employés à la construction d'une salle pour la tenue des séances de la Chambre des députés ; il seroit plus conforme à sa dignité de se réunir dans un édifice qui ne fût pas à loyer et qui appartienne à l'Etat, moins somptueux, moins orné, si l'on veut, mais qui seroit plus commode, mieux distribué et plus sain. Après plusieurs autres sages observations, M. Delessert proposa que le crédit demandé, d'un million deux cent mille francs, fût réduit à deux cent mille francs, qui suffiroient pour payer les travaux commencés sans autorisation, et donneront au gouvernement le temps nécessaire pour prendre d'autres mesures à l'effet des bâtimens, sans qu'il en coûte à l'Etat. Le crédit d'un million deux cent mille francs fut voté.

Lors de la discussion sur le dégrèvement de la contribution foncière, M. le baron Delessert appuya les propositions tendantes à faire porter les quinze millions de dégrèvement sur les quarante-un départemens surchargés, proportionnellement à leur surcharge ; et dans le cas où la Chambre jugeroit devoir n'en employer qu'une partie, il demanda que l'on prit pour base le tableau dressé par le gouvernement et qu'on écartât celui de la commission. L'honorable membre termina son discours par ces sages réflexions : « Occupés depuis quatre mois à la discussion des lois de finances, nous touchons presque au terme de nos pénibles travaux ; quelque grands

qu'aient été, pour la plupart d'entre nous, les sacrifices que nous avons faits, nous ne devons pas cependant les regretter. L'examen détaillé de toutes les parties du service public, et les observations auxquelles cet examen a donné lieu, ne seront pas sans doute sans utilité; nous devons espérer que dès l'ouverture de la prochaine session, le gouvernement profitera des propositions qui ont été faites, et qu'il voudra avoir l'honneur de l'initiative des réformes et des économies possibles; qu'il demandera la suppression des impôts qui pèsent spécialement sur le commerce et l'industrie, et de ceux qui contribuent à augmenter les vices et les crimes; et enfin, qu'il s'occupera du sort des légionnaires et des donataires, en proposant des lois pour leur assurer ce qu'ils ont droit d'attendre de la patrie, et de ce qu'il est juste et humain de leur accorder. C'est sans doute pour laisser au gouvernement le mérite de toutes ces améliorations, que vous avez repoussé tant d'amendemens qui vous ont été présentés dans ce but, et je serai le premier à m'en applaudir, si nous voyons qu'à notre première session nos vœux sont exaucés. Quant à nous, il nous reste une dernière mesure à prendre, et que nous devons à nos commettans et à la France entière de ne pas ajourner: c'est celle que nous discutons actuellement, l'égalité dans la répartition de la contribution foncière. La meilleure manière de terminer nos travaux, sera de faire jouir tous les Français d'une plus égale distribution dans les charges, et de leur faire sentir ainsi les avantages d'un gouvernement représentatif.

DELONG, fut élu membre de la Chambre des députés en 1817, par le département du Gers; il a siégé au côté gauche, seconde section. Le Roi l'a nommé, en 1818, premier président de la Cour royale d'Agen. M. Delong défendit le projet de loi

sur le recrutement de l'armée; il établit les différences qui ne permettent pas de confondre la loi nouvelle et la conscription abolie. Il montra que le recrutement obligé étoit le seul moyen d'obtenir une armée vraiment française, c'est-à-dire royale et nationale. Il combattit le vote annuel, soutint le système de la formation des légionnaires vétérans, et le titre de l'avancement. M. Delong veut prouver que ce titre n'attaque pas les prérogatives; il va chercher ses preuves bien loin; au lieu de raisonner, il emploie son temps à remplir son discours de trivialités et de sarcasmes. Dans la discussion du budget de 1816, M. Delong reconnut la nécessité des emprunts: « Lorsque des charges, dit-il, qui sont hors de toute proportion avec les revenus de l'Etat, pèsent encore sur la France, et qu'il est reconnu que les impôts sont parvenus au point le plus élevé qu'ils puissent atteindre, peut-on sérieusement dire qu'un emprunt est inutile, que l'ordre et l'économie dans les finances doivent suffire aux ministres du Roi pour qu'ils nous délivrent de ce fardeau accablant? ne craignons pas le reproche d'avoir voté des emprunts, on saura que nous avons obéi à l'inflexible loi de la nécessité, et que nous n'avons appelé l'avenir à notre aide, que lorsque de nouveaux sacrifices étoient devenus nécessaires. Pourroit-on nous accuser d'avoir négligé les grands intérêts de la patrie, quand nous avons assuré sa libération et son indépendance? Convinquons l'emprunt est nécessaire, l'honorable membre vota pour son adoption.

M. Delong attaqua la résolution de la Chambre des Pairs concernant la loi des élections; il s'écarta de cette modération et de cette sagesse qui devroit être la règle invariable de l'homme sage et instruit. Il observa que « celui qui jadis avoit montré une si noble énergie, est entraîné par des conseils perfides, et soumet à la Chambre des Pairs une proposi-

tion tendante à supplier Sa Majesté de proposer une loi qui fasse éprouver à l'organisation des collèges électoraux les modifications dont la nécessité peut paroître indispensable. Un cri d'étonnement se fit alors entendre, lorsqu'on sut que le corps de l'Etat dont les prérogatives réunissent des distinctions honorifiques, des titres héréditaires, à d'immenses dotations prises sur les revenus publics, avoit accueilli cette proposition. On ne pouvoit concevoir que ceux qui n'étoient élevés à ces hautes dignités, et ne pouvoient les conserver que par la fixité de nos institutions, donnassent les premiers le triste et déplorable exemple du désir des changemens; et lorsque le jour fut arrivé pour développer cette proposition, le noble pair est incertain, semble reculer devant son ouvrage, tant est pénisante, tant est forte la voix de la justice et de la vérité : pressé néanmoins par ses amis coalisés, il proclame ces dangers éminens, cette impérieuse nécessité, qui devoient appeler toute la sollicitude des trois branches de la législature. »

DEMUY (comte), né à Ollières, en 1751, embrassa la carrière militaire; il s'appelait alors le marquis de Saint-Mesme. Le comte Demuy, son oncle, ministre de la guerre sous Louis XV, lui donna son nom et ses armes. Nommé colonel, il partit pour l'Amérique, où il se distingua au siège de New-York. Le comte Demuy, après avoir obtenu la croix de Cincinnatus, se rendit en France. En 1789, le gouvernement lui confia le commandement militaire depuis Toulouse jusqu'aux environs de Lyon, et l'envoya à Avignon et dans le combat venaisien, pour réprimer les troubles qui désoloient ces contrées; mais il ne put détruire cet esprit d'insurrection qui éclatoit de toutes parts. Il fut chargé d'une commission particulière en Suisse. Les commissaires de la Convention nationale le desti-

tuèrent; mais sa destitution fut annulée. M. Demuy quitta le service, en vertu du décret de la Convention, qui prononçoit la destitution de tous les officiers nobles. En 1795, il fut nommé inspecteur de l'artillerie, et fut promu au commandement de l'armée destinée à seconder les opérations des commissaires qui devoient être envoyés. Mais cette expédition ayant été abandonnée, M. le comte Demuy accompagna Buonaparte en Egypte, et organisa la légion nautique; et s'étant embarqué avec le général Junot pour revenir en France, il fut fait prisonnier par les Anglais, conduit à Mahon, mis en liberté sur sa parole, et ensuite échangé. Buonaparte lui donna le commandement de la vingt-deuxième division militaire, à Tours; il fit la campagne de 1806 contre les Prussiens et les Russes; se distingua au siège de Neiss, et obtint le gouvernement général de la Silésie. Comblé des bienfaits de Buonaparte, M. le général Demuy, pour lui en témoigner sa reconnaissance, lui donna, à Marseille, dont il venoit d'obtenir le commandement, le 15 août 1812, une fête pour célébrer sa naissance. Cependant il envoya son adhésion à sa déchéance. Pendant les cent jours il écrivit au ministre de la guerre une lettre ainsi conçue : « Au milieu de la joie que manifeste toute la France, les Marseillais se sont signalés par l'intérêt qu'ils ont mis à ce que les prisons fussent ouvertes aux infortunés que faisoit gémir la tyrannie. Les victimes ensevelies au château d'If ont été relâchées; mais il y reste une ombre outragée, qui réclame vengeance : c'est la dépouille mortelle du général Kléber. Vous savez que, rapportée d'Egypte, elle fut indignement jetée dans l'asile du crime, tandis qu'elle avoit des droits au Panthéon. C'est le moment d'expier les injustices d'un pouvoir qui frappoit ses victimes au-delà du tombeau. J'abandonne cette idée à votre âme libérale; il est digne de vous de procurer aux mânes d'un vrai héros

la réparation qu'ils demandent. Le gouvernement ne laissera point à la postérité le soin de retirer de l'oubli et de la profanation, des restes qui accuseroient la nation même, si son indifférence sembloit confirmer l'opprobre auquel une absurde calomnie les fit condamner. Tel est, monsieur le comte, ce que m'inspire mon respect pour la mémoire d'un officier que j'ai connu à l'armée de Sambre et Meuse, et sous qui j'ai servi en Egypte, dernier théâtre de sa gloire. » M. Demuy fut nommé par le Roi, à son second retour, pair de France, grand-officier de la Légion d'Honneur, et commandeur de Saint-Louis.

DE MONT (le comte de), fils d'un Suisse de la garde, et né à Courbevoie, embrassa la carrière des armes, où son mérite l'éleva aux grades supérieurs. En 1797, il effectua un des premiers le passage du Rhin. Le Directoire lui en témoigna sa satisfaction par une lettre honorable. M. Demont combattit à la bataille d'Austerlitz, où il fut blessé dangereusement. Buonaparte le nomma sénateur. Il fit des prodiges de valeur à la bataille d'Eckmühl; il fut ensuite envoyé à Strasbourg, où il se trouva bloqué par les alliés en 1813. Le Roi le nomma pair de France. Il n'occupa aucune place pendant les cent jours; il a été maintenu dans sa dignité de pair.

DEPERE (le comte), fut nommé, par le département de Lot-et-Garonne, député à la Législature en 1791, où il fut membre du Comité des contributions. Réélu au Conseil des Anciens, il s'occupa des finances, et défendit le projet de loi sur le rétablissement de la loterie. Après la révolution du 18 brumaire Buonaparte le nomma sénateur. M. Depere a de grandes connaissances dans la science agricole; il fut chargé de visiter les landes et de les rendre productives par des plantations

utiles. Il adhéra à la déchéance de Buonaparte, et vota la création du gouvernement provisoire. Le Roi le nomma pair de France; Napoléon ne l'ayant point compris dans sa liste, M. Depere a conservé sa dignité. Lors de la discussion sur le projet de loi relatif aux douanes, le comte Depere vota pour l'adoption concernant le droit d'entrée sur les totons. On a beaucoup réclamé contre le taux de ce droit. Le noble pair estime qu'il est important de le maintenir, non-seulement à cause des cinq millions qu'il produit et qu'on n'auroit aucun moyen de remplacer; mais encore pour empêcher la ruine totale de nos fabriques de lainage, et le déperissement de notre agriculture, qui en seroit la conséquence nécessaire.

DEQUEUX DE ST.-HILAIRE, fut nommé membre de la Chambre des représentans de 1815. Plusieurs membres de cette assemblée illégale et séditieuse conspiroient pour placer le fils de l'usurpateur sur le trône. Les discours et les motions qui se succédoient, tendoient à exécuter ce projet criminel. Cette conspiration affligea et consterna M. Dequeux de Saint-Hilaire; il refusa d'en être le complice, et voulut faire connoître son attachement à la cause royale et sa fidélité envers son roi légitime; en conséquence il écrivit à M. Lanjuinais, président, la lettre suivante : « Je suis Français; les discours que j'ai entendus dans la séance de ce jour ont oppressé mon âme. L'opinion de M. Malleville me paroissant être la seule admissible, et la seule qui tende au bonheur de ma patrie, je la partage, et je le dois, ainsi que tout bon Français : c'est avec cette opinion que je me suis permis de siéger dans cette assemblée. Veuillez, M. le président, faire donner lecture de cette lettre à la Chambre, et agréer l'assurance des sentimens avec lesquels je suis, etc. » M. Dequeux de Saint-Hilaire

a été sous-préfet, et fut élu député, en 1817, par le collège électoral du département du Nord. Il a siégé au centre. M. Dequeux de Saint-Hilaire n'a jamais dévié de la route de l'honneur et de la justice; il s'est éminemment distingué par une longue et sage administration, dont la récompense a été l'assentiment général et la constante affection de ses administrés. Il dédaigna tellement l'intrigue et les coteries, qu'à sa nomination, en 1817, à la Chambre des députés, il a été le dernier à l'apprendre. Son bon cœur l'inspire toujours et jamais ne le trompe. Son amour éclairé pour la véritable liberté, et sa vénération pour l'auguste légitimité des nobles fils de saint Louis et de Henri IV, le placent au premier rang des amis de notre belle France. Son silence ou ses actions n'ont pour objet que le bonheur de la patrie. Son intérieur offre toute la pureté des mœurs patriarcales réunies à cette touchante aménité dont il n'appartient qu'aux Français de conserver le type heureux. Chez lui tous les arts sont honorés, parce que le maître les chérit et les apprécie. Enfin, on trouve toujours en lui le modèle d'un bon père, d'un tendre époux, et d'un ami solide autant qu'indulgent. Tels sont les élémens qui charment ses loisirs domestiques et embellissent le cours d'une vie pure et sans tache.

DESÈZE, né à Bordeaux en 1750, parcourut avec éclat la carrière du barreau; il y brilla par son éloquence et par ses vertus. Il aimait et cultiva les sciences. Il vit Voltaire à Ferney. Cet homme si malheureusement célèbre sembla prévoir ses hautes destinées. Il se livra alors à l'exercice de sa profession, et par ses talens il étendit sa renommée. M. de Vergennes, frappé de la grande réputation de M. Desèze, le regarda comme une conquête nécessaire au barreau de Paris. Elie de Beaumont se chargea de lui ex-

primer le désir du ministre. M. Desèze vint se fixer à Paris. Target, qui n'avoit ni ses vertus ni son courage, lui confia la dernière cause qu'il devoit défendre, celle des filles d'Helvétius. Que la destinée de ces deux orateurs est différente! On chérit et on respecte M. Desèze; sa mémoire sera bénie chez toutes les générations: Target a laissé un souvenir douloureux; la postérité imprimera sur son nom une tache ineffaçable, et ne lui pardonnera jamais sa faiblesse et ses craintes. M. Desèze se chargea des causes les plus importantes; il défendit M. de Bezenval, et plaida avec succès pour Monsieur, aujourd'hui Louis XVIII, dans une affaire importante contre les héritiers de Breteuil. M. de Desèze fut choisi par Louis XVI pour son défenseur; il partagea avec MM. Tronchet et Malesherbes cette honorable et dangereuse mission. Cette défense est un monument immortel de génie, de force et de vérité, qui assurera à jamais à M. Desèze les hommages et la reconnaissance des nations; elle le placera au rang de ces hommes qui ont illustré leur siècle par leur génie et honoré l'humanité par leurs vertus. On se rappellera toujours cette phrase courageuse adressée aux assassins du Roi martyr: *Je cherche parmi vous des juges, je n'y vois que des accusateurs.* M. Desèze fut arrêté, et ce fut par un miracle de la divine Providence qu'il échappa au supplice. Le 9 thermidor rompit les liens de sa captivité; il continua de défendre les innocens persécutés: c'est dans cette mission glorieuse qu'il développa les connoissances d'un grand jurisconsulte et d'un grand homme d'Etat. On proposa à Buonaparte de le nommer sénateur; mais il ne voulut point céder au vœu des hommes vertueux; il étoit instruit qu'il avoit refusé constamment de signer aucune consultation avec Cambacérès, ni avec aucun autre régicide: cet acte, qui

étoit la conséquence de sa conduite, déplut à Napoléon, qui conserva dans son cœur un principe de haine contre un homme sage et intépide. Le Roi récompensa la fidélité et le courage de l'illustre défenseur de son frère. Il le nomma successivement premier président de la Cour de cassation, grand-trésorier de ses ordres, et le décora du cordon du Saint-Esprit. L'invasion de Buonaparte l'obligea à quitter la France; il partit pour l'Angleterre, où il reçut un accueil distingué du prince-régent. Il se rendit ensuite dans la Belgique auprès du Roi; il revint en France avec Sa Majesté. Il fut nommé pair de France, chevalier de Malte, et membre de l'Académie Française. Son nom vénérable, consacré dans le testament de Louis XVI, est un titre de gloire qui attesterait à jamais son courageux dévouement et toute la sublimité de ses vertus. Lors de la discussion sur la proposition prise par la Chambre des députés, tendante à proroger jusqu'au 1^{er} janvier 1819 le sursis originellement accordé aux émigrés par la loi du 5 décembre 1816, M. le comte Desèze demanda, par un amendement, qu'on fixât pour terme au sursis le 1^{er} janvier 1820. Le noble pair observa que le premier terme rendrait inutile pour les émigrés le bienfait qu'on prétend leur accorder. Quels secours, en effet, trouveroit-on dans un délai de quelques mois, soit pour remplir les dispositions de la loi du 5 décembre, soit pour trouver dans les biens dont ils obtiendroient la remise en vertu de cette loi, des moyens de libération? Il ne faut pas d'ailleurs se le dissimuler, cette libération est par elle-même une chose très-difficile; sa rigueur, qui seroit une injustice, doit être tempérée par des mesures conciliatoires. On oppose à la prorogation au 1^{er} janvier 1820, la défaveur attachée aux lois d'exception, comme si une loi d'exception ne pouvoit pas être aussi juste que la

loi générale dont elle pose la limite; comme si l'histoire de toutes les nations n'offroit pas l'exemple des circonstances devant lesquelles doivent fléchir les principes ordinaires. On invoque les droits des créanciers; mais n'ont-ils pas été maîtres de les exercer en l'absence de leurs débiteurs? n'ont-ils pas eu les moyens d'exercer, de faire liquider leurs créances? S'ils eussent pris ce parti, les émigrés retrouveroient exempts de toutes charges les biens qui leur sont remis. Qui d'entre eux auroit le droit de se plaindre des conditions que le gouvernement impose à son bienfait? Qui pourroit accuser d'injustice les compositions honorables qu'il croiroit proposer? La maxime des lois romaines, qui, dans le cas d'une cargaison jetée dans la mer pour sauver le vaisseau, vouloit qu'on s'occupât de répartir la perte, et non le lucre, n'est-elle pas applicable aux tempêtes qui ébranlent les Etats comme à celles qui bouleversent l'Océan? Nos lois maritimes ont adopté ce principe, en soumettant à la contribution qu'elles établissent en pareils cas, jusqu'aux hardes des passagers. Etendons aux malheurs, qui pèsent sur les émigrés, cet esprit de justice dont nos lois sont animées; est-il une tempête comparable à celle dont pendant vingt ans ils ont été les jonets? Si quelques débris ont échappé à leur naufrage, permettons-leur de les recueillir; prorogeons à cet effet jusqu'au 1^{er} janvier 1820 le sursis qu'ils ont obtenu. Les vœux et les espérances de l'homme juste et sensible furent exaucés et remplis; la proposition amendée fut adoptée. Dans la discussion du projet de loi relative à la banque de France, M. Desèze proposa, sur l'article 5, un amendement tendant à prévenir la réduction immodérée de l'emploi de la réserve, des bénéfices que le noble pair regarda comme un des moyens qui ont contribué le plus

à la prospérité de l'établissement. Pourquoi affaiblir des garanties qui, en même-temps qu'elles assurent le paiement des dividendes, sont encore le gage des porteurs des billets ? Pourquoi changer subitement un régime dont l'expérience a démontré les avantages ? » L'un des commissaires du Roi, observa le noble pair, a paru craindre les intrigues dont la Banque pourroit, dans des temps moins tranquilles, se rendre l'instrument : en l'obligeant de placer en acquisitions de rentes sur l'État les accroissemens successifs de la réserve, on trouveroit dans ce placement, qui lieroit ses intérêts à ceux de l'État, un gage de sa bonne conduite. Le noble pair désireroit que la réserve actuelle demeurât entière ; mais si elle est jugée surabondante, au moins pourroit-on en conserver une partie dans cette vue. Il proposa d'ajouter au troisième paragraphe de l'article 5, après ces mots : *déduction faite de la valeur de l'hôtel de la banque et de son mobilier*, ce qui suit : *et d'une partie du fonds réservé actuellement placé en rentes sur l'Etat, égale au dixième du montant des actions.....* Cet amendement fut rejeté. M. le comte Desèze défendit le projet de loi relatif à la contrainte par corps ; il rappela les variations successives de notre législation sur cette matière avant et depuis la révolution, et les difficultés qu'a fait naître à cet égard la publication des Codes actuellement en vigueur. Parmi ces difficultés se faisoient principalement remarquer, par la diversité des décisions judiciaires dont elles avoient été l'objet, celles qui sont relatives au débiteur septuagénaire, et à l'élargissement du déteuu pour dettes commerciales après cinq ans de détention. La première seule avoit été décidée par la Cour de Cassation, et cette Cour avoit trouvé dans le silence des Codes de procédure et de commerce, sur la faveur réclamée par les débiteurs commerciaux

septuagénaires, un juste motif de décider que cette faveur ne subsistoit plus à leur égard. Quant à l'autre difficulté relative à l'élargissement après cinq ans, aucune règle ne paroisoit fixée par la jurisprudence. Il paroisoit donc nécessaire que la loi réglât d'une manière définitive ces deux points principaux, et quelques autres que notre législation sur cette matière avoit laissés indécis ; c'est dans cette vue qu'avoit été présenté, à la session dernière, un projet auquel le temps a empêché de donner suite, et que remplace avantageusement la loi plus complète qui se trouve actuellement en discussion. Le noble pair indiqua les motifs de chaque disposition ; il remarqua, principalement dans le titre premier, la disposition relative aux septuagénaires, et trouva une preuve suffisante de sa rigueur dans la nécessité d'assurer contre toute fraude possible la stricte exécution des engagemens commerciaux. Sur le titre second, il signala la double amélioration apportée au sort des détenus par la disposition qui leur accorde de sortir des prisons après trois ans en payant le tiers de la dette et offrant des sûretés pour le surplus, et par celle qui fixe à un taux plus convenable la prestation alimentaire que le créancier est obligé de fournir à son débiteur incarcéré. Le noble pair justifia les autres articles du projet de loi ; mais la Chambre ne partagea pas l'opinion de M. le comte Desèze : elle rejeta la loi. M. le comte Desèze fit un rapport au nom d'une commission spéciale nommée pour l'examen de la proposition faite par M. le comte de Castellane, tendante à solliciter du Roi la révocation de la loi du 9 novembre 1815, sur la répression des cris séditieux. Il y avoit eu partage dans la commission, la majorité avoit voté l'adoption de la proposition ; la minorité, parmi lesquels se trouvoit M. le comte Desèze, s'y étoit opposée ; cependant le noble pair fut

chargé de rendre compte de l'opinion de la majorité dont il étoit l'organe : cette tâche étoit bizarre ; elle prouva cette confiance que l'on avoit dans l'impartialité et la sagesse de M. le comte Desèze : cette confiance fut bien justifiée. En exprimant le vœu de la majorité de la commission, le noble pair observa que puisque le roi vouloit bien s'occuper lui-même, dans sa justice, des mesures à prendre pour rapporter la loi du 9 novembre, et qu'il en avoit senti la nullité, c'étoit un hommage de plus à lui rendre, que de lui prouver que la Chambre des Pairs entroit aussi dans ses vues, et partageoit sa noble opinion, en attendant que la France entière en pût éprouver le bienfait. Ne croyons pas, ajouta le noble pair, comme on a cherché à le faire entendre, que ce soit ici l'ambition d'une vaine et fausse popularité qui ait dirigé l'opinion du noble pair auteur de la proposition ; jamais la Chambre des Pairs, jamais aucun de ses membres n'abaissera sa dignité jusqu'à flatter les desirs ou les passions de la multitude ; nous savons tous qu'en même temps que nous sommes les gardiens des garanties nationales, nous sommes aussi, et surtout, les soutiens naturels et obligés du trône. Notre devoir est de tenir d'une main ferme la balance entre les pouvoirs politiques, de défendre le monarque et le peuple avec le même courage, de les préserver également de toutes les atteintes que l'on pourroit porter aux droits de l'un et aux libertés de l'autre. M. le comte Desèze vota au nom de la commission l'adoption de la proposition ; mais il déclara que ce n'étoit point son opinion particulière, et qu'il développeroit ses motifs lors de la discussion.

M. le comte Desèze, au nom d'une commission spéciale, fit un rapport éloquent et instructif sur le projet de loi relatif à un emprunt de deux millions pour l'achèvement du port de Bordeaux : on y vit la sublimité

des pensées, la noblesse des expressions, les richesses de la narration, l'éloquence du style : « Un de ces monumens, dit le noble pair, qui honorent un siècle, illustrent une nation, et ajoutent encore à la gloire du Souverain sous le règne duquel ils s'élèvent, a été conçu par le génie de l'industrie française, et s'exécute aujourd'hui sur une des plus belles villes de la France méridionale. Cette ville, déjà célèbre, mais plus célèbre encore par l'empressement si glorieux avec lequel elle a ouvert la première ses portes à son Roi légitime, vous le savez, Messieurs, c'est Bordeaux. La plupart d'entre vous connoissent sa situation avantageuse, la bonté de son climat, la beauté du beau fleuve qui la baigne, les rivières qui viennent s'y joindre, son voisinage de l'Océan ; sa population, son commerce ; les productions du magnifique pays au milieu duquel elle est située ; mais il lui manque, pour augmenter encore son éclat, pour agrandir ses relations commerciales, pour multiplier ses richesses, pour lui en recréer, pour accroître aussi celles de la France, pour lui faciliter les communications qui la lient d'un côté à l'Espagne, et de l'autre au nord du royaume, un pont qui domptât en quelque sorte l'impétuosité du fleuve qui l'environne ; permet de le traverser sans le secours de la navigation ; épargnât à ses habitans les inquiétudes de cette navigation souvent pénible, quelquefois même périlleuse ; rendit aux étrangers eux-mêmes ses bords encore plus faciles, et préparât la construction d'un autre port appelé par le vœu public dans un port voisin de Bordeaux (celui de Cubzac), et qui seroit encore pour cette ville superbe une grande facilité et une richesse même de plus. Le noble pair fait ici un parallèle entre les Romains et les Français relativement à l'art des constructions des ponts, dont les vestiges frappent encore au milieu de leurs

ruines. Il prétend que les Romains ont eu en ce genre des idées gigantesques, et il soutient que nous n'avons rien, sous le rapport de cette éclatante industrie, à leur envier ; mais nous avons peut-être plus avancé les véritables progrès de l'art.»

Le noble pair nous permettra de ne point adopter son opinion. Sans parler ici de cette entreprise de Marc Varon, lieutenant de Pompée, de joindre l'Italie à la Macédoine par un pont de bois qui devoit traverser une partie de la mer Ionienne et s'étendre sur un espace de vingt-cinq lieues ; sans parler de ce pont construit par les ordres de Caligula en pleine mer sur le golfe persique, à Bayes, pavé de grands carreaux semblables à ceux de cette voie ap-pieune dont le nom, à travers les siècles, s'est associé à l'immortalité de Rome, nous nous contenterons de parler du pont d'Alcantara, en Portugal, et du pont du Gard, en France, dont les ruines frappent encore l'imagination par leur majesté. Que les nations modernes sont petites auprès du peuple romain dans l'art de construire les monumens publics ! Le noble pair exhorta la Chambre d'adopter le projet de loi sous les yeux d'un ministre pour qui cet empressement honorable sera une partie du prix de l'intérêt si vif qu'il a mis à voir terminer cette magnifique entreprise et à en découvrir les moyens.

« Payons, a ajouté le noble pair, ce tribut d'hommages à cette ville fameuse, la patrie de Montaigne et de Montesquieu ; payons le sur-tout à la ville du *douze mars*, à cette cité fidèle, qui, comme l'a dit un Anglais célèbre, est devenue le temple de l'auguste et courageuse fille de nos rois, qui la première a pressenti, appelé et reçu dans son sein son illustre époux, le héros du midi. » Le noble pair proposa l'adoption du projet de loi : la Chambre adopta cet avis.

M. le comte Desèze demanda l'ajournement de la proposition de M.

de Castellane, concernant la révocation de la loi sur la répression des écrits séditieux. Le noble pair observa qu'il ne contes-toit pas qu'il falloit révoquer la loi ; mais seulement il désiroit que cette révocation ne fût pas si précipitée. Il y a dans cette loi des articles bien importants, comme, par exemple, celui des cris séditieux qu'on feroit entendre dans le palais du Roi ou sur son passage ; celui aussi d'un drapeau que la révolte auroit élevé, et sur lequel il n'y auroit plus alors de législation. Les mots *actes séditieux* ne se trouvent pas dans le Code pénal ; l'ajournement proposé laisse à la Chambre toute son autorité ; il n'écarte pas la proposition, il n'en ôte pas même le mérite. Le noble pair avoit, dans un rapport exposé, l'opinion de la majorité : il fit connoître l'opinion de la minorité, qui étoit la sienne. Lors de la discussion sur les lois de la presse, M. le comte Desèze appuya l'amendement proposé par M. le duc de Fitzjames. (*Voy. FITZJAMES.*) Il ne vient pas ajouter de nouvelles considérations à toutes celles qu'on a déjà fait valoir en faveur de cet amendement, il vient seulement remplir un devoir sacré que lui impose sa qualité de chrétien, de magistrat et de pair de France, en professant hautement son opinion sur l'importante question soumise à l'examen de la Chambre. Ce noble et respectable pair observa que ce n'est pas par des arguments que cette question peut être résolue, et tous les raisonnemens humains ne parviendroient pas à convaincre ceux qui ne trouveroient pas dans leur propre cœur des motifs suffisans de détermination ; le sien lui dit que la religion, ce don précieux de la divinité, cette source éternelle de toute vertu, et fondement du bonheur de l'homme et dans ce monde et dans l'autre, ne sauroit rester étranger aux lois d'un peuple qui pendant quatorze siècles s'est fait gloire d'y être soumis ; il espère que la Chambre ne voudra

pas imiter, en quelque sorte, par son silence, la conduite d'une assemblée trop fameuse, qui, du fond de l'abîme où elle étoit plongée, prétendait bannir la religion de la législation française et la rendre pour jamais étrangère à notre organisation sociale. Les nobles sentimens de la Chambre sont trop connus au noble pair, pour qu'il puisse douter un instant qu'elle ne s'empresse à repousser loin d'elle jusqu'au moindre prétexte d'un pareil reproche en adoptant l'amendement proposé. Pour dissiper entièrement les doutes qui paroissent s'être élevés dans quelques esprits sur la possibilité d'obtenir de la Chambre des députés un vote contraire à celui qu'elle a déjà émis sur cette question, le noble pair rappela à la Chambre que dans la session dernière, et sur une loi d'une moindre importance, un amendement de la Chambre des députés, et repoussé par elle, fut de nouveau proposé par lui-même à la Chambre, qui l'adopta, et que, reporté ensuite à l'autre Chambre, cet amendement y fut favorablement accueilli. Un pareil exemple, dans une matière beaucoup moins favorable, lui paroît devoir déterminer ceux que ce motif auroit pu retenir.

DESPATYS, fut nommé par Buonaparte procureur-général près la Cour de justice criminelle du département de Seine-et-Marne; il devint en 1810 substitut du procureur-général pour le service des Cours d'assises spéciales, et en 1816 procureur du Roi près le tribunal de Melun. Il a été élu au nouveau Corps législatif: il a siégé au centre.

DESROUSSEAUX, directeur de la verrerie de Montarmé, fut élu par le Sénat, en 1813, membre du Corps législatif pour le département des Ardennes; il proposa le projet de loi sur les douanes, s'éleva contre la proposition de réduire la taxe sur le sel à deux décimes, et dit que c'é-

toit l'impôt le moins nuisible à la liberté, en ce qu'il n'entraînait après lui aucune surveillance à la fabrique domiciliaire. M. Desrousseaux a été élu au nouveau Corps législatif en septembre 1816: il a siégé au centre.

DESSOLES (le marquis), né à Auch, en 1767, entra de bonne heure dans la carrière militaire. Il servit sous Buonaparte à l'armée d'Italie avec distinction: il fut chargé du commandement de l'armée destinée à pénétrer dans la Valteline: la conquête de ce pays fut achetée par de sanglans combats. M. Dessoles combattit encore dans les plaines de Novi, sous les ordres de Moreau: il se distingua dans les batailles d'Offenbourg, de Mœskirk, de Hohenliuden, aux passages de Léon, de la Saal, à la prise de Lintz. Le traité de Lunéville ayant mis fin aux hostilités, le général Dessoles revint à Paris: Buonaparte l'appela au Conseil-d'Etat, mais il refusa cette place. Le général Mortier ayant été appelé à Paris, M. le comte Dessoles prit provisoirement le commandement en chef de l'armée et de tout le pays de Hanovre; il se distingua dans sa courte administration par son désintéressement et son affabilité envers les habitans. Attaché au général Moreau, il refusa de se réunir à ses accusateurs: Buonaparte ne put cacher son ressentiment. M. le marquis Dessoles revint à Paris, où il recut ordre de se rendre au camp de Boulogne: il refusa d'accepter les fonctions de chef d'état-major du général Lannes; il revint à Paris, et se rendit à une terre qu'il avoit près d'Auch, où il se livra aux travaux de l'agriculture et aux douceurs de la vie privée, qui convenoient à son caractère indépendant. Buonaparte l'employa dans la guerre d'Espagne: il lui donna le commandement d'un corps d'armée, et le nomma gouverneur des royaumes de Cordoue et de Jouan. Soit

dégoût, soit délabrement de sa santé, il demanda et obtint la permission de revenir en France, où il rentra de nouveau dans la vie privée. Il s'étoit distingué dans plusieurs combats : son administration lui concilia tous les cœurs. En 1812, le comte Dessoles fut nommé chef de l'état-major du corps d'armée d'Eugène Beauharnais, en Pologne : il prévint les désastres de l'armée française. Il revint à Paris le 31 mars 1814. A cette époque, le gouvernement provisoire le nomma général en chef de la garde nationale de Paris. L'empereur de Russie réunit les membres du gouvernement provisoire pour statuer sur l'abdication de Buonaparte ; il appela à ce conseil le comte Dessoles ; il y fut question de l'établissement d'une régence : il s'y opposa avec fermeté. « Je ne connois, dit-il, les Bourbons que par leur infortune : j'ai été élevé par la révolution qui les a renversés ; mais sincèrement attaché à mon pays, j'ai cru qu'il ne pouvoit trouver le bonheur, et l'Europe une garantie, qu'avec le sceptre de cette auguste famille : sans les assurances qui m'ont été données à cet égard, je n'aurois point pris le commandement de la force armée ; j'ai les moyens, sans doute, d'éviter le coup qui frapperoit mon pays, si la régence étoit établie ; je ne regrette que le sort des honnêtes gens qui se sont mis en avant : pour moi, je fuirai avec ma famille sur un sol étranger ; mais là, il n'est point de puissance qui m'empêche de publier à la face de l'Europe que les justes espérances qu'auroient dû concevoir les Français ont été trompées ; que j'ai été trompé moi-même, et que la France l'a été avec moi. » L'empereur de Russie partagea l'opinion de M. le marquis Dessoles, et déclara que les Bourbons étoient les souverains de la France. A son arrivée à Paris, Monsieur, comte d'Artois, le nomma membre du Conseil d'Etat provisoire ; et à l'arrivée du Roi, il fut créé pair de France, ministre d'E-

tat, et placé à la tête de toutes les gardes nationales de France sous les ordres de Monsieur, avec le titre de major-général. A la nouvelle de l'invasion de Buonaparte, il envoya aux gardes nationales du royaume des instructions vigoureuses, mais malheureusement trop tardives pour arrêter la marche de l'usurpateur. M. le marquis Dessoles vécut dans la retraite jusqu'au retour du Roi : il reprit le commandement de la garde nationale, mais il en donna bientôt sa démission : il a été remplacé par le duc de Reggio.

M. le marquis Dessoles a été nommé, en 1817, ministre des relations extérieures et président du conseil des ministres, places qu'occupoit M. le duc de Richelieu. Lors de la discussion du projet de loi sur la liberté de la presse, en janvier 1818, M. le marquis Dessoles observa que quelques orateurs avoient reproché à la loi proposée de ne pas offrir un code de définitions sur les délits de la presse ; d'autres ont soutenu qu'un pareil code étoit impossible : ils sont allés chercher dans la composition des tribunaux les moyens de restreindre un arbitraire qui leur sembloit inévitable ; ils ont proposé tour à tour un jury ordinaire, un jury spécial, un jury supérieur. Au milieu de ces différentes opinions, le noble pair se rangea à celle qui suppose l'impossibilité d'un code exact et spécifique des abus de la presse ; c'est même sur cette hypothèse qu'il appuya toutes ses raisonnemens. Ici, remontant aux principes élémentaires de la liberté, le noble pair examina en quoi elle consiste, et comment elle est bornée par les définitions de la loi ; il se demanda si, dans le silence de cette loi, les tribunaux pourroient y suppléer, et prononcer sur les actions qu'elle n'a point définies ; et de la négative indubitable sur ce point il conclut que « l'on cherche en vain dans l'action des tribunaux ce qui n'appartient qu'à la loi même, la puissance de constituer en droit ce qu'on entend

par la liberté sociale. De là une conséquence ultérieure, l'impossibilité d'établir en droit la liberté de la presse, en réprimant complètement ses abus; mais il n'en reste pas moins possible d'établir une liberté de fait suffisante. Ainsi dans les sciences mathématiques on parvient par des tâtonnemens à résoudre approximativement dans la pratique certains problèmes insolubles en théorie. La question, ramenée à ce point, démontre qu'en matière de la liberté de la presse il ne s'agit plus d'appliquer rigoureusement les principes, mais de s'en écarter le moins possible. Pour obtenir cette approximation deux choses sont nécessaires: un code qui restreigne le plus possible l'arbitraire des juges, un tribunal dont l'arbitraire menace le moins possible la sécurité de l'écrivain. » Quoique peu versé dans ces matières, le noble pair présenta quelques aperçus, soit sur la difficulté d'un code, soit sur les avantages ou les inconvéniens des différentes espèces de tribunaux qui ont été proposés dans le cours de la discussion. Il conclut de la discussion approfondie à laquelle il se livra sur le premier point, que, dans l'état ordinaire des choses, ce qu'on entend par délit de la presse offre en résultat plus d'inconvéniens que de dangers réels, et que les dangers seuls doivent être pris en considération dans une loi générale. Sur le second point, après une discussion également profonde, le noble pair arrive à cette conclusion, qu'un tribunal composé de magistrats offre à la liberté de la presse plus de garanties que l'institution du jury. Il observa, en terminant son discours, qu'il a moins prétendu tracer des lignes certaines, qu'indiquer les moyens d'approcher le plus possible d'un but qu'on ne peut atteindre.

Le comité des finances avait proposé l'institution d'une commission spéciale, nommée par le Roi, chargée de la vérification de l'ancien passif des recettes du trésor. Le noble pair

considéra d'abord cette institution sous le rapport de son utilité, et si elle offroit une garantie plus sûre que celle à laquelle on prétend suppléer; c'est-à-dire la responsabilité des ministres. Il ne sauroit concevoir dans quel but d'utilité on demanderoit une commission spéciale pour en obtenir les renseignemens qu'il est tout simple de demander directement au ministre des finances. Le noble pair posa quelques principes à l'aide desquels on puisse tracer la limite dans laquelle l'action des Chambres peut intervenir sans cesser d'être constitutionnelle, et cependant d'une manière utile à l'examen des comptes rendus par les ministres des actes de leur administration. Le ministre traita cette question avec beaucoup d'habileté et de précision. Il établit que le droit d'examiner et de contrôler les dépenses de l'Etat tient nécessairement à celui de voter les impôts destinés à y satisfaire. La Charte, en investissant les Chambres du droit de voter les impôts, leur a reconnu par là celui d'en surveiller l'emploi, d'exiger du gouvernement le compte de ses dépenses, et de lui indiquer jusqu'à certain point la nature et les formes des documens sur lesquels ce compte doit être appuyé; car il est évident que sans cette faculté le droit de voter l'impôt deviendrait illusoire; et vainement diroit-on que c'est attribuer aux Chambres le pouvoir d'administrer; de leur examen, de l'investigation la plus minutieuse à laquelle il leur plaira de se livrer, il ne pourra jamais résulter aucun acte, mais seulement l'expression d'une volonté, comme sur toute matière législative qui leur est soumise. Quant à l'abus de ce droit, il ne sauroit jamais être dangereux ni d'une longue durée, la nature est là pour lui assigner des limites; le pouvoir des Chambres étant au nombre de ceux que la Charte établit, il a un caractère éminent qui le distingue; il ne peut être exercé que par les Chambres mêmes; elles ne peuvent le déléguer hors de

leur sein, dans aucun cas et sous aucun prétexte; différent en cela du pouvoir royal, qui se délègue par la volonté du monarque, parcequ'étant dans notre gouvernement un principe unique d'action, il s'en faut qu'à chaque instant ce pouvoir puisse être présent sur chaque point d'un vaste territoire: l'existence momentanée et périodique des Chambres réunies ou prorogées par la volonté du Roi, la durée bornée de leurs sessions, sont donc les limites naturelles de tous les droits que les Chambres sont appelées à exercer par elles-mêmes, puisqu'elles ne peuvent user de la voie de délégation, et c'est là aussi que se trouve la borne des examens de finances qu'elles voudroient prolonger trop au-delà du besoin et de l'utilité. Le ministre se résuma, et soutint qu'il n'est point nécessaire de recourir à de nouvelles institutions pour établir les garanties d'une administration aussi sage que fidèle; ces garanties se trouvent suffisantes, 1°. dans l'examen des Chambres, tel qu'elles peuvent l'exercer d'après la Charte elle-même; 2°. dans l'action personnelle de la cour des comptes; 3°. dans la responsabilité ministérielle; 4°. dans le perfectionnement des méthodes de comptabilité. L'avis de la commission fut adopté.

M. le marquis Dessoles défendit le projet de loi relatif au recrutement de l'armée; il examina successivement l'appel forcé, le vote annuel, la formation d'une armée de réserve, et le titre de l'avancement. Il voulut prouver que l'appel forcé n'étoit pas la conscription abolie par la Charte; que le vote annuel offre des inconvéniens; qu'il rend l'existence de l'armée précaire, et lui ôte ainsi une portion de cette considération qui est l'âme d'une bonne armée; il devint un germe d'inquiétude pour le sort des hommes déjà lancés dans la carrière. Il crut nécessaire la formation d'une armée de réserve, soit qu'on envisage les besoins de

l'avenir et ceux du présent, la position future de la France et sa position actuelle, les droits de chaque Français et la sécurité de tous; enfin, ce que chacun doit sacrifier de son indépendance, pour assurer l'indépendance nationale. Le noble pair, en parlant de l'avancement, est pressant dans ses raisonnemens: il surprend, il éblouit; mais c'est dans le silence et le calme des passions qu'on aperçoit ses erreurs. Il prétend que le Roi limite son pouvoir, mais ne le partage pas. Mais il le partage avec le pouvoir législatif, puisqu'il a besoin, pour nommer aux emplois militaires, d'une loi, tandis qu'une simple ordonnance lui suffisoit pour exercer la prérogative royale. Le Roi a besoin de la sanction législative pour créer une armée, mais il n'en a pas besoin pour l'organiser et la mettre en mouvement. Le noble pair combattit ensuite les différens amendemens proposés par la commission; il demanda quelle étoit la question sur laquelle on délibéroit: « N'est-ce pas sur une loi nécessaire pour fonder la force nationale, et par conséquent notre indépendance? N'est-ce pas sur une loi qui consacre les principes les plus constans? et lorsqu'ils ont été reconnus et adoptés, peut-on s'arrêter devant des amendemens si foibles, dont des avantages sont presque illusoire, s'ils ne le sont entièrement? N'est-ce pas ouvrir la porte aux amendemens les plus minutieux? N'est-ce pas livrer la loi à une discussion interminable et trop peu digne de son importance? La Chambre des pairs, dans la gravité de ses délibérations, peut-elle, sur une prétention aussi frivole, ajourner le recrutement et l'existence de l'armée? Peut-elle, pour une loi si importante, prolonger indéfiniment le danger d'une discussion que les circonstances peuvent rendre plus ou moins passionnée? » M. le marquis Dessoles présenta un projet de loi en deux articles, ainsi conçu: « 1°. Il sera érigé en faveur du duc de Richelieu, à titre de récompense nationale,

pour être attaché à sa pairie, transmissible au même titre, un majorat de cinquante mille francs de revenus. 2°. Ce majorat sera composé de biens immeubles choisis par le Roi parmi les domaines assignés à la liste civile par la loi du 8 novembre 1814. » Ce projet de loi fut adopté avec l'amendement de la commission, tendant à assigner la dotation de M. le duc de Richelieu sur les domaines disponibles de l'Etat, et avec l'amendement de M. de Courvoisier, portant qu'en cas d'extinction totale de la ligne directe légitime et masculine, la dotation restera au domaine de l'Etat. M. le marquis Dessoles combattit par des raisonnemens bien foibles la proposition de M. Barthélemy, concernant la loi des élections: il rappela qu'à l'époque de la proposition de cette loi il vota pour son adoption, avec un certain degré d'incertitude sur la bonté de ses résultats. Les événemens qui se sont succédés depuis cette époque, et dont nous ne rappellerons pas le triste souvenir, ont dû convaincre M. le marquis Dessoles qu'il n'étoit point dans l'erreur: on ne contestera pas, sans doute, que cette loi funeste des élections n'ait été la source de ces discordes civiles et de ces dissensions politiques qui affligent les amis de l'ordre et de la paix, et qui réjouissent ces hommes insensés qui n'aiment ni la monarchie, ni la Charte, ni la légitimité. M. le marquis Dessoles crut que la proposition étoit intempestive, et que le moment n'étoit pas convenable pour la faire. Lorsqu'une loi est mauvaise, et que ses résultats peuvent être dangereux, il est du devoir de chaque citoyen d'en solliciter la suppression ou les modifications; il faut empêcher que le mal ne fasse des progrès; il faut en détruire le germe dans sa racine. M. le marquis Dessoles observa que lorsque le Roi n'écarte des fonctions que les hommes qui résistent à son gouvernement, et ne les écarte que jusqu'au moment où ils voudront marcher avec le reste

du corps social, quand enfin nul n'est exclu s'il n'est exclusif, est-ce à la Chambre des pairs à lutter contre la sagesse du Roi? Est-ce en luttant contre le Monarque qu'on affermira la monarchie? Ces assertions, dictées par un esprit irréflecté, n'ont rien de commun avec la proposition de M. Barthélemy: si M. le marquis Dessoles a voulu en faire l'application à cette même proposition, ce que nous ne pensons point, il faudroit en conclure que la Chambre des pairs, en l'adoptant, est en insurrection contre le gouvernement; qu'elle lutte contre le Monarque pour détruire la monarchie. Ce n'est pas, assurément, l'intention du ministre; mais des hommes méchans et inquiets pourroient en tirer la conséquence.

Lors de la discussion du projet de loi relatif à la banque de France, M. le marquis Dessoles examina la formation de la réserve, et les conditions qu'on pourroit imposer à son emploi. Il observa « que c'est par l'accumulation successive d'une partie des bénéfices que cette réserve est formée, et les bénéfices eux-mêmes résultent sur-tout de l'exercice d'un privilège accordé par le gouvernement; mais tout privilège établissant un monopole, qui, dans la sphère où il s'exerce, entrave nécessairement le développement de l'industrie, et détruit la concurrence, unique mesure d'après laquelle se distribuent équitablement les bénéfices, ne seroit-il pas juste, lorsque le gouvernement accorde un privilège, qu'il se réservât de limiter les bénéfices dans une proportion qui rendit moins onéreux à l'industrie nationale l'exercice du privilège accordé? ce moyen se trouveroit, ou dans le prix que le gouvernement pourroit exiger de la concession du privilège, ou dans la part qu'il s'attribueroit aux bénéfices, ou dans l'emploi utile à ses vues d'une partie de ces bénéfices. Il ne faut point considérer les charges, qui, dans ce cas, seroient imposées à la ban-

que, comme le prix du privilège qu'elle obtiendrait, mais comme une mesure d'administration aussi juste que sage, comme une compensation nécessaire aux inconvéniens du monopole. La nécessité d'une telle compensation paroît avoir été sentie par le gouvernement d'Angleterre et par celui des Etats-Unis de l'Amérique. L'un et l'autre ont fait acheter chèrement à leurs banques le privilège dont elles jouissent. Pourquoi la banque de France, au moment où elle sollicite la confirmation du sien, et une constitution plus appropriée à ses vues, à ses intérêts, ne seroit-elle pas soumise à des conditions qui atteindroient le même but, et dont le gouvernement peut tirer quelque avantage ? » Le noble pair s'abstient de déterminer ces conditions ; il lui suffit d'avoir exposé des principes incontestables et dont la discussion, à laquelle pourtant ils s'appliquent immédiatement, n'avoit offert aucune trace. Les propositions et les principes du noble pair blessent essentiellement les droits de la propriété et de la justice, attaquent les privilèges, les lois et les statuts qui régissent la banque de France ; ils entraveroient les spéculations et les négociations commerciales, multiplieroient les maux de l'usure et les malheurs des banqueroutes. On n'oubliera jamais les services éminens que cette banque a rendus au gouvernement dans des crises alarmantes et à des époques désastreuses : on peut dire que la France lui doit son salut et sa prospérité. Il paroît que le génie de la fiscalité n'est pas étranger au noble pair. M. le marquis Dessolles censura M. de la Bourdonnaye qui avoit demandé une réduction sur le budget particulier du ministère de la guerre. Il justifia tous les articles du budget ; il répondit à quelques orateurs qui lui ont paru trop fortement préoccupés des abus du système militaire, tel qu'il existoit naguère en France. Il leur demanda

si un excès devoit se corriger par un autre ? Ils ne voient pour résultat de tout établissement militaire qu'on leur propose, qu'un esprit d'ambition et de conquête, funeste et dangereux à exciter ; et ils oublient ainsi ce que demande et ce qu'exige l'indépendance nationale pour être rassurée ; ils rappellent que de grandes armées furent funestes pour la liberté, lorsqu'il ne s'agit ici que de l'établissement d'une armée suffisante, d'une armée toute nationale par la nature des élémens qui doivent la composer, d'une armée trop faible pour être jamais conquérante. Ils parlent des dangers de la liberté, lorsqu'il s'agit d'abord de l'existence d'une nation qui, sans armée, ne sauroit être que précaire et soumise à l'influence de toutes les volontés de l'étranger. Le ministre prouva ensuite la nécessité d'avoir dans un Etat des armées puissantes. Il observa que la justice et la modération sont insuffisantes pour assurer l'indépendance d'une nation ; que la justice est une règle, et non pas un moyen ; que c'est la force qui est le moyen, et que la modération n'est que le mode d'en user ; qu'ainsi, la manière de procéder est d'abord de se rendre fort, pour pouvoir être ensuite juste et modéré. Nous reconnaissons la sagesse et la vérité de ces principes, et nous pensons, comme le ministre, que la force militaire doit avoir ses limites ; mais il faut chercher celle-ci dans l'espèce et la grandeur des dangers possibles, ainsi que dans l'évaluation des moyens qu'offrent, pour les repousser, les richesses et la population de l'Etat qu'il s'agit de défendre. Au-delà de ces deux bornes, il ne reste aux nations que la force passive de la constance et de la résignation. Quelques membres avoient reproché aux ministres de ne point aimer les économies. M. le marquis Dessolles repousse avec autant de force que de dignité cette injurieuse assertion. « De ce que les ministres, dit-il, défendent avec opiniâtreté

Les espèces et les évaluations des dépenses portées dans leurs budgets, il seroit injuste de conclure qu'ils ne correspondent pas aux louables desirs d'une sévère économie, tels que la Chambre les manifeste en toute occasion. Oui, ils partagent complètement ces sentimens; mais leur devoir est moins d'annoncer d'avance des économies douteuses, que de vous les présenter plus tard, lorsqu'elles seront réalisées. Du reste, en cela ils rechercheroient moins les faveurs d'une vaine popularité, que la reconnaissance durable de la nation, s'ils étoient jamais assez heureux pour effectuer une diminution importante dans les charges qui pèsent sur elle, sans avoir nui aux véritables intérêts de l'Etat; car si les nations accordent quelques instans d'une bienveillance éphémère à ceux qui les flattent dans le désir naturel qu'elles ont toutes de ne payer que le moins possible, cependant elles se montrent toujours justes à ceux qui, d'un front plus sévère et sans fausse complaisance, leur ont rendu des services. M. le marquis Dessoles présenta à la sanction de la Chambre des pairs le projet de loi adopté par la Chambre des députés, relatif au transit des denrées coloniales par l'Alsace. Le noble pair observa que son but est de rendre à des départemens que deux invasions successives ont ravagés, un avantage commercial dont ils ont été long-temps en possession, et qui devient, sous leurs yeux, l'apanage de l'étranger. La Chambre n'hésitera pas de déférer à leur vœu, lorsqu'il lui est démontré que l'avantage auquel ils aspirent, ne devant rien influer sur les opérations de notre commerce maritime, n'aura réellement pour effet que de contribuer au bien général de la France, et de multiplier ses rapports commerciaux avec les états voisins. La Chambre sanctionna le projet de loi.

DESTUTT DE TRACY(comte),

fut député de la noblesse de Bourbonnais aux Etats-Généraux. Il s'opposa à ce que l'on déclarât la religion catholique, religion de l'état, vota l'abolition de la noblesse, et demanda que ceux qui avoient usurpé les titres des anciennes familles fussent obligés de reprendre leurs noms primitifs. Nourri des principes philosophiques, il adopta les principes des novateurs modernes; il se déclara le défenseur des hommes de couleur dans les colonies. Il défendit cependant M. de Bouillé, et s'éleva contre les obstacles mis au voyage des tantes du Roi. M. de Tracy fut employé, en qualité de maréchal de camp, à l'armée de M. de La Fayette, et quitta la France avec ce général, après le 10 août 1792. Arrêté à Luxembourg, il obtint sa liberté. Buonaparte le nomma sénateur: il adhéra à sa déchéance. Le Roi le nomma pair de France; n'ayant point été employé pendant l'inter règne, M. de Tracy a été maintenu dans sa dignité.

DIGEON (vicomte de), si recommandable par ses talens guerriers et ses vertus civiles, est né à Paris en 1771; il embrassa la profession militaire, où il parvint à plusieurs grades sur le champ de bataille. Il servit dans les campagnes de Prusse et de Pologne; il passa en Espagne, où il fit des prodiges de valeur. Devenu gouverneur militaire et civil de Cordoue et de Jaen, il parvint, par la justice et la sagesse de son administration, à obtenir la confiance et l'amour des habitans de cette contrée, opprimés par des actes vexatoires et tyranniques. Il établit une société de bienfaisance, destinée à pourvoir aux besoins des indigens. Par sa sollicitude et ses soins charitables il arracha plusieurs familles aux horreurs de la famine et du désespoir; il répara les malheurs et les injustices du maréchal Soult, qui avoit exercé une autorité despotique. Secouru par la piété et le zèle de

L'abbé de Vienne, prêtre français émigré, il fit adopter ses principes de justice et de désintéressement aux chefs militaires. Cet ange de paix et de bénédiction reçut l'hommage et le respect dus à tant de vertus. En 1815, le Roi envoya M. Digeon à Lyon, sous le maréchal Augereau; il se rendit auprès de Monsieur; il fit tous ses efforts pour maintenir les soldats dans l'obéissance. Il revint seul avec le maréchal duc de Tarente, après la défection des troupes. Le général Digeon n'accepta aucune place pendant l'inter règne; au retour du Roi il fut nommé aide-de-camp de son altesse royale Monsieur, commandant de la cavalerie légère de la garde royale, et pair de France. M. le vicomte Digeon combattit le projet de loi relatif aux servitudes imposées à la propriété pour la défense de l'Etat. Le noble pair distingua dans le projet deux sortes d'intérêts, celui des propriétaires gênés par le rayon de servitude, et celui de la défense pour laquelle ce rayon est établi. Il ne s'occupa du premier, que pour faire observer que le salut de l'Etat pouvoit dépendre de la bonne défense d'une place de guerre. « L'intérêt particulier d'une propriété doit céder, sous ce rapport, à l'intérêt public. Il passa ensuite à l'examen du projet considéré sous le second point de vue : une omission importante l'a frappé dans ses articles, on a cherché vainement la distinction de l'état de paix et de l'état de guerre, qu'avoit sage ment établie la loi du 10 juillet 1791. On n'y retrouve pas davantage l'utile influence que, pour le bien du service, la même loi avoit su consacrer à l'autorité militaire : c'est l'autorité civile qui, par le projet, se trouve appelée à prononcer sur les questions les plus immédiatement liées à l'intérêt public. » Le noble pair proposa des additions et des amendemens qui ne furent point adoptés par la Chambre.

DIJON (le comte), né à Nérac,

en Gascogne, étoit colonel avant la révolution. Arrêté et incarcéré à la Conciergerie en 1793, il alloit périr sur l'échafaud; un homme inconnu s'intéressa à son sort, et le sauva : le ciel prit sous sa protection le soutien des malheureux et le bienfaiteur des pauvres. Député par le collège électoral du département de Lot-et-Garonne, pour la session de 1815, il vota avec la minorité. Il a érigé, sur la place de Nérac, berceau de Henri IV, une statue en l'honneur de ce bon roi. Il possède l'un des plus beaux troupeaux de mérinos qui existent en France; lui-même, en habit de berger, a été le chercher en Espagne, et a voyagé à pied dans une partie de ce royaume. Réélu député, en 1816, il siégea au centre. Lors de la discussion du projet de loi sur les douanes, M. le comte Dijon pensa que l'augmentation des taxes établies sur l'importation des lièges ouvrés, donnera aux fabriques du midi les moyens de rivaliser avec celles de Catalogne, et nationalisera des spéculations d'un million à un million cinq cent mille francs. « Mais, ajouta l'orateur, si vous ne déterminez pas le fabricant à venir chercher dans l'intérieur de la France le liège qu'il va prendre en Espagne, vous n'aurez rien fait en faveur de l'agriculture. Il est indispensable que vous établissiez une taxe quelconque sur le liège en planche; elle montrera aux cultivateurs que le gouvernement a les yeux sur eux, et les engagera à étendre une culture qui pourroit un jour couvrir l'immensité de nos landes, depuis le bassin d'Arcachon jusqu'à Bayonne. » M. le comte Dijon proposa que l'importation du liège en planche fût soumise à un accroissement de taxe de six francs par quintal : cette proposition fut adoptée.

DORIA (le marquis de), fut élu membre de la Chambre des Députés par le département de Saône-et-Loire, en 1815. Dans la discussion sur la loi

des élections, il fit adopter un article, par lequel les membres de la Chambre des Députés sont privés de toute espèce de traitement. M. le marquis de Doria a été élu au nouveau Corps-Législatif en septembre 1816; il a siégé au côté droit, seconde section.

M. Doria combattit le projet de loi relatif au recrutement de l'armée; il examina la proposition du vote annuel : « Si, comme nous le reconnoissons tous, dit-il, le roi, en donnant la Charte à ses peuples, a posé lui-même les bornes de son autorité; si, par-tout où elle n'est pas limitée par notre pacte social, il l'exerce pleine et entière, telle qu'il l'a reçue de ses ancêtres, il est difficile d'accorder ce principe avec le droit national qu'on réclame : il n'est concédé par aucun texte précis de la loi fondamentale; aussi veut-on en fonder l'établissement au milieu de nous, sur l'analogie qui règne entre tous les sacrifices d'une nation, et qui dès-lors les assujétit tous également aux mêmes formes législatives. Cette maxime est, dit-on, applicable à tous les gouvernemens constitutionnels, et l'Angleterre est présentée comme exemple de la règle fixe que l'on vient de proposer. L'orateur réfuta cette analogie par les considérations puisées dans les différences essentielles qui existent entre la France et l'Angleterre. Il prouva démonstrativement que l'avancement des militaires ne doit pas être réglé par une loi; les ordonnances du Roi doivent statuer à cet égard, et rien ne doit limiter le droit de la couronne. « Si le Roi seul, au contraire, maintient les règles que l'on croit nécessaires pour fortifier le zèle et le dévouement des militaires, tous les jours, à chaque instant, tout officier saura que, soit que son ancienneté l'appelle à un grade plus élevé, soit que la bonté du Roi le désigne pour y arriver plus rapidement, c'est à la volonté royale seule qu'il doit son avancement. Connoissez-vous un moyen plus certain d'attacher l'ar-

mée au Roi; et ce dévouement de l'armée n'est-il pas aujourd'hui une des plus sûres garanties de notre repos intérieur et de notre considération au dehors? N'affaiblissons donc pas des lieux qui ne furent brisés, il y a vingt-cinq ans, que pour notre propre destruction: que le pouvoir monarchique, la plus antique tradition de nos pères, uni désormais à nos mœurs et à nos besoins par la Charte, reste inaltérable au milieu de nous; qu'il s'y affermis, non pas seulement en témoignage des bienfaits sans nombre qu'il a versés sur cette nation, mais parce que son influence dans ce royaume est toujours nécessaire pour son repos et pour sa gloire. » M. Doria vota pour l'adoption de la résolution de la Chambre des pairs, concernant la loi des élections. Il observa « qu'il n'y avoit point, dans notre organisation politique, une loi plus essentielle que celle des élections. L'ardeur avec laquelle, dans cette enceinte même, quelques orateurs la placent au-dessus de la Charte, nous avertit que c'est en elle que réside le principe de vie de notre gouvernement. Ce zèle à lui assigner un si haut rang dans notre système constitutionnel, justifie, et au-delà, les amis de la patrie qui s'occupent des moyens de l'améliorer. » L'honorable membre jeta un regard rapide sur les opposans, et vit des hommes dangereux et inquiets, qui n'ont point raisonné, mais qui ont rugi pour défendre une loi dans laquelle ils semblent placer d'effrayantes menaces; alors il s'est dit que c'étoit le devoir de tout loyal député de ramasser ses forces pour secourir la patrie menacée; et même, quand il ne seroit pas assez heureux pour déterminer l'opinion de la Chambre, il a songé, au milieu des pressentimens dont il ne peut se défendre, que quand on est dominé par la conviction qu'une mesure est nécessaire pour prévenir de grands maux, il faut, pour la tranquillité de sa conscience, et pour l'honneur

de sa mémoire, séparer son nom de la cause des maux qu'il n'a pu empêcher. A ce noble langage on reconnoît un homme sage et vertueux, un ami des lois, de la patrie, et un sujet fidèle à son souverain. *

DOUDEAUVILLE (Michel, duc de), fut nommé en 1814 commissaire extraordinaire du Roi, et pair de France. Il s'est toujours distingué par son active bienfaisance; l'hospice de Montmirail lui doit son établissement, et il se conserve par les bienfaits de son auguste fondateur. M. le duc de Doudeauville fit une proposition relative à un mode d'accueillir ou de rejeter les hommages offerts à la Chambre. Il examina la question sous trois points de vue: si on peut accepter cet hommage? si on le doit? quel est le mode pour accepter? Il se prononça pour l'affirmative de la première question. Ce droit lui parut aussi incontestable que simple; c'est le droit qu'a tout individu, qu'a toute société littéraire; comment le droit accordé à l'Assemblée la plus obscure seroit-il refusé aux deux premières Assemblées du royaume? La seconde question ne lui paroit pas plus douteuse. C'est un commerce très-doux que cet échange d'hommages et de bienveillance; c'est une communication très-heureuse que celle qui s'établit ainsi entre les citoyens et les différents pouvoirs. Le noble pair examina ensuite quelle est la meilleure mesure à employer. Il proposa de ne recevoir aucun hommage sans la présentation et la signature de trois pairs. La Chambre des Pairs décida que la proposition seroit prise en considération. Sur les observations de plusieurs membres, M. de Doudeauville modifia sa proposition de la manière suivante: « A l'avenir, les ouvrages dont il aura été fait hommage à la Chambre, lui seront présentés en séance, et renvoyés à la bibliothèque sans aucune mention au procès-verbal. » La Chambre adopta

cette dernière-proposition, et ordonna qu'elle feroit désormais partie de son règlement. M. le duc de Doudeauville, en 1818, défendit le projet de loi sur les journaux: « Qu'a produit, observa-t-il, depuis trente ans, cette liberté si vantée de la presse; la révolution fut en partie son ouvrage; ne lui doit-elle pas aussi une partie des excès qui l'ont signalée? La liberté de la presse est réclamée par ses défenseurs comme un moyen de propager, de faire triompher la raison et la justice; mais quand les passions s'agitent, c'est la raison qu'on écoute. Ce qu'on dit de la presse est applicable à plus forte raison à la liberté des journaux. Qui peut sans effroi calculer leur puissance dans des temps de crise? En vain se flattera-t-on d'en prévenir les abus par une loi répressive; comment prévoir, comment prévenir, dans leurs innombrables variétés, les délits résultans de ses abus? La loi la plus précise sera éludée par mille moyens, et quand elle atteindroit les coupables, sera-t-il en son pouvoir de réparer le mal qu'ils auront fait? Défendons-nous de ce penchant à la démocratie, qui est le caractère propre du siècle, et qui a causé tous nos malheurs. Fortifions le pouvoir monarchique, dont l'énergie salutaire peut seule calmer nos longues agitations, étouffer les haines, et fermer sans retour le gouffre de la révolution. » M. le duc de Doudeauville défendit également le projet de loi relatif à la liberté de la presse. Il désira que la Chambre adoptât l'amendement proposé en faveur de la religion, qui consiste à étendre jusqu'à elle les dispositions de cet article relatives à la répression des délits contraires aux bonnes mœurs, et qu'on doit appliquer également aux écrits attentatoires à la religion. On a prétendu que la religion étant à la base de toute morale, son intérêt est inséparable de celui des mœurs, et que l'article 287 du Code suffi-

soit sans aucune addition. Le noble pair, et tous les juriconsultes, sont d'un avis contraire; ils pensent unanimement qu'un jugement porté d'après cet article, contre celui qui, sans offenser les mœurs, se seroit permis d'attaquer la religion, devroit être cassé, attendu que le devoir des tribunaux est d'exécuter les lois, non de les commenter et de les étendre. Mais une pareille addition fût-elle inutile, jamais il ne le sera de rendre un hommage public à la religion, qui a tiré l'Europe de la barbarie, et dont nos plus belles institutions, nos vertus les plus touchantes sont un bienfait; il ne le sera jamais d'inscrire le nom de religion dans un code de lois, où nulle part il n'est prononcé.

M. le duc de Doudeauville, lors de la discussion sur le projet de loi relatif au recrutement de l'armée, s'attacha à prouver que l'article 6, concernant l'avancement, est inconstitutionnel. Il observa que s'il falloit une loi pour établir les principes de l'avancement dans la carrière militaire, pourquoi n'en faudroit-il pas une pour déterminer cet avancement dans la carrière administrative? pourquoi n'étendrait-on pas cette mesure à toutes les branches du service public? Mais la Charte s'oppose à ce que les pouvoirs qu'elle établit se dépouillent d'aucune de leurs attributions; ils ne peuvent s'enrichir aux dépens l'un de l'autre, et chacun doit conserver intact le partage qui lui fut assigné. L'équilibre du système représentatif tient à cette sage distribution : quels soins ne devons-nous pas apporter à la maintenir, après la récente et funeste expérience des suites funestes qu'entraîne l'affaiblissement de l'autorité royale! C'est par ce principe de faiblesse qu'a péri la constitution de 1790; craignons-en l'effet pour la nôtre, et rejetons un système d'avancement qui priveroit le trône d'une partie de son influence.

M. le duc de Doudeauville vota, en 1819, le projet de loi relatif aux journaux; il fit des réflexions très-sages sur les abus de la liberté de la presse. « Qui peut donc se plaindre, en France, du peu de liberté de la presse, quand on la voit enfanter chaque jour une multitude d'écrits où sont proclamées les maximes les plus séditieuses, les plus destructives de la société? Gardons-nous d'aggraver par des lois imprudentes le danger de notre situation; défendons-nous de ce penchant à la démocratie, qui est le caractère propre du siècle et qui a produit tous nos malheurs; fortifions le pouvoir monarchique, dont l'énergie salutaire peut seule calmer nos longues agitations, étouffer les haines, et fermer sans retour le gouffre de la révolution. » Lors de la discussion du projet de loi relatif à la liberté de la presse, M. le duc de Doudeauville proposa un amendement tendant à étendre l'article 287 du Code pénal aux écrits qui blesseroient le respect dû à la religion; il l'appuya sur les considérations suivantes : « Suppléer sur une matière aussi importante au silence du Code, placer une fois dans ce Code le mot religion qui s'en trouve exclu, honorer d'un hommage public cette religion source de tant de biens, et donner au crime qui seroit tenté de l'outrager un frein salutaire; prouver que les attentats commis envers elle n'ont pas sur tous les autres le privilège de l'impunité; prouver à l'Europe que la France est revenue à ces doctrines consolatrices de la paix et protectrices de tout ordre, que les peuples peuvent assurer le repos du monde et le bonheur des peuples. » La Chambre adopta cet amendement.

M. le duc de Doudeauville appuya l'amendement proposé par M. le duc de Fitz-James. (Voyez FITZ-JAMES.) Avant de discuter son mérite, le noble pair repoussa un des moyens employés pour le combattre. « On a dit que notre législation actuelle étoit

favorable à la religion, et pour le démontrer, on a peint de brillantes couleurs le tableau de son état en France. » Le noble pair voudroit bien que ce tableau fût exact; mais malheureusement il n'est que trop facile de dissiper l'illusion. « Au lieu de cette prospérité dont on parle, quel est le spectacle qui s'offre aux regards du chrétien consterné? Les paroissiens privés de pasteurs, les diocèses sans pontifes, la religion par tout insultée, jamais vengée; c'est pour y remédier que la Chambre des Députés a cru devoir insérer dans la loi le mot de morale religieuse; c'est pour rendre ce remède plus efficace encore, qu'une rédaction nouvelle est proposée. » Le noble pair établit qu'elle n'entraîne aucun inconvénient, et que son adoption en devient indispensable. Le principal moyen dont se servent les adversaires de l'amendement est la crainte de voir entraver la liberté de la controverse théologique; mais est-il raisonnable de penser qu'on puisse confondre deux objets bien différens, une sage discussion et de grossières injures? On doit respecter l'une, et la rédaction proposée ne fournit aucune arme contre elle; mais on doit réprimer sévèrement les autres: c'est le but que n'atteint pas entièrement la rédaction du projet. Qu'est-ce, en effet, que la morale? Ce n'est évidemment qu'une partie de la religion, qui se compose, en outre, du dogme et du culte. Si vous vous contentez de punir l'outrage à la morale, vous abandonnez le dogme, vous abandonnez le culte à des attaques qui ne seront pas moins dangereuses pour la religion. Son intérêt exige impérieusement l'adoption de l'amendement. Et, en effet, si on a pu soutenir dans l'autre Chambre, que le mot de morale religieuse étoit suffisant pour garantir la religion des attaques dirigées contre elle, peut-on le croire aujourd'hui qu'une discussion lumineuse a établi l'insuffisance et l'obscurité de cette expression? Cette

discussion a détruit tout l'effet de l'amendement adopté par la Chambre des Députés. Si, pour remplir cette lacune, vous n'ajoutez rien à la disposition déjà trop indulgente de l'article 8, leur ouvrage demeure incomplet, et toute protection se trouve par le fait refusée à la religion. C'est elle cependant qui forme la base des sociétés; et comment ne s'aperçoit-on pas qu'en se permettant d'en dégrader les fondemens, on compromet la sûreté de tout l'édifice? Une funeste expérience ne nous a-t-elle pas éclairés? Et, si près encore de l'abîme, pouvons-nous méconnoître la route qui nous y a conduits? Ah! sans doute il faut oublier les haines qui sont nées de nos malheurs; mais faut-il perdre le fruit des leçons que nous avons payées si cher, et le devoir du pilote seroit-il d'effacer de sa mémoire, après le naufrage, le souvenir des écueils où il s'est brisé?

M. le duc de Doudeauville vota pour la proposition de M. Barthélemy, relative à la loi des élections. Après avoir fait l'éloge de cet homme de bien, auteur de la proposition, il observa que « son unique but est d'améliorer et non de détruire la loi des élections. On ne peut, sans injustice pour ceux qui la défendent, lui en supposer un autre. Il n'entre pas dans leur pensée d'exclure de notre constitution le principe de démocratie qui forme un de ses élémens; mais de restreindre ce principe dans de justes bornes qu'on ne peut franchir sans d'immenses dangers. C'est pour avoir négligé de les y contenir, qu'écroulèrent, il y a trente ans, la monarchie et la liberté. Profitons au moins de cette leçon : la nation française, débâbulée des chimères trompeuses qu'elle caressoit à cette époque, doit aspirer au repos que tant de maux lui rendent nécessaire; elle le trouvera sous l'empire de la Charte, sous le sceptre paternel du Roi qui nous l'a donnée. Mais pour soutenir la Charte, pour empêcher la lutte funeste des principes admis dans notre constitution,

il faut que le gouvernement soit ferme et juste, sans exagération, sans réaction, sans esprit de parti. C'est sur la nation entière, et non sur une faction quelconque, qu'il doit s'appuyer. Il parviendra ainsi, dans les deux Chambres, à obtenir une majorité imposante et assurée : toute autre marche l'égareroit infailliblement. Si les agitations sont les mêmes dans tous les temps, la France n'est plus ce qu'elle étoit en 1789 : il y a sans doute encore de la démocratie, mais elle a perdu cette violence qui, pendant vingt ans, a épouvanté le monde par ses excès. La démocratie actuelle est à la démocratie de 1789 ce qu'est un vaste bassin dont les eaux peuvent se répandre, si on néglige de le réparer, à un torrent impétueux qui se précipite des montagnes, sans que rien puisse arrêter sa chute ou prévenir ses ravages. C'est surtout aux hommes qui ont quelque influence sur le sort des Etats, à se pénétrer de cette différence ; ils en concluront que ce qui fut impossible alors ne l'est plus aujourd'hui. Malheureusement on juge mal de la démocratie : les uns, trop peu convaincus de ses dangers, ne font rien pour s'en garantir ; les autres, dans l'excès de leur effroi, regardent comme impossible toute résistance. Il est vrai que les hommes qui profitent de cet effroi sont habiles à le faire naître : ils suppléent par le bruit à l'insuffisance du nombre ; mais soyez forts et ils seront foibles ; cessez de les craindre, et ils cesseront d'être redoutables. »

DOUBLAT, receveur-général des contributions, fut nommé, en 1817, membre de la Chambre des députés par le département des Vosges. Il a siégé au centre.

DREUX-BREZÉ (le marquis de), grand-maître des cérémonies de France, perdit cette place importante pendant la révolution. Il eu a repris les fonctions lors de la restauration de la monarchie française. On

se rappelle ce jour où M. de Dreux-Brezé fut chargé par Louis XVI d'engager le tiers-état à se retirer : Mirabeau, dirigé par cet esprit d'orgueil et de faction qui le tourmentoît, lui déclara que *les députés du tiers-état, réunis par la volonté du peuple, ne se sépareroient que par la force des baïonnettes*. M. de Dreux-Brezé se retira confus et humilié, et partit pour sa terre du Maine. Il fut arrêté par ordre de la municipalité, mais il obtint bientôt sa liberté par une décision de l'Assemblée nationale. Il vécut dans la retraite, et c'est ainsi qu'il sut échapper aux fureurs des révolutionnaires. Un de ses fils a été, pendant trois ans, page de Buonaparte.

DRUET DESVAUX, fut élu député, en 1817, par le collège électoral du département de l'Orne. Il a siégé au centre.

DUBOUCHAGE (le vicomte), né en Dauphiné en 1750, fut nommé ministre de la marine par Louis XVI, qui lui confia aussi par intérim le portefeuille des affaires étrangères. Il ne cessa de donner des preuves de son courage et de son zèle à défendre le Roi ; il fit tous ses efforts pour empêcher que ce prince ne se rendît à l'assemblée législative dans la déplorable journée du 10 août ; il insistoit pour que Louis XVI repoussât la force par la force, en se mettant à la tête de ses fidèles sujets ; mais les conseils de la sagesse ne furent point écoutés, l'innocence succomba et le crime triompha. Il échappa aux poursuites des Jacobins qui avoient mérité sa mort ; Buonaparte le fit arrêter, et il fut ensuite, sous cautionnement, mis en surveillance. Le Roi nomma M. Dubouchage commandeur de Saint-Louis, en 1814. Pendant les cent jours il resta à Paris ; à son retour le Roi le nomma ministre de la marine. Son administration fut heureuse et brillante ; il y porta des principes d'économie et favorisa ces institutions qui avoient porté la ma-

rine française à un degré étonnant de gloire et de prospérité ; il combattit les amendemens que la commission de la Chambre des députés avoit proposé d'ajouter à la loi d'amnistie, et soutint que le droit d'amnistie n'appartenant qu'au Roi, il ne pouvoit ni être discuté ni être restreint, et termina ainsi son discours : « On voudroit sévir avec plus de force contre les fonctionnaires civils qui ont trempé dans la révolution : on vous a dit avec justesse que l'armée étoit bien excusable. Oui ! sans doute, les soldats ont été séduits par les conspirateurs civils, par ces hommes qui tous ont donné des gages affreux à la révolution, qui veulent tout, excepté le Roi et la dynastie légitime ; mais les exceptions contiennent trente de ces individus, les autres sont bien avertis qu'il n'y aura point de pitié pour eux, dès le moment où ils nous auront donné le droit de les atteindre ; alors le Roi fermera cette main de clémence et de pardon. La France veut son Roi, veut la légitimité ; nous avons juré de mourir plutôt que de nous écarter de cette ligne directe, la seule qui fait le repos et l'honneur de la France. Eh bien ! prosternons-nous devant la haute sagesse et la magnanimité de la clémence du Roi. » Ce discours excita les plus vifs applaudissemens. M. Dubouchage donna sa démission de ministre de la marine ; le Roi a récompensé ses services en l'élevant à la dignité de la pairie.

La Chambre des pairs s'occupa du projet de loi relatif à la banque de France, M. le vicomte Dubouchage s'étonna de voir adopter avec tant de facilité un projet qui change dans ses dispositions les plus essentielles le régime de la banque, sans qu'anteparavant la Chambre se soit assurée si tel est en effet le vœu des actionnaires : ils sont, d'après leur acte de société, représentés par une assemblée générale composée de deux cents des plus forts propriétaires d'actions. Pourquoi, observe le noble pair, le consentement de cette assemblée n'est-il

pas représenté ? La loi proposée est, dit-on, dans leur intérêt, c'est leur avantage qu'elle a pour but ; encore faudroit-il qu'ils acceptassent le bien qu'on veut leur faire. Aucune considération ne peut dispenser la Chambre de savoir, avant de changer leur constitution, s'ils y désirent des changemens.

On discuta à la Chambre des pairs l'article 5 du projet de loi relatif à la répression des crimes et délits commis par la voie de la presse, chapitre de la diffamation et de l'injure publique ; M. Dubouchage observa que les divers articles contenus dans ce chapitre prononcent entre la diffamation et l'injure des peines graduées sur le plus ou moins de respect dont il importe à la société d'entourer les institutions ou les individus qui peuvent en être l'objet ; mais, à son grand étonnement, il n'a vu compris dans aucun degré de cette échelle, ni les cultes ; auxquels la Charte assure cependant protection, ni les ministres de ces cultes, qu'il importe tant de défendre contre les attaques grossières dont ils sont chaque jour l'objet. Le Code pénal punit, il est vrai, les atteintes portées au libre exercice des cultes, l'outrage fait à leurs ministres ; mais il n'a pour objet que les voies de fait ou les menaces, et ne peut s'appliquer aux insultes que la presse multiplie, que la gravure rend plus frappantes encore, et dont les lieux publics de la capitale offrent sans cesse sous les yeux le funeste exemple. La Chambre ne sauroit rester indifférente à de pareils intérêts ; elle vengera le culte, elle vengera ses ministres des outrages dont on ne cesse de les accabler, en accueillant un article additionnel ainsi conçu : « La diffamation, ou l'injure envers les cultes, dont l'article 5 de la Charte garantit le libre exercice, et envers les ministres de ces cultes, sera punie des peines portées en l'article 15. » La Chambre rejeta cet article additionnel.

DUBRETON (le comte), né en Bretagne en 1773, fit les premières campagnes de la révolution. Il se distingua dans les différens combats qu'il livra, et fit partie de l'expédition de Saint-Domingue; il fut fait prisonnier par les Anglais au combat de Verrière. Il revint en France en 1809. Il servit en Espagne. Après quelques succès il fut assiégé et enfermé dans la ville de Burgos, où il se couvrit de gloire en défendant la place et en forçant l'ennemi à lever le siège. Le comte Dubreton fut nommé général de division et employé aux armées d'Allemagne; il fit des prodiges de valeur contre les Bavaurois à la bataille d'Hanau; il s'opposa aux projets des traîtres commandés par le colonel Marbot: il quitta le service. Après la seconde restauration le Roi lui confia le commandement de la cinquième division militaire, et l'a nommé pair de France le 9 mars 1819.

DUBRUEL, fut nommé au conseil des Cinq-Cents en 1795. Il ne cessa de proclamer des principes de sagesse, de justice et de morale; il provoqua un rapport pour faire restituer aux héritiers des condamnés les biens non vendus, et fit adopter un projet de loi, portant que douze millions seroient mis à la disposition du ministre des finances pour le remboursement des objets mobiliers qui, par l'effet des circonstances, ne pourroient point être restitués en nature; il proposa de révoquer les lois révolutionnaires rendues contre eux. M. Dubruel dénonça les vols et les crimes des proconsuls envoyés dans les départemens par la Convention, et fit condamner le conventionnel Laplanche à restituer une somme de quinze mille francs qu'il avoit prise au trésor public; il proposa de mettre en liberté les prêtres exagérés: « Je demande, s'écria-t-il, au nom de l'humanité, qu'on envoie de suite ces malheureux à l'échafaud; une mort prompte vaudroit mieux

pour eux que l'agonie à laquelle les privations et les souffrances les réduisent. » Les jacobins firent ajourner ce projet dicté par la sensibilité religieuse. Il signala ensuite les désordres qu'avoit entraînés l'affreuse doctrine de l'athéisme, et démontra qu'un gouvernement ne pouvoit exister sans religion et sans morale. Malgré les sureurs et les vociférations des montagnards, l'assemblée ordonna l'impression de ce discours. Il dénonça les autorités de Bordeaux, qui retenoient dans les cachots des prêtres octogénaires; il demanda qu'il fût envoyé un message au Directoire pour mettre un terme à ces persécutions: cette motion fut adoptée. Il fit aussi rapporter les lois pénales rendues contre les prêtres réfractaires. Les factions qui divisoient le Corps-législatif et le Directoire ne permirent pas à M. Dubruel de continuer ses travaux de bienfaisance et de justice. Il abandonna sa carrière politique et alla remplir les fonctions de proviseur au lycée de Marseille. Le 2 mai 1815 il refusa de reconnaître l'autorité de Buonaparte. Le Roi récompensa le zèle et le dévouement de M. Dubruel; il lui accorda des lettres de noblesse et la décoration de la légion d'honneur. Il obtint la place de proviseur au lycée de Versailles. Il fut élu au nouveau Corps-législatif en septembre 1816 par le département de l'Aveyron. Il a siégé au côté droit, première section. M. Dubruel fit une proposition tendante à ce que Sa Majesté fût suppliée d'ordonner la révision de notre législation actuelle sur les effets de la puissance paternelle, sur la minorité et le mariage des enfans, et d'examiner s'il n'est pas urgent de faire préparer par ses ministres un projet de loi renfermant des dispositions pour mettre en harmonie les effets du pouvoir paternel avec nos institutions monarchiques, la dignité de la paternité, l'honneur des familles et l'intérêt de l'ordre social. La Chambre décida que cette pro-

position seroit prise en considération.

DUMANOIR-LEPELEY (comte), entra dans la marine en 1786, et fit une campagne de mer à Saint-Domingue. Il obtint le grade de capitaine de vaisseau, et bientôt après celui de contre-vice-amiral. Il fut témoin de la bataille de Trafalgar sans combattre avec l'avant-garde qu'il commandoit : il fut mis en jugement; c'est avec peine qu'il parvint à se justifier. Il fut attaqué quelque temps après, et pris avec toute sa division. Il resta quelque temps prisonnier sur parole, et revint en France : il servit dans la campagne de Russie; mais toujours malheureux, il fut fait prisonnier à Kiow, en 1814. M. Dumanoir adhéra à la déchéance de Buonaparte et au rétablissement des Bourbons au trône de France. Le Roi le créa comte, et le département de la Manche le nomma membre de la Chambre des députés, en août 1815. Il fut élu, en septembre 1816, au nouveau Corps-Législatif. Il a siégé au centre.

DUMEYLET, maire d'Evreux, fut élu député, en 1817, par le collège électoral du département de l'Eure. Il a siégé au côté gauche, première section. Dans la discussion du projet de loi sur le recrutement de l'armée, M. Dumeylet observa qu'il n'étoit point convenu qu'il fût indispensable, comme l'établit le projet, d'avoir immédiatement recours à la voie du sort. Il pensa qu'il étoit indispensable, pour le déterminer, que tous les autres moyens aient été épuisés. Il lui sembla qu'on pouvoit sans inconvénient réunir les jeunes gens que leur âge appelle à la défense de la patrie, et leur demander de fournir, de la manière qui leur conviendrait davantage, mais dans un délai fixé, le contingent assigné à leur canton; que ces réunions

aient lieu en présence des maires et sous la présidence de l'un d'eux, et ces magistrats, dont les fonctions sont toutes paternelles, emploieront leur influence d'une manière aussi avantageuse à l'Etat, que favorable à leurs administrés. M. Dumeylet proposa d'ajouter à la fin du premier paragraphe de l'article 7 ces mots : « Si ces jeunes gens, réunis précédemment devant le maire de leur canton, n'ont pas fourni volontairement leur contingent dans le délai et de la manière qui seront fixés par une ordonnance du Roi. » Cet amendement fut rejeté. M. Dumeylet tâcha sur-tout de justifier l'article concernant l'avancement; il contesta avec opiniâtreté au Roi ses prérogatives. Il prétendit que le monarque ne peut point manifester sa volonté par des ordonnances, qu'il ne peut la faire connoître que par une loi.

La discussion se rétablit sur le projet de loi relatif aux dépenses, et sur le chapitre des dépenses départementales. M. Dumeylet s'éleva contre le système de la retenue sur les traitements; il observa qu'un traitement étant une indemnité accordée par l'Etat, en raison des services qui lui sont rendus, cette indemnité doit être tellement combinée, qu'elle ne soit pas au-dessus des besoins de celui qui en a la jouissance. Cependant l'honorable membre demanda qu'on diminuât les traitemens des préfets. « Qu'on cesse, dit-il, d'insister sur la nécessité d'imiter un système connu dans ces temps où Buonaparte, chargé de la dépouille des nations, avoit prodigué ces traitemens destinés à payer la complaisance ou un aveugle dévouement. Les préfets, honorés par le choix du gouvernement, et dont plusieurs siègent dans cette enceinte, sont, par la nature même de leurs fonctions, à même de connoître les vœux et les besoins des peuples; ils vous diront qu'il faut indispensablement diminuer les charges publiques; que pour y parvenir, il faut faire des sa-

erifices, et sans doute, empressés de donner l'exemple du désintéressement, ils voudront être les premiers à appuyer de toutes leurs forces celui de nos honorables collègues qui a proposé de réduire d'un cinquième les traitemens des préfets.

M. Dumeylet proposa un règlement sur les pétitions : parmi plusieurs articles qui le composent on distingue celui où le feuilleton de chaque jour annoncera les pétitions qui, dans la séance suivante, doivent être rapportées par la commission, ou être présentées directement par un membre de la Chambre; il indiquera le nom des pétitionnaires et l'objet sommaire de leurs réclamations. M. Dumeylet, en développant sa proposition, dit qu'il étoit à regretter que le droit d'exposer ses plaintes n'ait pas été encore suffisamment défini, et que des esprits exercés ne se soient pas attachés d'une manière spéciale à en fixer toutes les conséquences. En attendant la solution de cette question politique, il appela l'attention de la Chambre sur le régime actuel des pétitions, et il présenta quelques-unes des améliorations dont il le crut susceptible. La Chambre délibéra que la proposition de M. Dumeylet seroit prise en considération. Parmi plusieurs articles proposés, la Chambre a adopté celui qui portoit que le feuilleton énonceroit le nom des pétitionnaires et l'objet des pétitions.

M. Dumeylet, lors de la discussion du projet de loi sur les journaux, adopta les amendemens proposés par la commission. Il prétendit que la liberté de la presse seroit incomplète et même illusoire sans les journaux : il insista sur l'utilité et les avantages des écrits périodiques. Que d'erreurs et de sophismes il employa pour soutenir ses assertions ! Il soutint que c'est seulement au moyen de ces écrits que les classes intermédiaires, qui sont la force de la société, peuvent recevoir les lumières que l'état actuel des choses rend néces-

saires à tous, et que c'est ainsi qu'elles participent à une instruction politique; qu'une publicité extraordinaire tend à faire pénétrer sur tous les points. Les peuples les plus éclairés sur tout ce qui touche aux intérêts nationaux, sont aussi ceux dont la soumission aux lois est la plus aveugle, l'ignorance est la compagne inséparable de l'anarchie. C'est ainsi que l'honorable membre, en bouleversant l'ordre naturel et social, veut faire de chaque membre de la société autant de philosophes et de publicistes : il fit ensuite la censure de la constitution anglaise, si pompeusement exaltée par Montesquieu, Delolme, Necke. Il se livra à cet examen pour prouver que nos institutions doivent nous être d'autant plus chères qu'elles nous assurent de leur supériorité sur celles de nos voisins, et que la liberté de la presse est un bien d'un prix inestimable, puisqu'il peut consoler les Anglais de la violation presque continuelle de leurs droits civils et politiques. L'honorable membre fixa ensuite ses regards sur la situation future de la France. Peu lui importe que le tableau qu'il présente soit vrai et fidèle, ce n'est point l'objet de ses méditations et de ses pensées. Il termina son fatigant et embrouillé discours par ces réflexions triviales : « Chaque jour amenera, dit-il, vers le bien : le ministère, par une marche franche et loyale, prouvera qu'il sait apprécier sa position dans un gouvernement représentatif; il se convaincra sur-tout qu'une nation aussi vive, aussi généreuse, aussi éclairée que la nation française, ne sauroit être gouvernée par un système d'hésitation et d'incertitude, et qu'en politique les demi-mesures n'ont jamais satisfait personne. Dans les premiers jours de votre session, le projet de renverser une loi chère à la France amena la chute du dernier ministère; je ne crains pas de le dire, si celui qui l'a remplacé eût développé plus de vigueur, s'il eût.

montré plus de volonté, cette attaque imprudente ne se seroit point renouvelée, des espérances funestes ne se seroient pas alimentées, et la fixité de nos institutions n'eût pas été mise en question. »

DUPONT (le comte), ancien banquier de Paris, se livra aux spéculations commerciales, et voyagea dans les contrées étrangères; il se trouva à Lisbonne lors du tremblement de terre, en 1751. Un miracle le sauva. Deux poutres de la maison qu'il habitait se croisèrent et s'étayèrent réciproquement au-dessus de sa tête, dans le moment où elles alloient l'écraser par leur chute : il échappa à la mort par un second miracle. Bonaparte le nomma sénateur; cependant il adhéra à sa déchéance. Le Roi l'éleva à la dignité de pair qu'il conserva, n'ayant pas été porté sur la liste des pairs nommés par Bonaparte.

DUPONT DEL'ETANG (le comte), né à Chabanaïs en Périgord, en 1765, embrassa le parti des armes. Ce fut sous les auspices et sous les yeux de M. de Maillebois qu'il commença sa carrière militaire. Après le licenciement de la légion de ce guerrier, M. le comte Dupont entra dans l'artillerie hollandaise; il en sortit au commencement de la révolution, pour servir en qualité de capitaine dans le régiment d'Auxerrois; il fut employé, en 1792, sur la frontière du Nord, sous le commandement de M. Dillon, qui le choisit pour son aide-de-camp. Il fut blessé lors de la déroute de Tournai, en voulant rallier les fuyards; il reçut pour récompense la croix de Saint-Louis. M. le comte Dupont se distingua au combat de la forêt d'Argonne et au passage des Islettes. Nommé chef de brigade en 1793, il fit partie du corps qui se repa sur Lille, sous les ordres de Lamarlière; il seconda les vues hardies de ce général, et donna l'idée du camp de la Madeleine, qui

devoit servir à réunir les corps dispersés par la trahison de Dumourier. M. le comte Dupont contribua à la victoire d'Hondschoote, qui sauva nos places maritimes; il se distingua au camp de Menin contre les Hollandais, et fit mettre bas les armes à un bataillon de grenadiers commandés par le prince Hohenlohe. Disgracié, M. le comte Dupont se retira pour mener une vie tranquille; mais bientôt il fut rappelé par le Directoire, qui l'employa à la direction du cabinet topographique, où se formoient les plans de campagne, et où se préparoient les opérations militaires; il se prononça pour la révolution du 18 brumaire, et continua la direction du dépôt de la guerre, à laquelle il avoit été nommé; il fut choisi pour chef d'état-major de l'armée. Il concourut à la conquête d'Italie, et contribua à la victoire de Marengo; il organisa une république en Piémont, et développa de grands talens dans cette administration; il adressa aux membres de la Consultative un discours où l'on remarque les passages suivans : « Arraché des mains d'un ennemi dévastateur, le Piémont va ressaisir tous les avantages que la nature lui a donnés. Vous n'êtes pas seulement destinés à réparer ses pertes, mais à le porter rapidement au plus haut degré de prospérité. Rien ne peut altérer désormais le cours de sa restauration : une barrière de trophées couvre son territoire, une armée invincible le défend, et c'est au sein d'une sécurité profonde que vous allez discuter les intérêts qui vous sont confiés. La nation française respecte et protège les droits de la nation piémontaise : le nouveau gouvernement qui vient d'être organisé en est la preuve. Le Russe, l'Autrichien, l'Anglais, n'ont pu apporter que des désastres dans ces intéressantes contrées; les Français y ramènent avec eux l'industrie, les arts, et le crédit public, qui en est inséparable. » M. le comte Dupont entra en Toscane, s'empara de Flo-

rence, et y organisa un gouvernement provisoire. Il fit des prodiges de valeur à la bataille du Mincio : inférieur en force, il battit le prince Ferdinand, le poursuivit en Bohême, et détruisit son armée; il combattit le général en chef russe Kutusow; il le força à la retraite, et dégagera le corps du maréchal Mortier, qui se trouvoit bloqué dans les gorges des montagnes qui bordent le Danube. Le général Dupont prit possession du grand-duché de Berg, et y maintint l'ordre et la discipline. La campagne de 1809 lui acquit la réputation d'être l'un des plus habiles tacticiens de l'Europe : il battit les Prussiens à Bartenstein, contribua à la prise de Lubek, et il décida le succès de la bataille de Friedland. Le général Dupont fut envoyé en Espagne : il s'empara de Cordoue; mais, menacé par une armée de 36,000 hommes, il se retira à Anduzar. Les ordres qu'il avoit expédiés ne furent point suivis : il fut attaqué par des forces supérieures, et il se vit forcé de capituler avec le général Castanos. Il fut stipulé que l'armée française auroit la liberté de se retirer en France. Ce traité fut violé par les Espagnols : les troupes françaises furent retenues prisonnières, malgré les réclamations et les protestations du général Dupont : il revint seul avec son état-major, et débarqua à Toulon, où Buonaparte le fit arrêter. Cet acte d'injustice et d'ingratitude éprouvé par un guerrier dont le front étoit environné des lauriers de la victoire, fut blâmé par toute l'armée. Le comte Dupont conserva l'estime de ses compagnons d'armes. Napoléon le persécuta; il le fit mettre en prison : il voulut le livrer à un conseil de guerre; mais craignant que son innocence ne fût proclamée, il le retint prisonnier jusqu'à sa chute, en 1814. Délivré de sa longue captivité, le comte Dupont adressa à l'armée une proclamation pleine de respect et de dévouement pour son Roi. Sa Majesté le nomma ministre de la guerre.

Des plaintes ayant été portées à la Chambre des députés sur le marché des vivres de la guerre, le nouveau ministre donna sa démission, quoique la dénonciation fût rejetée par l'avis de la commission; il fut nommé commandeur de Saint-Louis, et appelé au commandement de la vingt-deuxième division. Lors de son invasion, Buonaparte fit arrêter M. le comte Dupont. Le Roi, à son second retour, le réintégra dans ses fonctions, et le nomma membre du conseil privé : il fut élu, en septembre 1815, membre de la Chambre des députés par le collège électoral de la Charente : il vota avec la minorité. Réelu au nouveau Corps-Législatif en septembre 1816, il a siégé au centre.

M. le comte Dupont vota l'adoption du projet de loi relatif au recrutement de l'armée : il prétendit que « le titre 6, concernant l'avancement, n'affaiblissoit pas le droit royal et inviolable de placer et d'employer les officiers selon le degré de confiance qu'ils inspirent. La fixité des emplois, fondée sur le discernement du mérite et des individus, est un principe non moins juste que fertile en puissans effets sur l'esprit d'une armée. Les droits des talens et de l'expérience ne sont jamais méconnus sans danger, et ils sont toujours respectés d'un gouvernement qui ne sacrifie point les plus saines maximes à des vues secondaires et momentanées. Il fonde ses succès sur la confiance et sur l'habileté long-temps éprouvées dans les emplois les plus importans. Si les rangs où la capacité doit être plus développée, étoient renouvelés sans cesse et dans un temps prématuré, l'émulation, le nerf de la gloire militaire, en recevrait une atteinte inévitable. » Parmi plusieurs amendemens proposés par M. le comte Dupont, on doit distinguer celui-ci : « Le tiers des sous-lieutenances de la ligne sera donné aux sous-officiers, un tiers aux élèves des écoles militaires spéciales, et un tiers aux élèves des collèges royaux.

Les deux tiers des grades et emplois de lieutenant et de capitaine, et la moitié de ceux de chef de bataillon ou d'escadron, et de lieutenant-colonel, seront donnés à l'ancienneté. » Cet amendement viole ouvertement la Charte, et dépouille le Roi des prérogatives consacrées par ce pacte social. M. le comte Dupout vota le projet de loi relatif aux servitudes imposées à la propriété pour la défense de l'Etat. « Il adoucit les réglemens, actuels, et il est conforme à la législation de 1791, qui l'étoit elle-même aux anciennes ordonnances. La propriété se trouve plus favorisée, et tous les principes de la défense militaire sont maintenus. » L'honorable membre traita cette matière avec beaucoup d'ordre et de science, et ses réflexions méritent d'être méditées. Ce savant militaire observa que « le besoin qu'éprouve une nation est celui de sa sécurité, et il ne peut être satisfait que lorsqu'elle voit son territoire à l'abri d'un envahissement soudain et imprévu. Celles dont les frontières s'appuient à des obstacles naturels, tels que de grands fleuves ou de hautes montagnes, ou que la mer environne d'une barrière plus puissante, jouissent davantage de cette confiance si précieuse, et il se forme dans leur sein un esprit plus national et plus énergique. Mais ces démarcations que la nature semble opérer pour diviser les peuples, en marquer le territoire et assurer leur repos, sont toujours incomplètes ou insuffisantes, et il faut que les ouvrages de l'art achèvent ces fortifications naturelles, ou viennent y suppléer dans les espaces qui en sont dépourvus. La France a, sous ce rapport, des avantages remarquables qu'elle doit à sa position; il est heureux de penser que notre nation, la plus anciennement constituée, renferme aussi les principes les plus durables de vie et de puissance. Son vaste territoire est défendu par des barrières naturelles, qui embrassent la plus grande partie

de son développement, et l'art n'a eu qu'à consolider ou achever ces retranchemens primitifs et ces moyens de défense qui tiennent à la configuration de nos frontières. Toutefois, s'il a beaucoup fait, il est permis de former encore quelques vœux : une ligne imposante de forteresses s'étend de Dunkerque au Rhin, mais elle est affaiblie sur plusieurs points par l'effet de déplorables événemens, et il est à désirer que la perte de Landau soit sur-tout réparée par des ouvrages nouveaux. L'occupation de Lyon par les étrangers, et sa proximité de la frontière, ont fait penser qu'une ville si importante devoit être protégée, non par des fortifications immédiates, qui seroient impraticables, mais par un système de forts, qui, placés sur des points habilement choisis, la mettroient à l'abri d'une invasion prochaine, sans nuire à la facilité de ses communications. Il est en outre reconnu qu'une grande place forte dans l'intérieur du royaume seroit de la plus grande utilité pour y établir une réserve centrale de munitions et d'armes de toute espèce, soit pour y trouver un point d'appui et de ralliement, qui, dans les circonstances les plus inattendues, seroit inaccessible à toutes les chances, ou serviroit du moins à réparer les plus contraires. Mais la sagesse du Roi, qui, dans l'exercice de ses attributions suprêmes, ordonne tout ce qu'exige la sûreté de l'Etat, ne permet pas de douter que toutes ces dispositions, vraiment utiles, ne soient conçues et exécutées. L'esprit national des Français est particulièrement propre à le seconder; et s'ils ont été de tout temps supérieurs à l'offensive, on doit reconnoître qu'ils ont acquis les mêmes avantages dans la défense: ils obtiennent les mêmes succès dans les travaux du génie militaire et dans les opérations de campagne; et quant à l'artillerie, vers laquelle ils sont portés par un goût vif et une aptitude particulière, on connoît ce mot du grand Frédéric : *le Français naît*

artilleur. Ce peuple, qui fut en effet si redoutable lorsqu'il étoit armé de la francisque et de la longue épée, ne l'est pas moins aujourd'hui, en maniant le fusil et en marchant à la baïonnette. Il attaque ou défend un rempart avec une égale énergie, et il est toujours le même dans des actions si différentes. Cette réunion des qualités martiales est avouée par les braves ennemis qu'il a eu à combattre, et elle sera toujours un ressort tout puissant entre les mains d'un habile gouvernement, qui en aura préparé de loin tous les heureux effets. »

DUPONT de l'Eure, (le chevalier,) né en 1765, et avocat avant la révolution. Depuis il a exercé des fonctions de magistrature sous le gouvernement impérial. Le département de la Seine-Inférieure le nomma député au Corps-Législatif, en 1813. Il adhéra à la déchéance de Buonaparte : après son retour, M. Dupont fit partie de la Chambre des représentans. Il demanda qu'une déclaration, qu'il rédigea, sur l'indépendance de la nation, fut portée aux monarques alliés par une députation. Cette proposition fut adoptée. Il fut nommé un des commissaires chargés d'aller au camp des alliés porter cette déclaration; mais les événemens militaires empêchèrent l'accomplissement de la résolution prise par la Chambre des représentans. M. Dupont de l'Eure a été élu au nouveau Corps-Législatif en septembre 1816. Il a siégé au côté gauche, première section. M. Dupont de l'Eure fit une proposition tendante à supplier sa Majesté de présenter un projet de loi qui réglât définitivement le droit reconnu à tous Français de publier et faire imprimer leurs opinions. Cette bizarre proposition, faite dans un temps où le gouvernement s'étoit occupé d'une loi définitive sur la liberté de la presse, fut rejetée par la Chambre. M. Dupont de l'Eure dé-

fendit le projet de loi qui réunit le domaine extraordinaire au domaine de l'Etat. Il soutint que le domaine extraordinaire créé par le dernier gouvernement, étoit réuni de droit au domaine de l'Etat; que la nation étoit seule propriétaire de tous les biens qui composoient l'ancien domaine extraordinaire, qu'il doit lui être rendu un compte fidèle de l'emploi qui en a été fait jusqu'ici, et qu'à l'avenir ces biens doivent être encore incorporés aux autres domaines de l'Etat, sous la seule condition d'en supporter toutes les charges. Il voulut réfuter les arguments de M. Benoit, mais la lutte n'étoit pas égale; ce dernier orateur s'étoit distingué dans cette discussion par la force des raisonnemens. M. Dupont de l'Eure ne lui opposa que des sophismes et des erreurs. Autrefois si acuf, si ardent pour demander des récompenses en faveur de ces braves militaires qui ont versé leur sang pour la défense de l'Etat, aujourd'hui il devient indifférent à leur sort et à leur misère. Autrefois partisan des institutions de Buonaparte, il les blâme aujourd'hui. « Le domaine extraordinaire créé par Napoléon, ne convient point, dit-il, au gouvernement représentatif. » Cependant ce domaine extraordinaire avoit été institué pour récompenser la valeur et le courage de ces guerriers qui avoient combattu pour la gloire et la splendeur de l'empire français. Lors de la discussion du budget particulier du ministre de la justice, M. Dupont de l'Eure en demanda la réduction: il observa avec raison qu'il ne pouvoit concilier des demandes exorbitantes ni avec le malheur des temps, ni avec le système d'économie dont on nous parle sans cesse, mais apparemment comme d'une vertu spéculative, dont il étoit plus facile de recommander la pratique aux subalternes que de l'appliquer à soi-même. M. Dupont demanda que le traitement de chaque ministre fût réduit à cent mille francs; il se plaignit de

ce que le chancelier recevoit un traitement de soixante mille francs. Est-ce comme ministre, dit-il ? il ne l'est pas. Est-ce comme président de la Chambre des pairs ? c'est évidemment sur le crédit de cette Chambre, et non par le trésor public, que doit être acquitté ce traitement. M. Dupont soutint aussi que le trésor ne devoit point acquitter le traitement ni les dépenses du Conseil-d'Etat. Suivant l'orateur, ce Conseil-d'Etat n'existe ni par la Charte, ni par aucune loi spéciale ; il n'est établi que par de simples ordonnances qui lui confèrent de hautes et importantes fonctions. Il ne vit dans le Conseil-d'Etat que le conseil du prince, et non une magistrature également instituée, dont le trésor public devoit acquitter les dépenses. M. Monnier-Dubuisson avoit fait une proposition tendante à ce que sa Majesté fût suppliée de présenter un projet de loi portant prorogation du sursis accordé aux colons de Saint-Domingue et à leurs cautions. (*Voyez Monnier-Dubuisson.*) M. Dupont de l'Eure combattit cette proposition comme contraire à la constitution : il prétendit qu'il attaquoit le droit de propriété ; qu'on devoit secourir les colons réfugiés ; que c'étoit au trésor public, et non aux dépens des créanciers, que devoit être acquittée cette dette du malheur. La Chambre accorda le sursis de deux ans.

Lors de l'examen du budget de 1818, sur l'article concernant les traitemens des ministres, M. Dupont de l'Eure fit de longues jérémiades sur l'état des finances ; il observa que dans les circonstances malheureuses où se trouvoit l'Etat, il ne falloit pas examiner si dans d'autres cas il seroit de la dignité et de l'intérêt de la nation que les membres et tous les grands fonctionnaires publics eussent des traitemens aussi riches que ceux qui sont demandés pour 1818. Ce qu'il faut savoir avant tout, et ce qui n'est que trop incontestable, c'est que la France succombe sous le poids des contribu-

tions ; c'est que long-temps encore ce fardeau continuera de peser sur elle ; c'est qu'il est peu de Français qui ne soient obligés de s'imposer de pénibles privations, et de faire au besoin de l'Etat des sacrifices d'autant plus onéreux pour le contribuable, que souvent ils sont pris sur son strict nécessaire. L'honorable membre proposa de nouveau que le traitement de chaque ministre fût réduit à cent mille francs, cette proposition fut rejetée. Il soutint ensuite que le trésor public ne devoit pas acquitter le traitement et les dépenses du Conseil-d'Etat. Il fonda cette fausse opinion sur ce qu'il avoit déjà dit que ce conseil n'existe, ni par la Charte, ni par aucune loi spéciale ; ses fonctions sont toutes administratives, toutes judiciaires, et toujours inconstitutionnelles, ou au moins extra-légales, c'est-à-dire d'un pouvoir qui n'est pas celui de la loi. Il demanda une réduction sur le budget particulier du ministre de la justice ; cette demande fut rejetée. Plusieurs membres de la Légion-d'Honneur présentèrent une pétition pour demander le paiement intégral de leurs traitemens, et pour solliciter une loi qui garantisse pour l'avenir l'ordre royal de la Légion-d'Honneur de toutes dispositions arbitraires. M. Dupont de l'Eure fit les réflexions suivantes, où il voulut étendre les droits de la puissance législative, et affaiblir les prérogatives royales : « La Légion-d'Honneur, instituée par la loi du 29 floréal an 12, a été solennellement reconnue et consacrée par la Charte constitutionnelle ; depuis lors, son institution est restée la même, ou au moins elle n'a été modifiée par aucun acte de la puissance législative, la seule qui eût le droit de déroger aux lois préexistantes : tous les changemens apportés à son organisation n'y ont été introduits que par des ordonnances contresignées par le président du conseil des ministres. Quant à la dotation de ses biens, à ses revenus et à ses

charges, ce que nous apprend l'ordonnance du 26 mars 1816, c'est que le grand-chancelier dirige toutes les parties de l'administration, surveille la perception du revenu et le paiement des dépenses, dont le compte est apuré annuellement par la Chambre des comptes. Sans doute il a fallu une loi pour instituer l'ordre de la Légion-d'Honneur; mais c'est au pouvoir exécutif qu'appartient le droit de faire les réglemens tendans à affermir et à consolider cette institution. »

M. Dupont de l'Eure vota le projet de loi relatif au recrutement de l'armée. Il ne put cacher ses opinions démocratiques. Il examina le titre sur l'avancement; il fit précéder cet examen de quelques considérations sur la nécessité de substituer le régime de la loi à celui trop mobile, et trop souvent éludé, des ordonnances; ensuite, s'adressant aux adversaires du projet de loi qui s'appuient sur des considérations constitutionnelles : « Vous nous appelez, dit-il, sur le terrain de la Charte; nous y étions quand vous étiez sous les lois d'exception. Ne vous faites pas illusion; la France ne se méprendra pas sur le véritable état de la question qui nous appelle. » Après ce sarcasme, M. Dupont voulut prouver que le projet de loi n'a pour objet que de faire aux emplois militaires l'application des principes d'égalité consacrés par les articles 1 et 3 de la Charte; mais qu'ont de commun ces deux articles avec ceux qui fixent et déterminent les prérogatives royales? Dans le premier, tous les citoyens sont admis aux fonctions; dans le second, la Charte donne au Roi le droit de nommer à tous les emplois civils, militaires et religieux. M. Dupont de l'Eure a un talent particulier d'embrouiller les questions les plus simples par des sophismes et des déclamations. Lors de la discussion du budget du ministre de la guerre, M. Dupont de l'Eure ne

cessa de censurer les ministres avec amertume et avec passion. Ce frondeur perpétuel se plaignit que toutes les fois qu'en termes généraux on parle d'économies sur les dépenses de l'Etat, et d'alléger le fardeau qui pèse sur les contribuables, on ne trouve de contradicteurs, ni parmi les députés, ni parmi les ministres; toutes les fois aussi qu'on exprime, sur-tout pour l'avenir, le vœu que le budget de chaque ministère soit accompagné de tous les documens, de toutes les pièces qui doivent prouver la nécessité des dépenses, il est rare que les ministres ne promettent pas cette satisfaction pour les budgets futurs; mais, il faut le dire, c'est une tout autre chose lorsqu'on veut descendre des idées générales à leur application particulière. On ne sait par quelle fatalité il arrive presque toujours, que l'économie que tout le monde admire dans la théorie, ne plaît à personne dans la pratique. Se plaint-on de telle ou telle dépense, demande-t-on la suppression de quelque place inutile, propose-t-on de réduire les traitemens trop élevés, et des frais d'administration beaucoup trop chers, à l'instant se présentent des considérations qui ne permettent pas d'accueillir une pareille proposition. » L'honorable membre proposa qu'avant de délibérer sur la solde des troupes, la Chambre demandât aux ministres du Roi la communication des capitulations en vertu desquelles des régimens étrangers sont admis au service de la France, et contenant la mention de la solde particulière qu'ils reçoivent et des avantages qui leur sont accordés pour l'avancement et les pensions de retraite. Cette proposition étoit inconstitutionnelle; elle violoit la Charte et attaquoit les prérogatives royales: elle fut rejetée. C'est ainsi que ces hommes indépendans, qui ne veulent ni monarchie, ni légitimité, ne cessent de parler de leur attachement à la Charte, tandis que dans l'intérieur de leur conscience ils

en désirent ardemment la destruction, pour établir sur ses débris le système démocratique. C'est ainsi qu'en politique, comme en religion, il existe une hypocrisie profonde qui annonce la perversité de l'âme. Nos indépendans attestent et consacrent chaque jour, dans leurs écrits et dans leurs discours, cette triste et accablante vérité.

M. Dupont de l'Eure a combattu la résolution de la Chambre des pairs relative à la loi des élections. Le discours qu'il prononça ne contient que de fausses assertions et des injures; il prétendit que la proposition de M. Barthélemy, qui inutilement se présente sous des dehors pacifiques et avec les plus modestes prétentions, avoit épouvanté la nation; son air d'innocence, son apparente simplicité, n'en imposent à personne. Le sentiment qu'elle inspire, au contraire, est celui de la méfiance ou de l'effroi. L'honorable membre prend son opinion particulière pour l'opinion générale. Sur quelles preuves, sur quels témoignages peut-il établir son étrange assertion! « La Chambre des pairs, dit-il, formant un corps privilégié dans l'Etat, et placée en dehors de l'opinion publique, n'a pas prétendu, sans doute, exprimer le vœu de la nation, en proposant de modifier la loi des élections. Si cependant il étoit possible qu'elle se fût laissée surprendre par une semblable illusion, elle doit voir maintenant à quel point elle a méconnu l'opinion et les véritables intérêts de la France. Nous ne cesserons de répéter cette vérité incontestable, que la nation ne pouvant point s'assembler en masse, l'opinion nationale ne peut se manifester que dans le corps législatif, c'est-à-dire dans les deux Chambres. » Lors de la discussion sur le budget, M. Dupont de l'Eure affecta de peindre sous de noires couleurs l'état actuel des finances, dans la vue, sans doute, de plaire à ces hommes turbulens et dangereux, qui cherchent à avilir le gouverne-

ment et à corrompre l'opinion publique. « Oui, dit-il, les charges de la France sont énormes, elles sont excessives, elles dépassent ses moyens; il n'est personne parmi vous, qui ne sente et qui ne reconnoisse qu'elles ne peuvent être plus longtemps supportées; elles le seroient toutefois, s'il étoit démontré qu'elles fussent utiles. Oui, sans doute, s'il s'agissoit de l'honneur de notre patrie, de l'indépendance nationale, la nation supporteroit tous les sacrifices qui pourroient lui être imposés; elle les supporteroit avec joie, elle seroit assez riche alors, parce qu'elle seroit animée par le sentiment que rien ne pourra éteindre en elle. Mais il n'en est pas ainsi; il s'agit de l'état ordinaire des choses, et cet état n'est pas tolérable. La France a besoin de voir diminuer les charges qui pèsent sur elle; elle a besoin d'un changement total, relativement aux sacrifices qui lui sont imposés. Cette vérité, je ne suis pas seul à la dire, et elle vous sera souvent répétée; et, certes, quand on vous propose de sanctionner des excédens de dépenses aussi considérables, quand on vous demande pour quatre exercices un supplément de crédit qui s'élève à 230 millions, il étoit bien naturel, il étoit dans l'intérêt du gouvernement lui-même, qu'on cherchât toutes les lumières nécessaires, et qu'on ne passât pas légèrement sur un tel accroissement de nos charges. Je pourrais citer quelques dépenses, parmi celles qui exigent les supplémens de crédit, qui ont été capricieusement et fantaisieusement faites. »

DUPUY (le comte), né en 1755, fut conseiller au Châtelet. Dans les premières années de la révolution, M. de la Luzerne, ministre de la justice, le nomma intendant de tous les établissemens français à l'est du Cap: il remplit cette place avec succès et avec intelligence; rappelé en France en 1800, il emporta l'estime

et l'affection de toute la colonie. Il fut employé en 1802 aux négociations du traité d'Amiens, où il développa de grandes connoissances diplomatiques. Buonaparte le nomma conseiller-d'Etat et sénateur : il adhéra à sa déchéance. Le Roi l'a élevé à la dignité de la pairie, et l'a nommé gouverneur civil des établissemens français établis à l'est du Cap, dont il avoit eu l'intendance : il est actuellement à Pondichéry, chef-lieu de sa résidence, comme gouverneur-général.

DUPUY, négociant, fut élu député en 1817 par le collège électoral du département de la Charente. Il a siégé au côté gauche, seconde section.

DURAS (Amédée-Bretagne-Malo, de Durfort, duc de), reçut une éducation distinguée, et voyagea pour la perfectionner. Il a succédé à son père dans la charge de premier gentilhomme de la chambre du Roi : il entra en fonctions au commencement de la révolution. M. de Duras ne cessa de donner des preuves de dévouement et de zèle pour la cause et la défense de son Roi : il échappa par miracle à la fureur des jacobins. M. de Duras, dans son émigration, parcourut successivement l'Espagne, l'Italie et l'Angleterre : il commença son service à Vérone auprès de Louis XVIII. Il rentra en France en 1800, et resta toujours attaché à son souverain pendant toute la durée de la domination de Buonaparte. Le Roi nomma M. le duc de Duras pair de France, le 14 juin 1814 : il fut chargé de rédiger une adresse au Roi sur le funeste événement du débarquement de Napoléon ; et pendant ce temps difficile et dangereux, il remplit ses fonctions, comme premier gentilhomme de la Chambre du Roi, avec autant de calme que de dignité. Il suivit Sa Majesté à Gand, et revint avec elle dans la capitale. M. le duc

de Duras est membre de l'Académie française.

DURFORT (le duc de), né en 1753, fut envoyé en 1790, par la Reine de France, aux princes émigrés, pour les engager à tenter près des puissances étrangères tous les moyens pour faire rentrer le Roi dans l'exercice des droits de son autorité. M. de Durfort eut une conférence à Mantoue avec l'empereur Léopold et avec le comte d'Artois. Ce dernier prince le nomma son aide-de-camp, et le Roi, en 1814, l'élut membre de la commission chargée d'examiner les titres des anciens officiers qui réclamoient des pensions, des grades et d'autres récompenses. Sa Majesté l'éleva à la dignité de la pairie, le 17 août 1815, et gouverneur de la sixième division militaire.

DURAND, négociant, fut élu député en 1817, par le collège électoral du département des Pyrénées-Orientales ; il a siégé au côté droit, seconde section. Lors de la discussion sur le projet de loi concernant l'importation des grains, M. François Durand observa que nous avons un nombre considérable de bâtimens armés, et qui seroient très-propres au commerce de l'importation des grains ; ce seroit une chose très-utile que de leur assurer des transports. Sur 523 navires chargés de blé, entrés à Marseille et à Toulon, on n'a compté que 102 bâtimens français : aussi nous sommes privés d'une navigation dont les étrangers ont tous les profits.

DURAND - FAJON (le baron), fut élu membre de la Chambre des députés en septembre 1815. Il vota avec la minorité, et parla contre l'inégalité de la répartition de l'emprunt de cent millions. M. Durand-Fajon a été élu au nouveau Corps-Législatif, en septembre 1816, par le collège électoral du départe-

de l'Hérault; il a siégé au côté droit, première section.

DUSSUMIER-FONBRUNE, négociant, fut élu député, en 1817, par le collège électoral du département de la Gironde; il a siégé au côté droit, première section.

DUVERGIER DE HAURANNE, ancien négociant, né à Rouen en 1711, est de la même famille que le fameux abbé de Saint-Cyran, si connu dans l'histoire du jansénisme. Il fut élu membre de la Chambre des députés de 1815. Lors de la discussion du projet de loi relatif à l'amnistie, il demanda la priorité pour le projet présenté au nom du Roi, et s'opposa aux amendemens proposés par M. de Corbières; il demanda le rejet du second paragraphe qui concernoit les régicides: « Il est, dit-il, des hommes qu'un crime horrible a rendus ennemis constans de la légitimité: qui de nous hésiteroit à prononcer leur exil si cela étoit possible? N'est-il pas déplorable que l'on nous ait exposé à délibérer sur de pareils hommes, lorsque nous savons que notre vœu ne peut pas être accompli? La conscience la plus anguste, la plus élevée, repousse jusqu'à l'apparence de la violation d'une promesse sacrée et du pardon accordé par un roi martyr. Ce n'est pas au moment où une partie de cette assemblée réclame le respect pour ses scrupules, que nous voudrions faire violence à la conscience du Roi. » Il s'éleva contre la proposition tendante à changer le mode d'instruction publique; il s'attacha à réfuter le système de M. Royer-Collard, qui prétendoit que le droit d'élire les députés émanoit de la Charte et ne lui étoit pas antérieur; il combattit la consolidation de l'arrière, et s'opposa à ce que la tenue des registres de l'état civil fût rendue aux curés, et à ce qu'on rendit au clergé ses biens non vendus. Dans toutes les discussions

importantes M. Duvergier vota avec la minorité. Réélu au nouveau Corps-législatif, en octobre 1816, par le collège électoral du département de la Seine-Inférieure, il a siégé au centre. M. Duvergier de Hauranne défendit le projet de loi concernant le recrutement de l'armée. Il fut surpris que dans une occasion aussi importante, et lorsqu'il s'agit de l'indépendance nationale, sans laquelle il n'y a ni roi ni nation, on s'attache à faire rejeter le projet de loi en argumentant sur le sens de l'article 12 de la Charte: « N'imitons point, dit-il, les sectaires du Bas-Empire, qui, subtilisant sur le sens de l'Ecriture-Sainte, se querelloient encore tandis que Mahomet II entroit triomphant dans les murs de Constantinople et renversoit l'empire des Césars. Entendre qu'en abolissant la conscription, le législateur suprême a voulu interdire tout recrutement obligé, c'est prétendre qu'il a voulu livrer la France au premier occupant. Eh quoi! entourés des nations armées, nous n'avisierions pas à créer des moyens de défense? et, désarmés, nous offririons une proie facile au premier conquérant qui voudroit nous asservir? » M. Duvergier de Hauranne pense que la prérogative du Roi n'est aucunement atteinte par les dispositions de l'avancement; il répète les mêmes argumens dont se sont servis les défenseurs du projet de loi. Dans un discours éloquent et méthodique, l'orateur a montré de grandes vérités; il a proclamé avec force que pour qu'un gouvernement constitutionnel puisse se soutenir, il faut que le ministère ait une marche certaine, invariable, qui soit la conséquence d'un système fondé sur la situation où se trouve la nation, sur la contenance de ses vrais intérêts et des partis divers qui cherchent à s'agiter. Une fois le système adopté, il faut aller droit au but avec une volonté ferme et sans détour; jamais le gouvernement

ne doit souffrir que ses agens désobéissent à ses ordres, encore moins qu'ils agissent en sens contraire de ses intentions bien connues; si l'administration n'a point d'unité, si elle hésite, si elle flotte entre les divers partis, il y a alors anarchie dans le gouvernement: l'anarchie populaire en est la conséquence, l'Etat est en péril. » M. Duvergier de Hauranne défendit et combattit tour-à-tour le projet de loi sur les douanes. Il observa qu'il contenoit des rectifications du tarif, dont la plupart ont été réclamées par le commerce; des dispositions relatives à la Corse, que la situation de cette île rend nécessaires; des encouragemens à notre commerce avec l'Inde; des mesures pour la répression de la contrebande, ce fléau destructeur de notre industrie; et enfin des dispositions réglementaires, qui sont des modifications avantageuses des réglemens actuels. L'orateur annonça que ce n'étoit sous aucun de ces rapports qu'il combattroit un projet qui lui paroissoit en général bien conçu; il ne le combattit que sous deux points de vue principaux, le maintien des droits des matières premières, qu'il consacre par de nouvelles dispositions à l'égard des cotons, et le transit par l'Alsace des denrées coloniales venant de la Hollande, en destination de Bâle, que l'on nous propose d'autoriser. M. Duvergier de Hauranne prononça un long discours où il développa de grands talens et de vastes connoissances dans la science de l'administration des douanes; cette partie essentielle de l'économie politique. Dans la discussion du projet de loi relatif au budget de 1818, M. Duvergier de Hauranne fit l'examen comparatif du budget précédent et de celui des années antérieures avec celui de 1818. Il résulte que des économies importantes ont été faites depuis la dernière session, et elles ont porté sur les parties de l'administration qui ont été particulière-

ment désignées dans la discussion des Chambres. En parlant du déplorable événement du 20 mars, l'honorable membre assure qu'il a coûté à la France plus de deux milliards. « Il seroit injuste de reprocher au gouvernement du Roi l'exagération des charges publiques. Oui, elles sont immenses, et, il faut bien le dire, parce que toute dissimulation à cet égard est plus dangereuse qu'utile, elles ne pourront être diminuées de long-temps: plus de deux cent cinquante millions de dépenses annuelles, indépendantes des dépenses ordinaires, pèseront pendant plusieurs années sur la France, par le funeste héritage de la révolution, du dernier gouvernement, et de nos propres fautes. Le gouvernement royal n'en est que la victime; il est, avec tous les Français, dans une communauté de malheurs. Après la libération du territoire et la liquidation de l'arriéré, plus de trois milliards des dettes et des charges extraordinaires auront été acquittés; sur cette somme, deux milliards sont le résultat de la catastrophe du 20 mars. Quelle terrible leçon pour tous les Français qu'un prétendu *mal-aise*, ou le désir d'un *meilleur idéal*, disposeroient à se précipiter de nouveau dans les chances des révolutions! Le choc des prétentions immodérées et des vanités blessées a coûté bien cher à la France! On ne sentit pas alors que dans un gouvernement représentatif toutes prétentions contraires aux intérêts nationaux viennent mourir à cette tribune; que c'est ici qu'il faut les combattre, et que tout autre moyen est criminel. La nation fut surprise au milieu des inquiétudes perfidement semées, des idées de gloire mal dirigées; sa résistance ne fut ni calculée, ni peut-être possible, en présence du vertige qui s'étoit emparé de tous les esprits, la fatalité entraîna la France dans un abîme de malheurs. » M. Duvergier de Hauranne paroit ici s'intéresser pour les artisans de nos infortunes; il ne veut

adresser de reproches à personne, ni r'ouvrir des plaies à demi cicatrisées; il veut une indulgence plénière pour tous les Français, comme si toute la nation avoit tramé ce complot exécrable, qui a ouvert toutes les sources des calamités. Réunissons-nous au vœu qu'il forme : « Puissent-ils, dit-il, abandonner des prétentions contraires à nos nouvelles institutions, et, sacrifiant de dangereuses théories, dont l'essai a été si funeste, se ranger sous la bannière royale, et modifier leurs opinions par l'esprit de notre Charte, qui, tenant un juste milieu entre le pouvoir absolu et les maximes républicaines, prépare à la France d'heureux jours et de nouvelles prospérités ! Puissent tous les Français avoir toujours ces mots présents à l'esprit : *Le 20 mars a coûté deux milliards à la France, et l'a soumise à l'humiliation de l'occupation étrangère !* Que ce soit la répoose aux hommes ardents qui voudroient, sous de vains prétextes, les précipiter dans de nouveaux égaremens. » M. Duvergier de Hauranne vota pour le projet de loi. Il présenta un projet de résolution tendant à ce que le Roi fût supplié de présenter un projet de loi qui autorisât les juges en exercice, des tribunaux de commerce, à s'adjoindre, dans les affaires importantes, un certain nombre d'anciens juges, et qui contienne diverses dispositions régularisant, suivant les formes constitutionnelles, la perception des centimes additionnels sur les patentes, destinés à pourvoir aux frais des bourses et des chambres de commerce. La Chambre prit en considération cette proposition : l'honorable membre la développa dans un discours savant, fait avec beaucoup de précision et de clarté.

Lors de l'examen du projet de finances relatif à la répartition de la contribution foncière, on discuta s'il falloit continuer ou suspendre les travaux du cadastre. M. Duvergier de Hauranne vota pour sa continuation ; il observa qu'un cri général, parti

de tous les côtés de la France, demandoit que le cadastre décrété par l'Assemblée constituante fût exécuté. L'ancien gouvernement accueillit ce vœu ; le cadastre par masse et par commune fut tenté. Cette opération parut vicieuse : on y renonça après avoir dépensé de fortes sommes en pure perte ; on entreprit alors le cadastre parcellaire. Ce travail est terminé dans un quart des cantons de la France : faut-il perdre de nouveau la somme qui a été dépensée et revenir à l'opération abandonnée du cadastre par masse ou par communes ? M. Duvergier de Hauranne démontra ensuite que le but auquel tendoit le cadastre, est l'égalité répartition des impôts : tous les propriétaires sont intéressés à ce qu'il soit exécuté, et il ne le sera que par le cadastre parcellaire, qui seul peut établir l'égalité proportionnelle dans la répartition individuelle. La Chambre décida que les travaux relatifs au cadastre parcellaire seroient continués. M. Duvergier de Hauranne publia son opinion sur la résolution de la Chambre des pairs, relative à la loi des élections ; il jugea que la loi renfermoit des inconvéniens, qu'il falloit la modifier. Toutes ses preuves, tous ses raisonnemens tendoient à prouver combien la résolution de la Chambre des pairs étoit sage et constitutionnelle. Le lecteur s'attendoit que M. Duvergier de Hauranne en proposeroit l'adoption : mais quel a été son étonnement en lisant la péroraison de son discours, où il en proposa le rejet. Après des dissertations looques et fatigantes, étrangères à la question qu'il examinoit, l'honorable membre termina son discours par ces courtes réflexions : « Quant à nous, messieurs, confians dans la sagesse du Roi, satisfaits de lui avoir fait connaître nos vœux, nous n'adopterons probablement pas la résolution de la Chambre des Pairs, parce qu'en désirant que la loi sur les élections soit perfectionnée, nous trouvons

que cette résolution n'exprime pas clairement nos vœux ; nous plaçons le Roi dans une fausse position , parce qu'il ne sauroit pas ce que nous voulons , et nous contracterions peut-être des engagements plus étendus que nous ne voudrions le faire. » Cette péroraison est en contradiction avec l'exorde et le reste du discours ; c'est ainsi qu'on s'égare quand on a une marche vacillante , et qu'on hésite dans ses opinions et ses principes. M. Duvergier de Hauranne combattit la résolution de la Chambre des Pairs relative au droit d'aubaine. Il examina les avantages et les inconvéniens de la suppression de ce droit ; ils se balancent lorsque les principes de la réciprocité y sont admis. L'honorable membre observa que par des différens traités , les droits d'aubaine et de détraction sont abolis avec presque toutes les nations ; mais ils le sont à certaines conditions ; toutes sont fondées sur la réciprocité : le droit d'aubaine est même aboli en Angleterre , en ce qui concerne les capitaux mobiliers. N'allons pas plus loin , conservons un principe qui protège les Français , on du moins n'en exceptons les étrangers que lorsque cette exception sera le prix des services rendus à la France ; sans cela l'Angleterre pourroit impunément rétablir le droit d'aubaine pour les capitaux mobiliers , et les Anglais viendroient partager les produits de notre commerce , sans que les Français pussent prendre aucune part aux innombrables bénéfices qu'offre celui qu'elle fait avec le monde entier. •

M. Duvergier de Hauranne défendit le projet de loi relatif au transit d'Alsace ; il ne peut se persuader que ceux qui combattent le projet de loi persistent à demander que , pour rassurer les commerçans de nos ports de France , l'on oppose au commerce de Strasbourg des obstacles aussi impénétrables que le sont pour l'ennemi les remparts que cette ville lui présente. M. Duvergier de Hauranne combattit

avec force les assertions de M. Casimir Perrier , dans son discours sur le projet de loi relatif aux comptes. Il regretta que M. le comte de Corvetto ne fût pas présent à cette discussion , et qu'il n'ait pas reçu la mission d'y paroître comme commissaire du Roi , et en sa qualité de ministre d'Etat : sans doute il eût réussi à détruire les fausses assertions de M. Casimir Perrier. L'honorable membre se chargea de justifier ce ministre. Les principaux reproches faits à M. le comte de Corvetto sont relatifs aux emprunts et aux négociations de la Bourse. L'honorable membre traita chacun de ces objets successivement ; il fit précéder cette discussion de quelques observations sur les différences de calcul qui existent entre la commission dont il est membre , et M. le baron Louis , ministre des finances : il parla ensuite des emprunts. « Lorsque M. le comte de Corvetto entra au ministère , les caisses étoient vides , un semestre de 1816 étoit arriéré , les traitemens des fonctionnaires publics l'étoient également : cela ne tenoit nullement à la gestion du précédent ministre , mais aux déplorables événemens dont nous avons été les victimes. M. le comte de Corvetto reconnut qu'il n'avoit d'autre moyen à prendre que des moyens de crédit : il s'adressa à des capitalistes connus ; il réunit plusieurs banquiers de la capitale. On ne dira pas que les banquiers ne voulurent pas venir au secours du gouvernement ; mais il faut bien dire qu'ils ne le purent pas. Cela n'est pas étonnant : dans la situation où se trouvoit la France , les provinces envahies , la capitale occupée , les banquiers avoient besoin de conserver leur crédit intact ; ils ne pouvoient pas s'associer aux opérations du gouvernement et venir au secours de l'Etat. Alors le ministre fit un arrangement avec plusieurs receveurs-généraux , et le résultat de leurs opérations fut l'ouverture du paiement du semestre de reutes arriéré. Le 2 janvier 1816 , le

budget fut présenté; ce fut, comme on le dit alors, le budget de passage, et un pont jeté sur l'abîme qui menaçait de tout engloutir: on pensoit que les nouveaux impôts proposés ne pourroient être admis, et l'on reconnut la nécessité indispensable de recourir à des mesures de crédit, à des emprunts. Cette idée fut communiquée au ministre, qui l'accueillit; mais les banquiers de Paris, étant hors d'état de remplir l'emprunt, on crut faire une chose doublement utile, en appelant à ces emprunts des capitalistes étrangers, et l'on jeta les yeux sur MM. Hoppe et Baring; la réponse fut favorable. Ils se montrèrent disposés à traiter, mais à la condition expresse que le grand-livre ne seroit augmenté d'aucunes autres rentes que celles qui seroient délivrées aux prêteurs. Au même moment, et par suite des circonstances multipliées et forcées où nous nous trouvions, le comité du budget conçut le plan de la consolidation forcée de l'arriéré: dès-lors la condition imposée par MM. Hoppe et Baring n'étoit plus praticable, et la négociation fut rompue. En 1816, une commission composée de pairs, de députés et des principaux banquiers et négocians, fut réunie auprès du ministre des finances, pour aviser au moyen de faire face aux dépenses de 1817. Là, une longue discussion s'ouvrit, plusieurs projets furent présentés; on parla de cédules hypothécaires, d'emprunts forcés: toutes ces idées furent unanimement rejetées, et unanimement il fut reconnu qu'il n'y avoit qu'une seule ressource, c'étoit de recourir à des emprunts, et d'ouvrir des négociations avec des maisons étrangères; on reconnut que les maisons françaises ne pouvoient se charger d'une opération aussi considérable. Un des banquiers, alors membre de la Chambre, le déclara positivement, et il fut unanimement convenu qu'on s'adresseroit de nouveau à MM. Hoppe et Baring. Ces faits sont constants, et l'on peut invo-

quer le témoignage de tous les membres de cette commission, qui sont membres de cette assemblée. Les négociations furent renouées, on parvint à s'entendre, et le premier emprunt fut conclu. Dès-lors le crédit public se releva; la rente, qui étoit à 54, monta, en peu de temps, à 60 francs. On fut frappé de l'avantage qu'il y avoit eu d'appeler les capitalistes étrangers, et de faire tourner au profit de l'Etat l'immense crédit des maisons auxquelles on s'étoit adressé, et qui s'étendoit dans toute l'Europe. Les étrangers n'accédèrent passés à cet emprunt, les Français y furent admis pour une portion considérable, qui a été au moins d'un tiers. Les lois des 8 et 15 mai mirent à la disposition du ministre deux crédits, l'un de 14 millions, et l'autre de 24 millions, destinés à assurer l'évacuation du territoire français. Deux emprunts ont été faits, ce sont ceux qui ont été critiqués avec amertume. Cependant celui de 14 millions fut donné par souscription, et on a toujours pensé que ce parti fut adopté d'après l'opinion émise par M. Casimir Perrier. En effet, il nous disoit l'année dernière: « Les discussions de solvabilité ne sont qu'un prétexte pour favoriser certains concurrens au préjudice des autres: elles doivent être interdites; aucun individu, aucune compagnie n'est solvable pour des opérations de cette importance. Le gouvernement ne peut obtenir d'autre garantie que celle d'un versement quelconque: la solvabilité des prêteurs est suffisamment établie par le paiement du dixième de la souscription. » C'est donc par des souscriptions individuelles que M. Casimir Perrier vouloit que l'emprunt se fit, puisqu'il insistoit pour que toute discussion de solvabilité fût pros- crite, que les grandes compagnies fussent écartées, et qu'on admit le plus grand nombre des souscripteurs. L'emprunt de 24 millions a été, et dû être donné aux étrangers; il s'agissoit de l'affranchissement du ter-

ritoire, de la remise de nos places fortes; les étrangers, en abandonnant ces garanties, avoient le droit d'en exiger d'autres. Il falloit donc leur donner pour débiteurs MM. Hoppe et Baring, en qui ils avoient toute confiance, afin que rien ne s'opposât à l'immédiat affranchissement du territoire français. Le gouvernement, ayant traité avec eux, ne put donc accepter les offres d'une autre compagnie: il est vrai qu'il se présentait une prétendue association française; on dit prétendue, parce qu'il y avoit des étrangers dans cette association, et ce fait ne peut être nié. Il est heureux pour elle que ces propositions n'aient pas été admises, car d'après la crise qui est survenue, cette compagnie eût été ruinée; le commerce français, qui tient par tant de rapports avec la banque de Paris, eût éprouvé des pertes considérables; mais ce qui est bien plus grave, notre libération pouvoit être compromise, l'évacuation de notre territoire et celle de nos places fortes refusée, puisque nous nous serions trouvés hors d'état de remplir nos engagements: voilà sans doute des considérations qu'il ne faut pas perdre de vue. La proportion des Français et des étrangers dans les emprunts de 1818 a été, pour les Français, de 21,082,221 de rentes, pour les étrangers, de 6,000,000; et si nous comparons tous les emprunts, les Français ont en plus de 31,000,000 de rentes, et les étrangers près de 27,000,000. On a déjà observé que si la négociation n'avoit pas été telle qu'elle a eu lieu, notre indépendance eût été compromise. Il reste à établir que la crise de la place de Paris ne tient nullement à ce mode d'emprunt, comme l'a avancé M. Casimir Perrier. Il a prétendu que MM. Hoppe et Baring avoient pu vendre toutes les rentes, quoiqu'elles ne leur fussent pas livrées; mais alors toute notre compagnie auroit eu la même faculté; et comment croire que la

vente de 24 millions de rentes ne les eût pas fait baisser? mais loin de là, le cours montoit sans cesse, et il paroît constant que les prêteurs ont fait des opérations à report pour les soutenir. D'ailleurs, le traité n'étoit qu'éventuel pour 24 millions de rentes, qui ont été réduites depuis à dix-neuf millions, et enfin à douze.

Un vertige général s'étoit emparé de toutes les têtes à la bourse de Paris: du moment que l'on sut que l'emprunt de 24 millions étoit réglé, on présuma que l'évacuation du territoire en seroit la suite; tout le monde se mit à spéculer sans bornes et sans mesures; il sembloit, pour nous servir d'une expression commerciale, qu'on vouloit escompter les résultats d'Aix-la-Chapelle. Les rentes sont montées rapidement à un taux non prévu; et quand il a fallu réaliser et liquider des imprudentes opérations, le nombre des vendeurs a été si considérable qu'une baisse forcée a amené la crise dont nous avons été témoins. Au moment de la conclusion de l'emprunt de 14 millions, la banque, oubliant ses statuts, escompta les certificats d'emprunts, tandis qu'elle n'est autorisée à escompter des effets de commerce qu'à trois signatures. Elle ne fit pas non plus d'attention au papier de circulation qu'elle admit trop légèrement: elle donna ainsi imprudemment des facilités aux spéculateurs de la bourse, et les souscripteurs purent escompter leur part d'emprunt au trésor. Ces versements anticipés constituèrent le trésor dans une perte de 350,000 mille fr. Il y eut dans les caisses une surabondance de fonds, s'élevant à 40 millions stagnans. Le ministre, voulant rendre ces fonds à la circulation, employa 10 millions à éteindre des emprunts sur dépôts et des opérations en prêt sur reports: des ventes furent faites à la bourse; elles continuèrent jusqu'à la fin de décembre. Il faut ici distinguer deux époques. On fit une faute à la première époque: car le trésor ne doit jamais se mêler

des opérations en hausse et en baisse de la bourse : cette faute ne peut être atténuée que par le désir de rendre à la circulation un grand nombre de fonds oisifs, et de traiter plus avantageusement à Aix-la-Chapelle pour les cent millions qui devoient être payés en rentes au cours de la place de Paris. » L'amitié de l'honorable membre pour le ministre ne peut l'empêcher de dire qu'il fit une faute ; mais à la seconde crise, qui fut celle de la baisse, ces opérations furent, pour ainsi dire, obligées par la situation désespérée de la place de Paris, et pour sauver la fortune de la France. Elles furent alors vivement sollicitées par les banquiers et les agens de change, qui, par un patriotisme louable, s'unirent au gouvernement, et firent, de concert avec lui, des sacrifices pour retirer de la masse des rentes flottantes qui encombroient la ville de Paris. Le gouvernement fut donc obligé d'acheter des rentes qui lui sont restées ; il recut des banquiers 2,603,500 francs de rentes, qui, avec 325,000 fr. rachetés précédemment, l'ont rendu propriétaire de 2,700,000 francs de rentes, qui sont compris dans les 4,703,434 fr. portés aux états annexés au budget de 1819. Si le ministre a fait une faute en juin, son opération en novembre fut utile, salutaire, et même indispensable. Telles ont été les diverses opérations, emprunts et négociations. » Après ces différens détails, si vrais, si intéressans, si instructifs, l'honorable membre ajouta que les plaintes sur les emprunts ne sont pas fondées : les banquiers français ne purent pas aider le gouvernement lorsqu'il s'adressa à eux ; il devint évident qu'ils ne pouvoient se charger du poids de ces emprunts ; c'est donc la plus impérieuse nécessité qui a forcé de s'adresser à des banquiers étrangers, qui ont au moins le mérite de n'avoir pas désespéré de la fortune de la France. L'intérêt des Français n'a pas été négligé, puisqu'une forte

part leur a été réservée dans les emprunts : cette part a été, en 1818, de 21 millions sur 27, et en y comprenant l'emprunt de 30 millions de 1817, de 31 millions sur 59. L'honorable membre a présenté les faits tels qu'ils se sont passés. En défendant le ministre, il n'a pas dissimulé ses fautes. Comment n'en eût-il commis aucune dans une administration aussi compliquée ? c'est sur l'ensemble d'une administration, et non pas sur une ou deux opérations fautives, qu'il faut le juger. Le ministre, en entrant en place, trouva le trésor vide, un semestre de rentes n'étoit pas payé, les fonctionnaires publics et les employés ne l'étoient pas non plus ; la cause en étoit seule dans les événemens désastreux de 1815. Dès le mois de janvier, le paiement des rentes fut ouvert ; et si trois milliards ont traversé son administration, on peut dire qu'il a traversé aussi les circonstances difficiles où un ministre peut se trouver. Il a contribué efficacement à la libération de la patrie, en acquittant avec exactitude les charges que des traités onéreux nous avoient imposées. Il laissa enfin nos finances dans un état de prospérité et d'ordre depuis long-temps inconnu en France. Il peut donc, du fond de sa retraite, et fier de l'honorable médiocrité de sa fortune, présenter avec assurance le résultat de son administration à la France entière, et même à ses ennemis.

Lors de la discussion du budget particulier du ministère de la marine, M. Duvergier proposa d'augmenter de cinq millions le crédit de ce département. Il fit des réflexions très-judicieuses sur l'état de la marine et sur le commerce maritime : « Repoussons, dit-il, les vains systèmes ; soyons Français avant tout ; gardons-nous de rien faire à l'avantage de nos rivaux ; encourageons notre commerce maritime, moyen fécond d'échanges avantageux et de travaux progressifs ; qu'une marine militaire bien ordonnée le pro-

tège en temps de guerre, et lui serve d'auxiliaire pendant la paix ; conservons nos colonies ; perfectionnons notre système colonial ; que des négocians ne viennent plus blâmer à cette tribune les entreprises du Sénégal et de Cayenne, conçues dans des vues d'utilité nationale. Ces entreprises seront profitables à notre agriculture et à notre industrie, si elles réussissent ; et même si elles échouent, le gouvernement méritera encore des éloges pour les avoir tentées. Il suffit de jeter un regard at-

tentif sur la situation de notre commerce pour reconnoître que, soit par l'accroissement de notre population, soit par le perfectionnement des mécaniques, nos produits industriels excèdent les besoins de la consommation. Il y a donc une surabondance dont il faut trouver l'écoulement : c'est par un système colonial bien entendu que l'on peut y parvenir ; nul commerce n'est plus profitable que celui de la métropole avec ses colonies. » M. Duvergier sort cette année de la Chambre.

E.

ECKMULH (Louis-Nicolas d'Avoust, prince d'), né à Annoux en Bourgogne, en 1770, fit ses études à Brienne, avec Napoléon Buonaparte. Il entra dans la carrière militaire en 1785, avec le grade de sous-lieutenant au régiment de Royal - Champagne, qu'il contribua à faire insurger contre ses chefs. Renvoyé de ce corps pour fait d'insubordination, il parut à la barre de l'Assemblée législative, après la journée à jamais déplorable du 10 août 1792, pour y adhérer à la déchéance du Roi et demander du service. Il fut nommé chef de bataillon, et se fit remarquer à l'armée par son audace et son intrépidité ; il combattit Dumourier, et l'obligea de s'enfuir vers les Autrichiens. Obligé de quitter le service, en exécution du décret qui destitua tous les nobles, il reparut dans les armées françaises après la révolution du 18 brumaire ; il servit dans l'armée commandée par Pichegru, qui l'employa dans la défense de Manheim : fut prisonnier lors de la reddition de cette place, il fut échangé. Le prince d'Eckmulh se distingua dans les combats de Dierheim, de Hahnau, de Kentzig et de Hastach ; la paix

ayant suspendu les horreurs de la guerre, il s'attacha à la fortune de Buonaparte, et partit avec lui pour l'Egypte. Il combattit les Mamelucks et les Arabes, et suivit la flotille qui apportoit les approvisionnemens de l'armée française ; il se distingua dans plusieurs combats : il contribua à la victoire d'Aboukir. Buonaparte le créa comte de l'Empire et maréchal de France. Le maréchal d'Avoust adressa à Napoléon, après le jugement de Georges et de Pichegru, une lettre où l'on remarque le passage suivant : « Les lâches Bourbons, repoussés par tous les Français, et qui depuis long-temps font cause commune avec nos ennemis, naguère conjurèrent avec les perfides Anglais contre votre personne sacrée ; il faut enfin détruire leurs plus chimériques espérances, et leur épargner de nouveaux crimes. Comme tous les grands hommes vous révèrent la postérité, vous ramassez pour elle un immense héritage de gloire et de prospérité, et vous ne souffrirez pas qu'il tombe en proie aux discordes civiles, par une incertaine et toujours orageuse succession de chefs électifs. Éclairés par leurs propres erreurs, ins-

truits par leur expérience à profiter des terribles leçons de l'histoire des anciens peuples, tous les Français vous pressent d'achever votre ouvrage, et lorsque vous aurez rempli les vœux qui vous sont exprimés de toutes les parties de l'empire, il ne vous restera plus qu'à désirer que notre empereur nous donne le signal de tirer une vengeance éclatante des traîtres. » M. le maréchal d'Avoust contribua puissamment par sa valeur à la victoire d'Jéna. Il entra à Berlin à la tête de son corps d'armée; pénétra ensuite en Pologne, et se trouva aux batailles d'Eylau, d'Heilberg et de Friedland. Il combattit comme un héros à la bataille d'Eckmühl, où il recut le titre de prince d'Eckmühl; il fit des prodiges de valeur à la bataille de Wagram. Il commanda plusieurs années toutes les troupes qui occupèrent la Pologne, et fut chargé de l'administration de ce pays; il exerça un despotisme oppressif, contre lequel les Polonais se plaignirent souvent. Le prince d'Eckmühl battit le prince Bagration à Mohilow; il se distingua à la bataille de la Moskowa, où il fut blessé. Après les désastres de cette campagne il se retira sur les bords de l'Elbe, et vint s'établir à Hambourg. Lors de la reprise des hostilités, en août 1813, il tenta, sans succès, de se réunir à la grande armée, et il fut obligé de revenir à Hambourg, où il résista, par une belle défense, à toutes les attaques des Suédois, des Prussiens et des Russes. Il fut sommé de rendre cette place de la part du gouvernement provisoire : « Mon maître, l'empereur Napoléon, répondit le prince d'Eckmühl, ne m'enverroit pas d'ordres par des officiers russes. » Le général Gérard se présenta de la part du Roi, et obtint la soumission du maréchal d'Avoust et de la garnison. Il signa avec les principaux officiers de son corps l'adresse suivante à Sa Majesté Louis XVIII : « Sire, les vœux de la nation entière appellent Votre

Majesté et son auguste dynastie au trône de France; voués par état à la défense de la patrie, retenus loin d'elle par le devoir et l'honneur, nous profitons du moment où les grands événemens auxquels la France a servi de théâtre nous sont connus, pour mettre à vos pieds nos hommages. Sire, que sous votre règne la France se repose de ses longues agitations, que ses plaies se cicatrisent, que son sort soit à jamais fixé, et que les justes bénédictions des peuples complètent pour Votre Majesté la plus belle gloire à laquelle un souverain puisse arriver. Pénétrés de l'espoir consolateur que commandent vos vertus, et forts des garanties que nous offre votre conduite, nous jurons obéissance et fidélité à Votre Majesté. » Revenu en France, le prince d'Eckmühl obtint du Roi l'autorisation de se rendre dans sa terre de Savigny. Il y resta jusqu'à l'invasion de Buonaparte, qui le nomma ministre de la guerre. Il signa l'adresse des ministres à Buonaparte, et il adressa aux militaires rappelés sous les drapeaux par le décret du 28 mars, la proclamation suivante : « Vous avez voulu votre empereur; il est arrivé : vous l'avez secondé de tous vos efforts; venez, afin d'être tout prêts à défendre la patrie contre des ennemis qui voudroient se mêler de régler les couleurs que nous devons porter, de nous imposer des lois, et de dicter nos constitutions. Dans ces circonstances c'est un devoir pour tous les Français, déjà accoutumés au métier de la guerre, d'accourir sous les drapeaux. Présentons une frontière d'airain à nos ennemis, et apprenons-leur que nous sommes toujours les mêmes. Soldats ! quels reproches n'aurions-nous pas à nous faire, si cette belle patrie étoit encore ravagée par ces soldats que vous avez vaincus tant de fois, et si l'étranger venoit effacer la France de la carte de l'Europe ! » Le prince d'Eckmühl s'exprima ainsi dans la lettre circulaire qu'il adressa

aux généraux, relativement au décret qui restituoit aux corps de l'armée les numéros et les dénominations qu'ils avoient perdus par l'organisation de 1814 : « Le peuple et l'armée se sont prononcés unaniment contre un gouvernement qui vouloit flétrir leur gloire. Ce mouvement sera toujours le premier des cœurs français. On conspiroit contre la gloire du peuple, en le privant de magistrats qu'il aime, qu'il estime, qu'il respecte depuis vingt-cinq ans ; on conspiroit contre la gloire de l'armée, en cherchant à lui ravir avec ses couleurs chéries, jusqu'au souvenir de ses triomphes et des journées à jamais mémorables qui étoient les dates et les époques de sa renommée. » Il adressa au général qui commandoit à Nantes les instructions suivantes : « Général, les partisans de la guerre civile, tous ces gens qui n'ont d'autre patrie que leur vanité, et d'autre religion que la féodalité et la dime ; ces mêmes hommes qui depuis vingt ans ont fait cause commune avec les étrangers, et ont fait tous leurs efforts pour exciter la guerre extérieure et intérieure de notre belle patrie, ont levé l'étendard de la rébellion sur quelques points de la Vendée. Déjà le sang français a coulé ; de grandes mesures sont prises pour éteindre dès son principe cette rébellion ; une armée de vingt-cinq mille hommes, et une nombreuse artillerie, sont en mouvement pour se porter sur la Loire. Tous les bons citoyens peuvent être rassurés ; les instructions données sont d'être indulgens envers la population qui n'est qu'égarée, et qui va contre ses intérêts en prenant les armes contre ses défenseurs. Mais on déploiera toute la rigueur des lois envers ces ex-nobles qui seront pris les armes à la main, et tous ceux qui sont connus comme chefs de bande, et ne se plaisent qu'au milieu des troubles.... Sous le règne avilissant des Bourbons, lorsque cette classe de gens,

qui vient de se mettre en guerre avec l'empereur et toute la nation, avoit influence et protection, ils étoient en opposition avec les quatre-vingt-dix-neuf centièmes de la nation ; maintenant que les quatre-vingt-dix-neuf centièmes de la nation ont pour chef l'empereur Napoléon, qui est le souverain de leur choix, souffrirons-nous les attentats de quelques furieux ? Il est temps que l'on prenne de fortes mesures qui fassent trembler les mauvais Français et rassurent les bons. » Buonaparte créa le prince d'Eckmuhl pair de France, et il fut chargé de rendre compte à la Chambre des Pairs des événemens postérieurs à la bataille de Waterloo ; il assura sur son honneur que les désastres de l'armée n'étoient pas aussi considérables qu'on avoit paru le craindre : « Si la Chambre, dit-il, prend de fortes mesures, on aura une armée assez respectable pour appuyer vos négociations avec un ennemi qui a prouvé qu'il ne tenoit pas toujours fidèlement ses promesses. » Plusieurs membres l'interpellèrent de déclarer s'il ne vouloit point provoquer une insurrection contre la Chambre des Pairs : « Tant que j'aurai un commandement, répondit-il, aucun Français n'aura à craindre une trahison. » Dans le même temps, le maréchal Ney soutenoit dans la Chambre des Pairs la fausseté des rapports du prince d'Eckmuhl. Un pair proposa de le décréter d'accusation ; mais tous des débats n'eurent aucune suite. La commission du gouvernement lui défera le commandement général de l'armée sous les murs de Paris ; il rallia les débris de cette armée pour la réorganiser et seconder les mesures de la commission du gouvernement. Il annonça au duc de Wellington l'armistice conclu entre le maréchal Suchet et le général autrichien Bubna : « Rien ne s'oppose, lui dit-il, à ce que l'effusion du sang soit arrêtée dès à-présent ; si le duc de Wellington s'y oppose, les Fran-

çais se présenteront au combat avec le sentiment des talens du noble lord, mais aussi avec la confiance de la justice de leur cause et le sentiment de leur propre force. Il écrivit une lettre semblable au prince Blücher. Le même jour, il envoya l'adresse suivante à la Chambre des Représentans, signée par les principaux chefs de l'armée : « Représentans de la nation, nous sommes en présence de nos ennemis; nous jurons entre vos mains et à la face du monde, de défendre jusqu'au dernier soupir la cause de notre indépendance et l'honneur national. On voudroit vous imposer les Bourbons, et ces princes sont rejetés par l'immense majorité des Français: si on pouvoit souscrire à leur rentrée, rappelez-vous, représentans, qu'on auroit signé le testament de l'armée qui, pendant vingt années, a été le *palladium* de l'honneur français. Il est, à la guerre, sur-tout lorsqu'on l'a faite aussi longuement, des succès et des revers: dans nos succès, on nous a vus grands et généreux; dans nos revers, on veut nous humilier: nous saurons mourir. Les Bourbons n'offrent aucune garantie à la nation: nous les avons accueillis avec les sentimens de la plus généreuse confiance; nous avions oublié tous les maux qu'ils nous avoient causés par un acharnement à vouloir nous priver de nos droits les plus sacrés; eh bien! comment ont-ils répondu à votre confiance? Ils nous ont traités comme rebelles et vaincus. Représentans, ces réflexions sont terribles, parce qu'elles sont vraies. L'inexorable histoire racontera un jour ce qu'ont fait les Bourbons pour se remettre sur le trône de France; elle dira aussi la conduite de cette armée essentiellement nationale, et la postérité jugera qui mérita le mieux l'estime du monde. » Le prince d'Eckmühl fit insérer dans les journaux une note par laquelle il désavouoit sa signature à cette adresse: il signa, avec les commissaires des armées al-

liées, la capitulation en vertu de laquelle il devoit se retirer avec son armée sur la rive gauche de la Loire. Enfin, le prince d'Eckmühl adressa au Roi la soumission suivante : « Sire, l'armée, unie d'intention et d'affection, pour être amenée à une soumission pure et simple au gouvernement de Votre Majesté, n'a besoin ni de recevoir une impulsion étrangère, ni de changer d'esprit et de sentiment, ni de consulter les sentimens qui l'ont animée, dans toutes les circonstances: l'espoir qui l'a guidée au milieu des événemens de vingt-cinq années d'orages politiques, ses opinions, ses actes, la conduite de chacun de ses membres, ont toujours eu pour mobile cet amour ardent, profond, exclusif, capable de tous les efforts et de tous les sacrifices, respectable dans ses erreurs et dans ses écarts mêmes, qui força en tout temps l'estime de l'Europe. Les généraux, les officiers et soldats qui environnent aujourd'hui leurs drapeaux, et qui s'y sont attachés avec plus de constance et d'union lorsqu'ils ont été plus malheureux, ne sont pas des hommes que l'on peut accuser de regretter des avantages particuliers: c'est donc à d'autres pensées, à des motifs plus graves et plus nobles, qu'il faut attribuer le silence que l'armée a gardé jusqu'à ce jour. Depuis le moindre soldat jusqu'à l'officier du grade le plus élevé, l'armée française ne compte que des citoyens: elle est intimement liée à la nation; elle ne sauroit séparer sa cause de celle du peuple français; elle adopte avec lui, elle adopte sincèrement le gouvernement de Votre Majesté: il fera le bonheur de la France par l'oubli généreux et absolu de tout le passé, en effaçant la trace de toutes les haines et de toutes les dissensions, en respectant les droits de tous. Convaincue de cette vérité, pleine de respect et de confiance dans les sentimens manifestés par Votre Majesté, l'armée lui jure, avec une soumission

entière, une fidélité à toute épreuve : elle versera son sang pour tenir les sermens qu'elle prononce aujourd'hui, pour défendre le roi et la France. » Peu de jours après, le prince d'Eckmühl remit son commandement au maréchal duc de Tarente, qui vint le remplacer par les ordres du Roi. Il fut appelé devant la Chambre des pairs par les conseils du maréchal Ney, comme l'un des signataires de la capitulation de Paris, pour y faire connaître l'extension que devoit avoir cette convention, relativement au maréchal. Le prince d'Eckmühl n'hésita pas à dire que les puissances s'étoient obligées à comprendre tous les militaires français qui se trouvoient alors à Paris, dans les garanties qu'elles avoient données pour la sûreté des personnes et des propriétés. Son portrait avoit été enlevé, aux Tuileries, du salon des maréchaux. Le Roi lui remit le bâton et l'épée de maréchal de France. Le prince d'Eckmühl se retira dans sa terre de Savigny : il vint de nouveau se fixer à Paris; le Roi l'a élevé à la dignité de la pairie par l'ordonnance du 9 mars 1819. Il avoit été accusé d'avoir, lors de son administration de la ville de Hambourg, 1°. fait tirer le canon sur le drapeau blanc, après avoir eu connaissance du rétablissement du trône des Bourbons; 2°. d'avoir enlevé les fonds de Hambourg; 3°. d'avoir commis des actes arbitraires qui tendoient à rendre odieux le nom français. Il se justifia sur le premier chef de l'accusation; et sur le second, il prouva qu'il n'avoit fait qu'un usage légitime de l'autorité dont il étoit revêtu : il présenta ainsi la manière dont il procéda au séquestre des fonds qui se trouvoient dans la banque de Hambourg, en déduction de quarante-huit millions dus par cette ville, en vertu du décret de l'empereur, du 16 juin 1806 : « J'ai essayé, dit-il, de détourner ce malheur, en faisant prévenir le commerce, par la commission désignée,

pour apposer le scellé sur la banque, que je renoncerois à ce rigoureux expédient, si les négocians vouloient s'engager à fournir les fonds nécessaires aux dépenses de l'armée. M. de Chaban et le général de Hogen dorp m'annoncèrent que le commerce persistoit à ne prendre aucun engagement, et qu'il n'y avoit plus d'autre moyen que des'emparer de la banque. C'est ainsi qu'après avoir épuisé toutes les ressources, et fait toute espèce de tentative, la nécessité la plus absolue et la mieux constatée me fit un devoir de m'emparer de ce dépôt. La commission qui a opéré la saisie, étoit composée d'hommes dont le rang et la probité offroient la plus grande garantie : elle constata, par un procès-verbal, la situation de la banque, et en conserva avec soin les registres. Les fonds qui en provenoient ont été employés au service des hôpitaux, à la subsistance des troupes et des administrations françaises, ainsi qu'à la continuation des travaux de l'artillerie et du génie; travaux qui ont conservé vingt-cinq mille hommes à la patrie. Lorsque j'ai été forcé de m'emparer des fonds de la banque de Hambourg, ils étoient de plus de douze millions; et lorsque j'ai été remplacé dans mes commandemens par le général de division Gérard, une partie de l'arrière avoit été payée, j'avois fait face à toutes les dépenses de l'artillerie et du génie, et j'ai laissé dans les caisses de l'armée un million 718,250 francs 93 centimes, qui ont continué à recevoir la même destination. Tous les actes de mon administration ont été dictés par des ordres et décrets dont j'ai les originaux dans mes mains. J'ai pu, dans les grands commandemens dont j'ai été chargé, froisser des intérêts particuliers; mais jamais, de mon propre mouvement, je n'ai rendu le nom français odieux; et dans les circonstances difficiles où je me suis trouvé, j'ai toujours eu pour guide l'amour de la patrie et l'intérêt de l'armée. »

M. de Montalembert proposa à la Chambre de décider cette question : s'il n'est permis de parler sur un article de loi en discussion, que pour y proposer des amendemens. Le prince d'Eckmühl vota le rejet de cette proposition : il la regarda comme inutile : « Pourquoi, dit-il, vouloir décider en thèse générale une question presque toujours subordonnée aux circonstances ? Le principe qu'on prétend établir, admis dans toute sa rigueur, ne tendroit à rien moins qu'à priver la Chambre du droit de fermer une discussion lorsqu'elle se trouve suffisamment éclairée. Quel motif peut aujourd'hui rendre nécessaire la solution d'un tel problème ? Son objet, d'ailleurs, est trop important pour que la discussion qu'il exigeroit puisse être établie autrement que par une proposition en forme, aux termes du règlement. » Le prince d'Eckmühl vota l'adoption pure et simple du projet de loi relatif à la liberté de la presse, et s'opposa à tous les amendemens. Il s'éleva avec force contre la loi de novembre 1815, où, parmi ses différentes dispositions, on y remarque que, « dans la même ville, dans le même jour, un habitant et un militaire pouvoient se rendre coupables d'un délit prévu par cette loi : l'habitant n'étoit pas enlevé à ses juges naturels ; le militaire étoit livré à un tribunal d'exception. » Et qu'avoient fait les militaires pour mériter une telle animadversion ? Ils avoient sauvé notre patrie d'une guerre civile ; ils avoient quitté ces signes sous lesquels ils avoient fait des prodiges pendant plus de vingt-cinq ans ; ils les avoient quittés avec résignation et dévouement ; ils avoient juré fidélité au Roi et à sa dynastie ; et les humiliations, les outrages dont ils ont été abreuvés pendant plus d'un an, ne les ont point fait changer de sentiment : ils savoient que les auteurs de ces outrages alloient contre les intentions du Monarque auquel nous devons la Charte, et qui, chaque jour, consolide cet édifice de

nos libertés. Ces militaires ont arboré de bonne foi le drapeau blanc, ce drapeau royal qui, désormais, sera l'unique drapeau français. Ce sera sous ce drapeau qu'ils renouvelleront ces prodiges qui leur ont valu l'estime de l'Univers, si le service du Roi et de la patrie leur faisoient un appel. »

ECQUEVILLY (marquis d'), se réunit à l'armée du prince de Condé, qui le nomma maréchal-général-des-logis de sa cavalerie ; il remplit avec distinction cet emploi jusqu'à l'époque du licenciement : il accompagna ce prince à Pétersbourg. M. d'Ecquevilly rentra en France avec le Roi en 1815 ; il suivit Sa Majesté à Gand, et revint avec elle à Paris ; le Roi l'a créé pair, lieutenant-général, et directeur du dépôt de la guerre. M. le marquis d'Ecquevilly prononça l'oraison funèbre du prince de Condé. « Je n'ai jamais mieux senti, dit-il, l'avantage et l'honneur de siéger parmi vous, qu'au moment où ils me fournissent l'occasion de jeter quelques fleurs sur la tombe du héros dont nous déplorons la perte. La reconnaissance et le dévouement sans bornes qui m'attachent à M. le prince de Condé, m'en font un devoir bien doux à remplir : dix campagnes près de lui, l'honneur de l'avoir accompagné à Pétersbourg, m'ont rendu témoin de ses succès à cette cour, comme je l'avois été de sa vaillante héroïque sur le champ de bataille ; modèle, exemple, idole de la noblesse française, aux yeux de laquelle il a développé ce grand caractère qui honorerà à jamais sa mémoire ; père de ses soldats, calme et patient dans les revers, modeste dans ses succès, aucun feuillet ne sera à déchirer de son histoire, qui transmettra à ses neveux, sans la moindre tache, ses vertus militaires et civiles. Cet auguste prince a conservé jusqu'au dernier moment l'impression de l'emploi le plus glorieux de sa vie ; peu d'heures avant d'expirer, on lui entendoit prononcer distinctement ces mots qui me pa-

roissent appartenir à l'histoire : *Ubi est bellum (où est la guerre)* ? L'éloquence des orateurs les plus distingués prodiguera les éloges dont le prince de Condé s'est rendu si digne ; pour moi , je me bornerai à répéter la phrase que lui adressa un de nos honorables collègues (le général Maison), lors de son débarquement à Calais avec le Roi , et que notre auguste Monarque , si juste appréciateur de la valeur des choses et des mots , a daigné se rappeler en leur accordants on suffrage : *Monseigneur, vous nous avez donné de grands exemples et de bonnes leçons.* »

EGONIERES, fut nommé , en 1817, membre de la Chambre des députés , par le collège électoral de la Vendée ; il a siégé au côté gauche, seconde section.

EMBARÈRE (le comte d'), servit dans les premières campagnes de la révolution comme officier du génie, et dirigea en 1793 la défense de Valenciennes ; il combattit avec quelque succès MM. Talmont et d'Autichamp. Il fut nommé inspecteur-général du génie. M. d'Embarère fut chargé de fortifier à la hâte la tête du pont du Var , attaqué par une armée supérieure d'Autrichiens ; il défendit ce poste important et repoussa les ennemis. Buonaparte récompensa ses services en le nommant sénateur. Il adhéra à sa déchéance et vota le retour des Bourbons. Nommé par le Roi pair de France lors de la création de la pairie, et n'ayant pas été désigné par Buonaparte, il a conservé sa dignité.

La Chambre des pairs examina le projet de loi relatif aux servitudes imposées à la propriété pour la défense de l'Etat. M. le comte d'Embarère regarda comme superflue toute apologie de l'histoire des places fortes après ce qui a été dit de leur utilité par le rapporteur de la commission : « Il seroit aussi déraisonnable, dit-il, d'en reconnoître les avantages, que

de prétendre qu'elles fussent par elles-mêmes à la défense d'un Etat. La situation topographique de la France rend sur-tout extrêmement précieux pour elle l'usage de ce moyen, dont elle peut recueillir tout le fruit sans d'immenses sacrifices : aussi la puissance de Louis XIV, secondée par le génie de Vauban, en a-t-elle fait à nos frontières la plus heureuse application. Il ne s'agit aujourd'hui que d'entretenir, et peut-être de perfectionner en quelques points les créations de cette époque. En admettant le système des places fortes, on conçoit que l'intérêt de leur défense doit soumettre à un régime particulier le terrain qui les environne. » Le noble pair vota le projet de loi avec quelques amendemens.

EMMERY (comte de Crozyeulk), né en 1752, étoit avocat à Metz lorsqu'il fut nommé député aux Etats-Généraux. Admirateur de la révolution , il montra beaucoup de modération dans ses principes et devint suspect aux jacobins. Il fit décréter que nul député ne seroit admis qu'après avoir prêté le serment civique : il fit un rapport sur l'organisation de l'armée, accusa le cardinal de Rohan et les princes allemands de fomenter des troubles en Alsace : il fit aussi le rapport sur l'insurrection de la garnison de Nancy, et provoqua l'ordre d'en poursuivre les auteurs. M. Emméry dirigea sa conduite sur les conseils de M. de Bouillé, avec lequel, par l'entremise de M. de La Fayette, il avoit une correspondance secrète ; cependant M. Emméry avoit des principes bien différens de ceux de M. de Bouillé ; ce dernier étoit véritablement royaliste, et M. Emmery désiroit une révolution, sans adopter ces maximes destructives de la religion et de la monarchie. Il s'opposa à la destruction de l'hôtel des Invalides, contribua aux mesures de sûreté prises lors du voyage de Varennes, et vota l'arrestation de ce même

M. de Bouillé dont il avait recherché l'estime et la confiance. Après la session il entra au tribunal de cassation. Il vécut dans l'obscurité pendant le règne de la terreur, et reparut sur la scène politique en 1797. Il fut appelé au conseil des Cinq-Cents, où il demanda la révocation de la loi qui dépouillait de leurs biens les parens d'émigrés. Après le 18 brumaire Bonaparte le nomma conseiller-d'Etat, et ensuite sénateur. Il adhéra à sa déchéance et fut nommé pair par le Roi. N'ayant rempli aucunes fonctions publiques pendant l'interrègne, cette dignité lui fut conservée après le retour de Sa Majesté.

ESCARS (Pérussé, comte d'), né en 1759, fut nommé député de la noblesse de Châtelleraut aux Etats-Généraux, où il se montra constamment attaché aux principes de la monarchie, et signa toutes les protestations de la minorité contre les innovations révolutionnaires. Il accompagna M. le comte d'Artois dans tous ses voyages. Ce prince le nomma son capitaine des gardes. Le Roi le nomma

successivement maréchal-de-camp, lieutenant-général, commandeur de l'ordre de Saint-Louis, pair de France et gouverneur de la quatrième division, à Nancy. La comtesse d'Escars, née de Ligne, son épouse, qui étoit restée en France pendant une partie de la révolution, fut long-temps exilée à Soissons par Buonaparte.

ESCLIGNAC (le duc d'), d'une famille ancienne de Gascogne, fixa son séjour en Espagne. Son mariage avec une princesse de la maison de Lusace, le fit créer duc et grand d'Espagne. Il étoit attaché au prince des Asturies, actuellement roi d'Espagne, lorsque Buonaparte usurpa la couronne d'Espagne, et la donna à son frère Joseph. Le duc d'Esclignac devint chambellan du nouveau roi : il eut le bonheur de sauver la vie à un grand nombre d'Espagnols fidèles à leur roi légitime. On dit même qu'il ne cessa, pendant la guerre, d'entretenir des relations secrètes avec don Carlos, enfermé à Valançay. Le duc d'Esclignac est rentré en France : le Roi l'a créé pair de France par son ordonnance du 9 mars 1819.

F.

FAGET DE BAURE, né à Orthez en 1751, d'une famille distinguée dans la magistrature, fut envoyé fort jeune au collège de Juilly, où il fit des progrès rapides et brillans. A dix-neuf ans, il exerçoit avec un talent extraordinaire les fonctions d'avocat-général au parlement de Pau. La révolution l'arrêta dans sa carrière honorable. En 1809, sur la récommandation de M. le comte Daru, son beau-frère, dont il seconda les vues et les travaux, il devint membre et rapporteur du conseil du contentieux de la maison de Buona-

parte. En 1810, il fut élu député au Corps-Législatif par le département des Hautes-Pyrénées, et, en 1811, il fut nommé un des présidens de la Cour impériale de Paris, avec le titre d'officier de la Légion-d'Honneur. M. Faget de Baure adhéra à la déchéance de Napoléon, et il signa l'acte constitutionnel qui rappeloit Louis XVIII en France. Invariablement attaché aux principes de la justice, il défendit le projet de loi sur la liberté de la presse, et celui qui tendoit à faire restituer aux émigrés les biens non vendus. Lors de l'inva-

sion de Buonaparte, il se distingua par son zèle à défendre la cause royale : il fit un rapport plein de force et de vérité sur le projet de loi concernant les récompenses nationales; nous en citerons ce passage : « Un homme, le fléau de l'Europe, qui a trop long-temps opprimé notre patrie sous un joug de fer, et contre lequel nous avons tous éminemment prononcé une sentence solennelle de déchéance, à laquelle il s'est lui-même soumis par son abdication; cet homme ose tenter d'asservir aujourd'hui la France : il n'avoit point d'armée; mais il a compté en former une avec des traîtres et des transfuges. Tel est son mépris pour l'espèce humaine, qu'il n'a pas un instant douté du succès : il a calomnié nos braves soldats, lorsqu'il les a crus capables d'abandonner la cause de la liberté pour celui qui s'en est montré le plus constant oppresseur. Oui, il les a calomniés; j'en atteste les braves garnisons de Lille, de la Fère, de Cambrai et d'Antibes, qui, malgré des suggestions coupables et des ruses perfides, ont donné le premier exemple d'une fidélité inébranlable. Que ne pouvons-nous proclamer ici les noms de tous les braves qui les composoient! Nous nommerons au moins les dignes chefs, les Corsin, les d'Aboville, les Lions. Des récompenses leur furent assignées par le Roi, et nous leur donnons en ce moment la plus glorieuse de toutes, en déclarant qu'ils ont bien mérité de la patrie. » En juillet 1815, M. Faget de Baure fut nommé président du collège électoral des Landes, et élu membre de la Chambre des députés par le département des Basses-Pyrénées : il réunit tous les suffrages pour la vice-présidence; il fit un rapport sur le projet de loi relatif à la nouvelle organisation de la Chambre de la Cour des comptes. Le Roi le nomma président de la Cour royale de Paris. Ce fut lui qui présida la Chambre des députés lors de la discussion sur la loi des élections. Après la dissolution de

cette Chambre, il fut nommé pour présider le collège électoral des Basses-Pyrénées. Il en fit l'ouverture par un discours dans lequel on remarque le passage suivant : « Ce n'est pas vous, messieurs, qu'il faut prémunir contre les illusions d'un zèle exagéré. Moins on est maître de soi, plus on est près des excès. Le bien politique, comme le bien moral, se trouve toujours entre deux limites. Malheur à qui ne craint point de les franchir! Ce n'est pas vous, messieurs, qu'il faut prémunir contre ces insinuations perfides ou irréfléchies, que les ordonnances du Roi n'expriment point sa volonté propre, et qu'elles sont l'ouvrage de ses ministres : vous le savez, et l'histoire ne vous l'a que trop appris, c'est avec ces artifices et ces précautions oratoires que l'on attaque de front l'autorité royale; ils ont été mis en usage par la ligue et la fronde; c'est pour ainsi dire un lieu commun d'éloquence des factions. » M. Faget de Baure fut nommé député en 1816 : il fit un rapport au nom de la commission centrale, sur le projet de loi relatif aux abus de la liberté de la presse. Il régla d'abord la responsabilité des auteurs, des éditeurs, des imprimeurs et des distributeurs des ouvrages imprimés; il expliqua ensuite dans quel cas la saisie des ouvrages imprimés peut avoir lieu, et dans quelles formes il doit y être statué. Il traça quelques règles sur la manière de poser les questions dirigées contre les abus de la liberté de la presse; il marqua la compétence des tribunaux; il modifia la rigueur de quelques dispositions des lois antérieures, et il établit une prescription plus favorable aux accusés de ce genre de délit : c'est dans cet ordre que l'honorable membre examina les dispositions principales de ce projet. Il rendit ensuite compte de l'opinion des différens membres de la commission. Plusieurs ont pensé que les délits de la presse étoient d'une nature particulière, qu'ils ne devoient pas être assimilés aux délits ordi-

naires, et qu'il pourroit être convenable d'en attribuer la connoissance aux jurés. Parmi ceux qui ont embrassé cette opinion, les uns ont considéré que lorsque le gouvernement dénonce aux tribunaux un écrit dans lequel il est attaqué, les jurés sont dans une position plus indépendante que les juges; qu'ils inspirent plus de confiance aux accusés, et offrent plus de garantie pour la conservation de la liberté de la presse; les autres, effrayés des abus multipliés qu'elle produit, et regardant toutes les institutions actuelles comme trop foibles pour les arrêter, ont pensé qu'il conviendrait de former, pour les crimes et les délits de la presse, un jury spécial fortement constitué, assemblé aux chefs-lieux des cours royales, et composé de jurés indépendans par leur situation de fortune, et propres, par leurs habitudes de cultiver les connoissances humaines, à juger les ouvrages de l'esprit; que ce seroit à-la-fois opposer une barrière aux abus de la liberté de la presse, et honorer les lettres, dont la gloire est au nombre des propriétés impérissables de la nation française. Une autre partie des membres de la commission a considéré que quelle que soit la nature des délits de la presse, on ne pouvoit faire un changement dans la compétence des tribunaux, pour le jugement des écrits imprimés, sans le faire aussi pour les écrits à la main distribués dans le public, pour les discours politiques prononcés dans des assemblées illicites; qu'il y a parité de raison pour donner des juges du même ordre aux prévenus des délits du même genre; que, d'ailleurs, tous les autres délits ont aussi chacun leur nature particulière, et que si le jugement par jurés doit assurer plus amplement la justice à laquelle chaque accusé a droit, il faut établir d'une manière générale le jugement par jurés dans toutes les affaires de police correctionnelle. La commission, après avoir discuté ces questions impor-

tantes, a pensé qu'elles ne devoient pas être traitées incidemment et d'une manière partielle; que si un pareil changement dans l'ordre des juridictions pouvoit être regardé comme utile, il devoit être proposé directement, et en forme de loi, conformément à l'article 16 de la Charte, ou bien dirigé en proposition particulière de la demande d'une loi, conformément à l'article 19 de la même Charte; qu'alors ces hautes discussions seroient portées à la Chambre avec la maturité de l'examen, et la solennité des formes qu'une aussi grande délibération exige; mais qu'il seroit peu convenable de les introduire par amendement dans la discussion d'une loi qui ne statue que sur des cas particuliers de la jurisprudence relative aux abus de la liberté de la presse. La commission a remarqué avec un sentiment de douleur, que les lois actuelles n'opposent à ces abus qu'une barrière impuissante; peut-être est-il à désirer que cette partie de la législation soit revisée, et qu'il soit formé des institutions propres à réprimer la licence sans gêner la liberté; peut-être aussi est-ce une de ces choses où, pour remédier au mal, les bons exemples sont plus puissans que les meilleures lois. S'il en est ainsi, il faut que ceux de nos écrivains qu'une juste renommée de talens, de succès et de vertus, ont placés au premier rang dans l'opinion publique, s'occupent de la diriger vers ce qui est vrai, utile et convenable; c'est à eux qu'il appartient de nous éclairer par des ouvrages écrits pour leur siècle, mais en présence de la postérité; puissent-ils, pour prix de leurs efforts, éprouver cette satisfaction que Montesquieu ambitionnoit, lorsqu'en publiant son *Esprit des Loix* il disoit: « Si je pouvois faire ensorte que tout le monde eût de nouvelles raisons pour aimer ses devoirs, son prince, sa patrie, ses lois, qu'on pût mieux sentir son honneur dans chaque pays, dans chaque gouvernement, dans chaque poste où l'on se trouve, je

me croirois le plus heureux des hommes. » L'honorable membre proposa l'adoption du projet, avec quelques amendemens. M. Faget de Baure mourut quelques jours après ce rapport. Il honora la magistrature par ses travaux, sa science et ses vertus.

FALACIEU (Joseph), propriétaire de forges, né en 1761, fut membre de la Chambre des représentans en 1815 pour le département des Vosges, et, après le retour du Roi, membre de la Chambre des députés : il y vota avec la minorité. Il vota avec la majorité dans la session de 1816. Il fut réélu député en 1817 : il a siégé au côté gauche, seconde section.

M. Falacieu vota l'article 34 du projet de loi sur les douanes, relatif au transit d'Alsace des denrées coloniales : « Les motifs de ce projet sont puisés, observa l'honorable membre, dans la considération des avantages qui résultent du transit ; ces avantages y sont parfaitement démontrés comme produisant des bénéfices qu'il n'est plus permis à la France de dédaigner : il y est établi que tout est profit pour nous dans ces expéditions, si l'on ne doit pas craindre qu'elles nuisent à l'exportation de nos propres produits, et cela est vrai, sur-tout si l'étranger peut se procurer ces mêmes produits des autres pays, sans emprunter notre territoire, et sans que nous puissions y mettre obstacle. »

FAVARD DE LANGLADE (baron), né en 1762, à Saint-Florent (Puy-de-Dôme), exerça la profession d'avocat au parlement de Paris jusqu'à la suppression de cette cour ; il défendit les opprimés et montra un grand amour pour la justice. Il fut élu membre du conseil des Cinq-Cents, où il se fit remarquer par sa modération. Nommé au Tribunal, il travailla aux différens codes. M. le baron Favard de Langlade vota pour élever Buonaparte à la dignité

d'empereur, parce qu'il avoit adopté ce principe vrai, que pour gouverner un empire il faut un chef souverain et héréditaire. Nommé ensuite membre de la députation du Tribunal, chargé de se rendre au quartier-général de Buonaparte pour le féliciter sur ses conquêtes, il proposa, à son retour, de frapper une médaille qui rappelât les victoires et les triomphes du vainqueur. Le Sénat le nomma conseiller à la Cour de cassation. Il fut envoyé dans le département de l'Arriège pour découvrir les causes de l'assassinat d'un maire protestant et de son adjoint : il s'acquitta de cette commission avec cette intégrité dont il a souvent donné des exemples dans les différentes fonctions qu'il a exercées. Sur son rapport, Buonaparte révoqua la sentence de déportation qu'il avoit prononcée contre deux curés fausement accusés. En 1813 il fut nommé maître des requêtes attaché au comité du contentieux : le Roi, rétabli sur son trône, le conserva dans cette place. Il fut chargé de plusieurs commissions dont il s'acquitta avec beaucoup de discernement. Au 20 mars il conserva sa place de conseiller à la cour de Cassation ; mais il fut rayé de la liste des maîtres des requêtes. Il fut élu membre de la Chambre des représentans de 1815, mais il garda un profond silence. Le Roi, à son second retour, le rétablit aux fonctions de maître des requêtes ; il fut appelé aux fonctions de législateur au mois d'août 1815, mais M. Favard de Langlade parut peu à la tribune et vota avec la minorité. Il a été réélu député au mois d'octobre 1816, et il a voté avec la majorité. M. Favard de Langlade a été nommé conseiller d'Etat en service ordinaire en avril 1817, et conseiller à la cour de Cassation : il a siégé au centre.

M. le baron Favard de Langlade fit, au nom de la commission centrale, un rapport sur le projet de loi relatif aux engagistes : il observa que

ce projet avoit pour objet de réparer les omissions des lois concernant cette matière, et de donner aux engagistes, détenteurs des forêts au-dessus de 150 hectares, la faculté de devenir propriétaires en payant le quart de la valeur : M. Favard de Langlade proposa l'adoption du projet de loi avec deux amendemens. Il demanda la question préalable sur l'amendement de la commission, qui a pour objet de supprimer le second paragraphe de l'article 14 sur la contrainte par corps, qui ne rend contraignable par corps la caution donnée par l'étranger non domicilié en France, qu'autant que ce dernier ne peut être arrêté après l'expiration du terme énoncé en l'article 6. L'orateur observa que, d'après l'article 6 du projet, la caution donnée par le débiteur français n'est pas contraignable par corps, et qu'elle oblige seulement ses biens au paiement solidaire de la dette ; que le projet, voulant faire jouir l'étranger du bénéfice de l'article, il est juste de ne pas aggraver sa condition, en conservant néanmoins au créancier toute garantie ; qu'il est convenable que la caution ne soit point exposée à la contrainte par corps, et que ses biens seuls restent garans de la dette. S'il en étoit autrement, on pourroit voir souvent une caution emprisonnée, tandis que l'étranger, principal débiteur, jouiroit de la liberté. L'opinion de M. Favard de Langlade fut adoptée par la Chambre.

M. Favard de Langlade examina et discuta avec beaucoup de talent et de sagesse le projet de loi du mois de décembre 1817, relatif aux abus de la liberté de la presse. Il observa que la proposition d'affecter à des jurés la connoissance des délits de la presse, ne pouvoit faire l'objet d'un amendement au projet de loi, mais seulement d'une loi spéciale délibérée dans les formes constitutionnelles. En adoptant ce parti, la commission s'est conformée au vœu formel de la Charte, qui conserve au Roi seul

l'initiative de la loi, sans laquelle il ne peut y avoir de stabilité dans le gouvernement, ni dans ses institutions. Cette vérité a paru telle à ceux même des membres de la commission qui étoient les plus zélés partisans du jury, qu'ils ont eu la générosité de faire fléchir leur opinion devant le respect dû à l'initiative royale. La Chambre appréciera cet hommage rendu à la Charte, et elle ne voudra pas, sans doute, la violer dans sa base fondamentale, en usurpant l'initiative de la loi, qui est la prérogative de la royauté. » L'honorable membre rappela en peu de mots les lois en vigueur sur la répression des crimes et des délits de la presse, et il examina si la suppression de ces lois pouvoit être improvisée par amendement. Il passa ensuite à la question du jury ; il soutint que l'innovation qu'on proposoit auroit ces deux effets, de supprimer la juridiction actuelle des tribunaux correctionnels, et de l'attribuer au jury par une délégation nouvelle. « C'est sans doute un changement notable dans les institutions, c'est un déplacement et une création du pouvoir de juger. » L'orateur examina la chose dans son principe et dans son effet ; il démontra avec clarté et avec force, que « le jury a été institué en France pour connoître des crimes ; si la connoissance des délits de la presse leur est renvoyée, il faut bien reconnoître qu'en cela on lui attribue une nouvelle juridiction. Mais aux termes de l'article 61 de la Charte, qui concerne l'institution des jurés, les changemens à y faire ne peuvent être effectués que par une loi. C'est bien ici une loi spéciale : or, toute loi ne peut être faite que sur la proposition du Roi, soit qu'il la fasse spontanément, soit qu'il convertisse en projet de loi une supplique qui lui auroit été faite par les deux Chambres, et qu'il auroit agréée. L'honorable membre demanda qu'il lui fût permis de fixer un moment l'attention de la Chambre sur la différence

bien remarquable qui existe entre la Charte et la constitution de 1791, au sujet de l'initiative de la loi : « La constitution de 1791, dit-il, donnoit au Corps-Législatif le droit de proposer et de discuter les lois; le Roi, de son côté, pouvoit inviter le Corps-Législatif à prendre cet objet en considération. Les décrets étoient ensuite présentés au Roi, qui pouvoit leur refuser son consentement. On sait tout ce qu'a produit l'initiative accordée au Corps-Législatif, initiative qui sembloit lui avoir été donnée pour miner l'autorité royale. Fondée sur l'expérience du passé, la Charte donne au Roi seul le droit de proposer la loi, et aux Chambres la faculté de supplier Sa Majesté de proposer une loi sur quelque objet que ce soit; mais il faut que cette proposition soit discutée en comité secret, avant d'être mise sous les yeux du Roi, qui peut l'adopter, ou la modifier, ou la rejeter. Dans les deux premiers cas, le Roi use de son initiative pour convertir la proposition en projet de loi. On voit par ce fidèle rapprochement, que la Charte a fait l'inverse de la constitution de 1791, en plaçant exclusivement dans les mains du Roi l'initiative des lois. On n'a pas besoin de faire sentir les motifs de cette sage précaution, parce qu'ils doivent se présenter en foule à l'esprit. Gardons-nous bien de porter atteinte à ce principe constitutionnel et conservateur de la royauté, en admettant, sous la forme de l'amendement, une disposition tendante à bouleverser l'ordre des juridictions. » A la raison que l'honorable membre tira de la Charte, il en ajouta d'autres, qui naissent soit de la nature des choses, soit de l'état actuel de la législation : « La nature des choses dit assez qu'un amendement ne peut être qu'une modification de la loi proposée; il s'identifie dans cette loi pour en faire partie; il ne peut donc pas être à lui seul une loi à part, ou bien ce seroit là un moyen de faire passer une loi à la faveur ou à l'occa-

sion d'un autre moyen, qui manqueroit également de franchise et de dignité. Il faut voir le but de la loi proposée, pour y concourir, et non pour s'en écarter ou pour changer la direction de cette loi. Le projet présenté a uniquement pour objet d'améliorer, soit dans le fond, soit dans les formes de procéder, la législation actuelle sur la répression des délits de la presse : il n'est pas du tout question de changer la juridiction, mais de régulariser le mode de juger. Voilà donc la démarcation donnée, et la règle pour ainsi dire coercitive qui doit circonscrire ici la faculté des amendemens. Tout ce qui entre dans le cercle doit y être admis, tout ce qui en sort doit être rejeté. Mais, indépendamment des principes, il faut voir la conséquence de la proposition de renvoyer au jury les délits de la presse : l'innovation est telle, que tout le système de la législation en seroit changé, comme celui de la procédure. Une loi de la nature de celle qu'on demande sur le jury, exige de profondes méditations : on ne passe pas d'une forme consacrée par les lois antérieures et par l'expérience, à des dispositions contraires, sans un examen approfondi, et du système nouveau auquel ces dispositions se rattachent, et des moyens de le coordonner avec les institutions actuellement existantes. » L'honorable membre soutint que « dans la supposition où la Chambre voudroit établir le jury pour les simples délits de la presse, elle n'auroit qu'un moyen pour préparer l'adoption de ce système sans nuire aux intérêts de la société : ce seroit d'adopter le projet qu'on discute, avec les modifications dont il peut être susceptible, et de supplier ensuite le Roi, dans les formes constitutionnelles, de proposer un projet de loi pour l'organisation et les attributions de ce nouveau jury. Pourroit-on balancer, dans une telle situation, à profiter des premières améliorations qui sont offertes ? Elles n'empêcheront pas

de discuter plus tard le nouveau système sur le jury, et de l'adopter s'il est jugé convenable. Si on veut fonder les institutions sur des bases solides, il paroît au moins prudent de ne pas improviser chez nous la solution d'une question aussi importante que celle de savoir s'il convient de dépouiller les tribunaux correctionnels des simples délits de la presse, pour en attribuer la connoissance à des jurés : qu'on se rappelle qu'en Angleterre il a fallu bien des années, bien des expériences pour arriver au complément de toutes les libertés. Il a fallu sur-tout que l'esprit public acquit de la rectitude et de la maturité, par l'habitude des discussions parlementaires et par la pratique des questions politiques. Ce qui a fait la constitution d'Angleterre telle que nous la voyons, c'est le temps, ce sont des progrès successifs et irrévocables dans la coordonnance et dans le mode d'exécution des principes reconnus.

FERRAND (le comte), né en 1752, d'une famille distinguée dans la robe et dans l'épée, étoit, avant la révolution, conseiller au parlement de Paris, où il se distingua par ses lumières, sa justice et son amour pour l'étude et le travail. Lorsque la demande des Etats-Généraux fut faite dans le parlement, M. Ferrand s'y opposa avec force. Obligé de céder à la majorité, il s'efforça dès-lors à prévenir les tristes effets qui devoient résulter de cette demande. Dans la séance royale, où le Roi avoit promis de convoquer les Etats-Généraux dans les quatre ans, M. Ferrand représenta au Roi les dangers de ce retard, qui, pendant cet espace de temps, alloit mettre les factions en mouvement; il supplia le Roi de les convoquer au mois d'avril 1788, en garantissant à S. M. que l'emprunt de 40 millions seroit enregistré sur-le-champ. Le Roi se crut lié par les décisions qui avoient été prises dans son conseil, et S. M. chargea M.

le duc de Nivernois de dire à M. le comte Ferrand, que sans cette circonstance il auroit suivi ses conseils. M. Ferrand prévint les malheurs de la révolution, et les projets des novateurs; il se hâta de quitter la France en 1789. Il s'attacha à la destinée du prince de Condé qui l'admit dans son conseil. Il publia plusieurs ouvrages pour défendre la monarchie et les droits du monarque, qui excitèrent l'admiration des étrangers, et placèrent l'auteur au rang des plus illustres écrivains. Ce magistrat faisoit partie du conseil de régence, lors de la mort de Louis XVI. Il publia alors l'éloge de Madame Elisabeth, cette auguste princesse, modeste, et même timide au milieu des grandeurs, fière et courageuse au milieu des dangers, toujours vertueuse, toujours pure de cœur et d'esprit. Rentré en France en 1800, M. le comte Ferrand s'éloigna des affaires publiques, et consacra son temps à des ouvrages qui sont marqués du sceau de l'immortalité. Il publia son ouvrage sur l'*Esprit de l'histoire*, où il proclama avec autant de courage que de talent ces principes de sagesse et d'ordre, de justice et de morale, qui assurent la stabilité des empires; ouvrage instructif et agréable, rempli de réflexions judicieuses, et qui annoncent les vastes connoissances de l'auteur; il fit paroître ces *Lettres politiques et morales d'un père à son fils*, où il développa cette maxime de justice éternelle, « que nul n'a le droit de vouloir une révolution. » Ce génie, dans toute sa sublimité, a conçu le plan de cet ouvrage qui réunit le double mérite de plaire et d'instruire: les grandes vérités qu'il renferme excitèrent la haine et la jalousie de ces hommes qui, pour satisfaire leurs passions, insultent au génie et outragent les vertus. M. Ferrand éprouva les persécutions d'un gouvernement ombrageux et oppressif: l'ouvrage fut cartonné. Il se consola de cette injustice en recueillant les témoi-

gnages de satisfaction que, lui exprimèrent les hommes instruits et vertueux. L'empereur de Russie lui écrivit une lettre honorable, accompagnée d'une bague d'un grand prix. M. Ferrand se chargea de continuer l'histoire de Rulhières sur la Pologne; l'ouvrage alloit paroître, lorsque M. Esmeinard, chef de la police pour la librairie, chargea M. Daunou, occupé alors à proclamer les prouesses républicaines, d'examiner cet ouvrage. Cet homme de lettres viola les principes de la justice, en publiant une préface pleine de sarcasmes et d'invectives contre M. Ferrand. Après la déchéance de Buonaparte, et l'entrée de l'empereur de Russie à Paris, plusieurs royalistes se réunirent chez M. Lepelletier de Morfontaines. Dans cette assemblée respectable, M. le comte Ferrand proposa de recourir à l'autorité du Sénat pour rappeler les Bourbons; mais l'assemblée crut qu'il étoit plus sage et plus utile de recourir à l'empereur Alexandre pour opérer cette heureuse restauration. On délibéra d'envoyer à ce souverain une députation chargée d'interposer sa médiation et sa puissance, pour rétablir Louis XVIII sur le trône de ses pères. M. le comte Ferrand fit partie de cette députation; elle fut reçue par M. Nesselrode, qui l'assura des intentions bienveillantes de l'empereur de Russie. Le Roi nomma M. le comte Ferrand pair de France, ministre d'Etat, directeur-général des postes. S. M. le consulta souvent lorsqu'il voulut donner à son peuple une Charte constitutionnelle; ses conseils furent quelquefois écoutés et suivis. Devenu membre de la commission chargée d'examiner les demandes en restitution des biens non vendus des émigrés, il développa à la tribune de la Chambre des députés les motifs du projet de loi qui autorisoit cette restitution; il rappela l'injustice qui avoit donné lieu à la spoliation des émigrés dont il démontra le géné-

reux attachement à la famille royale; il termina ainsi son discours: « Il est aujourd'hui bien reconnu qu'en s'éloignant de leur patrie, tant de bons et fidèles Français n'avoient jamais eu l'intention de s'en séparer que passagèrement. Jetés sur des rives étrangères, ils pleuroient sur les calamités de leur patrie, qu'ils se flattoient toujours de revoir; il est bien reconnu que les régnicoles, comme les émigrés, appeloient de tous leurs vœux un heureux changement, lors même qu'ils n'osoient encore l'espérer: à force de malheurs et d'agitations, tous se retrouvèrent au même point: tous y étoient arrivés, les uns en suivant une ligne droite sans en jamais dévier; les autres, après avoir parcouru plus ou moins les phases révolutionnaires au milieu desquelles ils se sont trouvés; tous étoient donc déjà réunis d'intention, et la bienfaisante ordonnance du Roi, en ne mettant aucune différence entre eux, n'a été que la déclaration verbale d'un fait déjà existant. La loi que nous apportons dérive de cette ordonnance: elle reconnoît un droit de propriété qui exista toujours, elle en régularise la réintégration. Vous vous empresserez donc, Messieurs, de donner à cette loi une prompte publication; vous reconnoîtrez qu'elle est impatientement attendue par un grand nombre de sujets dévoués et recommandables, dépossédés pendant plus de vingt ans, qui se sont noblement résignés à cette longue privation, mais qui souffriroient doublement s'ils la voyoient encore prolongée; vous vous empresserez de seconder les vœux du Roi, sans doute il va jouir du bonheur de ceux à qui il va rendre leurs propriétés; mais croyez aussi qu'il a besoin de cette puissance pour adoucir le regret qu'il éprouve de ne pouvoir donner à cette justice toute l'extension qu'il a au fond du cœur. Grâce à la sagesse de son administration, grâce aux principes que vous maintiendrez dans les recettes et

les dépenses publiques, il est permis de croire qu'un temps viendra où l'état des finances diminuera les pénibles exceptions commandées par les circonstances. » Ce discours noble et sage, qui rappelle de grandes vérités de justice et de morale, qui respire l'unction du sentiment, la sensibilité du cœur, l'amour pour l'humanité affligée, et où l'on aperçoit toute l'éloquence de l'homme juste et pénétré de la sainteté de ses devoirs, excita le ressentiment de M. Bedoch; il attaqua avec amertume et avec violence M. le comte Ferrand; il n'employa que des erreurs, des sarcasmes et des sophismes : ce fut un véritable jour de triomphe pour M. le comte Ferrand; les hommes sages et instruits prirent sa défense, et le vengèrent de toutes les injures proférées par la haine et l'injustice. L'auteur de cet article s'honorera toujours de s'être réuni à cette association respectable pour venger le mérite outragé. Pendant la maladie qui conduisit au tombeau M. Malouet, ministre de la marine, M. le comte Ferrand fut chargé, par *interim*, du portefeuille de ce département, et le conserva après la mort de ce ministre jusqu'à l'époque de la nomination de M. Beugnot à ce ministère. Pendant cet intervalle M. Ferrand avait rédigé et présenté au Roi un projet de règlement relatif à la traite des nègres, et qui avait pour objet d'empêcher l'exercice de ce commerce sur la partie des côtes d'Afrique situées entre le cap Blanc et le cap des Palmes. M. le comte Ferrand lut à la Chambre des députés un projet de loi sur les colons de Saint-Domingue. Ce projet tendoit à proroger jusqu'à la fin de la session 1815 le sursis accordé par l'ancien gouvernement. L'apparition subite de Buonaparte força M. le comte Ferrand de céder la direction des postes à M. de Lavallette, qui vint s'en emparer au nom de Napoléon. Il fut impossible à M. le comte Ferrand

de suivre le Roi à Gand, son successeur lui ayant refusé des chevaux de poste. Il se retira à Orléans auprès de sa sœur, pour y vivre dans la retraite : il attendoit dans cette ville les passeports nécessaires pour se rendre en Angleterre et de là à Gand. Dès que ces passeports furent arrivés, il se rendit à Dieppe, où il trouva un embargo mis sur tous les bâtimens; il partit pour Abbeville et alla rejoindre le Roi à Gand. Après le retour du Roi, il rentra dans la possession de ses titres et de ses fonctions, à l'exception de celle de directeur-général des postes. Le Roi lui conféra la dignité de la pairie, et le nomma membre du conseil-privé. M. le comte Ferrand fit un rapport dans la Chambre des pairs, au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi sur le rétablissement des juridictions prévôtales; il en soutint la discussion avec beaucoup de précision et d'éloquence : il présenta un tableau énergique des coupables efforts que faisoient nos novateurs modernes pour troubler l'ordre public, proclamer leurs principes anarchiques, et détruire l'autel, le trône et la légitimité; il termina son discours par les sages et judicieuses réflexions suivantes : « Ils craignent de voir se maintenir et se consolider l'ordre établi ! ils redoutent la légitimité ! ils sont d'autant plus exaspérés contre elle, qu'ils la voient aujourd'hui reconnue et proclamée par toute l'Europe : c'est cette reconnaissance qui arrête les ennemis de la légitimité. Il est plus que jamais nécessaire de leur prouver que la monarchie, la légitimité et la Charte sont désormais trois choses inséparables, parce que la France veut sa royauté, veut sa Charte, veut son Roi; elle veut transmettre indéfiniment aux générations à venir cette heureuse et triple substitution; il n'y a que des factieux qui puissent présenter comme une réaction l'action motivée d'une loi nécessaire, lorsqu'au contraire cette action n'a pour but que d'empêcher qu'il n'y

ait une réaction, lorsque les mesures du gouvernement sont indispensables pour prévenir ou pour arrêter les violences populaires, parce qu'il est notoire que si le gouvernement néglige de punir, le peuple se hâte de se venger, parce qu'alors la vengeance, même juste, est un crime contre l'État, qui doit se reprocher de ne l'avoir pas empêchée; car enfin, il n'y a jamais eu et il n'y aura jamais que deux moyens de gouverner les hommes, ou une force d'opinion qui agit sur les esprits, ou une force coercitive et réprimante qui agit sur les individus. Il faut que le gouvernement fasse, par ce pouvoir, ce que la conscience des gouvernés ne fait pas; c'est-à-dire qu'il est le complément de la conscience des peuples: tant que leur conscience leur parle, il n'a lui-même qu'à parler pour être obéi; dès qu'elle se tait, il faut qu'il contraigne. » M. le comte Ferrand a été reçu à l'Académie française, et le Roi l'a nommé grand-officier secrétaire des ordres de Saint-Michel et du Saint-Esprit. Malgré la perte de sa vue et ses infirmités, M. Ferrand se rend avec assiduité aux délibérations de la Chambre des pairs. Parmi les différens ouvrages de M. Ferrand, on distinguera sa *Théorie des Révolutions*; il a développé avec autant de profondeur que de précision les causes qui ont précipité les États vers leur dissolution, détruit les dynasties, brisé le sceptre des rois, renversé les constitutions, les gouvernemens, et conduit les peuples à l'anarchie, à la misère et à l'esclavage; il en a montré l'origine, l'étendue et les suites déplorables; il a posé, d'une main habile et heureuse, ces bases fondamentales sur lesquelles reposent la stabilité, la paix et le bonheur des sociétés politiques: ces bases sont d'autant plus inébranlables qu'elles ont pour appui la sagesse, la morale, la religion, sans lesquelles il n'y a ni liberté, ni lois, ni gouvernement. Dans cet immense travail, le génie

de M. le comte Ferrand a pris une nouvelle activité et une nouvelle vigueur, en pensant que son ouvrage seroit utile à son siècle et à la postérité, et qu'il pourroit contribuer à rétablir l'ordre social, à restaurer les mœurs publiques, à détruire ces divisions intestines qui agitent sa patrie, et à ramener tous les citoyens à l'amour de la paix, des lois et de la vertu. Telles sont les pensées, tels sont les vœux de l'homme de bien. Tout, dans la *Théorie des Révolutions*, est instruction et vérité. M. le comte Ferrand ne se fait pas un jeu d'éclairer les esprits par les prestiges d'une vaine éloquence, ni d'éblouir l'imagination par des théories brillantes et des hypothèses séduisantes, il aime trop la vérité pour chercher à amuser par des paradoxes subtils et des erreurs ingénieuses. La postérité, juste et éclairée, placera la *Théorie des Révolutions* au rang de ces productions immortelles qui ont illustré le siècle dernier.

Lorsque la Chambre des pairs délibéra sur la proposition faite par M. le marquis de Lalli-Tollendal de supplier le Roi de présenter aux Chambres un projet de loi pour décerner une récompense nationale à M. le duc de Richelieu, M. le comte Ferrand invoqua à l'appui de l'opinion de M. le marquis de Fontanes (Voyez FONTANES), l'exemple donné par la Chambre dans une occasion à-peu-près semblable. On avoit proposé de voter des remerciemens à Mgr. le duc d'Angoulême, pour sa belle conduite dans le midi de la France en 1815; Monsieur, présent à la séance, prit la parole, et, avec cette loyauté qui le caractérise, refusa, au nom de son fils, l'hommage que la Chambre étoit prête à lui décerner. L'assemblée, cédant au désir de son Altesse royale, ne crut pas donner une moindre preuve de son dévouement en écartant la proposition qui lui étoit soumise, qu'elle ne l'eût fait en adoptant cette proposition. Dans la discussion de la pro-

position de M. Barthélemy, relative à la loi des élections, M. le comte Lanjuinais avoit parlé d'une protestation du parlement de Paris, de 1814; M. le comte Ferrand observa que la prétendue protestation de 1814, dont on n'a pas craint d'entretenir l'assemblée, est un acte supposé, qui parut, à cette époque, dans les journaux anglais. Il portoit les initiales d'une signature qui en fit attribuer la publication au noble pair : le fait est que cette pièce étoit l'ouvrage d'un ancien magistrat, qui, peut-être, auroit désiré un autre système de restauration, mais qui, depuis, s'est rallié, avec un grand nombre de ses confrères, à la monarchie constitutionnelle. Le noble pair a été témoin de son repentir; et dans le temps il a fait insérer dans le *Courrier*, journal anglais, des explications propres à détruire l'effet qu'avoit produit la protestation supposée. Lors de la discussion de la proposition, tendante à faire indiquer sommairement dans le feuilleton d'ordre du jour envoyé à chaque pair, l'objet des pétitions dont il devra être rendu compte à la Chambre, M. le comte Ferrand demanda que, par une disposition expresse, la Chambre exceptât de l'insertion d'ordre du jour les pétitions collectives. M. le président observa que cette demande pouvoit être considérée comme une proposition nouvelle, susceptible, par son adoption, de tous les préalables qu'exige le règlement. M. le comte Ferrand répondit que l'exception qu'il réclamoit étoit un véritable amendement à la proposition générale dont elle restreignoit l'étendue; qu'au surplus, si la Chambre croyoit devoir la traiter comme nouvelle proposition, il étoit prêt à la lui soumettre sous cette forme. En effet, le noble pair reproduisit formellement sa proposition, et la déposa, signée de lui, sur le bureau : la Chambre déclara qu'il n'y avoit pas lieu à délibérer sur cette proposition.

FIGAROL, président à la Cour royale de Pau, fut nommé, par le département des Hautes-Pyrénées, membre de la Chambre des députés de 1815. Il combattit le projet de loi relatif aux élections, et s'opposa au renouvellement intégral, comme portant atteinte à la Charte. « La réunion totale des collèges électoraux, dit-il, est une lice ouverte à la malveillance; elle a déjà exercé en France une influence dangereuse qui n'a été que comprimée par la présence de troupes étrangères. » M. Figarol fut réélu pour la session de 1816. Il défendit, en juin 1817, le projet de loi sur la liberté individuelle : il a voté, dans la dernière session, avec la majorité. Le Roi l'a nommé premier président de la cour royale de Pau. Il a siégé au centre. M. Figarol vota pour le projet de loi relatif à la liberté de la presse; il donna de sages conseils aux écrivains, dont ils ne profiteront pas : « Puisse-t-ils, dit-il, revenir à des principes et à une modération dont ils n'auroient jamais dû s'écarter! Qu'ils relèvent l'opinion, qu'ils relèvent les erreurs, qu'ils les combattent; mais que les personnes soient toujours respectées; qu'ils prêchent l'attachement aux lois et à la Charte, la fidélité au prince, le respect pour la religion et les bonnes mœurs, l'oubli de tout ce qui peut entretenir les haines ou les exciter; c'est ainsi qu'ils donneront à leurs talens, qui honorent la France, une direction utile et salutaire, et qu'ils auront mérité sa reconnaissance, en concourant, peut-être plus que les lois pénales, au maintien de l'ordre et de la prospérité.

M. Figarol défendit encore, dans une autre séance, le projet de loi relatif à la liberté de la presse; il proclama des principes d'une grande sagesse et des réflexions judicieuses. « Lorsque, dit cet honorable député, témoin et long-temps victime de la révolution, j'ai observé attentive-ment sa marche et ses progrès rapi-

des, depuis son aurore jusqu'à la désastreuse époque où, après avoir renversé le trône, elle couvrit la France de deuil en faisant périr le plus juste et le plus vertueux des monarques; lorsque je me suis convaincu que la liberté illimitée de la presse avoit été une des principales causes de tant de crimes et de tant de massacres, je ne puis être séduit ni rassuré par des discours éloquens qui tendroient à me persuader qu'elle ne peut pas être dangereuse, conservant avec mes souvenirs des craintes d'autant plus fondées, qu'elles prennent leur source dans une expérience qui ne peut jamais tromper; ne cessant de voir l'abîme sous les fleurs dont on la couvre, et convaincu que les mêmes causes peuvent produire les mêmes effets, je ne crois être jamais autant l'ami de mon roi et de ma patrie que lorsque, détournant tous les dangers qui pourroient les menacer, je cherche à prévenir les effets en détruisant les causes. » L'honorable membre protesta de son attachement à la Charte; « il observa que le respect qu'il lui portoit se fortifioit par son amour pour le Monarque qui nous l'avoit donnée, et par le serment qu'il a fait de la maintenir : mais, il doit l'avouer, il ne trouveroit pas cette haute sagesse qui caractérise l'auguste législateur à qui la France la doit, si, en accordant la liberté de la presse, elle n'eût pas en même temps assuré la répression de ces abus qui, en la faisant dégénérer, auroient livré la société à tous les désordres, et seroient devenus les plus sûrs éléments de sa destruction. » L'honorable membre démontra ensuite que le projet de loi étoit conforme à la Charte, qu'il assuroit aux Français l'exercice d'un droit précieux, et qu'il renferme des améliorations que le gouvernement leur avoit assurées. » Il termina son discours, que nous sommes forcés d'abréger, par ces sages réflexions : « La nation verra sans peine et sans

surprise une opposition naître parmi nous de la différence de nos opinions; elle est inévitable dans une réunion de plusieurs hommes, elle est souvent très-utile; mais quand elle est constante dans les mêmes individus, quand, foulant aux pieds les bien-séances, elle devient injurieuse et presque menaçante, la nation est portée à croire qu'elle prend sa source moins dans le désir de sauver son pays, que dans des intérêts personnels, dans des passions particulières qui ne peuvent lui inspirer ni de l'estime, ni de la confiance. »

FITZ-JAMES (duc de), né en 1776, est un des descendans des Stuart. Il émigra pendant la révolution en Italie, où il puisa des connoissances et de grandes leçons d'instruction; quelque temps après il se réunit à l'armée des Princes, où il servit avec gloire et distinction. Lors du licenciement il se retira en Angleterre avec sa famille; il se consacra à l'étude des sciences qu'il aimoit et qu'il pratiquoit; il revint en France après la révolution du 18 brumaire. Il refusa les offres brillantes que le gouvernement impérial ne cessoit de lui faire. Toujours occupé de la défense de la cause du Roi, il entra comme caporal dans la garde nationale de Paris : Joseph Buonaparte ordonna que la garde prit les armes pour résister à l'ennemi; le duc de Fitz-James harangua la troupe et leur dit que leur devoir étoit de désobéir; que la sûreté des habitans de Paris étoit compromise, si l'on faisoit un seul pas en avant; que c'étoit une extravagance de penser que quelques milliers de bourgeois fussent capables d'arrêter ceux devant qui la plus brave armée du monde étoit obligée de reculer; que Paris étant pris de vive force, rien ne pourroit soustraire les femmes et les enfans à la fureur d'un soldat irrité par la résistance; qu'enfin le seul but du gouvernement, dans un

pareil ordre, étoit de sacrifier la capitale pour donner un élan au reste de la France. » Ce discours fit une profonde impression, et cet orateur iontépide triompha malgré le poignard levé sur lui pour l'assassiner. M. de Fitz-James se réunit aux royalistes; les cris redoublés de *vive le Roi!* et la couleur blanche arborée sur les chapeaux démontrèrent à l'empereur de Russie que les Français désiraient le rétablissement des Bourbons. Monsieur, instruit du dévouement de M. le duc de Fitz-James, le fit son aide-de-camp. Le Roi le créa pair de France et le nomma colonel de la garde nationale à cheval. Il dit à cette troupe fidèle à ses sermens : « Oui, Messieurs, je vous en prévins, si les circonstances l'exigeoient, et si les factieux osoient encore lever la tête; si un usurpateur, quel qu'il fût, venoit encore nous livrer à l'étranger, et cette fois ce seroit pour toujours, c'est au plus fort du danger que je vous conduirai pour faire de mon corps un reimpart à la France, au Roi et à nos adorables Princes : je vous conduirai et je suis sûr que vous me suivrez tous. » Ici l'orateur fut interrompu par des cris d'applaudissemens. Toute la troupe jura de mourir pour son Roi. Au mois de janvier 1817, M. de Fitz-James prononça dans la Chambre des pairs, à l'occasion de la loi relative à l'organisation des collèges électoraux, un discours plein d'une mâle éloquence. On y remarqua ce beau mouvement oratoire : « Le ministre qui a dit, *ayez des vertus et vous aurez de l'influence*, a donc eu le bonheur de vivre loin du monde depuis vingt-sept ans? il n'a donc pas connu les hommes, il n'a donc pas connu les lieux qu'il étoit destiné à gouverner? Qui donc a-t-il vu monter au Capitole? qui donc a-t-il vu monter à l'échafaud? Ah! j'aime à croire qu'au moment où, dans la Chambre des députés, il prononçoit ces inconcevables paroles, tout-à-coup les portes de la Chambre se fussent

ouvertes, et que du haut de la tribune où il parloit, ses regards fussent tombés sur la place fatale, sur la place du crime, j'aime à croire que sa voix auroit expiré sur ses lèvres; la vérité lui seroit apparue, et à la lueur de son flambeau il auroit lu sur les pavés en traits sanglans et ineffaçables : Non, ce n'est pas ici-bas, c'est dans un séjour plus élevé que la vertu doit s'attendre à recevoir sa récompense. » Dans la discussion relative aux journaux, M. de Fitz-James établit la nécessité de la liberté de la presse; il démontra l'avantage de donner par cette liberté un contrepoids à la suspension momentanée de la liberté individuelle. « Si le ministre, dit-il, outrepassoit les immenses pouvoirs que vous avez remis entre ses mains; si, trompé par de faux rapports, il comettoit une injustice involontaire, comment en seriez-vous informés, s'il n'existoit aucun moyen pour faire parvenir jusqu'à vous la vérité sur ses erreurs ou sur celles de ses agens? » L'orateur répondit ensuite au reproche d'inconséquence fait aux royalistes qui avoient voté, en 1815, les lois qu'ils rejetèrent en 1817; il expliqua les raisons d'intérêt public, du salut de l'Etat, qui motivoient les oppositions nouvelles à ces projets de lois. Il parla, le 21 mars, contre le titre xi de la loi du budget, comme démeotant formellement celui des bienfaits du Roi, qui fut accueilli par la France avec les plus vives acclamations, l'abolition des confiscations; il insista pour la restitution des biens non vendus du clergé, à propos de l'aliénation proposée des bois déclarés biens de l'Etat depuis 1790. « Tous les raisonnemens employés pour expliquer cette affectation, dit-il, peuvent se réduire à cette maxime burlesque : *Ce qui est bon à prendre est bon à garder*. On conçoit que de tels principes fussent à l'usage de l'usurpateur : une autre morale convient au Roi de France. » Le 24 du même mois, M. le duc de

Fitz-James demanda la parole pour répondre à M. de Lally-Tollendal, qui s'étoit appuyé sur un grand nombre d'autorités historiques pour contester les droits des souverains sur les biens de l'église, et il réclama en faveur des débris encore subsistans du clergé français, *pauvreté, mais justice*. On a appliqué avec raison à M. de Fitz-James la devise, *Semper ubique fideles*, donnée au régiment de Bervick, dont la famille de Fitz-James étoit propriétaire.

M. le duc de Fitz-James combattit le projet de loi sur le recrutement de l'armée. Il examina sur-tout l'article 6 concernant l'avancement : il observa « que fermer la porte à la faveur, empêcher les abus, rendre aux services leurs droits, tel étoit le but qu'en apparence on s'y propose ; mais n'est-il pas plutôt dicté par quelque intention secrète que l'on craindrait d'avouer ? Le noble pair ne voulut point approfondir cette question ; mais il fit remarquer qu'en remplaçant la faveur, le projet de loi est loin de faire disparaître toute influence, et que toutes les nominations arbitraires à tous les grades qui préparent l'avancement, comme à ceux qui le terminent, ne laissent pas de lui ouvrir une vaste carrière ; qu'elle peut même s'exercer avec avantage dans les grades dont la loi s'occupe, par la possibilité abusive, dans le système du projet, d'une destitution sans formes et sans motifs des officiers qui seroient obstacle à ceux que la protection voudroit appuyer. La loi, d'ailleurs, ouvre encore deux issues dont la faveur et l'arbitraire ne manqueront pas de profiter : suivant l'article 29, les besoins extraordinaires et les actions d'éclat peuvent motiver un avancement plus rapide ; quel sera le juge des actions d'éclat ? qui décidera dans quelles circonstances, à l'égard de quelles personnes les besoins de l'Etat exigent une exception ? et la protection ne sera-t-elle pas écoutée plus souvent que le mé-

rite ? Le projet de loi ne remédie donc pas aux abus de la faveur ; et quant aux avantages qu'on en espère sous le rapport militaire, on pourroit peut-être réduire la discussion du titre 6 sous ce point de vue, à la question de savoir si des officiers robustes sont plus utiles dans une armée que des officiers habiles ; ou si le jeune courage doit obtenir la préférence sur la vicille santé ? » Mais, suivant le noble pair, il est une question plus importante que ce titre a fait naître : la sanction législative donnée aux règles qui déterminent l'avancement, n'altère-t-elle pas la prérogative royale ? La réponse est facile, et les défenseurs du projet sont forcés eux-mêmes de convenir que les droits accordés au trône par la Charte se trouvent restreints par le projet ; mais, ajoutent-ils, il faut des compensations aux sacrifices que la loi impose, et quand le Roi juge à propos de faire à ses peuples une généreuse et utile concession, ce seroit mal y répondre que d'en refuser le bienfait. Le noble pair pourroit demander d'abord où est l'utilité si grande de cette mesure, et si le même but ne pourroit être atteint d'une autre manière ? Mais, en supposant même qu'elle présentât quelque avantage pour la formation de l'armée, ne devoit-on pas cependant la repousser, si dans ses conséquences elle pouvoit devenir fatale à la monarchie ? C'est une concession qu'on nous offre, mais a-t-on oublié que le temps des concessions est passé, que la Charte a consacré toutes celles qui pouvoient être faites, et qu'aucune ne peut plus être consentie sans détruire l'équilibre des pouvoirs, sans porter une atteinte mortelle au système de gouvernement que la Charte a établi ? On nous propose aujourd'hui de régler l'avancement, demain les déclarations de guerre nous seront soumises : eh ! qui sondera les abîmes où peut nous entraîner une démarche irrélégante ? La prérogative royale, comme les droits

des autres pouvoirs, n'est point un vain attribut dont la couronne puisse à son gré se départir : elle appartient à la nation toute entière, et le devoir de la Chambre est de la maintenir dans toute son intégrité.

Lors de la discussion du projet de loi relatif à la répression des crimes et délits commis par la voie de la presse ou par tout autre moyen de publication, chapitre 2, *des outrages à la morale publique et aux bonnes mœurs*, M. le duc de Fitz-James proposa à cet article un amendement qui lui parut nécessaire dans l'ordre de la société. Il observa que, « déjà présenté à l'autre Chambre, cet amendement n'a été rejeté qu'à une simple majorité ; il assura que s'il y revenoit, appuyé du suffrage de la Chambre des pairs, elle ne balancerait pas de l'accepter. » Le noble pair, pour exprimer son opinion toute entière avec plus de précision encore et de franchise, proposa d'ajouter ces mots : *à la morale publique et religieuse* ; ou ceux-ci : *à la religion chrétienne, à la morale ou aux bonnes mœurs*. Il ne se dissimula pas de combien d'attaques alloit être le sujet d'une pareille proposition. « Serait-il prudent au législateur de se déclarer chrétien ? ne blesserait-il pas la liberté des consciences ? respecterait-il assez la Charte ? ne serait-ce pas méconnoître les progrès de l'esprit du siècle ? » Le noble pair a prévu toutes ces questions : la réponse ne sauroit être difficile. « L'esprit du siècle, il le sait, en soumettant tout à son analyse, en réprouvant tout ce qui se refusait à son calcul, tout ce qui échappoit à son ignorance, a pros crit, dans son aveuglement, toute idée religieuse qui abaisse son orgueil en lui révélant sa misère, et dès-lors l'homme n'ayant plus de frein, s'est abandonné à des désordres inouis jusqu'alors, dont le débordement a ébranlé jusque dans ses fondemens l'édifice social, et menace d'engloutir encore ses derniers débris.

C'est précisément pour étouffer ce funeste esprit, pour éclairer des lumières divines de la religion ces bords de l'abîme où une fausse philosophie nous entraîne, que le législateur doit réprimer par des dispositions sévères quiconque tenteroit par ses ouvrages de nous enlever cette dernière ressource. » Le noble pair est loin de désirer et de croire qu'une disposition pareille à celle qu'il propose, puisse gêner une liberté qu'il respecte et que la Charte consacre, la liberté des consciences. « Jamais on ne croira qu'une loi rédigée dans ce sens puisse devenir un instrument de persécution, et ce n'est pas, d'ailleurs, à ce moyen que la religion a dû devoir étendre son empire sur tout l'univers : souvent persécutée, elle n'a dû ses progrès qu'à la persuasion ; et si quelquefois elle a servi de prétexte à des guerres injustes, à des désordres plus déplorables encore, ce n'est pas elle qu'il faut en accuser, mais les passions qui couvroient de son nom sacré leurs excès et leur injustice. Voudroit-on que la liberté de controverse fût gênée ; mais une controverse mesurée pourra-t-elle jamais être considérée comme un outrage, et pourroit-il être utile de tolérer celle qui porteroit jusque-là un zèle indiscret ? Les défenseurs du projet ont réclamé pour la prédication une entière liberté. Le noble pair est loin de vouloir la restreindre ; « mais il ne pense pas qu'elle puisse jamais aller jusqu'à l'outrage, et tout son désir est que les défenseurs de la prédication réservent un peu de leur zèle pour protéger au besoin contre les attaques, contre les outrages dont on les accable, ces apôtres des campagnes que l'impiété veut punir du bien qu'ils font à la France. La Charte, enfin, la protection qu'elle accorde à tous les cultes, sont le plus fort argument qu'on emploie pour combattre l'amendement. » Le respect du noble pair pour la Charte ne sauroit être méconnu ; mais il la

veut toute entière. et si l'on accorde, en vertu de l'article 5, une protection égale à l'exercice de tous les cultes, faut-il pour cela méconnoître le sens des articles 6 et 7, et craindrait-on d'en exagérer l'effet en se bornant à inscrire dans nos lois le nom de la religion chrétienne? Cette distinction entre la croix de Jésus-Christ et l'autel des faux dieux est-elle encore trop aux yeux d'une impie et intolérante philosophie? » Le noble pair examina si, comme l'ont annoncé les défenseurs du projet, les termes de la loi peuvent suffire à réprimer les outrages contre la religion. Il lui semble que « la morale n'est qu'une émanation, une partie de la religion, et dès-lors les moyens de défendre l'une ne sauroient être suffisants pour défendre l'autre. Dira-t-on que la religion est assez forte pour se défendre elle-même, et qu'elle n'a pas besoin du secours des hommes? Ah! le noble pair est loin de révoquer sa puissance; mais un pareil langage est-il convenable dans la bouche d'un chrétien, et ne rappellerait-il pas celui qu'adressoit le juif blasphémateur au Sauveur du monde? » On a dit encore que les jurés seroient appelés à décider si un outrage fait à la religion intéressoit assez la morale publique pour être frappé par la disposition pénale de la loi. Le noble pair redoute une pareille latitude. Si les jurés sont chrétiens, la loi de Dieu leur enseignera leurs devoirs; si les jurés ne le sont pas, la société sera exposée au scandale de voir l'impiété triompher et la religion repoussée du sanctuaire de la justice. Le noble pair regarde donc la rédaction actuelle de l'article comme insuffisante, et il repousse avec énergie cette espèce de transaction dont cet article paroît être le résultat, entre l'impiété et la religion; transaction vraiment scandaleuse, et dans laquelle, à la honte de notre siècle, on a adopté cet infâme traité. Le noble pair termine son discours, qui

annonce son génie et ses vertus chrétiennes, par une réflexion douloureuse qu'a produite dans son esprit la discussion à laquelle cet article a donné lieu dans la Chambre des députés. « Les défenseurs du projet se sont toujours élevés contre l'athéisme; ils ont sans cesse parlé de religion; mais quelle est donc cette religion? La société entière doit gémir de n'avoir vu, dans leurs discours, qu'un théisme pur, que cette religion idéale et métaphysique que le grand apôtre de l'impiété se faisoit lui-même une gloire de professer. Etoit-ce donc à ce résultat que devoit nous conduire l'expérience de nos malheurs, et voudrait-on encore, après trente ans, borner à un vain hommage à l'Être suprême toute la religion de la France? » L'amendement du noble pair, inspiré par un sentiment vraiment religieux, si conforme à l'ordre social et aux principes d'une sage politique, fut rejeté.

FLOIRAC (le comte Lagrange-Gourdon de), fut nommé successivement, par le Roi, maréchal-de-camp, préfet du Morbihan et de l'Hérault. Il a été élu, par le département de l'Hérault, membre au nouveau Corps - Législatif, en septembre 1816. Ce brave militaire réunit la probité à la bravoure; il a siégé au côté droit, première section. Dans la discussion du projet de loi relatif au recrutement de l'armée, M. le comte de Floirac émit son opinion avec cette franchise digne d'un brave et loyal chevalier. Il lui parut que dans son ensemble il n'étoit pas assez populaire dans la partie qui regarde l'administration civile, ni assez monarchique dans la partie militaire; tout dans le projet, ajoute-t-il, déceit l'amour des doctrines démocratiques. On nous a parlé d'armée nationale; cette dénomination est claire, la révolution nous en a cruellement interprété le sens. L'armée nationale, c'étoit dans l'intérieur

l'armée révolutionnaire : pour nous, disons l'armée française ; c'est avec ce nom qu'elle voloît à la victoire sous les Condé, les Turenne, les Luxembourg, les Saxe, les Broglie ; c'est avec ce nom qu'elle triompha de ses ennemis sous le commandement des Pichegru, des Moreau, et plus récemment sous celui des valeureux chefs qui vivent parmi nous ; sous l'usurpateur, on disoit l'Armée du nord, la Grande Armée ; jamais on n'a dit l'Armée impériale ; c'est que le tyran n'étoit pas le père de la patrie. Nous disons l'armée royale, les compagnons d'armes de l'infortuné duc d'Enghien, les Vendéens, les Bretons, les habitans du midi, tous les bons Français. Le Roi et la patrie se confondent et ne se séparent jamais dans nos cœurs. M. de Barante, commissaire du Roi, reproche à certains royalistes de se faire une idée trop étroite de la prérogative royale : aucun d'eux ne refusera de la placer dans la région la plus élevée et la plus pure. C'est là où les rois apprennent de qui ils sont, et pour qui ils sont, et d'où nous pouvons nous - mêmes rapporter, au milieu de l'atmosphère orageuse dans laquelle nous vivons, les sentimens de respect et d'obéissance qui sont dus au dépositaire du pouvoir souverain. C'est à l'illustre collègue, M. de Bonald, dont je viens d'emprunter une sublime pensée, qu'il appartiendrait de la développer dignement. Les droits de la royauté ne sont pas la propriété de la race chérie de nos rois qui gouvernent ; ils sont inhérens à la couronne, inaliénables, imprescriptibles de leur nature, et établis pour le repos et le bonheur des peuples. La prérogative royale existoit avant la Charte ; elle est écrite dans cet acte en caractères ineffaçables : certes, vingt - huit ans de malheurs, de crimes et d'erreurs, nous donnent le droit de demander la stabilité, et de dire : Il ne faut plus de variations. Le pouvoir royal est la clef qui lie et soutient l'édi-

fice social ; le salut de la monarchie tient au respect qui est dû aux prérogatives royales. » M. le comte de Floirac répondit ensuite aux déclamations et aux sarcasmes de M. de Courvoisier : « Il y a des hommes, dit-il, qui semblent n'avoir étudié l'histoire que dans les libelles de la révolution, et y avoir appris, comme des vérités, les erreurs, les préventions et les calomnies dont ils sont remplis. » M. de Courvoisier a mérité cette juste réprimande ; heureux si elle peut le rendre plus modéré et plus juste ! Un pétitionnaire demanda que l'on mit à exécution la loi contre le suicide ; M. Caumartin, rapporteur de la commission, proposa l'ordre du jour. M. de Floirac en demanda le renvoi au garde-des-sceaux, et le dépôt au bureau des renseignemens ; il observa que « la folie du suicide fait parmi nous les plus grands ravages : les journaux nous annoncent que dans une seule ville on a vu quatre suicides dans un jour. Sans doute que la législation est impuissante pour arrêter un pareil désordre ; la religion seule peut donner ce courage qui fait supporter les grandes infortunes, en donnant l'espoir d'une meilleure vie, en procurant des consolations au coupable, en lui inspirant des remords ; mais nous devons à la morale publique de donner à cette pétition tout l'accueil qu'elle mérite. » La proposition de M. de Floirac fut adoptée.

FOLLEVILLE (Louis-Jean-André, marquis de), étoit, avant la révolution, conseiller au parlement de Rouen ; il fut nommé député au Corps-Législatif en 1815, où il vota constamment avec la majorité. Il fut réélu en 1816, et vota dans cette Chambre avec la minorité. M. Folleville s'est toujours montré fidèle et dévoué à la royauté ; il a siégé au côté droit, première section. Dans la discussion sur le projet de loi sur les finances, M. de Folleville observa que quelques mots

magiques, sans signification positive, échappèrent, à la fin du dernier siècle, des mains de la philosophie, qui avoit jusqu'alors su en faire usage dans le plus grand intérêt de la société; ils passèrent en celles des charlatans politiques, qui les employèrent pour la dissoudre et nous conduire à la mort. Eh bien! ces mots ont un successeur qui paroît depuis quelque temps sur notre scène politique, et, comme ses devanciers, ne manqueroit pas d'y jouer un rôle destructeur, si on ne l'arrête dans sa course. Ce grand mot est l'économie; l'économie est bonne en soi, sans doute, mais gardons-nous bien de forcer les conséquences; c'est vouloir s'égarer, de partir de l'infiniment petit, que nous ne pouvons saisir, pour arriver à l'infiniment grand, que nous ne pouvons comprendre. « M. de Folleville auroit dû expliquer et développer sa pensée, qui nous a paru fausse et embrouillée.

FONTANES (le marquis de), né à Niort en 1762, se livra à la littérature, où il eut des succès éclatans. Les premières productions de son esprit annoncèrent qu'il occuperoit une des premières places parmi ces orateurs qui ont illustré leur siècle par leur génie, et par des ouvrages qui survivront aux siècles et aux révolutions.

M. de Fontanes s'attacha à la rédaction du *Modérateur*, où il donna l'exemple d'urbanité et de noblesse, que nos écrivains politiques devoient imiter: il concourut, avec La Harpe, à la rédaction du *Mémorial*. Les principes de la morale et d'une sage politique que cette feuille périodique proclamait, excitèrent la haine de ces novateurs factieux qui vouloient établir sur les débris de la religion la doctrine de l'athéisme et les blasphèmes de l'impie. M. de Fontanes fut compris dans la proscription du 18 fructidor; mais il sut échapper à la rage de ses persécuteurs: après avoir erré quelque temps au hasard,

il se réfugia en Angleterre, où il fut reçu avec empressement par les émigrés français, ses concitoyens. Il revint en France après le 18 brumaire: élu au Corps-Législatif, il en fut nommé le président; il remplit cette mission avec justice et avec courage, et s'opposa à toutes les rigueurs odieuses que des hommes inquiets et factieux proposoient. M. de Fontanes, en harangant Napoléon, dit: « La sage uniformité de vos lois, dans un empire immense, va réunir de plus en plus tous les habitans. » Buonaparte fit substituer aux mots de *vos lois* ceux de *vos mesures*. Ce changement frauduleux excita les justes réclamations de M. de Fontanes; il ne craignit ni la haine ni la vengeance du despote; il parvint à faire rétablir dans le journal officiel asservi aux volontés de Buonaparte, le véritable texte de son discours. Napoléon nomma M. de Fontanes grand-maitre de l'Université, où il déploya, dans cette administration, toute l'étendue de son génie et de ses connoissances. Sans doute dans cette administration il auroit rendu de grands services aux sciences, aux arts et aux lettres: il ne fit pas le bien qu'il désiroit, parce qu'il n'avoit qu'un vain titre qui ne lui donnoit presque ni influence ni pouvoir. M. de Fontanes, séduit par l'éclat de la gloire militaire de Napoléon, fit peut-être trop éclater son admiration et son enthousiasme pour le héros qu'il célébroit; mais l'homme le plus sage et le plus vertueux paie toujours un tribut à l'humanité; une erreur publique ne peut altérer ces précieuses qualités du cœur, et ces brillans dons du génie, qui distinguent éminemment M. de Fontanes. Il a toujours défendu et proclamé les saintes lois de la morale, de la justice, de la sagesse; ses sentimens religieux attestent la pureté de sa conscience. « Très-Saint-Père, dit-il au souverain Pontife, qui étoit à Paris pour sacrer Napoléon, jour mémorable, également cher à la sagesse de l'homme d'Etat et à la foi du chrétien! C'est

alors que la France, abjurant de trop longues erreurs, donna les plus utiles leçons au genre humain; elle sembla reconnoître devant lui que toutes les pensées irréligieuses sont des pensées impolitiques, et que tout attentat contre le christianisme est un attentat contre la société. » M. de Fontanes montra dans tous ses discours de la noblesse et de la grandeur d'âme : c'est ainsi qu'à l'occasion des drapeaux envoyés de Naples, il osa dire au milieu d'une assemblée nombreuse, en présence de tous les ambassadeurs de l'Europe, et devant la famille de Napoléon : « Malheur à moi, si je foulois aux pieds la grandeur abattue ! Je respecte la majesté royale jusque dans ses humiliations ; et même quand elle n'est plus, il reste je ne sais quoi de vénérable dans ses débris. » Cette manifestation de sentimens nobles fut applaudie, et la tyrannie ombrageuse n'y vit qu'un outrage ; de vils courtisans, jaloux de sa gloire et de l'éclat de sa réputation, le dénoncèrent : la présidence du Corps-Législatif lui fut enlevée ; cependant Napoléon lui ouvrit les portes du sénat en 1813. Lors des événemens qui en déterminèrent la convocation, au mois de décembre 1813, il fut nommé membre de la commission chargée d'examiner les pièces relatives aux négociations qui avoient été commencées avec les puissances coalisées. Le 1^{er} avril 1814, M. de Fontanes adhéra à la déchéance de Buonaparte et au rétablissement de la maison de Bourbon : il recut du gouvernement provisoire l'ordre de continuer ses fonctions de grand-maître. Admis à l'audience de Monsieur, il présenta avec beaucoup de noblesse, à ce prince, les plus brillans souvenirs de ses ancêtres. Il adressa au Roi ces paroles remarquables : « L'université, dont l'existence nouvelle ne compte que cinq années, a vu plus d'un obstacle arrêter sa marche et contrarier le bien

qu'elle eût voulu faire ; mais elle peut rendre ce témoignage, qu'elle a du moins empêché quelque mal. On ne peut contester qu'une instruction forte et variée ne développe avec avantage, dans les écoles modernes, toutes les facultés de l'esprit : il est vrai que l'éducation qui forme les mœurs n'y est pas au même degré que l'instruction. Ce n'est pas que l'Université n'ait fait de constans efforts pour les perfectionner ensemble : un succès aussi désirable étoit dans ses vues plus que dans sa puissance. » Cette noble franchise annonce que M. de Fontanes aime la vérité : il l'a quelquefois exagérée, mais il ne l'a jamais trahie. Il fut nommé membre de la commission formée dans le sénat pour préparer le travail qui devoit servir de base à la Charte constitutionnelle, et le Roi l'éleva à la dignité de la pairie. On donna une nouvelle organisation à l'Université ; et pour la perfectionner, il falloit qu'elle fût dirigée par un conseil d'administration : peut-être on se trompa dans ce système. Dans une monarchie, il faut unité de pouvoir dans toutes les parties de l'administration publique. M. de Fontanes fut nommé grand cordon de la Légion-d'Honneur. Pendant les cent jours il vécut dans la retraite : au second retour du Roi, il fut nommé membre du conseil privé. Il prit la parole pendant la session de 1816, lors de la discussion du projet concernant les journaux ; il vota pour le projet présenté par le ministre : l'opinion qu'il présenta offre une distinction très-ingénieuse et pleine de vérité entre la constitution anglaise et la constitution de France. M. le marquis de Fontanes est un intrépide défenseur de la monarchie, de la Charte, de la légitimité et des prérogatives royales : il est attaché à ces principes conservateurs de la monarchie française, que des républicains factieux affectent de méconnoître, et qu'ils combattraient ouvertement s'ils en avoient la force et les moyens.

La Chambre des pairs ayant nommé M. le marquis de Fontanes pour rédiger l'adresse qu'elle devoit présenter au Roi, le noble pair en fit la lecture; elle étoit conçue en ces termes : « Sire, vos fidèles sujets, les pairs de France, viennent déposer aux pieds du trône le tribut annuel de leur respect et de leur dévouement. Sire, ils avoient partagé toute la joie qu'avoit dû ressentir V. M., en célébrant un mariage qui promettoit au trône de nouveaux appuis; ils ont également partagé tous vos regrets; mais ils trouvent dans ces regrets mêmes l'espérance qui doit les adoucir : les Français regarderont toujours comme un bienfait national tout ce qui peut affermir et perpétuer les destinées de votre auguste race. Sire, il étoit juste qu'en remontant sur son trône, l'héritier des premiers rois chrétiens s'empressât de rétablir avec le Saint Siège des rapports impérieusement sollicités par la religion, et dont la politique même doit reconnoître l'utilité, puisqu'ils préviennent les troubles en maintenant la paix des consciences; mais il étoit juste aussi que votre sagesse, après avoir conclu ce traité, voulût concilier tous les articles avec nos traditions anciennes et nos institutions présentes. Vous n'avez point oublié que le plus pieux de vos ancêtres fut le défenseur le plus éclairé des privilèges de son trône et des libertés de l'Eglise gallicane. La France entière vous remercie : elle doit aussi des actions de grâces à tous les efforts qu'a tentés votre prévoyance paternelle pour réparer les nouveaux malheurs que l'intempérie des saisons en 1816 et l'insuffisance des récoltes ont fait peser sur la France. La Chambre des pairs se félicite comme vous, que ce surcroît de calamités n'ait interrompu que momentanément, et dans peu d'endroits, la tranquillité publique; tant de calme au milieu de tant de malheurs donne au moins à l'Europe un double témoignage et du

bon esprit de votre peuple, et de la force de votre gouvernement. Lorsque votre âme royale gémit avec tant de dignité sur les revers dont la France est accablée, vos sujets sauront taire leurs propres souffrances pour ne pas accroître les vôtres. Mais ils se rappellent toujours qu'une politique magnanime a réuni les souverains vos alliés contre ces doctrines pernicieuses, qui, d'un bout de l'Europe à l'autre, menaçoient les anciennes dynasties et la société toute entière; ils ont la ferme confiance que ces souverains ne sacrifieront pas aux calculs d'un moment de nobles intérêts plus dignes d'eux et de Votre Majesté, plus dignes même, nous osons le dire, de cette nation française qui, retrouvant toutes ses vertus dans les épreuves du malheur, n'a point murmuré jusqu'ici d'avoir été puni de trop de gloire. Cette nation reconnoît de plus qu'un accord intime avec son Roi peut seul finir le cours de ses longues adversités. Son vœu sans doute est que l'autorité royale protège efficacement tous les intérêts contre toutes les passions; il faut que cette autorité soit forte pour être vraiment protectrice. Déjà Votre Majesté ne juge plus nécessaire la continuation des Cours prévôtales. Le rétablissement de l'ordre intérieur promet que nous jouirons bientôt avec sécurité des autres franchises nationales un moment suspendues, et qu'assure au peuple français cette Charte constitutionnelle où vous avez posé d'une main sûre les limites du pouvoir et de la liberté. L'union du dedans peut seule obtenir le respect au dehors : l'Europe, en nous voyant replacés sous le sceptre du Roi légitime, n'a rien à craindre des mouvemens réguliers d'une monarchie sagement constituée. Des circonstances favorables appellent donc une loi sur le recrutement : cette loi, qui n'admettra d'autre distinction que les talens et les services, étoit vivement désirée par la valeur fran-

caise ; c'est sur-tout dans cette même carrière que le partage des mêmes dangers justifie l'ambition des mêmes honneurs. Sire, les désastres passés furent terribles, le présent est encore douloureux, l'avenir que vous nous promettez nous console ; oui, les vérités religieuses, en s'affermissant, épureront nos mœurs, adouciront nos habitudes sociales, et répandront les principes du bien dont elles sont la source, jusques dans les arts, qui sont l'ornement et le besoin des sociétés civilisées. Qui pourroit ne pas se livrer à de si douces espérances, lorsque tous les bons exemples descendent du trône et se propagent à la suite d'un prince que vous appelez votre enfant, et qui mérite si bien le nom qu'il a reçu de votre tendresse ? ce prince exprime partout vos sentimens, et les acclamations de respect et d'amour qu'il recueille sans cesse dans son voyage remontent sans cesse jusqu'à Votre Majesté : cette conformité de sentimens et de principes autour du même trône est la plus sûre garantie de sa puissance et de notre bonheur. »

M. le marquis de Fontanes ayant fait lecture de l'adresse qu'il avoit rédigée pour présenter au Roi à l'occasion de son discours prononcé lors de l'ouverture du Corps-Législatif, M. le comte de Lanjuinais, dans un moment d'agitation et d'inquiétude qui lui est si familier, observa qu'il n'avoit pas remarqué sans peine le peu d'emploi que M. de Fontanes avoit fait des termes constitutionnels. Pour quoi ne pas substituer au mot de provinces celui de départemens, que la Charte a consacré, et aux mots des institutions monarchiques, ceux des institutions constitutionnelles ? Le salut des mots est plus étroitement lié qu'on ne croit au salut des choses. M. Lanjuinais, qui ne cesse de parler de religion et d'en observer les préceptes, demanda aussi qu'on retranchât du projet tout ce qui a rapport aux principes religieux : « C'est dans le silence, dit-il, que la religion se plaît

et prospère. » M. le comte Lanjuinais ne se rappelle plus de son ancienne doctrine ; il a oublié que la religion est le plus ferme appui des États, et que les principes politiques sont liés aux maximes religieuses. La Chambre ne fit aucune attention aux observations minutieuses de M. le comte Lanjuinais, elle prononça la question préalable.

M. le marquis de Fontanes vota pour la proposition de M. Barthélemy, relative à la loi des élections. Son discours est un modèle d'éloquence et de vérité. Il avoua qu'il avoit voté la loi sur les collèges électoraux : les considérations qui la lui firent adopter n'étoient pas conformes à celles qui sembloient déterminer ses plus zélés partisans. Il crut voir d'habiles combinaisons dans cette loi nouvelle ; en laissant une part légitime et nécessaire à la démocratie, on n'en confioit l'action, toujours un peu turbulente, qu'à cent mille électeurs privilégiés sur une masse de vingt-huit millions d'habitans : c'est quelque chose aux yeux des amis de l'ordre et de la paix, dont la mémoire étoit encore effrayée du tumulte de ces assemblées primaires où toutes les doctrines de l'athéisme soulevoient avec tant de fureur les plus viles passions de la multitude. M. de Fontanes nous apprend que, dans la discussion préliminaire sur la Charte constitutionnelle, où il eut l'honneur d'être appelé, on vouloit d'abord n'attacher le droit d'élection qu'à 300 fr. payés en contributions foncières ; mais l'autorité pouvoit mettre à profit l'extension donnée sur cet article au texte même de la Charte, qu'on pouvoit expliquer dans un sens plus rigoureux. « Ce qu'il y a de plus essentiel aux sociétés, observa M. de Fontanes, dans tous les temps, c'est un pouvoir supérieur et conservateur. Il est sur-tout nécessaire à la vieillesse de ces grandes sociétés qu'établirent avec tant d'efforts la religion, la politique et le temps, et que la politique moderne veut refaire en un

jour avec une audace toujours si malheureuse et toujours si confiante. Si une main forte et puissante ne soutient pas leur décadence, elles croulent de toutes parts entre les traditions passées, dont le souvenir s'efface, et les institutions récentes qu'une habitude seule peut consacrer. Dans de telles circonstances, tout ce qui peut fortifier le pouvoir est salutaire. Quelques moyens d'influence étoient donnés aux ministres; ils pouvoient les employer au maintien de l'autorité royale, sans inconvénient pour les libertés publiques.» M. de Fontanes annonça ici une grande vérité : « L'histoire atteste, dit-il, et trop d'exemples ont prouvé que les ministres en général soutiennent mieux les droits du prince que ceux du peuple. Les nôtres sont à l'abri de ce reproche. » M. de Fontanes convint ensuite que les espérances que plusieurs avoient conçues ont été trompées, et que les adversaires de la loi des élections avoient mieux prévu ses résultats : mais ce n'est point leur opinion qui a changé la sienne, « il doit ses nouvelles lumières aux nobles aveux des ministres eux-mêmes. » Le noble pair présenta le tableau de toutes les intrigues employées par les partisans de la loi des élections; il démontra les vices et les inconvéniens de cette loi désastreuse; il en saisit tous les abus de détail avec une rare sagacité, et il prouva qu'une loi sur les élections doit donner à tous les grands intérêts de la société leurs défenseurs naturels et leurs représentants légitimes. A la tête de ces grands intérêts se place la propriété territoriale. L'agriculture a fondé la patrie; elle donne au caractère de l'homme du calme, de l'ordre et la constance qu'exige la durée de ses travaux; elle est amie de la terre natale; elle craint toutes les révolutions qui peuvent l'en arracher. M. de Fontanes cita une anecdote qu'il faut faire connoître : « Un homme, dit-il, a long-temps effrayé l'Europe de son ambition : de

quelque manière qu'on juge les qualités de cet homme extraordinaire, on ne peut lui refuser au moins la science du pouvoir. Hé bien, un jour il préparoit l'organisation de ses Collèges électoraux : j'étois présent; quelques-uns de ses conseillers intimes lui disoient que son plan n'étoit pas sans danger; que les propriétés importantes restoient encore dans la main des anciens possesseurs; qu'enfin, le choix des six cents plus imposés dans chaque département rameneroit tôt ou tard les partisans de l'ancienne monarchie; peut-être avoient-ils raison. Il ne fut point ébranlé par leurs argumens; voici sa réponse; d'autres l'ont entendue, et je n'y change pas un mot : *Ces hommes-là, dites-vous, sont grands propriétaires? ils ne veulent donc pas que le sol tremble, car c'est leur intérêt et le mien. J'ose demander si ceux qu'il appeloit de préférence à la formation de ses Collèges électoraux, doivent trouver moins de faveur sous cette antique dynastie pour laquelle ils ont tant de fois sacrifié leur sang et leur patrimoine.* » M. de Fontanes releva avec autant de politesse que de modération les expressions dures dont s'étoit servi M. Dessoles, président des ministres; il observa « que l'irritation approche des plus belles âmes et trouble les meilleurs esprits. Les clameurs populaires dont on nous menace, s'arrêteront à la porte du palais où se tiennent nos séances, et ne troubleront jamais le calme de nos délibérations. Les ministres du Roi sont trop sages pour ne pas chercher la véritable opinion publique dans la majorité des deux Chambres. »

Lors de la discussion sur la proposition de M. de Tally-Tollendal, d'accorder une récompense nationale à M. le duc de Richelieu, M. le marquis de Fontanes observa que d'après sa lettre adressée à la Chambre, on auroit pu s'épargner une discussion inutile. En déclarant, dans cette

lettre, que l'estime de son pays, la bonté du Roi et le témoignage de sa conscience lui fussent, M. le duc de Richelieu a montré toute la noblesse de son caractère. D'un autre côté, le Roi, dans son ordonnance, a montré l'intention de récompenser d'une manière éclatante les services de son ministre. Les Chambres, en arrêtant de s'occuper des propositions qui ont été faites à ce sujet, ont ajouté à ce témoignage flatteur celui de leur estime et de leur intérêt. Dans cette situation, ne convient-il pas d'attendre en silence ce qui sera proposé par le Monarque ? La Chambre, lors de cette proposition, se souviendra de ce qu'a fait M. le duc de Richelieu pour accélérer le repos de la France et la libération de son territoire. »

FOREST DE QUART DE VILLE, premier président de la cour royale de Douai, fut élu député en 1817 par le collège électoral du département du Nord. Il a siégé au centre.

FORNIER DE SAINT-LARY, né en 1763, d'une des plus anciennes familles de Roussillon, embrassa, en 1789, les principes des novateurs, et fut un des députés à la fédération du 14 juillet 1790. Nommé député à la première Assemblée législative, il vota avec la minorité. Poursuivi par les révolutionnaires, dont il avoit reconnu l'extravagance dans leur système d'innovation, il échappa à leur fureur et vécut dans la retraite. Il fut nommé, en 1811, au Corps-Législatif. En 1814 il adhéra à la déchéance de Buonaparte. Il demanda, en juillet suivant, que le Roi fût supplié de donner un état de ses dettes, afin qu'elles fussent acquittées par la nation. Il parla sur les douanes avec force, s'éleva contre le système des prohibitions. L'invasion de Buonaparte fit cesser les fonctions législatives de M. Fournier de Saint-Lary. Il se rendit à Bordeaux, où il adhéra à la fameuse déclaration de M. Lainé contre Buonaparte. Il fut réélu pour la ses-

sion de 1815. Il prononça un discours le 2 mars 1816, sur le rapport de M. Trinquelague, concernant l'abolition du divorce, et demanda que la loi fût maintenue pour les mariages qui n'auroient pas été célébrés suivant le rit catholique, ou pour cause d'adultère. M. Fournier de Saint-Lary fut réélu au nouveau Corps-Législatif, le 4 octobre 1816, par le collège électoral du département des Hautes-Pyrénées. Il a siégé au centre.

M. Fournier de Saint-Lary fit un rapport, au nom de la commission centrale, sur le projet de loi relatif à la continuation du monopole des tabacs jusqu'au premier janvier 1826. Il prouva, 1° que la Chambre des députés, en 1816, ne s'étoit déterminée à proroger le monopole sur les tabacs jusqu'au premier janvier 1821, que pour acquitter les obligations contractées envers les étrangers; 2° que le monopole est contraire à la Charte constitutionnelle; 3° qu'il nuit à l'agriculture, à l'industrie, au commerce; 4° qu'il exige tous les ans l'exportation d'une somme considérable en numéraire, pour l'achat des feuilles de tabac, qui étoient fournies en grande abondance, avant l'établissement du monopole, par la culture française; qu'il a diminué la consommation du tabac dans l'intérieur, et presque anéanti toute exportation de cette denrée à l'étranger; 5° qu'il est aisé de remplacer le monopole par un système de taxes qui donnera le même produit pour le Trésor, et sera exempt des inconvéniens reprochés au monopole. » L'honorable membre termina son rapport par les observations suivantes : « La France, par la déperdition d'une grande partie de son numéraire, que les derniers événements lui ont enlevé, ne possédant que des colonies insuffisantes pour alimenter son commerce, privée par une politique, sans doute respectable, de la part avantageuse qu'elle pourroit prendre aux événements qui balancent les destinées de l'autre

hémisphère, la France n'a, pour réparer tous ses malheurs, que son territoire, riche, il est vrai, en productions diverses; elle n'a que le génie de ses habitants pour en accroître la valeur par le travail, que l'activité de son commerce pour leur trouver des débouchés et des placements avantageux. Dans cet état de choses, rien de ce qui peut encourager, exagérer même les succès et les efforts de l'industrie nationale, ne doit être négligé; et tout ce qui peut la comprimer ou lui nuire doit être considéré comme une calamité publique, comme un crime de lèse-prospérité publique. Telles sont les considérations qui ont dirigé la commission dans le projet de loi soumis à votre délibération, et qui l'ont engagée à vous proposer un amendement, qui consiste à borner au premier janvier 1822 la continuation du titre 5 de la loi du 28 avril 1816. » Cet amendement fut adopté.

FORNIER DE CLAUZELLES, fut élu député en 1816 par le collège électoral du département de l'Arriège; il a siégé au côté droit, première section.

FOURNAS, fut élu député en 1817 par le collège électoral du département de la Loire; il a siégé au centre.

FRANCOVILLE, avocat à Saint-Omer, fut député du tiers-état du bailliage de Calais aux Etats-Généraux. Il défendit le ministre Montmorin au sujet d'un passeport signé de lui, qu'avait la Reine lors de son voyage à Varennes. En 1809 il fut élu par le Sénat membre du Corps-Législatif. En février 1814 il rédigea, en sa qualité d'officier de la garde nationale d'Ardres, une adresse à l'impératrice Marie-Louise. Il fut nommé député en novembre 1815. Il attaqua le projet de loi relativement au budget et en vota le rejet. Il fit un rapport sur les douanes, et proposa quelques

amendemens au projet présenté par le ministre. Il parla contre le port de Marseille. M. Francoville vota dans cette session avec la majorité: il fut réélu député pour la session de 1816.

FREMICOURT, ancien maire de Cambrai, fut élu en 1816 député par le collège électoral du département du Nord: il a siégé au côté gauche, seconde section.

FROC DE LA BOULAYE (Louis), né à Versailles, entra au service dans l'administration de la marine: il en fut nommé commissaire et secrétaire. M. de Bertrand, ministre de ce département, l'envoya en Angleterre pour l'échange des prisonniers de guerre; il fut arrêté par le comité de Salut public et enfermé à Saint-Malo. Il sortit après le 9 thermidor pour être intendant de l'armée navale, commandée par l'amiral Villaret; il quitta le département de la marine pour entrer dans celui des relations extérieures. Le Roi le nomma en 1814 secrétaire d'ambassade à Constantinople. M. de la Boulaye étoit à Marseille lors du débarquement de Buonaparte: il se hâta d'organiser l'armée qui devoit combattre sous les ordres du duc d'Angoulême. Il resta caché pendant quelque temps en Provence: pendant son absence, le département de la Marne le nomma membre de la Chambre des représentans. Elu membre de la Chambre des députés en septembre 1815, il a été réélu en 1816. M. de la Boulaye a voté avec la minorité en 1815, et avec la majorité en 1816.

En 1817, M. Froc de la Boulaye vota l'adoption du projet de loi relatif à la liberté de la presse, avec un amendement portant que la loi cesseroit à la fin de la session des Chambres de 1818: « Cette liberté de la presse, dit-il, toujours promise, jamais donnée, ensevelie dans nos constitutions successives, n'a reparu

parmi nous qu'avec le Roi : anathème sur quiconque abuseroit du bienfait contre le bienfaiteur ! Mais le bienfait est royal, mais le bienfait est une de nos libertés : il faut en respecter l'usage, il faut en réprimer les abus. L'orateur, entrant dans l'examen du projet, considéra dans leurs intérêts respectifs la société, le gouvernement, l'écrivain ; il balança les intérêts, apprécia ce qu'ils se doivent l'un à l'autre de liberté et de garantie, et soutint que l'un et l'autre doivent être subordonnés à l'esprit et et à la lettre de la Charte. Il établit que les Chambres, le jury et la liberté de la presse, sont trois institutions connexes, dérivées d'un même principe, émanées d'un même esprit, et tellement inhérentes au régime constitutionnel, qu'elles en sont l'âme et la vie : « Nous les possédons, dit-il, et ce qui reste à faire, c'est de les coordonner entre elles ; de découvrir leurs affinités, et d'en user dans tous les cas où leur combinaison est exigée par la nature des choses et l'intérêt de l'Etat. » Cette idée conduisit l'orateur à développer la nécessité de l'application du jury à la liberté de la presse.

M. de la Boulaye, dans la discussion du projet de loi concernant les douanes, ne traita que la question relative au transit sollicité par l'Alsace, proposé par le gouvernement et refusé par la commission : « La cause, dit l'honorable membre, est l'objet du plus sérieux examen : il s'agit de défendre les droits naturels d'une grande et belle province qui comprend deux départemens, premiers boulevards de la France ; droits reconnus par le Conseil du Roi, droits fondés sur la justice et la politique tout ensemble : prenons conseil non-seulement du temps passé, mais du temps présent. Serons-nous sourds, quand à la diète de Francfort un ministre regrette hautement qu'une grande province n'ait pas été démembrée de notre territoire, et quand cette province est

l'Alsace ? Serons-nous sourds aux gémissemens de deux départemens frappés au cœur par le monopole du tabac, premières victimes des invasions, dernières victimes de l'occupation, qui ont déjà souffert une douloureuse mutilation dont la plaie saigne encore ? » M. de la Boulaye conclut à l'adoption de l'article 4 du projet de loi, et proposa un amendement portant que, pour la facilité du transit, les marchandises seront reçues dans un lieu séparé, sans autre faculté de séjour que le temps nécessaire au déchargement et à la vérification à l'arrivée, ainsi qu'à la nouvelle vérification du plombage par colis, et du chargement au départ. Cet amendement fut rejeté, et l'article 34 fut adopté.

Lors de l'examen et de la discussion des budgets particuliers des ministres, il vota l'adoption de celui du ministre des affaires étrangères. Il observa que ce ministère, qui, soit au dedans ou au-dehors, est appelé le premier à faire les honneurs aux étrangers, devoit recevoir de la Chambre l'inspiration de cette confiance qui donne de la force et de la liberté à tous les mouvemens, et qui lui convient dans cette modeste et noble aisance qui ne sied pas moins aux grandes affaires qu'aux bonnes mœurs.

M. de la Boulaye fit un rapport au nom d'une commission chargée de l'examen du projet de loi sur les livres auxiliaires du grand-livre de la dette publique ; il exposa avec impartialité les argumens pour et contre le projet de loi soumis à la délibération de la Chambre : « Je vais le faire, dit-il, aussi brièvement, aussi nettement que mes forces me le permettent ; après quoi, Messieurs, vous discuterez la question, et vous jeterez sur elle les plus vives lumières. » Après avoir rempli la tâche que l'honorable membre s'étoit imposée, il termina son rapport par la péroraison suivante : « Messieurs, vous avez maintenant sous les yeux les principales pièces du procès ;

vous peserez les allégations diverses . vous vous roidirez contre de premières impressions si la discussion les affaiblit, si elle produit de nouvelles clartés. La conception du gouvernement du Roi est loyale et généreuse, elle peut être féconde en résultats ! L'Angleterre a usé de moyens à-peu-près semblables en 1798, et vous pourrez méditer ce

qui a été dit et fait à cette époque par des hommes d'Etat fort habiles : vous saurez bien démêler entre les oppositions celles qui dérivent de l'intérêt privé, et celles que l'intérêt général fait jaillir. Cette question doit être examinée avec soin, avec calme, avec bienveillance : elle est devant ses juges, la lice va s'ouvrir. »

G.

GAËTE (Gaudin , duc de), né en 1756, à Saint - Denis, près Paris, fit des études brillantes au collège de Louis-le Grand; il s'appliqua à connoître la science financière, et ses connoissances dans cette partie de l'économie politique le portèrent à une division de la direction générale des contributions, et à la nomination de commissaire de la trésorerie nationale. Son éloignement pour les excès révolutionnaires l'engagea à donner sa démission. Il se retira dans les environs de Soissons. En 1795, il refusa le ministère des finances, qui lui fut offert par le Directoire : il se contenta de donner de bonnes et salutaires leçons, dont quelques-unes furent suivies. Il accepta le ministère des finances le 20 décembre 1799. Il reconstitua le système financier, et le fonda sur de nouvelles bases. Bientôt on vit paraître un nouvel ordre de choses : le crédit public, anéanti, se releva ; les rentes remboursables par des bons admissibles en paiement des contributions, furent payées en numéraire. Il adopta et fit commencer l'exécution d'un cadastre, pour fixer la juste répartition des impôts. Il organisa l'administration de Gènes, et il remplit la même mission dans la Hollande et dans les villes anseatiques. Lors des événemens du mois de mars 1814, M. le duc de Gaëte suivit à

Blois l'impératrice Marie - Louise. Il adhéra à tous les actes du gouvernement provisoire et revint à Paris, où il vécut dans la retraite. Après le retour de Buonaparte, en 1815, il fut rappelé au ministère des finances, et créé pair. Le 7 juillet de la même année, il rentra dans la retraite, et fut élu, par le département de l'Aisne, membre de la Chambre des députés : il a siégé au côté gauche. On attaqua l'administration de M. le duc de Gaëte et celle de M. Mollien, ministre du trésor public, et on demanda à faire traduire devant les tribunaux ceux qui avoient autorisé et ceux qui avoient profité de la spoliation faite à la caisse d'amortissement, le 16 mai 1815, de trois millions six cent mille livres de rentes. M. de Blotseville, auteur de cette proposition, désigna particulièrement M. le duc de Gaëte : ce dernier publia un écrit pour se justifier. Cette affaire fut terminée par l'ordonnance du Roi, qui déclara qu'il n'y avoit lieu à aucun recours, ni contre M. le duc de Gaëte, ni contre M. Mollien, relativement à l'opération ordonnée par l'acte du 16 mai 1815. Lors de la discussion de la loi d'amnistie, M. de la Bourdonnaye se déclara l'apologiste et le défenseur de M. le duc de Gaëte ; il fit l'éloge de son administration. Le Corps-Législatif ayant été dissous,

il fut réélu et vota avec la majorité. Il appuya le budget présenté par les ministres et amendé par la commission. Il développa dans cette discussion des connoissances profondes. On regarda son discours comme un traité abrégé sur les finances et le crédit public. M. le duc de Gaëte fit une proposition concernant les moyens de suppléer à un nouveau répartition de la contribution foncière, et à la péréquation cantonnale, ordonnée par la loi du 15 mai 1818. Il proposa un projet d'articles, portant 1°. la réduction du principal de la contribution foncière au huitième du revenu général des biens soumis à cette contribution; 2°. l'application du produit de la réduction ordonnée sur le principal de la contribution foncière; 3°. la fixation au huitième du revenu net des contingens des communes cadastrées, dans les départemens imposés au-dessous du huitième; 4°. les règles à suivre dans les deuxième et troisième degrés de répartition; 5°. la forme de procéder de la part des communes cadastrées qui se prétendroient imposées au-dessus du huitième de leur revenu; 6°. le mode d'opérer des augmentations ou diminutions sur la contribution foncière. « Telles sont les bases du projet, observa M. le duc de Gaëte, dont les dispositions et les effets seroient d'assurer, dès-à-présent, pour 1820, aux départemens qui paient plus du huitième de leur revenu, une réduction de dix millions sur le principal de leur contribution, sans augmenter les contingens actuels désignés comme imposés au-dessous de cette réduction. Ceux-ci n'éprouveroiént d'augmentation que celle provenant des forcemens au-delà du huitième, qui seroient successivement reconnus dans les cantons cadastrés; ce qui rendroit cette augmentation nécessairement lente, et par conséquent insensible. Les contingens des départemens surchargés diminueroient graduellement en principal, dans la même proportion,

jusqu'à ce qu'ils fussent réduits au huitième, et les départemens ménagés n'en seroient pas moins dans le cas de profiter des réductions qui pourroient être accordées sur les centimes additionnels, qui deviendroient la partie mobile de l'impôt, dont le principal général n'éprouveroit plus aucune variation. » Ce plan de contribution foncière fut combattu par plusieurs membres; il n'eut point l'assentiment de la Chambre. M. le duc de Gaëte défendit le projet de loi relatif au monopole des tabacs. Il démontra acette question, simple en elle-même, se complique par le conflit simulé de l'intérêt public considéré sous des aspects divers, et par le conflit ordinaire de l'intérêt privé en opposition avec l'intérêt public. La charte elle-même apparait dans la mêlée, et veut aussi que ses droits soient défendus. L'honorable membre développa cette opinion avec beaucoup d'ordre et de clarté. Il s'est convaincu, que quelles que puissent être les améliorations que nous devons attendre, dans notre situation financière, du mode de gouvernement qui nous régit, il n'arrivera pas, de long-temps, d'époque à laquelle il ne soit jugé convenable de diminuer de 40 millions la contribution foncière, plutôt que de réduire les revenus de l'Etat des mêmes 40 millions, par la destruction d'un régime qui les lui procure de la manière la plus volontaire et la plus insensible. » M. le duc de Gaëte vota pour le projet de loi présenté par le gouvernement, concernant le monopole du tabac. Il observa « qu'on accuse le monopole d'un mal qu'il n'a point fait; et ce n'est pas avec plus de justice que l'on attribue à la soif de l'or son rétablissement. Les vrais motifs de cette opération sont connus: ils s'appuient sur des principes que l'intérêt seul peut méconnoître; ils ont été les mêmes qui décident encore aujourd'hui des hommes qui aiment aussi leur pays, à défendre le monopole en lui-même, lequel, en thèse

générale, ne peut être défendu par personne, pour la conservation d'un revenu important qu'il procure de la manière la plus favorable à l'industrie agricole, que la nation de nos affaires nous rendra pendant plusieurs années encore, dispensable, et que l'on ne pourra espérer ni aussi convenablement à beaucoup près, d'un régime de taxes qui ne seroient pas, d'ailleurs plus en harmonie avec les principes que l'on invoque si rigoureusement contre le monopole, auquel on ne peut, au surplus, d'après les diverses considérations qui, dans l'esèce, en modifient les effets ordinaires, adresser sérieusement le reproche de blesser aucunement l'esprit de la Charte. » La Chambre adopta le projet de loi du gouvernement, et rejeta celui de la commission.

GAGNEUR (le chevalier), fut nommé député en 1815, et réélu en 1816 par le département du Jura : il siégea au côté droit, seconde section. Lors de la discussion sur les élections, il proposa d'ajouter à l'article 8 de la loi, que dans le cas où il seroit fait dans l'assemblée électorale une délibération, ou même une proposition contraire à cet article, le président eût le droit de prononcer sur-le-champ la dissolution du collège, dont les opérations antérieures seroient annulées. Cette proposition ayant excité des murmures, M. Gagneur ajouta : « Je ne suis pas de ces esprits forts qui regardent les craintes qu'inspirent les assemblées électORALES, comme une vaine fantasmagorie. Le fantôme électoral me glace d'effroi ; je le vois armé de torches révolutionnaires, et mon épouvante redouble quand je me rappelle ces paroles d'un imprudent orateur (M. Royer-Collard) : *Si vous n'acceptez pas cette loi, le peuple la veut.* Le peuple la veut ! Ainsi, lorsqu'il s'agira du budget, si vous proposez des mesures contre la cumulation des em-

ploiS, on vous dira aussi : Ne le demandez pas, car le peuple ne le voudra pas. Mon but est d'empêcher que la matière électorale, pour me servir d'une expression du même orateur, ne devienne une matière inflammable. » M. Gagneur vota avec la majorité en 1815, et avec la minorité en 1816.

GANAY (marquis de), colonel de la garde royale, né en 1769, émigra en 1790, et revint en France après le 18 brumaire. Nommé au Corps Législatif, il adhéra à la déchéance de Buonaparte. En 1814 le Roi le nomma sous-lieutenant des mousquetaires gris. Il fut en 1815 membre de la Chambre des députés. M. le marquis de Ganay a toujours montré un grand attachement à la monarchie et au Roi. Lorsqu'au mois de juillet 1816 les troupes en garnison à Auxerre recurent des mains du duc d'Angoulême les drapeaux qui venoient d'être bénis, il leur parla en ces termes : « Voici vos drapeaux, vous les défendrez jusqu'à la dernière goutte de votre sang pour le service du Roi. » A ces mots, les soldats s'écrièrent : *Vive le Roi ! vive le duc d'Angoulême ! vive notre colonel !* et jurèrent de mourir pour le service de Sa Majesté. M. le marquis de Ganay a été appelé de nouveau à la Chambre des députés formée en 1816. Il a siégé au côté droit.

GANILH, né en Auvergne en 1760, étoit avocat à Paris, lorsqu'il devint électeur de cette ville. Il contribua à la révolution du 18 brumaire. Nommé au Tribunal, il se fit un des chefs de l'opposition. Il parla contre le projet de réforme du tribunal de cassation, et s'opposa à la réduction des justices-de-peace ; il combattit le projet de loi concernant l'établissement des tribunaux spéciaux, et attaqua les dispositions du projet de loi relatif à la dette publique. Il fut éliminé à l'époque du premier renouvellement du Tribu-

nat, en 1802. Élu membre de la Chambre des députés en 1815, il défendit la loi d'amnistie présentée par les ministres, et combattit l'avis de la commission qui avoit proposé de frapper par catégories tous les coupables qu'on pourroit atteindre. Il attaqua le projet du budget présenté par les ministres et l'avis de la commission. M. Ganilh a voté dans cette session avec la minorité. Il a été appelé de nouveau, en 1816, à la Chambre des députés par le collège électoral du département du Cantal. Il a siégé au côté gauche, seconde section. M. Ganilh a publié plusieurs ouvrages qui prouvent ses connoissances; mais il se livre trop à l'esprit de système et à des théories fausses et illusoire.

M. Ganilh vota le rejet du projet de loi relatif à la suppression des abus de la liberté de la presse. Il déclara « qu'il ne sauroit s'effrayer de la liberté des journaux; l'expérience que l'Angleterre en a faite le rassure, et il ne peut pas croire qu'elle soit plus funeste pour nous qu'elle ne l'a été pour ce peuple en butte à tant d'orages politiques. Mais s'il étoit vrai que la liberté des journaux eût des inconvéniens dont on ne pût pas se préserver par la répression de ses abus, alors il ne faut pas l'ajourner, il faut la proscrire. Il ne faut pas jeter un voile sur l'article 8 de la Charte qui l'établit, il faut effacer cet article de la Charte; il ne faut pas flatter le peuple français de la jouissance future de cette liberté imaginaire, il faut le détromper d'une espérance qui ne peut pas se réaliser. Mais ce n'est pas là l'objet de la loi: bien loin de vous proposer la suppression des journaux, il vous en demande le monopole pour le gouvernement, et vous n'avez en cela à délibérer que sur l'utilité de ce monopole d'une nouvelle espèce. Ce monopole ne seroit-il pas, comme les autres monopoles, funeste au parti qu'il doit protéger, et au gouvernement qu'il

veut favoriser? Si les journaux étoient libres, ils donneroient la plus grande publicité aux besoins et aux souffrances, à l'oppression des peuples, à leurs intérêts particuliers et généraux, nationaux et étrangers, à leurs vœux, à leurs craintes et à leurs espérances. Si vous les laissez dans la dépendance du gouvernement, croyez-vous qu'ils pourront remplir cette tâche utile et honorable? non; louer et se taire, voilà ce que font, voilà tout ce que peuvent faire tous ceux qui ont le malheur d'être dans la dépendance; ne leur demandez pas des vertus que n'ont pas toujours les hommes indépendans. » Lors de la discussion sur la proposition relative aux colons de Saint-Domingue, M. Ganilh témoigna sa surprise qu'on voulût appliquer les principes de la Charte à une colonie qui n'est pas régie par son empire. Il observa que les gages des créanciers avoient péri, et que la raison vouloit qu'on n'appliquât point la jurisprudence française à des dettes dont le gage n'existoit plus. « Cette question, ajouta-t-il, tient à l'existence de la colonie; et, posant en principe que la France ne devoit point l'abandonner, il en conclut que les intérêts des colons étoient les siens. Il dit qu'il ne vouloit pas, comme d'autres orateurs, raisonner sur des intérêts particuliers; mais qu'il croyoit devoir observer que les créances des colons étoient favorables, parce que la plus grande partie provenoit d'une vente d'esclaves. » Il vota pour la proposition. M. Ganilh, lors de la discussion sur le projet de loi sur les finances, examina le système de nos finances, les mesures adoptées depuis trois ans à l'administration des revenus publics. Il observa que la progression des dépenses publiques, long-temps regardée comme une des causes de la progression des richesses modernes, est maintenant le plus redoutable fléau. « Dans tous les états de l'Europe la richesse décroît, et les dépenses restent les mêmes: peut-

être même n'est-il pas facile de lui faire suivre cette décadence. De là vient l'augmentation toujours croissante des besoins publics et particuliers; de là aussi le mal-aise qui se fait sentir par-tout. Les choses en sont venues au point, que les esprits clairvoyans ont de la peine à pressentir quelle sera l'issue de cette crise déplorable. Y remédiera-t-on, comme on s'en flatte, par l'économie, par la réduction des dépenses publiques? il est permis d'en douter. Après que de grands succès et de grands revers ont commandé de grands efforts et de grandes profusions, les ressources s'épuisent, les peuples s'affaiblissent, dépérissent, et tombent dans la décadence. Les économies sur les dépenses publiques peuvent bien diminuer la souffrance des classes contribuables aux dépens des classes rétribuées; mais elles ne suffisent pas pour rendre aux peuples épuisés leur force et leur prospérité: il faut des combinaisons plus profondes pour opérer de si grands prodiges, et il ne faut les attendre que du génie des Sully et des Colbert: malheureusement les siècles en sont avares. » L'honorable membre, par des reproches vagues, blâme l'administration des ministres, et rejette le système des emprunts; il veut renverser le système actuel des finances. M. Ganilh ne propose aucun plan, il fronde, il disserte; mais il ne raisonne point. Il a bien quelques talens; mais il n'a que des connoissances superficielles dans la science de l'économie politique, et voilà pourquoi il s'égare toujours dans les systèmes qu'il propose. Son génie resserré ne lui offre jamais le terme où il faut atteindre pour établir un bon système financier. Il n'a que des théories fausses et illusoire: son amour-propre, poussé jusqu'à l'orgueil, lui fait méconnoître les principes sur lesquels reposent la stabilité des empires et la prospérité des peuples.

M. Ganilh, lors de l'examen du

projet de loi sur les finances, voulut établir que la loi de 1816, en ouvrant la voie des emprunts, a laissé le ministre sans règle, sans direction, et a tout abandonné à la confiance qu'inspire sa loyauté: il prétendit que s'il y eût eu concurrence ouverte entre les prêteurs, les conditions eussent été moins onéreuses pour le trésor. Pour remédier au mal qu'il signala, l'honorable membre proposa quelques amendemens qui furent rejetés. M. Ganilh, lors de la discussion du chapitre des comptes, oublia la gravité et la décence qui conviennent à un législateur lorsqu'il parle sur les questions les plus importantes de l'économie politique: il jeta à pleines mains les jeux de mots, les plaisanteries, l'ironie, les sarcasmes; lorsqu'il voulut reprendre le ton grave, le langage sérieux, il devenoit obscur, inintelligible, et se perdoit dans des digressions étrangères à son sujet. M. Ganilh, au nom de la commission centrale, fit un rapport sur le projet de loi relatif au changement de l'année financière: il l'envisagea sous trois points principaux, sa nécessité, l'efficacité de ses dispositions, sa conformité ou son opposition à la Charte; il démontra, par des raisonnemens précis, que le projet étoit nécessaire, efficace et constitutionnel; il termina son long rapport par ces réflexions: « Comme il convient aux députés d'un grand peuple, nous ne suivons nos déterminations que sur ses besoins, ses intérêts et ses avantages, sur la conviction de notre raison, et la conscience de nos devoirs; nous ne devons pas hésiter à voter, pour une fois seulement, dix-huit mois d'impôt foncier, seul moyen qui nous reste pour mettre fin aux désordres que les circonstances ont introduits dans le contentement des impôts. » M. Ganilh proposa, au nom de la commission, l'adoption du projet de loi: la Chambre suivit cet avis, mais les pairs le rejetèrent.

GARNIER (le marquis), né à Auxerre, en 1754, étoit procureur au Châtelet avant la révolution. Il obtint, en 1789, la place de secrétaire du cabinet de Madame Adélaïde, tante de Louis XVI : il fut élu député suppléant aux Etats-Généraux. Persécuté en 1792, il émigra : il revint en France après le 9 thermidor. Après le 18 brumaire M. Garnier fut nommé préfet de Seine-et-Oise, sénateur et comte de l'Empire : Buonaparte le nomma président du Sénat. Il ne cessa d'être son apologiste et son admirateur : dans tous les discours qu'il lui adressa, il parla un langage d'exagération et de flatterie ; cependant il vota sa déchéance. M. Garnier fut nommé membre de la commission chargée de l'examen de la Charte constitutionnelle, et fut créé pair de France par le Roi. Dans le cours de la session qui s'ouvrit en juin 1815, il parla à la tribune sur toutes les grandes questions de la presse, du commerce des grains, et des finances. Après l'invasion de Buonaparte il refusa les offres faites par Cambacérès, de reprendre les fonctions de conseiller du sceau des titres : il ne reparut sur la scène politique que le 8 juillet 1815. Le 5 novembre de la même année, il fit une proposition tendante à inviter les ministres à s'abstenir de faire intervenir le nom du Roi dans les discussions. Dans la séance du 27 août 1816 il fit un rapport sur le budget, qui attaquoit cette latitude avec laquelle la Chambre des députés avoit discuté et amendé le budget : il proposa d'adopter le projet tel qu'il avoit été amendé par l'autre Chambre, attendu qu'un plus long retard compromettrait les intérêts de l'Etat. Cet avis fut adopté. M. le marquis Garnier défendit l'article 8 du projet de loi relatif à la liberté de la presse, et combattit l'amendement que proposa la Chambre des députés, et dont la commission spéciale n'appuyé la proposition. Cet amendement, sui-

vant le noble pair, rendroit la loi absolument illusoire et inexécutable. La Chambre n'adopta point son opinion.

M. le marquis Garnier fit, le 12 mai 1818, un long rapport sur le projet de loi relatif aux finances ; il exposa les avantages de la publicité des comptes de finances. « Cette publicité appelle chaque citoyen, chaque contribuable, à prendre connoissance des besoins publics et de l'étendue des sacrifices qu'ils exigent. La nation toute entière, constituée en jury, a sous les yeux les pièces nécessaires pour asseoir son jugement avec assurance. Une opinion publique fondée sur des faits précis et démontrés se forme et s'établit : ici l'attention du juge est garantie par son propre intérêt, et si le crédit et la confiance résultent de son examen, il livre ses capitaux pour gage de la sincérité de sa décision. Le contribuable s'acquitte avec empressement, ou du moins avec résignation ; ce qu'il supportoit comme une charge devient un devoir à remplir : dans les circonstances même les plus critiques, l'action du gouvernement est facile, et ses relations avec le peuple prennent tous les caractères d'une administration douce et paternelle. Mais la publicité même des comptes de finances ne seroit plus qu'une mesure illusoire et souvent trompeuse, si les formes prescrites pour la régularité de ces comptes ne sont pas scrupuleusement observées et sévèrement maintenues. Ce que l'auteur de *l'Esprit des Loix* a dit en faveur des formes judiciaires, s'applique peut-être avec plus d'avantage encore aux formes qui régissent les procédés de l'administration des finances : elles seules peuvent servir à rapprocher les calculs et à comparer les résultats ; elles éclaireront la marche et indiquent le but ; enfin, dans ce genre d'instruction, ce sont les seuls témoins irrécusables. Sans elles tout seroit confusion et désordre ; pour peu qu'on les néglige, le mensonge peut s'emparer de la puissance irresistible des chiffres

pour usurper les prérogatives de la vérité. Tel est l'empire de ces formes, que dans le temps même du plus grand dérangement des finances, ou n'a pu totalement s'en affranchir; et qu'on a été bientôt forcé de se réfugier sous leur abri, comme dans un asile qu'on ne sauroit quitter impunément. » Le noble pair parcourt successivement les différentes dispositions du projet de loi, et les divisa en trois parties distinctes : la première partie traite de l'arriéré; la seconde, des besoins de l'année; la troisième, des recettes, ressources et moyens de crédit proposés pour satisfaire à ces besoins. Le noble pair, au nom de la commission, ne proposa aucun amendement, parce que, dit-il, elle a toujours eu devant les yeux l'impérieuse nécessité de régler à l'instant le budget d'un exercice dont plus d'un tiers est écoulé, et de ne pas prolonger encore un état de souffrance qui met en péril la sûreté publique, et prive le gouvernement de l'un de ses principaux moyens d'existence. Mais lorsque la Chambre se trouve dans cette position forcée et pénible, quand elle plie sous d'inexorables circonstances, il est du devoir de la commission de remonter à la cause d'où procède cette contrainte, et d'appeler toute votre sollicitude sur un désordre qui semble menacer de plus en plus l'indépendance de l'une des branches du pouvoir. Déjà depuis trois années on présente périodiquement à cette Chambre, sous le titre de loi des finances, un assemblage des dispositions législatives confondues avec le budget annuel, et emportées avec lui par ce torrent d'urgence qui le fait passer devant vous avec une telle rapidité, qu'il vous est à peine permis d'y fixer vos regards : depuis trois années l'une des parties de la puissance législative est privée de toute influence, non-seulement sur la partie la plus importante de l'administration publique, mais encore sur une infinité d'autres matières de

législation qui s'y trouvent jointes comme accessoires. Déjà, en 1816 et 1817, deux de vos commissions ont dénoncé cette déviation des principes de la Charte constitutionnelle : leur réclamation, fortifiée à chaque fois par l'assentiment de la Chambre, n'a cependant produit aucun effet ; nous sommes donc forcés de la reproduire avec de nouveaux développemens. L'article 17 de la Charte veut que la loi annuelle de l'impôt, par une exception spéciale, soit adressée d'abord à la Chambre des députés : cette volonté est encore exprimée dans l'article 47, qui porte que la proposition d'impôt ne sera portée à la Chambre des pairs qu'après avoir été admise dans l'autre Chambre. Ainsi la proposition annuelle de l'impôt diffère essentiellement des autres propositions de loi : elle a une marche déterminée et une forme de procéder qui n'appartient qu'à elle seule. Il en résulte que la loi de l'impôt doit être proposée à part, et qu'aucune autre proposition quelconque n'y peut être jointe, puisque ce seroit étendre à ces autres propositions un privilège uniquement réservé à la loi de l'impôt, et qui n'est établi que pour elle. On peut donc dire que la Charte interdit aux ministres du Roi de présenter à la Chambre des pairs la proposition de l'impôt, réunie en un même corps de loi avec d'autres dispositions législatives qui ne sont pas assujéties à l'admission préalable de la Chambre des députés; on peut dire que la Charte autorise la Chambre des pairs à rejeter la proposition de l'impôt toutes les fois que cette proposition ne se présente pas seule. Si cette volonté formelle de la Charte eût été remplie, les lois de 1816 et 1817 n'auroient pas entraîné de si longues délibérations : la loi de l'impôt de 1818, réduite à sa juste mesure, auroit été dégagée de cet immense encombrement de dispositions réglementaires sur les anciens exercices, sur les arriérés, sur les pensions, sur les patentes, sur l'ad-

ministration de l'enregistrement, sur les timbres, sur les octrois, sur les contributions indirectes, sur la compétence des conseils municipaux, sur le domaine extraordinaire, sur la comptabilité du Trésor envers les Chambres, et sur une foule d'autres propositions dont on ne conteste pas l'utilité, et qui ne sont même pas, pour la plupart, sans connexité avec l'impôt, mais qui, par cela seul qu'elles sont l'objet d'une loi permanente et durable, et qu'elles portent un caractère de perpétuité, doivent être séparées d'une loi annuelle et essentiellement temporaire. Alors celle-là, resserrée dans un petit nombre d'articles, n'eût été la matière que d'une discussion peu compliquée et peu étendue, dans laquelle chacune des deux Chambres auroit pris la part qui lui est assignée dans l'exercice de la puissance législative. Cette marche abusive et opposée à l'esprit de nos institutions, si on persévérait à la suivre dans les prochaines sessions, entraîneroit bientôt un véritable déplacement de pouvoir dont il seroit difficile d'arrêter les funestes conséquences. En signalant le danger qui menace l'indépendance de la Chambre, nous ne voulons point éveiller cet intérêt de corps, toujours jaloux de maintenir des attributions et des prérogatives; nous nous adressons à des sentimens plus généreux et plus dignes de vous : notre fidélité au Roi et l'obéissance jurée à cette Charte qu'il a donnée, et sur laquelle reposent à-la-fois et l'autorité du monarque et la liberté du peuple. D'après ces motifs, nous avons pensé qu'en vous proposant d'adopter dans toutes ses parties le projet de loi, cette conclusion, dictée par le besoin du moment, ne devoit pas être séparée des hautes considérations qui viennent de vous être présentées.

M. le marquis de Garnier défendit le projet de loi relatif à l'année financière. Il examina 1°. quelle est la nature du vote constitutionnel attribué aux Chambres relativement à

l'impôt; 2°. quel est le caractère essentiel de la loi annuelle des finances; 3°. quels sont les effets réels de la loi rendue le 31 décembre 1818; 4°. quelles sont les circonstances dans lesquelles se trouve placée la législature relativement à l'impôt de 1819. Dans l'énoncé de ces différentes questions, le noble pair développa de grands talens et de vastes connaissances : il observa que ce n'est qu'à compter du 1^{er} juillet 1819 que commencera à s'exercer la puissance législative que la constitution attribue à la session actuelle sur le vote des impôts et sur la fixation des dépenses publiques. C'est à compter de cette époque que l'administration des finances sera valablement régie par une loi émanée du vote libre et de la délibération éclairée des Chambres actuellement en exercice. Attribuer à la future loi des finances de 1819 un effet rétroactif remontant au 1^{er} janvier 1819, seroit une disposition manifestement inexecutable, quant aux droits fiscaux et taxes qui forment les deux cinquièmes des revenus de l'Etat; ce seroit ouvrir une source intarissable de désordres et de vexations pour toute la partie des dépenses effectuées pendant les six premiers mois.

M. le marquis Garnier fit un rapport au nom de la commission spéciale, sur le projet concernant le règlement des budgets de 1815, 1816, 1817, et la rectification provisoire du budget de 1818. Nous ne suivrons pas M. le rapporteur dans sa marche longue et fatigante, et nous ne ferons connoître de son rapport que quelques fragmens qui peuvent offrir des leçons d'utilité ou d'instruction. M. le marquis Garnier observa que « la Chambre des pairs, armée de privilèges héréditaires pour couvrir et défendre avec plus d'avantages cette monarchie héréditaire qui est le premier gage de la liberté publique et de la prospérité nationale, ne verra jamais les contributions versées au trésor que comme un impôt sacré qui ne peut être violé sans crime, ni

détourné impunément de la destination qui lui a été assignée par la loi ; mais en même temps elle ne perdra pas de vue que l'administration des finances , qui se trouve nécessairement en contact avec toutes les différentes parties du service public , et qui touche à tous les intérêts publics , est le côté par où le gouvernement présente un front plus ouvert et plus étendu aux attaques qu'on est toujours tenté de lui livrer ; celui qui donne plus de moyens pour entraver sa marche , et pour mettre obstacle à ses opérations les plus utiles et les plus urgentes ; enfin , celui qui fournit les prétextes les plus spécieux et les plus populaires en apparence , pour dénaturer et affaiblir la constitution du pouvoir exécutif établie par la Charte. Ainsi , prévenir par les garanties les plus solides et par les formes les plus sévères , tous abus , toute infidélité , tout divertissement quelconque dans l'emploi des deniers publics , mais en maintenant constamment cette salutaire indépendance qui est inséparable de la monarchie constitutionnelle , tel est le principe d'après lequel doivent se diriger toutes les délibérations de la Chambre des pairs sur la matière des finances , et jamais il ne s'est présenté d'occasion plus solennelle de manifester ce principe et d'en faire l'application. Or , tout ce qui appartient à la comptabilité proprement dite , ne sauroit être la matière d'une disposition législative : entendre et débattre les articles d'un compte , examiner et vérifier des pièces comptables , les comparer aux écritures du rendant compte ; apurer , juger , arrêter et clure le compte définitif ; fixer le débit ou prononcer la décharge ; toutes ces opérations sont essentiellement de l'ordre exécutif : ce sont des applications de la loi à des faits individuels ; des actes qui , par leur nature , appartiennent exclusivement à l'autorité administrative ou judiciaire. Les Chambres législatives

ne pourront faire d'une telle matière le sujet de l'une de leurs délibérations , non - seulement parce qu'elles dénatureroient leur attribution , mais encore , dans le mode de procéder , il leur seroit matériellement impossible d'arriver à un résultat , attendu que chacun des innombrables articles dont un compte se compose , est appuyé sur des pièces justificatives qui lui sont particulières , et ne peut être alloué ou rejeté que par une décision spéciale et individuelle : que sera-ce donc , lorsque la législature se forme de deux Chambres agissant séparément et indépendamment l'une de l'autre , et lorsqu'aucune résolution quelconque ne peut avoir la moindre efficacité , qu'autant qu'elle a réuni dans un même vote l'assentiment des deux Chambres ? » Après avoir établi que les Chambres législatives ne peuvent exercer aucune action directe sur ce qui appartient à la comptabilité , le noble pair examine la nature et l'étendue de l'action à laquelle sont soumis les ordonnateurs des dépenses publiques , et il définit les obligations des ministres envers les Chambres , et la responsabilité à laquelle ils sont assujétis en matière de finances. Cette dissertation est trop intéressante et trop instructive pour ne point la faire connoître dans toute son étendue : « Les ordonnateurs des dépenses publiques , dit-il , peuvent faillir de deux manières : par infraction à la loi , ou par impéritie. Si un ordonnateur employé sous les ordres d'un ministre , a excédé le crédit que le ministre lui a ouvert pour un service , ou s'il a ordonné une dépense qu'il n'étoit point autorisé de faire , il est dans le cas de tout mandataire qui a excédé son mandat , et est responsable de la dépense qu'il a illégalement occasionnée , non-seulement sur sa fortune propre , mais même sur la liberté de sa personne ; car ce dernier genre de contrainte est attaché de droit à toute dilapidation , ou au

simple divertissement des deniers publics. Si cet ordonnateur a péché par impéritie seulement, en employant sans intelligence, et de la manière la moins utile, le crédit mis à sa disposition, alors il ne peut encourir d'autre peine que celle d'être destitué de son emploi par l'autorité à laquelle il devoit sa nomination. Les ministres du Roi, qui sont les ordonnateurs en chef de toutes les dépenses publiques, peuvent aussi être reprochables sous l'un ou l'autre de ces deux rapports, savoir, pour infraction à la loi, ou pour défaut d'habileté dans leur administration. Il y a infraction à la loi, si le ministre a ordonné une dépense qui n'étoit point autorisée par la loi des finances; ou si, en exécutant une dépense autorisée pour une partie du service, il a excédé le crédit que la loi avoit affecté à cet objet. Il y a encore infraction à la loi, si le ministre, dans l'exécution d'une dépense autorisée, n'a point rempli les formalités qui lui étoient prescrites par la loi, et qui avoient pour but de rendre cette dépense la plus utile ou la moins onéreuse pour l'Etat. C'est dans la vue de prévenir ces abus, que l'article 148 de la loi des finances du 25 mars 1817 a statué que les ministres présenteroient à chaque session les comptes de leurs opérations pendant l'année précédente. Le ministre, par son fait seul, engage l'Etat, et toute dépense faite d'après son ordre devient une charge publique: si l'ordre est illégal, ce n'est qu'à l'égard de l'ordonnateur qu'il peut l'être, il ne l'est jamais à l'égard du fournisseur ou entrepreneur qui a fait des avances ou des travaux sur la foi du ministre; si la dépense n'est pas comprise dans celles qu'autorise la loi, ou si elle excède les bornes de crédit, dans ces deux cas le ministre, de sa propre autorité, ou plutôt par l'abus de cette autorité, impose à la nation une charge qu'elle n'a point consentie; et comme on ne peut pas douter

qu'un délit puisse être commis sans qu'il y ait un juge pour en connoître et pour en appliquer la peine, on ne doit point douter que celui-ci ne se trouve compris nécessairement sous le chef général de *concussion*, et ne fasse partie de ceux dont la poursuite et le jugement sont réservés aux Chambres par l'article 56 de la Charte. Si, lorsque les ministres ont à conclure des marchés ou entreprises d'une certaine importance, ou à contracter des emprunts, qui ne sont autre chose qu'une fourriture en argent comptant, en échange d'obligations ou rentes sur l'Etat, la loi avoit porté sa prévoyance jusqu'à prescrire formellement, et en termes exprès, des publications, enchères et autres dispositions préalables, dans la vue d'appeler à l'entreprise ou à l'emprunt une plus grande concurrence, et, par-là, de faire obtenir de la part des entrepreneurs, ou prêteurs, des conditions plus avantageuses: dans ce cas, l'omission des formalités textuellement indiquées par la loi engendreroit un délit de même nature que les divertissemens des deniers publics, et les juges investis par la Charte du droit de prononcer sur les ministres prévenus de délit, auroient à arbitrer le montant des dommages et indemnités dont une telle infraction les a rendus responsables. Toutefois, si des circonstances impérieuses et non prévues exigent une dépense extraordinaire à laquelle n'a point pourvu la loi des finances, un ministre éclairé et courageux, fort du sentiment de ses devoirs et de la pureté de ses intentions, ne balancera point à braver les risques de sa responsabilité, plutôt que de laisser la chose publique en état de souffrance, et il provoquera la mesure provisoire qui a été prévue par l'article 152 de la loi du 25 mars 1817; mais cette mesure ne met point à couvert la responsabilité du ministre ordonnateur de la dépense, et elle ne le dégage pas de l'obliga-

tion de justifier sa conduite devant les Chambres. Si la dépense est approuvée, elle sera la matière d'un crédit particulier qui prendra place parmi ceux à voter dans la plus prochaine loi de finances. Quand il n'y a pas d'infraction à la loi, et que la conduite du ministre ordonnateur ne présente aucun acte qui puisse être qualifié de délit ; quand les reproches qu'on pourroit faire à son administration ne portent que sur des imputations de négligence ou d'incapacité, alors il n'y a pas ouverture à l'action en responsabilité, et les Chambres ne peuvent faire d'une imputation de ce genre la matière d'une de leurs délibérations. Ce n'est pas, sans doute, que nous entendions dire par-là qu'il soit interdit aux membres des assemblées législatives de censurer dans leurs discours l'administration des ministres, sous le rapport même du zèle ou de la capacité de l'administrateur : dans un pays où une telle censure est permise à tous les citoyens, à plus forte raison ce champ doit-il être ouvert aux personnes investies du droit de discuter les grands intérêts de l'Etat, et on ne pourroit, sans les plus graves inconvéniens, circonscrire dans d'étroites limites la liberté de la tribune. Mais ces imputations, qui ne peuvent entrer dans une discussion purement accessoire au sujet principal de la délibération, et qui ne peuvent fonder une proposition législative, se termineront inévitablement par des débats sans issue et par une controverse sans résultat : on peut même observer que des allégations contre le zèle et la capacité des ministres, si elles étoient trop légèrement hasardées et trop fréquemment renouvelées, ne seroient pas aussi favorables qu'on le croit à la liberté publique. Ces attaques vagues, dirigées contre le ministère, laissent l'opinion indécise ; elles ébranlent la confiance sans lui présenter aucun autre appui ; et des Chambres, qui sont

investies du droit terrible d'accuser et de juger les ministres, ne pourroient pas retentir souvent de ces sortes de déclamations, sans risque de perdre aux yeux du public quelque chose de ce caractère de justice et d'impartialité qui leur convient envers ceux que la Charte leur a donnés pour justiciables. »

GERMAIN (le comte), né à Paris en 1787, entra dans la carrière administrative. Buonaparte le nomma chambellan, comte, et son ministre plénipotentiaire près du duc de Wurtzbourg. Le comte Germain revint à Paris après la défaite de Leipsick. Il montra un grand dévouement pour la cause royale. Le Roi le nomma préfet de Saône-et-Loire, et chevalier de Saint-Louis. Il fit tous ses efforts pour arrêter les projets que fornoient les partisans de Buonaparte, pour favoriser son invasion. Le Roi, à son second retour, le nomma préfet de la Marne. Par un acte de patriotisme bien rare, il renonça à une somme de plus de trente mille francs qui lui étoit due suivant l'ordonnance du 27 juillet, pour avoir cessé ses fonctions pendant les ceut jours ; il l'appliqua au soulagement de l'Etat. Il réprima, par des mesures fermes et sages, les troubles suscités dans son département par la cherté des grains. Le Roi a créé pair M. le comte Germain, le 9 mars 1819. M. le comte Germain fit au nom d'une commission spéciale un rapport sur douze projets de loi relatifs à quelques changemens dans la conscription de divers départemens, arrondissemens, cantons et communes ; il en proposa l'adoption.

GERMINY (le comte), fut nommé en septembre 1815 membre de la Chambre des députés ; il discuta le projet de loi relatif à la peine à infliger aux auteurs des attentats contre l'ordre public, et fit observer que l'article 7 avoit besoin d'une explica-

cation qui en fit disparaître toute ambiguïté. « Celui, dit-il, qui se plaint de son père, et celui qui le calomnie d'une manière indigne, peuvent-ils descendre dans le même cachot ? Pourquoi vouloir tout confondre pour tout pardonner, ou pour punir également celui qui veut encore détruire le bonheur public et celui qui a tout sacrifié ? Ne seroit-il pas indigne de nous de supposer des coupables, là où notre Roi n'a que des amis, là où tout Français trouveroit des défenseurs ? » Il proposa l'amendement suivant : « Sont coupables d'actes séditieux toutes personnes qui répandroient ou accrédiroient méchamment, et dans le dessein d'ébranler le gouvernement, des bruits touchant l'inviolabilité des propriétés dites nationales, et le rétablissement de la dime et des droits féodaux. » M. de Germigny vota constamment avec la minorité dans la discussion sur le projet de loi relatif à l'amnistie. Il fut d'avis de tout oublier, de tout pardonner et de ne point punir. Le Roi le nomma préfet de l'Oise, et le créa pair le 5 mars 1819.

GESTAS (de), inspecteur des gardes nationales, fut élu député en 1816 par le collège électoral du département des Basses-Pyrénées. Il a siégé au côté droit, première section.

GIROD, de l'Ain, conseiller à la Cour des comptes, étoit avocat avant la révolution. Il fut membre du Conseil des Anciens, où il parla sur divers objets de finances et de législation ; il entra au nouveau Corps-Législatif en 1813. Il fut élu député en 1817 par le collège électoral du département de l'Ain. Il a siégé au côté gauche, seconde section.

GOSSUIN, né à Arques, fut nommé député à l'Assemblée législative et à la Convention nationale, où il ne vota pas dans le procès de

Louis XVI, se trouvant absent par commission. Il proposa de mettre à prix la tête du prince de Saxe-Teschén, parce que ce général avoit bombardé Lille. Il fut envoyé à l'armée de Dumourier. De retour à la Convention, il fit décréter que les députés s'abstiendroient de toute dénonciation, et qu'ils s'adresseroient sur cet objet au comité de salut public. Il travailla dans le comité militaire, fit plusieurs rapports sur l'organisation des armées. Il fit donner à la ville de Condé le nom de Nord-Libre. M. Gossuin a été nommé, en mai 1815, membre de la Chambre des représentans, et en 1816 membre du nouveau Corps-Législatif. Il a siégé au centre.

GOUIN - MOISANT, fut nommé député par le département d'Indre-et-Loire à la Chambre de 1815. Lors de la discussion sur le projet de loi sur les cris séditieux, il demanda « que les crimes désignés par l'art. 1^{er} fussent punis des travaux forcés pendant dix ans, et de la peine de mort, s'ils avoient des coopérateurs. Les coupables devoient être punis comme parricides, s'il y avoit eu commencement d'exécution. Les injures, outrages et calomnies contre les personnes de la famille royale devoient être punis suivant la gradation suivante : cinq ans de travaux forcés, les travaux à perpétuité, la mort. » M. Guin-Moisant, vice-président de la chambre de commerce, fut élu député en 1816. Il siégea au centre. Il vota le projet de loi relatif à la continuation du monopole du tabac, jusqu'au 1^{er} janvier 1826, et combattit les amendemens proposés par la commission. Il observa que « prolonger seulement dix ans la durée du monopole, ne tendroit qu'à ramener dans un an une discussion qui, peut-être, n'est pas sans de graves inconvéniens dans le produit des ventes de la régie ; au lieu qu'en acquiesçant à la prolongation de cinq années demandée par

le gouvernement, la situation financière de la France, en s'améliorant, pourra peut-être permettre de rendre en France la culture et le commerce du tabac extrêmement libres, en ne conservant qu'un droit de douane à l'entrée des feuilles du tabac exotique. »

GOUVION DE SAINT-CYR (le maréchal comte de), né à Toul en 1760, entra dans la carrière des armes où ses talens et sa valeur l'ont porté aux grades les plus élevés. Il servit avec distinction dans les armées commandées par Masséna et par Moreau. Une insurrection violente força Masséna à s'éloigner de Rome; le général Gouvion de Saint-Cyr fit arrêter les principaux moteurs de la rébellion, et par sa fermeté et sa prudence il rétablit l'ordre et la discipline. Chargé de l'administration de l'Italie, on admira ses vertus guerrières et la simplicité de ses mœurs. Il fut envoyé en 1806 dans l'Italie méridionale pour faire la conquête de Naples. Il fit les campagnes de Prusse et de Pologne, et fut nommé gouverneur de Varsovie. Il passa ensuite en Espagne où il fit des prodiges de valeur. Le général Gouvion de Saint-Cyr fit partie, en 1812, de l'expédition contre la Russie, où il se distingua par son intrépidité; il reçut pendant cette campagne le bâton de maréchal. Il battit le général Wittgenstein. Il se signala à la bataille de Dresde, et remporta une grande victoire à Plauer et poursuivit le comte Tolstoï jusque sur les frontières de la Bohême. Resté à Dresde après le départ de la grande armée, il fut forcé de signer une capitulation dans laquelle il fut stipulé qu'il rentreroit en France avec ses troupes et une partie de son artillerie; mais cette capitulation ne fut pas ratifiée, et il se vit forcé de se rendre prisonnier au comte de Klenau, avec toute sa garnison. Après la chute du gouvernement impérial, en 1814, le ma-

réchal Gouvion de Saint-Cyr revint en France, et il recut l'accueil le plus distingué du Roi. S. M. le créa pair de France et commandeur de l'ordre de Saint-Louis. Il accompagna Monsieur à Lyon, et se dirigea sur Orléans; la garnison de cette ville venoit de fouler aux pieds la cocarde blanche. Le maréchal Gouvion de Saint-Cyr ramena la garnison à des sentimens de fidélité au Roi. Le premier régiment des cuirassiers enfonça une des portes de la ville et se dirigea sur Paris pour se joindre à Buonaparte. Le maréchal Gouvion courut risque de perdre la vie en cette occasion. Il vécut dans la retraite jusqu'au retour du Roi. Il fut chargé du portefeuille de la guerre, qu'il remit ensuite au duc de Feltre, en conservant le titre et le rang de ministre d'Etat. Il fut nommé membre du Conseil privé et gouverneur de la cinquième division à Strasbourg, et ministre de la marine. Le Roi lui a confié le département de la guerre. Le ministre de la guerre défendit à la Chambre des députés le projet de loi relatif au recrutement de l'armée. Il tâcha de prouver que « lorsque la Charte abolit la conscription, elle n'a point interdit au Roi d'avoir une armée, ni aux députés de la France de donner en son nom une armée à son Roi. Mais qu'étoit-ce que la conscription, sinon une forme de recrutement ? » Le ministre s'attacha à prouver que « le titre 6, concernant l'avancement, ne portoit aucune atteinte à la prérogative royale. Il observa que la royauté est entre les mains du Roi un trésor qu'il fait valoir pour le bien des peuples, et non un dépôt stérile qu'il est simplement chargé de transmettre à ses descendans, et il examina si la fixation légale des bases de l'avancement cause quelque perte réelle à l'autorité royale : par où le Roi aura-t-il l'armée la plus forte, la plus énergique, et en même temps la plus dévouée ? sera-ce par l'arbitraire mobile ou par la

fixation légale des bases de l'avancement ? Si la réponse n'est pas douteuse, il y a donc profit pour l'autorité royale à chercher dans la loi une force qu'elle n'obtiendrait jamais aussi sûrement par d'autres moyens. »

Les considérations présentées par le ministre de la guerre paroissent puissantes ; mais il ne prouva pas que le projet de loi fût constitutionnel, elle étoit au contraire une violation de la Charte, que de déposséder le Roi de nommer à tous les emplois civils, militaires et religieux. Comme les lois fondamentales doivent être suivies et respectées, aucune considération, aucun commentaire n'en peuvent justifier la transgression.

M. Gouvion de Saint-Cyr, ministre de la guerre, présenta à la Chambre des Pairs un projet de loi relatif aux servitudes imposées à la propriété pour la défense de l'Etat. Il en développa les motifs et le résultat ; il observa qu'il abrogeoit une législation qui froissoit sans une absolue nécessité les droits de la propriété, et consacra un grand adoucissement à la loi qui régissoit les places de guerre, et leurs rapports avec la propriété avant le décret de 1811 ; il donna contre l'arbitraire toutes les garanties désirables. Il présenta aussi à la Chambre des députés un projet de loi sur le commerce et la fabrication du salpêtre ; il en offrit l'ensemble et il en expliqua le principal objet. Il parla des variations et de l'état actuel de la législation qu'il s'agit de modifier ; il fit voir les progrès singuliers et étouffés d'une branche d'industrie également utile aux arts de la guerre et de la paix, et il démontra les motifs de la loi proposée ; elle a pour but de favoriser la fabrication libre du salpêtre indigène, et d'augmenter pour cette production les ressources et l'indépendance de l'industrie : « Sans doute, observa le ministre, un concours aussi remarquable de lumières et d'expériences que présente la réunion des dé-

putés de tous les départemens, sera naître des vues utiles au perfectionnement d'un projet de loi qui touche à des intérêts dont ils sont les défenseurs naturels. Le Roi adoptera avec empressement toutes celles de ces vues qui ne seront pas incompatibles avec l'économie des dépenses publiques ou avec la sûreté de l'Etat. » Après une longue discussion ce projet de loi fut adopté avec des amendemens qui furent sanctionnés par le Roi. Lors de la discussion du budget particulier du ministre de la guerre, plusieurs membres proposèrent une réduction sur la somme de 192 millions demandés par le gouvernement. M. de Gouvion de Saint-Cyr démontra « que les parties principales du service militaire s'opposent à aucune réduction, et démontra par l'exposition du système de l'état militaire de la France, la nécessité d'en maintenir l'intégrité. « La question qui vous occupe, dit le ministre, n'est pas celle de savoir si vous devez ou non augmenter l'armée française : ce qui fait la véritable, l'unique base de vos débats, c'est la question de savoir si la France doit ou non avoir une armée ; j'ai peine à croire qu'elle seroit la matière d'un doute sérieux. On vous a dit que l'Europe nous avoit délivré deux fois ; ne lui demandons rien de plus ; dispeurons-la de nous protéger : personne n'est plus convaincu que moi des loyales et pacifiques intentions de ses souverains ; mais enfin le repos et la sûreté de la France ne doivent dépendre que de sa loyauté : c'est de la fermeté de son attitude et de la sagesse de son Roi qu'elle doit attendre et se promettre la paix ; ne lui imposez pas la triste et honteuse nécessité de promener sans cesse chez les peuples étrangers des regards inquiets, pour y chercher les chances de sa destinée, ce seroit un mauvais moyen de calmer au-dedans ces agitations, ces ardeurs qui sont la véritable source des dé-

sordres. Vous voulez, nous devons tous vouloir que la France ne soit jamais menaçante ; faites qu'en aucun cas elle ne puisse se croire menacée ; sa sûreté est là, aussi bien que sa dignité. » M. Gouvion Saint-Cyr est l'ami très-soumis de M. Decazes.

GOUVION (comte de), parcourut avec éclat la carrière militaire. Il servit en Hollande sous le maréchal Brune, et se distingua à la bataille de Kastricum. Buonaparte lui donna la place d'inspecteur de la gendarmerie, et le nomma sénateur. Il adhéra à sa déchéance, et le Roi l'éleva à la dignité de la pairie, où il siége encore aujourd'hui.

M. le comte de Gouvion adopta le projet de loi relatif à la formation de l'armée. Il soutint que « c'étoit une conception heureuse que celle d'une armée de réserve où la France trouveroit, en cas de guerre, des moyens de défense qui ne lui coûtent rien en temps de paix. » Suivant le noble pair, « des soldats disciplinés, courageux, aguerris, attendroient, en conduisant la charrue, le moment de reprendre l'épée si redoutable en leurs mains. Nos jeunes braves rivaliseroient sans doute de valeur avec eux ; mais la valeur à la guerre peut-elle se passer d'instruction et d'expérience ? »

GOY (le marquis de), fut élu député, en 1816, par le collège électoral du département des Bouches-du-Rhône. Il a siégé au côté droit, première section.

GRAMMONT (duc de), né en 1756, fut long-temps connu sous le nom de duc de Guiche. Il resta constamment attaché à la cause royale et à son souverain légitime. Il se trouva à côté de Louis XVIII, à Dillingen en Allemagne, en 1796, au moment où l'on attenta à ses jours par un coup de feu qui l'atteignit au sommet de la tête. Le Roi nomma M. de

Grammont pair de France, et gouverneur de la onzième division militaire.

GRAMMONT D'ASTER, ancien capitaine au régiment Dauphin, dragon et colonel de la légion des Basses-Pyrénées, fut membre de la Chambre des députés de 1815, où il vota avec la majorité. Le roi l'a créé pair de France, le 5 mars 1819.

GRAMMONT (de), fut élu député en 1816 par le collège électoral du département de la Haute-Saône. Il a siégé au côté gauche, première section.

GREFULHE (le comte de), suivit le Roi à Gand après les événements du 20 mars 1815 ; il est grand admirateur du système d'instruction mutuelle, et il a fondé une des écoles appelées le Lancaster. Il a dépensé plus de 50 mille francs pour la construction d'un temple gothique que l'on va admirer au cimetière du Père-la-Chaise. Le Roi a nommé M. Grefulhe pair de France, le 9 mars 1819.

GRAVE (le marquis de), étoit, avant la révolution, colonel du régiment d'Orléans. En mars 1792 il remplaça M. de Narbonne au ministère de la guerre. Il fut accusé par Dumourier d'être l'auteur de tous les désastres de l'armée de Flandres : il donna sa démission. Cambon le fit décréter d'accusation ; il se réfugia dans les pays étrangers. Revenu en France en 1800, il se retira à Montpellier, où il vécut dans la retraite, et où il se consolait de ses infortunes dans l'étude des sciences. Pendant son ministère il donna au Roi des preuves multipliées de fidélité et de dévouement. Ce prince le récompensa en l'élevant à la dignité de la pairie. Il est écuyer de Mgr. le duc d'Orléans : il est occupé à former le cœur et à orner l'esprit du fils aîné de son Altesse Sérénissime.

GRENIER (le comte), entra dans la carrière militaire, où il se distingua par sa bravoure et son intrépidité. Il parcourut et parvint à tous les grades supérieurs. Il dirigea le passage du Rhin, effectué à Ordningen, défendit avec le plus brillant succès la tête du pont de Neuwied, fit des prodiges de valeur au combat de Duisdorf, et montra beaucoup de bravoure dans la retraite que fit l'armée française après la défaite de Schérer. Le général Moreau envoya M. le comte Grenier à Grenoble pour organiser quelques corps militaires, avec ordre de déboucher en Piémont avec douze mille hommes; mais il ne put passer les Alpes qu'après la malheureuse bataille de Novi. Il se réunit à l'armée des Alpes, s'empara de quelques postes ennemis, et contribua au succès des combats de la Stura, de Mondovi et de Fossano. Appelé à l'armée d'Italie, le général Moreau lui confia le commandement de son aile gauche. Il repoussa les Autrichiens, contribua, par l'habileté de ses manœuvres, à la victoire de Hochstet, s'empara de plusieurs places, força l'ennemi à passer le Danube, et le poursuivit jusqu'aux murs d'Ingolstadt. A l'affaire d'Alchau, il sauva l'artillerie, dont l'ennemi étoit prêt à s'emparer: il y fut blessé. Le général Grenier rentra en France après la paix. Il fut nommé inspecteur-général d'artillerie, et commandant de la Légion d'Honneur. Il fit encore la campagne contre les Autrichiens en 1809, et se distingua au passage de la Piave et à celui du Tagliamento. Il pénétra en Hongrie, et contribua à la victoire de Raab. Il fut blessé à Wagram. Murat l'appela à son service. Le comte Grenier se réunit à la grande armée en 1812; il battit les Prussiens et les Russes sur la rive gauche de l'Elbe. Il passa ensuite en Italie, sous le commandement du prince Eugène, et résista au général autrichien Nugent. Après les désastres et les revers de Napoléon, le comte Grenier eut le com-

mandement de l'armée qui retourna en France. Il annonça à cette armée, par un ordre du jour, la déchéance de Buonaparte et l'avènement de Louis XVIII au trône. Il ordonna qu'elle arborât la cocarde blanche, et il adressa au Roi l'hommage de sa fidélité. Sa Majesté le nomma chevalier de Saint-Louis, et inspecteur d'artillerie dans les places de Toulon et de Marseille. M. le comte Grenier fut élu membre de la Chambre des représentants par le département de la Moselle. Il fit partie de la commission chargée de présenter un projet d'adresse à Buonaparte, et de celle chargée de se concerter avec la Chambre des pairs pour arrêter les mesures de salut public qu'exigeoient les circonstances. Après avoir annoncé que Buonaparte consentoit à abdiquer, il observa qu'il falloit que les négociations fussent appuyées du développement de toutes les forces nationales. M. le comte Grenier a été élu député au Corps-Législatif, en septembre 1816, par le collège électoral du département de la Moselle. Il siège au côté gauche, première section. »

M. le comte Grenier vota l'adoption du budget particulier du ministre de la guerre. Il observa que la nécessité d'une force militaire dont l'organisation repose sur des bases fixes, ne pouvoit être méconnue; l'indépendance nationale est dans tous les cœurs, elle doit plus particulièrement se montrer dans cette institution protectrice, qui, en rattachant la France au système politique de l'Europe, la replace au rang qu'elle n'auroit jamais dû perdre. Le Roi, la France ne veulent point la guerre; mais Sa Majesté veut, avec la France, son indépendance toute entière: elle ne sauroit exister sans armée. »

GUILHEM, fut élu député en 1816, par le collège électoral du département du Finistère. Il a siégé au côté gauche, première section. M. Guilhem demanda que le projet de loi

relatif à l'importation des grains fût ajourné à la prochaine session. Il observa « qu'à peine nous étions sortis de la disette affreuse qui pendant 1816 et 1817 s'est fait sentir en France ; que déjà on se récrie contre la baisse du prix des grains. Sans doute on doit s'occuper du sort des propriétaires et des fermiers ; mais en cherchant à ménager leurs intérêts, il ne faut pas précipiter une mesure générale qui avant un an peut-être nous feroit éprouver des regrets et produiroit des effets contraires à ceux qu'on désire. L'honorable membre démontra qu'il ne falloit pas entraver l'importation des grains en France ; elle peut avoir lieu par des navires étrangers et par des navires français, eu faisant cependant jouir ces derniers des prérogatives qui appartiennent à des nationaux, et qui doivent toujours avoir pour but d'améliorer leur navigation. On ne peut point se dissimuler que notre marine commerçante actuelle est dans un état de langueur et de débilité qui appelle toute l'attention du gouvernement et qui réclame toute sa sollicitude. La mesure qu'on se propose aujourd'hui porteroit un coup funeste au grand et au petit cabotage ; elle augmenteroit le nombre des bateaux désarmés dans les ports, et les cotes de la Méditerranée seroient les premières qui en souffriroient. L'honorable membre émit un vœu en faveur du commerce maritime, et de la prospérité du commerce de France en général ; c'est celui de la révision de notre acte de navigation qui demande quelques changemens avant d'être remis en vigueur ; car, il faut le dire, cet acte n'existe depuis long-temps pour nous que de nom. D'après ces motifs et l'incertitude où l'on est encore sur les résultats de la recette, l'honorable membre crut qu'il étoit de son devoir de demander que l'on s'en tint aux lois et ordonnances existantes sur les grains, et que l'on ajournât à la prochaine session des Chambres la discussion de la loi qui

est présentée, qui renferme de bons élémens dont on pourra faire usage, soit dans leur application, soit dans leur modification. Il déclara que son intention n'étoit point de se mettre en opposition avec les vues paternelles du gouvernement ; mais il pensa que ce n'est pas au moment de se séparer qu'on peut traiter une question aussi importante, qui exige un examen sérieux et approfondi, et qui commande la plus grande sagesse. L'on ne voit rien à redouter dans l'ajournement du projet de loi, parce que le gouvernement du Roi peut, s'il est nécessaire, prendre, dans l'intervalle de cette session à la prochaine, toutes les dispositions que nécessiteroient les circonstances.

M. Guilhem vota pour le budget particulier du ministre de la marine; il lui donna des conseils et des éloges. « On ne peut point se dissimuler, dit-il, que le ministre de ce département a beaucoup de choses à faire ; son patriotisme et ses talens lui en donnent la force et le courage : quelques abus, il faut le dire, existent encore ; son expérience le portera à les détruire : des travaux sont urgents et indispensables, il les fera exécuter avec promptitude et avec économie, en raison des moyens qu'on mettra à sa disposition : des améliorations dans quelques parties du service sont devenues nécessaires ; il les adoptera après les avoir proposées et discutées avec des personnes instruites dans la science de l'armée navale ; il ne souffrira pas qu'à l'avenir les officiers puissent être victimes de l'arbitraire, du caprice et des calomnies, et qu'ils soient privés de leur état sans avoir subi un jugement devant un conseil de guerre ; il assurera aux talens et au mérite des récompenses qu'il sollicitera des hontés du Roi ; il fera examiner si des erreurs ou des injustices n'ont pas été commises dans les fixations des pensions et des retraites données depuis trois ans. Telle est la tâche, à la vérité pénible, mais utile

et glorieuse, que M. le ministre de la marine aura à remplir. » L'honorable membre observa que la France, comme l'une des premières puissances de l'Europe, comme nation agricole, commerciale et industrielle, doit sans doute, autant pour sa propre sûreté que pour maintenir son rang et son indépendance, avoir des forces suffisantes de terre et de mer; les premières, destinées à couvrir ses frontières, à garder ses places fortes, à concourir au maintien de l'ordre de la tranquillité publique et à l'exécution des lois; les secondes, à surveiller ses côtes, ses arsenaux, ses colonies, protéger et faire respecter les bâtimens de son commerce. En assurant leur libre navigation, certes, la France n'a ni la pensée ni le désir de dominer sur les mers, et on ne la verra jamais prétendre à une supériorité contraire aux droits des autres nations; mais son pavillon doit s'y montrer et s'y déployer librement, autrement elle ne participeroit pas à une faculté qui appartient à toutes les autres puissances. On a dit, il y a quelques jours, à la tribune, que pour l'accroissement et la prospérité du commerce de France, de ses manufactures, du produit des arts et des sciences, il falloit des colonies: qui veut des colonies, doit vouloir une marine. Je sais, ajouta l'honorable membre, que dans quelques salons de la capitale on conteste cette nécessité, et que l'on y met en problème l'utilité d'une armée navale. Cette manière de voir tient moins à l'insouciance qu'à l'éloignement de Paris des arsenaux maritimes. Peut-être on ne penseroit pas ainsi si l'Océan couvroit de

ses eaux les rives de la Seine, et si l'un de vos premiers ports se trouvoit placé entre les ponts d'Austerlitz et d'Jéna. Un armée navale exige un personnel et un matériel qui soient en rapport avec le plus ou moins d'importance que la chose de l'Etat croit convenable de lui donner. Le personnel de la marine française a fait de grandes pertes par les réformes, les destitutions et les retraites qui ont été provoquées depuis trois ans; on en gémera longtemps, car il faut des années pour former un officier, qui doit réunir à une longue pratique une théorie lumineuse, et dont l'éducation exige la connoissance de toutes les sciences exactes. Ce personnel, tel qu'il est aujourd'hui, présente encore des officiers du plus grand mérite, qui peuvent être cités par leurs talens et des actions d'éclat; le nombre en eût été plus grand si on eût moins écouté les passions et les haines; mais il pourra s'accroître si quelques réclamations sont accueillies comme on est fondé à l'espérer. Le matériel a beaucoup souffert depuis quatre ans, parce que les ministres qui se sont succédés au département de la marine, n'ayant pas de moyens suffisans dans ceux que leur offroient les budgets, n'ont pu faire entreprendre qu'une faible partie des réparations qu'exigeoient les ports. Il en est résulté un dépérissement considérable, qu'il est urgent de faire cesser; car si on n'y portoit pas remède, ce matériel, qu'on peut encore évaluer à plus de quatre cents millions, et qu'on ne pourroit créer avec une valeur double, seroit totalement détruit avant dix ans. »

H.

HANCARDERIE (Poleau d'), fut élu député, en 1816, par le collège électoral du département du Nord. Il siégea au côté droit, première section. M. d'Hencarderie combattit le projet de loi relatif au monopole des tabacs. Il soutint qu'il étoit inconstitutionnel, qu'il violoit les droits de la propriété, ceux du commerce et de l'industrie. Il démontra que les départemens qui réclament la liberté de la culture et de la fabrication du tabac, sont ceux qui ont eu le plus à souffrir de l'occupation militaire : après avoir supporté les malheurs de plusieurs invasions, ils ont été soumis pendant plusieurs années à des charges locales qui ne peuvent être évaluées. Ce sont ces provinces qui ont si douloureusement occupé la pensée du monarque. « Ces marques, dit l'honorable membre, de la bonté royale, et le témoignage que vous avez rendu au dévouement et à la résignation de ces habitans, ont été reçus par eux avec attendrissement et avec reconnaissance. Vous bornerez-vous à de simples vœux à leur égard ; et cet intérêt si vif, qu'ils vous ont inspiré, n'aura-t-il, pour résultat, que la prolongation d'une mesure désastreuse, qui porte un coup mortel à leur industrie commerciale et agricole, qui est évidemment contraire à l'esprit de la Charte ? »

HARCOURT (le marquis de), signa comme membre du conseil municipal de Paris, en avril 1814, l'adresse de ce conseil pour la déchéance de Buonaparte. Le Roi l'a créé pair de France.

HARDIVILLIER (de), fut élu membre de la Chambre des députés, en 1816, par le collège électoral du

département de la Somme. Il siégea au côté droit, première section.

HARDOUIN, avocat, fut nommé, en 1817, membre de la Chambre des députés par le collège électoral du département de la Sarthe. Il siégea au côté droit, première section.

HARLÉ, receveur général des contributions, fut élu député par le collège électoral du département du Pas-de-Calais. Il siégea au centre.

HAUTEFEUILLE (comte de), fut élu député, en 1817, par le collège électoral du Calvados. Il siégea au côté droit, première section. Lors de la discussion sur le projet de loi relatif à la liberté de la presse, M. d'Hautefeuille désira que les délits qui attaquent la base la plus juste et la plus indispensable du pacte social, fussent précisés d'une manière formelle. Il proposa d'ajouter aux mots *morale publique* celui de *religion*. Le motif qui le détermina en faveur de l'addition, c'est que déjà plus d'une fois on a remarqué que dans le volumineux recueil des lois le mot de *Dieu* ne se montre nulle part. Ce hasard présente une bizarrerie qui a été interprétée par la malveillance comme un symptôme d'indifférence pour tout ce qui touche à la religion, quand on voit que la licence des écrits est portée à un tel excès, qu'on ose impunément non-seulement publier, mais faire hommage à la Chambre d'un livre où l'existence même de Dieu est mise en question. L'honorable membre crut que l'addition qu'il proposoit étoit utile. Dans une autre séance M. d'Hautefeuille présenta une nouvelle rédaction de son amendement,

ainsi conçue : *Tout outrage, soit à la morale publique, soit à la morale religieuse.* L'honorable membre observa que la question se borne à savoir si nos lois pénales sont suffisantes pour réprimer les écrits qui tendroient à substituer les désolantes doctrines de l'athéisme à ces dogmes sublimes et divins qui, en rattachant le ciel à la terre, présentent à-la-fois des consolations au malheur, à la vertu des espérances, une salutaire terreur au crime, un lien à la société, et l'appui le plus solide des gouvernemens. Or, il lui parut que cette lacune existe dans nos lois, et que c'est ici l'occasion de la remplir. L'amendement de M. d'Hautefeuille fut adopté à l'unanimité. M. Bedoch fit un rapport sur différentes pétitions relatives à la loi des élections. M. d'Hautefeuille fit sur les pétitions collectives des réflexions aussi sages que judicieuses; il démontra qu'elles se rattachent ou à des intérêts privés, ou à des intérêts politiques. Dans l'un et l'autre cas, leur but est d'exercer plus ou moins d'influence sur les délibérations de la Chambre, en émettant un vœu qu'on cherche à nous faire envisager comme l'expression de l'opinion publique. De-là tous les soins qu'on se donne pour les multiplier et les faire revêtir d'un grand nombre de signatures. Il est facile de juger de combien de graves erreurs de pareilles pétitions pourroient être la source. Ici l'honorable membre rappela les moyens qu'on a employés pour surprendre des signatures et pour corrompre l'opinion publique. Il établit que, sous le rapport des intérêts privés des citoyens, de pareilles manœuvres seroient de nature, si elles n'étoient réprimées, à nuire au droit de pétition, à faire perdre aux yeux de la Chambre toute leur valeur aux pétitions les plus légitimes. « Supposons pour un moment, dit-il, par exemple, qu'une pétition signée de cinquante propriétaires vous demande un dégrèvement sur l'impôt foncier,

qu'une ou plusieurs autres pétitions couvertes des noms de cent individus ne possédant pas un pouce de terrain, réclament, au contraire, le maintien intégral de cet impôt : si votre commission vous fait un rapport pur et simple sur diverses pétitions, avant de s'être assurée de la confiance respective qu'elles méritent, le jugement que vous en porterez sera nécessairement erroné. » L'honorable membre établit l'inconvenance, l'illégalité et le danger des pétitions collectives, sous les rapports politiques. « Si, dit-il, se détournant des intérêts privés pour se rattacher à des intérêts politiques, ces pétitions collectives tendoient à émettre non-seulement l'opinion, mais le vœu d'une masse plus ou moins nombreuse de citoyens sur des questions d'Etat; si ces citoyens s'y livroient à des censures amères sur les lois en vigueur, sur l'exercice de la prérogative royale; si les qualifioient d'une manière injurieuse une proposition émanée de l'une ou l'autre des Chambres, et revêtue de sa sanction; si des fonctionnaires publics se permettoient de faire circuler de pareilles pétitions, de recueillir des signatures et d'y apposer leur nom, il est évident qu'ils ne tendroient à rien moins qu'à dénaturer un droit concédé bien plus dans l'intérêt privé des citoyens, que comme un moyen d'influence sur nos délibérations, qui seroient entachées d'un vice radical, si leur indépendance pouvoit être compromise ou même suspectée. En effet, si on réfléchit à la forme de notre gouvernement, l'on verra qu'il diffère également et de la monarchie absolue et des gouvernemens populaires, le législateur a voulu que le peuple ne fût pas étranger à la confection des lois, mais qu'il n'y concoure que par ses délégués, et que ses députés eux-mêmes fussent élus par un nombre limité de citoyens pris dans la masse entière de la nation, et remplissant certaines conditions. C'est donc un;

quement par la nomination des députés que ces derniers interviennent d'une manière active dans le gouvernement ; car non-seulement la Charte n'a pas voulu qu'ils donnassent des instructions ni des mandats à ceux qu'ils choisissent, mais elle a réglé qu'ils ne pourroient se réunir que d'après la convocation émanée du Souverain ; qu'ils se sépareroient aussitôt après que l'acte pour lequel ils auroient été appelés seroit consommé, et anéanti par ces dispositions toute influence qu'ils pourroient exercer collectivement après l'époque des élections. Si donc elle a cherché, par de telles précautions, à assurer aux députés de la nation une entière indépendance dans l'exercice des hautes fonctions qu'ils remplissent, il est évident qu'en consacrant le droit de pétition, son intention n'a pu être, par une contradiction manifeste, de fournir à qui voudroit en abuser un moyen puissant d'exercer sur nos délibérations une influence à-la-fois illégale et dangereuse. » L'honorable membre dénonça ensuite la tactique d'un parti actif turbulent sur l'Etat, auquel tous les moyens sont bons pour faire triompher ses opinions et usurper une influence propre à attaquer nos institutions. « Et lorsqu'on a vu certains révolutionnaires n'user du droit de pétition que comme d'un levier puissant pour soulever les passions ; propager la calomnie, fomenter les divisions, insulter à l'autorité, n'est-il pas du devoir du législateur de réprimer des abus qui peuvent produire des maux incalculables ? »

M. le comte d'Hautefeuille vota pour le budget de la guerre tel qu'il a été adopté par la commission. Cet estimable député fit des réflexions bien sages et bien judicieuses : « Ouvrez les pages de l'histoire, dit-il, et l'expérience vous apprendra à quel point la politique est mobile et incertaine, et combien une circonstance fortuite, un événement imprévu ont confondu toute la prudence humaine

et détruit l'état des traités les plus solides en apparence. N'oublions donc pas que, faisant partie de la grande république européenne, nous ne pouvons rester indifférens ou étrangers à aucun des événemens dont elle viendrait, dans la suite, à être le théâtre ; que par conséquent notre système militaire doit être coordonné à celui des autres nations, et qu'il est encore loin d'avoir atteint cette proportion. L'humanité peut gémir sur l'accroissement progressif qu'ont pris les forces militaires depuis un quart de siècle ; elle peut regretter ce temps où un de nos plus grands capitaines déclaroit qu'il ignoroit ce qu'on pouvoit faire d'une armée de plus de trente mille hommes. Nous avons les premiers donné l'exemple : l'Europe l'a imité ; maintenant nous ne pouvons rester au-dessous d'un système qu'elle a généralement adopté, et qu'elle conserve malgré la paix profonde dont nous jouissons. En effet, si nous jetons un regard sur l'attitude militaire des grandes puissances continentales, nous verrons qu'elles entretiennent toutes des armées bien plus considérables que la nôtre n'est destinée à le devenir. Sans parler de la Russie, qui, à elle seule, a plus de 500 mille soldats, la Suède, dont la population, réunie à celle de la Norvège, ne dépasse pas trois millions, a une armée de cent mille hommes. La question n'est donc pas de savoir si d'aussi nombreuses troupes sont une charge pesante pour les peuples qui les entretiennent ; mais si, seuls, au milieu de l'Europe, nous pouvons adopter un principe différent ? c'est ce que personne ne croit, n'oseroit soutenir. C'est aussi d'après ce principe, que je défends, qu'est basée la loi du recrutement, qui a fixé l'effectif de notre armée.... Si l'exemple du passé pouvoit faire naître chez quelques esprits timides des inquiétudes pour l'avenir ; s'ils pouvoient redouter que la France, oubliant ce qu'il en coûta pour avoir conquis l'Europe, voulût se précipiter

dans de nouvelles guerres et tenter de nouveaux hasards, qu'ils songent que ce n'est pas sous un prince tel que celui qui nous gouverne, qu'on peut se livrer à de pareilles craintes ; que ce n'est point avec une armée à peine suffisante pour notre défense, que nous pouvons songer à tenter des conquêtes, et que, si d'aussi étranges projets pouvoient jamais exister, ils viendroient se briser contre le vote du budget et contre la sagesse des Chambres ; que si les ombrageux amis de la liberté méconnoissoient l'esprit d'une armée composée d'élémens tels que la nôtre, s'ils s'affligoient par une injurieuse méfiance, s'ils pouvoient craindre que les armes qui lui furent confiées pour la défense de l'Etat ne servissent un jour à l'asservir, je leur dirois que ces jeunes guerriers, dont le zèle a si bien répondu à l'appel fait à leur patriotisme, sont les fils des braves qui, tandis que la France en deuil voyoit décimer tour-à-tour et ses plus vertueux citoyens et ses plus habiles généraux, alloient mourir pour sa défense, conservoient intacte au milieu de leurs camps la gloire nationale, et se monroient, quoique en gémissant, invariablement fidèles à une patrie dont, à force d'exploits, ils rachetoient les sanglantes erreurs. Ne sont-ce pas les frères, les pères de ces soldats qui, naguères, expiaut quelques momens d'un trop funeste égarement à la voix de la patrie, courbèrent sans murmurer leurs fronts encore tout chargés de lauriers sous le joug de la nécessité, et regagnant paisiblement leurs foyers, sans trouble, sans désordre, allèrent bientôt y donner l'exemple de l'amour du prince et de la soumission aux lois, comme ils le donnèrent si long-temps de la valeur et des vertus guerrières. Je leur dirois enfin : écarterez de chimériques terreurs, repoussez d'injurieux soupçons, ce n'est pas sous le règne des Bourbons que jamais la liberté pourroit être compromise ; sachez leurs annales, et chaque page

vous les montrera allant au-devant des concessions qui leur furent demandées dans l'intérêt des peuples. Ah ! ce n'est pas là qu'il faut chercher les ennemis de la liberté : voyez-les plutôt dans ces hommes qui nourrissent encore de chimériques espérances, et se parant des dehors d'un faux patriotisme, flattent le peuple pour l'égarer, et n'hésiteroient pas à replonger leur pays dans de nouvelles calamités pour réaliser les rêves d'une coupable ambition. Mais c'est en vain qu'ils se flattent, c'est en vain qu'ils appellent sans cesse l'opinion à leur aide ; la France, éclairée à l'école du malheur, reste immobile au milieu des agitations des partis. Elle les voit, elle les juge ; et sans se laisser entraîner sur leurs traces, elle se lie plus étroitement chaque jour à la race auguste à laquelle elle doit le calme heureux dont elle jouit, et à cette Charte qui, fidèlement exécutée, servira de barrière invincible et au despotisme et à l'anarchie.

M. le comte d'Hautefeuille, lors de la discussion du projet de loi sur les finances, observa que, « de quelque sévérité qu'on doive s'armer lorsqu'il s'agit de prononcer des exceptions à une loi rendue dans des vues d'économie et d'utilité publique, cette sévérité doit fléchir, lorsqu'elle ne serviroit qu'à consacrer une injustice. C'est dans l'intime conviction où est l'honorable membre, que tels sont les principes qui animent la Chambre, qu'il vient avec confiance proposer de comprendre dans le dispositif de l'article 3, qui fixoit des traitemens aux vicaires-généraux et curés septuagénaires, les chevaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem présens à Malte lors de la capitulation de cette île. Ils ne sont qu'au nombre de trente, et jouissent chacun d'un traitement de sept cents francs, ce qui n'impose au trésor public qu'une charge annuelle de vingt-un mille francs. Ces traitemens ne peuvent en rien être assimilés aux pensions civiles : ils tiennent au droit des gens »

ils sont le résultat d'un traité solennel, conclu au nom du gouvernement français avec un gouvernement étranger; enfin, ils sont pour ceux qui les reçoivent une légère indemnité des biens qui leur ont été enlevés par suite de la tourmente révolutionnaire. La plupart de ces chevaliers avoient fait leurs vœux, abandonné leur patrimoine, leur famille, certains d'obtenir par la suite des commanderies appartenantes à l'ordre, qui devoient les dédommager de ce sacrifice. Ce gage a disparu pour eux, et a été remplacé par une somme annuelle qui n'équivaut pas à la trentième partie des revenus qu'ils ont perdus. Quelques-uns de ces mêmes hommes, soit à raison de leurs services militaires, soit à tout autre titre, ont obtenu des pensions ou des traitemens civils : doivent-ils, pour les toucher, abandonner la modique indemnité qui leur a été allouée en vertu d'un traité authentique? Leur refusera-t-on, on ne dit pas la faveur, mais la justice qu'on réclame pour eux? On ne peut le penser. La religieuse fidélité à remplir les engagements pris par les différens gouvernemens qui se sont succédés avant la restauration, ne se démentira pas pour la première fois dans cette circonstance, et la Chambre n'aggraverà pas, par une décision rigoureuse, des malheurs auxquels elle a regretté plus d'une fois de ne pouvoir offrir qu'une stérile compassion. » La Chambre fixa le traitement des chevaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem à deux mille cinq cents francs.

HAUBERSAC (le comte d'), né en 1752, fut nommé premier président de la cour d'appel de Douai et membre du Corps législatif en 1800. Il fut appelé au Sénat en 1812. Il vota la création du Gouvernement provisoire et la déchéance de Buonaparte. Le Roi le créa pair le 4 juin 1815.

HAVRÉ (duc de Crœy d'), né en 1744, fut nommé en 1787 membre

de l'assemblée des notables, et en 1789 député de la noblesse d'Amiens aux Etats-Généraux. Il signa toutes les protestations de la minorité contre les révolutionnaires, se réunit ensuite aux frères de Louis XVI à Coblenz, et fut envoyé comme leur ministre près la cour de Madrid. On l'accusa en France de faire tous ses efforts pour entraîner Charles IV dans la coalition. Il garda la plus constante fidélité envers son roi. Il revint en France avec ce prince. Le Roi le nomma pair de France, capitaine de la compagnie des gardes-du-corps et commandeur de Saint-Louis. M. le duc d'Havré fut chargé, en 1816, d'aller à Marseille, au-devant de la duchesse de Berry.

HAY, conseiller de préfecture, fut élu député en 1817 par le collège électoral du département de l'Yonne; il siégea au centre. M. Hay fit un rapport sur la demande d'un pétitionnaire qui appelle l'attention de la Chambre sur la modicité du traitement des vicaires, et propose des moyens d'améliorer leur sort. « Vous savez, dit l'honorable rapporteur, que dans la plupart de nos départemens un grand nombre de communes manquent de desservans. Vous connoissez l'âge avancé de presque tous les ecclésiastiques, et le petit nombre de ceux qui se destinent à leur succéder. Il paraît bien important et bien urgent de recourir à un moyen sûr et rapide de relever la religion, de la faire refluer au milieu de nous. Ce moyen consiste à affecter aux vicaires un traitement tel, qu'ils ne fussent plus obligés de mendier dans nos communes des secours qui les avilissent aux yeux des habitans et les mettent dans leur dépendance; sans doute alors on verroit les pères de famille engager leurs enfans à entrer dans l'état ecclésiastique, où ils trouveroient une existence honorable et obtiendroient les égards et le respect qui leur sont dus. » M. Hay conclut à ce que la pétition fût renvoyée

au ministre de l'Intérieur. La Chambre adopta ces conclusions.

HÉDOUVILLE (le comte d'), né à Laon en 1755, embrassa la carrière militaire ; il parvint aux grades supérieurs. Animé de l'amour filial, il étoit économe pour soulager sa mère ; il obtint des succès brillans sur les Hollandais aux combats de Warwick, de Comines et de Menin. Il fut destitué avec Houchard, sous prétexte de n'avoir pas exécuté le plan d'attaque arrêté à Cambray entre les généraux et les représentans du peuple. Traduit au tribunal révolutionnaire, il y fut acquitté en janvier 1794. Il fut nommé chef de l'état-major de l'armée de la Vendée, commandée par le général Hoche. Il montra la valeur d'un guerrier et la sagesse d'un homme juste. Il remplaça, quelque temps après, Hoche dans le commandement de l'armée de l'Ouest. En 1798 il fut envoyé à Saint-Domingue ; il fit de vains efforts pour concilier et pacifier cette colonie. Des révolutionnaires, parmi lesquels on voyoit les commissaires du gouvernement, le firent rappeler par le Directoire. M. Hédouville fut envoyé en 1799 pour combattre les royalistes de l'Ouest ; mais il parvint à éviter l'effusion du sang, et une amnistie fut conclue. Les habitans de ces contrées lui donnèrent une marque de reconnaissance publique : le pacificateur reçut une couronne au théâtre d'Angers. En 1801, Buonaparte le nomma ambassadeur de France à Pétersbourg, d'où il revint en juillet 1804. Il fut nommé chambellan de Napoléon, sénateur et grand officier de la Légion d'Honneur. Il accompagna Joséphine à Strasbourg et à Munich. Il fit la campagne de 1806, et il signa la capitulation par laquelle les Prussiens remirent la ville de Breslau à Napoléon. Le 17. avril 1814, M. Hédouville vota sa déchéance et l'érection d'un gouvernement provisoire. Le Roi le créa pair de France

et chevalier de Saint-Louis : n'ayant accepté aucun emploi pendant les cent jours, il a été maintenu dans la dignité de la pairie. M. le comte d'Hédouville soumit à la Chambre des pairs une proposition tendante à obtenir en faveur d'un certain nombre des plus anciennes familles de l'Ordre royal et militaire de Saint-Louis, une exception aux lois de finances qui interdisent la cumulation des pensions militaires. Il observa que, par suite des lois de finance d'août 1816, et mars 1817, plusieurs chevaliers de l'Ordre royal et militaire de Saint-Louis, qui avoient obtenu des pensions sur la caisse des Invalides, ont été privés de ce supplément et réduits à la simple pension de retraite. Le noble pair pensa qu'il seroit digne de la Chambre de solliciter le rétablissement de ces pensions destinées à soulager dans leur extrême vieillesse les doyens d'un Ordre qui fut toujours le prix de la valeur. » La Chambre délibéra qu'elle s'occuperoit de la proposition du noble pair. Dans une autre séance, M. le comte d'Hédouville développa sa proposition : il l'examina dans son but, dans ses moyens d'exécution, dans ses effets. La Chambre décida que la proposition seroit prise en considération.

HERBOUVILLE (marquis d'), né à Paris en 1756, entra dans la carrière des armes. Louis XVI ayant créé des assemblées provinciales, il fut nommé membre de celle qu'on établit à Rouen. Elu procureur-syndic, il garantit son administration des fureurs révolutionnaires, et obtint, par sa sagesse et sa fermeté, l'estime générale. Après le 10 août M. d'Herbouville fut persécuté. Echappé comme par miracle à tous les dangers dont il étoit menacé, il se retira à la campagne, où il se livra à l'étude de la nature et aux travaux agricoles. Buonaparte le nomma en 1800 préfet des Deux-Nèthes : il forma à Anvers des établissemens

utiles, et favorisa la rentrée en France des prêtres et des émigrés : de cette préfecture il passa à celle de Lyon, en 1806, et il en donna sa démission en 1810. Défenseur ardent de la monarchie et de la légitimité, il s'empessa d'arborer la cocarde blanche, à Paris, le 31 mars 1815. M. d'Herbouville présida le collège électoral de Lyon en août suivant : il prononça un discours plein de sagesse et d'énergie : « L'audacieux étranger, dit-il, que le ciel avoit réservé pour châtier nos erreurs, profond dans ses desseins, dissimulé dans ses voies, regardant la France comme sa conquête, et les Français comme sa propriété, les traita comme des victimes dévouées à son orgueil et aux vues ambitieuses qu'il avoit conçues pour les siens : la désolation des familles, la spoliation des propriétés, le dessèchement de toutes les sources de prospérité, des guerres injustes, des victoires déplorable, tels furent les actes qui signalèrent cette époque de terreur. » Le Roi nomma M. d'Herbouville directeur-général des postes : il n'en a rempli les fonctions que pendant un an. Il a été nommé lieutenant-général et pair de France le 17 août 1815. En 1817, il fut mis au rang des pairs-marquis. M. d'Herbouville n'a cessé de défendre la monarchie et la légitimité, et de combattre les principes et les sophismes de nos démocrates modernes qui s'agitent et épuisent tous leurs efforts pour établir l'athéisme et la république sur les débris de l'autel et du trône. M. le marquis d'Herbouville combattit la proposition de M. Lalli-Tollendal, concernant la récompense nationale à accorder à M. le duc de Richelieu : il observa qu'aucune opposition ne s'élèveroit dans la Chambre, s'il s'agissoit d'un hommage individuel demandé à chacun des membres pour monsieur le duc de Richelieu ; pénétrés d'un même sentiment, ils n'auroient tous qu'une même opinion, et le vœu de l'assemblée seroit

unanime; mais c'est à la Chambre, comme autorité, comme une partie intégrante de la puissance législative, que l'on demande cet hommage ! Dans une délibération aussi grave il convient d'imposer silence à ses affections et d'examiner froidement si, en adoptant la proposition développée, la Chambre ne dépasseroit pas la limite de ses pouvoirs ; si elle ne se mettroit pas en contradiction avec elle-même et avec l'esprit de la Charte. C'est un principe des gouvernemens représentatifs, que tout le bien qui se fait émane du Roi, comme tout le mal ne peut être attribué qu'aux ministres. L'évacuation du territoire, l'affermissement de la paix sont donc un bienfait de Sa Majesté : elle s'est, à juste titre, attribué l'honneur des grands résultats, dans son discours prononcé à l'ouverture des Chambres. L'assemblée elle-même, dans sa réponse à ce discours, n'a-t-elle pas reconnu qu'elle étoit redevable de tout à la haute sagesse du monarque, au rétablissement de ce trône antique dont l'existence offre aux peuples et aux rois tant de garanties ? pourroit-elle, sans une contradiction évidente, diviser aujourd'hui cet hommage ? Si, avec un talent que le noble pair est loin de contester, M. le duc de Richelieu a contribué au succès des négociations, c'est en cette qualité de ministre du Roi, et, à ce titre, l'approbation du souverain est sa plus belle récompense. Sur quel motif la Chambre se croiroit-elle fondée à lui en décerner une autre, et quelle circonstance auroit-elle choisie pour une telle détermination ? au moment où M. le duc de Richelieu vient de quitter le ministère, est-il bien convenable de s'occuper de lui comme ministre ? Il le seroit encore, qu'il faudroit reconnaître que c'est au Roi seul à récompenser ses services ; mais il a cessé de l'être, et son éloignement, dont il n'appartient pas d'apprécier les causes, lui interdit toute discussion à

son égard. Adopter un principe contraire, ce seroit porter atteinte à la liberté dont le Roi doit jouir dans le choix des dépositaires de sa confiance; ce seroit renouveler un abus funeste, et dont le danger, dans le cours de la révolution, a été prouvé par trop d'exemples. N'est-ce pas en effet, en partant de ce principe, que l'Assemblée constituante déclara, le 13 juillet 1789, qu'un ministre à qui le Roi avoit retiré sa confiance eût porté l'estime et les regrets de la nation? Trois autres ministres, également disgraciés, obtinrent bientôt de l'Assemblée législative un semblable témoignage: virent ensuite les décrets de la Convention, qui déclarèrent que tel ou tel avoit bien mérité de la patrie. Sans comparer entre eux les temps, il est permis, sans doute, de rappeler à l'Assemblée qu'elle-même servira d'exemple. Voudroit-elle autoriser les conséquences que, dans un avenir éloigné, on pourroit tirer de la résolution qu'on propose? voudroit-elle que des ministres factieux se réfugient sous la protection d'une Chambre égarée, que l'appui qu'elle leur prêteroit pût trouver un prétexte dans le fait consigné sur ses registres, qu'elle auroit voté une récompense à un ministre hors de place? Non, la Chambre des pairs, spécialement chargée du maintien de nos institutions, ne consacrera pas un principe si dangereux; elle se renfermera dans le cercle de ses attributions, et quels que soient les services rendus à la France par un ministre, elle abandonnera au Roi le soin de le récompenser. Le noble pair ne craindrait pas de prendre pour arbitre de sa doctrine le ministre même au sujet duquel cette discussion est élevée.

• Il invoqua, dans l'intérêt du trône, dans celui de l'indépendance des pouvoirs, la question préalable sur la proposition soumise à la Chambre.

M. le marquis d'Herbouville aperçut dans la loi proposée relativement au changement de l'année fi-

nançière tous les caractères qui peuvent en déterminer le rejet. Suivant ce noble pair, elle est inconstitutionnelle, insuffisante, défectueuse. Elle est inconstitutionnelle, puisque, d'après l'article 49 de la Charte, l'impôt foncier ne peut être voté que pour un an, et qu'elle propose de le voter pour dix-huit mois; elle est insuffisante, parce que son adoption n'empêcherait pas de recourir bientôt encore à des douzièmes provisoires; elle est défectueuse, puisque, des quatre cercles trimestriels où pouvoit se placer le commencement de l'année financière, elle a choisi la plus défavorable. C'est à la suite des plus funestes événemens de 1815 que s'est introduit le désordre auquel, dans ce moment, on cherche à remédier: c'est de la session qui les suivit que date le système des perceptions provisoires. Si, pour rentrer dans l'ordre, il ne faut rien moins aujourd'hui que violer la Charte et changer le cours des années, Dieu nous préserve à jamais de pareils maux et de pareils remèdes!

M. le Marquis d'Herbouville, lors de la discussion du projet de loi relatif à la formation de l'armée, s'attacha à combattre le titre 6 concernant l'avancement. Il observa qu'une première atteinte portée à la prérogative royale peut entraîner, pour la monarchie, les plus funestes conséquences. La Charte, instituée pour garantir l'Etat de l'instabilité des opinions et des intérêts, si elle est une fois violée, pourra l'être toujours; une première concession sera suivie d'une autre: aujourd'hui le Roi la propose, une autre fois les Chambres la demanderont, et subordonnant tour à tour, suivant la disposition du moment, des attributions, des prérogatives dont il ne leur est pas plus permis de s'emparer que de se départir, les trois pouvoirs, après avoir méconnu les limites qui leur ont été tracées, finiroient par se confondre dans une fatale anarchie.

HERNOUX, fut élu député, en 1817, par le collège électoral du département de la Côte-d'Or. Il siége, ainsi que ses deux collègues, au côté gauche, première section. M. Hernoux vota le rejet du projet de loi relatif à la répression des abus de la liberté de la presse, il en examina les premiers articles concernant la responsabilité commune des auteurs, imprimeurs, etc. Il observa 1°. que ces dispositions livrent à l'arbitraire la détermination des pièces que le responsable attaqué devra fournir, pour rejeter la responsabilité sur celui dont il n'aurait consenti à devenir l'agent qu'avec la ferme volonté de satisfaire à la loi et de se mettre à l'abri de toute poursuite ; 2°. qu'il n'est pas juste que la responsabilité pèse simultanément sur les auteurs, traducteurs, éditeurs, imprimeurs, ou tout autre qui feroit la vente ou la distribution de l'ouvrage. « N'est-ce pas », dit l'honorable membre, constituer les uns et les autres censeurs obligés de la totalité des ouvrages qu'ils imprimeroient ou vendroient ; et, la chose fût-elle possible, seroit-il sûr que ce qu'ils auroient regardé comme exempt de provocation directe à des crimes, seroit vu du même œil par les juges ? Que deviendrait le droit de publier et d'imprimer ses opinions, si la crainte de la saisie, du déshonneur et de la mort, pouvoit servir de prétexte ou de motif aux refus que les agens nécessaires de la publication ou de l'impression voudroient opposer aux auteurs ? »

HERVYN DE NEVELLE (le comte de), fut député aux États-Généraux par le Tiers-Etat de Bailléul. Sous le Directoire il fut nommé commissaire près l'administration de la Lys ; en 1799 il fut député au conseil des Anciens, et fit décréter la célébration de l'anniversaire du 18 fructidor. Après le 18 brumaire il entra au sénat conservateur. Il adhéra à la déchéance de Buonaparte.

Le Roi le nomma pair de France : n'ayant point fait partie de la Chambre des pairs de Buonaparte, il a été conservé dans la dignité de la pairie. M. le comte de Montalembert demanda que cette question fût soumise à l'assemblée : « s'il n'est permis de parler sur un article de loi en discussion, que pour y proposer des amendemens ? » M. le comte Herwyn vota pour cette proposition. (*Voyez MONTALEMBERT.*) Il soutint qu'une décision étoit nécessaire pour empêcher l'établissement d'une doctrine subversive de toute liberté, dans les délibérations contraires aux principes comme aux usages de la Chambre. N'est-ce pas, en effet, pour maintenir cette liberté, pour encourager les communications, accueillir toutes les lumières, que, dans les discussions législatives, l'usage admet les orateurs à parler pour, sur, ou contre la loi proposée ? Qu'on écarte, après la clôture de la discussion, toute considération générale, tout développement sur l'ensemble de la loi, c'est le but, c'est l'effet naturel de cette clôture ; mais que serviroit de mettre en délibération les articles, si chaque membre de l'assemblée n'avoit le droit de soumettre les observations dont il les juge susceptibles ? aucune restriction n'a jamais été apportée à ce droit, il importe de le préserver de toute atteinte. »

HEROULT DE HOTTOT, fut élu député en 1817 par le collège électoral du département du Calvados. Il siége au côté droit, première section.

HOUDETOT (le vicomte de), fut nommé auditeur au Conseil-d'Etat en 1807, sous-préfet à Château-Salins en 1808, préfet de l'Escaut en 1809, et de Bruxelles en 1811. Il montra beaucoup de zèle et d'énergie lors de l'invasion de la Belgique en 1814. Il revint en France et n'accepta aucun emploi. Le Roi le nomma à la

préfecture de Caen, qu'il garda quelque temps. Le Roi éleva M. Houdetot à la dignité de la pairie.

HUNOLSTEN (le comte), d'une ancienne maison de Lorraine, s'éloi-

gna, pendant la révolution, de la scène politique, et eut le bonheur de s'éloigner du centre des affaires publiques; le Roi l'a créé pair de France par son ordonnance du 5 mars 1819.

J.

JACQUINOT DE PAMPELUNE, né à Dijon en 1771, exerça avec distinction les fonctions d'avocat. Pendant la terreur il défendit avec courage les suspects, poursuivis par les révolutionnaires. Nommé, en 1811, avocat-général à Dijon et procureur-général à la Haye, il revint en France, et ne voulut conserver aucun emploi pendant les cent jours. Après son retour le Roi le nomma maître des requêtes en service extraordinaire et son procureur près le tribunal de première instance au département de la Seine. Il fut réélu au nouveau Corps législatif en 1816 par le collège électoral du département de l'Yonne. Il siégea au centre. Il prononça un discours lors de la discussion sur les journaux. On y remarqua le passage suivant : « Si les livres, dit-il, ont leur destinée, les journaux ont aussi la leur, et elle est bien différente. Un livre est-il bien utile, la publicité augmente à mesure que sa réputation s'élève : ne présente-t-il qu'une production réprouvée par la morale et par le goût, l'opinion publique en fait une prompte justice : est-il dangereux ou incendiaire, il est arrêté, et les auteurs poursuivis. Il n'en est pas ainsi des journaux; le mal qu'ils peuvent produire est aussi prompt qu'insaisissable, et en peu d'instans le journal à peine sorti de la presse, est connu dans le palais des grands comme dans le réduit du pauvre. » M. Jacquinot conclut par voter pour le projet des ministres. Il a constamment opiné avec la majorité de la

Chambre. M. Jacquinot de Pampelune proposa de réduire à 30 francs le *minimum* de l'amende portée à 100 francs par le projet de loi; il observa qu'il falloit se garder de rendre illusoire cette bienfaisante disposition, en obligeant les juges à prononcer des amendes trop considérables. La confiscation a été abolie, parce que cette peine ne pesant pas seulement sur le condamné, mais sur sa famille, elle punissoit des malheureux pour un crime dont ils étoient innocens; les amendes trop fortes produiroient les mêmes résultats : considérez que les délits prévus par le projet de loi sont souvent ceux des gens de la classe la plus pauvre, les menaces proférées dans des lieux publics ne sortent pas d'ordinaire de la bouche des gens riches, et cependant il n'est que trop vrai qu'une amende dont le *minimum* seroit de 100 francs absorberoit quelquefois le mobilier du condamné et réduiroit sa femme et ses enfans au désespoir. » La Chambre adopta l'amendement de M. Jacquinot de Pampelune.

JARD-PANVILLIERS (le baron), né à Niort en 1747, étoit médecin avant la révolution. Il fut nommé à la Convention nationale, où il vota la détention de Louis XVI jusqu'à la paix, et le bannissement après cette époque. M. Jard-Panvilliers fut chargé de plusieurs rapports sur des objets de commerce. Devenu membre du conseil des Cinq-Cents en 1795, il prit la défense des parens des émigrés déclarés inhabiles à remplir

les fonctions publiques par la loi du 3 brumaire, dont il demanda la révocation. Il s'opposa à la loi des otages et seconda la révolution du 18 fructidor. Il fut ensuite appelé au Tribunat. Il fit partie de la commission chargée d'examiner la motion de Curée, de décerner la couronne impériale à Buonaparte. Il fit un rapport où l'on remarqua le passage suivant : « Nous n'imaginons pas qu'il existe un seul Français assez ennemi de la gloire et du bonheur de son pays, pour vouloir rappeler sur le trône cette famille dégénérée qui a laissé tomber le sceptre de ses mains, et qui n'est animée que de l'esprit de vengeance et de proscription. Les Bourbons ont brisé tous les liens qui les attachoient à la France ; ils ont soulevé contre elle toutes les puissances de l'Europe ; ils viennent encore offrir leurs bras à l'Angleterre, maintenant qu'il s'agit de venger l'honneur de la nation française, outragée de la violation de la foi des traités. Ainsi ils n'ont de courage que lorsqu'ils espèrent pouvoir livrer le sort de la patrie à son plus cruel ennemi. Mais que dis-je la patrie ? il n'en est plus ; ils l'ont perdue pour toujours. » En septembre 1808, il fut nommé l'un des présidents de la Cour des comptes, et vint en cette qualité haranguer Buonaparte sur ses revers après sa fuite de Russie. « Constamment dévoués à votre auguste personne, lui dit-il, et aux principes du gouvernement que vous avez établi, nous avons partagé l'indignation de tous les bons Français contre de vils conspirateurs (Mallet) qui vouloient s'emparer du pouvoir et violer le droit d'hérédité au trône. Mais quelques dangers qui eussent pu en résulter, la magistrature seroit restée fidèle à votre dynastie. Nous sommes fermement attachés à ces principes par conviction ; nous y tenons aussi par amour pour votre personne sacrée et pour votre auguste descendance. » M. Jard-Panvilliers vota la déchéance de Buona-

parte le 5 avril 1814, et se rapprocha de lui lors de son invasion. Il fut élu en 1815, par le département des Deux-Sèvres, membre de la Chambre. Il y vota avec la minorité. Il fut chargé, comme doyen des présidents de la Cour des comptes, de haranguer le Roi en 1816, à l'occasion de l'anniversaire de son entrée à Paris. M. Jard-Panvilliers dut éprouver de pénibles souveurs en prononçant son discours de félicitations. Il a été réélu, en septembre 1816, au nouveau Corps-Législatif par le collège électoral du département des Deux-Sèvres ; il siége au centre. M. Jard-Panvilliers vota l'adoption du projet de loi relatif au monopole des tabacs. Il observa « que la France, après s'être élevée au plus haut degré de gloire, a éprouvé les plus grands malheurs ; elle a été réduite à consentir aux plus grands sacrifices pécuniaires ; ce n'est pas assez qu'elle ait supporté l'adversité avec courage et avec résignation, il faut encore qu'elle en subisse les conséquences pendant plusieurs années ; il faut qu'elle répare les maux passés, il faut qu'elle se crée une force publique proportionnée à celle qu'ont encore les autres puissances de l'Europe ; car, si elle ne veut pas devenir un sujet d'inquiétudes pour ces puissances, elle se doit à elle-même d'établir sa sécurité et la garantie de son indépendance sur sa propre force. Si elle renonce désormais à faire de nouvelles moissons de lauriers, il faut qu'elle se place dans une attitude qui ne permette pas qu'on oublie celles qu'elle a faites, et qu'on attribue à un défaut de moyens ce qui ne peut être que l'effet de la modération et de la sagesse de sa politique ; il faut enfin qu'elle fasse disparaître jusqu'aux dernières traces des désordres ou des négligences forcées que les circonstances ont rendus inévitables dans les diverses parties de l'administration publique. » Après cette dissertation un peu étrangère au sujet qu'il veut traiter, l'honorable membre veut dé-

montrer que le système du monopole offre une ressource de plus de quarante millions dans la masse des revenus publics, qui déjà sont insuffisants pour couvrir celle des dépenses.

« Peut-on raisonnablement renoncer à un moyen de cette importance, ou tout au moins s'exposer à éprouver un déficit considérable sur le produit de l'impôt qui seroit établi pour le remplacer ? Les adversaires du projet de loi reconnoissent que le tabac est une des matières les plus impossibles ; mais si la seule manière dont on puisse l'imposer, si celle qui est proposée pour suppléer au monopole se réduit, par la force des choses ou par le fait, à être elle-même une espèce de monopole, ne vaut-il pas mieux le laisser subsister que de le détruire, pour qu'il soit rétabli en faveur de quelques particuliers qui l'exploiteroient à leur profit ? C'est cependant ce qui arriveroit, si on adoptoit le moyen indiqué par le rapporteur de la commission. » L'honorable membre pense que si l'on veut retirer un produit assez considérable de l'impôt sur le tabac, c'est contre l'introduction de la fraude qu'il faudroit diriger ses efforts, et que le principal moyen d'y parvenir seroit de restreindre, autant que possible, le nombre des fabriques. L'honorable membre présenta sur cette question des vues nouvelles, et qui méritent l'attention du gouvernement. Cette idée n'est point systématique. En Angleterre, où l'on connoît bien la théorie et l'expérience des contributions indirectes, on est si pénétré de ses avantages, que dans la ville de Londres, où l'on perçoit des taxes considérables sur la bière qui y est d'un usage général pour une population de huit millions d'individus, on ne permet pas que le nombre des brasseurs s'élève au-dessus de douze ou quinze, encore assujétit-on leur établissement aux formes de construction qui offrent le plus de garantie contre l'exercice de la fraude. L'honorable membre

pensa qu'il faut ajourner tout changement au régime actuel de l'impôt sur le tabac, jusqu'à ce que nous puissions faire des essais en ce genre, sans que les conséquences puissent en être aussi fâcheuses qu'elles le seroient aujourd'hui, si elles ne répondoient pas à notre attente. Le terme du 14 janvier 1826, fixé par le projet de loi, lui paroît choisi par la prudence. « Alors, dit-il, nous serons débarrassés des charges que nos malheurs ont fait peser sur nous ; nos liquidations seront inscrites ou soldées ; nos dépenses seront réduites à l'ordinaire ; les recettes nous offriront un peu de latitude dans nos ressources. Un déficit de quelques millions, qui pourroit résulter d'un essai pour faire disparaître de notre système des contributions indirectes les modes de perception qui ne seroient pas d'accord avec les droits de la propriété et de l'industrie, ne nous causera aucun embarras ; alors nous pourrons tenter la suppression du monopole des tabacs. » M. Jarpavilliers est un magistrat versé dans la science de la législation ; nous l'exhortons à mettre plus de clarté et de liaisons dans ses idées, et plus d'élégance et de noblesse dans son style.

JAUCOURT (comte de), ancien colonel du prince de Condé, embrassa avec enthousiasme les principes révolutionnaires ; mais il reconnut ses erreurs, et se rallia à la royauté constitutionnelle. Il devint membre de la société des Feuillans et eut beaucoup d'influence dans ses délibérations. Nommé à l'Assemblée législative, il s'opposa avec force aux lois contre l'émigration, à l'admission à la barre des soldats de Châteaueux, condamnés aux galères par suite de l'insurrection de Nancy, à la formation, près la capitale, d'un corps de vingt-quatre mille hommes, et à la déclaration de guerre contre l'Autriche. M. de Jaucourt combattit avec courage les

factieux qui méditoient le 10 août. La municipalité de Paris le fit arrêter et conduire à l'Abbaye; mais, au moyen de sacrifices pécuniaires, il échappa aux massacres de septembre par la protection de Panis, qui le fit sortir des prisons la veille même de ces sanglantes exécutions. Nommé membre du Tribunat, il y vota dans le sens du gouvernement consulaire; il fut appelé au Sénat, où il vota la déchéance de Buonaparte et la création d'un gouvernement provisoire dont il fut membre. Le Roi le nomma pair; il le suivit dans son exil, et fut excepté de l'amnistie accordée par Buonaparte à son retour de l'île d'Elbe. Après la seconde rentrée du Roi, M. de Jaucourt fut appelé au ministère de la marine, qu'il ne garda que peu de temps. Il est membre du Conseil privé, et il a été élevé au grade de lieutenant-général par ordonnance du 25 octobre.

JOBEZ, né à Morc, département du Jura, en 1773, fut élu membre de la Chambre des représentans pendant les cent jours, et ensuite membre de la Chambre des députés de 1815. Élu au nouveau Corps-législatif en 1816, par le collège électoral du département du Jura, il siégea au côté gauche, première section. Il attaqua avec force le budget du ministre de la guerre; il prononça une diatribe contre le ministre de la guerre M. le duc de Feltre, et contre M. Tabarié; elle excita de violens murmures; cependant l'assemblée ordonna l'impression de son discours. M. Jobez aime les sciences et les cultive: il a formé des établissemens propres à ranimer le commerce et l'industrie publique.

JOLLIVET, député du Morbihan pour la session de 1815, fut membre de la commission chargée de faire un rapport sur le projet de loi relatif aux cris séditieux; il vota pour son

adoption dans un discours où l'on remarqua les passages suivans: « La patrie est en danger, elle nous appelle; le péril est immense, n'hésitons pas. Le mal est grand, les sujets fidèles sont comprimés, il faut les seconder et les garantir. M. Jollivet fut appelé en 1816 au nouveau Corps-législatif par le collège électoral du département du Morbihan: il a siégé au centre. Le Roi le nomma, en 1818, procureur-général à la Cour royale d'Angers.

M. Jollivet, en 1817, vota l'adoption du projet de loi relatif à la liberté de la presse; il observa que « l'anarchie doit sa naissance aux débordemens de la presse, et l'anarchie dévora toutes les libertés; rétablissons sur les lois celles qui sont compatibles avec l'ordre social, c'est là seulement qu'elles sont inébranlables. Qu'a donc de si sévère le projet de loi soumis à la discussion? Envisageons franchement les résultats: menace-t-il les écrivains dont la plume lie nos hauts faits modernes à nos fastes antiques, transmet à la postérité cette vaste gloire qui allégeoit pour nous le joug du despotisme et nous faisoit oublier nos malheurs? arrêtera-t-elle les accens des partisans de la concorde? condamnera-t-elle au silence les amis de la patrie et les apôtres de l'humanité? nous privera-t-elle, enfin, du récit touchant des augustes descendans de Henri IV? Non! et ces hommes en grand nombre qui comme écrivains et qui comme citoyens honorent la France, n'ont rien à appréhender; on est sans inquiétude sur le sort des vues développées avec sagesse, des critiques présentées avec décence, de la plainte où la passion n'aura pas répandu son fiel, des vérités qu'une noble énergie professera: où sont donc placés les intérêts qu'on pourroit mettre dans la balance vis-à-vis du repos public, vis-à-vis du gouvernement royal, de l'honneur du ministère et de l'indépendance de la

magistrature ? Tous nous voulons que, soutenue et protégée par le sceptre des Bourbons, la constitution soit le sanctuaire de la liberté ; aucun de nous ne veut que la licence le profane : pour éviter ce danger, rappelons-nous donc que la liberté publique doit toujours être entourée du cortège austère des lois, et que les privations qu'un peuple fort sait imposer sévèrement aux libertés privées pour assurer sa tranquillité et sa marche imposante au milieu des sociétés civiles, peuvent seules lui confirmer ce droit à être un grand peuple devant ses contemporains, devant la postérité. »

Lors de la discussion du budget particulier du ministre des finances, M. Jollivet observa « qu'il est certain que ce qu'on appelle dette flottante, est un des moyens les plus efficaces du trésor pour faire face de la manière la plus avantageuse aux dépenses publiques : il implique contradiction de vouloir dès ce moment fixer d'une manière absolue la dépense destinée aux intérêts de la dette flottante, soit qu'il s'agisse de celle arriérée, qui se continue et se succède nécessairement, soit de celle que la Chambre elle-même pourra autoriser à contracter de nouveau par la loi à rendre sur les voies et moyens ; car, n'en doutons pas, ce seroit paralyser le mouvement du trésor vers son objet, et ce seroit nuire aux ministres ordonnateurs des dépenses et aux parties prenantes, que de gêner à cet égard la position du ministre des finances, grand dispensateur des fonds, grand directeur de ces fonds vers les besoins approuvés. »

JORDAN (Camille), né à Lyon en 1769, montra dans sa jeunesse des sentimens religieux qui s'affaiblirent avec le temps. Il publia une brochure contre un mandement de M. Lainourette, évêque constitutionnel de Lyon. Le département du Rhône l'élit député au Conseil des An-

ciens. Il fit un rapport sur l'exercice et la police des cultes, et demanda le maintien de l'usage de sonner les cloches. Les révolutionnaires, qui vouloient établir sur les débris de la religion le deïsme et l'impiété, l'attaquèrent par des sarcasmes et des injures : il brava leurs menaces ; il ne cessa de combattre les terroristes, les jacobins et la faction d'Orléans. Compris dans la proscription du 18 fructidor, M. Jordan parvint à échapper à la rage de ses persécuteurs. Il revint en 1800, et publia une brochure où il affecta de défendre les maximes républicaines. M. Jordan vécut tranquille dans sa patrie ; les événemens de 1814 le firent paroître sur la scène politique où il brûloit de jouer un rôle important, et se déclara le défenseur de la cause royale. Il fut choisi parmi les commissaires nommés par l'administration municipale et chargés de se rendre à Dijon auprès de l'empereur d'Autriche, dans la vue secrète de sonder ses dispositions à l'égard des Bourbons. Le Roi lui accorda des lettres de noblesse, et le comte d'Artois, à son passage à Lyon, le nomma chevalier de la Légion d'Honneur. M. Jordan fut nommé conseiller d'état en service ordinaire, et ensuite élu membre de la Chambre des députés par les collèges électoraux des départemens de l'Ain et du Rhône. Il a fait l'option pour la députation du premier département. M. Camille Jordan a des talens et de l'esprit, mais il n'a pas de profondes connoissances dans la science de la législation et de la politique. Sa marche est foible et incertaine, et on voit qu'il n'adopte le parti ministériel que pour satisfaire son ambition ; il siège au côté gauche, seconde section, tandis qu'un sentiment intérieur l'invite à se placer au côté droit. M. Camille Jordan vota l'adoption du projet de loi relatif à la répression des abus de la presse. Il en fut un admirateur enthousiaste ; il dit que « les plus hautes perspectives comme les plus étendues

régnèrent de toutes parts autour de notre pensée, en méditant sur l'ensemble du projet de loi; c'est la Charte toute entière qui doit être mise en action : ce sont vos destinées futures dont les garanties se fondent ; ce sont les progrès de l'esprit humain dont les fruits se conservent, et dont les nouveaux développemens se préparent : c'est l'Europe elle-même, attentive à la législation que va recevoir le cours des idées dans un pays qui est le centre des relations communes, et qui conserve encore dans le domaine du goût et l'empire des lumières l'ascendant que lui donneront ses illustres écrivains et ses importantes découvertes. Il est juste de le reconnaître dès l'origine, et il est doux de le déclarer, de toutes les lois sur la presse qui nous furent successivement données, la loi actuelle est certainement la plus voisine d'une liberté véritable ; on y retrouve les traces de cette marche progressive vers le bien, qui distingue et honore l'éducation actuelle. Si elle conserve en partie les dispositions existantes, presque tout ce qu'elle y ajoute, tout ce qu'elle en modifie, sont autant d'améliorations sensibles et désirées. La responsabilité y est plus sagement définie, plus équitablement graduée ; plusieurs délais dans la saisie, dans l'instruction, sont salutairement abrégés : la pénalité même, trop sévère, se trouve humainement adoucie ; cet accès est ouvert par l'indulgence à la bonne foi égarée, lorsqu'on peut la soustraire au châtiment en se dérobant au danger. Si ce projet nous parait en quelques points défectueux, ce n'est pas à raison de ce qu'il renferme, mais à raison de ce qui lui manque. Ce n'est pas par les dispositions nouvelles qu'il introduit, mais par d'anciennes qu'il abolit pas. Mais lui-même nous appelant à tout révoquer pour tout sanctionner, joint au bienfait des améliorations qu'il présente, le bienfait plus grand encore d'en provoquer de nouvelles. » M. Camille Jordan n'a pas prévu que cette loi,

dont il exalte les avantages, n'aurait qu'une courte existence : cela n'est pas étonnant ; cet honorable membre est littérateur, son style est agréable et pur, quoiqu'il soit sans force et sans vigueur ; mais il n'a pas ce génie hardi qui pénètre dans l'avenir, calcule et prédit les événemens.

M. Camille Jordan défendit le projet de loi relatif à la formation de l'armée. Il voulut prouver que le titre concernant l'avancement ne violait pas la Charte. Tous ses raisonnemens ne furent que des sophismes et des paradoxes, de fausses hypothèses et le produit d'une imagination exaltée. « Si l'on s'étoit borné, dit cet honorable membre, à soutenir que dans l'absence d'une loi positive, d'après diverses analogies que la Charte peut fournir, il est juste de laisser dépendre les choix militaires de l'autorité du prince ; si l'on avoit ajouté que dans toute loi à rendre sur tel sujet, il est sage d'accorder une telle latitude à l'autorité royale, nous eussions facilement compris une doctrine si française ; nous y eussions applaudi les premiers ; mais lorsqu'on va jusqu'à supposer qu'à cette prérogative sont nécessairement attachées toutes les promotions militaires, et que le prince ne pourroit imposer par une loi des conditions à ses choix, c'est alors que toute ma raison se refuse à un tel article de foi sur les qualités occultes d'une mystérieuse prérogative ; c'est alors que je ne puis qu'aller chercher dans les textes précis de cette Charte, où le Roi lui-même a réglé son pouvoir, sa véritable étendue comme ses véritables limites. En interrogeant cette Charte, j'avoue n'y découvrir nulle part qu'elle ait entendu réserver à l'autorité royale de prononcer sur l'avancement militaire ; elle se borne à dire, à l'article 14 : *le Roi commande les forces de terre et de mer.* Mais commander n'est pas former, constituer. Le même article dit encore : *le Roi nomme à tous les emplois de l'administration publique.* »

Nous observerons ici à M. Camille Jordan que ce texte est précis; il dissipe tous les doutes et toutes les incertitudes, et résout la question d'une manière claire et incontestable. Le département de la guerre fait partie de l'administration publique; il est lié au système général du gouvernement. Si le roi nomme à tous les emplois civils et religieux, pourquoi même raisou il doit nommer à tous les emplois militaires. Ce raisonnement, que la nature de notre organisation ne nous permet pas de développer, et qui n'a pas été même approfondi par ceux qui ont combattu le projet de loi, est d'une vérité frappante. Aucun commentateur ne peut déviner le texte de l'esprit et la lettre de la Charte. M. Camille Jordan prétend que l'article 3 de la Charte établit à ses yeux la condition du mode d'avancement sur lequel repose le projet de loi actuel. Cet article annonce que tous les Français sont également admissibles aux emplois civils et militaires. Mais qu'a de commun cet article, qui établit l'égalité politique, avec celui qui donne au Roi le droit de nommer à tous les emplois de l'administration publique? En vérité, il est pénible de combattre de pareilles inepties. M. Camille Jordan soutient que quand il seroit véritable, autant qu'il est faux, que la Charte auroit expressément placé dans la prérogative du Roi le droit de nommer dans condition ni partage à tous les emplois militaires, devroit-il poursuivre que le Roi lui-même, qui a déjà retranché de son antique prérogative d'autres concessions, lorsqu'il a donné la Charte, qui sous la Charte elle-même s'est réservé l'initiative le droit de nous proposer sans cesse tous les changements utiles dans toutes les branches de la législation, ne pourroit, en vertu de ce privilège, renoncer à quelque portion plus subalterne de ses droits? Il ne s'agit point de savoir ce que le Roi pourroit faire, il s'agit de savoir

ce qu'il a fait. Il a donné une Charte, il faut la respecter et lui obéir. A côté de l'utilité publique, M. Camille Jordan pense que le prince voit son propre avantage dans les conditions imposées à son choix, s'il a la haute sagesse de considérer comme son premier intérêt un système d'émulation réglé qui lui assure les meilleurs officiers avec les meilleurs soldats; si c'est lui-même qui, sentant le besoin pressant d'arracher les ministres à une mobilité fatale, de se défendre à son tour contre d'indiscrètes sollicitations, de décourager l'ambition dans ses injustes tentatives, vient demander de l'armer de l'autorité de la loi, de marquer du sceau national ses augustes résolutions. « Serait-ce bien nous, dit M. Camille Jordan, confidens et témoins de si honorables motifs, qui pourrions avoir le courage de nous y refuser, qui voudrions lui imposer, sous la forme du respect, un joug de liberté qu'il respecte; qui prétendrions entendre et soigner mieux que lui les intérêts de sa propre autorité? serait-ce bien nous, dis-je, législateurs raisonnables, qui, sous un régime constitutionnel, appuyés sur tant d'exemples, encouragés par tant de motifs, invités par notre roi lui-même, nous laisserions arrêter par un scrupule sur l'inaliénabilité de la prérogative, dérobé aux théories les plus abstraites du droit divin et du pouvoir absolu? scrupule tellement bizarre, qui n'a pu être sérieusement pratiqué par ceux même qui l'ont professé, que nous avons vu la commission, en y rendant hommage, tomber dans la contradiction frappante d'adopter le premier article de l'avancement, quand elle repoussoit tous les autres, et se permettre de poser une borne à cette prérogative qu'elle déclaroit sans limites? » M. Camille Jordan devrait bien mettre plus de précision dans ses idées. Son langage est si obscur qu'il faut un long temps pour le comprendre; tant il est vrai qu'une

l'imagination sans règle et sans frein s'égare au milieu de ses pensées et de ses conceptions, que l'esprit qui n'est point dirigé par le jugement aveugle l'entendement et le conduit toujours à l'erreur et aux contradictions. « Quel n'est pas notre douloureux étonnement, ajoute l'honorable membre, de rencontrer parmi les adversaires de cette doctrine sur l'avancement militaire, la plupart de ces hommes distingués qui professoient naguère avec nous de généreuses maximes, avec qui nous défendions de belles causes ! Ils étoient devenus les plus redoutables ennemis de l'abus du pouvoir. Ils censuroient des ministres pour les moindres dérogations à la liberté publique, pourquoi faut-il qu'ils les attaquent encore, lorsque c'est l'arbitraire lui-même dont ils viennent de faire un généreux sacrifice. Eh quoi ! ne sera-ce donc en effet que sur quelques vains accessoires de nos libertés constitutionnelles, que nous aurons quelquefois la douceur de nous entendre avec ces honorables collègues dont les talens et le caractère sont toujours un puissant renfort pour la cause qu'ils embrassent ? Mais à chaque fois que nous en viendrons à ces questions fondamentales, desquelles dépend tout l'ensemble de notre mutuel système, le jugement d'une année trop fameuse, une loi des élections fondant l'avancement politique, une loi de recrutement fondant l'avancement militaire, il nous faudra de nouveau repasser dans des camps opposés, et mesurer tristement de l'œil toute l'étendue qui nous sépare. Au reste, je n'hésite pas à le dire, si la consolation de nous entendre avec de tels adversaires est en effet refusée, j'aime mieux ces différences tranchantes de doctrines, que l'indétermination où nous restons quelquefois sur nos sentimens véritables. Je me félicite presque de ces occasions où l'ardeur de zèle pour la défense de quelque

dogme chéri, dérangeant toutes les combinaisons artificielles, faisant tomber ces vêtemens bigarrés de principes divers, qui troubloient notre vue et faisoient chanceler notre marche, nous retrouvons ces nobles adversaires revêtus de leur antique et noble armure, combattant franchement pour la prérogative dans toute son étendue, tels en un mot qu'ils nous apparurent à toutes les époques des grandes concessions ou contestations sur nos libertés nationales. Hâtons-nous, après l'avoir salutairement modifiée sur un petit nombre de points, d'adopter cette grande et belle loi qui fondant l'armée nationale, comme la loi des élections fonda le pouvoir politique, sera avec elle le complément de nos institutions, et le plus beau titre de la législation à la reconnaissance publique ; loi qui, après avoir reconstitué la patrie française, influera peut-être sur l'Europe entière, en y faisant partout réduire, à notre exemple, ces proportions gigantesques de la force publique, dont l'humanité gémit autant que la liberté s'en alarme ; en y recommandant de plus en plus à l'admiration et l'imitation des peuples ce système représentatif, d'où sera né un système militaire, tout ensemble si pacifique et si fort, impuissant pour attaquer et détruire, tout-puissant pour défendre et conserver. »

M. Camille Jordan, tranchant dans ses décisions, orgueilleux dans ses opinions, fier et hautain de ses talens, vota pour le budget particulier du ministre de la police générale. Il voulut combattre le discours de M. de la Bourdonnaye, qui avoit révélé de grandes et terribles vérités ; mais le combat n'étoit pas égal : M. Camille Jordan étoit trop jeune et trop foible pour lutter contre M. de la Bourdonnaye, qui réunit les connoissances de l'homme d'Etat à l'éloquence de l'orateur. L'honorable membre voulut établir la nécessité et la sagesse du département de la

police : il soutint qu'il falloit y employer souvent des instrumens de corruption, spéculer sur les vices de la nature humaine, en évitant les attaques directes qui donnent trop de prise à la répression de la loi. On peut, dit l'honorable membre, compromettre par elle la morale, la liberté, le pouvoir lui-même; il s'en est offert de nombreux et tristes exemples à toutes les époques de nos révolutions. Et récemment encore, quelques bruits d'une influence secrète dans les élections, le soupçon que des agens, au lieu de se borner à surveiller le désordre, avoient pu concourir à l'exécuter, ont justement provoqué l'attention, la sollicitude, l'animadversion publique. Malgré ces désordres et ces abus, M. Camille Jordan s'épuise en efforts pour démontrer combien il est utile et important de conserver l'institution du ministère de la police générale, et il se fonde sur ce que les abus, sous un gouvernement représentatif, sont nécessairement contenus dans de certaines limites par une mutuelle surveillance des diverses branches du pouvoir. Peut-on soutenir des paradoxes aussi révoltans ! Peut-on proclamer des doctrines aussi dangereuses ! Doit-on conserver, dans un gouvernement sagement constitué, une institution qui outrage la morale, dégrade les conceptions et les consciences, érige en système la corruption publique, et devient une source empoisonnée de désordres et de crimes ? M. Camille Jordan, dans l'égarement de son imagination, veut qu'on ne considère, dans l'organisation de la police générale, que les avantages qu'elle procure ; et quels sont ces avantages ? c'est, suivant l'honorable membre, qu'elle arme le gouvernement contre les attaques qui le menacent sans cesse de la part des crimes ordinaires, des crimes politiques. « N'est-ce pas, dit-il, cette haute supériorité de ses avantages sur ses inconvénients, qui, reconnue par

tous les bons esprits, dans les pays même les plus libres, y détermine l'établissement d'une surveillance et la conservation des fonds destinés à l'entretenir ? Ainsi le sénat des Etats-Unis remet une somme considérable à la discrétion de son président ; ainsi le parlement d'Angleterre confioit plus d'un million sterling à l'illustre Pitt. » Ces exemples ne prouvent rien. Il y a, dans les Etats-Unis, une pureté de mœurs qu'on ne voit point en France. On savoit en Angleterre que le célèbre Pitt n'abuseroit point de la confiance dont le gouvernement et le parlement l'honoroient ; il étoit irréprochable et pur dans ses mœurs : il suivoit dans son administration les principes de la morale et de la justice. Il avoit obtenu l'admiration et le respect de la nation par son désintéressement, sa probité et ses vertus.

JOSSE BEAUVOIR, est un manufacturier estimable qui réunit les qualités précieuses du cœur, et vit dans une honorable philanthropie. Nommé membre du conseil général du département de Loir-et-Cher, il se distingua par la sagesse de ses principes et par des opinions saines et judicieuses. Il fut élu membre de la Chambre des députés en 1815. Il prononça un discours éloquent sur le divorce, fondé sur les principes éternels de la morale, et rempli d'une sage philosophie. M. Josse Beauvoir fut réélu au Corps-Législatif en septembre 1816 : il a siégé au côté droit, première section. M. Josse Beauvoir combattit le projet de loi relatif aux livres supplémentaires du grand livre de la dette publique ; il démontra « que la dissémination des rentes n'est utile qu'au luxe des villes, la misère des campagnes en est la conséquence inévitable : les bras si nombreux de cette immense et universelle manufacture des travaux agricoles restent inoccupés ; les ateliers de l'industrie leur sont fermés ; la morale publique, qui repose

sur le travail, dispa-roît sensiblement. La mendicité, cette lèpre honteuse des Etats civilisés, vient nous assaillir, plus hideuse, plus pesante encore qu'elle ne l'est en Angleterre. Demanderons-nous à nos campagnes, devenues infertiles, de la nourrir ? Rien ne presse d'adopter une loi qui expose à tant de dangers. Préparons la prospérité de notre pays encore si malheureux ; faisons des vœux pour qu'elle soit portée à un tel point, que sans compromettre l'agriculture et le commerce, des successeurs, qui sont encore à naître, puissent l'accueillir un jour.»

JOUNEAU DES RASES, entrepreneur de tabacs, fut député du département de la Charente, à l'Assemblée législative en 1791. Il y combattit le projet insensé d'armer les citoyens avec des piques, imaginé par Carra. Il eut une querelle avec Grangeneuve dans un comité, il lui donna un rendez-vous au bois de Boulogne. Grangeneuve refusa de se battre, et recommença ses injures. M. Jouneau lui donna des coups de bâton et des soufflets. Envoyé à l'Abbaye, il échappa par miracle à la mort. Il vint déclarer à la barre que le peuple avoit respecté son caractère de député. Il étoit tout couvert de sang, et escorté par trois assassins qui demandoient sa tête ; mais la Convention ordonna qu'il resteroit dans la salle d'un comité jusqu'au terme fixé pour sa détention. M. Jouneau demeura ensuite dans l'obscurité, et ne reparut sur la scène politique qu'en 1814. Le Roi le nomma chevalier, et le département de la Charente le nomma, en 1816, député au nouveau Corps-Législatif : il a siégé au côté gauche, première section.

Lors de la discussion du projet de loi concernant la formation de l'armée, M. Doria proposa un amendement tendant à autoriser les cantons à s'arranger pour fournir un remplacement collectif composé d'hom-

mes ayant toutes les qualités nécessaires. M. Jouneau combattit cet amendement ; il observa « que si on l'adoptoit, on iroit chercher à l'époque du recrutement un amas de déserteurs de Prusse et d'Allemagne, avec lesquels on composeroit l'armée. Ce ne sont pas là les éléments qu'il faut admettre ; ce n'est pas pour de tels hommes qu'il faut stipuler les garanties de l'avancement que le projet de loi doit assurer ; il faut de bons soldats, d'honnêtes gens, remplacés ou remplaçans ; il faut des soldats fidèles attachés à la patrie. » L'amendement fut rejeté.

JOURDAN (le comte), né à Limoges en 1762, entra dans la carrière militaire ; il partit pour la guerre d'Amérique : après le traité de paix, il revint en France, et fut employé dans l'armée du Nord. Il se distingua à la bataille de Hondscoote, où il fut blessé en enlevant les retranchemens de l'ennemi à la tête de ses troupes. Le comte Jourdan remplaça les généraux Lamar-che et Houchard dans le commandement de l'armée ; il remporta la victoire de Coudignier et força le prince de Cobourg à lever le siège de Maubeuge. Le comité de Salut public l'appela à Paris pour conférer avec lui sur les opérations militaires. Le comte Jourdan combattit le plan du comité de Salut public ; il ouvrit la campagne par le combat d'Arlon, où les Autrichiens furent battus. Il remporta ensuite la célèbre victoire de Fleurus, et força les coalisés d'abandonner leurs conquêtes de la Flandre ; il repoussa l'ennemi jusques au-delà de la Meuse, et s'empara de Maëstricht et de Luxembourg. Après plusieurs marches longues et pénibles, le comte Jourdan fut attaqué par les Autrichiens, il fut obligé de se retirer à la hâte sur Cologne, et conclut un armistice. Au renouvellement des hostilités, il repassa le Rhin, força le général Wartensteuben

à se retirer, et s'empara de Wurtzbourg; mais ayant été attaqué par l'archiduc Charles, il fut forcé à une prompte retraite, où il éprouva de grandes pertes et de grands revers. Le comte Jourdan quitta le commandement de l'armée et se retira à Limoges. Il fut nommé, en 1797, membre du conseil des Cinq-Cents; c'est dans sa carrière politique qu'il développa le caractère d'un ardent républicain: il voyoit avec regret siéger avec lui le général Pichegru, dont il connoissoit l'attachement pour la famille royale et l'amour pour les principes monarchiques. Il s'opposa au projet de loi proposé par M. Camille Jordan, en faveur du culte catholique; il contribua puissamment à la révolution du 18 fructidor. Il proposa la conscription militaire, qui fut adoptée. Le comte Jourdan entra dans la carrière militaire; il agit prudemment en prenant ce parti: il étoit un grand guerrier, mais il étoit un mauvais politique; il ne parloit jamais que de république et de souveraineté du peuple. Il prit le commandement de l'armée du Danube; il attaqua le prince Charles à Stockack; son armée combattit vaillamment, mais elle fut forcée de céder au nombre: le général Jourdan fit sa retraite en bon ordre; mais trop vivement poussé par l'archiduc Charles, il l'attaqua et lui fit quatre mille prisonniers. Le comte Jourdan fut remplacé par Masséna. Le Directoire le blâma, et Jourdan, à son tour, accusa le Directoire d'impétie. Entré de nouveau dans la carrière politique, il réunit tous ses efforts pour empêcher la révolution du 18 brumaire, et ce fut sa résistance qui le fit exclure du Corps-législatif; mais bientôt il fut nommé pour régler l'administration du Piémont. Il extirpa le brigandage, rétablit l'ordre dans les finances et fit régner la justice; quelque temps après le roi de Sardaigne lui envoya son portrait enrichi de diamans comme un témoignage d'es-

time, destiné à rappeler son administration du Piémont. En 1800 Buonaparte le créa maréchal de l'empire et grand officier de la Légion d'honneur; il passa en Espagne en qualité de major-général, sous Joseph Buonaparte: l'armée française éprouva de grands revers; le comte Jourdan, dans la bataille de Vittoria, perdit son bâton de maréchal. Quoiqu'il ne commandât pas l'armée, on l'accusa injustement des désastres et des malheurs de la funeste journée de Vittoria; il quitta l'Espagne, et résolut de vivre dans la retraite. Il adhéra à la déchéance de Buonaparte et à tous les actes du gouvernement provisoire. Nommé gouverneur de la troisième division militaire, il adressa l'ordre suivant aux troupes de son commandement: « Soldats, Napoléon a abdiqué le trône impérial; le Sénat a adopté une constitution civile et assuré les droits du monarque. Louis-Stanislas-Xavier, frère de Louis XVI, est appelé au trône par le vœu de la nation, et l'armée a manifesté le même sentiment. L'avènement de ce prince est le garant de la paix; enfin, après des campagnes si glorieuses, tant de fatigues et de blessures, vous allez jouir de quelque repos! Louis-Stanislas-Xavier est français, il ne sera pas étranger à la gloire dont les armées se sont couvertes. Ce monarque vous accordera les récompenses que vous avez méritées par de longs services, par des actions d'éclat, par des blessures. Jurons donc obéissance et fidélité à Louis-Stanislas-Xavier, et arborons la cocarde blanche en signe d'adhésion à un événement qui arrête l'effusion du sang, nous donne la paix et sauve notre patrie. » Le 10 mars 1815 il renouvella ses sermens de fidélité au Roi, et se retira à la campagne après le départ de ce prince. Buonaparte, après son invasion, l'appela à la Chambre des pairs, et lui confia la défense de Besançon. Lors du retour du Roi il

s'empessa de reconnoître son autorité. Il présida le conseil de guerre qui devoit juger le maréchal Ney, et qui se déclara incompetent. Le Roi en 1817 a nommé le maréchal Jourdan gouverneur de la septième division militaire, et l'a créé pair de France le 9 mars 1819.

M. le comte Jourdan vota pour le projet de loi amendé par la commission, relatif aux servitudes imposées à la propriété pour la défense de l'Etat : sans entrer dans les détails de ce projet de loi, il se contenta d'en appuyer l'adoption par quelques observations générales. « On s'efforceroit vainement de révoquer en doute l'utilité des places de guerre dans le système défensif d'un Etat : cette utilité est démontrée par de nombreux exemples. L'invasion de la France en 1814 ne prouve rien contre l'avantage des places fortes : celles qui couvroient nos frontières à cette époque étoient dépourvues de tout moyen de résistance ; la nation, malgré les lauriers dont on paroit ses chaînes, commençoit à en sentir le poids ; bientôt elle tourna ses regards vers l'auguste famille qui pendant des siècles avoit fait son bonheur, et posa les armes pour aller au-devant d'un monarque généreux. Une pareille invasion n'auroit pas aujourd'hui le même succès ; arrêté par une ligne de places bien défendues, bien approvisionnées, l'en-

nemi qui tenteroit de la franchir ne recueilleroit que la honte de son entreprise, et succomberoit, non comme nos braves en Russie par la rigueur du climat, mais sous le poids de la nation toute entière, à la voix de son Roi. »

JUMILHAC-CHAPELLE (baron de), fut nommé membre de la Chambre des députés, en septembre 1815, par le département de Seine-et-Oise. Il appuya la proposition de M. Lachese-Murel, tendante à remettre aux curés les registres de l'état civil. Il publia des observations dans lesquelles il fit sentir la nécessité de cet ordre de choses, sous le rapport des principes religieux ; il ajouta : « Il n'est pas une seule commune dans le royaume, où la négligence avec laquelle sont tenus les registres de l'état civil, ne compromette les intérêts privés. Dans celle que j'habite, qui n'est composée que de cinquante feux, j'ai été obligé de faire rectifier un acte de décès qui entouroit la femme au lieu du mari, et deux actes de naissance où l'on désignoit une personne comme appartenant à sex masculin, tandis que son frère étoit censé du genre féminin. » M. de Jumilhac fut élu député en septembre 1816 au nouveau Corps-Législatif ; il a siégé au côté droit, première section.

K.

KERATRY, né à Rennes en 1763, adopta la doctrine de la philosophie moderne ; son imagination ardente l'entraîna dans de grandes erreurs malgré la probité et la droiture de son cœur. Il a déplu à tous les partis ; la noblesse de son pays le regarda comme l'admirateur fanatique et le

fauteur des idées nouvelles, et les révolutionnaires lui prêtoient des opinions aristocratiques. M. Keratry a été nommé député au nouveau Corps-Législatif, en septembre 1816, par le Collège électoral du département du Finistère ; il a siégé au côté gauche, seconde section. Il adopta des

opinions politiques qu'il accumula avec des pensées métaphysiques qui répandirent dans ses discours le désordre et la confusion, et l'entraînèrent dans des questions embrouillées et étrangères à son sujet. M. Keratry combattit le projet de loi relatif à la récompense nationale accordée à M. le duc de Richelieu ; il ne contesta pas que ce ministre n'ait rendu de grands services à l'Etat, mais il prétendit que le motif de la loi blessait la dignité de la nation, tandis que le second article attaque l'inaliénabilité de la couronne. En réformant cet article, la commission par son amendement trompe le vœu formel du Roi, de faire les frais de cet acte de munificence royale, et se met en opposition avec la volonté manifestée par M. le duc de Richelieu, de n'enlever dans ce moment au trésor public aucune ressource. Comment concilier ces choses ? M. Keratry se flatte d'y parvenir ; mais avant d'entrer directement en matière, il fait une longue et fatigante dissertation sur le témoignage de gratitude décerné par la patrie aux citoyens qui la servent ou l'honorent. Il s'enfoncé dans les profondeurs de l'histoire et d'une métaphysique obscure et inintelligible. M. Keratry, après s'être écarté si long-temps de son sujet, le reprit. Il fit un éloge mérité des services rendus à l'Etat par M. le duc de Richelieu ; il ne voulut rien présager sur les majorats en général ; cependant, par une contradiction manifeste, il regarda cette nature de privilège comme contraire à nos lois, et qu'il seroit dangereux de propager ; il observa que si les substitutions s'étendent au-delà de la Chambre-haute, si elles ne se bornent pas à doter un majorat héréditaire qui est dans la balance de nos pouvoirs constituans, elles blesseront bientôt l'égalité légale, et finiront par frapper de nullité un des principaux revenus du royaume. M. Keratry adopta les trois premiers articles de la loi, et y ajouta six arti-

cles, dont l'exécution étoit impossible par leur complication et leur obscurité. Tout rayonnant de gloire et d'espérance, M. Keratry assura que son projet de loi, en répondant aux généreuses intentions du Roi, récompenseroit de nobles services, respecteroit la dignité nationale, ne blesseroit en rien l'inaliénabilité du domaine de la couronne.

M. Keratry publia quelques réflexions sur la proposition de M. Barthélemy, relative à la loi des élections, où il ne cessa de parler un langage allégorique et d'agiter des questions étrangères à son sujet. Nous allons rapporter un fragment de cet ouvrage, qui sera connoître les opinions et les principes de M. Keratry : « Comme la constitution humaine, dit-il, celle des empires est sujette à des crises que la force combinée des meilleurs esprits ne sauroit détourner, parce que la cause en remonte trop haut, ou fait partie de la substance même du sujet sur lequel elle agit. Nous ne ferons ici ni le procès, ni l'apologie de la révolution (cette pensée explique tout) ; nous nous bornerons à reconnoître un fait avoué de toute l'Europe, et consigné déjà dans les fastes de l'histoire : ce fait est le renversement de la monarchie en 1793, et l'exil de la maison régnante. Ainsi, pendant vingt-deux ans les Bourbons n'ont tenu une place que dans le cœur de quelques Français liés à leur cause par d'anciens bienfaits et des souvenirs héréditaires ; la masse de la nation s'est trouvée séparée de son souverain par de nouvelles institutions, de nouveaux rapports, de nouveaux codes, de nouvelles habitudes, et sur-tout une foule d'intérêts nouveaux ; la jeunesse française, principalement, lui est devenue presque étrangère. Qui comblera cette lacune énorme dans la vie politique d'un peuple ? Qui liera le présent au passé ? Qui répondra au prince d'une nation dont, loin de lui, les pas gigantesques ont dévoré l'espace ? Qui répondra à

la nation de son prince ? Car, quand il s'agit du sort des Etats, si ou n'est pas d'accord sur les garanties de fait entre les parties contractantes, tout le monde convient assez de la nécessité des garanties morales. C'étoit bien là une question importante, et peut-être la plus grave qui se fût présentée à la pensée des publicistes : il appartenait à la Charte de la résoudre ; mais pour conserver à celle-ci son efficacité, il falloit qu'elle fût à jamais inviolable, non-seulement dans son texte, mais dans les lois qui en sont une émanation. Certes, à moins d'être tout-à-fait stérile, elle ne pouvoit être moins féconde qu'elle ne s'est montrée jusqu'ici. Rendons-lui tout-le-fait justice : ses enfans sont dignes d'elle. » On demande ici ce qu'ont de commun ces pensées isolées avec la grande question que M. Kératry veut examiner. Il prétend ensuite que la Charte renferme en elle-même la loi des élections ; que cette loi doit être regardée comme une loi fondamentale, à laquelle il n'est point permis d'apporter des modifications au gré de l'aristocratie. Il est bien permis de combattre les erreurs politiques ; mais il ne faut point s'abaisser à réfuter des absurdités. M. Kératry vota pour le projet de loi relatif aux délits de la presse, des journaux et autres écrits périodiques. Le discours qu'il prononça prouve évidemment à quels excès déplorables l'imagination sans règle et sans frein aveugle l'esprit et le conduit à des erreurs dangereuses et à des pensées extravagantes. L'honorable membre se perd dans des dissertations étrangères à son sujet ; il lance des invectives philosophiques contre les Jésuites. Pour prouver la nécessité des journaux, « le salut de l'Etat, dit-il, est lié à leur existence ; c'est par eux que s'établit une chaîne de relations entre le souverain et les sujets : les feuilles publiques se remplissent de plaintes contre les fonctionnaires : tant mieux, dit-il, si celles-ci sont fon-

dées ; c'est le plus noble emploi qui puisse être fait de l'encre et du papier. Où l'innocence et la douleur saus appui auront-elles donc un droit d'asile, si ce n'est dans les journaux ? On semble craindre que cette publicité ne déverse le mépris sur la magistrature, on va même jusqu'à la regarder comme destructive de l'ordre dans les intentions des écrivains, ainsi que l'opinion de notre honorable collègue Bellart seroit propre à en faire naître l'idée : je me bornerai à lui demander si, lorsque la voix du wadman annonce nuitamment le meurtre ou l'incendie, le wadman est coupable des crimes contre lesquels il a éveillé l'attention publique ? On calomnie, dira-t-on, on diffame : soit ; mais quand vous aurez adopté le projet qui vous est présenté, ce ne sera pas impunément : un cautionnement de cent mille francs, immortel comme le *foie de Prométhée*, et qui, grâce au crédit public et à la bonne administration de nos finances, sera bientôt au pair avec l'intérêt légal de l'argent, m'offre une garantie suffisante pour les particuliers comme pour le gouvernement lui-même. » L'honorable membre veut prouver les avantages de la multiplicité des journaux, par ce raisonnement paradoxal : « Le plus grand nombre possible de journaux, dit-il, me semble la meilleure garantie de l'esprit public de tous ; telle feuille oubliée révélera ce que telle autre tait ou dissimule à grands frais. Les antels de la liberté de la presse demandent à être desservis par plusieurs ministres, et ce n'est pas dans les temples les plus somptueux que la divinité reçoit les plus purs hommages. » En parlant des garanties que l'Etat exige des hommes qui sont appelés à exercer une grande action sur les esprits, M. Kératry s'occupe encore des Jésuites, il les outrage avec autant de légèreté que d'injustice. On demande qu'a de commun cette société avec un projet de loi relatif aux délits de la

presse : « Dites-moi, dit-il, je vous en conjure au nom de ce que nous avons de plus précieux au monde, la religion et la paix publique ; dites-moi, si vous le savez, quelle garantie vous offrent ces pères de la foi, rejetés par les édits et les décrets non abrogés de l'ancienne monarchie, repoussés nouvellement par un grand prince, accueillis contre toute raison chez nous, que plus récemment encore l'Autriche a éloignés, et qui, ne dissimulant pas leur haine pour nos institutions, s'emparent avec audace de l'instruction publique, à la faveur d'un titre qui les dérobe à la surveillance universitaire ; tellement, Messieurs, que tandis que dans cette enceinte vous vous efforcez d'assurer la félicité de tous, en affermissant sur ses vraies bases un régime monarchique représentatif, au-dehors ce même régime, dans certaines écoles et dans certaines conférences, risque d'être transformé en guerre séditeuse et sacrilège. » Les jésuites gravoient dans le cœur de leurs élèves les maximes et l'amour de la religion catholique ; ils combattoient les erreurs et l'impiété de ce théisme qui rejette la révélation et l'autorité des livres sacrés. M. Kératry est un sectaire ardent de cette fausse doctrine, qui, malheureusement, se propage dans toutes les classes de la société, et produira des maux dont on ne sauroit calculer les tristes résultats. Il n'est pas étonnant qu'un théiste outrage et calomnie une société qui a toujours défendu la religion, et dont la destruction a été si funeste à l'Europe et à la France. Comment M. Kératry, qui a démontré dans ses ouvrages l'existence de Dieu, peut-il en méconnaître les attributs ? Il prétendit que « la communication de la pensée appartenait à l'homme, puisqu'elle est une conséquence directe de sa nature pensante, et que, faute d'emploi, cette faculté périroit comme tant d'autres, et nous exposerait à chercher en vain l'homme dans

l'homme même. » Ce langage si clair tend à nous démontrer que la parole est le moyen le plus naturel de communication de la pensée. C'est ainsi que pour dénouer une vérité commune l'honorable membre s'épuise et se tourmente. Dans cette agitation, il s'élance dans le chemin de la métaphysique où il s'égare à chaque instant. L'honorable membre, enthousiaste passionné de la liberté, veut cependant que l'homme ne puisse point voyager sans passeport, parce qu'il faut qu'on sache d'où il vient et où il va. Etrange contradiction avec ce qu'il a dit sur la liberté ! L'honorable membre veut encore prouver la nécessité des journaux : Le salut de l'Etat dépend de leur existence ; sans eux il n'y a point de gouvernement représentatif ; « c'est par eux, dit-il, que s'établit une chaîne de relations entre le souverain et les sujets, entre le pouvoir et les subordonnés. Si le premier s'exprime avec loyauté sur ses demandes, les autres y accèdent avec confiance ; ceux-ci, voyant que le navire est dirigé vers le but convenu, prêtent volontiers leur secours à la manœuvre ; et quelques pesantes qu'elles soient, les charges publiques s'acquittent sans murmure. M. Kératry combattit l'amendement de M. Chabran de Solhilaç (*Voyez SOLHILAÇ*.) Il prononça, selon sa louable coutume, un discours plein d'une métaphysique obscure, où il proclama les principes du déisme ; il voulut définir la morale publique et donner des notions simples et importantes dont elle se compose. L'honorable membre va chercher bien loin ses définitions et ses preuves. Il considère l'homme dans la société et lui trace les devoirs qu'il doit remplir : c'est dans la loi naturelle qu'il trouve la règle qu'il doit suivre. A l'exemple de M. Cuvier, il prétendit que la philosophie du siècle étoit essentiellement religieuse ; et pour prouver cette assertion, il cita les ouvrages de cet écrivain

protestant. Il prononça ensuite anathème contre ces auteurs courageux qui défendent l'autel et la monarchie contre les blasphèmes de l'impiété et contre les projets homicides des démocrates.

On discuta s'il falloit accorder au ministre des finances la somme de trois millions pour continuer les opérations du cadastre. M. Kératry ne voulut point les contester : il se borna à présenter quelques vues générales sur cette opération, qui, si elle a été bien conçue, n'est pas exécutée de manière à offrir des résultats satisfaisans, soit pour les particuliers, soit pour la chose publique. « C'est un principe généralement admis, dit M. Kératry, et confirmé par l'expérience, qu'il faut, autant que possible, procéder du grand au petit : c'est ainsi qu'on est arrivé au mètre, base du système décimal. Dans le cadastre parcellaire on suit une marche opposée, on veut s'élever d'une parcelle à la France ; c'est comme si un naturaliste vouloit, au lieu de ranger par classes les animaux et les végétaux qu'il auroit le désir de vous faire connoître, débiter, dans l'exposé de son système, par la description d'une mousse ou d'une soufrière ; en un mot, si au lieu d'une construction solide on vous offre une pyramide retournée sur sa pointe, se soutiendra-t-elle ? Je ne saurois le croire ; mais les frais de construction sont déjà immenses, et tout présage que les demandes se succéderont indéfiniment sans présenter de meilleures garanties. » M. Kératry indiqua les règles et les moyens pour rendre le cadastre utile et nécessaire. Nous n'avons pas la force de le suivre dans sa marche vagabonde : il entre dans des détails inutiles et insignifiants. Dans toutes les questions que l'honorable membre examine et discute, il faut de toute nécessité qu'il parle le langage de la métaphysique, langage ennuyeux, lors même que l'orateur métaphysicien proclame des vérités.

KERIZOUET (le Gallic de), président du tribunal de Lorient, fut nommé en 1816 membre de la Chambre des députés par le collège électoral du département du Morbihan : il a siégé au côté gauche, seconde section.

KERN, conseiller de préfecture, fut élu député par le collège électoral du département du Bas-Rhin : il a siégé au centre.

M. Kern combattit le projet de loi relatif au monopole des tabacs. Il prétendit « qu'il étoit en opposition avec les premiers principes de toute association civile. Il nuit à l'agriculture, ruine l'industrie, et tue cette branche si intéressante de notre commerce. Toute association civile a pour but la garantie réciproque de votre sûreté, de votre propriété, de votre liberté : sûreté de nos personnes, liberté de nos pensées, de nos actions et de notre culte, propriété de nos biens. Ces droits sont absolus, ils sont de tous les pays, de toutes les nations ; les diverses modifications des lois civiles ne peuvent les atteindre : le despotisme seul peut les renverser. Leur garantie est l'unique avantage qui puisse compenser le sacrifice que ses membres font d'une partie de leur liberté naturelle, et ils la payent par l'acquiescement de leur côté part dans les contributions publiques. Mais la propriété est-elle respectée lorsque l'usage en est limité à certains objets, et qu'il est prohibé pour d'autres ? L'habitant du Midi ne se croiroit-il pas en être dépouillé, si on lui interdisoit la culture de la vigne ou de l'olivier ? celui du Nord ne se plaindrait-il pas avec raison, si on lui interdisoit celle du lin ou du colzat ? Et la loi ne porte-t-elle aucune atteinte à la liberté, lorsqu'elle ravit au citoyen le droit de se nourrir de son travail et de vivre de son industrie ? Elle est sa propriété, elle assure ses moyens d'existence, en même temps qu'elle procure à la société les plus douces

joissances, et ce n'est que dans un heureux échange que celle-ci trouve sa prospérité. Ces principes sont clairs et incontestables ; mais l'honorable membre en fait une fausse application à la question qu'il veut traiter. « Le projet de loi, ajoute-t-il, qu'on propose, n'est en apparence que temporaire, il est vrai ; mais, dans le fait, il est permanent dans ses conséquences. Déjà la culture des tabacs s'est introduite dans les pays voisins de la France ; déjà il s'y est formé un grand nombre de fabriques : on pourroit encore en ramener quelques-unes sur notre territoire, nos efforts pourroient encore reconquérir leur prépondérance ; mais dans quelques années il ne sera plus temps, et la culture sera à jamais perdue pour la France. » L'honorable membre défendit l'avis de la commission qui a proposé de faire cesser au 1^{er} janvier 1822 le monopole du tabac. Il observa qu'en laissant subsister le monopole du tabac jusqu'à cette époque, on peut s'en rapporter à la sagesse du gouvernement et à l'expérience des administrateurs sur le choix des moyens par lesquels il sera bien facile de remplacer un système que l'opinion publique a si justement proscrit. La France est rendue à elle-même, sa libération doit être complète ; l'asservissement sous lequel elle a gémi en 1810 ne doit pas plus influencer sur ses destinées futures, que celui sous lequel elle a été obligée de fléchir en 1815. L'honorable membre compare les inconvéniens du monopole avec les avantages du système des taxes. « Dans le monopole, on trouve : 1^o. plusieurs milliers d'anciens ouvriers sans travail et sans pain ; 2^o. la culture du tabac pros-

crite dans les sept huitièmes de la France ; 3^o. le prix du tabac élevé à un prix excessif pour le consommateur ; 4^o. l'émulation pour l'amélioration des feuilles, étouffée ; 5^o. la concurrence pour la fabrication, écartée ; 6^o. la fraude excitée par les bénéfices qu'elle offre ; 7^o. l'exportation du tabac réduite à rien ; 8^o. une exportation annuelle de 15,000,000 fr. pour l'achat des feuilles exotiques. Dans le système des taxes on trouvera, au contraire : 1^o. les moyens de subsistance rendus à quelques milliers de familles ; 2^o. la prospérité de l'agriculture et l'augmentation de la valeur des terres ; 3^o. celle des recettes de l'état par des mouvemens de fonds, plus fréquens et par de plus grands emplois de capitaux ; 4^o. l'exportation rendue aux produits de nos manufactures ; 5^o. l'amélioration de la culture et le perfectionnement de l'industrie ; 6^o. la libre fixation du prix des feuilles pour le planteur et du tabac pour le fabricant ; 7^o. diminution de moitié du prix pour le consommateur ; 8^o. diminution de la contrebande. »

KLEIN (comte de), né en 1762 à Lunéville, où son père étoit aubergiste, fut employé dans sa jeunesse dans la maison du Roi. Il embrassa la carrière militaire, où il fit des prodiges étonnans d'audace et de courage ; il battit souvent les ennemis, et dans tous les combats qu'il livra, il se couvrit de gloire. M. Klein fut nommé sénateur. Il vota la déchéance de Buonaparte. Le Roi le nomma, le 9 juin 1814, pair de France ; n'ayant accepté aucun emploi pendant les cent jours de 1815, il a repris sa place à la Chambre des pairs.

L.

LABRIFFE (le comte), colonel des dragons de la Manche, fut forcé d'accepter la place de chambellan de Buonaparte. Il fut chargé de porter la nouvelle de la naissance de son fils à Murat; il en reçut le cordon de l'ordre des Deux-Siciles; mais à l'arrivée de Monsieur, il s'empres a de se réunir aux royalistes pour défendre la cause du souverain légitime. Le Roi le nomma chevalier de Saint-Louis, et colonel des dragons de la Manche. M. Labriffe fut élu député en 1816, par le collège électoral du département de l'Aube; il a siégé au côté droit, première section.

LACEPÈDE (Bernard-Germain-Etienne de la Ville-sur-Ilion, comte de); né à Agen en 1756, entra dans la carrière militaire qu'il abandonna bientôt pour se livrer à l'étude de l'histoire naturelle. La nature l'avoit destiné à chanter ses merveilles et à raconter les prodiges du règne animal. M. le comte de Lacépède développa toute la richesse et toutes les beautés du génie. Il se plaça à côté de Buffon et de Daubenton. Les savans et les philosophes l'ont confirmé dans cette place honorable. M. le comte de Lacépède étoit garde des cabinets au jardin du Roi lorsque la révolution éclata. Il commença sa carrière politique par l'emploi d'administrateur du département de Paris. Député par cette ville à l'Assemblée Législative, il se distingua par des principes de sagesse et de modération. Il s'éloigna de tous les partis, et voulut vivre dans cette sage indépendance où l'on trouve le repos, le bonheur et la liberté. Buonaparte l'appela au Sénat, dont il fut le président; en 1801 il lui donna la sénatorerie de Paris, et le nomma grand-chancelier de la Légion-d'honneur. M. le comte

de Lacépède sut obtenir la confiance et l'estime de ses concitoyens par la douceur de ses mœurs, par l'aménité de son caractère et par la politesse de ses manières. Il adhéra à la déchéance de Napoléon. Pendant les cent jours il refusa la grande-maîtrise de l'Université, que Buonaparte lui offrit, et il crut devoir accepter la dignité de la pairie. Le Roi l'a aussi nommé pair par l'ordonnance du 9 mars 1819. M. le comte de Lacépède a publié plusieurs ouvrages, parmi lesquels on distingue *l'Histoire naturelle des quadrupèdes ovipares, des serpens, des reptiles, des poissons, des céta-cées*. Ces ouvrages sont marqués du sceau de l'immortalité. On y voit la noblesse et l'éloquence du style, la beauté des tableaux, la rapidité de la narration, la variété des détails, la clarté de l'analyse. Il ne se livre point à des systèmes brillans, à des théories incertaines, il établit ses preuves et ses observations sur des faits constans; il suit les opérations du règne animal, il ne les perd jamais de vue; il pénètre dans le sanctuaire de la nature, y découvre ses secrets, et se saisit de toutes les vérités qu'elle renferme dans son sein, pour instruire ses contemporains et les générations futures. M. le comte de Lacépède a publié une nouvelle édition des *Oeuvres de Buffon*, augmentée de notes, d'une notice sur l'auteur, de son éloge de Condorcet, et d'un discours sur les progrès des sciences naturelles. Il a su reprendre des fleurs sur les détails les plus arides de la science; et il a réuni, par un heureux concert, l'instruction et l'agrément. Il publiera bientôt la *Théorie sur la formation des comètes*, de son ami Lagrange. Son *Essai sur l'électricité naturelle et artificielle, sa Physique générale*

et particulière, sa *Poétique de la musique*, sont très-estimés, et annoncent de vastes connoissances dans l'étude de ces deux sciences. Ses discours d'ouverture de ses cours au Jardin du Roi sont des modèles parfaits de goût, d'élégance, réunis à un style correct et brillant. M. le comte de Lacépède défendit le projet de loi relatif à la répression des crimes et délits commis par la voie de la presse ou par tout autre moyen de publication. Après quelques observations rapides sur les améliorations que, dans son ensemble, ce projet apporte à la législation actuelle, sur les aperçus aussi heureux que nouveaux qui en forment la base, le noble pair s'attache particulièrement à l'examen de l'article 13. Le premier paragraphe de cet article contient une définition qu'il étoit d'autant plus nécessaire de rendre précise, que le mot *défini* se trouvoit employé pour la première fois dans notre législation criminelle. Ce but est-il atteint? Le noble pair paroît en douter. Deux mots, étrangers aussi jusqu'à ce jour à nos lois pénales, sont employés dans la définition dont il s'agit : de ces deux mots, celui d'*honneur* n'a pas besoin d'explication ; et pour des Français, le sens qu'il faut y attacher n'est pas incertain ; mais il n'en est pas de même du mot *considération* : le vague que présente cette expression, paroît au noble pair devoir entraîner dans les discussions judiciaires une incertitude toujours nuisible aux intérêts de la société, soit qu'elle ait pour résultat l'impunité d'un coupable, soit qu'elle doive menacer la condamnation d'un innocent. Mais peut-on objecter que les jurés ou les juges auxquels seront soumises les questions de ce genre, apprécieront quelle étendue doit être donnée dans chaque espèce au mot *considération*? Le noble pair répondra, qu'aux juges, comme aux jurés, appartient le droit de décider si le prévenu est coupable du fait imputé ; mais qu'à

la loi seule est réservé celui de déclarer la criminalité du fait. L'inconvénient subsiste donc, et le remède qu'on pense y trouver seroit un désordre plus dangereux encore. Le noble pair auroit voulu qu'une définition plus précise, plus analogue peut-être à celle du mot *calomnie*, dans le Code pénal, accompagnât le mot de *diffamation* dans le projet. Il proposeroit même un amendement, si la fin prochaine de la session pouvoit laisser l'espérance que l'autre Chambre pût s'en occuper utilement. Mais le temps presse, le plus léger amendement pourroit compromettre le sort d'une loi dont le plan est sage, et qui ne peut être retardée. Il en vote donc l'adoption pure et simple. M. Lacépède, comme sénateur, a toujours voté l'adoption pure et simple des *Sénatus-consultes* de Buonaparte, et sur-tout les décrets conscriptionnaires, dans lesquels il ne voyoit qu'un délasement pour les jeunes français qui alloient à l'armée comme à une promenade. Il est impossible d'inventer des tournures plus souples et plus sonores que celles qu'employoit M. de Lacépède, chaque fois qu'il adressoit une harangue au grand Napoléon, à Napoléon I^{er} et dernier, s'il plaît à Dieu. *Fiat voluntas Dei, Amen.*

15.

LACHATRE (duc de), né dans le Berry en 1750, est le digne descendant des princes de Doels, qui possédoient jadis le duché de Berry, et qui se distinguèrent par leur bravoure et leur loyauté ; il émigra avec Monsieur, aujourd'hui Louis XVIII, qui, l'a constamment honoré d'une confiance particulière. M. de Lachâtre leva un régiment sous le nom de Royal-Emigrant, et se distingua par sa valeur ; après son licenciement il se retira en Angleterre : Louis XVIII le nomma son ambassadeur à la cour de Londres. De retour en France après vingt-six ans d'absence, le Roi

le créa pair. Il est revenu à Paris en 1816.

LADREYT DE LA CHARIÈRE, fut élu député, en 1816, par le collège électoral du département de l'Ar-dèche. Il a siégé au côté droit, première section.

LAFITTE (Jacques), né à Bayonne, en 1768, d'une famille peu fortunée, vint à Paris pour parcourir la carrière commerciale, où il eut le bonheur de s'enrichir. Il fut reçu en qualité de teneur de livres dans la maison Perregaux et compagnie. Ce riche banquier examina M. Lafitte et lui reconnut de grands talens et un grand amour pour le travail. Il devint le directeur général des opérations importantes de cette maison commerciale : c'est par des opérations sagement méditées, par des travaux constants et pénibles, qu'il est parvenu à une fortune immense qu'il étend et fortifie tous les jours. Il fut nommé en 1813, juge au tribunal de commerce de Paris ; en 1814, gouverneur de la Banque, par le gouvernement provisoire, place qu'il remplit encore aujourd'hui avec un rare désintéressement ; il ne reçoit ni traitement ni rétribution. Elu membre de la Chambre des représentans en 1815, M. Lafitte ne parut jamais à la tribune, et il garda un profond silence. Il manifesta, dans des circonstances pénibles, son amour pour le bien de l'Etat ; le trésor public étoit épuisé, il falloit cependant exécuter le traité de juillet 1815 et payer l'armée française retirée sur la Loire. M. Lafitte tira de sa propre caisse une somme de deux millions, et la versa dans le trésor public. Il fit, en janvier 1815, un rapport sur la situation de la banque, remarquable par l'exactitude des faits et une précision admirable ; il démontra que, troublée par une guerre longue et meurtrière, et par une invasion qui menaçoit de tarir les sources de la prospérité publique, la banque de France, par la sagesse

de son administration, avoit su inspirer une telle confiance générale, que l'on préféreroit ses billets 'au numéraire. Elle sut subvenir aux besoins publics, alimenta la circulation de plus de deux cents millions de valeurs, et présenta aux actionnaires un dividende de près de sept pour cent. M. Lafitte, dont on connoissoit les talens et les lumières, fut appelé dans la commission du budget de 1814, pour le consulter sur les moyens de crédit. Il fit sur cet objet un travail dont il publia une analyse, qui réunit l'approbation et le suffrage des membres de la commission : il établit ses opérations sur un système de crédit dont le succès justifia la sagesse et la solidité. M. Lafitte fut nommé membre de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement, et élu membre des députés par le collège électoral du département de la Seine, en octobre 1816. Lors de la loi sur les finances, il prononça un discours énergique où il présenta le tableau des besoins de l'Etat et les moyens d'y subvenir. Il évalua à un milliard deux cent neuf millions le déficit auquel il falloit pourvoir. Il pensa qu'il falloit affecter la totalité des bois de l'Etat à la caisse d'amortissement, et il désapprouva la distraction projetée de quatre millions de ces bois en faveur du clergé. M. Lafitte se montra bien injuste et bien peu généreux. Il eut la faiblesse de censurer avec amertume le clergé, qu'il voyoit dépossédé de ses prérogatives, dans un état de détresse et d'humiliation. Il vota ensuite pour l'emprunt de quatre millions déjà négocié avec les banquiers d'Amsterdam, de Londres et de Paris, ainsi que pour la réduction des dépenses de tous les ministères. M. Lafitte présenta un tableau consolant sur l'état actuel de la France. Le gouvernement représentatif, objet de tant de vœux, et qui a coûté tant de sacrifices, de plus en plus consolidé, la Charte exécutée, le grand ressort de l'opinion publique mis en mouve-

ment, les partis comprimés, les défiances détruites, contribueront à achever ce grand ouvrage de notre organisation financière. Dans la discussion relative à l'article particulier de l'emprunt, il examina la nécessité de cette opération de finance, et la juste mesure des inconvénients attachés : il vota pour que les sommes résultant de cet emprunt, qui ne trouveroient pas un emploi nécessaire pour l'année 1817, fussent portées en compensation sur l'exercice de 1818. Il réfuta ensuite l'opinion de ceux qui paroissent croire que les nationaux étoient exclus de toute participation aux avantages de l'emprunt. « Personne n'a pu espérer, dit-il, que les capitalistes français seuls pussent suffire à une aussi grande opération : ils y ont concouru ; mais dans les opérations de cette nature, où l'on court des chances si variées et si importantes, il ne seroit pas juste d'assurer les plus avantageuses précisément à ceux qui arriveroient le plus tard, les circonstances devenant plus favorables. Mon opinion particulière est connue ; je me suis présenté le premier, dans le sentiment de confiance que m'inspire le gouvernement du Roi ; mais je suis sûr que si des Français seuls se présentoient, l'emprunt ne seroit pas rempli ; que si les étrangers se retiroient, il ne le seroit pas non plus : sa réalisation ne peut donc s'opérer que par l'alliance et le concours des maisons les plus respectables de l'Europe, et c'est de ces maisons qu'on a obtenu ce concours. C'est une erreur de croire que l'intérêt de ces maisons soit de s'emparer du cours de la place et de l'avenir : ce seroit diminuer leur crédit, avilir les propres valeurs qu'elles vont posséder. Quand on prête à un gouvernement, ce n'est pas le gouvernement qui dépend du prêteur, c'est le prêteur qui dépend du gouvernement, car il a donné, et il attend ses remboursements et ses intérêts ; aussi leur fortune se trouve-t-elle liée à celle du gouvernement,

leur crédit à son crédit, leur intérêt à son intérêt. Après la session de 1816, M. Lafitte fut nommé membre de la Chambre ; il a siégé au côté gauche, première section.

M. Lafitte combattoit le projet de loi relatif à la liberté de la presse. Il avoua avec ingénuité qu'il étoit peu propre à discuter des questions qui exigent une science étrangère à ses occupations. Après cet aveu, l'honorable membre auroit pu se dispenser de traiter ces questions de politique qu'il n'a jamais étudiées, et en parlant du gouvernement représentatif il auroit évité, en gardant le silence, de proclamer des principes faux et dangereux. « L'histoire nous apprend, dit-il, que ce n'est jamais la démocratie d'un état qui s'élève et se fortifie insensiblement par des entreprises plus ou moins adroites contre le pouvoir monarchique ; elle nous enseigne au contraire que, par la nature même des choses, ce pouvoir tend sans cesse à s'accroître au préjudice de la liberté publique, et que la puissance qu'il possède déjà ne sert que trop bien à lui donner celle qu'il veut avoir. » On ne peut pas faire plus adroitement l'apologie de la démocratie, et une censure plus indirecte du gouvernement monarchique. Il y a, en politique comme en religion, un fanatisme qui aveugle la raison et pervertit les conceptions de l'esprit. Comment M. Lafitte, qui jouit d'une fortune immense, peut-il admettre et défendre ce système républicain qui attaque les grandes propriétés, et qui veut introduire dans la société l'égalité des biens ? M. Roy, dans un rapport sur le projet de loi concernant les finances, fit de graves reproches contre l'administration de la banque de France ; M. Lafitte, en sa qualité de gouverneur, avoit le droit, et c'étoit même pour lui un devoir de la défendre. Il observa que la commission devoit auparavant s'éclairer auprès de l'administration de la banque, sur les fautes qui lui

étoient imputées. L'honorable membre la justifia d'une manière victorieuse; il prouva, sur des faits publics et incontestables, que la banque, dans toutes ses opérations, ne s'étoit point écartée ni des lois ni des statuts destinés à la régir. M. Lafitte parla ensuite de ses opérations personnelles et de sa conduite particulière, et dissipa quelques nuages qui tendoient à les altérer ou à les obscurcir. « Je ne suis point un fournisseur, dit-il, ma fortune, toute commerciale, ne doit point son origine à des accidens politiques, ni son développement à des entreprises qui comprennent la prime du risque dans le taux des conditions; je la dois à quarante années de travaux honorables, et moins à mes talens qu'à une loyauté qui fait que chacun sait que l'on peut confier tous les intérêts à ma foi. Aureste, M. Corvetto auroit pu dire à M. le rapporteur que je ne vends pas trop cher les services que je puis rendre. Quels que soient les ministres qui se sont succédés, et ceux qui pourroient se succéder encore, mes sentimens n'ont point changé, et ils ne changeront pas; ma conduite sera la même, parce que la récompense que j'en attends, il n'est au pouvoir de personne de m'en priver. » Dans le même discours l'honorable membre censura l'administration de M. Corvetto, ancien ministre. Sa censure fut injuste, mais elle fut modérée, on ne vit point cet esprit de parti qui empoisonne les actions les plus pures. M. Lafitte se trompa, mais il ne se livra point à ces accusations fausses et violentes, dont un de ses collègues venoit de donner un triste et scandaleux exemple. M. Lafitte présenta le développement de sa proposition tendant à voter une adresse au Roi pour exprimer le vœu qu'il ne fût porté aucune atteinte à la loi des élections. Il n'est pas étonnant que cet honorable membre soit le défenseur ardent d'une loi qui renferme les élémens de la démocratie. Il prétendit que « la propo-

sition de M. Barthélemy avoit répandu les plus vives alarmes; qu'après s'être emparées de la capitale, elles se répandoient dans les départemens avec une effrayante rapidité, et y propageoient une agitation dangereuse. La proposition de M. Barthélemy va ouvrir toutes les sources des calamités publiques; tout est perdu: le trône est menacé, la constitution va périr. Le salut de la nation tient à l'existence de la loi des élections. Quelle est donc cette fatale destinée, dit M. Lafitte, qui ne permet pas à notre malheureuse patrie de jouir un seul instant d'un calme acheté par de si nobles sacrifices, par tant d'efforts, de gloire et de malheurs! à peine délivrée de la présence des étrangers, elle n'a pas même le temps de s'abandonner au sentiment de bonheur que lui promet sa délivrance; et déjà son repos et son avenir se trouvent menacés. » Mais, on le demande, quels sont les hommes qui veulent fomenter et perpétuer les dissensions? Ce sont ceux qui, malgré leurs protestations de fidélité à la Charte et au trône, n'aiment ni la monarchie, ni la légitimité; qui méditent dans leurs pensées secrètes des révolutions, pour introduire des institutions démocratiques, et élever une nouvelle monarchie sur celle qui nous régit actuellement. Il y a en politique comme en religion une hypocrisie perfide. M. Lafitte attend avec impatience ces institutions qui placent une nation à l'abri des erreurs de ceux qui la gouvernent. « Ces institutions, dit-il, la Charte les a garanties, et cependant la plupart se font encore attendre: c'est à les obtenir que se bornent les vœux de la France, bien sûre que son repos n'est troublé que parce qu'elles lui manquent, parce que son système ne repose point encore sur les lois qui doivent être ses conséquences et ses garanties. » M. Lafitte auroit dû nous instruire quelles sont ces institutions qu'il attend avec tant d'impatience. Il garde le silence, nous respectons

son secret. Cet honorable membre termina son discours par prophétiser des événemens que tous les amis de la paix, de la monarchie, de la légitimité, désirent ardemment. Espérons avec confiance que ses prédictions s'accompliront. « Espérons, dit-il, que les intrigues de quelques hommes, toujours en révolte contre la France, toujours prêts à s'unir à ses ennemis; espérons que les cris de quelques factieux, des considérations personnelles, ou les craintes pusillanimes ne l'emporteront plus sur les vœux et les intérêts d'une nation; espérons enfin que les circonstances déplorables qui ont amené cette discussion auront du moins produit cet heureux effet, de montrer au gouvernement quels sont ceux qui méritent d'être flétris du nom de désorganisateur, d'ennemi du repos public et de la monarchie, et de faire sentir combien il est urgent et nécessaire de comprimer leurs coupables efforts. » M. le garde-des-sceaux, M. Lainé, ancien ministre de l'intérieur, M. Siméon, combattirent la proposition de M. Lafayette. MM. Dupont de l'Eure et Manuel la défendirent; ce dernier étoit sans doute personnellement intéressé à venir à son secours. Nous ne rapporterons point les différens discours qui furent prononcés. Le comité secret du 3 mars 1819 passa à l'ordre du jour.

LAFAYETTE (Marie-Paul-Joseph-Roch-Yves-Gilbert-Mathieu, Marquis de) né en Auvergne en 1757, commença à paroître dans un temps où les idées de liberté et d'indépendance fermentoient dans tous les esprits. Des novateurs coupables se réunirent pour troubler l'ordre social et détruire toutes les institutions politiques consacrées par l'antiquité des siècles. M. de Lafayette s'égarait entraîné par le torrent destructeur, il s'empressa d'adopter les idées républicaines. Il fixa ses regards sur les États-Unis, et brûla de con-

courir à la liberté du peuple américain. Il partit pour l'Amérique. M. de Rochambeau le plaça à la tête d'un corps de volontaires, où il fit des prodiges de valeur. Il mérita l'attention du général Washington. Le congrès américain ayant déclaré son indépendance, M. de Lafayette retourna en France convert d'applaudissemens, qu'il crut devoir à son zèle pour la liberté. L'enthousiasme fut universel. Environné de l'opinion générale, il fut nommé député aux États-généraux par la noblesse d'Auvergne: elle ne pensoit pas que celui qu'elle honoroit de sa confiance deviendrait l'ennemi de ses droits et de ses prérogatives. Alors M. de Lafayette commença sa carrière révolutionnaire: il proposa à l'Assemblée constituante une *Déclaration des Droits* remplie de sophismes, et où il osa proclamer cette maxime anarchique, que lorsque la tyrannie est à son comble, l'insurrection est le plus saint des devoirs. Il sollicita un décret portant que les ministres qui venoient d'être appelés par le Roi, étoient, ainsi que tous les agens civils et militaires, responsables de toute entreprise aux droits de la nation et aux décrets de l'Assemblée nationale. Il fut nommé commandant-général de la garde nationale. Tirant son épée, M. de Lafayette, dans un noble enthousiasme républicain, fit serment de sacrifier sa vie à la conservation de cette précieuse liberté dont on daignoit lui confier la défense. Sans doute il acquit beaucoup de popularité; mais le peuple, dans sa fureur, ne connoît ni justice, ni reconnaissance. Il ne put sauver ni Berthier ni Foulon, et ces deux victimes périrent par le fer des assassins. Une nouvelle insurrection éclata: plusieurs gardes-françaises la fomentèrent: ils sommèrent le commandant-général de la garde parisienne de les conduire à Versailles. Armé de la force militaire, M. de Lafayette ne put ni réprimer, ni punir une multitude furieuse, qui

se seroit dissipée si on avoit proclamé, comme en Angleterre, la loi martiale. Il monta à cheval et se mit à la tête d'une troupe de brigands et d'assassins. Le désordre étoit extrême : on n'entendoit que des cris de mort ; cependant il assura au Roi et à la Reine que la tranquillité étoit rétablie, et alla se reposer. Cependant le château fut attaqué, trois gardes-du-corps furent égorgés, et la Reine fut près d'être assassinée dans son lit. Enfin M. de Lafayette arriva ; il se mit à la tête de ses grenadiers, et repoussa du château les brigands qui s'y étoient introduits. Louis XVI, cédant aux cris des séditieux, se laissa entraîner à Paris avec sa famille ; et de ce moment il ne fut plus Roi : le trône s'écroula, et bientôt il fut ensanglanté. M. de Lafayette sauva un malheureux boulanger prêt à être suspendu à la lanterne, coupable même la corde fatale destinée à l'étrangler. M. de Lafayette augmenta son pouvoir et son crédit. A l'époque du 14 juillet 1790, on lui déféra le commandement général des gardes nationales de France. Cependant l'esprit d'insurrection subsistoit toujours : de nouvelles rébellions éclatèrent. Le Roi voulut se rendre à Saint-Cloud : les factieux trompèrent la garde nationale, en lui persuadant que le Roi vouloit sortir du royaume ; elle s'opposa à ce petit voyage, malgré les ordres de son général ; elle méconnut son autorité. M. de Lafayette devoit savoir qu'au commencement d'une révolution tout est licence, anarchie, crime. Il donna sa démission, et alors il fut exposé à de violentes accusations. Il reprit le commandement général. On publia qu'il avoit favorisé le départ du Roi. On forma des groupes, et on commençoit à demander sa tête. Il dut son salut à Barnave. Il prit des mesures promptes pour faire arrêter le Roi à Varennes. Il reconvra sa popularité, mais les royalistes l'accusèrent de trahison. M. de Lafayette fit arrêter les émissaires des insurgés à Nancy, qui

étoient venus à Paris pour soulever la populace ; alors il devint l'objet de la haine et de la persécution des Jacobins. Il donna sa démission de commandant-général, motivée sur ce que, tenant ses pouvoirs de la révolution, ces pouvoirs devoient cesser avec elle. Cette démission, donnée sans réflexion, devint pour lui une source d'infortunes et de persécutions. Cependant la municipalité constitutionnelle fit frapper une médaille en sa faveur, et lui fit hommage du buste de Washington. Alors M. de Lafayette parut renoncer à ses erreurs politiques. Il s'occupoit à rétablir le trône à la chute duquel il avoit contribué. Le Roi lui donna le commandement de l'armée du centre, destinée à couvrir les Ardennes. M. de Lafayette accablé sous le poids de l'infortune, ne montra ni génie, ni talent, ni fermeté, et il ne prit que des mesures fausses et insuffisantes. Il vint à Paris pour demander vengeance de l'attentat du 20 juin. Les divers bataillons des grenadiers le supplièrent de détruire, avant son départ, l'infamie club où se fomentoient tous les désordres ; il s'y refusa, disant que la majorité de l'Assemblée étoit constitutionnelle, et qu'il n'y avoit rien à craindre. M. de Lafayette a de l'esprit, la valeur du guerrier, mais il n'a pas le génie de l'homme d'Etat, et ne connoit point la science de la politique civile. Avant son départ, il invita le Roi à se rendre au milieu de son armée pour échapper aux poignards des factieux, et il lui garantit sa sûreté ; des causes déplorables s'opposèrent à ce moyen de salut. Instruit de la révolution du 10 août, il ordonna l'arrestation des commissaires qui étoient venus pour le destituer, et il adressa une proclamation à son armée, où il recommanda fidélité et soumission au Roi et à la Constitution : aussitôt toute l'armée s'écria : *vive le Roi ! vive la Constitution !* M. de Lafayette ne crut point à l'élan de cet enthousiasme général ; il redouta des com-

plots et des trahisons ; il quitta l'armée et s'enfuit avec quelques officiers. Lorsqu'on apprit son départ, on mit sa tête à prix ; il fut déclaré émigré. La commune de Paris fit brûler par le bourreau le coin de la médaille dont on lui avoit fait hommage un an auparavant. A peine eut-il dépassées les frontières, qu'il fut arrêté à Luxembourg, où il fut insulté et couvert d'opprobre. Il fut conduit à Magdebourg, où il resta un an enfermé dans un cachot. Le roi de Prusse fit la paix avec la France en 1795 ; il rendit le prisonnier aux Autrichiens, qui le transférèrent à Olmutz, où il éprouva toutes les horreurs de la captivité. Buonaparte suivant le cours de ses victoires, força l'Autriche à le mettre en liberté. M. de Lafayette rentra en France après le 18 brumaire. Il refusa une place dans le Sénat, que lui offrit Buonaparte. Il se retira dans une de ses terres, où il vouloit vivre indépendant et étranger à la politique ; mais son ambition se réveilla bientôt, et : toujours pénétré de ses idées républicaines, qui ne cessent de l'égayer, il se fit nommer député à la Chambre des représentans, par les électeurs du département de Seine-et-Marne. Il ne vota ni pour Napoléon, ni pour son fils, mais pour l'indépendance nationale ; c'est-à-dire, pour le système républicain. Voici le discours qu'il prononça le 21 juin 1815 : « Lorsque, pour la première fois depuis bien des années, j'élevé une voix que mes vieux amis reconnoissent encore, je me sens appelé à vous parler des dangers dont vous seuls, à présent, avez le pouvoir de nous sauver. Des bruits sinistres s'étoient répandus ; ils sont malheureusement confirmés. Voici le moment de nous rallier autour du vieux étendard tricolore, celui de 1789, celui de la liberté, de l'égalité, de l'ordre public ; c'est celui-là que nous avons à défendre contre les prétentions étrangères et contre les tentatives intérieures. Permettez, Messieurs, à un

vétéran de cette cause sacrée, qui fut toujours étranger à l'esprit de faction, de vous soumettre quelques résolutions préliminaires, dont vous apprécierez sans doute la nécessité : 1°. la Chambre des représentans déclare que l'indépendance nationale est menacée ; 2°. la Chambre se déclare en permanence : toute entreprise pour la dissoudre est un crime de haute trahison ; quiconque se rendroit coupable de cette tentative, seroit déclaré traître à la patrie, et sur-le-champ jugé criminel ; 3°. l'armée de ligne, et les gardes-nationales qui ont combattu et combattent encore pour défendre l'indépendance et le territoire, ont bien mérité de la patrie ; 4°. le ministre de l'intérieur est invité à réunir l'état-major-général, les commandans et majors des légions de la garde nationale parisienne, afin d'aviser aux moyens de lui donner des armes, et de porter au plus grand complet cette garde citoyenne, dont le patriotisme et le zèle, éprouvés depuis vingt-six ans, offrent une sûre garantie à la liberté, aux propriétés, à la tranquillité de la capitale, et à l'inviolabilité des représentans de la nation ; 5°. les ministres de la guerre, des relations extérieures, de la police et de l'intérieur sont invités à se rendre sur-le-champ à l'Assemblée. » Ce projet fut adopté avec de légères modifications. M. de Lafayette fut un des commissaires nommés par la commission du gouvernement, pour entamer des négociations avec les chefs des armées alliées qui s'avançoient sur Paris. Alors disparurent ces projets d'indépendance et de républicanisme : Louis XVIII remonta sur le trône de ses pères. M. de Lafayette vécut ensuite tranquille, mais il reparut sur la scène politique : il fut élu par le collège électoral du département de la Sarthe, en 1817, membre de la Chambre des députés, où il siégea au côté gauche, première section. M. le marquis de Lafayette a abandonné sans doute ses idées républicaines ;

mais il paroît attaché à cette secte d'innovateurs politiques qui veulent, dans une monarchie constitutionnelle, établir des institutions démocratiques.

M. Cuvier, commissaire, reprocha à M. de Marcellus d'avoir porté, par son injuste accusation, le poignard dans le sein des familles. M. le marquis de Lafayette reprocha à M. Cuvier, académicien, protestant, d'avoir, dans sa défense des écoles et de l'université, diffamé les mêmes familles. « Je dois avancer, dit l'honorable membre, qu'il n'est pas vrai que dans ma jeunesse l'état moral de la société en France fût meilleur qu'aujourd'hui. J'affirme au contraire que les mœurs publiques, l'amour conjugal, l'amour des pères pour les enfans, des enfans pour les pères, loin de s'être altérés depuis trente ans, ont éprouvé une amélioration. » M. le marquis de Lafayette, dans son exposition de l'état de la société, combat une vérité d'expérience. Jamais dans aucun temps la corruption ne s'est portée à ces excès déplorables où nous la voyons aujourd'hui ; jamais il ne s'est commis autant de désordres, de crimes, de meurtres, d'assassinats, d'adultères, que dans ces jours malheureux où la religion est attaquée avec autant de scandale que d'impunité par des folliculaires qui proclament leurs impiétés et leurs blasphèmes. Il n'est pas étonnant que M. le marquis de Lafayette ait fait indirectement l'apologie de cette révolution funeste qui a détruit la religion, et dont les principes anarchiques font encore trembler les rois de l'Europe. M. le marquis de Lafayette, lors de la discussion sur le budget particulier du ministère de la guerre, prononça un long discours où il traita des questions étrangères à son sujet. Il parla de la doctrine des détracteurs de la liberté et de l'égalité des droits, de l'indépendance nationale, de l'ancien régime, des énormes dépenses de l'administration, de la liste civile, des pensions militaires, des

semi-soldes, des impôts, de la garde nationale, des systèmes et des dispositions des puissances étrangères à l'égard de la France, des armées permanentes, des Suisses, et des ressources nécessaires pour établir la félicité publique. Dans cette longue nomenclature et dans ses épisodes, l'honorable membre s'écarta souvent du chemin de la vérité. Sans s'en apercevoir, M. de Lafayette termina son discours par les réflexions suivantes : « J'ai vu l'argut et Malesherbes proposer des réformes populaires ; on leur répondit que le peuple français étoit de sa nature *taillable et corvéable à volonté* : les ministres patriotes furent sacrifiés. Necker, qui mit sa gloire à faire le bien, osa représenter que mille écus donnés à un courtisan étoit la taille d'un village : le conseil du roi l'interdit, les courtisans le renversèrent. Calonne risqua la convocation des notables ; ils défendirent les privilèges contre le roi, ils les ont défendus contre le peuple. Son successeur éprouva des oppositions plus insurmontables. L'Assemblée constituante trouva impossible de rien réformer sans tout changer. Si les reconstructions furent imparfaites, les principes, quoi qu'on dise, sont bien salutaires, car malgré tout ce qu'on perdit ensuite par l'anarchie, par le terrorisme, le *maximum*, la banqueroute et la guerre civile, malgré une lutte terrible contre toute l'Europe, il reste une vérité incontestable, c'est que l'agriculture, l'industrie, l'instruction publique de la France, l'aisance et l'indépendance des trois quarts de sa population, et je répéterai, les mœurs publiques, se sont améliorées à un degré dont il n'y a pas d'exemple dans aucune égale période de l'histoire d'aucune partie de l'ancien monde. Je me dispenserai de faire ici la satire du gouvernement impérial, les anciens flatteurs s'en sont chargés. Je voudrais seulement qu'au lieu de se livrer à des injures personnelles, qui ne sont souvent

que des palinodies, au lieu d'applaudir hautement à des rigueurs lointaines qui ne seroient que d'ignobles réactions de tant de terreurs, et surtout de tant de condescendances passées, on se montrât moins tendre pour les traditions et les pratiques de ce régime ennemi de la liberté, et par conséquent de la prospérité nationale. » M. de Lafayette, en parlant sur la résolution de la Chambre des pairs, concernant la loi des élections, a agité des questions étrangères à ce sujet : il a parlé du régime municipal, de la garde nationale, de cette alliance de l'anarchie, de l'oligarchie et du despotisme, déjà relevée par quelques-uns de ses partisans, et que les révélations de l'histoire flétriront de plus en plus; il demanda que le jury fût rendu à son indépendance, que le rappel des bannis mit un terme aux mesures de proscription.

LAFORCE (le duc Nomp de Caumont de), grand d'Espagne, né en 1768, émigra et devint aide-de-camp de Monsieur, aujourd'hui Louis XVIII. Il a combattu vaillamment dans divers combats et a reçu plusieurs blessures. Membre du Corps-Législatif en 1814, il adhéra à la déchéance de Buonaparte. Le Roi le créa pair. Il rejoignit le duc d'Angoulême à Nîmes, qui le chargea de plusieurs missions importantes. Il fut instruit des troubles qui agitoient Cahors; le drapeau tricolore flotait sur ses tours; les troupes avoient arboré le signe de la rébellion. M. le duc de Laforce partit pour cette ville pour la ramener à l'obéissance et rétablir l'ordre. Il se rendit à la préfecture avec la cocarde blanche. Il faillit être la victime de son zèle ardent. Une troupe de forcenés l'environne, le traîne aux casernes au milieu des cris de mort et des vociférations les plus féroces; il est conduit de brigade en brigade à Paris, où il fut privé de sa liberté jusqu'au second retour du Roi.

LAFORÊT (comte de), né en 1756, à Aire en Artois, fut entraîné par goût dans la carrière diplomatique. Il accompagna le chevalier de la Luzerne aux États-Unis, en qualité de secrétaire de légation. Il fut nommé successivement vice-consul à Savannah, à Philadelphie et à New-York, et fut appelé au consulat général de France. M. Laforêt abandonna ses fonctions pendant le règne de la terreur. Il revint en France après le 9 thermidor et vécut dans la retraite; il ne parut sur la scène politique qu'après la révolution du 18 brumaire, qui le plaça à la tête de l'administration des postes. Bientôt après, il fut chargé d'aller remplir au congrès de Lunéville la place de premier secrétaire de légation. Il alla ensuite déployer à Ratisbonne, près de la diète germanique, le caractère de ministre médiateur, conjointement avec le baron de Buhle, ministre de la Russie, pour régler le complément de la paix de Lunéville et la répartition des indemnités accordées aux princes dépossédés par la cession de la rive gauche du Rhin. M. Laforêt fut nommé ministre plénipotentiaire à Berlin, et reçut ordre; en 1808, de Buonaparte, de partir pour l'Espagne en qualité d'ambassadeur. En acceptant cette mission, M. Laforêt obéit à Napoléon malgré le sentiment de sa conscience et les lumières de son esprit; il fut forcé de jouer un rôle contraire à son caractère et à ses principes. Buonaparte l'envoya à Valençay pour négocier avec Ferdinand VII les conditions auxquelles il seroit permis à ce monarque de retourner dans ses États. M. de Laforêt avoit ordre d'exiger du roi d'Espagne; s'il vouloit conserver son trône, d'expulser les Anglais du territoire espagnol; mais voyant que Ferdinand ne consentiroit jamais à déclarer la guerre à l'Angleterre, il persuada à Buonaparte de se désister de sa demande, et en effet il fut stipulé que le roi d'Espagne et les princes pouvoient rentrer à Madrid sans aucune

condition. Lors de la première restauration, le Roi conféra, par intérim, à M. Laforêt le portefeuille des affaires étrangères, et l'appela au Conseil-d'Etat. En mars 1815, Buonaparte le raya de la liste des conseillers d'Etat; le département de Loir et Cher l'élut membre de la Chambre des représentants; la commission du gouvernement le nomma un des membres plénipotentiaires auprès des puissances alliées; mais cette mission n'eut aucun résultat. Le Roi a créé pair de France M. Laforêt, le 9 mars 1819.

LAFROYNE, notaire royal, fut élu, en 1816, député par le collège électoral du département de la Meurthe. Il a siégé au centre.

LAGRANGE (le comte), né en 1761, fit partie de l'expédition d'Egypte en qualité de général de brigade, et, à son retour, Buonaparte lui confia l'inspection générale de la gendarmerie. Promu au grade de général de division, il obtint, en 1801, le commandement de la quatorzième division militaire à Caen. Il commanda l'expédition qui, transportée par la flotte de l'amiral Missiessy, alla attaquer les colonies anglaises, secourir Saint-Domingue, assiégée par les noirs, et revint en France chargé des dépouilles et enrichi des trésors de l'ennemi. Le comte Lagrange fit la campagne de 1806 contre les Prussiens, et fut nommé gouverneur de la Hesse après la conquête de ce pays : il passa au service du roi de Westphalie, et fut nommé ministre de la guerre. Employé en Espagne en 1808, il se distingua à l'attaque de Casate, et poursuivit l'ennemi jusqu'à Terracina; mais il fut rappelé en France, où il prit le commandement des troupes badoises dans la Haute-Souabe. Pendant la campagne de Russie il commandoit une division d'un corps de troupes sous les ordres du maréchal Victor. Il se signala, et

fit des prodiges de valeur dans la campagne de 1814 : il fut blessé à la tête au combat de Champ-Aubert. Il adhéra à la déchéance de Buonaparte : le Roi le créa chevalier de Saint-Louis, et le nomma président du collège électoral du Gers, qui le nomma député au nouveau Corps-Législatif en 1817. Il a siégé au centre. Lors de la discussion du projet de loi relatif au recrutement de l'armée, M. le général Lagrange s'éleva avec force contre le système des levées : il observa « que la paix régnoit aujourd'hui dans le monde, que tous les souverains paroissent animés du désir le plus sincère de la conserver : la France seule se trouve dans une position particulière et malheureuse, accablée sous le poids des charges qui lui sont imposées; et c'est dans de telles circonstances qu'on demande des levées d'hommes considérables ! La raison, l'intérêt de la patrie s'opposent à de pareilles mesures : elles sont injustes et dangereuses; faisons tout ce qui est possible sans tourmenter la nation, qui a besoin de repos. »

LAINE, né à Bordeaux en 1767, suivit long-temps, et avec beaucoup d'éclat et de succès, la carrière du barreau. Elu en 1808 membre du Corps-législatif, il combattit le système des confiscations que Buonaparte vouloit établir dans son Code criminel : cet acte de courage lui récompensé par Napoléon, il lui donna la croix de la Légion-d'Honneur; mais cette faveur fut bientôt suivie d'une longue et injuste persécution. Il fut chargé en 1814 de présenter au Corps-législatif le rapport de la commission, pour connoître le vœu de la nation dans la crise, où se trouvoit la France par l'invasion des armées étrangères; M. Laine lut le travail fait en commun avec ses collègues, MM. Raynouard, Gallois, Flaugergues et Maine de Biran : ce travail avoit été dirigé par M. Lainé. Dans cette pièce mémorable, M.

Lainé fit les réflexions suivantes : « Les désirs de l'humanité se dirigent vers une paix honorable et durable ; honorable , parce que , parmi les nations comme parmi les individus , l'honneur consiste à maintenir leurs prétentions légitimes et à respecter les droits des autres ; durable , parce que la meilleure garantie de la paix consiste dans la détermination des puissances contractantes à être fidèles entre elles. Qui donc nous privera de ses bienfaits ? A une époque pareille à celle où nous vivons , la puissance de l'empire se déploieroit plus vigoureusement encore , en resserrant les liens qui unissent la nation à son Souverain : des assurances en forme de proclamations seroient un moyen d'imposer silence aux reproches de l'ennemi au sujet de la soif des conquêtes et d'une puissance colossale ; elles tranquilliseront le peuple. Il ne nous appartient pas de mettre des paroles dans la bouche du Prince ; mais une semblable déclaration , pour pouvoir faire impression sur les puissances étrangères , et avoir en France une utile influence , ne devroit-elle pas annoncer solennellement , à la face de l'Europe , que nous ne faisons la guerre que pour l'indépendance du peuple français et pour l'inviolabilité de notre territoire ? Toutefois , le nom de paix et de patrie ne seroient qu'un vain son ; tant que les hommes ne peuvent assurer des limites constitutionnelles dont dépendent les bienfaits de l'un et de l'autre : votre comité regarde donc comme un devoir impérieux , tandis que le gouvernement adopte les mesures les plus promptes pour la défense de l'Etat , de supplier Sa Majesté de maintenir l'exécution pleine et entière des lois qui assurent aux Français les droits de la liberté individuelle et la sûreté des propriétés , ainsi que le libre développement de leurs droits politiques. » Buonaparte démit et s'indigna à la lecture de ce rapport , qui contrarioit ses vues d'ambition et de conquêtes :

il prononça la dissolution du Corps législatif ; il prodigua des injures à M. Lainé , et l'accusa de s'être vendu aux Anglais et de conspirer avec les ennemis de la France , dans des conciliabules secrets tenus chez l'avocat Desèze. M. Lainé se rendit à Bordeaux ; le duc d'Angoulême lui en offrit la préfecture , qu'il n'accepta que provisoirement , parce que cette place n'étoit point légalement vacante par la démission du préfet actuel. Rappelé par la convocation du Corps législatif , que le Roi venoit de transformer en Chambre des députés , M. Lainé en exerça la présidence pendant toute la session. Dans la discussion sur le projet de loi pour la restitution aux émigrés de leurs biens non vendus , il attaqua avec force un article additionnel contenant une déclaration spéciale concernant l'inviolabilité des biens nationaux : « Si vous jugez à propos , à cause de l'indigence et des malheurs des émigrés , d'écouter aujourd'hui l'humanité et la reconnaissance , pouvez-vous souffrir dans la loi une déclaration qui vous interdise à vous-même ces sentimens , et qui les interdise à vos successeurs ? Non , je ne crois point que cette assemblée ait épuisé pour le présent ; et encore moins pour l'avenir , les trésors de la justice , et , j'ose le dire , les trésors de la miséricorde nationale. » Ce discours persuada la Chambre ; elle rejeta son article additionnel. Dans son discours de clôture , M. Lainé présenta avec beaucoup de précision une analyse rapide des travaux dont l'Assemblée s'étoit occupée pendant la session. L'invasion de Buonaparte ne changea point ses principes , elle fortifia son zèle pour la cause royale. M. Lainé partit pour Bordeaux , où il publia , en sa qualité de président et au nom de ses collègues , une déclaration dans laquelle , après avoir protesté contre la dissolution de la Chambre , et contre tous les décrets que pourroit rendre Buonaparte , il dégageoit

les Français de la double obligation de payer les impôts, et d'obéir aux lois conscriptionnaires pour le recrutement de l'armée. Les événemens malheureux qui suivirent l'invasion de Buonaparte, forcèrent M. Lainé de se rendre en Hollande. Après le second retour du Roi il vint à Paris. Il fut réélu à la Chambre des députés, et fut appelé à la présidence du Corps-législatif : il a siégé au côté droit, seconde section. Dans son opinion sur les élections, il admit le renouvellement de la Chambre par cinquième, et non intégralement, comme le demandoit la majorité. Le renvoi de cette loi par la Chambre des pairs à celle des députés, où elle devoit subir l'épreuve d'une nouvelle discussion, provoqua un second rapport dont fut chargé M. de Villèle, et donna lieu à un incident qui occasionna des débats tumultueux. M. Forbin des Essarts donna un démenti à M. Lainé : il le rappela à l'ordre ; mais, voyant que l'assemblée s'écartoit de l'ordre du jour qui étoit annoncé, pour s'occuper du rapport sur les élections, il annonça que sa santé ne lui permettoit point de continuer sa présidence, et il se retira ; mais il reparut le lendemain, et ouvrit la séance par la lecture d'une lettre dans laquelle le duc de Richelieu, au nom du Roi, prioit M. Lainé et au besoin lui ordonnoit de continuer sa présidence jusqu'à la fin de la discussion du budget : les ministres, le président de l'assemblée, ne cessoient de lutter contre la majorité du Corps-législatif. M. Lainé fut nommé ministre de l'intérieur, et signa en cette qualité l'Ordonnance du 5 septembre 1816, portant dissolution de la Chambre des députés de 1815, et abrogation d'un acte précédent de la couronne qui permettoit la révision de quelques articles de la Charte ; M. Lainé s'occupa avec une grande activité d'un règlement pour la réunion des collèges électoraux, et prépara un grand travail pour le mode des

élections. Dans ces discussions importantes qui donnèrent tant d'éclat à cette session, M. Lainé parut souvent à la tribune comme ministre et comme député ; il présenta au nom du gouvernement les projets de loi sur la formation des collèges électoraux, sur les élections, sur l'autorisation donnée aux établissemens ecclésiastiques d'acquérir des immeubles ; il combattit cette idée, que les ministres du Roi eussent en l'intention de déshériter la France de la gloire de ses anciens preux, en fermant, par une composition d'électeurs trop démocratiques, la porte des élections aux enfans de Bayard et de Malesherbes, qui, dit-il, ont ajouté à leurs titres l'illustration du malheur. Après avoir vengé, par quelques réflexions éloquentes, la mémoire politique de Démosthène et de Cicéron attaquée par un des préopinans, M. Lainé défendit la disposition du projet de loi qui appelle au droit de suffrage tous ceux qui versent au trésor public trois cents livres de contribution, et celle qui n'admet qu'un seul degré d'élection. « Si l'appel dans les collèges électoraux, dit-il, de tous les contribuables qui paient un impôt de trois cents livres, et dont le nombre s'élève dans toute la France à cent mille environ, empreint d'un caractère démocratique les élémens de la faculté élective, la restriction de l'éligibilité aux seuls propriétaires payant mille francs d'imposition, et qui ne dépassent pas seize mille dans tout le royaume, leur conserve un caractère monarchique, capable de rassurer sur ces réunions, dont la formation partielle dans un cinquième seulement de nos provinces, la durée fixée au court intervalle de cinq jours, et l'objet constitutionnellement restreint aux seules opérations relatives à la nomination des députés, écarteront facilement tout danger politique ; loin de favoriser l'influence personnelle des ministres, rien ne la déjoueroit avec

plus de succès, que des collèges nombreux qui réunissent à-la-fois et ces grands propriétaires qu'on ne tente pas, et ces médiocres propriétaires qu'on n'a pas besoin de tenter. »

M. Lainé ne prévoyait pas, sans doute, qu'un jour il parlerait un autre langage, et qu'il attaqueroit lui-même les vices de son propre ouvrage. Dans la discussion relative à l'affectation de quatre millions de bois aux établissemens ecclésiastiques, le ministre combattit l'opinion des membres du côté droit, qui, par des motifs puisés dans les anciens principes de la monarchie, et dans les garanties de la propriété, au lieu d'un équivalent pris sur la masse des biens domaniaux, demandoient identiquement les bois qui avoient appartenu à des corporations ecclésiastiques. « A quoi bon parler, dit-il, des anciennes lois sur l'inaliénabilité des domaines de la couronne ? sans doute ils étoient inaliénables, et l'on reprenoit, un siècle après, ce qu'on avoit vendu un siècle avant ; mais cela tenoit à des constitutions qui, pour être regretées, n'existent plus. C'est désormais sur la Charte, et sur la loi concernant la liste civile, dont la Chambre de 1815 a fait hommage au Roi, au nom de toute la France, que doivent reposer à cet égard nos résolutions législatives. C'est ici le lieu de nous rendre compte de ces mots : *le sacrifice est consommé*. Ils s'appliquoient à ces biens ecclésiastiques irrévocablement aliénés, et à ces biens que des lois, dont vous adoptez d'autres conséquences, ont réunis aux domaines de l'Etat. Le projet qu'on vous propose a pour but d'adoucir la consommation du sacrifice, en attribuant au clergé des bois de l'Etat, parmi lesquels les premiers sont confondus. » Le ministre avoit dépassé le crédit de 51 millions qui lui avoit été ouvert pour 1815, et par le nouveau budget, il demanda une addition qui fut réduite par la loi distributive des finances, à une augmentation de

2,000,000 seulement. On reprochoit à M. Lainé de retarder à s'occuper de l'instruction publique. Il se justifia de ce reproche. « On nous accuse, dit-il, d'avoir présenté une loi organique sur l'instruction publique : ce n'est pas la faute du ministère. Il a été nommé successivement deux commissions qui n'ont pu s'entendre sur les bases les plus essentielles du travail, et dans le sein desquelles, par suite de la même divergence d'opinion et de principes, il s'est formé une majorité et une minorité ; en sorte qu'il a fallu ajourner cette grande question à des momens plus favorables à l'accord des pensées. » L'article du budget relatif à la continuation des secours accordés aux réfugiés de plusieurs nations, et spécialement aux Espagnols, donna lieu à des débats tumultueux. M. Clausel de Coussergue l'attaqua avec force, se fondant sur la conduite séditieuse et l'attachement de ces étrangers au parti de Buonaparte. M. Lainé considéra cette question sous les rapports du caractère français, de l'honneur national et de l'humanité. C'est ainsi qu'en exprimant ce sentiment de commisération et de sensibilité, il fit adopter l'article proposé. Un membre soutint que le gouvernement du Roi de France avoit donné le titre de roi à Joseph Buonaparte. M. de la Bourdonnaye avoit appelé le ministère, un directoire gouvernant. M. Lainé fit rappeler ces deux orateurs à l'ordre. Dans la question de la centralisation, le ministre prouva la nécessité d'adopter une prompt mesure pour supprimer la centralisation générale, et pour diviser la spécialité en dépenses fixes et communes à plusieurs départemens, et en dépenses variables de chaque département en particulier. Après la clôture de la session, M. Lainé consacra ses travaux à créer des établissemens utiles et des réformes avantageuses. Il fit prononcer la suppression des secrétaires généraux de préfecture, et facilita, au milieu des

embarras de la disette des subsistances, la circulation des grains et l'approvisionnement des marchés, et obtint de la justice du Roi des récompenses honorifiques en faveur des fonctionnaires civils et militaires, qui avoient donné des preuves de zèle et de dévouement. M. Lainé quitta le ministère de l'intérieur en 1818. Le Roi l'a créé ministre d'Etat. Il a été remplacé par M. Decazes, ministre de la police générale : ce dernier département a été supprimé.

M. Lainé répondit à ceux qui avoient combattu le projet de loi relatif à la répression des abus de la liberté de la presse. Ce n'est pas pour entrer dans la discussion de ce projet qu'il demanda la parole ; son âme soulevée par un discours prononcé par M. Bignon ne lui laissoit pas l'esprit assez calme ; cependant son âme n'est pas assez oppressée pour résister au besoin de faire entendre quelques accents. « C'en étoit donc pas assez qu'on invoquât l'opinion publique, comme autrefois les anciens invoquoient les oracles, après avoir fait parler à leur gré ces oracles si souvent trompeurs, il nous étoit réservé d'entendre des oracles sans mission se dire les organes irrécusables de l'opinion publique. Ah ! si cette divinité des temps modernes choisissoit en effet ses organes, il est permis de croire qu'elle en prendroit de plus augustes et de plus graves. Si quelque chose pouvoit donner lieu de penser que les mœurs, les institutions nouvelles qu'on veut sans cesse acclimater parmi nous, ne pourront que difficilement s'y naturaliser ; c'est le spectacle que donne cette discussion dans laquelle notre caractère français se manifeste d'une manière sensible. Ici personne n'asservit sa croyance, ne promet sa parole, ou même son silence ; on a fait des deux côtés usage de toutes les armes pour attaquer le projet ; on a différé de raisonnement et non de but ; on a menagé ni le sarcasme

ni l'ironie, et c'est toujours au nom de l'opinion publique qu'on a déclaré parler. Il est permis de comparer la discussion actuelle aux opérations de l'entendement humain ; les députés en sont pour ainsi dire les facultés, et ils ne se fixent que par la réflexion qui balance, en prenant sa résolution, tous les doutes de l'esprit. Aussi doit-on espérer, au moment de la délibération, que nous saurons reconnoître, non ce que la prétendue opinion publique veut ou ne veut pas, mais ce que veulent la raison, la justice et l'intérêt de l'Etat. Il faut de la modération pour ne pas relever ces ironies par lesquelles on veut présenter comme des injures les éloges qu'on dit donnés au gouvernement français dans des feuilles étrangères, pendant qu'on sourit aux outrages que ces feuilles prodiguent aux ministres français et aux pernicious articles qu'elles contiennent. Le ministre saisit cette occasion pour montrer combien seroient dangereux des journaux sans frein, lancés en France par des mains peu françaises ; ces traits redeviennent mieux empoisonnés peut-être ; mais heureusement le peuple qu'elles voudroient séduire ou renouer n'entend pas ce langage. Sous cette enveloppe étrangère, la perversité est comme la vipère sous le hocal ; on voit qu'elle est venimeuse, mais on en est préservé : brisez ce cristal, et aux ravages des poisons vous saurez s'il faut les laisser se répandre librement. Quand on parle des étrangers dans notre situation, continue le ministre, ce ne devoit pas être avec une demi-gaieté ; oui, sans doute, dans un autre horizon que celui de cette enceinte, ils nous observent, mais ils n'attendent de nous que de nobles vertus ; dont quelques-uns ont donné l'exemple. Assez d'autres gloires recommandent les Français ; ils méritent aussi celle de la foi aux traités, et de la constance dans l'adversité. Si ce fut pour les dieux des anciens un beau spec-

tacle que celui de voir un homme aux prises avec l'adversité, que doit être pour un Dieu qui n'est pas sourd, de voir une nation aux prises avec l'adversité, et la supporter honorablement ! Laissez-moi comparer la France à un seul guerrier qui a déposé ses armes ; il seroit imprudent de remuer son âme assez pour le faire hésiter entre des vertus ; mais il est triste d'entendre bourdonner à ses oreilles, de voir accréder de petits traits comme pour aigrir ses blessures et inquiéter son courage. J'allois continuer, et peut-être me laisser entraîner à une réplique trop vive, à des expressions qui ont dû vous affliger tous. L'amour de la liberté désavoue ce langage, et le besoin de nous réunir et de nous rapprocher ne doit jamais être plus impérieusement senti, que lorsqu'il s'agit précisément de ces grands intérêts, auxquels une main imprudente ne doit jamais toucher. « M. Lainé vota l'adoption de la résolution des pairs, concernant la loi des élections. Il la regarda comme tendant à perfectionner la loi, et par conséquent à mieux assurer nos libertés au lieu de les menacer ; il combattit avec force l'opinion de ceux qui ont prétendu qu'il n'en falloit absolument rien changer, et qu'il faut bien se garder de rien ajouter, elle doit être bien plus sacrée que la Charte elle-même. M. Lainé observa que l'exagération de cet éloge en trahit la vérité ; ce seroit la première des lois, qui, sortie de la main des hommes, ne devoit subir aucune modification. On ne le pensoit pas quand elle fut soumise à la délibération de la Chambre ; et ceux qui l'ont présentée, et ceux qui l'ont soutenue, ont répété à l'envi que les dispositions qui n'étoient empruntées à la Charte, ou qui n'en dérhoient pas évidemment, étoient offertes comme un essai, sur lequel il falloit appeler les lumières de l'expérience. « Comment, en effet, une loi consistant en vingt-un articles seulement,

aura-t-elle prévu tous les cas qui peuvent naître de l'exercice d'un droit nouveau, tous les abus qui peuvent dériver des passions qu'il est de sa nature d'exciter, ou de l'autorité qui est appelée à lutter contre des prétentions, et peut-être contre des factions ? »

Dans la discussion du projet de loi relatif à la liberté de la presse, on proposa un amendement qui avoit pour objet l'institution des jurés. M. Lainé, alors ministre de l'intérieur, le combattit, et, dans un discours plein de force et de vérité, développa sagement la théorie des amendemens. M. Lainé déclara que quand on proclame à la tribune des principes qui portent atteinte à la prérogative royale, c'est un devoir pour les ministres du Roi de rompre le silence. On a dit que la loi proposée pouvoit être amendée de toutes les manières et dans tous les sens, sans que la prérogative royale pût aucunement s'en inquiéter, et l'on a développé la théorie des amendemens, théorie dont l'origine ne remonte pas à une haute antiquité. Quand on conteste un amendement, a dit un orateur en s'adressant aux ministres du Roi, c'est qu'on n'est pas sûr que la majorité veuille l'adopter : ce ne sera pas par des motifs si frivoles et si peu nobles, que les ministres du Roi essaieront de prouver qu'on ne peut introduire dans la loi actuelle l'institution du jury par voie d'amendement. Nous devons ignorer respectueusement quelle seroit la volonté de Sa Majesté après la délibération des deux Chambres ; mais puisqu'on accuse les ministres de se décider par des caprices, de suivre les flots de ce qu'on appelle l'opinion de la majorité et de la minorité, on nous pardonnera d'invoquer le nom du Roi. Nous déclarons donc que nous sommes autorisés à soutenir que cet amendement ne peut pas être proposé sur la loi qui a été présentée : il y a, non-seulement dans notre lé-

gislation, mais sur-tout dans notre constitution, une maxime éminemment française; elle est écrite dans la Charte : *Le Roi propose la loi*; et cette maxime fondamentale distingue la constitution française de quelques constitutions où le système représentatif est établi. On peut, sans doute, amender la loi qui est proposée, la corriger; on peut l'améliorer; mais, à propos d'une loi proposée, vouloir présenter toutes sortes d'amendemens qui changent non pas seulement cette loi, mais une loi antérieure, existante, qui n'est pas soumise à la délibération de la Chambre, c'est abuser du droit d'amendement : abuser de ce droit, c'est proposer la loi; et proposer la loi, c'est régner. La Charte accorde aux Chambres la faculté des propositions sur des objets législatifs qui appartiennent à l'initiative royale : ces propositions peuvent être faites; mais il y a des formes particulières qui doivent être rigoureusement suivies. La proposition peut être faite : les deux Chambres sont appelées à voter, et leur avis, porté aux pieds du trône, peut déterminer Sa Majesté à proposer une loi par laquelle son initiative aura été conservée; mais vouloir insérer cette proposition dans un amendement, ce seroit amender la Charte elle-même. Est-il vrai que les amendemens puissent être toujours proposés en ne prenant conseil que de sa conscience? Non, sans doute, il faut aussi avoir une conscience politique. Or, la conscience politique est d'être fidèle à la loi de son pays, de n'employer que les formes que cette loi prescrit, sous peine de le perdre. Quant aux précédens amendemens dont on parle, on sait bien qu'il y a eu un fatal exemple : on pourroit reprocher à une Chambre d'avoir prodigué les amendemens; mais que sont ces prétendus amendemens? La théorie que nous combattons ne fut-elle pas contestée dans la Chambre où elle prit naissance? Le secret des auteurs de

l'amendement, dit le ministre, se pénètre; on vous dit : vous aurez jeté d'heureuses semences, et vous aurez la gloire d'avoir préparé les fruits qu'elles sont destinées à produire. Si c'est dans ce but qu'on a fait les discours prononcés à cette tribune, et si c'est pour préparer l'opinion à l'application de l'institution dont il s'agit, les ministres du Roi doivent aux orateurs une profonde reconnaissance; mais puisqu'on veut absolument imiter une nation étrangère, imitez-la aussi dans la sage lenteur de ses délibérations. Depuis plusieurs années on prépare en Angleterre l'opinion publique, même dans des discours étrangers à la matière qu'on traite, à de grandes mesures politiques, à la réforme parlementaire et à l'émancipation catholique. L'on ne croit cependant pas que l'opinion publique soit encore assez mûre pour prendre des délibérations sur ces objets : imitez cette sage réserve, cette prudente lenteur; attendez que vos discours puissent éclairer la nation, dont l'attention est à peine éveillée sur cette matière; que vos discours soient une semence qui doit germer et préparer une véritable, une générale opinion publique. Les ministres suivront vos pensées, les porteront aux pieds du trône. Mais, j'ose le dire au nom de la Charte, au nom même de la liberté, n'allez pas brusquement introduire dans la loi un amendement que vous n'avez pas le pouvoir de faire, et qui tendroit à désordonner l'ordre des juridictions, qui porteroit atteinte à la Charte, et violeroit tous les droits de la prérogative royale. »

M. Lainé, ministre de l'intérieur, annonça à la Chambre des députés qu'un traité solennel avoit terminé les négociations avec le Saint-Siège. Il communiqua le nouveau concordat aux Chambres et présenta un projet de loi, nécessaire pour donner la fonction législative à celles des dispositions du concordat qui en seroient susceptibles, et pour les mettre en

harmonie avec les lois du royaume et les libertés de l'église gallicane. « Les événemens qui ont amené, dit le ministre, le renversement de l'Eglise de France, sont assez connus, nous n'en avons pas été seulement les témoins, mais les victimes; ils appartiennent à l'histoire, et nous ne les rappelons que pour bénir la Providence qui nous a rendu avec la liberté le trône légitime et tutélaire qu'affaiblit chaque jour la sagesse du Roi. » Le ministre exposa le plan et les articles du projet de loi que le concordat rendoit nécessaire; « ce nouveau traité rétablit entre le Roi et le souverain pontife, entre l'Eglise de France et le chef de l'Eglise universelle, ces rapports qui ne peuvent cesser d'exister entr'eux sans compromettre les intérêts de la religion, le maintien du bon ordre dans l'Etat, et la paix dans le royaume. Le projet de loi présenté n'est point introductif d'un droit nouveau, il donne une nouvelle sanction à nos maximes et en fait revivre les traditions interrompues. Au Roi, chef suprême de l'Etat, appartient la nomination des évêques chargés du ministère sacerdotal de l'enseignement et de la distribution des choses saintes; au pape, chef visible de l'Eglise, il appartient de les investir de ce sublime apostolat, de leur conférer au nom de l'Eglise le pouvoir nécessaire pour l'exercer. L'Eglise de France s'agrandit, mais elle ne renaît pas. Les avantages qui étoient résultés d'un premier concordat, soit par l'établissement de la religion, soit par la paix de l'Etat, sont consolidés. La dotation des évêques est assurée, elle a les dispositions de la loi pour fondement et pour garantie: de sages précautions nous assurent le maintien de ces libertés précieuses que Saint-Louis, Henri IV et Louis XIV ont tour-à-tour protégées, que nos plus grands et nos plus saints docteurs ont tour-à-tour défendues. Vous vous empresserez, messieurs, dit le ministre, de les placer sous les

garanties constitutionnelles, de régler par une loi nécessaire les rapports de l'Eglise et de l'Etat, de cette Eglise que la France porte en son sein et qui a tout fait pour sa gloire, à laquelle nous sommes redevables des Bossuet et des Fénelon, et qui, unissant les lumières à la pureté de la foi, le zèle religieux à l'amour de la patrie, le dévouement pour le Roi à la sainteté des vœux, a mérité le respect et la vénération des peuples. C'est à vous que le Roi confie la défense des droits sacrés de la couronne et de la nation, persuadé que vous affermirez par la sagesse de vos délibérations cette heureuse concorde que l'on voit entre le sacerdoce et l'empire. » Les espérances et les vœux du gouvernement furent trompés. Il vit dans le sein du Corps-Législatif une forte opposition qui faisoit tous ses efforts pour faire rejeter le nouveau concordat et le projet de loi. Le gouvernement crut de sa sagesse de céder; il prévint peut-être de tristes résultats qui auroient troublé la tranquillité publique. Lors de la discussion sur le budget de 1818, plusieurs membres demandèrent la suppression du ministère de la police. M. Lainé, alors ministre de l'intérieur, s'y opposa. Il voulut prouver qu'il étoit autant dans l'intérêt des citoyens que de l'intérêt du gouvernement que la surveillance de la police générale fût encore exercée. Il observa que le temps où nous vivons étoit encore trop près du temps où les passions contrariées, les intérêts blessés agitoient toutes les âmes. « Le soulèvement des vagues est bien opposé, la prévoyance n'exige-t-elle aucune précaution, et la prudence permet-elle d'ôter tout-à-coup ses moyens d'agir à un ministère auquel nos lois n'enlèvent successivement ses armes redoutées, que pour lui laisser celles qui peuvent être encore salutaires à l'ordre public. » En défendant sous ce rapport le ministère de la police et les moyens de sa vigilante

action, l'ancien ministre a cru défendre l'administration, dont toutes les parties se lient et se combinent avec tous les élémens du gouvernement du Roi. « Il existe pour tous les ministres une responsabilité morale, réciproque, un seul ne peut être attaqué sans menacer les autres, et c'est autant par devoir que par confraternité que les ministres, chargés d'une mission commune, doivent s'opposer à ces attaques isolées par lesquelles on finiroit par saper tous les ministères et le gouvernement lui-même. Placés au bas des marches du trône, à la porte du prince, au seuil de son palais, partout où le Roi le prescrit, les ministres transmettent tous les ordres du souverain; sentinelles solidaires, ils se relèvent tour-à-tour et signalent les ennemis du trône ou de la liberté, sous quelque travestissement qu'ils se montrent. Ce n'est pas leur faute si, comme la sentinelle troyenne, ils tirent quelquefois sur des Troyens cachés sous les habits des Grecs. « Félicitons l'ancien ministre de nous avoir fait connoître, sans le vouloir, les bases sur lesquelles est fondé le despotisme ministériel.

M. Lainé fit un rapport savant et lumineux sur le projet de loi relatif à l'importation des grains. Il observa que ce projet n'avoit pas pour but d'écarter de nos ports les blés étrangers, « il n'a pour objet que d'en suspendre la consommation dans le royaume, lorsque notre agriculture peut fournir à un taux modéré la subsistance du peuple. Si c'est pour la première fois que la loi se montre en France moins favorable à l'importation des grains, c'est que de fertiles contrées étrangères fournissent depuis quelques années du blé en telle abondance, et à si bas prix, que nos cultivateurs ne peuvent soutenir la concurrence; il est devenu indispensable de se prémunir contre les effets d'une introduction immodérée. » L'honorable membre examina les différens articles du pro-

jet de loi, il en développa les motifs, et en démontra la sagesse et les avantages; il termina son rapport par des observations judicieuses; il dit « qu'à mesure que cet intéressant sujet se développe, on seroit tenté de rechercher quelles sont les véritables règles à suivre, soit pour l'exportation, soit pour l'importation. Ce sont des matières sur lesquelles les écrivains dissertent depuis longtemps sans s'accorder, et au sujet desquelles les gouvernemens prennent tour-à-tour des mesures diverses et souvent opposées; les uns veulent la liberté des exportations, d'autres demandent la facilité des importations; ceux-ci se prononcent en faveur des uns et des autres, et les bonnes et mauvaises saisons, qui ne dépendent ni des écrivains ni des gouvernemens, en imposent tour-à-tour la nécessité, et viennent déjouer les doctrines absolues. Ce n'est pas cependant une raison d'en repousser les leçons; mais à supposer que la liberté illimitée soit la meilleure règle, et la plus désirable, ce seroit en compromettre l'utilité que d'en faire l'essai trop promptement. Comme on ne détruit pas les faits aussi aisément que les lèvres expriment des principes, comme le législateur est obligé de tenir compte des obstacles, des saisons, des opinions, et même des préventions, sorte de mœurs, capables de résister aux lois, il est sage de se borner à préparer les voies du meilleur régime possible, pour les agrandir à mesure que les vérités se répandent dans toutes les classes. C'est par ce motif, sans doute, que le gouvernement n'a proposé aucun changement notable relativement à l'importation, et que, pressé dans les intérêts de notre agriculture, de diminuer l'effet des importations, il s'est montré circonspect dans le choix des mesures qui ont été proposées par le projet de loi: espérons qu'à l'aide de ces deux lois, de bonnes habitudes se formeront, que le commerce pro-

tégé reprendra une hardiesse qu'il n'aurait jamais dû perdre; espérons sur-tout que des capit-aux se consacreront à des établissemens qui puissent recevoir et conserver les grains, soit pour les besoins de la France, soit pour ceux des états voisins où nous allons souvent chercher des secours que peut-être nous y devrions porter. » Le rapporteur vota l'adoption avec quelques amendemens. L'avis de la commission fut suivi. M. Lainé vota pour le projet de loi relatif aux journaux. Il prononça un discours où il développa toute la force de son génie et tous les charmes de son éloquence; il montra le talent d'un homme d'état, les connoissances d'un savant. Il combattit les sophismes et les erreurs que venoit de proclamer M. Benjamin Constant, cet homme si vain, si petit, qui n'est qu'un déclamateur forcené et un sophiste de mauvaise foi. M. Lainé démontra « qu'il étoit inutile de rappeler ce qu'on a dit du pouvoir des journaux; chacun le reconnoît immense pour le bien comme pour le mal, et en s'attachant à ce fait avéré, la loi seroit blâmable si elle ne prenoit pas à leur égard les précautions qu'elle multiplie contre les hommes revêtus d'un caractère public. On ne cesse de dire à cette tribune que les journaux sont les censeurs publics des magistrats, et à la dernière séance on leur donnoit même un titre sacré. Certes, de quelque nom qu'on les appelle, ces hommes publics doivent avoir une responsabilité, et la Charte, en leur permettant, comme à tous les Français, de publier leurs opinions, n'a pas interdit la loi qui leur donne, ou du moins qui tolère cette sorte de fonction, de donner à leur égard quelque sécurité à l'Etat. Oui, les journalistes tiennent pour ainsi dire leurs fonctions de la loi; car pour leur donner la facilité de rapporter les débats de la Chambre, elle permet qu'ils soient presque assis parmi les législateurs;

chargés de transmettre leurs discours, ils sont en quelque sorte leurs suppléans; et telle est la faveur dont la dernière loi les a environnés, qu'ils ont la faculté de propager innocemment les discours coupables de l'orateur que la Chambre censure, et que nul député ne pourroit imprimer sans s'exposer à l'action de la justice. Comment se feroit-il que tandis qu'une ombrageuse méfiance a déterminé la Chambre à prodiguer en faveur des écrivains des précautions contre les fonctionnaires même subalternes, la loi n'eût pas le droit d'en prendre à l'égard d'hommes qui ne publient pas seulement leurs opinions, mais qui agissent avec un caractère public et avec des immunités spéciales? Sans doute la Charte permet à tout Français de publier ses opinions; mais le journaliste à qui cette faculté n'est pas interdite, publie autre chose que ses opinions; il répand encore les opinions des autres. Il a la mission de publier les débats des séances de la Chambre avec fidélité. On lui permet d'annoncer par-tout les actes du gouvernement, de tous les gouvernemens, les nouvelles, les faits, les actions des agens de l'autorité, les séances des tribunaux: ce n'est pas là publier des opinions, c'est exercer une profession publique dont il est naturel d'assujétir l'exercice à un cautionnement. On a dit que les journalistes sont des hommes qui exercent une industrie littéraire; ils se servent de la presse comme d'un instrument, et on ne doit, vient-on dire, prendre à leur égard plus de précautions qu'on n'en prend à l'égard des ouvriers qui fabriquent des instrumens nuisibles. M. Lainé combat cette frivole objection; il observe que la loi assujétit presque tous les métiers à des patentes: elle dicte des conditions à divers artistes, elle prescrit des précautions aux fabricans, ainsi que le veulent la salubrité et la sûreté publique; et pourtant la Charte dit aussi que chacun peut librement

exercer son industrie en se conformant aux lois. Quelle raison pourroit donc s'opposer à ce que, dans l'intérêt de la société, elle ait la même prudence au sujet de ces entreprises, à-la-fois spirituelles et industrielles, qui peuvent se comparer à toutes sortes d'industrie, et qui, sans avoir les avantages de quelques-unes, sont plus menaçantes et recèlent plus de dangers que toutes ensemble ? « Il dérive naturellement des réflexions de l'ancien ministre, que puisque le projet de loi n'a pas cru devoir proposer de plus fortes garanties, il faut au moins maintenir dans leur intégrité celles qu'il offre à la juste sollicitude de la Chambre.

M. Lainé, ancien ministre, traita en publiciste savant et en homme religieux cette question importante, qu'il faut punir ceux qui outragent la religion et la morale publique. Il démontra que « quoique la religion soit la base ou la lumière la plus sûre de la morale, la philosophie se garde bien de confondre l'une avec l'autre. En effet, beaucoup d'écrits philosophiques, en embrassant la morale, excluent la religion. Les plus sages, en rendant hommage à celle-ci, la séparent soigneusement de l'autre, dont ils s'enorgueillissent comme d'une sagesse purement humaine. La théologie, sans exclure la morale, en fait dériver les meilleures maximes de la religion, et sépare, plus soigneusement encore que la philosophie, la religion de la simple morale. Les tribunaux, en consultant ces écrits, remarquent que la morale et la religion sont deux choses fort distinctes, et que la loi qui ne punit que les outrages à l'une, ne leur permet pas de prononcer des peines contre les outrages envers l'autre. » L'honorable membre établit cette vérité incontestable, que la religion est la base et le fondement de la société. Si elle n'est pas nommée dans nos codes, elle y respire ; c'est par ses lumières qu'on a changé en

dispositions légales les notions de juste et de injuste, et réglé toutes les choses qui dérivent de ces notions. La religion est une loi supérieure qui n'a pas besoin d'être écrite : elle vit dans nos lois comme dans nos mœurs ; elle soutient l'état social. C'est la loi par excellence, et c'est parce que nous sommes tous intéressés à sa conservation, que nous trouvons les moyens de punir les outrages par lesquels on peut l'ébranler et la bannir de la société. De tous les moyens que la perversité peut employer, la presse est, comme on parle aujourd'hui, l'instrument le plus puissant ou l'arme la plus offensive. S'il faut des garanties à la liberté de la presse, parce qu'elle peut aussi éclairer et défendre, n'en faut-il pas à la religion qui est le plus grand bouclier de la société, la protectrice de la liberté, dont elle nourrit et élève les sentiments ? L'honorable membre combat l'opinion de ceux qui croient que la loi ennoblit par le mot de religion, interdirait les controverses, l'explication des doctrines, les critiques même. C'est au contraire pour les protéger, quand elles sont décentes, que la loi veut punir les outrages qui les dénaturent. Toutes ces controverses étoient permises dans un temps où nos lois étoient trop rigoureuses : les ouvrages publics, les collèges, les bibliothèques en font foi. » M. Lainé proposa d'allier la morale publique à la religion, et de décorer aussi notre loi de ce beau nom. Cet amendement fut rejeté.

L'article 5 du projet de loi relatif à la liberté de la presse portoit cette clause : « Ne donnent ouverture à aucune action en diffamation ou injure les discours tenus dans le sein de l'une des deux Chambres, ainsi que les rapports ou toutes autres pièces imprimées par ordre de l'une des deux Chambres. » M. Lainé observa que « cet article ne comprenoit pas les opinions écrites des membres de la Chambre, qui n'a-

voient pas pu être prononcées à la tribune, et qui les auroient fait imprimer et distribuer. » Il demanda qu'on ajoutât les mots *ou opinion*. L'honorable membre fit observer que « quand une discussion est importante, que beaucoup de membres sont inscrits pour parler, il arrive que beaucoup de députés, ou qui refusent de paroître à la tribune, ou qui voyent que leur tour ne viendra pas, font imprimer et distribuer leurs opinions : la même chose arrive quand la discussion est fermée sans qu'ils aient été entendus. Ces impressions ont lieu avant, pendant, après la discussion. Ce ne sont donc point des discours tenus, prononcés, entendus, mais des opinions sur des objets en délibération. Si ces opinions ne sont point implicitement mentionnées dans la loi, il peut arriver que toute autre autorité ne voyant affranchis que les discours tenus, les rapports et pièces imprimées, se croie en droit de poursuivre la responsabilité de ces opinions. Les députés qui ne paroissent pas à la tribune n'auroient point ainsi la libre manifestation de leurs pensées, ils doivent cependant jouir de la même faveur, de la même protection que ceux de leurs collègues qui ont eu l'avantage d'être entendus : circonscrire l'article dans les termes présentés, ce seroit nuire à la liberté de la discussion et priver la Chambre des lumières qui peuvent y être répandues par les opinions écrites et non prononcées. » L'amendement de l'honorable membre fut rejeté.

Lors de la discussion sur le budget ecclésiastique, plusieurs membres proposèrent des réductions et des amendemens ; M. Lainé combattit avec un zèle religieux, digne d'admiration et d'éloges, les uns et les autres : il observa que plusieurs ecclésiastiques, plongés dans une profonde détresse, s'étoient adressés au Roi pour invoquer de sa bonté des secours ; qu'ils ont été accordés à ceux qui, n'ayant aucune fortune particulière, ni au-

cune espèce d'émolumens, étoient privés de moyens de subsistance. Il dit qu'un des plus respectables prélats nommé à un siège, étoit mort sans laisser de quoi se faire enterrer. » Ici un sentiment d'indignation s'éleva dans le cœur contre ces hommes sans humanité et sans morale, qui se tourmentent sans cesse pour détruire les autels de la religion en avilissant ses ministres. M. Lainé répondit à ceux qui s'étoient plaints de ce qu'on avoit détourné les fonds du clergé pour faire des acquisitions en faveur des missionnaires. « Je ne connois point, dit M. Lainé, quelles sont les acquisitions qui pourroient faire la matière d'une inculpation : la plus importante, c'est celle d'un hôtel destiné à des missionnaires. Que ce nom n'effarouche pas certaines oreilles : ce ne sont pas des missionnaires contre lesquels on parle sans avoir jugé les procédés ; il ne s'agit pas des missionnaires de l'intérieur : cette acquisition a été faite pour des missionnaires destinés à des missions lointaines, qui ont été dépouillés de tous les biens qu'ils avoient autrefois, à qui on ne donne pas assez de moyens pour les services qu'ils rendent et qu'ils se préparent à rendre. » Ici, l'ancien ministre observa qu'il ne lui appartenait pas de considérer les choses sous un rapport religieux ; qu'il n'oseroit s'élever à cette hauteur : il n'envisagea la question que sous des rapports commerciaux et politiques. « Ces missions sont nécessaires, dit-il ; elles doivent être encouragées. Nous avons perdu dans le Levant plusieurs établissemens qui appartiennent à la France, parce que la Maison des missions ne peut plus y envoyer de sujets : un clergé étranger les occupe. Nous pensons bien qu'ils seront un jour rendus à la France ; mais, pour les revendiquer avec succès, il faut qu'elle puisse y renvoyer des sujets, et pour cela il faut en former. Des peuples qui ne professent pas la religion catholique, et qui n'avoient pas

autant à cœur les missions que la France qui la professe, en ont senti tous les avantages; l'esprit de mission s'est étendu, dans la vue sur-tout de civiliser certains pays et de porter au loin le nom des peuples. On disoit, il y a long-temps, dans une assemblée législative, que les missions étoient utiles au commerce et aux manufactures, parce qu'elles portoient des peuples sauvages à se couvrir de vêtements. »

LAISNÉ DE VILLEVÈQUE, manufacturier, fut élu député en 1816 par le collège électoral du département du Loiret : il a siégé au côté gauche, seconde section.

M. Courvoisier ayant prétendu qu'il falloit une loi spéciale pour révoquer les décrets impériaux, M. Laisné de Villevêque combattit cette extravagante doctrine; il prouva « qu'on ne pouvoit point assimiler à une loi obligatoire, à une législation vivante, des décrets impériaux qui sont en opposition avec la Charte. D'après le texte de la Charte même, toutes ordonnances, tous décrets qui sont en opposition avec elle, sont abrogés; si on admet un principe contraire, on pourroit étendre sur la France une vaste oppression: en effet, il ne seroit pas difficile d'extraire des archives de la Convention, du gouvernement impérial, quelques *quintaux* de lois injustes, oppressives, arbitraires. S'il falloit une proposition de supplice pour provoquer leur annulation, il faudroit peut-être mille propositions qui ne seroient jamais proposées, et qui en un siècle ne reviendroient pas à la discussion des Chambres: ne doit-on pas trembler des conséquences qui en pourroient résulter? Un ministère inconstitutionnel trouveroit à volonté dans ces ordonnances, dans ces décrets, des armes pour opprimer la nation et établir un arbitraire légal sur les débris des libertés publiques; d'ailleurs les décrets impériaux ne sont que des usurpations du despo-

tisme sur les droits de la puissance législative. » Ces observations durent fermer la bouche à M. Courvoisier, qui, dans presque toutes ses opinions, ne suit que cet esprit de système qui égare et qui conduit toujours à l'erreur.

M. Laisné de Villevêque, dans l'examen qu'il fit du projet de loi relatif à la liberté de la presse, se livra à toute l'impétuosité de son imagination, et il n'est pas étonnant que ce dérèglement l'ait conduit à de grandes erreurs. Il prétendit qu'entourée de nouveaux remparts, la Charte braverait désormais les fureurs impuissantes des factions; semblable à ces forteresses redoutables, qui, défendues par de nombreux ouvrages avancés, et assises sur un roc inexpugnable, repoussent les attaques des assaillans découragés. « La presse, ajoute l'honorable membre, affranchie de toute servitude, va devenir la plus sûre des garanties publiques, le sanal du gouvernement et de la nation: sentinelle vigilante, elle épiera la marche tortueuse des partis; elle les forcera dans le dédale de leurs intrigues; elle signalera leurs agens, leurs projets, leurs espérances. » Comment l'honorable membre n'a-t-il pas prévu que la liberté indéfinie de la presse donneroit plus de force aux factions, enhardiroit les novateurs modernes à publier leurs principes anarchiques et leurs maximes séditieuses, à soulever le peuple, corrompre l'opinion, avilir le gouvernement, et fomentier les haines et les passions. L'honorable membre examina les différens articles du projet de loi, en censura plusieurs, et en approuva quelques-uns. Il veut que la Chambre ne s'abaisse pas à venger les injures des folliculaires. « Quelle liberté présideroit donc aujourd'hui au récit de nos discussions, aux observations des écrivains, si le fouet de la vengeance, agité par l'amour-propre offensé, retentissoit sans cesse à leur oreille épouvantée? » M. Laisné de Villevêque

ne veut point qu'on punisse l'injure comise par la voie de la presse envers les cours et les députés. De ce principe faux naîtra donc la conséquence qu'il faut laisser avilir la magistrature : du mépris de la magistrature on passe bientôt au mépris des lois. Lors de la discussion du budget particulier du ministre de la marine, M. Laisné de Villeneuve demanda une augmentation d'un million huit cent mille francs. Il démontra la nécessité d'entretenir une armée navale, analogue aux intérêts et à la grandeur de la France ; « elle ne peut être contestée que par ceux qui ignorent que sans elle il ne peut exister ni colonies, ni commerce, ni opulence nationale. Sans armée navale où seroit la sécurité réclamée par le commerce maritime ? Dépourvu de protection osera-t-il se livrer aux hasards des entreprises lointaines ? Ne craindra-t-il pas sans cesse d'être surpris par un ennemi actif, et qui pourroit être peu scrupuleux dans ses agressions ? En formant des armées navales, il n'entre pas, à coup sûr, dans les pensées du gouvernement de méditer aucune attaque contre les autres nations. Sous un gouvernement constitutionnel un peuple sage n'aspire à ne compter autour de lui que des nations amies et alliées. La paix fait leur prospérité mutuelle : les lauriers sont toujours arrosés de sang et de larmes, et la victoire la plus brillante ne manque pas d'être détestée par le peuple vainqueur lui-même, lorsqu'il se voit réduit à gémir sous le poids des charges et des impôts que la guerre a occasionnés. Et d'ailleurs, qui plus que la France a besoin de cicatriser les profondes blessures de la guerre terrible et prolongée qui l'a épuisée pendant vingt-trois campagnes ? Mais sans exciter des alarmes, n'avons-nous pas le droit d'entretenir et de présenter des forces navales imposantes et aux puissances qui voudroient attenter à nos droits, et à celles que leur propre sûreté invi-

teroît à rechercher notre alliance ? On aime à croire qu'il n'est aucun peuple assez aveuglé par ses intérêts, pour s'affliger de notre future prospérité ; d'ailleurs ce n'est plus la France qui doit exciter les craintes et la jalousie des autres nations ; d'autres empires, d'autres hémisphères peut-être sont appelés à dominer et l'Europe et l'océan : et peut-être, avant peu, ceux dont la sombre jalousie et la hainense politique se réjouissoient des maux dont ils nous accabloient, regretteront notre affaiblissement et rechercheront notre alliance pour résister aux dangers dont ils seront eux-mêmes menacés. Le matériel de notre marine doit être analogue à la détresse de nos finances. Ils sont écoulés ces jours de puissance où la France comptoit dans ses ports enorgueillis 73 vaisseaux de ligne et 9 sur les chantiers, 67 frégates et 3 en construction ! réduites aux forces navales de l'Espagne, dirigées par l'ardeur, le patriotisme et le génie. Nos flottes eussent pu sans peine ravir à l'Angleterre ce sceptre maritime devenu dans leurs mains la balance du destin et le régulateur du monde !... L'honneur français, notre gloire, la gloire de nos aïeux, ce noble héritage de tant de siècles, nous commandent de maintenir et faire respecter notre indépendance. La sagesse des gouvernemens voisins nous fait sans doute espérer une longue paix : la détresse de leurs finances, l'épuisement de leurs peuples, leur ont assez appris qu'il est aussi de leur intérêt d'être équitables, et d'éviter la guerre, ce fléau redoutable pour les vainqueurs eux-mêmes ; mais, si, aveuglés par la haine, ils ne craignent point de fouler aux pieds l'humanité, la justice, et de rouvrir l'arène sanglante des combats, ah ! plus d'un allié, sans doute, s'armeroit pour nous défendre ; mais sans dédaigner leurs secours, c'est au courage, c'est à l'honneur de la nation que nous en appellerions. Eh

quoi ! nous sommes Français, nous sommes libres, oserons-nous trembler de n'être pas invincibles ! »

M. Laisné de Villevêque défendit le projet de loi relatif au monopole des tabacs. « Quel est le citoyen qui ne soupire après le jour heureux où l'acquiescement d'une partie de la dette publique permettra d'adopter les sacrifices annuellement demandés à la misère du peuple ? Mais la sagesse, premier guide de l'homme d'Etat, dont l'œil clairvoyant doit percer les voiles de l'avenir, défend d'immoler à un soulagement prématuré les destinées de la France : priver le trésor de ses ressources ordinaires, ou les hasarder dans des essais téméraires, désavoués déjà par l'expérience, le calcul et la prudence, ce seroit ébranler l'édifice de la monarchie constitutionnelle ; ce seroit anéantir la confiance et le crédit public, et les charmes de la popularité ne nous feroient jamais oublier l'austérité de nos devoirs. L'urgence des plus pénibles circonstances, la loi cruelle de la nécessité, nous ont condamnés naguère à appeler l'avenir au secours du présent. Souds à la voix de la justice, voudrions-nous ajourner indéfiniment la libération de l'Etat, et tyranniser ainsi les générations futures en leur léguant l'intégral fardeau de la dette qui nous dévore ? Hélas ! elles en seroient encore long-temps les victimes, quoiqu'elles soient étrangères aux troubles et aux plus violentes dissensions qui l'ont enfantée ; certes l'espérance d'une paix durable repose sur l'épuisement de l'Europe, non moins que sur de mystiques traités, dignes objets d'admiration et de culte sans doute, mais cependant signés des mêmes mains qui ont précipité et anéanti naguère tant d'états dans le gouffre des convenances et des usurpations, et qui, plus récemment encore, par respect pour le pacte d'alliance et de garantie juré à Vienne le 25 mars 1811, pour prix de notre confiance et de notre impolitique do-

cilité dans le licenciement de nos armées, nous ont imposé le traité du 20 novembre. Du reste, malgré notre longanimité et notre désir de conserver à jamais la paix, l'expérience de tous les siècles a démontré que parmi les nations elle ne pouvoit être éternelle ; et si l'ambition et la haine rallument encore les torches de la guerre, opprimés sous le poids d'une dette énorme, ne serions-nous pas ou dans la douloureuse impuissance de repousser une injuste agression, ou dans la cruelle alternative de nous déshonorer par des infidélités envers nos créanciers légitimes ? » Après ce tableau vraiment fidèle, l'honorable membre conclut que la totalité de nos ressources financières est indispensable pour suffire aux dépenses publiques et pour alimenter cette caisse précieuse qui doit, avant le temps, opérer notre entière libération. Ainsi donc, les 41 millions que la régie obtient de la vente exclusive du tabac ne peuvent éprouver aucune réduction. Sans doute le monopole est entouré de défaveur ; il entraîne sans doute quelques inconvénients ; ne pouvant faire le sacrifice de cette somme, l'honorable membre examine : 1°. s'il existe un mode assuré, plus fructueux pour l'Etat, plus favorable au consommateur, de le percevoir, en l'établissant sur les ruines du monopole, c'est-à-dire sur la liberté du commerce ; 2°. si le monopole a anéanti la culture du tabac, et si cette culture est nécessaire à la prospérité de la France ; 3°. si l'Etat ne retireroit pas des produits beaucoup plus considérables de son privilège, sans augmenter le prix du tabac, en concentrant sa culture dans quelques-unes de ses possessions ; et ses ventes ne s'accroîtroient-elles pas sensiblement, si les tabacs qu'il débiteroit alors étoient d'une qualité bien supérieure, et si ce mode anéantissoit la fraude ? L'honorable membre traite ces questions importantes avec beaucoup d'ordre

et de clarté; mais nous avons vu dans leur développement quelques vérités, quelques erreurs; les idées qu'il a émises lui ont été inspirées par son amour pour la patrie, pour son bonheur, pour sa prospérité. La sagesse du gouvernement pourra y découvrir quelque germe d'amélioration pour la chose publique.

M. Laisné de Villevêque défendit la résolution de la Chambre des pairs relative au droit d'aubaine; il démontra qu'il étoit de l'intérêt de la France d'abolir ce droit, même sans réciprocité, et que la non-réciprocité de la part des étrangers étoit un bienfait. « En prononçant cette abolition, la Chambre rendra hommage à la sagesse de nos anciens États-généraux, qui l'avoient sollicitée; elle rendra un nouvel hommage à la sagacité et à l'humanité de nos Rois, qui en avoient modifié et adouci les rigueurs; elle consacrera un des bienfaits que l'âme sensible de Louis XVI a répandus sur la France, et dont l'Assemblée constituante, par son unanime assentiment, sembloit avoir éternisé la durée; elle remplira enfin les vœux de l'immense majorité des Français, qui aspirent à voir renverser les dernières barrières qui s'opposent à la prospérité de leur belle patrie. » M. Laisné de Villevêque vota le rejet de la résolution de la Chambre des pairs, concernant la loi des élections. Le discours qu'il prononça contient une apologie de la Chambre des députés, et une censure contre la Chambre des pairs. « Insultée avant sa réunion, dit-il, par les plus injurieux soupçons, la Chambre des députés, digne de la nation qu'elle représente, ne s'est vengée de ses détracteurs que par la modération et la sagesse de sa conduite. Pouvions-nous garder le silence, lorsque la Chambre des pairs, adoptant la proposition de supplier le Roi d'opérer des changemens à la loi naissante des élections, déverse la défaveur et le blâme sur les deux cinquièmes des députés, lorsqu'elle ne

crainait pas, en nous l'adressant, de nous inviter à en consacrer l'ouvrage et à flétrir nos collègues de nos propres maux? quoi! c'est au milieu de la paix la plus profonde, c'est au milieu des espérances qui charmoient la misère publique, que la Chambre des pairs, destinée à ne signaler son existence politique que par ses principes conservateurs et sa prudence, vient lancer parmi nous, ou plutôt dans la France, les brandons de la discorde! Quelle main ennemie a donc préparé les élémens de ce nouvel incendie? Eh! pourquoi la loi des élections est-elle en butte à l'animadversion des nobles pairs? Regrettent-ils les formes électorales du gouvernement impérial, ces formes qui ont fait peser, pendant quinze ans, sur la France, le plus redoutable despotisme? C'est en vain qu'on a mystérieusement enveloppé le renversement de la loi des élections dans le vague d'une proposition, dans les réticences calculées et profondément méditées d'un développement retourné, tourmenté, corrigé, amendé vingt fois, selon l'heure, le moment, les circonstances et la menace de l'opinion: ces déceptions n'en imposent point à un peuple éclairé; ces ruses ne trompent plus ses regards pénétrants. Louis XI et Mazarin succomboient aujourd'hui, enlacés dans les filets de leur tortueuse politique.... Rien ne prouve plus la faiblesse d'une cause que les déclamations et les injures; cette tactique, indigne d'un législateur, prouve la faiblesse de l'esprit ou l'égarement du cœur. » M. Laisné de Villevêque, dans la discussion du projet de loi relatif aux dépenses de 1819, parla en faveur des créanciers français vis-à-vis des puissances étrangères: « Cet objet, dit-il, mérite toute l'attention de la Chambre et celle des ministres du Roi. Nous avons avec la plus religieuse exactitude rempli les conditions ruineuses du plus affreux traité que la vengeance et la haine aient pu imposer à une nation, im-

prudente victime de sa confiance et de sa crédulité; et cependant les intérêts échus des dotations du Mont-de-Milan, que touchent sans cesse les commissaires autrichiens avec un zèle si empressé et une si édifiante exactitude; les intérêts des capitaux de l'emprunt de Saxe de 1811, hypothéqués sur les mines de VVielicka, et qui sont à la charge de trois puissances qui se sont partagé le grand-duché de Varsovie; les arrérages et les biens des dotations acquises à titre onéreux, en pays étrangers; les propriétés acquises au même titre, dans la Hesse et dans l'Espagne; les arrérages des biens confisqués et séquestrés sur les Français dans ce dernier royaume; ceux qui l'ont été en Portugal, au mépris même de la convention de Cintra; toutes ces dettes, et ces prétentions, enlin, consacrées par les traités, semblent jusqu'ici repoussées ou méconnues: jamais nous ne pourrions croire que de grands souverains, renommés par leur piété et la délicatesse de leurs scrupules, signataires de la sainte-alliance, s'agouçant comme les apôtres de la justice et de la religion, comme les défenseurs de la morale, puissent être trompés par ceux qui les entourent, au point de donner au monde le déplorable exemple de la violation de leurs engagements solennels, et du mépris pour des traités aussi récents. Pourroit-on, sans outrager leur noble caractère, les soupçonner de vouloir achever la ruine de quelques milliers de malheureux Français, en s'enrichissant ainsi des foibles débris de leur fortune, lorsqu'ils touchent encore tous les mois le prix énorme de notre rançon ? »

LALLY-TOLLENDAL (Trophime Gérard, marquis de), né à Paris en 1751, est fils du célèbre Lally condamné à mort par le Parlement de Paris. Il demanda la réhabilitation de la mémoire de son père : il déploya dans ses plaidoyers cette éloquence et cette énergie dictées par

l'amour filial; ses efforts furent couronnés du succès. Sa réputation et ses mœurs le firent nommer député aux Etats-Généraux : soit par ambition, soit par justice, il adopta le système de la monarchie tempérée; il se sépara de la noblesse et se réunit au Tiers-Etat. Après un éloge de la déclaration des droits de l'homme proposée par M. de Lafayette, M. Lally-Tollendal demanda qu'on ne la mit point en délibération, mais que l'on se contentât de la regarder comme un développement des principes sur lesquels devoit reposer la constitution : il fit déclarer que la dette publique étoit sous la sauve-garde de la loyauté française. M. Lally-Tollendal vouloit bien une monarchie constitutionnelle, mais il vouloit aussi la justice, l'ordre et la paix; il aimoit la liberté, mais il aimoit les lois et son souverain. Quand le Roi se rendit à l'Hotel-de-ville, M. de Lally adressa au peuple un discours où il l'invitoit à être fidèle et obéissant à son Roi : il lui fit le tableau de ses vertus. L'assassinat de M. Berthier affligea et attendrit M. Lally-Tollendal : il supplia l'assemblée de garantir la société de pareilles horreurs et de réprimer l'esprit de révolte. Il défendit le projet d'emprunt proposé par M. Necker, et démontra la nécessité de solder l'armée et de payer les capitalistes. Il prononça un discours éloquent sur la division des pouvoirs, et proposa un système de constitution semblable à celle qui régit l'Angleterre, c'est-à-dire, une Chambre des pairs-nobles, et une Chambre des représentants; mais l'Assemblée constituante rejeta ce système si beau et si conforme à l'intérêt du peuple et à la tranquillité publique. La majorité de cette assemblée avoit du penchant pour le système républicain. Une constitution semblable à celle proposée par M. Lally-Tollendal évitoit les crimes et les malheurs de la révolution, et la nation n'auroit point donné l'exemple atroce d'un

roi assassiné par ses sujets. M. Lally-Tollendal défendit le veto absolu ; mais prévoyant la chute de la monarchie , et désespérant de pouvoir contribuer au rétablissement de l'ordre , il se retira en Suisse. Il publia alors un ouvrage où il démontra les vices de la constitution. Il rentra en France en 1792 , où il s'occupa de la défense de Louis XVI. Prévoyant la destinée de ce prince infortuné , il l'excita à prendre un parti de rigueur pour épouvanter cette faction qui déjà préparait son supplice : son zèle , son dévouement lui suscitèrent des ennemis puissans. Il fut arrêté et conduit à l'Abbaye : il échappa aux massacres de septembre et se retira en Angleterre. Lors du procès de Louis XVI , il écrivit à la Convention pour défendre ce prince , et il fit imprimer un plaidoyer où il démontra son innocence et combien ses vertus méritoient la reconnaissance et l'amour de la nation. M. Lally-Tollendal rentra en France après le 18 brumaire , et se retira à Bordeaux d'où il vint à Paris pour rendre ses hommages au Pape. Le Saint-Père le reçut avec un accueil gracieux , et Sa Sainteté n'ignoroit pas qu'il avait fait l'éloge du concordat. M. Lally-Tollendal se livra à l'étude des sciences et des belles-lettres , et il ne reparut sur la scène politique qu'au jour de la restauration : le Roi le nomma en 1814 membre de son conseil. Il rédigea le manifeste de Sa Majesté à la nation française : il fut créé pair. C'est dans cette grande assemblée que M. Lally-Tollendal a discuté les questions les plus importantes de l'économie politique , et qu'il a développé une éloquence sublimée , de vastes connoissances , et toute la force de son génie. Il démontra que l'appel au peuple , s'il eût été admis lors du jugement du Roi , eût tourné contre les meurtriers eux-mêmes leur hache parricide : ils l'ont senti , ils ont tremblé ; et en interdisant l'appel au peuple , ils ont absous la nation française de

leur forfait. Il attaqua le projet de loi sur les élections , et il se plaignit qu'on avoit violé les lois de la propriété territoriale qui est la base fondamentale de l'exercice des droits politiques , qui sont autre chose que les droits civils. Il semble que M. Lally-Tollendal voulût se rapprocher des principes exagérés des libéraux. Il parla contre la pétition de mademoiselle Robert qui réclamait la liberté de son père. Il défendit avec force la nouvelle loi sur les élections , s'opposa à la restitution des bois inendus du clergé , exalta les bienfaits de la liberté de la presse. Il présenta la responsabilité ministérielle non-seulement comme la condition , mais comme le résultat nécessaire de l'inviolabilité royale : il la distingua de l'accusation qui n'en est pas toujours la suite ; il demanda qu'une telle loi , sur la responsabilité des ministres , fût placée dans la Chambre des pairs qui , par sa position intermédiaire et modératrice , est appelée à poser de justes bornes entre la couronne et le peuple que représente la Chambre des députés. M. Lally-Tollendal proclama une erreur : les députés ne sont pas les représentans de la nation , ils n'en sont que les délégués. Dans une monarchie absolue ou tempérée le Roi est le seul représentant héréditaire de la nation , la souveraineté lui appartient sans partage ni division. M. Lally-Tollendal parla en faveur de la loi qui conservoit encore pour un an le ministère de la police. Dans la nouvelle classification des pairs , en 1817 , il a été mis au nombre des marquis , et il a été compris dans le tableau des membres de l'Académie française.

M. de Lally-Tollendal proposa que Sa Majesté fût suppliée de faire présenter aux Chambres un projet de loi à l'effet de décerner à M. le duc de Richelieu une récompense nationale pour les services éminens qu'il a rendus au Roi et à la France dans les négociations qui ont amené si

heureusement la libération du territoire français. « Consterné, dit M. de Lally-Tollendal, de la maladie et de la retraite du ministre le plus pur, du meilleur citoyen et du plus noble pair dont le trône, la patrie et cette Chambre puissent jamais s'applaudir et s'honorer, sans me permettre d'anticiper sur les marques éclatantes que le Roi lui promet de sa satisfaction, je sollicite votre noble concours pour que notre illustre collègue, pour que celui qui, après le Roi et sous la direction de sa sagesse, a été le premier l'organe de la dignité française, soit honoré d'une récompense héréditaire, proportionnée à l'éminence de ses services et à l'excès de son désintéressement, digne, en un mot, de la satisfaction d'un grand roi et de la reconnaissance d'une grande nation. » La Chambre délibéra que cette proposition seroit prise en considération. Dans une autre séance, M. de Lally-Tollendal développa sa proposition dans un discours éloquent; après avoir examiné les avantages des transactions stipulées dans le congrès d'Aix-la-Chapelle, le noble pair demanda : quel a été dans un si grand usage le premier instrument de cette Providence qui crée et conduit les événemens ? quel a été le serviteur vertueux qui a mérité que, même auprès du caractère vénéré de son maître, son caractère personnel ait un poids de plus dans la balance des destinées européennes ? quel a été le Français digne par son patriotisme autant que par sa loyauté, de représenter à lui seul le courage et les droits de tous les Français ; digne de marquer, en l'avancant de deux années, le terme où finiroit leur résignation ; digne de piquer la générosité, de sommer la justice, d'avertir même la prudence de tous ces pouvoirs étrangers ? quel a été l'homme de bien dont les gens de tous les pays se sont crus les compatriotes, dont tous les souverains vertueux se sont sentis les amis, et qui, toujours s'oubliait

lui-même, ne jamais voulu employer qu'au profit de sa patrie cette renommée des bons auprès des bons, que Cicéron appelle la seule gloire véritable, et qui, dans certaines occasions, est la seule autorité irrésistible ? Le nom de Richelieu ne vient-il pas s'offrir de lui-même en réponse à toutes ces questions ? Dans le conflit des partis et des intérêts les plus opposés, dans le jugement calme de ceux dont l'intérêt occupe seul la pensée, eu dedans comme en dehors de la France, le nom que je propose d'honorer spécialement n'est-il pas déjà, ne restera-t-il pas toujours consacré par les actes d'éternelle mémoire où notre illustre collègue a signé, comme représentant de son roi, l'indépendance de son pays, et avec la libération de la France la paix de l'univers ? » La Chambre adopta la proposition de M. de Lally-Tollendal. Ce noble pair, dans la discussion sur la proposition de M. Barthélemy, relativement à la loi des élections, a paru timide et chancelant, et cette marche incertaine l'a conduit à des contradictions évidentes : il a soutenu que la loi des élections est juste et sage dans toutes ses dispositions fondamentales, inattaquable et inattaquée dans tous ses principes ; cependant il convient des inconvéniens que M. Barthélemy a indiqués, et il consent à voter pour l'adoption des trois articles signalés par M. Barthélemy, si la rédaction qu'il présente pour la supplique à porter aux pieds du trône est adoptée. M. de Lally-Tollendal a été membre de cette Assemblée constituante qui a sapé les fondemens de la monarchie et préparé l'établissement de la république, et il n'est pas étonnant qu'il veuille conserver la loi des élections qui renferme des élémens démocratiques.

Dans une autre séance on continua la discussion sur la proposition de M. Barthélemy, de modifier la loi des élections : M. Lally-Tollendal s'aperçut que la majorité de la Chambre des pairs étoit disposée à l'adop-

ter, et proposa une rédaction nouvelle, ainsi conçue : « *Supplier humblement Sa Majesté de présenter aux Chambres une loi intitulée, Loi pour mieux assurer l'exécution de la Loi du 5 février 1817, relative au droit d'élire les députés des départemens; pour faciliter l'exercice de ce droit à tous ceux que ladite loi en a investis; et pour en écarter quiconque n'a pas toutes les qualités requises et ne remplit pas toutes les conditions prescrites par ladite loi du 5 février 1817 pour exercer ledit droit d'électeur.* » Vous le voyez, dit le noble pair, par cette rédaction les craintes sont calmées; on ne pourra plus nous accuser de vouloir, pied à pied, année par année, détruire la loi des élections, quand on verra que nous demandons textuellement à en assurer l'exécution. Les devoirs sont remplis, les convenances observées; c'est à la haute sagesse du législateur suprême, c'est au protecteur né des droits et des privilèges des deux Chambres, c'est au fondateur né des institutions libérales accordées par lui à son peuple, que nous abandonnons le choix des moyens, soit pour les conserver, soit pour les perfectionner. Faut-il le dire? Toutes les prétentions sont satisfaites: la Chambre a voulu avoir l'initiative; elle l'aura, mais telle, qu'on songera moins à la lui contester quand elle en aura fait un usage si modéré. Nous aurons averti des besoins: le gouvernement du Roi, qui veut le bien pour le bien, s'occupera d'y pourvoir, fera seul ce qu'il peut faire seul, avec les Chambres ce qu'il ne peut faire sans elles. L'harmonie, la confiance, la sécurité seront partout, et bientôt elles ne seroient nulle part si nos divisions se perpétuoient. En deux mots, et j'appelle toute l'attention de la Chambre sur le dilemme que je vais lui présenter: Si l'auteur et les appuis de la proposition précisée que nous venons d'entendre aujourd'hui, ne veulent pas autre chose que ce qu'ils professent vouloir, la rédaction que

je propose doit les satisfaire sous tous les rapports; si cette rédaction ne les satisfait pas, ma confiance s'éteint, les alarmes renaissent, je crains involontairement, je crains nécessairement qu'on veuille plus qu'on ne doit vouloir; enfin, je vote pour la prise en considération des trois objets de proposition signalés par M. le marquis de Barthélemy, si la rédaction que je présente pour la supplier à porter aux pieds du trône est adoptée; si elle ne l'est pas, je vote contre toute prise en considération de quoi que ce soit appartenant à la proposition primitive de samedi dernier, ou à la proposition nouvelle d'aujourd'hui. » Il nous paroît que le noble pair est bien tranchant dans ses opinions; il veut que tout lui cède; il ne veut point de composition. Le génie est quelquefois superbe et altier; dans ses erreurs mêmes il garde cette fermeté et ce noble orgueil qui n'appartiennent qu'au défenseur de la vérité. La rédaction nouvelle du noble pair ne présentait que des vues générales impuissantes pour remédier aux vices et aux inconvéniens de la loi funeste des élections: elle fut rejetée, et la Chambre prit en considération la proposition de M. Barthélemy.

En 1819, M. le marquis de Lally-Tollendal fit un rapport sur le projet de loi relatif aux journaux. Sans doute le noble pair a de vastes connoissances dans la science de la législation, de la politique et de l'histoire; mais il se perd souvent dans des détails inutiles ou peu instructifs. Son génie sublime, à force de vouloir s'élever dans d'immenses régions, s'égare, et quelquefois ce n'est qu'après des efforts pénibles qu'il reprend la place que la nature lui a assignée. Il est profond et éloquent; mais son éloquence ne se soutient pas. Au milieu de ses brillantes descriptions, il tombe dans la langueur et l'épuisement. Lorsqu'il parle suivant son cœur, il est touchant et plein d'onction; lorsqu'il suit

avec rapidité les mouvemens de son esprit, il surprend, il éblouit, mais il n'intéresse point. Le noble pair présente l'état de la législation relative aux journaux, et il examina la question de la liberté de la presse. « Ce seroit abuser, dit-il, de votre patience, ce seroit argumenter pour prouver la lumière en plein midi, que de remonter aux premières notions et de prétendre embrasser dans toutes ses parties cette grande et immense question de la liberté de la presse. Sur aucune vérité la théorie et l'expérience n'ont poussé plus loin la démonstration; sur aucun principe l'opinion, ou plutôt la croyance politique, ne s'est plus fortement prononcée; sur aucun vœu national, l'autorité ne s'est plus solennellement engagée. Ce n'est pas seulement un organe ministériel; ce n'est pas seulement les serviteurs de la couronne : c'est la voix du Souverain et sa parole écrite, c'est la Charte royale qui nous a promis, et qui s'est promis à elle-même la liberté de la presse. Nous disons qu'elle s'est promise à elle-même, parce que, si c'est par la Charte, c'est aussi pour la Charte que cette liberté doit exister, pour la faire chérir à qui lui obéit, pour la défendre contre qui l'attaque, pour l'expliquer à qui la dénature, pour en assurer l'exécution, en montrer l'inviolabilité, en éterniser les bienfaits. Ainsi, l'intérêt dont il s'agit est l'intérêt de tous, et défendre la liberté de la presse, si elle est attaquée, ce ne seroit pas la cause de telle ou telle faction, de tel ou tel parti, de telle ou telle classe de la société, ce seroit défendre la cause de toute la nation, et la cause individuelle de tous les êtres qui la composent, depuis le chef suprême qui la gouverne, jusqu'aux moindres sujets qui lui obéissent. Mais ne parlons plus de défense, ajouta le noble pair, quand il n'y a plus d'attaque, ou quand celles qu'on pourroit encore livrer, tomberoient d'elles mêmes. Le gou-

vernement du Roi marche avec fidélité dans les voies que lui a tracées, pour notre bonheur et notre dignité, la sagesse bienfaisante de notre Souverain. Nous avons entendu l'organe du législateur royal, le ministre de la justice, rendre hommage à ces progrès des lumières, à ce nouvel élément social introduit dans le corps politique par la découverte de l'imprimerie, à cette association du génie et de la liberté, à cette salutaire correspondance entre l'écrivain et le public. Nous avons entendu dire aux représentans de la nation, en célébrant devant eux les avantages de la liberté de la presse : « Citoyens, vous la comptez au nombre de vos droits les plus chers; députés, vous la considérez comme une des plus sûres garanties de la constitution de l'Etat. » Le noble pair s'est beaucoup étendu pour prouver les avantages et les bienfaits de la liberté de la presse. Personne ne conteste cette vérité : ce n'est point la question qu'il falloit examiner; il faut savoir quelles sont les limites qu'il faut lui opposer, pour que cette liberté ne dégénère en licence et en anarchie. Le noble pair examina si la liberté de la presse peut exister sans la liberté des journaux. Cette question est assez inutile, puisque le noble pair reconnoît cette vérité, qu'il faut opposer des barrières aux abus de la liberté de la presse, et qu'il a proposé d'adopter un projet de loi qui établit des règles pour que les journaux n'abusent pas d'une liberté dangereuse. Le noble pair fait ensuite l'éloge des journaux, et il se complait dans un tableau consolant qui honore son cœur. « Les journaux, dit-il, prennent de jour en jour un caractère de franchise dont tous les bons esprits sont frappés : les débats des Chambres y sont rapportés avec un détail surprenant et une fidélité religieuse; des questions relatives à la politique intérieure et à la politique étrangère s'y traitent avec autant de vérité que de déceuse. Il n'est

donc pas vrai que les journaux, par cela seul qu'ils paroissent sous l'autorité royale, sont des journaux nécessairement asservis; il en est donc au contraire qui peuvent devenir un dépôt des libertés nationales; on s'est donc souvenu, si on l'avoit oublié un instant, qu'il seroit également funeste, contraire à la dignité, et dangereux pour les sentimens d'une grande nation et de loyaux sujets, d'ignorer ce qui se passe au milieu d'eux et autour d'eux. Ainsi nous pouvons espérer que même pendant la suspension de l'indépendance des journaux, le caractère moral de l'autorité y placera ce que le privilège légal de la liberté n'aura pas le droit d'y insérer. » Le noble pair termina son rapport par cette péroraison: « Chaque caractère n'appartient qu'à un homme, et chaque homme n'appartient qu'à une époque. Tout en rendant justice à cette libéralité volontaire du pouvoir, votre commission, messieurs, n'en est pas moins préoccupée du désir et de l'espoir d'obtenir, dans la session de 1818, cette loi générale de la presse, dont l'annonce avoit été faite l'année dernière, dont la remise a été justifiée par cette présente session, et dont un nouveau délai, si elle ose le dire, ne seroit point compris le lendemain du jour où la France aura été rendue toute entière à elle-même. Votre commission s'est interdit jusqu'à un amendement: elle a cru pouvoir se permettre le vœu que vous venez d'entendre. Elle m'a expressément chargé de l'annoncer en son nom, et elle ose se flatter que, proféré devant le ministre du Roi, il ne resteroit pas enfermé dans cette enceinte. Elle n'a pas le moindre doute que ce vœu ne soit vraiment national, comme la loi qui l'exaucera sera une loi vraiment royale. On nous a dit que la nation ne vouloit pas moins le repos que la liberté: la nation veut l'un et l'autre, ou plutôt elle les demande; car sous un gouvernement paternel il lui est doux de reprendre le langage

filial. La nation n'adopteroit pas aujourd'hui le cri de l'ancienne anarchie polonaise: « Plutôt les orages de la liberté, que la paix de la servitude. » Mais depuis que la Charte lui a été donnée, elle s'est accoutumée à répéter cette exclamation d'un ancien: Non, la liberté n'est jamais si douce qu'à l'ombre d'un trône sur lequel est assis un roi bienfaisant. C'est en professant de tels sentimens, c'est en exprimant une fois de plus le vœu qui a terminé ce rapport, c'est en demandant aux ministres du Roi ce qu'ils nous ont demandé, *confiance pour confiance*, que votre commission a l'honneur de vous proposer l'adoption pure et simple du projet qui vous est soumis. » Sur la proposition du sieur Plancher (*voyez* duc de SAINT-ANGELAN), M. Lally-Tollendal observa « qu'il ne voyoit aucun inconvénient de la renvoyer au bureau des enseignemens; mais qu'il combattoit de toute sa force une mesure plus décisive. C'est une grande question que de savoir s'il faut, ou non, attacher aux nobles fonctions de député des départemens une ressource pécuniaire? Si l'on entendoit par indemnité une rétribution quotidienne, telle qu'en a joui la longue Assemblée de 1789, 1790, 1791, la question seroit décidée pour lui. Il faut écarter avec soin tout ce qui tend à prolonger la durée des sessions législatives. Comment gouverner, si chaque année on emploie à délibérer le temps qui seroit nécessaire pour agir? » Le noble pair ne craignoit pas d'avouer que l'élection directe une fois assurée, il redoute, moins, qu'il ne désire la nécessité où l'on se trouveroit, non pas d'élire exclusivement les grands propriétaires, mais de préférer dans l'élection de plus grands propriétaires à de plus petits. C'est dans l'élection libre et directe que réside la démocratie, dont la part, dans tout gouvernement tempéré, doit être d'autant moindre, que l'empire est étendu. Comment la voudroit-on plus forte en France avec

trente millions d'habitans, qu'en Angleterre avec quinze ? Ces questions, au surplus, exigent, pour être convenablement traitées, plus de loisir et de méditation. »

M. le marquis de Lally-Tollendal combattit l'amendement proposé par M. le duc de Fitz-James sur l'article 8 du projet de loi relatif à la répression des crimes et délits commis par la voie de la presse et par toute autre publication. (*Voyez FITZ-JAMES.*) Rien ne peut égaler l'agitation qu'a fait naître dans son esprit la question importante qui attire d'une manière si remarquable l'attention de la Chambre. Plusieurs fois, dans cet intervalle, l'opinion du noble pair a cessé d'être la même, et la fluctuation de ses idées lui a fait un devoir de découvrir à la Chambre sa pensée toute entière. Un commissaire du Roi disoit à l'autre Chambre en traitant cette question, « qu'on ne pouvoit marcher, dans cette discussion, que sur des charbons ardents. » Ce qu'il disoit alors, le noble pair le pense aujourd'hui; la difficulté même lui paroît être encore augmentée. « La décision de l'autre Chambre, l'inconvénient d'un silence mal compris, le danger plus grand encore de paroles mal interprétées, l'espérance d'une décision favorable, la crainte de la solliciter en vain, tout concourt à jeter dans son âme une perplexité qui l'effraie. Ah ! combien il voudroit partager la confiance qu'inspire à ses nobles adversaires la beauté de la cause qu'ils défendent ! avec quelle joie il appuieroit une proposition dictée par des sentimens qui font son bonheur ! Mais son espoir se refuse à cette heureuse confiance, et ne peut que trouver incertain le sort qu'auroit dans l'autre Chambre l'amendement proposé, si la Chambre des pairs se déterminoit à l'accueillir : lâcheuse incertitude qui ne lui permet pas de compromettre par une amélioration désirable l'existence d'une loi par laquelle se trouvent assurés de si grands avantages. Sans doute,

si la Chambre des pairs eût été la première appelée à s'occuper de cette question importante, il se seroit joint aux défenseurs de l'amendement pour demander que dans l'article 8 fût compris le mot de religion ; mais il croit devoir le déclarer hautement, il se seroit opposé de tout son pouvoir à l'amendement ainsi proposé ; sa doctrine sur ce point, comme ses principes, ont été toujours les mêmes ; il veut aujourd'hui avec la Charte ce qu'il réclamoit il y a trente ans, la liberté des croyances et des cultes, mais il n'entend pas étendre cette liberté jusqu'à celle d'outrager les uns et les autres. Loin de lui l'idée de vouloir encourager les anathèmes ; son plus vif désir seroit, au contraire, de voir toutes les dissensions que la diversité des opinions peut souvent faire naître, se perdre enfin dans cet esprit de tolérance, de charité universelle, que la religion devoit inspirer à tous les hommes. » M. Lally-Tollendal défendit la proposition de M. le marquis de Marbois, tendante à faire substituer une autre peine à celle de la déportation. Le noble pair avoua « que ce n'est pas sans efforts qu'elle a obtenu son suffrage : lorsqu'elle fut présentée, il ne put, malgré sa juste confiance dans les lumières et la religieuse intégrité du noble pair qui la produisoit, se défendre, sinon d'une résistance absolue à la mesure proposée, au moins d'une grande incertitude sur ce que l'assemblée auroit à décider ; mais le rapport de la commission a dissipé ses doutes : il a vu que dans ce rapport aucun des faits avancés par l'auteur de la proposition n'étoit contesté, aucun des principes, n'étoit nié, enfin tous les calculs, tous les argumens présentés en faveur de la proposition lui ont paru plutôt renforcés qu'affaiblis par l'attaque qu'on lui livroit. » Le noble pair ajouta qu'il n'a pu entendre sans surprise certaines propositions incidentes énoncées dans le même rapport, où plus d'une fois on a parlé à la

Chambre un langage nouveau pour elle ; ainsi, par exemple, le noble pair assure que jusqu'à ce jour la Chambre avoit été loin d'apercevoir l'inspiration d'une raison supérieure dans le code pénal et dans le code d'instruction criminelle, dont personne ne conteste la nécessité provisoire, mais dont la révision est ardemment désirée : autant on a rendu hommage au code civil, autant on a dit anathème au code pénal, ou au moins à plusieurs parties de ce code, flétri à sa naissance de 80 houlas noires, et dont l'abrogation dans une matière importante doit être le résultat de la dernière loi présentée à la Chambre par le gouvernement. »

Lors de la discussion sur le projet de loi relatif à la contrainte par corps, M. de Lally-Tollendal applaudit aux vues de sagesse et de justice qui ont déterminé le gouvernement à présenter sur la contrainte par corps un projet destiné à compléter notre législation, à corriger ses imperfections, à faire disparaître enfin cette diversité fâcheuse des lois et des dispositions judiciaires sur un objet qui se rattache à tant d'intérêts précieux. Les améliorations que ce projet renferme ne sauroient être contestées ; mais le noble pair désireroit que la sévérité de ses dispositions pût être adoucie sur quelques points encore, et que dans un temps où la clémence tempère avec une si noble générosité les rigueurs de la justice, on réservât quelque part dans la miséricorde pour le malheureux coupable de devoir, *debendi reus*, suivant la terrible expression des lois romaines. Il vit avec peine reculer par le projet la faculté autrefois immédiatement accordée au débiteur, d'obtenir sa liberté en payant le tiers de la dette et offrant caution pour le surplus, et il regretta de ne plus trouver dans ses dispositions celle qui ordonnoit l'élargissement du débiteur après cinq années de détention. Le noble pair crut devoir signaler le danger d'une opi-

nion aujourd'hui trop accréditée, et qui tend à faire considérer l'intérêt mercantile comme le plus sacré des intérêts sociaux : il est bien loin de méconnoître l'importance des transactions commerciales ; mais l'humanité, la justice, la liberté individuelle, n'ont-elles pas aussi des droits, et ne méritent-elles pas un respect plus religieux encore ? « L'origine de la contrainte par corps, si, comme on l'a dit, il faut la chercher dans la loi des Douze Tables, qui permettoit au créancier de devenir le maître, le geolier, le bourreau même de son débiteur, seroit peu propre à lui concilier les esprits. S'il s'agissoit d'examiner en théorie les principes sur lesquels elle repose, il seroit peut-être facile de démontrer qu'elle a plus d'inconvéniens que d'avantages ; mais ce n'est pas au législateur de se livrer aux abstractions d'une brillante théorie, de sages dispositions pratiques doivent être le seul objet de ses méditations : or, la marche progressive des sociétés ayant introduit la contrainte par corps, il seroit impossible aujourd'hui d'en proscrire l'usage ; mais il n'en est pas moins nécessaire de tempérer cet usage et d'y appliquer tous les perfectionnemens que l'usage a indiqués. Suivons sur ce point l'exemple de nos pères, n'oublions pas que chaque siècle a vu s'évanouir, par les bienfaisantes ordonnances de nos rois, le régime autrefois si sévère de la contrainte par corps, et gardons-nous, en rendant à ce régime sa rigueur primitive, quand tous les autres peuples en ont senti la nécessité, d'y apporter des adoucissements, de faire perdre à la France les avantages qu'elle a toujours conservés, de régner par des lois plus douces que celles des autres nations, et de pouvoir dire, à plus juste titre que Cicéron ne le disoit du peuple romain : *Nulli unquam populo mitiores placuisse leges*. C'est cependant au moment même où l'Angleterre vient

d'adoucir la condition du débiteur pour fait de commerce, qu'on propose à la France de l'aggraver et de frapper ce débiteur d'un emprisonnement perpétuel. « Lors de la discussion sur le projet de finances, M. Boissi-d'Anglas proposa d'accorder une indemnité aux députés; M. Lally-Tollendal combattit de nouveau cette proposition : il observa » qu'il a souvent entendu reprocher à plusieurs membres de l'Assemblée constituante de prolonger leur session pour perpétuer la rétribution qu'ils recevoient ; il ne pensa pas qu'une rétribution quotidienne fût un moyen propre à remédier à l'excessive longueur des sessions : elle aggraverait plutôt cet inconvénient en le rendant indifférent pour les uns et désirable pour les autres. » La Chambre des députés s'est noblement refusée à une pareille indemnité : elle a senti que l'indépendance et le désintéressement étoient les premiers caractères d'une assemblée représentative, ceux qui concilioient le plus de respect à ses membres, le plus d'autorité à ses actes.

Les vœux de M. Lally-Tollendal furent exaucés. Le gouvernement présenta aux deux Chambres le projet de loi qui accorde la liberté indéfinie de la presse; le noble pair en fit le rapport à la Chambre des pairs : il examina les différens articles du projet de loi, en expliqua le but et les motifs, et s'en déclara l'admirateur enthousiaste. Sans doute, dans ce travail, M. Lally-Tollendal montra un beau talent et de vastes connoissances. Nous aurions désiré qu'il eût mis plus d'ordre et de précision dans ses idées, et qu'il n'eût pas si souvent abandonné son sujet pour faire des dissertations et des épisodes qui n'offrent ni utilité, ni instruction. Le noble pair termina son rapport par ces réflexions : « Nous vous avons rendu, messieurs, un compte fidèle et détaillé ; vous possédez maintenant et l'ensemble, et les articles du projet de loi. Son der-

nier résultat, nous réclavons ici votre attention. Ce n'est pas seulement que la liberté de la presse sera à jamais triomphante, le dernier résultat du projet de loi, c'est que quand vous l'aurez adopté, et quand la sanction royale y aura mis le dernier sceau, toutes les lois d'exception auront disparu en France : elles y auront été commandées par le malheur et la nécessité des temps ; elles y auront moins duré, infiniment moins duré, que n'ont duré dans d'autres pays des mesures plus sévères, après des orages moins violens ; elles y auront été adoucies pendant toute leur durée par les instructions ministérielles d'un gouvernement que le Roi remplissoit de sa longanimité, en même temps que de sa sagesse, et le Roi lui-même trouvé fidèle en toutes ses promesses ; le Roi anticipant même sur ses premières promesses, car ce qu'il nous accorde aujourd'hui, en 1819, il avoit eu d'abord le pouvoir le donner qu'en 1821. Le Roi, après nous avoir annoncé dans sa Charte toutes les destinées qu'il nous réservoir ; après nous avoir, pendant quatre ans, préparés à les recueillir ; écartant toujours quelque obstacle, et réalisant toujours quelque bienfait ; le Roi, après avoir été dignement secondé par la courageuse loyauté de son premier ministre pour l'affranchissement du sol français, par le zèle et la vigilance des autres pour le maintien de la paix intérieure, par la fermeté et l'union de son gouvernement actuel, pour contenir les partis opposés, et les faire marcher au même but ; le Roi nous aura mis dans la pleine et entière jouissance de tous les bienfaits que nous promettoit sa Charte ; et pour lui et pour sa dynastie, il aura acquis de nouveaux droits, s'il est possible, à la perpétuité de cette couronne et de ce sceptre paternel, depuis neuf siècles patrimoine de sa race auguste et chérie. Messieurs, votre commission, avec la plus entière unanimité,

a l'honneur de vous proposer l'adoption pure et simple du projet de loi soumis à votre délibération. » Nous souhaitons dans toute la sincérité de notre cœur que le gouvernement et les deux Chambres ne regrettent pas un jour d'avoir provoqué et proclamé cette loi qui assure la liberté illimitée de la presse, et dont nous commençons à ressentir les funestes et tristes résultats. Ah! redoutons que cette loi donnée dans des intentions pures, ne devienne un instrument de malheurs et de discorde, qu'elle ne serve à fortifier les divisions intestines, à fomentier les haines, à exciter les vengeances, à alimenter toutes les passions et à diviser la société entre deux partis irréconciliables. Le premier veut la constitution, la monarchie, la légitimité, la conservation de la morale et de la religion, sans lesquelles aucun Etat ne peut exister, et dont l'absence entraîne les empires vers leur dissolution, et les peuples à l'anarchie et à l'esclavage. L'autre, qui est une véritable faction, veut introduire dans la monarchie des institutions démocratiques, certain que ces différens élémens démagogiques précipiteront bientôt sa chute et celle du trône. Dans la perversité de leur conscience, ils désirent la destruction de la monarchie, pour établir sur ses ruines une république, et ils veulent renverser les autels de la religion, pour élever sur ses débris ce déisme qui tend à conduire les peuples à l'athéisme.

M. Lally-Tollendal défendit la résolution de la Chambre des députés, tendante à proroger jusqu'au 1^{er} janvier 1820 le sursis accordé aux émigrés par la loi du 5 décembre 1814. Le noble pair observa que « les créanciers des émigrés peuvent se diviser en trois classes : les premiers sont liquidés et soldés ; à leur égard il n'existe plus de créances ; les seconds, par le dépôt de leurs titres ont accepté l'Etat pour débiteur ; et quels qu'aient été les résultats

de cette novation, aucune action ne leur resté désormais contre les anciens obligés : ceux de la troisième classe ont laissé dissiper, sans faire aucune des diligences prescrites par la loi, les biens qui formoient leur gage, et la déchéance a été prononcée contre eux. Mais, dira-t-on, que devoient faire ces malheureux créanciers, si l'on peut leur reprocher également d'être restés inactifs ou d'avoir exercé leurs droits ? Le noble pair répondra : que pouvoient faire, que peuvent faire encore les malheureux débiteurs ? Faut-il par un odieux privilège faire tomber sur eux tous les effets de ce régime barbare qui a dévoré leur patrimoine ? non, il faut que le désastre commun soit supporté par tous ceux qu'il a frappés, et la loi qui suspend les droits des créanciers est une conséquence nécessaire de celle qui a dépouillé les débiteurs. » La voix de l'humanité fut écoutée ; la Chambre accorda le sursis. M. Lally-Tollendal vota l'adoption du projet de loi relatif à la formation de l'armée. Le noble pair prétendit que le titre 6, de l'avancement, étoit non-seulement conforme à la Charte, mais qu'il étoit exigé par elle ; il est le complément nécessaire de l'article 12, puisque cet article annonce, en remplacement de la conscription qu'il abolit, un mode de recrutement déterminé par la loi ; que d'un côté tout autre mode de recrutement est démontré impossible ; de l'autre, aucun mode de recrutement, hors celui-ci, ne requiert le secours d'une loi. Mais, de bonne loi, qu'a de commun cet article dont parle le noble pair, avec celui qui déclare que le Roi est le chef de l'armée, et qu'il nomme à tous les emplois et à toutes les places ? Quelle analogie y a-t-il entre la formation d'une armée qui doit être faite en vertu d'une loi, et les nominations aux services militaires, qui appartiennent, en vertu de la Charte, aux prérogatives royales ? « Com-

ment, ajouta le noble pair, a-t-on osé comparer le projet de loi, nécessaire au maintien de notre indépendance, à la conscription, à ces levées hostiles qu'un tyran ennemi de tous les trônes appeloit à la conquête de la monarchie universelle? Oui, sans doute, la Charte abolit la conscription militaire de Buonaparte; mais le projet de loi la rétablit avec de grandes modifications. Le noble pair examina les autres articles du projet; il observa qu'il ne discuterait pas la question qui concerne l'établissement de la réserve territoriale, question importante, mais délicate, et sur laquelle de longs développemens seroient plus dangereux qu'utiles; c'est une conscription nouvelle que cette réserve, et au jugement de ceux mêmes qui n'adoptent pas les moyens proposés pour la former, c'est une conception heureuse; son existence purement nominale peut contribuer à notre sûreté, comme ces inscriptions peintes sur la frêle palissade d'un enclos, où elles annoncent des pièges qui n'existent pas. Si la discussion étoit moins avancée, peut-être le noble pair partageroit-il, sur les vétérans libérés par congé absolu, les scrupules de son noble ami le rapporteur de la commission (le duc de Tarente); mais quand elle touche à son terme, quand la loi sort triomphante de cette lutte également longue et pénible, faut-il, par un amendement de pure satisfaction, compromettre de nouveau, avec le sort de la loi, l'existence de l'armée? On ne peut, en effet, trouver une injustice réelle dans l'appel des vétérans obligés: que leur a-t-on promis? qu'a-t-on pu leur promettre, sinon la libération du service actif, le seul qui existoit à cette époque? A-t-on prétendu les dispenser de la réserve, service nouveau qu'il étoit impossible de prévoir? il n'y aura donc véritablement à leur égard aucun manque de foi. On observe que beaucoup d'entr'eux sont mariés: ils en

défendront avec d'autant plus de courage leur patrie et leurs familles. Ne sont-ils pas les descendans de ces Germains, qui, au rapport de Tacite, conduisoient sur le champ de bataille leurs femmes et leurs enfans, pour avoir autour d'eux et des témoins de leur valeur et des échos de leur gloire? Quel que soit, au surplus, le mérite plus ou moins spécieux des amendemens proposés, le mot décide la question: point de loi, point d'armée. La Chambre voudra-t-elle courir la chance, encourir la responsabilité d'un pareil résultat? Le noble pair recommanda au patriotisme de l'Assemblée un projet de loi dont le sort peut avoir de si terribles conséquences.

On discuta à la Chambre des pairs le projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses de 1819. M. de Lally-Tollendal partagea sincèrement le regret exprimé par le rapporteur de la commission spéciale, sur l'étrange situation où depuis quatre ans se trouve constamment placée la Chambre relativement au vote de l'impôt, obligée chaque lois de vaincre sa répugnance et de sacrifier ses vues d'amélioration, d'ajourner les plus indispensables: elle cède avec douleur à l'impérieuse nécessité, à la crainte fondée d'arrêter le service public. En adoptant la plupart des observations de la commission, le noble pair croit devoir en combattre quelques-unes, qui lui paroissent moins fondées. «Telle est, par exemple, l'impossibilité admise par le rapporteur d'opérer une économie sur le budget du ministre de la justice. Loin d'admettre cette impossibilité, le noble pair entrevoit dans l'avenir la possibilité d'une réduction considérable, non sur le traitement, mais sur le nombre des juges. Il ne peut se persuader que vingt-six cours royales, que trois cent cinquante-sept tribunaux de première instance sont indispensablement nécessaires à l'administration de la justice: les

informations qu'il a prises, les renseignements qu'il s'est procurés, l'autorisent à penser qu'on supprimeroit sans inconvénient au moins un tiers des Cours royales, et plus d'une moitié des tribunaux de première instance : treize parlemens suffisoient à l'ancienne France, sous l'empire d'une législation plus compliquée et plus étendue, et ces parlemens exercoient des attributions que n'ont pas les Cours actuelles. Un chancelier, douze grands juges, et environ neuf millions de francs suffisoient en Angleterre pour rendre la justice à dix millions d'hommes. Pourquoi désespéreroit-on d'atteindre en France une proportion au moins approchante ? En supprimant la moitié des juges, en réduisant seulement d'un quart le crédit affecté à leur traitement, on améliorera la condition de la magistrature, en même temps qu'on diminueroit le fardeau des contribuables. « Divers moyens pourroient être encore employés pour diminuer le nombre des juges. Le noble pair proposa à cet effet d'élever la compétence des tribunaux ordinaires, celle des juges-de-peace, et d'assurer au jugement par jury la célérité nécessaire pour tirer de cette bienfaisante institution tout l'avantage que la société doit s'en promettre. Une juste surprise a frappé le rapporteur de la commission à la vue du crédit ouvert au département des affaires étrangères. Le noble pair alla plus loin ; il ne put se défendre d'une sorte de honte en comparant à l'importance de ce département la modicité parcimonieuse des fonds qui lui sont alloués : il vit avec plus de résignation le retranchement de huit millions opéré sur le budget de la guerre ; pourvu qu'il y ait des fonds suffisans pour réparer la triple barrière de nos places fortes, et pour compléter un matériel déjà très-abondant, il attache peu d'intérêt à ce que la France ait en ce moment sous les armes dix mille hommes de plus ou de moins. Il désira que nos

côtes fussent protégées par des escadres. C'est l'affoiblissement de la marine qui, sous Louis XV, nous a valu tant de désastres ; sa prospérité n'en est pas moins utile pour la paix que pour la guerre. Et en votant avec empressement les dépenses relatives à l'expédition du Sénégal, le noble pair souhaite que de pareilles entreprises se multiplient ; il adopte, sur le budget du ministre de l'intérieur et du ministre des finances, les opinions, les observations et les espérances du rapporteur de la commission : un seul point ne peut obtenir son assentiment, c'est la proposition d'ouvrir au budget de l'Etat un crédit spécial pour les dépenses de la Chambre des pairs, et de rendre chaque année un compte public de ces dépenses. Le noble pair observa « que la dotation du sénat, sur laquelle jusqu'à ce jour ont été acquittées les dépenses dont il s'agit, n'a rien de commun avec les sommes fournies par le Trésor Public pour acquitter les dépenses de la Chambre des députés ; on doit regarder cette dotation comme une véritable propriété formée des dépouilles opimes que le chef du gouvernement avoit enlevées aux étrangers. C'est à ce titre qu'elle a été régie par le sénat, et c'est au même titre encore qu'elle a été réunie en 1818 au domaine de la couronne pour y demeurer à la disposition du Roi et servir à l'accomplissement de ses grands desseins dans la formation du corps aristocratique appelé à succéder au sénat ; sous quel rapport une pareille dotation pourroit-elle être considérée comme une charge de l'Etat ? et de quel droit prétendrait-on asservir le gouvernement à rendre compte de cet emploi ? Sans rien préjuger sur la destination ultérieure qui, dans l'intention de Sa Majesté, pourroit être donnée à des revenus dont la totalité s'élève encore à cinq millions cinq cent mille francs, le noble pair se contente d'appeler l'attention de la

Chambre sur l'importance d'une question qui ne peut tendre à rien moins qu'à décider s'il y aura ou s'il n'y aura pas en France une aristocratie.

LA MOIGNON (vicomte de), fils du garde-des-sceaux de ce nom, émigra au commencement de la révolution, et fut blessé à Quiberon. Rentré en France, il fut nommé membre du conseil-général du département de la Seine, et fut un des signataires de l'adresse contre Buonaparte. Le Roi le créa pair. Il fit un rapport sur le projet de loi relatif à l'abolition du divorce ; il en vota l'adoption avec de légers amendemens qui n'avoient pour but que de rendre sa rédaction plus claire. M. le vicomte de Lamignon fit un rapport au nom d'une commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux emprunts de sept millions pour l'achèvement du canal de l'Ourcq : l'honorable pair en proposa l'adoption ; il expliqua les motifs qui l'ont guidé dans sa détermination ; il fit connoître les principes qui l'avoient dirigé dans son travail ; il assura que la commission s'étoit assurée que « les eaux du canal d'Ourcq qui arriveroient à Paris, ne seroient jamais troublées par la navigation ; qu'elles seroient potables et parfaitement saines. Alors on jouira de voir les particuliers enrichis par d'utiles entreprises : car, on aime à le dire, quand les fortunes particulières augmentent, la fortune publique s'accroît, le crédit et la confiance renaissent, les capitaux viennent chaque jour se mêler aux opérations qui procurent quelque avantage ; et c'est ainsi que se réaliseront les espérances qu'a fait concevoir à la France le gouvernement sage et paternel qui a succédé à tant d'orages et qui ne s'occupe qu'à réparer tant de désastres. » La Chambre adopta l'avis de la commission.

LANJUINAIS (comte de), né à Rennes en 1753, s'empessa, au com-

mencement de la révolution, de figurer parmi le parti populaire. Il fut élu député par le tiers-état de la sénéchaussée de Rennes aux États-généraux. Il apporta, dans sa mission, un caractère de républicanisme dont il faut chercher le principe dans les statuts particuliers qui régissoient sa province. Il joint des sentimens religieux à des mœurs sévères, et une grande fermeté à suivre les conséquences des principes qu'il a adoptés. M. Lanjuinais professa publiquement ses principes et ses opinions. Il repoussoit avec indignation ces mots, *je veux, j'ordonne*, dont s'étoit servi le Roi dans la séance du 23 juin 1789. Il ne vouloit pas qu'on donnât le titre de prince aux membres de la famille royale. Il accusa la noblesse de Bretagne comme ayant publié des actes contraires à la liberté. Il demanda l'abolition des décorations, et, après la loi qui les rejetoit, il s'opposa à ce que le Roi et le prince royal portassent le cordon bleu. Il se prononça contre l'établissement de deux Chambres. Il opina pour l'anéantissement des privilèges, et demanda que les gens de couleur fussent admis à l'exercice des droits civils et politiques. M. Lanjuinais, attaché aux libertés de l'Eglise gallicane, s'éleva contre les prétentions de la cour de Rome ; il contribua à la constitution civile du clergé. Malgré son jansénisme, il ne vouloit pas qu'on le dépouillât de ses biens : il vouloit, au contraire, les lui conserver, en s'opposant à ce qu'ils fussent déclarés nationaux. Il fit décréter que pendant la session aucun député ne peut faire partie du ministère. Alors on parloit d'admettre Mirabeau dans le ministère : cette nomination auroit peut-être changé l'état des choses, et la révolution s'arrêtoit. M. Lanjuinais fut nommé député à la Convention nationale : alors il devint plus modéré et plus sage. Il combattit les terroristes et demanda la punition des assassins. Il attaqua l'acte d'accusation de Louis XVI ; il s'éleva contre l'atro-

cité d'une procédure poursuivie par une assemblée qui étoit tout-à-la-fois accusatrice et juge; il accusa ses collègues d'être des conspirateurs, et les rendit responsables du sang répandu au 10 août. Il vota la réclusion du Roi, et son bannissement à la paix, demandant que le jugement qu'on alloit porter ne pût avoir force de loi, s'il ne réunissoit les deux tiers des suffrages. Au milieu des assassins et des poignards M. Lanjuinais soutint le décret qui ordonnoit la poursuite des auteurs des massacres du 2 septembre, que les jacobins montagnards vouloient faire rapporter. Il combattit le projet d'un tribunal révolutionnaire. Barrère invita tous les membres qu'on avoit proscrits à se suspendre eux-mêmes de leurs fonctions : M. Lanjuinais répondit avec un sang-froid admirable : « Si j'ai montré jusqu'à présent quelque courage, je l'ai puisé dans mon ardent amour pour la patrie et pour la liberté; je serai fidèle à ces sentimens jusqu'au dernier soupir; ainsi n'attendez pas de moi de suspension. » Alors le prêtre Chabot ayant interrompu et raillé Barbaroux, qui annonçoit sa soumission, M. Lanjuinais répondit : « Je dis à mes interrupteurs, et sur-tout à Chabot, qui vient d'injurier Barbaroux : On a vu dans l'antiquité des victimes ornées de fleurs et de bandelettes; mais le prêtre qui les immoloit ne les insultoit pas. Je ne suis pas libre de me démettre; vous n'êtes pas vous-mêmes pour accepter ma démission. » La Convention est assiégée. Mis en arrestation, il parvint à s'évader. La Convention le mit hors de la loi. Il partit secrètement pour Rennes, où il se tint caché. Il fut rappelé en 1795. Il se distingua par sa justice et sa modération. Il parla en faveur des prêtres déportés, des parens d'émigrés et de la liberté du culte. Appelé au Conseil des Anciens, il combattit toutes les lois qui parurent se rapprocher du système révolutionnaire. Buonaparte le nomma sénateur. Il se

prononça contre son élévation au consulat. Il garda le silence sur sa dignité impériale. Le premier avril 1814, il vota pour sa déchéance, et pour l'établissement d'un gouvernement provisoire. Le Roi le nomma pair de France. Cependant, par une contradiction frappante, dont il est bien difficile d'expliquer le motif, M. Lanjuinais approuva l'usurpation de Buonaparte, en acceptant sa nomination de député à la Chambre des représentants, dont il fut nommé président. Le Roi, à son second retour, ne considéra point ces fonctions comme une place à la nomination de Buonaparte : le comte Lanjuinais resta membre de la Chambre des pairs. Il combattit avec force la loi portant suspension de la liberté individuelle, qu'il compara à l'odieuse loi des suspects. Dans cette discussion, et dans un discours prononcé en sa qualité de président de l'assemblée électorale d'Ile-et-Vilaine, il proclama des principes républicains, et montra un respect équivoque pour l'autorité monarchique. On ne conteste pas à M. le comte Lanjuinais des talens et des vertus; mais son imagination ardente le conduisit à de grandes erreurs politiques. Ses différens ouvrages renferment sans doute quelques vérités; mais sa haine contre le clergé et contre les vrais défenseurs de la monarchie et de la légitimité le rend injuste et trop attaché à ses sentimens. Il écrit sans ordre, sans réflexion; il se livre à des théories vagues et illusoires; et en croyant combattre pour la liberté, il en recule les limites, qui le conduisent à la licence.

M. Lanjuinais, étranger à l'état militaire, déclara qu'il s'abstiendrait de toute réflexion sur le fond du projet de loi relatif aux servitudes imposées à la propriété pour la défense de l'Etat; il doit s'en rapporter aux lumières et à l'expérience des hommes instruits sur l'étendue de la zone de prohibition, et la longueur du rayon de servitude. Mais la forme

et la rédaction de ce projet lui parurent susceptibles de quelques observations qu'il eut devoir soumettre à la Chambre. Le noble pair mit tant de confusion et de désordre dans ses idées, qu'il fut impossible de le comprendre; on vit alors qu'il avoit en raison de dire qu'il étoit étranger à la science militaire. M. Lanjuinais vota l'adoption du projet de loi qui établit des peines contre toute participation au trafic connu sous le nom de *Traite des noirs*. Le noble pair ne peut point dissimuler son amour et son attachement pour les principes de cette philanthropie, l'objet perpétuel des éloges et de l'admiration de nos démocrates modernes. Le noble pair observa qu'il en est des coutumes comme de toutes les lois d'exception, l'opinion publique en murmure, et lorsqu'elles sont abrogées, c'est le triomphe de la raison et de l'humanité. M. le comte de Laujuinais ne voulut pas examiner si la nation anglaise a, dans l'abolition de la traite des noirs, un autre grand intérêt que celui de la justice, ni si le gouvernement de la France, pendant l'occupation et après le traité qui mit en suspens une partie de nos droits politiques, eut pour l'affaire qui nous occupe cette complète liberté qui seule fait devant Dieu le mérite ou le démérite. Ainsi, suivant notre législateur théologien, notre salut éternel dépend de nos principes politiques: le défenseur des idées libérales, les partisans du système républicain iront jouir dans le ciel du bonheur des élus, et recevront la palme de l'immortalité; les défenseurs des monarchies absolues éprouveront les supplices éternels de l'enfer. Mais, consolons-nous, on connoît les fausses prophéties du noble pair et la bizarrerie de son esprit, qui, sans toucher à la pureté de son cœur, l'entraîne à des extravagances qu'on plaint et qu'on déplore. « Je veux louer sans réserve, ajoute M. Lanjuinais, un projet de loi qui en soi-même ne mérite que des éloges.

Si nous voulions, au scapell de Laroche-foucault, l'auteur des *Maximes*, disséquer toutes les transactions publiques et privées, nous ne saurions jamais être que des ingrats: sans doute Wilberforce et ses nobles amis, qui pendant vingt ans ont sollicité avec des efforts infatigables le beau succès que nous voyons aujourd'hui achever de se consolider; sans doute ce grand homme et ses amis ne furent animés que des plus purs motifs; sans doute aussi que notre auguste monarque, cet auguste patron des idées libérales, nous fait proposer avec un vrai sentiment de satisfaction la loi qui confirme et garantit cette heureuse abolition. Réjouissons-nous d'avoir à concourir à une loi toute de bienfaisance et d'humanité. » M. Lanjuinais qui, sous prétexte de son attachement aux principes, s'oppose toujours aux vues bienfaisantes de l'humanité, et dont l'excessive sévérité est souvent une injustice, combattit la résolution de la Chambre des députés, tendante à proroger aux émigrés jusqu'au premier janvier 1820 le sursis accordé par la loi du premier décembre 1814. Le noble pair la trouva incompatible avec l'égalité consacrée par la Charte. « Il n'y a plus d'émigrés sous l'empire d'une Charte qui dans tous les Français ne reconnoît que des citoyens: jamais, dans aucunes lois anciennes, il n'a été question de suspendre les droits des créanciers, d'entraver l'exercice de leurs propriétés; comment a-t-on montré moins de respect pour elle sous l'empire de la Charte qui déclare toutes les propriétés inviolables? pourquoi accorder par mesure générale, et sans examen, une facilité qu'en la supposant fondée, chaque débiteur obtiendrait de la modération de son créancier ou de la justice des tribunaux? N'est-ce pas les dépouiller de leur juridiction que d'attribuer à la législature un tel pouvoir? n'est-ce pas nuire au crédit public, dissoudre le corps social, que de suspendre par au-

torité l'exercice de créances privilégiées ? »

M. Lanjuinais combattit la proposition de M. le marquis de Marbois, tendante à faire substituer une autre peine à celle de la déportation : il observa que les différens articles du Code pénal appliquent aux crimes qu'ils définissent la peine de la déportation. Ces articles comprennent tous les crimes politiques du second ordre ; c'est donc une législation toute entière qu'il s'agit d'abroger : qu'y substituez-vous ? la quantité d'une équation algébrique ? Mais qui vous répondra que la peine substituée vaudra mieux que celle qu'on supprime ? Le gouvernement , qui seul pouvoit déclarer la déportation impossible , ne s'est point expliqué à cet égard : pourquoi suppléer à son silence ? Attendons du moins , pour aborder ces questions importantes , le moment où sera proposé , par le gouvernement , la réforme du Code pénal ; quelque avantageuse que puisse paraître en théorie la douceur des peines , il faut surtout , lorsqu'il s'agit des crimes politiques , éviter de les rendre trop légères pour ôter aux partis la tentation d'une autre vengeance. Combien d'époques funestes où , pour l'intérêt des victimes , la déportation , malgré toute sa rigueur , eût été préférable à la réclusion , qui les exposa au fer des assassins ! » Le noble pair demanda à quel titre on voudroit aujourd'hui rayer la déportation du Code de nos lois pénales. Favorable aux condamnés , dont elle épargne la vie , elle fut usitée chez les anciens peuples et admise de bonne heure dans notre législation. Un opinant (M. Lally-Tollendal) a prétendu qu'elle avoit été inconnue à Rome libre ; il a cru en trouver la preuve dans un passage de Cicéron. Quoi qu'il ait pu dire à cet égard l'orateur romain , le jugement qui , en lui interdisant le feu et l'eau , le força de s'expatrier , étoit conforme à la loi des Douze-Tables : la Grèce l'étoit aussi lorsqu'elle ad-

mit la déportation. Écoutons la raison , et méfions-nous des exceptions , qui souvent résolvent une difficulté par une autre. M. le comte Lanjuinais censura avec autant d'amertume que de légèreté la proposition de M. Barthélemy , relative à la loi des élections. « Son projet est perturbateur , il renferme un venin contagieux. » Il accuse un noble pair , respectable par ses qualités morales , de vouloir révolutionner. Ce langage insultant et perfide est bien étonnant de la part d'un membre de l'Assemblée constituante et d'un président de la Chambre des représentans de 1815. Dans une autre séance , M. le comte Lanjuinais observa que l'attaque dirigée contre la loi des élections a un but plus élevé : « C'est à la Charte que l'on en veut , c'est elle qu'on travaille à renverser en minant sourdement ses appuis. Le but de l'entreprise est de renverser le ministère actuel qui a la confiance du Roi et de la nation , pour le remplacer par des hommes exagérés , d'annéantir ensuite la loi des élections , de réduire la Charte à un vain simulacre , ou de la remplacer , s'il étoit possible , par les parlemens. Ne vient-on pas déjà de réimprimer une protestation du parlement de Paris , datée de 1790 ? bientôt on reproduira celle qui fit tant de bruit en 1814. Pour arriver à ses fins , la faction a dans l'ouest de la France des affidés secrets , des armées secrètes disposées par échelons et portant un signe particulier de ralliement. » Ces assertions fausses et mensongères , péniblement préparées et débitées avec sécurité , excitèrent les murmures et l'approbation de la Chambre. Le noble pair fut rappelé à l'ordre , et le ministre de l'intérieur les rélitta avec beaucoup d'ordre et de précision.

LAPLACE (marquis de), né en 1749, se fit une grande réputation par ses connoissances dans l'analyse et dans la géométrie transcendante.

Après le 18 brumaire il fut nommé par les consuls ministre de l'intérieur; mais il fut bientôt remplacé par Lucien Buonaparte. Il entra au sénat en 1809. M. de Laplace fit un rapport sur la nécessité de reprendre le calendrier grégorien, et d'abandonner celui de la révolution. En avril 1814 il vota pour la déchéance de Buonaparte. Le Roi le créa pair de France. M. de Laplace tient le premier rang parmi les géomètres; il a puissamment contribué à reculer les bornes de l'astronomie : son livre sur la mécanique, où brille à chaque page le génie de l'analyse, offre partout des théories qui lui sont propres, qu'il n'a su s'approprier par les formes nouvelles qu'elles ont reçues entre ses mains. Tous ses ouvrages portent l'empreinte d'un génie profond qui par des travaux constants a su étudier la nature et en pénétrer les secrets. Lors de la discussion du projet de loi relatif à la formation du budget des comptes de 1819, M. le marquis de Laplace regretta qu'au lieu d'employer à la contribution foncière et à la retenue sur les traitemens, le dégrèvement que dès cette année permettoit l'état de nos finances, on n'ait pas, en votant la suppression des loteries, consacré par un hommage rendu à la morale ce premier allègement de nos charges publiques. Sans examiner si la contribution foncière, mieux répartie, seroit dans une proportion trop forte avec les autres impôts, le noble pair avoua que dans un gouvernement où cette contribution est l'une des bases du système établi, c'est une disposition également juste et sage que de modérer les grandes différences qui existent dans les rapports de cette même contribution aux revenus fonciers; mais une disposition plus utile encore eût été, à son avis, la suppression d'un impôt immoral, source à-la-fois de corruption et de ruine, et dont la charge tombe principalement sur le pauvre : c'est lui eu effet que le désir d'un meilleur sort et l'impuissance d'apprécier les désa-

vantages de la loterie, expose le plus à devenir la victime des chimériques espérances que lui offre ce jeu funeste. Les maux qu'il produit, le vol, la misère, les suicides qu'il multiplie, auroient dû le faire proscrire depuis long-temps; comment n'a-t-on pas mis à profit, pour le supprimer, la première occasion qui se présentoit! Craindroit-on que la suppression des loteries françaises, ordonnée en pure perte pour le trésor, ne tournât à l'avantage des loteries étrangères qui reproduiroient les mêmes maux sans la même compensation? Le noble pair est persuadé que la surveillance du gouvernement parviendrait à préserver le peuple de ce fléau, ou du moins à diminuer ses ravages, et que les mises faites aux loteries étrangères n'égaleiroient pas un cinquième des mises actuelles. « La totalité de ces dernières est actuellement de 40 à 50 millions, supportés par la classe la moins aisée, et dont à peine dix ou douze millions entrent dans le trésor public. Faut-il pour un si foible intérêt favoriser la corruption d'esprit et des mœurs, suite nécessaire d'un pareil impôt? et ne devoit-on pas, au contraire, sacrifier à l'éducation morale du peuple toutes les petites considérations fiscales, au lieu de chercher à le séduire par l'appât trompeur d'une fortune subite? Que ne travaillons-nous à lui inspirer l'esprit d'ordre et d'économie si convenable à sa position! L'établissement de la caisse d'épargne aura sous ce rapport une autre influence, et la stabilité qu'assure à de pareilles institutions la forme actuelle de notre gouvernement doit sans doute en assurer le succès. Mais écartons soigneusement des regards du peuple toute entreprise fondée sur les illusions de l'ignorance et de la cupidité. » M. le marquis de Laplace vota le projet de loi relatif au commerce et à la fabrication du salpêtre. Il observa que si la suppression de la fouille causoit quelque préjudice aux salpêtriers, qui en exploitent les produits,

le gouvernement avoit mille moyens de les dédommager.

LASCOURS-REGNAUD (baron de), préfet du Gers, né à Alais en 1761, entra dans la carrière militaire. Il fit la guerre en Amérique sous M. de Rochambeau : rentré en France, il fit deux campagnes à l'armée des Alpes, et celle des Pyrénées en 1793 et 1794. M. de Lascours quitta la profession des armes pour se lancer dans la carrière politique : il fut élu au Conseil des Anciens en 1796 ; il entra en 1799 au Corps-Législatif. Le Roi le nomma, en 1814, préfet du Puy-de-Dôme : il en cessa les fonctions à l'apparition de Buonaparte ; il les reprit au second retour du Roi. De cette préfecture il passa à celle de la Vienne, et bientôt après à celle du Gers. M. de Lascours a été nommé, en septembre 1816, membre de la Chambre des députés par le collège électoral du département du Gard. Il a siégé au centre.

LASTOURS (marquis de), fut nommé en 1815 député par le département du Tarn, et vota avec la majorité : réélu en septembre 1816, il siégea au côté droit, première section. Il présenta un travail très-étendu sur l'inégalité de la contribution foncière, inégalité fondée par les lois de 1791, et que l'immense et dispendieux travail du cadastre ne fera point disparaître tant que l'on n'adoptera pas pour base de l'impôt foncier, au lieu du revenu net, la valeur intrinsèque de la propriété. M. le marquis de Lastours demanda qu'il fût présenté, dans la session de 1818, un plan conforme à ces principes, et que les communes fussent autorisées à procéder à leurs frais à la confection de leur cadastre parcellaire. Dans la discussion sur le cadastre, M. de Lastours soutint qu'avant d'accorder trois millions pour cet objet, il falloit savoir comment cette somme devoit être

employée. « Est-ce pour lever une nouvelle carte du royaume et remplacer les belles cartes de Cassini, ou bien a-t-on l'intention de prendre le cadastre pour base d'une répartition nouvelle de l'impôt foncier entre les départemens ? Dans l'un et dans l'autre cas, les fonds qu'on nous demande doivent être refusés, et d'abord les procédés d'un ingénieur géographe ne sauroient convenir à l'arpentement cadastral : le géographe n'ayant d'autre but que de fixer la distance de chaque point terrestre à l'équateur et au méridien, ne doit mesurer que la surface horizontale ou relative, tandis que l'arpentage, qui est pour ainsi dire un bornage indélébile des propriétés, doit présenter tout le développement de la surface apparente ou réelle, afin que dans tous les temps chaque propriétaire puisse facilement, et sans le secours d'un géomètre, reconnoître la contenance et les limites de son champ. Si le cadastre, ajouta l'honorable membre, tel qu'on l'exécute en ce moment, a pour but la répartition de l'impôt foncier non-seulement entre les contribuables de la même commune, mais encore entre les communes, les arrondissemens et les départemens, de sorte que le dernier degré de la répartition doive précéder tous les autres et leur servir de règle, il résulte de ce système, 1°. que le revenu réel de chaque parcelle d'une commune doit être rigoureusement fixé par le cadastre, sans quoi l'on ne peut connoître en totalité le revenu réel de cette commune ; 2°. que si le revenu réel de chaque commune n'est point connu, il devient absolument impossible d'évaluer celui de l'arrondissement et des départemens ; 3°. que, lors même que le cadastre fixeroit avec la plus grande précision le revenu de toutes les parcelles de chaque commune, la répartition ne pourroit commencer qu'après la fin de tous les cadastres parcellaires, puisqu'on

ne pourroit déterminer qu'à cette époque les forces contributrices de chaque département. » M. de Lastours, lors de la discussion sur le projet de loi relatif au changement de l'année financière, proposa un nouveau plan qui, suivant lui, sans violer l'article 49 de la Charte, et sans déranger irrévocablement l'accord de l'année financière avec l'année civile, seroit cesser l'inconvénient d'être, quant au budget, constamment arriéré d'une année; voici comment M. de Lastours raisonna : « L'impôt foncier étant le seul qu'on ne peut consentir que pour un an, rien n'empêche qu'on ne fasse un budget de dix-huit mois, pourvu que la contribution foncière n'y figure que pour une année : il suffiroit de voter pour 1819 la même contribution foncière qu'en 1818, en supprimant cette contribution pour les six premiers mois de 1820. Le vide considérable que cette suppression laisseroit dans le trésor pourroit être facilement comblé par de nouvelles taxes de consommation, taxes qu'il seroit facile de substituer aux contributions directes : de cette manière l'impôt foncier ne seroit jamais consenti que pour un an, et la Charte seroit scrupuleusement observée; on éviteroit l'inconvénient grave de trois années dans une, l'année civile, celle de la dette publique, et enfin l'année financière : un grand acte de justice seroit de plus accompli envers la propriété foncière dont les intérêts sont si recommandables. » Le projet de M. de Lastours fut rejeté.

LATOUR-DUPIN-GOUVERNEMENT (marquis de), parcourut avec distinction la carrière militaire : il est fils de M. Latour-Dupin, ministre sous le règne de Louis XVI, et qui a péri sur l'échafaud. M. Latour-Dupin a été ministre plénipotentiaire de France à La Haye depuis 1791 jusqu'en 1793; il se réfugia avec sa femme en Amérique, où il s'occupa d'agriculture et de la cul-

ture des terres : il labouroit lui-même les champs et abattoit les arbres des forêts. Après le 18 brumaire M. Latour-Dupin rentra en France : Buonaparte le nomma préfet de Bruxelles; à la restauration le Roi le nomma ambassadeur et ministre plénipotentiaire au congrès de Vienne, d'où il est passé avec les mêmes titres à la Cour des Pays-Bas. Sa Majesté le créa pair, et le roi de Naples lui a donné en 1817 le grand cordon de Saint-Ferdinand.

M. le marquis de Latour-Dupin vota pour la proposition de M. le comte de Montalembert, ainsi conçue : « S'il n'est permis de parler sur un article de loi en discussion que pour y proposer des amendemens, etc. » (*Voy. MONTALEMBERT.*)

LATOUR-MAUBOURG (Marie-Victor de Fay, comte de), né en 1768, fut nommé député aux Etats-Généraux de la noblesse du Puy en Velai : il s'empressa de se réunir à la Chambre du tiers-état; il renonça à son titre héréditaire de baron du Languedoc; il vota pour la réunion d'Avignon à la France, et fut l'un des commissaires nommés pour ramener Louis XVI à Paris. Il s'unit étroitement avec M. de La Fayette, et il partit de Paris avec ce général. Il partagea sa captivité; mais, plus heureux que lui, il recouvra bientôt sa liberté. Revenu en France, il fut élu en 1801 membre du Corps-législatif, et Buonaparte le nomma sénateur; il l'envoya en 1813 dans la Normandie, afin de prendre des mesures de salut public : il remplit cette mission avec beaucoup de sagesse et de modération. M. Latour-Maubourg adhéra à la déchéance de Buonaparte. Au premier retour du Roi, M. le comte d'Artois l'envoya à Montpellier, en qualité de commissaire extraordinaire, pour coopérer avec les habitans du midi au rétablissement de la monarchie des Bourbons : le Roi le nomma pair de France. Dans le Corps-légis-

latif M. Latour-Maubourg soutint les principes constitutionnels; il défendit la liberté individuelle, demanda la suppression des commissions de haute police, et combattit le projet de loi relatif aux mesures de sûreté générale. A son retour, le Roi comprit M. le comte de Latour-Maubourg au nombre des pairs qui étoient censés avoir donné leur démission en acceptant la pairie des mains de Buonaparte; mais Sa Majesté l'a élevé de nouveau à la dignité de la pairie le 5 mars 1819.

Où disputa dans la Chambre des pairs l'article 4 du projet de loi relatif à la formation de l'armée, et on y fit des amendemens; M. le marquis de Latour-Maubourg les combattit: il observa « que le premier, qui tend à faire insérer dans l'article 28 qu'en temps de paix les vétérans ne pourront s'organiser, est inutile, d'après la disposition même de cet article, qui, en les dispensant de tout service en temps de paix, exclut nécessairement toute idée de toute possibilité d'organisation; le second a pour objet de différer de deux ans la libération tant des jeunes gens que le sort du tirage n'a point frappés, que des sous-officiers et soldats rentrés dans leurs foyers après avoir observé le temps de leur service, et de les soumettre pendant ce temps, les uns au rappel sous les drapeaux en cas de guerre, les autres à un nouveau tirage qu'une loi pourroit ordonner. » Il est évident, observa le noble pair, que l'armée de réserve perdrait par cette disposition, qui en quatre ans de guerre pourroit deux fois se renouveler, tous les avantages attachés à la pratique du métier et à l'habileté du service, principal élément de sa force. Deux autres amendemens tendent à substituer à la réserve du projet une réserve absolument différente et dans sa formation et dans son but; mais de deux systèmes présentés à cet égard, l'un, en réduisant à cinq ans le ser-

vice actif, et à trois ans celui de la réserve, changeroit les bases du projet; l'autre a perdu les siennes, par l'abandon que l'auteur est obligé de faire du contingent annuel de 25 mille hommes destinés à former la réserve. Reste l'amendement de la commission relatif aux anciens soldats mariés ou libérés par congé absolu: c'est la principale objection élevée contre l'article 4 du projet, et contre cette réserve que, de part et d'autre, on s'accorde à regarder comme une conception heureuse: et elle l'est en effet par le secours qu'elle peut offrir, on, pour qu'en attendant le moment où ces secours deviendroient nécessaires, elle ne coûte rien à l'Etat; mais cette heureuse conception seroit anéantie par l'amendement proposé. On invoque en sa faveur la loyauté, la justice: est-il vrai qu'elles seroient compromises par la disposition du projet? Quelle injustice peut-il y avoir de désigner ceux qui, dans un moment de péril, seroient les premiers appelés au secours de la patrie? Ils y voleroient, dit-on, sans cette désignation: qu'a-t-elle donc qui leur soit préjudiciable? » Le noble pair va plus loin, et soutient que l'intérêt des vétérans appuie la disposition proposée. « Le sentiment péuible que réveille le nom de licenciement, cessera pour eux par la nouvelle marque de confiance qu'ils recevront et qui les replacera dans une situation plus assurée: ils apprendront avec gratitude, loin d'y trouver un sujet de plainte, que le Roi et la patrie comptent encore sur leurs services. » Le noble pair vota l'adoption du titre 4.

LATOUR-MAUBOURG DE FAY (comte de), embrassa la carrière militaire: nommé sous-lieutenant des gardes-du-corps à l'époque déplorable du 5 octobre 1789, il donna dans ces tristes circonstances des preuves de son dévouement à la famille royale. Il sortit de France au

10 août 1792, et n'y rentra qu'au 18 brumaire. Il servit dans l'armée d'Egypte, et ensuite à l'armée d'Italie : il se distingua à la bataille d'Austerlitz. Pendant les campagnes de Prusse et de Pologne, il se signala aux combats de Berfield, de Dépen, d'Eildelberd et de Friedland, où il reçut deux blessures. Il passa ensuite en Espagne, où il fit des prodiges de valeur. Employé à la grande armée de Russie, M. Latour-Maubourg se couvrit de gloire à la bataille de Mojaïsk, et à celle de Leipsick il eut la cuisse emportée d'un boulet de canon. Oublié de Buonaparte, il ne trouva de récompense que dans la justice et les bontés du Roi. Sa Majesté le nomma pair de France et commandeur de Saint-Louis. Pendant les cent jours M. Latour-Maubourg contribua à la formation de plusieurs bataillons royaux pour défendre la cause du Roi et chasser l'usurpateur.

LAURISTON (Bernard Law, le comte de), né en 1768, est issu de la famille de Law. Il embrassa la carrière militaire, et, protégé par Buonaparte, qui connoissoit ses talents, il obtint un avancement rapide. Il fut choisi en 1801 pour porter en Angleterre la ratification des préliminaires de paix. Après l'assassinat du duc d'Enghien il se trouva au château des Tuileries avec M. de Caulincourt : la conversation s'engagea sur la mission odieuse dont ce dernier avoit été chargé; M. de Lauriston lui dit avec une noble indignation : « Le premier consul m'estime assez pour ne pas me l'avoir proposée. » M. de Caulincourt répondit ; la dispute s'échauffa, et le combat du duel fut proposé et accepté. Buonaparte leur défendit de se battre ; il cacha son dépit secret, et éloigna de Paris M. de Lauriston, en lui confiant des fonctions peu importantes. Il passa en Espagne ; il fit, en 1799, la campagne contre l'Autriche, pénétra dans la Hongrie, et

par ses manœuvres hardies décida la victoire à Wagram. Buonaparte nomma M. de Lauriston ambassadeur à Pétersbourg. Il demanda à cette cour l'occupation des ports de Riga et de Revel, et l'expulsion des vaisseaux anglais dans la Baltique : ces prétentions furent abandonnées. M. de Lauriston quitta Pétersbourg, et Buonaparte le chargea, après la prise de Moscou, de proposer un armistice au prince de Koutousoff : cette proposition fut rejetée ; le prince rappela à M. Lauriston les horreurs dont les Français s'étoient rendus coupables lors de l'incendie de Moscou. Il se distingua dans la campagne de 1813 ; il s'empara de plusieurs places, et obtint des succès éclatans. Il fut fait prisonnier à la bataille de Leipsick ; il rentra en France après la paix générale : le Roi le nomma pair de France. Lors de l'invasion de Buonaparte, il suivit la maison du Roi, et se retira pendant les cent jours dans sa terre de Richelbourg. Lors de la seconde restauration le Roi le nomma lieutenant-général, et membre de la commission chargée d'examiner la conduite des officiers qui avoient servi depuis le 20 mars jusqu'au 10 juillet. M. le marquis de Lauriston fit plusieurs amendemens au projet de loi relatif à la formation de l'armée ; le principal est celui où il proposa de réduire le titre 6, concernant l'avancement, à un seul article, qui, en assurant aux sous-officiers de la ligne le tiers des sous-lieutenances, et aux sous-officiers d'artillerie et du génie le sixième des lieutenances, annoncerait pour le reste un mode d'avancement par ancienneté, qui seroit déterminé par ordonnance du Roi. Le noble pair observa que cette dernière forme, plus convenable peut-être que la forme législative, à une matière dont le règlement exige beaucoup de détails, est encore préférable sous un autre rapport, celui d'établir la dépendance de l'armée envers le trône :

une ordonnance lue et proclamée à la tête d'un corps leur apprendra toujours que le Roi est le seul chef de l'armée, qu'il faut obéir à ses ordres et attendre tout de sa justice.

LAVAL (Pierre - Adrien , duc de Moutmorency) , né en 1769 , fut , comme neveu du cardinal de Montmorency , destiné à l'état ecclésiastique ; mais telle n'étoit pas sa vocation : un goût décidé l'entraîna vers la carrière militaire. Il émigra en 1791 , et alla servir dans l'armée des Princes. M. Laval de Montmorency parcourut les différens gouvernemens de l'Europe , et acquit de vastes connoissances dans la science diplomatique. Rentré en France en 1801 , il cultiva les sciences et vécut paisiblement dans la retraite ; mais dirigé par une imagination ardente , et brûlant d'être utile à la cause des rois , il conçut le projet d'enlever à Valencay Ferdinand VII , roi d'Espagne : des obstacles insurmontables s'opposèrent à cette entreprise courageuse : la vie des princes captifs en dépendoit. M. Laval de Montmorency y renonça. En mars 1814 , il se réunit à Monsieur , comte d'Artois , à Nancy ; il fut envoyé à Paris pour préparer et annoncer l'arrivée de ce prince. Le Roi le créa pair et le nomma ambassadeur à Madrid. Le roi d'Espagne l'éleva à la dignité de grand d'Espagne de la première classe.

LAVAL, ancien juge-de-paix , fut élu député , en 1816 , par le collège électoral du département de la Dordogne. Il a siégé au centre.

LEBRUN DE ROCHEMONT (le comte) , frère de l'ex - architrésorier de l'empire , étoit avocat avant la révolution. A la recommandation du duc de Plaisance , il fut nommé sénateur et commandant de la Légion-d'Honneur. Il vota la déchéance de Buonaparte ; le Roi le nomma pair de France. N'ayant

accepté aucune place pendant les cent jours , M. - le comte de Rochemont a été conservé dans la dignité de la pairie.

LEFERRONAIS (comte), premier gentilhomme de la chambre de M. le duc de Berry , émigra au commencement de la révolution , et rentra en France , au mois d'avril 1814 , avec ce prince. Le Roi le créa pair de France en 1815.

LEGRAVEREND , chevalier de la Légion d'Honneur , ancien avocat aux conseils du Roi et à la cour de cassation , directeur des affaires criminelles et des grâces au ministère de la justice , aujourd'hui conseiller en la cour royale de Rennes , fut nommé , en mai 1815 , membre de la Chambre par le département d'Ille-et-Vilaine. Il a été élu , en septembre 1816 , au nouveau Corps-législatif. Il a siégé au côté gauche , seconde section. M. Legraverend vota le rejet de la résolution de la Chambre des pairs , relative à la loi des élections : il regarda cette loi réglementaire « comme une loi organique , comme l'une des bases fondamentales du gouvernement représentatif , l'un des plus fermes appuis de nos libertés : cette loi , dont l'immutabilité est commandée par les considérations les plus graves , est en butte à d'imprudentes attaques. » L'imagination de l'honorable membre s'enflamme ; il ne voit que des malheurs ; il ne prédit que des désastres. « Le sort de la monarchie est attaché à l'existence de la loi des élections ; si on la modifie , tout s'anéantit , le trône est renversé , l'état se précipite vers sa dissolution ; rejetez la résolution des pairs , et le calme se rétablira , tous les Français seront heureux , et ils jouiront dans toute leur latitude des bienfaits de la Charte. »

M. Legraverend combattit le projet de loi relatif à l'année financière. Il prouva qu'il a le grave inconvénient de violer ouvertement la Charte ,

de la violer dans une des plus précieuses garanties qu'elle offre à la nation, la convocation nécessaire des deux Chambres chaque année; de la violer dans un des grands principes qu'elle consacre, le vote annuel; de la violer enfin dans l'usage du plus beau droit de la Chambre des députés, à laquelle toutes les propositions d'impôts doivent être portées. Evitons les atteintes portées à ce droit qui est en quelque sorte la sauve-garde de tous les autres; à ce droit, dont l'exercice périodique, après la confection des lois organiques de la Charte, après le complément de nos institutions, sera le plus souvent le seul but des sessions des Chambres, et suffira toujours pour rappeler perpétuellement aux Français que la nation qui vote chaque année les subsides est une nation libre, et qu'une monarchie appuyée sur un gouvernement représentatif doit être l'objet constant de leur amour et de leur respect. Qui ne seroit effrayé des conséquences que pourroit avoir le funeste exemple d'une dérogation à la Charte! « Le salut de la France est intimement lié à l'observation religieuse de ce pacte sur lequel reposent toutes nos espérances; c'est pour nous un devoir impérieux d'écarter tout ce que peut offrir, on ne dira pas seulement la réalité, mais l'apparence même de toute atteinte à l'égide de nos libertés. » L'honorable membre, au lieu de faire commencer l'année financière au 1^{er} juillet, proposa de la fixer au 1^{er} octobre, et que la Chambre ne voterait les impôts directs de 1819 que pour les neuf premiers mois. » Ce nouveau projet étoit inconstitutionnel et présentait de graves inconvénients. Il fut rejeté. L'honorable membre eût été plus conséquent, s'il s'étoit borné à demander le rejet du projet de loi présenté par le gouvernement.

• **LE JOLY DE VILLIERS**, fut élu député, en 1816, par le collège élec-

toral du département de la Meurthe. Il a siégé au côté droit, première section.

LEMARCHAND GOMICOURT, négociant, né à Albert, en Picardie, en 1769, fut nommé, en 1795, député de la Somme au Conseil des Cinq-cents, où il fit annuler la nomination de Barrère. Ennemi déclaré des principes du jacobinisme, il saisit l'occasion d'un message du directoire, sur la destruction des loups, pour faire, dans la séance du 27 juin 1797, un rapport dont l'originalité égaya l'assemblée. « Avant-bier, dit-il, on vous a fait sentir la nécessité de remettre sous vos yeux le message du Directoire-exécutif relatif aux sociétés populaires; aujourd'hui je viens prier le Conseil de statuer sur un autre message relatif à la destruction des loups. Là, c'est une discussion qui intéresse les amis de l'ordre et du gouvernement; ici, vous aurez à prononcer en faveur des moutons contre une race justement abhorrée, celle des loups. Des renseignements postérieurs au premier rapport que je vous ai soumis, ont instruit votre commission que ces animaux féroces commencent à donner de justes inquiétudes; que, voyant sans doute quelques moutons se réunir, ils ont cru devoir en faire autant. Mais, citoyens, vous protégerez les porteurs de laine, et peut-être, pour anéantir leurs ennemis, adopterez-vous le projet de résolution que je représente à la discussion. » Cette plaisanterie ingénieuse excita la haine et la vengeance des Jacobins. M. Lemarchand Gomicourt fut compris dans la proscription du 18 fructidor. Le Roi, à son retour, lui accorda des lettres de noblesse. Il a été élu, en septembre 1816, membre du nouveau Corps-législatif, par le collège électoral du département de la Somme. Il a siégé au côté droit, première section.

LEMERCIER (comte), fut de-

puté du tiers-état de la sénéchaussée de Saintes aux Etats-Généraux, et ensuite député au Conseil des Anciens. Il dénonça une prétendue confédération royaliste, et fit décréter l'établissement des conseils de guerre dans tout département où le Directoire l'ordonneroit. M. Lemerrier contribua puissamment à la révolution du 18 brumaire. Buonaparte récompensa son zèle, il le nomma sénateur, et lui donna la sénatorerie d'Agen. Il adhéra à la déchéance de Buonaparte et au rappel des Bourbons. Le Roi créa M. Lemerrier pair de France en 1814, et Buonaparte ne l'ayant point compris dans la liste des pairs de sa création, il a conservé la dignité de la pairie. M. Lemerrier adopta le projet de loi relatif à la formation de l'armée : nous nous contenterons de rapporter le jugement qui termine le long discours qu'il prononça : « Oh nous conduiroient, dit le noble pair, les amendemens proposés, ainsi que ces nouveaux systèmes de recrutement, ces théories diverses de réserve, d'avancement ? Un renvoi forcé à l'autre Chambre, dans laquelle les mêmes amendemens, les mêmes théories ont été développés, soutenus avec force, combattus avec énergie, écartés avec une imposante majorité. Pensez-vous, messieurs, que cette Chambre, qui a aussi le sentiment de sa dignité et de son mérite, revienne sur une décision qui n'a été rendue qu'après les plus profondes méditations, les discussions les plus savantes, et avec la plus solennelle publicité ? Non, quelque jalouse qu'on la suppose d'entretenir avec vous une heureuse harmonie, elle ne nous fera pas le sacrifice de sa conscience et de son devoir, surtout lorsque le prince dont nous avons appris à juger la sagesse et le caractère, a partagé son opinion et souscrit à son vœu qu'il confond avec le sien. Au lieu de le contrarier, empressons-nous d'y joindre le nôtre et de compléter ce faisceau de sentimens propre à faire resserrer ce-

lui de tous les cœurs français. Oui, messieurs, de tous les cœurs français, qui de toutes parts en attendent avec impatience l'adoption. Messieurs les députés le savent : or, pensez-vous qu'avec une telle certitude ils rétractent une décision qui n'est que l'expression entière de leur conviction et du vœu national ? » Le système du noble pair est faux et pitoyable. Quoi ! il ne sera pas permis à la Chambre haute de rejeter un projet de loi adopté par la Chambre basse ? Voilà la conséquence inévitable du principe erroné de M. le comte Lemerrier. Il est en tout digne d'un sénateur de Buonaparte. Comment sait-il que le projet de loi relatif à la formation de l'armée est approuvé par tous les Français ? et comment sait-il que c'est le vœu national, tandis qu'il s'est élevé de toutes les parties du royaume des réclamations contre une loi qui viole la Charte et attaque les prérogatives royales ? « Non, messieurs, ajouta le noble pair, il ne sera pas dit que la Chambre des pairs devenue si utile à ce trône si cher à la nation par ses principes et sa conduite, laisse altérer dans cette circonstance honorable la précieuse confiance qui lui est si nécessaire encore pour soutenir la dignité de l'une et défendre les intérêts de l'autre. Adoptons dans son ensemble, adoptons telle qu'elle est, la loi qu'on nous soumet ; laissons au temps, à l'opinion, à la juger : s'ils en improuvent quelques dispositions, ou elles seront du ressort de la puissance législative, et la constitution nous a laissé la facilité de les améliorer, ou elles resteront dans les attributions particulières du monarque, et son génie est là pour y remédier par des ordonnances dictées par la raison. Le monarque.... ah ! puisqu'il l'a voulu, lui, puisqu'il en approuve les premières modifications, puisqu'il attend notre adhésion avec une paternelle sollicitude, n'hésitons pas à lui donner cette consolation. On n'a plus

à opposer à sa royale bonté que son gouvernement est celui de ses ministres, lorsqu'elle vient de parler par le magistrat d'une de ses bonnes villes et dans des termes que je crois bon de répéter ici : « On vous a trompé, je sais tout ce qui se passe ; mon gouvernement c'est *moi* ; rien ne se fait que par mes ordres et d'après ma volonté ; je ne suis pas le roi de deux peuples , je ne le suis que d'un : je veux qu'on oublie ce qui s'est passé : le système de mon gouvernement n'est pas le système de mes ministres, c'est le mien ; ils ne font que l'exécuter sous mes ordres et sous ma direction ; je veux union et oubli. » Assurément nous rendons hommage, comme le noble pair, aux bontés, à la bienfaisance et aux vertus du Roi, nous savons qu'il aime son peuple, et que le tableau des dissensions publiques afflige son cœur ; mais il nous paroît que les réflexions du noble pair sont bien étrangères à la question qu'il a voulu traiter. M. le comte Lemercier vota le rejet de l'amendement proposé par M. le duc de Fitz-James sur l'article 8 du projet de loi relatif à la répression des crimes et délits commis par la voie de la presse ou par tout moyen de publication. Il se fonda sur ce que le sens de l'article qui est aujourd'hui rédigé, comprend d'une manière implicite au moins tout ce que pourroit exprimer l'addition qu'on y propose ; car qui pourroit douter que les outrages faits à la religion n'atteignent en même temps la morale religieuse ? la Charte, d'ailleurs, s'oppose sous un autre rapport, à l'adoption de toute mesure qui, comme celle qu'on propose, pouvoit tendre directement à détruire l'égalité de protection qu'elle a promise à tous les cultes. Tels sont les motifs qui déterminoient le noble pair à rejeter l'amendement : et s'il a cru devoir les soumettre à la Chambre, c'est pour que l'on n'attribuât pas son vote à l'indifférence pour une religion qu'il se fait honneur de professer.

LENOIR-LAROCHE (comte de), né à Grenoble, étoit avocat à Paris avant la révolution ; élu député aux Etats - Généraux par la prévôté et vicomté de Paris, il ne développa point ses principes politiques : les jacobins le regardoient comme un royaliste, ils le persécutèrent ; mais il sut échapper à la fureur de leur haine. Ce fut alors que M. Lenoir-Laroche se déclara un zélé et fervent républicain ; il attaqua et insulta les royalistes : il prit le parti du Directoire contre le Corps-Législatif, et fut nommé par reconnaissance ministre de la police ; mais M. Lenoir-Laroche ne montra dans son administration aucune énergie, et il fut forcé de donner sa démission. Il fut nommé au Conseil des Anciens, où il se déclara ennemi des royalistes, et fit éclater son enthousiasme pour la république. Voici comment il s'exprima dans la séance du 18 février 1799 : « On ne parle point de ces royalistes insensés qui croient au rétablissement de la royauté avec une foi plus digne de pitié que de mépris ; cette opinion extravagante ne trouve plus de partisans parmi ceux qui font quelque usage de leur raison. Qui voudroit aujourd'hui de la noblesse, des émigrés, et de tout le cortège d'abus et de vengeance qui accompagneroit le retour de l'ancien ordre de choses ? pense-t-on que le Directoire et le Corps-Législatif n'appelleront point toutes leurs forces pour défendre la république et se défendre avec elle ? Oublie-t-on que les armées sont républicaines, et qu'elles ne consentiront jamais à ne recueillir pour d'innombrables travaux, de leur triomphe et de leur gloire, que la servitude de leur pays et leur propre humiliation aux yeux de l'Europe ? » Mais M. le comte Lenoir-Laroche parut abandonner sa doctrine républicaine en voyant Buonaparte s'élever à l'autorité souveraine et le nommer sénateur. En avril 1804 il adhéra à sa déchéance. Le Roi le nomma pair de France, et

il a continué de faire partie de la Chambre, n'ayant point été compris dans la liste des pairs créés par Buonaparte.

LEPELLETIER DE ROSAMBO, pair de France, et petit-fils de Malesherbes, l'un des défenseurs de Louis XVI, est fils du président à mortier du Parlement de Paris, qui a péri sur l'échafaud, victime de son courage et de sa fidélité à défendre la monarchie et la religion. Le noble pair a éprouvé de grandes infortunes; il eut à verser des larmes à-la-fois sur son illustre aïeul, son père, sa mère, sa sœur et son beau-frère, M. de Chateaubriand aîné. Pendant sa minorité les créanciers de sa famille avoient été remboursés par son tuteur en assignats fort dépréciés; devenu majeur, M. de Rosambo convoque ces mêmes créanciers, et leur dit : « Mon tuteur a peut-être fait son devoir; je viens remplir les miens en vous indemnisant de toute la perte que vous avez éprouvée sur votre paiement en assignats. » On assure qu'il s'agissoit de cent cinquante mille francs. M. de Rosambo n'a jamais varié dans ses sentimens religieux et monarchiques. Lors du vote sur l'acte additionnel proposé par Buonaparte en 1815, le noble et intrépide pair publia son vote négatif dans une note portant que « c'est attenter à la liberté publique que d'interdire aux Français le droit de manifester le cri de leurs cœurs, en faveur de l'antique et légitime famille des Bourbons; j'ai d'autant plus besoin, ajouta-t-il, de dire à cet égard ce que je pense, que je suis convaincu que la France ne peut avoir ni repos ni bonheur que par le retour de son Roi; tels sont les sentimens d'amour et de fidélité dont j'ai hérité de mes pères. Ma signature est le garant de ce que j'exprime. » Lors de la discussion sur le projet de loi relatif à la contrainte par corps, M. de Rosambo proposa, par amendement à l'article 6, d'en

retrancher la disposition qui ne permet au débiteur emprisonné d'obtenir son élargissement en payant la tiers de la dette, et donnant caution pour le surplus, qu'après trois années consécutives de détention. Le noble pair observa « qu'aucun délai n'étoit apposé à l'exercice de cette faculté par trois années consécutives. Quel avantage peut offrir la disposition contraire? Le débiteur, après trois ans de détention, aura-t-il plus de moyen de s'acquitter? Trouvera-t-il dans sa famille un intérêt plus tendre, des secours plus efficaces? N'est-il pas à craindre au contraire que l'intérêt dont il a pu être l'objet aux premiers jours de sa disgrâce, ne se refroidisse par la longueur de sa captivité? Ce sera donc à pure perte qu'elle se sera prolongée? » Le noble pair conclut à la suppression de la clause limitative. Cet amendement fut adopté.

LEVIS (duc de), fils du maréchal de France de ce nom, fut nommé député aux États-Généraux par la noblesse du bailliage de Dijon; il adopta avec une sage modération les opinions des innovateurs modernes, qu'il abandonna bientôt après. Il consentit à l'abolition des privilèges de la noblesse, à condition qu'elle seroit subordonnée à l'établissement de la constitution; il s'opposa à la publication des Droits de l'homme, comme inutile et dangereuse; il signa les protestations de la minorité contre les innovations révolutionnaires. M. le duc de Levis sortit de France à l'époque du 10 août 1792; et se rendit à l'armée des princes; il fut blessé à Quibéron. Il partit ensuite pour l'Angleterre, et revint en France après le 18 brumaire. Il s'occupa entièrement de littérature; il publia quelques ouvrages agréables et instructifs, remarquables par l'éloquence et la pureté du style, l'agrément de la diction, la rapidité de la narration, et par des détails pleins d'agrément.

ment et d'esprit. [A l'époque de la restauration le Roi le créa pair. Il fit le rapport de la loi qui fixoit la liste civile; il en proposa l'adoption avec quelques légères modifications. Il défendit la loi sur le budget, et il se montra fidèle défenseur de la monarchie et de la légitimité. M. le duc de Levis fit la proposition de supplier le Roi de présenter aux deux Chambres un projet portant abolition entière du droit d'aubaine et de détraction. La Chambre décida qu'elle prendrait cette proposition en considération. Dans une autre séance, M. le duc de Levis développa sa proposition. Il s'attacha principalement à combattre le système de la réciprocité; il démontra que les articles du Code civil, qui font dépendre de la réciprocité la condition des étrangers en France, sont aussi contraires à l'équité naturelle que peu conformes aux règles d'une politique éclairée, et que relativement à l'Angleterre, pays avec lequel nous avons plus de relations d'intérêt qu'avec tous les autres ensemble, les idées de réciprocité sont absolument chimériques. » On nous saura gré de faire connoître les observations savantes et instructives du noble pair sur une question si importante de la science diplomatique; elle a d'ailleurs excité des sentimens divers: cependant les réflexions de M. de Levis ont réuni la majorité des suffrages. Il observa que « le gouvernement anglais, en assurant aux Français l'héritage des biens immeubles, a fait, dès le règne d'Elisabeth, tout ce que les lois fondamentales lui permettent de faire; cette convention, confirmée par l'article 13 du traité d'Utrecht, a été mise en vigueur par celui de 1814. Il ne dépend pas du cabinet Britannique d'aller au-delà. En Angleterre, le vote est inhérent à la propriété foncière; le possesseur d'un *freehold*, ou franc-aleu, est par cela seul électeur du comté. Les membres du Parlement, députés

des villes et des bourgs, sont élus par les propriétaires des maisons: aussi, en acquérant un bien-fonds, on acquiert un droit politique, dont la non conformité de religion peut seule suspendre l'exercice; et même lorsqu'on achète l'emplacement de ces anciens bourgs détruits, si connus sous le nom de *bourgs pourris*, ce n'est pas seulement un vote d'électeur que l'on achète, mais un droit étrange de nommer un membre du Parlement. En réfléchissant sur cet état de choses, on conçoit le motif de la loi, qui défend, sous peine de confiscation, de vendre des terres aux étrangers; c'est la volonté de les exclure de toutes parts du maniement des affaires publiques, qui leur a fait refuser la faculté d'acquérir des biens-fonds par achat ou par héritage, et il seroit injuste de penser que la cupidité des siècles barbares ait influé sur cette détermination, lorsque la conduite honorable du gouvernement anglais prouve si évidemment le contraire. Pendant tout le cours de la révolution on a laissé les Français, même ceux qui résidoient en France, recueillir les successions qui s'ouvroient en leur faveur; et même, poussant la loyauté jusqu'à la délicatesse, on n'a pas même exigé d'eux, non plus que des autres étrangers propriétaires dans les fonds anglais, la retenue du dixième que les nationaux ont supportée pendant tout le temps qu'a duré l'*incometax*, ou taxe sur les revenus. Voilà de nobles représailles, elles prouvent que la générosité peut très-bien s'allier avec cette jalousie des droits politiques, caractère distinctif des peuples libres. On sait que chez les Athéniens il ne falloit pas moins de six mille suffrages, près du tiers de la totalité des citoyens, pour accorder le droit d'indigène à un étranger. En Angleterre la plénitude de ce droit leur est toujours refusée; ceux même qui obtiennent un bill de naturalisation, acte qui exige, comme

les autres lois, le concours des trois branches de législation, demeurent inhérents à siéger au Parlement; rien ne remédie au défaut de naissance, ou, comme disent les jurisconsultes, au vice de pérégrinité. Nos lois sont moins exclusives; elles accordent sans réserve tous les droits des Français à ceux que le Roi juge dignes de cette insigne faveur: la rareté en augmente le prix. Les grandes lettres de naturalisation ne sont délivrées que sur les motifs les plus graves, et elles sont vérifiées dans les deux Chambres; ces formalités salutaires doivent être religieusement observées. Certes, on ne doit pas inférer de la faculté d'acquérir et d'hériter, que la jouissance d'un revenu déterminé suffise pour donner à l'étranger, comme au citoyen français, le droit d'élire et d'être élu; autre chose est d'admettre au nombre des sujets de l'Etat; autre chose de permettre que l'on influe sur ses destinées: pour que les nouveaux venus obtiennent ce complément de tous les droits, il faut, la prudence le veut, que leurs sentimens soient bien éprouvés, et c'est au monarque qu'il appartient d'en juger. Mais les restrictions politiques cessent pour leurs enfans nés sur le territoire français; façonnés à nos mœurs, intéressés à notre prospérité, ils prendront de tout ce qui les entoure, et pour ainsi dire de l'air qu'on y respire, l'habitude d'aimer la patrie. Avec de telles précautions l'admission des étrangers à la jouissance de tous les droits civils est sans inconvénient et présente de grands avantages. Ce n'est pas assurément que nous ayons besoin d'accroître notre population; la France fournit des bras, et trop souvent le travail leur manque; les capitaux du dehors leur en donneront, ils augmenteront les produits de tous genres, c'est-à-dire la masse des richesses nationales, et les revenus publics s'accroîtront de l'aisance des propriétaires. Profitons de nos avantages naturels: un penchant ir-

résistible attire les peuples du nord vers les régions tempérées; le sol est plus fertile, les mœurs plus douces. Dans des temps de barbarie les Normands sont venus s'établir sur nos côtes; leurs descendans se présentent avec de l'or, accueillons-les. On ne conçoit pas ce qu'on pourroit opposer à une mesure qui réunit à un degré si éminent l'utilité à la justice: dira-t-on que ces Anglais si opulens vont envahir notre France et remplacer nos propriétaires? Mais ici le remède seroit dans le mal; une telle concurrence seroit bientôt renchérir les terres, au point qu'ils ne trouveroient plus d'avantages à en acheter; d'ailleurs, cette crainte, raisonnable dans un petit pays où le sol suffiroit à peine à des habitans à-la-fois riches et nombreux, ne sauroit exister dans un vaste royaume qui contient tant de mille lieues carrées, sur-tout lorsque les grandes propriétés n'y trouvent pas d'acquéreurs, et que ceux qui veulent s'en défaire sont réduits à les dépecer, en vendant au plus vil prix, à la horde des démolisseurs, ces châteaux que la révolution avoit épargnés. Pour épuiser les objections, parlera-t-on de la perte que le fisc éprouvera par l'abolition du droit d'aubaine? Nous croyons qu'en définitif ce très-foible revenu coûte bien cher à l'Etat; déjà, il y a plus d'un siècle, on se plaignoit que les frais absorboient presque tous les produits, et que souvent le domaine s'engageoit à pure perte dans des procès dispendieux. Dans la révolution, l'extension qu'on lui a donnée a rapporté beaucoup, il est vrai; mais on sait si ce bien mal acquis nous a profité: nous le rendons aujourd'hui, sinon avec usure, du moins avec l'intérêt. La Chambre arrêta que la proposition du noble pair seroit convertie en résolution, et qu'elle seroit envoyée à la Chambre des députés après un délai de dix jours.

M. le duc de Levis, lors de l'examen du projet de loi relatif à l'ex-

portation des grains, en adopta le principe, fondé sur l'intérêt de l'agriculture. « Il importe d'encourager le cultivateur en maintenant à un taux raisonnable le prix des subsistances, et l'on ne peut atteindre ce but sans apporter des restrictions à l'introduction des grains tirés de l'étranger. Les objections élevées contre le système restrictif, par les partisans de l'importation illimitée, sont plus spécieuses que solides; et la liberté absolue qu'ils réclament auroit, entre autres inconvénients, celui de faire abandonner en France la culture des terres médiocres, et d'enlever à une partie considérable de la population ses moyens de travail et d'existence. On prétend y suppléer par des entreprises industrielles; mais où trouver des capitaux pour ces entreprises, des débouchés pour les produits; et comment opérer sans secousses un pareil déplacement dans les habitudes? Ce n'est pas tout: l'importation la plus active est loin de suffire, dans les momens difficiles, aux besoins de la consommation, et l'on ne peut voir sans étonnement le peu qu'elle a produit aux époques où elle a été le plus encouragée. Tous les sacrifices faits en 1817 par le gouvernement ont à peine réussi à obtenir par ce moyen de quoi alimenter le royaume pendant quatorze jours. Dans les autres années de cherté, les importations des grains, constatées par les registres des douanes, ont été nullement moindres. On peut conclure de ces faits, que l'idée qu'on se forme des quantités nécessaires pour assurer momentanément la subsistance des peuples, est généralement exagérée. » Le noble pair évalua à 74 millions d'hectolitres la consommation annuelle des grains en France, en observant que le pain entre aujourd'hui pour une proportion infiniment moins grande qu'autrefois dans la nourriture de l'homme, et que les progrès incontestables de l'agriculture ont porté spécialement sur l'augmentation des fourrages et des plantes

légumineuses. Il estima que trois millions d'hectolitres formeroient un approvisionnement de réserve suffisant pour empêcher la disette, ou plutôt pour prévenir un renchérissement excessif, en tranquillisant l'opinion sur un point où, comme en matière de finances, la peur fait souvent plus de mal que la réalité. « Cet approvisionnement, dont la dépense, moyen de combinaison que le noble pair développa, ne s'élèverait guère au-dessus de 22 millions, nuirait à profit l'excédant des recettes gaspillé ou vendu à vil prix dans les années fertiles, et que les étrangers nous rapportent avec un énorme profit dans les temps de cherté. Sa répartition entre les différentes localités placeroit le secours à côté du besoin, et sauveroit l'embarras d'une manutention compliquée: les fonds nécessaires seroient fournis à titre d'avance par les grandes communes, qui trouveroient dans le bénéfice réalisé, au moment de la revente, les moyens de pourvoir à l'intérêt de leurs emprunts et aux frais de gestion. Partout où manqueroient les magasins, le blé pourroit être laissé à la garde des vendeurs, moyennant une prime de dépôt; enfin la publicité des opérations, la surveillance des autorités locales, le concours des comités de bienfaisance, écarteroient les abus et offriroient à l'opinion publique la plus entière garantie. » Le noble pair crut devoir fixer un moment les regards de la Chambre sur un système qui lui paroît propre à épargner au gouvernement de grandes sollicitudes, à l'état de grands sacrifices; il invita les membres de l'assemblée à profiter du loisir que va leur laisser la clôture de la session, pour méditer un problème dont la solution promet à son auteur l'estime et la reconnaissance de tous les amis de l'humanité. M. de Levis, auteur de la proposition concernant le droit d'aubaine et de détraction, convertie en projet de loi, en vota l'adoption. Il observa « que l'approbation qu'il obtint dans les

deux Chambres, le suffrage du gouvernement qui a suivi cette approbation, ne lui permettoit point d'avoir la moindre inquiétude sur le sort de la loi proposée. Il se félicitera toujours d'en avoir indiqué le principe, si favorable aux grands intérêts du crédit public, de la culture et de la propriété. «Lorsqu'on observe les progrès immenses de l'industrie française, et quels perfectionnemens reçoivent chaque année les arts qui servent aux besoins ou à l'agrément de la vie, on s'étonne de voir l'agriculture seule demeurer en arrière, et de trouver si rares encore les exemples d'une bonne exploitation. Est-ce l'intelligence du cultivateur qu'il faut en accuser? non sans doute; il a su depuis long-temps s'affranchir du joug de la routine; mais il lui manque des capitaux nécessaires pour faire à la terre des avances qu'elle rendroit avec usure : voilà ce qui arrête chez nous l'effet du premier, du plus utile des arts. Loin de pouvoir améliorer, le propriétaire, écrasé par l'impôt foncier, souvent par le service d'une dette hypothécaire, conserve à peine les moyens de pourvoir aux frais de culture les plus indispensables : de là tant de terres à vendre, et qui ne trouvent pas d'acquéreurs. Un des effets de la loi proposée sera de leur en procurer; elle remplira ainsi le premier vœu de l'économie politique, en faisant passer les propriétés dans des mains qui sauront en tirer le meilleur parti. Un autre avantage qu'elle produira, c'est d'arrêter les progrès, chaque jour plus effrayans, de cette extrême subdivision des propriétés, qui n'est pas l'un des moindres fléaux de la culture; il s'est accru à un tel point par l'égalité des partages, le malheur du temps et l'agiotage des spéculateurs, que les terres ne se comptent plus par arpens, mais par perches, et que dans les plaines les plus unies souvent la bêche remplace la charrue : quel avenir nous présage un pareil retour vers l'enfance de la

civilisation? Ce n'est pas seulement à la richesse territoriale qu'il doit être funeste, son influence ne menace pas moins le bonheur et l'indépendance de la population agricole. Jaloux de monter au rang de propriétaire, le cultivateur, qui emploie de faibles épargnes à satisfaire cette vanité, trouve bientôt la misère au lieu de l'aisance qu'il cherchoit. Ses peines s'aggravent encore par l'accroissement prématuré de sa famille, et celle-ci, obligée de chercher sa subsistance dans un travail mendicant, met ses bras au rabais et vit à peine de ses salaires. On se tromperoit en attribuant un si déplorable résultat aux vices des peuples, à leur paresse ou à leur ignorance, il peut être amené par une institution défectueuse contre laquelle se réuniront envain les efforts des individus, les avantages naturels du sol et du climat. Un empire célèbre, situé aux confins de l'Asie, en offre le triste exemple : sa population immense, active, laborieuse, demande à la terre et aux eaux tout ce qu'elles peuvent fournir de subsistances alimentaires. L'homme, en repoussant les animaux de trait, a pris sur lui tous les travaux de la culture pour s'en approprier les produits. Qui n'admireroit ces vastes plaines cultivées comme un jardin, ces collines taillées en terrasses, couronnées de riches moissons? là pourtant, à côté d'une végétation magnifique, règne partout une misère générale. La moindre diminution opérée dans le produit des recettes par l'intempérie des saisons, suffit pour amener la famine, et à sa suite les plus affreuses mortalités : là, l'infanticide a cessé d'être un crime, et la difficulté de nourrir l'homme a rendu la loi indifférente à sa conservation : en faut-il davantage pour établir la nécessité de retirer de la circulation le plus grand nombre possible de terres qui pourroient encore être morcellées? Acquisées par les étrangers, elles resteront et prospéreront entre leurs mains; ils pour-

ront même, à la faveur du majorat autorisé par nos lois, transmettre, dans leur intégrité, les acquisitions qu'ils auront faites. » De pareilles vues ont paru au noble pair dignes de fixer l'attention d'une Chambre, à qui la nature et la perpétuité des fonctions imposent le devoir de veiller à-la-fois sur les intérêts du moment et sur ceux de l'avenir.

M. le duc de Lévis vota pour le projet de loi concernant le règlement définitif des budgets de 1815, 1816, 1817, et la ratification provisoire du budget de 1818; mais il crut devoir combattre certaines doctrines proposées dans le rapport de la commission, et qui lui paroissent propres à troubler la bonne intelligence qu'il est si désirable de maintenir entre les Chambres. « Quand le salut des Français dépend de leur union, quand ils n'ont que ce moyen de déjouer les projets, de tromper les coupables espérances de l'anarchie, est-il sage, est-il prudent de semer entre les pouvoirs des germes de discorde? Le rapporteur de la commission ne pouvoit-il exprimer sa pensée sur quelques dispositions de la loi, sans monter à l'origine de ces dispositions, sans contester l'initiative de la Chambre qui les y a introduites? Ne suffit-il pas qu'aujourd'hui ces mêmes dispositions se présentent revêtues du consentement de Sa Majesté? Faut-il, autre chose que ce consentement pour les transformer en véritables propositions royales et satisfaire sur ce point à l'article 46 de la Charte? Quel fruit a-t-on pu se promettre d'une pareille déclaration de principes? Si on l'a cru nécessaire, si la doctrine qu'on établit paroît incontestable, pourquoi, au préjudice de cette doctrine, conclure l'adoption qui lui est contraire? Pense-t-on que la Chambre des députés a pu prendre en bonne part de semblables conseils, a pu se laisser régenter par une Chambre, à qui, dans l'exercice des fonctions législatives, la Charte ne donne au-

cune supériorité sur elle? En Angleterre, l'union des Chambres est cimentée par les rapports de famille qui existent souvent entre les membres de l'une et de l'autre; un pareil moyen n'est plus à notre usage depuis qu'on a reporté à quarante ans l'exercice des fonctions législatives, et anéanti dans l'élection l'influence de la grande propriété. Dans l'état actuel, l'union des Chambres ne peut être maintenue que par la réciprocité des égards; et n'est-ce pas y manquer que de mêler sans nécessité, dans la discussion d'une loi, la critique des modifications qu'elle a éprouvées hors de cette enceinte? Sans doute il est nécessaire que chaque pouvoir se renferme dans l'orbit qui lui est tracé; mais une longue expérience peut seule établir cet heureux équilibre. N'allons pas, dans l'espoir d'en hater le moment, appliquer au mal qui existe des remèdes propres à l'aggraver; gardons-nous d'une contestation qui, à moins d'un appel au peuple, sorte d'appel auquel sans doute on n'est pas tenté de recourir, ne sauroit trouver de juge. Appelés à prononcer sur l'utilité des projets de loi qui nous sont soumis, bornons-nous à leur examen sans nous enquerir des modifications qu'avant de nous être adressée a pu recevoir la proposition royale. Ainsi l'accomplissement de nos devoirs, l'exercice de nos droits ne portera aucun ombrage à l'indépendance de l'autre Chambre. »

M. le duc de Lévis fit un rapport au nom d'une commission spéciale chargée de l'examen du projet de loi relatif à la fixation de l'année financière. Le noble pair démontra d'abord qu'il étoit inconstitutionnel. « Il s'agit du maintien de l'esprit et de la lettre de cette constitution que la chambre a jurée, à laquelle sont invariablement attachées les destinées de la patrie, et que sous aucun prétexte elle ne doit pas enfreindre. Suivant le projet de loi on voteroit un budget de dix-huit mois, et pour-

tant l'article 49 de la Charte dît expressément : « l'impôt foncier ne sera voté que pour un an. » A ce texte précis que peut-on opposer ? rien, sans doute ; et d'ailleurs les plus subtils commentateurs échoueroient dans la loyauté de la Chambre : mais il existe encore contre le projet de loi des griefs d'un autre genre. « Ici, dit le noble pair, les scrupules ne nous arrêteront pas ; l'opinion des députés ne sauroit être mise en opposition avec la nôtre, la question que nous allons vous soumettre n'a point été débattue dans leur Chambre. Il s'agit encore de cette cumulation des budgets de deux années dans le même vote ; mais, cette fois, nous n'examinons pas si la chose est légitime et constitutionnelle, nous la considérons dans l'intérêt des contribuables, et nous trouvons que, sous ce rapport, la loi projetée auroit les plus honnêtes conséquences. On sait, et l'histoire en consacrerait l'honorable souvenir, avec quelle résignation le peuple français a supporté le fardeau des plus lourdes taxes, aggravé, pour plusieurs départemens, par la présence onéreuse de l'armée d'occupation, pour tous par des années de disette et de misère. Le courage étoit alors soutenu par l'espoir d'une prompte délivrance ; chacun voyoit dans la libération du territoire le terme de ses maux : les étrangers sont partis, les taxes sont restées ; elles subsistent dans toute leur étendue, avec toutes les inégalités qui les rendent encore plus intolérables ; et le budget, at enlu si long-temps, ne nous apportera aucun adoucissement ? Vous avez entendu, à l'ouverture de la session, le roi déclarer avec une émotion douloureuse que le vœu le plus cher de son cœur, le soulagement de ses peuples, ne pourroit pas être rempli cette année, mais qu'il le seroit bientôt. Cette promesse royale a retenti dans toute la France ; elle y a porté la consolation. Quel seroit le découragement, si un vote de dix-huit mois ajournoit encore

pour la moitié les espérances conçues, et, nous le disons franchement, si difficiles à réaliser ? Il suffit de voir dans les comptes qui ont été distribués de combien de millions les recettes ont dépassé l'estimation des revenus de 1818 (près de 42 millions), pour se convaincre que la situation de nos finances est prospère et qu'elle s'améliore progressivement. Dès-lors, celui qui paie et qui souffre doit s'en ressentir. Je sais que la forme dans laquelle sont rédigés les comptes des années antérieures, présente au premier aspect un effrayant déficit ; mais ceux qui ne reculent pas devant les amas de chiffres, espèrent trouver dans la décomposition de ces mêmes états des résultats moins alarmans. Dans tous les cas, un gouvernement paternel et habile saura toujours, dans un pays comme la France, ménager à-la-fois les ressources du crédit et les facultés des contribuables épuisés. Enfin, quand il seroit malheureusement vrai, ce que nous ne croyons pas, que la nécessité dût nous réduire à laisser subsister pour 1820 les taxes sur le pied actuel, rien ne dispensera l'administration de rendre la contribution foncière supportable, par un redressement de répartition depuis si long-temps désiré, et qui, dans la session dernière, avoit été formellement prescrit. Cette réparation d'une longue injustice seroit déjà un bienfait : mais nous portons nos vœux plus loin ; nous avons l'espoir fondé, qu'à dater du 1^{er} janvier prochain l'emprunt sera éliminé et plus également réparti ; nous le souhaitons d'abord dans l'intérêt du peuple, ensuite dans celui du monarque. La plupart des politiques cherchent aujourd'hui la stabilité du gouvernement dans les institutions : ce moyen est excellent ; mais il demande du temps, et souvent l'expérience dément les intentions et trompe les espérances. Nous connoissons un moyen prompt, inmanquable, d'attacher les peuples au souverain, c'est de faire en sorte qu'ils

paient modérément ; que ce soit la situation actuelle de la France, c'est ce qu'il seroit impossible de soutenir devant tous ses propriétaires qui, dans plus d'un département, paient le tiers et au-delà de leur revenu net. C'est encore au Roi qui a rétabli nos antiques libertés sur des bases désormais indestructibles, qu'est réservée la gloire de faire cesser ces longues et iniques surcharges ; c'est ainsi que ce prince auguste remplira la mission qu'il semble avoir reçue du Ciel, de réparer tous les maux dont il a gémi sans les causer, et la Chambre des pairs, en écartant tous les obstacles qui pourroient retarder une époque appelée par des vœux unanimes, s'associe en quelque sorte à ses hautes destinées. Voilà quelle est l'affaire véritablement pressée en France ; elle l'est bien autrement que la cessation des douzièmes provisoires, irrégularité qui sans doute ne doit pas subsister, mais qui, après tout, n'entrave point le service et n'empêche nullement l'exercice de la responsabilité. Une autre année, lorsque dans le budget on ne comptera plus par millions, et que, les principales lois étant portées, les sessions ne dureront que peu de mois, il sera facile de trouver des moyens constitutionnels de remettre l'ordre dans cette partie. Telles sont les considérations graves qui ont décidé la commission à proposer à l'unanimité le rejet de la loi dans l'état où elle est proposée. » Cet avis fut adopté, et la Chambre prononça le rejet du projet de loi.

LEZAY-MARNEZIA, ne parut sur la scène politique qu'en 1815, époque à laquelle le Roi, à son second retour, le nomma préfet du département du Lot, où il éprouva quelques désagréments, lors des élections qui se firent après l'ordonnance du 5 septembre 1816. Il fut élu député : il siégea au centre. MM. Lachèse-Murel et Syrieis le dénoncèrent à la Chambre comme ayant souffert qu'on

le reçût à Figeac sous un arc-de-triomphe, surmonté d'une couronne tricolore ; d'avoir tronqué les instructions ministérielles sur les élections ; d'en avoir écarté certains électeurs pour en introduire d'autres de son choix. M. Lezay-Marnezia parvint à se justifier ; l'assemblée ne voulut point s'occuper de cette dénonciation, elle confirma son élection. Il vota avec la majorité. Le Roi le nomma à la préfecture de Lyon, où il a remplacé M. de Chabrol. M. Lezay-Marnezia vota le projet de loi relatif au monopole des tabacs. Il prononça un discours écrit avec éloquence et rempli de sages réflexions ; il observa que « lors de l'Assemblée constituante, la conservation du monopole des tabacs éprouvoit de grandes difficultés, par l'impossibilité de le maintenir, et de concilier avec son existence les franchises de l'Alsace et des autres provinces, qui, comme elles, réclamoient avec une égale énergie la liberté de culture et de débit d'une plante qui étoit entrée depuis long-temps dans leurs récoltes ordinaires et habituelles. Plus tard, l'abolition du régime exclusif, prononcée par cette Assemblée, étoit devenue le droit commun de tous les propriétaires et de tous les fabricans ; et comme l'Etat ne peut jamais être considéré comme ayant aliéné irrévocablement le droit de pourvoir à ses besoins par les impôts les moins onéreux, néanmoins les égards dus à la foi publique et à l'état de possession opposoient les plus grandes difficultés au rétablissement du monopole. Ces difficultés ont été surmontées, ces obstacles ont été vaincus, ces sacrifices ont été appréciés : une administration forte et éclairée a, depuis plusieurs années, rendu à l'impôt un régime qui lui avoit toujours appartenu avant la révolution, et que les meilleurs esprits de l'Assemblée constituante considéroient comme lui étant exclusivement propre. » L'honorable membre exhorta la Chambre à ne point compromettre, sans les plus graves

motifs, une position aussi favorable, de ne point hasarder, à une époque où tant de charges nous sont imposées, de commettre aux chances d'une perception douteuse et qui a contre elle tous les résultats de l'expérience, des recouvrements faciles, payés sans réclamation, qui ne tarissent ou ne diminuent aucune des autres sources des revenus publics, qui ont coûté de grands frais de premier établissement, et qui, comme le disoit Mirabeau, doivent être conservés dans toute leur valeur, parce qu'ils sont nécessaires, et qui devraient l'être encore quand le besoin s'en seroit moins fait sentir, parce que, si vous aviez des impôts à supprimer ou à alléger, ce ne seroit pas par celui du tabac qu'on devroit commencer. « Non, dit l'honorable membre, nous ne nous laisserons plus entraîner par le prestige des théories qui nous ont tant trompés; nous ne sacrifierons point, sous l'invocation de la liberté, les plus précieuses ressources de l'Etat à des intérêts particuliers, comme autrefois, au nom des principes, on sacrifia nos colonies à de vaines abstractions. » L'honorable membre présente une notice sur l'introduction du tabac en France sous le règne de François II, de l'usage et de la consommation de cette plante; il soutint que le régime exclusif sur le tabac n'étoit point inconstitutionnel et ne blessait point la propriété. Il cita pour exemple l'Angleterre, qui n'a cessé d'être libre, qui n'a point sacrifié les intérêts de son agriculture quand son gouvernement, bien plus absolu sur cette matière que celui de la France, a prohibé, sans exception, toute espèce de culture de tabac dans toute l'étendue de ses royaumes. « Oui, tout est disposé, continue l'honorable membre, pour conserver sans altération et sans injustice le meilleur de tous les impôts indirects, et malheureusement tout prescrit de n'y apporter aucune réduction. On le sait, la France n'est plus occupée par l'étranger; mais si cette trop dure

condition a cessé, le prix de la rédemption est encore dû : notre dette publique, excessivement accrue, exigera, long-temps après notre libération, des contributions proportionnées à cette charge nouvelle. Il faut payer les créanciers, et il faut réduire l'impôt foncier; il faut acquitter tous nos engagements, et quelques impôts sont devenus insupportables par l'excès du tarif de quelques droits. » L'honorable membre vent sans doute parvenir à obtenir des places et des pensions : il se déclare l'enthousiaste de l'administration des ministres : « On entend parler sans cesse, dit-il, de l'oppression, de la fiscalité de l'administration : à qui, de bonne foi, croit-on persuader que la fiscalité marchande sera moins fiscale que la fiscalité du gouvernement; que des capitalistes, spéculant pour leur propre intérêt, agissent plus libéralement pour les contribuables, que le gouvernement spéculant dans l'intérêt de l'Etat? L'esprit marchand est, de sa nature, avide, il ne s'occupe que du gain; l'esprit du gouvernement, au contraire, est paternel et libéral : ce qu'il impose, c'est pour la conservation et l'amélioration de la famille; l'intérêt qu'il a comme spéculateur, se lie à l'intérêt qu'il a comme gouvernement; son action est sensible comme celle du soleil qui aspire les émanations de la terre : elles se composent en nuages dans les régions supérieures, d'où elles retombent en pluie et en rosée, sources intarissables des richesses et des beautés de la nature. Ainsi, quand le gouvernement attire à lui une partie de la fortune publique, c'est pour en augmenter la masse par de sages combinaisons, et la reverser plus abondante sur les peuples, par les différens canaux d'où découlent pour eux toutes les sources de la prospérité. » Ce tableau annonce le talent de l'honorable membre; mais il ne donne pas une grande idée de sa sagesse et de la solidité de son esprit et de son jugement. Après un tableau d'espé-

rance et de consolation, l'honorable membre prédit des malheurs : « Tout vous échappera dans le nouveau système qu'on vous propose, dit-il, l'argent et la liberté. Si, comme le disoit si éloquemment Mirabeau, on pouvoit à peine empêcher une partie de la fraude, lorsque le tabac étoit prohibé, lorsqu'il ne s'agissoit que de garder des frontières et un seul port, comment pourra-t-on s'y opposer, quand toutes les parties du royaume, toutes les villes, tous les champs, toutes les maisons seront autant de frontières : quand la matière première de la fraude sera sous la main de chaque particulier ; quand, au lieu de n'avoir à repousser, comme autrefois, qu'une très-petite classe de citoyens, on aura le peuple et le cultivateur à surveiller ? » L'honorable membre termina son discours par ces réflexions : « Enfin, Messieurs, il y a des circonstances dominantes auxquelles il faut céder ; il faut vouloir ce que la nature des choses comporte. Vous avez besoin d'argent, et ce besoin se fera sentir long-temps. Vous avez l'indispensable devoir d'apporter des réductions notables dans plusieurs impôts ; le moment d'y travailler devient tous les jours plus urgent. Couservez donc toutes vos ressources, et pour le bien que vous avez à faire, et pour les maux que vous devez réparer. »

LIMAIRAC (de), fut élu député en 1816 par le collège électoral de la Haute-Garonne. Il a siégé au côté droit, première section. Lors de la discussion du projet de loi relatif au recrutement de l'armée, M. de Limairac demanda l'exemption du service militaire en faveur de la famille pour cause de remplacement du fils aîné, et la même exemption lorsque le fils aîné aura été libéré du service. L'honorable député ne trouva pas, dans le projet de loi, toute la faveur dont il paroîtroit susceptible : le paragraphe 6 est extrait textuellement de l'instruction ministérielle

qui accompagnoit les décrets de Buonaparte sur la conscription ; il ne conceit pas comment les auteurs du projet, étant obligés de recourir à ces décrets, n'en ont pas au moins rectifié les dispositions. « La différence qui eût résulté entre les lois de l'ancien gouvernement et celle-ci eût donné beaucoup plus de force à la loi nouvelle que ne peuvent lui en donner tous les moyens employés pour la soutenir. Or, deux exceptions ont été émises : l'Etat est satisfait quand un appelé est remplacé ; on ne peut exposer la famille à de nouveaux sacrifices ; car il ne faut pas assimiler l'état des familles de nos départemens, dans un moment où nous supportons de si pesantes charges, aux porte-feuilles de la capitale, et on ne peut exiger un service double, un double sacrifice. Le principe peut être maintenu ; mais la Chambre ne veut pas que la même famille fournisse deux ou trois soldats ; elle ne veut pas que de ce principe il résulte des conséquences contradictoires. » Les propositions de l'honorable député furent rejetées.

LIZOT, né à Brionne, en Normandie, en 1768, étoit avocat à l'époque de la révolution. Lors de la suppression des parlemens, en 1790, il refusa de plaider devant les nouveaux tribunaux : ses principes monarchiques excitèrent la haine des révolutionnaires. Décrété d'accusation, il échappa à la mort par la fuite ; on le traîna devant un tribunal criminel, comme accusé d'avoir insulté les signes de la liberté et de l'égalité. Le 23 mars 1815, il requit à l'audience publique, en qualité de procureur du Roi à Bernay, l'enregistrement de l'ordonnance royale qui déclaroit Buonaparte traître et rebelle : il fut nommé député en août 1815, et vota avec la minorité. Par une contradiction frappante, M. Lizot est défenseur des principes monarchiques, et cependant il n'a cessé de combattre les opinions des

députés royalistes : il s'opposa à la restitution des biens du clergé non vendus ; il s'opposa aussi à l'impression d'un discours de M. de la Bourdonnaye qui avoit attaqué avec véhémence le ministre de la police générale, tant au sujet de l'impôt perçu sur les journaux, les jeux, etc., que de l'esprit des feuilles quotidiennes. Elu au nouveau Corps-Législatif, en septembre 1816, par le collège électoral du département de l'Eure, il siégea au centre : il parla en faveur du projet de loi sur les élections et de celui de la liberté de la presse. Il prononça une diatribe contre les membres du côté droit ; on y remarque les passages suivans : « Des hommes, dit-il, qui regardent comme un blasphème toute idée libérale, se proclament aujourd'hui comme les apôtres de la liberté, de la civilisation et des lumières. Je pourrais me plaindre que dans plusieurs journaux nos opinions sont défigurées ; mais je pourrais me plaindre aussi que des hommes, qui ne sont pas journalistes, doutent de nos bons sentimens. Vous reprochez sans cesse au ministre de la police l'ordonnance du 5 septembre qui a sauvé la France : c'étoit l'ouvrage du Roi ; et loin de réjouir les ennemis du trône, comme on l'a dit, elle a rassuré ses amis. Le discours éloquent du ministre de la police a produit en France un bien incontestable ; de toutes parts on s'est écrié, en lisant ses paroles : Oui, notre sang avoit coulé pour la cause d'une fausse gloire, il couleroit encore pour la légitimité s'il étoit besoin de la défendre. Que m'importe à moi de savoir si un homme de bien a bien ou mal pensé autrefois, pourvu qu'aujourd'hui il pense, parle et agisse bien : je ne me rappelle les anciennes opinions que lorsque je vois des royalistes de quelques jours se mettre en première ligne pour effacer les autres. » M. Lizot est juge-de-peace du cinquième arrondissement de Paris.

Lors de la discussion du projet de loi concernant la répression des délits de la presse, on agita la question importante, s'il falloit accorder à celui qui seroit attaqué pour avoir publié des faits diffamatoires, le droit de prouver la vérité de ces faits lorsqu'ils seront imputés à une personne revêtue d'un caractère public, et qu'ils seront relatifs à ses fonctions. M. Lizot décida cette question négativement. Il est curieux de l'entendre lui-même s'expliquer d'une manière franche et loyale. « On ne manquera pas, dit-il, de répéter qu'il faut que les écrivains, ces défenseurs des opprimés, ces nobles adversaires de la puissance vicieuse ou trompée, puissent signaler à l'opinion publique, sur laquelle ils exercent une si grande et si heureuse influence, tous les abus de pouvoir, tous les actes répréhensibles des fonctionnaires publics, et remplir la mission qu'ils ont reçue, de venger l'ordre social des atteintes qui lui sont portées par les agens de l'autorité. » Ne croiroit-on pas, en entendant un pareil langage, que les écrivains sont des êtres privilégiés à qui Dieu a donné la perfection qu'il a refusée à la chétive humanité ? qu'il les a momentanément fait descendre dans ce bas monde pour y exercer sa puissance, et que par conséquent il les a institués au-dessus des gouvernemens et des lois ? Ne croiroit-on pas aussi que les magistrats chargés de rendre la justice, de poursuivre les auteurs des délits et des crimes, de provoquer ou de prononcer contre les coupables les peines qu'ils ont encourues ; que les agens établis par l'autorité pour veiller à la sûreté publique, que tous les fonctionnaires publics, enfin, n'existent que pour le malheur de la société ; qu'ils ne s'occupent qu'à persécuter les bons et à favoriser les méchans, et qu'en un mot ils sont tellement dangereux, que l'on ne sauroit prendre trop de précautions pour s'en défendre ? J'a-

voue que ces idées ne sont pas les miennes ; que j'ai cru jusqu'à présent , et que je crois plus que jamais , que sur cent écrivains il y en a plus de quatre-vingt-dix qui se livrent à leur travail , non pour instruire le peuple de ses droits et de ses devoirs , non pour rendre service à l'Etat ; mais par esprit de parti , pour acquérir de la réputation et pour augmenter leur fortune. J'avoue que je pense que dans l'ordre social les fonctionnaires publics sont encore plus nécessaires que les écrivains ; que , rigoureusement parlant , on pourroit se passer de ceux-ci , tandis que l'on ne pourroit pas plus se passer des autres que des lois ; j'avoue encore que je pense qu'il est bien moins utile de protéger les écrivains , qu'il ne l'est de ne pas enlever aux fonctionnaires publics la considération dont ils ont besoin pour faire respecter et exécuter les lois et les actes du gouvernement. Je ne dissimulerai pas que les écarts auxquels se sont livrés quelques écrivains , ont diminué mon amour pour la liberté de la presse ; mais est-ce ma faute si on lui fait produire des fruits si amers ? Quoi qu'il en soit , la liberté doit exister , parce qu'elle est consacrée par la Charte ; elle doit exister , mais en harmonie avec l'ordre social , et sans qu'on puisse sacrifier l'honneur et le repos des fonctionnaires : faut-il , pour donner des garanties aux écrivains , avilir tout homme investi d'un caractère public ?

M. Lizot fit un rapport sur la proposition de M. Mousnier-Buisson d'accorder un nouveau sursis aux colons et à leurs cautions : il déclara que l'opinion de la commission étoit que l'équité et l'humanité exigeoient que les colons de Saint-Domingue obtinssent une nouvelle surséance. Mais quelle sera sa durée ? Elle sera courte sans doute , si l'on n'envisage que les droits des créanciers ; en ce cas , contestera-t-on qu'il doive être accordé un sursis quelconque ?

D'un autre côté , quel sera son terme , si l'on considère que le malheur a aussi ses droits , non auprès du juge , mais auprès du législateur , et surtout le malheur occasionné par des événemens au-dessus de toute prévoyance humaine ; si l'on considère la terrible position de ces victimes de nos troubles , obligées de demander un asile et des secours à ceux même qui ont préparé les maux qui les accablent , et ouvert le volcan révolutionnaire qui a dévoré les familles et englouti leurs immenses richesses ? » L'honorable membre proposa à la Chambre la résolution suivante : « que Sa Majesté sera humblement suppliée de faire présenter un projet de loi , portant prorogation jusqu'à la fin de la session des Chambres qui s'ouvrira en 1821 , du sursis accordé aux colons de Saint-Domingue et à leurs cautions. » Cette proposition fut adoptée : la Chambre fixa ce délai jusqu'au premier janvier 1820.

LOMBARD fut élu député en 1816 , par le collège électoral du département de l'Isère. Il a siégé au côté gauche , seconde section. M. Lombard combattit et vota le rejet du projet de loi relatif à l'importation des grains. Il observa que « cette question est importante , qu'elle se rattache aux principes de l'organisation des sociétés , et aux premiers élémens de l'ordre public. Ces alternatives subites de disette et d'abondance , de cherté et d'avilissement des grains , sont-elles dues à la position géographique de la France , à la nature de son sol , à l'inconstance de son climat ou aux vices de sa législation sur le commerce des grains ? Cette question a été vivement agitée dans le siècle dernier. Les meilleurs esprits se sont divisés , le combat a été long et rude , la lassitude l'a terminé , et non la victoire. La liberté du commerce des blés fut soutenue dans une théorie brillante ; cette vérité , si c'en est une , eut l'effet de

ces météores qui éblouissent avant que d'éclairer, les vues foibles n'en peuvent soutenir l'éclat ; ou s'empresse de la cacher, de l'obscurcir. Le système de la liberté absolue fut considéré comme ne pouvant être appliqué qu'à l'Europe entière, et non à un État particulier, et fut relégué dans la classe de ces utopies qui peuvent consoler du mal présent en laissant entrevoir la possibilité d'un meilleur avenir. Dans cette lutte, un seul avantage est resté aux adversaires du régime prohibitif : le principe de la libre circulation des grains dans l'intérieur fut reconnu ; il devint la règle de l'administration, et dans ces dernières années, pendant lesquelles tant de calamités ont pesé sur la France, nous avons à féliciter le gouvernement de ne s'en être jamais écarté, et de l'avoir défendu avec courage contre les clameurs réunies de l'ignorance et de la cupidité. Comme il arrive souvent dans les causes embarrassantes, on transigea avec les principes ; le commerce extérieur des subsistances resta soumis à un régime combiné de liberté et de prohibition. La loi de 1814 a eu pour but d'encourager l'agriculture, sans porter atteinte à l'industrie manufacturière ; mais si, dans l'intérêt du consommateur, elle a posé des limites à l'exportation, elle devoit aussi en mettre à l'importation, en faveur des propriétaires ; sans cela les positions ne sont pas égales, l'équilibre est rompu. Gardons-nous de croire que l'encouragement et la prospérité de l'agriculture soient jamais sans utilité pour les classes industrielles de la société : le propriétaire et l'agriculteur sont eux-mêmes les principaux consommateurs. Si l'avilissement du prix des denrées les met dans l'impossibilité d'améliorer, de construire, de réparer ; s'il les force d'ajourner à d'autres temps les jouissances qui semblent attachées à leur fortune, c'est l'industrie qui en souffre, c'est l'ouvrier qui reste sans travail, et la

fabrication sans débit. Le bas prix des denrées, sous l'air d'une abondance fallacieuse, produit un marasme général. L'expérience de tous les temps et de tous les pays a suffisamment démontré ce résultat. » Après ces observations générales, et après avoir examiné ces importantes questions sous les rapports politiques, l'honorable membre discuta le projet de loi soumis à la délibération de la Chambre ; il en attaqua les principaux articles ; il fit la critique de la loi de 1814, qui, dans les circonstances où nous sommes placés, devient impuissante et ne peut avoir aucun effet. L'honorable membre n'a point motivé son opinion avec clarté, et a mis beaucoup d'obscurité dans ses réflexions.

LORGE (duc de), né en 1746, fut honoré de la confiance et des bontés de Louis XVI. Il émigra en 1791, et il réunit à Limbourg un corps de cavalerie composé de gentilhommes français ; il passa ensuite en Angleterre, et demanda de l'emploi. On lui promit un corps de cavalerie ; mais cette promesse n'eut aucun effet. A la restauration, M. de Lorge rentra en France. Après le départ du Roi, M. de Lorge se rendit à Bordeaux auprès de Madame, duchesse d'Angoulême, qui le chargea d'aller demander du secours au prince-régent ; mais les événements rapides qui se succédèrent rendirent cette mission inutile. M. de Lorge n'a cessé de défendre la cause de son Roi. S. M. a récompensé ce noble dévouement en le créant pair de France et lieutenant-général.

LORMOND fils, négociant, fut élu député en 1817 par le collège électoral du département des Basses-Pyrénées : il a siégé au côté droit, seconde section.

LOUIS (le baron), généralement connu sous le nom de l'abbé Louis, est né à Toul en 1753. A l'époque de

la révolution, il étoit conseiller-clerc au Parlement, et lié aux ordres sacrés : il se montra zélé partisan des innovations politiques. Au 14 juillet 1790, lors de la première fédération, il fit les fonctions de diacre et assista l'évêque d'Autun, qui célébra la messe sur l'autel élevé au milieu du Champ-de-Mars. L'abbé Louis parut abandonner ses principes révolutionnaires lorsqu'il vit que les républicains vouloient détruire l'autel et le trône. Pendant le règne de la terreur il se retira en Angleterre, où il se livra à étudier le système des finances établi et soutenu par le célèbre Pitt; mais il paroît que M. l'abbé Louis, en établissant son système financier, s'est bien éloigné des principes qui ont dirigé l'heureuse et brillante administration de l'illustre ministre britannique. M. l'abbé Louis reentra en France après le 18 brumaire : il fut successivement chef de bureau de liquidation au ministère de la guerre, employé à la Chancellerie de la Légion-d'Honneur, maître des requêtes au Conseil d'Etat, président du Conseil de liquidation établi en Hollande, et un des administrateurs, dont il dirigea le contentieux. Après la déchéance de Buonaparte, le gouvernement intermédiaire lui confia le département des finances : il fit au Corps-Législatif un rapport sur la situation des finances du royaume et sur les budgets des années 1814 et 1815. Il attaqua l'administration des ministres du gouvernement impérial : le duc de Gête répondit à M. l'abbé Louis; deux partis se formèrent; des écrits furent publiés, et M. l'abbé Louis fut vaincu dans cette lutte imprudemment engagée. Pour faire face à la dépense des années 1814 et 1815, s'élevant à un milliard 445 millions, le ministre proposa, comme moyens extraordinaires, le produit des ventes des biens des communes, celui de la vente de trois cent mille hectares des bois de l'Etat, l'excédant de la

recette sur la dépense de 1815, et enfin la création des bons royaux à ordre, à trois ans, portant un intérêt de huit pour cent par an, et spécialement garantis par les produits dont on vient de parler. Ce plan fut vivement attaqué par des hommes instruits dans la science des finances. L'abbé Louis se rendit à Gand auprès du Roi, lors de l'invasion de Buonaparte, et lors du second retour du monarque il reut au ministère des finances; bientôt après il céda le porte-feuille à M. Corveto. Etn successivement membre de la Chambre des députés en 1815 et 1816, par le Collège électoral du département de la Manche, il a paru rarement à la tribune, parlant quelquefois de sa place. M. l'abbé Louis a violé souvent les lois de la décence et de la justice, en lançant aux orateurs des apostrophes dures et violentes, qui annoncent l'inquiétude de l'âme et la brusquerie de l'esprit. En 1819 le Roi l'a nommé une seconde fois au ministère des finances.

M. l'abbé Louis présenta à la sanction de la Chambre des pairs le projet de loi adopté par la Chambre des députés, relatif à la fixation du budget des dépenses de 1819. On sait que ce ministre, dans ses extases chimériques, a un goût décidé pour l'esprit de système; son imagination exaltée ne connoît aucune règle; il se figure presque toujours, et il ne convient jamais de ses erreurs. Il dédaigne les lumières des hommes instruits dans la science financière, et il se croit inspiré par des lumières surnaturelles. Cet orgueil et cette vaine présomption rendront son administration funeste à la France. Dans le discours qu'il prononça à la Chambre des pairs, il se félicita de l'heureuse influence qui distinguoit le budget actuel de celui réglé de l'année dernière (1818). « Alors une charge annuelle de 298 millions pesoit sur nous; le présent étoit accablé de ce fardeau, et l'avenir étoit couvert d'une inquiétante obscurité. Aujourd'hui, dit le mi-

nistre, la France est libre; ses forces n'appartiennent qu'à elle, et la source ruineuse des emprunts est fermée. Si les maux ne sont pas encore guéris, du moins leurs causes ont disparu. Une longue paix nous est promise; la paix intérieure dépend de nous; espérons qu'elle prendra de la consistance avec nos institutions; que sous son abri l'amortissement ne sera point ralenti dans son action toujours croissante; que nous recueillerons sans altération les fruits successifs des extinctions journalières dans la dette viagère et les pensions, et des économies qu'un ordre prolongé apportera graduellement par des améliorations dans les rouages de la machine administrative, et qu'enfin il n'est pas impossible que le terme de nos traverses soit le commencement d'une période qui nous en procure l'entière et durable réparation. » Nous verrons bientôt si M. l'abbé Louis remplira ses promesses et ses engagements. On sait que les hommes sages et religieux n'ont point de confiance pour ces lâches apostats qui ont renoncé aux fonctions sacrées du sacerdoce pour occuper des places et des emplois dans l'administration civile. Il est difficile aux déserteurs des autels de se diriger par les principes de sagesse et de justice prescrits par la religion et consacrés par les lois ecclésiastiques. M. l'abbé Louis doit s'attendre à un examen juste, mais sévère; du budget qu'il doit présenter à la prochaine session. M. Louis a présenté à la sanction de la Chambre des pairs le projet de loi relatif à la partie du budget des recettes de l'exercice 1819. Il parut satisfait de l'état présent, et il assura qu'on pouvoit jeter ses regards en arrière et les porter sur l'avenir. « Les temps de crises sont passés, dit-il; ce qui nous reste à faire est peu difficile, en comparaison de ce que nous avons fait.... Les vues généreuses sont faites pour frapper tous les esprits sages, et nous n'avons pas d'autres guides dans les essais

que nous tenterons avec l'appui des Chambres, pour fortifier notre crédit par la sobriété de l'emploi que nous pouvons en faire. Si le poids des dépenses, ajoute le ministre, est encore affligeant, vous éprouverez quelque consolation à reconnoître que nous pouvons y faire face, tout en modérant les sacrifices, et sans user de ces expédients ruineux dont on a été condamné à charger les budgets antérieurs. Celui-ci n'est formé, du moins, que de nos seuls revenus. » On voit facilement que cette saillie épigrammatique est dirigée contre M. Corvetto, son prédécesseur. Dans son discours, il a paru satisfait de son administration, et a voulu inspirer la confiance pour ses opérations; mais le public ne partage ni sa satisfaction, ni sa confiance; il voit tout ce qu'il a fait, et tout ce qu'il a fait n'est pas une garantie pour le bien qu'il se propose de faire.

M. Louis présenta à la Chambre des pairs le projet de loi relatif au monopole des tabacs; il examina la question de savoir s'il est de l'intérêt de l'Etat que la fabrication et le commerce du tabac restent à la régie, ou s'ils doivent être libres. Le ministre démontra la nécessité et les avantages de la régie; il observa « que cette régie, dont les formes s'adouciennent de jour en jour, et avec laquelle les habitudes se familiarisent de plus en plus, deviendrait odieuse, si on rétablissait la liberté de culture et de vente du tabac sous l'indispensable condition d'en faire sortir pour le trésor 42 millions net. Qu'on se figure le nombre d'employés qu'elle seroit obligée de faire mouvoir par-tout où l'on auroit la fantaisie de planter et de manufacturer des tabacs; que l'on calcule les embarras et la dépense qu'entraîneroit cette nuée toujours mobile de surveillans; qu'on réfléchisse sur l'incommodité de leurs fréquentes investigations, et sur les plaintes, les récriminations qu'elles exciteroient! Nous échangerions un état

de calme contre un état perpétuel de troubles, et un revenu plein, facile et assuré, contre un revenu morcelé, litigieux et incertain. La discussion de la Chambre des députés a préparé la maturité de l'opinion sur la matière : celle de la Chambre des pairs l'achevera par des lumières nouvelles ; et nous espérons que lorsque la loi sortira de la seconde épreuve qu'elle va subir, la conviction publique sera plus affermie dans l'idée que cette loi n'est pas incompatible avec les principes de la Charte, qui, en généralisant l'obligation de payer l'impôt, n'ôte au Gouvernement que la faculté de l'arbitraire, des exceptions, et lui laisse le droit de combiner la forme de ses perceptions, pour les rendre certaines et productives sans être vexatoires. »

M. Louis, ministre des finances, présenta le 31 décembre 1818, à la sanction de la Chambre des pairs, le projet de loi adopté par la Chambre des députés, qui autorise le recouvrement provisoire des six premiers douzièmes des contributions de 1819 sur les rôles de 1818. « Cette demande, dit le ministre, n'outrepasse pas la mesure de temps qu'emploient la discussion, la publication et l'exécution de la loi des finances : la Chambre des députés l'a pensé ainsi, nous attendons le même résultat de la sagesse de votre délibération. » La Chambre des pairs adopta le projet de loi. Quelques jours après, le ministre des finances présenta à la Chambre des députés un projet de loi, portant que l'année financière courra de juillet en juillet, à partir de 1820. « Cette époque, observa M. le baron Louis, est choisie pour placer le moins de distance entre la présentation du budget et sa mise à exécution : il n'y a point, entre l'année financière et l'année civile, une telle connexion qu'elles ne puissent être séparées l'une de l'autre. » M. le ministre des finances prévint l'objection que l'on feroit à

son projet de loi, d'être contraire à l'article 49 de la Charte, qui porte textuellement que l'impôt foncier n'est consenti que pour un an. Il prétendit que cette objection étoit plus spécieuse que solide ; il dit que le vœu de la Charte est que l'impôt soit débattu et discuté avant d'en autoriser la levée, et que les besoins qui en déterminent la quotité soient préalablement connus et arrêtés. Ce sophisme éblouit la Chambre des députés, qui adopta ce projet ; mais il ne put séduire la Chambre des pairs : elle le rejeta.

Le ministre des finances présenta un nouveau projet de loi concernant le transit de l'Alsace. « Il ne peut, dit-il, donner aucun ombrage à notre commerce maritime, il n'y a aucun inconvénient à l'accorder ; le refuser, ce seroit vouloir aveuglément nous nuire à nous-mêmes, en interdisant à l'étranger la faculté de porter et de faire fructifier chez nous, et à notre profit, une portion plus ou moins forte des capitaux que le transit met en circulation chez nos voisins : le commerce de nos ports étant tout-à-fait désintéressé dans la question du transit de la Hollande, en Suisse, lequel existe indépendamment de nous, et ne sauroit recevoir de notre concours aucune extension, la justice et la saine politique exigent que ce transit soit accordé à l'Alsace, qui a un intérêt réel à en recouvrer la possession, et qui le réclame toujours avec instance. » Ces motifs ont dicté le projet de loi : il présente de nouveau à la délibération de la Chambre cette faculté de faire transiter les denrées coloniales de Strasbourg à Sarrelouis, qui a été déjà discutée l'année dernière ; mais il diffère du dernier projet dont le ministre donne des explications. Il observa que s'il étoit juste d'accorder le transit en Alsace, il n'est pas moins juste de le donner à nos ports et au commerce français en général ; que la fraude n'abusera pas de cette con-

cession : or , on ne peut se dissimuler que la disposition des localités est telle à Strasbourg , que des abus seroient véritablement à craindre , si on livroit sur ce point le passage au transit sans avoir prévu et prescrit par la loi les précautions nécessaires pour les prévenir. Ce seroit fatiguer inutilement l'attention de la Chambre que de l'entretenir plus long-temps des motifs qui rendent ces précautions indispensables : on trouvera ces détails dans un rapport du directeur-général des douanes. Toutes les dispositions du projet sont prises dans la législation des douanes telle qu'elle existe : il est seulement établi d'une manière plus authentique et plus solennelle , qu'elles seront appliquées sans aucun adoucissement au transit d'Alsace. » Le ministre assura que « les documens qu'il mettoit sous les yeux de la Chambre , lui seront partager la conviction où il est qu'il ne lèze aucun intérêt , et elle n'hésitera pas à accueillir enfin le vœu légitime d'une province , pour laquelle le Roi a daigné prendre deux fois auprès des Chambres l'initiative d'une mesure de justice autant que de bienfaisance. »

LOUVOIS (Auguste Le Tellier de Souvré, marquis de), est arrière-petit-fils du ministre de ce nom sous Louis XIV. Il est né en 1783. Il émigra et revint bientôt en France pour conserver l'héritage de ses pères. Il ne parut jamais à la cour de Buonaparte , et il fut bien surpris de recevoir un brevet de sous-lieutenant de cuirassiers , avec l'ordre de partir de Paris ; mais il ne put exécuter cet ordre à cause de la foiblesse de sa santé. Buonaparte le nomma chambellan en 1809. M. de Louvois se réunit aux royalistes sur la place de Louis XV avec la coarde blanche ; il présenta à Monsieur les premiers soldats français qui crièrent *Vive le Roi*. Lors de l'invasion de Buonaparte , il accompagna le Roi jusqu'à la frontière

Sa Majesté le créa pair de France. M. de Louvois s'opposa , dans la session de 1816 , au projet de loi relatif aux journaux ; il désira qu'une censure légale limitât cette liberté , mais hors des attributions du ministère de la police : il demanda que cette censure fut confiée à une commission. Il s'opposa à la vente des biens du clergé non vendus.

LUXEMBOURG , (duc de) né à Paris , servit à l'armée des Princes , passa en 1793 au service du Portugal , et fit la campagne de 1801. Au retour du Roi , en 1814 , il fut nommé pair de France , capitaine des gardes , et chevalier de Saint-Louis. Il suivit le Roi à Gand ; Sa Majesté le nomma son ambassadeur à la cour du Brésil en 1816. Il est revenu à Paris à la fin de cette même année.

LUZERNE (cardinal de la) , né à Paris en 1738 , se dévoua à l'état ecclésiastique , qu'il illustra par son génie et ses vertus. Il fut nommé , en 1765 , agent-général du clergé ; en 1770 , à l'évêché de Langres. Il se distingua par sa piété et par son affabilité : il obtint la vénération et l'estime générale. Il fut élu à l'Assemblée des Notables et aux Etats-Généraux. Les innovations dangereuses de l'Assemblée - Constituante lui prédirent les horreurs et les erimes de la révolution. Il proposa , pour éloigner ces malheurs , dont l'image se présenteoit sans cesse à son esprit , une Chambre des Pairs et une Chambre des Représentans. Après les horreurs des 5 et 6 octobre il se retira à Langres , et prévoyant de nouveaux malheurs il partit pour la Suisse. Ce fut dans son temps d'abandon et d'émigration , que M. de la Luzerne ne mit aucune borne à sa charité chrétienne ; il soulagea les prêtres de son diocèse , et il vendit ses meubles pour leur procurer la subsistance. Il passa ensuite en Italie. Venise conservera long-temps le souvenir des exemples de vertu et de bonté qu'il

lui a donnés pendant plusieurs années. Tant de travaux, tant de services rendus à l'Eglise et à l'Etat furent récompensés. En 1814, le Roi l'invita à venir à Paris reprendre son ancien rang de duc et pair. M. de la Luzerne a été revêtu de la pourpre romaine. Après lui avoir remis la barrette, en 1817, le Roi lui dit : « Quant à moi, si je vaudrais quelque chose, c'est parce que je me suis constamment appliqué à suivre les conseils que vous m'avez donnés il y a quarante-trois ans, en terminant l'éloge funèbre de mon grand-père. »

M. le cardinal de la Luzerne a publié : 1°. l'Oraison funèbre de Charles Emmanuel III, roi de Sardaigne; 2°. Instruction sur le Rituel; 3°. l'Oraison funèbre de Louis XV; 4°. Dissertation sur la liberté de Rome; sur l'existence et les attributs de Dieu; 5°. Instructions sur le Schisme de France; 6°. Dissertation sur les Eglises Catholique et Protestante; 7°. Sermon sur les causes de l'incrédulité; 8°. Dissertation sur la Loi naturelle; 9°. Considération sur l'état Ecclésiastique; 10°. Excellence de la religion; 11°. Dissertation sur la révélation en général; 12°. Dissertation sur les prophéties; 13°. Dissertation sur les vérités de la religion; 14°. de la Différence de la Constitution française et de la Constitution anglaise; 15°. sur la Responsabilité des ministres; 16°. Considérations sur divers points de la morale chrétienne; 17°. Explications de la morale; 18°. Explication des évangiles; 19°. sur l'Instruction publique; 20°. Réponse au discours sur la responsabilité des ministres; 21°. Observations sur le projet de loi touchant le même sujet.

LUZINES (de), fut élu député en 1816, par le collège électoral du département de la Vienne. Il a siégé au côté droit, première section.

LYNCH, né à Bordeaux en 1749, entra dans la magistrature, et fut

reçu en 1771 au parlement, et exilé avec cette cour. En 1788 il fit les plus grands efforts pour engager le parlement, alors exilé à Limourne, à enregistrer les premières et secondes lettres de justice, relatives à l'établissement des assemblées provinciales. Il continua d'exercer les fonctions de la magistrature jusqu'à l'époque des Etats-généraux. M. le comte de Lynch vint à Paris avec son beau-père, l'un des députés de la noblesse de la Guienne. Ces deux magistrats furent arrêtés, et renfermés dans des prisons différentes. Les biens du comte de Lynch furent séquestrés comme s'il eût émigré. La chute de Robespierre lui rendit sa liberté et ses biens. En 1808 il fut nommé maire de Bordeaux, et reçut de Buonaparte le titre de comte et la croix de la Légion-d'Honneur, sans avoir sollicité ces deux distinctions. En 1813 M. le comte de Lynch se rendit à Paris pour exécuter le grand projet qu'il avoit conçu de rétablir la dynastie des Bourbons sur le trône de France; il se réunit à plusieurs royalistes dont il connoissoit le zèle et le dévouement à défendre la cause royale. Il repartit pour Bordeaux dès qu'il sut que les troupes anglaises avoient pénétré en France; il agit avec beaucoup de prudence pour le succès de son entreprise. A l'approche du maréchal Bérésford, le maire de Bordeaux détachant son écharpe tricolore, et la jetant au loin, prit une écharpe blanche et invita le général anglais, au cri de *vive le Roi*, à entrer comme allié, et non comme vainqueur, dans une ville française qui venoit se ranger sous les drapeaux de ses souverains légitimes. M. le comte de Lynch amonça aux habitans de Bordeaux, par une proclamation, qu'ils jouiroient les premiers du retour des Bourbons; et en effet, le même jour, Son Altesse Royale Monseigneur le duc d'Angoulême fit son entrée dans la ville. M. le comte de Lynch revint à Paris, où il reçut du Roi et des princes l'ac-

cueil le plus honorable et le plus flatteur. En mars 1815 il se trouvoit à Bordeaux, auprès de Madame duchesse d'Angoulême, dont il seconda le zèle héroïque au milieu des dangers qui l'entouroient. Il fallut céder à la fatalité d'un destin oppresseur : Madame se rendit à Pouillac, où M. Lynch qui avoit précédé la princesse, eut le triste honneur de la placer lui-même sur le bateau qui devoit la conduire au bâtiment de guerre anglais sur lequel elle se rendit en Espagne. M. le comte de Lynch partit pour l'Angleterre, où il resta jusqu'au mois de juillet 1815, époque de la seconde chute de Buonaparte, qui, dès sa rentrée en France, avoit, par sa proclamation, compris dans la proscription MM. le comte de Lynch et Lainé,

qu'il appelloit ses plus grands ennemis. Le Roi le nomma pair de France par ordonnance du 17 septembre 1815. Admis ce jour-là à l'audience de Sa Majesté, à la tête d'une députation du collège électoral de la Gironde, « J'aime à annoncer, lui dit le Roi, les récompenses que mérite une conduite telle que la vôtre, et c'est ce qui m'a fait différer jusqu'ici pour votre nomination à la Chambre des pairs, afin de pouvoir vous le dire moi-même. » Les fonctions de la pairie ne permettant pas à M. le comte de Lynch de conserver celle de maire, il fut autorisé d'en prendre le titre honoraire, pour consacrer et perpétuer le souvenir de son courage, de son zèle et de sa fidélité à défendre la cause royale.

M.

MACCARTHY LEVIGNAC, ancien militaire, émigra en 1791, fit plusieurs campagnes dans l'armée des Princes en qualité d'aide-de-camp du prince de Condé, et fut élevé au grade de maréchal-de-camp. Nommé député au Corps-Législatif, en septembre 1816, par le collège électoral du département de la Drôme, il a siégé au côté droit, première section. Il défendit avec intrépidité les droits et les intérêts du clergé, et attaqua le projet relatif à la liberté de la presse, comme produisant les plus grands abus, sous prétexte de les prévenir. « Je le répéterai, dit-il, je ne veux point la licence de la presse ; mais enfin la liberté de publier nos opinions nous est garantie par la Charte : qu'on ne nous en montre pas les bienfaits comme les fruits de la terre promise, auxquels il étoit défendu de toucher. Les malheurs de la révolution sont nés de l'esclavage de la presse. Buonaparte com-

prima la liberté de la presse, et il fit bien. Ce que je blâme dans les ministres de Louis XVIII, je l'approuve dans les conseillers de Napoléon : l'usurpateur bâtit sur le sable, le maître légitime fonde sur le roc. Depuis trois semaines on agite la question la plus grave, celle qui intéresse directement l'universalité des Français ; hé bien ! pas un journal n'a émis une opinion libre sur ce projet de loi. La France a gardé un aussi profond silence que s'il étoit question d'une législation à faire dans une autre partie du globe. » M. de MacCarthy prit part à la discussion relative au budget ; il combattit avec force cette assertion fautive de M. Camille Jordan, qui prétendit que les biens du clergé étoient la propriété de l'Etat. Il vota pour la conservation des forêts nationales, et pour la restitution des biens non vendus appartenant à la religion ou à l'ordre de Malte, et déclara qu'il étoit de son

devoir de rejeter le budget tant qu'il contiendrait un article contre lequel sa conscience ne cesseroit de réclamer. M. de Maccarthy a été un des juges du général Bonnaire. Il prononça, à la Chambre des députés, l'oraison funèbre du prince de Condé; il s'exprima ainsi : « Si je monte à cette tribune malgré ma douleur, ce n'est point la reconnaissance seule qui m'y conduit : ce sentiment, bien naturel après vingt-huit ans de bienfaits reçus, m'eût paru insuffisant, si je n'avois eu la certitude de trouver les députés de la France disposés à rendre avec moi un dernier hommage à celui dont la vie a honoré la France, et dont la mort vient de nous couvrir de deuil. Peu de grands hommes ont parcouru leur carrière avec autant d'éclat que Louis-Joseph de Bourbon, prince de Condé. Héritier du goût de ses ancêtres pour les armes, il fit ses premières campagnes pendant la guerre de sept ans. Le début du jeune prince fut si brillant, qu'à son retour à Versailles M. le Dauphin le présenta à Louis XV, en lui disant : *Sire, je vous présente M. le prince; il porte son nom, et il est difficile de le porter.* Si ce prince se montra grand pendant la guerre, on le vit, au sein de la paix, s'attacher à d'autres genres de gloire. Il cultiva les lettres avec succès, il protégea les savans, et se distingua comme poète et écrivain. Son amour pour les sciences ne lui fit pas cependant négliger l'étude de l'art de la guerre, et la révolution le trouva propre à tout, et presque dans la force de l'âge. Aussitôt qu'elle éclata, M. le prince de Condé se fit voir tel qu'il a toujours été, fidèle à son Dieu et à son Roi. Je ne vous montrerai point cet illustre guerrier à la tête d'une armée faible en nombre, mais forte en valeur; je ne citerai point les lieux témoins de ses victoires; vous connoissez comme moi ce qui s'est passé depuis 1789 jusqu'en 1814. L'histoire dira ce que je tais; mais ce que je ne puis passer sous silence, c'est sa constante solli-

citude pour ceux qui combattoient sous ses ordres. Il commandoit, il est vrai, à des généraux, à des officiers devenus soldats, à des magistrats portant les armes, à des riches réduits à l'indigence, à des hommes de toutes les classes qui, à force de sacrifices, n'avoient conservé que le droit de dire : *Nous avons tout perdu, hors l'honneur.* Tels étoient les compagnons d'armes dont Louis-Joseph de Bourbon aimoit à partager les revers comme la gloire, la pauvreté comme le bien-être. Quelque difficile qu'eût souvent été sa position, son âme se trouva au-dessus de l'adversité. La réputation de ce prince étoit si bien établie en Europe, qu'un grand roi du Nord, l'invitant à se rendre à son camp, termina sa lettre par ces mots : *Appeler un Condé à l'armée, c'est y appeler la victoire.* Un dernier trait achèvera de vous faire connoître l'élevation d'âme de celui qui excite des regrets si légitimes. La France connoit et déteste le crime qui ôta la vie au dernier rejeton de tant de rois; cette perte fut si sensible à M. le prince de Condé, que naguère il disoit encore, avec l'accent de la douleur : *Ma race sera donc bientôt éteinte!* Non, monseigneur, lui répondit-on, les Condés vivront toujours dans la mémoire des Français. *Oui,* repliqua le héros de la fidélité, *oui, leur nom vivra; mais ils ne vivront plus par des services rendus à la monarchie.* Que de grandeur jusques dans ses regrets, causés par le plus inutile des serments! Je me hâte de vous dire qu'aucun sentiment de vengeance ne pénétra dans l'âme du prince que nous pleurons : il déclara pendant sa vie qu'il pardonnoit; à l'heure de sa mort, il rappela qu'il avoit pardonné. Grand pendant toute sa vie, le héros de Friedberg fut grand encore dans le déclin des années. Son nom et ses exploits, sa constance et sa fermeté porteront au loin sa gloire, et il sera proposé comme modèle à nos derniers neveux. A présent, si nous ar-

rêtons nos regards sur ce palais tendu de noir, sur cet asyle de la douleur, mouillé de tant de larmes, si nous interrogeons ses fidèles et anciens serviteurs, que de bienfaits particuliers nous seront découverts ! que de vertus cachées seront manifestées ! C'est là que nous apprendrons combien cet auguste prince étoit affable et bon pour ceux qui l'approchoient, combien il étoit aimable dans le commerce habituel de la vie, et combien il rendoit heureux ceux qui l'ont constamment honoré. Jamais il ne fut insensible à la voix du malheur. Peu de jours avant que le tombeau s'ouvrît pour lui, il accueillit tous ceux que la haine ou l'infortune avoit condamnés à la détresse. Si nous approchons enfin de ce lit de trépas, nous apprendrons qu'il a été pendant sa maladie le modèle de la résignation, de la force et des vertus chrétiennes. » La Chambre ordonna l'impression de ce discours écrit avec une noble simplicité, et qui nous rappelle les vertus sublimes et les sentimens religieux de cet auguste prince, *qui vécut en héros et mourut en chrétien.*

MACCARTHY (de), fut élu député en 1816 par le collège électoral du département de la Charente-Inférieure : il a siégé au côté droit, seconde section.

MACHAULT-D'ARNOUVILLE (le comte de), embrassa la carrière militaire : il combattit à la bataille de Fontenoi. Il a été créé pair de France. C'est dans son château d'Arnouville que le Roi et les princes restèrent quelques jours avant d'entrer à Paris, en juillet 1815.

MAGNEVAL (de), négociant, fut élu député en 1816 par le collège électoral du département du Rhône : il a siégé au côté droit, première section.

Dans une séance, quelques membres reprochèrent aux ministres de

la justice et de la police générale de n'avoir point fait traduire pardevant les tribunaux les auteurs et les complices des troubles de Lyon ; M. Magneval, dont on connoît la probité et les vertus, fit un rapport sur cette conspiration terrible qui a menacé le trône et le gouvernement. « Je ne me présente pas à la tribune, dit cet estimable député, pour discuter le budget du ministre de la justice ; mais quand on vient d'agiter de nouveau la grande question des événemens de Lyon, député du Rhône, dois-je garder le silence ? Ce seroit une prudence timide : de semblables sentimens doivent être étrangers à un bon et loyal député ; la vérité sortira donc de ma bouche sans aspérité et sans aigreur. Il est un point qu'il est d'abord impossible de méconnoître : il a existé une conspiration contre le gouvernement, une conspiration très-étendue dans le département du Rhône ; Lyon en a été le foyer, et le département le théâtre : nier ce fait, ce seroit nier l'évidence ; chercher à en établir la preuve devant vous, seroit méconnoître votre sagacité et vos lumières. Les magistrats, par leur vigilance et leur fermeté, ont déjoué cette conspiration ; je déclare qu'ils ont des droits à la reconnaissance publique. Je l'appelle, cette reconnaissance, sur le chef militaire digne de la confiance du Roi, qui a fait triompher ses armes avec autant de modestie que de bonheur ; je l'appelle sur le premier magistrat du département, qui sait unir ce calme et cette modération étrangers aux passions, à cette énergie, à cette fermeté nécessaires dans les momens de danger ; je l'appellerai sur ce magistrat-citoyen à qui on a reproché d'avoir manqué de précaution, lorsqu'il a fait porter les forces militaires sur les différens points où la cérémonie du jour devoit attirer le plus d'affluence ; lorsqu'informé que des assassins nombreux devoient attenter à ses jours, il assure d'abord la vie de ses ci-

toyens, reste isolé, et n'oppose aux méchans que l'intrépidité de l'homme de bien : ah ! s'il eût succombé, il auroit pu dire comme d'Assas : *Soldats ! voilà vos ennemis*. Je ne saurois donc donner trop d'éloges aux chefs et aux magistrats dont la fermeté et la vigilance ont sauvé la ville de Lyon et le département du Rhône ; leurs efforts ont été tellement heureux, que lorsque M. le lieutenant du Roi est arrivé à Lyon il y régnoit un calme parfait, ainsi que dans les communes du département. Si cet état n'a pas été maintenu, je suis loin de prétendre lui en faire l'objet d'une imputation personnelle : étranger à nos mœurs, moins familier avec les actes administratifs qu'avec les opérations militaires, apportant sans doute des préventions données et, dès-lors réduit à juger moins impartialement et les personnes et les choses, quel reproche direct peut mériter, en effet, ce guerrier qui venoit déployer à Lyon le titre et le pouvoir nouveau de lieutenant du Roi ? Les impressions suivies ne sauroient lui appartenir ; les observations froides qui seules auroient pu les lui rendre propres et personnelles, ne demandent-elles pas plus de temps, et d'autres circonstances que celles où le département du Rhône alloit s'occuper de l'élection de ses députés ? Ceux qui avoient intérêt à lui faire partager leurs pensées et leurs opinions l'ont entouré. Je ne cherche point à soulever indiscrètement le voile étendu sur le lieu qui rassembloit le conseil d'un fonctionnaire chargé d'une si haute mission : je dirai seulement que si la ville eût nommoit ceux qui n'y étoient point admis, j'ignore, quant à moi, quelles personnes y avoient entrée ; mais, s'il est permis de juger des causes par les résultats, des conseillers, ou trompeurs ou trompés, y ont obtenu quelque accès, et peut-être suffiroit-il de connaître ceux qui y ont fait prévaloir leurs récits ou leurs opinions, pour voir

enfin finir cette espèce de procès, qui, porté au tribunal de l'opinion publique, agite et divise les habitans d'un département populeux. Il n'est point de genre de gloire qui ne soit du domaine de celui qui est parvenu au sommet des récompenses et des dignités de l'armée française ; celle qui environne le délégué de Sa Majesté a été jusqu'ici purement militaire : il peut en acquérir une autre non moins brillante : les flatteurs et les artisans d'intrigues, écueil dangereux pour les grands, ne sont-ils pas aussi les ennemis du prince de qui les grands tiennent leur puissance et leur bonheur ? Quelque résolution que M. le duc de Raguse croie devoir prendre, je ne renfermerai dans les bornes que je me suis prescrites : ce n'est point à un député à s'immiscer dans l'administration ; mais il a le droit de revendiquer tout ce qui peut garantir la dignité de l'ordre judiciaire. Je ne ferai point de reproches à l'orateur qui a laissé échapper ces expressions : *Quels cris plaintifs s'élèvent du sein des campagnes désolées !* C'est ainsi que, par une déclamation partie de cette tribune, les libellistes ont été encouragés. Etoit-ce ainsi qu'il convenoit de s'exprimer, en parlant des arrêts prononcés par la cour prévôtale de Lyon ? Non sans doute ; mais un oubli entraîne un écart, et aujourd'hui un libelle accuse la cour prévôtale de Lyon d'avoir rendu des arrêts sanguinaires qui rappellent ceux de 1793. Quoi ! vous souffrirez qu'on établisse une comparaison si odieuse ? Quoi ! vous souffrirez que l'on compare à ces arrêts qui envoyoit à l'échafaud des milliers de victimes innocentes, des arrêts solennels rendus avec autorité, avec circonspection, et des actes qui ont été soumis au ministère de la justice ? Ah ! si M. le garde-des-sceaux n'avoit pas cru devoir ne repousser un tel écrit que par le dédain qu'il inspire, sans doute l'auteur eût été poursuivi. Je ne nommerai pas son

auteur, parce qu'il faudroit joindre à son nom le titre qu'il porte, titre justement honoré dans l'armée française; mais ce nom, que je ne veux point prononcer de moi-même, vous allez le trouver dans une procédure instruite au tribunal de police correctionnelle de Trévoux, dont je vais mettre l'extrait sous vos yeux. « Le prévenu, y est-il dit, fait valoir ses moyens de défense; il ne nie pas les propos qu'on lui attribue, mais il demande qu'il soit sursis jusqu'à la vérification des faits, et allègue que le colonel Fabvier (ce n'est pas moi qui l'ai nommé) n'a pas été pour suivi à raison de son ouvrage. J'espère, Messieurs, que dans cette occasion importante la cour prévôtale de Lyon, aussi heureuse que les agens du ministre de la police générale, reconnoitra dans son chef le ministre de la justice, son protecteur et son soutien: alors la magistrature sera respectée, et l'intégrité des magistrats, indignement attaquée, trouvera des garans et des vengeurs. »

Lors de la discussion du budget du ministre des finances, M. de Magnaval adopta l'avis de la commission qui avoit proposé de le diminuer de 2,881,700 francs. « Il observa qu'il falloit faire abstraction du montant de la dette qui flotloit à l'époque du mois de janvier 1819; contractée pendant le cours de l'exercice 1818, le budget de cette année lui a déjà assigné les fonds qui feront face aux intérêts qu'elle peut réclamer, et le tableau qui s'élève à 175,674,213 fr. 36 cent., nous apprend quelle somme nous avons à rembourser, mais ne nous fournit pas d'élémens pour le calcul que nous avons à faire en ce moment. » L'honorable membre nous fait connoître l'origine et l'accroissement de la dette flottante: elle nous a été léguée par l'usurpation, et elle avoit pour objet de suppléer au vide qui existoit dans les caisses du trésor. Cette destination fut aussi spéciale après qu'on eut opéré la confusion de ces caisses avec l'ancienne caisse d'a-

mortissement. A cette dernière époque, elle faisoit face à un déficit qui fut reconnu être de 113,871,294 fr. 30 cent. au 1^{er} avril 1814. Le gouvernement du Roi n'eut pas recours à l'impôt pour combler ce déficit; il crut devoir profiter de la facilité qu'il avoit de maintenir la même dette, soit en donnant à ses créanciers des bons royaux, des billets de service ou d'autres effets portant intérêt, soit en conservant et recevant des dépôts que des administrations publiques ou des particuliers portoient auparavant à la caisse d'amortissement, soit enfin en demandant des avances aux receveurs des départemens. La facilité fut si grande, qu'il en usa pour d'autres emplois. » L'honorable membre développa les causes de cet accroissement de la dette flottante, et nous présenta pour l'avenir un tableau plus heureux et plus consolant.

MAGNIER-GRANDPREZ, inspecteur des douanes, né en 1767, a publié plusieurs ouvrages estimables sur l'économie politique. Il fut nommé, par le département du Bas-Rhin, membre de la Chambre des députés de 1815. Dans la discussion de la loi d'amnistie, il vota pour le projet de loi présenté par le gouvernement et contre les amendemens de la commission. Il proposa d'ériger une statue à Louis XVI, en commémoraison du 21 janvier 1793. Il vota avec la minorité. Réélu en 1816, il a siégé au centre. M. Magnier-Grandprez fut nommé membre de la commission du budget et rapporteur pour la partie des douanes. Il vota pour le budget de 1817 avec les amendemens de la commission, et pour le projet de loi sur le recrutement de l'armée, présenté par les ministres. M. Magnier-Grandprez combattit le projet de loi relatif au monopole des tabacs; « il soutint que les lois de 1814 et 1816 ont maintenu le monopole du tabac, et que deux fois il y a eu violation formelle des articles 2 et 9 de la

Charte, qui déclarent que les Français sont tous égaux devant la loi et que les propriétés sont inviolables. On propose de nouveau cette même violation et de perpétuer ainsi le régime des exceptions. Le gouvernement néanmoins ne cesse de réitérer ses appels à l'industrie, qui seule crée, emploie et multiplie les capitaux. Mais si nous sommes en droit de tout attendre de son activité, n'est-il pas de notre devoir de la laisser agir librement; et si l'on veut faire contribuer aux charges de l'Etat une branche quelconque de son industrie, l'intérêt général n'indique-t-il point que c'est uniquement à la consommation qu'il faut imposer des tributs? On oppose à ces principes incontestables les besoins du trésor: trente-six et même quarante millions lui sont assurés, dit-on, par le monopole du tabac; le système des taxes n'offrirait pas ce résultat. On ajoute que les essais qui ont eu lieu depuis 1791 jusqu'en 1810, démontrent cette vérité; on cite à l'appui de ce raisonnement la détermination adoptée par l'Assemblée constituante, et l'on se prévaut de son témoignage pour avancer que sous le régime exclusif le gouvernement ne pourroit percevoir sur les tabacs qu'une partie de l'impôt dont le recouvrement intégral est nécessaire pour concourir aux dépenses de l'Etat. M. Magnier-Grandprez combattit avec force ces différens argumens; il observa « que quand même on auroit prouvé que le monopole est profitable au fisc, cette preuve ne seroit pas un motif à alléguer contre la nécessité de le supprimer, attendu qu'il n'est pas permis de douter qu'il ne soit vicieux dans son essence. On reconnoît que le fisc a des besoins impérieux; si, pour y faire face, on veut paralyser l'industrie et l'étouffer en la dépouillant arbitrairement, on conçoit qu'on peut demander la prorogation du monopole; on nous reporte aux débats de l'Assemblée constituante: mais vainement alors d'éloquens ora-

teurs, l'abbé Maury, Mirabeau, M. de Cazalès, insistèrent pour qu'on maintint le privilège de fabrication en faveur du gouvernement. Les membres de cette assemblée célèbre, quoique divisés d'opinion sur quelques points, furent tous d'accord sur l'impossibilité de concilier les intérêts de la culture avec le monopole; dans l'alternative de prohiber l'une ou de supprimer l'autre, ils n'hésèrent point à considérer le principe du droit de propriété. Un décret du 4 mars 1791 mit donc fin à l'existence du monopole. Dès qu'une difficulté, ajoute l'honorable membre, que nous oppose la régie, est écartée, une autre est mise en avant. Le monopole est une place forte que les intérêts généraux ne cessent d'attaquer, mais que l'intérêt personnel défend avec une persévérance digne d'une plus belle cause. Si quelque ouvrage avancé de cette citadelle de la féodalité financière tombe sous les coups de la raison, de la justice et de la vérité, qui combattent pour l'intérêt national, l'intérêt particulier s'empresse de se retrancher derrière un nouveau rempart. Notre constance ne sera pas ébranlée par une telle obstination; nous avons à faire triompher la cause de la propriété, et quand on combat pour elle, la victoire ne peut être douteuse: on le sait, à la rivalité des armes succède la rivalité du commerce, et si des triomphes sont acquis aux nations les plus aguerries, la suprématie, pendant la paix, reste au peuple industriel qui, par des échanges savamment combinés, attire vers lui les capitaux de ses voisins. Or, le monopole porte en lui tous les élémens qui peuvent anéantir les richesses d'une nation. La fortune publique se compose de la réunion de tous les intérêts privés; un gouvernement n'est riche que par l'aisance des particuliers; il doit une protection égale à l'industrie, qui a une part incontestable à la justice commune. Le monopole est préjudiciable au travail productif des re-

gnicoles, cultivateurs ou négocians; il détruit le principal élément de la richesse nationale; le laisser subsister, ce seroit donc miner l'édifice constitutionnel. Les partisans du monopole ne manquent pas d'alléguer qu'on ne présente aucun mode de remplacement; qu'à défaut de renseignemens suffisans, on est obligé de consentir à une prorogation: l'honorable membre démontre que ce prétexte seroit en tout temps une excuse pour empêcher le triomphe des vrais principes. Si la science administrative veut toujours se borner à une telle interprétation, toute discussion deviendroit superflue; en vain la Charte condamne le monopole, on professeroit qu'il est préférable à cette Charte, qu'il est au-dessus de ce pacte social, qu'il doit dominer les consciences et imposer à la France son tyrannique et funeste arbitraire. L'honorable membre propose un mode de réglemant; il veut qu'on remette en activité la législation de 1806 et 1808, avec les améliorations que l'expérience a indiquées, et de fixer les droits d'après un tarif plus élevé. Il indique des garanties qui peuvent gêner, mais qui respectent la propriété. Convaincu que le monopole du tabac est absolument opposé à l'intérêt de l'industrie agricole et manufacturière, au texte et à l'esprit de la Charte, l'honorable membre vota pour le rejet du projet de loi; il appuya l'amendement proposé par la commission, en ce sens qu'il sera déclaré que le monopole cessera d'exister au 1^{er} janvier 1822.

Lors de la discussion du projet de loi des finances, relatif aux voies et moyens, M. Magnier - Grandprez soutint que le mandat spécial des députés étoit de provoquer des réductions sur les dépenses; l'intérêt de la propriété, de l'agriculture, du commerce et de tous les contribuables réclame ces réductions. « Croyez-vous, dit-il, Messieurs, qu'on nous mettais soient satisfaits de nos travaux? Bientôt nous nous trouverons

au milieu d'eux: du tribunal de notre conscience nous passerons à celui de l'opinion publique; ce juge équitable, mais sévère, nous attend. Huit cent quatre-vingt-douze millions seront donc perçus! cette charge énorme n'est pas au-dessus des efforts et du patriotisme des Français; dans toutes les circonstances ils ont prouvé leur dévouement à la patrie; ils désirent sur-tout que le Roi sache combien la confiance dans la sagesse de son gouvernement est illimitée; mais le Roi aussi veut essentiellement le bonheur de son peuple; et à peine sorti de ce temps calamiteux, où l'espérance d'un avenir plus prospère étoit le seul allégement des maux publics ou particuliers, nous ne pouvons nous dissimuler que la quantité des impôts levés cette année empêchera que les sources de la prospérité publique se r'ouvrent. L'aisance des contribuables constitue la vraie richesse de l'Etat: celui-ci doit veiller à faire fructifier tous les genres de productions, soit du sein de la terre lorsque nos travaux peuvent la féconder, soit de l'industrie qui multiplie à-la-fois la valeur des choses et la jouissance de la vie. Quelle autre nation sous ce double rapport nous seroit supérieure en avantages? Notre position entre les deux mers, de beaux ports, la fertilité de notre sol, les plus riches vignobles, l'activité de notre industrie et de nos relations avec les autres peuples; cet élan qui nous porte à interroger la nature dans ses secrets; les divers prodiges des arts que nous nous sommes appropriés, et qui font pencher la balance commerciale en notre faveur, autant de bienfaits pour lesquels nous avons des actions de grâces à rendre à la Providence, ne semblent-ils pas promettre le bonheur et la gloire de notre pays, de cette belle France, centre de la civilisation européenne? L'honorable membre jette un coup-d'œil rapide sur les principales branches des contributions indirectes; il croit, avec raison, que

le développement, l'activité de l'industrie, les facultés plus ou moins relatives, plus ou moins absolues, des consommateurs, leurs jouissances, les besoins du trésor, notre population, nos relations avec l'étranger, la police de nos manufactures, la sécurité des fabricans, militent en faveur des contributions indirectes. Aucune perception n'est plus facile, plus légale, moins onéreuse, aussi proportionnelle, plus juste que celle à laquelle tous les consommateurs sont appelés, d'après leurs facultés, suivant leurs désirs ou leurs volontés, d'employer immédiatement un objet à leur usage : là, il n'y a ni retard ni embarras ; la somme qu'on consacre de cette manière à sa consommation, est libre de toute hypothèque. » L'honorable membre désira qu'à la session prochaine le gouvernement s'occupât d'un système général mieux combiné des contributions indirectes, embrassant en outre la police des manufactures et des fabriques nationales.

M. Magnier-Grandprez vota pour le projet de loi relatif au transit de l'Alsace pour les denrées nationales. L'honorable membre observa « qu'il étoit d'une sage politique, d'une rigoureuse justice, que l'Alsace, qui fait partie de la grande famille des Français, soit appelée à jouir des avantages de sa position ; si elle en est privée, n'est-ce pas au détriment de la France entière, puisqu'on abandonneroit en totalité aux étrangers des bénéfices que nous pourrions nous approprier et dont ils jouissent malgré nous ? L'Alsace est digne de la sollicitude du gouvernement et de la Chambre, d'après tous les sacrifices qu'elle a supportés. Le Roi, du haut de son trône, a promis, à l'ouverture de la session, qu'elle seroit indemnisée de ses pertes ; et elles sont immenses. L'Alsace attend l'effet de promesses aussi augustes : fidèle et dévoué à son Roi qu'il révère, fidèle à la Charte, l'Alsacien a le sentiment de ce qu'il voit ; il ne sait point sol-

liciter des faveurs ni des privilèges, mais il réclame justice, parce qu'il la mérite, et qu'on ne doit point la lui refuser ; il la réclame avec énergie, avec confiance. »

M. Magnier-Grandprez vota le rejet de la résolution de la Chambre des pairs, relative à la loi des élections. Il soutint que la proposition de M. de Barthélemy ne précisait rien, ni dans son texte, ni dans ses développemens ; qu'elle n'étoit pas une proposition, mais seulement la proposition de proposer quelque chose. L'honorable membre assura affirmativement que l'intention de porter ses regards sur la loi des élections n'est qu'un prétexte pour nous conduire à un but plus dangereux encore. Il observa qu'un écrivain du dix-huitième siècle disoit : « Les hommes qui émettent une opinion ont souvent deux raisons : l'une qu'ils jettent en avant, et l'autre qu'ils auroient honte d'avancer ; cette dernière raison qu'on nous cache, ne seroit-elle point d'essayer une attaque générale sur tout notre édifice social ? Prenez garde, le système électoral est une des bases de notre existence politique, on ne sauroit y toucher sans courir le risque de tout renverser : la Charte, sans cette loi, resteroit inanimée. »

MAILLÉ (duc de), premier gentilhomme de la chambre de Monsieur, est né en 1770. Il suivit les princes dans leur émigration, et rentra en France en 1801, avec un congé de trois mois que Monsieur lui avoit accordé ; il se disposoit à rejoindre ce prince, lorsqu'il reçut l'ordre d'y rester, parce qu'il crut que sa présence lui seroit plus utile en France que chez l'étranger. M. le duc de Maillé contribua par son zèle et son courage au mouvement royaliste qui eut lieu à Paris le 31 mars 1814, et il se rendit aussitôt auprès de Monsieur, avec des dépêches du gouvernement provisoire. Le Roi le créa pair de France. Lors de l'invasion de Buon-

parte, M. le duc de Maillé accompagna Monsieur à Lyon : ce prince l'envoya à Besançon, où devoit se trouver le duc de Berri, pour lui annoncer la défection de Grenoble, et se concerter avec le maréchal Ney, qu'on croyoit attaché à la cause royale. En juin 1816, M. de Maillé présida le conseil de guerre qui condamna le général Bonnaire à la déportation, et son aide-de-camp Mienton à la peine de mort.

MAILLY (comte de), fils du maréchal de Mailly qui commandoit, le 10 août 1792, au Château des Tuileries, et qui périt sur l'échafaud. Il émigra. Le Roi l'a créé pair de France le 4 juin 1814.

MAINE DE BIRAN (le chevalier), étoit, avant la révolution, garde-du-corps du Roi. Il fut présenté à Napoléon comme député de la Dordogne, pour le féliciter sur ses conquêtes et sur la paix de Vienne. Nommé député au Corps législatif, en 1810, il fit partie du comité extraordinaire. Chargé, en 1813, de présenter un rapport sur la situation politique de la France, il encourut la disgrâce de Buonaparte. Après le retour du Roi, M. de Biran reentra comme garde-du-corps dans la compagnie de Raguse, et reçut la croix de Saint-Louis. Réélu membre de la Chambre des députés en 1816, il demanda, lors de la discussion du budget, à la suite de l'article qui défendoit la cumulation des traitemens, une exception en faveur des savans et des artistes remplissant plusieurs fonctions relatives à l'instruction publique, en fixant toutefois le *maximum* cumulatif à douze mille francs. Pendant le cours de cette session M. de Biran vota avec la minorité. Élu député en 1816, il siégea au côté droit, seconde section. Le Roi le nomma conseiller-d'Etat en service ordinaire, attaché à la section de l'intérieur. M. de Biran a publié quelques ouvrages de littérature écrits

avec éloquence : sans être profond, il est toujours précis. M. Maine de Biran défendit la résolution des pairs concernant la loi des élections : « Elle est un simple exercice de la faculté accordée aux Chambres par l'art. 19 de la Charte. Présenté sous une forme générale, le vœu exprimé par l'honorable pair n'en est que plus respectueux et plus modeste, et l'on trouve dans le caractère connu de son auteur, les motifs de la préférence qu'il a cru devoir donner à cette forme de proposition. Elle semble dire au Roi : Nous éprouvons dans l'exécution d'une loi certains inconvéniens, il nous paroît nécessaire de les écarter ou de les prévenir ; nous supplions Votre Majesté d'en juger elle-même, et de nous indiquer le meilleur remède à un mal qu'elle connoît mieux que nous. »

MAISON (le marquis de), né en 1770, entra dans la carrière militaire au commencement de la révolution. Il combattit avec distinction dans les campagnes de Prusse, d'Espagne et de Russie. Il fut blessé à la bataille de Vachan. Il se montra, lors des événemens du mois de mars 1814, entièrement dévoué à la cause du Roi. M. de Maison prit des mesures sévères pour s'opposer à la desertion qui commençoit à se manifester dans la garnison de Lille. Il se rendit ensuite au-devant du Roi à Calais, où il fut accueilli par Sa Majesté avec bonté. Il le nomma pair de France, grand cordon de la Légion d'Honneur, et gouverneur de Paris. Lors de l'invasion de Buonaparte, il publia plusieurs proclamations pour exciter l'armée à défendre le Roi : « N'est-ce donc pas assez, disoit-il, que le délire de l'ambition de Buonaparte nous ait entraînés dans toutes les parties de l'Europe, ait soulevé tous les peuples contre nous, perdu les provinces que la valeur française avoit conquises avant qu'il ne fût connu dans nos rangs, enfin ouvert à l'étranger le royaume et la capitale

même ? Il veut armer les Français contre les Français, troubler notre paix intérieure, détruire toutes nos espérances, et nous ravir encore notre liberté et la Charte constitutionnelle que Louis-le-Désiré nous a rendues. Non, soldats, non ! nous ne le souffrirons pas ; nos sermens, notre honneur en sont les garans, et nous mourrons tous, s'il le faut, pour le Roi et la Patrie. » Le comte Maison, après le départ du Roi, se reedit en Belgique. Il revint à Paris avec Sa Majesté, et il reprit ses fonctions de commandant de la garnison de Paris. Buonaparte avoit prononcé sa destitution. Il remit le commandement à M. Despinois, et le Roi le nomma au gouvernement de la huitième division militaire à Marseille. En 1818, Sa Majesté a nommé M. le comte Maison au gouvernement de Paris, place importante, vacante par la mort du maréchal de Pérignon. Il avoit fait partie du conseil de guerre chargé de juger le maréchal Ney, et dout la déclaration d'incompétence fit renvoyer la procédure devant la Chambre des pairs. M. le marquis de Maison combattit la proposition de M. Barthélemy, relative à la loi des élections ; il avoua « que cette loi renfermoit quelques inconvéniens, mais qu'il falloit les laisser subsister, et que même une amélioration étoit impossible à tenter. » C'est une maxime généralement reconnue, qu'il faut réformer les vices d'une loi lorsqu'ils sont formellement reconnus. Nous ignorons dans quel code politique le noble pair a puisé son étrange doctrine : il prétend que l'opinion publique repousse la proposition de M. Barthélemy : M. le marquis Maison devroit nous dire où sont les signes qui manifestent cette opinion publique ; la trouve-t-il dans les pamphlets que les libéraux font distribuer ? On ne peut connaître l'opinion publique qu'à des marques certaines : elle est dans le sein du Corps-législatif. Le noble pair, dans tout son discours, n'a présenté que

de faux principes et de fausses assertions, avec ce ton d'amertume qui annonce leur faiblesse. Comment a-t-il pu dire que si la majorité de la Chambre des pairs adoptoit la proposition de M. Barthélemy ; elle seroit en opposition avec la nation et avec le monarque ? Il faut donc en conclure que la délibération qui a adopté cette proposition est un signe d'insurrection.

MALLEVILLE (le marquis de), né en 1741 à Domme, dans le Périgord, crut voir au commencement de la révolution la suppression des abus et l'établissement d'une monarchie constitutionnelle. Il fut député en 1795 au Conseil des Cinq-Cents. Il défendit les intérêts des ascendans des émigrés, et les ecclésiastiques persécutés. En 1800, il fut nommé par le Sénat, conseiller à la cour de cassation, et coopéra à la rédaction du Code civil. Il combattit le divorce, et proclama des principes de justice et de sagesse. M. de Malleville fut nommé sénateur. Il adhéra à la déchéance de Buonaparte, et le Roi l'a élevé à la dignité de la pairie, le 4 juin 1814. L'âge n'a point ralenti, ni son zèle, ni son courage. Il a parlé dans la discussion des questions les plus importantes. Il a été nommé marquis dans la qualification des pairs, faite en 1817. Lors de la discussion du projet de loi sur la contrainte par corps, M. le marquis de Malleville fit un amendement portant que tout débiteur légalement incarcéré obtiendra son élargissement de plein droit par le laps de cinq années consécutives de détention. Le noble pair observa « que cette question étoit résolue en faveur du débiteur, par les principes de la religion, de la morale, de l'humanité. Quoi de plus contraire à ces principes, que de retenir éternellement dans les fers un homme qui n'a d'autre crime que son malheur ? Et c'est au sein de l'Europe, dans un pays et à une époque dont on a vanté

la civilisation, qu'un usage aussi barbare trouve des apologistes ! On prétend le justifier par l'intérêt du commerce. Croira-t-on cet intérêt bien réel, quand on voit l'Angleterre adoucir le régime de la contrainte par corps, en restreignant l'usage aux banqueroutiers frauduleux, emprunter enfin à notre loi de 1798 la mise en liberté de tout débiteur après cinq années de détention ? Abolirons-nous cette loi secourable au moment où elle s'introduit chez un peuple dont le commerce est le premier intérêt, nous pour qui cet intérêt ne vient qu'en seconde ligne, et après celui de l'agriculture ? On craint que d'opulens débiteurs, fiers de leur liberté recouvrée, ne viennent fusiller à leurs créanciers par un faste insolent. Ces exemples sont rares, sans doute, et la loi n'est pas faite pour des cas extraordinaires ; mais il convient d'ajouter que la mise en liberté du débiteur, après cinq ans, n'opère pas sa libération, et que ses biens, s'il en a, continueront d'être le gage de ses créanciers. » L'amendement du noble pair fut adopté ; mais la loi générale, comme nous l'avons déjà observé, fut rejetée.

M. le marquis de Malleville avoua qu'en combattant la proposition relative à l'entière abolition du droit d'aubaine et de détraction, il concevoit aisément qu'oo se laissât séduire par le caractère de philanthropie et de générosité qu'elle présente. Le droit qu'elle attaque n'a pu naître qu'au sein de l'ignorance et de la barbarie ; son abrogation est le vœu de la justice, le cri de l'humanité. Mais cette abrogation, est-ce à une nation seule à en faire les frais, quand toutes les autres en profitent ? Une Assemblée célèbre par ses talens et ses lumières, l'Assemblée Constituante, supprima le droit d'aubaine sans condition de réciprocité. Une assemblée moins brillante, peut-être, mais plus réfléchie, celle du Conseil-d'Etat, réunie aux rédacteurs du Code civil,

rejeta la suppression absolue, et n'admit que le principe de la réciprocité. Par quel motif se décider entre l'une et l'autre ? Pour faciliter cette décision, le noble pair observa « que l'Assemblée Constituante marchoit sans guide dans des routes nouvelles, ne pouvant se diriger que par des probabilités ; au lieu que le Conseil-d'Etat, instruit par les événemens qui s'étoient passés dans l'intervalle, appliquoit à l'avenir l'expérience du passé. Aucun peuple, dans cet intervalle, n'avoit suivi l'exemple donné par l'Assemblée Constituante. On jugea donc qu'il étoit inutile de nous laisser dans la position défavorable où nous avoit placés son système, et que, sans se piquer d'une générosité, il suffisoit d'abattre la barrière, d'inviter les nations à supprimer un droit barbare, et à venir chez nous jouir des mêmes avantages qu'elles consentoient à nous accorder chez elles. Qu'importe, disent les défenseurs du projet, que les autres peuples conservent le droit d'aubaine, si nous gagnons à le supprimer ! Là-dessus on vante la douceur de notre climat, l'aménité de nos mœurs. Attirés par ce double charme, les étrangers vont accourir, et consacrer leurs capitaux à l'achat de nos terres, au défrichement de nos landes, au soutien de nos manufactures. Mais sur quel fondement reposent de si belles espérances ? sur des probabilités, sur des conjectures. On vante notre climat ; chaque peuple vante le sien, et le Japon même périt d'ennui loin de sa cabane enfumée. » Le noble pair demanda qu'on suppliât le Roi d'engager les grandes puissances à réunir leurs efforts pour la suppression pleine, entière et absolue, du droit d'aubaine.

M. le marquis de Malleville vota le rejet de la proposition de M. Barthélémy concernant la loi des élections. Il ne craignoit pas de dire « Qu'à peine la France alarmée par le bruit qui avoit couru d'une at-

taque dirigée contre la loi des élections, commence-t-elle à se calmer, qu'on propose de réveiller les mêmes alarmes en portant à cette loi une nouvelle atteinte. Encore si l'auteur de la proposition en eût restreint à quelque objet précis l'effrayante latitude; mais elle n'admet aucunes limites, elle peut s'étendre sur tous les articles de la loi: son adoption pourroit donc changer entièrement notre système d'élection, et renverser ainsi l'un des plus fermes appuis de la Charte; car en tout gouvernement représentatif, comme le dit Montesquieu, la loi des élections est fondamentale. » Le noble pair devoit savoir qu'il n'existe de lois fondamentales que celles qui sont prescrites et consacrées par la Charte. Il convient de réfléchir avant de proclamer cette erreur dangereuse; il faut laisser ce scandale à nos novateurs modernes, dont les maximes anarchiques et les principes républicains tendent à renverser la monarchie constitutionnelle. Le noble pair ne croit pas aux projets de nos réformateurs; il se rassure, et ne partage pas les alarmes des vrais royalistes. Il voit dans les différentes classes de la société l'amour et le besoin du repos. « Est-ce dans une pareille disposition des esprits qu'on pourroit entreprendre de changer la forme du gouvernement? Non, sans doute. Cette secte républicaine qui existe dans l'Etat ne parviendra jamais à renverser la monarchie; la France et l'Europe entière s'armeraient pour la combattre et la punir. » Mais tels sont ses projets insensés et ses coupables espérances.

MANUEL, des Basses-Alpes, embrassa d'abord la carrière militaire, qu'il quitta pour s'élancer dans la carrière du barreau, qu'il parcourut avec succès. Nommé député, en 1815, par le département des Basses-Alpes, il proclama des principes anarchiques et des idées révolutionnaires; il voulut concilier

l'abdication de Buonaparte et l'élection de son fils avec les intérêts de la France. Il se perdit dans cet ordre de choses contradictoire, et impossible dans son exécution. « Il s'agit, dit-il, de ne point proscrire l'héritier constitutionnel du trône, et de se livrer à l'espérance que les alliés n'auront pas contre ce fils la même politique et les mêmes intérêts que contre le père, dont ils n'ont point voulu reconnoître l'existence sur le trône des Français. » M. Manuel proposa à la Chambre une déclaration dont le passage suivant excita des débats violents et tumultueux. « La Chambre croit de son devoir et de sa dignité, de déclarer qu'elle ne sauroit avouer pour chef légitime celui qui, en montant sur le trône, refuseroit de reconnoître et de consacrer les règles du gouvernement constitutionnel; et si la force des armes parvenoit à nous imposer un maître; si les destinées d'une nation étoient encore livrées à une famille, alors nous déclarons que, cédant à la force, la représentation nationale en appelleroit à l'énergie de la génération présente et des générations futures pour revendiquer l'indépendance nationale et la liberté civile, comme elle en appelle dès-à-présent à la justice et aux proclamations des puissances. » M. Manuel contribua, dit-on, à cet édifice bizarre et incohérent des articles constitutionnels, pendant le temps que les alliés étoient sous les murs de Paris. Cet ouvrage du délire et de l'aveuglement parut un moment pour disparaître aussitôt pour toujours. Après la dissolution de cette assemblée factieuse, M. Manuel rentra dans la vie privée. Il se présenta, en 1816, pour se faire inscrire sur le tableau des avocats de Paris; son admission fut ajournée indéfiniment; mais comme il faisoit un aliment à son imagination ardente, il crut établir sa réputation en parcourant la carrière politique. Soutenu et protégé par un riche banquier, il intrigua pour parvenir à

être député ; sa constance et son amour pour la célébrité triomphèrent de tous les obstacles ; il est parvenu à se faire élire député par deux départemens. Il siége au côté gauche, première section. Mais jusqu'aujourd'hui M. Manuel a beaucoup parlé sans augmenter sa célébrité, toutes ses opinions ont été rejetées, et sa carrière législative est pour lui sans éclat. Il auroit beaucoup mieux fait pour sa gloire et ses intérêts de se livrer à l'étude de la jurisprudence et aux travaux littéraires.

L'article 20 du projet de loi relatif à la liberté de la presse, portoit cette clause : *Ne donneront ouverture à aucune action en diffamation ou injure, les discours tenus dans le sein de l'une des deux Chambres*, ainsi que les rapports ou toutes pièces imprimées par l'une des deux Chambres. M. Manuel proposa d'étendre ce privilège, en exemptant de toutes poursuites les opinions non émises. Il observa « que le député qui ne veut point aborder à la tribune doit être entendu comme celui qui y parle d'abondance, il doit à la discussion le tribut de ses lumières ; si la discussion est fermée, il doit à ses commettans un compte de son suffrage, et ceci est important pour tous. Or, la protection due à la minorité y est attachée ; il peut arriver qu'une majorité bien liée, abusant de sa prépondérance, ferme une discussion à peine ouverte, il faut donc qu'un député qui n'a pu être entendu, puisse écrire et imprimer. » M. Manuel s'aperçut que ses raisonnemens ne persuadoient personne ; il voulut proposer un terme moyen qui pût concilier les deux partis ; il demanda qu'aucune poursuite ne pût avoir lieu sans autorisation de la Chambre ; alors il n'y aura point d'impunité, le député sera jugé par ses pairs. L'honorable membre abandonna son sujet pour parler des avantages de la liberté, qu'il confondit souvent avec la licence ; il pro-

nonça une diatribe contre l'abus du pouvoir. « Laissez faire, dit-il, cet éternel ennemi de la liberté, et vous verrez ce que la liberté seule, sans les institutions et sans l'appui des lois, pourra contre la loi : le pouvoir, dans quelques mains qu'il soit placé, a toujours un penchant invincible à s'accroître ; plus le pouvoir est grand, plus il demande de garanties ; plus il en obtient avec facilité, plus il en désire ; voilà l'abus à éviter. La liberté ne vit sans doute que dans une lutte constante avec le pouvoir armé de toute son influence et de tous les moyens de séduction ; mais que devient-elle, si elle a contre elle les lois et les institutions ? elle exige de la vertu, du courage ; mais il ne faut pas les rendre trop difficiles ; il faut que la lutte ne soit pas impossible, et que la loi établisse un équilibre dans lequel la liberté, d'un côté, et le pouvoir, de l'autre, puissent se soutenir. La lutte seroit absolument inutile, si elle avoit à-la-fois à combattre et le pouvoir et les lois ; ou bien si elle essayoit de se soutenir, ce seroit avec tant d'efforts, que le pouvoir et les lois mêmes ne pourroient résister à leur violence. » L'amendement de M. Manuel fut rejeté.

Dans la discussion du projet de loi relatif au duc de Richelieu, M. Manuel prononça un discours rempli d'erreurs et de sophismes. Il méconnoît tous les principes en développant son système républicain ; il contesta l'existence, la nécessité et les avantages de l'institution des majorats ; il soutint que la Chambre exerçoit une partie de la souveraineté. Le Roi seul jouit de la souveraineté sans partage ni division ; il en est le représentant héréditaire, il exerce seul le pouvoir constituant, et il n'a pas besoin de la sanction du Corps - Législatif. Dans une autre séance, M. Manuel renouvela ses erreurs ; il prétendit « que la Charte ne parle pas du droit de créer des majorats, elle établit que tous les citoyens sont égaux devant la loi ; et

si elle donne au Roi le droit de faire des nobles, elle lui défend de créer des privilèges en leur faveur. Le droit de créer des majorats n'emporte pas le droit de créer des privilèges; l'institution des majorats tend à introduire un mode particulier de successibilité contraire à l'ordre naturel et général, tel qu'il est reconnu par les lois. Ne sait-on pas que les biens en majorats sont contraires aux droits ordinaires du droit de propriété et de l'égalité des impôts? Ne sait-on pas que les majorats sacrifient à-la-fois les droits de tous les enfans au profit d'un seul, et ceux des créanciers au profit de leurs débiteurs?» M. Manuel termine ainsi son discours: «Au reste, qu'importent les déclamations auxquelles cette discussion a servi de prétexte? le gouvernement; nous «-t-on dit, saura bien suivre la ligne qu'il s'est tracée, et travailler au bonheur de la France en méprisant les cris de ses détracteurs. Tels sont nos vœux les plus chers; et le nouveau ministre, s'il reste fidèle aux principes qu'il professe aujourd'hui, peut se flatter de se voir applaudir et seconder par tous les bons Français; mais soit qu'il les respecte, qu'il les néglige, ou qu'il les oublie, il est un point plus certain encore, et plus rassurant que ses résolutions actuelles, c'est que dans tous les cas les destinées de la liberté sont désormais hors des atteintes de ses ennemis; c'est qu'elle saura nous défendre elle-même contre les efforts que dirigent tour-à-tour contre elle, et le zèle aveugle des partisans du pouvoir, et la puissance des souverains, et l'excès même du zèle de ses adorateurs.» M. Manuel, lors de l'examen et de la discussion du projet de loi sur les finances, prononça un long discours, qui n'est qu'une censure continuelle des opérations ministérielles et de nos institutions financières et commerciales. Toujours fidèle à son système de critique et d'improbation, il s'écarte souvent de son sujet pour avoir le

triste plaisir d'accuser et de condamner. Pour prouver la vérité de notre assertion, nous allons rapporter quelques fragmens du discours de l'honorable membre, qui attestent qu'il n'a que de faibles et superficielles connoissances dans la science financière, cette partie essentielle de l'économie politique: «Le génie de la fiscalité, dit-il, n'a rien laissé intact parmi nous, et par-tout ses atteintes ont été extrêmes; il s'attache aux études de l'enfance comme aux occupations, aux besoins, aux jouissances de tous les âges et de toutes les conditions; il poursuit le citoyen dans ses voyages, pénètre dans sa demeure avec le jour qui l'éclaire; s'il travaille, s'il consomme, s'il se ment, s'il respire, par-tout il est contribuable, et l'industrie accablée de liens, comme la propriété soucieuse de charges, est menacée comme elle jusques dans son existence. Lorsqu'on veut se faire une idée de la législation qui préside au recouvrement des contributions indirectes, de quel effroi n'est-on pas saisi en ouvrant le recueil volumineux dans lequel se trouve accumulé ce qu'on appelle les règles de la matière, quand on voit la loi presque étouffée sous le poids des ordonnances, modifiées par des réglemens qui bientôt cèdent la place à des instructions publiques, souvent contredites elles-mêmes par des instructions secrètes ou des décisions particulières? Et c'est au milieu de ce chaos que sont puisées les maximes destinées à régler la perception des contributions énormes qui imposent aux citoyens de si grands sacrifices dans leur fortune et dans leur liberté! Ainsi, le sort des contribuables est abandonné à ceux-là même contre lesquels il faudroit le défendre ou le protéger! ainsi la dureté de l'impôt s'accroît par l'arbitraire; et celui qui le paie, déjà aigri par la loi qui l'impose, lui reproche avec raison des vexations qu'elle n'a pas su prévenir!... Lorsqu'on voit l'administration des postes

venir disputer à l'industrie le transport des voyageurs, on seroit tenté d'examiner les motifs pour lesquels elle a maintenu le monopole exclusif du transport des députés; de se demander si ce privilège repose plus sur les services réels que la société en retire, que sur les services secrets qu'elle rend quelqnefois au gouvernement... Le génie de la fiscalité s'est emparé de l'administration des douanes : si l'on examine son tarif, on est affligé de n'y voir qu'une froide nomenclature des productions de la nature et des arts, qui embrasse tout, depuis le cèdre jusqu'à l'hysope, et dans laquelle on perd de vue la méthode et le système d'après lequel on paroît s'être dirigé. Le mal est devenu plus grand encore à cause de l'extrême mobilité des idées qui ont présidé à cette législation, au point que depuis vingt ans il est peu de spéculations commerciales qui aient été commencées et terminées sous le même tarif et sous le même régime. Aussi, tous les maux que cette variation devoit produire se sont-ils réalisés : le commerce ne pouvant presque plus entreprendre une spéculation de quelque durée, sans voir compromettre jusqu'à ses capitaux par le changement des droits, s'est trouvé obligé, après des malheurs inouis, de renoncer à des expéditions autrefois avantageuses, ou de chercher à les diriger d'après de nouveaux principes qui ont concouru à créer de funestes habitudes et de déplorable résultats... Ce qui ne me paroît que trop démontré, c'est que sur plusieurs points nos relations commerciales sont loin d'avoir été protégées comme elles pouvoient et devoient l'être; c'est que notre industrie, réduite à paroître dans divers ports et dans divers marchés étrangers, sans qu'aucune mesure politique ait garanti ses intérêts, n'a pu supporter la concurrence, tandis que des droits égaux eussent assuré son triomphe. Ainsi, c'est au moment

où elle avoit lieu d'espérer de pouvoir réparer ses désastres, qu'elle a été de nouveau accablée. » Ici M. Manuel attaque et outrage l'administration de M. le duc de Richelieu. « Que dire de ces coupables arrangemens consentis par notre ambassadeur de Constantinople depuis 1816, et qui nous ont déshérités en un jour des droits fondés sur une alliance de plusieurs siècles, sur des services évidens, et sur des traités solennels; de ces arrangemens qui ont porté une atteinte mortelle à toutes nos provinces méridionales, pour lesquelles le commerce du Levant alloit redevenir une source de prospérité; de ces arrangemens après lesquels des importations qui nous coûtoient la moitié moins qu'aux autres, nous coûtent désormais deux fois et demie autant, sacrifice énorme, consenti sans qu'on en connoisse ni les motifs, ni les prétextes ? » M. Manuel assure « que, suivant le bruit public, ces arrangemens n'ont pas été approuvés par le ministre, et que leur exécution a été commencée sans attendre son approbation. » Comment M. Manuel pourra-t-il persuader que les négociations proposées à la Porte Ottomane par le gouvernement français, par l'organe de son ambassadeur, ont été commencées et exécutées sans l'approbation et le consentement du ministre des affaires étrangères ? M. Manuel, dans ses erreurs volontaires, parle contre sa pensée, et ne craint point de braver l'opinion publique. L'honorable membre accuse ensuite ces hommes vénérables, attachés sincèrement à la monarchie, à la légitimité, à la Charte, de corrompre les notions les plus simples et les idées les plus claires, et de vouloir rouvrir pour la France la carrière des révolutions. Nous ne nous occuperons point de combattre et de détruire les fausses assertions et les mensonges déplorables de M. Manuel; nous nous contenterons de les exposer, et cette exposition sera la satire et la condam-

nation de ses sentimens et de ses principes. C'est ainsi que la vérité sera vengée de tant d'outrages. « Tel est l'usage, dit-il, que font aujourd'hui de leur impuissance ceux qui à une certaine époque ont fait un si pernicieux usage du pouvoir : pour se consoler de ne plus gouverner, ils arrêtent la marche du gouvernement, en lui inspirant des craintes chimériques ; ils se placent entre le peuple et l'autorité, et ne pouvant les asservir ni les diriger, ils voudroient du moins les empêcher de s'unir. Peut-être n'est-il que trop vrai que le ministère, dont ils conspirent constamment la ruine, est lui-même la dupe des paniques terreurs dont ils se plaisent à l'entourer. N'avons-nous pas entendu à cette tribune des hommes d'État, oubliant tout-à-coup de quel côté sont les véritables dangers pour le repos de la France, et les hommes enivrés du pouvoir, vous parler des dangers dont ils croient l'État menacé par des doctrines révolutionnaires, par la perfidie ou les erreurs de ceux qui se discutent les amis de la Charte? Messieurs, au milieu de ces vingt-cinq millions de Français qui, comme nous, réclament les garanties promises par la Charte; qui, comme nous, s'affligent et s'inquiètent de ne pas obtenir le prix de tant d'efforts, de patience et de sacrifices, qui oseroit répondre qu'il n'y a pas quelques hommes qui, à l'abri d'aussi justes réclamations, cachent des intentions perfides ou rêvent des projets téméraires? Mais s'il en est ainsi, si tel est, comme on l'a dit à cette tribune, la conséquence inévitable de la nature des choses, n'est-il pas un moyen sûr de les démasquer et de les confondre ; et ce moyen ne dépend-il pas du gouvernement? Que les espérances légitimes de la France soient enfin réalisées ; que les justes motifs de plaintes disparaissent : alors, si les plaintes se renouvellent, elles ne seront plus que dans la bouche des intrigans et des factieux ; alors, la

nation éclairée sur leurs intentions véritables, s'éloignera d'elle-même avec effroi de ceux qui, sous prétexte de défendre ses intérêts, chercheroient à troubler son repos. Le gouvernement qui auroit acquis le droit d'accuser, n'auroit même plus besoin de sévir ; mais jusqu'alors, il faut le dire, lui seul seroit coupable de laisser à ses ennemis, avec l'avantage d'une censure, le pouvoir d'attirer le mécontentement et de profiter de l'impatience ; et loin que le danger qu'il signale puisse lui servir d'excuse dans ses retards et ses hésitations, la raison n'y voit qu'un motif de plus de les condamner. » Il faut avouer que M. Manuel se perd dans ses idées « il disserte sans ordre ; point de noblesse dans ses pensées, point d'éloquence dans son style. Les lecteurs impatiens, ne trouvant dans ces réflexions qu'obscurité et confusion, nous reprocheront peut-être de ne point transcrire fidèlement ce qu'il a dit ; nous avouons qu'en transcrivant plusieurs passages de son discours nous ne le comprenons pas, tant son langage est embrouillé et énigmatique. « Tout languit, ajoute-t-il, souffre ou s'altère dans notre organisation politique : on ne sauroit trop le répéter, et les déclarations de M. le ministre de l'intérieur ne changent rien à notre situation ; elle manque à-la-fois du système municipal, de la garde nationale protectrice de la paix, défensive dans la guerre ; du jury, sans lequel la liberté de la presse ne seroit qu'un vain simulacre, et de la responsabilité du pouvoir, où se trouve la sauve-garde de tous les droits. L'instruction publique reste organisée d'une manière qui gêne sa liberté, sans la mettre à l'abri des doctrines anti-nationales. » Ici la scène change de face : M. Manuel parle en langage intelligible et précis ; il s'exprime, il quitte ses formes énigmatiques, il déchire le voile qui obscurcissoit ses pensées : il veut que

les communes nomment leurs juges-de-peace et leurs maires ; que les soldats nomment leurs officiers ; que le choix des jurés ne soit plus sous l'autorité et l'influence du gouvernement ; qu'on n'enseigne plus dans les écoles publiques la morale , la religion , la légitimité , et que les professeurs de l'instruction publique proclament la doctrine de nos novateurs modernes. C'est ainsi que cette secte des réformateurs , parlant sans cesse de leur amour et de leur respect pour la Charte , propose de la mutiler dans ses élémens les plus utiles et les plus précieux.

Dans cette séance mémorable où le ministre de l'intérieur interpella M. Bignon et le somma de s'expliquer sur son accusation intentée contre les ministres , de révéler son secret et de rompre le silence sur ses révélations , il fut aussi question des pétitions en faveur des régicides et des bannis. M. Manuel observa que l'affaire concernant M. Bignon devoit être terminée. « Il est seul juge de sa conscience , il ne doit point répondre à une vaine interprétation , lorsque les ministres ont d'autres moyens indiqués par la loi pour lui faire rompre le silence. » Suivant l'honorable membre , « les pétitionnaires qui ont demandé le retour des régicides , sont des Français qui ont suivi l'élan de la douleur et de la sensibilité ; ils ont cru porter leurs vœux aux pieds du trône et implorer la clémence du Roi : comment peut-on traiter de complot un tel accord , une humble prière ? Est-ce là l'expression d'un vœu qui tend à dégrader la majesté royale , et quelle idée semble-t-on se faire du sentiment le plus généreux ? » M. Manuel prétendit que les ministres avoient promis qu'ils écouteront les réclamations des pétitionnaires , et qu'ils exerceroient leur influence pour l'accomplissement de leurs vœux : alors leur conduite étoit vraie et sincère ; mais les ministres n'ont point rempli leur

promesse. Ensuite , s'abandonnant aux tristes plaintes d'une diffamation générale , M. Manuel s'écrie dans un transport de fureur : « Plût à Dieu que tous les Français fussent aussi dignes de ce nom que les signataires des pétitions ! » Il faut conclure de ce raisonnement que les ministres qui ont provoqué leur expulsion du territoire français , et les législateurs qui ont sanctionné une loi aussi juste , ne sont pas de véritables Français , et que ceux qui ont assassiné le meilleur et le plus vertueux des rois sont les seuls vrais patriotes. Voilà quels sont les principes de nos modernes novateurs. « Permettez-nous actuellement , dit M. Manuel , de faire un rapprochement qui peut mériter votre attention. On a dit à l'un de nos collègues : vous avez mérité par votre silence le titre de calomniateur. Il peut repousser le reproche et l'adresser à ceux qui ont parlé , sans en apporter de preuve , de complot et de conspiration. Eh quoi ! vous aurez prononcé ces mots alarmans , et vous ne vous expliquez pas ! Quoi ! vous savez qu'un complot existe , qu'une conspiration menace le trône , et vous gardez le silence ! Est-ce donc à ces mots que vous devez vous arrêter ? Il existe une conspiration , et les conspirateurs ne sont pas saisis ! le trône est menacé , et l'on ne vous dit pas ce qu'on a fait pour le défendre ! En quelles mains sont donc déposées les rênes de l'Etat ? ou ne prend aucunes mesures , et , à entendre les ministres , on diroit que nous sommes sur un volcan ? Il est temps de faire cesser de si funestes incertitudes ; il faut que les ministres , que naguère nous estimions , que nous avons appelés de tous nos vœux aux places qu'ils occupent , renoncent à effrayer la France par la dénonciation de prétendus complots dont ils n'apportent aucune preuve. Toutes ces déclarations pourroient nous faire croire qu'elles cachent des choses que l'on ne sauroit dé-

voiler au grand jour, et des engagemens qui conduiroient les ministres eux-mêmes beaucoup plus loin qu'ils ne veulent. Je ne puis croire qu'ils s'abusent sur les véritables sentimens de la France, qu'ils puissent douter de son patriotisme et de son attachement inébranlable aux principes constitutionnels. Ils savent qu'elle aspire à un ordre tranquille et prospère, grâce à l'alliance du trône et de la liberté: si, contre le vœu des Français, cette alliance venoit à se rompre, des malheurs irréparables en seroient le résultat; mais ils ne seroient point la faute des Français, ils ne pourroient être imputés qu'au gouvernement. L'expérience et l'histoire l'attestent, les nations ne peuvent jamais être coupables, ce sont ceux qui les gouvernent, tantôt par l'excès de la violence, tantôt par l'excès de leur faiblesse, tantôt aussi par une irrésolution et une fluctuation qui les fait tomber sans force et sans résistance devant les attaques de leurs ennemis. Mais de semblables présages doivent être détournés, la France, forte de ses sentimens, de son amour pour ses institutions, forte sur-tout de cette loi d'élections, base et conservatrice de son système politique, se montrera toujours trop sage et trop éclairée pour que je partage les craintes qu'on a voulu lui inspirer. » M. le garde-des-sceaux répondit au discours de M. Manuel. (Voyez DE SÈRES.)

M. Manuel, dans la discussion du projet de loi relatif aux abus de la liberté de la presse, en combattit tous les articles; il soutint que, pour éviter une longue discussion, il vaudroit mieux que la Chambre partageât avec le Roi l'initiative des lois. Voilà comment nos politiques libéraux, malgré leur attachement hypocrite à la Charte, voudroient la mutiler en proposant des institutions démocratiques. Le gouvernement ne permettra pas qu'on porte atteinte à cette loi fondamentale qui confère au

Roi seul l'initiative des lois; ce droit sacré sera maintenu. Il n'est pas étonnant que M. Guizot, commissaire du Roi, présent à la séance, n'ait pas combattu le système de M. Manuel, puisque lui-même, dans son ouvrage, *du Gouvernement représentatif et de l'Etat actuel de la France*, avoit soutenu, par des raisonnemens sophistiques et des subtilités métaphysiques, que le Corps-législatif devoit partager avec le monarque l'exercice du droit de l'initiative des lois. Dans la séance où il fut question de la pétition de plusieurs étudiants en droit de Paris, en faveur de M. Bavoux, M. Manuel s'opposa à l'ordre du jour motivé, proposé par la commission; il se déclara le défenseur de ces pétitionnaires, et fit une diatribe contre ces pieux ecclésiastiques qui travaillent à propager la foi, à défendre la religion contre les efforts de l'impiété, et à combattre la doctrine de ces novateurs entêtés qui ont juré la destruction de la monarchie et de la religion de l'Etat. « Le chef de l'instruction publique, dit-il, est monté à la tribune et a rattaché à une influence étrangère les divers mouvemens qui ont éclaté dans des établissemens publics. C'est dans ces circonstances que se présentent les pétitionnaires; laisserez-vous entendre que vous les croyez coupables? Ne s'est-on pas mépris sur les personnes, en parlant d'étrangers intéressés à troubler le repos de l'université et à détruire ce qui existe? L'intérêt est la mesure des actions: il faudroit demander à ceux qui se mettent à l'abri de la juridiction de l'Université, malgré une loi qui défend formellement à aucun établissement d'instruction publique de se soustraire à sa surveillance et à sa juridiction, il faudroit, dis-je, demander si ceux-là ne sont pas intéressés à fomenter des troubles, afin de faire croire qu'il convient de coufier l'instruction publique à d'autres hommes, qu'il faut recourir aux anciennes corporations pour régénérer

la nation et les mœurs. Ne sont-ce pas là des idées qui se présentent naturellement, lorsqu'on sait que, sous le nom de pères de la foi, divers établissemens...» Ici, M. Manuel excita l'indignation de ces fidèles députés connus par leur attachement à la monarchie et à la religion; il s'arrêta sans continuer sa phrase. « Que ce soit, ajouta-t-il, une corporation proscrite par les lois de l'État qui s'est introduite chez nous, ou que ce soit une corporation nouvelle, je n'ai point à examiner cette question; l'examen s'en fera un jour, et le gouvernement doit y attacher une très-haute importance, s'il sait apprécier ses véritables intérêts et les intérêts de la société. »

MARBOIS (François Barbé de), né à Metz en 1745, fut nommé, avant la révolution, consul-général aux États-Unis d'Amérique, et ensuite intendant de Saint-Domingue. Il administra cette colonie avec intégrité; mais sa sévérité, poussée quelquefois jusqu'à la rudesse, lui suscita des ennemis nombreux et puissans : il fut rappelé. Louis XVI l'envoya à la diète de Ratishonne, et il se rendit ensuite à Vienne, pour savoir les intentions de l'empereur relativement aux princes possessionnés en Alsace et en Lorraine; mais il ne réussit point dans cette mission, et il revint en France. En 1795 le département de la Moselle nomma M. Marbois au Conseil des Anciens. On l'accusa d'avoir participé à la rédaction du traité de Pilnitz; cette accusation fut rejetée par un ordre du jour. Le 24 janvier, il fit un rapport sur la marine, où il prononça une diatribe prophétique sur l'Angleterre. « Hâtons-nous, dit-il, de porter le désordre et le trouble dans ce gouvernement anglais, qui voudrait voir l'océan desséché jusque dans ses abîmes, plutôt que d'en partager les fruits avec les autres habitans du globe. Si la nature l'a isolé de tous les continens, ses vaisseaux l'en rap-

prochent, et lui ouvrent autant de routes qu'il peut partir de rayons du centre où il s'est placé. Que ses navigateurs redoutent des Jean-Bart, des Dugai-Trouin, des Thurot, sur tous les chemins qu'ils parcourent; que les assurances absorbent pour eux toutes les chaucées des bénéfices; et puisqu'il est dévoré de la soif de l'or et des richesses, coupons, détournons tous les canaux, arrêtons toutes les sources qui servoient à le désaltérer. » M. Marbois attaqua vivement la loi du 3 brumaire, qui excluait des fonctions publiques les pères des émigrés. Il se déclara contre le Directoire. M. Barbé-Marbois, compris dans la proscription du 18 fructidor, fut condamné à la déportation et transporté à la Guiane. Revenu en France après le 18 brumaire, Buonaparte le nomma conseiller-d'état et directeur du trésor public. Il le suivit à Bruxelles. Il fut disgracié en 1806; mais bientôt il rentra dans les bonnes grâces de Napoléon. Il fut nommé premier président de la Cour des comptes. Il vint féliciter Napoléon sur son retour d'Espagne, et lui dit : « Loin de vous tout manque à notre bonheur; votre présence nous rend toutes nos espérances, toutes nos affections. Nous avons joui de vos victoires; nous jouissons des biens que vos lois et votre génie nous assurent. » M. Marbois, comme président de la cour des comptes, félicita Napoléon sur la paix de Vienne : « Et toi, l'émule de Scipion, dit-il, toi qui atteins au plus haut degré de gloire et de grandeur, quand, tout prêt à soumettre en vainqueur cette cour de Vienne, la résidence et l'orgueil de la famille impériale, tu t'arrêtes soudain pour présenter à l'ennemi une main pacifique; toi que je trouve plus grand, plus digne du héros, quand tu signes la paix du continent, que quand, un drapeau à la main, tu appelois les coups de l'ennemi et guidois nos pas à la victoire, reçois ici le tribut de notre admiration : c'est la paix de l'Europe que tu viens de signer.....

Accomplissez, sire, vos glorieuses destinées; achevez de pacifier le monde. Que la haine et la jalousie, que vos ennemis se lassent enfin de travailler à leurs propres défaites et à votre gloire. Rendu tout entier à nos vœux, terminez tous les grands desseins que vous avez conçus; que, même au milieu des mers, ils s'exécutent pour la prospérité de l'empire et l'exemple de l'Europe. » Buonaparte nomma M. Marbois sénateur en avril 1813. Cependant en avril 1814 il adhéra à sa déchéance, et vota la création d'un gouvernement provisoire. Le Roi le créa pair de France, et le confirma dans sa dignité de premier président de la cour des comptes. Après son invasion, Buonaparte le destitua et lui ordonna de sortir de Paris. Il ne rentra dans ses fonctions qu'au second retour du Roi. Il fut successivement appelé au conseil privé de Sa Majesté; élevé à la dignité de ministre de la justice et de garde-des-sceaux, il présida l'installation de la cour royale de Paris. Il prononça un discours plein d'éloquence et de sensibilité. « Touchant au bord de la tombe, dit-il, je ne verrai point les glorieux succès de la magistrature; mais tant que je vivrai, je chercherai à remplir dignement les devoirs qui me sont imposés. Honteux si mon nom peut être un jour cité avec honneur à la suite des grands hommes qui m'ont précédé dans cette auguste carrière! » M. de Marbois prit part à toutes les discussions sur les questions les plus importantes. Il présenta un projet de loi relatif à l'organisation de la cour des comptes, qui fut adopté par la Chambre des pairs, et rejeté par celle des députés, et un autre projet tendant à réprimer les cris et les actes séditieux. Il combattit l'opinion de quelques députés qui voulaient substituer la peine de mort à celle de la déportation, et réussit avec succès. M. le comte Lanjuinais, qui s'opposait à l'adoption du projet. Il assista au procès du maréchal Ney; mais il ne donna point son

avis comme juge. Il proposa un projet de loi pour supprimer les cours royales d'Angers et d'Amiens, et pour transférer la cour d'Orléans à Tours, en réunissant le département du Loiret au ressort de la cour de Paris. Cette proposition ne fut pas même discutée dans les bureaux. M. le comte Marbois éprouva une disgrâce du Roi: le ministère de la justice et les sceaux lui furent ôtés. Il a publié plusieurs ouvrages qui annoncent de grandes connaissances dans la littérature, dans les sciences et dans toutes les parties de l'économie politique.

M. Marbois développa les motifs de sa proposition tendante à faire substituer à la peine de la déportation une autre peine proportionnée à la nature et à la gravité des crimes. Le noble pair observa « que la déportation, dont le nom a trouvé place dans quelques-unes de nos lois anciennes, n'étoit que le bannissement à perpétuité. Nos lois nouvelles ont employé cette expression et ordonné la peine dans le même sens que les lois romaines; mais pour déporter comme les Romains, il auroit fallu avoir, comme eux, l'empire du monde; il faudroit du moins dominer sur les mers. La déportation, telle qu'elle a été conçue par les rédacteurs du Code pénal, n'a jamais pu recevoir son exécution, et depuis la date de ce code pas un seul condamné n'est sorti du territoire français. Maintenir fictivement ces dispositions en les remplaçant par la réclusion, c'est mettre ceux qui doivent veiller à l'exécution des jugemens dans la nécessité de laisser le crime impuni ou d'infliger des peines différentes de celles que la loi a prononcées, et peut-être plus sévères. La juste application des peines est cependant une condition nécessaire de la bonne administration de la justice criminelle, et l'arbitraire en cette matière est encore plus odieux que tous les autres. » Le noble pair démontra le danger de faire de nos établissements lointains des lieux de dépor-

tion. « De quel droit, dit-il, troublera-t-on ainsi le bonheur et la paix dont jouissent les honnêtes habitans qui les font prospérer ? osera-t-on corrompre par cette introduction contagieuse une société innocente et pure ? Ceux qui, dans les temps de calamités, ont détruit à plaisir ces magnifiques possessions, ont pu reconcevoir aussi la pensée de les relever à l'aide de semblables moyens. Ce n'est pas après le retour de sages et bonnes maximes de gouvernement qu'on peut tenter de rendre aux colonies leur prospérité par les secours d'une industrie enchaînée et avec des hommes notés d'infamie. Parmi tant de bienfaits, ajoute le noble pair, œuvre de la sagesse de nos rois et des progrès de l'ordre social, une importante amélioration souvent désirée avoit, après quelques essais, été négligée ; c'est le régime des prisons. Le Roi a marqué sa sollicitude et fait connoître ses intentions à cet égard ; les améliorations se préparent sous les yeux de ce protecteur auguste ; nous devons espérer qu'elles seront combinées avec les besoins de la législation sur le bannissement et la déportation ; elles sont également éloignées et d'une funeste indulgence pour ceux qui troublent l'ordre social, et d'une sévérité inutile et contraire à la douceur de nos mœurs ; et plus la vertu sera en honneur, moins les rigueurs seront nécessaires pour gouverner. Mais, en attendant, la Charte constitutionnelle réclame des dispositions législatives qui fassent cesser l'état où se trouvent les condamnés à la déportation. » M. le marquis de Marbois vota contre la proposition relative à l'abolition du droit d'aubaine et de détraction ; il prétendit que cette abolition gratuite et sans réciprocité est une loi artificieuse qui ne peut prendre racine sur notre sol ; tous les peuples ont adopté la réciprocité. « Les défenseurs de la proposition, observa le noble pair, voient à sa suite affluer en France les hommes et les capitaux ;

nos grandes propriétés, nos forêts même vont trouver des acquéreurs, car on a parlé de vendre aux étrangers même nos forêts, ces berceaux de nos constructions civiles, militaires et navales ; notre industrie va s'accroître, notre industrie prospérera. Mais où donc a-t-on appris que l'une et l'autre ont besoin de secours si pressans ? Les progrès de notre industrie ont étonné les étrangers qui en ont eu connaissance ; croira-t-on qu'ils soient disposés à les favoriser ? Notre agriculture, si l'on en juge par les contributions qu'elle supporte, n'est pas dans un état de décadence. Quant à nos grandes propriétés, si leur morcellement étoit à craindre, seroit-ce aux étrangers qu'il faudroit confier le soin de les conserver dans leur intégrité ? Admettez-les dans votre sein, et bientôt nos villes maritimes deviendront leurs forteresses ; nos magasins se rempliront des produits de leurs manufactures ; notre cabotage ne s'exercera plus qu'à leur profit, et la marine royale sera réduite à des expéditions de découvertes et de géographie. » Le noble pair conclut de ses observations que la proposition discutée ne présente aucun avantage ; examinée sous un autre rapport, elle lui paroît offrir de graves inconvéniens. « Ce n'est pas en effet au simple abandon du droit du fisc, que se bornent les partisans de l'abolition gratuite, il entre dans leurs vues de faire jouir, en France, les étrangers de la plénitude des droits civils ; mais cette jouissance, qui comprend la faculté de tester, de recueillir des successions, de contracter des jouissances, entraîne l'annulation des articles 726 et 912 du Code civil ; il ouvre dans la matière des successions, déjà si féconde en litige, une nouvelle source de difficultés, sans compter celles qui naîtront de la variation successive des lois sur l'aubaine. »

M. le marquis de Marbois, en combattant la proposition de M. Barthélemy relative à la loi des élec-

tions, prononça ainsi son éloge : « Vous approuverez, messieurs, je l'espère, que je dise en ce moment tout ce que sa vie a d'honorable, non qu'il soit nécessaire de nous le rappeler à nous-mêmes, mais parce qu'il ne redoute jamais que le souvenir puisse s'en effacer : son nom est vénéré en Suède, en Autriche, chez les Anglais, chez les Suisses. Dans tous les pays, les hommes d'Etat attesteront les services qu'il a rendus à notre patrie. La France entière les connoît. C'est dans le palais même où nous siégeons aujourd'hui, qu'il préparoit avec une sagesse, trop lente peut-être pour les circonstances, ces desseins qui n'ont pu s'accomplir alors; entrepise qu'il ne vouloit point séparer de la foi promise même à des hommes qui furent infidèles à leurs promesses. Transporté à la Guiane par une faction triomphante, la déportation avec lui, et pour une si belle cause, devint un titre d'honneur. Sa constance au sein du malheur lui mérita le respect des sauvages eux-mêmes : un d'eux, admis dans sa cabane, disoit à l'interprète : *Il y a dans ce corbet senteur de probité et de bonne foi.* Les Galibis admiroient ce courage simple et modeste, si supérieur à leur courage orgueilleux et féroce, et mon noble ami pourroit craindre l'injustice de nos jugemens ! Ah ! qu'il se rassure ; il est révééré du monde entier. Nous combattons sa proposition, et nous nous ferons gloire en même-temps de le compter parmi les citoyens les plus recommandables par leurs vertus publiques et privées. » C'est ainsi que M. le marquis de Marbois vengea M. Barthélemy, son honorable ami, des insultes d'un noble pair qui n'a point de pareils titres à nous montrer, et dont toute la vie politique n'est qu'un assemblage d'erreurs, de scandale et de légèreté.

MARCELLUS (Marie Auguste Demartin de Lirac, comte de), né en

1776, à Marcellus en Guienne, éprouva, dans la jeunesse de l'âge, toutes les horreurs de la persécution. Sa mère, femme respectable par ses vertus, périt sur l'échafaud révolutionnaire, et lui-même fut condamné par la même commission à être détenu jusqu'à la paix. Après la révolution du 18 brumaire il fut déporté en Espagne comme émigré, quoiqu'il n'eût pas quitté la France. Revenu en France, M. de Marcellus vécut dans la retraite, où il trouva dans la religion des espérances et des consolations. M. le duc d'Angoulême le nomma membre de son conseil. En août 1815 il fut nommé à la Chambre des députés par le collège électoral du département de la Gironde, où il ne cessa de proclamer des principes de sagesse et d'ordre social : il fit un rapport tendant à supprimer toutes les pensions dont jouissoient les prêtres mariés et ceux qui avoient abandonné le sacerdoce. M. de Marcellus a toujours défendu la monarchie, la religion, l'état et le trône. Il a su obtenir par ses vertus l'estime de ceux même qui n'adoptoient ni ses principes ni ses opinions. Il siége au côté droit.

M. le comte de Marcellus combattit le projet de loi relatif à la formation de l'armée. Il observa que nos pères faisoient peu de lois, ils se reposoient avec une confiante sécurité sur l'ancienne constitution de la patrie ; constitution d'autant plus solide, que, n'étant point écrite, elle étoit l'ouvrage du temps, de l'expérience, et en quelque sorte du suprême modérateur des états. On peut dire qu'autrefois la France n'avoit que deux lois fondamentales qui lui tenoient lieu de système, de législation et de toute constitution écrite : la religion, et la légitimité. Fidélité à Dieu et au roi, voilà, dans notre ancienne politique, toute la science, et l'on sait si ces sages principes lui ont donné de sages législateurs, de vaillans capitaines. On peut même ajouter que c'est encore l'heureuse influence

de ces principes qui, pour l'honneur de la France, a produit, dans ces temps de perversité, des magistrats courageux qui ont su braver tous les dangers pour défendre leur roi, et ces héros chrétiens qui ont versé leur sang pour rester fidèles à la cause sacrée. Quelle loi d'élection, quelle loi de recrutement eût pu produire de plus heureux résultats? honneur donc à jamais, honneur à ces deux grands principes qui, pendant quatorze siècles, ont fait le repos et la gloire de notre noble et malheureux pays. Ah! sans doute, un empire peut braver la durée des siècles et les vicissitudes des temps, quand, toujours fidèle à son Dieu et à son roi, il a, comme notre ancienne France, pour seules lois fondamentales et pour unique constitution, ces deux principes plus anciens que le monde, l'honneur et la foi; c'est-à-dire sur ces deux principes qui ne doivent jamais être perdus de vue par le législateur français, et qui dans la chaleur des discussions et des débats sont pour les véritables Français le panache blanc. » L'honorable membre examina en peu de mots le projet de loi proposé. Ici il entra d'un pas noble et ferme dans l'examen des titres 4 et 6, c'est-à-dire, les appels, les légionnaires vétérans et l'avancement. Il démontra qu'on devoit se contenter de fixer par une loi un mode de recrutement; que c'est tout ce que la Charte laisse à faire. Il repoussa le mode proposé par la peinture des maux qu'a éprouvés la France, en ajoutant que le premier devoir des députés est de faire aimer et bénir le roi. Il s'opposa également à l'adoption du titre relatif aux légionnaires vétérans, en présentant le tableau de la paix dont nous jouissons, paix qui nous a été rendue par le gouvernement légitime : après avoir comparé le calme qui l'accompagne au trouble que produit toujours l'usurpation, l'orateur chrétien ajoute : « Si le trône étoit en péril, à la voix de leur roi ces braves militaires se leveroient tous comme un seul homme. Les guer-

riers français, toujours avides de gloire, savent que la véritable gloire est inséparable du devoir, et c'est ce qui les attache à cette royale maison de France dont la gloire suivit toujours les pas : fidèle compagne du grand Henri, cette fille du ciel n'abandonna jamais ses augustes petits-fils, même dans leurs disgrâces qu'elle a couvertes d'un éclat immortel; l'armée française sait donc où chercher, où trouver cette gloire, objet de sa noble passion : aussi fut-elle elle-même celui de notre juste confiance, et l'espoir de tous les amis de leur patrie et de leur roi. Mais les Français libérés du service, retirés dans le champ paternel, doivent en goûter sans inquiétude l'heureuse sécurité. Laissons nos guerriers vivre en repos à l'ombre de leurs vignes et de leurs figuiers. Ne troublons pas le repos des familles qui, après tant d'alarmes, ont vu un père, un époux, un frère rendus à des vœux que n'accompagnait plus l'espérance. Le repos est dû aux malheureux rentrés dans leurs foyers et qui ont achevé leur temps. Ce repos ne peut être refusé ni troublé sans injustice; soyons donc justes envers eux, soyons justes envers tous, si nous voulons vivre nous-mêmes heureux et tranquilles. Car c'est ici que s'applique, d'une manière toute particulière, un oracle vrai dans le sens le plus étendu : la paix est le fruit de la justice. *Opus justitiæ pax est.* » L'orateur s'opposa ensuite à l'adoption du titre concernant l'avancement, comme contraire à la prérogative royale, dont les députés doivent être les défenseurs. « Oui, s'écrie l'honorable membre, si par une condescendance que le doux sang des Bourbons pourroit seul expliquer, le monarque dont je m'honore ici de défendre les droits, détachoit de son diadème et laissoit tomber dans les mains du peuple une de ces fleurs royales et brillantes qui élèvent la majesté du roi de France immédiatement au-dessous de la majesté du roi des rois, les députés de la France, vrais dé-

fenseurs des intérêts du peuple, s'empresseroient de la recueillir pour la replacer sur le front auguste de l'héritier de Saint-Louis. Oui, la France est toute royale ! je ne crains pas d'ajouter qu'elle le fut, qu'elle le sera toujours. Les Français, quels qu'eussent été leurs égaremens, leurs fautes, leurs malheurs, ne cherchent qu'à se réunir dans le sein paternel de leur roi. Pourquoi cherche-t-on à les diviser ? pourquoi veut-on leur faire voir des prétentions secrètes où ils ne voient que de la résignation et des bienfaits ? pourquoi ne pas pardonner au malheur quand le malheur a si bien pardonné l'outrage ? pourquoi chercher à rendre odieuse une classe de Français dont on devoit au moins respecter l'infortune et la fidélité ? enfin, pourquoi irriter encore les orages et appeler la foudre sur des lieux qu'elle a si souvent et si cruellement frappés, sur des lieux si voisins du trône pour lequel on professe tant de dévouement et d'amour, sans prévoir que cette foudre qu'on provoque anéantira infailliblement ce trône en tombant sur ceux qui en furent et en seront toujours les infatigables témoins. »

M. Marcellus vota pour l'amendement de M. Hautefeuille sur l'article 8 du projet de loi relatif à la répression des abus de la liberté de la presse. (*Voyez HAUTEFEUILLE.*) « Je lis, dit cet estimable député, le préambule de loi qui a été présenté par les ministres de Sa Majesté. Quels sont les mots qui, les premiers, frappent à-la-fois mes yeux et mon cœur ? Louis, par la grâce de Dieu. O vous qui voulez exclure la religion des lois de la France, achevez donc votre ouvrage ! Effacez ; mais non, je m'arrête ; le nom de Dieu et le nom du fils de Saint-Louis seront toujours inséparables ; toujours Dieu protégera le Roi de France ; toujours le Roi de France protégera la religion du vrai Dieu. C'est elle, c'est la religion, qui de tous les temps fit

la gloire de notre patrie ; elle sera proclamée par nos lois, et la France trouvera toujours son bonheur et sa force sous le sceptre tutélaire du Roi Très-Christien. » Dans la discussion du projet de loi concernant les dépenses, article de l'Instruction publique, M. le comte Marcellus observa que quand toutes les économies projetées, proposées, désirées et même rêvées, seroient obtenues, et quand les impôts auroient été diminués ou adoucis au gré des propriétaires, des négocians et des consommateurs ; quand la loi des finances auroit résolu le plus difficile des problèmes en mettant d'accord les contribuables et le trésor public, ne croyez pas que la mission des députés fût accomplie, que ses premiers devoirs fussent remplis, le vœu de leurs commettans satisfait, les plus précieux intérêts de la France garantis ? Eh ! que serviroit à un père de famille de voir augmenter ou améliorer sa fortune, si ceux à qui il doit la transmettre, élevés dans de faux systèmes et ignorant les plus utiles vérités, blessoient, par leur conduite présente, son cœur dans ses plus chères affections, et le pénétroient pour l'avenir des plus dangereuses illusions ? que serviroient à la France la prospérité de son agriculture, les richesses de son commerce, le nombre même de ses habitans, si les Français n'étoient plus instruits dans ces maximes d'honneur et de foi qui firent l'honneur et la force de la monarchie ; qui, mieux que les armées et les citadelles, veillent à la stabilité du trône, à la tranquillité publique, à la sûreté de l'Etat ? Certes, nos commettans, en nous donnant leurs intérêts à défendre, ne nous en ont pas confié de plus chers que les futures destinées de leurs enfans, et il doit être permis à un député jaloux de répondre à la confiance dont on l'honore, de ne pas laisser clore la session, et terminer le long cours de ses travaux, sans faire entendre, au moins une fois, sur cet important sujet, ses inquié-

tudes, ses craintes, ses regrets. De tous les maux dont la révolution a inondé la France, et qu'elle a légués même au règne de la légitimité, un des plus funestes, celui dont les suites irréparables doivent le plus nous alarmer, c'est le coup mortel qu'elle a porté à l'éducation; depuis long-temps tous les élémens de la société se décomposent, les asiles où la jeunesse devoit être formée à toutes les vérités et à toutes les vertus sont devenues trop souvent des écoles fatales où elle apprend à se laisser aller à toutes les erreurs et à tous les vices; de-là ces crimes, ces malheurs dont le récit funeste rend la lecture de nos journaux si lugubre et afflige si souvent les cœurs amis de leur pays. Les eaux d'un fleuve, dont la source a reçu un germe empoisonné, portent le ravage et la mort dans les lieux qu'elles étoient destinées à embellir et à fertiliser; vous ne le savez que trop, l'esprit de licence, de sédition et d'impiété, qui, dans la capitale comme dans les provinces, s'est répandu dans plusieurs de nos établissemens publics, s'est trahi plus d'une fois, a réveillé l'attention de l'autorité, et effrayé l'homme de bien sur le sort réservé à la génération présente. Faut-il s'en étonner, quand une surveillance dont l'objet est si saint, soignée quelquefois jusqu'à permettre à ces pernicieux écrits qui soufflent dans toute la France l'irréligion et la révolte, d'aller infecter les lieux consacrés à l'éducation des premières années de l'homme, sortes de sanctuaires où la vertu dans toute sa candeur devoit toujours résider; quand les mauvais livres et les pamphlets séditieux, paroissant dans ces asiles de l'innocence, vont apprendre aux jeunes sujets du Roi Très-Christien à blasphémer leur Dieu et leur Roi; quand la jeunesse entend proclamer l'indifférence sur le premier intérêt de l'homme et de la société, comme si un gouvernement qui doit sans doute souffrir ce que Dieu souffre, ne cherchera pas à ra-

mener le bien par la persuasion et la douceur, ne pouvant jamais pratiquer impunément l'indifférence et garder la neutralité entre le vice et la vertu, entre la vérité et le mensonge. Une bouche éloquente l'a dit avant moi : les mauvaises doctrines entraînent les mauvaises actions. Ah ! renonçons, puisqu'il le faut, au bonheur pour nous; mais n'exposons pas nos enfans à ce cruel sacrifice. Ennemis de nos crimes et de nos erreurs, ils ne l'ont pas mérité; que les jeunes gens apprennent dans nos écoles des leçons, non de courage, les Français n'en ont pas besoin, mais de bonté, de cette vertu qui, pour parler avec Bossuet, devoit faire tout le fond du cœur de l'homme, de cette vertu qui veut qu'un homme voie un frère dans un autre homme, de cette vertu qui fut aussi jadis la vertu de la France, mais qui n'est que trop méconnue dans un siècle où l'on a trop souvent confondu la valeur avec la férocité : qu'ils apprennent à être fidèles à leur Dieu et à leur Roi; qu'ils apprennent ensuite à être savans, mais avant tout à être bons et vertueux. »

M. le comte de Marcellus vota l'adoption de la résolution de la Chambre des pairs, relative à la loi des élections. Il démontra qu'elle étoit simple dans sa teneur, modérée dans sa forme, raisonnable dans son objet. « Il ne s'agit que de supplier le Roi de faire éprouver à l'organisation des collèges électoraux les modifications dont la nécessité peut paroître indispensable; il est difficile d'opposer rien de solide à une proposition dont le sens et la modération frappent tant les esprits, qu'on est réduit, pour la combattre, à se renfermer dans des objections prises hors d'elle et qui lui sont étrangères. » L'honorable membre combattit cette objection si familière aux partisans de la loi des élections, qu'elle est l'objet des plus chères affections de la France, et que la moindre altération portée à cette loi seroit seule naître les plus vives inquiétudes. « De bonne foi, leur répond

M. le comte de Marcellus, est-ce connoître la France que de la supposer vouée à une espèce de culte pour une institution qu'elle ne possède que depuis deux ans, dont deux cinquièmes du royaume seulement ont, jusqu'à présent, éprouvé le prétendu bienfait; que de se la figurer passionnée, après trente ans d'expérience, pour des abstractions politiques, dont elle a si bien connu l'insidieuse vanité, pour des théories illusoire qui n'ont pas rendu encore un seul Français sage et content; pour des droits, enfin, qui ne sont que des dons, et qu'elle aimeroit tant à échanger contre la sécurité et le bonheur.» L'éloquent orateur termina son discours par cette belle péroraison: «Non, ce n'est point dans une institution nouvelle que la France a placé ses plus chères affections, c'est dans cette race auguste qu'on vit toujours présider à son bonheur et à sa gloire; dans cette famille adorée, que la Providence compatissante lui a rendue enfin après tant de malheurs; c'est dans cette monarchie légitime et tutélaire sous laquelle seule elle a connu le repos et la prospérité. Voilà les intérêts, voilà les droits que la nation vous conjure de lui assurer, certaine qu'avec ceux-là elle jouira de tous les autres. Voilà les véritables objets de ses sollicitudes, de ses craintes, de ses agitations. Elle voit avec effroi l'horizon politique se couvrir de nouveaux orages, de nouvelles tempêtes s'annoncer, la foudre sillonner encore la nue, et menacer, avec son existence, celle de ce qu'elle a de plus cher. Poursuivie par des pressentimens funestes, elle cherche dans le ciel des signes de sérénité, et s'attache au trône de son Roi comme à l'ancre du salut. Ah! craignez que l'ouragan déchaîné ne l'en arrache encore, et ne souffrez pas que d'impudents pilotes confient de nouveau aux tempêtes, et lancent sur la mer turbulente des révolutions le vaisseau de l'Etat, qu'un miracle de miséricorde, qui, sans doute, n'a pas ob-

tenu assez de reconnaissance, a deux fois ramené au port.» M. de Marcellus combattit le projet de loi relatif aux livres supplémentaires du grand-livre de la dette publique. Il démontra, par la force des raisonnemens et des principes, que le gage le plus sûr du repos et de la stabilité des empires reposoit sur la propriété. Il exposa les résultats terribles et les conséquences que produira l'adoption de la loi proposée. «Un de ses premiers effets sera nécessairement d'attirer dans la capitale l'argent des provinces, et d'enrichir l'agiotage des dépouilles de l'agriculture. Il est aisé de prévoir les maux qui naîtront de ce premier mal: la difficulté, pour le cultivateur, de vendre ses denrées, pour le propriétaire de faire face aux dépenses nécessaires à la culture de ses biens; les contributions, malgré les facilités qu'on semble donner au contribuable, devenues plus onéreuses et plus difficiles à payer, leur masse même augmentée; il est visible qu'il faut ajouter aux impôts à proportion des rentes qu'on place; l'usure, ce fléau des campagnes comme des villes, stimulée par de nouvelles espérances, et appréhant des pièges nouveaux; l'avidité, la cupidité, l'ambition, bannissant la simplicité, l'aïssance et le bonheur, tels sont les premiers fruits de la mesure qu'on propose.» L'honorable membre considéra le projet de loi sous les rapports d'un ordre bien supérieur; il examina l'influence qu'il doit exercer sur l'esprit et les mœurs des provinces; les cultivateurs voudront devenir riches, et ils cesseront d'être heureux. L'exemple de quelques fortunes rapides viendra aiguillonner leur ambition; ce ne sera plus assez de convertir en rente leurs économies, d'avidesspéculation engloùtiront les capitaux; leur patrimoine, primitive et véritable source de l'amour de la patrie, le champ paternel auquel s'attachent tant de charmes, de souvenirs et de sentimens, ne sera plus respecté. L'inscription dévorera tout, la fureur des spé-

culations et des affaires remplacera l'amour du travail. »

Le conseil municipal de Hains, département de la Vienne, présente une pétition pour demander que cette commune fût autorisée à s'imposer une taxe pour liquider l'acquisition d'un presbytère. M. le comte de Marcellus observa que « si nous devons être touchés de la confiance avec laquelle plusieurs communes du royaume nous font part de leur sollicitude pour les justes objets de leur vif intérêt, nous devons nous féliciter de voir tous les ressorts de l'impunité et de la séduction, déchainés par la licence de la presse, échouer contre la volonté ferme où est la France de demeurer fidèle à son Dieu et à son Roi; peut-être encore, au lieu des en plaindre, doivent-ils plutôt rendre grâces à ses ennemis; les attaques dont elle est l'objet ajoutent à l'intérêt qu'elles inspirent. Jamais ses bienfaits ne furent réclamés avec plus d'instance que depuis qu'on affecte de les méconnaître; ainsi, loin de nous effrayer des coups dirigés contre un ministère saint, qui va répandant dans tout le royaume le bonheur et la vertu, nous pouvons espérer au contraire qu'il redoublera le zèle de la France pour une religion qui ne fut à son origine, et qui n'est encore qu'une grande mission de la vérité sur la terre de l'erreur. Les amis de cette religion, pour la venger de ses ennemis, se contentent de leur souhaiter le bonheur de la connaître et de jouir de ses bienfaits. Heureux à jamais tous les Français, si, loin de se laisser aller à des préventions injustes contre des hommes qui ne se réunissent que pour augmenter la masse des biens qu'ils cherchent à répandre sur la société, loin des irriter contre un nom qui ne rappelle que des idées douces et utiles, unis par les liens d'une tendre bienveillance à leur Roi, par ceux d'un respectueux amour, ils s'efforcent de devenir ce que furent leurs pères, pour le repos et la gloire des enfans de la patrie. »

Le ministre des finances et M. Beau-

gnot vouloient qu'on vendit les broussailles, M. le comte de Marcellus combattit l'aliénation de ces arbustes. Il faut faire connaître le discours de cet estimable député, qui contient une juste apologie de cette Chambre de 1815, dont la postérité célébrera le zèle, le dévouement et l'amour pour son Roi, pour la monarchie, et que ces vils folliculaires républicains, pétris de sang et de boue, ne cessent de calomnier dans ces jours de scandale et d'effroi; dans leur rage impuissante ils attendent une époque funeste, dont Dieu nous préservera, si nous sommes sages, pour exciter le peuple et l'armée à la rébellion, pour renverser le trône et pour disperser les lambeaux sanglans de la monarchie. Au lieu de conjurer la ruine de nos forêts, de porter la cognée jusqu'à la dernière racine, d'exterminer jusqu'aux broussailles et buissons, l'orateur éloquent demanda « s'il ne seroit pas plus salutaire et plus sage d'en suspendre la destruction; d'appeler à notre secours l'économie et l'ordre, en vivant sur nos revenus sans aliéner le capital; d'arrêter enfin, dans un temps où l'état de nos finances s'améliore, l'effet d'une mesure que nos embarras et nos charges avoient pu, jusqu'à un certain point, excuser. Plusieurs réclamations ont été adressées à la Chambre pour faire entendre ce vœu, qui est certainement le vœu d'un bon Français. Quand la légitimité triomphe, quand la plus anguste et la plus antique des propriétés a recouvré ses droits, le règne de la spoliation est passé. Il est temps que l'état soit régi comme une famille de frères qui ont retrouvé un bon père, appelé depuis si long-temps par leurs regrets, leur amour et leurs vœux; déjà la France, à qui une fatale expérience n'a que trop appris que tous les maux accompagnent l'anarchie et l'usurpation, voit et éprouve chaque jour qu'il n'est pas de bien qu'elle ne doive attendre du règne heureux de

son souverain légitime. Pour assouvir l'ambition du pouvoir injuste, la guerre marche à sa suite, et les peuples opprimés ne voyent aucun terme ni aucun soulagement des charges dont chaque année voit augmenter le fardeau. Le prince légitime n'a, au contraire, d'autre ambition que celle d'être aimé de ses sujets, et jouit des sacrifices qu'il s'impose pour son bonheur; les contributions s'allègent sous sa douce autorité, dont l'abondance et la paix sont les compagnes fidèles. Pour nous, félicitons-nous d'être associés à des vues si bienfaisantes; et quand nous voyons toucher à son terme cette longue session, réjouissons-nous d'avoir pu, en obtenant une première diminution d'impôt, ménager à notre Roi le bonheur d'offrir à ses peuples un nouveau bienfait, et attacher ainsi la France à son prince par les liens de la reconnaissance et de l'amour. Mais puisque la prospérité renaît dans nos finances sous l'influence de ce sceptre chéri, sans lequel il n'y eut jamais pour nous de félicité, ni même de véritable existence, n'invoquons donc que des mesures d'ordre et de stabilité; songeons que la propriété ne sauroit être assez protégée, et que c'est la protéger que de conserver avec soin les bois qui nous restent, de respecter même jusqu'aux buissons. « A ces considérations d'un ordre si élevé, M. le comte de Marcellus demanda qu'il lui fût permis d'en ajouter d'autres qui s'appliquent aux broussailles comme aux forêts, et que la science présente aux méditations du législateur. « On le sait, et faut-il rappeler ici les éloquentes pages de l'illustre auteur des *Etudes de la Nature*: en dépouillant la terre de ses arbustes, de ses forêts, de ses buissons, vous tarissez les sources qui la fertilisent, vous désenchantiez ses paysages, vous fauiez ses prairies, votre hache tue les fleurs et les fruits. Ce n'est pas sans raison que la fable, qui cache souvent les plus hautes vérités sous des emblèmes

allégoriques, nous apprend que les nymphes des bois et des fontaines étoient sœurs et compagnes inséparables: écoutez un auteur (M. Raach), dans sa *Régénération de la Nature végétale*, dont les travaux, toujours animés par des vues utiles, ont fait profiter l'humanité des découvertes de la science: Qu'on vende les bois de Montmorency et de Saint-Prix, disoit, il y a dix-huit ans, ce savant observateur, qu'on vende ces bois, et ils seront bientôt abattus, et l'on n'aura ni bois, ni source, ni ruisseau, ni étang, ni poisson, ni moulin, et en place de tout cela on conquerra quarante hectares d'un sol bien aride. Une commune, ajoutoit-il, où un bois de quinze hectares a été converti en terre labourable, a perdu la seule source qui l'abreuvoit, source que ce bouquet de bois alimentoit. Cet abattis est devenu un attentat à la propriété publique; elle a le droit d'en exiger la replantation. Chaque habitant de la commune peut dire à ce propriétaire: *Tu me refuses l'eau*. Combien ces réflexions si justes, si touchantes pour tout Français attaché à son pays, doivent acquérir de prix à vos yeux, si vous songez, messieurs, que vous êtes chargés, par les nobles fonctions dont vous êtes investis, non-seulement de protéger les intérêts actuels de la France, mais aussi de préparer ses futures destinées. Eh! n'est-ce pas assez de dépouiller le présent, faut-il encore déshériter l'avenir? Faut-il nous ruiner sans ressource, nous préparer au repentir sans espérance, convertir toute notre fortune en papier? Non, messieurs, non, conservons, au lieu de détruire; des broussailles faisons, s'il se peut, des forêts, nous n'en avons pas trop; conservons, la propriété et la monarchie nous en sauront gré; conservons, tel est le vœu que j'ai fait entendre dans cette enceinte dès les premiers pas de ma carrière législative; tel fut le vœu de cette Assemblée si mal jugée au-

jourd'hui, mais à qui la postérité rendra justice. Et à ce sujet, souffrez que j'invoque, en finissant, la liberté de la tribune pour y exprimer, avec ma franchise ordinaire, les sentimens qui sont dans mon cœur; je me reprocherois de laisser clore cette session, sans les avoir énoncés tout haut. Si je me félicitais d'être membre de la Chambre de 1815, lorsque la France entière couvroit de son suffrage et de son adhésion les sentimens généreux qu'elle proclamait, les vœux utiles et purs qu'elle faisait entendre, certes, aujourd'hui que la majorité de cette Chambre est méconnue et calomniée, je ne me félicite plus seulement, mais je m'enorgueilliss de lui avoir appartenu; c'est aujourd'hui, sur-tout, que je rend grâce aux électeurs du premier département de la France qui ait proclamé son Roi, des suffrages dont ils m'ont honoré, lorsque, présidés par le héros du midi, de cette noble ville que ce prince, par sa présence, venoit d'affranchir du joug honteux de la révolution, ils m'envoyèrent dans cette enceinte siéger dans les rangs de cette assemblée immortelle, et m'associer aux sollicitudes comme à la gloire de ses travaux. Ah! plutôt à Dieu qu'il fût aussi facile de la justifier aux yeux de ceux qui, sur parole, et pour payer tribut à l'esprit du jour, gardent contre elle quelque prévention, qu'aux yeux de ceux qui, sans alléguer aucun fait, croient cependant devoir l'accuser et la condamner! Ah! si elle eût été je ne dis pas furieuse, je ne dis pas même exagérée, mais moins confiante et moins loyale, on ne la calomnieroit pas. On sait trop bien que loin de chercher à venger leurs propres injures, les députés de 1815 ne voulurent pas même venger la royauté, dont cependant ils étoient idolâtres. Hélas! ils ne vouloient que la sauver. Aussi est-ce sur la royauté que retombent les attaques sans cesse dirigées contre cette assemblée, qui en fut le plus ferme rempart; et c'est ce qui m'im-

pose le devoir de les repousser. Que vouloit-elle, en effet? Ce que nous voulons sans doute, ce que la France veut avec nous, ce que nous ne cesserons de vouloir : *Dieu et le Roi*, la religion de l'Etat et l'autorité légitime. Elle ne demandoit au nom de la France entière que la jouissance sûre et paisible de ces deux biens; tous les intérêts disparaissent à ses yeux devant ces intérêts chers et augustes, ou plutôt tous s'y confondoient. Tout étoit là, tout est là encore, tout sera là toujours. O vous qui tenez en main les rênes du gouvernement! vous qu'investit la confiance d'un souverain deux fois rendu aux vœux de son peuple, qui périssoit deux fois sans lui, écoutez, exaucez nos souhaits, qui sont aussi les souhaits ardens de ce peuple; accordez-lui ces deux bienfaits que nous vous demandons pour lui, c'est là tout l'esprit de parti qui nous anime; voilà le secret de notre ambition, il ne nous coûte pas à révéler : *Dieu et le Roi*; avec tous ces biens toutes les espérances seront satisfaites, toutes les passions apaisées, tous les Français réconciliés et heureux. Assurez-nous-en la possession; vous le pouvez, il en est temps encore. De ces deux bienfaits ne nous en accordez qu'un, nous y consentons; choisissez; nous n'aurons jamais l'un sans l'autre. »

MARESCOT (le comte Armand Samuel), né à Tours en 1758, se dévoua au génie militaire: capitaine au commencement de la révolution, il se trouva présent à cette scène d'horreur où les Français se croyant trahis, massacrèrent le général Dillon et de Berthois colonel du génie. M. de Marescot échappa à la mort par un miracle: il mit en état de défense la partie du Nord, menacée par les Autrichiens, et il délivra Lille assiégée par les ennemis. Il suivit le général Champmorin et fut chargé de faire le siège d'Anvers. Il combattit à Lille, Mezin, Armentières, et se rendit à Toulou pour en faire le siège; il passa

ensuite à Maubeuge où étoit Saint-Just, commissaire de la Convention : ce député vouloit enlever cette place par escalade. M. de Marescot s'opposa à cette folle entreprise. Saint-Just ordonna au général en chef Jourdan de le faire fusiller. Le général Jourdan eut le courage de refuser d'obéir à cet ordre sanguinaire. M. de Marescot s'empara de Maubeuge, de Charleroi, reprit Landrecies, le Quesnoy, Valenciennes; il se couvrit de gloire dans ces différentes expéditions, où il développa de grands talens militaires. Carnot le fit rayer de la liste des émigrés, où il étoit inscrit quoiqu'il n'eût jamais quitté la France. Chargé de la défense de Landau, il força les ennemis à en lever le siège. M. de Marescot fut employé successivement à l'armée des Pyrénées occidentales, à celles d'Allemagne, du Rhin, et du Danube. Buonaparte le nomma membre d'une commission chargée des préparatifs de l'expédition contre l'Angleterre. Après le 18 brumaire il lui confia le commandement du corps du génie, et l'administration des fortifications, sous le titre de premier inspecteur-général. Il fit en cette qualité la dernière campagne d'Italie. Il accompagna Napoléon à la grande armée. Employé en Espagne en 1808, M. de Marescot signa la capitulation de la division sous les ordres du général Dupont. Buonaparte le fit arrêter, l'envoya en prison, et le relégua ensuite à Tours. La chute de Napoléon le rendit à la liberté et à ses fonctions. Quoique M. de Marescot eût adhéré aux actes du gouvernement provisoire, et quoiqu'il eût refusé de se rendre aux armées après le 20 mars, il accepta de l'emploi pendant les cent jours. Il perdit son activité après le second retour du roi. Le roi a oublié cette erreur et il a récompensé ses talens militaires en l'élevant à la dignité de la pairie, le 9 mars 1819.

M. le comte de Marescot fit le rapport au nom d'une commission spéciale, chargée d'examiner le projet de loi relatif aux servitudes imposées

à la propriété. Il démontra que « les forteresses sont indispensables pour la sûreté de l'Etat ; la conséquence de cette vérité est l'obligation de satisfaire à leurs besoins ; car qui veut la fin, veut les moyens. Un des premiers besoins de défense d'une place, est la faculté de pouvoir découvrir tout le terrain environnant jusqu'à la portée efficace des armes actuellement en usage, c'est-à-dire jusqu'à la distance où l'assiégeant ouvre communément la tranchée. Si dans cet intervalle il se trouve des châteaux, des villages, des parcs clos, des haies, des bois, le jeu de l'artillerie en est intercepté, et bientôt la garnison est resserrée et arrêtée dans ces sorties par ces obstacles promptement convertis en retranchemens par l'ennemi. Si, par la négligence des autorités militaires et par le laps du temps, ces obstacles en tout genre viennent à s'agglomérer autour de ces places et à de petites distances, celles-ci en sont obstruées et finissent par perdre leurs propriétés militaires. La loi du 10 juillet 1791 régissoit toutes les propriétés circonvoisines des places fortes, lorsqu'un décret impérial du 9 décembre 1811 vint y porter l'alarme en doublant la distance de la limite prohibitive. Les surfaces frappées de servitude furent ainsi plus que doublées, puisqu'en supposant aux places des formes à-peu-près circulaires, ces surfaces croissoient comme les différences des carrés des rayons des cercles prohibitifs, aux carrés des rayons des places; on ne peut disconvenir que ce décret rendu dans l'intérêt des forteresses, ne fût singulièrement favorable à leur défense ; mais il étoit injuste, en ce qu'il conteuoit un effet rétroactif, et qu'il n'accordoit aucune indemnité aux propriétaires intéressés. Le respect des propriétés est une des bases les plus essentielles de l'ordre social. A la chute du gouvernement impérial, de vives réclamations, ou plutôt des clameurs, s'élevèrent de toutes parts. L'ordonnance du

24 décembre 1817 vint adoucir, mais non annuler la rigueur du terrible décret du 9 décembre 1811 : elle autorisa à réparer les bâtimens et clôtures situés au-delà de cinq cents mètres ; mais elle ne permit pas de constructions neuves. Cette ordonnance, plus douce que le décret du 9 décembre 1811, mais plus sévère que la loi du 10 juillet 1811, ne pouvoit donc satisfaire qu'en partie aux réclamations des propriétaires ; aussi les plaintes ont-elles continué, et c'est dans la vue de les faire cesser que le gouvernement a présenté le projet de loi dont le noble pair a demandé l'adoption avec quelques amendemens. »

MARTIN DE GRAY (le baron), né à Besançon, fut élu député au Corps Législatif actuel par le collège électoral de la Haute-Saône ; il siégea au côté gauche, première section. Il combattit le projet de loi relatif à la presse, parla contre la responsabilité des imprimeurs et contre l'article du projet qui attribuoit aux tribunaux la connoissance des délits de la presse, et proposa le jugement par jury. M. le baron Martin de Gray vota le rejet du projet relatif aux abus de la liberté de la presse ; il prononça un long et insipide discours où il se déclara le défenseur enthousiaste de cette liberté illimitée qui conduit toujours à la licence et à l'anarchie. Il le termina par ces réflexions : « Ecartez cette crainte fantastique, que la liberté des journaux nous compromettrait auprès des puissances étrangères. C'est la censure, et non la liberté de la presse, qui, soit au dedans, soit au-dehors, peut compromettre le gouvernement. La censure le rend malgré lui, malgré ses protestations, responsable de tout ce que disent les journaux. On s'en prend nécessairement à lui de ce qu'elle permet ; par la censure il peut tout empêcher : c'est une responsabilité morale à laquelle il ne peut se dérober. Quelle influence ne

donne-t-elle pas à tout ce que les journaux peuvent dire de faux, d'inconvenant, de dangereux ! Le gouvernement se prive par la censure de toute influence réelle sur l'opinion. Tout ce que les journaux peuvent dire d'utile et de favorable au gouvernement perd son effet ; tout ce qu'ils disent ne paroît-il pas dicté ? quelle confiance pourroient inspirer les journaux, ces tristes échos de l'autorité, obligés non-seulement de se taire, mais encore de parler au gré de la police ? Oui, c'est là où est le plus grand mal ; l'effet le plus funeste de toute censure, de toute loi qui asservit la pensée, c'est qu'elle prive le gouvernement de tout moyen d'éclairer l'opinion, c'est qu'elle aliène l'opinion, c'est qu'au lieu de rallier les esprits et les cœurs, elle détruit toute confiance ; et pourroit-il en être autrement ? En nous demandant une loi qui perpétuerait la servitude de la presse, en nous demandant pour trois ans la censure sur les journaux, le ministère ne semble-t-il pas dire à une nation que vingt-cinq années d'expérience et de déception ont rendue si difficile et si ombrageuse, ne semble-t-il pas dire à vingt-six millions d'hommes généreux, mais fiers et spirituels : j'ai plus de bon sens et de raison que vous tous, je parlerai seul, et seul je ferai l'opinion ? Non ! l'opinion ne se fait pas ; on peut condamner l'opinion au silence, mais on la refoule dans les cœurs, et c'est alors qu'elle devient menaçante et dangereuse ; c'est l'arbitraire qu'on nous demande, osons le rejeter. Le gouvernement doit à la Charte une force éprouvée ; des lois inconstitutionnelles le perdroient en aliénant l'opinion sans laquelle il est impuissant. Osons en bons et loyaux députés arracher le gouvernement à l'illusion fatale qui l'entraîne dans une route marquée par tant de naufrages ; osons arracher le ministère à ce système des lois d'exception qui désolé la France, et qui finiroit par plonger dans un

commun abîme le trône et la patrie. » M. Martin de Gray combattit la résolution de la Chambre des pairs concernant la loi des élections, par des déclamations, des injures et des sophismes. Elle est, suivant cet honorable membre, anti-française dans la forme et dans le fond, contraire à la Charte, injurieuse aux collèges électoraux. « N'est-ce pas, dit-il, insulter au bon sens de la nation et de ses représentants (les membres de la Chambre des députés ne sont pas les représentants de la nation, le roi est son seul représentant héréditaire), d'avoir pu imaginer qu'on seroit dupe de tant de fallacieux détours, et qu'on ne verroit pas une arrière-pensée dans l'effrayante latitude d'une telle proposition ? Ces ennemis ardents de la révolution, plus démocrates que les plus ardents ennemis de la liberté, décelant l'espoir bien trompeur d'exercer sur la multitude le patronage des anciens temps, invoquent les assemblées primaires. Attaquer la loi, c'est attaquer la Charte elle-même; mieux vaudroit mille fois l'abolition de la Charte, que le changement de la loi des élections. Pour démontrer que la proposition de M. Barthélemy est peu respectueuse pour le monarque, l'honorable membre dit que le gouvernement du Roi et les ministres investis de sa confiance l'ont combattu. Cette maxime d'esclavage a été prononcée dans le sanctuaire des lois et par un député toujours ardent à étendre les limites de la liberté ! M. Martin de Gray ne veut point qu'on aille chercher l'opinion publique dans les Chambres; il la voit dans ces pétitions, ouvrage de l'intrigue de ces novateurs modernes qui, n'osant attaquer ouvertement les principes monarchiques, sollicitent, pour exécuter leurs sinistres projets, des institutions démocratiques. » L'honorable membre termina son discours par ces réflexions : « La loyauté des députés et leur sagesse sauveront la patrie. Ah ! si la liberté doit périr,

puissent mes yeux n'être pas témoins d'un tel malheur; puissent mes yeux à demi éteints se fermer à jamais ! Mais non, la liberté est impérissable. La nation veut la Charte, tout peuple qui a voulu la liberté a toujours été libre. » Tel est le langage qu'on tenoit en 1792.

MASSA (Régner, duc de), fils du duc de Massa, avocat de Nanci, ministre de la justice sous le gouvernement impérial, fut successivement auditeur au Conseil-d'Etat, secrétaire général du sceau des titres, et préfet de l'Oise, qu'il occupoit à l'époque de l'entrée en France des troupes alliées. Dirigé par les ministres, il publia contre eux des proclamations énergiques; cependant il étoit véritablement attaché à la cause royale. Buonaparte, à son retour, invita le duc de Massa à reprendre ses fonctions; mais il refusa de les continuer et il donna sa démission. Après le second retour du Roi il fut nommé préfet du département du Cher; mais il en abandonna les fonctions en 1816. Le Roi le nomma pair de France, et il a hérité du titre de duc de Massa dont son père étoit revêtu.

MATHAN (le marquis de), né à Caen en 1769, émigra en 1792, et servit dans l'armée des princes. Rentré en France après le 18 brumaire, il fut nommé chambellan et chevalier de la Légion-d'Honneur; en 1814 le Roi le fit chevalier de Saint-Louis, maréchal-de-camp et pair de France. Il recut le titre de marquis le 17 août 1815.

MATHIEU DE LA REDOUTE (le comte Maurice-David-Joseph), né à Sainte-Afrique en 1768, entra dans la carrière militaire en 1785, servit dans l'Inde, et à son retour en France il fit les campagnes du Rhin et de l'Italie; il contribua à la capitulation de Calvi; il fut blessé à Capoue. M. de la Redoute reçut, du roi

de Naples et du pape, leurs portraits comme un signe de leur reconnaissance pour la discipline qu'il avoit fait observer à ses troupes à Naples et dans l'Etat romain. Il fut employé dans le Brisgau, et conclut avec le général Jallachich la capitulation de l'armée autrichienne qui fut prisonnière de guerre. Il fit en 1806 et 1807 les guerres de Prusse, de Pologne et d'Espagne; se distingua à la bataille de Tolède, où il fit lever le siège de Tarragone; rentré en France, il adhéra à la déchéance de Buonaparte. Le Roi l'a nommé grand officier de la Légion-d'Honneur, chevalier de Saint-Louis, commandant de la 19. division militaire à Lyon, où il a remplacé le général Canuel; il l'a élevé à la dignité de la pairie le 9 mars 1819.

MENAGER (négoçiant), fut nommé député, en 1816, par le collège électoral du département de Seine-et-Marne. Il siége au côté gauche, seconde section.

MESTADIER, avocat-général à la cour royale de Limoges, fut élu membre de la Chambre des députés, en 1817, par le département de la Creuse; il siége au centre. Dans la discussion relative à la liberté de la presse, il combattit l'attribution qu'on vouloit donner au jury, et la forme de procéder indiquée par les ministres. Il proposa de supprimer, pour les délits de la presse, un degré de juridiction, et d'en attribuer la connoissance aux cours royales. Il vota contre la formation d'une armée de réserve, composée des sous-officiers et des soldats rentrés dans leurs foyers.

M. Mestadier lut un rapport sur la proposition de M. de Cassagnolles tendante à abroger l'art. 11 de la loi du 11 novembre 1815, relative aux cris séditieux. « Jamais, s'écria-t-il en terminant son discours, qui entraîna la décision de la Chambre, jamais le moment ne fut plus mal choisi

pour appeler l'indulgence sur des Français endurcis dans l'amour du despotisme, qui oseroient se montrer encore les ennemis irréconciliables du bonheur des Français, de leur pays et de la liberté publique: plaignons-les, n'aggravons point leur sort; qu'ils restent convaincus de l'intention bien prononcée du gouvernement de mettre enfin un terme à cette terrible révolution; qu'ils restent convaincus que de nouvelles tentatives d'exciter le désordre et de troubler la tranquillité publique pourroient être punies en 1819 aussi sévèrement qu'en 1815. » L'honorable membre demanda « si nous étions arrivés à cette époque heureuse, si ardemment désirée par tous les bons citoyens, où tous les Français, réunis dans les mêmes sentimens de confiance pour un monarque révére, ne seront plus divisés ni par des souvenirs déchirans, ni par des espérances trompées? Tant qu'il en sera autrement, le législateur prévoyant, qui doit se proposer la conservation de la société, le maintien du gouvernement et du bon ordre, ne devra pas permettre aux tribunaux d'accorder une liberté provisoire dont on abuseroit souvent, et qui seroit toujours un scandale public. Loin de nous, dit le rapporteur, la pensée d'être plus sévères que la loi: à l'avenir comme par le passé, nous préférons toujours en action comme en paroles les principes de justice et de modération; nous désirerons, dans l'intérêt de la patrie, voir dans tous les agens de l'autorité, non pas cette prétendue modération, compagne de la foiblesse et de la pusillanimité, qui fait que l'homme n'a pas plus de force pour faire le bien que pour arrêter le mal, mais cette modération de l'homme généreux et ferme dans ses devoirs, qui sait protéger les bons et réprimer les méchans, sans méconnoître jamais les droits de l'humanité. » L'honorable membre proposa le rejet de la proposition: la Chambre adopta cet avis. M. Mestadier, lors de la discussion du projet

de loi relatif aux abus de la liberté de la presse, jeta un coup-d'œil sur notre législation pénale, dont il trouve les dispositions extrêmement sévères. « C'est un code draconien, dit-il, que ce code Tréillard, contre lequel n'ont rien dit des hommes qui se montrent aujourd'hui si difficiles. Sans doute la révision de ce code sera un des bienfaits prochains que nous devons attendre de la sagesse du gouvernement. Les écrivains, les tribunaux, leur stabilité leur déplaît; comme les militaires, ils aiment le mouvement, le bruit et la gloire; mais si leur liberté peut être utile à la société, le gouvernement, la religion, les mœurs et les institutions ont besoin de garantie pour leurs excès: cette garantie est dans les tribunaux; eux seuls peuvent opposer une barrière salutaire aux libellistes et aux écrivains qui se rendroient de nouveau les promoteurs des orages révolutionnaires. » L'orateur repoussa l'idée de l'application du jury aux délits de la presse; il observa que nous étions trop près de l'époque de nos troubles domestiques pour adopter ce système. Malheur à la France, si son Roi étoit entraîné à une telle concession! L'exemple du passé doit à cet égard servir de leçon. » L'honorable membre ne crut pas cependant que les délits de la presse dussent être soumis aux tribunaux correctionnels: il faut les renvoyer à une plus haute magistrature, c'est-à-dire aux cours royales, en premier ressort et sans appel. M. Mestadier, en discutant l'article 4 du projet de loi relatif à la liberté de la presse, qui parle des attaques formelles contre l'ordre de successibilité au trône, demanda que le mot *formelles* disparût du projet de loi. L'honorable membre observa « qu'il ne falloit pas seulement considérer la successibilité au trône, qu'il falloit placer sous la même ligne de respect et d'amour l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres. Ainsi la prérogative constitutionnelle du Roi a pour objet

d'assurer son indépendance et de lui donner le pouvoir nécessaire pour faire respecter la France au-dehors, pour assurer le repos et la sécurité des citoyens, pour les préserver de la fureur des factions, pour maintenir leurs libertés; ainsi la prérogative constitutionnelle des Chambres a pour objet de préserver la nation des abus du pouvoir, des vexations, des concussion, de maintenir l'égalité des droits et des charges, de faire respecter la liberté civile des citoyens et de garantir de toute atteinte la liberté publique. Le Roi, la successibilité au trône, la Charte, la liberté, sont désormais indivisibles et se servent mutuellement de garantie: attaquer une partie, c'est compromettre le tout. La pensée sacrilège de rompre un anneau de cette chaîne sacrée ne peut naître désormais que d'un cœur dépravé, que l'amour de la patrie n'agit jamais de ses douces émotions. » L'amendement de M. Mestadier fut rejeté. M. Mestadier combattit le projet de loi relatif au changement de l'année financière; il démontra qu'il étoit inconstitutionnel. « L'article 49 porte littéralement, *L'impôt foncier n'est consenti que pour un an*: voter l'impôt pour dix-huit mois, ce seroit le voter pour plus d'un an; ce seroit donc déroger formellement au texte de l'article 49 de la Charte. » M. Mestadier déclara qu'il n'étoit pas de l'école de ceux qui disent, *Périsse la France plutôt qu'un principe!* mais il ne partage pas non plus l'opinion de ceux qui voudroient nous présenter la Charte comme une loi ordinaire, à laquelle chaque législature peut se permettre de porter atteinte sous le prétexte du bien public. Il considérera toujours comme très-grave la plus légère atteinte à notre loi fondamentale. « Prenons garde de créer des antécédens dont nos successeurs pourroient abuser: les prétextes ne manquent jamais à ceux qui sont investis du pouvoir. Écoutons la voix de la patrie: elle nous ordonne, sous

peine de compromettre ses droits les plus chers, de savoir nous accommoder du présent, d'ajourner tous ces systèmes d'une prétendue perfectibilité qui n'est pas dans notre nature, de ne point oublier que le désir d'améliorer doit être contenu par le danger d'innover; et, s'il est permis de se servir de cette expression, tenons-nous fortement cramponnés à la Charte, c'est l'ancre du salut. »

MEZY DUPELIX, conseiller-d'état, directeur des postes, fut conseiller au parlement de Paris; il obtint du roi, en 1814, la préfecture de l'Aube. Il quitta Troyes lors de l'invasion de Buonaparte, lorsque la garde impériale entra dans cette ville avec la cocarde tricolore. Après le retour du roi il fut nommé préfet du Nord. M. de Mezy Duplex fut élu député par le collège électoral du département du Nord. Il a siégé au centre.

Dans l'examen de la direction générale des postes, M. Benjamin-Constant avoit demandé une réduction sur les pensions accordées aux employés de cette administration; M. de Mezy soutint que cette réduction seroit une injustice et une inhumanité. Les pensions accordées avant la Charte sont conservées par elle; les autres ont été données conformément au règlement: peut-on refuser des fonds qui ont été accordés tous les ans? Condamnera-t-on à périr de misère de nombreux employés dont la vie a été usée au service de l'administration, dont les uns ont perdu leur place par la réduction du territoire et par les circonstances politiques, d'autres par infirmités, d'autres par des économies qui ont réduit en masse les charges, mais qui diminuent aussi le produit de la retenue?»

MOLÉ (le comte), fils du président Molé de Champlatren assassiné par le tribunal révolutionnaire, est né en 1780. Il se livra à la littérature et publia des *Essais de morale et de poli-*

tique qui renferment quelques vérités et beaucoup d'erreurs: il fut nommé auditeur au Conseil-d'état, et ensuite maître des requêtes. En 1808 Buonaparte lui donna la préfecture de Dijon. Il fut rappelé un an après comme conseiller-d'état, et devint directeur général des ponts et chaussées en 1813. Il fut appelé au ministère de la justice, et c'est en cette qualité qu'il accompagna Marie-Louise à Blois, à la fin du mois de mars 1814. M. le comte Molé fut un admirateur enthousiaste de Buonaparte. Cependant il signa, comme membre municipal de Paris, l'adresse qui fut présentée au roi. Le soir de l'arrivée de Napoléon, il refusa de se rendre au château avec les anciens ministres du gouvernement impérial. Il rejeta les offres brillantes que lui fit Buonaparte, qui lui proposa de le nommer ministre des relations extérieures. M. Molé se contenta d'accepter la place de directeur général des ponts et chaussées. Il refusa de signer cette fameuse déclaration du conseil, du 23 mai, monument d'audace et d'extravagance; cependant Napoléon le créa pair de France. Pour ne point en exercer les fonctions, il alléguait une maladie, et partit pour les eaux de Plombières. Le roi, à son retour, le confirma dans la place de directeur général des ponts et chaussées, et le créa pair de France. En 1817 il fut nommé ministre de la marine. Il a été remplacé par M. Portal.

M. le comte Molé vota pour l'adoption du projet de loi relatif à la formation de l'armée; il s'attacha à examiner le titre 6, sur l'avancement. Le noble pair a été fort adroit dans cette discussion: il a posé des principes généraux; mais il n'a point osé aborder la question; son discours prouve qu'il a dissimulé son sentiment intérieur, puisqu'il s'est borné dans des généralités indifférentes et étrangères au sujet soumis à la délibération de la Chambre. « Nous ne reconnaissons, dit-il, d'autres bases à l'autorité que la raison et la justice;

Nous repoussons à jamais ce langage et ces formules trompeuses qui tendent à opposer toujours les Chambres au gouvernement, et les peuples au Roi; nous ne connoissons qu'un seul intérêt, celui de la société, celui de tous. Ce n'est point à cause des rois, mais pour les peuples, que la royauté existe. Ce n'est point pour les rois, mais pour les peuples, qu'il faut que l'autorité royale, et ce qu'on appelle improprement la prérogative, soit forte et c'est pour l'indépendance nationale que le commandement absolu des armées est partout attribué au Roi. Si donc la loi qui est présentée tendoit à affaiblir ce commandement, si elle rendoit moins étroite la dépendance où l'armée doit être du Roi, c'est au nom de la nation qu'on devroit surtout en demander le rejet. Car, nous ne craignons pas de le dire, la nation n'a rien plus à redouter que de voir affaiblir cette autorité, qui, renfermée dans sa véritable sphère, peut seule la défendre contre l'agitation des esprits, et la protéger contre les chances de l'avenir. Quand on lit, ajoute le noble pair, les belles ordonnances de nos rois sur cette matière, on ne se lasse point d'admirer cet amour éclairé de la patrie et de leurs sujets, vertu héréditaire et caractéristique des descendants de Saint-Louis. Mais combien de fois cet amour, soutenu de toutes les forces de leur volonté, ne fut-il pas trompé! combien de fois ne furent-ils pas obligés de renouveler ces ordonnances, accablés qu'ils étoient par cet excès du mal qui révèle trop tard les abus? Considérez notre situation morale et politique, et dites-nous s'il est ni Etat dans la société, un ordre de citoyens, où il soit plus essentiel de maintenir la plus exacte justice distributive, par des règles immuables, que dans l'état militaire? C'est bien ici que nous parlons dans l'intérêt le plus direct du trône; c'est cette justice que nous voulons assurer même dans l'avenir: c'est moins une garantie donnée à l'armée, que le gage le

plus certain de son obéissance: plus l'armée est nécessaire à l'affermissement du trône, plus elle est nécessaire à l'indépendance nationale, et plus il faut la considérer comme l'arche sainte, l'environner d'un mur d'airain, la placer, en quelque sorte, dans un sanctuaire où cette force secrète ne pénètre jamais. »

M. le comte Molé vota l'adoption du projet de loi relatif aux journaux; il observa « que la Charte a consacré le projet de la liberté d'écrire, et cette liberté doit s'étendre aux journaux; elle ne s'arrête qu'où l'abus commence, et elle ne connoit d'autre frein que les peines portées par la loi et appliquées par les tribunaux. » Le noble pair fit, sur les journaux, des réflexions vraies et judicieuses. Pour juger de leur influence et de leur pouvoir, il consulta ce livre qui devroit être toujours ouvert dans le sanctuaire des lois: celui de notre révolution. « Il me les montre, dit-il, à toutes les époques impuissans pour conserver, tout puissans pour détruire. Je le demande à tous les hommes de bonne foi, quelle est la vérité dont l'espèce humaine leur est redevable? quel pas ont-ils fait faire à la civilisation, aux sciences et aux arts? ont-ils jamais fait tomber le masque d'un hypocrite, ou vengé l'innocence outragée? Mais combien de fois ne les avons-nous pas vus, au contraire, soulever les passions, aigrir les ressentimens, servir la calomnie, répandre le scandale, et tour-à-tour outrager et flatter sans mesure le même pouvoir? Ils complètent, dit-on, nos discussions? Ah! reconnoissez plutôt qu'ils pourroient en altérer le noble et tranquille caractère; l'opposition, elle-même, ne doit pas rechercher leurs discours. Jamais ils ne prêtèrent aucune force aux Burke, aux Fox, aux Shéridan; c'est aux orateurs de Spafields qu'ils servent d'auxiliaires en devenant tour-à-tour leurs mases et leurs échos. Nous ne sommes plus au temps où l'on s'écrioit: Périssent une génération plutôt qu'un principe. Nous avons

appris que les générations qui périssent entraînent avec elles les principes, et que le despotisme seul règne ensuite sur les ruines et les tombeaux. Les générations se sauvent par les principes et avec les principes; mais le premier de tous est celui qui fait une loi aux sociétés de leur conservation, comme le premier objet du législateur doit être d'éviter tout ce qui pourroit la compromettre. » Le noble pair termina ainsi son discours : « Vous n'attendez pas de nous, messieurs, que nous répondions à tous les traits et aux sarcasmes dont on a essayé d'égayer cette discussion; il faut se sentir une grande autorité et se reconnoître un grand poids pour employer un pareil langage. Toutefois je ne puis me dispenser de relever un des reproches adressés au ministère, quoiqu'il soit moins sérieux que singulier par son objet. On a reproché aux ministres de priver la France de tous les biens qu'elle attendoit de la révision des articles de la Charte, annoncée dans l'ordonnance du 13 juillet. Je n'avois pas l'honneur de faire partie du ministère lorsque l'ordonnance du 1^{er} septembre fut rendue; mais je le remercie alors dans mon cœur, et je le remercie encore à cette tribune, d'avoir reconnu que la France étoit moins avide de perfectionnement que de stabilité et de repos; d'avoir reconnu qu'à côté de l'avantage d'améliorer est le danger d'innover sans cesse; d'avoir enfin permis que nos institutions vieillissent; de nous avoir rendu un guide immuable et un appui certain; d'avoir mis un terme, en un mot, à cette carrière inextricable de changement, où l'esprit humain, entraîné comme un vaisseau sur un océan sans rivage, menaçoit de s'égarer si on ne lui eût ouvert un port. » M. Molé a beaucoup d'esprit, il écrit avec beaucoup d'éloquence; mais il est foible lorsqu'il veut discuter sur les questions importantes du contrat social. Suivant son système, il ne faut point améliorer nos institutions, les

changer, les modifier; il faut en laisser subsister les abus, les vices et les inconvénients. Les institutions les plus sages présentent toujours des imperfections; les modifier n'est point les détruire, les améliorer n'est point les réformer; on dépouille un arbre de quelques branches inutiles qui en arrêtent la végétation; mais on conserve la tige qui produit des fruits abondans. »

M. Molé présenta à la sanction de la Chambre des pairs le projet de loi relatif à la traite des noirs. Il s'agit, dit-il, de l'exécution d'un traité; il s'agit de ne pas rester en arrière des autres nations dans la carrière de la justice et de l'humanité. L'ordonnance du 8 janvier n'avoit statué que pour les colonies; une loi étoit nécessaire pour étendre ses dispositions à la métropole: sans cette loi, les armateurs de nos ports et les capitaines de leurs navires pourroient encore se livrer au commerce des noirs, sans que l'autorité administrative ou judiciaire pût les atteindre. Les peines que nous vous proposons de leur appliquer sont les mêmes que celles portées par l'ordonnance du 8 janvier pour les colonies, ce sont celles qui résultent de la nature du délit, la confiscation du navire et de la cargaison, et l'interdiction du capitaine s'il est Français: ces peines sont à-peu-près les mêmes que celles appliquées par les tribunaux dans le cas de la fraude en matière de douanes. L'analogie étoit trop frappante pour ne pas reconnoître que la même législation étoit applicable. Comme en matière de douanes, il s'agit d'un commerce défendu, de l'introduction d'une marchandise que la morale et la religion avoient réprouvée avant que la loi ne la prohibât. Nous devons espérer que la Chambre des pairs s'empressera d'attacher aussi son nom à un acte qui honore notre siècle, en adoptant un projet de loi que réclame notre fidélité à remplir nos engagements. Lors de la discussion des budgets de 1815, 1817 et 1819; et la rectifica-

tion provisoire du budget de 1819, M. le comte Molé voulut justifier les dépenses occasionnées par les expéditions du Sénégal projetées et exécutées pendant le cours de son ministère; il entreprit de démontrer, 1°. que ces expéditions étoient utiles; 2°. qu'on ne pouvoit les différer; 3°. qu'il n'a pas dû en entretenir la Chambre pendant la dernière session. Il observa d'abord que toutes les colonies rendues à la France par le traité de 1815 étoient à charge à la métropole. Falloit-il renoncer à ces possessions onéreuses, ou chercher dans leur sein, pour l'avenir, quelque germe de prospérité? Sans doute le premier parti eût allégé considérablement le budget de la marine; mais il eût anéanti avec elle une partie importante de notre force et de notre gloire: le gouvernement préféra le second. Deux colonies lui parurent susceptibles d'un nouveau développement, la Guyane française et le Sénégal. On conçut l'espérance de former au Sénégal un grand établissement agricole, et toutes les informations prises, tous les renseignements obtenus confirmèrent cette espérance. Avant toutefois de donner suite aux vues qui lui furent présentées, le gouvernement les soumit à l'épreuve de la contradiction; une commission éclairée se réunit pour juger l'auteur et son projet: l'opinion favorable qu'elle en porta ne permit plus au ministre d'hésiter, et la chose fut proposée au Roi. Deux expéditions étoient jugées nécessaires par l'auteur de l'entreprise: l'une devoit partir au mois de juillet 1818, l'autre au mois d'octobre suivant. Tout retard pouvoit compromettre le succès: un million fut avancé par le Roi sur la liste civile, six cent mille francs sur le fonds de réserve du trésor; ces deux sommes remboursables sur les arrérages pour 1819 de la rente de l'Inde, payables à Madras et à Calcutta, pourvoient non-seulement à l'expédition du Sénégal, mais encore à celle de Cayenne, dont au surplus

la dépense étoit peu considérable, si on la compare à l'importance de ses résultats; pour en juger, il suffit de jeter un coup-d'œil sur les établissemens européens dans l'archipel d'Asie, et notamment sur Java, dont les terres basses ressemblent à celles de Cayenne. La prospérité de ces établissemens est due à l'usage des mêmes moyens qu'on se propose aujourd'hui d'employer. Quel qu'en soit le succès, de pareilles tentatives, toujours honorables pour le gouvernement qui les fait, ne sauroient tourner en pure perte. Les expéditions lointaines montreront notre pavillon sur des rivages d'où il sembloit être exilé, elles établiront nos relations de commerce et d'amitié avec des nations qui n'ont point oublié le nom français; elles enrichiront enfin le domaine des sciences et de l'industrie. Peut-être demandera-t-on au noble pair pourquoi il n'a pas entretenu la Chambre de ces expéditions avant qu'elles fussent réalisées; sa réponse est facile. Le gouvernement ne doit compte de ses projets au pouvoir législatif qu'au moment où l'intervention de celui-ci devient nécessaire. Le noble pair se flatte d'en avoir dit assez pour montrer qui mérite le reproche de précipitation et de légèreté, ou de ceux qui ont ordonné les expéditions dont il s'agit, ou de ceux qui les ont condamnées avec tant d'assurance.»

MOLL, directeur des contributions, fut élu député en 1818 par le collège électoral du département du Haut-Rhin. Il siège au centre. Lors de l'examen et de la discussion du projet de loi relatif aux finances, chapitre des Voies et moyens, M. Moll observa combien il importe de favoriser les sociétés mutuelles d'assurance contre l'incendie: elles sont appréciées dans les départemens, et méritent d'être encouragées; il faut appeler tous les petits propriétaires. Il proposa l'amendement suivant: « Les actes relatifs à l'accession aux

sociétés d'assurance mutuelle contre l'incendie, légalement autorisées, ne seront plus assujétis au timbre et à l'enregistrement, lorsque le prix d'estimation de l'immeuble, objet de l'assurance, sera inférieur à 2,000 fr. » Cet amendement fut rejeté.

MOLLIEN (le comte), né à Rouen en 1758, fut nommé, sous le gouvernement consulaire, directeur général à la caisse d'amortissement et conseiller-d'état; en 1805 Buonaparte l'appela au ministère du trésor public. Il développa dans son administration de vastes connaissances, il réunit le génie de l'homme d'Etat à l'intégrité de l'homme religieux : il s'occupa à rétablir l'ordre dans cette partie des finances, et à combler un déficit occasionné par de fausses opérations; il réussit dans cette entreprise difficile : on admira la sagesse de ses vues, et on applaudit à ses talens. En établissant la caisse de service, il parvint à faire rentrer, par anticipation, le produit des revenus publics à des conditions avantageuses. Son système tendoit aussi à diminuer les frais énormes des négociations. M. Mollien cessa ses fonctions lors de la déchéance de Buonaparte. Lors de son invasion en 1815, il le nomma de nouveau ministre du trésor public et le créa pair de France. Il perdit sa place et sa dignité après le second retour du Roi; mais Sa Majesté l'a compris au nombre des pairs, le 5 mars 1819.

M. Mollien fit un rapport fort étendu au nom d'une commission spéciale chargée de l'examen du projet de loi relatif à la fixation du budget des recettes de 1819. Ce rapport contient quelques vérités utiles; mais il est surchargé de détails étrangers qui répandent une monotonie fatigante, ce qui fait perdre de vue l'objet principal : nous en rapporterons les fragmens qui nous paraissent les plus utiles et les plus nécessaires à faire connoître. Après avoir parlé de la situation financière

de l'Angleterre et des États-Unis, le noble pair observa que la France, en rentrant dans ses limites européennes, a perdu les plus importantes de ses colonies et d'immenses conquêtes. Trois années d'occupation par les troupes étrangères ont beaucoup plus coûté à la France que vingt années de victoires ne lui avoient apporté de tributs du dehors; dans l'espace de quatre ans ses charges annuelles se sont accrues de 150 millions. Le noble pair donne ensuite l'état de la dette publique et le montant des taxes. Dans les quatre années, dit-il, qui ont expiré le 31 décembre 1818, le montant des taxes supportées par la France, en y comprenant les frais de régie, s'est élevé à 3,500 millions, le terme moyen des charges de chaque année a donc été de 875 millions. Dans ce même espace de temps, les dépenses extraordinaires imposées par les événemens et les traités de 1815, se montent à plus de 1680 millions, dont une bien faible portion a pu être prélevée sur les 3,500 millions provenans des taxes ordinaires; elles n'ont pu y contribuer que pour 567 millions, le surplus de ces dépenses, qui s'élève à plus de 1300 millions, a été le produit de ressources extraordinaires comme elles, d'emprunts, de négociations de rentes. Notre dette publique a été aussi portée de 63 millions d'intérêt à 173 millions; elle est accrue de 110 millions d'intérêt, et elle n'est pas à son dernier terme. La liquidation des créances arriérées peut encore augmenter son volume de plus de 15 millions. Le capital de notre dette, évalué au pair de son titre, étoit en 1815 de 1260 millions, il pourra définitivement s'élever à 3760 millions. Malgré la publicité des budgets et des comptes de finances, on ne connoitra jamais le capital de la dette publique. Un voile épais couvre cette masse énorme, qui, si elle étoit à découvert, porteroit l'effroi et le découragement. Quelle sera la main assez hardie ou assez imprudente

pour oser soulever et déchirer ce voile ? Au milieu du tableau financier qui est effrayant, le noble pair nous donne des consolations et des espérances. « Vous avez eu, dit-il, la consolation de voir qu'au milieu de ses plus grands sacrifices, dont le terme est déjà arrivé, la France a échappé à ses malheurs, et, en effet, ils ne sont jamais à craindre sous un gouvernement dans lequel chaque nature de propriété, chaque espèce d'industrie, chaque intérêt social, est représenté auprès du prince, siège dans le conseil, délibère sur les lois, où enfin le défenseur de chaque province vient apporter son poids dans la balance des pouvoirs qui les préparent : trop de mains touchent à cette balance pour qu'aucune soit assez puissante pour la faire fléchir. La tendance commune est heureusement alors de resserrer le plus possible la limite des impôts, de prévenir même les abus qu'un gouvernement pourroit faire du séduisant auxiliaire qu'on nomme *crédit* ; mais le devoir est aussi de ne résister à aucunes dépenses qui doivent garantir la dignité du trône, l'indépendance du pays, la sûreté extérieure, la fidélité envers tous les engagements. La nouvelle loi, ajoute le noble pair, prononce un dégrèvement de 15 millions 543,150 francs sur la contribution foncière, et de 5 millions 125,000 francs sur celle des portes et fenêtres : le dégrèvement total s'élève ainsi à 20 millions 670,150 francs ; il équivaut à un cinquième, c'est-à-dire à vingt pour cent sur la contribution des portes et fenêtres ; il équivaleroit à six pour cent sur la contribution foncière, telle qu'elle étoit fixée par le budget de 1818, si tous les départemens y partageoient dans une proportion égale ; mais vous avez été souvent frappés des plaintes qui s'élevoient depuis long-temps contre les erreurs de la répartition définitive entre les départemens. C'étoit à niveler ces inégalités que tendoit l'im-

posée entreprise du cadastre, qui, sans s'effrayer devant le grand but de justice qu'elle croyoit pouvoir atteindre, ni de l'inévitable lenteur de sa marche, ni de la difficulté presque invincible de parvenir à une égalité absolue entre les masses par une péréquation parcellaire, espéroit de rétablir un jour l'équilibre, en reportant sur les départemens moins imposés la surcharge dont se plaignoient les autres. Sans contester à un cadastre les services qu'il peut rendre, les esprits les plus éclairés sont unanimes sur ce point, c'est que le retour à l'égalité entre les départemens par la réduction de l'impôt pour les uns, et la réimposition à la charge des autres, présenteroit à un gouvernement constitutionnel la plus grave des impositions, celle qui naît de l'injustice ; que la seule manière d'être juste étoit de procéder, par dégrèvements partiels et successifs, en donnant quelque préférence aux contrées dont la surcharge est notoirement la plus forte. Cependant bien des départemens obtiennent dès cette année une remise de cinq centimes sur les trente centimes temporaires de la contribution foncière ; tous participent, sur l'impôt des portes et fenêtres, à une remise de 40 centimes, qui représente le cinquième de cet impôt. Seulement, dans ce premier bienfait d'un dégrèvement général, une part privilégiée est assignée aux départemens qui, depuis long-temps, faisoient entendre de plus grandes plaintes, et sans doute il vous paroîtra juste, comme à l'autre chambre, qu'une indemnité moins restreinte devienne dès-à-présent le prix de leur patience et de leur longue privation. » Le noble pair, après avoir examiné les différens articles du projet de loi avec beaucoup de clarté, termina ainsi son rapport : « Votre commission auroit besoin de toute votre indulgence pour l'exposé si imparfait qu'elle vient de vous soumettre ; mais cette indulgence, lors même qu'elle l'obtiendrait de vous, ne suf-

firoit pas à sa confiance, et peut-être quelques scrupules s'élèvent-ils jusqu'aux vôtres, lorsque vous êtes appelés, comme elle, après un examen si rapide, à prononcer sur des résolutions aussi importantes que celles qui prélèvent sur le revenu des Français un revenu public de 8,911,000,000 fr. Vous n'avez pas attendu sans doute la présentation qui vous a été faite par le ministère, pour préparer par vos méditations et vos recherches le jugement que vous allez porter; mais la loi de l'impôt touche à trop d'intérêts pour que vos commissaires se présentent avec la confiance de les avoir tous exactement pesés dans un si court espace de temps. Quelque lumineuses que soient, sur ces questions, les discussions de l'autre Chambre, elles vous laissent à remplir des devoirs égaux aux siens envers le Roi et son peuple, et le dernier vœu que votre commission se permettroit d'exprimer, seroit que la loi de finances, sur laquelle la délibération de l'autre Chambre doit précéder la vôtre, fût en première ligne dans les communications officielles qui ouvrent chaque session. C'est, au surplus, avec une vive reconnaissance envers le Roi pour le bienfait du dégrèvement, et avec l'opinion que la nouvelle loi n'impose à la France que des sacrifices nécessaires et plus supportables, que vos commissaires vous proposent à l'unanimité l'adoption de cette loi. »

MONBADON-LAFAIRIE (comte de), né en 1757, exerçoit depuis la révolution la profession d'avocat à Bordeaux. Il fut nommé maire en 1805. Buonaparte lui conféra la dignité de sénateur, et il devint gouverneur de Bordeaux. Il signa la déchéance de Napoléon. Le Roi le nomma pair de France, et il est encore revêtu de cette dignité.

MONTAIGNAC (le marquis de), fut élu député en 1816, par le collège électoral du département du Puy-

de-Dôme; il siége au côté droit, première section.

MONTALEMBERT (le comte Tyrond), fit la guerre en Espagne avec les troupes de cette nation. Il rentra en France en 1814, et fut nommé premier secrétaire d'ambassade à Londres; il en exerça les fonctions jusqu'au mois d'août, époque où le Roi le nomma son ministre plénipotentiaire auprès du roi de Wurtemberg. Sa Majesté l'a créé pair de France le 9 mars 1819.

Après la lecture du procès-verbal de la séance de la Chambre des pairs, du 10 juin 1819, M. le comte de Montalembert observa que ce procès-verbal sembloit consacrer un principe aussi contraire au but de toute discussion, que destructif de la liberté dont chaque membre doit jouir dans le développement de sa pensée. « On a mis en thèse, dans la dernière séance, qu'à moins de proposer un amendement, on ne pouvoit obtenir la parole sur un article de loi actuellement discuté. Deux orateurs, qui demandoient à être entendus, ont été repoussés de la tribune à la faveur de cette nouvelle doctrine: le noble pair se croit obligé de la combattre. Ils soutient qu'aucune condition, aucune restriction ne peut être imposée au pair de France qui, pour faire partager à la Chambre la conviction dont il est pénétré, demande à l'entretenir d'un objet soumis à sa délibération actuelle: où seroient, dans un système contraire, l'indépendance des opinions et la liberté de la tribune? et dans l'espèce particulière, tout amendement à la loi de finance sur laquelle on délibéreroit, étant d'avance reconnu impossible, n'étoit-il pas dérisoire de surbordonner à la proposition d'un amendement le droit d'user de la parole? N'est-il pas telle observation importante qu'on peut vouloir soumettre à l'Assemblée sans en faire la base d'une proposition formelle? Et n'est-ce pas ainsi que le rapport de la commission contient sur la loi même dont

il s'agissoit, une foule de réflexions que n'accompagne aucun amendement ? A quel titre, d'ailleurs, un opinant, qui se présente à la tribune, seroit-il tenu de déclarer quelles conclusions il va prendre ? Ces conclusions ne peuvent-elles pas dépendre de l'accueil fait à son discours, d'une réflexion nouvelle que mille autres circonstances feroient naître dans son esprit ? Parler sur l'objet discuté, se renfermer dans la question, voilà tout ce qu'exige le règlement de la Chambre, en permettant à son président de rappeler à cette question l'orateur qui s'en écarte : toute autre limitation est incompatible avec la loyauté de la Chambre, avec les devoirs de ses membres, avec la liberté des discussions, et l'indépendance qui doit régner dans une assemblée délibérante. Si, au mépris de ces considérations, le système attaqué par le noble pair devoit prévaloir, il faut du moins que la Chambre se prononce, et qu'on sache désormais à quoi s'en tenir. Il faut que la question soit entendue et discutée ; la voici dans toute sa simplicité : « N'est-il permis de parler sur un article de loi en discussion, que pour y proposer des amendemens ? » Le noble pair demanda que cette question fût soumise à l'assemblée ; la Chambre rejeta cette proposition, et la rédaction du procès-verbal fut adoptée.

MONTALIVET (Jean - Pierre Bachasson, comte de), né en 1746, étoit, avant la révolution, conseiller au Parlement de Grenoble. Buonaparte le nomma successivement préfet du département de Seine-et-Oise, conseiller-d'état, commandant de la légion - d'honneur, comte de l'empire, directeur-général des ponts-et-chaussées, et ministre de l'intérieur. M. le comte de Montalivet crut être lié par la reconnaissance ; il devint un enthousiaste admirateur de Buonaparte. Dans l'exercice de ses fonctions ministérielles, il protégea les sciences et les arts, et il répandit ses

bienfaits sur les hommes de lettres malheureux qui invoquoient des secours. Il présentait à chaque session le rapport de la situation de l'empire, et il sacrifia la vérité au mensonge et à l'exagération. Dans le temps que la France éprouvoit des pertes et des revers, le ministre présentait un tableau de gloire, de bonheur et de prospérité. En mars 1814, les succès des alliés ayant obligé Marie-Louise de quitter Paris, M. de Montalivet accompagna cette princesse à Blois. Buonaparte le nomma en 1815 intendant-général de la couronne et pair. Au second retour du Roi il vécut dans l'oubli, dans un quartier solitaire de Paris. Le Roi l'a élevé à la dignité de la pairie, le 9 mars 1819. M. le comte de Montalivet combattit le projet de loi relatif à l'entière abolition du droit d'aubaine et de détraction ; il l'attaqua dans son principe même. « Dans le but politique où tendent toutes ses dispositions, elles ont pour objet d'appeler chez nous les hommes et les capitaux de l'Angleterre. » Le noble pair chercha en vain ce que pouvoit gagner la France au sujet de cet appel ; il demanda ce « qu'ont gagné, à de semblables relations, à de pareils secours, le Portugal, la Hollande, le Danemarck, la Russie même. Essentiellement dominatrice, l'Angleterre commande partout où elle est reçue : admettons les Anglais dans nos villes, et bientôt ils deviendront les arbitres de tout notre commerce ; nos vins, nos soies, nos laines, n'auront pas d'autre prix que celui qu'ils auront fixé. Ils vivifieront, dit-on, notre agriculture : quel besoin a-t-elle de leur concours ? Ils réveilleront notre industrie ? craignons plutôt qu'ils ne transportent chez eux les procédés de nos belles manufactures de Lyon, d'Elbeuf, de Louviers. » Ici le noble pair se livra à quelques développemens sur le caractère, les forces, l'habileté d'une puissance qui fut souvent notre ennemie. Il montra quel effet une rupture pou-

voit produire sur la population des provinces, où, à la faveur de la loi nouvelle, les établissemens anglais se seroient multipliés. Il réduisit enfin au dilemme suivant les argumens contre cette loi : ou elle atteindra son but, en multipliant chez nous les établissemens dont il s'agit, et dans ce cas le noble pair regarde ses effets comme plus dangereux que favorables ; ou elle n'amènera que des résultats de peu d'importance, et alors quel intérêt peut avoir la législation à s'occuper d'un objet secondaire, quand son attention est réclamée par tant d'objets du premier ordre ? Qu'a donc de si urgent de modifier dans une de ses principales dispositions ce Code civil généralement reconnu pour un monument de sagesse, dans l'une comme dans l'autre hypothèse ? » Le noble pair vota le rejet de la loi proposée.

MONTCALM (le marquis de), petit-fils du marquis de Montcalm tué à la journée de Québec en Canada, et fils du comte de Montcalm, député aux Etats-généraux, seconda les mouvemens royalistes qui éclatèrent dans le midi. Il servit dans l'armée du duc d'Angoulême ; à l'affaire de Montauban il se distingua par sa valeur, et s'empara de cette place. Le midi se souleva en apprenant la défaite de Buonaparte : le Roi le nomma son commissaire extraordinaire. A la tête d'un corps de volontaires royaux il marcha sur Montpellier, repoussa les troupes de Buonaparte et y fit arborer le drapeau blanc. Nommé député de l'Hérault à la Chambre de 1815, il y vota constamment avec la majorité. Réélu en 1816 par le collège électoral du département de l'Hérault, il siégea au centre. Il attaqua le projet de loi sur les élections. « Vingt-cinq ans de malheurs ne nous ont que trop appris à nous défier des théories ainsi que de l'éloquence ; cet art sublime sert mal les Etats : l'imprudent Démosthène perdit sa patrie, Rome fut mal défendue par Cicéron. »

Ces exclamations emphatiques furent attaquées par quelques députés, qui veugèrent la mémoire des orateurs de Rome et de la Grèce. Avec plus de raison et avec plus de vérité il combattit le député qui avoit avancé que la noblesse et les anciens corps de l'Etat avoient détruit la monarchie. « Hélas ! s'écria-t-il, nobles appuis de cette monarchie détruite par des philosophes et des académiciens, c'est en vain que vous avez répandu votre sang pour votre Roi ; preux Lescure, brave Laroche-Jacquelin, noble La Trémouille, vous aurez en vain combattu sous les ordres des plus obscurs comme des plus fidèles plébéiens, votre orgueil ne vous en sera pas moins reproché, vous n'en serez pas moins accusés d'avoir renversé la monarchie. » M. le marquis de Montcalm défendit la loi sur les finances. Inconstant dans ses principes, il vota quelquefois avec la majorité. M. le marquis de Montcalm appuya le projet de loi relatif aux livres supplémentaires du grand-livre de la dette publique ; il soutint « que la circulation du numéraire est l'agent de toutes les prospérités ; mais pour que cette circulation soit la plus étendue possible, il faut que les signes représentatifs soient aussi nombreux que les besoins sont étendus. La loi proposée parviendra à accroître notre numéraire fictif en étendant la confiance due aux rentes de l'Etat. » L'honorable membre déclara qu'il ne vouloit point séparer l'intérêt de Paris de celui des provinces : « Qui ne sait, en effet, dit-il, que les catastrophes ou les prospérités commerciales de cette capitale sont sur-le-champ ressenties dans toutes les extrémités du royaume. On pourroit dire avec vérité que ce centre commun de nos relations industrielles est le cœur de l'Etat, et que toutes ses maladies sont mortelles pour les autres membres du corps social. Pourquoi aussi se récrier sans cesse contre la centralisation, en s'opposant à la première mesure proposée par le gouverne-

ment, qui tend à en diminuer les désavantages ? »

MONTESQUIOU - FEZENSAC (Elisabeth-Pierre, comte de), né à Paris le 30 septembre 1764, fils aîné du marquis de Montesquiou, qui avoit été premier écuyer de Monsieur, frère de Louis XVI, lieutenant-général des armées du Roi, chevalier de ses ordres, membre de l'académie française, et député de Paris à l'Assemblée constituante. M. le comte de Montesquiou, entré au service en 1779, fut pourvu la même année de la survivance de la charge de premier écuyer de Monsieur, aujourd'hui Louis XVIII. En 1791 il fut nommé ministre plénipotentiaire du Roi près de l'électeur de Saxe; il donna sa démission de cette place lorsqu'il reçut la nouvelle des événemens du 10 août 1792. Rentré en France à la fin de cette année, il vécut dans la plus profonde retraite, jusqu'à ce qu'il fût député au Corps-législatif par le département de Seine-et-Marne, qu'il habitoit. Ayant été, peu de temps après, nommé président de la commission des finances de ce corps, il fit en cette qualité plusieurs rapports qui obtinrent du succès. Lorsque M. de Fontanes fut nommé sénateur, M. le comte de Montesquiou fut nommé par Napoléon président du Corps-législatif. Il avoit été, à-peu-près à la même époque, nommé grand-chambellan, en remplacement de M. le prince de Bénévint, qui étoit pourvu d'une des grandes dignités de l'empire, et qui alors éprouvoit une espèce de disgrâce. Le comte de Montesquiou conserva la présidence du Corps-législatif jusqu'au 5 avril 1813, époque à laquelle il fut nommé sénateur. Le 8 janvier 1814, il fut nommé aide-major-général de la garde nationale de Paris; et le Roi l'éleva à la dignité de pair de France au mois de juin de la même année. Le 19 mars 1815, Sa Majesté le chargea par intérim du commandement en chef de la garde nationale de Paris. Il fut

assez heureux pour y maintenir le plus grand calme pendant la journée du 20 de ce même mois. Cependant il fut compris dans l'ordonnance du 24 juillet de la même année, qui le suspendoit de ses fonctions de pair du royaume. Il a été rappelé à cette dignité par l'ordonnance du 5 mars 1819.

Madame la comtesse de Montesquiou avoit été gouvernante du fils de Napoléon. En 1814 cette dame accompagna à Vienne, avec la permission du Roi, son élève, dont elle ne voulut pas se séparer lorsqu'il devenoit malheureux; elle resta près de lui jusqu'au mois de mars 1815 : à cette époque l'envie et la malveillance répandirent contre elle des calomnies dépourvues même de toute vraisemblance : l'empereur et l'impératrice d'Autriche n'y ajoutèrent jamais aucune foi, et le lui prouvèrent, tant par les lettres qu'ils lui écrivirent alors, que par les autres témoignages de satisfaction qu'elle reçut d'eux à cette époque. Elle vit dans la retraite, au sein de sa nombreuse famille. Son fils aîné, mort en Espagne, où il commandoit le 13^e régiment de chasseurs à cheval, avoit épousé mademoiselle d'Harcourt, de qui il a eu plusieurs enfans. Anatole, son second fils, a fait plusieurs campagnes : il étoit aide-de-camp de Napoléon. Alfred, son troisième fils, qui a fait aussi plusieurs campagnes, a contracté l'année dernière un heureux et riche mariage. Clodoald, le plus jeune de ses enfans, se dispose, comme ses frères, à consacrer sa vie au service de son prince et de son pays. (Nous n'avons pas besoin de dire que ce paragraphe, étranger à notre ouvrage, nous a été communiqué.)

MONTESQUIOU - FEZENSAC, né en 1757 au château de Marsan, embrassa l'état ecclésiastique et devint agent général du clergé; il développa de grands talens dans cette place honorable. Elu député aux Etats-généraux, il défendit les

privileges du clergé et de la noblesse avec dignité, mais avec une sage modération, et il sut obtenir par l'onction de son éloquence, l'estime de ceux qui combattoient ses opinions et ses principes. Mirabeau le redoutoit. « Méfiez-vous, disoit-il, de ce petit serpent; il vous séduira. » M. l'abbé de Montesquieu, quelquefois chancelant dans ses maximes et ses idées, regardoit l'abandon des privileges ecclésiastiques, non comme un sacrifice, mais comme un acte de justice. Il soutint cependant avec autant de force que d'éloquence la propriété des biens du clergé; il s'opposa à la vente proposée de quatre cents millions de biens ecclésiastiques, avant que les dépenses de l'Eglise eussent été réglées; cependant, par une contradiction frappante, M. l'abbé de Montesquieu accepta la nomination de membre de la commission chargée de l'aliénation des domaines ecclésiastiques, et il n'eut pas de regret de remplir cette mission. Il présidoit l'Assemblée lorsque la Chambre des vacations du département de Bretagne, par l'organe de M. de la Houssaie son président, se présenta à la barre, obéissant à un décret; M. l'abbé de Montesquieu lui adressa le discours suivant : « L'Assemblée nationale a ordonné à tous les tribunaux du royaume de transcrire sur leurs registres, sans retard et sans remontrance, toutes les lois qui leur seroient adressées; cependant vous avez refusé l'enregistrement du décret qui prolonge les vacances de votre parlement : l'Assemblée nationale étonnée de ce refus, vous a mandés pour en savoir les motifs. Comment les lois se trouveroient-elles arrêtées dans leur exécution? comment des magistrats ont-ils cessé de donner l'exemple de l'obéissance? Parlez : l'Assemblée nationale, juste dans les moindres détails comme sur les plus grands objets, veut vous entendre; et si la présence du Corps-législatif vous rappelle l'inflexibilité de nos

principes, n'oubliez pas que vous paraissez aussi devant les pères de la patrie, toujours heureux de pouvoir en excuser les enfans. » M. de la Houssaie prononça un discours plein de dignité, et M. l'abbé Montesquieu oubliant de pardonner à des magistrats égarés par un moment d'erreur, et défenseurs intrépides des droits de la monarchie, répondit froidement au président de la députation, qu'ils pouvoient se retirer, tandis qu'on accordoit les honneurs de la séance à des hommes qui venoient proclamer les principes anarchiques. M. l'abbé de Montesquieu combattit l'opinion de ceux qui soutenoient que l'Assemblée avoit le droit de dispenser les religieux de leurs vœux; il crut que les ecclésiastiques pouvoient prêter serment à la constitution civile; mais il reconnut bientôt son erreur, et il demanda que le Roi fût prié d'écrire au Pape pour avoir sa sanction de la nouvelle constitution civile. Il soutint ensuite que le Roi avoit le droit de faire la paix et la guerre sans la ratification de l'Assemblée nationale. Echappé aux proscriptions du 10 août 1792, M. l'abbé de Montesquieu passa en Angleterre. Il revint en France après la révolution du 9 thermidor. On rapporte que le Roi le chargea de remettre à Buonaparte une lettre pour exprimer à Napoléon le danger de l'usurpation et les avantages de la légitimité : M. l'abbé de Montesquieu remplit sa mission, et on ne sait comment cet acte de justice ne fut pas puni par l'usurpateur soupçonneux. Il l'exila d'abord à Monaco; l'abbé de Montesquieu répondit qu'il n'avoit point de moyens d'exister dans la retraite qui lui étoit assignée; il ne partit point pour son exil. Il fut nommé membre du gouvernement provisoire en août 1814, et fut un des commissaires chargés de rédiger la Charte constitutionnelle; il devint ensuite ministre de l'intérieur. C'est avec étonnement et avec douleur que les royalistes se virent préférer les révolutionnaires dans la distribution des

places et des faveurs. Le ministre déclara que le Roi ne connoissoit point de révolutionnaires; qu'il ne venoit point pour punir la révolution, mais pour la faire oublier. M. l'abbé de Montesquieu, épuisé par les travaux et les fatigues, n'étoit guère propre à exercer les fonctions du ministère dans un temps où il falloit des âmes fortes et énergiques, pleines d'activité et de courage. Il fit à la Chambre des députés un rapport satisfaisant de la France, que les événements démentirent, et pronouça un éloge pompeux de la liberté de la presse. Pendant l'invasion de Buonaparte M. l'abbé de Montesquieu se retira en Angleterre. De retour en France, il fut nommé pair de France. Dans toutes les discussions où il a eu part, il a montré un grand attachement à la Charte, et un grand dévouement aux ministres.

Lors de la discussion sur le projet de loi relatif aux journaux, M. l'abbé de Montesquieu pronouça un discours éloquent, mouvement qui atteste les talens de son auteur. Nous en rapporterons les fragmens les plus précieux et les plus intéressans. Le noble pair admira la bonne foi des journaux défendus aujourd'hui par ceux qui devoient les combattre, exaltés, préconisés par le rapporteur même de la commission (M. de Lally-Tollendal), qui a si éloquemment déduit des avantages de leur liberté la nécessité de leur servitude. Mais l'éloquence a ses droits que le noble pair est loin de méconnoître. Il a néanmoins quelque peine à supposer aux journaux une si puissante influence sur les destinées de la monarchie. « On invoque en faveur de leur liberté les principes conservateurs de la liberté de la presse, comme si les produits journaliers d'une spéculation mercantile pouvoient être assimilés aux lentes et précieuses acquisitions, aux nobles conceptions du génie; comme si une incommensurable distance ne séparait pas le mécanisme céleste

d'un article de gazette. Les journaux sont, dit-on, les organes de l'opinion publique, et l'opinion est la reine du monde. Or, depuis quarante ans on a vu s'élever le trône de cette reine prétendue, qui, à l'exemple de toutes les nouvelles puissances, veut faire de nouvelles conquêtes et s'arroger un empire absolu sur les vastes champs de la politique. Le noble pair a connu dans d'autres temps une opinion moins ambitieuse, dont les décisions, fondées sur les principes éternels de la justice et de la raison, se bornoient à juger de ce qui leur étoit conforme. Sans doute une pareille opinion a droit à tous les hommages; mais que penser de celle qui, sans travail et sans étude, prétend décider souverainement les questions les plus difficiles? quelle confiance ajouter à cette opinion qui a varié comme les mœurs, comme les siècles? Nos pères plaçoient au premier rang l'honneur et la chevalerie; nous y avons placé l'argent et le commerce. Ils fondaient de grandes corporations, et nous les avons détruites. Ils craignoient l'excès de la population, et nous ne peusions pas qu'elle puisse être trop encouragée. Ils ne se livroient qu'avec réserve, et pour ainsi dire avec défiance, à la culture des lettres, qui est devenue pour nous une occupation favorite. Sans vouloir s'établir juge entre le présent et le passé, on ne peut pas trouver étrange qu'en lisant le matin un article de journal, en prenant une tasse de thé, nous prétendions résoudre des problèmes politiques dont la difficulté a fatigué vainement les plus grands publicistes. Quoi! c'est par l'effet d'un travail opiniâtre qu'un esprit vigoureux acquiert quelque supériorité, et la lecture d'une feuille éphémère suffiroit pour élever, pour aggrandir l'esprit d'une nation! N'est-il pas évident qu'une habitude ne peut que l'affaiblir? Aussi, depuis que nous avons adopté ce régime, qu'avons-nous fait de grand? quel chef-

d'œuvre a produit notre littérature ? Une seule idée, celle des mathématiques, a fait de véritables progrès : la raison en est simple ; ce n'est point dans les journaux qu'on les étudioit. Quelle instruction sérieuse peuvent-ils offrir ? Est-ce dans nos journaux que nos bons écrivains déposent le fruit de leurs veilles ? Non ; les objets serviles dont se remplissent les journaux ne peuvent être que la pâture d'une oisive curiosité, de cette passion futile qui, du matin au soir, dans une capitale désœuvrée, réunit en cent lieux divers tant d'êtres sans état, dont l'existence semble n'avoir pour but qu'une stérile et interminable conversation. Voulez-vous encourager cette manie ? Et quelle opinion respectable prétendez-vous faire découler d'une pareille source ? Embarrassés peut-être de répondre à ces objections, les défenseurs de la liberté des journaux s'en dispensent, en déclarant que cette liberté est essentielle au gouvernement représentatif ; mais pour donner quelque force à leur argument, il faudroit d'abord avoir prouvé que ce nom, dont l'Angleterre a long-temps ignoré l'usage, et qui n'a été inventé que pour désigner le gouvernement américain, est applicable à la constitution actuelle de la France. De ce que le peuple a une part dans le gouvernement, il ne s'ensuit pas que ce gouvernement est représentatif : des différences importantes séparent les gouvernemens auxquels on applique ce nom ; et tout ce que la France a de commun avec l'Angleterre se réduit presque au concours de deux Chambres pour la confection de la loi. Pense-t-on que la liberté des journaux, que leur existence même soit tellement essentielle aux deux Chambres, qu'il fallût demain les fermer, si, par un motif quelconque, les propriétaires des journaux renonçoient à leur entreprise ? notre gouvernement changeroit-il de nature par ce seul fait ? C'est au profit de l'élément démocratique, admis dans

la constitution française, qu'on invoque la liberté des journaux, sans songer que cette liberté, peut-être nécessaire à l'Angleterre pour tempérer l'aristocratie dominante dans son gouvernement, seroit destructive du nôtre. Comment, en effet, soumettre au même régime deux gouvernemens disparates ? Comment le principe monarchique, dépourvu d'appui et laissé à nu, pour ainsi dire, dans notre constitution, soutiendrait-il les mêmes épreuves qu'il supporte en Angleterre, où, le couvrant de toutes parts, une aristocratie imposante repousse efficacement les atteintes dirigées contre lui ? Honneurs, propriété, considération, richesses, tout, jusqu'à l'instruction même, est le partage de cette aristocratie, qui seule jouit de nombreuses fondations faites dans les Universités. En vain sans le renpart du même genre se flatteroit-on de consolider en France la monarchie constitutionnelle. Une aristocratie est nécessaire pour la soutenir, non qu'il faille ressusciter dans cette vue les deux ordres éteints de la noblesse et du clergé ; mais il faut autour du trône et au-dessus du peuple une classe vertueuse, instruite, considérée, de qui le peuple reçoive, avec les exemples qu'il doit suivre, le degré d'instruction convenable à ses besoins ; car inutilement seroit-il appelé au bienfait d'une instruction plus étendue : voué par état à des travaux grossiers et pénibles, c'est l'accroissement, la conservation de sa force corporelle qui doit uniquement l'occuper ; la culture de son esprit, les douceurs de la civilisation sont pour lui sans attrait comme sans utilité. Il lui suffit d'emprunter à la classe plus éclairée des actions de justice, de morale et de religion, qui le dirigent dans l'accomplissement de ses devoirs : toute l'économie de la société repose donc sur l'existence de cette classe si pauvre. Tout gouvernement a pour base l'aristocratie ; vouloir se passer d'elle,

c'est vouloir laisser le trône sans appui, c'est renoncer à toute espèce de gouvernement. Dira-t-on que l'administration doit être éclairée, que des journaux libres lui rendront ce service ? elle s'abuseroit étrangement si elle attendoit autre chose que des censures. Quels avis obligans ; quels avis salutaires a-t-elle recus des journaux dans les momens difficiles où elle s'est trouvée depuis la dernière session ? quels éloges, quels remerciemens sa conduite ferme et sage a-t-elle recueillis ? c'est pour critiquer, non pour éclairer le gouvernement, qu'on désire des journaux libres ; c'est pour ajouter à ses embarras, en aigrissant les passions qu'il s'occupe de calmer. On veut pouvoir attaquer, répondre, ouvrir une lutte qui bientôt seroit signalée par des excès : on oublie que dans tout établissement public les commencemens sont difficiles ; que depuis les Hébreux jusqu'aux Anglais, tout peuple, nouvellement constitué, fut soumis à des lois sévères, et que le premier besoin d'un gouvernement est le repos qui lui permet de s'affermir, et on veut à toute force, à tout prix, une liberté sans bornes, incompatible avec notre situation : les leçons de l'expérience, si récentes, à-la-fois si terribles, le bien connu d'un monarque également digne de notre confiance et de notre amour, rien ne sauroit nous arrêter. Pourquoi faut-il qu'un funeste aveuglement soit partagé par des hommes que leurs lumières, leurs précédentes opinions et leur ancien attachement aux principes de la monarchie sembloient en garantir ? Pourquoi faut-il qu'ils se fassent aujourd'hui les alliés d'un parti qui, demain, s'ils étoient vainqueurs, feroit d'eux ses premières victimes ? »

MONTMORENCY (prince de), grand d'Espagne de la première classe, né en 1760, a été élu, en septembre 1816, à la Chambre des députés par le département de la Seine-

Inférieure, où il vota avec la minorité. Il a siégé au côté droit, première section. Il est inspecteur de la garde nationale ; il s'est constamment montré le défenseur intrépide de la monarchie et de la légitimité. Il n'a pas été réélu cette année, mais il a obtenu beaucoup de voix.

MONTMORENCY (duc de), premier baron, et chef de cette maison ancienne et illustre, est né en 1768 ; il émigra au commencement de la révolution et servit dans l'armée des princes ; rentré en France, il s'occupa à faire des actes de bienfaisance, malgré la perte de sa fortune. Il fut nommé, en janvier 1814, major-général de la garde nationale de Paris. Il conserva cette place sous le Roi. Sa Majesté le créa pair de France le 4 juin 1814.

MONTMORENCY (vicomte de), né à Paris en 1769, partit pour l'Amérique pour défendre la cause des Etats-Unis. De retour en France, il fut nommé député aux Etats-Généraux ; sa jeunesse lui fit commettre de grandes fautes et de grandes erreurs ; mais il a su les réparer par de grandes vertus et de profonds sentimens religieux. Il comprit que les novateurs modernes, sous prétexte de réformer, méditoient la ruine de l'autel et du trône ; il se retira en Suisse, où madame de Staël lui donna l'hospitalité à Coppet. C'est à cette dame qu'il doit le bonheur d'être rentré dans le sentier du devoir : étant très-mal, elle lui rappela qu'il étoit chrétien et catholique, et l'exhorta à en remplir le devoir ; elle eut le bonheur de réussir. M. de Montmorency lui a toujours témoigné les sentimens de la plus vive gratitude. Il apprit que son frère venoit de périr sur l'échafaud ; il trouva dans la religion des consolations et des espérances : il se condamna au silence et vécut dans la retraite ; il consacra son temps et sa fortune à soulager le pauvre et à

consoler l'affligé. Buonaparte le persécuta et l'exila en 1811. Il le rappela ensuite, mais il le mit sous la surveillance de la police inquisitoriale. Toujours occupé du rétablissement de la dynastie des Bourbons sur le trône de leurs pères, il se rendit à Nanci où se trouvoit alors *Monsieur*, pour lui annoncer les événemens de Paris et le vœu des habitans de cette capitale pour la restauration de la monarchie. Il suivit ce prince, et il partit ensuite pour Bordeaux : il accompagna MADAME, duchesse d'Angoulême à Londres, d'où il partit pour aller rejoindre le Roi à Gand. Rentré à la Chambre des pairs, il a constamment voté avec la minorité. Il a parlé avec autant de profondeur que d'éloquence dans plusieurs questions importantes. Dans la discussion de la vente proposée des biens du clergé, il prononça un discours où l'on remarqua les réflexions suivantes : « Ici, permettez-moi, Messieurs, de vaincre la répugnance que l'on éprouve à parler de soi-même, pour exprimer un sentiment profondément gravé dans mon cœur, qui m'a déterminé plus que tout autre motif à prendre la parole ; j'ai aussi malheureusement de droit de m'instruire par ma propre expérience sur la grande question qui nous occupe ; j'ai le droit et le devoir de parler de ces époques trop célèbres qui ont été rappelées d'une manière noble et touchante dans la Chambre des députés. Il y a vingt-cinq ans qu'entraîné par des systèmes qui avoient séduit ma jeunesse, j'ai pris part à ce que j'ai reconnu depuis être une grande injustice ; j'ai voté une aliénation semblable, disons mieux, pour d'immenses spoliations qui devoient être si profitables, et qui ont si peu profité. »

M. le vicomte de Montmorency adopta l'amendement proposé par M. le duc de Fitz-James sur l'article 8 du projet de loi relatif à la répression des crimes et délits com-

mis par la voie de la presse, ou par tout autre moyen de publication. (*Voyez FITZ-JAMES.*) Le noble pair n'auroit point demandé la parole, si la question n'étoit point de nature à maîtriser par son importance toutes les combinaisons préparées par la prévoyance humaine. Le mot de religion est prononcé, il faut défendre sa foi. Le noble pair espère que le nom de Dieu qui, jusqu'à ce moment, n'a pu trouver place dans nos Codes, n'aura pas été prononcé en vain dans la Chambre des pairs. Ce qui rattache l'homme à son créateur, c'est la religion ; outrager la religion, c'est outrager Dieu même, c'est ébranler la base de toute société. Ainsi tout le monde s'accorde-t-il à dire que les outrages à la religion doivent être punis ; mais on est loin d'être d'accord sur le sens qu'on doit donner à ce mot, sur les conséquences que pourroit entraîner son insertion dans la loi proposée. La religion est une doctrine composée de dogmes, de morale et de culte, et qui est, ou que l'on croit émanée de la Divinité. La clarté, la justesse de cette définition ne sauroient être méconnes, et dès lors est-il raisonnable de craindre que l'amendement puisse porter atteinte à la liberté des cultes ? Cette liberté, d'ailleurs, n'est-elle pas suffisamment garantie par l'article 5 du projet de loi ; que la place expressément sous la protection de la loi ? Le mot de religion inséré dans l'article ne sauroit donc avoir que d'heureux effets. » Le noble pair examine s'il convient d'y placer celui de religion chrétienne : on craint que par cette insertion la religion chrétienne soit constituée la religion dominante, et l'on se récrie sur les dangers qu'une parcelle innovation pourroit entraîner. Le noble pair ne partage pas ces craintes : « la religion, ainsi placée sous la sauve-garde des lois, n'en sera pas plus pour cela la religion dominante, et continuera seulement de jouir des prérogatives que,

la Chartel lui offre ; prérogatives bien éloignées de celles qui lui ont été accordées par les Etats où la liberté des cultes est cependant un principe fondamental du gouvernement. L'amendement, sous ce rapport, ne peut donc être suivi d'aucun danger. Il a, de plus, l'avantage d'indiquer d'une manière précise aux jurés et aux magistrats quelles fautes la loi entend punir ; et à ce sujet le noble pair déplora l'abus de raisonnement au moyen duquel on est parvenu à faire adopter, comme la meilleure possible, une rédaction dont tout le mérite consiste, ainsi que ses défenseurs l'avouent, à n'exprimer aucun sens précis et déterminé. »

Lors de la discussion, en 1818, sur le projet de loi relatif aux journaux, M. le vicomte de Montmorency observa « qu'il falloit examiner si la dictature exercée par le ministre sur les journaux l'a été d'une main ferme et imposante ; si l'on a permis à ces feuilles périodiques une discussion sage et modérée, un exposé fidèle des diverses opinions ; si les ouvrages remarquables ont été librement annoncés et jugés ; si aucune classe de citoyens n'a été proscrite ni injuriée, aucun individu attaqué dans sa réputation personnelle ; si, avant tout, les grands intérêts de la morale et de la religion, ces deux conditions premières de toute société, de tout gouvernement, ont obtenu les soins qu'ils réclamaient ; si l'on a profité de l'empire accordé sur l'opinion publique pour l'imprégner, pour la saturer de bons principes, pour combattre toutes les erreurs, et faire entendre toutes les vérités. » Quiconque peut répondre affirmativement à ces questions peut, au gré du noble pair, montrer une facile condescendance, et cette opinion est commune à tous les nobles pairs qui pensent avec le rapporteur de la commission (M. Lally-Tollendal), que les journaux aujourd'hui portent un caractère de franchise et de liberté. Le noble pair déclare avec un profond re-

gret qu'au lieu de ces résultats satisfaisans, il n'a vu trop souvent, dans le système suivi, que licence dangereuse pour tout ce qui tient aux abus de la religion et de la morale, gêne et asservissement pour tout ce qui peut éclairer l'opinion sur les actes de l'autorité. Il ne peut, en conséquence, adopter la loi proposée ; mais ainsi que ses collègues, défenseurs de la même opinion, il désire, il réclame une loi fortement répressive ; il ose croire qu'on ne se méprendra pas sur leurs intentions, qu'on ne supposera pas qu'ils ont voulu, en aucune manière, autoriser la licence des journaux, et provoquer ce débordement de feuilles incendiaires dont on nous menace, si la loi n'est promptement adoptée. Après quelques observations aussi sages et aussi judicieuses, le noble pair conclut à borner au 1^{er} mai 1818 la durée de la loi.

M. le vicomte de Montmorency combattit avec force et précision le projet de loi relatif à la formation de l'armée ; il observa « qu'il auroit volontiers abandonné aux nobles pairs, que leur profession appelle plus particulièrement aux études militaires, le soin de discuter un projet de loi sur le recrutement, et il s'interdiroit de prendre la parole dans une discussion déjà épuisée, si l'importance extrême de certaines extensions que l'on regrette de trouver dans le projet, et qui se rattachent aux considérations les plus hautes de la politique, ne lui faisoit un devoir de soumettre à la Chambre le résultat de ses réflexions. Aussi ne fera-t-il qu'indiquer rapidement les modifications principales dont ce projet lui paroît susceptible dans la partie où se trouve établi le mode de recrutement. » Le noble pair voudroit voir l'enrôlement volontaire plus favorisé, et l'appel, en cas qu'il fût nécessaire, rendu moins semblable à la conscription ; le tirage des numéros supprimé, la faculté accordée aux cantons de se rédimier du tirage, au moyen d'un contingent volontaire fourni ; l'exemption des

filis aînés, ou de ceux-là, tout au moins, qui sont appelés à l'honneur de la pairie héréditaire, lui semblent autant d'améliorations désirables dans l'intérêt du peuple et de la monarchie ; mais il n'entre pas dans son intention de le discuter en ce moment, et il s'empresse d'arriver aux grandes questions qu'ont fait naître les titres 4 et 6 du projet. La formation de la réserve est peut-être le sujet qui commande le plus de ménagement dans les discours : le souvenir des grands intérêts qu'il rappelle, la circonspection extrême, les réticences affectées, que quelques orateurs ont cru garder dans leurs discussions à ce sujet, engagent le noble pair à éviter tout ce qui pourroit réveiller les passions ou exciter les inquiétudes. Il ne peut cependant se dispenser de signaler ici le danger qu'il peut y avoir à isoler, pour ainsi dire, comme on l'a fait trop souvent dans le cours de cette discussion, les militaires qui ont cessé de faire partie de l'armée, à en faire une espèce d'armée à part, qu'on ne cesse de comparer à l'armée aujourd'hui existante. A quoi peuvent servir ces distinctions, sinon à faire naître des rivalités dangereuses, à fomentier des divisions qu'il faut s'efforcer, au contraire, de faire oublier ? Bannissons donc, bannissons pour jamais de nos discussions ces mots d'*ancienne armée*, d'*armée nouvelle* : nous ne devons connoître que *l'armée française*. » Le noble pair examine ensuite le titre 6 : sans s'arrêter aux détails qu'il contient, il le considère en général, dans ses rapports avec la prérogative royale : il s'étonne d'abord que « pour justifier l'insertion dans le projet des règles d'avancement qui devoient lui rester étrangères, on reproduise sans cesse la comparaison du régime arbitraire avec le régime légal, et que sur-tout cette comparaison se soit trouvée dans la bouche de l'un des ministres du Roi. Qu'appelle-t-on donc ici l'arbitraire ? Ne sont-ce pas les ordon-

nances royales ? Convient-il aux ministres de tenir un pareil langage, et a-t-on bien réfléchi, en l'employant, quelles conséquences il pouvoit entraîner, quelles conquêtes restoient encore à faire pour le régime royal sur ce que l'on appelle le régime arbitraire, et de quel temps on rappellerait la mémoire, en voulant associer ou substituer partout le pouvoir de la loi au pouvoir royal ? » Le noble pair ne voudroit pas non plus qu'on rappelât si souvent les droits de l'armée : « le mot de *droit* s'allie mal avec une profession dont la première règle est l'entière abnégation de soi-même et l'obéissance passive. Il faut sans doute être juste envers les soldats ; il faut récompenser leurs services, honorer leur courage ; mais il faut prendre garde aussi qu'en leur parlant trop de leurs droits, on ne les porte à oublier leurs devoirs. » Revenant à l'examen qu'il s'est proposé de faire, le noble pair se demande « si le pouvoir royal peut avoir le droit de proposer ; si les autres pouvoirs ont le droit de consentir des restrictions à la prérogative royale ? Cette noble prérogative établie par le législateur suprême dans les limites qu'elle ne peut pas déplacer, mais qu'elle ne doit pas non plus laisser rétrécir, est aussi bien la propriété des peuples que l'apanage du trône ; ce n'est pas seulement dans l'intérêt du prince qu'elle est établie, mais plutôt dans l'intérêt de ses sujets, pour assurer l'action à son gouvernement, et lui donner la force de garantir à chaque citoyen la protection, la sûreté qu'il a droit de réclamer. La nature de ce pouvoir est telle, son importance est si grande, qu'aucune considération ne peut porter à le restreindre ou à en scraper une portion. Et que l'on ne dise point que la proposition du Roi, que le consentement des Chambres puisse autoriser une pareille mesure : pour adopter cette pensée, il faudroit admettre aussi qu'il n'existe aucune différence entre la Charte et les autres lois, et que le

concours des trois pouvoirs peut aussi les réformer à son gré : principe trop fécond en conséquences désastreuses. pour que le noble pair se croie obligé de le réfuter. » En terminant son discours, il repoussa un moyen employé maintenant dans toutes les discussions, et qui tendroit à détruire l'indépendance de la Chambre. « Ch. que fois qu'elle est appelée à une délibération grave, une voix s'élève parmi les défenseurs de la loi qui lui est soumise : Le temps presse, dit-on, la loi est importante, elle est nécessaire, un seul amendement compromettrait son sort, en la soumettant aux chances d'un nouvel examen; voudriez-vous, pour quelques imperfections inséparables de toute institution humaine, priver la France des avantages certains que la loi lui assure? Ces paroles, vous les avez entendues dans le cours de cette discussion; mais leur effet magique a perdu sa force par les épreuves trop fréquentes que l'on en a voulu faire. Non, la Chambre des pairs ne pensera pas qu'il faille réduire la coopération que la Charte lui attribue dans la confection des lois, à la simple faculté d'un enregistrement inutile; elle n'abandonnera pas le plus beau de ses droits, celui de concourir à l'amélioration des lois; elle aura trop de confiance dans la sagesse de l'autre Chambre, pour croire qu'une amélioration utile soit repoussée par elle. »

MONVILLE (le baron Boissel de), d'une ancienne famille de Normandie, pour échapper à la proscription pendant le règne de la tyrannie et de la terreur, s'établit à Settel, sous le nom de Boissel, où il s'occupa de travaux utiles à l'agriculture et à la navigation. Le roi le créa pair en 1814.

M. le baron de Monville défendit la proposition relative à l'abolition du droit d'aubaine; il observa qu'il étoit loin de croire que beaucoup d'étrangers viennent en France acheter

des terres: ce résultat seroit sans doute désirable; mais l'expérience le contredit, elle ne permet pas d'espérer qu'ils placent ainsi beaucoup de capitaux; d'autres emplois leur offriroient plus d'avantages, et n'auroient pas pour nous moins d'utilité; ils viendront prendre part au creusement de nos canaux, à la construction de nos ponts, au dessèchement de nos marais.

Le baron de Monville vota l'adoption du projet de loi relatif à la formation de l'armée, et s'opposa à tous les amendemens tendans à supprimer ou à modifier l'article 6, concernant l'avancement; « C'est sous le rapport, dit le noble pair, de l'atteinte qu'il porteroit à la prérogative royale que ce titre est attaqué. On veut laisser au Roi l'entière disposition de l'armée, et c'est de sa volonté que doit dépendre uniquement l'avancement militaire, et le domaine des ordonnances n'a rien de commun avec le domaine de la loi. Ce partage rigoureux, moins conforme peut-être au texte de la Charte qu'à l'esprit monarchique, est du moins une idée hardie, une conception forte. Il met d'un côté tout le pouvoir d'exécution, et de l'autre toute l'étendue du vote; mais quand le vote n'entre pour rien dans l'exécution, il reste tout entier à l'autorité qui exerce le droit de fixer les nombres. Nous ne sommes pas à ces larges distances entre les pouvoirs; l'esprit s'en étonne presque comme d'un extrême; craignons que l'effet de cette hasardeuse politique soit d'isoler la prérogative au lieu de l'agrandir. Un gouvernement indépendant suppose un ministère qui opère à ses périls et risques, et à qui il est imposé d'être toujours heureux; mais nous n'en sommes pas encore à rendre les agens de l'autorité responsables des événemens; cette austère distinction de pouvoirs, cette sauvage responsabilité est plus mesurée sur l'étendue des esprits qu'elle ne l'est sur la réalité des choses. Elle suppose un système établi, coordonné dans toutes ses parties; mais les gouvernemens ne se font pas

avec l'indépendance des conceptions, ce sont les mœurs faîtes qui donnent les gouvernemens faisables. Dans la situation actuelle de la France, quand nous marchons à la lueur de la Charte, mais enveloppés de ténèbres qu'avait répandues autour de nous le despotisme, ne vaut-il pas mieux, au lieu d'adopter des maximes trop sévères, s'entr'aider, mettre en commun quelques fautes, s'il s'en commet, tous les malheurs, s'il en arrive, et soulager quelque temps encore toutes les responsabilités? C'est dans cette vue qu'est proposé le titre 6 du projet : le Roi y demande aux Chambres l'appui de la loi par une mesure nécessaire, long-temps flétrie par des abus dont il craint le retour : lui refuseront-elles les moyens de remplir une intention si généreuse? » Malgré notre exactitude à transcrire avec fidélité le discours du noble pair, nous craignons que nos lecteurs ne puissent le comprendre, à cause de l'obscurité qui règne dans les pensées et dans les expressions.

MOREL DE VINDE, né en 1759, étoit, avant la révolution, conseiller au Parlement de Paris. Eu 1790 il fut nommé président d'un des six tribunaux de Paris (celui des Tuileries). Ce fut en exerçant cette magistrature, que, lors de l'événement du 28 février 1791, il sauva huit serviteurs du Roi arrêtés au château, et peut-être le Roi lui-même. Cet acte de courage excita la rage des Jacobins, il fut dévoué à la mort; on vint pour l'arrêter le 31 août 1792; il devoit être massacré dans les prisons. M. Morel de Vindé, désespérant du salut de la patrie, vécut dans la retraite; il se livra aux travaux de l'agriculture, où il acquit de grandes connoissances dans cette partie essentielle de l'économie politique. Le Roi le créa pair. M. Morel de Vindé, outre ses écrits sur la science agricole, a publié plusieurs ouvrages de littérature, qui réunis-

sent à la vérité des pensées l'éloquence et la pureté du style.

MORGAN DE BELLOY, fut nommé membre de la Chambre des députés en septembre 1816, par le département de la Somme; il a siégé au centre. M. le baron Morgan de Belloy fit un rapport, au nom de la commission centrale, sur le projet de loi relatif aux douanes. Il observa « que le produit des douanes est par sa nature l'une des parties les plus éventuelles de la fortune publique; assujéti aux calculs essentiellement variables de la spéculation extérieure, étranger à toutes les voies de contraintes, n'obtenant d'ailleurs qu'une protection conditionnelle des besoins toujours si flexibles de la consommation, c'est dans la sagesse qui préside à son assiette qu'il doit chercher ses meilleures garanties. Heureuse combinaison, par laquelle un impôt qui touche à de si grands intérêts, est réduit à puiser ses forces dans sa modération même, à lier sa prospérité avec la prospérité de toutes les opérations commerciales et industrielles; vérité triviale, qu'il est rare qu'on ne l'invoque pas comme prétexte, lors même que l'on néglige de l'appliquer comme principe. De l'étroite et indispensable union de ces deux intérêts dérivent tous les élémens d'une bonne législation des douanes. Parmi les nombreuses conséquences qui en résultent, l'honorable membre croit utile d'en signaler deux principales, dont il importe particulièrement de ne jamais s'affranchir. Il veut parler de la nécessité de ne point appesantir les droits outre mesure, et de la nécessité non moins absolue, de leur donner toute la stabilité dont ils sont susceptibles. L'excès des droits, ou ce qui revient au même, leur augmentation abusive, entraîne toujours de graves inconvéniens. Il est aisé de concevoir, en effet, que plus les prétentions du fisc s'accroissent, plus les chances du bénéfice

et l'activité commerciale se restreignent, et plus aussi les entreprises de la fraude se multiplient. Les suites qu'entraîne une diminution ne sont pas moins fâcheuses : celle-ci a pour résultat immédiat, de grever d'une surcharge exclusive les approvisionnemens extérieurs, et quelquefois le tort, plus cruel, de préparer la ruine du négociant. Toutes les variations ont leurs dangers, elles dérangent toutes les équilibres des rapports existans, suscitent des inquiétudes, et portent les désordres et le découragement dans les spéculations. On ne branle pas impunément la confiance, et on sentira qu'une législation qui régit un nombre immense de transactions importantes, susceptibles de s'étendre sur les diverses parties du globe, ne doit, dans aucun cas, ajouter aux propres éventualités, aux hasards nombreux qui en sont inséparables. » L'honorable membre, après avoir expliqué et développé avec beaucoup de clarté et de précision les différens articles du projet de loi, et proposé quelques amendemens utiles, termina son rapport par ces réflexions : « La commission a reconnu que ce n'est pas seulement dans les règles qui se rapportent à la quotité des taxes, que la stabilité en matière de douanes est désirable, mais bien aussi en ce qui touche aux formalités et aux rapports de la douane avec le commerce : de ces rapports résultent des droits ; sur eux se fondent des habitudes dont les effets s'étendent sur tous les états voisins, et même au-delà des mers ; et quand on supposerait, ce que personne n'admettra sans doute, qu'à toutes dispositions on pût substituer autant de dispositions meilleures, toujours y aurait-il le danger de remettre toute une législation en question, et d'établir entre les agens de l'industrie, du commerce et du fisc, des débats, des divergences nouvelles, et un état de contestation et de résistance, qui, dans la réorganisation de 1791, a pu n'être pas aperçu à

travers les agitations du temps, mais qui, dans des circonstances plus calmes, ne pourroit manquer d'être vivement ressenti. Votre commission applaudit à la sage réserve du gouvernement ; elle pense avec lui que c'est successivement que doivent s'opérer les améliorations dont la partie réglementaire du Code des douanes est encore susceptible ; elle se félicite sur-tout, en considérant le projet de loi dans son ensemble, de voir l'état fonder sur le bienfait d'une protection constante en faveur du commerce, la solide garantie des ressources qu'il a le droit d'en attendre. »

Lors de la discussion du projet de loi des finances, relatif aux Voies et moyens, M. Morgan de Belloy observa « que l'ordre des saisons, heureusement plus régulier que celui des budgets, a déjà fait parcourir la moitié de l'année dont une des plus importantes attributions de la Chambre lui prescrit de discuter les besoins et les ressources. Déjà cette première moitié a décidé du sort de la seconde, et la Chambre est appelée à délibérer sur des choses consommées, qui ne sont plus en quelque sorte du domaine des délibérations ; deux ou trois budgets se sont disputé la préférence, sans que l'honneur d'un grand succès ait paru justifier le système qui a prévalu, et sans que l'opinion ait pu l'absoudre du grave préjudice de sa tardive émission. » Après ces observations préliminaires, l'honorable membre examina dans un long détail les Voies et moyens, et considéra le système des recettes dans son ensemble, et ensuite dans quelques-uns de ses élémens : il exhorta la Chambre à adoucir le régime des contributions indirectes. Cette branche des revenus publics attend d'utiles changemens ; la juste impatience des redevables ne cesse de les réclamer. Nul doute qu'il ne soit de la conscience de l'administration de les offrir, et de la justice, de l'humanité de la Chambre, de les provoquer.

MORISSET (le baron), inspecteur des forêts, fut envoyé par le collège électoral du département des Deux-Sèvres pour féliciter Buonaparte sur la naissance de son fils, et fut ensuite élu membre du Corps législatif; il siége au centre. Il attaqua, en septembre 1814, le budget. Réélu en septembre 1816, il défendit le projet de loi sur la liberté de la presse. Inscrit d'abord pour parler en faveur de ce projet, il avoit ensuite demandé à parler contre. Cette variation étonna l'assemblée, elle s'en amusa; ensuite, lorsque M. Morisset eut expliqué cette prétendue contradiction, il dit qu'il avoit eu l'intention de parler pour la loi; mais que, voyant le nombre des orateurs inscrits pour l'attaquer presque épuisé, il avoit cru pouvoir user de ce petit stratagème pour obtenir plutôt la parole. Il fut un des commissaires nommés pour examiner le budget de 1818. Lors de la discussion sur le projet de loi relatif à la formation de l'armée, M. Morisset examina le titre de l'avancement; il observa qu'autrefois la France, sous un système opposé, comptoit plus d'un siècle de gloire; mais ceux que ces grands souvenirs prévenient le plus contre cette partie du projet, ne réfléchissent peut-être pas assez, sous ce rapport, combien la révolution nous a enlevé de garanties, et combien nos institutions font sentir le besoin de les remplacer. En effet, sous l'ancien régime, les honneurs militaires étoient presque en totalité un des privilèges de la noblesse, et c'est là ce qui faisoit la force de l'institution. Des hommes voués par leur naissance à l'honneur de servir leur pays, dominés par l'esprit de corps; des hommes qui servoient l'Etat avec le capital de leurs biens, qui faisoient dire à l'illustre Montesquieu qu'ils alloient à la guerre pour que personne n'osât dire qu'ils n'y avoient pas été; ces hommes présentoient sans doute des garanties à la France

contre les chances de l'avancement. » Après ce préambule, on s'attendoit que l'honorable membre combattroit le projet de loi; au contraire, il s'en déclara le défenseur; il y vit le développement de la Charte qui abolit les privilèges, et dans l'établissement d'un avancement légal la garantie d'une organisation militaire qui assure notre indépendance; dans les concessions du pouvoir, des améliorations introduites au profit de la nation et du trône lui-même, dont les intérêts sont inséparables. Il y a dans les opinions et les principes des hommes, des contradictions frappantes, mais dont il ne seroit pas prudent de faire connaître les motifs.

MORTARIEU (le baron de Viallette), né à Montauban en 1768, échappa aux proscriptions de 1793, et fut nommé maire de cette ville. Il engagea Buonaparte à créer le département de Tarn-et-Garonne. Député au Corps législatif en 1813, il adhéra à la déchéance de Buonaparte. Il fut nommé député en 1817; il siége au centre.

MORTEMAR (Casimir Rochecouart, duc de), né à Paris en 1787, fut élevé en Angleterre, où il avoit suivi son père dans son émigration. Il revint en France en 1801, où Buonaparte l'employa dans son armée: il fit la campagne de Prusse et de Pologne; il fut blessé à la bataille d'Heilberg. M. le duc de Mortemar combattit vaillamment à Friedland, à Ratisbonne, à Essling et à Wagram. Il prit part aux événemens glorieux ainsi qu'aux revers de la dernière campagne de Russie. Il échappa à tous les dangers et revint en France; il se rangea parmi les officiers qui arborèrent la cocarde blanche, et il offrit au gouvernement provisoire de verser son sang pour la défense de son roi. Sa Majesté lui donna le commandement des Cent-Suisses de la garde, place que possé-

doit, au moment de la révolution, le duc de Brissac, son aïeul maternel, et le créa pair de France; au 20 mars, il escorta les princes jusqu'à Béthune, où la maison militaire du roi fut licenciée; il se rendit ensuite à Gand, et accompagna Sa Majesté à son retour. Nommé, en octobre 1815, au poste de major-général de la garde nationale de Paris, il a donné sa démission en 1818.

MORTEMAR (marquis de), né en 1759, entra dans la carrière militaire. Il fut élu député à l'Assemblée constituante, où il défendit avec courage la religion et la monarchie. Prévoyant les malheurs de sa patrie, il émigra, et servit dans l'armée des princes. Il fut colonel d'un régiment français, que son frère, le duc de Mortemar, leva au service de l'Angleterre. Le marquis de Mortemar partit pour le Portugal, où il resta jusqu'au traité d'Amiens. Il rentra en France, et vécut dans la retraite jusqu'au retour du roi. Sa Majesté le créa pair de France. M. le marquis de Mortemar et le duc de Mortemar se font chérir et respecter par la noblesse de leurs caractères, et par ces vertus qui distinguent les braves chevaliers français.

MOUNIER (le baron), né à Grenoble en 1784, est fils du célèbre député de ce nom à l'Assemblée constituante. Il émigra avec son père en 1792, et rentra en France après le 18 brumaire. Buonaparte le nomma successivement auditeur au Conseil-d'Etat, secrétaire du cabinet, et intendant des bâtimens de la couronne. Le Roi, à son premier retour, le confirma dans ses places, et le nomma conseiller-d'Etat; il lui confia l'importante fonction de présider la commission mixte de liquidation des créances étrangères. Sa Majesté l'a créé pair de France le 9 mars 1819. M. le baron Mounier vota l'adoption du projet de loi relatif à la répres-

sion des crimes et délits commis par la voie de la presse ou par tout autre moyen de publication; mais il crut pouvoir exprimer une opinion différente sur quelques-unes des questions que le rapporteur de la commission avoit traitées dans son rapport; il convient avec lui que les rédacteurs du projet de loi ont sagement évité d'y proclamer le principe de la liberté de la presse, principe trop solennellement consacré dans la Charte, trop respecté aujourd'hui par toutes les opinions, pour qu'il soit encore nécessaire de lui donner de nouvelles garanties. Sous ce point de vue, sans doute, le projet mérite des éloges; mais falloit-il les motiver sur l'entière liberté qu'il laisse aux écrivains de traiter toutes les matières qui peuvent s'offrir à leur esprit? et peut-on supposer au législateur l'idée, contraire au bon sens comme à la Charte, d'avoir jamais voulu déterminer d'avance sur quels objets, dans quel sens il seroit permis d'écrire? La censure est aujourd'hui irrévocablement jugée, et l'objet de la loi ne peut être que désigner à l'écrivain ce qu'il doit éviter, et à la justice ce qu'elle doit punir; toute disposition d'un autre genre anéantiroit la liberté de la presse, dont la loi proposée assure au contraire l'usage par les peines sévères qu'elle prononce contre ses abus; et c'est dans ce sens que l'on peut, quoi qu'on en dise, l'intituler avec raison, loi sur la liberté de la presse. Cette loi repose toute entière sur le principe que la presse n'est qu'un instrument de délit ou de crime, et c'est par ce motif qu'elle assimile aux délits de la presse les délits commis par d'autres moyens de publication. Ce principe est juste, sans doute; mais le noble pair se gardera bien, comme le rapporteur de la commission, d'en tirer cette conséquence: « Que la nature de l'instrument ne doit jamais aggraver la peine, à moins qu'elle ne suppose dans le coupable une criminalité plus

grave; il pense, au contraire, que la société doit, pour sa propre sûreté, punir plus sévèrement le crime lorsqu'il se commet au moyen d'un instrument contre lequel il est plus difficile de se prémunir, et dont l'effet est plus prompt et plus étendu. C'est par ce motif, qu'il pourroit, au besoin, appuyer d'exemples fournis par le rapporteur au soutien de l'opinion contraire, que le noble pair croit devoir approuver la latitude donnée aux juges dans l'application des peines. Ils auront égard, sans doute, dans l'usage qu'ils devront faire de cette latitude, aux moyens de publication que les coupables auront employés; et la provocation contenue dans un écrit distribué à toute une province sera plus sévèrement punie que la provocation adressée à un petit nombre de personnes. » Après ces réflexions générales, le noble pair examine les diverses dispositions du projet; il trouve dans le chapitre premier une idée ingénieuse, celle de ramener tous les délits qu'il comprend à la provocation publique, à d'autres délits déjà qualifiés par les lois; mais il n'adopteroit pas encore l'extension que le rapporteur sembleroit vouloir donner à cette idée; et les quatre articles qui terminent ce chapitre lui paroissent utiles, nécessaires même à conserver, en ce qu'ils se rapportent à des délits dont la répression ne seroit pas suffisamment assurée par les trois premiers articles; et si quelques-uns de ces délits ont pu paroître étrangers à l'objet de la loi, ne seroit-il pas imprudent de sacrifier au désir d'une perfection idéale, des précautions que rend indispensables l'abrogation d'une loi que peut-être on a jugée trop sévèrement, mais qui doit cesser avec les maux dont elle étoit le remède? Le premier article qui se présente ensuite dans la série des dispositions que contient le projet, est consacré à la défense de la morale; cet article étoit nécessaire, il a fait naître de

graves questions : le noble pair les abandonne aux réflexions de la Chambre; il observe seulement « que la position du législateur à cet égard est loin d'être sans difficulté; qu'en évitant un écueil, il peut craindre de se perdre dans un autre, et que, s'il trouve d'un côté des intérêts sacrés, des motifs respectables de détermination, il existe, de l'autre, des droits garantis par une promesse inviolable, des raisons puissantes de doute et d'hésitation. Peut-être est-il vrai de dire que la rédaction nouvelle, introduite dans la loi par la Chambre des députés, si elle n'est pas à l'abri de tout reproche, offre cependant une sage combinaison; au moyen de laquelle on a évité les inconvénients d'un parti, sans courir les dangers de l'autre. » Le noble pair manifeste ici son opinion sur l'amendement proposé par M. de Fitz-James : il paroît qu'il n'a pas eu son assentiment. Le père du noble pair a proclamé dans ses écrits cette vérité éternelle : « Que les législateurs doivent réunir à la religion le système politique des états. »

MOUSNIER-BUISSON, fut élu député en 1817 par le collège électoral du département de la Haute-Vienne. Il siége au côté droit, seconde section. M. Mousnier-Buisson fit un rapport, au nom d'une commission spéciale, sur la proposition tendante à proroger en faveur des émigrés rentrés dans leurs biens, le sursis accordé par la loi du 16 janvier 1816. Il développe les motifs qui ont frappé la commission et déterminé son opinion en faveur de la proposition. « En adoptant cette opinion, elle n'a point cru léser l'intérêt des créanciers, que les lois en vigueur sous le régime de la confiscation placent indistinctement dans l'état d'une déchéance absolue. En supposant que la restitution faite à leurs débiteurs doive améliorer leur situation, la loi qui ordonne la remise aux anciens propriétaires, peut bien suspendre les effets de sa dispo-

veillance à l'égard des créanciers, et les faire rejaillir momentanément tout entiers sur ceux dont la plupart n'auroient en définitif que des entraves à surmonter, et peut-être des pertes nouvelles à éprouver, si la totalité des dettes non éteintes par une liquidation définitive et une inscription de la dette publique, venoit les accabler sans aucune modération, et surtout si elles pouvoient être exigées sans délai. » Nous pouvons dire que dans une matière aussi simple l'honorable membre auroit dû s'expliquer d'une manière plus claire et plus intelligible. Il propose d'adopter la rédaction suivante : « Sa Majesté sera humblement suppliée de présenter un projet de loi portant renouvellement de prorogation jusqu'au 1^{er} janvier 1820, du sursis accordé aux émigrés par les lois des 5 décembre 1814 et 16 janvier 1816, ainsi que du droit, en faveur des créanciers, de faire des actes conservatoires de leurs créances, tels qu'ils sont prévus et limités par l'article 2 de la loi du 16 janvier 1816. » La Chambre adopta l'avis de la commission. M. Mousnier-Buisson demanda le rejet de l'article 13 du projet de loi tendant à attribuer les délits de la presse aux cours d'assises. Il observa « que la législation criminelle se compose du Code pénal et du Code d'instruction criminelle : cette législation sépare les crimes des délits, et les délits des contraventions. L'article proposé tend à assujétir les délits aux mêmes formes de procédure que les crimes, et à faire disparaître la classification existante. Les auteurs du projet et le rapporteur de la commission ont invoqué l'opinion publique et les vœux de la France. C'est là que se réduisent tous les motifs de la grande innovation qui est proposée à notre législation criminelle. Depuis quelque temps, et depuis trop longtemps peut-être, l'opinion publique est un fait, et un fait presque impossible à prouver. Tout vide de sens que ce grand mot est en lui-même,

il faut convenir qu'il ne fut pas toujours sans effet. Il fut le mot de ralliement des partis et des factions qui voulurent dominer. Il le deviendrait peut-être encore, si l'on ne brisoit la fatale magie qui l'environne. C'est au nom et de la part de l'opinion publique que tous les malheurs, toutes les horreurs de la révolution nous accablèrent ; c'est elle qui détrôna le meilleur des Rois, qui l'attaqua dans son palais, et qui consumma le plus affreux des attentats. C'est au nom et par l'opinion publique que les maximes les plus dangereuses attaquent encore aujourd'hui les institutions sans lesquelles la monarchie ne peut subsister. Tout cela cependant ne fut pas l'ouvrage de la nation, et tout ce qui fut fait au nom de l'opinion, ne le fut que par une minorité audacieuse, qui avoit su se saisir de tous les ressorts, de tous les instrumens de la force, et qui n'exerça qu'un barbare et sanglant despotisme, au nom de la liberté. L'opinion qu'on invoque en ce moment comme l'opinion publique qui, demande un jury, n'est autre que l'opinion de quelques écrivains qui, ayant beaucoup dit, et beaucoup trop dit peut-être, veulent avoir le droit de dire davantage, et justement le droit de dire avec toutes les chances de l'impunité beaucoup de choses qui leur restent à dire, et qu'ils croient nécessaire de dire, précisément parce que l'opinion qu'ils appellent l'opinion publique n'est pas arrivée au point où ils veulent la conduire. L'opinion qu'on invoque comme l'opinion publique, est celle de quelques créateurs de systèmes nouveaux, de ces parleurs par excellence, qui, tout en idolâtrant le gouvernement représentatif, veulent le dominer à leur manière, ne pouvant point s'en contenter tel qu'il nous est donné, tel qu'il nous convient, et pensent que leurs doctrines mises en pratique, peuvent seules nous conduire au bien, si elles ne conduisent pas tout-à-fait à la perfection. » Après avoir exposé des vérités incoutes-

tables, l'honorable membre nous parle de l'esprit de parti qui présidera aux jugemens des cours d'assises. Ses observations nous ont paru sages et judicieuses. « Croit-on, dit-il, que dans l'état où est la France, dans les dispositions où sont encore quelques esprits, dans les dispositions où cherchent à les entretenir les écrits, les pamphlets que chaque jour voit éclore; croit-on que pour ce qui tient soit à l'ordre public, soit aux intérêts des particuliers entre eux, toutes les plaintes, toutes les poursuites fondées sur des délits de la presse auront un autre principe, une autre source que l'esprit de parti, la dissidence des opinions ou politiques ou religieuses? Dans quel rang l'autorité prendra-t-elle les jurés destinés à prononcer? (car la nuance dans les opinions n'est pas exclusive de ces hautes fonctions.) Et si le litige est entre individus, sera-ce le plaignant, sera-ce le pré-

venu qui inspirera de l'intérêt à l'autorité qui forme la liste des jurés? Ne voit-on pas que, quel que soit le choix, une condamnation trop sévère, peut-être tout-à-fait imméritée, ou une absolution scandaleuse, seront l'effet déplorable qu'ils produiront? Quel remède, lorsque tout est consommé? »

MOYSEN, fut élu député en 1816, par le collège électoral du département du Lot. Il siège au côté droit, seconde section.

MUN (le marquis de), fut nommé chambellan par Buonaparte; le Roi le créa grand'croix de Saint-Louis et pair de France en 1816. Il eut l'honneur de haranguer le Roi en qualité de président du conseil-général de Seine-et-Oise, à Fontainebleau, lors du voyage de Sa Majesté pour la réception de la duchesse de Berry.

N.

NARBONNE PELET (le comte), fut créé pair de France par le Roi, le 17 août 1815, et nommé, en 1817, ambassadeur de France à la cour de Naples.

NEEL, ancien sous-préfet, fut élu député en 1816, par le collège électoral du département des Côtes-du-Nord. Il siège au côté gauche, première section.

NICOLAI (le marquis de), quatrième fils du premier président de ce nom, qui périt sur l'échafaud avec son fils aîné, étoit fort jeune à l'époque de cet assassinat. Il s'éloigna de toutes les fonctions publiques, et se consacra tout entier à soutenir la cause de son Roi. En mars 1815, il se rendit auprès du duc d'Angoulême dans le Midi. Après son second retour, le Roi le créa pair de France, et le comprit

dans la nouvelle classification des membres de la Chambre sous le titre de marquis. Lors de la discussion du projet de loi relatif au commerce et à la fabrication du salpêtre. M. le marquis de Nicolai avait proposé de prolonger l'exercice de la fouille jusqu'en juillet 1821. Le noble pair défendit cet amendement; il observa « que loin de contrarier le principe général du projet de loi, il y est entièrement conforme et semble en quelque sorte en être le complément; il a pour but de restreindre, par une sage temporisation, le produit qu'apporterait à l'intérêt particulier une mesure provoquée par l'intérêt public. L'adoption de cette mesure a été suffisamment justifiée dans les débats, et le noble pair se dispense d'y revenir; » il se repose sur le zèle du gouvernement, et sur la sa-

gesse des Chambres, pour remédier aux inconvéniens dont, en cas de guerre, cette mesure a paru susceptible. Mais il est en législation un principe reconnu et généralement observé : lorsqu'il s'agit de privilèges accordés au commerce et à l'industrie, c'est de n'en pas faire cesser trop brusquement l'exercice, et d'adoucir par quelque ménagement le passage nécessaire d'un régime prohibitif à une liberté absolue : c'est ainsi qu'il en a été usé à l'égard du commerce, lorsque la levée du blocus continental fit cesser la funeste prohibition des marchandises anglaises. » Le noble pair invoqua avec confiance la même justice, en faveur de nombreuses familles dont le sort est lié au succès de l'amendement qu'on propose. Cet amendement fut rejeté.

NOAILLES (duc de), né en 1783, fut arrêté et incarcéré sous prétexte qu'il avoit répandu la bulle d'excommunication, fulminée en 1809 par le pape contre Buonaparte ; il étoit encore prisonnier, lorsqu'il refusa d'aller auprès de Napoléon à Vienne, et d'accepter du service. Le ministre de la police, Fouché, menaça de l'y faire conduire par la gendarmerie ; le duc de Noailles lui répondit : *Faites plus, qu'on m'y mène la corde au cou.* Cette fermeté héroïque en imposa au ministre de Buonaparte et lui fit éprouver un sentiment de sensibilité. Dans sa captivité, qui dura sept mois, il se lia avec Mallet qui l'avait désigné comme un des membres du gouvernement provisoire qu'il vouloit établir. Exilé par Savary en 1811, M. le duc de Noailles se relégua en Suisse, où il erra long-temps dans les montagnes. Buonaparte ne cessoit de le poursuivre ; il demanda son extraction au canton de Vaud. Il quitta la Suisse et parcourut les différentes contrées de l'Europe pour susciter de nouveaux ennemis à Buonaparte, et pour délivrer sa patrie du tyran qui l'opprimoit. Il se rendit ensuite auprès du roi, où il lui donna des détails pré-

cieux sur la situation de la France, les dispositions de ses défenseurs, et celles des cours qu'il avoit visitées. Sa Majesté le recut avec beaucoup de bonté, et le chargea d'une mission importante auprès de l'empereur de Russie et du roi de Suède. Il fut chargé des négociations avec les princes souverains du Nord de l'Allemagne ; ensuite envoyé, après la bataille de Goosbeeren, pour porter aux souverains alliés la nouvelle de cette victoire. Il alla trouver le maréchal Blücher à Gorkitz pour connoître le plan de campagne de ce général, et en faire part au prince de Suède. A la bataille de Leipsik il fut envoyé par ce prince au maréchal Blücher pour lui demander un renfort ; le maréchal faisoit quelque difficulté : au moment une balle passoit au milieu d'eux ; « Voici un parlementaire qui sera peut-être plus éloquent que moi, » dit M. de Noailles. » Le maréchal sourit et le renfort fut accordé. En 1815 il alla joindre l'armée des alliés à Francfort, et se trouva aux batailles de Brienne et de la Fère champenoise, où il échappa à de grands dangers ; il se rendit ensuite à Dijon pour engager les habitans à défendre la cause royale ; mandé à Vezoul par M. le comte d'Artois, il suivit ce prince à Nancy et le précéda à Paris ; il fut nommé son aide-de-camp et commissaire du Roi dans la 19^e division militaire. Il fut envoyé, quelque temps après, ministre plénipotentiaire au congrès de Vienne ; de là il se rendit à Gand auprès du Roi. Ce zélé défenseur des droits de son souverain fut excepté de l'amnistie proclamée par Buonaparte. Il devint ministre d'état, et le Roi l'éleva à la dignité de la pairie. M. le duc de Noailles a des connoissances étendues dans les sciences et dans la littérature.

NULLY D'HÉCOURT, maire de Beauvais, fut élu député en 1816, par le collège électoral du département de l'Oise ; il siége à gauche, seconde section.

ORGLANDE (comte d'), ex-inspecteur général des gardes nationales, fut élu député en 1816 par le collège électoral du département de l'Orne ; il siége au coté gauche , seconde section.

ORVILLIERS (comte d'), fut créé pair de France en 1814. Lors de la discussion du projet de loi relatif à la formation de l'armée, il observa que, « sans examiner tous les détails du projet, il soumettoit à la Chambre quelques questions qu'il a fait naître. La nécessité de l'appel obligé lui parut établie, et la concurrence des enrôlemens volontaires est un adoucissement utile dans ses rigueurs ; mais dans un temps où rien ne présage des dangers prochains, l'armée active, au complet que la loi détermine, doit suffire à nos besoins, et la réserve est une surcharge qu'il faut adoucir autant qu'il est possible. Le noble pair est loin de vouloir reproduire la question du vote annuel, et il se contente de rappeler à ceux qui regretteroient de ne le pas voir admis, que son adoption tendroit à augmenter la force de la partie démocratique du gouvernement, et à donner aux Chambres, sur l'armée, une influence qui ne pourroit pas être sans danger. Il repoussa par le même principe le titre 6 qui règle le mode d'avancement. La prérogative royale, cet apanage sacré de la couronne, lui sembleroit gravement compromise, si l'on oioit au Roi la libre disposition de tous les emplois militaires; l'influence du Roi sur l'armée en seroit affoiblie, et la force militaire, devenant plus indépendante, pourroit perdre de son utilité. Il peut être avantageux, sans doute, de fixer sur des bases certaines les règles de l'avancement, et plusieurs de nos Rois ont donné

l'exemple de cette sage précaution ; mais il est à remarquer que les ordonnances rendues à ce sujet l'ont toujours été dans une forme qui en permettoit la révocation par la seule volonté du Roi, et jamais elles n'étoient soumises à l'enregistrement, qui remplaçoit alors la sanction législative. Si le projet est adopté, le Roi ne pourra plus, sans le concours de trois pouvoirs, apporter aucune modification à la règle qui s'y trouve placée, et ce résultat est d'autant plus fâcheux, que des lacunes et des imperfections y ont déjà été remarquées, et que d'autres pourront encore être signalées par l'expérience ; mais ce n'est là que le moindre inconvénient du titre 6, et dans l'intérêt de la prérogative royale il eût été à désirer qu'il ne fût pas présenté ; mais puisqu'il se trouve dans le projet, le noble pair se propose d'en faire au moins disparaître les dangers, en substituant à ses dispositions un article unique, dont le but seroit de reconnoître formellement le droit qui appartient au Roi de régler seul l'avancement et de nommer à tous les grades militaires. Si cet amendement est admis, le noble pair déclare qu'il votera pour le projet de loi. L'amendement fut rejeté.

M. le comte d'Orvilliers, dans la discussion du projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses de 1819, annonça qu'il s'abstiendrait de discuter en détail les dispositions d'un budget relatif à des dépenses dont la moitié sera soldée avant que la loi qui les détermine puisse être mise en activité ; mais cet ordre de choses, ou plutôt ce désordre, n'est pas destiné à se reproduire. Il est permis d'espérer que dans la session prochaine le budget pourra être voté par les Chambres avant l'ouverture de

l'exercice dont il doit régler les opérations financières ; alors pourront se réaliser pour le soulagement des contribuables quelques-unes de ces économies qu'on est maintenant réduit à signaler au nombre de celles qu'on pourroit opérer avec plus d'avantages. » Le noble pair croit devoir comprendre la suppression des dépenses relatives à la continuation du cadastre parcellaire. « Déjà plus de trente millions ont été dépensés pour cet objet, et cent autres millions ne suffiroient pas pour achever une opération qui, par sa nature même, et par le vice de ses bases, ne produira jamais le résultat qu'on s'est flatté d'obtenir. Un cadastre, pour être bon, doit être promptement terminé ; il ne peut offrir avec quelque certitude la valeur relative des propriétés qu'en saisissant au même instant leurs différences sur tous les points du territoire. La confiance due à ses opérations décroît en proportion du temps qu'elles exigent. Voilà pourquoi ce moyen, appliqué à la répartition des charges publiques, ne peut convenir qu'à des états bornés ; aussi les seuls cadastres qui aient quelque réputation en Europe, sont ceux du Piémont, du Milanais et de la Silésie. On conçoit difficilement l'utilité qu'on a pu se promettre de l'application d'une pareille mesure au sol si étendu, si varié, de la France. L'essai qui en avoit été fait anciennement dans plusieurs de nos provinces méridionales, n'est pas une des moindres causes de cette inégalité de répartition qui fait varier, entre divers départemens, la proportion de la contribution foncière depuis le quinzième et même le vingtième, jusqu'au tiers et à la moitié des revenus : comment les moyens qui produisent cette inégalité, serviroient-ils aujourd'hui à la réparer ? d'ailleurs, croit-on que le gouvernement oppresseur à qui la France doit l'introduction du cadastre parcellaire, ait eu pour but, dans cette entreprise, l'allègement

de l'impôt et sa meilleure répartition ? Elle ne résulteroit que d'une opération simple, économique et durable, telle que l'avoient conçue nos derniers rois, héritiers des sentimens comme du trône de Henri IV, telle que l'avoit ordonnée le roi martyr, telle enfin qu'elle a été essayée avec succès dans la généralité de Paris. Cette opération, dont le noble pair se borne à indiquer les bases, consistoit à établir, par le concours des propriétaires, dans chaque commune, la valeur comparative de tous les héritages, à étendre ensuite, par le concours des communes entre elles, la même évaluation aux provinces ; et, enfin, par le concours de celles-ci, au royaume entier. De nombreuses divisions depuis un franc vingt-cinq centimes jusqu'à trente francs de revenus, facilitoient le classement des terres. L'arpentage, restreint aux seules masses, n'étoit, dans ce système, qu'un accessoire utile, et réunissoit au double avantage de la promptitude et de l'économie, celui d'assurer à ses résultats une durée indéfinie ; car il y a peu de variation dans les limites naturelles fixées par les rivières, les routes, les chemins vicinaux. L'arpentage parcellaire, base du nouveau cadastre, partage au contraire la mobilité des élémens auxquels il s'applique, et ne peut offrir, dans ses minutieux détails, qu'une exactitude momentanée ; sa lenteur désespérante ajoute chaque jour à l'inutilité de sa création ; faut-il prolonger sans fruit, comme sans terine, les sacrifices qu'elle entraîne, ou ne vaut-il pas mieux, en renouçant à de chimériques espérances, épargner à l'Etat de nouvelles pertes ? » Cette question, résolue par son simple exposé, pernet sans doute au noble pair de regarder comme assurée la prochaine suppression du cadastre parcellaire. « Ses dispendieuses et interminables opérations seront avantageusement remplacées par celles du cadastre royal dont on vient de parler. Un

moyen essentiel de les perfectionner résulteroit de la célérité, de la simultanéité des estimations faites à-la-fois par tout le royaume, et de l'introduction d'un mode uniforme pour la confection des matrices des rôles. » Passant de ces détails à des considérations générales sur les ressources de la France et sur la nature des revenus publics, le noble pair estime que le peuple français ne sera utilement soulagé que par le dégrèvement successif de la contribution foncière. Ce n'est qu'en allégeant le fardeau imposé à la propriété, qu'on peut la mettre en état d'accroître, par d'heureuses améliorations, nos richesses territoriales; leur accroissement fourniroit une nouvelle matière à ces contributions indirectes,

plus susceptibles d'une entière égalité, plus propres par leur nature à atteindre toutes les fortunes; ainsi la terre, par ses produits, vaudroit au trésor public l'équivalent de l'impôt dont elle auroit été déchargée.

OSMOND (le marquis d'), étoit ministre plénipotentiaire de France en Hollande, au commencement de la révolution. Il fut nommé en 1791 ministre ambassadeur en Russie, mais dans la même année il donna sa démission et passa dans le pays étranger. Le Roi le créa pair de France, et son ambassadeur à Turin, et ensuite à la cour de Londres. M. le marquis d'Osmond a été remplacé dans cette dernière ambassade par M. Latour-Maubourg.

P.

PACCARD, étoit avocat à Châlons-sur-Saône avant la révolution. Il fut député aux Etats-Généraux, où il vota avec le côté droit; il signa les protestations de la minorité contre les innovations de l'Assemblée nationale, et sut échapper aux proscriptions révolutionnaires. Le Roi, en septembre 1814, lui accorda des lettres de noblesse, le nomma chevalier de la Légion d'honneur, et juge près le tribunal de première instance à Châlons. M. Paccard a été nommé député au Corps-législatif en 1816, par le collège électoral du département de Saône-et-Loire: il siége au côté gauche, première section. M. Paccard vota le rejet du projet de loi, relatif à la répression des abus de la liberté de la presse, présenté à la Chambre des députés le 17 novembre 1817, parce qu'il n'atteignoit pas le but de l'article 8 de la Charte, qu'il ne renfermoit que des mesures pour prévenir, et non pour

réprimer les abus de la liberté de la presse. Il prétendit que la seule garantie du droit de manifester son opinion, est le jugement du jury; que la liberté des journaux est inhérente au gouvernement représentatif, et que le projet étoit contraire au serment de fidélité qu'il a prêté à la Chambre, et aux devoirs d'un bon et loyal député.

Lors de la discussion sur le projet de loi relatif aux finances, M. Paccard considéra le cadastre comme une opération gigantesque sur laquelle personne n'est d'accord. Ce n'est pas sans étonnement qu'il voit, chaque année, figurer cette institution dans un article isolé du budget, et solliciter de nouveaux fonds pour continuer ses opérations. Il entend aussi, chaque année, de beaux discours pour et contre cette entreprise, et disserte sur les différens modes dont elle est susceptible. On présente ses avantages comme incertains, et son uti-

lité est contestée. L'honorable membre voudrait pourtant « qu'une détermination fixe fût prise, soit pour continuer le cadastre tel qu'il a été suivi jusqu'à présent, soit pour en modifier l'organisation sur des données mûrement réfléchies et satisfaisantes, soit enfin pour l'abandonner, si ces difficultés étoient jugées insurmontables. autant de questions qu'il conviendrait de renvoyer à une commission spéciale, qui recueillerait tous les avis, balancerait toutes les opinions, et présenterait un rapport à la Chambre afin d'éclairer sa délibération sur cette matière. » Cet avis si sage fut rejeté. M. Paccard, en combattant la résolution de la Chambre des pairs relative à la loi des élections, prétendit que cette loi étoit une loi fondamentale. Cet honorable membre, qui devoit savoir qu'il n'y a de lois fondamentales que celles qui sont renfermées dans la Charte, soutint que « la démocratie n'a jamais été dangereuse pour l'autorité royale, et que si les députés du tiers-état eussent composé seuls l'Assemblée nationale, et qu'on eût pu les placer à l'abri de toute influence étrangère, les propriétés eussent été respectées, l'autorité royale auroit été débarrassée des entraves qui si souvent en empêchoient l'exercice le plus légitime, et son pouvoir eût été sagement tempéré par un régime constitutionnel, peut-être meilleur que celui qui a été précédé de tant de maux et de catastrophes. »

PAILLAUD DU CLERET, propriétaire de forges, fut élu député en 1816 par le collège électoral du département de la Mayenne. Il siégea au côté gauche, seconde section.

PAILOT DE LOYNES, sous-préfet à Arcis-sur-Aube, fut nommé, en août 1815, par le département de l'Aube, membre de la Chambre des députés, où il vota avec la minorité. Réélu en 1816, il vota avec la majorité. Il siégea au

centre. Il fut nommé dans la même année préfet de la Mayenne, et remplacé peu de temps après par M. Coster, maître des requêtes. Lors de la discussion du projet de loi relatif aux finances, M. Paillot de Loynes demanda : « Comment se fait-il que, jusqu'à ce jour, on ait affranchi les biens de l'Etat des charges locales qui pèsent sur toutes les propriétés particulières ? Cet affranchissement porte d'autant plus préjudice aux communes dans le territoire desquelles ces biens sont situés, qu'elles offrent alors nécessairement moins de ressources pour les fonds destinés à leurs dépenses. » Il demande que les biens de toute nature appartenant à l'Etat supportent, comme les autres propriétés, l'impôt sur les centimes facultatifs que les conseils-généraux voteront pour les besoins particuliers. Cet amendement fut ajourné. M. Paillot de Loynes vota le rejet du projet de loi relatif aux livres supplémentaires du grand-livre de la dette publique. Modeste propriétaire, étranger à toutes les spéculations, étranger à la rente et aux opérations qu'elle a fait naître, il apporta dans cette discussion, purement d'économie politique, une franchise, une forte conviction et une grande bonne foi. L'honorable membre démontra les conséquences fâcheuses du système proposé : il observa qu'à Paris une maladie nouvelle s'étoit emparée des esprits : « Une classe nombreuse de joueurs sans frein spéculent aujourd'hui sur le triste résultat de nos revers, comme ils spéculoient naguères sur les triomphes énormes de nos victoires ; vendent ce qu'ils n'ont pas, achètent sans moyens de payer, compromettent froidement la fortune des capitalistes trop confians, et établissent par un jeu coupable un cours souvent illusoire. Cette ardeur d'un gain subit, d'une fortune amassée sans travail, n'a point encore, heureusement, infecté nos provinces. Introduisez cet instrument de jeu, placez-y les

moyens de transfert si prompts, si faciles, que tous les jours, qu'à toute heure, et en secret, on pourra employer; introduisez dans les départemens non-seulement des reutes dont le mouvement incertain ne peut être gouverné, mais encore les effets publics, les bons royaux de la dette flottante, et demapdez-vous si vous mettrez long-temps vos départemens à l'abri de cette passion du jeu, de cette ardeur d'un gain immodéré, de cette maladie politique qui, depuis quelque temps, a fait ici de si funestes progrès. »

PANGE (le marquis), fut chambellan de Napoléon; il est maréchal-de-camp, et commande en cette qualité le département du Gard. Le Roi l'a créé pair de France le 1^{er} mars 1819.

PAPIAU DE LA VERRIE, fut élu député, en 1816, par le collège électoral du département de Maine-et-Loire. Il siégea au côté droit, seconde section.

PAPORET, juge à Saint-Quentin, fut élu député, en 1816, par le collège électoral du département de l'Aisne. Il a siégé au centre.

PASQUIER (le baron), né en 1767, est fils d'un conseiller au parlement de Paris, mort sur l'échafaud révolutionnaire; à l'exemple de son père, M. Pasquier embrassa la carrière de la magistrature: il n'exerça aucunes fonctions pendant les temps orageux de nos troubles civils. Après le 18 brumaire, Buonaparte le nomma successivement maître des requêtes, procureur-général du conseil du sceau des titres, baron, officier de la Légion-d'Honneur, et préfet de police. Le général Mallet, pour exécuter la révolution qu'il méditoit, fit enlever M. Pasquier avec le ministre de la police générale Savary, et le fit momentanément enfermer à la Force. Lors du premier retour du Roi, M. Pasquier fut nommé Conseiller-

d'état, directeur-général des ponts et chaussées, qu'il quitta en 1815 après l'invasion de Buonaparte. Il n'occupait ni place ni emploi pendant les cent jours. Au second retour du Roi, il fut nommé ministre-secrétaire d'état de la justice, garde-des-sceaux, grand cordon de la Légion-d'Honneur, et membre du conseil privé. Elu membre de la Chambre des députés de 1815, il fut chargé de faire le rapport sur le projet de loi relatif aux cris séditieux, et vota pour l'adoption, sans amendement, de la loi d'amnistie. M. Pasquier fut réélu au Corps-Législatif en septembre 1816; il siégea au côté droit, seconde section. Il soutint avec beaucoup de zèle les projets des ministres: présenté parmi les candidats à la présidence, il fut choisi par le Roi. Sa Majesté le nomma une seconde fois garde-des-sceaux à la place de M. Barbé-Maibois. Il a été remplacé dans ces fonctions par M. de Serres le 27 décembre 1818. M. le baron Pasquier a beaucoup d'esprit et de connoissances. Il parle avec grâce et improvise avec facilité.

M. Pasquier présenta à la Chambre des députés, en novembre 1817, un projet de loi relatif aux abus de la liberté de la presse. Ce projet, suivant l'ancien garde-des-sceaux, avoit pour objet deux buts également importants: le premier, de maintenir et d'assurer l'exercice d'une des libertés consacrées par la Charte, en donnant à l'autorité publique des moyens de séparer l'usage légitime qui doit être fait de cette liberté, des abus qui pourraient en résulter; le deuxième, de conserver au gouvernement du Roi une puissance protectrice que réclame encore, malgré l'amélioration des circonstances, la situation politique du royaume. La liberté est menacée aussi sérieusement par ses propres excès que par les abus de pouvoir; en l'affranchissant de toutes limites on la prive de ses principales garanties; on finit par la rendre redoutable et odieuse aux

citoyens : assurer la répression de la licence, c'est donc assurer la maintenance de sa liberté. » M. le baron Pasquier traita avec beaucoup d'étendue et de précision la question importante s'il falloit confier à un jury la répression des délits de la liberté de la presse : il expliqua et développa la théorie de cette institution. « La méthode qui a fait faire tant de progrès aux sciences naturelles est encore, suivant l'ancien ministre, celle qui doit conduire à leur perfection les sciences d'économie politique : pour les unes comme pour toutes les autres on peut arriver à connoître les véritables principes des choses. Le génie le plus élevé du siècle dernier a cru trouver dans les forêts de la Germanie l'origine du gouvernement représentatif : s'il eût voulu chercher celle du jugement par jury, il est probable qu'il l'aurait trouvée dans les premiers âges de la société humaine, à cette époque où la vengeance et la justice étoient réunies dans les mêmes mains, où le témoin devenoit nécessairement l'accusateur et le juge du coupable. Lorsque les intérêts de la société se compliquèrent davantage, il fallut trouver d'autres garanties contre les dangers du crime et contre les abus de la vengeance. Le droit de défendre la justice devint le principal attribut de toutes les espèces de souverainetés qui prirent rang dans l'ordre social ; partout des juges fixes furent institués ; ils rendirent cette justice à la décharge des souverains. Les législateurs s'efforcèrent à l'envi à régler dans les mains des juges l'exercice d'un pouvoir redoutable ; et c'est ainsi que s'élevèrent les plus beaux monumens de la législation ancienne et moderne ; mais enfin la science finit par avoir ses abus, on en vint à redouter dans les juges l'abus de leurs lumières ; on craignit qu'ils en fussent eux-mêmes éblouis : on crut devoir se garantir contre une espèce d'endurcissement qui pouvoit naître de l'habitude de remplir les plus re-

doutables fonctions, et partout on rechercha le moyen de se mettre à l'abri de ce danger. Il étoit un peuple dans le monde chez lequel un usage antique se perdoit dans la nuit des temps, cet usage n'étoit autre que le perfectionnement des causes devenues la source et l'origine de tous les jugemens. Là, le criminel étoit encore traduit devant les témoins de son crime, du moins devant ses voisins, ses égaux et ses pairs : ceux-ci entendoient les témoins et prononçoient sur l'existence ou la non-existence du fait dont il étoit accusé ; venoient ensuite les juges, qui, si le fait étoit constant, et si la loi l'avoit qualifié crime, appliquoient la peine due à ce crime. Du moment où les regards des jurisconsultes et des publicistes se furent portés sur cette institution, ils crurent y trouver la solution du problème si long-temps cherché ; ils y virent un système qui repoussoit tous les dangers de l'arbitraire, et dont la garantie étoit placée dans la simplicité même de ceux qui en étoient les premiers instrumens. » Ici M. le baron Pasquier invita la Chambre à réfléchir avec lui sur la nature de cette institution, « elle repose entièrement sur cette vérité, que l'évidence seule justifie la rigueur des mesures que la société est dans le cas de prendre lorsqu'elle retranche de son sein un de ses membres coupables. Cette évidence doit être telle, qu'il ne faille, pour la reconnoître, ni la science, ni les qualités brillantes de l'esprit ; le bon sens doit en quelque sorte être seul interrogé, parce que jamais la question qui peut être faite ne doit s'élever au-dessus de l'intelligence la plus commune. Sortez de ce principe, appelez pour répondre aux questions des hommes d'élite, des hommes de talent, ce qu'on appelle des hommes éclairés, et dès-lors l'institution est renversée, l'esprit de parti prend la place du bon sens, le jury devient un juge : il peut être bon comme juge, mais ce n'est plus un jury. Si

on ne se trompe pas dans cette déduction, n'est-il pas vrai que rien ne peut être soumis au jury de ce qui n'est pas susceptible d'être démontré avec cette évidence palpable qui seule peut entraîner la conviction ? heureusement le crime a presque toujours ce caractère ; la nature et la matérialité du fait n'échappent presque jamais à l'investigation la plus commune ; mais il en est autrement de cette multitude de faits bien moins graves, répréhensibles sans doute à divers degrés, mais dont les nuances, variables à l'infini, ne sont plus susceptibles de cette appréciation positive qui ne demande ni la science des lois ni l'habitude des fonctions judiciaires. Cette importante différence fut sentie par les hommes qui, de nos jours, transportèrent dans notre pays l'institution du jury : en même temps que le jury fut établi en France, il ne faut point perdre de vue ce fait essentiel, que la distinction des délits et des crimes fut soigneusement établie dans notre législation ; le jury dut connoître des crimes, les tribunaux continuèrent à connoître des délits. Cette distinction éminemment raisonnable n'a jusqu'à ce jour souffert aucune modification, et il ne faut pas qu'elle en souffre au sujet des délits de la presse ; ne dédaignons pas les tribunaux. » Ici M. Pasquier fait un éloge bien mérité de la magistrature. « Qu'on cesse de craindre pour les auteurs d'être traduits devant des magistrats sages et éclairés, ils y trouveront toute la sécurité qu'ils peuvent raisonnablement désirer ; ils y trouveront plus d'indépendance que n'en renferme peut-être encore aucune autre partie du corps social : si les auteurs n'ont pas dans les tribunaux de police correctionnelle l'espèce de garantie qu'on avoit trouvée pour eux dans l'intervention du jury, il en est une autre qui résulte de l'immovibilité des juges et du double jugement dont la ressource leur est toujours ouverte. Ne croyons pas

que rien soit jamais sans compensation ni sans inconvéniens dans le monde. Le jury est admirable sans doute dans son principe, et cependant il résulte de la forme de procéder indispensable devant lui, que l'homme qui va peut-être perdre la vie et l'honneur est jugé en dernier ressort par ses premiers juges, tandis que celui qui plaide pour le plus misérable intérêt de fortune a le droit d'appeler du premier jugement qui le condamne, et parcourt ainsi à son gré deux degrés de juridiction. Enfin devant les tribunaux de police correctionnelle l'instruction et la défense de l'accusé sont publiques comme devant le jury ; et pense-t-on que ces tribunaux ne soient pas sous l'influence de cette véritable opinion qui venge dans l'avenir l'homme de bien des injustices du temps présent ? Pour changer notre législation sur cet objet important, ou oppose les usages de l'Angleterre ; mais tout le monde sait que de 1788 à 1791 l'intervention des jurés même dans les crimes de la presse étoit presque nulle ; ils n'étoient appelés à prononcer sur ces sortes d'affaires que sur ces deux points de fait : Un tel est-il l'auteur d'un tel ouvrage ? Tel passage inculpe est-il ou n'est-il pas dans l'ouvrage ? C'étoit ensuite aux juges à qui appartenait le droit de décider si l'ouvrage étoit un libelle, et quelle peine devoit être appliquée à l'auteur. Tel fut donc le régime de la liberté de la presse en Angleterre durant plus de cent années, lesquelles ne furent certainement pas les moins honorables et les moins brillantes dans l'histoire de ce pays ; et cependant il seroit difficile de soutenir que pendant cet espace de temps la liberté de la presse n'a point existé ; et le peuple anglais auroit lieu de s'étonner d'une semblable assertion. Il est vrai qu'en 1791, à la suite d'un long débat parlementaire, Fox obtint que le jury prononceroit aussi sur la culpabilité de l'ouvrage, c'est-à-dire, s'il devoit être considéré comme un

libelle. Cette innovation fut grande sans doute, l'histoire seule un jour en devra juger les résultats; on ne se permettra à cet égard qu'une seule réflexion. S'il étoit vrai que depuis cette époque l'acte d'*habeas corpus*, ce véritable palladium des libertés anglaises, eût été plus fréquemment suspendu qu'il ne l'avoit été jusqu'alors, ne seroit-il pas permis de penser que l'Angleterre a sacrifié chèrement une de ses libertés pour en gagner une autre? Quoi qu'il en puisse être, il importe encore de remarquer une différence essentielle en ce qui fut fait en Angleterre en 1791, et ce qui seroit fait en France aujourd'hui. Alors le bill qui fut rendu fut considéré comme déclaratif des droits existans, tant, chez ce peuple si jaloux, toute idée d'innovation est soigneusement repoussée: et en effet, dans ce pays où les jurés interviennent même dans les affaires civiles, n'étoit-il pas permis de trouver assez étrange que la presse seule fût en quelque sorte retirée de leur juridiction? Parmi nous ce seroit tout le contraire. Le jury ne connoît que des crimes, nul délit n'est traduit devant lui, et on introduiroit une exception pour les délits de la presse. En Angleterre une exception fut abolie, en France il en seroit créé une. Il faut examiner si dans le cas où l'institution du jury sembleroit, en thèse générale, applicable au jugement des délits de la presse, la situation politique du royaume permettroit aujourd'hui de faire cette application. On n'aura, pour démontrer le contraire, qu'à se servir des argumens des défenseurs de l'institution du jury. Les délits de la presse, disoient-ils, sont des délits que l'opinion seule doit juger: le jury est l'organe de l'opinion publique, donc il doit juger les délits de la presse. Est-il donc vrai que le jury soit l'organe de l'opinion publique? où est-elle cette opinion publique? et comment un jury, assemblé dans un des coins les plus obscurs du royaume, pourroit-il en être l'orga-

ne? Loin de là, le jury, si on veut sortir de la simplicité de son institution, si on veut qu'il devienne l'organe d'une opinion, ne peut l'être que de l'opinion locale dont il est environné: et que de divergences dans les opinions locales! qui ne seroit effrayé de leur variété! et pour qui-conque y veut penser sérieusement, qui ne voit que les jugemens les plus contradictoires pourroient être rendus d'une extrémité de la France à l'autre? Sans doute la France est unanime dans son amour pour son Roi, dans son attachement aux institutions qu'elle lui doit et qui sont destinées à faire son bonheur; mais en est-il de même quand il s'agit des regrets du passé et du souvenir de l'intérêt personnel? et n'est-ce pas l'art de susciter ces regrets, de les ranimer quand ils commencent à s'éteindre, qui fournit aux partis, et aux libellistes qu'ils tiennent à leurs gages, l'arme la plus redoutable? » M. le baron Pasquier qui s'étoit un peu écarté de son sujet y revint, et examina si l'état du jury en France permettoit qu'on lui confiât cette nouvelle attribution; il est loin de le croire. « Cette institution du jury est encore loin de nos habitudes et de nos mœurs; personne n'ignore combien il faut de temps pour compléter dans une foule de localités les listes des jurés, combien d'excuses évasives, que de résistances, que de répugnances à vaincre. Sans doute le temps améliorera ces dispositions; mais croit-on que ce soit une manière de faciliter ce succès, que de mettre aujourd'hui les jurés aux prises avec ce qui doit certainement les compromettre vis-à-vis des factions? seroit-ce bien aussi une manière d'améliorer les esprits? Le jury doit être simple dans ses manières, simple dans ses sentimens, et surtout à l'abri de toute passion. Si on le met en butte avec l'esprit de parti, n'est-il pas à craindre qu'il ne perde toute sa précieuse impartialité? et quels regrets ne devront-ils pas avoir, si telles étoient les conséquen-

ces d'une innovation aussi intempestive?» En finissant, M. l'ancien garde-sceaux crut devoir réfuter une erreur bien moins grave, sans doute, que celle qu'il a déjà combattue, mais qui mérite cependant d'être relevée. « Quelques personnes ont paru craindre que si le gouvernement repoussait l'intervention du jury dans les délits de la presse, c'étoit dans son intérêt propre et dans le peu de confiance qu'il sembloit avoir dans le secours qu'il en pourroit tirer : elles se trompent beaucoup ces personnes ; si le gouvernement n'eût consulté que les intérêts de ses membres, il lui eût été facile au contraire d'entrevoir de grands avantages pour lui dans cette forme de procéder ; il a repoussé cette innovation, il faut en chercher la cause dans de plus nobles motifs que ceux de son intérêt personnel. Il l'a fait par respect pour la législation établie, pour ne pas déconsidérer, au grand détriment de tous les citoyens, une magistrature qui mérite d'être honorée, pour ne pas compromettre l'institution du jury, pour ne pas donner à l'esprit de parti de plus fréquentes occasions de se développer, pour ne pas compromettre enfin cette liberté publique qui n'a plus désormais d'écueil à éviter que ceux que ses flatteurs pourront semer sur sa route, et qui sera toujours sûre de trouver ses plus sincères et ses plus fidèles amis parmi les hommes qui s'efforceront de la prémunir contre ses propres excès. »

M. le baron Pasquier, ancien garde-sceaux, présenta à la Chambre des pairs le projet de loi relatif à la liberté de la presse, qu'il avoit soumis à la délibération de la Chambre des députés, et qu'elle avoit adopté avec quelques amendemens ; il en donna une idée générale. « Il améliore conformément aux leçons de l'expérience notre législation de la presse. Ces leçons et les conseils de la sagesse pourront, peut-être, en d'autres temps, mener encore des amé-

liorations nouvelles et perfectionner davantage notre loi. Sans doute les progrès de la civilisation ne perissent pas à la législation de demeurer stationnaire ; mais il ne faut rien précipiter : l'esprit d'innovation domine quelquefois le siècle ; l'esprit de conservation doit toujours présider aux déterminations du législateur. Les réformes les plus salutaires en apparence veulent être méditées profondément, elles ne s'opèrent point incidemment sans danger : on croit souvent ne proposer qu'un léger changement, et l'on tend, sans s'en douter, à introduire dans la constitution de l'Etat, dans une législation entière, un principe nouveau qui nuira à l'harmonie de l'ensemble, détruira l'équilibre de leurs parties, et troublera leurs rapports les plus intimes. Vous achevez. Messieurs, ce que le concours de l'initiative royale et des délibérations de l'autre Chambre a commencé ; puisse cette loi être telle, que désormais, sous son abri, les écrivains, amis de leur pays et du bien public, répandent sans cesse, sur les matières qui intéressent l'Etat, les lumières d'une discussion aussi importante qu'éclairée, tandis que les tribunaux, inébranlables comme la loi, protégeront la liberté, réprimeront la licence, et seront ainsi les plus fermes appuis de cette précieuse liberté. »

Dans une autre séance plusieurs pairs proposèrent d'attribuer au jury la connoissance des délits politiques : M. le baron Pasquier combattit ce système. Après avoir examiné plusieurs questions importantes, il observa qu'il lui restoit une grande question à traiter, savoir celle de l'introduction du jury dans la législation de la presse : mais d'après une discussion savante sur cette question, il déclara qu'il se bornoit à une réflexion générale. « Le jury est une institution tout à-la-fois judiciaire et politique ; beaucoup trop de personnes prennent aujourd'hui l'habitude de la considérer sous le rapport politique beau-

coup plus que sous le rapport judiciaire ; c'est cependant sous ce dernier qu'il importe le plus au bonheur des hommes : là est sa primitive et sa plus importante destination ; l'en détourner , l'altérer sous ce rapport précieux , seroit blesser la société de ce qu'elle a de plus cher , c'est-à-dire dans la défense de la vie et de l'honneur des citoyens. La première condition du jury est dans son impartialité , dans son impassibilité ; si l'on risque de le faire trop entrer dans les affaires politiques , si on le hasarde dans les causes d'opinion , si on l'expose à prendre part pour telle ou telle couleur , on lui aura bientôt fait perdre cette impartialité , cette impassibilité sans lesquelles il seroit le fléau de la société dont il doit être la sauvegarde. Eh ! combien ce danger ne seroit-il pas plus grand , lorsque l'institution est encore si neuve , qu'elle est si peu conforme à nos mœurs , à nos habitudes , qu'elle ressemble si peu à ce qu'elle est en Angleterre ? » Le noble pair prit à témoin tous ceux qui ont étudié le jury français ailleurs que dans les livres ; ils diroient peut-être que toutes les raisons qui ont pu , en Angleterre , décider le gouvernement à confier au jury l'entière répression des abus de la presse , sont précisément celles qui doivent en détourner au temps et dans les circonstances où nous vivons ; et la raison de cette différence est simple : c'est que rien , presque rien de ce qu'on trouve dans le jury anglais , ne se trouve dans le jury français. Mais s'il existe de ce côté une différence à notre désavantage , il en est une autre bien marquante en notre faveur , et qui doit être prise en considération. Personne n'ignore combien le nombre des juges est peu considérable en Angleterre ; dès-lors quand ils exercoient sur les jugemens de la presse une influence plus ou moins absolue , cette influence , concentrée dans un petit nombre de mains , pouvoit trop justement effrayer les amis de la liberté. Il n'en est pas de même

en France , notre corps judiciaire offre bien d'autres garanties que celui de nos voisins , ou plutôt nous avons un corps judiciaire , et ils n'en ont point ; notre magistrature couvre la France , elle se lie à nos intérêts , elle entre en quelque sorte dans toutes les familles , il n'y a pas un de ses membres qui ne dût en être considéré comme un excellent juré , et on ajoutera qu'elle compose dans sa masse le jury le plus imposant qui se puisse concevoir. Ce ne sont point douze juges , vingt-quatre juges , qui ont à prononcer sur les délits de la presse , ce sont tous les magistrats des Cours royales , tous ceux des tribunaux de première instance , tous jugeant en police correctionnelle , habitués pour la plupart , soit à présider les assises , soit à en faire partie , dont le nombre total s'élève à plus de quatre mille cinq cents. Ou l'on se trompe beaucoup , ou il y a dans une telle réunion , dans un tel concours de lumières , une masse de garanties qui devroit rassurer les esprits les plus craintifs et les plus ombrageux. Quant à moi , dit le ministre , voici comment je reuds compte de ce qui , dans toute sorte de gouvernement , quel qu'il soit , garantit réellement les libertés publique et privée , c'est-à-dire de ce qui assure à chacun la libre jouissance de sa personne et de sa propriété. Pour que cette jouissance soit assurée , il faut que tout acte du gouvernement , touchant à la propriété du citoyen ou à sa personne , doive nécessairement , sur sa réclamation , se résoudre en un jugement ; il faut que les formes , pour arriver à ce jugement , soient telles , que les intéressés soient assurés d'avoir le temps et les moyens de faire valoir leurs droits ; il faut enfin que le tribunal à qui appartient le jugement mérite la confiance des citoyens. Voyons si la loi qui est aujourd'hui proposée , offre réellement ces garanties aux auteurs , aux imprimeurs , aux libraires. Sur le premier point , ce seroit se refuser à toute évidence que de méconnoître qu'il est hors

du pouvoir du gouvernement de détruire, d'aneantir un seul ouvrage, puisque le droit de saisie entre ses mains doit toujours être immédiatement suivi de la traduction devant les tribunaux. Sur le second point, on appelle à tous les hommes versés dans la science des formes judiciaires, et on leur demande s'il est possible de réunir plus de précautions qu'il n'en a été rassemblé dans cette loi pour assurer la libre défense et le prompt jugement du prévenu. Sur le troisième point, on voudra se rappeler ce que j'ai dit sur l'existence de la magistrature en France, et sur les caractères de cette magistrature. « Le ministre ajouta cependant une considération qui lui est souvent venue à la pensée dans le cours de la discussion. Chef de la magistrature, M. l'ancien garde-des-sceaux n'a pu voir sans un sentiment très-pénible » cette espèce d'injustice avec laquelle certaines personnes s'efforcent sans cesse de ne voir dans les hommes consacrés à l'étude des lois et à leur application, que des êtres en quelque sorte mécaniques, dont l'esprit, rapetissé à leurs yeux par la nature même de leurs études, est incapable de s'élever à de hautes considérations politiques, et dont le jugement ne peut par conséquent inspirer nulle confiance, toutes les fois qu'il s'agit d'ouvrages qui traitent de ces matières; et depuis quand l'esprit des magistrats seroit-il donc frappé de cette espèce d'infirmité politique? A qui devons-nous tout ce que nous possédons de lumières, depuis Bacon et le chancelier L'hospital, jusqu'à Montesquieu et Blackstone? Ne sont-ce pas les magistrats qui ont éclairé le monde sur ses droits et ses véritables intérêts politiques? On ne craint pas de le dire, c'est par eux que toutes les libertés publiques ont été retrouvées en Europe; que si on observe plus près de nous encore, si on cherche quelles places ils ont occupées dans nos Assemblées législatives; si on regarde, sur-tout,

dans cette Chambre et dans l'autre, on y voit de toutes parts, et si haut qu'on puisse porter ses regards, des magistrats nombreux honorés de leurs concitoyens, appelés aux plus éminentes dignités de l'État, qui, certes, n'ont été ni ne sont inférieurs à personne dans le noble emploi qu'ils font chaque jour de leurs lumières et de leurs talens: qu'ils cessent donc de s'effrayer, ceux qui craignent de voir traduire devant une telle magistrature et les Labruyère et les Montesquieu; de tels hommes n'auroient rien à redouter des tribunaux de leurs pays: ils bravèrent la censure de leur temps; cette censure ne les empêcha pas d'éclairer leurs concitoyens et leur siècle, de porter l'austère vérité aux pieds des trônes; et certes elle étoit cependant plus sévère que ne le sont de nos jours les jugemens de nos tribunaux de police correctionnelle. » Mais une réflexion assez particulière vient frapper l'ancien ministre: « S'il falloit en croire les raisonnemens qu'on a entendus, elle seroit grande l'inviolabilité des auteurs, si grande qu'on oseroit presque dire qu'ils fussent jamais atteints, ni eux ni leurs ouvrages. Et en effet, propose-t-on de juger les livres indépendamment des auteurs, et de mettre ceux-ci hors de poursuite? aussitôt on saura que c'est le piège le plus dangereux qui puisse être tendu à la liberté de la presse; que les livres, abandonnés à eux-mêmes, seront ainsi privés de leurs défenseurs naturels; que ceux-ci, fausement séduits par l'avantage de ne pas courir le risque d'une condamnation personnelle, auront, pour la plupart, la lâcheté de renier leur propre ouvrage, et qu'ainsi toute liberté d'écrire va être incessamment détruite. Que si l'on propose de faire juger les auteurs et leurs ouvrages par les tribunaux de police correctionnelle, voilà qu'aussitôt on représente l'illustre auteur assis entre deux gendarmes, sur le même banc, au milieu des filoux et des prostituées.

On demande si la raison ne se soulève pas à l'aspect d'un spectacle aussi odieux ; mais sans doute elle ne se soulèvera pas moins , si on représente ce même auteur devant le jury , et encore une fois entre deux gendarmes , mais , cette fois , assis sur le même banc qui reçoit les assassins et même les parricides. Comme il n'y a cependant que ces deux manières de juger les crimes et les délits , n'en résulte-t-il pas évidemment que la raison , ainsi que la décence , descendent , s'il faut être conséquent aux principes posés , de jamais juger les auteurs en France ? Et voilà cependant à quelles conséquences on arrive quand on veut mettre l'imagination à la place de la raison ; quand on dédaigne ce qui est , et qu'on veut sans cesse courir après de chimériques perfections. »

Dans une séance où l'on discuta le budget particulier du ministre de la justice , on interrogea le garde-des-sceaux et le ministre de la police générale , et on leur demanda pourquoi ils n'avoient point dénoncé aux tribunaux les auteurs d'un libelle distribué contre la cour prévotale de Lyon. M. le garde-des-sceaux répondit ainsi à cette accusation : « On a demandé compte aux ministres de la justice et de la police générale , des poursuites qui n'ont pas été faites par la justice à la suite d'une affaire très-célèbre ; je pourrais répondre à cette question par une question plus grave encore , et , je crois , plus appropriée encore aux circonstances : je demanderais à celui qui a cru nous interpellé ici (M. de la Bourdonnaye) , de quel droit et à quel titre , lui , député , se croit autorisé à venir demander compte à la justice des poursuites qu'elle fait ou ne fait pas contre telles ou telles personnes ? J'ai eu déjà l'occasion de vous le dire : rien n'est plus précieux dans le monde que l'indépendance des tribunaux , rien par conséquent de plus attentatoire à cette indépendance , que ce prétendu droit de conseils donnés à la

tribune , conseils qui , trop souvent , pourroient faire l'effet des ordres les plus impératifs , s'ils étoient donnés à des hommes moins forts , moins pénétrés de la dignité de leurs fonctions , de l'importance de leurs devoirs , que ne le sont les magistrats à qui le Roi a confié le soin de rendre justice à ses peuples. Tout est erreur à cette espèce de provocation faite à la justice ; car ce seroit se faire une bien fausse idée de la magistrature , que de croire que le gouvernement peut exercer sur elle une action aussi immédiate que quelques personnes sembleroient le vouloir supposer. Le ministère public près les cours et les tribunaux a ses devoirs qui lui sont tracés par les lois , qu'il remplit suivant sa conscience et avec une noble indépendance ; il reçoit les plaintes qui lui sont portées par les citoyens ; quand ceux-ci se portent parties , l'instruction commence nécessairement ; quand ils ne croient pas devoir s'exposer à cette espèce de responsabilité , il appartient alors au ministère public de juger ce qu'il doit faire dans l'intérêt de la société. Voilà la direction qui est constamment donnée au ministère public. Vous ne pensez pas , sans doute , qu'il soit à désirer que personne exerce habituellement sur lui une influence beaucoup plus spéciale ; il n'y auroit rien , je crois , à gagner , et il pourroit y avoir à perdre pour la liberté publique et pour la liberté individuelle. Telle est la réponse que j'ai à faire aux interpellations qui m'ont été faites. » Que d'erreurs , de sophismes et de subtilités dans la justification et dans la réponse de l'ancien garde-des-sceaux ! Une conspiration avoit éclaté à Lyon ; quelques conspirateurs sont traduits à la cour prévotale , ils sont punis suivant la rigueur des lois ; il paroît un libelle qui accuse les magistrats de la cour prévotale d'avoir rendu des arrêts sanguinaires ; des arrêts qui ne ressembloient que trop aux jugemens en masse qui rappellent une terrible époque , le régime de

1793 : le ministère public qui, peut-être, a consulté le chef de la justice, garde le silence, et celui-ci ne dénonce point au ministère public, et ne lui ordonne point de poursuivre les auteurs et les complices de ce libelle diffamatoire ! c'étoit cependant son devoir. Il ne s'agit point ici de l'indépendance des tribunaux ni de celle du ministère public : les juges sont indépendans dans leurs opinions et leurs jugemens, et on ne peut leur demander le motif de leurs décisions, soit dans les matières civiles, soit dans les matières criminelles ; mais s'ils prévariquent dans leurs fonctions, la loi les punit. Lorsqu'un libelle qui attaque l'honneur des magistrats se répand et se distribue, le chef de la justice doit le dénoncer au ministère public, et lui ordonner, sous peine de forfaiture, de rechercher l'auteur et de le poursuivre devant les tribunaux. Le chef de la justice est le protecteur et le soutien des magistrats ; il doit veiller sur leur honneur et leur dignité. En vain on diroit que les tribunaux sont au-dessus des attaques d'un vil folliculaire, et ne demandent point de vengeance ; mais si les tribunaux n'ont pas besoin pour eux-mêmes de la considération qui s'attache à l'équité de leurs décisions, à l'impartialité de leurs jugemens, l'ordre et l'intérêt de la société le réclament, parce que la conviction de cette équité, de cette impartialité, est sa première garantie et son premier besoin.

M. le baron Pasquier défendit le projet de loi relatif au duc de Richelieu. Son discours est remarquable par la pureté des principes, par l'élégance du style et par la précision des pensées. Il prouva que les majorats font partie de la législation civile, et qu'ils ne sont pas contraires à la Charte. « Les majorats ont été établis par une loi politique ; mais le gouvernement étant devenu monarchique, il a fallu coordonner les Codes avec une loi nouvelle, avec des titres nouveaux. La loi politique a

été fondue dans la loi nouvelle, et en cela la législation a été sage et prudente : car ce seroit un grand vice dans un Etat, si un tel accord n'y existoit pas, ou cessoit d'exister. Qu'a donc dit la Charte ? Elle a dit, elle a rappelé, elle a maintenu un principe consacré depuis trente ans par toutes les législations qui nous ont régis, *l'égalité des Français devant la loi*. Mais qu'est-ce que cette égalité ? La Charte l'a définie : cette égalité devant la loi admet les titres et les rangs ; elle assure les droits de tous aux emplois civils et militaires ; elle garantit la liberté individuelle, elle ordonne la contribution égale de tous aux charges de l'Etat. Et qu'a donc de contraire l'institution des majorats avec ces principes sacrés ? La Charte n'a point établi l'égalité des fortunes ; bien plus, elle a maintenu le Code civil. Et dira-t-on que depuis la Charte la faculté accordée au père par le Code civil, d'avantager un de ses enfans dans une certaine proportion, la faculté de créer même des substitutions au second degré, soient annulées de fait ? Non, sans doute. Eh bien, celle d'instituer des majorats ne l'est pas davantage ; ce que la Charte défend, c'est de faire revivre des privilèges ; mais qu'est-ce qu'un privilège, si ce n'est ce qui appartient, ce qui ne peut être réclaté par une certaine classe d'individus ? et quel est donc le citoyen en France à qui il est défendu de prétendre à l'obtention d'un titre, à la création du majorat ? Mais cette prétendue inégalité qui semble à quelques-uns résulter de l'institution des majorats, et qui leur paroît si choquante, est-elle donc incompatible avec la liberté ; et un grand exemple contraire ne se présente-il pas à la pensée ? oublie-t-on qu'en Angleterre, sur cette terre qu'on se punit souvent à nommer la terre classique de la liberté, la législation établit la plus grande irrégularité dans le partage des successions ; que dans ce pays l'aîné est,

par la loi, le possesseur de la fortune patrimoniale immobilière presque entière; tandis que les cadets n'ont guère que ce qu'ils tiennent de la munificence du père testateur? Et remarquez-le, là encore les mœurs sont tellement d'accord avec la législation, que partout, depuis le plus petit jusqu'au plus grand, la part des cadets se trouve le plus souvent à une année du revenu du père : l'Angleterre pour cela manqué donc de liberté? Non, sans doute, et il seroit même possible de soutenir que c'est à elle qu'elle doit l'existence de cette foule de familles, attachées non-seulement à ses biens, mais encore à la province dans laquelle ils sont situés; et personne n'ignore que ce sont ces familles qui fournissent à la patrie cette foule de bons citoyens qui remplissent partout gratuitement les fonctions les plus honorables comme les plus pénibles. » M. Pasquier termina son discours par ces réflexions : « Mais voyons l'Etat, et ne prenons pas vainement l'alarme. Il est de certaines aberrations d'esprit qui ont cessé d'être dangereuses pour nous; grâce à son expérience et à ses malheurs, la France a aujourd'hui une opinion faite, et bien faite; elle est lasse des révolutions, et elle a besoin de repos et de bonheur; elle sait qu'il n'y a pas de bonheur sans repos, qu'il n'y a pas de liberté sans ordre. Ces biens, elle les a recus du gouvernement royal et constitutionnel : en vain ce gouvernement est sans cesse attaqué par quelques esprits inquiets et jaloux, qui revêtent, pour lui faire la guerre, toutes les formes, qui empruntent toutes les couleurs. Il n'en vit pas moins d'une vie forte, et il vivra long-temps, parce qu'il a de profondes racines dans le cœur des Français; il vivra pour assurer l'existence, la tranquillité, le bonheur de tous, même de ceux qui mettent le plus d'acharnement à la combattre; et s'il m'est permis d'emprunter ici les expressions d'un poète, je dirai volon-

tiers, en parlant de ce gouvernement, qui sera toujours au-dessus de tant de vaines clameurs, de tant de stériles efforts :

*Cris impuissans, vaines fureurs,
Le dieu, poursuivant sa carrière,
Versoit des torrens de lumière
Sur ces obscurs blasphémateurs.*

M. le baron Pasquier, dans la discussion du projet de loi sur les finances, relatif aux comptes, crut qu'il étoit de son devoir de justifier M. Corvetto, ancien ministre des finances, des inculpations faites par M. Cassimir Perrier. L'honorable membre parcourut rapidement les différens chefs d'accusation; ils portoient principalement sur les emprunts qui ont été faits, et sur les négociations qui ont eu lieu sur la place. Il trouva qu'il avoit peu de chose à dire sur les faits en eux-mêmes; ils ont été rappelés par M. Duvergier de Hauranne, qui a rendu à la vérité un hommage d'autant moins suspect, qu'il n'a parlé que de ce qu'il a vu et de ce qu'il a entendu lui-même. M. le baron Pasquier parla des emprunts : « le premier fut fait dans un temps où l'on désespéroit de la fortune publique, et où l'on refusoit aux opérations du trésor un concours sans lequel ses opérations ne pouvoient s'établir; le ministre fut forcé de chercher des prêteurs étrangers, et le résultat fut avantageux pour la France. Avant l'emprunt, la rente étoit à 54, peu de temps après elle étoit à 60. Le second emprunt a produit des avantages immenses. Il a appelé une foule de capitaux disponibles qui n'appartenoient pas au mouvement ordinaire de la banque; il a appris à toutes les classes que la rente étoit un bon placement, ce qui est propre à relever le crédit public et à attacher tous les citoyens au gouvernement. Le troisième emprunt a procuré l'évacuation du territoire français; il est autant politique que financier : la rente fut élevée, et sa hausse a été telle, qu'on peut dire

que c'est elle qui a soutenu l'emprunt de 14 millions, et que c'est elle qui a neutralisé les dangereux effets qui pouvoient en être la suite. L'honorable membre termina son discours par ces réflexions. « Prenez-y garde, Messieurs, nous sommes ici sur le terrain de l'histoire, et elle ne parle pas au gré des petites passions, des petites haines, des petites envies : elle tient la balance de plus haut, elle juge les hommes avec une inflexible impartialité. Ce sera donc à elle à prononcer définitivement sur ceux qui furent appelés pendant ces trois dernières années au redoutable honneur de diriger l'administration d'un royaume écrasé par une double invasion, par une occupation militaire, par une masse de contributions extraordinaires que l'imagination la plus hardie ne pouvoit envisager sans effroi : et elle n'oubliera pas sans doute que ces mêmes hommes furent encore aux prises avec le plus redoutable des fléaux que la Providence fait quelquefois peser sur la pauvre humanité, celui d'une disette de subsistances affreuse. Sera-t-elle donc sans indulgence, cette même histoire, sur ces hommes qui du moins ne désespérèrent jamais de la patrie ? elle prononcera entr'eux et leurs imputoyables détracteurs ; peut-être se contentera-t-elle d'adresser à ceux-ci cette simple question : si on vous eût dit, il y a trois ans, qu'au bout de ces trois années le pavillon français flotteroit sur vos remparts ; que la France auroit une armée nationale ; que, malgré ses malheurs, ses finances seroient encore, les moins obérées peut-être de toutes celles de l'Europe ; qu'elle seroit en possession de lois constitutionnelles qui peut-être importent le plus à son bonheur et à sa sûreté ; qu'enfin vous délibériez dans cette enceinte avec cette entière liberté, cette complète indépendance qui sont le premier des biens, auriez-vous pensé alors que le ministère, sous

l'administration duquel de tels résultats se sont obtenus, méritât presque d'être mis en accusation ? »

Lors de la discussion du budget du ministre de l'intérieur, plusieurs membres demandèrent des économies et des réductions sur les objets relatifs aux établissemens d'instruction publique. M. le baron Pasquier observa « que les dépenses du ministère de l'intérieur sont presque toutes productives de leur nature et consacrées à des travaux d'utilité publique ; elles servent à encourager l'agriculture, les sciences, les beaux-arts qui ont atteint parmi nous un grand degré de splendeur, et que la France ne peut laisser ternir dans l'opinion des peuples. Une assemblée qui délibère sur les intérêts d'une grande nation ne se couvrira pas d'une sorte de blâme en décidant des économies sur un objet qui intéresse la gloire nationale. » Quant aux achats de marbre d'Italie, destinés à orner nos places, et particulièrement le Pont Louis XVI, quelques honorables membres n'ont pas cru que ce fût le moment de faire cette dépense. M. Pasquier ne partagea pas cette opinion ; il pensa que « de telles dépenses, indépendamment de ce qu'elles ajoutent à la splendeur de l'Etat et à la magnificence de la capitale, sont en elles-mêmes utiles et productives ; le génie des plus grands ministres a reconnu dans la magnificence des arts une source véritable de prospérité nationale, et une branche immense de revenu public, vraiment digne d'un prince éclairé et d'une grande nation. Oui, ces monumens, ces statues, ces arts, ces ponts qui décorent cette capitale, cet éclat répandu sur tous les édifices publics, ces immenses collections d'objets précieux pour les sciences, les lettres et les arts, voilà ce qui attire ce nombreux concours d'étrangers qui vivifient la capitale, y accroissent la population, y animent l'industrie : les étrangers qui, après avoir visité cette grande cité, se

répandent dans les départemens, y vont consulter vos antiquités et vos établissemens publics et particuliers; la décoration de vos ponts, ornés des effigies de vos grands hommes, l'érection des statues de vos rois sur vos places publiques sont essentiellement du domaine national. »

PASTORET (Pierre, marquis de), né à Marseille en 1755, a acquis, par des travaux continuels, de vastes connoissances dans la littérature, les sciences, la législation, la jurisprudence, l'histoire, et dans toutes les parties de l'économie politique. Doué d'un génie brillant et d'une imagination vive, il a publié divers ouvrages qui sont placés au rang de ces productions immortelles qui ont illustré le siècle dernier. M. de Pastoret obtint en 1784 le prix décerné par l'Académie des inscriptions, sur cette question : *Quelle a été l'influence des lois maritimes des Rodiens sur la marine des Grecs et des Romains, et l'influence de la marine sur la puissance de ces deux peuples*. Il publia en 1786 un ouvrage qui a pour titre : *Zoroastre, Confucius, Mahomet*, considérés comme sectaires, législateurs et moralistes, avec le tableau de leurs dogmes, de leurs lois et de leur morale. Cet ouvrage, recommandable par la précision et l'élégance du style, par la rapidité de la narration, par la beauté des détails, fut couronné par l'Académie des inscriptions. Ces deux palmés académiques lui ouvrirent le temple des sciences, dont il fut un des principaux ornemens. M. le marquis de Pastoret publia en 1789, *Moïse considéré comme législateur et comme moraliste*, ouvrage rempli d'une profonde érudition et plein de ces vérités exprimées avec la dignité de l'éloquence et les grâces du style. Son *Traité des lois pénales* lui obtint, en 1790, le prix que l'Académie française accordoit à l'ouvrage le plus utile. M. de Pastoret entra dans la

carrière politique, où il se distingua par la pureté de ses principes, et par ces maximes de sagesse, d'ordre social et de morale, qui sont les bases inébranlables qui assurent la stabilité des empires et assurent la liberté et le bonheur des peuples. Il fut élu, en 1791, président du collège électoral du département de Paris, qui le nomma procureur-général-syndic. Il demanda à l'Assemblée constituante que la nouvelle église de Sainte-Geneviève fût consacrée à la sépulture des hommes qui se seront distingués par des services éclatans. Elu député à l'Assemblée législative, il combattit les principes révolutionnaires, et défendit avec courage les maximes de la justice et les droits de l'humanité. Il s'éleva contre le système de l'émigration, et demanda qu'on n'abolît que graduellement l'esclavage et la traite des noirs. Effrayé de ce système d'indépendance et d'anarchie qui se propageoit et qui devoit produire tant de crimes et tant de malheurs, M. de Pastoret demanda au Corps-Législatif que le glaive de la justice punit l'attentat du 20 juin, commis sur la personne du Roi. Invariablement attaché aux principes monarchiques, il combattit la proposition d'un membre qui avoit demandé que l'Assemblée législative usurpât l'exercice du pouvoir royal, et il fit la motion que l'auteur de cette proposition séditieuse fût envoyé à l'Abbaye. Il attaqua ce despotisme odieux qui donnoit aux municipalités le droit d'exercer l'autorité judiciaire. M. de Pastoret prévint et déplora la chute de la monarchie; il gémit sur les maux qui alloient fondre sur sa patrie. Il vécut dans la retraite pendant ce règne de la tyrannie qui fit périr tant de victimes et épouvanta l'Europe par ses crimes. M. de Pastoret reparut sur la scène politique en 1795. Elu député au Conseil des anciens par le département du Var, il combattit cette loi de police inquisitoriale qui soumettoit à la peine d'emprisonne-

ment tout habitant de Paris qui don-
neroit asile à un étranger, sans en
avoir fait la déclaration dans les
vingt-quatre heures à l'administra-
tion municipale. Il démontra dans
un rapport la nécessité d'établir des
lois pénales contre les tentatives des
crimes, et présenta un projet où il
concilia les principes conservateurs
de l'ordre social avec les droits de
l'humanité. Il combattit avec l'onc-
tion du sentiment et avec la force
d'une éloquence persuasive ce sys-
tème tyrannique de déportation
contre les prêtres insermentés. Tou-
jours dirigé par des sentimens reli-
gieux, il prononça, au nom de la
commission de révision des lois, un
discours touchant et énergique contre
la profanation et la violation des
tombeaux, et proposa des mesures
pour punir cet attentat contraire aux
lois divines et humaines. M. de
Pastoret trouva dans l'exercice
de la charité bienfaisante de grandes
consolations et de grandes espéran-
ces; il sollicita des secours pour la
veuve Bailly qui gémissoit sous le
poids de la misère et de l'infortune.
Ce philosophe tolérant, mais défen-
seur de ces lois qui consacrent la
dignité et la sainteté du mariage,
demanda qu'on respectât les droits
des familles contre les prétentions
des enfans illégitimes. M. le marquis
de Pastoret attaqua ce système odieux
du Directoire, qui obligeoit tous les
électeurs à prêter serment de haine
à la royauté, tant étoit profondé-
ment gravé dans son cœur ce senti-
ment intérieur qui l'attachoit aux
principes monarchiques. Il vit le
gouvernement directorial sans force,
sans justice, sans morale, sans con-
fiance, toujours prêt à combattre un
parti par un autre, à élever une fac-
tion sur les débris d'une autre; il
voyoit partout des administrations
foibles, incertaines, sans unité de
principes et d'actions, sans unifor-
mité de mesures; point d'énergie dans
le commandement, point de ponc-
tualité dans l'exécution; une police

inquisitoriale et des tribunaux sans
justice. Les opérations de ce gouver-
nement aristocratique rendoient l'ac-
tion des lois lente et difficile. M. le
marquis de Pastoret se réunit, par
une sainte alliance, aux défenseurs
des lois et de l'ordre social pour
renverser ce gouvernement polygar-
chique, source funeste de crimes, de
tyrannie et de despotisme; il rappela
l'importance des opinions religieu-
ses; défendit les ministres des autels;
attaqua ces sociétés populaires qui
exercoient les droits de la souverai-
neté, entretenoient les haines et les
méfiances, proclamoient des prin-
cipes anarchiques, exétoient et ali-
mentoient les passions de la multitude,
et vouloient établir sur les ruines
de la religion la doctrine du déisme
spéculatif qui conduit presque tou-
jours à l'athéisme. M. de Pastoret fit
le bien et pratiqua toutes les vertus:
compris dans la proscription du 18
fructidor, il emporta dans son exil
les regrets, l'estime des hommes sa-
ges et vertueux. Il supporta sa dis-
grâce avec la fermeté d'un philosophe
chrétien, il savoit qu'il est beau et
honorable de souffrir pour la justice
et la vérité. Il chercha un asile en
Suisse, et ce fut dans cette terre
de liberté et de mœurs, qu'il dut se
consoler de ses infortunes. M. de
Pastoret revint en France en 1800;
il reçut le prix de ses souffrances et
des services éminens rendus à l'Etat.
Il devint successivement membre du
conseil-général des hospices et des se-
cours publics, professeur des droits de
la nature et des gens, pair de France
avec le titre de marquis, et comman-
dant de la Légion d'Honneur. M. de
Pastoret n'ayant accepté pendant
les cent jours ni place ni emploi, a
été conservé dans sa dignité de pair.
C'est en remplissant ces nobles et
importantes fonctions qu'il a déve-
loppé toute la force de son génie,
toute la fermeté de son âme, toute la
grandeur de son caractère, pour faire
trionpher ces vraies maximes qui éta-
blissent et affermissent les sociétés.

politiques. Attaché inviolablement à la monarchie, à la légitimité, à la dynastie des Bourbons, il combatta les principes et les systèmes de ces novateurs modernes qui, sous prétexte de défendre la Charte, veulent introduire dans une monarchie constitutionnelle des institutions démocratiques; toutes ces institutions sont des semences de trouble qui fermentent comme des matières combustibles dans les entrailles d'un volcan. En janvier 1818, M. le marquis de Pastoret fit à la Chambre des pairs, au nom d'une commission spéciale, un rapport relatif au projet de loi sur la liberté de la presse, qui excita une admiration générale par la pureté des principes, par la précision des idées et par la sagesse des réflexions. Il prouva que ce projet de loi déterminoit les garanties que la forme de procéder pourra offrir à la société, dont l'ordre est le premier besoin, et aux écrivains à qui la Charte reconnoît le droit de publier leurs opinions en se conformant aux lois. « La liberté d'écrire, dit-il, est vainement proclamée, si l'on est arrêté dans l'usage qu'on en veut faire; la société est sans cesse en péril, si la prédication du désordre et du crime peut y être impunie. » M. de Pastoret rappela les lois principales qui ont été faites depuis la restauration, et il observa que quelques dispositions manquoient à ces lois : quelques-unes ont été trop sévères, quelques-autres ont été d'une exécution trop difficile ou trop lente : il faut suppléer aux premières, adoucir les secondes, donner aux troisièmes un mouvement plus rapide et plus sûr. Après cette exposition remarquable par sa simplicité, M. de Pastoret examina en détail tous les articles de la loi; et dans cet examen on est frappé de la force de ses raisonnemens et de la justesse de ses observations. Il rappela avec rapidité les discussions auxquelles l'article 24 avoit donné lieu à la Chambre des députés. « On a demandé, dit M. de Pastoret, que les dispositions du Code

Pénal, concernant les insultes faites aux bonnes mœurs, fussent appliquées aux insultes faites à la religion. La jurisprudence des tribunaux a déjà établi cette pieuse assimilation. De pareils délits sont réprimés dans tous les Codes des peuples civilisés; partout on a senti que l'amour et le respect pour la Divinité est la législation primitive des hommes; qu'on ne peut vouloir la justice et bénir la bonté, sans remonter vers la source éternelle et infinie de tout ce qui est bien, de tout ce qui est juste. Il n'est aucun de nous qui n'ait présent à sa mémoire ces paroles du plus grand des orateurs de Rome et du plus sage des philosophes : *Haud scio an pietate adversus Deos sublata, fides etiam et societas humani generis, atque una excellentissima virtus, justitia tollatur.* » M. le marquis de Pastoret finit son rapport par cette péroraison consolante : « Nous avons terminé l'examen des articles du projet de loi; il offre des améliorations nombreuses, la responsabilité des opinions est resserrée, les provocations indirectes cessent d'être confondues avec les provocations directes; la poursuite du délit a plus d'activité, la liberté du prévenu est mieux assurée, la forme du jugement plus favorable; les torts de l'ouvrage ne deviennent pas toujours pour lui l'objet d'un crime reconnu et d'une condamnation rigoureuse; on ne peut l'appeler au hasard, partout où voudroient le traîner ses accusateurs : une plus grande amélioration sera nécessaire, nous ne pouvons qu'unir nos vœux aux vœux si bien exprimés par le noble pair, rapporteur de la loi sur les journaux (M. Lally-Tollendal), de voir enfin la France jouir d'une législation complète et durable sur l'exercice du droit de la presse et sur la suppression de ses abus. C'est un travail difficile, sans doute, et plus on a étudié le cœur de l'homme et la science des lois, moins on sent ces difficultés : beaucoup d'articles, sur ce sujet, sont épars dans la législa-

tion des peuples; un véritable Code reste à faire, malgré tant d'excellens écrits. » M. de Pastoret, au nom de la commission, proposa l'adoption du projet du Roi, avec l'amendement fait par la Chambre des députés : la Chambre des pairs adopta cette proposition. M. le marquis de Pastoret avoit été nommé membre d'une commission chargée d'examiner un projet de loi relatif à la contrainte par corps; il avoit été désigné pour en faire le rapport; l'avis de cette commission étoit l'adoption pure et simple du projet de loi. Mais les membres de cette commission s'étant divisés, on nomma M. Abrial rapporteur, et ce dernier pair, au nom de cette nouvelle commission, proposa un amendement. M. de Pastoret persista dans son opinion; il crut devoir en expliquer les motifs. Il démontra d'abord comment s'est établie la contrainte par corps, les modifications successives qu'elle a éprouvées tant en matières commerciales qu'à certaines classes des dettes civiles. Il examina ensuite les dispositions diverses qui ont rendu nécessaire la rédaction d'une loi nouvelle, les motifs qui les ont dictées, les améliorations qu'elle apporte dans le sort des débiteurs français et étrangers, et les précautions sages qu'elle établit dans l'intérêt des créanciers. Il combattit ensuite l'amendement proposé par la commission. (*Pour connoître cet amendement Voyez article ABRIAL.*) M. de Pastoret vota en faveur de la proposition relative à l'abolition du droit d'aubaine et de détraction. Après quelques développemens sur l'origine de ces droits pendant la féodalité, sur les adoucissements apportés par les rois à leur exercice dans l'intérêt du commerce et dans celui de leur autorité, le noble pair examina les décrets de l'Assemblée constituante qui abolirent le droit d'aubaine. Il les justifia, en prouvant que la doctrine qu'ils consacrent a été professée par les plus sages monarques autant que le permettoient

l'état de la France, les lumières de leur siècle et la domination active et ombrageuse de la féodalité. Il rappela, avec la rapidité de la narration et avec une admirable précision, les bienfaits que les Rois de France ont répandus sur leur peuple; il leur rendit cet hommage, que dans tous les temps le peuple a dû à leur autorité la fin de ses misères et l'amélioration de son état. M. de Pastoret combattit les différentes objections qu'on avoit faites contre la proposition. Défenseur intrépide des prérogatives royales, il démontra « qu'elles ne portoient aucune atteinte au droit qu'a le monarque de conclure des traités de paix, d'alliance, de commerce; qu'elles n'étoient point contraires à la Charte, ni aux attributions du Corps-Législatif, et qu'elles ne favorisoient pas l'influence que pouvoient obtenir parmi nous des étrangers sujets d'un autre Etat. Ce savant publiciste, pour établir la nécessité de l'abolition, cita l'autorité de Montesquieu, de Grotius, de Wolf, de Vattel, de Turgot, de Necker. Il démontra combien cette doctrine étoit conforme aux principes généraux de morale et de justice qui ont aboli la confiscation. » Ce discours utile et instructif fut applaudi, la Chambre des pairs en ordonna l'impression; et elle adopta ensuite la proposition tendante à abolir le droit d'aubaine et de détraction. En février 1819, M. le comte de Barthélemy fit la proposition de supplier le Roi de présenter un projet de loi tendant à faire éprouver à l'organisation des collèges électoraux les modifications dont la nécessité peut paraître indispensable (*Voyez BARTHÉLEMY*); M. le marquis de Lally-Tollendal, et M. Decazes, ministre de la police générale, demandèrent le rejet de cette proposition si sage et si utile: ils invoquèrent l'ordre du jour. M. de Pastoret combattit l'opinion des nobles pairs avec les armes puissantes de la justice et de la raison. « La loi des élections, dit-il,

lorsqu'on la discuta, y fut présentée; y fut discutée comme un essai dont l'expérience constateroit les avantages ou les inconvénients. C'est un fait présent à la mémoire de chaque pair. Elle a signalé dans l'exécution de la loi des inconvénients auxquels, pairs et ministres, notre devoir commun est de remédier; ces inconvénients seront particularisés dans le développement de la proposition. Il s'agit seulement de savoir aujourd'hui s'il y a lieu à examiner : on ne peut point partager les alarmes des préopinans; ils cherchent en vain quel danger peut offrir une proposition qui, en dernière analyse, se réduit à une simple supplique à présenter à Sa Majesté: si elle en juge les motifs peu dignes de son attention, la démarche n'aura aucune suite; si le Roi est frappé de la nécessité d'améliorer sous plusieurs rapports, une de nos lois les plus importantes, la Chambre aura rempli son premier devoir, qui est de faire connoître au Roi la vérité, et d'appeler sa sollicitude paternelle sur tout ce qui peut intéresser le sort de la patrie. » La Chambre vota l'ordre du jour, et décida qu'elle s'occupoit de la proposition qui lui étoit soumise. M. le marquis de Pastoret proposa qu'il fût inséré dans le feuillet d'ordre une indication sommaire des pétitions dont il devra être rendu compte à la Chambre; il en développa les motifs. Il observa que l'article 59 de la Charte a consacré le droit de pétition, en mettant à son exercice deux modifications qui ne le limitent pas, et qui sont l'une et l'autre aussi conformes à la justice qu'à l'ordre public. Partout où le despotisme ne règne pas, il faut que l'exercice soit respecté, que la garantie en soit inviolable. Rien n'est plus conforme à l'intérêt et aux vœux de tous : le règlement de la Chambre concernant les pétitions, renferme des dispositions sur lesquelles l'expérience a donné peut-être quelques lumières utiles : c'est un article supplémen-

taire que je demande. Parmi plusieurs pétitions que l'ordre du jour repousse, et doit repousser parce qu'elles sont contraires à la division des pouvoirs, et étrangères à nos attributions, il en est qui méritent une haute attention sur les questions qu'elles présentent, sous le double rapport des lois et de la Charte constitutionnelle. Nous ne les connoissons qu'au moment où le comité vient vous en rendre compte à la tribune; et vous êtes appelés à l'instant même à délibérer sans avoir pu vous instruire sur quelques points importants. La Chambre des députés a été frappée de cette observation, et elle a décidé que désormais le feuilleton indiqueroit l'objet sommaire de la pétition; c'est aussi ce que je demande, je fais aujourd'hui la même proposition. La Chambre adopta cet amendement.

En mai 1819, M. le marquis de Marbois fit une proposition tendante à faire substituer une autre peine à celle de la déportation; M. de Pastoret combattit cette proposition avec une énergique éloquence; il démontra que « la peine de la déportation n'est point injuste; elle remplit les vues que la loi doit se proposer dans le châtimement des coupables. » M. de Pastoret demanda quelles sont ces vues? L'amendement du condamné, la vindicte publique, l'exemple. Sous le premier rapport, quel moyen plus efficace de corriger le condamné, que de le séparer des objets de ses affections, de rompre les habitudes qui entraînent au crime? sous le second, quelle vindicte plus éclatante et plus avantageuse à-la-fois pour la société, que celle qui, interposant les mers entre elle et son offenseur, le met pour jamais hors d'état de lui nuire? enfin, l'exemple d'un coupable transporté sous d'autres cieux, condamné à finir sa vie dans l'absence et le regret de tout ce qui peut la rendre chère, n'est-il pas suffisant pour intimider ceux qui seroient tentés de suivre ses traces? » M. le marquis de

Pastoret trouve un dernier avantage de la déportation, et qui doit lui assurer la préférence en matière politique, où le triomphe d'un parti peut souvent transformer en crime ce qui seroit une vertu, c'est que l'erreur commise dans l'application de cette peine est définitivement réparable. Le noble pair consultant l'histoire, dont la science lui est si familière, la trouve établie dans toutes les anciennes législations : « Les Romains interdisoient l'eau et le feu au condamné qu'ils vouloient bannir de leur territoire. La déportation étoit passée des Grecs aux Romains, et les Grecs eux-mêmes l'avoient empruntée aux lois de l'Egypte. » En parlant de la facilité avec laquelle on peut exécuter la déportation, M. de Pastoret nous rappelle, avec le sentiment d'une profonde affliction, des époques bien tristes pour l'humanité ; alors les moyens d'exécution étoient impossibles : aux pieds des échafauds qui couvroient nos places, au milieu des horreurs qui signalent les exécrables journées du 10 août, du 2 septembre, du 21 janvier, quelle voix auroit prononcé le nom de loi ? Ah ! plutôt au ciel qu'il eût pu se faire entendre ! La déportation, quelque injuste qu'elle pût être, eût dérobé aux fureurs des partis les victimes qui tombaient sous la hache révolutionnaire ! Sur quelque plage déserte qu'elles eussent été conduites, quelques-unes peut-être, conservées à la patrie ; et rentrées dans son sein après ces jours de deuil, l'honoreroient encore par leurs vertus, la serviroient de leurs conseils et de leur expérience, comme le fait aujourd'hui le noble auteur de la proposition (le marquis de Marbois), échappé à la réunion des causes de destruction qui moissonnèrent ses compagnons à Sinamary. » M. le marquis de Pastoret pensa que « l'auteur de la proposition, en provoquant une substitution de peine, n'a point indiqué l'objet précis de cette substitution ; il lui demanda sur laquelle

des peines connues se fixera le choix du législateur, car on n'en peut imaginer de nouvelles : appliquera-t-il aux crimes politiques, aujourd'hui punis de la déportation, une peine supérieure, telle que la mort ou les travaux forcés à perpétuité ? Indépendamment des inconvénients attachés à la sévérité relative des peines, qui, trop souvent, n'atteste que l'impuissance des lois, ce seroit aggraver la condition des condamnés, au mépris des principes de justice et d'humanité qu'on invoque en leur faveur. Choisira-t-il, parmi les peines inférieures, celle des travaux à temps, ou celle de la réclusion ? Alors disparaît cette proportion des peines aux délits, si essentielle dans toute législation pénale. » M. le marquis de Pastoret proposa des vues de sagesse et de justice sur cette question importante de législation criminelle ; au lieu de supprimer la déportation, il pensa, si quelque changement paroîssoit indispensable dans l'application de cette peine, qu'on pourroit modifier par des conditions accessoires de temps, de lieu, de régime, ce qu'elle peut avoir de trop absolu, et la rendre plus capable de se proportionner à l'importance des crimes qu'elle est destinée à punir. M. de Pastoret a souvent médité sur les modifications de ce genre que pourroit admettre ou exiger le Code pénal. Infatigable dans ses travaux, toujours dirigé par l'amour du bien public et de l'humanité, ce profond publiciste, cet habile jurisconsulte offrira un jour à la Chambre des Pairs le tribut de ses pensées sur cette question importante. M. le marquis de Pastoret proposa l'ajournement de la proposition. Son discours entraîna le suffrage de la Chambre des Pairs ; l'ajournement proposé fut adopté.

PELLET (de la Lozère, comte), né en 1759, exerça les fonctions d'avocat au Parlement de Provence. Au commencement de la révolution, en

1791, il fut nommé président du Directoire du département de la Lozère, et en 1792 député à la Convention. Il ne vota point dans le procès de Louis XVI : il étoit absent. A son retour et pendant le règne de la tyrannie et de la terreur, M. le comte Pellet proclama les principes de la modération et de la justice : il s'opposa aux mesures révolutionnaires, et, dans un discours improvisé, il fit rejeter la proposition de Barrère, tendante à continuer le pouvoir du comité de Salut public, qui fit répandre tant de sang et immola tant de victimes ; il fit mettre en liberté le contre-amiral Lacrosse, M. Lacroix, auteur du Spectateur, et M. Bergasse, qui s'est rendu si recommandable par son zèle et son dévouement pour la dynastie des Bourbons. Il attaqua ouvertement cette constitution oligarchique de 1793, qui légalisa l'anarchie et l'insurrection, et en sanctionna tous les crimes. Doué d'un caractère de douceur et de prudence, M. le comte Pellet apaisa les troubles qui s'étoient élevés à l'armée de Catalogne, et ouvrit des négociations avec l'Espagne. Il fut dénoncé dans le comité comme un des chefs du parti royaliste, mais il se justifia. Sa réputation de probité étoit répandue dans toutes les parties de la France. Soixante et onze départemens l'éurent à la fois député au Conseil des Cinq-Cents. Il proposa d'inviter le Directoire à s'occuper des moyens de procurer la paix à l'Europe. Il fit rejeter la proposition contenue dans un message du Directoire, d'étendre la juridiction des tribunaux militaires. Nommé président, il proposa et fit adopter deux décrets : l'un portant qu'il seroit accordé des secours aux enfans d'émigrés et des condamnés ; l'autre, que les pensionnaires de l'état, civils, militaires et religieux, seroient payés et sans délai. On applaudit à ces actes de justice et d'humanité. Après la session, M. le comte Pellet fut appelé, en 1800, à la préfecture de Vaucluse. Ce département

étoit déchiré par les factions : il parvint, par sa prudence et sa fermeté, à rétablir l'ordre et la tranquillité publique. Il fut nommé conseiller d'Etat en 1802. Il avoit, en cette qualité, la direction du second arrondissement de la police générale, qui comprenoit le midi de la France. A la fin de 1815 il fut chargé momentanément du ministère de la police générale : il cessa ses fonctions publiques au second retour du Roi. M. le comte Pellet méritoit une récompense honorable : elle lui a été accordée. Le Roi l'a créé pair le 9 mars 1819, et lui a accordé une pension sur sa cassette.

PÉRALDY, sous-préfet à Sartène, fut élu député en 1816, par le collège électoral du département de la Corse. Il n'a jamais paru à la Chambre, n'ayant pas l'âge.

PERCEVAL (de), intendant militaire, fut élu, en 1815, membre de la Chambre des députés, par le collège électoral du département d'Indre-et-Loire : il siége au côté droit, seconde section.

PERE (le comte), fut député au Conseil des Anciens : il contribua à la révolution du 18 brumaire. Buonaparte récompensa son zèle : il le nomma sénateur, comte de l'empire et commandant de la Légion-d'Honneur ; cependant il adhéra à sa déchéance, et le Roi l'éleva à la dignité de la pairie, qu'il a conservée, parce qu'il n'a accepté aucune place pendant les cent jours.

PERRAU DE MAGNIER, fut élu député en 1816, par le collège électoral du département de la Vendée. Il siége au côté gauche, première section.

PERRIER (Casimir), banquier à Paris, né à Grenoble en 1777, s'est

fait connoître par quelques ouvrages sur les finances, écrits avec esprit, et où les questions de cette partie de l'économie politique sont traitées sans aucune profondeur. Il fut élu député en 1817, par le département de la Seine. Il attaqua le projet de loi sur la liberté de la presse, qu'il représenta comme inconstitutionnel : et lors de la discussion des budgets, il fit quelques réflexions qui durent exciter les murmures des ministres. Il proposa divers amendemens, la plupart dans le sens de la commission. Il combattit principalement l'article des dépenses de la guerre, relatif aux régimens suisses. On ne conçoit point cet acharnement avec lequel les libéraux désirent le licenciement de ces braves Suisses qui ont défendu si vaillamment, au 10 août, le monarque et le trône. M. Casimir-Perrier vote constamment avec la minorité, et siège au côté gauche, première section.

M. Casimir-Perrier, lors de la discussion du projet de loi relatif aux six douzièmes des contributions directes pour 1818, fit des réflexions sages et judicieuses. Il déclara qu'il ne s'opposoit point entièrement à son adoption, mais qu'il demandoit qu'on en restreignît le délai et le crédit qui en sont l'objet ; il appuya le vœu manifesté par la commission, que ce fût pour la dernière fois qu'on fit consacrer la Chambre, pour ainsi dire subitement, ce qu'elle ne pouvoit accorder qu'après un examen solennel et réfléchi. Il observa que s'il n'est pas précisément dangereux, il est du moins fâcheux d'ordonner la levée d'un impôt qui, relativement à l'exercice pour lequel il doit être perçu, n'a point encore été discuté. Il ne voulut point rappeler ce qu'il peut y avoir d'irrégulier dans cette manière d'opérer : « Nous ne pouvons point, dit l'honorable membre, adopter aucune détermination sur l'impôt, même le plus indifférent en apparence, qu'avec la plus grande circonspection. La marche qu'on propose, si elle deve-

noit habituelle, tendroit évidemment à affoiblir le crédit moral des actes législatifs. La Chambre doit pour l'avenir s'opposer de toutes ses forces à la continuation des mesures provisoires; elle le doit d'autant plus qu'on commence d'abord de l'essayer sur des objets insignifiants en eux-mêmes, et qu'on finit toujours par l'appliquer aux dispositions du plus haut intérêt. D'ailleurs, ne doit-elle pas craindre, en adoptant sans cesse, et comme par habitude, des mesures contraires à la Charte, d'autoriser les ministres, lorsque nous leur reprochons d'avoir dévié des routes constitutionnelles, à nous opposer nos propres décisions ? »

M. Casimir-Perrier combattit le projet de loi relatif aux abus de la liberté de la presse, présenté à la Chambre des députés le 17 novembre 1817 ; il prétendit qu'il ne répondoit point à l'attente de la nation, et qu'il n'atteignoit point le but proposé ; en déclarant qu'il éloignoit les interprétations défavorables aux ministres, l'honorable membre leur reprocha de dévier de la route qu'ils ont eux-mêmes tracée, et d'avoir perdu l'objet principal de la loi. De là sont venues les entraves qui la défigurent et attaquent la libre publication des pensées garantie par la Charte. M. Casimir-Perrier veut que les délits de la presse soient jugés par les jurés. Il a répondu bien faiblement aux raisonnemens et aux preuves de M. le baron Pasquier, qui a démontré avec autant de force que d'éloquence qu'il falloit distinguer les crimes des délits. En se résumant, M. Casimir-Perrier observe « que nous obtiendrons cette liberté de la presse que les ministres ont prétendu nous donner : cette garantie de la pensée, qui nous est assurée par la Charte, ne sera point un vain mot ; il en atteste les paroles et la haute sagesse de Sa Majesté, qui naguère, du haut de son trône, dans cette enceinte, a donné à l'artue l'assurance qu'aucune atteinte

ne seroit portée à ses droits; c'est dire assez que ceux de la nation seront conservés, et que nous pourrions toujours appeler des vices de la loi à la fidélité religieuse du monarque. » En 1818, lors de la discussion du projet de loi relatif aux finances et au budget, M. Casimir-Perrier prononça un long discours qui atteste ses talents et ses vastes connoissances dans la science de l'administration financière. Nous aurions désiré qu'il eût mis plus d'ordre et de précision dans ses idées, qu'il ne se fût point écarté de son sujet pour faire des épisodes et des digressions souvent inutiles et presque toujours fatigantes. Lors de l'examen du projet de loi sur le budget de 1819, M. Perrier se livra aux écarts d'une imagination ardente, sans frein et sans règle; tout son discours ne fut qu'une diatribe continuelle contre l'administration de M. Corvetto, ancien ministre des finances. Il faut sans doute dénoncer et combattre les erreurs des ministres; mais il faut remplir cette mission avec cette modération et cette dignité qui conviennent à un législateur pénétré de l'étendue et de la sainteté de ses devoirs. Lorsque M. Casimir-Perrier veut, dans le calme de la raison, dissenter et discuter sur les matières de finances, il instruit, il éclaire, il plaît: il est sur son terrain; sa marche est noble, fière; on est forcé d'admirer son talent et ses vastes connoissances. A ces dous précieux de l'esprit, M. Casimir-Perrier réunit les qualités aimables du cœur; il est bon, sensible, généreux: mais lorsqu'il veut sortir de la sphère que la nature lui a tracée, et qu'il veut dépasser les limites qu'elle a prescrites, M. Casimir-Perrier n'est plus le même; ses traits s'altèrent, sa marche est foible et chancelante. Veut-il parler politique, il ne connoît ni les élémens ni les principes de cette science, et il adopte des mesures d'indépendance qui conduisent à la licence et à l'anarchie. Il a un goût particulier

pour le gouvernement républicain, sans prévoir que cette forme de gouvernement ne peut point s'appliquer à un vaste empire. Il ne sait point que la monarchie subsistera toujours en France malgré les sophismes, les imprécations et les projets insensés de nos novateurs modernes; il ne sait point que la France et l'Europe s'armeront pour défendre le gouvernement monarchique institué et consacré par la Charte. Que M. Perrier réfléchisse sur ces vérités, que nous nous permettons d'exposer à ses yeux; nous savons que malgré le penchant qu'il a pour le gouvernement démocratique, il défendra toujours la monarchie constitutionnelle; il sacrifiera ses inclinations à ses devoirs: sa probité en est une sûre garantie.

Ce fut lors de la discussion du projet de loi des finances relatif aux comptes, que M. Perrier censura avec amertume l'administration de M. de Corvetto. Le discours qu'il prononça fut une espèce d'accusation contre cet ancien ministre des finances; il lui reprocha la manière dont il avoit rempli les emprunts, et l'accusa de n'avoir pas rempli les devoirs qui lui étoient imposés. Nous ne donnerons point l'analyse d'un discours fatigant par une ennuyeuse prolixité, et qui renferme des faits faux et de fausses assertions, combattues et détruites par MM. Duvergier de Hauranne, Pasquier, et Lainé, ancien ministre de l'intérieur. Il faut croire que l'intérêt public et l'amour de la patrie ont dirigé M. Casimir Perrier dans ses accusations; il n'a point été conduit par le sentiment de la haine ni par aucun motif de jalousie et de vengeance; il a été séduit par la prévention; il est permis peut-être de croire que son cœur a resté pur au milieu des erreurs de son esprit et des égaremens de son imagination. En vain, dans une séance, M. Casimir Perrier voulut répandre aux défenseurs de M. de Corvetto; il persista dans ses er-

reurs, et il déclara « que dans son opinion l'ancien ministre avait violé la disposition du titre 11 de la dernière loi des finances, touchant la concurrence et la publicité dans les emprunts. » Ne pouvant, dit l'honorable membre, m'opposer le texte de la loi, on a cherché à m'opposer à moi-même, en supposant qu'on ne s'est point trompé (mais on s'est trompé) sur les conséquences qu'on a pu tirer d'une phrase isolée, qu'on a extraite d'une brochure que j'ai publiée sur l'emprunt de 16 millions. De quelle influence peut être auprès d'un ministre l'opinion d'un simple particulier pour l'autoriser à transgresser la loi? » Ce raisonnement est faible et puéril, ou plutôt c'est un sophisme; car si le ministre a transgressé la loi, ce n'étoit point à M. Casimir Perrier à former cette accusation, puisque M. Corvetto a agi d'après le sentiment et l'opinion de son accusateur. Nous répéterons ce qu'a dit à ce sujet M. Lainé, ancien ministre de l'intérieur. Il a observé « que l'auteur de la brochure qui a fait l'apologie des procédés employés pour l'emprunt, est aussi le député qui en a fait à cette tribune une si amère critique; si l'opinion favorable de l'auteur ne doit pas être considérée, l'avis contraire du député ne doit pas être d'un grand poids. L'opinion parlée étant contraire à l'opinion écrite, elles se neutralisent au moins toutes les deux. » Nous ne suivons pas M. Casimir Perrier dans ses nouvelles assertions; nous ne voulons point humilier cet honorable député qui a succombé dans une lutte où il s'est engagé avec autant de légèreté que d'imprudence. M. Casimir Perrier prétendit que le ministre de la marine n'avoit point justifié l'utilité des expéditions du Sénégal, des mers d'Asie et de Cayenne; il prétendit même qu'elles avoient tous les caractères de l'imprudence et de l'illegalité. « Elles sont imprudentes, dit l'honorable membre, puisqu'on n'a point de données

qui en assurent le succès; que si elles pouvoient en obtenir, le premier coup de canon tiré en Europe nous les raviroit sans retour: elles sont illégales, puisqu'elles ne sont pas autorisées. Ce censeur éternel des opérations du gouvernement s'indigne à la vue du mépris des formes et de l'oubli des principes constitutionnels. Il déclame sur ce surcroît imprévu de dépense: « Voilà, dit-il, ce qu'il importe de signaler et d'extirper du sein de l'administration publique! voilà les abus qu'il faudroit poursuivre et proscrire, parce que leur prolongation ameneroit à la fin la ruine du gouvernement représentatif et la chute de tout ce qui existe. C'est dans la crainte de ce funeste résultat, c'est parce que nous voulons la Charte, c'est parce que nous ne voulons pas la séparer de son auguste auteur, et de la dynastie dont il est le chef, que nous attaquons avec chaleur tout ce qui peut ébranler sa stabilité; c'est pourquoi nous demandons hautement l'abolition de tout ce qui n'est pas conforme, de tout ce qui blesse son esprit, de tout ce qui peut en retarder l'heureuse influence. Intimement convaincu que le pouvoir suprême a autant besoin d'être contenu que d'être encouragé, discussions nous lui déplairaient en relevant ses erreurs, notre justification est dans ce seul mot: nous voulons le conserver. » Qui auroit cru qu'après une censure amère des expéditions du Sénégal et de Cayenne, M. Casimir Perrier eût voté la somme demandée par le ministre de la marine? C'est ainsi que le bel esprit sans jugement conduit toujours à l'erreur et à l'inconséquence.

M. Casimir Perrier vota l'adoption du projet de loi relatif aux livres supplémentaires du grand-livre de la dette publique. Il soutint qu'il tenoit directement à l'amélioration de notre système de crédit et à la consolidation de l'édifice financier. « Voulez-vous, dit-il, nationaliser la route? Voulez-vous lui donner

toute la valeur qu'il est dans votre intérêt qu'elle acquière ? Favorisez tout ce qui peut la disséminer sur tous les points de votre territoire, identifiez-la avec les intérêts de toutes les classes de votre population, de telle sorte que toute attaque sur cette portion de revenu soit regardée comme le signal d'une calamité générale. L'honorable membre observa « que la loi n'est pas seulement une loi financière ; elle est aussi essentiellement politique. » S'écartant bientôt de son sujet, il censura avec légèreté l'administration des anciens ministres. Il se rendit ensuite le panégyriste enthousiaste du nouveau ministère. « Nous avons, dit-il, un ministère qui entre franchement dans les vœux de la France, en suivant la ligne de la Charte et en nous présentant les lois organiques qui en sont le complément. Montrons-lui que nous savons apprécier sa marche et rendre justice à ses sentimens, en discutant la loi des finances avec cet esprit d'ordre et d'économie qui est à-la-fois un des premiers devoirs et un des premiers intérêts du pays. »

PERRIER (Alexandre), frère de M. Casimir Perrier, est député pour le département du Loiret. Il vote également avec la minorité, et siège au côté gauche première section.

PICOT DES ORMEAUX, maire de Parigné, fut élu député en 1816 par le collège électoral du département de la Sarthe. Il siège au côté gauche, première section.

PLANETI DE LA VALLETTE, maréchal-de-camp, fut élu député en 1816 par le collège électoral du département de l'Isère ; il a siégé au côté droit, première section. Il a eu beaucoup de voix ; mais il n'a pas été réélu cette année.

PLAISANCE (Charles Lebrun, duc de), né à Coutances, d'une famille pauvre, fut précepteur des en-

fans du chancelier Maupeou, et devint son secrétaire. On lui attribue les discours que ce chef de la justice prononça lors de la dissolution des parlemens. M. Lebrun vécut longtemps dans la retraite, uniquement occupé de ses affaires domestiques et de l'éducation de ses enfans. Nommé député du tiers-état de la sénéchaussée de la Dordogne aux Etats-Généraux, il se consacra tout entier aux objets de finances, de police et d'administration. Il défendit les propriétés du clergé et les immunités ecclésiastiques. Il vouloit des réformes et non pas des usurpations : il combattit la création des assignats. Mirabeau, qui en étoit l'inventeur, déclara que son opinion étoit un attentat aux principes du gouvernement représentatif : il dénonça à l'Assemblée-Législative le massacre du maire d'Etampes et les mauvais traitemens faits à celui de Montlheri, et invita le Corps-Législatif à faire cesser ces désordres, qui précipiteroient l'Etat vers sa dissolution. Echappé à la tyrannie des révolutionnaires, il fut nommé député au Conseil-des-Anciens ; il se prononça pour la révolution du 18 brumaire. Il fut élu troisième consul, et en 1804 il fut élevé à la dignité d'architrésorier de l'Empire. Buonaparte le nomma gouverneur-général de la Ligurie ; Charles III, Roi d'Espagne, lui envoya le cordon rouge. En 1806 le duc de Plaisance fut envoyé à Gênes pour organiser cet Etat en département français. Louis Buonaparte ayant renoncé au trône de Hollande, Napoléon l'envoya, sous le titre de gouverneur, pour administrer ce royaume. Les événemens de la guerre l'obligèrent d'en sortir, après avoir couru de grands dangers ; revenu en France, il adhéra à la déchéance de Buonaparte, et le Roi le créa pair de France : en 1815 il accepta de Napoléon la même dignité et la place de grand-maire de l'université qu'avoit refusée M. de Lacépède. Le Roi l'exclut de la Chambre

des pairs en août 1815; mais l'ordonnance royale du 1^{er} mars 1819 l'a rétabli dans cette dignité. M. le duc de Plaisance a publié la traduction de *l'Iliade*, et celle de la *Jérusalem délivrée*, et plusieurs autres ouvrages qui annoncent de grands talens.

POIX (de Noailles - Mouchy, prince de), servit, en sortant de l'école militaire, sous les ordres du vicomte de Noailles son oncle, officier distingué par sa valeur et ses connoissances. Il émigra en 1792, et lit la campagne de cette année sous les ordres du duc de Bourbon. Il passa en Angleterre après le licenciement, et revint ensuite en France, où il ne cessa de se dévouer pour la cause royale. Lors de l'invasion de Buonaparte en 1815, il accompagna la maison du Roi jusqu'à Béthune, et reçut de Sa Majesté une mission pour l'Espagne, auprès du duc d'Angoulême, avec lequel il rentra en France. Nommé président du collège électoral de la Meurthe, il fut nommé député à la session de 1815, où il vota avec la majorité. En 1816, le prince de Poix, son père, lui céda sa charge de capitaine de la troisième compagnie des gardes-du-corps, qu'il exerce encore aujourd'hui. En 1817, le comte de Saint-Morys, lieutenant de la compagnie du prince de Poix, fut tué en duel par M. Barbier-Dufay : sa veuve intenta un procès à son meurtrier. Le prince de Poix se trouva compromis dans cette affaire. Madame de Saint-Morys publia un mémoire dans lequel elle prétendit que M. le prince de Poix, au lieu d'assoupir la malheureuse querelle dans laquelle son mari avoit succombé, avoit, au contraire, par des considérations qui sont développées dans cet écrit, forcé M. de Saint-Morys à provoquer son adversaire de manière à rendre le combat indispensable. En conséquence, madame de Saint-Morys rendit plainte au criminel contre le colonel Barbier-Dufay,

le prince de Poix et le duc de Grammont, aussi capitaine des gardes-du-corps, qui avoit agi dans cette circonstance de concert avec M. le prince de Poix. Cette affaire fut d'abord portée à la Chambre des pairs, pour qu'il fût statué sur la plainte contre M. le duc de Grammont, en sa qualité de membre de la Chambre des pairs, et cette Chambre décida, sur les conclusions de M. Bellart, procureur-général, qu'il n'y avoit lien de poursuivre contre lui. La cour royale décida également qu'il n'y avoit lieu à accusation contre le prince de Poix. Son père étant mort en 1819, il a succédé à la pairie par le droit héréditaire, et il en exerce aujourd'hui les fonctions.

POLIGNAC (Armand-Héraclius, duc de) né en 1771, fut poursuivi par le fer des assassins ; il dut son salut à sa présence d'esprit et aux secours de son ami le jeune Sombreuil. Toujours prêt à verser son sang pour son souverain, il quitta la capitale pour aller servir dans les armées des princes. Il revint à Paris avec le général Georges ; il fut arrêté, incarcéré, mis en jugement et condamné à mort. Madame la duchesse de Polignac, presque mourante, vint se jeter aux pieds de Napoléon, qui, touché du dévouement de cette femme respectable et des prières de Joséphine, continua la peine en une prison qui devoit à la paix être suivie de la déportation. Le duc de Polignac fut enfermé pendant quatre ans au château de Ham ; il fut ramené au Temple et conduit à Vincennes. Il obtint ensuite la permission de se retirer dans une maison de santé, où il scia avec le général Mallet. Il parvint à s'échapper, et se rendit à Vesoul auprès de Monsieur. Le duc de Polignac suivit la marche des alliés sur Paris, et il fut revêtu des pouvoirs de M. le comte d'Artois. Il fut élu par le département de la Haute-Loire membre de la Chambre des députés, où il vota avec la majorité. Par là

mort de son père M. de Polignac est devenu duc et pair.

POLIGNAC (le comte Jules-Auguste-Armand-Marie de), a partagé, avec le duc de Polignac son frère, ses dangers et ses persécutions, en se déclarant le défenseur intrépide de la cause royale ; il sortit de France pour aller en Russie, et de là il se rendit en Angleterre auprès du comte d'Artois, qui le nomma son aide-de-camp. Il revint en France avec son frère et le général Georges. Il fut arrêté, mis en jugement, et condamné à deux ans de détention. Il demanda à mourir à la place de son frère condamné à mort. Il rompit les liens de sa captivité, et se rendit auprès de Monsieur. Le Roi nomma M. le comte de Polignac, son commissaire extraordinaire dans la 10^e division militaire, où il obtint de grands succès par sa sagesse et sa fermeté. Sa Majesté l'envoya à Rome, et le chargea d'une mission importante. Il accompagna le Roi à Gaud, et se rendit sur les frontières de la Savoie pour réunir les royalistes dispersés ; mais il fut la victime de son zèle ; il fut enveloppé et pris par les troupes rebelles de l'armée des Alpes ; mais il parvint à s'échapper. Le Roi le nomma pair de France ; il refusa de prêter le serment prescrit, parce qu'il lui parut, ainsi qu'à plusieurs pairs, blesser l'intérêt de la religion. Le Roi dissipa les doutes de ces nobles pairs, en leur disant ces paroles dans son discours d'ouverture de la session de 1816 : « Attaché par notre conduite, comme nous le sommes de cœur, aux divins préceptes de la religion, soyons-le aussi à cette Charte, qui, sans toucher au dogme, assure à la foi de nos pères la prééminence qui lui est due, et qui, dans l'ordre civil, garantit à tous une sage liberté. » Une lettre écrite au nom du Roi, par l'ambassadeur de Sa Majesté, renferme les mêmes sentimens ; il y est dit : « Que le serment prêté par Sa

Majesté très-chrétienne ne sauroit porter aucune atteinte, ni aux dogmes ni aux lois de l'Eglise qu'il n'est relatif qu'à ce qui concerne l'ordre civil. » Les doutes furent dissipés, et le serment fut prêté. Par une loi la famille de Polignac fut réintégrée dans la baronnie de Fenestrange, dont elle avoit été dépouillée pendant le cours de la révolution.

M. le comte de Polignac vota pour le rejet de la loi relative au changement de l'année financière. Il soutint qu'elle étoit contraire à la Charte, et que l'adoption d'un budget de dix-huit mois entraîneroit, de la part des Chambres, un véritable excès de pouvoir. Il observa « que la Charte étoit attaquée, en ce moment, par ceux qui s'en proclament les uniques défenseurs, et qu'elle étoit défendue par ceux qu'on accusoit si injustement d'en être les secrets ennemis ; par ceux à qui l'on reprochoit de vouloir détruire la forme du gouvernement qu'elle établit ; par ceux-là, enfin, que l'on sembloit punir de leurs services, et même de leur fidélité, par l'injure et les disgrâces. » Ces vérités déplurent à M. le comte Boissy-d'Anglas, il demanda que M. de Polignac fût invité à se renfermer dans la question dont s'occupoit la Chambre. Le noble pair, interrompu, observa, avec raison, « qu'il n'a pas cru s'écarter de la question, en faisant remarquer, à l'occasion d'une atteinte portée à la Charte, et que l'on ne prend pas même le soin de dissimuler, de quel côté parloit cette atteinte, et en renvoyant aux adversaires un reproche qu'ils ont si souvent prodigué. C'est de la Charte qu'il s'agit uniquement dans la discussion actuelle ; elle ne veut pas que l'impôt soit voté pour plus d'un an, et on propose de le voter pour dix-huit mois ; elle assigne à chaque session des Chambres son année, et pour ainsi dire son exercice, et l'on propose de cumuler dans un budget deux exercices et deux années. »

PONSARD, avocat, fut élu en 1816 membre du Corps-Législatif par le département du Morbihan; il a siégé au côté gauche, première section. Il vota le projet de loi sur la liberté individuelle. Il demanda que l'on accordât aux détenus pour dettes civiles, comme aux débiteurs pour dettes commerciales, le bénéfice de la loi du 4 avril, d'après lequel le débiteur est rendu à la liberté après cinq années de détention.

M. Ponsard vota le projet du projet de loi concernant la répression des délits de la presse, présenté à la Chambre des députés le 17 novembre 1817. Il s'attacha à établir « que tel qu'il est conçu, il constituerait dans ses effets la répression de la liberté, et non celle de ses abus; que le projet tendoit à confondre deux choses distinctes, le dépôt et la publication; qu'en matière de délit de la presse il n'y a qu'une institution qui puisse donner une garantie suffisante, celle du jury. »

Lors de la discussion sur le projet de loi relatif aux journaux, M. Ponsard demanda que le cautionnement fût réduit. Il observa que la liberté des écrits périodiques est un droit incontestable; elle est une nécessité dans un gouvernement représentatif. Il crânera les avantages des journaux. Il les plaça dans une sphère élevée. « Ils ont une puissance réelle; leur domaine embrasse pour ainsi dire l'immensité; ils sont armés d'une censure véritable qui, par le fait, met à leur dévotion la société dans ses parties comme dans son tout. Leur action a la rapidité du temps, et pour toute limite et pour toute entrave on ne trouve que la sagesse, contre laquelle luttent sans cesse, avec de trop fâcheux avantages, les passions des hommes. Dirigée par cette sagesse, la mission des écrivains périodiques est imposante, et la société peut en tirer d'immenses profits. Quel est en effet le ministère dont les écrivains périodiques s'investissent devant leur conscience et devant la loi ?

De propager l'instruction sur nos droits et nos devoirs constitutionnels; de mettre à la portée et à la connoissance d'un chacun les actes de l'autorité; d'examiner et contrôler la constitutionnalité de ces actes; d'indiquer les moyens de recours en recommandant la soumission préalable; de prêcher le besoin des bonnes mœurs, le respect aux lois, l'attachement au prince et l'amour de la patrie; d'intervenir officieusement entre l'autorité et les citoyens pour provoquer le redressement des griefs. Sentinelles du gouvernement, de l'avertir des entreprises contre l'Etat, et des abus qui menaceroient la constitution; de répandre les découvertes utiles, et de faire ressortir tout ce qui seroit le plus convenable à l'intérêt public. Mais d'un autre côté vient se placer en évidence l'exorbitante faculté abandonnée par elle-même d'égayer l'opinion, de s'emparer des personnes publiques et privées; de dénaturer les actes, calomnier les intentions, semer les défiances, jeter l'alarme et troubler la paix dans les familles et dans l'Etat. »

Lors de la discussion du budget ecclésiastique, M. Ponsard accusa l'administration de laisser languir les curés pour augmenter les richesses des évêques. « Est-il juste, dit-il, que les prélats soient excessivement payés, tandis que ceux qui supportent pour eux, dans toutes les saisons et dans tous les temps, le poids des jours et des nuits, et qui soutiennent toute la charge du sacerdoce, n'aient en partage que l'adversité ? » Le discours que l'honorable membre prononça ne tendoit qu'à affaiblir l'amour de la religion et à avilir ses premiers ministres. Ce coryphée de la philosophie moderne attaqua avec un secret dépit ces hommes apostoliques qui parcourent les campagnes pour y propager la foi catholique et recommander aux cultivateurs l'obéissance aux lois et la soumission à l'autorité légitime. Dans un excès de frénésie il s'écria : « Est-ce pour la

paix des consciences que voyagent à grands frais des missionnaires dont le premier acte est de séparer le troupeau du pasteur, de mettre les ecclésiastiques les plus respectables à l'index, et qui ne quittent nos cités qu'après avoir épuisé la charité des fidèles ? »

PONTÉCOULANT (Doulcet comte de), d'une ancienne famille de Normandie, né en 1764, embrassa avec ardeur les principes des novateurs révolutionnaires; il fut nommé député à la Convention nationale, où il vota le bannissement de Louis XVI, contre l'appel au peuple, et pour le sursis. Il défendit le ministre Pache, accusé de négligence dans l'approvisionnement des armées, et proposa d'envoyer à l'Albaye J.-B. Louvet, pour avoir publié, sans la soumettre à l'Assemblée, la rédaction du décret de l'expulsion des Bourbons. M. Doulcet - Pontécoulant s'attacha au parti des Girondins; il s'opposa au renouvellement du Tribunal révolutionnaire, dénonça la commune de Paris, prit la défense des députés dénoncés, et signa la protestation contre la révolution du 31 mai. M. de Pontécoulant fut décrété d'accusation, mis hors de la loi et obligé de fuir. Il dut son salut à madame Legai, libraire, qui le tint caché chez elle, et qu'il épousa par un sentiment de reconnaissance. Il eut la faiblesse de refuser de défendre Charlotte Corday, qui l'avait nommé pour son défenseur. En décembre 1794 il reentra dans la Convention avec les autres proscrits. Il parla avec force pour la restitution des biens des condamnés; il défendit Robert Lindet, s'opposa à la proscription des représetans dénoncés comme complices de Robespierre; fit révoquer le décret d'accusation contre le général Montesquiou, et proposa d'arrêter les vengeances individuelles. Réelu au Conseil des Cinq-Cents, il s'éleva contre le décret d'arrestation de plusieurs députés impliqués dans l'affaire du 13 vendémiaire, et réclama pour

eux les formes constitutionnelles. Il demanda la création d'un ministère de la police, pour surveiller, disoit-il, les manœuvres des terroristes et des royalistes; il s'éleva contre la loi du 3 brumaire, attaqua le Directoire, et annonça l'arrivée à Paris d'hommes de sang et de pillage, qui, réunis dans les faubourgs, dressaient des listes de proscription, et désignaient les députés qu'ils devoient égorger. Philippe Dumont et Gauthier du Calvados firent rayer M. de Pontécoulant de la liste des déportés, sur laquelle son nom avait été inscrit. Il ne reparut plus au Conseil; il se tint éloigné des affaires publiques jusqu'au 18 brumaire, où Buonaparte le nomma préfet de la Dyle: il détruisit la mendicité à Bruxelles, rétablit les Filles de la Charité, et créa des institutions sages et salutaires. Buonaparte le nomma sénateur en 1805; en 1807 il accompagna Sébastiani en Egypte; en 1811 il fut envoyé à Caen par Buonaparte, pour prendre des mesures à l'effet de soutenir son pouvoir chancelant; il défendit le général Grouchi, accusé par le maréchal Ney. M. de Pontécoulant fut élu membre de la commission nommée pour examiner l'acte d'abdication, et la déclaration de Buonaparte au peuple français; il s'opposa à la proposition de Lucien Buonaparte, pour que la Chambre prêtât, sans délibérer, serment à Napoléon II. « Ce que je n'aurais pas dit dans la prospérité de l'empereur, dit-il, je le dis aujourd'hui que l'adversité l'a frappé: Napoléon est mon bienfaiteur; je lui dois tout; je lui suis resté fidèle jusqu'au moment où il m'a délié de mes sermens, et ma reconnaissance de ses bienfaits m'y tiendra lié jusqu'au dernier soupir; mais si j'ai bien entendu ce qu'on nous propose, on veut nous faire adopter une motion sans délibération; mais je le demande au prince, à quel titre parlera-t-il dans cette Chambre? Le prince de Canino est-il français? Je ne le reconnois pas comme tel; il n'a de titre avéré que

comme prince romain. » Lucien veut interrompre l'orateur. Vous répondrez après, reprit vivement M. de Pontécoulant ; prince, respectez l'égalité dont vous avez donné si souvent l'exemple. L'empereur demande dans sa déclaration, qu'on proclame Napoléon II : je déclare, moi, que quel que soit mon respect et mon dévouement pour l'empereur, je ne reconnaitrai jamais pour roi un enfant, pour mon souverain celui qui ne résideroit pas en France ; je demande que l'on délibère sur cette question, si d'ailleurs elle n'est pas de nature à être écartée par l'ordre du jour qui ne préjuge rien. On nous parle de minorité factieuse : sommes-nous des factieux, nous qui voulons la paix ? Je suis loin de croire que ce soit une minorité qui repousse une résolution qui fermeroit la porte à toute négociation, et qui tendroit à nous faire reconnoître pour souverain un individu qui ne seroit pas en France. M. de Pontécoulant partit de Paris avec les autres commissaires ; ils rencontrèrent les généraux Blücher et Wellington, qui les renvoyèrent aux souverains alliés qui se trouvoient à Huguenau, et qui leur firent réponse que les hautes-puissances regardoient comme une condition essentielle que Buonaparte fût livré en leurs mains. Là se ferma la négociation. De retour à Paris, M. de Pontécoulant ne reparut plus à la Chambre des pairs. Après la rentrée du roi il se trouva compris dans l'ordonnance de Sa Majesté qui déclaroit déchu de la pairie tous ceux qui avoient accepté une seconde nomination de Buonaparte. Par son ordonnance du 9 mars 1819, le Roi a élevé M. de Pontécoulant à la dignité de la pairie.

M. de Pontécoulant émit son opinion sur le projet de loi relatif à la répression des crimes et délits commis par la voie de la presse ou par tout autre moyen de publication. Son intention ne fut pas de discuter l'ensemble de ce projet, ou d'en examiner tous les détails ; il voulut seule-

ment soumettre à la Chambre quelques doutes qu'a fait naître dans son esprit une de ses dispositions. Il espère qu'une explication franche et positive donnée par les commissaires du Roi leverait ces doutes, et lui permettrait d'adopter un article que, sans cette explication, il se verroit obligé de rejeter. La disposition de l'article 21 qui affranchit de toute action les discours tenus dans les deux Chambres est sage, elle est utile, et le noble pair est loin d'y trouver matière à critique ; mais par une conséquence inévitable de cet article, et de la forme d'exception sous laquelle il est présenté dans le projet, il faut dire aussi, et ce résultat est conforme à la justice, il faut dire que les membres des deux Chambres peuvent être poursuivis à raison des discours tenus et des écrits publiés hors de l'enceinte de la Chambre. C'est là que naît le doute dont le noble pair sollicite l'éclaircissement : quel sera, si ce cas se présente, le mode des poursuites dirigées contre un pair ou contre un député ? Jouiront-ils du droit que la Charte accorde à l'un pour toujours, à l'autre pendant la durée de la session, de ne pouvoir être poursuivis ni jugés que de l'autorité de la Chambre dont ils font partie ? Ce droit dont l'indépendance du pouvoir législatif réclame impérieusement la garantie, et que l'opinion constante de la Chambre a étendu sans restriction au grand comme au petit criminel, ne se trouveroit-il pas indirectement compromis par le silence d'une loi qui doit tout dire, tout régler lorsqu'il s'agit de peines et de poursuites ? Le projet, en effet, ne s'explique point à cet égard, et le noble pair regrette de trouver dans un des discours prononcés par M. le garde-des-sceaux à l'autre Chambre, et dans le rapport même de la commission, des expressions dont la généralité lui semble propre à fortifier encore dans quelques esprits les doutes que cette réticence peut faire naître. Il est loin de croire que ces expressions puissent avoir pour

but de porter atteinte à une prérogative consacrée par la Charte : mais il croit devoir la défendre contre l'ombrage même d'une atteinte, non pas qu'il la considère comme un privilège dont il est revêtu, mais parce qu'elle est une garantie du gouvernement constitutionnel, dans lequel aucune branche du pouvoir ne peut rien abandonner de ses droits sans rompre l'équilibre qui assure la stabilité des lois. Si l'explication franche qu'il demande n'étoit pas donnée, il se verroit à regret contraint de voter le rejet de l'article ; mais si, comme il l'espère, ses doutes sont éclaircis, il votera son adoption et celle de la loi proposée.

On lut à la Chambre des pairs la pétition du sieur Plancher, libraire à Paris (*Voyez le duc de SAINT-ARNAUD*) : M. le comte de Pontécoulant observa « que la Charte n'a point dit qu'aucune indemnité ne seroit allouée aux députés des départemens. C'est une grande question s'il est utile, s'il est convenable, de leur en accorder une. La loi des élections a résolu négativement cette question, et cette loi est trop récente pour qu'on puisse lui opposer l'expérience ; la situation du trésor public paroît d'ailleurs peu favorable pour une proposition de cette nature. Cependant, si au lieu d'envisager la question d'une manière absolue, on s'attachoit à considérer l'inégalité des charges imposées à la députation à ceux qui en sont revêtus, n'y auroit-il pas quelques distinctions à faire entre les députés appelés à Paris des extrémités, et ceux qui appartiennent à des départemens plus rapprochés ? Ne pourroit-on pas croire que si aucune indemnité n'est due à ceux-ci, la justice exige qu'il en soit accordé à ceux-là ? Sous ce rapport, la demande du pétitionnaire paroît peut-être susceptible d'être prise quelque jour en considération. » Le noble pair vota pour que la pétition soit renvoyée au bureau des renseignements.

PONTET fils, fut élu député,

en 1816, par le collège électoral du département de la Gironde. Il siége au côté droit, première section.

M. Pontet combattit le projet de loi relatif à la formation de l'armée. Il démontra « que l'article 27 du titre 6 de l'avancement étoit en contradiction évidente avec les dispositions de la Charte. Le mode d'avancement est tout-à-fait étranger au mode de recrutement. Ce premier mode n'est pas du ressort des Chambres, et ne doit pas faire l'objet d'une loi, mais bien de réglemens et d'ordonnances de Sa Majesté. Que les dispositions relatives à l'avancement, portées dans la loi proposée, soient bonnes et désirables c'est ce qu'il n'appartient pas à la Chambre de décider ; c'est au Roi seul, s'il les juge telles, qu'il appartient de les consacrer. » Le tit. 4, des vétérans, paroît aussi à l'honorable membre plus évidemment contraire à la Charte, qui laisse et doit laisser au Roi la libre disposition de toute la force armée, sans laquelle il ne peut ni pourvoir à la défense, ni répondre de la sûreté de l'État, l'obliger d'attendre qu'une loi proposée ait subi l'examen, la discussion, et toutes les formes qui doivent la rendre exécutoire, pour faire sortir les légionnaires vétérans, en temps de paix, de leurs départemens, et de leurs divisions en temps de guerre, ce seroit enlever au Roi les moyens d'employer des forces suffisantes, soit pour prévenir et repousser une invasion de l'ennemi, arrêter une émeute, une conspiration, ou dissiper une faction de l'intérieur. « Si l'on attaque, dit M. Pontet, les prérogatives royales, on pourra aussi porter atteinte à nos libertés ; les unes et les autres sont également garanties et consacrées par la Charte, respectons-les. Les prérogatives royales successivement attaquées, on finiroit par faire une telle abstraction de la royauté, qu'on pourroit un jour, suivant l'expression d'un homme de bon sens, en proposer la suppression par économie. Les amendemens de votre commission m'ont

convaincu de la possibilité de faire une meilleure loi; et comme ces amendemens ne font pas disparaître, et le danger des abus dans les remplacements, et ce que la loi proposée présente d'inconstitutionnel, que cette loi mieux réfléchie peut être sans inconvénient différée pour être présentée à la session prochaine, je vote le rejet de la loi.»

M. Pontet, combattit le projet de loi relatif aux livres supplémentaires du grand-livre de la dette publique. Il en examina avec autant de profondeur que de précision les avantages et les inconvéniens, et il démontra « qu'il étoit destructeur des ressources nécessaires à l'agriculture, au commerce et aux manufactures; il observa qu'après la destruction de tous les corps, de tous les privilèges, de tous les intérêts locaux qui constituoient la force et l'esprit public des provinces, et avoir fait de Paris le régulateur politique de la France, le centre et le point d'appui de toutes les révolutions qui se sont succédées, on vouloit encore, au moyen des rentes qu'on disséminerait sur tous les points du royaume, en faire le régulateur du crédit public, le centre de tous les intérêts, de tout agiotage, le moteur de toute action et réaction politique et commerciale. On veut transporter le gouvernement dans la bourse de la capitale, lui donner la direction de l'opinion, constituer la monarchie en république aristocratique, dont les capitalistes et les banquiers seroient les magnifiques seigneurs, et les propriétaires les îlots politiques, la puissance des écus la force virtuelle, la cupidité et les spéculations hasardeuses le principe générateur et dominant, et on ne voit point que dans un moment où tout est agitation, inquiétude et propension à des changemens politiques, l'embarras de la bourse, la situation précaire des capitalistes, l'incertitude des fortunes impossibles à réaliser, sont les seuls garans de la tranquillité publique et

le gage de la stabilité de l'Etat. Quel aveuglement ou quel crime ! »

Lors de la discussion du projet de loi relatif aux six douzièmes des contributions directes pour 1818, M. Pontet fit entendre la juste réclamation des habitans de Bordeaux, concernant le doublement de l'imposition personnelle et mobilière dont elle est frappée: l'honorable membre observa qu'une délibération du conseil municipal fut prise contre ces mesures vexatoires, et adressée au ministre des finances. Il ignore quelle a été sa réponse. Il espère qu'il s'empressera d'ordonner la réforme des abus qui se sont introduits dans la répartition de l'impôt. Il se borne à désirer que la Chambre demande au ministre des finances de faire remettre à la commission du budget la délibération du conseil municipal de Bordeaux.

POPULE, ancien procureur impérial, fut élu député en 1816, par le collège électoral du département de la Loire. Il siège au côté gauche, seconde section.

PORTAL (le baron), né à Montauban, fut nommé, sous le gouvernement impérial, conseiller-d'Etat. Il accompagna en 1813 le sénateur Garnier dans la onzième division militaire, à Bordeaux, pour le seconder dans ses opérations de salut public. Le Roi le nomma maître des requêtes et ministre de la marine le 29 décembre 1818. M. le baron Portal a été élu député au Corps-législatif en 1816, par le collège électoral du département de Tarn-et-Garonne. Il siège au centre. M. le président appela la délibération de la Chambre sur le supplément de fonds de un million 600 mille francs demandés par le ministre de la marine pour les expéditions du Sénégal, des mers de l'Inde et de Cayenne. M. Portal, ministre de ce département, démontra que « la dépense pour ces différentes expéditions étoit utile, et

qu'elle étoit urgente. Il parla d'abord du Sénégal, il observa « que, par l'entière cessation de la traite des Noirs, l'importance, autrefois toute commerciale, des établissemens français d'Afrique se réduiroit désormais à l'échange de quelques marchandises de l'Inde et de quelques articles inférieurs de nos fabriques, contre des produits bruts d'une valeur également médiocre, tels que de la gomme, du cuir et de la cire. En cherchant de nouvelles sources d'industrie, qui pussent sauver cette colonie de l'anéantissement dont elle étoit menacée, on a entrevu la possibilité d'y asseoir sur un vaste plan la culture des denrées coloniales. Le coton et l'indigo naissent déjà momentanément sur les lieux ; des productions plus précieuses peuvent également y prospérer. Les peuplades indigènes, occupées dès-à-présent, dans l'intérêt de leur consommation, de plusieurs de ces cultures, semblent n'attendre, pour les agrandir et pour en introduire de nouvelles, qu'un signal de leur prince, le secours de nos arts de l'Europe, et l'assurance d'une protection spéciale contre le danger des guerres intestines. Différenté en tout des systèmes suivis par les fondateurs de nos établissemens d'Amérique, celle-ci n'exige aucun de ces déplacements d'hommes et de matériaux si coûteux et si difficiles à réaliser. Le pays nous offre avec abondance, à vingt journées des ports du royaume, tous les élémens qui peuvent constituer une colonie florissante. Ce sont des nations entières que nous voulons associer à notre industrie, en leur procurant tous les bienfaits de la civilisation. On a donc pu se livrer avec de justes espérances à cette tentative, dont le commerce recevra, si elle réussit, un nouvel essor qui dédomagera amplement la métropole des sacrifices qui sont nécessaires. » Le ministre de la marine soutint que l'expédition envoyée dans les mers d'Asie avoit le même caractère d'utilité. « La Guyane française, obser-

va-t-il, long-temps frappée de délaix par le peu de succès de quelques entreprises, et sur-tout par le souvenir bien plus amer des excès de l'esprit de parti, devoit enfin retrouver, sous le gouvernement du Roi, cette sollicitude active que Sa Majesté veut étendre à toutes les possessions nationales. Sa situation au vent de l'Archipel des Antilles, ses terres assises sur des plans différens, et par-là favorables à la culture des végétaux des deux Indes ; d'immenses forêts offertes à tous les genres de construction, des savanes dont l'étendue et la fertilité peuvent assurer la multiplication rapide des troupeaux ; en un mot, tout ce qu'on peut attendre de l'harmonie inaltérable du climat et du sol, est réuni à la Guyane française ; il n'y manque que des bras qui puissent exploiter cette mine féconde de richesses naturelles ; c'est donc à lui en procurer qu'il faut employer tous ses soins. Les succès obtenus à Java, et les essais qui, plus récemment, ont été faits dans quelques provinces du Brésil, indiquoient un des moyens qui peuvent être employés ; et les bâtimens expédiés pour l'Archipel indien ramèneront bientôt à Cayenne, après une exploitation aussi utile au commerce qu'à la navigation, quelques familles de cultivateurs et d'ouvriers destinés à donner à cette belle colonie l'exemple des améliorations agricoles auxquelles des établissemens analogues doivent une partie de leur éclat. Indépendamment de cette introduction, dont on peut se promettre quelques résultats utiles, on s'occupe de plusieurs autres dispositions plus importantes qui, sous le double rapport de la population et des cultures, pourront peut-être changer en peu d'années la face de la colonie. C'est ainsi que le gouvernement du Roi prépare à l'industrie française de nouveaux élémens d'activité. Il voudroit aggrandir les établissemens coloniaux qui nous restent, pour réparer la perte de ceux que nous avons

à regretter. Après les maux qui ont pesé sur la France, et dont les traces sont encore si profondes, ce seroit manquer aux devoirs les plus essentiels que de négliger, par une prévoyance trop circonspecte, les moyens réparatoires qui peuvent offrir quelques chances de succès. » La Chambre accorda au ministre de la marine la somme de 1 million 600 mille fr. M. Portal fut interpellé de donner quelques détails sur la traite des Noirs et sur le Sénégal ; le ministre assura que « le gouvernement du Roi a fait tout ce qui pouvoit dépendre de lui pour que la traite des Noirs cessât. Partout nous avons, dit-il, poursuivi les auteurs de cet odieux trafic sur les côtes d'Afrique. Nous l'avons empêché au Sénégal, et les ordres les plus précis sont donnés pour confisquer les bâtimens sur lesquels il auroit lieu. Cependant je ne saurois garantir qu'aucun Français ne se soit livré à ce commerce illégitime, qui est tout-à-fait opposé à nos sentimens d'humanité. Les Anglais, qui ont les premiers aboli la traite des nègres, ont vu également avec peine que plusieurs de leurs compatriotes se rendirent coupables de ce trafic. Au reste, la France offre à cet égard la plus forte garantie : c'est que notre acte de colonisation au Sénégal étant établi sur des principes diamétralement opposés à la traite des Noirs, nous avons le plus grand intérêt à ce qu'elle n'ait pas lieu. C'est avec des hommes libres que nous voulons suivre la culture dans ce pays. On s'est imaginé que nous voulions y employer des blancs, des Français ; mais ne sait-on pas que les Européens ne peuvent travailler sous un climat aussi brûlant ? Depuis long-temps on cultive au Sénégal le coton et l'indigo, dont les produits entrent dans la consommation du pays ; il est important d'encourager cette culture, en montrant aux habitans un échange des choses qu'ils désirent. Ils travailleront avec plus d'ardeur quand ils sauront qu'avec le produit de leur

travail ils se procureront ces objets. C'est un système à-la fois simple et facile, et qui ne viole en rien les droits de l'humanité. On nous demande quels sont les avantages que nous pouvons en retirer ? ils consisteront dans l'augmentation de la colonie, dans la consommation des produits de nos manufactures, et dans la facilité que nous aurons de payer avec ces produits les matières premières que nous sommes obligés de nous procurer avec des espèces ou des lettres-de-change sur l'étranger. Le coton et l'indigo sont deux denrées pour lesquelles nous sommes particulièrement tributaires des autres peuples ; elles arrivent dans nos ports sur des bâtimens étrangers : le gouvernement devoit donc chercher à établir une colonie d'où il pût tirer ces denrées avec les produits de notre industrie, pour les transporter sur des bâtimens nationaux. Non-seulement c'étoit une mesure de prévoyance, mais c'étoit encore une mesure commandée par la situation dans laquelle nous nous trouvons : les pays commerçans de l'Europe sont dans un état de gêne qui provient de ce qu'en général les produits sont de beaucoup supérieurs à la consommation ; c'étoit donc pour nous une nécessité d'avoir un débouché que tout le monde cherche et que peu de nations réussissent à établir. »

PORTALIS (le comte) fils de l'ancien Ministre des cultes, est né à Aix en 1778. Il vint à Paris avec son père en 1793, poursuivi par la faction révolutionnaire. Dirigé par l'amour filial, il voulut accompagner l'auteur de ses jours, condamné à la déportation le 18 fructidor ; ils trouvèrent un asile en Allemagne, chez le comte de Revenlau ; ce seigneur généreux et bienfaisant leur donna l'hospitalité. M. Portalis revint en Paris en 1800, et entra dans la carrière diplomatique ; il fut nommé membre de la légation envoyée à Lunéville pour y traiter de la paix

avec l'Autriche ; il alla ensuite en Saxe , où il épousa la jeune comtesse de Hohen , nièce et pupille du comte de Revenlao. M. Portalis fut envoyé au congrès d'Aniens , et nommé premier secrétaire de l'ambassade de Londres ; il passa ensuite à Ratisbonne , en qualité d'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès de l'Electeur archi-chancelier. Il fut nommé successivement secrétaire-général du ministre des cultes , maître des requêtes , chargé du portefeuille vacant par la mort de son père , conseiller-d'état , membre du conseil des titres et directeur-général de la librairie. M. Portalis fut disgracié et insulté par Buonaparte en plein conseil ; il fut destitué de tous ses emplois pour n'avoir point dénoncé l'abbé d'Astros , son parent et son ami , qui lui avoit communiqué , sous le sceau du secret , la copie du bref du Pape , relatif au cardinal Maury ; ce ne fut que deux ans après que M. Portalis obtint la permission de revenir à Paris. M. Molé , alors grand-juge , le fit nommer premier président de la Cour impériale d'Angers ; mais Buonaparte refusa de recevoir son serment. Le Roi , à son premier retour , nomma M. Portalis conseiller-d'Etat en service extraordinaire ; lors de l'invasion de Napoléon , il continua ses fonctions , inscrivit son nom sur la liste de la fédération angevine , et fit partie , en cette qualité , de l'assemblée du mois de mai. En juillet 1815 le Roi le nomma conseiller-d'état en service ordinaire , et attaché au conseil de législation. Il présenta , en cette qualité , à la Chambre des députés , le projet de loi sur les écrits séditieux. Il devint conseiller à la Cour de cassation. Il est parti pour Rome en 1818 , chargé d'une mission importante , relative au concordat. Le Roi a créé M. Portalis pair de France le 9 mars 1817. Il est auteur d'un excellent discours qui traite des devoirs de l'historien. Il a été couronné par l'académie de Stockholm.

POYFERRÉ DE CÈRE , né à Mont-de-Marsan en 1768 , se livra à l'étude de l'agriculture , et s'appliqua particulièrement à l'éducation des moutons espagnols , appelés *mérinos*. Ce fut pour étudier la nature de ces animaux qu'il entreprit un voyage en Espagne ; mais forcé de prendre la fuite pour échapper à la persécution dirigée contre les Français , M. de Poyferré erra long-temps dans les montagnes. Un berger espagnol lui donna l'hospitalité , et le ramena sur les frontières de France. Protégé par l'impératrice Joséphine , il fut placé à la tête de l'une des bergeries impériales , et obtint la direction de l'établissement de Cère. Depuis cette époque il prit avec orgueil le titre de berger de Sa Majesté impériale , et il signoit ainsi la plupart de ses lettres. En 1810 il fut élu membre du Corps - Législatif par le département des Landes. Il adhéra , en 1814 , à la déchéance de Buonaparte. Il fit , à la Chambre des députés , une proposition sur les exportations en général ; il en développa les motifs , et fit sentir l'avilissement dans lequel étoient tombées quelques productions de notre sol , par la longue stagnation du commerce. M. de Poyferré , au nom de la commission dont il étoit rapporteur , proposa l'adoption du projet de loi sur l'exportation des grains. Il demanda la protection du gouvernement pour les fabriques de sucre de betteraves , qui méritoient , disoit-il , d'être encouragées. Le Roi le créa baron. Pendant les cent jours M. de Poyferré n'occupa aucune place. Il fut nommé député en 1815 par le collège électoral du département des Landes : il siége au centre. Il fut réélu en 1816. Il s'éleva contre le cadastre , présenta le relevé des dépenses énormes déjà faites pour le commencement de cette entreprise , et évalua à 140 millions les frais nécessaires pour l'achever. Le Roi nomma M. Poyferré , en juin 1817 , à la préfecture des Deux-Sèvres.

PRESSIGNY (Courtois de), né à Lyon en 1745, fut nommé évêque de Saint-Malo en 1786. Il émigra en 1791, et demeura en Allemagne jusqu'en 1800, époque à laquelle il rentra en France. En 1801 il donna, entre les mains du pape, sa démission de son évêché de Saint-Malo, et résida dans sa patrie sans accepter aucune place du gouvernement impérial. Il ne reparut sur la scène politique qu'en 1814. M. l'évêque de Saint-Malo fut toujours attaché aux principes des libertés de l'Eglise gallicane. Le Roi, après son second retour, récompensa son zèle et sa fidélité. Sa Majesté le nomma son ambassadeur près la cour de Rome. M. de Pressigny remplit cette honorable mission avec prudence, fermeté, dignité et justice, et se fit aimer par la douceur de son caractère et la politesse délicate de ses manières. Il n'avoit de correspondance qu'avec le ministre de l'intérieur et le grand-aumônier de France. Il éprouva des obstacles et des difficultés dans l'exercice de ses fonctions. La cour de Rome vouloit maintenir les bases de l'ancien Concordat, et refusoit de rétablir l'ancienne circonscription des diocèses de l'Eglise gallicane. M. de Pressigny avoit déclaré dans plusieurs lettres à M. de Talleyrand, grand-aumônier, qu'il falloit prendre avec la cour de Rome un parti ferme et décisif, pour la forcer à un accommodement satisfaisant : ces différentes lettres furent interceptées. M. de Pressigny suivit le Pape à Gênes, poursuivi par l'armée de Murat; mais les succès des alliés ayant permis à Sa Sainteté de retourner dans ses Etats, M. de Pressigny revint à Rome; mais ses lettres interceptées indisposèrent contre lui le sacré collège. Le Roi le rappela, et lui donna pour successeur M. le comte de Blacas. Sa Majesté, par ordonnance du 20 avril 1816, le créa pair de France, et l'a nommé à l'archevêché de Besançon.

M. le comte de Pressigny vota pour l'amendement proposé par M. le duc de Fitz-James, sur l'article 8 du projet de loi relatif à la répression des crimes et délits commis par la voie de la presse ou par tout autre moyen de publication. (Voy. FITZ-JAMES.) La religion lui paroît le plus précieux patrimoine de l'homme; mais il ne pense pas que cette idée doive demeurer stérile, et qu'il faille en restreindre les conséquences à celles qu'en a tirées la commission. Ce n'est pas de la morale seulement que la religion se compose, et sur ce point le noble pair pourroit invoquer une autorité qui ne sauroit être récusable, celle du prince des philosophes comme des orateurs romains. Cicéron a dit quelque part : *Majorum instituta, tueri, sacra caeremoniisque retinendi supientis est.* Ce grand homme avoit compris la nécessité du culte pour manifester la croyance et pour l'entretenir dans le cœur de l'homme. Méconnoîtrions-nous aujourd'hui une vérité qu'avoient aperçue les sages même du paganisme? Non : le dogme et le culte ne seront point séparés de la morale; ils formeront avec elle un tout indivisible que la loi doit protéger dans son ensemble, si elle veut que sa protection soit affirmée, et dès-lors l'article 8 ne sauroit suffire sur la modification proposée. Quelques esprits ont pu craindre qu'elle n'eût pour effet de gêner la liberté des discussions théologiques; mais qui pourroit jamais concevoir l'idée d'appliquer une peine quelconque à la controverse resserrée dans les bornes d'une sage modération, et voit-on quelque inconvénient à ce que la loi l'avertisse de ne s'en écarter jamais?

PRÉVERAND DE LA BOUTRESSE, né en 1769, étoit membre du grand-conseil avant la révolution. Le Roi l'a nommé conseiller à la Cour royale de Riom. Le département de l'Allier l'a élu, en sep-

tembre 1816, membre de la Chambre des députés. Il a siégé au côté droit, première section. Il n'a pas été réélu cette année.

PUYMAURIN, (le baron Casimir Marcassus, de) né en 1757, se livra à l'économie rurale. Dans cette étude paisible, il vécut dans la retraite, et ne parut sur la scène politique qu'après l'établissement du gouvernement consulaire. Il fut appelé en 1816, par le sénat, au Corps-Législatif. Il fut réélu en 1811. Buonaparte connoissant ses principes et son attachement à la cause royale, le fit mettre en surveillance dans les premiers mois de 1814. M. de Puymaurin développa de grandes connoissances dans la discussion de plusieurs questions importantes qui furent agitées dans le Corps-Législatif. Pendant les cent jours, il s'éloigna des affaires publiques. Il fut élu membre de la Chambre des députés en 1815; il y vota avec la minorité; il siégea au côté droit, première section. Le Roi le nomma directeur des monnaies. Il remplit cette fonction avec autant de lumières que de probité. M. de Puymaurin a introduit en 1787 l'art de graver sur verre, par le moyen de l'acide fluorique; en 1812, il perfectionna l'art d'extraire de l'indigo de l'isatis-pastel, indiqua les moyens de faire cette opération en grand avec avantage, et d'en obtenir une matière colorante, susceptible de produire, pour les matières végétales et animales, une couleur aussi solide que celle qu'on tire de l'indigo du Bengale et de Guatimala.

Lors de la discussion sur le projet de loi relatif à la formation de l'armée, on proposa d'excepter du service les élèves des écoles chrétiennes; M. Puymaurin défendit cet amendement. « Je viens, dit cet estimable député, prendre la défense des élèves des écoles chrétiennes; je vois trop que la fermentation des idées libérales dont le volcan menace l'Europe et tous les trônes, se fait sentir dans

cette assemblée. Que sont ces frères, et que peut-on connoître de plus respectable qu'une société d'hommes qui se vouent continuellement à l'étude et à l'instruction des pauvres; dont tous les membres se lèvent à quatre heures du matin, qui ne prennent qu'une chétive nourriture, et ne peuvent être soutenus que par un sentiment religieux et par le désir d'être utiles à l'humanité? et ce sont ces gens-là que vous voulez soumettre à la conscription! faut-il vous rappeler que l'usurpateur lui-même avoit donné l'ordre de leur exemption? J'ai obtenu du préfet de Toulouse, qui étoit assurément fort sévère, qu'on exempteroit les frères ignorants. » A ce mot, quelques membres du côté gauche, qui frissonnent et se tourmentent lorsqu'on parle des hommes religieux, interrompirent l'orateur par des éclats de rire forcés. « Ignorantius soit, leur dit M. de Puymaurin. Je veux bien les appeler ainsi; ils sont du moins ignorans de tous les vices et de toutes les horreurs dont on couvre aujourd'hui la France. »

M. de Puymaurin appuya l'amendement de M. Hautefeuille, sur l'art. 2 du projet de loi relatif à la répression des abus de la liberté de la presse. (*Voy. HAUTEFEUILLE.*) « Si vous ne l'adoptez, observa-t-il, les tribunaux n'auront point de règles pour appliquer la loi. Le procureur du Roi aura beau provoquer la répression des outrages à la religion, le tribunal répondra qu'il ne voit aucune disposition dans la loi, le jury ne pourra point être consulté, et on manquera le but qu'on s'étoit proposé. Il est bien temps de mettre obstacle aux ravages de l'impiété et de ces sectes furieuses qui ne veulent ni Dieu ni loi. Les illuminés en Allemagne, les carbonari en Italie ont levé le masque; ils veulent renverser le trône sur les débris de l'autel; ils ont la tolérance à la bouche, et la persécution dans le cœur; ils font à Teutonia des victimes, comme aux Teutaoès des anciens Gaulois. Il est temps

de mettre un frein à ces débordemens des plus odieuses fureurs, et aux attentats des sycophantes de l'irréligion et de l'impiété. »

Lors de la discussion sur le budget du ministre de la guerre, M. Dupont de l'Eure prononça une diatribe contre les Suisses, s'opposa à la solde accordée aux soldats de cette nation, et à voter les dépenses relatives à cet objet. M. de Puymaurin répondit à M. Dupont de l'Eure : « C'est une grande témérité de ma part de me présenter sans préparation pour parler après un orateur dont le discours étoit réfléchi, écrit avec soin, et parfaitement débité; mais quand on calomnie les héritiers des hommes

qui ont combattu au 10 août, et qui ont péri victimes de leur fidélité, je crois devoir défendre des alliés qui depuis près de quatre siècles ont partagé la gloire des Français, et qui ajoutèrent une branche de laurier à nos trophées. La différence de leur solde n'est pas de 1,500,000 francs, comme on l'a dit, mais seulement de 700 mille fr. D'ailleurs l'utilité de leur alliance n'a pas besoin d'être démontrée, on sait que soixante-dix lieues de nos frontières sont couvertes par elle, que de nombreux traités et actes consacrent cette alliance. Il est des hommes dont les idées libérales séduisent. »

R.

RAGUSE. (Frédéric Marmont, duc de), né à Châtillon-sur-Seine, entra dans la carrière militaire. Il fit ses premières campagnes à l'armée des Alpes et à celle d'Italie. Il se distingua à la bataille de Lodi, et contribua à la victoire de Castiglione : à la bataille de Saint-Georges il fit mettre bas les armes à 400 cuirassiers autrichiens. Aide-de-camp de Buonaparte, il le suivit dans son expédition d'Egypte, en 1798, débarqua le premier à Malte, et s'empara de cette place. Il commanda une colonne à l'assaut, et à la bataille des Pyramides il contribua à la destruction des mameloucks. M. le duc de Raguse accompagna Buonaparte à son retour en France, et il le seconda lors de la révolution du 18 brumaire. Buonaparte le nomma au commandement de l'artillerie de l'armée destinée à reconquérir l'Italie. Il montra une grande intrépidité au passage du Saint-Bernard; il fit passer tout le matériel de l'artillerie sous le feu du fort de Bard. Il commanda l'ar-

tillerie à la bataille de Marengo, et par ses savantes et hardies manœuvres il fixa la victoire. Le duc de Raguse reentra en France après la conclusion de la paix. Les hostilités ayant recommencé, il prit le commandement de l'armée française en Hollande, et fit élever une pyramide à la gloire de Napoléon. En 1805 il fit la conquête de la Styrie et prépara des attaques contre l'archiduc Charles. Il fut envoyé en Dalmatie; c'est dans cette contrée qu'il fit des prodiges de valeur que l'histoire aura peine à croire : avec six mille hommes il battit sept mille Russes et dix mille Monténégrins; il fit construire soixante-dix lieues de chaussée dans les montagnes et les marais de la Dalmatie. Avec six mille hommes il battit une armée de dix mille Autrichiens, et fit leur général prisonnier. Il combattit le général Giulay qui commandoit trente-cinq mille hommes, et les rejeta en Hongrie. Après la bataille de Wagram, où il se distingua, il pour-

suit le prince de Rosambert, et combattit avec des forces inférieures, à Znaim, l'armée autrichienne. Il fut fait maréchal de France sur le champ de bataille. Envoyé comme gouverneur des provinces Illyriennes, il termina la guerre en cinq jours. Le duc de Raguse passa ensuite en Espagne: il y prit le commandement de l'armée de Portugal, la réorganisa; il passa le Tage, se réunit à l'armée d'Espagne, et fit lever le siège de Badajoz. Il espérait, par des manœuvres calculées avec profondeur, forcer l'armée anglaise à faire une retraite et à changer de position; mais le duc de Wellington livra une bataille où il fut vainqueur; le duc de Raguse grièvement blessé, fut transporté en France. Il prit, en 1813, le commandement d'un corps d'armée en Allemagne, et contribua, par sa valeur, au gain de plusieurs batailles. A celle de Leipzig, il résista aux attaques de l'armée de Silésie, et y fut blessé. En 1814 le duc de Raguse remporta plusieurs victoires; mais ayant rencontré l'armée des alliés, il fut poursuivi jusques sous les murs de Paris, où il résista pendant dix heures; et voyant qu'une plus longue défense pouvoit compromettre le salut de la capitale, il fut obligé de capituler. M. le duc de Raguse se rendit à Fontainebleau, où Buonaparte étoit avec 40 mille hommes. Il reçut alors du prince de Schwartzemberg et du gouvernement provisoire l'avis de la déchéance de Buonaparte, prononcée par le sénat; il l'invita à se séparer de ce dernier. Le duc de Raguse promit de quitter avec ses troupes l'armée de Napoléon; mais à condition que ses troupes auroient la faculté d'entrer en Normandie, et que si Buonaparte tomboit entre les mains des alliés, sa vie seroit garantie, ainsi que sa liberté, dans un espace de terrain qui seroit fixé par les alliés et le gouvernement français. Le prince de Schwartzemberg accepta ces propo-

sitions, alors le duc de Raguse s'éloigna de Buonaparte et entra dans la ligne des alliés. Le Roi le nomma pair de France et l'un de ses capitaines des gardes-du-corps. Pendant les cent jours il resta constamment avec le Roi dans la Belgique. Buonaparte ayant publié une proclamation où il accusa le duc de Raguse de trahison, celui-ci se justifia, et prouva jusqu'à l'évidence qu'il avoit fait tout ce que le devoir lui avoit commandé pour la défense de la patrie. Revenu en France avec le Roi, en juillet 1815, il cessa d'être l'un des capitaines des gardes de Sa Majesté, sa compagnie ayant été supprimée; mais il fut nommé l'un des quatre maréchaux commandans la garde royale. Le Roi le chargea d'aller à Lyon pour connoître les causes et les motifs d'une insurrection violente qui avoit éclaté dans cette ville contre le gouvernement et l'autorité royale. MM. Criguon - Dauzoe, la Bourdonnaye, Magneval, Salaberry, députés, attaquèrent à la tribune les opérations du duc de Raguse. Cette affaire a été une source de haine, de vengeances, de dénonciations; mais un arrêt solennel a mis un terme à ces cruelles dissensions: l'innocence des uns a été reconnue; les calomnies des autres ont été punies. Le général Canuel étoit dans les fers, le duc de Raguse crut devoir prendre l'intérêt du colonel Fabvier contre M. Canuel, et il fit imprimer une lettre par laquelle il annonçoit que tout ce que son aide-major avoit publié étoit vrai. Sans doute que M. de Raguse étoit dans l'erreur, puisque le colonel Fabvier et le sieur Sainneville, son complice, ont été condamnés par jugement de la cour royale, comme calomnieux du général Canuel et des magistrats du Rhône. Je pense d'ailleurs que M. le duc de Raguse fit une démarche peu généreuse en publiant sa lettre lorsque la persécution planoit sur la tête du général Canuel. Il vouloit faire sa paix avec les libéraux.

RAIGECOURT (marquis de), pair de France, vota le projet de loi relatif à la formation de l'armée; il examina si la prérogative royale ne seroit pas altérée par l'insertion dans une loi, des règles qui doivent fixer l'avancement. Le noble pair observa « qu'un des orateurs chargés de la défense du projet a dit que cette prérogative s'exerce aussi bien par la proposition d'une loi que par la publication d'une ordonnance; elle seroit altérée, au contraire, si l'on ôtoit au Roi le droit de choisir entre ces deux modes. Ce raisonnement, applicable seulement à nos anciennes institutions, où la loi n'étoit que l'expression de la volonté du monarque, ne sauroit avoir de force aujourd'hui qu'elle est le résultat de la volonté des trois pouvoirs réunis. Le Roi, en octroyant la Charte, a bien voulu consentir à partager avec les Chambres le pouvoir législatif; mais il s'est réservé la plénitude du pouvoir d'exécution, et il est important de ne point dépasser les bornes que la Charte a posées. Tel seroit cependant l'effet nécessaire du titre 6, puisqu'il étendrait le pouvoir des Chambres sur des objets exclusivement placés parmi les attributions du chef suprême de l'Etat. Deux motifs sont donnés à cette infraction dangereuse : la nécessité d'offrir une compensation aux sacrifices que la loi impose, et l'utilité d'une règle qui prévienne les abus de la faveur. Sous le premier rapport, la loi n'est pas nécessaire; et s'il en faut une pour imposer aux citoyens des obligations rigoureuses, une ordonnance peut suffire pour en assurer le dédommagement, elle aura même l'avantage d'augmenter l'amour des sujets pour le prince auquel ils furent redevables de ce bienfait, et d'assurer en même temps l'obéissance de l'armée, en la laissant soumise à la seule influence du Roi. Sous le second point de vue, une loi seroit également inutile, et les abus qu'une ordonnance ne pour-

roit empêcher, ne seroient pas plus sûrement réprimés par une disposition législative. Aucun avantage réel ne compense donc les dangers qu'entraîneroit l'adoption du titre 6. »

RAMPON (Antoine-Guillaume, comte), est né à Saint-Fortunat, département de l'Ardèche, en 1759; il entra au service en 1775, et fit la première campagne d'Italie en 1792. Il passa ensuite à l'armée des Pyrénées : sa bravoure éclata dans un combat livré près de Villalongue, où il fut élevé au grade de chef de bataillon. Dans la montagne des Alberts, il prit aux Espagnols un poste qu'ils défendoient avec fureur. Il recut une seconde fois, sur le champ de bataille, la récompense due à sa valeur; les représentants du peuple le nommèrent colonel. Il marcha sur Rose, commandant l'avant-garde d'une division; il soutint plusieurs combats, dont il sortit toujours avec gloire : les plus disputés furent ceux du col de Bagniols et d'Espouille, dont il s'empara malgré la vive résistance des Espagnols. Il recut ordre de se porter sur les hauteurs de Port-Vendre; il se vit, de toutes parts, entouré d'ennemis qui venoient de forcer la droite de la division. Il se retira dans un petit fort où il résista au grand nombre jusqu'à la dernière extrémité. Il fut enfin obligé de se rendre, lorsque les ennemis eurent pris le fort Saint-Elme et la place de Couilloure. Prisonnier pendant vingt-deux mois, il fut inaccessible à la séduction des ministres du Roi d'Espagne; rien ne put ébranler sa fidélité à la France. Sa noble fermeté et sa franchise inspirèrent tant d'estime à l'ennemi, qu'il eut souvent, du fond de sa prison, le crédit de faire secourir les compagnons de son infortune. M. Rampon ouvrit l'immortelle campagne d'Italie par un trait d'héroïsme. Il commandoit alors le 21^e régiment de ligne, surnommé depuis la brave 32^e, qu'il continua de commander

jusqu'à son retour d'Egypte. Le général en chef autrichien Beaulieu, après avoir forcé les positions de l'armée française, marchait sur la redoute de Montelezimo ; de la prise de cette redoute dépendoit le salut de l'armée entière ; M. Rampon venoit de s'y replier en combattant depuis Montenotte. Quinze mille Autrichiens l'entourent : l'intrépide chef de brigade, étend la main sur ses canons tout couvert du feu de l'ennemi, fait le serment de s'ensevelir sous la redoute ; quinze cents braves répètent le geste et le serment. Les ennemis commencent l'attaque, ils tentent trois fois d'enlever la redoute d'assaut ; trois fois ils sont repoussés avec une perte considérable. A cette affaire furent blessés les généraux d'Argenteau et Rocavina. Le Directoire écrivit cette lettre au colonel Rampon :

« Le Directoire exécutif devient avec
 » plaisir l'organe de la reconnaissance nationale, citoyen commandant, lorsqu'il doit lui témoigner à quelqu'un qui la mérite
 » autant que vous. Intrépide militaire, amant de la liberté, continuez à la servir ; que le serment
 » que vous avez fait prêter à nos
 » braves soldats que vous commandiez à la redoute de Montelezimo,
 » soit répété dans l'occasion par tous
 » les républicains qui sont dignes de le tenir, et qu'il serve à fortifier
 » chez eux, s'il en étoit besoin, la haine de l'esclavage et le désir de vaincre des ennemis qui n'ont pas
 » renoncé au projet insensé de nous donner des fers. La valeur française les forcera, sans doute bientôt, à demander la paix pour laquelle ils
 » témoignent tant d'éloignement.
 » Vous y aurez concouru par votre exemple et par le trait qui vous honore. Quelle plus douce récompense pour un ami de son pays et de la république ! »

LETOURNEUR, président.

M. Rampon, sur ces entrefaites, fut nommé général de brigade ; il se distingua, à Dego, Lodi, Lonato. C'est

au sujet de cette dernière bataille que le général en chef disoit : j'étois tranquille, la brave 32^e étoit là. La 32^e honorée de ces mots, les fit broder sur ses drapeaux. M. Rampon fit des prodiges de valeur à Salò, à Mantoue, à Roveredo et à Peschiera ; il s'empara du fort de la Pietra ; il ne se démentit pas à la bataille de Saint-Georges, à Arcole, à Rivoli, où M. Rampon, devenu général, décida la victoire avec sa 32^e. Les légions romaines, écrivoit Buonaparte en parlant de cette demi-brigade, faisoient vingt-quatre milles en un jour, les nôtres en font trente, et se battent dans l'intervalle. » Après la défaite du général autrichien d'Alvinzi, il combattit et fit prisonnière une colonne de 3000 hommes ; cette bataille décida du sort de Mantoue. La 32^e attaqua à Frcisae, dans la Carniole, l'arrière-garde autrichienne, toute composée de grenadiers hongrois : une batterie de six canons sillonnant la prairie qu'il falloit traverser pour aller jusqu'à eux, il gravit les hauteurs, les prit par derrière et en flanc, et les força à la retraite.

Le général Rampon, après tant de combats, se reposoit à peine, qu'il partit pour l'expédition de la Suisse ; ses succès passés sembloient lui présager de nouveaux lauriers : sa valeur sembloit les lui promettre. Il força le passage de Gumine, hérissé de batteries ; en un instant le pont et toute l'artillerie de l'ennemi est entre ses mains ; il poursuivit les fuyards, qui laissèrent la route couverte de morts, de blessés, de fusils, de mortiers et de canons.

Le général Rampon étoit un de ces guerriers dont la valeur éprouvée lui permettoit d'aspirer à la gloire de suivre le général Buonaparte en Egypte : il lui écrivit ; voici la réponse qu'il en reçut : « Je vous envoie trop, avec les braves que vous commandez, pour vous obliger dans une expédition aussi essentielle : croyez que si vos soldats ont plaisir de servir avec moi, j'en

» ni plus encore de me trouver avec eux. Je vous salue. » M. Rampon débarqua le premier en Egypte ; il escalada les murs d'Alexandrie , entra dans la ville à la tête de sa division , et fit arborer le drapeau français. A la tête de ses grenadiers , il se couvrit de gloire à la bataille des Pyramides ; ils abordèrent avec impétuosité les retranchemens turcs : la baïonnette en avant , ils soutinrent toutes les charges des mamelouks ; il soumit la province d'Alphiely , et entra le premier dans la ville de Suez. Dans l'expédition de Syrie , il se distingua particulièrement au siège de Jaffa ; après plusieurs sanglans combats il parvint à investir la ville de Saint-Jean-d'Acre ; il fit des prodiges de valeur dans toutes les sorties que fit la garnison et dans toutes les attaques qu'on lui livra.

A la bataille du Mont-Thabor , il se couvrit de lauriers à l'aile droite qu'il commandoit. La trente-deuxième coupé , sous ses ordres , l'ennemi derrière les montagnes de Naplouse ; à Saint-Jean-d'Acre , il remplaça dans le commandement du siège le général Bon , qui venoit d'être tué ; enfin , il combattit avec la plus grande intrépidité à Aboukir.

Il fut un des généraux qui , avec Kléber , soutinrent jusqu'à la dernière extrémité la gloire de l'armée d'Orient ; il soumit le Delta , les provinces de Damiette , du Manssoura et tout le pays révolté. Après la mort de Kléber , les Anglais débarquèrent et livrèrent bataille. Le général Rampon , en combattant avec son intrépidité ordinaire , eut deux chevaux tués sous lui , et ses habits criblés de balles ; il s'empara de la redoute royale , et combattit pendant six heures. L'armée se retira à Alexandrie ; M. Rampon , comme lieutenant-général , en commanda le camp retranché. Sa fermeté et son courage soutinrent les soldats , et prolongèrent la durée du siège. Le général Rampon combattoit encore sous les drapeaux de l'armée

d'Orient , lorsqu'il fut nommé membre du Sénat conservateur , présenté par le chef de l'Etat et les deux premiers corps de la nation. Il avoit reçu en Egypte un de ces dous qui flattent les cœurs généreux ; c'étoit un sabre d'honneur , avec ces mots gravés : « Le général Buonaparte au général Rampon ; témoignage de satisfaction pour les campagnes d'Allemagne , d'Italie et d'Egypte. » A l'organisation des sénatoreries , il obtint celle de Rouen , dont il installa la cour impériale ; il présida deux fois le collège électoral du département de l'Ardèche.

En 1809 , le général Rampon commandoit , comme général en chef , le camp de Boulogne ; il quitta ce commandement pour aller organiser les gardes nationales des départemens du Nord. Lors du débarquement des Anglais , il marcha à la tête de quatre légions , fortes d'environ six mille hommes , sur l'île de Walcheren et Anvers , où il organisa plusieurs régimens provisoires , et il parvint à arrêter les progrès de l'ennemi.

En 1813 , le général Rampon fut organiser les régimens d'Anvers , composés des gardes nationales de plusieurs départemens. A l'évacuation de la Hollande , il reçut l'ordre de marcher sur Gorcum avec ces régimens ; il y fut assiégé par les Prussiens , et après s'être vaillamment défendu pendant quatre mois , manquant de provisions de guerre et de bouche , et ayant essuyé un bombardement de quinze jours , ayant perdu un tiers de la garnison , il ne se rendit qu'à la dernière extrémité. Prisonnier en Prusse pendant trois mois , il revint en France , où il fut nommé pair de France , le 4 mai 1814 ; mais ayant siégé dans la chambre des pairs pendant les cent jours , il ne fut pas maintenu dans cette dignité. Le Roi , voulant récompenser la valeur et les services que le général Rampon a rendus à sa patrie , vient de le réintégrer dans cette honorable fonction. Le général Rampon réunit à la valeur guer-

rière la probité et la noble franchise qui doivent caractériser un loyal militaire français.

RAPP (Jean , comte), né en Alsace en 1772 , entra dans la carrière des armes ; il fit les campagnes d'Egypte et d'Allemagne : Buonaparte le nomma son aide-de-camp ; en 1802 il fut chargé d'annoncer aux Suisses que la France interviendrait dans leurs troubles , et que si sa médiation étoit refusée , des troupes françaises étoient prêtes d'entrer sur leur territoire pour mettre un terme à leurs dissensions civiles. La diète de Schwitz accepta la médiation de la France. Le sénat de Berne remercia le général Rapp du succès de sa mission. En 1803 il accompagna Buonaparte dans la Belgique , le suivit en Allemagne lors de la reprise des hostilités , et se distingua à la bataille d'Austerlitz : il mit en déroute la garde impériale Russe , et fit de sa propre main le prince Repnin prisonnier. En 1809 , il se signala au combat de Golymin , où il fut blessé ; Buonaparte le nomma gouverneur général de Dantzick ; les habitans contents de son administration , lui donnèrent une épée magnifique pour lui témoigner leur estime et leur reconnaissance : il fit des prodiges de valeur dans plusieurs combats. Après les désastres de la campagne de 1812 , il se renferma dans Dantzick , où il soutint un siège qui dura un an , et où il développa une intrépidité étonnante et de grands talens militaires : obligé enfin de capituler , il fut emmené prisonnier en Russie , et le 4 juin 1814 il envoya son adhésion à la déchéance de Buonaparte. Il arriva bientôt à Paris ; le Roi le nomma chevalier de Saint-Louis , et Grand-Cordon de la Légion-d'Honneur : il s'opposa à l'invasion de Buonaparte ; mais la défection de ses troupes rendit ses efforts inutiles. Pendant les cent jours le général Rapp accepta le commandement de la cinquième division , fut nommé pair et commandant en chef de l'armée du

Rhin ; cette armée soutint quelques engagements contre un ennemi supérieur ; elle abandonna ses lignes et se replia sous le canon de Strasbourg ; elle se soumit au Roi par l'organe de son commandant en chef , qui continua à gouverner au nom de Sa Majesté la cinquième division jusqu'au licenciement de l'armée. Le Roi a créé le général Rapp pair de France , le 9 mars 1819 .

RASTIGNAC (le marquis de Chapt), émigra pendant la révolution , et prit du service en Russie , où il devint général-major. Rentré en France en 1817 , il fut nommé lieutenant des mousquetaires et maréchal-de-camp ; il a rempli en août 1816 les fonctions de juge dans le procès du général Lallemand. M. le marquis de Rastignac a été nommé au Corps-Législatif en 1816 , par le collège électoral du département du Lot. Il siège au côté droit , seconde section.

RAVÈS, né à Rivedegier , département de la Loire , en 1770 , débuta en 1791 dans le barreau de Lyon par la défense des prêtres qui avoient été arrêtés pour avoir exercé leur ministère sans faire le serment. Il développa un grand talent et un grand courage. Il se trouvoit encore dans cette ville en 1793 , à l'époque du siège , et il contribua à la glorieuse résistance que les défenseurs de la justice et des lois opposèrent aux brigands envoyés par la Convention. M. Ravès se rendit à Bordeaux ; il devint célèbre parmi les avocats , par son génie , son éloquence et sa probité. Il fut nommé en août 1815 membre de la Chambre des députés par le département de la Gironde ; le Roi le désigna en août 1816 pour présider le collège électoral de son département , et dans son discours d'ouverture il rappela ces paroles du Roi : « Trop d'agitations ont malheureusement troublé la France : elle a besoin de repos. Il lui faut pour en

jour des députés attachés à ma personne, à la légitimité, à la Charte, mais surtout des hommes modérés et prudents. » M. Ravès, élu de nouveau à la Chambre des députés en 1816, y siégea au côté droit, seconde section : il y a voté constamment avec le ministère. Il défendit le projet de loi sur la liberté individuelle, et proposa l'adoption sans amendement du projet de loi sur les journaux. M. Ravès fut nommé conseiller-d'état et sous-secrétaire d'état au département de la justice, qu'il conserva jusqu'à sa suppression. M. Ravès, porté sur la liste des candidats pour la présidence, a été nommé par le Roi à cette place éminente, qu'il remplit avec sagesse, avec dignité, avec justice, avec impartialité. En décembre 1817 M. Ravès défendit le projet de loi relatif à la répression des abus de la liberté de la presse; il observa « qu'il étoit favorable aux écrivains, favorable à la liberté de la presse. Elle règle une responsabilité jusqu'à présent incertaine; elle fixe un mode de poursuite et d'instruction plus conforme au droit commun. Replaçant tous les intérêts dépendans de la presse, à l'exception des journaux, sous l'empire de la loi générale, dont elle adoucit quelques dispositions, elle accorde tout ce qu'il étoit possible d'accorder sans compromettre la société et nos institutions. La liberté pour tout Français de faire publier et imprimer ses opinions, est un de nos droits publics reconnus par la Charte; mais ce droit n'est pas de tout publier, de tout imprimer, car alors nous n'aurions pas la liberté, mais la licence de la presse. Dans l'ordre social toutes les libertés sont soumises à l'empire de la loi qui en règle l'exercice et qui en prescrit les limites; si la liberté de la presse touche à nos libertés, n'oublions pas qu'elle peut les entraîner toutes dans le même naufrage, qu'elle a préparé la chute du trône, que les lois sont, bien plus que d'obscurs

écrits, les véritables soutiens de l'Etat, et que la monarchie est pour les Français la première de leurs libertés. » L'honorable membre combattit le système de renvoyer à un jury la connoissance des délits de la presse. Quelques membres l'avoient proposé par des amendemens. Il démontra que ce système est faux, et que le moyen qu'on emploie pour le faire adopter est inconstitutionnel; il observa que la question du renvoi des délits de la presse à un jury ne devoit pas maintenant s'agiter parmi nous. La loi qui est proposée n'est pas une loi de juridiction; elle ne tend point à conférer des attributions nouvelles : son but unique, relativement à la poursuite des crimes et des délits de la presse, est de régler le mode de procéder devant les juridictions établies. Dès-lors la proposition de changer cet ordre de juridiction, et de soumettre à un jury les délits de la presse, qui sont aujourd'hui de la compétence des tribunaux correctionnels, ne sauroit faire la matière d'un amendement au projet de loi. Vainement a-t-on objecté que considérer cette proposition comme une question préjudicielle est la timide ressource de la faiblesse qui craint d'être vaincue en l'examinant au fond. » L'honorable membre, avant de prouver qu'il ne refuse pas le combat, observa qu'il « ne pouvoit se dispenser de faire remarquer qu'il ne s'agit pas simplement d'apporter une modification spéciale à une législation particulière soumise à la délibération de la Chambre; qu'on voudroit incidemment innover à notre législation criminelle en altérer les bases, et statuer par occasion à un point que l'initiative royale n'a pas mis en discussion. On peut sans doute en faire l'objet d'une proposition directe de loi, qui seroit alors discutée dans la solennité des formes établies pour ces sortes de délibérations; mais la commission elle-même a reconnu, après de longues méditations, qu'on ne pouvoit, sans blesser

toutes les règles de la législation, en faire l'objet d'un amendement. » L'honorable membre examina la question principale, et démontra qu'il ne convengoit point de soumettre à un jury la connoissance des délits de la presse. « Depuis long-temps la division des actions répréhensibles a été adoptée par notre législation, telle qu'elle avoit été faite par nos publicistes dont les opinions ont passé dans le corps de nos lois. L'Assemblée-Constituante distingua les contraventions, les délits et les crimes. Elle institua pour les juger la police municipale, la police correctionnelle et la procédure par jurés; tous nos Codes ont respecté cette division, et cette hiérarchie judiciaire.... Ce n'est pas un médiocre inconvénient de désordonner, par une classification partielle, ou par un changement de juridiction, toute notre législation criminelle. On croit ne toucher qu'à une partie de l'édifice, on les ébranle toutes, on en détruit les liaisons et l'harmonie, et le jurisconsulte le plus habile ne sauroit prévoir tous les dangers de l'innovation qu'on propose.... L'institution du jury n'est pas assez généralisée parmi nous, elle n'a point acquis assez de perfectionnement; elle est trop négligée par nos concitoyens, qui recherchent à l'envi les moyens de se dérober aux devoirs qu'elle impose, pour qu'on défère à des jurés la connoissance des délits de la presse. Les écrivains, la liberté de la presse, la société ne trouveroient point de garantie. Quelquefois des condamnations absurdes, plus souvent une scandaleuse impunité, dont nous avons même, en matière criminelle, plus d'un exemple, compromettent l'ordre public, nos institutions, et les droits précieux que nous voulons conserver. Les tribunaux correctionnels ne sont pas sans doute à l'abri de l'erreur; mais ils ne jugent pas souverainement les délits de la presse: vaincu dans un premier combat, l'écrivain condamné peut essayer de réparer sa défaite devant

d'autres juges plus nombreux, plus élevés en pouvoirs. S'il pense que dans cette seconde épreuve les lois ont été méconnues ou mal appliquées, la Cour de Cassation entendra ses plaintes. Notre législation lui ménage donc trois recours successifs qui soumettent à trois ordres de tribunaux différens ses moyens et ses droits. Pouvoit-elle faire davantage pour assurer leur garantie? Comment le jugement par jurés seroit-il préférable? Y trouve-t-on plus de lumières et moins de passions? Les jurés sont des hommes peut-être plus accessibles à l'influence des opinions de la société particulière, plus soumis à l'empire des préjugés, plus susceptibles aussi de toutes les ambitions et moins habitués à régler leurs jugemens par les lois. C'est une grande erreur de prétendre que l'opinion publique auroit eu en eux de plus fidèles organes. Ils ne seront jamais que les échos d'une opinion locale, dont ils adopteront aveuglément les injustices ou les faiblesses. Le maintien de l'ordre, l'intérêt de la société, celui des écrivains, la conservation même de la liberté de la presse, qui n'a pas de plus dangereuse ennemie que la licence, ne nous permettent pas de renvoyer devant des jurés la poursuite des libelles qui n'emporteroient que des peines correctionnelles. On a cité l'exemple de l'Angleterre; mais, là, le jury est de droit commun: il n'est admis parmi nous qu'en matière criminelle; le président de la Cour développe son opinion avant qu'ils délibèrent: en France il n'a que le droit ou plutôt le devoir de résumer l'accusation et la défense, sans pouvoir donner son avis. Le jury anglais a la faculté de renvoyer à la Cour les questions qu'il ne veut pas décider lui-même; notre jury est obligé de répondre à toutes celles qui lui sont proposées. Notre institution du jury ne ressemble donc pas à l'institution anglaise, et nous ne pouvons pas faire avec cet instrument, si nouveau pour nous, ce qu'ont fait en Angleterre, où il est

d'un usage journalier et commun. Vingt-six ans de tâtonnement et d'épreuves n'ont pas l'autorité de plusieurs siècles d'expérience. Nous sommes encore dans l'enfance du jury ; nous ne lui demandons pas ce que nous ne pourrions pas en obtenir. Ne nous hâtons pas de changer notre législation criminelle. »

REGGIO (Nicolas Oudinot, duc de), né à Bar-sur-Ornain en 1767, eut une vocation décidée pour la carrière des armes. Il montra dans sa jeunesse cette valeur tranquille, et cet amour de l'ordre et de la justice dont les principes sont profondément gravés dans son âme. En 1789, une insurrection éclata à Bar ; les factieux avoient répandu partout la terreur et l'effroi : le jeune Oudinot rassemble ses amis, leur communique son énergie, se met à leur tête, attaque et poursuit les révolutionnaires, les désarme, et les livre aux tribunaux. La guerre ayant éclaté avec l'Autriche, le duc de Reggio défendit vaillamment le château de Biche, poursuivit les Prussiens, et leur fit sept cents prisonniers. On prévint sa destinée : on le nomma le *brave*. Instruit que plusieurs officiers étoient disposés à émigrer, il leur parla avec ce sentiment d'onction et de sensibilité qui subjugué et persuade ; ils obéirent à cette voix qui leur rappela l'amour de la patrie et les devoirs qu'elle impose. Le 2 juin 1794 il fut attaqué près de Mor-Haute par un corps d'armée ennemi composé de dix mille hommes. Le duc de Reggio se battit pendant huit heures, avec le seul régiment de Picardie ; enveloppé par six régimens, et sommé de se rendre, il se forma en carré, s'élança avec la baïonnette, et parvint à faire sa retraite sans perdre un seul homme. Cette action hardie recut une récompense triomphale ; le nom du colonel Oudinot fut donné pour ralliement, et la conduite du régiment de Picardie mise à l'ordre général de l'armée. Par une

manœuvre habile il s'empara de Trèves. Il fut attaqué à Neckerau, au milieu d'une nuit obscure : couvert de cinq blessures, il fut fait prisonnier et conduit en Allemagne, où il resta cinq mois. Il rejoignit l'armée, descendit le Danube, et s'empara de plusieurs villes. Attaqué par l'armée de Latour, il se défendit pendant dix heures contre des troupes supérieures : il recut trois blessures. Impatient de combattre, il marcha contre l'ennemi, et le bras en écharpe, il fait prisonnier un bataillon entier. Il passa le Rhin, combattit vaillamment à Feldkirch, et s'empara de Constance, défendu par les Autrichiens et par l'armée de Condé. Nommé général de division, il contribua par sa valeur à la victoire de Zurich : il y fut blessé d'une balle dans la poitrine. Pendant le siège de Gènes il médita un projet hardi, et qui frappa d'étonnement et d'admiration ; il ne redouta ni le danger ni la mort : il traversa deux fois la ligne anglaise pour aller communiquer au général Suchet les intentions du général Masséna. C'est au duc de Reggio qu'on doit attribuer la victoire du Mincio : déjà l'ennemi se proclamait le vainqueur ; déjà les Autrichiens avoient placé une batterie terrible pour foudroyer l'armée française ; le duc de Reggio s'y précipite avec son état-major, tue les canonniers sur leurs pièces, jette l'épouvante et l'effroi dans les bataillons ennemis, et les force de repasser l'Adige. Quelque temps après il recut le commandement de dix mille grenadiers ; à la tête de sa phalange invincible il arriva à Vienne, traversa la ville et se jeta sur le pont du Danube ; ce pont étoit miné et défendu par cent quatre-vingts bouches à feu ; le duc de Reggio prend froidement la mâche des mains d'un canonnier, et la jette dans le Danube ; arrivé sur la rive opposée, il force toutes les troupes qui s'y rencontrent. Il se distingua vaillamment aux combats de Wertingen, d'Armsteten, et fut

blessé en poursuivant l'ennemi. Après le combat de Juntersdorff, il se trouva à la bataille d'Ansterlitz, où sa division se couvrit de gloire. En 1806 il fut chargé de prendre possession de Neuschâtel et de Valengin; la sagesse et la justice de son administration lui concilièrent l'estime et l'affection des habitans de ces contrées; ils lui décernèrent le titre de citoyen de Neuschâtel, et lui offrirent une épée avec cette inscription : *La ville de Neuschâtel au général Oudinot*. Ces récompenses, que la reconnaissance publique offre aux hommes de bien et aux amis de la vertu, sont plus honorables que ces lauriers qui ornent le front des guerriers. Buonaparte ayant déclaré la guerre à la Prusse, le duc de Reggio entra à Berlin et en Pologne, où, par sa valeur et ses savantes manœuvres, il décida la victoire d'Ostrolenka. Il reçut le titre de comte et une dotation considérable. Il se rendit à Dantzick pour venir porter des secours au maréchal Lefèvre, qui assiégeoit cette ville : cette place capitula. C'est à la bataille de Friedland que le duc de Reggio développa le génie et la valeur des Turenne et des Condé; avec sa cohorte invincible il tint pendant douze heures les attaques de quatre-vingt mille Russes, et donna ainsi le temps au reste de l'armée de gagner une bataille qui décida la paix de Tilsitt. C'est donc à l'impétuosité et à une belle manœuvre du duc de Reggio que la France dut une victoire éclatante et une paix honorable. Il fut nommé gouverneur d'Erfurt. Les bonnes actions accompagnent toujours l'homme de bien; c'est un besoin pour lui d'observer la justice et de servir l'humanité. Les souverains de l'Europe, en admirant son génie guerrier, admirèrent aussi ses vertus bienfaisantes. En 1809, il marcha à la tête de sa phalange victorieuse contre l'Autriche et entra dans Vienne. Il contribua à la victoire d'Eszendorf et fit des prodiges de valeur à Wagram; Buonaparte

l'éleva à la dignité de maréchal de l'empire, et le créa duc de Reggio. En 1810, et après l'abdication du roi Louis, Buonaparte le chargea de l'administration de la Hollande; toujours fidèle à ses principes de sagesse et de justice, son administration fut un modèle de douceur et de justice; les Hollandais, pénétrés d'un sentiment profond de reconnaissance, le prièrent de poser la première pierre d'une caserne qui porteroit son nom, et lui offrirent une épée d'un grand prix. Le roi des Pays-Bas voyant le nom du duc de Reggio partout, et instruit du bien qu'il a fait dans le royaume qu'il a gouverné avec tant de sagesse, lui a écrit une lettre flatteuse et honorable, en lui envoyant le grand cordon de son ordre. En 1812, le duc de Reggio rejoignit l'armée à Munster; il se rendit à Berlin, dont il fut le gouverneur pendant deux mois, il exerça la justice, et fit observer la discipline militaire pendant cette campagne; il continua ses prodiges de valeur au combat de la Dwina; il poursuivit à la baïonnette une division de l'armée ennemie qui avoit déjà passé la rivière: il lui prit seize pièces de canon; et détruisit entièrement cette division. Le duc de Reggio fut blessé au combat de Polosk; pendant sa guérison il apprit le commencement des désastres de l'armée; malgré sa foiblesse il reprit le commandement du second corps réduit à cinq mille hommes. Chargé de protéger le passage de la Bérésina, il rencontra la division de Lambert, la combattit et la rejeta sur la rive droite du Borizow, et le passage fut effectué sur un pont construit à la hâte. Le duc de Reggio fut attaqué par les armées réunies de la Dwina et de la Wolhynie; il combattit vaillamment à la bataille de la Bérésina. Blessé grièvement par une balle qui lui traversa le corps, le duc de Reggio fut transporté dans un village, où il fut attaqué par un escadron de cosaques, traînant à leur suite des pièces de canon; malgré sa foiblesse et les

forces de ses ennemis, il ne consulta que son intrépidité : il se prépara à se défendre ; il réunit quelques officiers et soldats blessés à ses domestiques : il soutint un siège de quatre heures ; les assaillans perdirent beaucoup de monde ; c'est ainsi que par une heureuse et brillante défense il donna le temps à l'avant-garde d'avancer ; les cosaques furent poursuivis et dispersés. En 1813 il remporta la victoire de Bonzeu ; il se sépara de l'armée, marcha sur Berlin, prit des cantonnemens aux environs de cette ville, et y resta pendant tout le temps de l'armistice ; il examina alors le nombre et la position des forces ennemies, et il vit qu'il étoit impossible de pénétrer à Berlin ; il communiqua à Buonaparte ses idées et ses observations. Celui-ci rejeta les conseils de la sagesse : il se présenta devant cette capitale, et il éprouva un échec qui força le duc de Reggio à prendre position à Vissemberg, d'où il communiquoit avec l'armée, et gardoit l'importante ligne de l'Elbe. Buonaparte donna au maréchal Ney le commandement de quatre corps réunis. L'homme de bien n'est point sensible à l'injustice, il la supporte avec confiance et avec dignité ; le duc de Reggio donna l'exemple de l'obéissance à la discipline militaire, il resta sous les ordres de ce nouveau commandant en chef, et lui donna des conseils dictés par la sagesse et la prudence ; mais ils ne furent point suivis. Le maréchal Ney fut vaincu à Jüterbock ; la valeur de Bernadotte qui commandoit une armée de cent vingt mille hommes, et la désfection des troupes Saxonnnes entraînèrent la perte de l'armée française ; aussitôt le duc de Reggio détacha à la hâte quelques bataillons de son corps d'armée, en forma des carrés, avec lesquels il protégea la retraite et sauva la plus grande partie de l'artillerie. Le prince royal de Suède passa l'Elbe, et livra la bataille de Leipzig, qui décida les destinées de Buonaparte ; le maréchal de Reggio y commandoit deux divi-

sions de la garde, qui firent des prodiges de valeur ; il tomba dangereusement malade ; il fut transporté presque expirant à Bar-le-Duc, où après quelques mois de convalescence, il revint à Paris, où il prit le commandement d'un corps qui se distingua dans plusieurs combats ; instruit de l'abdication de Buonaparte, il ne fut plus son sujet ; dégagé de ses sermens, il offrit son cœur et son épée au Roi. Il est le soutien des prérogatives du trône, le défenseur intègre de la monarchie, de la Charte, de la légitimité, des droits de la dynastie, et des principes d'ordre social et de sagesse, qui doivent diriger les sociétés politiques. Le Roi nomma M. le duc de Reggio colonel-général des grenadiers et chasseurs royaux ; il commandoit à Metz lors de l'invasion de Buonaparte ; il le regarda alors comme un usurpateur qu'il falloit combattre ; il se mit à la tête de ses grenadiers pour défendre la cause de son Roi ; mais quelle fut sa douleur en voyant ses troupes l'abandonner et s'insurger, malgré ses prières, ses efforts, ses exhortations ! Buonaparte employa tous les moyens de l'artifice et de la séduction pour l'engager à se ranger sous ses drapeaux ; mais M. le duc de Reggio, dont on connoît la dignité, la noblesse et la loyauté de caractère, n'accepta ni commandement ni place. Pendant l'interrègne il se retira à la campagne, où il faisoit des vœux pour la chute de l'usurpateur et pour la restauration de la monarchie. Au second retour du Roi, S. M. le créa pair de France, commandant en chef de la garde parisienne, major-général de la garde, Ministre-d'Etat, gouverneur de la division, et grand-croix de St.-Louis.

REIBELL, ex-administrateur des vivres, fut élu député en 1816, par le collège électoral du département du Bas-Rhin. Il siégea au centre. M. Reibell combattit le projet relatif au monopole du tabac ; il soutint que ce système tend à arrêter le dévelop-

pement de notre agriculture, à nous priver de riches exportations; qu'il nous rend tributaires de l'étranger et opère une surcharge de plus de huit millions sur les contribuables. » Le monopole est une institution odieuse, dit-il, contraire aux principes d'économie politique ainsi qu'aux droits garantis par la Charte. La majorité de la commission est restée convaincue qu'il est nuisible à l'agriculture, qu'il détruit une branche d'industrie et de commerce importante, qu'il détruit nos exportations annuelles pour plusieurs millions, qu'il a privé et qu'il prive de travail des milliers de bras aujourd'hui réduits à la misère; cette majorité enfin tient pour démontré que le monopole des tabacs peut être avantageusement et sûrement remplacé par le trésor, et qu'il doit l'être pour restituer à la France une source de richesses et de prospérités. » L'honorable membre vota la suppression du monopole au 31 décembre 1821.

REILLE (Honoré-Charles-Michel, comte de), né en 1774, parcourut la carrière militaire avec distinction, et parvint par sa valeur aux grades les plus élevés. Il combattit aux batailles d'Eylau et de Friedland, et contribua puissamment au succès de ces deux importantes affaires. Le général Reille passa en Espagne, où il concourut à la prise de Roses. Rappelé en Allemagne, il fit la campagne de 1809, et combattit comme un héros à la bataille de Wagram. Il retourna à l'armée d'Espagne, où il battit le général Mina et le mit en déroute. Il défendit le midi de la France contre l'armée des Alliés, commandée par le duc de Wellington. Pendant les cent jours il continua son service, et commanda le second corps d'observation sur la frontière du Midi. Après la journée de Waterloo et la retraite de l'armée, le général Reille couvrit Paris avec sa division, et passa la Loire. Buonaparte l'avait fait en 1815 membre de sa Chambre des pairs. Le

Roi l'a élevé à la dignité de la pairie le 9 mars 1819. Il a épousé la fille du maréchal Masséna.

REVOIRE, négociant, fut élu député en 1816, par le collège électoral du département du Nord. Il siégea au côté gauche, seconde section.

RIBARD, fut élu député en 1816 par le collège électoral du département de la Seine-inférieure. Il a siégé au côté droit, seconde section. Lors de la discussion du projet de loi relatif à l'année financière, M. Ribard observa que « l'esprit de la Charte est qu'il y ait un budget présenté et discuté chaque année pour l'année suivante; la Charte veut que l'impôt foncier ne soit consenti que pour un an; mais la Charte a supposé que les années se suivraient immédiatement; elle n'a pas prévu ni dû prévoir le cas d'une interruption dans l'ordre et la marche régulière du temps; elle ne nous a pas dit ce que nous aurions à faire s'il arrivoit que le 1^{er} juillet succédât au 31 décembre. Donc, c'est à la session qui sera forcée de rompre la chaîne, qu'est imposé le devoir de la renouer; donc, c'est à la session actuelle à régler, mais par un budget et par une loi spéciale, le service de la période qui s'écoulera entre la fin d'une année et le commencement d'une autre. » M. Ribard fit la proposition suivante: « qu'il sera présenté après le budget de 1819, et dans la session actuelle, un budget particulier pour la période qui s'écoulera entre le 31 décembre 1819 et le 1^{er} juillet 1820: ce budget sera l'objet d'une loi spéciale. » Cette proposition fut rejetée.

M. Ribard combattit l'article 19 du projet de loi tendant à attribuer les délits de la presse aux Cours d'assises; il soutint « qu'il compromettoit essentiellement la justice, parce qu'il lui donne des organes qui ne peuvent pas la faire triompher. Le ministre a avoué la nécessité d'une réforme dans l'organisation actuelle

du jury ; ainsi , la loi la plus importante à la sûreté de l'Etat et à la sécurité des citoyens va être livrée à toutes les incertitudes d'une institution défectueuse , à toutes les chances d'une liste formée par les préfets ; si le préfet est servilement ministériel , ce sera une présomption peu favorable à la liberté de la presse ; s'il est indépendant , ce qu'on appelle , le choix des jurés s'en ressentira , et n'offrira pas de grandes garanties de répression ; mais en admettant la plus grande impartialité de la part des préfets , comment ne pas voir , dans la réunion de citoyens pris au hasard sur tous les points d'un département , le tribunal le plus dénué d'idées fixes et de principes invariables , et le plus accessible à toutes les impressions extérieures du moment ? Comment ne pas lire d'avance des jugemens qui se contrarient en tous points du jour au lendemain , et qui acheveront de porter dans tous les esprits , de l'orient au couchant , du nord au midi de la France , la confusion d'idées qui y règne déjà , et qui est peut-être , comme la confusion d'idées , le principe le plus actif de la désorganisation sociale ? »

M. Ribard combattit l'article 8 du projet de loi relatif aux abus de la liberté de la presse. Il soutint que jamais peuple au monde ne s'est trouvé dans une position plus embarrassante que la nôtre. « A force de concessions faites aux idées prétendues philosophiques , nous en sommes venus à ne point oser prononcer le nom de Dieu. Il est banni de nos lois ; le mot de religion ne peut y trouver sa place , et l'on nous propose même aujourd'hui d'effacer ceux de morale publique , de peur que ce ne soit , dans la pensée de quelques-uns , la religion en périphrase. Ainsi 28.000.000 d'hommes se taisent , et dissimulent leur croyance apparemment pour ne pas troubler les apprêts d'une nouvelle apothéose de la raison. » Ici l'honorable membre s'élève avec force contre les blasphémateurs de la religion et contre

les folliculaires. « Si la loi n'arrête ce débordement , elle sera du moins une protestation salutaire , un fanal placé assez haut pour être vu de la nation entière , et pour confirmer dans sa croyance cette immense majorité qui veut encore son Dieu et son Roi. » L'honorable membre proposa l'amendement suivant , ainsi conçu : « Tout outrage à la majesté divine , à la croyance , à la morale chrétienne et aux bonnes mœurs , sera puni. » Cet amendement fut rejeté.

RICARD (comte) , né en 1771 , entra dans la carrière militaire où il parvint par son courage aux grades supérieurs ; il se distingua dans la campagne contre l'Autriche , et en 1809 il combattit vaillamment à la bataille de la Moskova ; dès le commencement de 1812 il se signala à Kaya , et fit des prodiges de valeur en 1813 , à Montmirail et à Mar-chais. Les événemens du mois d'avril de cette année ayant suspendu les hostilités , M. Ricard fut appelé au commandement de la douzième division militaire à Toulouse. Le maréchal Soult , alors ministre de la guerre , l'envoya à Vienne pendant la tenue du congrès. Ce fut lui qui écrivit au nom du prince de Talleyrand , au maréchal Soult , que l'Italie étoit agitée , et qu'il conviendrait de réunir entre Lyon et Chambéry une armée de trente mille hommes. Si cet avis eût été suivi ponctuellement , on ne gémiroit point sur les malheurs qu'a causés à la France l'invasion de Buonaparte. Le Roi nomma M. le comte Ricard pair de France et commandant de la division militaire de Dijon.

M. le comte Ricard défendit le projet de loi relatif au recrutement de l'armée ; il prétendit qu'il ne portoit aucune atteinte à la prérogative royale. « Quelle étroite idée , dit le noble pair , on se forme de cette prérogative , si ou la croit formée des portions d'autorité réservées dans la concession qu'elle a faite par la

Charte ! C'est d'une manière plus grande, plus digne d'elle, que doit être conçue la magistrature suprême dont le Roi est investi..... Le droit de faire la loi par sa proposition, par sa sanction, lui appartient comme le droit de faire des ordonnances. Il détermine, dans la plénitude de sa prérogative, quand et sur quel objet doit émaner l'une et l'autre. Tous les emplois dans l'armée comme dans l'ordre administratif, sont à sa nomination; mais il est le maître de se prescrire sur cette nomination les règles qu'il juge convenables; et ces règles, il peut à son gré en faire la nature d'une loi ou le sujet d'une ordonnance. En ouvrant la session, Sa Majesté a déclaré aux deux Chambres qu'elle vouloit réaliser les promesses contenues dans l'article 3 de la Charte; qu'elle entendoit que le soldat n'eût d'autres bornes à son honorable ambition que celle de ses talens et de ses services. La loi présentée est l'accomplissement de ce vœu; elle adoucit par la perspective d'un honorable et utile avancement, la rigueur du service forcé qu'elle impose; elle prend sous sa tutelle les enfans qu'elle enlève à leur famille; quoi de plus juste? quoi de plus naturel? Est-ce là, comme on l'a dit, une loi dans une loi; et les dispositions du titre 6 ne sont-elles pas le complément nécessaire, indispensable, de la loi du recrutement? Supprimer ce titre, ce seroit la mutiler; modifier ce titre, ce seroit la rendre moins utile. En effet, la borne qu'il pose est sagement établie, et ne sauroit être avancée ou reculée sans inconvénient. On a dit que la loi proposée étoufferoit l'industrie: elle n'étouffera que l'intrigue. Si toutefois elle obtient ce triomphe, il n'est pas de nature à faire craindre à l'assemblée d'adopter une loi au moyen de laquelle est attaché le maintien de notre existence politique. »

RICHARD, fut nommé en août 1815, membre de la Chambre des

députés par le département de la Loire-Inférieure. Dans la discussion du projet de loi sur les élections, il proposa de décider que, sauf la prérogative royale, la Chambre des députés ne pourroit être renouvelée, soit en entier, soit en partie, avant cinq ans, et que l'admission ne pourroit avoir lieu avant l'âge de trente-cinq ans accomplis. Il demanda l'augmentation immédiate de la dotation de la caisse d'amortissement, comme devant influer favorablement sur le crédit public, et s'opposa à l'introduction, par terre, des denrées coloniales. M. Richard fut réélu en 1816. Il a voté constamment avec la majorité, et a siégé au côté droit, première section.

M. Richard vota le rejet du projet de loi relatif au transit d'Alsace pour les denrées coloniales; il n'examina point « si la concession du transit de l'Alsace et de l'entrepôt a dû être un dédommagement, une sorte de consolation du refus de ses demandes relatives au monopole du tabac. Ce motif, qui eut peut-être quelque influence secrète sur la proposition du projet, ne peut en avoir aucune sur la détermination de la Chambre. S'il est des indemnités à accorder à Strasbourg, il n'est pas juste que ce soit aux dépens du commerce maritime, qui est également victime du monopole du tabac, et ces indemnités devroient être tirées de l'objet même qui a excité les plaintes. » L'honorable membre fit des observations qu'il ne crut pas être étrangères au sujet qu'il traitoit. Il manifesta son étonnement de ce qu'un royaume comme la France, possédant quatre cents lieues de côtes, assise sur les deux mers, dans la position la plus favorable pour embrasser le commerce du monde entier, ne cherche pas dans la restauration de sa navigation les sources de sa puissance et de sa prospérité: seroit-ce que l'importance et les intérêts du commerce maritime ne seroient pas assez bien compris en

France; que le gouvernement par des mesures imprudentes n'a que trop souvent borné son essor au lieu de le second; que les intérêts et les opinions de Paris influencent tout, et que Paris, capitale Méditerranée, sera toujours plus étranger à la prospérité du commerce maritime, plus indifférent à ses succès, moins éclairé sur ses intérêts, qu'une capitale maritime, telles que Londres, ou Amsterdam, et même Lisbonne, ou Copenhague. « Mais c'est à nous, dit l'honorable membre, députés des départemens maritimes, c'est à vous députés des départemens intérieurs qui y trouvent des débouchés pour les produits de votre agriculture et de votre industrie, à concourir de tout votre pouvoir à la restauration de notre marine et de nos colonies, et à défendre leurs intérêts, s'ils étoient méconnus. Dans quelle circonstance ce devoir fut-il plus impérieux pour les députés de la nation française, que lorsque le commerce languissant s'épuise en efforts honorables, mais infructueux; que lorsqu'une jeunesse active et nombreuse, écartée de la gloire des camps et vouée aux industries de la paix dont la durée désirable nous semble assurée; lorsqu'une sorte d'exubérance de population, privée de travail, sollicite de l'emploi dans des entreprises lointaines, invoque des colonies françaises, et à leur défaut va enrichir celles de l'étranger? Qu'avons-nous fait pour étendre nos relations commerciales, restaurer notre marine, améliorer la culture des colonies qui nous restent, et recouvrer cette précieuse colonie de Saint-Domingue, source de nos richesses passées, et qui, quoi qu'on en dise, ne seroit pas entièrement perdue pour nous, si la sagesse unie à la force en cherchoit les moyens? Depuis plusieurs années une seule loi a été rendue dans l'intérêt de la marine, du commerce et des colonies; c'est celle qui assure des fa- veurs à leurs produits, et, par la

prohibition salutaire des produits étrangers, les protège contre leur concurrence fatale. C'est cette même loi qui, depuis quatre ans, est en butte à des attaques dont la persévérance finira par amener le succès, si votre patriotisme n'arrête le mal dans son origine. Mais à quoi serviroit d'étendre les relations de notre commerce maritime, si nous ne ménagions pas à ses produits des débouchés et des consommateurs; si, artisans de notre propre ruine, nous appelions nous-mêmes les produits de l'étranger pour entrer en concurrence avec les nôtres; si nous leur aplanissons la route, si nous portons notre sollicitude jusqu'à lui construire des marchés favorablement situés; enfin, si nous constituons des facilités nouvelles, qui sont une véritable prime en leur faveur. »

RICHEBOURG (Porcher de Lirsonay, comte de), né à la Châtre en Berry, fut nommé député suppléant à la première Assemblée législative, où il ne prit point séance; nommé à la Convention nationale, il y vota la détention de Louis XVI, et son bannissement à la paix; il se déclara pour l'appel au peuple et pour le sursis. M. de Richebourg n'a pas de vastes connoissances, mais il est laborieux; il fit plusieurs rapports sur plusieurs questions importantes de législation: républicain zélé, mais modéré, il dénonça les royalistes. Il exerça plusieurs actes de justice: il fit supprimer le tribunal révolutionnaire. Elu au Conseil des Anciens, il vota contre la résolution qui tendoit à soumettre à la peine de mort les auteurs des traités contraires à la Constitution et à l'intégralité du territoire de la république française; il contribua à la révolution du 18 brumaire, cependant il adhéra à la déchéance de Buonaparte. Le Roi nomma le comte de Richebourg pair de France. Ne se trouvant point sur la liste des pairs créés par Napoléon,

il a été maintenu dans sa dignité. M. le comte de Richelieu combattit la proposition relative à l'abolition du droit d'aubaine et de détraction; il observa que « c'étoit dans la chaleur d'un élan philanthropique que fut rendu le décret qui abolit pour toujours ce droit. Des motifs d'intérêt général déterminèrent les articles 11 et 726 du Code civil, qui confirmèrent le principe de la réciprocité; une seule idée occupe les défenseurs de la proposition, la *multiplication des sujets et des capitaux*; ils sacrifient tout à cette idée favorable; mais jusques à quand se berceront-ils d'un espoir frivole toujours démenti par l'expérience? Si l'abolition du droit d'aubaine attiroit parmi nous quelques étrangers, craignons d'y voir accourir, au lieu de ces hommes laborieux, de ces capitalistes opulents qu'on nous annonce comme des artisans de discorde et de troubles, empressés de semer de nouveaux orages et de renouveler les scènes auxquelles peut-être ils n'ont eu que trop de part dans le cours de notre révolution. » Le noble pair soumit à la Chambre deux considérations importantes: la première, c'est qu'il y auroit des inconvéniens à substituer des lois irrévocables, agissant toujours dans la guerre comme dans la paix, à de simples traités dont l'exécution est confiée à la sagesse du gouvernement; la seconde, c'est que l'Assemblée entreprendroit sur la prérogative royale, en adoptant une proposition qui tend à reporter dans le domaine des Chambres un objet que la Charte a placé dans les attributs du pouvoir-exécutif.

RICHELIEU (Armand Duplessis, duc de), petit-fils du maréchal de ce nom, et fils du duc de Fronsac, quitta fort jeune la France et passa en Russie, où il fut accueilli avec distinction par Catherine II. Il servit sous les ordres de Souvarow, et fit des prodiges de valeur au siège d'Ismaïlow en 1789, et il fut élevé au grade de lieutenant-général. Le

duc de Richelieu reçut la croix de Saint-Georges de quatrième classe. Il fit, en 1792, un voyage à Vienne et à Berlin en qualité de négociateur des princes français, pour connoître les intentions de l'empereur d'Autriche et du roi de Prusse. Il annonça les dispositions favorables de ces deux souverains en faveur de la maison des Bourbons. Engagé à cette époque sous les drapeaux des princes français, il se rendit en Angleterre, et fut nommé en 1794 un des six commandans des corps d'émigrés à la solde de cette puissance. M. le duc de Richelieu retourna à Saint-Petersbourg; il reçut des désagrémens et des mortifications de Paul I^{er}; mais son successeur, Alexandre, le combla d'honneurs et de dignités. En 1801, il vint à Paris pour demander sa radiation de la liste des émigrés. Buonaparte, toujours empressé d'attacher à ses intérêts des hommes d'une grande naissance, y consentit, à condition que M. le duc de Richelieu s'engageroit à renoncer au service de Russie. Cette condition ne fut point acceptée; il partit pour Petersbourg. En 1803 il fut nommé gouverneur civil et militaire d'Odessa et de toutes les contrées environnantes. M. le duc de Richelieu ne suivit pas les saaneuvres du prince Potemkin qui avoit gouverné ces provinces en despote et en tyran; il civilisa le peuple de ces contrées, arrêta les déprédations, organisa une police, fit défricher les terres, rendit la fertilité à l'agriculture, vivifia toutes les parties de l'administration. Il exerçoit un pouvoir absolu, et jamais il n'exerça aucun acte de despotisme. Il fut le père et le bienfaiteur de ses vassaux. L'empereur Alexandre, instruit par la renommée qui publioit la gloire et les travaux de M. le duc de Richelieu, visita ces heureuses contrées, vivifiés et fertilisés par le génie de la bienfaisance et des vertus. Ce monarque lui en témoigna sa satisfaction; il lui accorda le cordon de Saint-André avec une

lettre remplie des expressions les plus flatteuses. M. le duc de Richelieu s'éloigna avec regret d'un peuple dont il avoit été le fondateur et le bienfaiteur. L'amour de la patrie l'emporta sur ses affections particulières, et il quitta à regret cette heureuse contrée et rentra en France en 1814. Le Roi le nomma pair, et il reprit les fonctions de premier gentilhomme du Roi; après la retraite du prince Bénévent il devint président du conseil des ministres, et ministre des affaires étrangères. Il fut chargé de conduire la négociation relative au traité qui alloit être imposé à la France. Après avoir épuisé tous les moyens de représentation, et mis en usage toutes les voies de discussion, M. le duc de Richelieu fut forcé de signer le traité accablant du 20 novembre 1815. Il donna à la Chambre des députés communication de cet acte d'infortune et d'humiliation. Son discours répandit la tristesse, mais le courage ne fut point ébranlé. La Chambre montra une grande fermeté en conservant sa dignité. Il donna connoissance à la Chambre des pairs d'une ordonnance du Roi, qui régloit les formes judiciaires à suivre dans le procès du maréchal Ney, et termina ainsi son discours : « Nous accusons devant vous le maréchal Ney de haute trahison et d'attentat contre la sûreté de l'Etat; nous osons dire que la Chambre des pairs doit au monde une éclatante réparation : elle doit être prompte, car il importe de retenir l'indignation qui de toutes parts se soulève. Vous ne souffrirez pas qu'une plus grande impunité engendre de nouveaux fléaux plus grands peut-être que ceux auxquels nous essayons d'échapper. Les ministres du Roi sont obligés de vous dire que cette décision du conseil de guerre devient un triomphe pour les factieux; il importe que leur joie soit courte pour qu'elle ne leur soit pas funeste. Nous vous conjurons donc, et au nom du Roi nous vous requérons de pro-

céder immédiatement au jugement du maréchal Ney. » M. le duc de Richelieu présenta à la Chambre des députés un projet de loi d'amnistie qu'il accompagna de quelques réflexions. « Pendant que les uns pensent, dit-il, que cette ordonnance est incomplète, d'autres la trouvent sévère et arbitraire : nous répondrons aux uns et aux autres que jamais, après tant d'attentats, on ne prit une mesure plus douce. Il n'étoit ni juste, ni politique de punir tous ceux qui ont pris part à cette grande rébellion; il falloit se borner à désigner plusieurs de ceux qui s'y sont trouvés engagés, et une sorte de clameur publique a indiqué les individus dont les noms sont inscrits dans l'ordonnance. Peut-être il en existe de plus criminels; mais quand la justice publique est réduite à s'exercer sur tant de coupables, ceux qu'elle frappe doivent se résigner à leur sort, et mériter que la clémence du Roi puisse un jour l'adoucir. » M. le duc de Richelieu présenta à la Chambre des pairs le même projet avec les deux amendemens proposés par la Chambre des députés, dont l'un portoit une nouvelle disposition tendante à expulser pour *jamais* de la France les régicides qui avoient rempli des fonctions publiques dans les cent jours.

M. le duc de Richelieu communiqua à la Chambre des députés le résultat des négociations relatives à divers moyens de libération de la France envers les puissances alliées et leurs sujets. Le noble pair déclara qu'il souhaiteroit qu'il fût possible de faire connoître toutes les difficultés inséparables d'une pareille négociation, sans exemple peut-être dans les annales de la politique. Il s'agissoit de lutter, non contre des vues générales, non contre des combinaisons politiques, mais de combattre les prétentions souvent exagérées d'une multitude de créanciers successivement appelés à faire valoir leurs titres, qui, de toutes les parties de l'Europe,

pressoient leur gouvernement de n'en abandonner aucune, leur en contestant même, pour ainsi dire, le droit. Ces obstacles, d'une nature inconnue jusqu'ici dans les affaires publiques, auroient peut-être été insurmontables, sans les sentimens d'équité qui animoient les ministres chargés de débattre et de terminer les intérêts des peuples, et sans l'impartialité et la modération de l'illustre médiateur que la confiance de l'Europe a appelé à présider à cette importante négociation. Elle a enfin été terminée. De nouveaux arrangemens conclus avec tous les Etats qui ont pris part aux conventions du 20 novembre 1815, ont définitivement réglé la dette de la France envers leurs sujets et ses moyens de libération. La France doit aux sujets des puissances contractantes douze millions de rente. La créance de l'Espagne a été fixée à un million par une convention particulière; les fonds destinés à acquitter cette somme, resteront en dépôt jusqu'au moment où le gouvernement espagnol auroit fait droit, d'après les bases et les principes posés dans les traités, aux justes réclamations des Français. La créance de l'Angleterre a été fixée à seize millions quarante mille francs de rente. Cette convention nous impose l'obligation de créer seize millions quarante mille francs de rente. Le projet de loi ordonne leur inscription sur le grand-livre. Le noble pair présenta ensuite le tableau des modifications que la France a obtenues aux différens traités. Après en avoir fait une explication claire et lumineuse, l'ancien ministre dit: « Par l'empressement que vous apporterez, Messieurs, vous mettrez le Roi en état de remplir les engagements qu'il vient de prendre au nom de la France entière, vous accomplirez l'œuvre salutaire de l'affermissement du crédit national; vous aurez consacré au dedans comme au dehors le principe trop long-temps méconnu de l'inviolabilité de la foi publique, et du respect dû aux promesses du

gouvernement. Cet hommage rendu aux intérêts privés mettra le sceau à la réconciliation des peuples, et fera succéder aux préventions injustes, aux haines aveugles, des sentimens plus dignes de l'époque où l'Europe est parvenue. Nos sacrifices alors nous paroîtront moins pénibles, parce qu'il s'y mêlera quelque gloire. Dès ce moment il n'existe plus de point de litige, il ne reste plus de sujet ni d'occasion de contestation; la France s'est acquittée de ses engagements; l'époque est arrivée où elle doit recevoir le prix de sa courageuse résignation; tenant à la main ces mêmes traités dont elle a rempli les conditions les plus rigoureuses, elle ne demandera pas en vain à l'Europe d'exécuter à son tour celles qui lui sont favorables. Le traité du 20 novembre porte ces mots: « L'occupation militaire de la France peut finir au bout de trois ans. » Ce terme approche, et tous les Français tressaillent de l'espérance de ne plus voir flotter dans la patrie d'autre bannière que les bannières françaises. Les souverains vont s'assembler pour prononcer sur cette grande question qui renferme les destinées de l'Europe. Ce ne sont plus ces conférences des rois, que l'histoire a si souvent retracées comme un présage funeste du concert de la force contre la faiblesse; cette auguste réunion doit s'ouvrir sous d'autres auspices: la justice y présidera; les sentimens déjà manifestés par les régulateurs des peuples proclament d'avance leur décision. Ils céderont au vœu du Roi, à ce vœu, qu'à l'exemple de son auguste famille, la France entière répète chaque jour d'une voix unanime. Ils l'ont déjà entendu, et savent que les conditions dont vous allez voter l'accomplissement ne sont pas les seules que nous avons remplies avec une scrupuleuse exactitude. En effet, la plus parfaite tranquillité règne en France; nos institutions se développent, s'affermissent avec d'autant plus de rapidité, qu'à des épo-

ques aussi actives que la nôtre, les jours ont l'importance des années. La Charte, ouverte à tous les partis, les reçoit, non pour en être envahie, mais pour qu'ils s'unissent et viennent se perdre dans son sein; s'ils avoient paru se ranimer un moment, la sage fermeté des rois les a aussitôt désarmés, et cette expérience a été, pour l'Europe et pour nous, une véritable démonstration de leur impuissance. L'année dernière, de toutes les calamités, la plus propre à agiter le peuple s'est fait cruellement sentir; si au milieu de ces circonstances la monarchie légitime a repris tant de force et de solidité, et déployé tant de puissance, que pourroit-elle redouter de l'avenir? et quelles alarmes pourroit inspirer à l'Europe la France libre, sous le sceptre bien-faisant de ses rois? Mais pour que cette disposition favorable des traités puisse s'opérer sans obstacles, il convient de pourvoir à l'acquittement de ce qui reste encore dû sur les 700 millions que nous devons payer d'après l'article 4 du traité du 20 novembre. Le Roi se confie dans l'empressement de la Chambre à le mettre en état de rapprocher le terme de l'entière libération de la France. Sa Majesté nous a chargé, en conséquence, de vous demander un crédit éventuel de 24 millions de rente; j'appelle ce crédit *éventuel*, parce que l'emploi en sera subordonné à l'événement qui seul peut le rendre nécessaire, c'est-à-dire à l'évacuation de notre territoire. Vous comprenez facilement que sans ce crédit il seroit difficile de presser et de conclure la négociation qui nous reste à terminer, et ce n'est pas dans de telles circonstances, et pour un si haut intérêt, que les députés hésiteront à confier au gouvernement des moyens dont il ne sauroit se passer. Telle est notre situation, tels sont les besoins communs du trône et de la patrie. Sans doute le passé, avec sa gloire comme par ses désastres, nous a légué un pesant

héritage; mais un long et heureux avenir est promis aux peuples qui possèdent des institutions fortes, et chez qui une sage liberté soutenant, au milieu des plus cruels revers, l'énergie et la constance des citoyens, ne peut manquer de faire connoître des jours de prospérité; c'est pour entrer promptement en possession de cet avenir, qu'il faut se hâter de clore irrévocablement le passé, en nous résignant aux sacrifices qu'il nous impose encore. Il est beau de voir un grand peuple, après tant de vicissitudes, conquérir un nouveau genre de gloire par sa constance dans le malheur, sa fidélité à remplir ses engagements. La France vient de traverser des jours d'épreuves; elle les a supportés avec courage; espérons que libre bientôt de donner l'essor à son activité, elle la tournera vers les arts et la paix, et qu'après avoir jeté tant d'éclat dans la guerre, elle présentera un grand exemple aux nations, par sa sagesse et la force de ses institutions qu'elle a reçues de son Roi. » La Chambre adopta le projet de loi; l'ancien ministre le présenta à la sanction de la Chambre des pairs, qui l'adopta.

M. le duc de Richelieu défendit le projet de loi relatif à la formation de l'armée; il s'attacha à justifier le titre 6 sur l'avancement. Le noble pair observa que « le Roi nomme à tous les emplois publics, et sur-tout aux emplois militaires; mais Sa Majesté ne nomme-t-elle pas tous les officiers de l'armée, les uns parmi les sous-officiers, les autres parmi les élèves des écoles militaires, et dans lesquels sa seule volonté appelle et les héritiers naturels de la bravoure, et les jeunes français qui se destinent aux armes. Sa Majesté n'est pas bornée dans son choix: elle prend les élèves dans toutes les familles de son royaume. Ce n'est qu'après les avoir introduits lui-même dans la carrière militaire, que le Roi dit à la loi de déterminer le temps du grade pour les avancements successifs, et la loi

investit encore le monarque du droit de nommer parmi les anciens, en lui laissant encore le choix le plus libre pour une grande partie des grades au-dessus du colonel; puis elle s'abandonne entièrement à lui pour choisir les chefs qui doivent guider les régimens, les divisions et ses armées. La prérogative royale est satisfaite; elle oublie elle-même que c'est pour la fortifier par l'affection et l'espérance qui la perpétue, qu'elle a proposé des règles propres à satisfaire l'émulation, les sentimens, et même souvent une remuante ambition. Loin d'en être affoiblie, l'autorité royale en acquiert plus de force; et par là se dissipent les reproches d'avoir diminué les droits de la couronne.... Nous touchons, ajouta M. le duc de Richelieu, au terme de cette discussion, qui peut replacer la France au rang qui lui appartient : tout permet d'espérer que les fureurs de la guerre feront place à un esprit universel de paix. On ne voit plus se montrer ni la folie des conquêtes, ni l'ambition de s'aggrandir : chaque souverain, chaque guerrier, chaque peuple paroît satisfait de sa portion de gloire; les nations semblent vouloir réparer les maux qu'elles ont soufferts et les maux qu'elles ont faits; la vengeance même s'exile de tous les cœurs belliqueux. Aussi, n'est-ce pas à cause des circonstances d'où sort et où se trouve encore notre patrie, que la loi du recrutement vous est proposée : la Charte l'avoit annoncée dans des circonstances différentes. C'est pour tous les temps qu'il convient de régler la force militaire d'une grande monarchie : jusqu'à ce que les vues, ou, si l'on veut, les conseils des âmes pacifiques soient accomplis ou écoutés; tant que les autres Etats auront de grandes forces sur pied, la France, pour se conserver dans son intégrité, et comme nation permanente, aura besoin aussi d'une armée permanente. Si l'état des finances ne donne pas les moyens de la compléter bientôt, il est juste

au moins qu'en proportion des ressources successives le Roi ait la faculté de l'augmenter. Cette faculté seule est rassurante pour le trône, pour la nation, à qui il seroit heureux de pouvoir dire que la généralité de vos suffrages donne à la loi seule la force d'une armée. »

M. le duc de Richelieu fut nommé ministre plénipotentiaire au congrès d'Aix-la-Chapelle; il parvint, par sa constance, son habileté, son zèle, à faire hâter le moment de la libération de la nation française : il a obtenu dans sa pacifique mission que la durée de l'occupation fût abrégée, une réduction dans les charges que nous avoient imposées les traités, et de plus longs délais pour le paiement des dettes qui restent à acquitter. A son retour, M. le duc de Richelieu reçut du Roi l'ordre de lui proposer un ministère de son choix. M. de Richelieu tomba malheureusement malade, et M. Decaze, dont l'activité et l'audace l'emportent sur toutes considérations, parvint à renverser un ministère qui auroit sauvé la France de l'incertitude où l'impéritie du ministère actuel la plonge chaque jour de plus en plus. Cependant, pour consoler les amis de la monarchie de la disgrâce qu'ils éprouvoient, on crut devoir faire la demande d'une récompense nationale pour la conduite de M. de Richelieu au congrès d'Aix-la-Chapelle. Cette récompense fut accordée. Le noble pair, qui l'avoit refusée, fut obligé de l'accepter malgré lui. Il s'en est démis en faveur des hospices de Bordeaux, sa patrie. Le désintéressement est une des vertus favorites de M. le duc de Richelieu.

RIVIERE DE RIFARDEAU (marquis de), né en 1765, étoit officier aux gardes-françaises avant la révolution. Il émigra en 1791, servit d'abord dans l'armée de Condé, s'attacha ensuite au comte d'Artois, suivit ce prince dans tous ses voyages, et fut chargé de plusieurs missions

importantes auprès des chefs royalistes de la Vendée et de la Bretagne. Il vint à Paris avec les généraux Georges et Pichegru, en 1804 ; il fut arrêté, mis en jugement et condamné à mort. Sa famille obtint sa grâce par l'intercession de Joséphine : sa peine fut commuée en celle de la déportation ; après une détention préalable de quatre ans au château de Joux. Rendu à la liberté par les événements du mois d'août 1814, le Roi le nomma son ambassadeur à Constantinople : il étoit prêt à s'embarquer à Marseille, lorsqu'il apprit l'invasion de Buonaparte ; il fit tous ses efforts pour insurger le Midi ; il arriva à Marseille et rassembla tous les officiers généraux pour les exhorter à défendre la cause du Roi : il réussit dans ce noble projet ; le pavillon blanc flottoit à Marseille, mais Toulon persistoit dans sa rébellion. Le marquis de Rivière engagea le maréchal Brune à abandonner le commandement de l'armée et à s'éloigner de Toulon. Le Roi le créa pair de France, et le chargea d'aller réprimer une insurrection qui avoit éclaté en Corse ; il y rétablit l'ordre et la tranquillité par sa sagesse et sa fermeté. Le marquis de Rivière remit son commandement au général Villot, et il fit voile pour Constantinople. Après avoir rempli pendant trois ans sa mission diplomatique avec autant de succès que d'habileté, il a été rappelé en France.

RIVIÈRE, avocat-général à la cour royale d'Agen, fut élu membre de la Chambre des députés par le département de Lot-et-Garonne. Il siégea au centre. Il fut nommé rapporteur de la commission du projet de loi qui autorise les établissemens ecclésiastiques à recevoir des donations. Il proposa l'impression du tableau général des pensions, et présenta un projet de réduction sur cet objet. M. Rivière fit partie de la commission du concordat, et fut nommé pour exposer à la Chambre le résultat

de ses travaux. C'est un grand malheur que ce rapport n'a été suivi d'aucun résultat : les amis de la religion gémissent sur un événement qui peut produire de grands maux.

ROCHE-AYMON (comte de la), émigra au commencement de la révolution, servit dans l'armée du prince de Condé, et après son licenciement il fut employé dans les armées du roi de Prusse, où il combattit vaillamment. Rentré en France en 1814, le Roi le créa pair et maréchal-de-camp, chevalier de Saint-Louis et officier de la Légion-d'Honneur. Il prononça dans la Chambre des pairs un discours sur le projet de loi relatif au recrutement de l'armée : il s'attacha à prouver que ce projet étoit en harmonie avec la Charte ; mais il combattit les enrôlemens à prime : « Lâches pour la plupart, dit-il, les soldats mercenaires ne connoissent ni l'honneur du drapeau ni l'amour de la patrie. Ce n'étoient point des soldats mercenaires que conduisoit à la victoire l'héroïne de Vaucouleurs ; qui triomphoient avec Louis XIV de l'Europe entière, armée pour nous punir de trop de succès, ou qui trouvoient la mort et la gloire dans les champs de la Vendée en combattant pour leur Dieu et pour leur Roi. » Un autre pair censura ces étranges assertions. M. la Roche-Aymon se hâta de désavouer les intentions qu'on lui prêtoit, en annonçant que si ses expressions avoient pu présenter quelque obscurité, il n'avoit jamais eu la pensée de ternir la gloire d'une armée dans les rangs de laquelle ses pères avoient versé leur sang pour le Roi, où lui-même avoit eu l'honneur de faire ses premières armes. M. le duc de la Roche-Aymon examina la question, si les règles de l'avancement doivent être tracées par une ordonnance, ou si elles doivent recevoir la sanction législative. Le noble pair soutint que chez les puissances de l'Europe la volonté du monarque est la seule loi

de l'Etat, et qu'il n'est pas sans exemple dans l'histoire de France de voir soumettre des ordonnances sur le régime militaire à l'enregistrement des cours souveraines, sanction qui, quoique moins importante, étoit cependant la seule qui présentât quelque similitude avec la coopération actuelle des Chambres à la confection des lois. « Craindroit-on que la prérogative royale ne fût altérée par le projet de loi ; mais cette crainte n'auroit quelque fondement qu'autant que les deux Chambres auroient demandé elles-mêmes à régler le mode d'avancement. Ici, au contraire, c'est le Roi lui-même qui vient demander aux Chambres de le prémunir lui-même contre l'instabilité qui s'attache trop souvent au régime des ordonnances. Il veut des règles convenables, mais l'application lui en sera toujours réservée ; et c'est là que réside véritablement la prérogative de la couronne ; elle n'est donc pas blessée par le projet de loi. » Le noble pair examina ensuite les bases sur lesquelles le titre 6 établit l'avancement. « Les conditions nécessaires pour parvenir au grade d'officier n'en souffrent aucune difficulté, et l'attribution du tiers des sous-lieutenances à la classe des sous-officiers n'est que la juste récompense des services qu'on doit en attendre. Quant au principe de l'ancienneté, les termes dans lesquels il est rétabli laissent au choix du Roi une sage latitude, et circonscrivent les droits de l'ancienneté à des limites plus étroites que celles jusqu'où ils pouvoient s'étendre sous le règne ancien de notre état militaire, et jusqu'où elles s'étendent encore chez les puissances voisines. »

ROCHEFOUCAULD (François-Alexandre-Frédéric, duc de la), né en 1747, n'a été connu long-temps que sous le nom de Liancourt. Après la mort du duc de la Rochefoucauld-d'Anville, son cousin-germain, assassiné à Gisors en 1792, il prit le titre

et le nom de la Rochefoucauld. En 1789 il fut député aux États-Généraux, et adopta les opinions révolutionnaires qui dominoient alors. M. de la Rochefoucauld, dans des intentions pures, conseilla au Roi de rappeler M. Necker, et d'éloigner les troupes cantonnées aux environs de Paris et de Versailles ; il proposa de frapper une médaille pour consacrer le souvenir de cette mémorable séance qui abolit tous les privilèges de la noblesse : il renvoya son cordon-bleu au Roi. Il prononça un discours sur la nécessité d'accorder au Roi le *Veto* absolu ; il prouva que l'Assemblée n'avoit pas le droit de détruire l'ancienne constitution monarchique ; il soutint que les militaires en activité de service ne devoient point faire partie des assemblées délibérantes. M. de Liancourt s'occupa des actes de bienfaisance ; il fit plusieurs rapports sur les hôpitaux et les secours à accorder aux indigens ; il fit décréter que les frais d'entretien et de nourriture des enfans-trouvés et des dépôts de mendicité, jusqu'alors à la charge des villes et des provinces, seroient faits désormais par le trésor public ; il vota contre la réunion d'Avignon et du Comtat à la France ; quoique partisan des réformes, il s'éloigna des innovateurs révolutionnaires ; il les attaqua souvent ; il combattit la distinction mystique que Pétion proposa d'établir entre l'inviolabilité constitutionnelle et l'inviolabilité personnelle du Roi ; système exécrable dont se servirent les assassins du Roi pour le conduire à l'échafaud. Il défendit le Monarque, et s'écria : « Disons la vérité, le Roi n'est bravé que par des factieux, c'est à la Royauté qu'on en veut, c'est le trône qu'on veut renverser. » M. le duc de la Rochefoucauld gémit sur les attentats du 20 juin ; il prévint la chute du trône et la mort sanglante du Roi ; il proposa à ce prince de se retirer en Normandie avec sa famille, en lui indiquant pour asyle le château de Gaillon, qui ap-

partenoit au cardinal de la Rochefoucauld, et pour retraite la ville de Rouen, qui renfermoit des défenseurs intrépides de la cause royale. Le duc offrit de prendre des mesures pour assurer cette retraite. Sa proposition ne fut point acceptée. Il semble que lorsque le destin a une fois désigné une victime pour la frapper, elle prenne le soin de l'aveugler pour la conduire plus sûrement au lieu de son supplice. M. de la Rochefoucauld quitta la France après l'événement déplorable du 10 août : il se rendit en Angleterre, et de là aux Etats-Unis de l'Amérique, où il résida jusqu'en 1799 ; il s'occupa à étudier les arts, l'agriculture, le commerce et les institutions américaines. Il revint en France après le 18 brumaire. Toujours dirigé par des principes de bienfaisance et de philanthropie, il établit une filature et une fabrique de coton, pour occuper les pauvres sans travail ; il y employoit aussi les enfans - trouvés qu'il alloit chercher dans les hôpitaux. C'est à lui, dit un historien, qu'on doit principalement le bienfait précieux de l'introduction de la vaccine ; c'est du château de Liancourt qu'elle s'est répandue dans toutes les parties de l'Empire français. Le Roi le créa pair le 4 juin 1814. Dans les cent jours de 1815, il protesta, en sa qualité de membre de l'Assemblée électorale de l'Oise, contre les opérations de cette Assemblée, et cependant il accepta sa nomination à la Chambre des représentans, qui lui fut déferée par le collège d'arrondissement de Clermont. Admis de nouveau à la Chambre des pairs après le second retour du Roi, il vota contre la majorité de la Chambre des députés de 1815, et il est devenu ministériel. M. de la Rochefoucauld n'est point révolutionnaire ; il aime l'ordre, la paix, la monarchie ; mais il est trop attaché à ces idées libérales qui conduisent à de grandes erreurs. Il a publié plusieurs ouvrages qui honorent son cœur et

son esprit. M. de la Rochefoucauld combattit la proposition de M. Barthélemy, concernant la loi sur les élections ; il avança une assertion que nous croyons devoir contester, en disant que la majorité de la France considère la loi des élections comme une des plus sûres garanties qui lui sont données. Elle s'y attache, dit-il, comme à la sauve-garde d'une partie des droits que le Roi lui a reconnus dans la Charte. Vouloir toucher à cette loi, c'est semer partout la méfiance et les alarmes ; c'est attaquer la majorité des citoyens dans ce qu'ils ont de plus cher, c'est heurter de front les opinions et les sentimens de la majorité de la nation ; c'est exposer la France à des malheurs, à des troubles que nous avons tous le besoin et le désir de prévenir ; c'est jeter au milieu des Français un nouveau brandon de discorde, et Dieu sait quand et comment pourroit s'éteindre cet incendie. « Il y a deux vérités que M. de la Rochefoucauld ne pourra contester : 1.^o qu'il n'est pas bien démontré que la loi des élections est généralement reconnue bonne ; 2.^o que la majorité de la Chambre l'a reconnue défectueuse en adoptant la proposition de M. Barthélemy.

M. le duc de la Rochefoucauld a voté pour le rejet du projet de loi sur les journaux, dont M. le marquis de Lally - Tollendal, rapporteur de la commission, avoit proposé l'adoption. Le noble pair prétendit que les journaux libres seroient, pour la nation comme pour le gouvernement, un dépôt sans cesse renouvelé de vérités importantes, d'utiles avis, et de sages observations. Quels secours n'offriroient-ils pas sous ce rapport aux membres et au chef de l'Etat ? Un autre service que rendroient les journaux, c'est de répandre l'instruction dans les classes inférieures de la société ; objet de la sollicitude du gouvernement actuel, qui pense avec raison que plus un peuple est instruit, plus il se montre soumis aux lois,

et que l'anarchie n'a pas de meilleur auxiliaire que l'ignorance. C'est par les journaux que parviennent au peuple les lumières semées dans les autres écrits ; on peut même dire que sans la liberté des journaux, dont la fonction est d'annoncer, de faire connoître les ouvrages de tout genre, il n'y a point pour ceux-ci de liberté, il n'y a point de liberté réelle. Pourquoi différer d'année en année la jouissance de tant d'avantages ? Serait-il vrai que nous ne fussions pas encore en état de supporter sans adoucissement nos institutions nouvelles ; qu'il fallût nous accoutumer peu à peu aux bienfaits de la Charte ? Est-ce quand la nation se résigne avec autant de courage que de dignité aux sacrifices les plus pénibles ; quand une disette longue et cruelle n'a pas épuisé sa patience, qu'on peut craindre de l'investir de la plénitude de ses droits ? Non, la Charte sans restriction, la Charte dans toute la pureté de ses principes, voilà le vœu général des Français. »

M. le duc de la Rochefoucauld défendit le projet de loi relatif à l'armée, et justifia l'article concernant l'avancement. « Ou présente, dit le noble pair, comme attentatoire à l'autorité royale le mode établi par ce titre. Mais en quoi la prérogative royale seroit-elle affaiblie par l'établissement de quelques règles sur l'avancement militaire ? Les nominations qui auroient lieu en vertu de ces règles, proposées et sanctionnées par le monarque, en seroient-elles moins un bienfait de sa part, un acte de sa puissance ? Si la formation matérielle de l'armée est du ressort de la puissance législative, pourquoi voudroit-on qu'elle ne pût concourir à sa formation morale ? sur quel fondement, enfin, diroit-on au monarque de proposer, aux Chambres d'accueillir un principe d'émulation, de force et de vie, qu'il leur paroîtroit nécessaire d'introduire dans la loi de cette formation ? Comment, sur-tout, re-

pousser une disposition qui n'est que le développement de l'article 3 de la Charte, aux termes duquel tous les Français sont également admissibles à tous les emplois civils et militaires ? Ce point, dit-on, en ce qui touche l'armée, doit être réglé par des ordonnances ? » Le noble pair observa « que c'est mettre en principe ce qui est en question. » Il répondit ensuite, que « dans la loi proposée on trouve d'autres dispositions qui, d'après la doctrine des adversaires, auroient pu être établies par des ordonnances. Pourquoi ne réclament-ils pas contre ces dispositions ? pourquoi le titre seul d'avancement a-t-il exercé leur censure ? Le Roi, ajoutent-ils, ne peut lier ses successeurs ? Pas plus sans doute sur un point que sur un autre, le Roi ne peut lier ses successeurs ; ne s'ensuivroit-il pas de ce principe qu'il n'auroit pu nous donner la Charte ? » Sans aborder ces mesures délicates, le noble pair se borna à conclure que le mode d'avancement prescrit par le titre 6 du projet n'est pas plus contraire à la Charte que le mode de recrutement établi par le titre 1^{er}. Le noble pair termina son discours par ces réflexions, qui annoncent cette sage philanthropie qui, parmi quelques erreurs qu'elle proclame, désire la paix et le bonheur du genre humain. « La France, d'accord avec son Roi, abjure toute idée d'agression et de conquêtes ; elle veut la paix ; elle veut en assurer le maintien ; elle veut concourir avec les autres puissances à la conservation de cette paix si désirable, si nécessaire, à toutes. Laissons certain orateur d'un autre pays entretenir encore des rêves d'inimitié, parler de *diviser les Gaules en trois parts*, professer la doctrine que la lecture des traités ne doit point lier les nations, injurier même le peuple français, qu'il ne connoît pas ; la loyauté de la nation à laquelle cet orateur appartient consacrerait cette extravagance d'un homme. Pour nous, fidèles aux engagements que,

nos malheurs nous ont fait contracter, aux traités que notre Roi a consentis, ne faisons entendre que le cri de la paix ; mais puisque le vœu de la paix est sincère dans tous nos cœurs, gardons-nous de nous refuser à la consolider par tous les moyens que conseillent notre dignité et notre prudence ; entourons nos drapeaux pacifiques de forces assez imposantes, pour que notre indépendance nationale obtienne le respect dû au généreux sentiment d'un grand peuple uni à son auguste chef.»

M. le duc de la Rochefoucauld combattit l'amendement proposé par M. le duc Fitz-James sur l'article 8 du projet de loi relatif à la répression des crimes et délits commis par la voie de la presse ou par toute autre voie de publicité. (*Voyez FITZ-JAMES.*) Il observa « que les défenseurs du projet, comme les adversaires, sont également pénétrés de la sainteté de la religion, et lui vouent un égal respect ; mais ils diffèrent sur la question de savoir s'il ne seroit pas plus nuisible qu'utile à la religion elle-même, de placer son nom vénérable dans l'article actuellement discuté ; si l'on s'entendoit mieux sur le sens de ce mot, peut-être les opinions seroient-elles moins divergentes. Pris dans son sens absolu, le mot de religion ne signifie autre chose que le rapport de l'homme avec Dieu, et sous ce point de vue il n'a rien qui puisse se rattacher aux lois humaines. La religion, dans une acception moins généralisée de ce mot, est le culte rendu à la Divinité par chaque homme suivant sa croyance. L'immense majorité des Français est catholique : pour la France, considérée comme corps social, la religion n'est donc autre chose que la religion catholique. Cependant la Charte assure à tous les individus liberté et protection pour le culte que chacun exerce suivant sa croyance ; et pour parvenir à ce but, il faut éviter de faire entrer dans la loi le mot Religion, qui peut, implicitement du moins, paroître

s'appliquer à la religion catholique, et à plus forte raison encore, le mot de religion chrétienne qui emporterait nécessairement l'idée d'une religion dominante, idée tout-à-fait contraire à la Charte, comme à l'intérêt bien entendu de la religion, contre laquelle on verroit se réveiller, au premier indice d'une prééminence légale, toutes les passions qu'une sage tolérance a si heureusement calmées. »

M. le duc de la Rochefoucauld, qui avoit voté, en 1818, le rejet du premier projet de loi sur les journaux, qui avoit posé des limites à la liberté de la presse, vota, en 1819, pour le second projet de loi qui consacre la liberté illimitée des écrits périodiques. « Des circonstances impérieuses, dit le noble pair, ont obligé le gouvernement à retarder pour nous les bienfaits de la liberté de la presse : il est enfin accordé à la France ; elle va posséder dans toute sa plénitude, exercer dans toute son étendue, cette liberté de la presse, le plus précieux de nos droits politiques, l'âme, la vie, et le ressort des gouvernemens représentatifs. » Le noble pair ne désespère pas de voir s'établir parmi nous cette espèce de haute police qui, en soumettant la politique à la raison, donneroit naissance à un esprit public aussi énergique pour défendre la liberté, que pour combattre toute tendance à l'arbitraire ; et pourquoi, lorsqu'en faisant un noble usage de son talent, un écrivain pourroit acquérir plus que de la gloire, lorsqu'il pourroit obtenir l'estime de ses concitoyens et la reconnaissance de son pays, préféreroit-il à cette honorable carrière le sentier qui doit le conduire au mépris et à la honte ? »

ROCHEFOUCAULD (baron de la), né en 1756, émigra au commencement de la révolution, et fit plusieurs campagnes comme major-général de l'armée de Condé ; il fut chargé du dépôt de la guerre, emploi qu'il remplit avec autant d'intel-

ligence que de sagesse. Le Roi le nomma pair de France, gouverneur de la division militaire à Toulon, et inspecteur-général de cavalerie.

ROCHE-TALLON (marquis de), officier-général, fut élu député en 1816, par le collège électoral du département de la Vienne. Il siége au côté droit, première section.

ROCHEJAQUELIN (le marquis de la), fils de M^{me} de la Roche-Jaque-
lin-d'Onissou, femme célèbre par son esprit, son courage et ses infortunes, a été nommé pair de France, en 1815, à peine âgé de douze ans. Il recut, en 1817, des mains de l'ambassadeur de Prusse, à Paris, une épée magnifique, que lui ont donnée en présent, comme un hommage de leur admiration pour sa famille, les officiers de l'armée prussienne. Le Roi a voulu récompenser les vertus d'une famille illustre qui a versé son sang pour défendre la religion et le trône.

RODET, avocat, fut élu député, en 1817, par le collège électoral du département de l'Ain. Il siége au côté gauche, première section.

M. le président annonça que par le résultat des délibérations prises par la Chambre, des réductions qu'elle a opérées, des évaluations qu'elle a établies, il y a sur les dépenses de 1819 un excédent de recette de 40,695.025 francs. C'est cette somme que la Chambre doit appliquer, soit à la diminution des retenues sur un dégrèvement des contributions directes, soit de toute autre manière. Le gouvernement propose de les maintenir pour l'année 1819, la commission, de les diminuer de moitié, à compter du 1^{er} juillet; quelques autres membres proposent de les supprimer. M. Rodet défendit le projet de loi proposé par le gouvernement, et combattit tous les amendemens. Il soutint qu'ils avoient le double inconvénient, et de remettre

en discussion des questions préjugées dans la délibération du projet de loi sur les dépenses, et de priver l'Etat d'une ressource d'autant plus précieuse qu'elle ne coûte rien aux contribuables, et qu'elle conserve un principe d'ordre et d'économie qu'on a l'espérance de voir fructifier, et d'étendre à toutes les branches de l'administration publique. L'honorable membre « a entendu avec étonnement quelques personnes jeter de l'odieux sur le système des retenues, et le présenter comme une mesure arbitraire qui impose un genre de propriété exclusivement à toutes les autres; qui fait supporter, par une classe d'individus, des charges dont le fardeau se divise entre tous les citoyens. Il avoua que si les emplois publics étoient la propriété de ceux qui les occupent; il seroit touché de plaintes semblables, et qu'il regarderoit comme une violation de tous les principes la loi des retenues; mais en créant des emplois, en y attachant des émolumens, les peuples n'ont jamais entendu que ces emplois et ces émolumens devinssent la propriété de ceux qui devoient les posséder; les peuples et les gouvernemens ont toujours conservé le droit de modifier ces emplois ou de les supprimer, d'augmenter ou de diminuer ces émolumens suivant leur plus grand avantage, comme les fonctionnaires conservent toujours la faculté de renoncer à des emplois dont les salaires leur paroissent insuffisans pour acquitter convenablement leurs peines, leurs talens et leur dévouement à la chose publique. Le système des retenues n'a donc rien d'injuste en lui-même, du moment qu'il ne gêne en aucune sorte la liberté des fonctionnaires; et l'on ne refusera pas à l'Etat, à la société toute entière, le droit qu'exerce chaque jour le citoyen prudent, le père de famille éclairé qui, forcé de réduire ses dépenses et de porter de l'ordre dans ses affaires, propose à tous ceux qui le servent

une diminution de leur salaire ou une cessation de leurs services. Ceux qui s'opposent aux retenues croient que l'amélioration des finances doit avoir pour unique résultat, non pas le sort des contribuables, mais celui des fonctionnaires salariés ; comme si nous étions devenus plus riches par la privation des sommes immenses que la France a perdues par l'effet d'une foule de circonstances que les fautes de l'ancien ministre des finances et l'imprudence des particuliers n'ont fait qu'aggraver ; comme si notre position s'étoit améliorée par le départ de cent mille garnisaires que la politique a jugé à propos de retirer, tandis que nous ne pouvons pas nous dissimuler que cet événement, qui a comblé tous nos vœux, a pourtant augmenté notre dette de quarante pour cent, et nous a mis dans la nécessité de léguer à nos petits-enfans la triste et fâcheuse obligation de partager nos malheurs et d'acquitter nos emprunts, pour le remboursement desquels nous sommes, en ce moment, forcés de reconnaître notre impuissance. Ainsi, il n'existe entre notre position actuelle et celles de 1816 et de 1817, d'autre différence que celle d'avoir réglé avec les créanciers qui nous poursuivoient alors, d'avoir attermyé avec quelques-uns, et d'avoir acquitté les autres au moyen d'emprunts qui n'ont fait qu'aggraver nos charges de trente à quarante pour cent, puisque nous payons l'intérêt de cette augmentation, et que l'amélioration de nos rentes pourra nous forcer un jour au remboursement de l'intégralité de leur capital. Ainsi, aucune considération ne peut, quant à présent, déterminer la Chambre à supprimer des retenues, dont personne ne peut sérieusement contester la légitimité, et dont le prédit peut s'employer d'une manière si utile au profit de l'Etat. »

Lors de la discussion du budget, M. Rodet prononça un long discours, mélange informe de quelques vérités,

de beaucoup d'erreurs, de principes dangereux, de fausses assertions, de calculs erronés, d'accusations vagues ; ce discours fut une satire continuelle des opérations du gouvernement. M. Rodet fut bien trompé : il s'attendait à des applaudissemens et à des éloges ; mais son discours fut écouté avec indifférence, et il ne reçut aucune marque d'approbation et de satisfaction. Combien son amour-propre et son orgueil durent en être humiliés ! « Pour nous, a dit M. Rodet, qui avons sous les yeux le tableau malheureusement trop vrai de la misère qu'ont laissée dans nos départemens la guerre, la famine, et quatre années de mauvaises récoltes ; quant à nous, dont les départemens peuvent à peine suffire au paiement des impôts, et qui sommes les témoins des exécutions qui s'y répètent chaque jour pour forcer les contribuables à verser dans le trésor royal des contributions que la plupart ne peuvent se procurer qu'en se privant de l'absolu nécessaire, nous ne pouvons pas croire que le crédit public, l'aisance des départemens et la prospérité de la France, soient attachés à la nécessité de payer des impôts onéreux, pour accroître et maintenir des traitemens dont la fixation a été faite dans un temps où toute l'Europe étoit tributaire de la France et lui apportoit ses trésors ; nous ne pouvons pas croire que des administrations organisées et créées pour la France, dans un temps où son territoire, sa richesse, sa population, étoient d'un tiers plus considérables, doivent conserver aujourd'hui le même développement ; nous ne pouvons pas croire qu'il y ait aucune justice à conserver dans les bureaux et les administrations cette foule d'employés qui s'embarrassent plus qu'ils ne s'aident, et dont la plupart ne doivent l'avantage du choix qu'ils ont obtenu, et des appointemens qu'ils perçoivent, qu'à la nécessité où chaque fonctionnaire semble se trouver, à l'instant de sa nomination, d'appeler

auprès de lui des personnes de son choix, et aux convenances, qui lui défendent d'éloigner les employés de son prédécesseur. C'est ainsi qu'un ministère qui n'avoit autrefois que quatre cents employés, en compte aujourd'hui plus de treize cents; c'est ainsi que tel bureau dont le personnel coûte plus de cent mille francs, fait avec beaucoup de difficulté ce que le chef du bureau a assuré lui-même pouvoir beaucoup mieux faire et d'une manière plus lucrative pour lui, avec trente-six mille francs, si on lui laisse le choix de ses commis. Ainsi, convenons que le meilleur système de finances n'est pas celui qui arrache au peuple le plus d'argent, mais bien celui qui, réduisant toutes les dépenses à l'absolu nécessaire, ménage des capitaux indispensables au commerce et à l'agriculture, et concilie au gouvernement l'affection des peuples reconnoissans. » L'honorable membre s'est fait un devoir d'étudier le tableau de la dépense que l'on propose; il soumet à l'examen et aux réflexions de la Chambre les doutes qu'il a conçus et les réformes qu'il espère. Il examine et parcourt successivement les budgets de chaque ministère. M. Rodet termina son discours, dans lequel, à travers les désordres qui y règnent, on aperçoit quelques vérités et des vues nouvelles et utiles, dont les ministres devroient bien profiter, par les réflexions suivantes : « J'ose espérer qu'il nous aura suffi d'avoir fait connoître au ministère les vœux de la nation, pour voir se développer successivement les nombreuses économies dont la détresse des peuples fait un impérieux besoin. J'ose espérer que dans l'intervalles des deux sessions il mûrira les changemens importans que l'expérience réclame dans les attributions de la Cour des comptes, et que les cahiers d'observations de cette Cour, soumis à l'avenir aux méditations de vos commissions, les éclaireront dans leur marche, et leur fourniront des renseignemens précieux sur les abus

dont la plupart ne doivent leur existence qu'à l'épaisseur du voile qui les couvre; j'ose espérer que les projets de lois, qui vous seront présentés à la prochaine session, mûris et discutés avec cet esprit de sagesse et de patriotisme que nous nous plaçons à proclamer, fourniront une ample matière à nos travaux, et combleront les vœux de tous les citoyens, en leur accordant enfin les institutions qui doivent mettre la Charte en harmonie avec elle-même, et fixer irrévocablement l'organisation des gardes nationales, celle des administrations municipales et départementales; la mise en activité d'un code rural, trop long-temps attendu, et la réformation du code pénal, celle de l'instruction criminelle, et sur-tout la réorganisation du jury sur les bases qui assurent la sévère exécution des lois, en même temps qu'elles protégeront la vie et l'honneur des citoyens contre les entreprises du pouvoir et l'excès de l'esprit de parti. »

ROHAN-MONTBAZON (prince de), duc de Bouillon et pair de France, est fils du prince de ce nom, qui périt sur l'échafaud révolutionnaire. Il soutint, en 1816, un procès contre l'amiral anglais Philippe d'Auvergne, qui lui contesloit la propriété et le titre du duché de Bouillon : l'anglais fondoit ses droits sur une adoption, faite en 1791, par le duc de Bouillon. Cette affaire ayant été portée au congrès de Vienne, les souverains la renvoyèrent à une assemblée de cinq hommes d'Etat célèbres par leurs connoissances. Après un examen approfondi des titres et pièces produits par les deux contendans, la commission adjugea, le 1^{er} juillet 1816, la possession du duché, et les indemnités pour la cession des droits de souveraineté faite au roi des Pays-Bas, au prince Rohan de Montbazon.

ROLLAND, ancien employé dans les subsistances militaires, fut élu, en

1816, député par le collège électoral du département des Bouches-du-Rhône. Il siége au côté droit, première section.

ROLLAND, Conseiller à la cour royale de Metz, fut élu député en 1816, par le collège électoral du département de la Moselle. Il siége au côté gauche, première section.

ROUCHON, fut nommé député de l'Ardèche au conseil des Cinq-Cents, en 1795. Il prononça un discours énergique contre la loi du 3 brumaire, qui excluait du Corps-Législatif les parens des émigrés. Il attaqua avec force, en 1798, le projet de loi sur les élections : il s'éleva contre la révolution du 18 fructidor, il la présenta comme le tombeau de la liberté publique ; revenant ensuite au projet de loi, il prédit que son acceptation entraînerait la ruine de la constitution et l'asservissement des Conseils. Il combattit la proposition de confisquer les biens des proscrits de fructidor, qui s'étoient soustraits à la déportation. Le discours véhément que M. Rouchon prononça, excita la rage des révolutionnaires. Des invectives atroces furent vomies contre cet estimable député ; mais ces injures grossières ne lui imposèrent pas silence. « L'inculpation banale de royalisme ne m'en impose pas, s'écria-t-il avec énergie, elle ne m'empêchera pas de m'opposer à un acte de tyrannie qui n'a point d'exemple, à une loi qui ajoute une peine à une autre peine ; ne seroit-ce pas une atrocité de dire à un homme condamné à être guillotiné : si tu ne viens point toi-même à l'échafaud, tu seras rompu ou écartelé ? faut-il ressembler aux rois des Indes, qui ordonnent à leurs sujets de se rendre aux frontières pour les livrer ensuite à la chasse des bêtes féroces. Je sais bien que le Grand-Seigneur envoie le cordon aux bachas, aux visirs qu'il veut perdre ; mais je n'ai jamais oui dire qu'il le forçât à venir le chercher, sous peine

d'un châtimement plus sévère, s'ils refusoient de se soumettre à celui qui leur étoit infligé. Lisez l'histoire, et vous y verrez que les Néron et les Héliogabale n'ont jamais pris des mesures aussi cruelles que celles qu'on vous propose. Il est atroce de mettre, comme on l'a fait, les mots de justice et d'humanité à côté des mesures de confiscation et de proscription contre des hommes non jugés ; c'est le rire ironique d'un homme à l'instant où il poignarde sa victime. » A ces mots, de nouveaux cris de rage et des vociférations semblables à ceux des cannibales retentirent dans la salle. M. Rouchon fut inébranlable dans sa vertu. Il continua ainsi : « Vous devez m'entendre ; les malheureux dont je défends la cause n'ont point de riches commissariats, de somptueuses ambassades à me donner ; ils n'ont que la proscription en partage. » Honneur et gloire à M. Rouchon ! Le souvenir de cette séance mémorable sera un jour de triomphe pour lui. Les historiens célébreront son courage et sa justice, et flétriront d'un opprobre éternel ces hommes lâches et cruels qui violent les lois de l'humanité par des actes de férocité et de tyrannie. M. Rouchon fut élu au Corps-Législatif en 1818 ; il siége au côté droit, première section. Le Roi le nomma, quelque temps après, avocat-général à la cour royale de Lyon.

Lors de la discussion du projet de loi sur les finances, concernant l'article de dégrèvement sur la contribution foncière, M. Rouchon prononça un long discours pour prouver que le département de l'Ardèche est un de ceux qui méritent le plus la faveur d'un dégrèvement. Il observa « que trente départemens, peut-être les plus riches, ont la prétention d'absorber, à eux seuls, tout le fonds du dégrèvement ; ils appuient leur prétention sur une surcharge, mais cette surcharge ne sauroit être considérée comme absolue : elle est au contraire relative ; car tel département qui paie plus que tel autre,

paie moins en réalité s'il est plus riche : la charge contributive doit toujours être proportionnée à la fortune de celui qui la supporte. » L'honorable membre présente la topographie du département de l'Ardèche ; il demanda si dans cette contrée on avoit un revenu, si on avoit des propriétés ; c'est en quelque sorte, dit-il, un problème à résoudre : le revenu y est plus qu'incertain ; car si l'on veut comparer les frais de culture avec les produits, on trouvera souvent que ceux-ci se réduisent à zéro, et vous n'en serez pas étonnés, si vous considérez que pour établir une culture on est obligé de pratiquer les murs en amphithéâtre sur la pente des montagnes ; on va chercher au loin la terre végétale, ou à défaut on se sert de la roche triturée ; un second, un troisième mur sont élevés ainsi presque au sommet ; on plante des oliviers et autres arbres utiles ; mais souvent des nuages s'amoucellent autour de ces amphithéâtres, y crèvent avec fracas, et se résolvent en pluies abondantes ; c'est à-peu-près comme à Corouandel : or, vous sentez que quand les murs sont entraînés jusques dans les ravins par les inondations, toutes ces propriétés sont dévastées, et il en résulte que nous envoyons en dégrèvement sur les terrains qui sont au bas de la montagne, le limon et les engrais. » L'honorable membre, juste et grand admirateur de l'ancienne constitution française, rappela la sage administration des États du Languedoc, qui n'ont jamais surchargé le département de l'Ardèche ; mais ils avoient fait construire des routes magnifiques, et des ponts à trois étages, comme le pont du Gard, avec de riches ornemens d'architecture. Dans le tableau des ministres, continua l'orateur, on ne trouve pas au nombre des départemens surchargés le département de l'Ardèche ; cependant voit-on les riches de la capitale s'empresser d'y venir acheter des propriétés ? Il sembleroit résulter, de ce

tableau de dégrèvement, que l'arpent de terre devoit être plus estimé dans l'Ardèche qu'en Normandie, dans les plaines de la Beauce et dans le département de la Seine. Pour avoir une juste idée des dégrèvemens à accorder, cette base donnée par les ministres est fautive, ou pour mieux dire, vous n'avez aucune base qui puisse déterminer votre décision. Je conclus à ce que le dégrèvement s'opère d'une manière égale dans tous les départemens ; si l'on manque d'un point de départ, il suffit d'adopter le mode proportionnel. Voulez-vous me permettre de le dire, le dégrèvement qu'on vous présente n'est autre chose que l'histoire du *plat d'ortolans*, où il y avoit plusieurs oiseaux gras, et un seul fort maigre ; le convive qui l'avoit devant lui eut plus d'esprit que les tableaux : « Messieurs, dit-il à ses compagnons de table, vous avez cru jusqu'à présent que c'étoit le soleil qui tourne, et que la terre reste immobile ; point du tout, Gallilée assure que c'est la terre qui tourne à-peu-près comme ce plat. » Dans cette démonstration l'ortolan maigre se trouva dérangé, et notre savant s'applaudissoit de sa ruse ; mais celui devant qui l'ortolan maigre s'étoit fixé, ne perdit point la tête : « Pour moi, dit-il, je suis pour le système de Ticho-Brahé : ne dérangez pas le monde, je vous prie ; et faisant tourner le plat, il le remit dans sa position première. » Voilà, messieurs, l'histoire de vos départemens : ainsi je me crois fondé à désirer qu'il nous soit procuré des bases plus convenables. » M. Rouchon a constamment protégé et défendu les véritables principes monarchiques et les maximes de la religion.

ROUGÉ - BONNEVAL (marquis de), né à Paris, en 1778, d'une famille noble et ancienne, fut nommé, en 1814, colonel, premier lieutenant des Cent-Suisses de la garde du Roi, et pair de France en 1815. Au mois

D'août 1817 il appela l'attention de la Chambre sur les dépenses urgentes des communes, qu'il désiroit voir appliquer à des réparations d'ouvrages publics et nécessaires. M. le marquis de Rougé, lors de la discussion du projet de loi relatif à la liberté de la presse, proposa un amendement sur l'article 3; il tendoit à retrancher de cet article une disposition qui, suivant le noble pair, pouvoit avoir les conséquences les plus funestes. « L'article dont il s'agit ne rend l'éditeur d'un ouvrage dont l'auteur est décédé, responsable de son contenu que dans le cas où l'auteur est décédé avant de publier cet ouvrage; mais seroit-il innocent l'éditeur qui, dans la première de nos bibliothèques, iroit dérober à l'obscurité d'un juste oubli les pamphlets incendiaires des apôtres forcenés de la révolution, pour secouer de nouveau sur la société les braudons qu'ils recèlent? ces coupables écrits, pour avoir obtenu précédemment une fatale publicité, seroient-ils aujourd'hui exempts de tout reproche, et le mal qu'ils firent à la France les absoudra-t-il de celui qu'ils pourroient lui causer encore? » Pour éviter un tel scandale, le noble pair proposa de retrancher de l'article 3 ces mots : *avant de l'avoir publié*. Cet amendement n'eut pas de suite.

ROY, né en 1764 à Chavigny en Champagne, exerça la profession d'avocat à Paris, où il se distingua par son éloquence. Il fut le défenseur de l'infortuné du Rosoy, assassiné par le tribunal extraordinaire du 17 août. Il défendit aussi les condamnés de vendémiaire 1795, et fit révoquer quelques-uns des arrêts de mort prononcés contre eux. Il composa un mémoire pour les veuves et les enfans des fermiers-généraux condamnés à mort par le tribunal révolutionnaire. Cet écrit, plein de sensibilité et de force, obtint l'estime et le suffrage des hommes amis de la justice et de

l'humanité. M. Roy s'éloigna de la scène politique, pendant les troubles révolutionnaires; tranquille possesseur d'une fortune immense, il s'occupoit de commerce et de manufactures; il en dirigeoit les établissemens avec autant d'intelligence que de succès. Buonaparte, toujours occupé de conquêtes et d'envahissement, voulut s'emparer des belles forêts de Navarre, dont M. Roy avoit acquis la possession; mais il eut le courage de s'opposer à cette usurpation. Il rédigea des mémoires écrits avec cette véhémence libérale qui aggrandit l'âme de l'homme ferme qui ne tremble jamais devant son oppresseur. « Quelques heures se sont à peine écoulées, dit-il au premier consul dans un de ces écrits, depuis le moment où, parmi les grands hommes qui ont illustré la France, vous distinguâtes Turenne; ses mânes tressaillent encore des honneurs que vous rendîtes à sa mémoire; et aujourd'hui il s'agit de l'expropriation de son petit-neveu. Un monarque auquel ses contemporains et la postérité ont donné le titre de *grand*, avoit aussi pensé que le moulin de Sans-Soucy, placé au milieu de son parc, étoit à sa convenance, et ses flatteurs le lui avoient répété; mais sa puissance fléchit devant ce mot sublime : *Il y a des juges à Berlin*. » Buonaparte brava la justice et l'opinion publique; il expulsa M. Roy de sa propriété. M. Roy, élu secrétaire du collège électoral de la Seine, demanda que l'assemblée procédât à ses opérations sans prêter à Buonaparte le serment prescrit, et fit rayer de la liste de ses membres Lucien Buonaparte, comme n'étant point citoyen français. Elu député, il s'opposa à la prestation du serment à Napoléon. Malgré ses intrigues secrètes, et malgré les menaces qu'il fit insérer dans le *Journal du Commerce*, M. Roy ne fut point effrayé de ce manège artificieux; il opina toujours avec cette fermeté qui annonce la grandeur du caractère. Elu

député en 1815, il vota avec la minorité. Il combattit les amendemens de la commission sur le projet de loi des élections, et fut d'avis du renouvellement partiel. Quelques expressions peu réfléchies le firent rappeler à l'ordre. Dans la discussion de la loi relative à la restitution au clergé des biens non vendus, il demanda la suppression du mot *restituer*, comme propre à inspirer des alarmes. M. Roy fut élu au nouveau Corps-Législatif en 1816, où il vota avec la majorité. Nommé rapporteur du budget pour la partie des dépenses, il proposa quelques économies et des mesures pour faire cesser l'abus toujours croissant des pensions. Après avoir reproché au ministre de la guerre d'avoir dépassé son budget, il consentit toutefois à la régularisation de cet excédant. Il défendit l'affectation des loix de l'Etat à la caisse d'amortissement ; il soutint que les économies étoient indispensables : « mais pour réaliser ce vœu, aucune économie n'est plus possible, et tous les intérêts particuliers viennent en multiplier les obstacles. » Ici M. Roy abandonna un moment la fermeté de son caractère, et on ne peut guère justifier cette foiblesse, qui peut être son principe dans des motifs qui nous sont inconnus. Réélu pour la quatrième fois député, il fut nommé membre de la commission de surveillance ; il fit, sur la situation de la caisse d'amortissement, un rapport qui fut renvoyé à la commission du budget. Nommé membre de cette commission, et son rapporteur sur les dépenses, il fit un rapport lumineux, où il annonça de grandes et terribles vérités qui firent une impression profonde, malgré les efforts et les subtilités des orateurs ministériels. « Nous sommes, dit-il, justement effrayés de l'accroissement continu de nos dépenses ; tout est changé autour de nous ; et nous allons comme si rien n'étoit changé. La résignation de la nation dans ce temps de malheur a été grande et univer-

selle ; elle avoit sa source dans son amour pour son Roi ; mais alors que son amour pour son Roi ne changera jamais, toutes les ressources sont épuisées, et nous vous devons cette triste vérité, que, si les charges qui pèsent sur elle n'ont pas leur terme dans le cours de cette année, il vous sera impossible d'établir le budget de 1819. » Cette prédiction prophétique heureusement ne s'est pas accomplie. M. Roy fut nommé ministre des finances ; mais bientôt après il donna sa démission, et M. l'abbé Lonis fut nommé à sa place. On le nomma dans le public le ministre de huit jours.

Lors de la discussion du budget du ministre de la marine, M. Duvergier de Haurane demanda une augmentation sur le chapitre des soldes et dépenses y assimilées : M. Roy combattit cet amendement ; il observa « que de telles propositions tendent à déplacer la Chambre et le Gouvernement de leurs positions respectives, et qu'elles peuvent avoir les plus graves inconvéniens. Le Roi est l'administrateur suprême, c'est-à-dire qu'il lui appartient de déterminer les divers actes d'administration que l'intérêt de l'Etat commande. La dépense est la conséquence de ces actes ; elle est proposée par le Gouvernement, elle est consentie par les Chambres. Cette expression, *consentie*, est celle de la Charte elle-même. Quand le Gouvernement propose une dépense, quand la Chambre l'accepte et accorde les fonds, chacun reste à sa place : le Gouvernement administre ; la Chambre, au nom de la nation, consent à une distraction de propriétés pour les besoins de l'administration publique ; mais si la Chambre vote une dépense qui ne lui est pas demandée par le Gouvernement, elle détermine par cela même un acte d'administration que le Gouvernement n'a pas cru nécessaire, et que lui-même n'a pas déterminé ; c'est elle qui décide alors que les actes d'administration doivent

avoir lieu : c'est elle qui administre , et elle prend de telles décisions sans connoissance des faits dans leur ensemble , sans connoissance des motifs que le Gouvernement peut avoir de ne pas faire tel ou tel acte d'administration ; et que deviendroient les fonds si libéralement offerts au nom des contribuables, qui ont bien chargé les députés de consentir l'impôt , mais non de l'*offrir*, si le Gouvernement trouvoit inutile ou dangereux l'acte pour lequel la dépense auroit été votée sans qu'il l'eût proposé ? La responsabilité ministérielle ne seroit-elle pas elle-même détruite ou affoiblie , par cela même que les mesures administratives auroient été commandées par les Chambres ? et voyez quels autres inconvéniens pourroient résulter de ce système ! Dans d'autres temps et avec une autre composition de la Chambre on pourroit ne pas manquer de membres qui , dans des intérêts particuliers d'état ou de localités , ou qui , pour plaire à l'autorité , proposeroient une multitude de dépenses ; qui sait même si on ne verroit pas éclater à cet égard une noble émulation entre des hommes qui , par cela même qu'ils pourroient n'avoir que de bonnes intentions , se disputeroient entre eux l'avantage de paroître en avoir de meilleures ? Tout seroit alors renversé , et ce seroit au Gouvernement à défendre les intérêts des contribuables contre les députés de la nation ; la Chambre ne paroîtroit bientôt qu'un instrument de pouvoir , et ne tarderoit pas de perdre cette considération qu'elle doit toujours conserver ; les contribuables , privés de leurs défenseurs naturels , cesseroient aussi d'avoir pour garantie contre l'excès des charges cette pudeur publique de l'administrateur qui , dans un gouvernement représentatif , sera toujours le frein le plus salutaire contre la volonté de les augmenter. » L'amendement de M. Duvergier de Haurane fut rejeté.

M. Roy fit , le 17 mars 1818 , un

rapport fort étendu sur le budget ; il parla sur toutes les diverses parties de l'administration financière. Il proposa d'insérer dans la loi sur les finances deux dispositions « portant que les comptes annuels qui sont présentés aux Chambres par les ministres , devront l'être à l'ouverture de chaque session. Le premier travail de l'Assemblée consistera dans l'examen de ces comptes , et elle en entendra le rapport avant même de s'occuper de la loi des finances. La présentation des comptes à l'ouverture de chaque session , donnera plus de solennité à cet acte important , et y attachera d'une manière plus particulière les regards de la Chambre. On a aussi ressenti que l'examen de ces comptes étoit un préliminaire indispensable pour la discussion du budget , parce que les opérations de l'année qui finit sont le document le plus sûr pour apprécier celles de l'année qui commence : Ce sera à ceux que la confiance de la Chambre chargera de cet examen , qu'il appartiendra de signaler et de provoquer au besoin l'accomplissement des espérances que le ministre a données. »

M. Roy fit un rapport au nom de la commission centrale sur le projet de loi pour le règlement définitif des budgets des années 1815, 1816, 1817 et 1818, et la rectification provisoire de celui de 1819. On y remarque les réflexions suivantes : « Une mesure importante à prendre , c'est d'éviter pour l'avenir toutes ces affaires du trésor qu'on appelle *négociations*, *opérations*, qui ne seroient pas autorisées par la loi. Elles sont inconciliables avec un gouvernement constitutionnel , elles entraînent tous les désordres , elles exposent à la tyrannie et à la déconsidération. L'administration publique et les peuples paient trop cher les facilités qu'elles lui donnent : assez d'autres soins demeureront à l'administration financière : c'est une si belle , une si noble fonction que celle de surveiller toutes les parties de la

fortune publique ; de faire naître partout l'idée de l'économie ; de porter une attention éclairée sur chaque nature d'impôt et de perception ; d'en examiner les frais et les abus ; de s'assurer que les produits ou leur proportion sont dans un juste rapport avec les besoins de l'agriculture, du commerce, des arts et de l'industrie ; d'appeler par la publicité tous les citoyens dans le grand conseil de la nation, et de convaincre les peuples de l'ardente sollicitude de l'administration pour leur bonheur ! C'est alors que les charges paraîtront douces, et seront supportées avec joie ; c'est alors que le crédit sera assis sur ses véritables bases ; c'est alors enfin que les comptes deviendront faciles et clairs, parce que les faits qu'ils décriront seront toujours la gloire de l'administration. »

M. Roy fit un rapport à la Chambre des députés sur la direction morale et sur la situation matérielle de la caisse d'amortissement et de la caisse des consignations et dépôts. Il en démontra les heureux résultats, mais il dénonça quelques abus, et proposa des améliorations utiles. Il observa que « lorsque l'action de ces établissemens ne sera plus contrariée par de nouvelles et continuelles émissions de rentes, leur heureuse influence se fera sentir chaque jour davantage. Ils sont appelés à de grandes destinées ; leurs succès sont d'autant plus assurés, qu'ils se préparent lentement, qu'ils s'établissent par la publicité, par la confiance, par l'économie, par l'ordre dans toutes les parties, par tous les moyens enfin qui garantissent la durée et la prospérité de semblables établissemens. » M. Roy fit, au nom de la commission centrale, un rapport sur le projet de loi relatif au commerce du salpêtre ; il observa « que ce seroit une grande erreur de n'apercevoir dans ce projet que des vues fiscales ; il appartient à des considérations d'un ordre plus élevé ; ses dispositions intéressent à-la-fois

la sûreté de l'Etat et la prospérité de l'intérieur ; son objet est d'encourager la fabrication du salpêtre, d'en accroître la récolte, et d'assurer sous ce rapport notre indépendance. » M. Roy rappela les lois sur la liberté du salpêtre étranger ; il démontra que le résultat qu'on vouloit obtenir étoit celui de soutenir la récolte du salpêtre indigène, de manière à ne jamais dépendre des étrangers pour cet objet de première nécessité pour la sûreté de l'Etat et la prospérité de nos manufactures. Il combattit ensuite le système des prohibitions ; mais il prouva la nécessité, en admettant l'introduction des salpêtres étrangers, de les frapper, à l'entrée, d'un droit tel, que le salpêtre de France puisse soutenir la concurrence, et que nos salpêtriers aient plus d'intérêt à faire le brut qu'à l'acheter, pour le livrer, soit au gouvernement, soit au commerce. M. Roy examina le privilège de la fouille, et soutint qu'il falloit le conserver avec des modifications. M. Roy proposa l'adoption du projet de loi avec quelques amendemens.

La commission du budget avoit proposé de créer une commission spéciale chargée d'examiner et de vérifier les comptes : M. le marquis Desolles combattit cette proposition. M. Roy, rapporteur de la commission du budget, observa que M. le marquis Desolles avoit créé, pour la combattre, une difficulté qui n'existoit pas, en disant qu'une commission spéciale, nommée par le Roi, procéderoit sans retard à la vérification de l'ancien passif des caisses du trésor : on n'avoit jamais eu la pensée de proposer une pareille institution. Ce seroit une étrange commission que celle qui consisteroit en une commission qui seroit nommée par une ordonnance, ou qui n'auroit de durée que la durée de la vérification des comptes ! On n'a pas dit non plus ; ni supposé, que cette commission dût être composée de membres de la Chambre des députés et de membres de la Chambre

des pairs. Si la Chambre des députés devoit intervenir dans une telle commission, ce ne seroit que par le droit qui lui appartient essentiellement en matière d'impôt et des deniers publics. C'est par respect même pour l'autorité royale qu'on a exprimé que la commission qui vérifieroit le compte de l'ancien passif des caisses seroit nommée par une ordonnance du Roi. On a eu une autre pensée encore. L'organisation du trésor, par la loi, est aussi urgente qu'elle est indispensable; mais, en attendant, les comptes du trésor doivent présenter aux Chambres les garanties que l'état des choses leur permet: or, quelles garanties a-t-on trouvées dans ceux qui ont été distribués? Ils ne sont point établis sur pièces, ils ne sont signés ni par le ministre ni par aucun agent du trésor public ayant caractère public et nommé par ordonnance du roi pour les fonctions qu'il exerce. Le ministre lui-même est un agent responsable; mais il n'est pas, à proprement parler, un agent comptable, et il seroit déraisonnable de vouloir faire résulter de sa signature, qui doit accompagner les comptes, la conséquence qu'il en garantit les détails; il faut donc que l'agent comptable, ou la commission qui, sous la surveillance du ministre, donne cette garantie, ait un caractère public qu'une ordonnance du Roi peut seule donner.

M. Roy, commissaire du gouvernement, défendit le projet de loi relatif à l'année financière; il observa « que ce projet avoit pour objet de déterminer l'époque de l'année civile, à laquelle commencera chaque exercice ou chaque révolution pour les recettes, les dépenses et les comptes des finances. Cette première observation doit d'abord calmer les inquiétudes de ceux qui ont paru craindre que cette fixation apportât quelque dérangement à l'obligation de convoquer les Chambres chaque année. En présentant ce projet, le gouvernement n'a point cherché sa commodité personnelle

ou des avantages qui ne soient pas uniquement pris dans l'intérêt public. Il a voulu répondre aux vœux de la Chambre, si souvent et si énergiquement manifestés et à ceux de toute la France. Il a voulu faire cesser cet état de choses, dans lequel il lui est indispensable de venir chaque année demander aux Chambres des provisoires qu'elles sont elles-mêmes dans la nécessité de lui accorder sans examen et sans discussion. Il a voulu prévenir et faire cesser les erreurs et les abus de toute nature qui sont la suite de la perception des impôts sur des rôles couverts d'émargemens et de mentions de paiemens qui appartiennent à un autre exercice. » Après avoir examiné et combattu les projets présentés sur cette matière par M. le duc de Gaëte et M. de Villèle, M. Roy dit : « Interrogez les hommes qui ont administré : tous vous répondront que le changement qui vous est proposé n'est pas seulement nécessaire pour que les Chambres puissent remplir le premier de leurs devoirs, mais qu'il est également indispensable pour l'action de l'administration publique. Interrogez les contribuables, et tous vous diront combien d'abus sont attachés à la nécessité de percevoir l'impôt sur les rôles de l'année précédente, sur des rôles déjà surchargés d'émargemens, et sans espace pour des émargemens nouveaux. Ce n'est rien que les petits embarras que quelques établissemens pourroient éprouver une seule fois pour se mettre en harmonie avec le nouvel ordre qui sera introduit, ils trouveront bien vite, par la comparaison du passé, les moyens d'apprécier, suivant les saisons et les circonstances, les besoins de six mois, dont l'exercice de 1819 doit être augmenté. » Ce sinistre projet de loi, ouvrage du génie fiscal de M. l'abbé Louis, violoit la Charte et écrasait les contribuables. Il fut adopté par la Chambre des députés, mais les pairs le rejetèrent.

ROYER-COLLARD, né dans les environs de Vitry-le-Français, en 1770, étoit avocat à Paris à l'époque de la révolution. Il adopta les principes des novateurs en improuvant leurs excès. Il étoit secrétaire du Conseil de la commune, à l'époque à jamais déplorable du 10 août ; ce fut aux approches de cette fatale journée que Danton lui dit : « Jeune homme, venez brailer avec nous ; quand vous aurez fait votre fortune, vous embrasserez à votre aise le parti qui vous conviendra. » M. Royer-Collard ne suivit pas le conseil de ce tribun factieux. Pendant les orages révolutionnaires il vécut paisiblement dans la retraite. Nommé, en 1797, député du département de la Marne au Conseil des Cinq-Cents, il s'éleva avec force contre le serment demandé aux prêtres, et parla en faveur du rappel des déportés ; il invita l'Assemblée de s'attacher à la justice, qu'il appela *le plus profond des artifices*, et termina ainsi son discours : « Aux cris féroces de la démagogie invoquant l'audace, et puis l'audacie et encore l'audace, vous répondrez enfin par ce cri consolateur : la justice, la justice, et ensuite la justice. » M. Royer-Collard ne siégea que trois mois au Conseil des Cinq-Cents ; il cessa ses fonctions au 18 fructidor : il se réunit à ceux qui s'occupaient de rétablir sur le trône de France la dynastie des Bourbons. M. Royer-Collard vécut dans la retraite jusqu'en 1811 ; il fut nommé doyen de la faculté des lettres de Paris, et professeur d'histoire et de philosophie à l'Ecole Normale ; son langage métaphysique ne lui attira pas beaucoup d'auditeurs : ses cours devinrent presque déserts. Le Roi, à son premier retour, appela M. Royer-Collard à d'éminentes fonctions. Il fut nommé successivement directeur-général de l'imprimerie et de la librairie, Conseiller-d'Etat et chevalier de la Légion-d'Honneur ; à l'invasion de Buonaparte, il abandonna toutes ces places, et reprit ses fonctions de professeur et doyen de

la faculté des lettres. Après le second retour du Roi, il fut rappelé au Conseil-d'Etat, et nommé président de l'instruction publique. Elu député en 1815, il vota avec la minorité ; il attaqua le projet de loi relatif à des mesures de sûreté générale, et proposa d'accorder aux préfets seuls le droit d'arrestation, en leur imposant le devoir d'en référer aux ministres dans les vingt-quatre heures. Cet amendement fut rejeté. Dans la discussion de la loi d'amnistie, il vota contre les amendemens de la commission. Dans le projet de loi sur les élections, il s'opposa au renouvellement intégral, à la permanence de la Chambre pendant cinq ans, et à l'augmentation des membres des députés ; il soutint que la Chambre des députés étoit seulement élective, et non pas administrative, et qu'elle n'exprimoit jamais que sa propre opinion : principe vrai et incontestable. Les membres du Corps-Législatif ne sont pas les représentans de la nation, le Roi est son seul représentant héréditaire. Dans la discussion du budget, le 17 mars 1816, M. Royer-Collard soutint, contre la Commission, que la Chambre ne pouvoit, par un amendement à la loi de 1816, arrêter les dispositions prises en faveur des créanciers dans le budget de 1814. Elu membre au Corps-Législatif en septembre 1816, il siégea au côté gauche, seconde section ; il vota, sur la nouvelle loi des élections, contre les deux degrés d'élection qu'on vouloit introduire ; il défendit le projet tendant à accorder aux ministres seuls, et pendant un an, le droit d'arrêter les prévenus de complots contre l'Etat, sans qu'il fût nécessaire de les traduire devant les tribunaux, et vota pour le projet relatif à la suspension de la liberté des journaux. Ce fut à cette époque que, dit-on, se forma un parti qu'on appela doctrinaire, et dont M. Royer-Collard est le chef ; les membres de ce parti veulent concilier leur intérêt avec leur conscience, ce qui est bien difficile ;

c'est imiter nos philosophes modernes, qui ont une doctrine publique bien différente de leur doctrine particulière. C'est un grand malheur que ce parti ; son existence annonce une grande immoralité, et il ne faut même pas y croire ; cette hypocrisie dégraderait ceux qui s'en rendroient coupables.

M. Royer Collard défendit le projet de loi relatif au recrutement de l'armée. Il prétendit que le titre de l'avancement n'étoit point contraire à la Charte, que le Roi ne disparoit pas, ne s'abaisse pas dans ce titre ; mais il y éclate dans sa pompe la plus touchante, dans son caractère le plus respectable, celui de défenseur des droits en péril, et de protecteur de l'égalité. C'est en effet l'égalité des droits dans le service militaire, que le projet de loi organise avec fermeté et franchise ; l'égalité, à son tour, organisera dans l'armée l'esprit civil, qui doit y tempérer constamment l'esprit militaire. »

Lors de la discussion sur le projet de loi relatif à la répression des abus de la liberté de la presse, M. Clabran de Solilhac avoit proposé de comprendre, dans l'article des peines, ceux qui outrageroient la morale religieuse. M. Royer-Collard combattit cet amendement ; et dans un discours plein de sophismes et d'erreurs, il publia les maximes du déisme ; il prétendit que la morale ne diffère point de la religion. De ce principe faux il faudroit conclure que l'athée qui suit et professe la morale de la nature est un homme religieux.

M. Royer-Collard vota pour le projet de loi relatif aux journaux. Il demanda si nous avions besoin des journaux ? « Oui, sans doute, dit-il, ils sont l'une des conditions du gouvernement représentatif, l'un de ses principes de vie. Le journal est-il une influence ? Oui, il peut être la plus puissante de toutes les influences. Or, l'influence politique appelle une garantie, la garantie politique ne se

rencontre, selon les principes de notre Charte, que dans une certaine situation sociale. Cette situation est déterminée par la propriété ou par ses équivalens. Voilà le principe du cautionnement, principe qui lui donne une base bien plus large et plus solide que la garantie des conditions judiciaires. Il ne pourroit y avoir d'objection que contre la qualité qui, si elle étoit trop élevée, seroit craindre qu'il n'y eût pas assez de journaux. » L'honorable membre ne croit pas cette raison fondée. Le nombre des journaux n'est pas donné par le nombre total des lecteurs, mais par celui des opinions dominantes et des nuances d'opinions. Toute opinion qui a un certain nombre de partisans, fait exister un journal qui a pour elle le mérite de la défendre, de lui dire beaucoup de bien d'elle-même et beaucoup de mal des autres opinions. Or, toute opinion capable de faire exister un journal est capable de le cautionner, quel que soit le taux du cautionnement ; et puisque ce sont les journaux qui constituent les opinions de la société, et qui sont en quelque sorte leur gouvernement, il est de l'intérêt des partis d'être constitués en eux et par eux-mêmes sur le même plan que la société à laquelle ils appartiennent ; de même donc que les affaires de la société se traitent par des hommes choisis dans une situation qui garantit leur sagesse, de même il sera avantageux aux partis de n'avoir pour organes de leur mission et pour interprètes de leurs desseins que des hommes de quelque considération, qui ne puissent pas leur imprimer, aux yeux du public, leur propre imprudence et leur propre folie, et la société elle-même gagnera du repos à cette discipline des partis, et elle deviendra sage de leur sagesse. » Nous exhortons M. Royer-Collard, président de l'instruction publique, à mettre plus d'ordre et de précision dans ses idées, plus de noblesse dans ses expressions, plus d'élégance dans son style, et

de consulter les règles de la grammaire.

M. Royer-Collard vota le rejet de la résolution de la Chambre des pairs, relative à la loi des élections : il fonda son opinion sur un fait faux. Il prétendit « que cette résolution, embrassant toute l'organisation des collèges électoraux, frappoit la loi des électeurs toute entière sans y rien respecter; c'est l'improbation pure et simple, sans limites comme sans motifs, de la loi. Lorsque quelqu'un proclame un principe faux, c'est une erreur; lorsqu'il avance un fait entièrement faux, c'est un vice du cœur et une violation de la conscience. » La résolution rendue sur la proposition de M. Barthélemy tendoit à modifier la loi des élections, et non à la détruire.

M. Avoine de Chantereine fit son rapport sur la pétition des élèves de l'École de Droit, où ils demandoient l'intercession de la Chambre auprès du gouvernement pour les rendre aux leçons de M. Bavoux. M. Royer-Collard donna sur les troubles qui avoient agité l'école de Droit, des détails qu'il est essentiel de faire connaître. « Personne, dit-il, je l'espère, n'attend de moi, en ce moment, une apologie des arrêtés de la Commission de l'instruction publique. La pétition dont on vous a rendu compte n'est pas une pétition ordinaire; elle ne peut pas être entièrement séparée des événemens qui l'ont précédée. Je crois donc entrer dans les vues de la Chambre, je crois comprendre sa sagesse en m'abstenant de toutes controverses, soit sur les faits, soit sur la juridiction de la Commission. Ce que la Commission de l'instruction a fait, elle a pu le faire : ses actes sont soumis au gouvernement. Cependant, Messieurs, vous apprécierez sa conduite, si vous ignorez les circonstances qui la pressent, et dans quelle lutte elle est engagée. Chacun de nous sait qu'il a éclaté quelques désordres, il y a environ un mois, d'abord au collège royal de Louis-le-

Grand, ensuite au collège royal de Nantes. Mais ce que vous ne savez pas, c'est qu'en même temps des désordres semblables ont été tentés, quoique sans effet, dans un grand nombre de collèges éloignés des uns des autres, et qui n'avoient eu aucune communication. Je citerai particulièrement les collèges de Rennes, de Bordeaux, de Périgueux, de Caen, de Lyon, de Tournon, de Vannes; et ces désordres ont été tentés, pour ainsi dire, en pleine paix, au milieu de la surveillance la plus active, sous l'empire de la discipline la plus régulière, contre des chefs expérimentés et respectables, dont la fermeté les a prévenus ou étouffés; ce que vous savez encore moins, c'est que dans quelques-uns de ces établissemens il est prouvé que le désordre est venu du dehors; qu'il a été inspiré ou excité par des proclamations insensées répandues sous le nom du collège de Louis-le-Grand. Ces malheureux enfans qu'on poussoit à des actes de la plus criminelle conséquence, se sont trouvés hors d'état de dire ce qu'ils demandoient, de former une plainte, d'articuler un grief; le seul aveu qu'on ait obtenu de quelques-uns, c'est qu'ils avoient espéré de faire tomber le collège et de retourner dans leur famille. Il y a eu beaucoup sans doute de scènes tumultueuses dans les collèges; mais il n'y a point d'exemple d'une attaque de ce genre dirigée sur un grand nombre de points à la fois, et qui n'a pu s'exécuter que par la corruption la plus odieuse de la jeunesse et même de l'enfance. Ce crime est nouveau, il manquoit à l'histoire des partis. L'agitation ne s'est pas renfermée dans l'enceinte des collèges; on a vu quelque temps après les élèves d'une faculté de médecine pousser l'opposition à l'autorité jusqu'à désertir l'école pendant plusieurs mois. » Tel est le tableau que M. Royer-Collard a présenté et dont il a atténué les circonstances; car il n'a pas voulu remonter à leur origine. Il déclara

pourant qu'il souhaitoit qu'ils n'ensent d'autre cause que l'imprudence très-imprévue d'un suppléant, imprudence contre laquelle il étoit impossible d'être en garde, après treize années d'une conduite qui n'avoit reçu aucun reproche; il le souhaite et il n'a aucune raison en ce moment de penser le contraire. Il observa que par cela seul que la première école du royaume étoit violemment troublée, la commission se retrouvoit en présence de cet esprit de révolte qui venoit de parcourir les établissemens les plus florissans de l'instruction publique. Cet esprit éclatoit sur un plus grand théâtre, les circonstances étoient plus graves; ce n'étoit pas seulement la discipline intérieure d'une école qui étoit en péril, c'étoit l'ordre public; on avoit appelé des décisions de l'autorité à la force et à la multitude, et nul exemple de cet appel révolutionnaire ne pouvoit être plus dangereux. La commission pouvoit-elle hésiter de prendre des mesures décisives? Non; la foiblesse eût été une trahison; dans l'application de ces mesures, le nombre seul eût rendu le discernement impossible; on ne craint point d'ajouter que le discernement eût été imprudent, parce qu'il eût offensé un sentiment qu'il faut respecter dans la jeunesse, lors même qu'il l'égare. Longtemps après que la discipline et le calme seront rétablis, on démêlera volontiers, et on sera heureux de reconnoître dans les fautes qu'on aura punies, les sentimens honnêtes et généreux qui ont pu s'y mêler et qui les ont peut-être aggravées; ce n'est pas encore le moment. Les chefs de l'instruction publique sont les amis de la jeunesse, ils ne sont pas ses flatteurs; ils doivent lui apprendre qu'en cette occasion elle a manqué au premier de ses devoirs et donné un déplorable exemple. Bientôt l'enseignement plus élevé que la sagesse du Roi prépare, lui apprendra combien sont abjectes et méprisables les doctrines qu'on lui offre

pour la séduire. Le mal est grand, et il n'atteste que trop la présence des partis, soit qu'ils l'aient produit, soit qu'ils s'en emparent. Personne n'appelle la loi de l'instruction publique avec plus d'impatience que l'autorité, à qui elle est nécessaire, et que son absence attriste. Mais cette loi, quelque parfaite qu'on la suppose, ne suffira pas pour détruire ou désarmer les partis: le remède est ailleurs; il faut le chercher à une plus grande profondeur: que la nation soit pacifiée, et les écoles seront paisibles et laborieuses. Jusque-là, cependant, que l'anarchie sache que, de quelque part qu'elle vienne et sous quelque forme qu'elle se présente, partout où elle se reproduira, elle sera réprimée et vaincue. » M. Royer-Collard a rempli ses devoirs en provoquant la censure et la destitution d'un professeur imprudent; mais que de reproches et de plaintes s'élèvent de toutes parts contre l'administration du chef de l'instruction publique! Cet homme, dévoré par l'ambition et par l'orgueil, veut aller à la célébrité par des actions d'éclat et dont l'illusion dissipée le conduira au mépris universel. Il veut être le chef d'une secte odieuse qui, proclamant un système d'extravagance et de folie, prouve jusqu'à quel degré de délire l'esprit humain peut se porter lorsqu'il se livre à toutes les erreurs et à tous les égaremens d'une fausse et impie philosophie. Que M. Royer-Collard brise les liens qui l'attachent à une secte dont il est le fondateur et le fanatique enthousiaste. Comment ne voit-il pas qu'elle est en butte aux sarcasmes de tous les partis et qu'elle, est l'objet perpétuel de leurs railleries et de leurs imprécations? Qu'il se hâte de quitter les rênes d'une administration qui, sous sa direction, ne produira jamais que des citoyens dangereux à la société, et des hommes funestes à la religion. On assure que M. Royer-Collard a répondu à ce vœu des amis de l'or-

dre et de la paix ; cependant on craint de sa part une ruse de guerre.

RUINART DE BRIMONT, négociant, fut élu, en 1816, député par le collège électoral du département de la Marne. Il siége au côté droit, première section.

RUPERON, conseiller à la Cour de cassation, fut élu, en 1816, député par le collège électoral du département des Côtes-du-Nord. Il siége au côté gauche, première section.

RUTTY (Charles-François), lieutenant-général, né en 1774, commandait l'artillerie au siège de Ciudad-Rodrigo, en 1810, et contribua à la reddition de cette place ; il se distingua aux combats de Santa-Martha, de Villalah, Le Roi le nomma membre du comité de la guerre et commandant de l'artillerie destinée à combattre Buonaparte : il fit partie du conseil de guerre qui condamna le général Bertrand. Le comte de Rutty fut nommé, en 1817, général d'artillerie sur les côtes de l'Océan, et pair de France le 9 mars 1819.

M. le comte Rutty vota pour le projet de loi amendé par la commission, relatif aux servitudes imposées à la propriété pour la défense de l'Etat. Il observa « que depuis l'origine de la fortification moderne en France, jusqu'à 1811, la limite de 250 toises n'a jamais été dépassée. C'est elle qui détermina l'ordonnance de 1713, que confirment les ordonnances de 1744 et de 1776, que consacre la loi de 1791. Sa fixation remonte à l'époque la plus brillante de la guerre des sièges, à cette époque où Vauban créoit à la fois les chefs-d'œuvre des fortifications, et en faisoit un usage si glorieux pour lui et si utile pour sa patrie. L'ordonnance de 1713 est contemporaine de la guerre de la Succession, et ce fut sans doute le fruit de l'expérience

acquise dans cette guerre. La même limite a été maintenue pendant les vingt premières années de la guerre de la Révolution ; et si l'extension en eût paru avantageuse, croira-t-on que cet avantage, à quelque prix qu'il fallût l'acheter, eût été négligé par les gouvernemens qui changèrent nos cités en arsenaux, et notre population entière en bataillons ? Il faudroit donc, pour admettre l'insuffisance de cette limite, supposer que, pendant un siècle et demi, dans un âge si fécond en grands hommes et en grands événemens, les généraux et les ingénieurs français se sont généralement trompés sur l'objet le plus important de leurs travaux et de leurs études. » Le noble pair considéra le sujet qu'il traitoit sous le rapport de l'intérêt, de la propriété, que le législateur ne peut méconnoître. « On conçoit qu'il ait été méconnu par un gouvernement dont l'énergie accoutumée à triompher de tous les obstacles, ne fléchissoit guères devant les principes ; mais la spoliation qu'il ordonna, doublement illégale par l'abus du pouvoir, et par le déni de toute indemnité, seroit-elle consommée sous l'empire de la loi constitutionnelle ? Oseroit-on aujourd'hui réclamer l'exécution de ce décret sans pourvoir à l'indemnité des dommages incalculables qui en résulteroient pour les propriétaires ? Ainsi, jugée sous cet aspect, la question devient plus simple et se réduit à savoir si le faible avantage qu'on pourroit se promettre de l'extension du rayon de servitude, compenseroit les sacrifices énormes qu'exigeroit du trésor public chaque degré de cette extension. Il est une autre manière plus simple encore de l'envisager. La fixation du rayon de servitude, comme toutes les dispositions matérielles de la défense des places, se résout en deux parties ; l'une qui constitue son essence militaire, et celle-là dépend uniquement de la puissance royale ; l'autre, relative

aux dépenses d'exécution, et dans celle-ci, à raison de ses rapports avec la fortune publique, les Chambres doivent intervenir. Si le Roi, jugeant à propos d'exécuter le décret du 9 décembre, demandait en ce moment le moyen de satisfaire aux indemnités résultantes de son exécution, les Chambres auroient sans doute le droit d'examiner si l'énormité d'une pareille dépense

est compensée par son utilité; mais quand le Roi dans sa sagesse propose l'abolition d'un décret désastreux, quand au lieu de charger le trésor de l'Etat, la mesure proposée doit lui épargner dans l'avenir des sommes importantes, les Chambres ne contesteront pas le mérite d'une disposition défensive, placée par la Charte dans les attributions essentielles du monarque. »

S.

SABRAN (le comte Elzéar-Louis-Zozime de), est issu d'une des plus anciennes familles de Provence. Il émigra en 1791, et fit les campagnes des armées des princes. Le Roi le nomma maréchal-de-camp et le chargea du commandement supérieur de Neuchâtel, dans la cinquième division. Il accompagna la famille royale pendant sa retraite momentanée. Le Roi le créa pair de France le 17 août 1815, et lui confia le commandement du département de la Haute-Garonne. Il reçut le serment de la légion départementale, et prononça à cette occasion un discours qu'il termina ainsi : « Soldats ! vous allez jurer, sur l'honneur et devant Dieu qui nous entend, d'être fidèles au Roi et à ses successeurs légitimes ; vous serez les gardiens de la paix ; malheur à qui voudroit l'enfreindre ! Songez que vous êtes appelés à relever la gloire du nom français ; je veux répondre de vous, soldats, dites que je le puis *Vive le Roi !* » M. le comte de Sabran est un zélé défenseur de la monarchie, de la légitimité et des prérogatives royales.

M. de Sabran vota le rejet du titre 6 du projet de loi relatif à la formation de l'armée ; il observa « que si la proposition qu'il contient de forcer la confiance du monarque, en l'obligeant de donner à l'armée

des officiers qu'il n'aura point choisis, étoit née dans la Chambre, si quelque pair s'étoit hasardé à la produire, quel accueil eût-il pu s'y promettre ? Y sera-t-elle reçue plus favorablement parce qu'elle est faite par un ministre ? En est-elle moins contraire au principe qui, dans toutes les monarchies, donne au roi l'entière disposition de l'armée ? En détruit-elle moins l'article 14 de la Charte ? Le motif qu'on lui prête est de donner à l'avancement plus de fixité ; mais si nous voulons quelque chose de fixe, commençons par imprimer ce caractère à nos lois fondamentales. C'est à la Chambre des pairs qu'il appartient de les défendre de toute atteinte ; elle en a le droit et le pouvoir. »

SAINT-AIGNAN, préfet des Côtes-du-Nord, fut élu député en 1816, par le collège électoral du département de la Loire-Inférieure. Il a siégé au côté gauche, seconde section.

SAINT-AIGNAN (duc de), pair de France, lut une pétition du sieur Planchet, où il demandoit qu'il fût alloué aux membres de la Chambre des députés une indemnité de déplacement et de séjour, calculée sur l'éloignement de leur domicile

et sur la durée des sessions. Il invitoit la Chambre à faire de cette demande l'objet d'une supplique adressée à Sa Majesté. Le noble pair proposa au nom du comité, attendu l'article 19 de la loi des élections, l'ordre du jour. Cet avis fut adopté.

SAINT-AULAIRE (Beauvoir, comte de), né en 1759, fut nommé un des Chambellans de Napoléon, et préfet de la Meuse. Après le rétablissement des Bourbons, il passa à la préfecture de la Haute-Garonne. Lors de l'invasion de Buonaparte, il quitta ses fonctions. Au second retour du Roi, M. de Saint-Aulaire fut nommé membre de la Chambre des députés par le département de la Meuse. Il parut souvent à la tribune, où il parla sur de grandes questions soumises à l'examen et à la délibération de l'Assemblée. En septembre 1816 il fut nommé président du collège électoral du Gard, ensuite membre de la Chambre des députés de ce département. Il siégea au côté gauche, seconde section. M. Decazes, ministre de l'intérieur, a épousé la fille de M. le comte de Saint-Aulaire. M. de Saint-Aulaire combattit l'amendement proposé par M. Chabran de Solhac (Voyez CHABRAN); cependant les opinions et les principes qu'il émit dans le discours qu'il prononça, tendoient évidemment à le faire adopter. L'honorable membre reconnut la nécessité d'offrir à la religion, à ce premier des besoins et des intérêts de la société, une entière protection contre toute tentative impie, contre tout outrage commis par une plume sacrilège. Or, pour punir les blasphémateurs de la religion et les crimes de l'impiété, ne faut-il pas une loi répressive qui arrête et punisse ces attentats? « La loi, ajoute l'honorable membre, doit frapper l'impiété, parce qu'elle trouble la société et parce qu'elle cherche à en ébranler les plus solides bases. » Or, pour punir l'impiété il faut une loi précise; M. de Saint-Aulaire n'en

veut pas : c'est à lui à nous expliquer cette étonnante contradiction. « On peut, observe l'honorable membre, discuter les dogmes de la religion avec décence, les approfondir avec toute la latitude du doute, toute la latitude de la philosophie; mais n'outragez pas ce que j'adore : la justice et la raison le défendent. » Voilà un principe de déisme bien établi. Un vrai catholique ne doute point des dogmes de sa religion; il ne les discute point, il ne les approfondit point : il s'y soumet et les reconnoît dans toute la sincérité du cœur. L'honorable membre ne veut point qu'on parle sur la religion, tandis qu'il reconnoît la nécessité de lui accorder une entière protection. Il veut qu'on punisse l'impie qui l'outrage, et qu'on laisse tranquille l'hérétique qui répand le poison de sa fausse doctrine. Que l'homme s'égare facilement, quand il veut raisonner et disserter sur les dogmes de la religion !

M. de Saint-Aulaire, dans la discussion du projet de loi relatif au changement de l'année financière, prononça un discours remarquable par l'élégance et la pureté du style, mais rempli d'erreurs et de contradictions. Il observa d'abord « que placés entre deux précipices, il faut nécessairement que nous nous abîmions, ou dans l'un ou dans l'autre; quoi que nous fassions, soit que nous acceptions le projet de loi, soit que nous le rejetions, nous aurons, par une fatalité bien malheureuse, violé la Charte et porté atteinte aux lois fondamentales. Cependant M. de Saint-Aulaire lance des anathèmes terribles contre celui qui proposeroit de violer la Charte; c'est autoriser indirectement la doctrine insensée du fatalisme. « En matière religieuse, dit-il, le vrai zèle s'attache à l'esprit de l'écriture; le fanatisme s'attache à la lettre. Dans cette matière seule on doit apporter encore une grande importance à la lettre; sans doute, quand Dieu a parlé, rien n'est in-

différent à sa parole ; mais il n'en est pas ainsi des ouvrages de l'homme. » La comparaison forcée de M. de Saint-Aulaire est bizarre et insignifiante. Les écritures saintes renferment des dogmes et des mystères ; l'Eglise, dépositaire de l'autorité divine, les interprète et les explique. Ici, la Charte est précise, la lettre et l'esprit de ce pacte social n'exigent ni interprétation, ni commentaire. Bientôt M. de Saint-Aulaire prend une nouvelle marche, et abandonne ses premières questions ; il reconnoît que le projet de loi ne porte aucune atteinte à la Charte, quoiqu'il ne soit pas en rapport exact avec l'article 49. Il assure ensuite qu'il est facile de concilier le projet de loi ; pour cela, il suffiroit de voter en deux fois l'impôt de dix-huit mois qui est demandé, par deux lois rendues à quelque distance l'une de l'autre. A peine M. de Saint-Aulaire a-t-il conçu et proposé ce projet, qu'il l'abandonne, en disant qu'il repousse cet expédient qui paroitroit insulter à la dignité des délibérations de la Chambre.

SAINT-CRICQ (le baron de), né à Lescar en 1775, fut nommé par Buonaparte chef de division dans l'administration des douanes. Le Roi l'appela, en 1815, au Conseil-d'Etat en service ordinaire, et l'attacha au comité des finances. Il fut fait, quelque temps après, directeur-général des douanes dont il avoit l'administration. Le collège électoral de Seine-et-Marne, qu'il présida, le nomma député à la nouvelle session. Il défendit le projet de loi relatif aux douanes, et s'exprima en ces termes : « Les douanes sont tellement nécessaires, que, si le trésor, au lieu d'en recevoir quelques millions, devoit sacrifier quelques millions, pour les maintenir, il n'y auroit pas à hésiter pour leur conservation. » Il démontra ensuite « que la contrebande étoit un fléau qu'il ne dépendoit pas des gouvernemens d'anéantir ; mais il donna

la mesure des obstacles qu'elle rencontroit, en exposant le taux des primes d'assurances, qui s'élevoit à trente pour cent. Il provoqua toute la sévérité des lois contre les contrebandiers, qu'il représenta comme les ennemis de leur patrie, à laquelle ils font la guerre au sein de la paix, en luttant scandaleusement contre les efforts de l'industrie. » Dans une autre séance, M. de Saint-Cricq justifia dans un long discours son administration dans toutes ses parties. Il a été réélu membre de la Chambre des députés en 1818, par le collège électoral du département de Seine-et-Marne.

M. de Saint-Cricq défendit le titre 6 du projet de loi sur la lornation de l'armée, concernant l'avancement. Il posa des principes vrais, mais il en fit une application fausse, et en tira de fausses conséquences. Il prétendit qu'il existoit des droits dans l'armée, c'est-à-dire, des services qui, prêtés pendant un certain temps, constituent des titres positifs à certains emplois. « Partout où ces droits existent, il faut les garantir, la justice le veut, la politique le commande. Où le Roi, de qui émane toute justice, en qui se concentre toute politique, placera-t-il cette garantie ? Sera-ce dans des ordonnances ? Oui, sans doute, si telle est en effet la forme la plus solennelle dans laquelle il lui soit donné d'exprimer sa volonté ; ou si c'est dans des ordonnances que les sujets du Roi sont maintenant accoutumés à lire leurs devoirs et leurs droits. C'est dans cette forme, c'est par des actes pareils que nos Rois affranchirent jadis nos communes, et jetèrent les bases de ces législations diverses dont les principes ont survécu à nos longs désordres ; c'est qu'alors les ordonnances étoient des lois ; c'est parce qu'elles portoient ce caractère, qu'elles avoient aussi cette élite, que les objets sur lesquels elles ont, à s'exercer aujourd'hui ne sont pas appelés à leur conserver ; mais s'il est une forme

dans laquelle la volonté du prince se montre plus forte, plus durable, plus inflexible, plus auguste à ses peuples, et par cela même plus respectée des dépositaires de son autorité, c'est cette forme que le Roi choisira toutes les fois qu'il s'agira de titres à reconnoître et de droits à garantir. Cette forme, dans l'ordre constitutionnel que nous devons à la sagesse du Roi, c'est la loi; non, comme en des temps de déplorable mémoire, la loi née au sein des factions, produite dans des temps de fantaisies séditionnaires, imposée au Monarque qui n'y avait point participé; mais la loi, conçue dans sa justice, préparée dans sa sagesse, mûrie dans ses conseils, la loi qu'il commence par son initiative, et qu'il achève par sa sanction. Placé dans une sphère étrangère aux autres hommes, élevé au-dessus des passions qui nous agitent, attentif à ce seul but de la justice et de l'ordre public, le Roi sent qu'il ne s'ôte rien à lui-même lorsqu'il choisit pour l'atteindre la voie la plus inaccessible aux intérêts vulgaires et aux prétentions subalternes. M. de Saint Cricq a une imagination brillante, mais il n'est pas profond dans la science de la logique. Le Roi est le chef suprême de l'armée, la Charte lui donne la nomination des emplois militaires; il n'a pas besoin d'une disposition législative pour exercer ses prérogatives; il manifeste ses intentions et sa volonté par des ordonnances qui ont la même force que les lois; il n'a pas le droit de s'en dépouiller, et le Corps-Législatif ne peut point consentir à la violation des lois fondamentales. Voilà les questions que M. de Saint Cricq devoit discuter, et au contraire il s'est égaré dans des digressions étrangères à son sujet. L'honorable membre nous parle des formes constitutionnelles que le Roi doit observer dans la présentation des lois qu'il soumet à la délibération des deux Chambres; mais qu'a de commun cette

question avec celle où il s'agit de savoir si le titre 6 du projet de loi sur la formation de l'armée est constitutionnel?

M. de Saint-Cricq combattit la résolution de la Chambre des pairs relative à la loi des élections. Son génie perçant ne tarda pas à s'élan- cer dans l'avenir. Il prétendit « que si on admettoit cette résolution imprudente, bientôt on verroit agiter à cette tribune, à laquelle on se contente aujourd'hui de confier quelques doutes discrets, la question de savoir si l'on révoquera des droits acquis, exercés depuis deux ans. » L'esprit de l'honorable membre s'alarme; il voit partout des dangers inaperçus pour letems présent, qui menacent notre avenir de maux inévitables; il voit une inquiétude dans les esprits, une agitation dans les opinions, un sentiment de défiance et d'appréhension, auxiliaires nécessaires de quiconque veut troubler l'Etat, funestes avant-coureurs de révolutions nouvelles, dispositions plus funestes pour un empire, qu'un péril présent et déclaré, parce qu'elles tiennent continuellement les sujets dans le doute qu'ils possèdent, et qu'il leur est permis d'espérer. Cependant, malgré ses sinistres prédictions, l'honorable membre se rassure en voyant le monarque promettre à la nation le repos et la liberté.

SAINT-PRIEST (François - Emmanuel Guignard, comte de), né en 1745, d'une famille originaire d'Alsace, est fils de M. St.-Priest, ancien intendant du Languedoc. Son frère aîné périt sur l'échafaud. On le destina à l'état militaire; il parvint fort jeune successivement aux grades d'enseigne des gardes-du-corps, de colonel et de maréchal-de-camp. Le gouvernement, instruit de ses vastes connoissances en diplomatie, le nomma ambassadeur à la cour de Portugal et ensuite à Constantinople, où il remplit sa mission avec autant d'habileté que de succès. Il passa

ensuite en la même qualité auprès des Etats-Généraux des Provinces-Unies. De retour en France, il fut nommé ministre de la maison du Roi. Ses liaisons avec M. Necker le firent soupçonner d'être attaché au parti des réformateurs modernes; mais on revint bientôt de cette erreur. Mirabeau le dénonça à la tribune, comme ayant dit aux femmes de Versailles qui demandoient du pain: « Vous n'en manquez pas quand vous aviez un roi; allez en demander à vos douze cents souverains. » M. de Saint-Priest nia ce propos. On l'accusa ensuite d'avoir donné au président de l'Assemblée des avis sur les manœuvres des affidés du Palais-royal, et le Comité des recherches voulut l'impliquer dans l'affaire de Bonne-Savardin, et le faire déclarer coupable du crime de lèse-nation. M. de Saint-Priest donna sa démission en 1790, quitta bientôt la France, et fut, en 1795, un des quatre ministres que le roi Louis XVIII rassembla à Vérone. Il accompagna ce prince à Blackenbourg et à Mitau, mais il ne le suivit pas en Angleterre. Retiré en Russie, où ses fils prirent du service, il ne reentra en France qu'en 1814. Le Roi le créa pair de France le 17 août 1815. Il est chevalier des ordres de Saint-Louis, de Saint-André et de Saint-Alexandre de Russie.

SAINT-ROMAN (Alexandre-Jacques de Serre, comte de), est né en 1770. Son père, conseiller au parlement de Paris, et son beau-père, le président de Rehours, périrent sur l'échafaud. Il émigra en 1793, et servit à l'armée des princes et à l'armée de Condé; il reentra en France après leur licenciement. M. le comte de Saint-Roman n'accepta aucune place sous le gouvernement impérial. Le Roi le nomma pair de France le 17 août 1815; le 18 janvier 1816, il fit dans cette assemblée une proposition relative à une déclaration des principes de M. de Lally-Tollendal,

où ce noble pair avoit posé en principe la nécessité du concours des Chambres aux mesures extra-constitutionnelles, qui suspendent à l'égard des individus le cours ordinaire de la justice. M. le comte de Saint-Roman combattit cette déclaration. La Chambre passa à l'ordre du jour. Il a publié un ouvrage estimé, qui a pour titre: *Réfutation de Montesquieu sur la balance des pouvoirs, et aperçus divers sur plusieurs questions de droit.*

M. le comte de Saint-Roman vota le rejet du projet de loi relatif à la formation de l'armée. Il y vit ces envahissemens inaperçus du pouvoir des Chambres sur celui du Roi; il vit dans le titre 6, sur l'avancement, une concession nouvelle faite au pouvoir populaire au préjudice de la prérogative royale. Le noble pair observa que « jusqu'à ce moment, et par le droit que la Charte lui confère, le Roi disposoit à son gré et sans aucune entrave, de tous les emplois de la force publique. Pourquoi limiter cet utile pouvoir, en imposant des conditions à son choix, en établissant un avancement indépendant de sa volonté? Dira-t-on qu'il est nécessaire, pour l'avantage du service, que des règles fixées à l'avance établissent les droits de chacun et entretiennent l'émulation par la perspective d'une honorable et certaine récompense? Le noble pair ne contesta pas cette vérité; mais il soutint qu'une sage ordonnance pouvoit remplir ce but aussi bien qu'une décision législative; on craint peut-être que la règle, établie par une simple ordonnance, ne soit pas fidèlement remplie. » M. de Saint-Roman ne peut admettre cette supposition; « mais si elle devoit être admise, croit-on qu'une loi fût plus exactement observée? si un ministre foible ou prévaricateur venoit à quitter la route que cette loi lui auroit tracée, quel seroit le dénonciateur, quel seroit le juge de cette infraction? La réponse ne sauroit être douteuse: aux Chambres seules seroit réservée

cette attribution. Ainsi, la conséquence nécessaire de toute disposition législative à cet égard seroit de soumettre à la délibération des Chambres un ordre d'actes qui appartiennent exclusivement à l'autorité royale et de porter ainsi une atteinte bien dangereuse au système du gouvernement établi par la Charte. »

Lors de la proposition faite à la Chambre des pairs, par M. de Lally-Tollendal, de supplier le Roi de décerner à M. le duc de Richelieu une récompense nationale, M. le comte de Saint-Roman demanda la question préalable; il observa que « c'est transporter le gouvernement dans les Chambres, que de les occuper des récompenses à accorder aux ministres du Roi. Récompenser les services rendus à l'Etat est une attribution essentielle du pouvoir exécutif, qui, d'après l'article 13 de la Charte, n'appartient qu'au monarque. La Chambre, en accueillant la proposition qui lui est soumise, excéderoit ses pouvoirs et entreprendroit sur la prérogative royale. » Lors de la présentation du projet de loi présenté à la sanction de la Chambre des pairs, qui ordonne en faveur de M. le duc de Richelieu l'érection d'un majorat de 50 mille francs de revenu à titre de récompense nationale, M. le comte de Saint-Roman fit des réflexions qu'il est important et instructif de faire connaître dans toute leur étendue et dans toute leur intégrité. Le noble pair observa que « lorsque Sa Majesté prononce que M. le duc de Richelieu s'est rendu digne de recevoir une marque éclatante de sa satisfaction, on veut que la nation elle-même soit partie active et délibérante dans l'acte qui décide et qui décerne la récompense. C'est ici où commence le danger des maximes qu'on établit ou qu'on donne tout moyen d'établir. Le nom de la nation, lorsqu'il rappelle les idées de protection et de bonheur que les princes doivent à leurs peuples, est un nom sacré pour les hommes; mais il n'est

qu'une source d'erreurs et de calamités lorsqu'il faut supposer qu'un être collectif, composé d'une réunion confuse d'individus, a des droits à se gouverner lui-même, et que c'est lui qui décerne les récompenses et inflige les châtimens. Il est temps que toutes les doctrines contraires à l'esprit monarchique qui sloit régner parini nous, reussent dans le néant d'où elles n'auroient pas dû sortir : elles mènent nécessairement à la démocratie la plus affreuse et à l'anarchie la plus irrémissible. Comment une nation peut-elle se gouverner elle-même, si ce n'est qu'en recueillant les voix de la pluralité? Comment les recueillir, ces voix, lorsque la population dépasse celle de quelques villages? Comment ne pas retomber dans les troubles des gouvernemens électifs, ou, ce qui est encore un plus grand malheur, dans les incohérences des idées modernes sur le pouvoir tout despotique et tout arbitraire des représentations nationales, et tout à-la-fois sur la souveraineté du peuple, c'est-à-dire, sur l'esclavage le plus intolérable que la raison et la justice puissent jamais éprouver; esclavage qui ne leur donne espoir de délivrance que dans le hasard de la fortune, et qui les laisse étrangers à tous les événemens, jusqu'à ce que quelque tourmente favorable leur procure un moment de triomphe et de supériorité, pour les laisser retomber ensuite dans de nouveaux abîmes, où les nations les plus puissantes sont les premières à s'engloutir? Combien les vnes de la nature, ou plutôt, combien celles de son auteur sont plus profondes et plus bienfaisantes! C'est la Providence même qui inspire à la foiblesse de rechercher des protecteurs et de contracter des devoirs envers eux, en même-temps qu'elle trouve des droits à réclamer de leur justice. Heureuses les nations qui vivent sous des constitutions assez analogues à la situation du pays qu'elles habitent, assez conformes aux mœurs et aux habitudes

qu'elles ont contractées, pour que la protection souveraine ait des règles constantes dont elle ne s'écarte que dans des circonstances urgentes, mais toujours dans le sens de l'autorité et de la répression, et non jamais dans celui du relâchement et de la dissolution ! On s'agitiera dans toutes les directions, on enfantera les systèmes les plus hardis ou les plus captieux : il n'importe : ces écarts de l'imagination, ces efforts d'une fausse logique ne serviront qu'à démontrer l'orgueilleuse présomption ou la turbulente imprévoyance de ceux dont les vues sont assez bornées pour y placer leur confiance ; et malgré leurs promesses fallacieuses, ils ne sortiront jamais du cercle tracé par la nature. Toute nation, en supposant même qu'elle ne soit encore qu'une horde sauvage, commence par le pouvoir, ou si l'on veut par le despotisme militaire. La puissance lui procure le repos : ce repos introduit nécessairement des règles et des institutions qui tempèrent la puissance. Si la nation est nombreuse, et si ses institutions penchent vers la démocratie, l'anarchie naît bientôt avec ses fureurs, et le corps social périt, parce que la nature détruit toutes les monstruosités, et que c'en est une que des individus tout différens d'intérêts, d'affections, se gouvernent eux-mêmes, et qu'il n'en résulte pas les déchiremens les plus effroyables. Alors s'introduisent souvent plusieurs peuples où il n'en existoit qu'un seul ; le despotisme militaire recommence pour eux une nouvelle origine, mais un despotisme d'autant plus terrible, qu'il est le fruit de la victoire d'un parti sur les autres ; il règne longtemps sur des tombeaux, et des siècles entiers deviennent quelquefois nécessaires pour rétablir des règles et pour faire retrouver des constitutions. Nous avons le bonheur, dit le noble pair, de jouir de règles intransgressibles ; ces règles sont la Légimité, la Charte. Je refuse de tout mon pouvoir toute souveraineté qui ne réside-

roit pas uniquement dans la personne du monarque ; je fais plus que de la refuser, j'en ai horreur ; jamais je ne serai l'esclave de la multitude, jamais elle ne recevra mes sermens. Je ne vote donc pour la loi que dans le cas où on ne lui donneroit aucune interprétation contraire à ce principe. Je ne sais pas faire des lois avec des épithètes poétiques, et je désire qu'en les rédigeant on n'y insère que les termes les plus exacts. »

M. le comte de Saint-Roman défendit l'amendement proposé par M. le duc de Fitz-James sur l'article 8 du projet de loi relatif à la répression des crimes et délits commis par la voie de la presse ou par tout autre moyen de publication. Il s'étonna « devoir aujourd'hui faire à l'article 8 un mérite du vague qu'il présente et de l'obscurité de sa rédaction. Comment se fait-il que le noble rapporteur de la commission ait appliqué cette doctrine nouvelle, pour ne rien dire de plus, à l'article 8 du projet, lorsque dans son rapport, et quelques pages auparavant, il appeloit l'approbation de la Chambre *sur les sages précautions* qu'auroient prises les rédacteurs de la loi proposée pour en expulser le vague et l'arbitraire. » Le noble pair s'affligea de penser « que c'est précisément lorsqu'il s'agit des intérêts, les plus sacrés, des objets les plus dignes de respect, que le défaut de précision devient un mérite dans une loi pénale... On craint, dit-on, de voir renaître le fanatisme et la chaleur des querelles religieuses ? Le noble pair est loin d'être frappé de cette crainte : depuis plusieurs siècles les bûchers sont éteints pour toujours. Mais il est un autre fanatisme que le dernier siècle a vu naître en France, et dont nous avons tous senti les funestes effets : ce fanatisme aveugle proclame encore partout ses abominables doctrines ; c'est lui qui cherche à réveiller, pour les faire tourner à son profit, ce qu'on appelle aujourd'hui les haines religieuses, heureusement oubliées ; c'est ce fanatisme

que le noble pair redoute ; c'est pour réprimer les attaques qu'il ne cesse de diriger contre la religion, que l'amendement lui paroît nécessaire. Et qu'on ne dise pas qu'il est contraire à la Charte, lorsque sa disposition est justifiée par un article formel de cette Charte, l'article 7, qui établit en faveur des cultes chrétiens seuls une protection privilégiée qu'il refuse à toute autre religion. « Cet article, le noble pair ne le sait que trop, est, ainsi que l'article 6, en butte aux critiques de quelques esprits qui voudroient ne plus voir dans la religion, base nécessaire de toute société, qu'une opinion individuelle tolérée par le pacte social, et nous ramener ainsi, en confondant toutes les idées, en altérant les notions les plus précises, à ce temps où le nom sacré devant lequel tout genou doit fléchir étoit devenu étranger, où Dieu n'étoit plus qu'un Etre-suprême reconnu par la nation française : il est temps enfin de revenir à de plus saines idées, et de nommer les choses par leur nom. C'est la cause de la chrétienté qui se plaide aujourd'hui devant la Chambre. Le noble pair parle à des chrétiens, le succès n'est point douteux. » Le vœu de ce pair religieux ne fut point exaucé, l'amendement fut rejeté.

SAINT-SIMON, (le marquis de), maréchal-de-camp, chevalier de Saint-Louis et du mérite militaire de Bavière, est né en 1782. Il fit, sous les ordres de Moreau, les campagnes sur le Rhin, et devint aide-de-camp du maréchal Ney. Il fut laissé mort sur le champ de bataille d'Iéna. Il fut appelé en Espagne, où il combattit vaillamment ; il reçut une blessure à la hanche de Vich. Le gouvernement provisoire, lors de la déchéance de Buonaparte, le chargea d'instruire de cet événement les armées de Soult et Suchet. Il accompagna le Roi à Gand, et fut chargé du débarquement des troupes destinées à faire une descente en Nor-

mandie, sous le commandement du duc d'Aumont. Il se distingua par son courage et sa bravoure. M. de Saint-Simon fut nommé, par intérim, commandant de la quatorzième division militaire, appelé à celui du département du Loiret, devint inspecteur de cavalerie, et fut créé pair de France, par ordonnance du 9 mars 1819.

SAINT-VALLIER (Louis-René la Croix, comte de), né en 1756, devint membre du Sénat en 1805, et en fut nommé président en 1809. Buonaparte lui conféra une sénatorerie. Il complimenta son bienfaiteur, au nom du Sénat, à son retour d'Espagne. « A peine avez-vous, dit-il dans son discours, franchi les rives de la Bidassoa, que votre entrée dans l'Espagne fut proclamée par la victoire. Vous avez aboli la féodalité sur les bords de la Vistule ; vous avez aboli l'inquisition sur les bords du Tage : que d'actions de grâces doivent être rendues au nom de l'humanité à de pareilles conquêtes ! En 1814 M. le comte de Saint-Vallier fut envoyé dans le département de l'Ain commissaire extraordinaire pour prendre des mesures de salut public. Il adhéra cependant à la déchéance de Buonaparte, devint pair de France, et fut nommé grand officier de la légion d'honneur et pair de France.

SAINT-ALDEGONDE (le comte de), issu d'une famille illustre de Picardie, embrassa la carrière militaire, où il parvint, plus par son mérite que par sa naissance, au grade de lieutenant-général. Membre de la Chambre convoquée en 1815 après le second retour du Roi, il y vota avec la majorité ; réélu en septembre 1816, il a siégé au côté droit, première section. Il combattit, lors de la discussion du projet de loi sur les élections, les amendemens de la commission, et demanda que les députés nommés pendant le cours de la session à des emplois qui demanderoient une ré-

sidence fixe, fussent-tenus d'opter entre ces emplois et leurs fonctions de députés. Lors de l'examen du projet des lois sur les finances, il proposa de réduire de dix millions seulement le budget du ministre de la guerre, et demanda quelques éclaircissements sur les secours accordés aux Mamelucks. « Je n'ai jamais connu, dit-il, qu'un seul de ces Egyptiens depuis qu'ils ne sont plus au service; les renseignemens que j'ai recueillis sur leur compte m'ont appris que ces prétendus Mamelucks n'étoient autre chose que des Français coiffés de turbans. »

Le paragraphe 4 de l'article 14 du projet de loi sur le recrutement de l'armée exemptoit du service militaire le fils unique d'un homme septuagénaire. M. de Sainte-Aldegonde observa que la loi, en fixant à cet âge le privilège de l'exemption, n'a pas suffisamment considéré que l'état de vieillesse et de caducité étoit chez les habitans de la campagne bien plus précoce que cet âge de soixante-dix ans. Les fatigues des travaux, la misère d'un grand nombre d'hommes livrés à la culture, les maladies, la disette trop souvent éprouvée dans les années calamiteuses; les infirmités et les blessures de nos vieux soldats devenus pères; tout concourt à en anticiper la vieillesse; et en effet la Chambre a tellement été frappée de cette pensée, que, lors de l'examen de la loi dans les bureaux, un grand nombre de voix se sont élevées en faveur d'une exemption qui seroit applicable aux fils aînés et uniques des sexagénaires. L'honorable membre crut que tous les motifs de convenance et d'humanité devoient engager à fixer à soixante ans l'époque du privilège dont fait mention le quatrième paragraphe, et qu'en adoptant cette proposition on aura aidé à adoucir la rigueur d'une loi qui doit éviter toute similitude avec la conscription abolie par la Charte. Il demanda, en conséquence, qu'on substituât au mot septuagénaire celui de

sexagénaire. Cet amendement fut rejeté.

M. de Sainte-Aldegonde examina s'il est juste, s'il est d'absolue nécessité de maintenir le monopole des tabacs jusqu'au 1^{er} janvier 1826, ou cessera-t-il d'être exercé en 1821, pour restituer la liberté de culture et de fabrication au peuple français qui en a été dépouillé par un décret impérial de 1810? Il soutint qu'il falloit adopter cette dernière proposition. L'honorable membre regarda le monopole des tabacs comme abusif, vexatoire, contraire à la Charte, et en opposition avec les intérêts de la propriété dont il a usurpé les droits. Il examina la question sous les rapports politiques. « Il enlève à notre industrie agricole, à notre commerce des capitaux qui fructifieroient chez nous. Des fabricans, et des milliers d'ouvriers émigrent pour aller chercher du travail chez l'étranger. Il rapela douloureusement aux nombreux habitans des départemens du Nord, de la Meurthe et du Rhin, les temps où ils jouissoient d'une pleine liberté de culture qu'ils envient maintenant à ceux, qui, en cessant d'être Français, ont été affranchis du monopole, et recueillent les fruits que nous avons volontairement abandonnés. » L'honorable membre observa que la commission, en remplissant si bien la tâche qui lui a été imposée, a cherché à concilier à-la-fois les vrais intérêts des citoyens et ceux du fisc, en prononçant son vœu pour l'abolition du monopole, dont il a cru ne pouvoir, dans sa sagesse, proposer la cessation définitive qu'au 1^{er} janvier 1821, considérant, sans doute, qu'en accordant un terme si éloigné, la régie auroit toute la facilité qu'elle réclame pour la vente de ses établissemens, et qu'ainsi le gouvernement pourvoiroit aux remboursemens exigibles, et amélioreroit encore, s'il le juge nécessaire, le système des taxes, en lui donnant toute la perfection dont il pouvoit être susceptible, par l'adoption de nouvelles mesures de

précaution contre la fraude et le mode d'exercice des fabriques ; et quand il seroit démontré que par un nouvel ordre de choses, qui nous replacerait dans le domaine des voies légales, il dût en résulter quelque diminution sur le produit présumé de l'impôt porté à 43 millions, tout présage qu'à cette époque, éloignée de deux ans et huit mois, nous n'aurons plus, comme aujourd'hui, la douleur d'avoir à délibérer, dans notre heureux état de paix, sur un budget de neuf cents millions, et qu'alors de grandes économies, de salutaires améliorations ne seront plus ajourner le vague d'un avenir sans terme. Ainsi le gouvernement aura eu tout le temps nécessaire pour recueillir tous les documens utiles, et préparer les éléments d'une loi qui par le régime des taxes remplaceroit le monopole. »

SAINTÉ-SUZANNE (Gilles-Joseph-Marie Bruneteau, comte de), né le 8 mars 1760, à Châlons-sur-Marne, entra dans la carrière militaire en 1784, en qualité de sous-lieutenant au régiment d'Anjou, et devint capitaine au 36^e régiment de ligne au commencement de la révolution. En 1796 il passa à l'armée de Rhin-et-Moselle, comme général de brigade ; au passage du Rhin il commanda une partie des troupes qui abordèrent dans les îles de ce fleuve, sous le feu de l'ennemi. A l'attaque de Rechen, il enleva 600 chevaux et fit 1200 prisonniers. Nommé général de division, il commanda aux combats de Rasthad et d'Etlingen, où il fit des prodiges de valeur : il repoussa à la tête de la cavalerie plusieurs charges dirigées par l'archiduc Charles. En 1798, M. le comte de Sainté-Suzanne fut nommé au commandement de la 5^e division militaire à Strasbourg. Chargé, en 1799, de commander en qualité de lieutenant-général l'armée du Rhin, il trompa, par une contre-marche rapide, la vigilance du général Kray, et occupa toutes les positions.

Aux approches d'Ulm, attaqué par des forces supérieures qui avoient réussi à le couper, il rétablit le combat par une défense vigoureuse, et força l'ennemi à la retraite. Il parvint, par de savantes manœuvres, à couvrir la gauche de l'armée de Moreau et d'assurer ses communications. A la paix, il revint en France où il fut appelé au Conseil-d'Etat et au sénat. Il obtint la sénatorerie de Pau et le commandement de la 2^e légion de réserve de l'intérieur. M. de Sainté-Suzanne vota la déchéance de Buonaparte. Le Roi le nomma pair de France et chevalier de Saint-Louis ; n'ayant accepté, dans les cent jours, ni place, ni emploi, il a été maintenu dans les dignités de la pairie. M. de Sainté-Suzanne réunit la valeur et l'intrepidité du guerrier aux vertus paisibles du citoyen. La douceur de son caractère, l'aménité de ses mœurs, la bonté de son cœur, l'affabilité de ses manières, le font chérir et respecter de tous ceux qui le connoissent.

SAIRAS, fut élu député, en 1816, par le collège électoral du département des Bouches-du-Rhône. Il siégea au côté droit, première section.

SALABÉRY (Charles-Marie d'Yrumbery, comte de), né à Paris en 1766 ; son père, président à la Chambre des comptes, périt sur l'échafaud en 1799. Il sortit de France en 1790, parcourut l'Allemagne, la Turquie et l'Italie, et se rendit à l'armée de Condé ; en 1799 il joignit l'armée royale du Maine, où il commanda une compagnie de cavalerie dans la légion d'Arthur, armée de Bourmont. M. le comte de Salabéry rentra dans ses foyers à la pacification de 1800 ; il s'occupa d'agriculture et cultiva les lettres et les sciences ; ses principes politiques, la franchise de son caractère, l'aménité de ses mœurs, les grâces de son esprit, lui obtinrent l'estime générale de ses concitoyens. Il resta en surveillance dans sa terre

de Blois jusqu'en 1814. Au retour du Roi, il se réjouit du rétablissement de la monarchie, il s'attacha à ces principes invariables de justice, de sagesse et de morale, qui sont les vrais soutiens des sociétés politiques. Pendant les cent jours M. de Salabéry quitta sa famille et ses propriétés pour se réunir à l'armée royale du général Andigné. Il fut nommé, en 1815, député de Loir-et-Cher; il continua à défendre la cause de l'autel et du trône; il parla comme un véritable ami de la monarchie et de la légitimité. Dans la discussion sur le projet de loi relatif aux cris séditieux : « Les méchants, dit-il, ne craignent que les lois sévères. Indignes du nom de Français, nous les verrions toujours prêts à se rallier au principe le plus anti-social, l'horreur de la monarchie légitime. Indifférents sur le nom de leur chef, ils ne tiendraient point à la couleur de la cocarde, de la bannière, pourvu que ce chef fût aussi coupable qu'eux, pourvu qu'ils n'eussent pas à rougir devant lui; à ces conditions, le premier factieux pourroit compter sur de pareils complices, et lever l'étendard de la révolte sous la pourpre d'un prince de hasard, ou sous les haillons de Mazanielle. La voilà l'armée invisible qu'il s'agit de soumettre ou de frapper d'un salutaire effroi, voilà la plus coupable de toutes, celle qui ne doit rien à l'égarement et tout à la perversité. Elle avoit des chefs, des enfans perdus, des fédérés, des missionnaires, des fonctionnaires, des juges, et jusques à des géoliers; je demande que vous prononciez la peine de mort si l'attentat est commis par vingt hommes armés ou non armés. » Dans un comité secret du 18 mars 1816, M. de Salabéry fit la proposition d'épurer le ministère et les grandes administrations. Il fut réélu au Corps-législatif en septembre 1816, par le département de Loir-et-Cher, et siégea au côté droit, première section: il ne dévina pas de ses principes; toujours ferme,

toujours constant, il parla sur la liberté de la presse, contre l'arbitraire exercé sur les journaux, contre la vente des biens ecclésiastiques.

M. de Salabéry vota le rejet du projet de loi relatif à la formation de l'armée. Il prononça un discours où brillent éminemment la sublimité de l'éloquence et la pureté des principes. Il observa « qu'il étoit de son devoir d'attaquer une loi dont on n'a pas calculé toutes les conséquences, et ce devoir il l'établit en termes clairs et précis : Par quelle filière passe une loi ? elle est élaborée dans un conseil-d'Etat. C'est beaucoup dire en peu de mots. La loi arrive à l'examen des Chambres, c'est-à-dire de deux pouvoirs constituans chargés de la discuter. De là vient que c'est une étrange assertion d'un des organes du ministère public, que d'avoir avancé qu'attaquer les agens responsables de l'autorité royale, c'étoit attaquer l'autorité elle-même; comme si la Charte, en déclarant la personne du Roi inviolable, n'avoit pas fait peser toutes les responsabilités sur les ministres. » L'honorable membre déclara « que c'est par le plus religieux respect pour l'autorité royale, par le dévouement le plus entier au Roi, à la légitimité, à la Charte, qu'il repoussera de toutes ses forces une loi qui lui semble attaquer par ses effets les trois objets sacrés du culte cher à tous ceux qui méritent le nom de Français. La loi qui est proposée, dit M. le comte de Salabéry, est anti-monarchique. Il n'y a pas dans le titre 4 et le titre 6 une seule disposition qui ne tende à constituer l'armée de manière à ce que ses impulsions et ses mouvemens ne soient indépendans du trône. Sous la monarchie, de même que toute justice émane du Roi, de même l'armée, nécessairement obéissante, ne doit connoître que lui. C'est son nom, son nom seul que l'armée porte sur ses armes, sur ses drapeaux, dans son cœur; c'est le Roi qui sourit aux soldats et qui leur dit : Je vous vois

avec plaisir, et je compte sur vous. Loin de restreindre les pouvoirs du monarque sur l'armée, c'est ce pouvoir qu'il faut étendre, en la faisant dépendre toute entière de la volonté royale, et en plaçant tous ses développemens et ses moyens autour du trône; c'est ainsi que les factieux, qui ne savent respecter que ce qu'ils craignent, apprendront que le Roi pourroit agir en maître au moment où leurs mauvais desseins mettroient l'État en péril. Ce n'est qu'ainsi qu'un bon Roi pourra régner en père sur des sujets heureux, parce qu'ils sont, ou qu'ils deviendront tous fidèles ou tous soumis. La loi proposée est anti-constitutionnelle; le titre 6 viole évidemment la Charte: l'article 4 de la Charte dit formellement que le Roi est le chef suprême des armées de terre et de mer; c'est donc à Sa Majesté à régler ce qui concerne leur organisation et leur hiérarchie, par des ordonnances temporaires, et non à la Chambre à les fixer par des lois stables ou difficiles à révoquer. La Charte, aussi impassible que la monarchie, a défini la prérogative royale. C'est un usufruit qui appartient à l'avenir comme au présent, qui appartient comme le trône aux successeurs légitimes du Roi par ordre de primogéniture, ainsi qu'à Sa Majesté elle-même. La Charte lui ôte le droit de faire aucune concession au préjudice de sa prérogative, et la Charte vous défend d'en accepter. Vous me dispenserez, ajouta M. le comte de Salabéry, de parler à cette tribune de la loi sous ses rapports extérieurs. De hautes considérations m'empêchent de la présenter comme impolitique au-dehors. Je ne puis me dissimuler qu'elle a un caractère hostile; et quel autre vœu, en effet, que celui de la guerre, forment intérieurement certains hommes ambitieux et cupides, qui ne veulent pas abdiquer l'idée que nos drapeaux doivent flotter sur les capitales de l'Europe? quel autre vœu que celui de la guerre, forment

quelques centaines de jeunes insensés nourris pour leur malheur à des préceptes d'un maître que les puissances alliées ont condamné au nom de l'humanité à ne répéter désormais qu'aux échos de Saint-Hélène ces mots féroces et impies : *les hommes sont faits pour être tués, et le sabre est l'unique et légitime sceptre du monde.* » Après avoir prouvé que la loi proposée n'est ni monarchique ni constitutionnelle, il me reste à prouver qu'elle a un caractère odieux et le but le moins déguisé. L'armée actuelle s'appelle à juste titre l'armée royale; le père de la patrie, notre monarque, peut la présenter avec confiance à ses amis et à ses ennemis : l'armée du Roi est le bouclier de la France. La perfidie qui a choisi Lyon pour le foyer de ses manœuvres et le premier théâtre des coups d'état qu'elle médite, a trouvé l'armée à l'épreuve : la perfidie a recours à d'autres essais; elle est parvenue à vous proposer le titre 4 de la loi, à vous proposer de faire armer dans chaque canton une compagnie de légionnaires vétérans, c'est-à-dire dans chaque canton de la France une compagnie de ces hommes dont l'univers connoît la gloire, et dont la France entière déplore l'égarément. » M. le comte de Salabéry termina ainsi son discours, dicté par son amour pour l'ordre social, et par son attachement à la monarchie légitime : « C'est le génie du mal qui vous demande aujourd'hui une armée; qui emploie, j'ose le dire, mille moyens au triomphe de la conspiration que l'on n'a pas cessé de signaler depuis trois ans, et qui marche à front découvert à l'illégitimité. C'est à vous que je demande si le but de ces émeutes partielles n'a pas été d'éprouver ces commandans, ces magistrats, ces sous-préfets, ces capitaines de gendarmerie prudents, mais dévoués, que presque tous les départemens regrettent en vain, tandis qu'on a remplacé les gendarmes

expulsés depuis deux ans par chaque jury départemental. C'est à vous à qui je demande si le but n'a pas été de souder le courage, les principes et le dévouement. Le génie du mal veut ne trouver que des gens foibles ou dociles au moment où la conspiration partoit préparée, éclatera. Ce que la conspiration a obtenu pour le civil, elle doit, elle veut l'obtenir pour le militaire. Avec le civil, elle n'a pour auxiliaires que les dieux subalternes; elle sent qu'elle ne peut triompher qu'en dérochant la foudre à Jupiter tonnant. Il ne manque plus au génie du mal qu'une armée : il vous la demande ; c'est à l'établissement du gouvernement illégitime qu'il veut arriver sur les débris de la Charte et de la légitimité renversées, sur les débris du trône, au pied duquel tomberoit massacrée la fidélité impuissante, inutile, rappelée trop tard, et trop tard reconnue. Je laisse à tous ceux de mes collègues qui me surpassent en expérience et en lumières, l'honneur de concourir à une simple loi de recrutement qui mette le système militaire français au niveau que réclament la sûreté de la France et le maintien de sa dignité comme puissance européenne.

SALIS (marquis de), officier-général en retraite, fut élu député, en 1816, par le collège électoral du département des Ardennes : il siégea au côté droit, seconde section. Lors de la discussion du budget, chapitre des Dépenses, M. le baron de Salis prononça un discours où il fit de grands reproches aux ministres, et déclara de grandes vérités. Il observa « qu'au premier examen qui a été fait du budget, soit dans les bureaux comme dans les commissions spéciales, chaque membre a dû reculer devant la proposition ministérielle, en la considérant comme la mesure des charges accablantes qu'elle continueroit à imposer à la nation épuisée. Si c'est le devoir des ministres d'exposer les besoins présumés de l'Etat comme ils

les conçoivent et dans le système qu'ils ont cru adopter, c'est celui des députés des départemens de placer à côté de ces hypothèses ministérielles les souffrances réelles du peuple et les moyens qu'elles lui laissent. Vainement on cherche à reconnoître une nécessité incontestable à ces dépenses, dont chaque ordonnateur forme une demande absolue, sur laquelle il semble déclarer n'y avoir pas un centime à rabattre ; et toujours les députés ont trouvé en opposition une nécessité urgente de soulager les contribuables et de leur donner enfin un signe sensible de l'avantage et de la réalité du gouvernement représentatif. En effet, sans la résistance des gardiens de la fortune publique aux demandes des dépositaires du pouvoir, que les circonstances ont long-temps dominés, à quels systèmes serions-nous conduits ? Nous laisserions attacher la permanence à l'exagération des impôts actuels, transformer en charges ordinaires pour la nation le poids immense des tributs accumulés successivement sur elle par un gouvernement violent, par une guerre conduite avec des moyens extrêmes, et par les événements prodigieux qui l'ont terminée ; nous laisserions enfin au gouvernement légitime un caractère d'impuissance pour soulager ses administrés, qui le discréditeroit dans l'esprit des peuples. Disons-nous donc à ceux qui nous ont envoyés : la restauration vous a saisis sous le fardeau accablant des taxes inventées par le despotisme de l'ambition la plus gigantesque ; eh bien, vous y demeurerez ? Disons-nous au gouvernement : vous demandez à la nation près d'un milliard d'impôts ; eh bien, elle les paiera ? Enfin, dirons-nous aux propriétaires et aux cultivateurs : peut-être ne pourrez-vous pas, sans emprunts, solder vos frais d'exploitation et de réparations, payer la reute de la propriété que vous avez acquise ou prise à bail, assurer la subsistance de votre famille et ac-

quitter tous vos impôts ; mais prenez patience, la presse est libre pour ceux qui en vivent, et le grand-livre, comme on vous l'a dit, attend vos économies. Sans doute, ce seroit une déision, et cependant c'est à quoi se réduiroit à-peu-près le résultat de la session dans l'intérêt des départemens, si la Chambre acceptoit le budget sans aucune réduction. Elle feroit mettre en doute, à-la-fois, et la nature de notre gouvernement et le courage des députés à remplir leur mission. Consentir l'impôt, en déterminer et vérifier l'emploi, le voter tous les ans et rien que pour un an, s'il est direct, tel est le mandat que la Charte donne ; voter le nécessaire, et seulement le nécessaire, c'est le mandat tacite de tous ceux qui nous ont envoyés ; faire plus ou moins que cela, ce seroit en même temps violer la Charte et trahir les intérêts de notre pays. Mais ce qui nous impose particulièrement le devoir de soulager les contribuables, c'est la nécessité de discréditer un système qu'on ne dissimule plus ; un système qui tend à tenir la propriété territoriale en défaveur auprès du gouvernement, et la faire déconsidérer de ceux-la même qui en sont les détenteurs. Par son avilissement, chacun semble être provoqué à la mobiliser, à transformer son héritage en annuités, à l'échanger contre des valeurs en papier, et à placer, pour ainsi dire, son patriotisme et sa patrie en porte-feuille. Seroit-il donc possible que ce fût chez la nation la plus favorisée dans son territoire par l'avantage du sol, du climat et la variété de ses productions, que prévau-droit un système de divorce entre l'industrie et la propriété territoriale, comme si les intérêts de l'industrie, du commerce et de l'agriculture, n'étoient pas inséparables, ne s'alimentent pas les uns les autres, et n'avoient pas pour base commune le sol de la patrie ? Ne seroit-ce pas au contraire en isolant ces intérêts, en les opposant entre eux comme enne-

mis, qu'on pourroit nous ramener vers cet état primitif de la société, dans lequel l'homme, réduit au plaisir du calumet, bornoit sa culture, ou sa pêche, ou sa chasse, au besoin de sa patrie. Mais ce n'est point à cet état sans doute que nous voulons retourner. Protégeons tous les intérêts en portant secours d'abord à celui qui engendre tous les autres. Les capitaux que vous laisserez à la propriété se reporteront d'eux-mêmes au commerce et à l'industrie ; ils faciliteront les entreprises, produiront le travail et les consommations, et accroîtront les recettes effectives auxquelles l'aisance du consommateur profite plus que la rigueur de la perception.»

M. de Salis s'opposa au projet de loi concernant la récompense nationale à accorder à M. le duc de Richelieu ; il prétendit « qu'il étoit contraire à la Charte et à la loi de 1814, qui a déclaré inaliénables les immeubles affectés à la dotation de la couronne ; il prétendit que l'amendement de la commission étoit contraire aux intentions et au désir de M. le duc de Richelieu ; que c'étoit une charge publique qui doit être remplacée : car c'est la nature de cette charge, plus encore que son poids, qui répugne à celui qui doit en être l'objet. Une dépense qui le satisferoit bien plus, seroit celle qui seroit allouée pour venir au secours de ces mêmes départemens que son heureuse négociation a affranchis. » Dans le cours de son opinion, M. de Salis dit « que l'occupation du territoire français par les troupes des alliés a été plus pénible qu'humiliante, puisque les peuples étrangers se sont réunis tous pour faire chez nous ce que la France seule avoit fait chez eux ; mais l'oppression qui résulte des droits de la victoire ne console pas de celle que l'on subit à son tour, et le souvenir de la prospérité passée compense faiblement les malheurs du présent. »

SAULNIER, né en Lorraine, fut nommé par Buonaparte préfet à Bar-sur-Ornain. Il quitta cette préfecture pour être secrétaire-général du ministère de la police, et il garda cette place sous Fouché et sous Savary : il fut arrêté avec ce dernier, et renfermé à la force lors de l'entreprise de Mallet. M. Saulnier cessa ses fonctions avant le 20 mars 1815, et ne les reprit qu'après l'invasion de Buonaparte, pour les perdre encore après le second retour du Roi. Il fut élu député en septembre 1816, par le département de la Meurthe, où il vota au côté gauche, première section. Il attaqua avec force le projet de loi relatif à la liberté individuelle, et il se montra ardent à proclamer les principes de nos libéraux modernes.

M. Saulnier combattit la résolution de la Chambre des pairs, relative à la loi des élections. Il prétendit « que la tranquillité a toujours régné dans les collèges électoraux ; les hommes qu'ils ont honorés de leurs suffrages sont connus par leur modération quand le pouvoir leur a été confié, ou par une indépendance de la fortune ; ils repoussent, et par attachement au gouvernement protecteur des intérêts publics, tout système désorganisateur ; ils n'ont pas, grâce au ciel, à se défendre des principes pernicieux ; s'ils contrarient quelquefois l'autorité, c'est dans le seul but de l'éclairer ; ils n'ont d'autre ambition, et ils préfèrent ce stérile devoir au rôle de ces amis incertains, qui abandonnent si souvent le pouvoir au jour de l'adversité. » Ce tableau, ouvrage d'une imagination prévenue, est bien en opposition avec les faits et les événemens dont nous sommes les témoins.

SAVOIE-ROLLIN (baron), né à Grenoble en 1765, ancien avocat-général au parlement du Dauphiné, fut nommé en 1799 membre du Tribunal ; il seconda le projet de fermer la liste des émigrés, et vota pour l'éta-

blissement des tribunaux spéciaux. En mai 1802 il combattit l'institution de la Légion d'Honneur, dont il devint ensuite membre, et demanda que Napoléon fût proclamé empereur. Il fut nommé en 1805 préfet de l'Eure, et en 1806 il passa à la préfecture de la Seine-Inférieure. Accusé d'avoir favorisé les exactions et les soustractions d'argent du sieur Branzon, il fut destitué par un décret impérial et traduit devant la cour de Paris, où il fut acquitté honorablement. Buonaparte, convaincu de son innocence, nomma M. Savoie-Rollin préfet des Deux-Sèvres, place qu'il conserva jusqu'à l'entrée des Alliés en France. Pendant les cent jours Buonaparte le nomma préfet du Rhône, et ensuite de la Côte-d'Or. Après la rentrée du Roi il fut nommé député à la Chambre de 1815 par le département de l'Isère. Il fut réélu en septembre 1816 : il a siégé au côté gauche, première section. Il vota contre le projet de loi sur la liberté de la presse. Lors de la discussion du budget, il demanda qu'il fût fait une réduction de dix-huit millions sur celui du ministère de la guerre, et il attaqua les marchés conclus pour la fourniture des vivres aux armées d'occupation. M. Savoie-Rollin fit un rapport sur le troisième projet de loi concernant la presse, dispositions relatives aux journaux ; il donna des conseils sages aux rédacteurs des feuilles périodiques, dont ils ne profitent pas. « La mission honorable qui les attend est de faire ressortir l'instruction de toutes parts, de porter la lumière dans les esprits et la modération dans les sentimens ; d'inspirer l'attachement à la liberté et le respect pour l'autorité légitime ; de répandre, de disperser dans les hameaux les connoissances-pratiques qui servent à employer utilement la vie ; de s'interposer entre le gouvernement et les gouvernés, comme les *truchemens* impartiaux de leurs vœux et de leurs besoins réciproques ; car, du moment que les discussions politiques des lois

sont introduites dans un Etat, elles passent, des assemblées qui délibèrent, à toutes les classes de la société; elles portent parmi les plus ignorantes comme parmi les plus éclairées, l'habitude de raisonner l'obéissance. Montesquieu observe que pour les meilleures lois il est nécessaire que les esprits y soient préparés. Il ne suffit donc point, pour qu'elles soient observées et pour qu'elles durent, de la volonté des pouvoirs qui les font, il faut encore la conviction de ceux qui les reçoivent : ils seront plus aisément persuadés s'ils sont instruits. » Tel est, ajoute M. Savoie-Rollin, le noble ministère que les journaux ont la faculté d'exercer, en parlant à tous les yeux, au public, par la voie de l'impression; mais ce qu'on a droit d'espérer est-il toujours obtenu? En rendant franchement la liberté aux journaux, en reconnaissant la nécessité et le devoir de la rendre, il est impossible de dissimuler que l'on réarme une grande puissance, et que le cœur humain a voulu qu'elle soit encore plus énergique dans le mal qu'elle ne l'est dans le bien, parce qu'il est plus facile de remuer les hommes que de les éclairer; parce que la raison est l'ouvrage du temps, et les passions la misère de tous les momens. » L'honorable rapporteur examine tous les articles du projet de loi, en explique les motifs et en propose l'adoption avec quelques changemens : il admet la condition du cautionnement; mais il demande que le taux en soit réduit; il reconnoît les imperfections qui blessent le projet de loi : « Corrigeons-les, dit-il, si nous pouvons, ou plutôt, avant d'y procéder, examinons si ces imperfections nous sont données par les auteurs de la loi, ou si elles proviennent de la situation des choses, et dans ce cas acceptons-les sans balancer; car ces imperfections nous seront encore utiles. » Plusieurs amendemens proposés, parmi lesquels se trouve celui portant réduction des cautionnemens, furent rejetés. M. Sa-

voie-Rollin a été réélu cette année par le département de l'Isère; il avoit été nommé président du collège électoral.

SCEY DE MONTBELIARD (comte), fut nommé par le Roi, en 1814, chevalier de Saint-Louis et préfet du département de Doubs; sa situation devint pénible lors de l'invasion de Buonaparte; mais il parvint par son courage et sa fermeté à comprimer les desseins des autorités qui s'étoient déclarées pour l'usurpateur : une insurrection fomentée par des officiers à demi-solde éclata à Besançon; M. de Scey fut forcé de se retirer : le nom seul de ce fidèle défenseur de la cause royale combattoit l'influence militaire. Buonaparte sur le rapport du maréchal Ney, rendit un décret qui ordonna son arrestation et sa mise en jugement; M. le comte de Scey se retira en Suisse, où il rallia les jeunes gens des grandes familles de la Franche-Comté, avec lesquels il rentra dans la province à main armée. Il fit alors partie de l'armée royale de l'Est, sous les ordres de M. Gaétan de la Roche-foucauld. Il y défendit avec un noble dévouement la cause de son souverain jusqu'à la chute de Buonaparte; comme il avoit eu pendant son administration des rapports avec le maréchal Ney, il fut cité en témoignage dans le procès; mais sa déposition ne rappela que des circonstances indifférentes. En janvier 1816, le Roi le nomma à la préfecture de Besançon, où il fut reçu avec des transports d'allégresse et de bénédictions. Il fut nommé, en septembre 1816, député au Corps-législatif, par le collège du département de Doubs, et il a été remplacé dans sa préfecture en mai 1818.

SEQUIER (Jean-Mathieu, baron), est né à Paris en 1768. Issu de la famille du célèbre chancelier Segulier; il est le fils du premier avocat-général de ce nom, que la postérité

placera au rang de ces orateurs éloquens qui ont illustré le siècle dernier. M. Seguiet venoit d'être pourvu d'un office de substitut de procureur-général, lorsque la révolution éclata. Il émigra avec son père, qui mourut à Tournay, au mois de janvier 1794. M. Seguiet revint bientôt en France, et se retira à Montpellier, lieu natal de madame Seguiet, sa mère; il entra dans la carrière de la magistrature et fut nommé commissaire du gouvernement près les tribunaux de Paris: Buonaparte le nomma président de la Cour d'appel, et en 1810 premier président de la Cour impériale, baron, et commandant de la Légion-d'Honneur. Comme président des députations de sa compagnie, il harangua souvent Napoléon, pour le féliciter sur ses victoires et ses conquêtes; mais il loua toujours sans bassesse, et il n'avilit jamais la magistrature. Il vota ensuite la déchéance de Napoléon. Dégagé de ses sermens, M. le baron Seguiet défendit avec zèle et avec courage la cause royale; il proposa et fit adopter à la Cour un arrêté ainsi conçu: « La Cour, sentant tout le prix des efforts qui ont enfin délivré la France d'un joug tyrannique, pénétrée de respect et d'admiration pour des princes, augustes modèles de désintéressement et de magnanimité, exprime aussi son amour pour la noble race de nos Rois, qui, pendant huit siècles, a fait la gloire et le bonheur de la France, et qui seule peut ramener la paix, l'ordre et la justice, dans une patrie où des vœux secrets n'ont cessé de rappeler le souverain légitime; arrête qu'elle adhère unanimement à la déchéance de Buonaparte et de sa famille, prononcée par le sénat, et que, fidèle aux lois fondamentales, elle appelle de tous ses moyens le chef de la maison de Bourbon au trône héréditaire de Saint-Louis. » M. le baron Seguiet harangua Monsieur à son arrivée à Paris; le Roi le nomma Conseiller-d'Etat. Lors de l'invasion de Buonaparte, il présenta

au Roi, au nom de la Cour, une adresse remplie des expressions de la plus courageuse fidélité. Buonaparte l'exila et le destitua. Au second retour du Roi, Sa Majesté le réintégra dans ses fonctions de premier président, et le créa pair de France. M. Selves, connu par ses projets de réforme, dénonça M. le baron Seguiet à la Chambre des pairs, pour fait de prévarication. La Chambre des pairs examina toutes les pièces de cette affaire; elle reconnut bientôt son innocence, et elle la déclara solennellement par un jugement qui déclaroit n'y avoir lieu à accusation. M. le baron Seguiet dans ses discours d'ouverture de la Cour impériale et dans ses mercuriales, n'a cessé de professer les principes sacrés de la justice et de la morale, et a démontré la nécessité de réunir la religion au système politique des Etats.

SEMONVILLE (Charles-Louis Huguët, marquis de), né en 1754, fut reçu conseiller au Parlement de Paris à l'âge de dix-huit ans. Pendant dix ans il resta étranger aux affaires politiques agitées dans sa compagne. Lorsque l'assemblée des chambres s'occupa de la question des Etats-Généraux, il parut sur le banc des orateurs, où il prononça un discours, en présence des Princes et des pairs, où il traita la question sous ses rapports monarchiques. M. le marquis de Semonville, égaré par les erreurs du siècle, fut admirateur des principes et des opinions nouvelles. Ce n'étoit point l'ambition qui le dirigeoit: il ne fit aucune démarche, et il n'eut point recours à l'intrigue pour solliciter l'honneur d'être député aux Etats-Généraux; cependant il fut nommé suppléant, mais il ne siégea point dans cette assemblée. M. le marquis de Semonville fut envoyé à Bruxelles par M. de Montmorin, ministre, pour examiner la nature des événemens qui avoient éclaté dans la Belgique. Le Roi le nomma son mi-

nistre plénipotentiaire à Gênes, où il déploya un grand faste. Il avoit un motif politique dans sa magnificence; il vouloit cacher la triste situation de la monarchie française. Louis XVI le nomma ensuite ambassadeur à Constantinople; mais la déplorable journée du 10 août 1793 ne lui permit pas de remplir cette destination. La Convention nationale l'envoya en Corse, où il fit connoissance avec Buonaparte et sa famille, sans savoir quelle seroit la destinée de Napoléon. Rappelé sur le continent, au mois de mai 1793, M. le marquis de Semonville reçut des autorités existantes l'ordre de se rendre à Constantinople. La cour de Naples et celle de Toscane, dans la vue de délivrer la Reine et madame Elisabeth, renfermées au Temple et menacées de périr sur l'échafaud, avoient offert secrètement leur médiation au gouvernement français, et gardé dans cette intention une exacte neutralité. Le parti qui désiroit sincèrement de mettre un terme aux assassinats et aux proscriptions, adopta les vues et les projets des cours de Naples et de Toscane. M. le marquis de Semonville fut chargé de cette honorable mission. Il se rendit à Florence, où il devoit se concerter avec le ministre Manfredini, auteur de la négociation, pendant que M. Maret se rendroit auprès de la cour de Naples. Mais, par ordre de la cour de Vienne, les deux envoyés français furent enlevés et jetés sur le lac de Côme, qui séparoit les lignes des États autrichiens. On ne respecta ni leur caractère, ni l'objet sacré de leur mission : ces honorables victimes gémirent pendant trente mois dans les fers d'une dure captivité. Le marquis de Semonville eut l'insigne honneur d'être échangé contre Madame, duchesse d'Angoulême. Après la révolution du 18 brumaire, le premier consul le nomma ambassadeur en Hollande et commandant de la Légion d'Honneur. Appelé au Sénat en 1804, il fut rapporteur des commissions chargées d'adhérer aux décrets de

réunion de la Hollande et de la Toscane. Il devint titulaire d'une sénatorerie. Il adhéra à la déchéance de Buonaparte, et fit reconnoître l'autorité du Roi dans les cinq départemens composant la vingt-unième division militaire. Rentré au Sénat avant l'arrivée du Roi, il combattit la proposition faite, à la demande de l'empereur Alexandre, de réhabiliter la mémoire du général Moreau. L'orateur chargé de cette proposition ouvrit la lettre de l'empereur de Russie à la tribune : « On ne lira pas, moi vivant, s'écria M. de Semonville, la lettre d'un souverain étranger, sans l'ordre exprès du Roi. Il n'a point encore touché le territoire français; il n'a reçu ni nos sermens, ni nos hommages; et quand les troupes naguères ennemies sont maîtresses de la capitale, vous allez commencer vos délibérations comme la Pologne a fini les siennes. C'est à l'histoire à juger le général Moreau : sa vie fut celle d'un grand capitaine; sa mort eut lieu dans les rangs ennemis. Je demande l'ordre du jour sans autre discussion. » Cette proposition fut adoptée au milieu de l'étonnement et du silence. Peu de jours après, M. de Semonville fut un des sénateurs nommés pour entendre la lecture de la Charte. Il fit enregistrer, le 20 mars 1815, en l'absence du ministère, l'ordonnance du Roi prononçant la clôture de la session, se retira à la campagne, où il reçut le lendemain une lettre d'exil. Il reprit, au second retour du Roi, les fonctions de pair et de grand-référendaire, qu'il exerce encore.

La Chambre des pairs s'occupa de discuter le projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses de 1819. M. de Semonville observa qu'il se proposoit seulement d'instruire la Chambre sur les rapports généralement peu connus du grand-référendaire avec l'administration des anciens revenus, sur lesquels il a été pourvu aux dépenses de la Chambre. Les discussions élevées à cet égard ne permettent pas au noble

pair de garder le silence; peut-être en le rompant, doit-il expliquer en peu de mots pourquoi il a cru devoir s'en faire une habitude. La place de grand-référendaire à laquelle Sa Majesté a daigné l'appeler, étoit d'institution nouvelle; ses véritables rapports avec le gouvernement et avec la Chambre n'étoient déterminés par aucun antécédent: le titulaire de cette place devoit-il se regarder comme l'organe du ministre envers les Chambres? Ce rôle, dont l'amour-propre auroit pu se déguiser l'inconvenance et l'inutilité n'a point été celui du noble pair. Il a considéré ses fonctions sous un autre point de vue, en saisissant avec empressement l'avantage qu'elles lui offroient d'être en quelque sorte auprès du gouvernement l'intermédiaire naturel de ses honorables collègues, le défenseur né de leurs intérêts particuliers comme de ceux de la pairie. Mais il en est résulté que le nom du grand-référendaire a été prononcé dans des circonstances étrangères à ses fonctions. Il importe de fixer aujourd'hui en quoi elles consistent relativement à l'objet de la discussion actuelle: pour s'en former une idée précise, il faut observer que l'ordonnance du Roi, du 4 juin 1814, qui nomme le grand-référendaire de la Chambre, réunit dans les mains de ce fonctionnaire les attributions précédemment réparties entre le chancelier, les prêteurs et le trésorier du Sénat. Il est vrai que plusieurs de ces attributions, alors exercées avec tant de distinction par des hommes dont l'Europe envia le nom à la France, et que cette Chambre s'applaudit de posséder, ont perdu, par suite des événemens, une grande partie de leur importance; ainsi, des fonctions de chancelier il ne reste plus au grand-référendaire que l'honneur d'apposer le sceau de la Chambre aux actes émanés d'elle: l'administration des biens du Sénat est passée avec ces biens au domaine de la couronne, et fait aujourd'hui partie du ministère de

la maison du Roi. Il n'en est pas de même des fonctions de la préture, dont l'héritage tout entier a été recueilli par le grand-référendaire. Elles ont pour objet l'entretien et la garde du palais, la surveillance des archives, des bureaux et de toutes les parties du service de la Chambre. Le noble pair se félicite de n'avoir rien négligé pour les régler à la satisfaction de l'assemblée: c'est à elle de juger s'il a réussi; quant aux fonctions du trésorier, ce qui en est passé au grand-référendaire se réduit à peu de chose. Il n'a d'autres rapports avec les millions inscrits au budget sous le titre de *Chambre des pairs*, que ceux qu'il va expliquer. Sa première et principale fonction consiste à faire verser exactement à la caisse les fonds ordonnés par le ministre des finances, et ceux qui proviennent des anciens revenus sénatoriaux: introduits dans cette caisse, les fonds se divisent en trois parties, dont l'une, affectée par le Roi aux pensions des anciens sénateurs et de leurs veuves, n'admet l'intervention du grand-référendaire que pour régulariser les paiemens faits aux parties prenantes, conformément aux arrêtés pris par le ministre. La seconde division s'opère au profit d'une caisse particulière et spéciale dirigée par un employé du ministère de la maison du Roi: ces fonds, dont la destination, connue de toute la Chambre, exclut tout concours du grand-référendaire, sont le produit des extinctions qui ont eu lieu depuis l'ordonnance du 4 juin. Enfin, une troisième division des revenus a pour objet l'acquiescement des dépenses relatives à l'entretien du palais de la Chambre; au traitement de son président et de son grand-référendaire, à celui de ses officiers, et employés; enfin, à tous les besoins et à toutes les convenances du service. C'est à l'ensemble de ces dépenses, qui excèdent de quelques mille francs seulement celles de l'autre Chambre, qu'est formée la responsabilité gé-

cuniaire du noble pair. Ce sont elles qui composent le véritable, le seul budget de la Chambre des pairs, arrêté chaque année par le Roi, et acquitté par ses ordres; ce budget s'établit comme tout autre, sur un mémoire de proposition divisé par article de dépenses, les unes fixes, les autres variables. Il s'exécute dans les formes ordinaires et en observant la limite des crédits; leur emploi doit être justifié par des pièces comptables, et après l'examen des comptes la décharge s'obtient annuellement par la signature du Roi et le contre-seing du ministre de sa maison. Toutes ces opérations ont lieu en vertu de l'ordonnance du 4 juin, seule règle de la matière, jusqu'au moment où de nouvelles formes seront introduites par la loi spéciale que semble appeler celle du 8 novembre 1814. Une garantie dont le noble pair est loiu de méconnoître l'importance, résulteroit pour lui, comme pour la Chambre, de la publicité donnée à ces mêmes opérations. Le moment, peut-être, n'est pas éloigné où elle pourroit être appliquée à ce qui la concerne; mais il ne lui appartient pas d'anticiper sur cette époque. Les détails que le noble pair vient de présenter, étoient nécessaires pour fixer l'opinion de la Chambre sur les véritables rapports de son grand-référendaire, soit avec elle, soit avec le gouvernement. Ils sont d'autant plus instructifs qu'ils ont été présentés par le noble pair avec beaucoup de simplicité, de précision et de clarté.

SERRES (Hercule de), émigré au commencement de la révolution et servit à l'armée de Condé. Rentré en France, il exerça la profession d'avocat à Metz. Buonaparte, en organisant les tribunaux dans les pays conquis, le nomma premier président à la cour impériale de Hambourg. Ce pays étant rentré sous la domination de son ancien gouvernement, M. de Serres obtint la place

d'avocat-général près la cour impériale de Colmar. En 1815 M. de Serres suivit le Roi à Gand, et Sa Majesté, pour récompenser son dévouement, le nomma, à son second retour, premier président à la cour royale de Colmar. Il fut élu député en 1815 par le département du Haut-Rhin. Il vota avec la minorité; il parla à la tribune avec une fécondité admirable, et défendit constamment les projets de lois présentés par le gouvernement; il demanda que l'on substituât à la peine de mort, proposée par quelques membres, contre ceux qui auroient arboré dans une commune l'étendard tricolore, celle des travaux forcés. En janvier 1816, dans la discussion du projet de loi sur les élections, il s'éleva contre la Commission qui avoit proposé séparément des articles constitutionnels; il les regarda comme contraires à la Charte et comme une violation des attributions de la Chambre qui ne pouvoit avoir l'initiative des lois. Il pensa qu'il étoit impossible qu'une assemblée politique fût indépendante du pouvoir du monarque. « La révolution, dit-il, nous en fournit les preuves. La lutte ne fut terminée que par l'asservissement dans lequel tomba le Corps-Législatif sous Buonaparte: il existe un seul moyen de la maintenir, cette indépendance; c'est de conserver l'influence du gouvernement sur les Chambres qu'il a créées. Cette influence doit être entièrement dévolue à la couronne, et au ministère, puisqu'on ne peut concevoir un Roi sans ministres. » Voilà une question importante que M. de Serres auroit dû expliquer et approfondir. Ce député ministériel défendit le budget présenté dans le mois de mars 1816. « On se plaint, dit-il, que les ministres ne marchent pas; je m'étonne, moi, qu'ils puissent faire un seul pas. Tout se paralyse, chacun hésite, lorsque chaque pas peut amener une accusation. Le caractère national s'altère; la délation, horrible fléau, commence à infecter

la France : il est temps qu'un emploi cesse d'être un crime , et la confiance du Roi un titre de suspicion. » Il attaqua avec une espèce de dépit le rapport de M. de Kergorlay sur le clergé ; son discours ayant occasionné quelques murmures , il s'écria que la liberté des discussions étoit détruite. Cette fausse assertion le fit rappeler à l'ordre. M. de Serres fut réélu au Corps-Législatif en septembre 1816 ; il siégea au côté gauche , seconde section. Porté sur la liste des candidats pour la présidence le Roi le nomma à cette dignité. M. de Serres défendit les deux projets de loi sur les élections et sur la liberté individuelle ; il présenta un nouveau règlement pour fixer la marche et l'ordre des discussions , et pour déterminer la discipline intérieure de l'assemblée ; il prétendit que le rappel à l'ordre , la censure et la mention au procès-verbal , ne constituoient pas des peines assez graves pour empêcher les membres de troubler l'ordre de la délibération ou d'insulter leurs collègues ; il proposa l'emprisonnement contre les perturbateurs. Ce règlement de discipline occasionna de violens murmures , et même quelques plaisanteries , et il fut rejeté. M. de Serres a été nommé garde-des-sceaux , le 29 novembre 1818.

M. le garde-des-sceaux présenta un projet de loi sur la responsabilité ministérielle et sur les moyens de poursuivre les ministres accusés. Il observa « que le projet de loi avoit pour objet de développer l'un des principes les plus essentiels de toute monarchie libre et constitutionnelle ; il assure les droits de la nation , et confirme la plus haute prérogative de la couronne. Le même article de la Charte , qui reconnoît la personne du Roi inviolable et sacrée , déclare aussi ses ministres responsables. En effet , la responsabilité ministérielle naît immédiatement de l'inviolabilité royale , et lui donne une nouvelle garantie en la conciliant avec la sé-

rité des intérêts et de la liberté des peuples. Cette nécessité de répondre à la nation de l'exercice de l'autorité n'effrayera point un ministre homme de bien ; loin de là , cette nécessité fera sa force , elle le défendra contre les sollicitations et les influences qui pourroient l'écarter de la règle inviolable que lui tracent la loi et l'intérêt public : dans les occasions les plus difficiles , son incorruptible fermeté sera soutenue par l'idée du compte sévère qu'il peut être appelé à rendre un jour ; et plutôt que de trahir sa conscience , il ne balanceroit point à déposer un pouvoir dont la loi , s'il le conservoit au prix de la foiblesse et de la honte , ne manqueroit pas de le déposséder comme prévaricateur. Sans doute cette loi sera rarement appliquée ; mais tous les jours elle sera menaçante , et par là tous les jours elle sera salutaire. Le projet de loi statue sur ce qui concerne les procédures relatives à cette responsabilité ; sans embarrasser de questions étrangères une matière qui en offre assez par elle-même , les délits dont les ministres peuvent se rendre coupables , sont la trahison et la concussion : les formes de la procédure , et la détermination des peines , tels sont les seuls objets que doit régler la loi sur la responsabilité des ministres ; ils seront accusés par une de nos assemblées délibérantes , et jugés par l'autre , c'est-à-dire , que la dénonciation portée contre un ministre ne pourra se révéler que dans une sorte de jury national ; la qualité d'accusation peut se présenter ensuite avec ce caractère devant la cour suprême , autre jury national , chargée de l'examiner , afin de fonder par son opinion la sentence définitive. Ce n'est qu'après un délai raisonnable et un premier débat , que la dénonciation , portée dans la Chambre des députés par cinq de ses membres , peut être communiquée au ministre qui en est l'objet. Cette communication faite , un nouveau débat sur les renseignemens qu'elle a produits est

nécessaire pour que la Chambre décide s'il y a lieu de donner suite, et de coufir à une Commission l'examen des faits. Enfin, lorsque cette Commission a reçu et vérifié tous les documens et témoignages fournis de part et d'autre, la mise en accusation ne peut être encore prononcée par la Chambre, qu'après trois débats successifs, séparés l'un de l'autre par d'assez longs intervalles. C'est alors seulement que le prévenu devient légalement accusé et traduit en cette qualité devant la cour investie du droit de le juger. Ici, la loi a cru redoubler de précaution pour lui assurer l'usage illimité de tous ses moyens de défense, éclairer la conscience des juges et déconcerter les efforts de la haine et de la passion. Tous les articles relatifs à cette seconde partie de la procédure ont pour but de rendre, dans une cause d'une nature si grave, la condition de l'accusé aussi favorable pour le moins, que l'est celle des autres prévenus devant les tribunaux ordinaires. Le projet de loi renferme les articles qui règlent, dans la Chambre des députés, les formes de la poursuite de la mise en accusation, et dans la cour des pairs, les formes de l'examen et du jugement. » M. le garde-des-sceaux assure « qu'à l'égard des peines prononcées par la loi contre les ministres convaincus, on les trouvera telles qu'il convient, d'un côté à la nature des crimes, de l'autre, à la situation des coupables, et on approuvera la disposition qui laisse à la cour le soin de les graduer suivant les cas et les circonstances. » Les ministres prévirent que ce projet de loi, si compliqué dans sa nature, si rempli de formalités propres à éterniser les jugemens des accusés et à laisser leurs crimes impunis, par les barrières élevées pour les mettre à l'abri de la rigueur des lois, seroit rejeté par les Chambres: ils l'ont abandonné, et ils n'ont pas jugé à propos de présenter une nouvelle loi sur leur responsabilité. On comprend aisément quels ont été

les motifs de cette bizarre conduite, M. le garde-des-sceaux défendit, dans un discours improvisé, le projet de loi concernant le changement de l'année financière; il démontra que le commencement de l'année financière n'étoit déterminé, ni par la Charte, ni par la nature. « Qui donc le déterminera, observa le ministre? Vous, Messieurs, vous, d'après les convenances de votre gouvernement: or, ces convenances dépendent uniquement de l'époque de vos sessions; si cette époque habituelle doit être dans la saison morte, cette époque seule fixe l'année financière. Effectivement, réunis habituellement en novembre, c'est en janvier et dans les mois suivans que vous ferez le budget; c'est le faire trop tard pour l'année courante; mais aussi c'est trop tôt pour l'année qui suit. Il faut donc forcément adopter une époque intermédiaire: c'est celle de juillet. Cinq à six mois ne sont pas un terme trop éloigné pour vous empêcher de prévoir les besoins, de limiter les crédits avec précision; et toutefois ce terme donne le loisir de faire la loi des finances et d'en préparer l'exécution. » En parlant de ceux qui ont regardé le projet de loi comme contraire à la Charte, M. le garde-des-sceaux fait les réflexions suivantes: « Croyez-le, c'est à des signes certains que l'on reconnoît les vrais amis de la Charte, les hommes vraiment constitutionnels: on ne les voit point, Pharisiens nouveaux, se contenter d'un culte purement extérieur, et, la Charte sur les lèvres, élever des scrupules et de subtiles querelles sur des syllabes, des points et des virgules; tandis qu'au gré de leurs intérêts, ils violent sans pudeur les préceptes essentiels de la loi. Aimer et pratiquer la Charte, c'est pratiquer, c'est défendre les droits, les intérêts, les libertés publiques, que la Charte a reconnus et garantis; c'est combattre tous ceux qui voudroient les inquiéter, les menacer ou les flétrir, aimer la Charte, c'est

chercher, non dans de vains simulacres, mais dans la franchise et la réalité de ses institutions ; la pleine sécurité de nos intérêts, de nos droits, de nos libertés : aimons ainsi la Charte, fondons sur elle ce trône dont elle est descendue ; que la France entière, à notre exemple, se pénétre de son esprit, et nous ne craindrons ni ces soldats impies, ni ces insolentes paroles dont on nous a menacés. » Il y a beaucoup de déclamations et de sophismes dans ces réflexions de M. le garde-des-sceaux ; le rejet du projet de l'année financière, prononcé par la Chambre des pairs, prouve les erreurs du ministre, et justifie les opinions et les principes de ceux qui ont combattu ce projet de loi dans la Chambre des députés. Ils ont été reconnus les vrais défenseurs de la Charte ; et ces *Pharisiens nouveaux* sont peut-être ceux qui cherchent à la mutiler. M. le garde-des-sceaux détruit ensuite les reproches et les inculpations qu'on a faits aux ministres : « On a dit que le ministère semoit la division dans la garde, dans l'armée ; qu'il favorisoit l'agiotage, qu'il cherchoit à porter le trouble dans la nation, pour arriver par-là au pouvoir absolu. » En son nom, et en celui de ses collègues, M. le garde-des-sceaux déclara ces allégations calomnieuses : « Non, le gouvernement ne sème la division nulle part, ni dans la garde, ni dans l'armée ; mais il maintient, et maintiendra, dans l'une comme dans l'autre, le respect des lois, la sévérité de la discipline militaire, et l'obéissance silencieuse aux ordres du Roi. Non, le ministère ne favorise pas l'agiotage ; mais il oseroit peut-être penser que lorsqu'on a vu, après bien des craintes, dans quelles mains venoit se reposer le pouvoir, la confiance publique s'est ranimée. Voilà les seuls artifices dont il s'est servi pour rappeler le crédit public. Le ministère ne cherche point à troubler la nation : vous ne pouvez lui imputer tous ces actes arbi-

traires ; ces atteintes portées à la liberté individuelle, atteintes dont vous renouvez avec tant d'importance le souvenir ; sa première sollicitude, l'objet de toutes ses pensées, c'est de réparer promptement les maux causés par une trop funeste influence, maux trop souvent irréparables. Voilà les difficultés contre lesquelles il lui faut lutter, les obstacles qu'il lui faut vaincre : on ne craint point de le dire, personne ne redoute plus que lui les attentats à la liberté publique. » M. le garde-des-sceaux présenta, le 22 mars 1819, à la Chambre des pairs, trois projets de lois ; le premier sur la répression des crimes et délits commis par la voie de la presse ou tout autre moyen de publication ; le second règle le mode de procédure et de jugement qui doit être suivi pour la poursuite et la répression de ces crimes ou délits ; le troisième est relatif aux journaux et écrits périodiques, qui, affranchis désormais de toute censure préalable, paroissent exiger quelques dispositions particulières. M. le garde-des-sceaux en expliqua les motifs : « Ces trois lois sont nécessaires, observe-t-il ; la législation actuelle sur les points qu'elles doivent régler est généralement reconnue défectueuse ou insuffisante : la censure des journaux expire, et on ne voudra les rendre libres que sur la foi d'une législation spéciale. Nous sommes loin de nous flatter d'avoir seulement, dans aucun de ces projets, approché de la perfection désirable ; il nous eût fallu plus de temps, un temps plus calme sur-tout, et peut-être cette perfection ne s'obtiendra que de l'expérience. Conçus de bonne foi et avec conscience, ces projets de lois sont soumis dans les mêmes sentimens à votre discussion : nous réclamez franchement le concours de vos lumières, et nous nous féliciterons s'ils sortent améliorés du sein de vos délibérations. »

Lors de la discussion, dans le comité secret de la Chambre des députés,

sur la résolution de la Chambre des pairs concernant la loi sur les élections, M. le garde-des-sceaux traita plusieurs questions politiques avec une prolixité fatigante. Il fit de vains et pénibles efforts pour justifier le ministère sur différentes accusations portées contre lui. Nous ne suivrons pas le ministre dans sa marche embrouillée et tortueuse, nous parlerons seulement de cette grave inculpation qu'on lui faisoit, d'avoir engagé le Roi à nommer soixante pairs. Cette nomination porta partout l'étonnement et l'affliction. M. le garde-des-sceaux voulut se justifier sur cette opération extraordinaire. Il observa que le Roi avoit usé de sa prérogative. « Il est honorable, dit-il, d'avoir à expliquer des actes du pouvoir royal qui ont pour but un si grand intérêt public. Une alliance, au moins étrange, avoit formé dans la Chambre héréditaire une majorité précaire sans doute; mais qui précipitoit ses actes dans sa courte durée. La Chambre héréditaire s'attaquoit aux sources mêmes de la Chambre élective; la Chambre héréditaire rejetait sans discussion une loi votée sur l'impôt par la Chambre des députés : falloit-il céder les rênes de l'Etat à cette majorité nouvelle? Falloit-il y puiser un ministère mixte ou pur? Mais la majorité existoit en sens inverse dans la Chambre des députés; mais un appel à la nation même avec toutes les modifications aux collèges électoraux indiquées par l'auteur de la proposition, n'eût certes pas amené cette majorité à être conforme à celle de l'autre Chambre. La nécessité des choses, celle d'un gouvernement, indiquoient donc la mesure qui a été prise. Bien d'autres motifs la conseilloient : accroître l'importance, le lustre de la Chambre héréditaire, la mettre dans une heureuse et plus intime harmonie avec la France actuelle, reconnoître de grands et honorables services, assurer au trône comme à toutes les autres institutions de nou-

veaux défenscurs; enfin, répondre par des effets à ces paroles d'amour et d'oubli, que, sous l'inspiration du monarque, un noble fils de France a répandues dans nos provinces; voilà les motifs d'une mesure qui a raffermi la couronne et fait croire à sa stabilité. On est revenu de l'étonnement qu'avoit produit dans les esprits la création des nouveaux pairs. » Que les amis de la monarchie et de la légitimité, que les vrais royalistes se rassurent : les nouveaux pairs seront dirigés par les mêmes principes et animés du même esprit que les anciens. » Peut-être les libéraux auront la majorité dans l'assemblée; on les verra, secondés par un régicide, faire des propositions anarchiques, proposer des amendemens qui tendront à dépouiller le monarque de ses prérogatives, à affaiblir les droits du trône et à introduire des institutions démocratiques; ils ne cesseront de nous parler de la souveraineté du peuple; ils demanderont qu'il nomme ses magistrats, ses maires, ses juges-de-peace, ses chefs militaires; mais la Chambre des pairs rejettera leurs propositions séditieuses : sentinelle vigilante, elle conservera le dépôt sacré qui lui a été confié, et elle se servira de sa puissance et de son pouvoir pour enchaîner ces factieux dont les projets tendent à la destruction de la monarchie. Il n'y aura point de divisions dans la Chambre des pairs : elle sait que si les ennemis du trône étoient triomphants, son autorité seroit anéantie, et il n'y auroit plus de Chambre des pairs pour arrêter cet esprit républicain qui s'occupe à former une Convention nationale, pour renouveler les crimes de cette assemblée d'assassins et de régicides, qui ont renversé la religion et fait périr sur l'échafaud le plus vertueux des Rois. Les vrais royalistes mettent leur confiance et leur espoir dans la Chambre des pairs. Deux membres seulement sont infectés de l'esprit républicain : ils garderont le silence, et peut-être renonceront-ils à leurs erreurs.

M. le garde-des-sceaux combattit l'amendement proposé par M. Lainé à l'article 20 du projet de loi relatif à la liberté de la presse. (*Voyez LAINÉ.*) Il démontra « que le principe d'après lequel les opinions des députés sont soustraites à la juridiction de tous les tribunaux ordinaires, réside dans la souveraineté du pouvoir que la Chambre exerce dans ses fonctions. Ses délibérations perdraient leur liberté et leur indépendance, si elles pouvoient être soumises à un juge pris hors de son sein ; mais aussi il ne faut pas étendre ce privilège à ce qui ne fait point partie des délibérations de la Chambre : or, elles se composent uniquement de ce qui est proféré à haute voix dans la Chambre ; tout ce qu'un député peut faire imprimer est aussi étranger aux délibérations que ce qu'un simple citoyen fait imprimer lui-même : si la Chambre doit se réserver toute la prérogative nécessaire à l'exercice de ses hautes fonctions, elle doit bien se garder d'excéder les limites de cette prérogative. Les délibérations de la Chambre commencent à la proposition qui lui est faite au nom du Roi, elles se continuent par le rapport que présente la commission, et qui est toujours lu à la tribune ; elles se complètent par les discours prononcés, et enfin se terminent par le vote définitif qui adopte ou rejette. Voilà toutes les délibérations de la Chambre et tout le domaine des privilèges qui assurent leur indépendance ; mais ce que les agens du gouvernement pourroient faire imprimer pour soutenir les propositions du gouvernement, ce que quelques-uns des députés feroient imprimer pour soutenir leurs propres opinions, est aussi étranger aux délibérations de la Chambre que tout ce qui se dit et s'écrit hors de son enceinte. Le privilège de la Chambre ne s'exerce point en affranchissement de toute police, de toute juridiction : cette liberté absolue de parler qui appartient à chaque dé-

puté à la Chambre, ne l'a que sous sa police et sa juridiction, et la juridiction de la Chambre est la condition inséparable de ce privilège : or, comme la juridiction de la Chambre ne peut pas poursuivre l'écrit qu'un député livre à l'impression, cet écrit ne doit point jouir du privilège. Qu'arriveroit-il si on lui accordoit un semblable privilège ? c'est qu'un député ayant droit de tout imprimer et tout publier, lors même qu'il ne l'auroit pas prononcé à la tribune, lors même que peut-être (et ici la loi embrassant tout l'avenir, on doit tout supposer), l'écrit eût été tel que la Chambre n'en auroit souffert la lecture, elle l'auroit puni ou interrompu. Eh bien ! il sera imprimé, publié au-dehors ; toute offense, tout outrage lui seront permis ; il sera affranchi de toute loi, de toute juridiction ! » Ces réflexions entraînèrent les suffrages de la Chambre. L'amendement de M. Lainé fut rejeté.

Lorsqu'on discuta l'art. 8 du projet de loi relatif à la répression des abus de la liberté de la presse, plusieurs membres proposèrent des amendemens qui tendoient tous à faire punir les outrages faits à la religion. M. le garde-des-sceaux combattit tous ces amendemens. Ses preuves et ses raisonnemens ne sont fondés que sur des sophismes et des erreurs ; il n'a montré ni les lumières d'un homme d'Etat, ni les talens d'un publiciste ; il ignore ces principes religieux qui assurent la stabilité des empires et le bonheur des peuples ; il ne répond aux auteurs religieux des amendemens que par des déclamations et des injures. Ces hommes qui veulent réunir la religion à la morale publique, sont dévoués comme des hommes téméraires et irréligieux. Il prétend qu'en voulant réunir la religion à la morale publique, on tend à faire sortir la loi civile de son empire, pour envahir l'empire de la loi divine. « Nous avons des dogmes fixes, dit-il, que tout Français doit reverer : mais

nous n'avons pas de dogmes religieux communs à tous les Français. » Mais nous demandons ici à M. le garde-des-sceaux, si les dogmes de l'existence de Dieu, de l'immortalité de l'âme, ne sont pas des dogmes religieux communs à tous les Français. Le ministre ajoute que nous avons des lois pour mettre à couvert ces dogmes politiques; mais nous ne pouvons faire des lois pour faire respecter des dogmes religieux qui n'obligent tous les Français. Mais quelle est la conséquence de ce principe, c'est qu'il ne faut point punir l'athée qui répandrait le poison de sa fausse doctrine. M. le garde-des-sceaux donne la définition de la morale publique, c'est celle qu'adoptent les théistes; mais si vous punissez celui qui l'outrage, pourquoi ne voulez-vous point réprimer les outrages faits à la religion, qui a une source plus noble et plus pure que la morale publique? La nature et la raison nous obligent de pratiquer les devoirs que nous impose la morale publique; mais la religion nous prescrit des devoirs plus étendus et plus rigoureux. La morale exige des devoirs, la religion ordonne des sacrifices. Qu'il nous soit permis d'instruire M. le garde-des-sceaux, et de lui rappeler quelques principes que nous soumettons à ses pensées et à ses méditations. Les gouvernemens doivent réunir à la politique et à la législation les principes religieux, car la religion est le premier ressort des lois civiles et politiques; elle est la pierre angulaire de l'édifice social; elle imprime aux lois un caractère de force et de sainteté qu'elles ne peuvent attendre des institutions humaines. Les lois et la morale, dit Portalis, ne suffisent pas pour contenir les peuples dans l'obéissance; les lois ne règlent que certaines actions, la religion les embrasse toutes; les lois n'arrêtent que les bras, la religion règle le cœur; les lois ne sont relatives qu'au citoyen, la religion s'empare de l'homme; quant à la morale, que seroit-elle, si elle demeurait reléguée dans la haute

région des sciences, et si les institutions religieuses ne l'en faisoient descendre pour la rendre sensible à l'homme? La morale sans préceptes positifs laisseroit la raison sans règle; la morale sans dogmes religieux ne seroit qu'une justice sans tribunaux. Les législateurs de l'antiquité ont reconnu la nécessité et la sagesse de réunir la religion au système politique de l'Etat, ils ont regardé comme très-utile son influence dans le gouvernement et la législation; ils ont établi les dogmes et les préceptes de la religion sur l'ordre naturel, civil et politique. Les lois doivent respecter les opinions religieuses, mais elles doivent punir l'athée qui outrage la religion en publiant sa détestable doctrine; alors il trouble l'ordre public; il viole le pacte social, et il doit être puni comme mauvais citoyen. Les Grecs chassoient de leurs Etats le sophiste pervers qui osoit nier l'existence de la divinité. L'Aréopage, instruit des troubles que répandoit le système affreux de Diagoras, enseignant qu'il n'y avoit d'autre Dieu que la fatalité, mit sa tête à prix, et le décret de proscription fut gravé sur une colonne d'airain. Alcibiade, accusé d'avoir mutilé une statue de Minerve, et profané les mystères sacrés, fut condamné à mort. Le congrès des Etats-Unis, qu'on n'accusera pas sans doute d'intolérance et de superstition, a statué que l'homme qui professoit l'athéisme, étoit indigne d'exercer des fonctions publiques, et que, pour être admis aux charges de l'Etat, il falloit aimer la religion nationale. Tout gouvernement sage et religieux doit réprimer l'audace de ces novateurs séditieux, qui voudroient priver l'Etat de cette garantie morale qu'il trouve dans les opinions religieuses des citoyens. On ne considère point ici la religion comme un objet spirituel, mais comme une profession de foi civile et politique. Il y a ici, dit J.-J. Rousseau, une profession de foi purement civile, dont il appartient au souverain de fixer

les articles , non pas précisément comme dogmes de religion , mais comme sentimens de sociabilité , sans lesquels il est impossible d'être bon citoyen ni sujet fidèle. Il peut bannir de l'Etat quiconque ne les croit pas , non comme impie , mais comme insociable , comme incapable d'aimer sincèrement les lois de la justice et d'immoler sa vie à son devoir. Si quelqu'un , après avoir reconnu ces mêmes dogmes , se conduit comme ne les croyant pas , qu'il soit mis à mort ; il a commis le plus grand des crimes , il a menti devant les lois. Lorsqu'un ministre proclame une erreur dange-reuse , il est du devoir de l'écrivain de la combattre. Le système de M. le garde-des-sceaux , de séparer les principes religieux des institutions civiles , tend à affaiblir et même à détruire la religion , et à établir cette doctrine funeste de déisme , qui ne peut former que des citoyens pervers et séditeux. Les témoignages les plus incontestables de l'histoire nous apprennent que le théisme fut la religion dominante des peuples. Le polythéisme vint obscurcir et effacer les notions que l'on avoit de la divinité. Au milieu de cette confusion et de cette idolâtrie , on conserva tous jours des formes religieuses : elles furent réunies au droit civil , et inscrites dans les Codes politiques des nations. La théologie fit partie de la législation ; le sacerdoce et l'empire se réunirent pour former la constitution civile et religieuse : Romulus , fondateur de Rome , y établit le culte des dieux qu'Enée avoit apportés en Italie ; les Romains eurent leurs pontifes , leurs magistrats , leurs augures , et les actes les plus importants de la vie portoient le caractère et le sceau d'un contrat civil et religieux. Les publicistes moralistes ont cru qu'il étoit utile et nécessaire d'établir les rapports des lois civiles et politiques avec la religion. L'inversion de cet ordre si heureux et si salutaire a produit les malheurs des nations , le bouleversement des sociétés poli-

tiques , les rebellions des peuples , la tyrannie des rois , et les crimes des révolutions. C'est surtout chez les générations éclairées des lumières du christianisme , que la religion a une union intime avec les lois morales ; de cette union sacrée , de cette communication sûre , naissent la paix des empires et la prospérité des peuples.

Dans la Chambre des pairs , M. le garde-des-sceaux combattit l'amendement proposé par M. le duc de Fitz-James sur l'article 8 du projet de loi relatif à la répression des crimes et délits commis par la voie de la presse ou par tout autre moyen de publication. (Voyez FITZ-JAMES.) Il observa « qu'après les discussions lumineuses auxquelles a donné lieu l'article dont la Chambre s'occupe , il est plutôt nécessaire de poser la question d'une manière précise , que de chercher de nouveaux argumens pour la résoudre. Loin de lui sur-tout de vouloir obscurcir par des raisonnemens que la bonne foi désavoueroit , une matière aussi délicate qu'importante. La franchise est à ses yeux le premier devoir du législateur , et la loi qui tendroit des pièges aux citoyens seroit un crime , comme elle seroit le fléau de la nation. Le ministre exposera donc à la Chambre sa pensée toute entière. L'article 5 a posé d'une manière aussi claire qu'invariable le principe sur lequel il croit devoir se fonder pour repousser l'amendement qu'on propose. Aux termes de cet article , chaque Français professe sa religion avec une égale liberté ; chacun obtient pour son culte une égale protection. Ce principe , que les articles 6 et 7 n'ont pu avoir pour but , n'ont pas eu pour effet d'altérer , doit seul résoudre la question. Mais n'a-t-il pas été perdu de vue par les auteurs des divers amendemens proposés dans l'autre Chambre , et n'est-il pas ouvertement violé par la proposition sur laquelle on va prononcer ? Un premier amendement proposé dans la Chambre des députés

consistait à réprimer par une disposition formelle les outrages faits soit envers la religion de l'Etat, soit envers les autres cultes que la Charte protège : cette rédaction sans doute étoit conforme à la Charte, et cependant elle a paru dangereuse, on a craint que les différens cultes pussent y trouver des armes les uns contre les autres, soit que la religion professée par la majorité pût s'en servir pour empêcher la libre et publique profession des autres cultes, soit que, comme les défenseurs de l'amendement en ont eux-mêmes manifesté plus tard l'inquiétude, il pût devenir un obstacle à la libre prédication de la religion de l'Etat, à la discussion franche et énergique des faux dogmes, des fausses doctrines, en un mot, des fausses religions. L'amendement fut donc abandonné, et cet abandon présageoit le sort de ceux qui pourroient être ultérieurement présentés. Tous se trouvoient condamnés à l'avance sur la foi de leurs auteurs. Ainsi, lorsque, plus tard, on proposa d'insérer dans l'article le mot *religion*, l'autre Chambre n'y trouvant qu'une expression abstraite, dont le sens positif pouvoit varier à l'infini, suivant la croyance de ceux qui seroient appelés à l'interpréter, dut craindre de donner prétexte, en l'adoptant, aux fâcheuses discussions dont les opinions religieuses n'ont été que trop souvent la source. Tel fut l'unique motif de sa décision ; mais pour le prouver davantage, pour exprimer solennellement sa vénération pour ce que renferment d'honnête, de beau, d'utile, les sentimens religieux, elle a cru devoir ajouter dans l'article les mots de *morale religieuse*, qui disent tout sans rien dire de trop. Aujourd'hui se sont reproduits devant cette Chambre tous les argumens employés dans l'autre pour soutenir les amendemens qu'elle a cru devoir écarter. On a cherché à prouver que les mots *religion chrétienne* pouvoient être insérés dans la loi sans blesser l'égalité de protection promise à tous

les cultes par la Charte : mais a-t-on réussi à l'établir ? On a dit que par cette rédaction la libre controverse demeureroit permise, pourvu qu'elle se contint dans les bornes d'une juste modération ; mais où trouver cette modération unie à la chaleur qui anime toujours les discussions religieuses ? Et pourroit-on en citer beaucoup d'exemples, depuis le temps où l'Europe vit avec horreur dégénérer d'abord en injures grossières, puis bientôt en combats sanglans, les disputes théologiques auxquelles la réforme avoit donné naissance ? Sont-ils donc si loin ces jours où les Français, armés les uns contre les autres, alloient verser du sang pour défendre des opinions, si la force et la prudence de l'autorité n'avoient su calmer l'irritation des esprits ? La religion n'est-elle pas, et n'a-t-elle pas été toujours le levier le plus puissant pour soulever les peuples, et les ambitieux ne cherchèrent-ils pas dans tous les temps à s'emparer de ce levier ? La question est jugée pour ceux qui ont vu de sang-froid quelle chaleur avoit été mise de part et d'autre dans les discussions que cette question a fait naître. Si des débats ont été si vifs dans des assemblées choisies parmi l'élite de la nation et composées des hommes les plus vénérables, que ne deviendront-ils pas dans les autres classes de la société ? » Ce motif seul établiroit aux yeux de l'orateur la sagesse de la décision prise par l'autre Chambre ; mais il en trouve d'autres encore dans l'intérêt bien entendu des peuples et de la religion elle-même : « Quel seroit, en effet, le but de l'amendement proposé, sinon d'appuyer la religion sur la loi civile, et de confondre ainsi, par un mélange dangereux, deux choses qui doivent toujours être séparées ? C'est en effet dans les temps où la puissance religieuse s'est trouvée confondue avec la puissance temporelle, que les libertés publiques ont été anéanties, que les droits du pouvoir ont été méconnus ; et l'histoire

atteste que dans ces temps les mœurs ont été plus corrompues, la religion même moins respectée que dans ceux où ces deux puissances étoient entièrement séparées. La France n'offre-t-elle pas elle-même cette vérité ? N'est-ce pas depuis le moment où le bon, le grand Henri nous donna la liberté de conscience, que la religion a brillé dans son plus bel éclat ? Et ne doit-on pas gémir d'une révocation sinistre, que suivirent de près la corruption hypocrite d'une cour, la régence avec ses débordemens, et le dix-huitième siècle avec sa licence ? C'est par ce système qu'a été commencée, qu'a été rendue si sensible la catastrophe dont la France ne se consolera jamais. Nous détestons les conséquences, sachons en détester le principe, c'est le seul moyen d'en prévenir le retour. Maintenant les principes salutaires que la Charte a consacrés, préservons-la de toute atteinte, car c'est sur elle que se fondent les libertés, la stabilité du trône ; c'est elle qui garantit nos plus chers intérêts comme nos dernières espérances.»

M. le garde-des-sceaux défendit le titre du projet de loi qui attribue à un jury la connaissance des délits politiques commis par la voie de publication. Voyons quels sont les principes et les raisonnemens de M. le garde-des-sceaux. « On conteste 1^o. au jury, dit-il, les lumières et les connoissances nécessaires pour statuer sur les délits que le projet soumet à son examen; cette objection a-t-elle été pesée suffisamment avant de se produire ? N'est-ce pas, en effet, parmi les citoyens les plus recommandables que sont choisis les jurés ? Dans ce nombre ne s'en rencontre-t-il pas d'assez éclairés pour remplir les fonctions que la loi leur attribue, et la manière dont se forment les listes ne permet-elle pas d'appeler ceux qui remplissent cette condition ? En outre, on soumet aux jurés des matières qui ne sont pas moins difficiles, qui sont plus épineuses peut-

être que celles dont il s'agit ici. Le jury prononce aujourd'hui sur des délits de faux, par exemple, qui, certes, sont les points les plus délicats et les plus embarrassans qui puissent être proposés au jugement de hommes. Il prononce sur des délits de banqueroute, de concussion, et beaucoup d'autres encore qui, ne supposent pas moins de connoissance que l'appréciation des délits politiques commis par la voie de publication; et quelles sont en effet les connoissances nécessaires dans ces sortes de jugemens ? Ce sont précisément celles qu'ont naturellement les jurés. A qui s'adressent, en effet, les écrivains punissables ? sur quels esprits veulent-ils faire impression ? N'est-ce pas sur le public qu'ils se proposent d'agir ? Qui donc mieux, que ce même public, c'est-à-dire que le jury qui est sorti de son sein, pourra juger si cette impression qui constituerait le crime a été cherchée ou produite, jusqu'à quel point elle a pu l'être ? Qui mieux que ce même public, c'est-à-dire, que le jury, décidera, d'après cette impression, si la publication déferée à la justice a réellement le caractère de la provocation et de la diffamation ? Croyez-le, les connoissances des jurés en cette matière seront peut-être préférables à celles des hommes qui font leur étude spéciale du texte et de l'application des lois, parce que ces hommes, vivant plus séparés des hommes, se faisant du cabinet ou du palais une espèce de monde particulier, moins mêlés, en un mot, à ce public, et plus étrangers à sa manière de sentir et de prendre les choses, sont moins à portée d'apprécier des publications, dont le crime ou l'innocence consistent dans les impressions qu'elles ont produites ou qu'elles ont eu dessein de produire sur le public ; mais ce qu'il faut sur-tout chercher dans les jugemens des délits politiques, c'est une impartialité et une indépendance telles, que chacun les demanderait pour soi-même, s'il devoit être accusé

et jugé sur une accusation portée contre lui par le pouvoir. Sur ce point, le gouvernement peut se rendre justice à lui-même, et doit la rendre à la magistrature française; mais la conviction du gouvernement n'est pas tout; en pareil cas, il faut que le public la partage: or, le public est-il tellement convaincu qu'un juge du tribunal correctionnel, qu'un conseiller même de Cour royale, malgré son inamovibilité, n'ait rien à espérer du gouvernement, ni par conséquent rien à en craindre? et s'il conserve quelque doute à cet égard, s'il soupçonne qu'il puisse y avoir lieu pour eux à l'espérance ou à la crainte, quelque peu fondés que soient ces soupçons, lorsqu'il s'agira d'une cause où le pouvoir sera intéressé, n'altéreront-ils pas cette confiance dans la parfaite indépendance et la parfaite impartialité du juge, confiance qui doit être inaccessible à la plus légère atteinte; et cela d'autant plus, que les corps de magistrature sont eux-mêmes des pouvoirs, et qu'en prononçant sur les attaques portées contre le pouvoir, ils sont, à certains points, juges dans leur propre cause? L'expérience a confirmé ces principes; trop d'exemples ont appris au gouvernement que les tribunaux ne suffisent plus à la répression des délits dont le projet de loi leur ôte la connoissance; et lorsque nous demandons à la législation de leur substituer le jury, c'est moins encore peut-être pour l'intérêt des prévenus et des accusés, que pour la certitude de la répression et la sécurité de la société. Le fait parle de lui-même: les poursuites se relâchent, souvent même elles craignent de s'élever lorsque le jugement ne peut pas être déféré à un juge dont l'indépendance et l'impartialité soient tellement établies dans l'opinion, que l'opinion vienne elle-même au secours de ses arrêts et en écarter tout soupçon d'influence étrangère à la justice. Qu'on veuille bien se rappeler ce

qu'étoient, avant la révolution, les moyens de répression, en comparaison de ce qu'ils sont aujourd'hui: qu'ont produit ces moyens, tels cependant que vous n'en sauriez donner de pareils au gouvernement? A quoi ont servi les Parlemens, ces corps si puissans, qui tenoient du temps, du mérite personnel, et de l'opinion, une si imposante autorité? Les Parlemens eux-mêmes ont été trouvés foibles contre la licence des écrits; le débordement de la licence a rompu toutes les digues en dépit de la rigueur des arrêts. Les répressions actuelles, la loi du 9 novembre, dans toute sa sévérité, sont également insuffisantes, et la licence brave aujourd'hui les tribunaux, comme elle a bravé autrefois les Parlemens. Voilà ce dont le gouvernement a la conscience et la conviction mieux que quique ce soit. L'intérêt de l'ordre demande de nouveaux juges, et ces juges, qui seront-ils? Ce sera vous; je dis vous-mêmes, messieurs, car j'ose appeler vous-mêmes des citoyens choisis dans l'élite de la société, pour prononcer sur des attaques dirigées contre la société, et dont le jugement sera celui de la société. Ainsi, seulement, sera réprimée la licence, qui, croyons-en l'expérience autant que la raison et les principes, ne peut plus être autrement réprimée; et ne croyez pas à l'indulgence excessive des jurés; j'oppose à ce qu'on a dit de cette prétendue indulgence, le tableau de toutes les décisions que rendent en France, depuis l'introduction du jury parmi nous, et les juges et les jurés; et je déclare, peut-être contre l'opinion de beaucoup de personnes, mais avec la certitude des faits, que c'est dans la décision des jurés qu'on trouve le plus de sévérité. J'invite les personnes qui ont des doutes à cet égard, à consulter les magistrats qui ont comparé le plus exactement les décisions des juges et des jurés. Quant à l'esprit de parti, observa le ministre, malheureusement personne

n'est à l'abri de son action, et si vous ne pouvez y soustraire les jurés, ce privilège que vous leur refusez ne servirait pas davantage accordé aux magistrats; mais dans le jury au moins, le choix et la récusation permettent d'écarter les hommes dangereux pour la société et pour la liberté. Enfin, si malgré cette double garantie on n'évite pas un jury partial, il n'en résulte nécessairement que le malheur d'un mauvais jugement; au contraire, si l'esprit de parti s'est introduit dans une compagnie, dans un tribunal; on ne peut l'en bannir: ces juges inamovibles sont des juges nécessaires; la règle du jugement se trouve alors faussée; elle est faussée pour toujours et pour toutes les affaires: considération immense, considération infinie en faveur du jury.» M. le garde-des-sceaux répondit à une objection et à un reproche qu'on lui a fait de ce que son système est une véritable innovation: « On crie, dit-il, à l'innovation; et quelle innovation plus grande parmi nous que l'introduction d'un gouvernement libre et constitutionnel? Où sont les hommes qui auroient assez peu réfléchi, pour croire qu'une nouveauté pareille ne dût en amener une autre; pour penser que le système impérial, avec toutes ses lois, pût se conserver dans toute son intégrité et devenir l'appui de la liberté et le support naturel de cette monarchie protectrice de la liberté? Placez-vous donc un instant dans la position de notre Gouvernement: on lui reproche sans cesse d'être trop lent à mettre toutes les institutions en harmonie avec les principes du gouvernement constitutionnel introduits par la Charte dans les hautes régions du pouvoir; et lorsqu'après de longues méditations il cherche à établir par degrés cette harmonie entre les anciennes et les nouvelles institutions, ce gouvernement seroit accusé d'être novateur, il seroit ac-

cusé de se précipiter dans les systèmes et les désastres qu'ils entraînent nécessairement! Non, c'est graduellement et avec lenteur qu'il propose des changemens aux lois existantes, c'est toujours en rapportant ces changemens aux principes de nos grands établissemens politiques; et songez que de tous les dangers dont on voudroit inspirer la crainte, un des plus grands, sans contredit, seroit de vouloir s'arrêter au milieu de la route, de vouloir conserver des institutions incohérentes, de sorte que l'esprit constitutionnel animât les unes, et que l'esprit du pouvoir absolu respirât dans les autres. Travailler à les mettre en harmonie, c'est travailler à leur mutuel affermissement, c'est travailler à l'affermissement de l'ordre actuel; beaucoup de magistrats éclairés et distingués en reconnoissent la nécessité; si quelques-uns restent en arrière et abandonnent en cela la marche du Gouvernement et le progrès du système constitutionnel, c'est un grand tort, c'est une grande erreur. On a vu une époque, en Angleterre, où les juges crurent pouvoir tenir une ligne différente de la grande ligne politique des hauts pouvoirs de la société, un combat s'établit entre l'autorité judiciaire et les pouvoirs publics, long et fatal combat qui n'a cessé, pour l'affermissement des constitutions, et pour l'honneur de la magistrature, que lorsque les magistrats ont reconnu que leur premier devoir, que le plus sûr moyen d'arriver à la considération publique, étoit de se constituer les premiers défenseurs des institutions qui préservent la liberté de leur pays, et que c'étoit seulement dans l'alliance de cette liberté avec les légitimes prerogatives du pouvoir, que se trouvent l'ordre et la stabilité. »

Dans une séance où l'on discuta le projet de loi sur la liberté de la presse, M. le garde-des-sceaux attaqua quelques principes démocratiques proclamés par MM. Benjamin-Cons-

tant, Manuel, Bignon, et Chauvelin. Il observa « qu'il n'y avoit point de liberté pour une nation, si elle n'intervient d'une manière quelconque dans son gouvernement. Lorsque la nation intervient dans le gouvernement d'une manière directe et immédiate par l'universalité des habitans, il y a démocratie pure, forme de constitution d'autant plus orageuse que les citoyens sont plus nombreux, et qui est toujours impraticable pour un grand peuple. Chacun sait que cette espèce de gouvernement n'a été pour les nations qui ont eu le malheur d'en jouir, qu'une suite continuelle d'agitations et de désordres, une scène perpétuellement mouvante de révolutions. Comme tout s'y décide au gré de la multitude, comme elle y est souveraine ou plutôt despote, c'est au peuple directement que, dans un état ainsi constitué, les discours et les orateurs doivent s'adresser. Une constitution plus heureuse nous a été donnée; nous avons un gouvernement représentatif; par cette forme sociale, la nation intervient bien dans la conduite de ses affaires, mais elle y intervient par des pouvoirs légalement déterminés, qui sont ses organes légitimes. Or, c'est dans la préservation de la pureté et de l'indépendance de ces organes, c'est dans le maintien sévère des limites tracées par les lois constitutives à chacun de ces pouvoirs, que consiste la conservation du gouvernement représentatif. Ainsi, les citoyens n'ont parmi nous, comme individus, qu'une seule fonction directe. Cette fonction, limitée à ceux qui sont électeurs, l'est à l'élection; là expire le pouvoir du citoyen: s'il intervient ensuite dans la législation et dans la surveillance de l'exécution des lois, c'est par le moyen des Chambres: s'il intervient dans les jugemens, c'est par le moyen du jury. Tout ce qui attaque ce mode d'intervention, ou ce qui altère ces organes vitaux du gouvernement représentatif, pour mettre en mouvement les ci-

toyens eux-mêmes, ébranler la multitude et l'introduire dans la conduite des affaires publiques, détruit en même temps le gouvernement représentatif, ruine la liberté comme le pouvoir dont elle est la garantie, et nous fait précipiter vers la démocratie et l'état de révolution. » M. le garde-des-sceaux abandonne son sujet pour discuter une question qui a donné lieu à une discussion vraiment scandaleuse, et que M. le ministre ne doit se rappeler qu'en versant des larmes. « Quelque désastreux, a-t-il dit, qu'ait été le résultat des travaux de nos premières assemblées délibérantes, quelque mode vicieux qui ait présidé à leur formation, sous quelques funestes auspices qu'elles aient été réunies; cependant on ne sauroit le nier, la majorité fut toujours saine. » A cette assertion fautive et dérisoire M. de la Bourdonnais, dans un juste mouvement d'indignation, s'écria: « Quoi! même la convention? M. le garde-des-sceaux se trouble, sa raison se perd, son imagination s'égare. « Oui, Monsieur, répond-il, même la convention, jusqu'à un certain point; et si la Convention n'eût pas voté sous les poignards, la France n'auroit pas à gémir du plus épouvantable des crimes. » Quoi! la majorité de l'assemblée constituante qui a sappé les fondemens du trône et a dépouillé le monarque de ses prérogatives, de ses droits sacrés, étoit saine! quoi! la majorité de cette première assemblée législative qui a violé la constitution, et qui a préparé l'échafaud sur lequel l'innocent a été immolé, étoit saine! quoi! la majorité de cette Convention nationale qui sera éternellement l'objet de l'exécration des siècles et des générations; qui a couvert la France de deuil; qui a gouverné avec un sceptre de fer inconnu aux tyrans les plus féroces; qui a fait répandre tant de sang, a immolé tant de victimes, a fait couler tant de larmes; qui a détruit la monarchie et a fait périr son Roi; qui a détruit la

religion de nos pères pour établir sur ses ruines l'athéisme et les blasphèmes de l'impunité, étoit saine ! Qui est donc coupable de sa mort ? qui a préparé et aiguisé le poignard qui a égorgé l'innocent ? Ce n'est pas, sans doute, la nation qui a commis ce forfait exécrationnel. C'est donc la majorité de la Convention nationale qui s'est rendue coupable de ce crime, que la justice des siècles ne pardonnera jamais. Terminons nos tristes réflexions. Nous faisons des vœux pour que M. le garde-des-sceaux répare son erreur, et qu'il la fasse oublier par l'exercice des vertus publiques.

M. de Coton fit le rapport d'une pétition signée par quelques individus qui demandoient la rentrée des bannis. L'honorable membre, au nom de la commission, proposa l'ordre du jour. MM. Cammartin, Benjamin-Constant, Lafayette, Rodet et plusieurs autres membres s'y opposèrent. M. le garde-des-sceaux défendit l'avis de la commission. Il observa que « si on avoit pu conserver quelque doute sur le parti que doit prendre la Chambre relativement aux pétitions sur lesquelles la commission vient de faire un rapport, ces doutes doivent cesser à l'aspect même du feuillet qui a été distribué : feuillet qui renferme une longue série de pétitions dont les conclusions sont tellement conformes, tellement identiques dans les termes, qu'il est assez évident qu'elles sont toutes parties de la même source, pour nous revenir ensuite de différens lieux : on remarquera que dans ces pétitions il n'est pas seulement question des individus temporairement exilés en vertu de l'article 2 de la loi du 12 janvier 1816, mais de tous les individus indistinctement qui ont été bannis par cette loi, de telle sorte que les pétitions s'appliquent encore, non-seulement aux régicides, mais à la famille de Buonaparte lui-même. » M. le garde-des-sceaux déclara qu'il ne partageoit pas la doctrine de M. le rap-

porteur sur le droit de pétition. Il en restreint trop la matière. Ce droit embrasse tous les actes qui sont dans les attributions de la Chambre, et par suite les lois nécessaires au pays, dont chaque Français peut réclamer la proposition. » Il exprima le juste regret que, malgré les demandes répétées faites à la Chambre, elle n'ait pas encore régularisé l'exercice de ce droit important. Il regretta qu'aucune garantie ne fût donnée à la société contre l'abus de ce droit ; que, faute de cette garantie, quelques factieux égarés pussent, sans responsabilité, sous le nom d'individus dont rien ne justifie l'existence, jeter dans cette enceinte l'agitation et le scandale, et le répandre de là dans tout le royaume. M. le garde-des-sceaux crut ces explications nécessaires sur le droit de pétition ; il examina ensuite l'objet des pétitions présentées ; il observa qu'obtenir pour tous les Français le même droit et une même justice, fonder nos libertés publiques, assurer nos libertés civiles, tels furent, en 1789, les vœux de tous les amis de leur pays, ces vœux que la Charte seule devoit accomplir ; mais lorsque la révolution s'attaqua à la royauté elle-même, elle marcha contre le vœu national le plus prononcé ; la révolution devint alors criminelle, elle fut désavouée par la France toute entière. De trop longs et de trop grands malheurs nous apprirent qu'en France la liberté publique étoit inséparable de la royauté, que la royauté seule pouvoit sauver la patrie : aussi le premier jour auquel nous pûmes espérer la paix, la liberté et le bonheur, fut le jour de la restauration. Au moment de cette restauration on crut pouvoir jeter un voile absolu sur le passé ; mais lorsque la déplorable journée du 20 mars est apparue au milieu de la consternation profonde de tous les bons citoyens, et de la joie d'un petit nombre de perturbateurs ; lorsque des contrées de l'Asie, aux rives de l'Océan, l'Europe fut ébranlée ; que la France se

vit envahie par un million de soldats étrangers ; lorsqu'elle eut été dépouillée de sa fortune, de ses monumens, que son territoire eût été démembré, chacun sentit que le premier besoin de l'Etat étoit de défendre la royauté par des mesures sévères et préservatrices de calamités nouvelles. Parmi les individus qui s'étoient signalés contre la cause royale dans ces tristes événemens, on désigna ceux qui devaient être traduits devant les tribunaux, d'autres furent reconnus susceptibles d'être éloignés temporairement ; ce fut alors que s'éleva la question de savoir si les individus qui avoient concouru par leur vote à la mort de l'infortuné Monarque devoient être éloignés du territoire français, dans le cas où, après le premier vote émis par la Charte, ils se seroient déclarés les ennemis obstinés de la maison régnante, en embrassant le parti de l'usurpateur pendant les cent jours. Chacun soit avec quelle heureuse persistance la clémence royale lutta contre la proposition de leur bannissement ; des hommes connus par leur dévouement sans bornes à la cause royale et aux principes constitutionnels soutinrent la proposition d'amnistie faite par le Roi ; mais quand il en fut autrement décidé, quand, par la réunion des deux Chambres, le vœu du bannissement fut émis, quand l'arrêt fut prononcé, il le fut pour *jamaïs*, il est irrévocable. L'extrême générosité du Roi avoit pu défendre les volans ; mais, la loi rendue, on a pu reconnoître qu'il étoit impossible, sans violer le sentiment moral le plus puissant, sans porter atteinte à la dignité royale aux yeux de la France et de l'Europe, de jamais provoquer du Roi un acte solennel qui rendit la patrie aux assassins de son frère, de son prédécesseur, du juste couronné. Voilà des vérités qui devinrent évidentes pour tous les Français, qui furent entendues dans les cités, qui se répandirent dans les campagnes, et pénétrèrent jusque

dans les chaudières ; tous ont compris, et, grâces au ciel, comprendront tous les jours davantage, qu'il n'y a de garantie ni de liberté en France que sous le règne des Bourbons ; tous comprennent bien que si la Charte est devenue l'appui du trône, si la Charte est nécessaire au maintien de la dynastie légitime, la dynastie légitime n'est pas moins nécessaire à la Charte : un sentiment de commiseration bien naturel pour des Français ne peut s'affaiblir des motifs de cette gravité, et il seroit du devoir le plus sacré de la Chambre de repousser ce sentiment même, si les fondemens du trône et de l'ordre social devoient être ébranlés. » Assurément nous applaudissons aux principes et aux sentimens exprimés dans le discours de M. le garde-des-sceaux, nous connoissons son dévouement pour son roi, pour la monarchie, pour la légitimité et la Charte ; mais jusqu'à faut-il que ses principes et ses sentimens soient en contradiction avec sa conduite et son administration ministérielle ? quelle est la force, et quels sont les motifs qui l'obligent à faire ce sacrifice ? On ne peut les attribuer qu'à sa foiblesse et à sa pusillanimité. Il craint cette secte audacieuse qui veut renverser l'autel et le trône pour y établir l'impunité et la démocratie ; mais un ministre ferme ne redoute point les factions, il les combat, il les détruit ; tout est facile à un gouvernement vigoureux. Que les ministres se pénétrant bien de cette vérité : jamais ils ne pourront sauver la France et rétablir l'ordre social, sans le concours et sans leur réunion avec ces royalistes purs et sincères qui combattent ces réformateurs modernes qui veulent détruire la monarchie.

Lors de la discussion sur le budget, particulier du ministère de la guerre, M. de la Bourdonnaye se plaignit des progrès effrayans que faisoient en France les doctrines révolutionnaires. Les malheureux événemens dont nous sommes aujourd'hui les tristes té-

moins, les projets de nos républicains modernes, leurs réunions audacieuses, leurs conciliabules secrets qui ont pour but et pour objet d'introduire dans la monarchie constitutionnelle des institutions démocratiques, pour pouvoir ensuite renverser le trône et proscrire la dynastie des Bourbons, tout confirme cette terrible vérité que M. de la Bourdonnaie a eu le courage de proclamer, et dont tous les vrais royalistes gémissent dans le silence. Cependant M. le garde-des-sceaux déclare M. de la Bourdonnaie coupable d'une imputation téméraire, et l'accuse de diffamer la France aux yeux des nations, en la leur montrant pour ainsi dire comme une terre contagieuse et pestilentielle. « Notre pays, dit le ministre, a été bouleversé par de cruelles révolutions ; mais j'ose dire que c'est précisément parce que nous avons l'expérience des révolutions et de ce qu'elles font souffrir, que c'est parce que nous possédons tout ce que les changemens si impatiemment désirés il y a trente ans pouvoient nous faire acquérir ; parce que nous avons avec la royauté toutes les libertés publiques, au développement, à l'affermissement desquelles nous travaillons chaque jour ; que c'est par ces raisons-là même que nous avons autant et peut-être plus de garanties de notre stabilité qu'aucune des nations du monde. Nous sommes plus et mieux éprouvés : nous avons entendu des charlatans de toute sorte ; nous avons vu l'abus des noms les plus sacrés : les mêmes artifices ne pourront plus nous surprendre. Cet esprit de conservation que vous avez remarqué dans les Chambres législatives, il anime la France entière : le discernement infailible qui saisit l'intention sous le voile du prétexte, est répandu dans tout le royaume. Insensé aujourd'hui, qui voudroit nous ramener à des exagérations, quelles qu'elles fussent, et nous engager dans les voies des révolutions ! Toute maxime directement

ou indirectement contraire à la royauté, est à nos yeux un principe de révolution ; quiconque professera de pareilles maximes, nous le réprouvons révolutionnaire. Toute attaque contre les libertés consacrées, contre les intérêts garantis, est à nos yeux une tentative révolutionnaire, et l'auteur de cette attaque, quel qu'il soit, nous le regardons comme un instrument de révolution. Ainsi sont vaines, sont futiles les craintes qu'on voudroit nous inspirer, et peut-être au reste de l'Europe. Il est de la politique, parce qu'il est du plus grand intérêt de la France, de désirer la paix intérieure et extérieure : l'une et l'autre ne sont pas seulement utiles, elles nous sont indispensables pour cicatriser nos plaies, pour réparer nos pertes, pour affermir nos institutions, pour conserver et multiplier des biens dont nous ne faisons que commencer à jouir. Mais la paix ne dépend pas uniquement de la nation qui la désire : sans doute, si nous sommes assez heureux pour que le Ciel conserve long-temps sur les trônes de l'Europe les souverains qui les occupent, comme tous, ainsi que leurs peuples, ont été éprouvés par des revers et par de grands malheurs, la paix la plus longue est assurée. Mais enfin, la nation ne doit point abandonner à des circonstances placées hors de son pouvoir, la sécurité de ses destinées : une nation comme la France, qui a son indépendance à maintenir, qui doit désirer des alliés par sa justice, les mériter par sa modération, les acquérir et les conserver par l'idée de sa force, une telle nation ne sauroit rester désarmée et laisser ses frontières découvertes. »

Lors de la discussion du projet de loi relatif aux finances, M. Delessert fit un amendement tendant à accorder une somme de 3,400,000 francs pour assurer le paiement du traitement intégral des simples légionnaires militaires. Cet amendement, dicté par un sentiment de justice, fut combattu par M. le

garde-des-sceaux, qui auroit dû le défendre et l'appuyer. Il disserta long-temps sur des questions étrangères à l'amendement, et opposa aux principes de justice de vaines formalités; il prétendit que la Chambre n'avoit pas l'initiative des lois ni la proposition des dépenses publiques, et que jamais elle n'avoit spontanément offert au gouvernement une dépense qu'il ne lui demandoit pas. « Vous ne voudrez pas, dit M. le garde-des-sceaux, vous interposer entre le monarque et ses braves soldats! vous ne voudrez pas prévenir la sollicitude du Monarque, qui attend le moment où il pourra vous proposer de réparer les pertes suivantes la mesure que détermineroit la justice! Il s'agit ici de récompenser la valeur, et c'est au Roi que vous en laisserez le mérite tout entier. » M. le garde-des-sceaux reconnut dans l'intérieur de sa conscience la justice de l'amendement de M. Delessert; mais il crut devoir s'y opposer en invoquant les principes. Un principe qui tient à de simples formalités, doit-il être invoqué lorsqu'il s'agit de remplir un devoir d'équité et d'humanité?

M. Avoyne de Chantereine fit, au nom d'une commission, un rapport sur la pétition des élèves de l'Ecole de Droit, où ils supplioient la Chambre de vouloir intercéder auprès du gouvernement pour les rendre aux leçons de leur professeur M. Bavoux. Il proposa l'ordre du jour. (*Voyez AVOYNE CHANTEREINE.*) MM. Daunou, Chanvelin, Benjamin-Constant, Voyer-d'Argenson, Lafayette, s'opposèrent à l'ordre du jour et demandèrent que la pétition fût renvoyée au ministre de l'intérieur. M. le garde-des-sceaux défendit l'avis de la commission, blâma les élèves de l'Ecole de Droit et justifia l'arrêt de la commission de l'Instruction publique qui avoit suspendu de ses fonctions le professeur Bavoux, et fit des réflexions sur le rapport fait par M. Royer Collard sur

les troubles qui avoient éclaté dans l'Ecole de Droit; il observa « que le gouvernement étoit loin de se livrer à des craintes chimériques, mais qu'il ne s'endormoit point dans une fausse sécurité; il connoît l'état des esprits, il a présents les événemens qui ont précédé l'époque où nous nous trouvons, et les dangers qui pourroient nous menacer tous, s'il n'étoit aussi juste que ferme, s'il ne réprimoit pas les premiers actes du désordre, le premier mouvement d'anarchie, de quelque côté qu'ils puissent partir. Ainsi il importe de donner en ce jour une leçon qui profite à un autre âge encore; il importe que la Chambre manifeste une invincible résolution à ramener, à maintenir partout ces principes d'ordre et de subordination sans lesquels aucune de nos institutions, le trône, ni la liberté, ne sauroient s'enraciner ni s'affermir. C'est sur-tout dans un moment difficile où nos institutions, la plupart nouvelles encore, se développent en luttant contre tant d'obstacles, c'est en ce moment que tous doivent apprendre que dans un état libre les lois doivent être plus sévères et plus sévèrement observées; que toute force réside dans le respect des lois et des magistrats qui parlent en leur nom; que ce respect est le premier devoir des citoyens. »

Qu'il nous soit permis de faire une observation à M. le garde-des-sceaux: où sont les institutions nouvelles qui sont en harmonie avec les principes du gouvernement constitutionnel consacrés par la Charte? Est-ce la loi des élections? Mais cette loi démocratique est inconciliable avec la Charte. Est-ce la loi du recrutement de l'armée? Mais elle est inconstitutionnelle, puisqu'elle dépouille le Roi de ses prérogatives. Est-ce le système de la centralisation administrative? Mais le 20 mars a fait connoître son absurdité et son danger.

SERRURIER (le comte), né

à Laon, d'une famille bourgeoise, parcourut la carrière militaire; il obtint un avancement rapide dans les premières années de la révolution. Devenu général, il fut employé en 1795 dans l'armée d'Italie, où il servit avec distinction; il se signala également en 1796 contre les Piémontais, à St-Michel et Mondovi; montra beaucoup d'activité et de talent au blocus de Mantoue; s'empara de Vérone en 1797, et se distingua de nouveau, par son courage et son intelligence, au passage du Tagliamento et à l'affaire de Godisca. Nommé en 1798 inspecteur-général de l'infanterie française, il commanda ensuite une division de Scherer, lors des défaites qu'elle éprouva près de Vérone; et ayant été enveloppé auprès de Peschiera, il échappa par sa bravoure et son habileté au danger qui le menaçait. Le général Serrurier éprouva un grand malheur à Verderio, où sa division fut obligée de mettre bas les armes après une défense opiniâtre: devenu prisonnier des Austro-russes, il reçut de Suwarow l'accueil le plus distingué; il revint en France sur parole, se trouva à Paris lorsque Buonaparte revint d'Égypte, et fut un des généraux qui le secondèrent lors de la révolution du 18 brumaire: il entra au Sénat, et fut nommé gouverneur des Invalides. Après l'élévation de Buonaparte sur le trône, le général Serrurier fut fait comte, maréchal de l'empire, décoré du grand-cordon de la Légion d'Honneur et de la grand-croix de la couronne de fer. Il adhéra à la déchéance de Buonaparte, et fut nommé, par le Roi, commandeur de Saint-Louis, et pair de France. En 1815 il parut à la cérémonie du Champ-de-Mai, et il a été remplacé dans le gouvernement des Invalides par le duc de Coigny, en 1816.

SHÉE (Henri, le comte), né en 1739, parcourut la carrière militaire; ses infirmités le forcèrent à l'abandonner. Nommé en 1799, président d'une

commission intermédiaire établie à Bonn, par le général Hoche, pour l'administration de cette partie conquise, il remplit cette mission avec beaucoup d'intelligence et d'habileté. M. le comte Shée fut ensuite envoyé, en qualité de commissaire, dans les départemens de la rive gauche du Rhin. En 1801 il devint préfet du Bas-Rhin, et successivement Conseiller-d'Etat et commandant de la Légion-d'Honneur. En 1810, Buonaparte le nomma sénateur; cependant M. le comte Shée s'empessa d'adhérer à sa déchéance. Le Roi le créa pair de France le 4 juin 1815.

SIMÉON (baron), né à Aix, en Provence, en 1759, fut mis, en 1794, hors de la loi comme fédéraliste; il se réfugia à Gènes: rentré en France, il fut nommé député au conseil des Cinq-Cents, en 1795, par le département des Bouches-du-Rhône. En 1796, on le dénonça comme ayant concouru à livrer Toulon aux Anglais; mais il se justifia de cette accusation. Sans cesse poursuivi par la haine et la vengeance, on le dénonça comme complice de la conspiration de la Villehurnois; mais son innocence fut bientôt reconnue. M. Siméon s'opposa à ce que les électeurs fussent tenus à prêter serment de haine à la royauté; il montra un grand caractère de fermeté et de courage lors de la révolution du 18 fructidor. Il se rendit le matin, avec quelques collègues, à la salle des séances investie par les troupes du Directoire; et au moment où les soldats pressaient de leurs baïonnettes la poitrine de ces hommes courageux, en les menaçant de les égorger, M. Siméon prononça avec l'accent de la douleur et de l'indignation ces paroles remarquables: « La constitution est violée, la représentation nationale est outragée; je déclare que l'assemblée est dissoute jusqu'à ce que les auteurs d'aussi criminels attentats soient punis. » Il fut le lendemain condamné à

la déportation ; il parvint à échapper à la rage de ses persécuteurs. Rappelé, en 1799, par le gouvernement consulaire, il fut nommé substitut près le tribunal de cassation ; appelé au Tribunal, il défendit successivement le projet de loi sur les tribunaux spéciaux, le projet du Code civil, le concordat et le nouveau plan de l'instruction publique ; il vota, en laveur de Buonaparte, le consulat à vie et son élévation au trône impérial. Il fut le panégyriste et l'admirateur de Napoléon, qui le nomma, par reconnaissance, conseiller d'Etat, commandant de la Légion-d'Honneur et baron. M. Siméon traita tourment Georges et Pichegru, et menaça des peines les plus sévères ceux qui les recéleraient. Jérôme Buonaparte devenu roi de Westphalie, le nomma ministre de la justice, et quelque temps après le nouveau roi l'envoya à Berlin comme son ministre plénipotentiaire. En 1813 il demanda sa retraite et l'obtint. M. Siméon, en 1814, se hâta de reconnoître le gouvernement légitime ; le roi le nomma préfet du Nord et commandant de la Légion-d'Honneur. Lors de l'invasion de Buonaparte, M. Siméon fut nommé député à la Chambre des représentans par le collège électoral du département des Bouches-du-Rhône. Après le second retour du Roi, le département du Var l'appela à la Chambre des députés ; le Roi le nomma conseiller-d'Etat en service ordinaire, section de législation. Il vota pour la loi d'amnistie, pour l'établissement des cours prévôtales pendant toute la session de 1815. Il fut réélu en 1816 et siégea au centre. En décembre 1817, M. Siméon défendit, en qualité de commissaire du Roi, le projet de loi sur la liberté de la presse, et combattit tous les amendemens. En février 1818 il fut chargé de la défense du projet de loi sur le recrutement.

M. Siméon défendit le projet de loi relatif à la répression des délits

de la presse. Il combattit le système de ceux qui demandoient que la connoissance en fût attribuée à un jury ; il démontra que ce changement dans la législation criminelle dénatureroit l'institution du jury, et qu'il ne falloit point renoncer l'émancipation des journaux dans un temps où l'esprit de discorde agite tous les esprits. « On ne conteste point leur utilité ; mais ce qui est utile doit-il être sans règle ? et s'il est juste d'accorder toute liberté à ces hommes qui, après avoir médité profondément des années entières sur les monumens de l'histoire, sur les principes des sciences abstraites ou pratiques, sur l'économie politique et sur tous autres objets, n'aspirent qu'à offrir à la société le fruit de leurs travaux, doit-on le même accueil aux auteurs, quelque estimables qu'ils soient, des feuilles quotidiennes ou périodiques ? Ce genre d'écrits doit former un genre à part dans la production de la presse. Les ouvrages, quelque répandus qu'ils soient, n'ont pas autant de lecteurs que le journal le moins accrédité : un auteur ne s'adresse qu'à un certain nombre d'hommes curieux à s'instruire ; le bien qu'il fait se conserve avec son livre ; le mal, s'il y en a, reste entre ses lecteurs, et s'éteint souvent dans leur bibliothèque. Le bien que font les journaux passe et tombe avec leurs feuilles légères : le mal qu'ils contiennent se propage en un moment parmi les millions d'abonnés qui attendent avidement chaque jour les idées qu'on leur apporte. Les défenseurs de l'indépendance des journaux voient en eux des professeurs d'histoire, de politique, de morale, des échos et des propagateurs des opinions publiques ; plus ils seront convaincus de la réalité de ces titres, moins ils devroient répugner à ce que les journaux ne paroissent que sous l'autorisation des ministres ; à ce que leurs auteurs fussent assimilés à tous les autres hommes qui font profession d'enseigner et d'instruire. » M.

Siméon défendit l'article 6 du projet de loi sur la formation de l'armée. Il enlassa sophismes sur sophismes, pour prouver que cet article étoit constitutionnel et ne violoit point les prérogatives royales. Il avoua que c'est au Roi à distribuer tous les emplois et les récompenses; qu'en lui reposent tous les pouvoirs, et qu'il est le chef de l'armée. De ces principes incontestables M. Siméon devoit conclure que le projet de loi, qui enlevait au Roi la nomination des grades militaires, étoit contraire à la Charte. L'honorable membre, par une subtilité métaphysique, fait la différence des ordonnances et des lois : « Les ordonnances, dit-il, sont facilement révoquées, et souvent révoquées : les lois sont plus stables ; leur stabilité n'est pas seulement dans nos espérances et notre confiance, elle est dans leur essence, et c'est pour cela que les bons princes ont toujours préféré, dans les choses essentielles, les formes les plus soleunelles et les plus irrévocables. » Le Roi peut, par sa propre volonté, changer les formes de l'administration publique ; mais il ne peut pas révoquer une loi sans le concours du Corps-Législatif ; il n'a pas même le pouvoir d'abandonner des prérogatives qui tiennent essentiellement à l'essence de la monarchie et aux droits du trône. Il est bien extraordinaire qu'un conseiller-d'état et en même temps commissaire du Roi ait méconnu des vérités aussi incontestables.

M. Siméon, député et commissaire du roi, défendit le projet de loi tendant à décerner une récompense à M. le duc de Richelieu, et il examina si celle qui est proposée étoit contraire à la Charte, si les services auxquels il s'agit de la décerner en sont dignes. Il demanda si les monarchies doivent encourir le reproche d'ingratitude que l'on fait communément aux Etats démocratiques. La république, dont nous avons fait le si dangereux essai, fut tour-à-tour cruellement in-

grate envers cette foule de généraux et de députés qu'elle envoya aux échafauds, et libérale lorsqu'elle destina un milliard aux déulseurs de la patrie, promesse que celui qui la renversa avoit acquittée en partie par la dotation de la Légion d'Honneur, et par l'institution de ces majorats qu'il distribua entre ses compagnons d'armes. La question, si les majorats sont utiles, est assez étrange dans une monarchie où il existe une chambre des pairs héréditaire : faut-il s'exposer à voir laisser tomber par l'égalité de partage, cette dignité dans la pauvreté ? ou faudroit-il par un salaire attenter à son indépendance ? Rien n'est plus convenable aux fonctions de la pairie et à son essence, qu'un revenu qui y soit attaché. En sortant de la république, Buonaparte le comprit, lorsqu'il dota le Sénat, simulacre de la pairie ; la dotation des sénateurs étoit à vie, parce que leur dignité étoit viagère ; les pairs étant héréditaires, on doit leur accorder tous les moyens de transmettre à leurs fils aînés, avec leurs titres, les moyens de le soutenir. » M. Siméon, en parlant des services éminens rendus par M. le duc de Richelieu, observa « que le traité de 1818 étoit remarquable sous deux rapports. C'est une grande affaire de finances, une décharge des dépenses publiques ; c'est une vaste conquête, parce qu'il affranchit nos provinces et relève dans nos citadelles nos étendards abattus. Nous ressaisissons l'intégralité de notre territoire et notre indépendance. Entrez dans ces villes et ces maisons débarrassées de la présence de l'étranger usant au milieu de la paix d'une partie des droits de la guerre ; entendez les cris d'allégresse qui ont retenti dans les départemens : des millions de témoins et d'opprimés célèbrent leur délivrance ; toute la France y a pris part. Ses députés, remplis de son esprit et de ses sentimens, pourroient-ils refuser de reconnoître par une récom-

pense nationale un si grand événement ? » M. Siméon lit un rapport au nom de la commission centrale chargée de l'examen d'une résolution de la Chambre des pairs, tendante à l'entière abolition du droit d'aubaine et de détraction ; il examina l'origine, la nature et les élémens de ce droit, et la législation des peuples sur cette matière. Il démontra « qu'il étoit injuste, odieux, impolitique, sauvage. L'Assemblée Constituante l'a aboli par deux decrets ; Buonaparte a effacé ces deux lois honorables et utiles. Le système de réciprocité devoit être dans le goût d'un homme qui venant de s'élever à la hauteur du trône, vouloit traiter d'égal en égal avec tous les potentats, et ne leur accorder que ce qu'ils lui accorderoient à lui-même. M. Siméon démontra ensuite que le principe de la réciprocité n'est qu'un droit de représailles, dont nous menaçons en vain des gens qui ne les craignent pas, et qui les désirent ; des représailles qui retombent sur nous, car elles écartent de la France beaucoup d'acquéreurs étrangers, elles leur ferment un grand débouché pour les immenses capitaux qu'ils ont dans nos fonds ; en un mot, ce droit de réciprocité ne nous donne aucun profit, au contraire, il nous en ôte, et son abrogation peut nous procurer de grands avantages. » M. Siméon conclut à ce que la résolution de la Chambre des pairs fût adoptée. Cette proposition reçut la sanction de la Chambre.

SIVARD DE BEAULIEU, administrateur de la monnaie, fut élu député en 1816, par le collège électoral du département de la Manche ; il siège au centre.

SOULÈS (le comte Jérôme), né à Lectoure en 1760, entra comme simple soldat au régiment de Hainaut ; après avoir passé successivement par tous les grades, il fit, en qualité de chef de bataillon, les campagnes de Pyrénées orientales, et

celles d'Italie, de 1792 à 1799. En 1800, il fut nommé chef de bataillon de la garde consulaire, et en 1802 chef de brigade, et bientôt après général de division. M. le comte Soulès combattit vaillamment à la bataille de Marengo, et reçut du général en chef un sabre d'honneur : il se trouva aux batailles d'Iéna, d'Eylau, de Friedland ; il entra au sénat en 1809. Le comte Soulès adhéra à la déchéance de Buonaparte. Le Roi le créa pair de France le 4 juin 1814, et chevalier de Saint-Louis ; il n'accepta point de place pendant les cent jours, et en conséquence il fait encore partie de la Chambre des pairs.

SOULIER négociant, fut élu député, en 1817, par le collège électoral du département de Vaucluse ; il a siégé au côté droit. M. Soulier voulut prouver, lors de la discussion du projet de loi relatif au changement de l'année financière, qu'il étoit nécessaire. « Il existe une loi qui n'est écrite nulle part, mais qui n'en exerce pas moins un empire absolu sur les sociétés comme sur les individus, sur les monarques comme sur les peuples, c'est la nécessité. Le projet de loi n'est pas inconstitutionnel ; l'époque de juillet, proposée pour l'année financière, garantit efficacement la régularité de l'administration contre le retour des douzièmes provisoires. »

SPARRE (le comte), issu d'une famille suédoise. Le Roi le créa pair par l'ordonnance du 5 mars 1819. Il a épousé la fille de M. de Sémonville, grand-référendaire de la Chambre des pairs. M. le comte de Sparre vota pour le projet de loi, modifié par les amendemens qu'il proposa, relatif aux servitudes imposées à la propriété pour la déense de l'Etat ; il abandonna les considérations générales qui ont été présentées en faveur du projet, pour se livrer à l'examen de ses détails.

SUSSY (le comte de), ancien re-

ceveur des douanes, parut sur la scène politique le 18 brumaire. Buonaparte le nomma au Conseil d'Etat. Ses talens administratifs furent justement appréciés : il fut chargé de plusieurs missions importantes. Il proposa en 1805, au Corps-Législatif, un projet d'organisation générale des douanes, qu'il fit adopter et qu'il perfectionna ensuite; et il devint le directeur général de cette administration. En 1812, il fut fait ministre du commerce. Il n'occupa aucun emploi en 1814; mais dans les cent jours il fut nommé premier président de la Cour des comptes et pair de France. Il présenta, au nom de la cour, à Napoléon, l'adresse suivante : « Votre Cour des comptes vient déposer au pied du trône l'hommage respectueux des bons sentimens que lui inspire le retour de Votre Majesté. C'est pour la seconde fois que le département du Var voit aborder sur ses côtes le libérateur de la patrie. Au départ de Votre Majesté pour l'Égypte, la France commençoit à respirer à l'ombre de ses lauriers; mais celui qui les avoit cueillis s'étoit éloigné, et bientôt on vit s'agiter toutes les factions, enfans d'une longue et sanglante révolution. A la faveur d'un gouvernement affoibli, et par ses divisions intérieures, et par la force des circonstances qu'il ne pouvoit maîtriser, l'anarchie étendoit partout son empire et nous menaçoit d'une entière destruction. Mais Votre Majesté, rappelée par la Providence, comprime, anéantit toutes les factions, rassemble tous les élémens de l'ordre social qui avoient été confondus, reconstruit ce grand édifice; et la France, sortie de ses ruines, se place au premier rang au milieu de l'Europe étonnée. C'est alors, Sire, que la nation reconnoissante vous a hautement et librement choisi pour la gouverner. Il s'est donc formé entre elle et son souverain un pacte inviolable et sacré, qu'aucune puissance, et j'ose dire, que Votre Majesté elle-même, n'oseroit rompre. Ces princi-

pes sont immuables; ils sont la sauvegarde des peuples comme des souverains; s'ils étoient violés, l'Etat, entraîné de révolution en révolution, marcheroit à grands pas vers sa dissolution. Cependant, Sire, des trahissous aussi lâches qu'imprévues, et les malheurs qui en étoient les suites inévitables, sans abattre le courage de Votre Majesté, ont paralysé tous les efforts et toutes les ressources de son génie : la France a été privée une seconde fois du seul bras qui pouvoit la sauver. Ah ! sans doute, pendant les onze mois qui viennent de s'écouler, elle a su apprécier la grandeur de la perte qu'elle avoit faite; les propriétés menacées, des haines profondes mal déguisées, des promesses violentes, des réactions déjà exécutées, d'autres, en plus grand nombre, préparées; foiblesse dans l'intérieur, humiliation à l'extérieur; enfin la gloire nationale, si chère à tous les vrais Français, voilée d'un crêpe funèbre; tel étoit le tableau que présentait la France, naguère l'honneur de l'Europe. La grande âme de Votre Majesté s'en est émue; elle a de nouveau exposé l'espoir de notre salut au sort des tempêtes; mais le génie de la France veille sur Votre Majesté : elle vient pour la seconde fois sur cette terre, et la patrie est sauvée. Votre marche rapide et triomphale vers la capitale est un événement sans exemple. La nation vous rappeloit, Sire, elle vous a reconquis par ses vœux; le souverain qu'elle a choisi et ses descendans lui appartiennent; ses droits sont imprescriptibles. Puisse Votre Majesté jouir long-temps du bonheur qu'elle va répandre sur la France! Puisse-t-elle être bientôt réunie aux plus chers objets de ses affections et de l'amour des Français! » M. Collin de Sussy perdit, par le retour du Roi, l'emploi que Buonaparte lui avoit donné. Sa Majesté l'a créé pair de France par son ordonnance du 5 mars 1819.

M. le comte de Sussy fit, au nom d'une commission spéciale, un rap-

port sur le projet de loi relatif au monopole des tabacs. Il se borna à analyser les moyens d'attaque et de défense qui ont été employés à la Chambre des députés, et il y ajouta de nouvelles observations. Le noble pair démontra que ce projet de loi profitait à la société toute entière, et qu'en enlevant cette ressource à nos finances, il faudroit y suppléer par de nouveaux impôts plus onéreux. L'on ne peut point accepter des espérances non-seulement incertaines, mais chimériques, en sacrifiant un produit réel et connu de 41 millions que les besoins du trésor exigent im-

périeusement. « On ne l'ignore pas, observa le noble pair, la contribution foncière est excessive, elle réclame un prompt soulagement; chaque année le ministère apporte à la tribune tous ses regrets de ce que les circonstances ne permettent pas encore au gouvernement de venir au secours des contribuables. Espérons donc que le temps n'est pas éloigné où le produit de l'impôt du tabac sera employé en dégrèvement de la contribution foncière: alors toute la France applaudira à sa conservation.» Le noble pair vota l'adoption du projet de loi.

T.

TALARU (marquis de), a été élevé à la dignité de la pairie en 1815. Lors de la discussion du projet de loi sur le recrutement de l'armée, il soumit quelques observations sur le titre 6 concernant l'avancement. Il observa « que la Charte, dans ses articles 12 et 14, a fixé tout ce qui concerne l'armée; elle annonce dans le premier une loi destinée à régler le mode de recrutement; dans le second, au contraire, elle attribue au Roi seul le commandement de la force militaire, et la nomination à tous les emplois. Les cinq premiers titres du projet peuvent être considérés comme le complément de l'article 12; mais le titre 6 contient une violation évidente de l'article 14; et de quel prétexte a-t-on voulu colorer cette atteinte portée à la prérogative royale? On la présente comme une compensation nécessaire du service obligé, comme une heureuse garantie offerte à l'armée contre la mobilité du régime auquel elle a été soumise jusqu'à ce jour. Mais ne peut-on pas répondre que la compensation du devoir que chaque citoyen

contracte en naissant, de concourir à la défense de la patrie, se trouve dans la protection que les lois accordent à tous, et que cette fixité réclamée pour l'état militaire ne peut s'établir que par une disposition législative? Une ordonnance du Roi, rendue dans les limites du pouvoir que la Charte lui accorde, doit obtenir, de ceux qui l'exécutent, une obéissance aussi entière que l'obtiendrait une loi; et elle a de plus cet avantage, qu'elle peut recevoir de la volonté seule du Roi les améliorations que les lumières de l'expérience ou une circonstance imprévue pourroient amener, et que rendroit tardives et incertaines le concours de trois pouvoirs. L'adoption du titre 6 auroit surtout le grave danger, en proclamant les droits de l'armée, de lui faire penser peut-être qu'elle n'est plus dans la dépendance absolue du trône, et que la volonté du Roi n'est pas la seule volonté qui doive la gouverner. Au lieu de chercher à prévenir ce danger, les auteurs du projet ne se sont occupés que du besoin d'avoir une armée. Pour atteindre à ce

fut, ils ont cru qu'aucun sacrifice n'étoit trop grand; et pour balancer les rigueurs d'une loi qui rappelle tant de douloureux souvenirs, ils n'ont pas hésité à embrasser un système de concession qui peut entraîner de si désastreuses conséquences; car où s'arrêtera l'effet des doctrines nouvelles, et si peu monarchiques, dont on essaie aujourd'hui d'appuyer le projet? ne doit-on pas craindre qu'un premier sacrifice en appelle un autre, et que de concession en concession l'édifice de la monarchie ne voie ruiner ses bases les plus nécessaires et ne finisse bientôt par s'écrouler? Un seul moyen reste encore pour éviter ce dangereux écueil, c'est de se rattacher fortement aux règles que la Charte a consacrées, et de maintenir les limites qu'elle a tracées à chaque pouvoir. Le titre 6 du projet tend à déplacer ces limites. » Le noble pair en vota le rejet.

TALHOUET (le marquis de), né d'une ancienne famille de Bretagne, étoit colonel d'un régiment de cavalerie sous le gouvernement impérial, et fit en cette qualité plusieurs campagnes. Le Roi le nomma colonel des chasseurs de Berry en 1814. C'est ce régiment qui étoit à Compiègne en mars 1815, et que Lefèvre-Desnouettes essaya de faire tomber dans le piège où il avoit entraîné les siens. Mais le colonel Talhouet fit en un moment monter à cheval son régiment que rien ne put ébranler dans le devoir, et le ramena au Bourget, où les soldats renouvelèrent, par les démonstrations les plus vives, le témoignage de leur fidélité. Au second retour du Roi, le marquis de Talhouet fut fait maréchal-de-camp et colonel du 2^e régiment de grenadiers à cheval de la garde-royale. Le Roi l'a créé pair de France, le 9 mars 1819. M. le marquis de Talhouet a épousé la fille de M. Roy, député.

TALLEYRAND-PÉRIGORD (Alexandre-Angélique de), né à Pa-

ris, en 1736, se consacra à l'état ecclésiastique, où il donna l'exemple de toutes les vertus chrétiennes. Il fut nommé archevêque de Reims et député du clergé aux Etats-Généraux; il s'opposa aux innovations révolutionnaires, se déclara le défenseur de la monarchie et de la religion, et signa toutes les protestations de la minorité. Il émigra en 1792, se réfugia en Allemagne et ensuite en Angleterre, où il resta constamment attaché aux princes de la maison de Bourbon, et ne rentra en France qu'avec eux, en 1814. Il fut élevé à la dignité de pair, après le second retour du Roi, qu'il avoit encore suivi en Belgique. Sa Majesté le nomma grand-aumônier, et le pape l'éleva à la dignité de cardinal lors du nouveau concordat, en 1817. Le Roi l'a nommé archevêque de Paris. Ce prélat vénérable autant par son âge que par ses vertus, a pris possession de son siège en octobre 1819.

TALLEYRAND (le comte Auguste de), neveu du cardinal, étoit ambassadeur en Suisse à l'époque de l'invasion de Buonaparte; il répondit à la circulaire de M. de Caulincourt, devenu ministre des affaires étrangères: « Toute ma vie je suis resté fidèle à mes sermens et à mes devoirs. Sa majesté le Roi Louis XVIII m'a accredité près la confédération helvétique, il n'y a que lui qui puisse me rappeler. » Après la seconde chute de Napoléon, M. de Talleyrand informa la diète helvétique de l'arrivée sur son territoire de différentes personnes de la famille de Buonaparte, la prévint de n'accorder aucun séjour à ces individus. Depuis ce temps il a conservé les mêmes fonctions, où il développe les vastes connoissances d'un homme d'Etat et un grand dévouement pour les intérêts de son Roi et de la patrie. C'est lui qui a proposé et signé les capitulations pour les régimens suisses au service de France.

Le Roi a récompensé son zèle et sa fidélité en l'élevant à la dignité de la pairie.

TALLEYRAND (Charles-Maurice, prince de), est né en 1754. Il fut nommé agent du clergé en 1780, évêque d'Autun en 1788, et député à l'Assemblée Constituante en 1789. Il adopta avec ardeur les systèmes et les vues des réformateurs. Il proposa l'abolition du clergé gallican et la spoliation de ses propriétés et de ses immunités. M. de Talleyrand fut sans doute entraîné par les erreurs de son siècle et par les prestiges de son imagination ardente. Dans son exaltation, il ne prévint pas les tristes résultats d'un système qui tendoit à détruire une monarchie qui existoit avec éclat depuis quatorze siècles, et à substituer à d'antiques institutions une nouvelle forme de gouvernement, qui devoit donner à un peuple ancien des lois et des usages contraires à ses habitudes, à ses mœurs, à son caractère; et c'est ici que l'on peut contester à M. de Talleyrand cette étendue et cette sublimité de génie que des enthousiastes lui ont donnée sans raison comme sans mesure. On peut dire que dans ses diverses missions, dans ses fonctions ministérielles, dans ses négociations diplomatiques, il n'a jamais montré ni le génie ni les connoissances de l'homme d'Etat et d'un véritable administrateur. Sans doute M. de Talleyrand a beaucoup d'esprit, mais c'est un esprit fin et rusé, qui séduit par une pompeuse éloquence et par les subtilités des sophismes. Dans un temps où les principes politiques et les notions religieuses sont méconnus, le génie se fait, l'esprit agit et intrigue, et parvient par séduction ou par adresse à faire adopter son système d'erreur et de désordre qui flatte les hommes avides d'innovations. Cependant, rendons justice à M. de Talleyrand : il a rendu de grands services à l'Etat; il a combattu le système guerrier de

Buonaparte, il s'est opposé à la guerre d'Espagne et à ses usurpations. Aujourd'hui il condamne la conduite et le système des ministres : il est le défenseur de la monarchie et des prérogatives royales; et si la confiance du souverain l'appelloit au ministère, dégagé de ses erreurs et instruit par l'expérience, dirigé par les conseils des hommes sages et éclairés, il affermiroit la force du gouvernement, lui rendroit sa dignité et son éclat, et proposeroit au Corps-législatif des lois pour réprimer et punir la licence et la rébellion. M. de Talleyrand fut envoyé en Angleterre pour travailler à un traité de paix et de commerce entre les deux nations; il ne réussit point dans cette négociation : il revint en France après la déplorable journée du 10 août, et en sortit en 1794, pour se retirer dans les Etats-Unis d'Amérique. Revenu en Europe après le 9 thermidor, il obtint sa radiation de la liste des émigrés, et passa au ministère des affaires étrangères. Il fut successivement grand-chambellan de Napoléon et grand-électeur de l'Empire. Il obtint le titre de prince de Bénévent. Le pape lui accorda une bulle de sécularisation. Malgré les détails que nous avons donnés de son caractère et de son esprit, nous pensons, avec l'auteur de la *Biographie des Hommes vivans*, que M. de Talleyrand a eu des relations trop directes avec la plupart des souverains de l'Europe, que sa vie a été trop liée aux événemens politiques, publics et secrets, qui se sont passés de nos jours, et dont les ressorts restent encore inconnus, pour que l'historien s'expose d'entrer dans le développement de la vie politique de ce ministre, sans commettre des erreurs graves. La postérité le jugera équitablement, parce qu'elle aura les documens qui renfermeront la vérité sans altération et sans déguisement. Depuis quelques années M. de Talleyrand ne fait plus de bruit, il est presque toujours à Valençay, et n'en revient ordinaire-

ment que pour remplir sa place, de grand chambellan. On ne l'entend jamais prendre part aux discussions de la Chambre des pairs, dont il est membre.

TARENTE (Jacques - Joseph - Alexandre Macdonald, duc de), né à Sedan en 1765, est issu d'une illustre famille originaire d'Ecosse; il entra jeune encore, avec le grade de lieutenant, dans le régiment irlandais Dillon, et fut employé, sous M. de Maillebois, dans la légion qui devoit appuyer en Hollande le parti anti-Stadtholdérien. Il se distingua à la bataille de Jemmapes, où son intelligence et sa bravoure lui procurèrent le grade de lieutenant-colonel; il contribua puissamment aux combats glorieux de Warvich, Menin et Commines, où les Autrichiens furent complètement battus. Cette journée acquit à la brave armée du Nord quarante-huit pièces de canon et deux mille prisonniers. Les talens et le courage de M. Macdonald furent récompensés; il obtint le grade de général de brigade, et commanda en cette qualité à l'attaque de Menin, dont il fit la conquête. Il fit la célèbre campagne de l'armée du Nord en 1794; elle conquit la Flandre, la Belgique, reprit Valenciennes, Condé, Landrecies et le Quesnoy. Le gain des batailles de Moncrou, Turcoing, Tournai, Hooglede, fut dû en grande partie à cet habile général. Il servit dans la division Souham, et contribua par ses talens, son sang-froid, son courage, et l'habileté de ses manœuvres, à la défaite d'une partie des troupes commandées par le duc d'York. Il commanda la division qui passa le Waal sur la glace. Protégée par le feu des batteries à Nimègue et à Volkerdum, elle s'empara de la rive gauche du fleuve, chassa les ennemis des forts et des places qui l'avoisinoient, pénétra dans la Hollande, et poursuivit en Westphalie les débris de l'armée du duc d'York jusqu'à l'Ems. Nommé

général de division, M. Macdonald commanda en 1796, à Dusseldorf et à Cologne, et passa ensuite à l'armée du Rhin, ensuite à celle d'Italie, et dirigea le nouveau consulat. Obligé momentanément d'évacuer Rome devant les forces supérieures de Mack, commandant les Napolitains, il ne tarda pas à reprendre l'offensive, et le chassa à son tour de cette ville. Il contribua puissamment aux succès de Champagnet dans les Etats napolitains. Devenu commandant en chef de l'armée de Naples, il repassa le Volturno, fit face à tous les ennemis, força les passages étroits et difficiles des Apennins, parvint en Toscane, attaqua les Autrichiens à Parme, à Poutreimoli, rouvrit les communications avec Gênes et l'armée d'Italie, et concerta un plan d'opérations pour la jonction des deux armées. Il se précipita de l'Apennin sur l'aile gauche des Autrichiens, postée à Modène, la renversa, et la mit en fuite. Il fut blessé dans une mêlée de cavalerie; quoique hors d'état de combattre, son armée et les généraux dont il avoit l'amitié et la confiance, le conjurèrent de ne point l'abandonner; M. Macdonald céda à leurs instances, il poursuivit sa marche entre l'Apennin et la rive droite du Pô, et arriva à Plaisance, lieu marqué pour la réunion. Le château est investi; une partie de l'armée se porte sur la Tridoone pour favoriser la marche de celle d'Italie. Les Austro-Russes, commandés par les généraux Suvarow et Mélas, s'y rassemblent; l'engagement commence: les Français, trop faibles sur ce point, se retirent sur la Trébia; là, se livre cette sanglante bataille, qui ne fut pas moins glorieuse pour le vaincu que pour le vainqueur; le champ de bataille fut disputé pendant trois jours; le général Macdonald y reçut plusieurs blessures, et malgré ces blessures, malgré les avantages de l'ennemi, il parvint à opérer sa jonction avec l'armée que le général Moreau commandoit dans

Gènes. C'est par cette brillante opération que se terminèrent, à cette époque, les succès du général Macdonald. Il fut employé aussitôt dans l'intérieur. Il commandoit à Versailles lors de la révolution du 18 brumaire, et concourut à l'affermir. Quelque temps après la bataille de Marengo, il fut chargé de diriger, en Suisse, une armée que Buonaparte avoit formée à Dijon. Il chassa les Autrichiens des Grisons, et sa conduite noble et généreuse lui obtint l'estime et l'affection des habitans de cette contrée. Buonaparte nomma le général Macdonald, ministre plénipotentiaire près la cour de Danemarck, en 1801 : il ne revint en France qu'en 1803. Dans le procès intenté au général Moreau, il le défendit avec zèle, et osa proclamer son innocence. Buonaparte punit cet acte de justice et de reconnaissance : il le força de se retirer à la campagne. Quelque temps après, Napoléon déclara la guerre à l'Espagne et à l'Autriche ; il connoissoit le courage et la bravoure du général Macdonald : il lui offrit le commandement d'une division en Italie, où le prince Eugène venoit d'éprouver quelques revers. Il chassa les Autrichiens de leurs positions, et s'empara d'un train d'artillerie. Il contribua à la victoire de Raab : il combattit à Wagrain, où il eut la plus grande part à la victoire. Buonaparte, en l'embrassant, le nomma maréchal de l'empire, en lui disant : « C'est à vous et à l'artillerie de ma garde que je dois une partie de cette journée ; » et bientôt après il le créa duc de Tarente. Le général Macdonald fut envoyé, en 1810, en Catalogne, pour y prendre le commandement du corps d'armée d'Angereau, récemment tombé dans la disgrâce de Buonaparte. Il rétablit l'ordre et la justice dans cette contrée, auparavant accablée sous le poids de la tyrannie et des concussions. Echappé comme par miracle à la désastreuse campagne de Russie, le duc de Tarente

se signala de nouveau aux batailles de Lutzen et de Bautzen. Il combattit vaillamment à la journée de Leipsick. Obligé de céder comme les autres corps de l'armée française, il fut chargé de la mission difficile, après la défection des Saxons, d'assurer la retraite de l'armée. Le pont de Leipsick ayant été coupé, le duc de Tarente se jeta tout armé dans l'Elster, et le passa à la nage. Le prince polonois, Poniatowski, chargé comme lui de couvrir la retraite, s'y précipita également, et périt dans les flots. Le maréchal Macdonald, plus heureux, vint rejoindre les débris de son corps d'armée. Il contribua puissamment au gain de la bataille de Hanau, contre les Bavaurois. Les alliés passèrent le Rhin ; avec de foibles débris, le duc de Tarente soutint les efforts de l'armée de Blücher. Il se distingua au combat de Nangis. Il se trouva avec Buonaparte à Fontainebleau : il contribua à son abdication. Il donna aussitôt après son adhésion au nouvel ordre de choses, conçue en ces termes : « Maintenant que je suis dégagé de mon devoir envers l'empereur Napoléon, j'ai l'honneur d'annoncer au gouvernement provisoire que j'adhère et me réunis à la majorité du vœu national, qui rappelle les Bourbons au trône de France. » Le Roi le nomma ministre du conseil de la guerre, chevalier de Saint-Louis et pair de France. Il proposa à la Chambre des pairs de créer, au profit des émigrés, pour douze millions de rentes annuelles, lesquelles seroient réparties entre eux, en proportion de leurs droits et de leurs besoins. Les hommes équitables applaudirent à cet acte de justice, et tous les partis bénirent l'auteur de cette proposition. Le duc de Tarente proposa en même-temps de remplacer, par une mesure à-peu-près semblable, les dotations qui auroient été accordées à des militaires, et que les événemens de la guerre leur avoient fait perdre. Cette heureuse pensée, si

elle eût été adoptée et exécutée, auroit évité de grands malheurs. Lors de l'invasion de Buonaparte, le duc de Tarente se réunit aux défenseurs de la cause royale. Il se rendit à Lyon, où il trouva Monsieur, comte d'Artois désespéré du silence des troupes; il fut lui-même témoin de la rébellion de quelques hussards qui formoient l'avant-garde de Buonaparte. Le duc de Tarente revint à Paris, où il vit une désertion générale. Il partit avec le Roi qu'il accompagna jusqu'à Meun; revenu à Paris, il refusa constamment de se réunir sous les drapeaux de Buonaparte. Rentré dans la classe de simple particulier, il fit régulièrement son service comme grenadier de la garde nationale, et reparut sous cet uniforme devant le Roi, le lendemain de son retour aux Tuileries : Il fut chargé du licenciement de l'armée de la Loire, et remplit cette difficile mission avec autant d'habileté que de succès. Le Roi le nomma grand-chancelier de la Légion-d'Honneur, gouverneur de la 21^e. division militaire, et commandeur de Saint-Louis. Il est un des quatre maréchaux de France qui sont chargés au château des Tuileries, du commandement en chef de la garde royale de service. Il fit à la Chambre des pairs, le 29 février 1818, au nom d'une commission spéciale, un rapport relatif au recrutement de l'armée. Après avoir établi que le service personnel est devenu obligatoire chez toutes les nations de l'Europe, il s'éleva avec force contre le système des enrôlemens volontaires, et attaqua, comme une violation de la foi publique, la disposition par laquelle les hommes mariés, même ceux qui avoient été libérés par congé, seroient encore obligés de servir; il proposa ensuite de borner le droit de l'ancienneté pour l'avancement, au grade de capitaine. Aux dons précieux de l'esprit, M. le duc de Tarente réunit les qualités aimables du cœur; il a beaucoup de connoissances dans les différentes parties de l'éco-

nomie politique; il possède la grandeur du caractère, la douceur des mœurs, l'affabilité des manières, et les inclinations bienfaisantes de l'homme sensible et généreux.

TERNAUX, fut élu député au Corps-législatif, par le collège électoral du département de la Seine; il a siégé au côté gauche, seconde section. Il est colonel de la 3^e. légion de la garde nationale parisienne. M. Ternaux est un riche propriétaire, et il possède des manufactures immenses; il consacre sa fortune et ses établissemens à secourir les malheureux, à soulager les pauvres, à protéger et à étendre les progrès de l'industrie nationale; il ne cesse de s'occuper du bien de l'Etat et de la prospérité publique. Tous ses projets tendent à multiplier les ressources pour procurer du travail aux ouvriers: il a présenté dernièrement au gouvernement un plan pour assurer l'approvisionnement de Paris dans les mauvaises récoltes; ce plan n'a pas été reçu favorablement par les hommes instruits dans la science de l'économie politique.

TOURNEMINE (baron de), président du tribunal de Mauriac, fut élu député par le collège électoral du département du Cantal. Il siége au côté gauche, seconde section.

TROCHU DE MONTHIERY, fut élu en 1816 député par le collège électoral du département d'Ille-et-Villaine. Il siége au côté gauche, première section.

TRÉVISE (Édouard-Casimir-Joseph Mortier, duc de), maréchal de France, né à Cambrai en 1768, entra au service militaire comme capitaine dans le premier bataillon des volontaires du département du Nord. Il se trouva, le 30 avril 1795, à l'affaire de Quérvin, et y eut un cheval tué sous lui; aux batailles de Jemmapes, de Nerwinde, de Prélard, au siège et à la prise du cha-

teau de Namur, ainsi qu'au siège de Maëstricht, il développa un courage et des talens qui le firent remarquer de ses chefs. Après la bataille de Hondseelt M. le duc de Trévise fut fait adjudant-général. Sous les murs de Mauberge il fut blessé d'un coup de mitraille; il combattit à Mons, à Louvain, à Bruxelles, à Fleurus; dans la campagne de 1796 il commandait les avant-postes de l'armée de Sambre-et-Meuse. Ils'empara de Gemmaden après un combat opiniâtre. Il remplaça le général Richepanse. Après le traité de Campo-Formio, il fut nommé commandant d'un régiment de cavalerie. A l'ouverture de la campagne de 1799 il fut élevé au grade de général de brigade, et commanda les avant-postes de l'armée: il passa ensuite à l'armée d'Helvétie, où il se distingua dans différens combats qui précédèrent et suivirent la prise de Zurich. Il battit les corps russes commandés par le général Rossambert, aida Masséna à chasser l'ennemi du territoire Helvétique. Le duc de Trévise commanda ensuite la seconde division de l'armée du Danube, qu'il quitta bientôt pour prendre le commandement des 15^e et 16^e divisions militaires. En 1803, il fut mis à la tête de l'armée destinée à s'emparer de l'électorat d'Hanovre. Après la possession de ce pays par l'armée française, le général Mortier fut nommé un des quatre commandans de la garde des Consuls. Buonaparte lui confia le commandement spécial de l'artillerie, et l'éleva à la dignité de Maréchal d'Empire; il obtint le cordon rouge et l'ordre du Christ, de Portugal. Il commanda une division de la grande armée sous les ordres de Buonaparte et se porta sur le Danube, et coupa les communications de l'armée russe en Moravie; il en battit une partie au combat sanglant de Dierstein. Ayant rencontré l'armée du général Kutusow, il la combattit malgré la supériorité du nombre, et fut secouru au

moment où il alloit succomber. Les deux partis s'attribuèrent la victoire. Kutusow ayant reçu de l'empereur d'Allemagne l'ordre de Marie-Thérèse en récompense de sa conduite, les habitans de Cambray, ville natale du duc de Trévise, arrêterent de lui élever un monument destiné à immortaliser cet événement; mais il refusa un pareil honneur. M. le duc de Trévise présida, en 1806, le collège électoral du Gard. Avec un corps de la grande armée il occupa Cassel et Hambourg. Il confisqua toutes les propriétés britanniques, et mit tous les négocians anglais qui se trouvoient en cette dernière ville en état d'arrestation. Vainqueur à Anclam, contre les Suédois, il conclut avec le baron d'Essen une suspension d'armes. Il se fit de nouveau remarquer à la bataille de Friedland. A cette époque, le général Mortier avoit été nommé duc de Trévise et gratifié de cent mille francs de rentes sur les domaines du pays d'Hanovre. Employé contre l'Espagne, en 1808, il se distingua au siège de Saragosse, et gagna les batailles d'Ocagna et de la Gébora. Rappelé d'Espagne, il fut envoyé en Russie en 1812, et fut chargé de rester à Moscou après le départ de Napoléon, pour faire sauter le Kremlin. Cette commission fut exécutée: l'arsenal, les casernes, tout fut détruit. Poursuivi dans sa retraite et attaqué au passage de la Bérésina, il parvint, par de savantes manœuvres, à sauver les débris de son corps, et se rendit à Francfort où il réorganisa la jeune garde dont il eut le commandement pendant la campagne de 1813. Il combattit à Lutzen, à Dresde, à Vachau, à Leipsick et à Hanau. Il se dirigea sur Spire et arriva à Langres le 11 janvier 1814. Il combattit souvent et ne s'arrêta que lorsqu'il vit qu'il n'y avoit plus de moyens de résistance. Il défendit Paris, et se retira avec son corps d'armée à Plessis-les-Chênets, d'où il envoya son adhésion aux actes du Sénat contre Buonaparte. Le Roi

le nomma commissaire-extraordinaire à Lille, dont il devint ensuite gouverneur; le créa chevalier de Saint-Louis et pair de France. Le Roi ayant été forcé de quitter Paris, le duc de Trévise devança Sa Majesté à Lille et y laissa rentrer la garnison. Cette dernière circonstance déconcerta le plan de résistance que le Roi avoit formé pour s'assurer, à l'aide des gardes nationales et de sa maison, ce dernier asile sur le territoire français. Le duc de Trévise, instruit des intentions de Sa Majesté, lui déclara qu'il ne pouvoit répondre de la garnison, et qu'il ne seroit même plus en son pouvoir de la faire sortir de la place. Le duc de Bassano avoit envoyé au préfet de Lille des ordres de Buonaparte. Le duc de Trévise vient dire à M. de Blacas que sur le bruit répandu que Monseigneur le duc de Berry alloit arriver avec la maison militaire et deux régimens suisses, les troupes de la garnison étoient prêtes à se soulever; qu'il conjuroit Sa Majesté de partir le plus tôt possible; qu'en l'escortant lui-même hors des portes, il espéroit d'arrêter l'insurrection; ce qu'il ne pourroit faire si l'on différoit d'un seul instant. Il fallut céder à la fatalité de la destinée. Le roi partit: le duc de Trévise l'accompagna avec le duc d'Orléans au bas des glaciés. Il se rendit à Paris où il fut créé pair par Buonaparte, et chargé de visiter les places frontières de l'Est et du Nord. Au retour du Roi, il perdit le titre de pair, mais fut nommé gouverneur de la 15^e. division militaire à Rouen. Le duc de Trévise fut membre du conseil de guerre chargé, en novembre 1815, de juger le maréchal Ney, et qui se déclara incompetent. En 1816, il fut élu membre de la Chambre des députés par le collège électoral du département du Nord: il y a voté avec la majorité. Par son ordonnance du 5 mars 1819 le Roi a de nouveau créé pair de France M. le duc de Trévise.

TRONCHON. Fut nommé député à l'assemblée législative par le département de l'Oise, en 1791, où il siégea avec les constitutionnels. Il dénonça Manuel et demanda qu'on examinât sa conduite. Lors de la journée déplorable du 10 août, lorsque la famille royale étoit encore à la barre, poursuivie par la horde des jacobins, M. Tronchon prit le Dauphin par le bras et l'introduisit dans l'intérieur de la salle. Il échappa avec peine à la rage de ses persécuteurs. Nommé membre de la Chambre des représentans en 1815, il ne monta jamais à la tribune, et garda constamment le silence. Réélu député, en septembre 1816, par le département de l'Oise, il siégea au côté gauche, première section. M. Tronchon vota dans le sens du ministère; il s'opposa cependant au projet de loi sur les élections, et demanda que dans chaque commune on formât des assemblées de notables chargés de nommer les électeurs dans la classe des propriétaires. Il combattit le projet de loi tendant à accorder un nouveau délai aux émigrés pour payer leurs créanciers. M. Tronchon vota l'adoption du projet de loi relatif aux livres supplémentaires du grand-livre de la dette publique. Il observa que le gouvernement avoit vu la place de Paris submergée par un déluge de rentes que les circonstances ont amenées; il avoit vu que l'action de la caisse d'amortissement étoit lente et presque improductive. Il n'a pas cherché à la troubler, mais à la rendre plus efficace, en ouvrant une seconde voie d'éconlement. Cette combinaison paroit aussi sage que patriotique; et puisqu'il n'est rien ajouté à la rente existante, puisque la caisse d'amortissement continuera de décharger la place de tout ce qu'elle peut racheter chaque jour, il ne pourra résulter qu'un salutaire effet du moyen subsidiaire que l'on propose d'ajouter. «On craint, ajouta l'honorable membre, dans chaque département du royaume

me, un théâtre d'agiotage et des acteurs; mais où les prendroit-on? quelles opérations feroient-ils? Soumis par une force irrésistible au cours de la bourse de la capitale, ils tenteroient vainement de s'en écarter: la place de Paris est et sera toujours la régulatrice unique. Cette nouvelle mesure n'augmentera pas l'agiotage, mais, au contraire, mettra des bornes à cette fureur de jeu de bourse qu'on voit dans la capitale, et qui effraie pour les départemens, quoique jamais elle ne puisse s'y transporter. Cette fureur du jeu, par qui est-elle entretenue? par ces mouvemens rapides et violens de hausse et de baisse, par ces grandes oscillations du cours des effets publics, qui, en ruinant les uns, enrichissent subitement les autres. C'est alors que ces favoris de la fortune jettent un vif éclat; ils attirent de nouveaux joueurs non moins téméraires, non moins avengles que ceux qui ont disparu. Mais si, débarrassés des suites déplorables de nos catastrophes politiques, nous étions assez heureux pour voir nos rentes nationales se caser partout où elles sont naturellement appelées, elles produiroient une sorte de fixité telle qu'elles doivent l'avoir dans un temps calme et dans un grand Etat bien gouverné. Alors l'agiotage, au lieu de s'étendre comme on le craint, au lieu de porter ses ravages dans nos départemens, mourroit, pour ainsi dire, dans la capitale même; c'est-à-dire qu'il n'y auroit plus cette terrible effervescence qui bouleverse les fortunes particulières et ébranle le crédit public.»

TRUGUET (Laurent-Jean-François, comte), fils d'un capitaine du port de Toulon, fut d'abord garde-marine, devint lieutenant de vaisseau, et ensuite major. Il fit en cette qualité les campagnes de l'Inde avant la révolution. En 1798 il commanda le bâtiment qui portoit M. Choiseul-Gouffier à Constantinople, et fut

chargé par cet ambassadeur de renouveler le traité avec les beys d'Egypte. Employé à Toulon, en 1794, comme contre-amiral, il sortit de ce port avec une escadre destinée à protéger l'expédition du général Anselme sur Nice. Il se présenta devant Oneille et y envoya des officiers parlementaires, qui furent massacrés par les paysans. Le contre-amiral Truguet demanda, mais en vain, qu'on lui livrât les préteurs, qu'il prétendoit être les auteurs de cet attentat, menaçant, en cas de refus, de dévaster la campagne. La vengeance fut terrible: la malheureuse ville d'Oneille fut livrée au pillage. Le contre-amiral Truguet s'empara de l'île de Saint-Pierre, bombardarda Cagliari et y tenta une descente; mais il fut repoussé. Le Directoire le nomma ministre de la marine en 1795. M. Vaublanc, membre du conseil des Cinq-Cents, attaqua son administration, et l'accusa d'avoir trompé la nation sur la situation de Saint-Domingue et des colonies. On lui reprocha de s'être réuni aux jacobins et d'avoir fait des marchés frauduleux. Il fut forcé de quitter le ministère, mais il obtint l'ambassade de Madrid. On dit qu'il s'insinua dans les bonnes grâces d'une femme puissante de ce pays, et qu'il se rendit redoutable aux ministres, qui parvinrent cependant à le faire rappeler. Ayant retardé d'obéir aux ordres du Directoire, il fut inscrit sur la liste des émigrés; mais bientôt après il en fut rayé. Il entra au Conseil-d'Etat en 1809, et fut appelé au commandement de la flotte de Brest. M. le contre-amiral Truguet encourut la disgrâce de Buonaparte, parce que, dit-on, il avoit manifesté son opposition à ce que Napoléon fût élevé à l'empire. Cependant, en 1811, il le nomma préfet maritime en Hollande et grand-officier de la Légion-d'Honneur. Le Roi le nomma, en 1816, commandeur de Saint-Louis, et en 1819 pair de France.

U.

USQUIN, fut nommé, en 1816, député par le collège électoral du département de Seine-et-Oise. Il siégea au centre.

UZÈS (duc d'), a été créé pair de France, par le Roi, le 4 juin 1819.

V.

VALENTINOIS (duc de), fut créé pair en 1814. Lors de la discussion du projet de loi relatif à la fixation du budget des recettes, M. le duc de Valentinois soumit à la Chambre des pairs quelques observations sur la nécessité de faire disparaître à l'avenir, du budget des charges publiques, les dépenses de la Chambre des pairs, qu'on y a comprises mal-à-propos depuis quelques années. « Il importe à la dignité de la Chambre qu'il soit bien connu des contribuables, que les dépenses de la pairie, les pensions dont jouissent une partie de ses membres, les dispositions que, dans sa haute sagesse, le Roi a pu faire en faveur de quelques autres, ne sont point une charge du trésor, et qu'il est pourvu à leur acquit sur un fonds particulier, sur une dotation spéciale, soumise dans son emploi aux décisions de Sa Majesté. La connaissance de ce fait est nécessaire pour prévenir dorénavant des discussions inutiles, garantir le respect dû à la Chambre, et assurer l'indépendance particulière de ses membres. »

VALLÉE, conseiller à la Cour de Cassation, fut élu, en 1817, député par le collège électoral du département de la Meuse. Il siégea au côté gauche, seconde section.

VALMY (François-Christophe Kellermann, duc de), né à Strasbourg en 1735, commença sa car-

rière militaire par être simple hussard dans la compagnie de Conflans; il se distingua dans la guerre d'Allemagne en 1758, et devint successivement colonel et maréchal-de camp. Le général Kellermann fut employé, au commencement de la révolution, en Alsace, où il fit quelques efforts pour arrêter l'indiscipline des troupes qu'il attribua à l'insouciance des officiers dont le plus grand nombre n'obéissait qu'à regret au nouvel ordre de choses. Il engagea les soldats à fréquenter les sociétés populaires; il prêta le serment d'égalité, et le général Custine dénonça le général Kellermann pour avoir négligé de s'emparer de Trèves et de Mayence: il répondit que cette dénonciation ne pouvoit être que l'effet de la *folie ou du vin*. Il parut qu'il étoit incertain dans ses principes, et qu'il ne sut se réunir sincèrement à aucun parti; tantôt il étoit l'objet de la persécution des Jacobins, et tantôt il en étoit le soutien et le protégé. Il fut employé sur la Moselle et au siège de Lyon, où il éprouva des revers. Il passa ensuite à l'armée des Alpes, où il entreprit la défense des frontières méridionales. Le général Kellermann fut accusé de trahison et destitué. Il fut exclu de la société des Jacobins, renfermé à l'Abbaye, et traduit au tribunal révolutionnaire, organisé après le 9 thermidor, où il fut acquitté. Il reprit le commandement de l'armée des

Alpes et d'Italie. Il revint bientôt après à Paris, le Directoire le chargea d'organiser la gendarmerie. Nommé, en 1799, à une inspection générale, il fut couronné au spectacle d'Angers; il envoya sa couronne aux autorités constituées. Après le 18 Brumaire il entra au Sénat, dont il fut nommé président. Il obtint le titre de grand officier de la Légion d'Honneur, fut élevé au grade de maréchal d'Empire, et pourvu de la sénatorerie de Colmar. Il proposa l'érection d'un monument en l'honneur de Napoléon. Le général Kellermann avait été auparavant créé duc de Valmy, parce qu'il avait pris la position de Valmy lorsqu'il commandait l'armée de la Moselle, et qu'il avait soutenu une attaque devenue célèbre sous le nom de *cannonade* de Valmy, qui eut des suites très importantes. Le duc de Valmy adhéra à la déchéance de Buonaparte. Le Roi l'éleva au rang de pair, et lui accorda la grande croix de Saint-Louis.

VASSAL DE MONTVIEL, fut élu député en 1817, par le collège électoral de Lot-et-Garonne. Il est maire de Villeneuve-d'Agen. Il a siégé au côté droit, première section.

VAUBOIS (le comte de), né à Château-Villain, embrassa la carrière des armes, et étoit, lorsque la révolution éclata, capitaine d'artillerie. Il fut employé en 1793 à l'armée des Alpes, marcha ensuite contre Lyon et emporta les redoutes qui défendoient les Brottaux. En 1794 il s'empara des postes des barricades et de la vallée de la Sture. Il passa ensuite à l'armée d'Italie, où il servit avec distinction. Il s'empara de Livourne, contribua au succès de la bataille de l'Addige. Le comte de Vaubois battit une division autrichienne qui couvroit le Tyrol, et remporta d'autres avantages. Il s'embarqua avec Buonaparte, qui lui confia le commandement de Malte; mais il fut contraint de rendre la

place, faute de vivres et de munitions, aux forces réunies des Anglais, des Russes et des Napolitains. Il fut reçu membre du Sénat en 1804, et il obtint la sénatorerie de Poitiers. Il adhéra à la déchéance de Napoléon. Le Roi le nomma chevalier de Saint-Louis et pair de France.

VAUGUYON (duc de la), fut créé pair de France en 1814. La Chambre s'occupa en janvier 1818, de l'examen du projet de loi relatif à la liberté de la presse. M. le duc de la Vauguyon rendit hommage à cette liberté. « Ses bienfaits ont motivé l'article 8 de la Charte, qui la place au nombre des libertés politiques. Mais la Charte, en nous assurant la jouissance de ses avantages, n'a pas voulu nous laisser exposés aux inconvéniens de ses abus : elle promet des lois qui les répriment, et la loi proposée est une de ces lois. On répète sans cesse, et l'opinion répétera volontiers, *la Charte toute entière, rien que la Charte* ; mais accuseroit-on de ne pas la vouloir ce gouvernement dont les opérations ont rétabli la confiance, ranimé le crédit et introduit dans nos finances un système réparateur ; qui, par la loi des élections, a fondé la liberté politique sur une base inébranlable ; qui reconnoît en principe, dans la loi du recrutement, que le partage des mêmes périls donne droit au partage des mêmes honneurs ? Le gouvernement veut la Charte : mais seroit-ce la vouloir aussi sincèrement que lui, que d'élever contre les lois fondamentales destinées à appliquer les principes qu'elle contient, non de simples objections, mais de véritables obstacles ? Une expérience funeste auroit dû dégoûter de cette perfection idéale qui est depuis si long-temps l'objet de nos recherches ; abandonnerions-nous, pour la suivre encore, les biens réels dont la Charte nous a mis en possession ? Céderons-nous au vain désir d'une imitation dangereuse, et dès les premiers momens de notre

organisation politique voudrions nous jouir de toute la liberté que supporte à peine un peuple dont la constitution est depuis si long-temps affermie? » En s'attachant à la Charte, le noble pair observa que la liberté de la presse, dont elle consacre le principe, jouit, depuis l'abolition de la censure, d'une convenable et suffisante latitude. « Les lois destinées à réprimer les abus de cette liberté n'existent pas encore, mais elles sont annoncées; et l'on peut regarder comme un préambule nécessaire de ces mêmes lois, celle qu'on discute en ce moment, et dont les dispositions ont pour objet d'établir une forme de procédure applicable aux délits de la presse. Les avantages, sous ce rapport, ont été reconnus par l'autre Chambre, qui, après une lumineuse discussion, l'a adoptée avec des amendemens que le Roi a consentis; à l'exception d'un seul, objet principal de la discussion actuelle. La question à laquelle cet amendement a donné lieu, est de savoir si le dépôt effectué en exécution de la loi du 21 octobre 1814 peut être considéré comme un commencement de publication. » Sans prodire en faveur de l'affirmative tous les raisonnemens qui ont été présentés par les défenseurs du projet, le noble pair observa « qu'il suffiroit, pour donner au dépôt dont il s'agit le caractère de publicité qu'on lui conteste; de considérer que suivant une ordonnance du Roi, du 23 octobre 1814, l'un des exemplaires déposés est destiné à la bibliothèque royale, où chacun peut en prendre connoissance. L'amendement proposé par la Chambre des députés est resté dans toute sa force. Quel que soit le résultat de la délibération, on ne peut douter que le gouvernement, en s'occupant de la loi définitive qui statuera sur les crimes et les délits de la presse, ne donne à cet important objet toute l'attention qu'il mérite. Quand il aura défini les crimes et les délits de la presse, quand il

aura marqué la peine appliquée à chacun d'eux, la difficulté de caractériser et d'atteindre une autre classe de délits cachés sous des intentions, le déterminera peut-être à ne pas les comprendre dans son nouveau code, et à les mettre au rang des erreurs qu'il vaut mieux combattre que de réprimer. Un moyen efficace de les combattre sera de confier à des hommes aussi distingués par leurs talens que par leurs vertus, la rélutation des ouvrages dangereux; car l'erreur, qui brave le glaive des lois, cède au flambeau de la vérité. Ce moyen recevrait un complément bien important dans l'établissement d'un grand projet de censure, formé de trois membres du gouvernement, de trois pairs et de trois députés, choisis par le Roi sur une présentation de candidats. Tout ouvrage, après sa publication, seroit examiné par ce tribunal, dont l'autorité protectrice des vérités utiles, arrêteroit le progrès des erreurs dangereuses. On élèveroit ainsi au milieu de la mer orageuse des opinions, un fanal qui signaleroit tous les écueils et en prévienendroit tous les dangers. »

M. le duc de la Vauguion défendit la proposition de M. le marquis de Lally-Tollendal, tendante à décerner une récompense nationale à M. le duc de Richelieu; il observa « que s'il n'est pas de gloire plus éclatante que celle dont le Roi s'est couvert en inspirant aux puissances alliées cette haute confiance qui a déterminé la prompte libération du sol français, et posé pour l'Europe les bases d'une pacification durable, il n'est pas de service aussi éminent que celui qu'a rendu à la France M. le duc de Richelieu, en secondant avec autant d'habileté que de franchise les généreuses intentions de Sa Majesté; il s'est acquis par là d'honorables titres à la reconnaissance du Roi et à celle de la nation. » M. le duc de la Vauguion combattit la proposition de M. Barthélemy, relative à la loi des élections; il observa que cette

loi, aussi monarchique que populaire, repousse également les dangers de l'aristocratie, et devient digne d'être la base du Code de la monarchie constitutionnelle; cette loi, ainsi que celle du recrutement de l'armée, a contribué au rétablissement de l'ordre et de la tranquillité publique, sans occasionner la moindre confusion, ni exciter la plus légère inquiétude. » Les faits et les événemens déposent hautement contre l'assertion de M. le duc de la Vauguyon. La loi des élections est la semence de ces troubles et de ces dissensions qui affligent les véritables amis de la paix et de l'ordre social: Ainsi l'a jugé la majorité de la Chambre des pairs; et on ne craint point de le dire, c'est ainsi que l'a jugé la majorité de la nation. On ne verra jamais la fin des divisions politiques, tant que la loi des élections ne sera point modifiée. M. de la Vauguyon vota pour le projet de loi concernant le règlement définitif des budgets de 1815, 1816, et 1817, et la rectification provisoire du budget de 1818. Le noble pair observa « que la loi annuelle des finances, comme toutes nos lois fondamentales, est appuyée sur la Charte. C'est dans les articles 47, 48 et 49, qu'il faut en chercher les bases. Suivant ces articles, la Chambre des députés reçoit la première toutes les propositions d'impôt: aucun impôt ne peut être perçu s'il n'a été consenti par les deux Chambres et sanctionné par le Roi; enfin, l'impôt foucier, à la différence des impositions directes, n'est consenti que pour un an. Si dans ces dispositions on ne trouve pas exprimé le principe de la loi des comptes soumis pour la première fois cette année, aux délibérations, il sort nécessairement de l'article 48, qui veut que l'impôt soit consenti par elle: tout consentement, en effet, a pour condition essentielle d'être donné librement et en connaissance de cause. Or, comment le vote des Chambres seroit-il libre, seroit-il éclairé, si la loi des impôts

leur étoit soumise sans les comptes et documens qui seuls peuvent en établir la justice? Comment leur proposeroit-on de consentir un nouvel impôt sans leur faire connoître la situation de l'impôt et l'emploi qui a été fait des impôts précédens? la loi des comptes réclamée par l'article 102 de la dernière loi des finances, et dont l'examen occupe dans le moment l'assemblée, est donc aussi essentiellement fondée sur la Charte que sur la loi des finances elle-même. » Le noble pair examina par quels moyens doit être remplie l'obligation imposée au gouvernement d'éclairer le vote des Chambres. Il pensa, avec le rapporteur de la commission, que les comptes du trésor devoient être, comme ceux des comptables particuliers, soumis à la vérification de la Cour des comptes. Adoptée par elle, les résultats de la comptabilité deviendroient des faits positifs qui n'auroient pas besoin d'être présentés sous la forme d'une loi à débattre, et leur publicité, rassurante pour la nation, ne seroit pas moins avantageuse aux Chambres et au gouvernement. On pourroit encore simplifier ce système en attribuant à la banque les fonctions de payeur-général, comme on l'a fait en Angleterre; ainsi l'ordre et la clarté s'établiront dans toutes les parties de l'administration, l'harmonie la plus constante régneroit entre tous les pouvoirs. C'est à la méthode vicieuse adoptée en 1814 pour la formation du budget, que le noble pair attribue l'obscurité qui enveloppe aujourd'hui la comptabilité des exercices postérieurs. Cette méthode, empruntée d'un gouvernement despotique, sous lequel un budget n'offroit que des aperçus illusoire, qu'on se réserva de régulariser par une loi subséquente, a introduit dans nos finances la confusion à laquelle il s'agit de remédier. La loi présentée dans cette vue a éprouvé dans l'autre Chambre des modifications importantes: si les amendemens qu'elle

y a reçus présentoient , soit dans leur objet , soit dans leur origine , quelque chose d'inconstitutionnel , sans doute ils devroient être rejetés par la Chambre des pairs ; mais en examinant ces amendemens , on voit que les uns ne sont que la répétition de dispositions déjà contenues dans des lois antérieures , les autres une conséquence nécessaire de ces dispositions ; et leur adoption peut d'autant moins souffrir de difficultés , qu'ils se présentent revêtus de l'approbation du gouvernement : quant à la différence des résultats , elle paroît au noble pair tenir bien moins à la nature des objets , qu'à la manière de les envisager : il ajouta que les budgets de 1816 et 1817 n'étoient réglés que sur une base hypothétique , leur règlement ne peut être regardé comme définitif , et ne le deviendra réellement que par le règlement du budget de 1818.

M. de la Vauguyon vota l'adoption du projet de loi relatif à la formation de l'armée. Ils s'en déclara l'admirateur et l'apologiste. Il en parcourut successivement les articles , dont il en exalta la sagesse et les avantages ; il soutint que le projet de loi n'attaquoit pas la prérogative royale. Le noble pair s'étonna de ce qu'on se permettoit de l'appeler anti-monarchique. « Non , dit-il , ce n'est point ébranler , mais affermir la monarchie , que de montrer l'impossibilité du retour de l'autorité arbitraire , dont le renouvellement ne conviendrait qu'à ceux qui espéreroient de s'en ménager les exclusives faveurs ; non , ce ne seroit point altérer la prérogative royale que de prévenir les abus dont l'existence ne pourroit être désirée que par ceux qui les regarderoient comme leur patrimoine : « Personne , dit le noble pair , n'a , depuis plus long-temps , ni plus constamment que moi , défendu cette royale prérogative ; mais tout en la défendant , j'ai hautement professé depuis plus de cinquante ans tous les principes constitutifs de la Charte ;

toute ma vie j'ai formé le vœu de la possibilité de combiner la plus grande puissance du Roi et la plus grande liberté de la nation. Ce grand problème étoit sans doute aussi difficile qu'important à résoudre. Le Roi en a commencé la solution par la promulgation de la Charte ; il l'a continuée par la loi des élections ; il la continue aujourd'hui par la proposition d'une loi aussi patriotique que royale , et la complétera en cimentant toutes nos institutions organiques. C'est alors qu'il présentera à l'admiration de l'Europe et de la postérité le plus beau des gouvernemens , dont l'invariable intégrité , garantie par le serment solennel que nous avons tous prononcé , que prononceront nos descendans , qu'a prononcé le Roi lui-même , ainsi que tous les héritiers de sa couronne , consolidera sans cesse la plus grande liberté nationale , la plus grande puissance monarchique , et deviendra le vrai *palladium* de la légitimité , sans laquelle il ne peut exister de stabilité politique. »

VERAC (Olivier , comte de) , né en 1770 , servit dans les carabiniers et émigra. Revenu en France , le Roi l'a créé pair , et l'a nommé gouverneur du château de Versailles.

VERHUEL (comte de) , est Hollandois. Il commanda la flotte du Texel , en 1814. Il persista pendant deux mois à ne pas reconnoître les droits des Bourbons après la chute de Buonaparte. Ayant obtenu des lettres de naturalisation , il entra au service de France. Le Roi le créa pair en 1819 , et le nomma au grade de contre-amiral.

Lors de la discussion du projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses de 1819 , M. le comte de Verhuel déclara qu'il croiroit manquer à ce qu'exige de lui le poste qu'il occupe dans la marine royale , s'il ne saisissoit avec empressement l'occasion qui lui est offerte , d'ap-

peler l'attention de la Chambre sur l'état actuel de la marine, autrefois si florissante, aujourd'hui condamnée à une langueur déplorable. Les désastreuses économies introduites dans un département dont la splendeur et l'activité n'importent pas moins à l'honneur national qu'à la sûreté du commerce et à la défense du territoire, finiroient par anéantir toutes ses ressources, si de promptes mesures ne s'opposaient pas à ce funeste résultat. C'est pour établir la nécessité, l'urgence de ces mesures, que le noble pair a demandé la parole : « A quel état plus qu'à la France, baignée sur plus de cinq cents lieues de côtes par les trois mers de l'Europe, une forte marine peut-elle être nécessaire ? Quelle puissance plus heureusement située pour entretenir un commerce étendu avec toutes les parties du globe ? Cependant que faisons-nous pour subvenir à ce besoin, pour profiter de cet avantage ? Le pavillon français semble exilé des mers de l'Inde ; il ne se montre plus que de loin en loin sur les côtes de l'Amérique septentrionale, et peut à peine y garantir notre commerce de l'insulte des pirates. Des réformes inconsidérées ont éloigné du service une multitude d'officiers de marine, dont l'expérience étoit précieuse dans cette carrière, où cette qualité ne peut pas être suppléée par la bravoure. Le matériel dépérit avec une effrayante rapidité ; les arsenaux s'épuisent, les constructions languissent faute d'ouvriers ; bientôt nous manquerons même des approvisionnement nécessaires pour les poursuivre, et avant six ans vingt-cinq vaisseaux, en état de service, composeront toutes nos forces navales. Que tardons-nous à tirer la marine française de cet état de faiblesse où l'ont portée vingt-cinq années de désastres, et qu'aggrave tous les jours un cruel et inexplicable abandon ? Est-ce avec un budget de 45 millions, dont quinze sont absorbés pour l'entretien des forçats, les dépenses des

colonies, les travaux hydrauliques et ceux des bâtimens civils, qu'on peut espérer de la rétablir ? Le noble pair, toutefois, s'abstiendra de proposer pour cette année une augmentation de fonds qu'il seroit impossible d'obtenir ; mais il a dû mettre sous les yeux de la Chambre le douloureux tableau de notre situation, pour montrer combien il est urgent d'y remédier. Au nombre des moyens qui pourroient concourir à ce but, il indique le rétablissement des équipages de haut bord, grande et belle institution, qui avoit obtenu l'approbation générale, et dont l'utilité ne seroit pas moins sensible dans la paix que dans la guerre. « Quarante équipages de ce genre donneroient le moyen d'employer la presque totalité des officiers de marine, qui recevraient par cette mesure une nouvelle existence. » Il ne paroît pas moins avantageux au noble pair de rétablir les compagnies d'ouvriers militaires, qui, sous les ordres du génie maritime, ont fait des merveilles dans nos différens ports. On a réclamé dans l'autre Chambre contre l'humiliante disproportion qui existe, pour le traitement respectif des officiers, entre l'armée de mer et l'armée de terre : le noble pair se flatte qu'il y sera pourvu. Il applaudit aux efforts du gouvernement pour tirer parti des colonies qui nous restent, et ouvrir à notre commerce de nouvelles voies, à notre industrie de nouveaux débouchés. Il désire, enfin, qu'on puisse dès l'année prochaine consacrer quelques fonds à la continuation des travaux de Cherbourg, ouvrage aussi merveilleux, sous le rapport de l'art, qu'essentiel au complément de notre système maritime.

VERNEILH PUYRAZEAU (chevalier de), fut nommé député en 1791 à l'Assemblée législative par le département de la Dordogne ; il y siégea du côté droit, et vota avec le parti constitutionnel. Il fut successi-

vement préfet de la Corrèze et du Mont-Blanc. Il fut élu en 1810 au Corps-Législatif; en 1814 il vota en faveur du projet de loi relatif à la restitution aux émigrés de leurs biens non vendus, et demanda que les biens cédés à la caisse d'amortissement fussent rendus à leurs propriétaires. Pendant les cent jours M. Verneilh de Puyrazeau fut nommé membre de la Chambre des représentans, où il se fit remarquer par sa sagesse et sa modération. Réélu en septembre 1816 par le département de la Dordogne, il siégea au centre; il prit part aux discussions les plus importantes.

M. Verneilh Puyrazeau, lors de la discussion du projet de loi relatif à la liberté de la presse, demanda que la diffamation imprimée, ainsi que la diffamation orale, fût maintenue dans la compétence des tribunaux correctionnels. Il observa « que l'honneur est la première propriété des citoyens; cette propriété repose, comme toutes les autres, sous la protection des lois: or, les tribunaux correctionnels sont en ce genre les juges ordinaires, comme les tribunaux civils le sont en ce qui touche la propriété territoriale ou industrielle. Sans parler du danger de fatiguer les jurés par des appels trop fréquens, ce seroit en quelque sorte dénaturer l'institution du jury appliqué aux délits de la presse, ou du moins ce seroit forcer cette application, que de l'étendre à des intérêts privés, alors que, dans le propre système de la loi, elle ne doit connoître que des intérêts généraux de la société, en ce qui touche à l'ordre politique, et cela sur la poursuite du ministère public, lequel n'agit point, étant seulement appelé à conclure dans les affaires entre particuliers. Si celui qui a été offensé par une publication orale doit se pourvoir devant le tribunal de police correctionnelle, pourquoi en seroit-il autrement à l'égard de l'offense écrite ou imprimée? Ce seroit aggraver, selon moi, la condition de l'offensé,

que de l'obliger à recourir, pour une diffamation contre sa personne ou sa famille, aux formes lente, et solennelles de l'instruction par jurés, dans des matières qui exigent le plus souvent une prompte répression. »

M. Verneilh de Puyrazeau fit une proposition tendante à modifier la prohibition du mariage entre beaux-frères et belles-sœurs. L'honorable membre observa qu'il ne demandoit pas que la prohibition des mariages entre beau-frère et belle-sœur soit levée, mais que le chef suprême de l'Etat, d'accord avec le chef de la religion, puisse, dans certains cas et pour des causes graves, y déroger. Ce n'est pas seulement dans l'intérêt des familles, mais au nom de la morale, qu'il sollicite ce nouvel attribut à la prérogative royale. « Quel abus auroit-on à craindre, quand l'usage sera en de telles mains? La sagesse du Roi réglera elle-même l'exercice et la latitude de cette faculté; que si elle ne jugeoit pas convenable de l'étendre jusqu'à un certain avenir, du moins sa justice et sa bonté viendront au secours du passé, en rendant l'honneur à un certain nombre de familles désolées et l'état civil à un plus grand nombre d'êtres innocens et malheureux. » Cette proposition ne fut point prise en considération.

VILLEFRANCHE (marquis de), maréchal-de-camp, fut élu, en 1816, député par le collège électoral du département de l'Yonne. Il siégea au côté droit, première section. M. le marquis de Villefranche combattit le titre 6 du projet de loi sur la formation de l'armée, concernant l'avancement, et démontra qu'il attaquoit la Charte, qui déclare le Roi chef suprême de l'Etat; il commande les forces de terre et de mer, déclare la guerre, fait les traités de paix, d'alliance et de commerce, nomme à tous les emplois de l'administration publique, et fait les réglemens et les ordonnances nécessaires pour

l'exécution des lois et la sûreté de l'État. « Nous avons tous, dit l'honorable membre, été témoins des maux épouvantables que notre malheureuse patrie a éprouvés, parce que l'Assemblée nationale, dite Constituante, a, la première, donné l'exemple de placer la loi et la nation avant le Roi; on a vu où a conduit une si fatale erreur. Eh bien, que vient-on nous proposer? la même faute à commettre, et peut-être de nouvelles révolutions à supporter. Tous les souverains de l'Europe jouissent du droit inhérent à leurs couronnes de nommer, sans le concours de la loi, à tous les grades dans leurs armées; les présidents et chefs des républiques jouissent de ce droit, et nous irions ravir à notre Roi légitime la plus précieuse de ses prérogatives royales, celle sans laquelle l'anarchie nous dévoreroit une seconde fois! Non : nous aimons trop notre Roi, et notre patrie, et nous avons trop d'expérience pour commettre une si grande faute. Fortifions le pouvoir royal au lieu de l'affaiblir en voulant le protéger, et restons dans les bornes que la Charte nous garantit. L'expérience de vingt-cinq années de révolution seroit-elle perdue pour nous? L'horrible événement que nous déplorons tous comme le crime le plus épouvantable de notre histoire, nous apprend que, sans un pouvoir suffisant, les rois ne peuvent arrêter les révolutions, et que les peuples en sont toujours les tristes victimes. Le testament immortel de l'infortuné Louis XVI nous apprend aussi qu'un roi ne peut faire respecter les lois et faire le bien qu'autant qu'il a l'autorité nécessaire, et l'on n'a pas oublié qu'il a perdu la liberté et qu'il a été assassiné par la plupart de ceux qui l'avoient nommé le *restaurateur de la liberté française*, et qu'il a été la victime de ces idées libérales qui ont bouleversé la France et l'Europe. Mais pouvons-nous assurer le bonheur de la France en af-

faiblissant le pouvoir royal? Non : nous saurons imiter nos pères, qui furent plus heureux que nous, parce que toujours ils surent respecter l'autorité royale. N'oublions jamais que de concessions en concessions les conseillers de Louis XVI lui firent abandonner successivement ses prerogatives royales, en disant que le bonheur du peuple l'exigeoit; de sorte qu'ils l'ont réduit, ainsi que sa famille, à perdre le trône et la vie, après la captivité la plus dure et la plus barbare. Mais vous repousserez une telle concession comme funeste au Roi et à la monarchie, comme funeste à la France qui nous a envoyés ici pour stipuler ses intérêts et non les méconnoître. Au roi seul appartient de faire, par des ordonnances sur l'avancement, tout ce qu'il jugera utile au bien du service dans l'armée; ce droit est inhérent à sa couronne, il le tient de ses ancêtres et il doit le transmettre intact à ses successeurs. »

VILLÈLE, né en 1773, entra dans la marine militaire; il montra dans sa jeunesse d'heureuses qualités qui annoncèrent la grandeur du caractère et la noblesse de l'âme. Il s'embarqua pour les Indes, sous les auspices de M. de Saint-Félix, vice-amiral. Ce brave officier fut poursuivi par la fureur des révolutionnaires de l'Ile-de-France: sa tête fut mise à prix, et on prononça la peine de mort contre quiconque lui donneroit un asile. Cette loi barbare n'intimida point un habitant généreux, nommé Desorchère: il voulut sauver le proscrit en le cachant dans sa maison. M. de Villèle s'associa à cette action généreuse. Il fut arrêté; mais ni les prières, ni les promesses, ni la menace de la mort, ne purent lui arracher l'aveu du lieu où s'étoit retiré M. de Saint-Félix: la conduite courageuse de M. de Villèle lui mérita des éloges publics et força les révolutionnaires à l'estimer. Quelques années après il devint membre

de l'Assemblée coloniale. M. de Villèle développa, dans des circonstances pénibles, la force du génie, la sagesse de l'esprit, la modération dans les débats, la pénétration dans les résultats, et cette loyauté, cette probité de l'âme, et ces sentimens religieux qui font la marque distinctive de son caractère. M. de Villèle partit de l'Île-de-France en 1807, emportant les regrets et l'admiration qu'avoient inspirés aux colons ses qualités heureuses du cœur et les dons brillans de l'esprit. Il fixa sa résidence à Toulouse. Il fut nommé membre du conseil-général, le 20 mars 1815. M. le duc d'Angoulême, instruit de son zèle et de son dévouement pour la cause royale, le nomma maire de cette ville, et peu de temps après il fut élu député au Corps-Législatif, où il parut avec cet éclat qui annonça des talens extraordinaires, et qui présagea dès-lors une destinée brillante et honorable. Dans la discussion relative aux dépenses communales, il voulut les séparer des finances de l'Etat. Il parla souvent sur les finances et sur l'administration, où il développa de vastes connoissances et de grands talens qui excitèrent l'admiration générale, et l'environnèrent de cette considération que donne le génie joint aux vertus. Nommé rapporteur de la commission centrale du projet de loi relatif aux élections, il proposa le renouvellement intégral tous les cinq ans, et présenta un projet de modification à celui des ministres, fondé sur deux degrés d'élection. Ce projet modifié, adopté par la Chambre des députés, fut rejeté par celle des pairs. M. de Villèle proposa une loi transitoire pour autoriser les collèges électoraux existans à faire les élections dans le cas où une ordonnance royale viendrait à prononcer la dissolution des Chambres. Nommé commissaire pour les rapports à faire sur le budget, il adopta les vues de la commission, et il prouva démonstrativement que les créanciers de l'Etat seroient

lésés en suivant le système proposé par les ministres. Son génie s'élevant à de plus grandes conceptions, il examina si les circonstances dans lesquelles la loi de 1814 avoit été rendue, n'obligeoient point à donner un nouveau gage à la révolution. « Mais je le demande, dit-il, ces gages, ces concessions, ont-ils empêché le 20 mars et rendu les révolutionnaires plus soumis et plus fidèles ? s'il n'y a pas de réponse à cette question, je dirai : Messieurs, élevons un mur d'airain entre le passé et l'avenir ; mais sortons de l'ornière de la révolution pour n'y rentrer jamais. » Pendant le cours de la session de 1815 M. de Villèle vota constamment avec la majorité. Il fut réélu au Corps-Législatif, en septembre 1816, par le collège électoral du département de la Haute-Garonne : il siégea au côté droit, première section. Toujours constant dans ses principes, toujours ferme dans ses opinions, M. de Villèle vota avec la minorité. Dans la discussion du projet de loi sur les élections, il fit les observations suivantes : « Si vous décidez, comme on vous le propose, que tous les contribuables payant trois cents francs et au-dessus, nommeront les députés, c'est comme si vous décidiez que cette nomination sera faite par les contribuables de trois à cinq francs d'impôt ; car ils seront toujours les plus nombreux, et auront par conséquent toujours la majorité dans vos collèges. Je me borne donc à voter que le projet soit rejeté, et je déclare que loin de le croire commandé par la Charte, je ne doute point que son adoption n'entraîne la chute de cette loi fondamentale. » Il attaqua avec la même force de raisonnement le projet de loi sur les restrictions de la liberté individuelle. Il émit franchement et librement son opinion sur le projet de loi sur la liberté de la presse, et fit une espèce de profession de foi ou de manifeste, qui fit une profonde impression : « C'est avec un senti-

ment pénible, dit-il, que dans la première discussion qui a lieu dans cette Chambre, je me vois obligé, comme dans la précédente, de prendre la parole pour combattre une proposition faite au nom du Roi. Dans les circonstances graves où se trouve notre pays, il n'est pas indifférent, en effet, que des hommes dont les intentions sont pures, et le dévouement à la cause royale connu (j'ose prétendre à l'honneur d'être de ce nombre), votent ici pour ou contre le système politique adopté par le gouvernement du Roi. Si le système est conforme aux intérêts de la France et du Roi, notre aveuglement est déplorable, et notre opposition un acte de folie, puisqu'elle nuit à tout ce que nous avons l'intention de servir; mais si par l'effet de ces conséquences nécessaires l'autorité royale s'affaiblit, si l'on voit chaque jour augmenter les moyens d'attaques dirigés contre elle, et disperser ceux qui doivent la défendre, nous ne sommes ni aveugles ni insensés en combattant la cause de ces funestes résultats. » Le discours qu'il prononça sur la loi de recrutement renferme une éloquence brillante et une grande force de raisonnement : « La France, deux fois envahie, dit-il, gémit encore sous le poids de l'occupation des armées étrangères; de tels résultats ne sauroient être considérés comme fortuits : ils furent la conséquence inévitable des moyens employés. Une école s'est formée parmi nous, qui professe une foi trompeuse dans ses moyens de gouvernement : elle s'étonne des résistances qu'elle éprouve, elle s'en prend à tous les obstacles qu'elle rencontre sur sa route. Le gouvernement représentatif, où l'on ne peut bien jouer que les cartes sur table, si je puis me permettre cette expression, est sur-tout une cause d'erreur et d'irritation continue pour les membres de cette école : croiroient-ils avoir cause gagnée, s'ils parvenaient à le corrompre et à le

dénaturer? ils y seroient trompés : l'esprit français, le caractère national lutteroient encore, et lutteront toujours jusqu'à ce qu'on en revienne à ces deux grands moyens de gouvernement pour nous : *franchise* et *loyauté*. » M. de Villèle donna à cette époque sa démission de la place de maire de Toulouse. C'est sur-tout dans l'examen et la discussion des lois sur les finances, que M. de Villèle étonna et excita l'admiration générale par ses vastes connoissances et la profondeur de ses vues sur cette partie essentielle de l'économie politique. Dans son opinion sur le budget, qu'il prononça, le 3 avril 1818, il s'éleva contre les dépenses secrètes du ministère de la police; il en démontra le scandale et les abus, et les regarda comme le principe et la source de l'immoralité et de la corruption.

M. de Villèle vota le rejet du projet de loi concernant le changement de l'année financière. Il s'appliqua surtout à démontrer les conséquences dangereuses et les suites funestes de la violation de la Charte; il réclama la conservation de nos institutions, « parce qu'elles sont protectrices de tous les intérêts, et que son devoir est de les défendre; parce qu'elles sont particulièrement protectrices des opprimés; et qu'il craint de le devenir; parce qu'elles garantissent les droits égaux à tous les Français, et qu'il est forcé de craindre de voir tenter d'en réduire une partie au rôle dangereux autant que pénible d'îlots politiques dans leur propre patrie. Il la réclame aussi dans l'intérêt des partisans de ces doctrines dangereuses; parce que les garanties données par nos institutions leur seroient bientôt aussi nécessaires qu'à nous : lorsque le char de la révolution est lancé, ce ne sont pas les auteurs de la première impulsion qui sont les derniers écrasés sur son passage. De la violation de la règle qu'on demande aujourd'hui, à celle qui assure la liberté individuelle, à celle qui in-

terdit les tribunaux d'exception, à celle qui garantit les propriétés, à celle qui abolit la confiscation, à celle qui consacre les prérogatives de la couronne et de la Chambre des pairs, il y a moins de distance que ne paroissent le prévoir ceux qui la proposent. Lorsque Buonaparte, à la tête de quelques soldats, vint disperser les membres du conseil des Cinq-Cents, ils invoquèrent les droits qu'ils tenoient de la constitution; il leur répondit : *vous l'avez violée*. Evitez pour vous-mêmes cette soudroyante réponse, soit que nos passions et notre aveuglement nous couduisent encore à voir la démagogie triomphante venir un jour vous demander le renversement du trône et la dissolution de la Chambre des pairs, soit que quelque nouveau soldat tente encore de faire sanctionner dans cette enceinte la violation du principe salulaire et vital pour la France, de la légitimité. »

M. de Villèle défendit la résolution de la Chambre des pairs relative à la loi des élections; il démontra les vices et les inconvéniens de cette loi, et les modifications qu'il faut y apporter. « Peut-on méconnoître l'insuffisance de ses dispositions contre l'introduction dans nos collèges de faux électeurs, soit qu'ils y entrent au moyen de patentes et de loyers fictifs, soit qu'ils y viennent munis d'une carte frauduleuse? Peut-on nier que la confusion de tous les votes des électeurs d'un département n'atténue à un tel point l'intérêt qu'ont les électeurs sages à voter, qu'ils ne se rendent point aux élections, et que ce mal est poussé au point que le tiers de nos électeurs est dans ce cas? Nira-t-on qu'il résulte de cette réunion confuse de tant d'hommes pris au hasard, que la brigue la moins déguisée pourroit diriger les élections d'un bout de la France à l'autre, et que déjà leur résultat a été indiqué, prévu et publié, même avant la réunion des collèges? Pourroit-on sérieusement opposer à la demande précise de faire

disparoître ces vices incontestables de la loi des élections, la crainte qu'on ne la détruise? Et le moyen le plus sûr d'opérer sa destruction, de la rendre inévitable, n'est-il pas bien plutôt de la livrer sans remède aux principes destructeurs qu'elle renferme? Dira-t-on que le moment est mal choisi pour adopter une pareille proposition? Quoi! le moment de rectifier le jeu de tous les rouages de la machine électorale n'est pas venu pour nous, lorsque de toutes parts on nous parle d'une dissolution prochaine, lorsque l'augmentation du nombre des électeurs paroît tellement commandée, qu'il est certain que dans quelques mois tous les collèges électoraux seront assemblés? »

VILLEMANNY (Orillard, comte de), entra dans la carrière de l'administration militaire. Il fit, comme commissaire des guerres, les campagnes du nord de l'Amérique, sous les ordres de M. de Rochambeau. Ayant adopté les principes de la révolution, il continua de servir dans les armées de la république. Il fut pris par les Autrichiens. M. de Villemanny revint en France en 1796. Après la révolution du 18 brumaire, il devint inspecteur-général aux revues, et suivit la grande armée. En 1807 il fut nommé directeur-général des contributions levées en Allemagne. M. de Villemanny entra au Sénat-Conservateur. Il adhéra à la déchéance de Buonaparte. Le Roi le nomma pair de France et président de la commission chargée de la surveillance de la caisse d'amortissement.

M. le comte de Villemanny défendit le titre 6 du projet de loi relatif à la formation de l'armée. Il observa que « les militaires appelés par la loi au service de la patrie, venant avec regret suspendre pour eux l'exercice de tous les droits que la loi accorde aux autres citoyens, et qui seroient incompatibles avec l'existence d'une armée. Pour compenser un si pénible

sacrifice, il faut aussi que la loi leur accorde des récompenses, comme elle leur impose des devoirs extraordinaires. Tel est le but du titre 6 ; et si l'on veut le comparer aux règles qui gouvernoient autrefois l'avancement de l'armée, on sera forcé de convenir que les droits d'ancienneté sont plus restreints, que la latitude laissée au choix du prince est plus étendue dans le projet que dans nos anciennes ordonnances. On voudroit cependant encore, et la commission a proposé de restreindre l'avancement par ancienneté au grade de capitaine; mais a-t-on réfléchi que l'instruction des officiers est aujourd'hui plus grande; que tous, ou la plupart du moins, sont capables de parvenir à tous les grades, et qu'il y auroit de l'injustice à borner leur carrière à un emploi où les talents trouvent le moins d'occasion de se faire connoître? On a paru craindre aussi que le temps nécessaire, dans le système du projet, pour parvenir aux grades élevés, ne fût trop long : mais il suffira, pour se convaincre du contraire, de comparer le projet avec le système ancien, et l'on verra qu'à de légères différences près, le temps de service exige pour chaque grade sera le même, ou se rapprochera beaucoup de celui que fixoient les anciens réglemens. Mais la plus forte objection que l'on oppose au titre 6 ne se rapporte pas aux différentes règles qu'il établit : elle se tire du principe même sur lequel il repose : et l'on soutient qu'une loi n'est pas nécessaire pour régler l'avancement, et qu'elle seroit contraire à la prérogative royale. Pour s'assurer qu'une loi est nécessaire, il ne faut que se rappeler l'extrême mobilité des ordonnances, le nombre infini des réglemens auxquels, dans la révolution, avoit donné lieu l'avancement de l'armée. Dans le préambule de chaque ordonnance nouvelle se trouveront toujours rappelés les abus que la précédente n'a voit pu empêcher, et cependant ces abus ne manqueroient pas de se reproduire encore. On peut donc

dire que l'expérience a démontré l'insuffisance de ce mode pour régler d'une manière durable l'avancement de l'armée, et qu'une loi seule peut avoir son effet. Mais cette loi seroit-elle contraire à la prérogative royale? le noble pair ne le pense pas : une latitude plus grande laissée au choix du Roi, en temps de paix, et en temps de guerre, le droit de s'affranchir d'une règle qui pourroit devenir injuste, lui semble, au contraire, autant d'améliorations favorables à cette prérogative. Le Roi, d'ailleurs, s'est expliqué lui-même; et la Chambre voudroit-elle repousser un bienfait qui assure à l'armée une si honorable perspective? »

VIMAR (comte), étoit homme de loi avant la révolution. Le département de la Seine-Inférieure le nomma à l'Assemblée législative, où il siégea parmi les modérés constitutionnels. Il fut élu membre du Conseil des Anciens; y il fit un rapport où il parut attaquer la vente des biens nationaux. Il secouda la révolution du 18 brumaire; Bonaparte le nomma sénateur et lui conféra la sénatorerie de Nanci. Le comte Vimar adhéra à la déchéance de Napoléon. Le Roi le créa pair en 1814.

VIOMÉNIL (Duhous, comte de), se distingua dans la guerre de l'Amérique, sous les ordres du maréchal de Rochambeau. Revenu en France, il émigra au commencement de la révolution, et fut employé à l'armée de Condé, où il se signala par de grandes actions. En 1795, il leva un régiment au service d'Angleterre; mais ce corps ayant été réformé, il retourna à l'armée de Condé, où il combattit vaillamment. M. de Vioménil, après le licenciement de ce corps, ne voulut point quitter le prince de Condé, qui l'honoroit de son estime et de son amitié. Il le suivit en Angleterre, et passa ensuite en Portugal, où il desiroit ardemment de combattre; mais les occasions man-

quèrent à son courage. En 1814, M. de Vioménil entra en France avec le Roi. Sa Majesté le créa pair de France, et le nomma membre de la commission chargée de vérifier le service des anciens officiers. Il fit, à la Chambre des pairs, le rapport des lettres de naturalisation de MM. Ferino, Verhuel et autres. M. de Vioménil donna des preuves de sa courageuse fidélité lors de l'invasion de Buonaparte, chargé du commandement des volontaires, il apporta la plus grande activité à cette opération. Il accompagna le Roi à Gand, et lors de son second retour il fut un des premiers à pénétrer dans Paris, décoré de son grand cordon et de la cocarde blanche; il brava le danger, et ne consulta que son zèle et son courage. Nommé commandant de la onzième division, à Bordeaux, il contribua à préserver le Béarn de l'invasion des Espagnols. Il passa au gouvernement de la treizième division, à Rennes, et il fit une proclamation remplie des sentimens d'honneur et de fidélité qui l'ont toujours dirigé. Le comte de Vioménil reçut des mains du Roi le bâton de maréchal de France, et prêta serment en ces termes : « C'est bien dans toute l'affection de mon âme que je jure; et Sa Majesté ne doute pas de la sincérité de mon serment. » Quelque temps après il fut rappelé de son gouvernement.

VOLNEY (Constantin - François Chassebeuf, comte de), né à Craon en Bretagne, eut un goût décidé pour les voyages. Il voulut étudier cette partie de la Syrie peu connue auparavant. Il demeura près d'une année caché dans un couvent des Maronites, au centre des montagnes du Liban; revenu en France, il fut nommé député du tiers-Etat de la sénéchaussée d'Anjou, aux Etats-Généraux, où il pressa le jugement de M. de Bezenval. M. de Volney adopta les principes d'un vrai républicain; cette opinion le conduisit à de grandes erreurs: il proclama la

souveraineté du peuple. Il attaqua souvent les droits et l'autorité royale, lorsqu'on discutoit à qui appartenait le droit de faire la paix et la guerre. M. Volney demanda avec force la spoliation des biens du clergé; il fut un des premiers provocateurs des réformes politiques, sans prévoir les tristes résultats de son funeste système. Lorsqu'il vit que les divisions qui régnoient dans l'assemblée bouleverseroient l'ordre social et produiroient des malheurs et des désastres, il fit la motion de convoquer les assemblées primaires électorales, pour qu'elles eussent à nommer de nouveaux députés. Il motiva sa proposition sur ce que les membres de la nouvelle assemblée ne devoient point avoir les passions haineuses de leurs prédécesseurs; il leur seroit plus facile de calmer les tempêtes qui agitoient la France, et de ramener ses habitans à des sentimens d'union et de paix. Cette motion fut vivement accueillie, surtout par le côté droit. Le côté gauche parut un instant disposé à l'adopter; mais ses principaux membres s'étant concertés, ils rappelèrent le serment que le tiers-Etat avoit fait au jeu de paume. La motion fut rejetée. On prétend que les écrits de M. de Volney contribuèrent à exalter l'imagination des Bretons, dont le pays fut le berceau des premiers troubles révolutionnaires; et on lui attribue surtout la publication d'un pamphlet politique intitulé : *la Sentinelle*, qui devint le tocsin de l'anarchie et le signal de la rebellion. Après la session, M. de Volney accompagna M. Pozzo - di - Borgo en Corse, dans l'intention d'y exécuter quelque grand projet d'amélioration agricole. Il y connut Buonaparte, et s'unifia avec lui par les liens d'une union intime. M. de Volney sembla oublier la dignité de cette philosophie dont il ne cessait de préconiser les bienfaits. Il fit tenir à Buonaparte le langage suivant : « C'est vers l'Europe qu'il faut ramener le théâtre de la guerre; et puisque le

Turc imprudent en a levé l'étendard, c'est dans Constantinople que je veux l'arracher de ses mains ; je mettrai l'Egypte en état de conservation et de défense ; je préparerai mon expédition en m'affidant les Arabes, les Druses, les Maronites ; maître de la Syrie, je formerai mes magasins de passage, et je protégerai par les montagnes ma marche rapide sur la lisière du désert. Arrivé aux montagnes de la Cilicie, ma situation n'en deviendra que plus forte ; ma gauche s'appuiera sur la mer, ma droite sur l'Euphrate ; je communiquerai avec le Diabekir et l'Arménie, pays de blés ; j'appellerai les Bédouins, les Turcomans, les Kurdes, les Arméniens, les Persans à la ruine de leur commun ennemi, et formant un tourbillon de cavalerie, je franchirai rapidement les deux cents lieues qui me sépareront du Bosphore ; je le traverserai avec des bateaux, s'il le faut, et j'entrerai à Constantinople. Là, s'ouvrira une nouvelle carrière : je rentre sur la scène de l'Europe, et j'y forme un contrepoids à tous les pouvoirs ; je puis établir ou raffermir la république de toute la Grèce. Par l'Albanie et Corfou je touche à l'Italie et à la France ; je puis relever de ses débris la Pologne, et y former un Etat qui puisse rétablir l'ancienne balance. Dans le Nord, la Russie est tenue en échec, et craint une scission en elle-même ; l'Autriche replacée entre deux ennemis, a les plus vives alarmes et craint l'affranchissement de la Hongrie ; la Prusse reprend son état naturel d'alliance avec la France, et le nou-

vel empire de Bizance, le Danemarck et la Suède, soulagés du poids de la Russie, développent leurs moyens et leur influence. Moscou, jaloux de Pétersbourg, réclame son indépendance. L'Angleterre, repoussée de l'Archipel, quitte la Méditerranée. Enfin, las de tant de guerres, de combats, d'incendies, de massacres, de crimes et de folies, les puissances se trouvent par accablement capables de recevoir la paix. » Puisse, dit M. de Volney, le voir ce jour, le seul glorieux, et tracer au-dessus du grand obélisque de Constantinople cette inscription de gratitude : *À l'armée victorieuse de l'Italie, de l'Afrique et de l'Asie ; à Buonaparte, membre de l'Institut, pacificateur de l'Europe !* Tels étoient les projets gigantesques et extravagans de Buonaparte, dont M. de Volney flattoit l'ambition et l'orgueil. Il quitta la Corse et vint à Paris, il fut incarcéré pendant la terreur, et ne sortit de prison qu'après le 9 thermidor. Il partit pour les Etats-Unis en 1795 ; il fut très-bien accueilli par Washington. Il se proposoit de faire son séjour dans cette contrée ; mais craignant une rupture entre l'Angleterre et l'Amérique, il revint en France. Il contribua à la révolution du 18 brumaire : il entra au Sénat. Il adhéra à la déchéance de Buonaparte, qu'il avoit préconisé avec tant d'emphase ; le Roi le créa pair de France en 1814. M. de Volney a publié plusieurs ouvrages remarquables par la pureté et l'élégance du style, mais qui contiennent de graves erreurs historiques et politiques.

W.

WELCHE, ancien secrétaire général de préfecture, fut élu député, en 1816, par le collège électoral du département des Vosges ; il siége au côté gauche, seconde section.

WENDEL, ex-inspecteur général des gardes nationales, fut élu député, en 1816, par le collège électoral de la Moselle ; il siége au côté droit, seconde section.

SUPPLÉMENT.

A.

ADMIRAUD, député sortant, a été réélu par le collège électoral du département de la Charente - Inférieure. (*Voyez son article.*)

ALPHONSE (François-Jean-Baptiste, baron d'), né en 1756 dans le Bourbonnois. Il fut un propagateur ardent des principes révolutionnaires; député au Conseil-des-Anciens, il applaudit au discours du président prononcé à l'occasion de la mort de Louis XVI, et après la révolution du 18 brumaire il passa au Corps-Législatif. En 1800 il fut nommé à la préfecture de l'Indre, et en 1805 à celle du Gard. Il adhéra à la déchéance de Buonaparte; cependant, engagé à son bienfaiteur par les liens de la reconnaissance, il s'attacha à le défendre dans les cent jours. En qualité de conseiller-d'Etat, il signa, le 25 mars 1815, ce fameux acte de rébellion qui proscrivait les Bourbons, et donnoit de nouveau l'Empire français à Napoléon. M. d'Alphonse a été élu député par le collège électoral du département de l'Allier. On croit que ce député libéral deviendra ministériel.

ANGOSSE (d'), député sortant, a été réélu par le collège électoral du département des Basses - Pyrénées. (*Voyez son article.*)

B.

BASTARECHE, député des cent

jours, a été élu député au Corps-Législatif par le collège électoral des Basses-Pyrénées. Il appartient au côté gauche.

BEAUMONT (le duc de), a été nommé pair de France en 1814.

BEAUSÉJOUR, a été élu député au Corps-Législatif par le collège électoral du département de la Charente-Inférieure. Ce député libéral siégera sans doute au côté gauche.

BECQUEY, député sortant, a été réélu membre du Corps-Législatif par le collège électoral du département de la Haute-Marne. (*Voyez son article.*)

BEUGNOT, député sortant, a été réélu par le collège électoral du département de la Seine-Inférieure. (*Voyez son article.*)

BISSON, député des cent jours, a été élu au Corps-Législatif par le collège électoral du département d'Eure - et - Loire. Il siégera certainement au côté gauche, première section.

BRACKENHOFFER, propriétaire, ancien maire de Strasbourg. Au retour de Buonaparte en 1815, il se prononça avec enthousiasme en faveur du grand homme que *l'Europe nous envie*, selon les expressions du pacte des fédérés qu'il signa, et dont on croit qu'il est l'auteur. Il fut élu membre des représentants, et s'en retourna confus et

humilié de la chute de son héros. Il revint à la Chambre des députés et vota avec la minorité. M. Brakenhoff est opiniâtre dans ses opinions ; et en reconnoissant son erreur , il y persiste avec cette fermeté ordinaire aux Allemands. Il a été élu député par le collège électoral du département du Bas-Rhin , et doit siéger au côté gauche.

BURELLE , propriétaire , né en 1769 , embrassa avec ardeur les principes révolutionnaires. Dans les différens emplois qu'il a occupés , il n'a montré ni talent ni esprit. On connoît sa haine contre la dynastie des Bourbons. On se hâta pendant les cent jours de le nommer à la Chambre des représentans de 1815 ; il y fut un député muet , et ce fut par prudence qu'il garda le silence : la nature ne lui a pas donné le don de la parole. On assure qu'il votera contre les lois qui tendront à l'affermissement des lois monarchiques. M. Burelle a été nommé député par le collège électoral du département de l'Allier , et se rangera du côté gauche.

C.

CABANON , négociant à Rouen , a été élu député par le collège électoral du département de la Seine-Inférieure. Ce député libéral siégera au côté gauche.

CALVET DE MADAILLAN , député sortant , a été réélu au Corps-Législatif par le collège électoral du département de l'Arriège. (Voyez son article.)

CARDONNEL , député sortant , a été réélu député par le collège électoral du département du Tarn. (Voyez son article.)

CASTELBAJAC (Marie-Barthélemy , chevalier , vicomte de) , né en 1776 , fut créé chevalier de Malte

de minorité , en 1789. Il émigra , et servit dans l'armée des princes. Elevé par sa grand'mère la comtesse de Persin , il en reçut des leçons de sagesse et de vertu ; cette dame respectable fit germer dans le cœur de son petit fils les principes de la morale et de la religion qui ont toujours dirigé sa conduite. Il s'unit par les liens du mariage avec mademoiselle de Saint-Gery , qui partageoit ses opinions et ses principes. M. de Castelbajac s'est toujours occupé des devoirs du chrétien , du bon citoyen , et il les remplit avec une attention scrupuleuse. Bon fils , bon époux et bon père , il est , à la fleur de son âge , un modèle parfait des vertus domestiques. Il fut nommé , en 1815 , par le département du Gers , membre de la Chambre des députés. Il fit , au nom de la commission chargée de l'examen de la proposition tendante à autoriser les donations en faveur du clergé , un rapport très-éloquent où l'on remarqua le passage suivant : « Je n'ai point compris le danger qu'il y avoit à voir le clergé redevenir propriétaire. Eh quoi ! ce qui a existé pendant des siècles avec avantage , présente tout-à-coup de si graves inconvéniens ! après tant de services qu'il a rendus , qu'a-t-il fait pour inspirer tant de crainte ? rappelons-nous une partie de ses travaux pour prouver combien il est redoutable ; les défrichemens d'une grande partie de la France ; le dépôt des lettres conservé et augmenté par lui ; les sciences cultivées avec avantage pour la nation par d'utiles et savantes congrégations ; la construction d'édifices publics ; des pays incultes devenus fertiles ; l'éducation produisant entre ses mains les Pascal , les Bossuet , les Fénelon , et tant d'hommes illustres ; voilà ce qu'il fit dans des temps où de grandes richesses lui donnoient de grands moyens. Que fit-il dans des temps d'infortunes ? je le dirai aussi : qui plus que lui fut le soutien du trône ? qui plus que lui fut fidèle à

son Dieu et à son Roi ? quelle est l'épreuve qui lui a manqué, le courage qu'il n'a pas eu ? dans les prisons, dans l'exil, sur l'échafaud, il prioit pour ses gardiens, pour son pays, pour ses bourreaux. Intérez les pontons de Rochefort, les déserts de la Guyane, et les voutes encore sanglantes des cavernes, l'arbre du désert, le parvis du temple : tout vous attestera une fidélité et une énergie qui ne se démentirent jamais, ni au milieu des privations de tous genres, ni au milieu des supplices : pontife, simple prêtre, aucun n'abandonna l'autel que quand il fallut l'arroser de son sang. Certes, si l'influence de tels hommes est d'une grande considération, je l'avouerai, je la désire plutôt que je ne la redoute. Essentiellement liée au trône, la religion en est le plus ferme appui ; et en travaillant pour l'autel, nous travaillons pour le trône. » On sait que la résolution qui fut adoptée par la Chambre des députés d'après le rapport de M. de Castellajac, fut rejetée par les pairs sur la proposition de M. de Montesquiou. Il fut aussi rapporteur de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au mariage du duc de Berry, et après avoir démontré qu'il étoit de la dignité de la nation d'ajouter annuellement à l'établissement de Son Altesse royale un million à titre d'apanage ordinaire, il dit : « C'est pour nous une fête de famille, c'est le fils du Béarnais qui s'unit à la petite-lille de Louis XIV et de Marie-Thérèse. » A son retour à Auch, il fut accueilli par toute la population du département avec le plus vif enthousiasme. Le maire et le corps municipal de Cologne vinrent au-devant de lui pour le complimenter : les maisons de cette ville étoient ornées de festons et de drapeaux blancs. Il fut escorté par la garde à cheval jusqu'aux limites de la commune de Manvesin, où une nouvelle escorte l'attendoit pour l'accompagner jusqu'à la commune de Lauret,

où est sa terre. Il fut réélu à la Chambre des députés en octobre 1816. M. de Castellajac jouit dans le département de la Haute-Garonne, de cette estime que l'homme sage et religieux doit à ses vertus civiles et religieuses. La majorité de cette population l'a désigné pour aller à la nouvelle Chambre des députés de 1819. Il falloit un député qui réunit la probité de l'âme aux dons brillants de l'esprit ; il falloit un citoyen doné d'un grand caractère et d'une grande fermeté, pour s'opposer aux projets de ces députés républicains, qui veulent renverser l'autel et le trône. M. de Castellajac instruit de ces dispositions, s'empessa d'adresser aux rédacteurs des journaux royalistes la lettre suivante : « On m'écrit de Toulouse que plusieurs électeurs ont la bonté de me désigner pour les élections prochaines : ma fidélité à la monarchie légitime a pu seule me donner quelques droits à la confiance publique, dans un département qui renferme tant de candidats plus remarquables que moi par leurs lumières et leurs talens. Cette confiance, que je voudrais pouvoir justifier, me seroit d'autant plus précieuse, que mes propriétés et ma famille m'ont mis depuis long-temps en rapport avec Toulouse. Mais l'intérêt de la cause royale doit l'emporter dans le cœur d'un royaliste sur tout autre sentiment : ce qu'il faut à cette cause, c'est qu'un royaliste soit nommé ; pour qu'un royaliste le soit, malgré l'opposition des révolutionnaires et les intrigues ministérielles, il faut que les candidats royalistes portent tous leurs voix sur celui d'entre eux qui rennôit un plus grand nombre de suffrages. Dans le cas où l'intérêt que l'on veut bien me témoigner n'auroit point ce résultat, quelque flatté que je puisse être de voir mon nom sur la liste des candidats Toulousains, je prie Messieurs les électeurs qui pourroient avoir le projet de me donner leurs voix, de songer que l'intérêt de la cause royale

est le premier de tous les intérêts. Mais si je devois avoir l'honneur de réunir la majorité des suffrages, nul doute que je n'acceptasse ma nomination avec autant de reconnaissance que de dévouement. Je me fais un devoir de le déclarer : j'ai vu la conduite courageuse de Toulouse à deux époques différentes, et je serois fier de représenter un département qui, un des premiers en France, arbora le drapeau de nos rois. » Le collège électoral de la Haute-Garonne, toujours fidèle à la cause royale, élut député M. de Castelbajac, au milieu d'un enthousiasme général. Il est l'espoir et le soutien des royalistes ; il est l'effroi et la terreur de nos réformateurs. Il remplira les devoirs qui lui sont imposés : il défendra la Monarchie, la Charte, la Légimité. Il s'opposera à ces institutions démocratiques, que les perturbateurs de l'ordre social se proposent de demander. Proscrits dans l'opinion publique, ils auront beau s'épuiser et se tourmenter, ils ne parviendront jamais à exécuter leurs sinistres projets : ils sont connus, et alors leur empire est détruit. Ils frémiront de rage ; mais dans leur impuissance, ils ne reculeront que le dédain et le mépris. Il faut que les royalistes se réunissent pour détruire cette secte audacieuse, qui emploie le mensonge, l'intrigue, la corruption, pour bouleverser l'Etat. Les royalistes, appuyés sur les principes invariables de la justice, de la vérité, de l'honneur, de la religion, dirigés par un amour pur pour le Roi et pour sa dynastie, possèdent les seuls moyens de stabilité qui puissent affermir la monarchie constitutionnelle, la paix intérieure de l'Etat, et préserver la France des malheurs qui la menacent.

CHALAIS (prince duc de), a été créé pair de France le 4 juin 1814.

CHAUMONT, fut élu député par le collège électoral du département

de la Haute-Marne. M. Becquy, son collègue, dont on connoît l'éloquence et l'influence qu'elle lui donne sur les esprits, pourroit bien l'attacher au parti ministériel. Il siégera au centre.

CLEMENT, a été élu au Corps-Législatif par le collège électoral du département du Doubs. Il a été membre de la Chambre des représentants de 1815. M. Courvoisier, son collègue, dévoué au ministère, se chargera de la conversion de ce député libéral.

COURVOISIER, député sortant, a été réélu au Corps-Législatif par le collège électoral du département du Doubs. (Voyez son article.)

D.

DARTIGAUX, député des cent jours, a été élu au Corps-Législatif par le département des Basses-Pyrénées. Il siégera au côté gauche.

DAUGIER, contre-amiral, député sortant, a été réélu par le collège électoral du département de Vaucluse. Il siégera au côté gauche, seconde section.

DELAUNAY (Prosper), député sortant, a été réélu par le collège électoral de la Mayenne. (Voyez son article.) Nous ajouterons que M. Prosper Delaunay est un caméléon politique qui n'a point de caractère et qui est incertain et vacillant dans ses principes. Il est tantôt libéral, tantôt ministériel ; libéral en théorie et par spéculation, ministériel dans la pratique ; libéral avec les libéraux, ministériel avec les ministres. Nos réformateurs comptent sur lui, et on croit qu'il ne trompera pas leurs espérances.

DELAROCHE, négociant au Havre, a été élu député par le collège électoral du département de la Seine-Inférieure. Grand partisan des

idées libérales, il siègera au côté gauche.

DEMARCAY a été élu député par le collège électoral du département de la Vienne. Il siègera au côté gauche.

F.

FAURE, député des cent jours, élu membre du Corps - Législatif par le collège électoral du département de la Charente-Inférieure. Il siègera au côté gauche.

FLORENT-SAGLIO, a été élu député par le collège électoral du département du Bas-Rhin : il siègera au côté gauche.

FOURNIER DE CLAUSELLE, député sortant, a été réélu par le collège électoral du département de l'Arriège. (Voyez son article.)

FOY (Maximilien - Stanislas, comte), né à Villeneuve, près Sens. Il parcourut la carrière militaire, et s'éleva aux différents grades par son courage. Il livra plusieurs combats où il se distingua par sa valeur ; il battit les Espagnols et les Anglais, et s'empara de plusieurs forts. Le général Foy adhéra à la déchéance de Buonaparte. Le Roi le nomma inspecteur-général d'infanterie de la 14^e division, le créa chevalier de Saint-Louis, grand-officier de la Légion-d'Honneur, et lui conféra le titre de comte. Tant de bienfaits engageront sans doute le général Foy à défendre la cause royale et les droits du trône, et à s'opposer aux projets des réformateurs. Il n'abandonnera point, pour plaire à une secte audacieuse, les principes d'honneur et de justice qui ont toujours dirigé sa conduite.

FRADIN a été élu député par le collège électoral du département de la Vienne. Il siègera au côté gauche.

FRANCAIS DE NANTES (Antoine, comte), né à Valence en Dauphiné, en 1756, étoit, avant la révolution, avocat, et chef de la direction des douanes à Nantes. Il fut nommé à l'Assemblée législative. Il prononça une diatribe contre les prêtres : « Depuis l'origine des cultes, dit-il, le culte respectable des chrétiens est un de ceux qui ont le plus à se plaindre de leurs ministres ; lorsque, voisins encore de son berceau, ils furent pénétrés de cet esprit primitif, ils adoucirent, éclairèrent les hommes ; mais bientôt on les vit, tenant le glaive, allumant des bûchers, usurpant les biens, asservissant la pensée, abrutissant les peuples, flétant ou assassinant les rois, former cette théocratie monstrueuse qui avoit placé sous la sauve-garde de l'évangile le premier anneau de la servitude du peuple. » Ce nouveau coryphée de la philosophie moderne osa outrager le chef visible de l'Eglise. « Ce prince, burlesquement menaçant, ajoute-t-il dans sa rage frénétique, cherche à prendre l'attitude du Jupiter-Tonnant de Phidias ; mais ses traits impuissans viennent s'émousser contre le bouclier de la liberté placé sur le sommet des Alpes : les prêtres promènent sur toute la France l'image couronnée du Saint-Père, comme les décorateurs font paroître des fantômes sur les théâtres. Eh ! que nous veut l'évêque de Rome ? Pourquoi se mêle-t-il de nos affaires ? lui demandons-nous de voir le testament de Constantin ? et comment se fait-il que l'humble serviteur de Dieu ait pris la place des Césars et commande aujourd'hui au Capitole ? Lui demandons-nous pourquoi il tient dans la servitude la postérité de Caton et de Scévola, et pourquoi on ne voit plus que des croix là où parut durant tant de siècles la gloire des aigles romaines ? Ah ! bientôt les esclaves d'un prêtre se rappelleront qu'ils furent autrefois citoyens de Rome, que le sang des Gracques et des Scipions coule dans leurs

veines, que le sol qu'ils habitent fut le théâtre des plus grands exploits et honoré de la présence de héros ; et s'arrêtant devant les monumens qui lui retracent tant de vertus généreuses, ils diront : c'est ici que vécut Brutus, et l'Italie sera libre. » M. Français de Nantes, toujours dirigé par sa haine contre les prêtres, les accusa d'arrêter la marche de la constitution, l'Eglise d'être une base de despotisme ; il proposa des mesures sévères contre les dissidens ; il manifesta publiquement ses principes républicains : occupant le fauteuil, il présenta à l'Assemblée William Priestley, fils du docteur Priestley, fameux démocrate anglais, et leur fit accorder des lettres de naturalisation. M. Français de Nantes vécut dans la retraite pendant le règne de la terreur et de la tyrannie, et ne parut sur la scène politique qu'en 1798. Le collège électoral de l'Isère le nomma député au Conseil des Cinq-Cents : il dénonça les royalistes et fit décréter la mise hors de la loi de quiconque oseroit attenter à la sûreté et à la liberté du Corps-Législatif. Il contribua à la chute du Directoire. Après la révolution du 18 brumaire, M. Français de Nantes fut nommé préfet de la Charente-Inférieure et membre du Conseil d'Etat, chargé de la direction générale des contributions indirectes, place qu'il occupa depuis sa création en 1800, jusqu'en 1814 : il signa cette fameuse délibération du Conseil-d'Etat, du 25 mars 1815, monument d'audace et de rébellion, qui proservoit la dynastie des Bourbons, consacroit la souveraineté du peuple, et sanctionnoit l'usurpation de Buonaparte. M. Français de Nantes a été élu député par le collège du département de l'Isère : il siégera à la gauche. Mais s'il vient renouveler dans le sanctuaire des lois ses impiétés et ses blasphèmes contre la religion et ses ministres ; s'il vient proclamer ses principes démocratiques, il trouvera des dé-

putés qui défendront l'autel et le trône.

G.

GIRARDIN (Stanislas-Cécile-Xavier, comte de), né en 1768, et fils du marquis de Girardin, propriétaire de la terre d'Erménonville, et l'ami de Jean-Jacques Rousseau. Nommé à l'Assemblée législative, il vota, en 1791, pour la suppression des titres de *Sire* et de *Majesté*. Admirateur ardent des ouvrages et des principes du citoyen de Genève, il les abandonna pour soutenir la doctrine des constitutionnels. Il fut l'un des fondateurs du Club des Feuillans. Il proposa d'encourager le mariage des prêtres, et de conserver le traitement à ceux qui donneroient cette preuve d'apostasie. Il appuya le décret qui ordonnoit à *Monsieur* de rentrer en France dans le délai d'un mois, sous peine d'être déchu de ses droits à la régence. Il dénonça les ministres, prit la défense de Marat, et signala le journal l'*Ami du Roi*, comme plus incendiaire que l'*Ami du Peuple* ; mais s'apercevant bientôt que la doctrine de la révolution tendoit au renversement du trône, M. Girardin s'attacha à défendre la monarchie constitutionnelle. Il déplora les événemens du 10 août, et disparut de la scène politique après le renversement du trône. Il fut appelé au Tribunat, et prit énergiquement la défense de la mémoire de Jean-Jacques Rousseau, attaquée par M. Carion-Nisas, et combattit les opinions et les principes de M. Benjamin-Constant. Buonaparte le nomma préfet de la Seine-Inférieure : cependant il adhéra à sa déchéance et au retour des Bourbons. Il fut nommé membre de la Chambre des représentans. Napoléon lui conféra la préfecture de Versailles. Le Roi le renvoya à la préfecture de Rouen, où il fut remplacé par M. de Kergariou. M. de Girardin vivoit heureux et content dans la retraite ; mais il en sortit

pour remplir les fonctions de préfet du département de la Côte-d'Or. Il a été élu député par le collège électoral de ce département. Depuis quelque temps M. de Girardin s'est attaché au parti des libéraux ; mais il sera facile aux ministres de l'en séparer, et d'en faire un instrument utile à seconder leurs vues et leurs projets.

GRÉGOIRE (Henri, comte) né à Veho, près de Lunéville, en 1750, embrassa l'état ecclésiastique ; il obtint la cure d'Emberménil, et fut nommé député du clergé du bailliage de Nancy aux États-Généraux. Il abandonna son ordre pour se réunir au tiers-état. Il s'opposa à l'approche des troupes que le Roi appeloit à Paris. Il dénonça les ministres et M. de Bouillé, et le fameux repas des Gardes-du-Corps. Il fut le premier ecclésiastique qui prêta le serment constitutionnel : pour prix de son zèle il fut nommé évêque de Blois. M. l'abbé Grégoire fut nommé président de l'Assemblée affiliée à la Société des Noirs : il demanda l'émancipation de cette classe d'hommes ; il paroit démontré que cette société a occasionné l'insurrection des esclaves de Saint-Domingue, et causé la perte de cette belle colonie. M. l'abbé Grégoire défendit les rebelles, et justifia Ogé leur chef, qui expia ses crimes sur l'échafaud. Il fut élu député à la Convention nationale.

M. l'abbé Grégoire demanda en 1791, à l'époque du voyage du Roi à Varennes, que Louis XVI fût jugé par une Convention nationale. Voici comment il s'exprimoit : « J'entends dire autour de moi qu'il ne convient pas à un prêtre de traiter une pareille question : cela ne doit pas m'arrêter. On a dit que le Roi ne pouvoit être mis en jugement, et que, quand même cela seroit possible, il faudroit une loi préexistante au crime qu'il a commis. (Ce crime étoit d'avoir tenté de recouvrer sa liberté en partant pour

Varennes). Avez-vous donc oublié que le salut public est la suprême loi ? Et le salut public réclame que les attentats contre la liberté publique soient vengés. On ne cesse de répéter que le trône est avili si le Roi n'est pas inviolable : c'est comme si l'on disoit qu'un homme est avili parce que la loi le punit quand il est coupable. Le Roi peut-il invoquer le bénéfice d'une loi qu'il a voulu anéantir, d'une constitution dont il s'est formellement déclaré l'ennemi ? Je conclus donc à ce que l'activité soit rendue aux corps électoraux pour choisir des députés, et qu'il soit nommé une Convention nationale pour juger Louis XVI. » Ainsi M. l'abbé Grégoire est le premier qui ait prononcé le nom de Convention et qui ait provoqué le jugement de Louis XVI.

Le 20 septembre 1792, M. l'abbé Grégoire, membre de la Convention dont il avoit provoqué l'établissement, vint annoncer à l'Assemblée législative que la Convention étoit constituée. Le lendemain, les députés démocratiques hésitoient encore si l'on supprimeroit la royauté. Quiette disoit : « Ce n'est pas nous qui sommes juges de la royauté, c'est le peuple. Nous n'avons pas la mission de faire un gouvernement positif, et le peuple optera entre l'ancien où se trouvoit une royauté, et celui que nous lui présenterons. » M. l'abbé Grégoire trouva ce raisonnement foible et pusillanime ; il se leva, et dit : « Certes, personne de nous ne proposera jamais de conserver en France la race funeste des rois ; nous savons trop bien que toutes les dynasties n'ont jamais été que des races dévorantes qui ne vivoient que de chair humaine. Mais il faut pleinement rassurer les amis de la liberté ; il faut détruire ce talisman dont la force magique seroit propre à stupéfier encore bien des hommes. Je demande donc que par une loi solennelle vous consacriez l'abolition de la royauté. » Bazire, fougueux démagogue, observa qu'il seroit es-

frayant pour le peuple, de voir une assemblée, chargée de ses plus chers intérêts, délibérer dans un moment d'enthousiasme; il demanda que la question fût discutée. « Qu'est-il besoin de discuter, répondit l'abbé Grégoire; quand tout le monde est d'accord? Les rois sont dans l'ordre moral, ce que les monstres sont dans l'ordre physique. Les cours sont l'atelier des crimes et les tannières des tyrans. L'histoire des rois est le martyrologe des nations. Dès que nous sommes pénétrés de ces vérités, qu'est-il besoin de discuter? Je demande que ma proposition soit mise aux voix. » Cette proposition fut adoptée au bruit des plus vifs applaudissemens. Ainsi, c'est sur la motion de l'abbé Grégoire que la royauté a été abolie. Le 10 novembre on agita de nouveau la question de l'inviolabilité du Roi; M. l'abbé Grégoire s'exprima ainsi: « La postérité s'étonnera peut-être qu'on ait pu mettre en question si une nation peut juger son premier commis. Mais il y a seize mois qu'à cette tribune j'ai prouvé que Louis XVI pouvoit être jugé: j'avois l'honneur de figurer dans la classe peu nombreuse des patriotes qui luttoient avec avantage contre la masse des *brigands* de l'Assemblée constituante: les huées furent le prix de mon courage. Citoyens, je viens plaider la même cause: en vain on vous parle de l'inviolabilité du Roi: il faut que partout où il y a un délit il y ait une peine. Un parjure, une trahison, un meurtre, sont à la vérité des actions royales quant au fait, et d'après les habitudes féroces de cette classe d'hommes qu'on appelle Rois; mais quant au droit, ces crimes rentrent dans la classe des délits privés. Après avoir discuté les principes, je passe à l'application: *la royauté fut toujours pour moi un objet d'horreur; mais Louis XVI n'en est plus revêtu; je me dépouille de toute animadversion contre lui pour le juger d'une manière impartiale; d'ailleurs il a tant fait pour obtenir le mépris, qu'il*

n'y a plus de place à la haine. Quel homme s'est joué avec plus d'effronterie de la foi des sermens? C'est dans cette enceinte, c'est là que je disois aux législateurs: *il jurera tout, il ne tiendra rien.* Quelle prélection fut jamais mieux accomplie? Ce digne descendant de Louis XI venoit, sans y être invité, dire à l'Assemblée que les ennemis les plus dangereux de l'Etat étoient ceux qui répandoient des doutes sur sa loyauté; et rentrant aussitôt dans son tripot monarchique, dans ce château, la tanière de tous les crimes, il alloit, avec sa Jézabel et sa cour, combiner et mûrir tous les genres de perfidie. Et cet homme ne seroit pas punissable! L'histoire qui hurlera ses crimes, pourra le peindre d'un seul trait: *Aux Tuileries, des milliers d'hommes étoient égorgés, le bruit du canon annonçoit un carnage effroyable; et ici, dans cette salle, il mangeoit* (1). Puisque, selon l'expression d'un philosophe, la mode des Rois commence à passer; puisque toutes les modes viennent de France, craignez d'arrêter la contagion salutaire de celle-ci. Je conclus à ce que Louis XVI soit mis en jugement. »

M. l'abbé Grégoire, commissaire à l'armée du Mont-Blanc, écrivit la lettre suivante à la Convention: « Nous apprenons par les papiers publiés que la Convention Nationale doit prononcer demain sur Louis Capet; privés de prendre part à vos délibérations, mais instruits par une lecture réfléchie des pièces imprimées, et par la connoissance que chacun de nous avoit acquise depuis long-temps des trahisons non interrompues de ce roi parjure, nous croyons que c'est un devoir pour tous les députés d'annoncer publi-

(1) L'infortuné Louis XVI, exténué de fatigue, prit un bouillon dans la loge du Logographe; et c'est cette action qu'un infâme calomniateur ose travestir en crime! Le cœur frissonne et s'épouvante au récit de ce persécuteur de l'innocence, qui est devenu l'opprobre de la France et le scandale de l'Europe.

quement leurs opinions, et que ce seroit une lâcheté de profiter de notre éloignement pour se soustraire à cette obligation. Nous déclarons donc que notre vœu est pour la condamnation de Louis Capet, sans appel au peuple. Nous proférons ce vœu avec la plus intime conviction, à cette distance des agitations, où la vérité se montre sans ménagement, et dans le voisinage du tyran piémontais. » Nous allons rapporter des fragmens de quelques discours que M. l'abbé Grégoire prononça à la Convention nationale : il a démontré à quel degré d'erreur, de perversité et de délire, l'esprit humain peut parvenir, lorsqu'il n'est pas dirigé par les lumières de la raison, éclairé par la justice et la religion. Il proposa d'adresser au peuple français, une proclamation où l'on remarque les passages suivans : « Cette race de brigands, qu'on nomme rois et princes, rend homniage à votre langue ; ils l'ont introduite dans leurs cours : les cours passeront, les peuples resteront..... Autrefois la France étoit divisées en provinces, qui, pour la plupart, avoient des coutumes et des dialectes différens. Cette disparité étoit, entre les mains des despotes, un moyen de plus pour les tenir asservies. La révolution vous a tous réunis autour de la patrie, il n'y a plus de provinces : pourquoi donc trente dialectes qui en rappellent le nom, établissent-ils encore entre vous une démarcation funeste? Quand le peuple s'éclaire, il s'aperçoit bientôt qu'un homme vaut un homme, et qu'un roi n'est pas un homme. La déclaration des droits, ce tison salulaire que vous avez jeté sur les trônes, est aussi redoutable aux despotes que nos boulets ; et comme ils sont persuadés que leur puissance doit disparaître au flambeau de la raison, ils redoublent d'efforts pour aveugler ou endormir les nations. Puisque la stupidité est un article du Code constitutionnel de la tyrannie, cette considération doit vous

convaincre que les lumières sont essentielles au perfectionnement de l'art social et à la stabilité de la république..... Vous n'avez que des sentimens républicains : la langue de la liberté doit seule les exprimer, seule elle doit vous servir d'interprète dans les relations sociales, dans l'intimité des familles, dans toutes les circonstances de la vie. Vos enfans doivent en contracter l'habitude dès le berceau ; leurs progrès à cet égard seront la mesure de l'estime qui vous est due ; car suivant l'éducation qu'ils reçoivent, les enfans portent pour ainsi dire sur leurs fronts la flétrissure ou la gloire de ceux qui leur ont donné le jour... Sous le despotisme, le langage avoit le caractère de la bassesse ; c'étoit le jargon de ceux qu'on nommoit *gens de bon ton*, et qui étoient presque toujours l'opprobre du jour et de l'humanité. Le style grossier étoit celui de Capet et d'Hébert : le langage d'un tyran et d'un contre-révolutionnaire doit-il souiller des bouches républicaines? Tout ce qui tend à corrompre la morale est un attentat contre la majesté du peuple français. Les sociétés populaires furent dans tous les temps les sentinelles vigilantes de l'esprit public. Le bien qu'elles ont fait garantit aux représentans de la nation qu'elles vont en opérer encore et s'assurer de nouveaux titres à la reconnaissance de la patrie. »

En novembre 1792, une députation de quelques membres d'une prétendue société constitutionnelle de Londres se présenta à la barre de la Convention pour la féliciter sur ses travaux. M. Grégoire, président, leur répondit : « Les ombres de Payne, de Hampden, de Sydney planent sur vos têtes, et sans doute il approche le moment où des Français iront féliciter la Convention nationale de la Grande-Bretagne. Long-temps la discorde alluma ses flambeaux entre l'Angleterre et la France. L'ambition des Rois fomen-

tant des trames nationales, vouloit faire oublier que la nature ne produit que des frères; vos îles furent autrefois, dit-on, arrachées au continent par un mouvement convulsif du globe; mais la liberté et l'amitié se replacent sur les deux rives du détroit qui nous séparent, donnent la main à deux nations faites pour s'estimer et se chérir, votre apparition au milieu de nous prépare des matériaux à l'histoire.»

Novembre 1793. — « La lassitude des peuples est à son comble : tous s'élançant vers la liberté ; le volcan va faire explosion et opérer la résurrection publique de l'univers, parce que, suivant l'expression d'un philosophe, la mode des Rois commence à passer ; puisque toutes les modes viennent de France, craignez d'arrêter la contagion de celle-ci. Ce fut un grand jour celui où la Convention nationale de France prononça ces mots : la royauté est abolie. De cette ère beaucoup de peuples dateront leur existence politique. Depuis l'origine des sociétés, les Rois sont en révolte ouverte contre les nations ; mais les nations commencent par s'élever en masse pour écraser les Rois. La raison, qui resplendit de toutes parts, révèle d'éternelles vérités ; elle déroule la grande Charte des droits de l'homme, l'épouvantail des despotes. Semblable à la poudre, plus la liberté sera comprimée, plus son explosion sera terrible. Cette explosion va se faire dans les deux mondes, et renverser les trônes qui s'abîmeront dans la souveraineté des peuples. Il arrive ce moment où l'orgueil stupide des tyrans sera humilié, où les négriers et les Rois seront l'horreur de l'Europe purifiée, où leur dignité héréditaire n'existera plus que dans les archives du crime. Bientôt enfin on verra cicatriser les plaies des nations, reconstituer pour ainsi dire l'espèce humaine, et améliorer le sort de la grande famille. Les statues de Capet ont roulé dans la poussière, elles se changent

en canons pour les foudroyer, s'ils oseroient relever leurs têtes pour lutter contre la nation ; si quelqu'un tentoit de nous imposer de nouveaux fers, nous les briserions sur sa tête.»

13 Juillet 1795. — « Demain est l'anniversaire du 14 juillet ; cette époque renouvelle des souvenirs chers à vos cœurs, aux cœurs de tous les amis de la liberté ; des époques rapprochées de celle-ci rappelleront le 10 août qui vit écrouler le trône. Certes, le 14 juillet sera une époque à jamais mémorable où le peuple a recouvré sa dignité, en recouvrant la Charte de ses droits sous les décombres de la Bastille. Là, il acquit le sentiment de sa force et apprit à renverser le trône, s'il restoit encore quelques esclaves assez vils pour désirer un maître ; mais la nation a juré de n'en avoir jamais. La haine de la royauté est pour nous un dogme politique, l'énergie républicaine n'est pas amortie : et tandis que nos armées républicaines vont foudroyer cette horde impure que l'Angleterre a vomie sur nos côtes, la Convention nationale, à travers les calomnies qu'elle méprise, les machinations qu'elle surveille, les efforts des contre-révolutionnaires qu'elle punira, appuyée sur le courage des Français, la Convention nationale marche à son but, et son but sera le bonheur du peuple qu'elle représente.»

Août 1795. — « L'unité monétaire, l'unité des mesures contribueront à moraliser les peuples ; car, n'en doutez pas, ils adopteront ces belles découvertes, et ce bienfait sera votre ouvrage. Une déclaration des droits des gens en sera le complément ; ce sera le fanal vers lequel les opprimés, sur-tout les Polonois malheureux, tourneront leurs regards, et cet aspect relèvera leur courage.»

Octobre 1795. — « Une députation de quelques Américains se présenta à la barre de la Convention : M. l'abbé Grégoire, président, leur

répondit par le discours suivant : « Citoyens du monde, en exprimant à la république française, dans la personne de ses représentans, vos sentimens de fraternité, vous félicitez une famille qui s'accrut hier de quatre cent mille individus que la nature avoit placés dans son sein, que le despotisme en avoit arrachés, et que la liberté y a replacés; ce sont autant d'amis qui vous sont acquis. Oui, vous êtes ici au milieu de vos frères: la nature et les principes rapprochent de nous l'Angleterre, l'Écosse et l'Irlande. Que les cris de l'amitié retentissent dans les deux républiques; les vœux que vous formez pour la liberté des peuples se réaliseront; la race impie des oppresseurs a poursuivi la liberté de l'homme jusque dans l'usage de la pensée; mais le peuple relève son front humilié, et calcule ce qui est et ce qui peut être. Les principes font la guerre à la tyrannie qui tombera sous les coups de la philosophie; la royauté est, en Europe, ou détruite ou agonisante sur les décombres féodaux, et la déclaration des droits placée à côté des trônes est un feu dévorant qui va les consumer. Estimables républicains, félicitez-vous en pensant que la fête que vous avez célébrée en faveur de la révolution française est le prélude de celle des autres nations. »

Novembre 1795. — « Cent mille esclaves doivent, dit-on, descendre du Nord, pour sonner parmi nous le tocsin de la mort et du pillage: ils imprimeroient peut-être à la machine politique un mouvement irrégulier ou rétrograde, si le courage national ne veille à sa stabilité. C'est ici la guerre des Rois contre les nations, des oppresseurs contre les opprimés; les despotes savent qu'un peuple occupé au-dehors ne peut faire des révolutions en-dedans; et que si la nôtre n'est pas étouffée, elle va rapidement parcourir la terre: sans doute ils dirigeroient contre nous tous leurs efforts; mais

les tyrans ont plus à craindre la déclaration des droits de l'homme, que nous leurs boulets. Dites à l'univers qu'ayant renoncé au brigandage des conquêtes, vous ferez cause commune avec tous les peuples résolus à secouer le joug pour ne dépendre que d'eux mêmes: l'impulsion est donnée à l'Europe entière; son horoscope annonce qu'elle s'ébranle pour nous sauver. Il semble que les temps sont accomplis; que le volcan de la liberté va faire explosion, réveiller les peuples, et opérer la résurrection politique de l'Europe. »

M. l'abbé Grégoire provoqua la réunion de la Savoie à la France. « Ne craignez point, dit-il dans son discours, qu'elle devienne une pomme de discorde, elle n'ajoute rien à la haine des oppresseurs contre la révolution française, et elle ajoute aux moyens de puissance par lesquels nous rompons la ligue; d'ailleurs le sort en est jeté, nous sommes lancés dans la carrière; tous les gouvernemens sont nos ennemis, tous les peuples sont nos amis; nous serons détruits ou ils seront libres; ils le seront, et la hache de la liberté, après avoir brisé les trônes, s'abaissera sur la tête de quiconque voudroit en rassembler les débris. Dans cette chute nécessaire et prochaine de tous les rois ensevelis sous leurs trônes, le seul trône qui restera sera celui de la liberté assise sur le Mont-Blanc, d'où cette souveraine du monde, faisant l'appel des nations à renaitre, étendras mains triomphales sur tout l'univers. »

M. l'abbé Grégoire écrivit la lettre suivante à M. . . , commandant de bataillon à Blois, le 8 octobre 1792 : « Brave commandant, votre lettre prouve ce dont je n'ai jamais douté, un civisme qui ne respire qu'après l'occasion de se déployer. J'ai cru ne pouvoir mieux faire que d'envoyer votre lettre au ministre des affaires étrangères, qui a par *interim* le portefeuille de la guerre, en attendant l'arrivée de M. Pache, que

nous avons nommé pour remplacer Servan, et qui est encore à Toulon. Je tâcherai de voir le plus tôt possible M. Lebrun, afin d'accélérer une décision conforme à votre désir. Nos armes ont le plus grand succès, et franchement je serois fâché que vous et votre bataillon ne fussiez pas au feu ; *tâchez de nous envoyer en don patriotique quelque tête d'un Condé, d'un d'Artois, d'un Brunswick*. J'ai bien à cœur que votre bataillon ait des occasions de se signaler ; conduit par vous, animé de votre esprit, il se distinguera honorablement, etc. »

Lors de l'insurrection du 20 mai 1795, l'abbé Grégoire provoqua des mesures de vigueur contre les insurgés ; il dit « qu'en révolution frapper vite et frapper fort étoit un grand moyen de salut. » C'est un prélat qui invoque sans cesse la voix de l'humanité, qui ose tenir un langage si contraire à la justice et à la religion ! Il passa ensuite au conseil des Cinq-Cents. Il fit les plus grands efforts pour ressusciter l'église constitutionnelle, qui n'étoit plus la constitution civile du clergé, et qui ne jouissoit d'aucune estime et d'aucune considération. Il voulut ramener un parti expirant. Il forma un concile ecclésiastique ; il en dirigea tous les mouvemens ; il présidoit à toutes les délibérations, créa des presbytères et des synodes, et publia plusieurs écrits. Il fit ouvrir un concile, auquel il donna le nom de *national*, et fit prêter à tous les membres un nouveau serment de haine à la royauté ; lors de l'ouverture de ce concile, il prononça un discours dans l'église Notre-Dame, où il défendit les maximes de la philosophie moderne, et rappela avec attendrissement la caducité des trônes, et surtout le dogme politique de la souveraineté du peuple. Lors du Concordat il donna sa démission de son siège, et écrivit au Pape une lettre imprimée, dans laquelle il soutenoit la légitimité de son titre. Son aveuglement est si profond, qu'il re-

garde encore l'église constitutionnelle comme la véritable église gallicaue. A, dès le 18 brumaire il entra au nouveau Corps-Législatif, et en 1801 il fut nommé sénateur ; il devint ensuite comte de l'empire et commandant de la légion d'honneur. M. l'abbé Grégoire adhéra à la déchéance de Buonaparte. En 1815 il fut le premier à inscrire dans les registres de l'Institut dont il étoit membre, sa protestation contre sa nouvelle constitution. Il n'est pas étonnant que celui qui avoit conçu une haine profonde contre la royauté, détestât la domination tyrannique de l'usurpateur. A cette époque, M. l'abbé Grégoire, toujours animé de la même tendresse pour ses amis les nègres, écrivit une lettre à l'assemblée des Représentans, dans laquelle il demandoit l'abolition de la traite des nègres. Il termina sa lettre par les réflexions suivantes : « Tantis qu'aillieurs en parlant d'*idées libérales*, on partage les peuples comme s'ils étoient de vils troupeaux ; tandis que des hommes aveuglés ou corrompus préconisent l'obéissance passive au nom du christianisme qui les désavoue ; tandis que simulant une tendresse paternelle envers la France, on veut y pénétrer en marchant sur les cadavres de tant de milliers de nos braves, et sous l'escorte des baïonnettes étrangères, l'acte qui proscrira constitutionnellement un commerce infâme, mettant en harmonie la justice et la politique, retentira dans les deux mondes, il préparera les esprits et les cœurs à une réconciliation générale. J'invoque à cet égard le courage et la droiture des représentans de la nation. » M. l'abbé Grégoire n'a point été compris dans la nouvelle formation de l'Institut faite par le Roi. En 1816 il a publié différents ouvrages : il a une imagination ardente qui embrouille ses idées ; il est instruit, mais ses connoissances sont confuses. Point de noblesse dans les pensées, point d'élégance dans le style ; il n'a ni goût ni méthode. Plein d'orgueil, il parle

sans cesse de lui ; il exalte ses travaux, son zèle et ses services : il veut aller à la célébrité par des folies et des extravagances. Le collège électoral de l'Isère a élu M. l'abbé Grégoire, député.

M. L. qui enrichit la *Quotidienne* de ses réflexions, où brillent éminemment la force et la précision des raisonnemens, la pureté des principes, la sublimité des pensées, la noblesse des expressions, l'élégance du style, a examiné et discuté une question importante du droit public ; il a démontré qu'un régicide ne peut point siéger au Corps-Législatif. Nos lecteurs nous sauront gré de mettre sous leurs yeux ces réflexions dictées par l'amour de la vérité et de l'ordre social. « Un régicide, dit M. L., en supposant qu'il pût légalement être nommé député, détruiroit, par sa seule présence au milieu d'une chambre représentative, tout ce qu'il y a de respectable dans les formes adoptées du gouvernement, et ne peut pas siéger sans ruiner entièrement toutes ces formes, en les livrant au mépris des peuples. En effet, un homme à qui on peut objecter constamment, au milieu des discussions, cette seule parole, *vous êtes un régicide*, détruit, autant qu'il est en lui, l'honneur de la représentation. Qu'est-ce qu'une représentation dont un des membres est à chaque instant exposé à l'inculpation la plus épouvantable qui puisse atteindre un homme public ?

« A ce sujet, il y a un dilemme rigoureux à faire. Ou l'assemblée est disposée à admettre dans son sein un régicide, à écouter ses avis, à entendre ses opinions et à les partager, et alors l'assemblée elle-même a érigé le régicide en principe : la royauté est perdue. Ou bien l'assemblée, tout en sentant l'odieux qu'il y a à admettre à ses délibérations un homme teint du sang d'un roi, est obligée de subir cette cruelle nécessité, sans pouvoir la repousser aucunement ; et alors c'est

la représentation qui est dégradée et avilie. Je suppose que c'est cette seconde partie du dilemme qui s'applique exactement à la situation présente de la Chambre des députés ; car je veux croire que malgré la recrue énorme de libéraux qu'elle a faite cette année, le régicide n'y a pas encore la majorité.

Or, si la majorité tient à son propre honneur et à l'honneur de la représentation, ne peut-elle pas, en vertu du droit qui appartient à chaque individu d'un état libre, réclamer un moyen quelconque de maintenir cet honneur intact ? Certes, non-seulement elle le peut, mais elle le doit, et pour elle et pour ses commettans. Dans la circonstance présente, il n'y a qu'un moyen unique, c'est de repousser le membre dont la qualité de régicide seroit une tache flétrissante pour la représentation ; et s'il n'y a pas encore eu d'exemple où l'honneur de la Chambre ait été ainsi mis à couvert, le droit n'en existe pas moins dans la nature des choses.

Et ici il ne faut pas un grand effort de génie pour saisir les raisonnemens. Dans l'espèce, il s'agit de savoir si un homme, accusé de régicide, et chargé journellement des inculpations les plus graves, livré aux insultes les plus odieuses, si elles n'étoient pas vraies, peut entrer dans la Chambre des députés sans la déshonorer. Je dis qu'il ne le peut pas tant qu'il reste sous le poids des accusations, et personne ne contestera cette vérité évidente. Ainsi, M. Grégoire (car c'est de lui qu'il est question) doit être forcé par la Chambre des députés de se purger publiquement avant d'être admis. Ou il est régicide, ou il ne l'est pas. S'il l'est, il n'y a pas à discuter, la Chambre peut lui fermer ses portes pour sauver son honneur ; s'il ne l'est pas, il faut qu'il fasse démontrer légalement la calomnie des *Moniteurs* de 93, car nous les avons copiés, nous les tenons pour la vérité ; toute la France

les relit en ce moment, toute la France regarde M. Grégoire comme un homme couvert du sang de Louis XVI. Si M. Grégoire s'obstine à se taire, il est incontestable qu'au jour de la séance où ses pouvoirs devront être vérifiés, tous les membres royalistes ont droit des'opposer à ce qu'ils le soient, et je ne doute pas d'avance qu'ils ne sentent toute l'étendue de ce droit.

Que si les royalistes ne croyoient pas avoir à ce sujet l'initiative, ce qui seroit une erreur, les ministres, représentans naturels de la dignité royale, se rendroient coupables de félonie en abandonnant la défense des droits de la royauté et de la Charte : car la nomination d'un régicide est réellement une atteinte faite au trône, et c'est principalement aux ministres à la repousser. Enfin, au défaut des royalistes de la Chambre et du ministère, chaque Français a le droit de récuser un législateur régicide, comme chaque Français, s'il comparoissoit devant un tribunal, auroit le droit de récuser un juge souillé de quelque grand crime qui attesteroit la noirceur de son caractère, surtout si rien au monde ne témoignoit son repentir et la conversion de sa vie. Il m'importe peu qu'on objecte à l'égard du principe que j'établis, qu'il n'y a point de jurisprudence qui justifie mon opinion. Comment y en auroit-il ? Les monstruosités ne se reproduisent que de loin en loin. Il n'y a point de règles à établir sur ce qui est une violation de toutes les règles : il ne faut pas pour cela livrer le monde sans défense aux monstruosités qui peuvent survenir. Lorsque le législateur grec crut ne devoir pas parler des châtimens à infliger au parricide, il ne vouloit pas dire sans doute qu'on pouvoit tuer son père en toute sûreté.

On insiste, et l'on dit que M. Grégoire régicide, nommé député en vertu des droits qui lui sont donnés par la Charte, peut siéger en vertu de ces mêmes droits. De quels droits

parle-t-on ? Vent-on dire qu'il paye mille francs d'impositions, qu'il a quarante ans, etc. ? Je ne conteste pas ces droits, ce sont des droits, pour ainsi dire matériels ; ce sont des conditions qu'un malfaiteur public peut remplir comme le citoyen le plus pur. Mais parce que la Charte n'a pas dit qu'un homme couvert de quelque flétrissure ne pourroit pas siéger, est-ce à dire qu'on peut composer la Chambre de tous les grands coupables échappés à des peines graves, mais que la clémence du Prince s'est rendus à la société ? On n'est pas moins Français de nom, parce qu'on a commis de grands crimes dont on a obtenu la grâce. Mais si nous ne voyions dans une assemblée législative, que de ces sortes de Français, qui accepteroit des lois faites par eux ? Qui verroit là une représentation nationale ?

Le régicide, sous la monarchie, est le plus grand des crimes sociaux : il n'y a rien au-delà sous aucun rapport. Que la clémence ait absous les auteurs de ce crime, ils n'en sont pas moins les auteurs. Prétendre qu'il suffit du pardon pour leur rendre leurs droits politiques et leur influence sur le sort de la société, c'est contredire le sens intime que chacun porte au-dedans de soi, et qui, en dépit des lois humaines, montre à chacun que le grand criminel, l'ennemi né des lois qui lient le corps social, est de toute nécessité inhabile à maintenir ces lois, *à fortiori* à les refaire après qu'il les a lui-même détruites. De même que toute la puissance royale ne peut faire que le coupable à qui elle pardonne devienne un être innocent, et qu'un régicide qui n'a point été puni devienne un sujet recommandable, de même elle ne peut créer pour ce régicide des droits contradictoires avec son crime, et ce seroit vraiment vouloir créer un de ces droits que d'admettre à la participation du pouvoir royal le législateur qui l'a frappé à mort. Mélange monstrueux en mo-

rale, s'il étoit praticable en politique, et que le ciel ne permettrait pas, à moins qu'il ne veuille encore une fois montrer l'impuissance des hommes qui prétendent maîtriser les événemens après qu'ils les ont laissé diriger vers les catastrophes les plus redoutables.

A ces divers motifs très-puissans aux yeux de la raison, on peut joindre une considération frappante de vérité. Depuis vingt ans la nation française s'est efforcée de faire voir qu'elle n'avoit aucune part au régicide, et voilà qu'elle est représentée par un des auteurs de ce grand forfait politique. C'est donc malgré elle qu'elle le verra siéger parmi ses députés; donc, il lui resteroit le droit de protester contre sa nomination, si elle ne veut pas rester exposée au reproche d'approuver le régicide dans la personne de M. Grégoire, après l'avoir solennellement désavoué.

Concluons donc, qu'en vertu de la logique la plus rigoureuse, et des droits de morale les mieux reconnus, on peut repousser le régicide Grégoire de la Chambre représentative. Il ne faut pas s'étonner que je ne m'appuie pas sur des textes de lois existantes. J'ai dit qu'aucune loi humaine ne pouvoit prévoir ce qui arrive depuis quelque temps, parce que le monde n'a jamais donné un pareil spectacle, et que les législateurs ne font les lois qu'd'après les faits ou les probabilités. Néanmoins, si je remonte aux anciennes républiques, je trouve à Athènes une loi qui eût prévenu dans la circonstance présente le malheur qui menace la représentation nationale.

Il ne s'agit point de régicide, à la vérité; mais en appliquant le texte au crime que nous déplorons aujourd'hui, on jugera ce qu'auroient pu faire les anciens dans les conjonctures où nous nous trouvons.

Nul ne pouvoit monter à la tribune s'il n'avoit témoigné devant un conseil préposé à cet effet, l'innocence de toute sa vie; et s'il étoit

parvenu à dissimuler quelqu'un de ses crimes, chaque citoyen pouvoit l'accuser et le faire condamner. O admirable prévoyance! les temps sont bien changés! Un régicide paroitra à la tribune où il demanda le sang d'un saint Roi, et si on s'étonne de quelque chose en cette circonstance, c'est peut être de ce que j'ai osé demander qu'on épargne la honte de ce spectacle aux nations civilisées et à la postérité.»

GUITTARD, avocat du Roi à Aurillac. Lors de la première restauration, il sollicita des places que le gouvernement ne crut pas devoir lui accorder. La haine et la vengeance entrèrent dans son cœur : il se réunit à nos réformateurs modernes, et il devint un admirateur fanatique de Buonaparte; il le complimenta lors de son retour de l'île d'Elbe. Ses basses flatteries lui procurèrent la croix de la Légion-d'Honneur. Il fut député à la Chambre des représentans de 1815, où il garda un profond silence. M. Guittard a une grande influence dans la contrée qu'il habite. Le ministère l'a nommé président du collège électoral du département du Cantal. Il a été élu député.

H.

HALGAN. Le collège électoral du département du Morbihan a élu M. Halgan député. On dit qu'il est plein de probité, ami de la tranquillité; mais il est lié au ministère par des chaînes si fortes, qu'on ne peut guère douter qu'il ne suive constamment son chef.

I.

ISTRIE (duc d'), a été créé pair de France le 17 août 1815.

L.

LABBEY DE POMPIÈRES (Guillaume-Xavier), né en 1751, embrassa

la carrière militaire. Il adopta les principes révolutionnaires. Le département de l'Allier le nomma en 1815 député au Corps-législatif. Il combattit avec force le budget et le projet de loi concernant la restitution des biens non vendus, et il proposa de s'en rapporter à la sagesse du Roi. Il fut nommé en juin 1815 membre de la Chambre des représentants, où il garda un profond silence. M. Labbey a été élu député par le département de l'Aisne. Il n'oubliera pas, sans doute, le bienfait que le Roi lui a accordé en le nommant chevalier de Saint-Louis et membre de la Légion-d'Honneur.

LACROIX-FRAINVILLE, député des cent jours, a été élu membre du Corps-législatif par le collège électoral du département d'Eure-et-Loire. Ce député libéral siégera au côté gauche, première section.

LAMBRECHT (Pierre-Ignace, comte), né en Belgique en 1746, étoit docteur en droit à Louvain. Il se fit naturaliser en France, et fut nommé, après le 18 fructidor, ministre de la justice à la place de Merlin de Douai. En 1799, le duc Cambacérès lui ayant succédé, il devint président du département de la Dyle. Il fut désigné pour remplacer Rewbel au Directoire. Après le 18 brumaire il entra au Sénat et reçut le cordon de la Légion-d'Honneur. Il adhéra à la déchéance de Buonaparte. M. Lambrecht a été élu par le collège électoral du département du Bas-Rhin, et par celui du département de la Seine-Inférieure. On a dit que comme ex-sénateur il votera avec le côté gauche, par amour pour la révolution, et que comme comte il votera dans le même sens, par sa haine pour l'ancienne noblesse de cour. Il est l'auteur d'un livre intitulé *Principes politiques*, dans lequel son opinion est flottante entre celle des doctrinaires et celle des réformateurs.

LASTOURS (de), député sortant, a été réélu par le collège électoral du département du Tarn. (Voyez LASTOURS.)

LECARLIER, fils d'un régicide, a été nommé député par le collège électoral du département de l'Aisne. Cette nomination scandaleuse a affligé les vrais défenseurs de la monarchie et de la légitimité. S'il a hérité de la doctrine de son père, il n'aura pas sans doute l'audace de la proclamer dans le sanctuaire des lois. Cependant, comme les fautes sont personnelles, il faut attendre pour juger : ce n'est que la grande probabilité qui fait redouter son élection. On lui croit fort peu de moyens.

LEFÉVRIER, a été élu député par le collège électoral du département du Morbihan. On dit qu'il est fort attaché aux idées libérales. Il siégera au côté gauche.

LEPÊCHEUX, député des cent jours, a été élu au Corps-législatif par le collège électoral du département de la Mayenne. Ce député libéral siégera au côté gauche.

LESEIGNEUR, négociant à Saint-Valery, a été élu député par le collège électoral du département de la Seine-Inférieure. Ce député libéral siégera au côté gauche.

LUXEMBOURG (duc de), a été créé pair de France le 9 juin 1817.

M.

MECHIN (le baron), né à Versailles en 1762, suivoit le barreau de Paris au commencement de la révolution. Il se réunit aux jacobins, et se présenta à la barre de la Convention après le 9 thermidor, pour protester de son dévouement à la république, et de sa haine pour les égorgeurs et les rois. Il abandonna le parti avec lequel il avoit combattu,

et devint un ardent constitutionnel. Le Directoire nomma M. Méchin commissaire à Malte; mais il ne put se rendre à sa destination : il fut arrêté à Viterbe, assailli; mais il sut échapper aux plus grands dangers. Après la révolution du 18 brumaire Buonaparte le nomma aux préfectures des Landes, de la Roër, de l'Aisne et du Calvados. Il éclata à Caen une émeute occasionnée par la cherté des grains; il crut que sa présence en imposeroit aux séditieux; mais il fut poursuivi, et échappa à la mort par un stratagème. Pour rallentir la marche de cette troupe séditieuse, il jeta derrière lui des pièces d'argent qui furent ramassées; de sorte qu'il eut le temps d'entrer dans une maison et de s'y renfermer. Buonaparte l'appela à la préfecture de Rennes; mais il abandonna ses fonctions après l'inter règne. Il ouvrit à Paris un cabinet d'agence et de banque, qu'il abandonna pour reparaitre sur la scène politique. Il s'est présenté dans le département de l'Aisne, dont il a été préfet; il a rallié tous ses anciens amis, et il est parvenu à se faire élire député. Les réformateurs vantent son zèle et espèrent qu'il sera un défenseur ardent des idées libérales.

MONTEBELLO (duc de), a été créé pair de France le 17 octobre 1815.

N.

NOAILLES (duc de), a été créé pair de France le 4 juin 1814.

NOË (comte de), a été nommé pair de France le 17 août 1815.

P.

PAILLAUD DU CLERET, a été réélu député par le collège électoral du département de la Mayenne. Les libéraux ont contribué à sa nomination.

PUY. Le collège électoral du département de Vaucluse a élu député M. Puy. On croit que c'est un député nul, qui n'a accepté que pour exclure les candidats royalistes. L'état de sa santé ne lui permettra pas de se rendre à Paris, ni encore moins d'y passer l'hiver. Il sera toujours temps de donner sa démission lorsque l'occasion lui paraîtra favorable pour réélire à sa place un candidat digne de lui succéder.

R.

RAMOLINO, a été élu député par le collège électoral de la Corse. Il est cousin-germain de madame Latitia Buonaparte. A l'époque de la puissance de cette famille, il avoit des connoissances si bornées et si étroites, que Buonaparte reconnoissant sa nullité politique, le nomma directeur des contributions directes. Hors d'état de remplir cet emploi, il fut obligé de se faire remplacer par un contrôleur.

ROBERT, député des cent jours, a été élu au Corps-législatif par le collège électoral du Morbihan. Ce juge d'instruction, ardent et fanatique partisan des idées libérales, siégera au côté gauche.

S.

SAPEY, avocat, né à Grenoble en 1763, fut nommé membre du Corps-législatif en 1803. Il fut entièrement dévoué à Buonaparte. Il devint membre de la Chambre des représentans de 1815. Comme président de la députation du collège électoral du département de l'Isère, il prononça le discours suivant à Napoléon : « La voix du grand peuple s'est fait entendre pour la seconde fois, et vous avez reparu. Si Grenoble fut la dernière ville de l'Empire qui résista aux armes des puissances étrangères, elle fut aussi la première qui ouvrit ses

portes au libérateur de la patrie. Dès-lors nos destinées se sont accomplies : la lutte des intérêts et des préjugés d'un petit nombre d'hommes contre les lumières du siècle et les intérêts de la nation a été terminée. Votre Majesté, rendue aux vœux des Français, est remontée, au milieu des bénédictions du peuple et de l'armée, sur le trône abandonné par une dynastie qui s'est montrée ennemie de nos droits les plus sacrés ; mais son règne fut de courte durée. Ce n'est pas impunément qu'on dédaigne les sages conseils de la fille des siècles et la maîtresse des nations, celle qui ne se trompe jamais, l'Expérience. Les Anglais, dans un temps où la civilisation étoit moins avancée, n'essayèrent-ils pas aussi, mais en vain, de rappeler la maison des Stuarts ?... Nos droits vont être enfin affermis par une constitution susceptible d'être perfectionnée par le concours de nos représentans, en mettant à profit les observations qui auront été recueillies au Champ-de-Mai, où bientôt les enfans de la grande famille, réunis pour la seconde fois, jureront devant le monde et le ciel de mourir, s'il le faut, pour sauver notre indépendance et notre liberté. Oui, Sire, tous les partis se rallieront sous cette égide sacrée ; malheur à celui qui osera y porter atteinte ! Puisse Votre Majesté jouir long-temps du bonheur qu'elle va répandre sur la France ! Puisse-t-elle bientôt être réunie aux plus chers objets de notre affection et de notre amour ! Tels sont les vœux que forment tous les habitans du département de l'Isère, que l'histoire désignera à juste titre comme *la terre classique de la liberté*. » Il a été élu député en 1819 par le même département qui a nommé l'abbé Grégoire.

SAULX-TAVANNES (duc de), a été créé pair de France le 4 juin 1814.

SAVOIE-ROLLIN, député sortant, a été réélu au Corps-législatif par le collège électoral du départe-

ment de l'Isère. (Voyez SAVOIE-ROLLIN.)

SÉBASTIANI (Porta Horace, comte de), né dans l'île de Corse, en 1775, et parent de Buonaparte, embrassa la carrière militaire. Il combattit vaillamment en Egypte, en Allemagne, en Espagne, en Russie. Napoléon lui confia plusieurs missions qu'il remplit avec autant d'habileté que de succès. M. le général Sébastiani adhéra à la déchéance de Buonaparte. Le Roi lui accorda en 1814 la croix de Saint-Louis. Au retour de Buonaparte, en 1815, il se déclara son défenseur ; il se rendit à l'hôtel de l'administration des postes et à l'état-major de la garde nationale à la tête d'un détachement. Il avoit proposé de faire marcher sur l'ennemi la garde nationale parisienne. Il fut nommé membre de la commission chargée de réviser les nominations faites depuis le 1^{er} avril 1814, et il reçut la mission d'organiser les gardes nationales actives d'Amiens. En même temps, le collège électoral l'élut député à la Chambre des représentans ; il combattit la motion de M. Roy, qui demandoit que la Chambre eût communication de la déclaration de guerre faite aux alliés. « Le sang français a coulé, s'écria-t-il, et l'on vous parle d'une loi pour déclarer la guerre ! » Après la seconde abdication de Buonaparte le général Sébastiani fut l'un des commissaires nommés pour aller traiter de la paix avec les puissances alliées. Cette négociation ne réussit pas. Il quitta la France quoiqu'il ne fût point compris dans l'ordonnance du 24 juillet, et se retira en Saxe. Revenu à Paris depuis quelque temps, il y jouit du traitement de demi-solde. Le général Sébastiani a été élu député par le collège électoral de la Corse.

SUFFREN, de Saint-Tropez, a été nommé pair de France le 17 août 1815.

SÉRENT (duc de), a été créé pair de France le 4 juin 1814.

SUZE (marquis de), a été nommé pair de France le 17 août 1815.

T.

TALARU (marquis de), a été nommé pair de France le 17 août 1815.

TARAYRE, embrassa la carrière militaire : il servoit dans l'armée de Louis, roi de Hollande. Il s'attacha à Buonaparte, et il lui adressa un discours où l'on remarque le passage suivant : « Les Bourbons, sans vertus et sans gloire, auroient voulu remonter sur le trône dont ils ont été chassés : ils eussent amené à leur suite les haines, les vengeances ; une noblesse dépouillée qu'il eût fallu enrichir aux dépens des fortunes des particuliers, et elle seule eût occupé les emplois que nous avons gagnés sur le champ de bataille : ôtez aux Bourbons l'espoir de jamais remonter sur le trône. Le nom de Buonaparte est devenu cher à la nation ; vous l'avez rendu immortel ; que ce soit désormais celui de nos souverains. » Au retour du Roi, le général Tarayre fut admis à la retraite. Il est parvenu, par les sollicitations et les intrigues de M. le marquis de Lafayette, à se faire

nommer député par le collège électoral du département de la Charente-Inférieure, où il n'a aucune propriété, et où son nom n'étoit pas même connu. Il siégera sans doute à côté de son protecteur et de MM. Benjamin-Constant, Manuel et Bignon.

TOUPOT, a été élu député par le collège électoral du département de la Haute-Marne. Il est connu par son attachement aux principes monarchiques. Il siégera certainement au côté droit.

TREMOUILLE (duc de la), a été créé pair de France le 4 juin 1814.

TURKEIM (baron de), a été élu député par le collège électoral du département du Bas-Rhin : ce député libéral se hâtera de siéger au côté gauche.

V.

VENCE (marquis de), a été nommé pair de France le 17 août 1815.

VILLEMAIN, a été élu député par le collège électoral du département du Morbihan ; il est grand adversaire de la révolution : il siégera au côté gauche de la Chambre.

Députés nommés par les Royalistes.

MM. Fournier de Clauzelles, Cardonnel, Toupot, Lastours, Castelbajac.

Députés Libéraux, Ministériels et Mixtes.

Les députés nommés par le parti libéral sont : MM. Larbey Pompières, Méchin, Lecarblier, Foy, Burelle, Tarayre, Clément, Sapey, Grégoire, Paillaud du Cléret, Lepécheux, Villemain, Bastarèche, Lambrrecht, Cabanon, Leseigneur, Girardin, Puy, Demarçay.

Les députés nommés par le parti ministériel sont : MM. Calvet de Madailles, Admiraault, Courvoisier, Lacroix-Frainville, Becquey, Halcan, Dartigaux, d'Angosse, Brakenhoffer, Turkeim, Daugier.



Les députés élus par les libéraux et les ministériels sont: MM. DALPHONSE, GANLIN, GUETARD, SAVOIE-ROLLIN, PROSPER-DELAUNAY, LAROCHE, BEUGNOT.

Les députés qui n'ont été élus par aucun parti, et qui sont pourtant des libéraux, sont MM. FAURE, BEAU-SÉJOUR, FRANÇAIS DE NANTES, ROBERT, SAGLIO, FRADIN, BISSON.

Tableau des Députés non-réélus mis en parallèle avec les Députés réélus.

Députés non-réélus.

MM. AUFÉRET-DURAND, royaliste.
BAUDRY, ministériel.
BEGOUEN, ministériel.
BELLECIZE (marquis de), royaliste.
CAQUET, royaliste.
CASTEL, ministériel.
CAUSANS (de), royaliste.
CHEVALIER-MALIBERT, ministériel.
COURTAVEL, royaliste.
DELORMIER, royaliste.
DÜVENGOIER DE HAURANNE, ministériel.
GAETE (duc de), ministériel.
GESTES (de), royaliste.
JOLLIVET, ministériel.
JOURNEAU DES RASES, ministériel.
KERN, ministériel.
KERIZOCET, ministériel.
LOMBARD, libéral.
LUZINES, royaliste.
MACARTHY (de), royaliste.
MAGNIER-GRANDPRÉ, ministériel.
MONTMORENCY (le prince de), royaliste.
PAPORET, ministériel.
PERALDY. Il n'a jamais paru à la Chambre.

MM. PLANETI DE LAVALETTE, ministériel.

POISSARD, libéral.
PREVREND DE LA BOUTRESSE, royaliste.
RIEARD, royaliste.
RIEBEL, ministériel.
ROCHE-TALLON, royaliste.
SAINT-ALDEGONDE, royaliste.
SCEY (comte de), hors de France.
SOULIER, royaliste.
TOURNEMINE (baron de), ministériel.

Députés réélus.

MM. ARMIRAUT, ministériel.
ANGOSSE (d'), ministériel.
BEQUEY, ministériel.
BEUGNOT, ministériel.
CALVET DE MADAILLAN, ministériel.
CARDONEL, royaliste.
DELAUNAY, ministériel.
DAUGIER, ministériel.
FORTIER DE CLAUZELLES, royaliste.
GENET, ministériel.
LASTOURS (de), royaliste.
PAILLAUD DU CLÉRET, libéral.
SAVOIE-ROLLIN, ministériel.

FIN.

643834





